



HAL
open science

La ville de Washington dans l'après-Seconde Guerre mondiale (1945-1955) : une capitale instrumentalisée, enjeu et outil de politique nationale

Ludivine Gilli

► **To cite this version:**

Ludivine Gilli. La ville de Washington dans l'après-Seconde Guerre mondiale (1945-1955) : une capitale instrumentalisée, enjeu et outil de politique nationale. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2013. Français. NNT : 2013PA010591 . tel-00904560

HAL Id: tel-00904560

<https://theses.hal.science/tel-00904560>

Submitted on 14 Nov 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

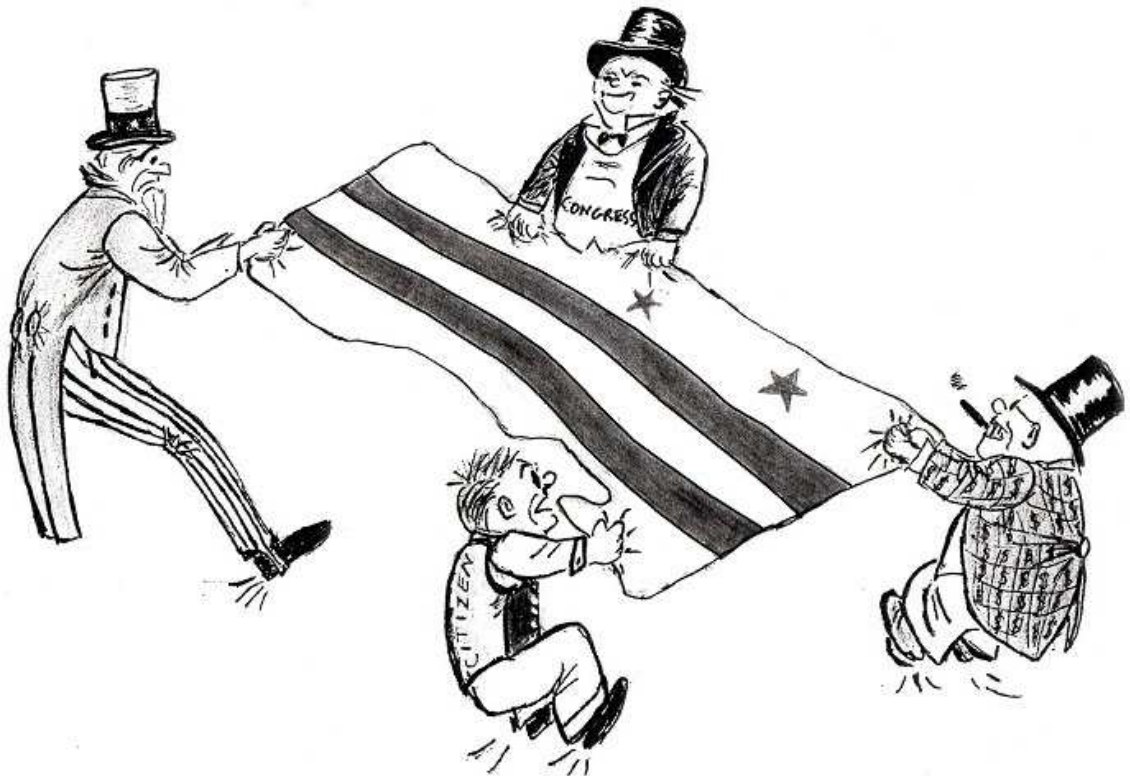
UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
École doctorale d'histoire

La ville de Washington
dans l'après-Seconde Guerre mondiale (1945-1955)

Une capitale instrumentalisée, enjeu et outil de politique nationale

Ludivine GILLI

Thèse pour l'obtention du doctorat en histoire
Présentée et soutenue publiquement à Paris le 17 juin 2013



Directeur de recherche

M. André KASPI, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Rapporteurs

M. Philippe CHASSAIGNE, professeur à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3
Mme Hélène HARTER, professeur à l'Université Rennes 2

Membres du jury

Mme Annie FOURCAUT, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
M. Pierre MÉLANDRI, professeur émérite à l'Institut d'Études Politiques de Paris

Résumé en Français

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la capitale étatsunienne connaît une croissance sans précédent et acquiert une position incontestée de quartier général des Alliés. La Washington de 1945 est une nouvelle ville, qui n'a plus rien à voir avec le paysage urbain peuplé mais somnolent de 1939. Suite à la guerre, toutefois, la question du devenir de la capitale se pose : que va-t-il advenir du District de Columbia ? Nombre d'acteurs du jeu urbain, politique et social veulent avoir leur mot à dire dans le futur de la capitale. La plupart d'entre eux, espèrent utiliser la ville pour promouvoir des objectifs personnels, qu'ils soient locaux ou nationaux.

Au cours des années d'après-guerre, le District est le théâtre de nombreuses joutes symboliques, qui voient s'affronter l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux du pays. Les enjeux sont locaux, nationaux ou internationaux, ils concernent l'administration locale, le droit de vote, la ségrégation, les conditions de logement, etc., ils rejaillissent sur Washington à la fois en tant que ville-symbole et que ville habitée. Ces affrontements et leurs résultats variables incarnent la capitale et dessinent son futur tout à la fois.

Nous étudions ici pourquoi et comment ces évolutions se produisent. Le combat pour l'égalité entre Noirs et Blancs, par exemple, progresse significativement dans le District entre 1945 et 1955, ouvrant la voie à des progrès sur le plan national. La lutte contre les taudis de la ville, en revanche, ne semblent pas pouvoir triompher, ce qui mènera à la mise en œuvre des fameux programmes de redéveloppement urbain, souvent associés au déclin des centres-villes. La lutte pour l'autodétermination et les efforts fournis pour développer les rôles national et international de Washington sont d'autres exemples des dynamiques à l'œuvre dans la capitale entre 1945 et 1955.

Après une première partie consacrée à la situation dans le District à la fin de la guerre, afin d'exposer les enjeux qui se posent en 1945, nous examinons les spécificités et implications de son rôle de capitale, tant sur le plan national que sur le plan international. La troisième partie porte sur les évolutions urbaines et sociales dans la ville d'après-guerre.

Titre en anglais :

Washington, D.C., in the Postwar Years (1945-1955): Instrumentalized Capital City, Stake and Tool of National Politics

Résumé en anglais

During the Second World War, the Federal Capital of the United States experiences an unprecedented growth and acquires an uncontested international status as the Allied Forces' Headquarters. The Washington of 1945 is a changed city, nothing like the populated but sleepy urban landscape of 1939. In the wake of the war, however, the fate of the city is in question: what will become of the District of Columbia (DC)? Many different players in the urban, political and social game want to have a say in the future of the capital. Most of them, on a local as well as a national level expect using the city to promote a personal agenda.

In the Postwar years, many symbolic battles are fought within the District's boundaries, pitting against each other the country's multiple players. The stakes are local, national or international; concern local policy, voting rights, racial segregation, housing conditions, etc.; reflect on DC as a symbol and as a real lived-in city. These battles and their different outcomes at once embody the city and shape its future. We study why and how this happens. The fight for racial equality, for instance, makes tremendous legal and actual headway in the city between 1945 and 1955, paving the way for progress on a national scale. The fight against the city's slums and substandard housing, however, can't seem to find a solution, which will lead infamous urban renewal programs to often be associated with bleak inner-city future. The fight for home rule and the efforts made to enhance Washington's national and international role are other examples of the significant dynamics at work in the Postwar era.

Mots clé

Washington – District de Columbia - États-Unis – Capitale – Ville - Politiques urbaines – Gouvernance – Ségrégation – Après-guerre

Keywords

Washington, D.C. – District of Columbia – United States – Postwar – Capital – City – Urban affairs – Civil Rights – Home Rule – Urban Redevelopment

Table des matières

Table des matières	4
Table des illustrations	15
Remerciements	19
INTRODUCTION	21
PARTIE I	33
1945 : WASHINGTON, D.C. À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	33
CHAPITRE 1	35
Un modèle de gouvernement complexe et contesté	35
I. L'administration de la capitale : à la recherche d'une gestion optimale	37
A. Un système de gouvernement en perpétuelle mutation (1800-1945)	38
1. Le choix d'un district fédéral	38
2. L'implantation géographique de la capitale	40
3. Modes de gestion et droits des habitants : 1800-1945	41
B. Gouverner la capitale nationale	45
1. Qui gouverne ?	45
2. Légiférer pour le District	51
3. Administrer le District : la tâche des commissaires	61
4. Un système administratif désordonné	72
C. La réorganisation administrative dans la capitale : des décennies de statu quo (1878-1940)	75
II. Ville-Congrès : une relation tendue	78
A. Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale	78
1. Des coûts et des contraintes supplémentaires, en augmentation régulière	79
2. Un manque à gagner pour le budget de la ville	84
B. La participation de l'État au budget de la ville : un système instable et source de conflit	89
III. Politique locale et pouvoir citoyen : une situation bloquée	92
A. Les enjeux et les acteurs en présence	92
1. La lutte pour le droit de vote : luttes convergentes, stratégies divergentes	92
2. Le droit de vote, pourquoi ?	96
3. Les arguments et les lobbies derrière le maintien du statu quo	104
4. Un élément de comparaison : la situation dans d'autres capitales	112
B. L'émergence de la lutte pour le droit de vote	116
1. Une lutte intermittente (1880-1945)	116
2. Les acteurs de la lutte	122
CHAPITRE 2	127
L'explosion démographique de la capitale et ses effets sur les infrastructures	127
I. « Boomtown » : l'explosion démographique de la capitale pendant la guerre	128
A. La lente transformation d'une bourgade en ville d'ampleur nationale (1800-1940)	128
1. Naissance et développement du District	128
2. L'émergence de la banlieue	131
1. Démographie et politique : le rôle du gouvernement fédéral dans la croissance démographique de la capitale	133
B. Une ville de passage à forte minorité noire	137
C. La répartition de la population dans le District en 1945 : une affaire de couleur	143

1.	La trame du major L'Enfant : un plan simple et original	143
2.	Des quartiers à densité variable	144
3.	Une ségrégation résidentielle manifeste	146
D.	Les effets de la Seconde Guerre mondiale sur la population du District	148
1.	L'explosion démographique (1940-1943)	148
2.	Le temps des incertitudes (1943-1945)	150
II.	Loger les Washingtoniens : la pénurie à l'œuvre	154
A.	Une situation tendue qui s'aggrave pendant la guerre	154
1.	La baisse drastique du nombre de logements disponibles	154
2.	Le temps des compromis : les solutions temporaires trouvées par les habitants	157
B.	Les pauvres, premières victimes de la pénurie	160
1.	La pénurie des logements à loyer modeste	160
2.	La situation particulièrement critique des Noirs	163
3.	Mise en place et fonctionnement du logement social dans la capitale	173
C.	Le développement des taudis dans la capitale	179
1.	Les alley dwellings : une forme de densification de l'espace propre à Washington	180
2.	Les premières tentatives d'éradication	184
3.	La situation à la fin de la Seconde Guerre mondiale	186
4.	Pénurie de logements et persistance des taudis : un cercle vicieux	191
III.	De nouvelles infrastructures pour une nouvelle métropole	194
A.	Créer une capitale à partir de rien : le défi des infrastructures au cours du premier siècle washingtonien (1800-1900)	194
1.	Une capitale qui peine à s'équiper (1800-1871)	194
2.	Le déclin des années Shepherd (1871-1900)	201
B.	Développer et embellir la capitale : de nouvelles exigences pour un nouveau siècle (1900-1945)	219
1.	De l'élan du centenaire à la Première Guerre mondiale (1900-1920)	219
2.	<i>Federal Triangle</i> : un grand projet pour une grande capitale	228
3.	Les débuts de la planification urbaine moderne dans la capitale	233
C.	Washington en guerre (1940-1945), ou comment faire plus avec moins ?	238
1.	Les transports à l'heure du rationnement	239
2.	L'énergie : le nerf de la guerre	245
3.	Le téléphone, clé de la communication	247
4.	Approvisionner la ville en eau et évacuer les eaux usées	248
5.	L'urbanisme, pendant la guerre aussi	250

CHAPITRE 3

253

Ville blanche, cœur noir : une capitale ségréguée

253

I.	Aux origines de la ségrégation : l'évolution des droits des Noirs à Washington	254
II.	La situation en 1945 : une capitale qui ségrègue et discrimine	265
A.	Une ville, deux systèmes scolaires	265
1.	Une ségrégation enracinée dans l'histoire	265
2.	État des lieux en 1945 : un système inégalitaire	270
3.	En marge du système général : les écoles privées et l'enseignement supérieur	280
B.	Les sports et les loisirs, un domaine supplémentaire de ségrégation	283
1.	Les sports, ou la ségrégation sous toutes ses formes	283
2.	Les loisirs : une zone trouble, incarnation des disparités washingtoniennes	293
C.	Ségrégation et discrimination au jour le jour	296
1.	Les commerces et les services	296
2.	La religion : pas de sanctuaire contre la ségrégation	297
3.	Les multiples formes de discrimination	301
4.	Les exceptions et contradictions de la situation washingtonienne	303
III.	La vie au sein de la communauté noire	304
A.	Les quartiers noirs de la capitale	305
1.	Southwest	305
2.	Capitol Hill et Foggy Bottom	307
3.	Anacostia	308
4.	Les quartiers des classes moyennes noires : <i>LeDroit Park, Logan Circle, Brookland</i>	311

B.	Des quartiers animés	316
C.	Une structure communautaire développée	321
PARTIE II		327
VILLE, CAPITALE NATIONALE ET MÉTROPOLE INTERNATIONALE		327
CHAPITRE 4		329
Une capitale nationale		329
I.	Washington, la quête d'une légitimité incontestée	330
A.	« Une bourgade sudiste assoupie », capitale contestée (1790-1861)	330
1.	Des débuts difficiles (1790-1812)	330
2.	La guerre de 1812 et ses répercussions sur la légitimité de la capitale américaine (1812-1860)	335
B.	Deux électrochocs pour asseoir la légitimité de la capitale (1861-1874)	337
1.	L'impact de la guerre de Sécession sur la perception de Washington : les tentatives de déplacer le siège du gouvernement	338
2.	La révolution Shepherdienne	346
C.	De guerre en guerre, Washington renforce son pouvoir (1875-1955)	348
1.	Un nouveau siècle s'ouvre sur une ville en transformation	348
2.	La Première Guerre mondiale : Washington s'invite sur la scène internationale	349
3.	Washington, quartier général des Alliés	354
II.	Un théâtre privilégié de la politique nationale	357
A.	Washington, vitrine et centre névralgique du pouvoir national	357
1.	Le pouvoir mis en scène : la planification réfléchie de Washington	357
2.	Washington, incarnation du pouvoir politique	365
3.	La Première Ville : Washington, demeure du président des États-Unis	371
B.	Washington, lieu de célébration nationale : fédérer dans la joie et la tristesse et cimenter l'Union	400
1.	Quand la capitale forge le récit de l'histoire nationale	400
2.	Quand la Nation célèbre : les parades officielles, ou l'art de consacrer les héros américains contemporains	419
C.	La capitale : un lieu stratégique pour les acteurs politiques	424
1.	La mise en musique du pouvoir : Washington, havre des agences fédérales	424
2.	Les associations et lobbies investissent le District	425
3.	La politique nationale dans la capitale	430
III.	La capitale comme objet touristique	443
A.	Le tourisme professionnel : Washington, un lieu de choix pour les congrès et conventions	443
B.	Tourisme civique, tourisme historique : les Américains au cœur de leur histoire	446
1.	La croissance du tourisme dans la capitale	446
2.	Le rôle du Board of Trade	452
3.	Tourisme civique, tourisme historique, tourisme événementiel : petit précis des tourisms washingtoniens	455
CHAPITRE 5		463
Une ville internationale et diplomatique		463
I.	Une internationalisation croissante	464
A.	Ambassades et légations	464
1.	Les ambassades washingtoniennes : un reflet de l'expansion des États-Unis	464
2.	Des ambassades dans la ville : urbanisme et politique étrangère à Washington	474
3.	La vie mondaine : une partie intégrante de la culture washingtonienne	481
B.	Ville de représentation : l'accueil des dignitaires étrangers	483
C.	L'ère des agences internationales	487
1.	Un siège washingtonien pour le FMI et la Banque mondiale	487
2.	L'Organisation des États Américains	491
3.	Signature de traités, Réunions internationales	495
II.	Washington dans la guerre froide : une ville-cible	497

A.	Déconcentrer les lieux de pouvoir pour réduire les risques : les tentatives avortées de dispersion des agences	498
1.	Le précédent de la Seconde Guerre mondiale	498
2.	Disperser les institutions essentielles : première tentative	499
3.	La politique de continuité : assurer le fonctionnement de l'État en cas d'attaque nucléaire	515
B.	Imaginer l'inimaginable : la défense civile et les scénarios d'évacuation de la capitale	520
1.	Aux origines de la défense civile : 1916-1945	520
2.	L'immédiat après-guerre : de la relâche à la reprise des efforts (1946-1949)	524
3.	1950 : année déterminante pour la défense civile nationale	529
4.	Washington : cible idéale, modèle de défense civile ?	531
CHAPITRE 6		545
Gouverner et être gouverné à Washington : le difficile compromis entre politique locale et rôle de capitale		545
I.	L'administration de la capitale : le temps de la réorganisation	545
A.	Gouverner la capitale nationale : les acteurs institutionnels de l'après-guerre	545
1.	Au Congrès : insouciance, manque de temps... et quelques exceptions	545
2.	Les commissaires de l'après-guerre	546
3.	Les commissaires, administrateurs sous contrôle ?	551
B.	La mise en œuvre de la réorganisation	554
1.	Les premières tentatives législatives de l'après-guerre (1947-1952)	554
2.	Le plan de réorganisation N°5 et sa mise en œuvre (1952-1954)	561
II.	Ville-Congrès : une relation tendue	566
A.	Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale	566
B.	La participation de l'État au budget de la ville	568
1.	Les enjeux de l'après-guerre : trouver les moyens de financer de grands travaux	568
2.	Débats autour de la contribution fédérale	570
3.	Le recours aux impôts locaux : changement de structure et augmentations en série	576
III.	La relance de la lutte pour le droit de vote	580
A.	L'immédiat après-guerre et les débuts de la renaissance (1945-1946)	580
1.	Un contexte en évolution	580
2.	Le 79 ^e Congrès à l'œuvre : de nouvelles initiatives pour le droit de vote des Washingtoniens	583
B.	Le 80 ^e Congrès : une période charnière (1947-1948)	591
C.	Autodétermination et réorganisation en question (1949-1952)	611
1.	L'apogée du mouvement : le projet Kefauver (1949-1950)	611
2.	De Kefauver à Neely et Case (1951-1952)	625
D.	<i>Home Rule</i> et majorité républicaine : un nouveau départ ? (1953-1954)	640
E.	1955 : de nouveaux échecs, mais une première victoire	650
PARTIE III		659
LES MÉTAMORPHOSES D'UNE VILLE AMÉRICAINE		659
CHAPITRE 7		661
Washington, laboratoire de politique sociale : la déségrégation en marche		661
I.	Les restaurants et les salles de spectacle : premières déségrégations réussies	662
A.	La déségrégation des restaurants (1949-1953)	662
B.	La déségrégation des cinémas et théâtres : du noir et blanc à la couleur (1946-1953)	681
1.	La déségrégation de l'auditorium Lisner	682
2.	Le <i>National Theatre</i> , parangon de la résistance à la déségrégation	685
3.	Des théâtres aux cinémas : extension du domaine de la lutte	691
II.	La déségrégation des sports et des loisirs	696
A.	La déségrégation des terrains de sport et des aires de loisir	696
1.	La politique volontariste du ministère de l'Intérieur	697
2.	La Commission des loisirs traîne les pieds	706
B.	La déségrégation du sport : l'exemple du baseball	714

1.	Grandeur et décadence des Homestead Grays : la fin du baseball noir dans la capitale	715
2.	Les Senators sur la voie de l'intégration	719
III.	La déségrégation des écoles	725
A.	De 1945 à 1954 : évolution de la situation dans les écoles	725
1.	Les changements de tendance	725
2.	Le cas de l'enseignement supérieur	733
3.	Actions contre la ségrégation	735
B.	La décision du 17 mai 1954	741
1.	Soutien et anticipation des autorités locales	744
2.	Mise en place de la déségrégation	745
3.	Une opposition faible et vite maîtrisée	751
C.	L'heure des bilans	757
1.	Une rentrée sous le signe de l'intégration : premier bilan	757
2.	Une année de déségrégation : bilan et analyse à la fin 1955	761
3.	La déségrégation dans les secteurs à part	766
4.	Quel bilan final ?	768
CHAPITRE 8		777
Métamorphoses démographiques		777
I.	Les incertitudes de l'après-guerre : une démographie en transition	777
A.	Le rebond de l'immédiat après-guerre (1945-1946)	777
B.	Le District de la chute à la stabilisation (1946-1955)	780
C.	Quartiers gagnants, quartiers perdants : une nouvelle répartition géographique des habitants	782
II.	Ville stagnante, banlieue en plein essor	786
III.	District noir, banlieue blanche	794
A.	Une structure raciale en profond changement	794
B.	Les causes du changement	798
1.	Des causes générales	798
2.	Quel effet de la déségrégation des écoles ?	799
C.	Quartiers noirs, quartiers blancs, frontières mouvantes	801
CHAPITRE 9		807
Washington, laboratoire de politique urbaine		807
I.	L'évolution de la situation du logement dans la capitale : de la pénurie générale à la pénurie ciblée (1945-1950)	808
A.	Les ressorts de la pénurie : plusieurs facteurs à l'œuvre	808
1.	Une forte augmentation des coûts de construction	808
2.	Des effets importants sur le niveau et le type de constructions	809
3.	Une relance modérée de la construction	810
4.	Les destructions de logements accentuent la pénurie	811
5.	Le rôle de la démographie	813
B.	Pauvres, Noirs, anciens combattants : des populations particulièrement affectées	816
1.	Les difficultés des plus pauvres à trouver un logement décent	816
2.	Les promesses de la décision Shelley v. Kraemer	819
3.	Dur retour au pays pour les GI's	822
4.	L'extension des taudis	824
5.	La difficile mise en œuvre du logement social	828
C.	Les autorités prennent acte du problème	829
1.	Le maintien des mesures d'exception	829
2.	Des mesures spécifiques vers les anciens combattants	831
3.	De la politique du logement à la politique de la ville : le <i>Housing Act of 1949</i>	832
II.	Les défis du début des années 1950 : loger les plus pauvres et éradiquer les taudis (1950-1955)	835
A.	La pénurie de logements s'efface dans le District	835
B.	Logement social : les obstacles demeurent	836
III.	Le redéveloppement urbain : vers une résolution du problème des taudis ?	839
A.	Le <i>District of Columbia Redevelopment Act of 1945</i>	841

1.	Adoption et objectifs de la loi sur le redéveloppement de 1945	841
2.	La RLA : bras (dés)armé du redéveloppement à Washington	842
3.	Rénovation urbaine : premières tentatives infructueuses à <i>Marshall Heights</i>	843
B.	Le redéveloppement du Southwest, premier grand test du redéveloppement urbain dans la capitale	844
1.	Le <i>Southwest</i> en 1950 : zone de rénovation prioritaire	844
2.	Un quartier, deux projets de redéveloppement	846
3.	Débuts du redéveloppement dans la « zone B »	848
4.	Lancement du redéveloppement dans la zone C	851
C.	Le redéveloppement urbain dans le District : quelles conséquences ?	852
 CONCLUSION		 857
 ANNEXES		 865
Annexes du chapitre 1		866
	Annexe 1 : Organigramme du District de Columbia avant la réorganisation de 1954	866
	Annexe 2 : Services rendus au gouvernement fédéral par le District de Columbia	867
	Annexe 3 : Recettes de villes américaines ayant entre 500 000 et 1 million d'habitants	869
	Annexe 4 : Propriétés exemptées d'impôts dans le District de Columbia (1935-1947)	869
	Annexe 5 : Lutte pour le droit de vote	870
 Annexes du chapitre 2		 872
	Annexe 1 : L'urbanisation de Washington et de sa banlieue entre 1800 et 1927	872
	Annexe 2 : Employés fédéraux civils aux États-Unis et à Washington de 1816 à 1945 (au 30 juin)	873
	Annexe 3 : Employés fédéraux Washington de 1938 à 1946	874
	Annexe 4 : Carte des secteurs de recensement du District en 1940	875
	Annexe 5 : Carte des secteurs de police du District en 1940	876
	Annexe 6 : Répartition de la population du District en 1940	876
	Annexe 7 : Croissance de la population et du nombre de logements à Washington (1910-1936)	877
	Annexe 8 : Bâtiments détruits sur Independence Avenue pour construction de <i>war housing</i>	877
	Annexe 9 : Logements construits à Washington (1940 – 1945)	878
	Annexe 10 : Pension de famille dans le District en 1942	878
	Annexe 11 : No vacancy – extraits de « Plus on est de fous » (1939), de George Stevens	879
	Annexe 12 : Construction de bureaux temporaires sur le Mall	880
	Annexe 13 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington en 1940	881
	Annexe 14 : Exemple de <i>war housing</i> : les trailers	882
	Annexe 15 : Estimation du nombre d'impasses à Washington (1858-1952)	882
	Annexe 16 : Cartes des maisons d'impasse dans la capitale entre 1871 et 1927	883
	Annexe 17 : Toilettes extérieures dans une impasse du Sud-Est du District	884
	Annexe 18 : Part de la dette, des travaux publics et de la protection incendie dans le budget du District (1881-1917)	884
	Annexe 19 : Bureaux temporaires construits sur le Mall pendant la Première Guerre mondiale	885
	Annexe 20 : Résidences construites en 1918 entre le Capitole et <i>Union Station</i> pour les employés fédéraux participant à l'effort de guerre	885
	Annexe 21 : Dates de début et de fin des travaux des sept édifices initiaux du Federal Triangle	886
 Annexes du chapitre 3		 887
	Annexe 1 : Tracts distribués par la NNA pour la déségrégation de Peoples Drug Stores	887
	Annexe 2 : Plan des quartiers de la capitale (WP)	889
 Annexes du chapitre 4		 890
	Annexe 1 : Extraits du film « Monsieur Smith au Sénat », Frank Capra (1939)	890
	Annexe 2 : Plan réalisé par Pierre-Charles L'Enfant en 1791, avec les observations de l'urbaniste	892
	Annexe 3 : Carte topographique de Washington en 1791	893
	Annexe 4 : Harry Truman, Discours des quatre points (1949)	894
	Annexe 5 : « Wordle » du discours d'investiture d'Harry Truman (1949)	895

Annexe 6 : Wordle » du discours d'investiture de Dwight Eisenhower (1953)	895
Annexe 7 : Harry Truman et Dwight Eisenhower, meilleurs amis du monde (1953)	896
Annexe 8 : Dwight Eisenhower acclamé aux abords du Capitole, 18 juin 1945	896
Annexe 9 : Accueil du général Wainwright dans la capitale, le 10 septembre 1945	897
Annexe 10 : Remise de la médaille d'honneur du Congrès au Gen. Wainwright par H. Truman, 10 sept. 1945	897
Annexe 11 : Répartition des sièges des organisations hors organisations d'affaires (1931-1959)	898
Annexe 12 : Nombre de touristes et recettes induites à Washington entre 1946 et 1955 (en millions)	898
Annexe 13 : Nombre de visiteurs au Smithsonian, par bâtiment, entre 1946 et 1953	899
Annexe 14 : Programme du Cherry Blossom Festival en 1949	899
Annexe 15 : Foule des visiteurs lors du Cherry Blossom Festival en 1947	900
Annexes du chapitre 5	901
Annexe 1 : Localisation de Massachusetts Avenue et 16th Street dans le District	901
Annexe 2 : Plan de Massachusetts Avenue	902
Annexe 3 : Visite de dignitaires étrangers dans la capitale américaine	903
Annexe 4 : 1818 H Street, NW : le siège de la BIRD et du FMI	904
Annexe 5 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord, Washington, 4 avril 1949	905
Annexe 6 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord par Harry Truman, 24 août 1949	905
Annexe 7 : Déclaration du Président Truman sur l'explosion atomique russe, le 23 septembre 1949	906
Annexe 8 : Article de David Parker dans le Washington Post du 3 août 1947	907
Annexes du chapitre 6	908
Annexe 1 : Surface et valeur des propriétés fédérales, municipales et privées exemptées d'impôts dans le District en 1947	908
Annexe 2 : Montant et part de la contribution fédérale dans le budget du District	908
Annexe 3 : Structure des impôts à Washington (1945-1955)	909
Annexe 4 : Discours du président Truman sur les droits civiques	910
Annexe 5 : Case Seven Points	911
Annexes du chapitre 7	912
Annexe 1 : Caricatures sur les droits civiques	912
Annexe 2 : Données sur la déségrégation scolaire	916
Annexe 3 : Transfert des écoles entre les divisions blanche et noire (1947-1954)	916
Annexe 4 : Dépenses par élève dans une sélection d'États américains en 1953-1954	917
Annexe 5 : Déclaration de politique générale du Conseil scolaire, 25 mai 1954	918
Annexes du chapitre 8	920
Annexe 1 : Accroissement naturel et nombre de naissances à Washington (1940-1955)	920
Annexe 2 : La population de Washington entre 1945 et 1955	920
Annexe 3 : Nombre d'employés fédéraux civils dans la région de Washington de 1940 à 1957	921
Annexe 4 : Nombre de fonctionnaires fédéraux dans la région de Washington (1921-1957)	921
Annexe 5 : Évolution de la densité de la population dans la capitale (1940-1960)	922
Annexe 6 : Évolution de la proportion de Noirs dans la capitale (1940-1960)	925
Annexe 7 : La population de la banlieue de Washington de 1930 à 1957	928
Annexe 8 : Population des comtés voisins de Washington (1930-1957)	928
Annexe 9 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1950-1957)	929
Annexe 10 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1930-2000)	929
Annexes du chapitre 9	930
Annexe 1 : Index des coûts de construction entre 1915 et 1955 (Base 100 en 1947-1949)	930
Annexe 2 : Coûts de construction aux États-Unis (1915-1955) selon l'indice AAC	930
Annexe 3 : Indices de coût de construction 1913-1949	931
Annexe 4 : Nombre de logements construits à Washington, Chicago, San Francisco et Boston (1935-1955)	932
Annexe 5 : Profil des logements à Washington, 1940-1950	933
Annexe 6 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington	933

SOURCES

935

Abréviations utilisées	936
I. Localisation des principales sources primaires	937
A. Les archives municipales : élusives à souhait	937
B. District of Columbia Public Library	937
C. Historical Society of Washington, D.C.	938
D. Library of Congress	938
E. George Washington University	938
1. The Center for Washington Area Studies	938
2. The Gelman Library	938
F. Les Archives nationales : National Archives and Records Administration	939
G. Howard University	939
H. Les bases de données en ligne	939
II. Harry Truman Library : les archives d'Harry Truman	939
A. President's secretary's files, 1945-53	939
B. White House Central Files, 1945-53	939
1. Official File, 1945-53	940
2. President's Personal File, 1945-53	942
C. Files named for offices : White House Press Release Files, 1945-53	943
D. Archives diverses disponibles sur internet	944
E. Collection audiovisuelle	944
III. Les archives du Congrès	944
A. Records of the Committee on the District of Columbia	945
1. Committee on the District of Columbia, 1879-1946	945
2. Committee on the District of Columbia, 1947-68	946
B. Records of the Committee on Appropriations, 1867-1968	950
1. Records of the Appropriations Committee, 1867-1946	950
2. Records of the Appropriations Committee, 1946-1968	950
C. Joint Committee on Washington Metropolitan Problems, 1957-60	951
D. Committee on the Civil Service, 1924-1946	951
E. Records of the Committee on Government Operations (RG 46.13)	952
F. Le Congressional Serial Set (LOC, NARA)	952
1. Report of the Government of the District of Columbia (RGDC)	953
2. Statistical Abstract of the United States	955
3. Congressional County and City Data Book	956
4. Smithsonian Institution	957
G. Congressional Record	957
H. Statutes at large (LOC)	957
I. Archives diverses du Congrès	958
J. Congressional Archives – Carl Albert Center (University of Oklahoma)	959
1. Andrew J. Biemiller Collection	959
2. Helen Gahagan Douglas Collection	959
3. Preston E. Peden Collection	959
4. Tom Steed Collection	960
5. Elmer Thomas Collection	960
6. George H. Wilson Collection	960
K. Yale Law School – Lillian Goldman Law Library	961
IV. Les archives nationales : dépositaires de plusieurs fonds du District	961
A. Records of the National Capital Planning Commission (RG 328)	961
B. National Capital Housing Authority (RG 302)	962
C. Records of Presidential Inaugural Committees (RG 274)	962
1. Records of the 1949 Inaugural Committee (274.3)	962
2. Records of the 1953 Inaugural Committee 1952-54 (274.4)	962
3. Records of the Commission of Fine Arts (RG 66)	962
4. Records of the National Park Service (RG 79)	962
5. Records of the Central Intelligence Agency (RG 263)	963
6. Records of the National Security Council (NSC) (RG 273)	963
7. Records of the Office of Civil and Defense Mobilization, National Security Resources Board Files (RG 304)	963

8.	Records of the Atomic Energy Commission, Office of the Secretary General Correspondance (RG 326)	964
9.	Records of the Government of the District of Columbia, Board of Commissioners General Files, (RG 351)	964
D.	Records of International Conferences, Commissions, and Expositions (RG 43)	964
V.	Le Bureau of Census : données démographiques et économiques	964
VI.	DCPL - Washingtoniana Division	965
A.	Home Rule Committee Collection (1939-1961) – coll. 55	965
B.	Statehood Commission Records (1941-1994) – coll. 48	966
C.	Harry S. Wender Papers (1930-1973) – coll. 9	966
D.	League of Women Voters Records (1930-1982) – coll. 33	966
E.	Urbanisme	967
1.	Papers of Sarah E. Ellis (1945-1979) (DCPL, coll. 19)	967
2.	Papers of Albert J. Headley (1945-1978) – DCPL, coll. 35	967
F.	Logement	968
VII.	Archives et rapports d'associations, entreprises et organisations	968
A.	Rapports et archives d'agences et de comités locaux	968
B.	Washington Board of Trade (GWU, coll. MS2029)	968
1.	MS2029 Series 2: Annual reports, annual and monthly meetings, 1890-1979	969
2.	MS2029 Series 3: Board of Directors and Executive Committee, 1889-1979	969
3.	MS2029 Series 4: Presidents' and Executive Vice Presidents' papers, 1946-1980	969
4.	MS2029 Series 6: Board of Trade, general, 1922-1980	969
5.	MS2029 Series 7: Committees, 1891-1979	969
6.	MS2029 Series 9: Publications and public statements, 1895-1983	970
7.	MS2029 Series 13: Housing issues, 1930-1985	970
8.	MS2029 Series 15: Transportation issues, 1939-1986	970
9.	MS2029 Series 16: Employment issues, 1950-1981	970
10.	MS2029 Series 17: District of Columbia Government, 1906-1983	970
C.	Clubs, associations et organisations	970
1.	American Association of University Women, D.C. Branch, Records (1884-1997)	971
2.	Federal Club (Washington, D.C.) Records (1947-1953) - HSW	972
3.	Historic Mount Pleasant, Inc. Records (1926-1986) - HSW	972
4.	Jewish Community Council of Greater Washington Records, (1938-1988) - GWU	972
5.	Kenilworth Citizens' Association Records (1908-1946) (HSW)	973
6.	Newcomers Club (Washington, D.C.) Records (1937-1946) (HSW)	974
7.	Twentieth Century Club Records (1909-1999) (DCPL, collection 56)	974
8.	Women's City Club Records (1919-1982), Women's City Club Collection (1953-1984) (DCPL, coll. 32 et 49)	974
D.	Associations de quartier	974
1.	Adams-Morgan Community Council Records (1946-1964) (DCPL, coll. 11)	974
2.	Chillum Heights Citizens Association Records (1929-1989) (DCPL coll 42)	974
3.	Dupont Circle Citizens' Association Records (1925-1997) (HSW)	974
VIII.	Outils juridiques et législatifs	975
IX.	Presse	975
X.	Archives personnelles	977
A.	Truman Library	977
1.	Milton Katz Papers (1921-1995) - Historical Reports on War Administration File, 1946-1947	977
B.	Howard University - Moorland-Spangarn Research Center	978
1.	Carter, Art Papers (1932-1988)	978
2.	Frazier, E. Franklin Papers (1908-1972)	978
3.	Johnson, Mordecai W. Papers (1913-1976)	979
4.	Locke, Alain L. Papers (1841-1954 -bulk 1898-1954)	979
5.	Mary Church Terrell Papers	979
	Committee's Memorandum, MCTP, 7 janvier 1952, Box 102-12, Folder 230, MSC.	979
C.	Historical Society of Washington, D.C.	979
1.	Divers	979
2.	Politique	980
3.	Afro-Américains	980

D.	Library of Congress	981
1.	Mary Church Terrel Papers (MCTP) - 1851-1962	981
2.	Eugene Meyer Papers	981
XI.	Cartes	981
A.	Library of Congress	982
B.	Historical Society of Washington, D.C.	983
1.	Real Estate atlases, 1887-1965	983
2.	HSW Map Collection	983
C.	D.C. Public Library	984
D.	Institut Géographique National	984
XII.	Sources photographiques	984
A.	Library of Congress	984
1.	Collections principales	984
2.	Autres séries	986
B.	D.C. Public Library	987
1.	Washington Historical Image Collection	987
2.	Washington Star Collection	988
3.	Joseph Curtis Photograph Collection of Southwest (1914-1970)	988
4.	James Goode's "Capital Losses" Collection (1979)	988
5.	Theodor Horydczak Photograph Collection (1920-1959)	988
6.	Nation's Business D.C. Photograph Morgue (1910-1981)	988
C.	Howard University (MSRC – coll. 190)	989
1.	Pittsburgh Courier Publishing Co. Washington Bureau collection, 1946-1968.	989
2.	Mary O'H. Williamson Collection, "Colored Celebrities Here and There" (1930s - 1940s)	989
D.	Historical Society of Washington, D.C.	989
1.	Prints and Photographs Collections	989
2.	Special Photograph Collections	989
XIII.	Sources orales	990
A.	Howard University	991
B.	D.C. Public Library - Oral History Research Center Collection (coll. 1-22)	991
C.	Truman Library	991
XIV.	Archives et statistiques militaires	991
A.	Department of Defense	992
B.	Department of the Navy (Naval Historical Center)	992
1.	Records of the Bureau of Personnel, Strength and Statistics Branch, 1946-1966	992
2.	Reports and Statistics of the Bureau of Personnel, 1909-1984	992
3.	Rapports et registres	992
C.	Department of the Army	993
D.	District of Columbia. National Guard. Coast Artillery, 260th Records (1924-1959) - HSW	993
E.	District of Columbia. National Guard. 260th Artillery Association Records (1949-1989) - HSW	993
XV.	Extraits vidéo	993

BIBLIOGRAPHIE	995	
I.	Outils de recherche	996
II.	Ouvrages sur les États-Unis	996
A.	Ouvrages généraux	996
B.	Écrits thématiques	997
III.	Ouvrages généraux sur les villes	998
1.	Urbanisme : généralités	998
2.	Villes américaines	998
IV.	Histoire présidentielle	1000
1.	Ouvrages généraux	1000
2.	Ouvrages sur la présidence d'Harry Truman	1000
3.	Ouvrages sur la présidence Eisenhower	1001
V.	Écrits généraux sur Washington	1001
1.	Ouvrages généraux	1001
VI.	Washington : le premier siècle (1790-1900)	1002
VII.	Washington : 1901-2013	1004

VIII.	Washington : écrits thématiques	1004
A.	Histoire politique et militaire	1004
B.	Les monuments historiques et les mémoriaux	1005
IX.	Gouvernance – Home rule	1006
A.	Politique locale, gouvernance	1006
B.	<i>Home Rule</i> et représentation nationale	1007
X.	Urbanisme et architecture	1008
A.	Planification et espaces publics	1008
1.	Parcs et espaces verts	1008
2.	Planification urbaine	1009
3.	Urbanistes, architectes, ingénieurs, paysagistes	1010
B.	Architecture	1011
1.	Généralités	1011
2.	Édifices remarquables	1012
3.	Édifices gouvernementaux et militaires	1012
C.	Quartiers	1013
XI.	Infrastructures	1014
XII.	Logement	1016
A.	Généralités	1016
B.	Logement social	1017
C.	Taudis, lutte contre les taudis	1017
XIII.	Les Noirs dans la capitale américaine	1019
A.	Généralités	1019
B.	Politique	1020
C.	Logement	1021
D.	Droits civiques - Déségrégation	1021
1.	Généralités	1021
2.	Déségrégation des restaurants	1022
3.	Déségrégation des écoles	1022
XIV.	Seconde Guerre mondiale	1023
XV.	Guerre froide	1023
XVI.	Aspects internationaux	1025
XVII.	Démographie	1026
XVIII.	Économie	1026
XIX.	Écoles	1027
XX.	Sport	1028
XXI.	Loisirs	1028
XXII.	Religion	1029
XXIII.	Biographies	1030
XXIV.	L'histoire de la ville en images	1030
XXV.	Filmographie	1031
	Liste des sigles	1032
	Lexique	1035
	Index	1036
	Table des matières	1047

Table des illustrations

Figure 1 - George Town and the Federal City _____	41
Figure 2 - Chronologie du système politique local de 1790 à nos jours _____	43
Figure 3 - Membres de la commission sénatoriale chargée du District de Columbia _____	47
Figure 4 – Schéma de la procédure d’adoption des lois aux États-Unis en 1945 _____	53
Figure 5 – Photographie de John R. Young, Washington, 12 avril 1950 _____	62
Figure 6 - Photographie d’Harry Truman et Gordon Russell Young, Fort Belvoir, 4 avril 1945 _____	62
Figure 7 - Visite du Président mexicain Miguel Aleman à Washington, 29 avril 1947 _____	81
Figure 8 - Pourcentage de contribution fédérale dans le budget du District (1922-1945) _____	92
Figure 9 - Le District Building, siège du gouvernement municipal à partir de 1908 _____	93
Figure 10 - Le District de Columbia privé de ses droits constitutionnels _____	97
Figure 11 - Dépenses par tête en 1943, en dollars _____	102
Figure 12 - Bulletin de vote _____	118
Figure 13 - Cartoon publié dans le Washington Post le 6 novembre 1912 _____	119
Figure 14 - Carte des bureaux de vote du référendum d’avril 1938 _____	121
Figure 15 - Population de Washington, Baltimore, San Francisco, Providence et Charleston (1800-1940) _____	129
Figure 16 - Washington et les comtés voisins _____	132
Figure 17 - Population des comtés voisins de Washington (1900-1940) _____	133
Figure 18 - Nombre de fonctionnaires fédéraux et d’habitants à Washington (1910-1945) _____	134
Figure 19 - Rapport entre la population de la capitale et le nombre de fonctionnaires fédéraux (1905-1944) _____	135
Figure 20 - Evolution comparée de la population du District en périodes calmes et périodes de crise _____	137
Figure 21 - Proportion de Noirs et de Blancs à Washington (1800-1940), en % _____	142
Figure 22 - Populations noire et blanche de Washington (1800-1940) _____	142
Figure 23 - Plan de Washington (John Reid, 1795) _____	143
Figure 24 - Densité de la population à Washington en 1940 _____	145
Figure 25 - Pourcentage de Noirs par secteur de recensement dans le District en 1940 _____	146
Figure 26 - Nombre de conscrits appelés sous les drapeaux aux États-Unis (1940-1946) _____	150
Figure 27 - Proportion des ventes au détail de la région réalisées dans la ville _____	152
Figure 28 - Le Mall en 1943 _____	153
Figure 29 - Construction de logements à Washington (1930-1945) _____	156
Figure 30 - Affiche préparée par l’OEM pendant la Deuxième Guerre mondiale _____	159
Figure 31 - Répartition de l’offre et du besoin en logement selon le loyer mensuel à Washington en 1940 _____	162
Figure 32 - Titre du Washington Afro-American sur les conventions restrictives _____	167
Figure 33 - Famille noire du Southwest photographiée par Gordon Parks en 1942 _____	171
Figure 34 - Nombre de logements sous l’égide du Federal Public Housing Authority program (31 octobre 1944) _____	175
Figure 35 - Répartition de l’offre et du besoin de logement selon le loyer mensuel à Washington (1940) _____	176
Figure 36 - Impasse du Nord-Ouest de Washington photographiée par Carl Mydans en 1935 _____	180
Figure 37 - Processus de développement des maisons d’impasse _____	182
Figure 38 - Affiche de 1908 décrivant les dangers des impasses _____	185
Figure 39 - Implantation des logements d’impasse dans le District en février 1944 _____	188
Figure 40 - Nombre de logements d’impasse dans le District en 1934 et 1944 _____	188
Figure 41 - Cuisine d’une maison d’impasse située à proximité du Capitole _____	190
Figure 42 - Incendie de la Maison-Blanche par les Anglais le 24 août 1814 _____	196
Figure 43 - Vue du 1333 F Street, N.W. en 1865 _____	201
Figure 44 - Le canal en 1860 vu de l’ouest du Capitole (LOC) _____	204
Figure 45 - Le canal en 1863 vu du Capitole (LOC) _____	204
Figure 46 - Plan du système de voirie du District tel que validé en 1900, avec les modifications effectuées en 1914 _____	216
Figure 47 - Plan proposé pour de centre de la capitale par la Commission McMillan _____	221
Figure 48 - Localisation de Federal Triangle et détail des bâtiments en 1929 _____	229
Figure 49 - Détail des bâtiments de Federal Triangle en 1929 _____	230
Figure 50 - Hattie B. Sheehan, conductrice de tramway pour la CTC, juin 1943 _____	240
Figure 51 - Interdiction de stationner aux heures de pointe, Washington Post, 24 octobre 1941 _____	244
Figure 52 - Plan de l’approvisionnement en eau de Washington (AWS, p. 10a) _____	249
Figure 53 - The Baltimore Afro-American, 11 janvier 1947 _____	253
Figure 54 - Tract distribué par la NNA dans sa campagne contre Safeway _____	261

Figure 55 - Extrait du rapport du President's Committee on Civil Rights	264
Figure 56 - Évolution de la composition raciale des écoles du District de Columbia (1930-1945)	271
Figure 57 - Comparaison du nombre d'élèves noirs et blancs	272
Figure 58 - Score Card de Strayer et Englehart appliquée à Washington en 1948	275
Figure 59 - Capacité et nombre d'élèves dans les collèges noirs et blancs au 7 février 1947	276
Figure 60 - Nombre d'élèves et d'enseignants dans les établissements noirs et blancs en 1945-46	277
Figure 61 - Nombre d'élèves par enseignant	278
Figure 62 - Cartoon de Bill Mauldin sur la ségrégation scolaire	279
Figure 63 - Griffith Stadium	284
Figure 64 - Soutwest	306
Figure 65 - Capitol Hill	307
Figure 66 - Foggy Bottom	307
Figure 67 - Anacostia	308
Figure 68 - LeDroit Park	311
Figure 69 - Livres de journaux devant l'Howard Theater, 1936	319
Figure 70 - Compétition de manœuvres militaires entre les cadets des lycées noirs du District, Griffith Stadium, 1935	323
Figure 71 - Publicité pour la rencontre annuelle entre Howard et Lincoln	325
Figure 72 - Affiche présentant la première Capital Classic	325
Figure 73 - La Maison-Blanche en construction, 1796	332
Figure 74 - Le Capitole réduit en cendres le 24 août 1814	335
Figure 75 - Couverture de l'ouvrage St. Louis, la future grande ville du monde, L. U. Reavis, 1873	341
Figure 76 - "Washington, nouvelle reine de beauté", The Baltimore Sun, 2 août 1936	351
Figure 77 - Drapeau du District	353
Figure 78 - Armoiries de la famille Washington	353
Figure 79 - James Stewart montre le Capitole dans le film de Frank Capra « M. Smith au Sénat » (1939)	354
Figure 80 - George Washington et Pierre-Charles L'Enfant explorent le site de la capitale en 1791	358
Figure 81 - « Une » du New York Times, 27 juillet 1915	366
Figure 82 - Bal inaugural de Benjamin Harrison au Pension Building (1889)	372
Figure 83 - Investiture d'Harry Truman le 20 janvier 1949	377
Figure 84 - Les « Middies » de l'U.S. Naval Academy sur Pennsylvania Avenue le 20 janvier 1949	378
Figure 85 - Char pour le droit de vote des Washingtoniens, janvier 1949	380
Figure 86 - Vue du Capitole lors de l'investiture de Dwight Eisenhower depuis un dirigeable de la Navy (1953)	384
Figure 87 - Cortège funéraire d'Abraham Lincoln à Washington (1865)	390
Figure 88 - Procession funéraire de Franklin Roosevelt à Washington, 15 th Street (1945)	393
Figure 89 - L'ambidextre Harry Truman effectue un lancer de chaque main à Washington en 1950	396
Figure 90 - Discours d'Harry Truman lors de la 38 ^e conférence de la NAACP, 1947	406
Figure 91 - Le Jefferson Memorial apparaît en bas de cette carte, dans l'alignement de la Maison-Blanche	409
Figure 92 - Le Président Woodrow Wilson mène le défilé de Preparedness Day (14 juin 1916)	415
Figure 93 - Un détachement de Marines défile sur Pennsylvania Avenue le 20 mai 1950	418
Figure 94 - Foule vue autour du podium, vue depuis le sommet du Washington Monument	420
Figure 95 - Charles Lindbergh (au centre) reçoit la DFC des mains de Calvin Coolidge (à droite)	420
Figure 96 - Foule rassemblée autour du Washington Monument en l'honneur du général Wainwright, 10 sept. 1945	422
Figure 97 - Répartition géographique et typologique des sièges d'organisations américaines (1959)	429
Figure 98 - Défilé du Ku Klux Klan sur Pennsylvania Avenue le 8 août 1925	432
Figure 99 - Les 26 posent devant le Capitole, octobre 1947	433
Figure 100 - Manifestants devant la Maison-Blanche le 2 juin 1948	436
Figure 101 - Manifestants en soutien aux époux Rosenberg	439
Figure 102 - Nombre de touristes dans la capitale de 1929 à 1937 (en millions)	447
Figure 103 - Nombre de visiteurs au Smithsonian de 1900 à 1960 (en millions)	449
Figure 104 - Nombre de touristes et recettes induites à Washington entre 1946 et 1955 (en millions)	450
Figure 105 - Carte postale de Washington vers 1945	452
Figure 106 - Quatre candidates à la couronne de Cherry Blossom Queen posent devant les cerisiers en fleur aux abords du Jefferson Memorial, 1947	459
Figure 107 - Nombre de missions diplomatiques à Washington (1893-1955)	467
Figure 108 - Répartition des missions diplomatiques à Washington par zone géographique (1939)	468
Figure 109 - Création de missions diplomatiques à Washington par année (1945-1955)	472

Figure 110 - Ambassade de France et 16th Street depuis Meridian Hill Park (1927)	476
Figure 111 - Visite du Président mexicain Miguel Aleman à Washington, 1947	484
Figure 112 - Première réunion annuelle des gouverneurs, Washington, 27 septembre 1946	490
Figure 113 - Siège de l'Organisation des États américains, Washington	493
Figure 114 - Séance inaugurale de la Conférence de Dumbarton Oaks, Washington, août 1944	496
Figure 115 - Explosion de la première bombe atomique soviétique au Kazakhstan, 29 août 1949	500
Figure 116 - Une du Washington Post le 24 septembre 1949	502
Figure 117 - Projet de dispersion de Clarence Stein, 1951	511
Figure 118 - La décentralisation vue par la NCPPC en 1950	511
Figure 119 - L'entrée du "Petit Pentagone" en 1952	516
Figure 120 - Observateurs bénévoles du District pendant la guerre	522
Figure 121 - Couverture du "Livre bleu"	529
Figure 122 - Carte des 42 points d'observation anti-aériens de la capitale et ses environs	538
Figure 123 - Sen. Estes Kefauver	546
Figure 124 - Sen. Matthew M. Neely	546
Figure 125 - Sen. Howard McGrath	546
Figure 126 - Sen. Francis Case	546
Figure 127 - Rep. James C. Auchincloss	546
Figure 128 - Rep. Everett Dirksen	546
Figure 129 - John R. Young	548
Figure 130 - Guy Mason	548
Figure 131 - Gordon R. Young	548
Figure 132 - F. Joseph Donohue	550
Figure 133 - Renah F. Camalier	550
Figure 134 - Robert E. McLaughlin	550
Figure 135 - Bernard Robinson	551
Figure 136 - Louis Prentiss	551
Figure 137 - Thomas Lane	551
Figure 138 - « Deux votes à 75 ans d'écart », Alfred Heitmuller, 97 ans, vote lors du référendum	588
Figure 139 - The Saint Petersburg Times, 16 août 1951	628
Figure 140 - Anne Chodoff photographiée lors du défilé du 3 novembre 1952	638
Figure 141 - « Loi sur les primaires pour le District signée par Eisenhower »	657
Figure 142 - Caricature sur la démocratie à Washington (The Afro-American, 22 sept. 1945)	661
Figure 143 - Mary Church Terrell	665
Figure 144 - Liste de restaurants « fréquentables », Washington Afro-American, 24 février 1951	671
Figure 145 - Tract de campagne d'opposition à Hecht's, Collection de Marvin Caplan	673
Figure 146 - Manifestation de membres du CCEAD devant Murphy's, F et 13 th Street, mai 1952	677
Figure 147 - Une du Washington Afro-American le 9 juin 1953	680
Figure 148 - Une du Washington Afro-American	686
Figure 149 - Appel au boycott de l'Uline Arena	691
Figure 150 - Pancartes contre la discrimination dans la boxe amateur à Washington	691
Figure 151 - Piscine washingtonienne un dimanche de juillet 1942	699
Figure 152 - Kenesaw M. Landis	714
Figure 153 - Josh Gibson, Chicago, août 1944	716
Figure 154 - Sam Lacy, 1939	719
Figure 155 - Clark Griffith	723
Figure 156 - Manifestation de parents contre la ségrégation scolaire, ca. 1947	736
Figure 157 - The Washington Afro-American, 4 mars 1952	740
Figure 158 - Cartoon de Bill Mauldin, 1960	741
Figure 159 - Spottswood Bolling (premier rang au centre), par George Skadding, Life Magazine, avril 1954	742
Figure 160 - The Washington Afro-American, 18 mai 1954	743
Figure 161 - Projet de carte scolaire pour les lycées, Washington Post, 2 juillet 1954	748
Figure 162 - Projet de carte scolaire pour les collèges, Washington Post, 2 juillet 1954	749
Figure 163 - Manifestation contre la déségrégation des écoles, Washington, septembre 1954	754
Figure 164 - Situation de la déségrégation dans les établissements scolaires de Washington en février 1955	758
Figure 165 - Population de Washington (1935-1980)	780
Figure 166 - Nombre de fonctionnaires fédéraux dans le District de Columbia (1949-1956)	782
Figure 167 - Évolution de la population de la capitale par secteurs (1944-1955)	783

Figure 168 - Densité de la population de Washington en 1960	785
Figure 169 - Population de Washington et de sa banlieue (1940-1955)	787
Figure 170 - Croissance de la population de la région de Washington (1950-1957)	791
Figure 171 - Urbanisation de la métropole washingtonienne en 1947	792
Figure 172 - Urbanisation de la métropole washingtonienne en 1955	793
Figure 173 - Évolution de la composition raciale des écoles publiques de Washington (1941-1953)	796
Figure 174 - Construction de logements à Washington (1940-1955)	810
Figure 175 - St. Petersburg Times, 4 mai 1948	821
Figure 176 - The Afro-American, 24 janvier 1948	821
Figure 177 - The Florence Times, 4 mai 1948	821
Figure 178 - Dessin de Bill Mauldin, 1947	822
Figure 179 - Dessin de Bill Mauldin présenté sur la couverture de Willie & Joe Back Home	823
Figure 180 - War Housing à Washington (1944-1956)	812
Figure 181 - Carte d'implantation des maisons d'impasse en 1948, NCPPC	825
Figure 182 - Veteran Housing à Washington (1945-1955)	831
Figure 183 - logement social à Washington (1944-1955)	837
Figure 184 - Propriétés immobilières de l'État américain (y compris les installations militaires) dans la région de Washington, 30 juin 1957	838
Figure 185 - Zone sélectionnée pour le redéveloppement, WP, 10 février 1952	846
Figure 186 - Projet proposé par Elbert Peets, WP, 10 février 1952	847
Figure 188 - Vue aérienne du Southwest	850
Figure 189 - Plan "Zeckendorf"	851

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord à André Kaspi, qui m'a attirée vers l'histoire des États-Unis à travers ses ouvrages, m'a suggéré ce passionnant sujet d'étude, puis m'a accompagnée avec confiance dans mes longues recherches.

Ce travail aurait été impossible sans l'aide et le soutien de nombreux archivistes, bibliothécaires, professeurs et chercheurs auxquels j'exprime toute ma reconnaissance : merci au personnel des Archives nationales, de la Bibliothèque municipale Martin Luther King Jr. et de la bibliothèque du Congrès. Merci notamment à Robert Aquilina et à Roger Jorstad. Merci à Matthew Gilmore pour son énergie inépuisable au service de l'histoire washingtonienne. Merci aux nombreux spécialistes de Washington, qui ont bien voulu me prodiguer conseils et encouragements, en particulier Carl Abbott, Steven Diner et Bob Arnebeck.

Merci à la Mairie de Paris pour la Bourse internationale qui m'a permis de passer une année dans la capitale américaine et de collecter les sources indispensables à la réalisation de ce projet au long cours. Merci également à Arnaud, à Ed et Catherine Perry, à Dave, à Winnie, qui tous m'ont, pour de plus ou moins longues périodes, accueillie chez eux au cours de mes recherches.

Cette thèse n'aurait pas eu la même saveur sans l'accompagnement de la joyeuse équipe du *National Building Museum* au cours de toute l'année 2006. Merci à l'équipe des collections : Dana, Cecelia, Hank, Shelagh, MaryJane, de m'avoir accueillie à bras ouverts. Je n'oublie pas Matt et Mark, bien chers amis, ni Chris, Reed, Kristy... bref, le NBM.

Pour leur relecture patiente, attentive et efficace, je renouvelle mes remerciements à Laurette, Clara et Marc.

Pour leur constance, je remercie mes collègues de l'IRSN, qui ont supporté pendant des années d'entendre parler de Washington et sont probablement très heureux que j'en finisse enfin. Je remercie en particulier Odile, pour son soutien continu, son recul et son oreille attentive. Merci à Sylvie pour les mêmes raisons. Les (nombreux) autres se reconnaîtront (je l'espère !).

Merci à Pierre pour les tisanes et discussions parfois tardives au 36.

Une mention spéciale pour Jeanne, compagne de thèse et de commisérations, en souvenir ému du Minotaure...

Another special thought for Dominick, who kept a close watch on me, all the way to California (thank you so much for that, again), and then from a distance, thanks for being such a good friend.

À mes parents, toujours présents, à travers les bons moments comme pendant les épreuves.

À Frédé, le grand-frère qui m'a ouvert la voie.

À Jean-Luc, évidemment.

INTRODUCTION

“Washington isn’t a city, it’s an abstraction.”

« Washington n’est pas une ville, c’est une abstraction. »

(John M. Brinnin, *Dylan Thomas in America*, 1956)

Washington est comme le baseball : on y vient par hasard, on peine à le comprendre et plus encore à le dompter, mais lorsque l’apprentissage est fait, impossible de s’en dégager. Ainsi, c’est par hasard que cette étude a trouvé pour objet la capitale étatsunienne, « DC » pour les intimes. L’idée fut soufflée, voici près de 11 ans, par André Kaspi. Parmi une liste éclectique de sujets potentiels de recherche figurait la question urbaine, qui semble être un virus familial¹. Elle a retenu son attention : pourquoi pas Washington ? En effet, pourquoi pas ?

Le choix de la période, les dix années d’après-guerre, a été effectué de manière plus délibérée. Il s’était initialement porté sur les années 1945-1953, dans un mémoire de DEA de 2003 intitulé « Washington, D.C., la capitale fédérale américaine sous la présidence de Harry Truman (1945-1953) ». Ces recherches préliminaires ont permis de mettre en évidence au moins deux éléments.

D’une part, le lien établi dans le titre entre le Président et la capitale est au mieux artificiel. Le système de gouvernement de la capitale est complexe, le pouvoir n’est pas entre les mains des résidents, mais il n’est pas non plus entre les mains du Président, notamment sous la présidence Truman. Dans un contexte international très tendu, l’homme du Missouri ne porte en effet pas

¹ Frédéric GILLI, Jean-Marc OFFNER, *Paris, métropole hors les murs, Aménager et gouverner un grand Paris*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

au District une attention débordante. Par conséquent, l'impact de sa présidence sur le District, quoique non nul, est négligeable.

D'autre part, il est vite apparu à l'occasion des mêmes recherches qu'à défaut de centrer l'étude sur les relations entre la ville et le Président, l'année 1953 constitue une césure maladroite. 1953 n'est pas une année pivot.

La plupart des mouvements engagés dans la capitale dans l'immédiat après-guerre ne le sont pas encore suffisamment en 1953 pour être significatifs et permettre de tirer des conclusions. L'année 1953 marque la première grande victoire de la lutte contre la ségrégation, avec la déségrégation des restaurants, obtenue de haute lutte. Toutefois, ce combat atteindra son apogée dans la capitale l'année suivante, lorsque sera discutée la déségrégation des écoles, événement fondamental à Washington.

En matière de lutte des Washingtoniens pour le droit de vote (dont ils ne disposent pas plus pour les élections municipales que pour les législatives ou les présidentielles), 1953 n'est pas non plus une année significative : la lutte a été relancée avant, elle connaîtra son premier succès plus tard, en 1955. Sur le plan démographique, le double mouvement de fuite des Blancs vers les banlieues et d'augmentation significative de la proportion de Noirs dans le District ne se confirme qu'au milieu de la décennie. Elles sont auparavant trop ténues pour être interprétées avec une relative certitude. Sur le plan du redéveloppement urbain, de nombreuses discussions sont en cours, mais aucun projet ne s'est encore concrétisé. Il faudra attendre quelques années pour cela. 1953 marque bien la fin de la guerre de Corée. Cela dit, l'impact de cette guerre sur la capitale est limité. L'impact de la guerre froide, qui se poursuit et s'intensifie après 1953, est bien plus prégnant.

En somme, choisir 1953 comme borne de clôture revient à choisir de conclure que les années d'après-guerre sont une période d'intense remise en question et de nombreux projets, dont le devenir reste incertain. Il semble dommage de suspendre l'étude dans un moment global

d'inertie, surtout lorsque l'on sait que des événements déterminants se produisent peu après et qu'ils donnent un sens aux évolutions antérieures.

Pour toutes ces raisons, la césure choisie dans cette étude n'est pas 1953 mais 1955. En effet, dans la plupart des domaines cités ci-dessus, l'année 1955 constitue, sinon un tournant, du moins un point d'arrêt intéressant qui donne l'occasion de tirer des conclusions préliminaires sur les processus à l'œuvre ainsi que leurs causes.

Washington, dans les années d'après-guerre, ne manque pas de sujets dignes d'intérêt. C'était l'un des constats majeurs de l'étude conduite en 2003. Ces 10 années voient le lancement d'un vaste programme d'éradication des taudis et de rénovation urbaine. La ville construit de nouvelles routes, des ports, des logements, des écoles. C'est aussi durant cette décennie que la capitale devient une métropole à majorité noire. Et tandis que l'économie locale se diversifie et de modernise, les revendications politiques renaissent. Après avoir payé le prix du sang entre 1941 et 1945, les Washingtoniens exigent en effet avec une nouvelle vigueur d'obtenir enfin le droit d'élire des représentants au Congrès, de participer aux élections présidentielles et d'élire un maire, autant de droits qui leur sont toujours refusés en 1945.

Un autre constat majeur était que cette période a été peu étudiée en tant que telle. L'histoire de la capitale a fait l'objet de très nombreuses recherches, mais certaines époques sont tout de même restées dans l'ombre. La majorité des études se concentrent en effet sur deux périodes : la création de la capitale et ses premières années, au début du XIX^e siècle, ainsi que son devenir pendant la guerre de Sécession, au début des années 1860. Les ouvrages traitant du District au XX^e siècle sont moins nombreux ; ils sont inexistantes pour les années 1945-1955. D'autres ouvrages, thématiques, parcourent plusieurs décennies, sans s'attarder sur les années d'après-guerre.

Face à une décennie bouillonnante, explorée de manière fragmentaire à travers une multitude d'études, le fil conducteur a tardé à s'imposer. L'idée initiale était simple et globale. Il s'agissait

d'examiner comment la capitale tranquille de l'avant-guerre, devenue quartier général dynamique et surpeuplé, centre nerveux d'une guerre mondiale, avait négocié la transition de la guerre à la paix. La ville avait-elle poursuivi sur sa lancée pour demeurer une métropole internationale au statut incontesté ? Était-elle au contraire redevenue la ville paisible et sans prétention qu'elle était avant le conflit mondial ? Ou bien, dans une sorte de compromis, était-elle parvenue à conserver une part de la dynamique des années de guerre afin d'alimenter son développement au cours des années suivantes ? Cette problématique, alléchante de simplicité, ne permettait toutefois pas de rendre compte de l'ensemble des mouvements et fractures qui parcourent la ville entre 1945 et 1955. Elle résumait Washington à son rôle de capitale. Trop simple, trop global pour restituer la complexité et l'écheveau de paradoxes qu'est le District de Columbia.

Ainsi, une telle problématique ne permettait pas de souligner la vigueur et les succès du mouvement de lutte contre la ségrégation, qui imprègne la ville au cours de ces années et s'invite dans tous les domaines de la vie quotidienne et de la vie politique locale. Peut-être était-ce donc cela, le fil conducteur recherché : la façon dont la question raciale s'imisce à tout propos dans la vie washingtonienne ?

Force est de constater que la question des relations raciales est omniprésente dans le District des années 1940 et 1950. Dans l'éducation, Noirs et Blancs fréquentent deux systèmes scolaires parallèles. Dans les sports et loisirs, stades, restaurants, cinémas sont ouverts aux Blancs ou aux Noirs, rarement aux deux à la fois. Dans la santé, les lieux de traitement sont séparés. Dans la vie économique, les Noirs se voient refuser l'accès à certaines professions et peinent à s'introduire parmi les cadres et les employés. Par des conventions restrictives, ils sont bannis de certains quartiers de la ville où seuls des Blancs peuvent louer ou acheter un logement. Cela aboutit à une ségrégation résidentielle, qui conduit à la concentration de la population noire dans des zones limitées de la ville, où la surpopulation s'accroît et les conditions sanitaires se dégradent.

De plus, au-delà de la liste des interdits et discriminations dont les Noirs de la capitale sont l'objet, la question raciale s'invite dans les sujets politiques et urbains de l'époque. Le redéveloppement urbain, ou *urban renewal*, prend des allures de *negro removal* lorsqu'il vise à nettoyer les taudis occupés par des Noirs dans le centre-ville, pour les remplacer par des bureaux, des parkings et des logements de standing destinés aux Blancs. La lutte des Washingtoniens pour l'autodétermination devient, elle aussi, otage de considérations raciales. L'obtention du droit de vote pour les résidents du District est conditionnée à un vote du Congrès, vote que les députés et sénateurs rechignent à effectuer, notamment, car certains d'entre eux craignent de « livrer » ce faisant la capitale aux Noirs, dont la proportion croît rapidement dans la capitale après la guerre.

Voici donc une problématique intéressante, qui permet de relier la plupart des dynamiques à l'œuvre dans la capitale étatsunienne des années d'après-guerre. Certes, mais peut mieux faire, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, la communauté noire, sa vie et ses luttes sont l'une des thématiques les plus étudiées de l'histoire de la capitale. Par conséquent, l'apport d'une étude de plus, bien que sur une période ciblée, serait minime en termes de connaissances sur la ville de Washington. Deuxièmement, le choix d'une perspective raciale, ou ethnique, pour aborder la période choisie implique de mettre l'accent sur cet aspect-là, de préférence à d'autres. Par conséquent, et dans la mesure où la communauté noire a été largement étudiée, il nous a semblé préférable de sélectionner une autre approche. En revanche, il est important de garder en mémoire que la question raciale est au Washington de l'après-guerre ce que la religion est au Moyen-Âge : elle en est indissociable.

C'est alors que s'est imposée la problématique finalement choisie pour restituer ces travaux de recherche : la question de l'instrumentalisation. Ce fil conducteur permet à la fois de restituer la complexité du fonctionnement de la capitale, la multiplicité des acteurs qui y sont impliqués, les diverses logiques à l'œuvre dans sa gouvernance, les mouvements politiques, sociaux,

sociétaux de l'époque et de mettre l'ensemble de ces éléments en perspective. Pourquoi et comment tous les acteurs impliqués dans la vie et la gestion de la capitale et de la nation cherchent avec plus ou moins de succès à détourner la capitale et son image à leurs fins ?

Le District de Columbia est une ville et une capitale. De ce fait, il cumule le rôle de cité, où des Américains moyens vivent au quotidien, et celui de symbole, qui fait de lui une incarnation qui de la Nation, qui d'un idéal. C'est de ce symbole que chacun tente de s'emparer pour le mettre au service de sa cause, qu'elle soit locale, nationale, officielle, citoyenne ou personnelle. Nous montrerons page après page comment les différents acteurs présents dans la capitale se saisissent du symbolisme de la capitale, ou de la latitude réglementaire dont ils y jouissent, pour la transformer tantôt en outil (comme dans le cas du tourisme), tantôt en argument (comme dans la lutte pour l'autodétermination), tantôt en terrain d'expérimentation (comme pour le logement social et le redéveloppement urbain).

Dans le traitement de cette problématique aux multiples facettes, nous nous sommes efforcée de mobiliser le plus de disciplines possible, chacune pouvant apporter un éclairage différent sur les questions traitées. Sociologie, sciences politiques, urbanisme, anthropologie, géographie, économie, droit, démographie, sciences physiques sont autant de domaines sollicités à un moment ou un autre des recherches, avec toute la précaution requise du non spécialiste qui s'aventure dans un domaine de spécialistes.

Par ailleurs, nous avons résolument élargi le champ chronologique abordé au-delà des strictes limites de 1945 et 1955. Ces bornes temporelles sont destinées à cadrer les limites de la cible de l'analyse. Toutefois, une analyse sérieuse de cette cible très concentrée dans le temps nécessite un grand travail de documentation sur le contexte existant en amont, à savoir au cours des années voire des décennies antérieures.

Afin de mener l'étude la plus complète possible, nous nous sommes efforcée d'utiliser toutes les ressources accessibles. Les sources primaires restent bien entendu le principal matériau de

recherche, mais une vaste bibliographie est également utile, de même que des contacts avec d'autres chercheurs.

Les sources constituent le socle de notre recherche. Nous les avons diversifiées au maximum afin de récolter non pas le plus d'informations possible mais la plus grande variété d'informations disponible, afin de multiplier les points de vue. Elles couvrent ainsi toute une palette qui va de l'article de presse au guide touristique, en passant par les projets de loi, les cartes topographiques, les rapports officiels et les photographies.

La très grande majorité de ces sources est conservée à Washington. Une telle concentration des sources constitue un luxe qui n'est pas offert à tous les historiens ! En effet, il « suffit » de se rendre dans cette ville pour avoir accès à la plupart des données. La *Truman Library* et l'*Eisenhower Presidential Library* constituent les seules exceptions notables, respectivement situées à Indépendance, Missouri et Abilene, Kansas.

L'inconvénient est bien sûr la distance qui existe entre Washington et la France, qui en rend l'accès difficile et crée un certain nombre de contraintes autour du processus de recherche. Les déplacements doivent être planifiés à l'avance. Chaque voyage de recherche doit être soigneusement préparé et réfléchi afin d'être le plus efficace possible. Par conséquent, la distance interdit toute confrontation à l'improviste entre les hypothèses formulées et les documents, ce qui bride le caractère itératif du processus de recherche.

Cet écueil a en partie pu être contourné grâce à l'attribution en 2005 par la ville de Paris d'une bourse de mobilité internationale. Elle nous a permis de passer une année à Washington, où nous avons pu accumuler de nombreuses copies de documents et rapports dans la fraîche salle de lecture des Archives nationales, passer en revue les rayonnages fournis de la section Washingtoniana de la Bibliothèque municipale Martin Luther King, Jr. de la capitale, et attraper plusieurs rhumes en plein été grâce à l'efficacité de la climatisation nord-américaine.

Elle nous a également « permis » de procéder à une comparaison de première main des systèmes d'urgence et des systèmes hospitaliers américain et français, mais c'est une tout autre histoire.

Une fois la parenthèse 2006 refermée, nous nous sommes adaptée et avons procédé à de brefs séjours successifs dans la capitale afin de recueillir des compléments sur des sujets ciblés pour lesquels les données manquaient.

Le principal lieu de recherche fréquenté au fil des ans s'est révélé être les Archives nationales. Le bâtiment historique, situé sur Pennsylvania Avenue, entre le Capitole et la Maison-Blanche, contient les archives du Congrès pour les années qui nous intéressent, au cours desquelles le Congrès était en charge de la gestion de la capitale. Les documents de travail et rapports des commissions respectives de la Chambre et du Sénat sur le District de Columbia sont d'un grand intérêt. De plus, la bibliothèque des Archives nationales contient de nombreux ouvrages et rapports intéressants, ainsi qu'un accès gracieux à la base de donnée Proquest des quotidiens historiques américains, parmi lesquels le *Washington Post*. Le site secondaire des Archives, situé à College Park, dans le Maryland, est d'accès moins facile. Il faut emprunter un métro puis un bus avant d'arriver dans cette banlieue au Nord-Est de la capitale. Sur place, en revanche, de nombreux documents audiovisuels sont disponibles, ainsi que des plans, et toute une série d'archives comme celles de la *National Capital Park and Planning Commission* (NCPPC) que nous évoquerons dans ce texte.

La bibliothèque Martin Luther King dispose au sein de la *Washingtoniana Division* de dossiers thématiques, de coupures de journaux, de photographies, de cartes ainsi que d'une bibliothèque très fournie en documents et rapports sur l'histoire locale sous toutes ses formes. Elle constitue un excellent point de départ pour des recherches.

La bibliothèque présidentielle Harry Truman mérite également une mention spéciale, car elle dispose de nombreux documents, dont le catalogue intégral ainsi qu'une partie des documents

sont accessibles sur internet. Ce n'est pas le cas de la bibliothèque Eisenhower, dont nous n'avons par conséquent pas été en mesure d'exploiter le fonds.

Du fait de la distance géographique qui nous séparait de la plupart des sources, nous avons exploité le plus possible les possibilités offertes sur internet d'accéder à des catalogues de sources ou aux sources elles-mêmes. Les principaux fonds disposaient dès 2005 et plus largement encore aujourd'hui sinon d'index détaillés, du moins de descriptifs du contenu des collections. Ce repérage est par conséquent assez aisé. C'est par exemple le cas aux Archives nationales, même si l'on n'est jamais à l'abri de déconvenues et de sources mystérieusement introuvables...

Au fil des ans, nous avons bénéficié d'un accès grandissant à des documents originaux du fait des progrès de la numérisation. Nous avons ainsi pu accéder dès 2007 aux données intégrales du *Statistical Abstract* et à une partie des données agrégées des recensements de 1940, 1950 et 1960. À partir de 2009, nous avons obtenu un accès de qualité à des bases de données en ligne, notamment JSTOR. Cette dernière base de données, extrêmement précieuse, nous a donné accès à de nombreux articles rédigés au cours des années 1940 et 1950, ainsi qu'à l'intégralité de *Washington History*, la collection de la revue d'histoire de Washington. Enfin, nous avons obtenu en 2012 l'accès distant à la base de données Proquest, qui nous a permis de parcourir des centaines d'articles du *Washington Post*, du *Chicago Tribune* et du *New York Times* et de nous imprégner de l'ambiance de l'époque tout en collectant des données. La presse a constitué un apport fondamental à nos recherches. Si la perspective adoptée dans les articles doit être prise avec précaution, les journaux constituent en tout cas une source précieuse pour attester du déroulement de certains événements. De ce fait, ils permettent d'établir des chronologies de base dans un grand nombre de domaines.

À côté des sources, la bibliographie est un autre outil fondamental dans le processus de recherche. Du fait de notre volonté pluridisciplinaire, nous nous sommes appuyée sur des ouvrages de diverses disciplines dans lesquels nous avons tenté de puiser des outils d'analyse

s'appliquant à la capitale. Nous avons également utilisé de nombreux ouvrages d'urbanisme, d'histoire urbaine et de politique de la ville relatifs à d'autres villes que la capitale, ce qui nous a conduit en août 2009 à prendre livraison de près de 30 ouvrages à Chicago et à transporter ces kilos de livres (parmi lesquels New York 1930, 1960 et 2000, ce qui les connaissent apprécieront...) pendant deux semaines de la *Windy City* à Montréal en passant par Philadelphie, New York et Boston.

Concernant la bibliographie relative à Washington, soulignons tout d'abord que les ouvrages en français sur la capitale sont inexistantes. L'ouvrage qui demeure le titre de référence en matière d'histoire de Washington commence à dater, mais il reste indétrôné. Il s'agit de l'ouvrage de Constance McLaughlin Green, publié pour la première fois en 1961. Il indique des pistes de recherches, mentionne des fonds d'archives intéressants et souligne les enjeux préoccupant les Washingtoniens au fil des décennies. Il suscite par conséquent la réflexion sur l'histoire et les problématiques liées à la capitale des États-Unis. Précisons que l'ouvrage, s'il a été publié en 1961, porte sur l'histoire de la capitale entre 1800 et 1950 et que les cinq dernières années traitées le sont de manière cursive, sous forme de conclusion. Par conséquent, tout le travail reste à accomplir pour cette période. Aucun ouvrage à la fois solide sur le plan scientifique et couvrant l'ensemble de l'histoire de la capitale n'a été publié depuis.

L'historiographie de la capitale américaine dispose toutefois d'un certain nombre de « classiques » qui font référence chacun dans leur domaine. James Borchert fait ainsi autorité sur la question des *alleys*, ou maisons d'impasses. Constance McLaughlin Green, encore elle, fait référence en matière de relations raciales dans son ouvrage *Secret City*. Les ouvrages de John Reps constituent de solides références dans le domaine de la planification urbaine et des travaux publics. Un bel ouvrage récent, publié en 2005 sous la direction de Pamela Scott décrit l'histoire des travaux publics dans la capitale à travers le spectre du Corps des ingénieurs de l'Armée de terre. En matière de politique de la ville et de questions raciales, l'ouvrage d'Howard Gillette

(Between Justice & Beauty) est incontournable, de même que l'ouvrage dirigé par Kathryn Smith en 1987 sur les quartiers de la capitale, dont une réédition a été publiée il y a peu. N'oublions pas Stephen Diner sur les questions de gouvernance et Carl Abbott en termes de positionnement politique et symbolique de la ville. L'ensemble de ces ouvrages permet de baliser les recherches dans les nombreux domaines que nous abordons et de nourrir notre réflexion.

Nous conduirons notre étude en trois étapes. Dans une première partie, nous établirons la situation de la capitale en 1945, tandis que s'achève la Seconde Guerre mondiale. Nous découvrirons une métropole au statut complexe ancré dans l'histoire, et dans laquelle les tensions urbaines rivalisent avec les tensions raciales. Dans une deuxième partie, nous examinerons le rôle de capitale du District de Columbia et les conséquences que cette fonction implique, à la fois sur le plan national, sur le plan international et en termes de gouvernance locale. Dans une troisième partie, enfin, nous étudierons les métamorphoses qui parcourent Washington après la guerre, aussi bien sur le plan social que sur le plan urbain.

PARTIE I

1945 : WASHINGTON, D.C. À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHAPITRE 1

Un modèle de gouvernement complexe et contesté

Paris, Londres, Buenos Aires, Washington... ces villes ont une image bien différente. Elles ont toutefois un point commun : toutes quatre sont des capitales nationales. Elles ont à ce titre un mode de gestion particulier. Les droits civiques de leurs habitants n'y sont pas les mêmes que dans le reste de leurs pays respectifs, l'État y dispose d'un pouvoir plus étendu. Cette forte spécificité est due à leur statut de capitale et plus précisément à l'arbitrage que ce statut implique entre intérêt national et intérêt local.

Au cœur de l'administration d'une capitale se trouve toujours un conflit d'intérêt entre le gouvernement national et les habitants de la ville. Les autorités nationales souhaitent contrôler et développer la capitale en fonction de l'intérêt du pays dans son ensemble, alors que les résidents de la capitale souhaitent avoir le plus de prise possible sur leur destinée et gouverner en fonction des intérêts de leur cité. La difficulté de gérer une capitale est de trouver un équilibre entre ces intérêts parfois divergents.

Dans la capitale américaine, en 1945, le rapport de forces est sans aucun doute à l'avantage du gouvernement national. La ville est alors placée sous la responsabilité du Congrès, qui y exerce de par la Constitution une autorité absolue. Il décide du budget, prend une partie des décisions de politique locale et délègue la gestion quotidienne à trois commissaires nommés par le président des États-Unis. L'État fédéral a par conséquent tout loisir de privilégier l'intérêt national par rapport à l'intérêt local. Cette situation pose un triple problème dans la capitale.

Sur le plan administratif, le système en place est jugé insatisfaisant par de nombreux habitants. Premièrement, car il repose sur une organisation multipolaire complexe faite non seulement du Congrès et des commissaires mais aussi de nombreuses agences, ce qui réduit son efficacité. Deuxièmement, car il impose au Congrès une charge de travail municipale qui ne devrait pas être de son ressort. Troisièmement, car il écarte les citoyens de la gestion de leur cité. Les Washingtoniens n'élisent en effet ni maire, ni conseil municipal, ni représentants au Congrès, et ils ne peuvent participer aux élections présidentielles.

Sur le plan budgétaire, de fortes tensions existent entre le Congrès et les citoyens. Les habitants de la capitale ont en effet perdu leur autonomie politique locale à la fin du XIX^e siècle en échange d'une contribution du Congrès au budget de la ville. Mais avec le temps, cette contribution a été réduite à la portion congrue, sans que les Washingtoniens ne regagnent de voix au chapitre pour autant, et sans qu'ils ne disposent de représentants au Congrès. Les habitants exigent donc une contribution de l'État pour soulager les dépenses que la présence du gouvernement fait peser sur le budget municipal. Ils redécouvrent aussi le slogan révolutionnaire « *no taxation without representation* ».

Sur le plan civique enfin, les situations administrative et budgétaire se conjuguent pour faire ressentir aux Washingtonien l'absence de pouvoir qu'ils ont aussi bien au niveau local qu'au niveau national. Les habitants de la capitale, privés de tout droit de vote, se sentent mis au ban de l'Union.

Dans ce contexte, une double question se pose en 1945 : comment assurer une gestion efficace de la capitale ? Quel rôle les Washingtoniens doivent-ils y jouer ?

I. L'administration de la capitale : à la recherche d'une gestion optimale

Entre 1800 et 1945, l'administration de la capitale connaît de nombreuses évolutions sur le fond comme sur la forme. En premier lieu, sur la forme, la composition du District qui change au fil du temps : d'un district englobant les deux villes de Georgetown et Alexandria, la capitale devient après quelques étapes un district constitué des deux villes initiales, de la ville de Washington, et des comtés de Washington et d'Alexandria. Après de nouveaux changements, dont la perte de la ville et du comté d'Alexandria rendus à la Virginie au milieu du XIX^e siècle, il se limite en 1945 à une entité politique unique : le *District of Columbia*². En second lieu, le mode de gouvernement évolue à plusieurs reprises. Entre 1801, le moment où elle est officiellement placée sous l'autorité du Congrès, et 1945, la capitale connaît quatre principaux modes de gouvernement : un conseil élu et un maire nommé (1802-1812), un conseil et un maire élus³ (1812-1871), un gouverneur nommé (1871-1874), et enfin un collège de trois commissaires nommés (1874-1967).

Ces multiples évolutions de la structure et de la gouvernance de la ville ne sont pas anodines. Elles traduisent à la fois la recherche d'une gestion optimale, les réactions aux incidents qui parcourent la politique locale et les rapports de force dans la politique nationale. Les débats qui entourent la création de la capitale, les évolutions du système de gouvernement et leurs causes sont autant de données qui permettent de comprendre les dynamiques à l'œuvre en 1945 lorsque les Washingtoniens réclament des changements dans la gestion de la politique locale.

² Que nous appellerons District, ou District de Columbia.

³ De nombreuses études adoptent une césure en 1820 au lieu de 1812. Il nous semble néanmoins important de souligner la rupture de 1812 qui marque un passage d'un maire nommé à un maire élu, bien que ce soit au suffrage indirect. En 1820 se produit une deuxième césure, non négligeable, qui est l'élection du maire au suffrage direct. Nous y reviendrons dans le développement.

A. Un système de gouvernement en perpétuelle mutation (1800-1945)

1. Le choix d'un district fédéral

L'idée d'une capitale placée sous la juridiction du Congrès trouve sa source dans un événement qui se produit en 1783. Cette année-là, les anciens combattants de la guerre d'Indépendance n'ont toujours pas touché de solde pour leur service lors des années de guerre. Les lettres et pétitions adressées au Congrès n'ont pas eu d'effet. Le problème reste non résolu. Au mois de juin, certains vétérans pennsylvaniens décident donc de se rendre au Congrès pour exiger la satisfaction de leurs demandes. Le Congrès siège alors à Philadelphie⁴. Lorsqu'il apprend la venue des soldats, il réclame la protection de l'État de Pennsylvanie, qui ne prend aucune mesure. Le 21 juin, lorsque quelques 250 « mutins » se présentent devant *Independence Hall*, ils trouvent porte close. Les membres se sont enfermés dans le bâtiment. La session est ajournée dans l'après-midi, les soldats rejoignent leurs baraquements et le Congrès quitte Philadelphie pour Princeton⁵.

Le repli du Congrès à Princeton n'est pas la seule conséquence de l'action des anciens combattants. Suite à cette expérience, les Pères fondateurs, qui s'appêtent à rédiger une Constitution, décident que la future capitale fédérale sera placée sous le contrôle de l'État fédéral, de façon notamment à ce que les institutions aient les moyens de se défendre le cas échéant. Ils estiment que l'on ne peut compter sur aucun des États fédérés pour défendre la capitale fédérale en cas d'insurrection. En donnant les pleins pouvoirs au Congrès sur la future capitale, ils s'assurent que les institutions seront sinon préservées, du moins défendues au mieux en cas de crise. C'est la première raison qui conduit à placer la capitale au sein d'un district fédéral.

⁴ Au cours des premières années d'existence des États-Unis, le Congrès est itinérant. Il occupe un total de neuf villes différentes avant de s'installer définitivement à Washington en 1800.

⁵ M. FAUNTROY, *Home Rule or House Rule? Congress and the Erosion of Local Governance in the District of Columbia*, 2003, p. 24; K. BOWLING, *The Creation of Washington, D.C.: The Idea and Location of the American Capital*, 1991, p. 32-34.

La deuxième raison est la volonté de ne pas privilégier l'un des États par rapport aux autres.

James Madison explique pourquoi à la Convention virginienne de ratification de la Constitution américaine :

« Si l'un des *États* exerçait le pouvoir législatif sur le lieu où le Congrès détermine la politique nationale, cela entraverait la dignité du Congrès et mettrait en danger sa sécurité. Si la sécurité de l'Union était placée sous le contrôle d'un État en particulier, la corruption ne prévaudrait-elle pas, dans cet État, pour l'inciter à peser sur les membres du gouvernement fédéral⁶ ? »

La troisième raison majeure, un corollaire à la deuxième, est d'éviter que les 13 États fondateurs ne rivalisent pour accueillir la capitale⁷. L'heure est à l'unification, non à la division et aux luttes d'influence.

Le choix d'implanter le siège du gouvernement à l'extérieur de tout État est validé en 1787 par la Convention constitutionnelle. L'article 1, section 8, clause 17 de la Constitution stipule en effet que le siège du gouvernement est placé sous la juridiction du Congrès⁸. La clause 17 ne prévoit en revanche ni les détails du gouvernement de la capitale, ni la possibilité pour les résidents de voter aux élections législatives et présidentielles. Cette parcimonie de détails sera responsable de nombreux tracas pour les Washingtoniens, quant au mode de gouvernement de la capitale et quant à leurs droits civiques. L'absence de détails laisse toutefois une certaine latitude au Congrès, au moins en matière de gestion de la ville. En effet, la Constitution ne fixe pas les règles d'administration de la capitale, mais elle donne tout pouvoir au Congrès pour les établir. Libre à lui donc de choisir pour la ville le mode de gestion qu'il souhaite. Libre à lui de modifier ce mode de gestion au fil du temps en cas de besoin. Libre à lui, également, remarqueront les citoyens de la capitale, de les doter de l'autodétermination ou non. Les

⁶ “If any state had the power of legislation over the place where Congress should fix the general government, this would impair the dignity, and hazard the safety, of Congress. If the safety of the Union were under the control of any particular state, would not foreign corruption probably prevail, in such a state, to induce it to exert its controlling influence over the members of the general government?” (Débat du 6 juin 1788 de l'assemblée virginienne de ratification de la Constitution américaine in J. ELLIOT (dir.), *The Debates in the Several State Conventions on the Adoption of the Federal Constitution as Recommended by the General Convention at Philadelphia in 1787*)

⁷ T. COOPER, “Violations of Equal Political Participation in the United States Congress,” 2007, p. 2.

⁸ « Le Congrès aura le pouvoir (...) d'exercer le droit exclusif de législation, en toute matière, sur tel district (n'excédant pas dix milles carrés) (...) ». (“Congress shall have the power to exercise exclusive legislation in all cases whatsoever, over such district (not exceeding 10 miles square).”)

habitants bénéficieront d'ailleurs d'un certain pouvoir d'autodétermination pendant une quarantaine d'années. Mais ce n'est pas le cas à la création de la ville, et ce n'est plus le cas en 1945.

2. L'implantation géographique de la capitale

Suite à la décision par l'Assemblée constituante de créer une capitale permanente pour accueillir les institutions fédérales, le lieu d'implantation de la capitale reste à déterminer. Le *Residence Act* du 16 juillet 1790 prévoit la recherche d'un emplacement situé entre l'embouchure de l'*Anacostia River* (alors appelée « *Eastern Branch* ») et de *Connogocheque Creek*, et qui n'exède pas 10 miles carrés. Il stipule également que la zone concernée restera sous la juridiction des États auxquels elle était soumise auparavant, jusqu'au transfert officiel du gouvernement sur place⁹.

La localisation du siège permanent de la capitale américaine est annoncée par le président George Washington dans une proclamation le 24 janvier 1791. Les limites plus précises sont données le 24 mars dans une nouvelle proclamation. Le District sera constitué de terres cédées par le Maryland et la Virginie¹⁰. Comme prévu dans la loi de 1790, les habitants du District¹¹ restent sous la juridiction des États en question. Ils continuent donc à bénéficier des mêmes droits qu'auparavant. Ils conservent notamment le droit de vote aux élections fédérales (législatives et présidentielles) et à celles tenues en Virginie et au Maryland (notamment les Chambres des représentants respectives). Ce système prendra fin en 1801. Le gouvernement local est assuré d'une part par les autorités des villes de Georgetown et d'Alexandria, d'autre part, pour le reste du District, par trois commissaires nommés par George Washington.

⁹ “*The laws of the state within such district shall not be affected by this acceptance, until the time fixed for the removal of the government thereto.*” (1st Cong., 2nd Sess., Chapter 28, 1790, p. 130 – 1 Stat. 130)

¹⁰ General assembly of the State of Maryland, “*An act to cede to Congress a district of 10 miles square in this State for the seat of the Government of the United States,*” 23 décembre 1788; General assembly of the Commonwealth of Virginia, “*An act for the cession of 10 miles square, or any lesser quantity, of territory within this State to the United States in Congress assembled, for the permanent seat of the General Government,*” 3 décembre 1789.

¹¹ Le District qui avait été qualifié non officiellement de *Territory of Columbia* est officiellement baptisé *District of Columbia* par une loi du 6 mai 1796 (1 Stat. 461).

Figure 1 - George Town and the Federal City¹²



3. Modes de gestion et droits des habitants : 1800-1945

Le 1^{er} décembre 1800, le siège du gouvernement est transféré de Philadelphie à la ville de Washington, située au sein du District¹³. Il s'agit du déplacement physique de la capitale. Officiellement, le District est placé sous l'autorité du Congrès quelques mois plus tard : le 27 février 1801. Les villes de Georgetown¹⁴ et d'Alexandria¹⁵ continuent à exister et conservent leurs gouvernements locaux. Outre ces deux entités, le District se compose dès lors de deux nouveaux éléments : le comté de Washington (pour la partie du District qui appartenait au Maryland) et le comté d'Alexandria (pour la partie qui appartenait à la Virginie), administrés par des juges de paix nommés¹⁶. Les habitants des deux comtés ne disposent donc plus de leur pouvoir d'autodétermination. Ils conservent en revanche le droit de vote aux élections législatives

¹² T. Cartwright (Londres) d'après George Beck (Philadelphie), publiée par Atkins et Nightingale.

¹³ La ville de Washington n'a pas encore d'existence officielle. Ce ne sera le cas qu'en mai 1802. Par ailleurs, il n'y a pas coïncidence entre la ville de Washington et le District de Columbia en 1800. La ville est alors l'une des composantes du District.

¹⁴ Officiellement créée en 1789 (mais fondée en 1751)

¹⁵ Officiellement créée en 1779 (mais fondée en 1749)

¹⁶ Justices of the peace

fédérales et fédérées. Sur le plan juridique, les lois du Maryland et de Virginie continuent à s'appliquer dans les zones du District qui appartenaient aux deux États respectifs, y compris pour Georgetown et Alexandria¹⁷.

La loi organique du 3 mars 1801¹⁸ élargit le cercle de décideurs au sein du District. Rien ne change pour Georgetown et Alexandria, qui conservent leurs exécutifs municipaux. En revanche, chaque comté est désormais doté d'un collège exécutif spécifique, qui rassemble les juges de paix nommés par le Président. Les deux collèges ont les mêmes prérogatives que les *Levy Courts* du Maryland et les *County Courts* de Virginie et sont donc qualifiés respectivement de *Levy Court of the County of Washington, DC.*, et *County Court of Alexandria, DC.* En revanche, si la loi établit un nouveau mode de gouvernement local, elle ne prévoit pas la possibilité pour les habitants du District d'élire des représentants au sein des instances fédérales et fédérées. Ce droit, dont ils disposaient auparavant leur est retiré par une omission juridique constitutionnelle. La Constitution prévoit en effet que les habitants de chaque État élisent des représentants au Congrès. Le territoire fédéral étant un « District » et non un État, les Washingtoniens sont disqualifiés pour ce droit précis¹⁹.

Le 3 mai 1802, suite à des demandes locales, la ville de Washington est officiellement créée au sein du District, aux côtés d'Alexandria et de Georgetown. La capitale fédérale comprend dès lors cinq entités : trois villes et deux comtés. Par la même loi, le Congrès abolit le système de gouvernement par commissaires. Il dote la ville de Washington d'un conseil municipal élu²⁰ et d'un maire nommé par le Président. Les habitants de Washington disposent donc d'un pouvoir d'autodétermination très limité, mais non nul. Les habitants de Georgetown et Alexandria conservent eux ce pouvoir en intégralité, car leurs gouvernements locaux restent intacts²¹.

¹⁷ 2 Stat. 103.

¹⁸ 2 Stat. 115.

¹⁹ T. COOPER, *op. cit.* (note 6), p. 2.

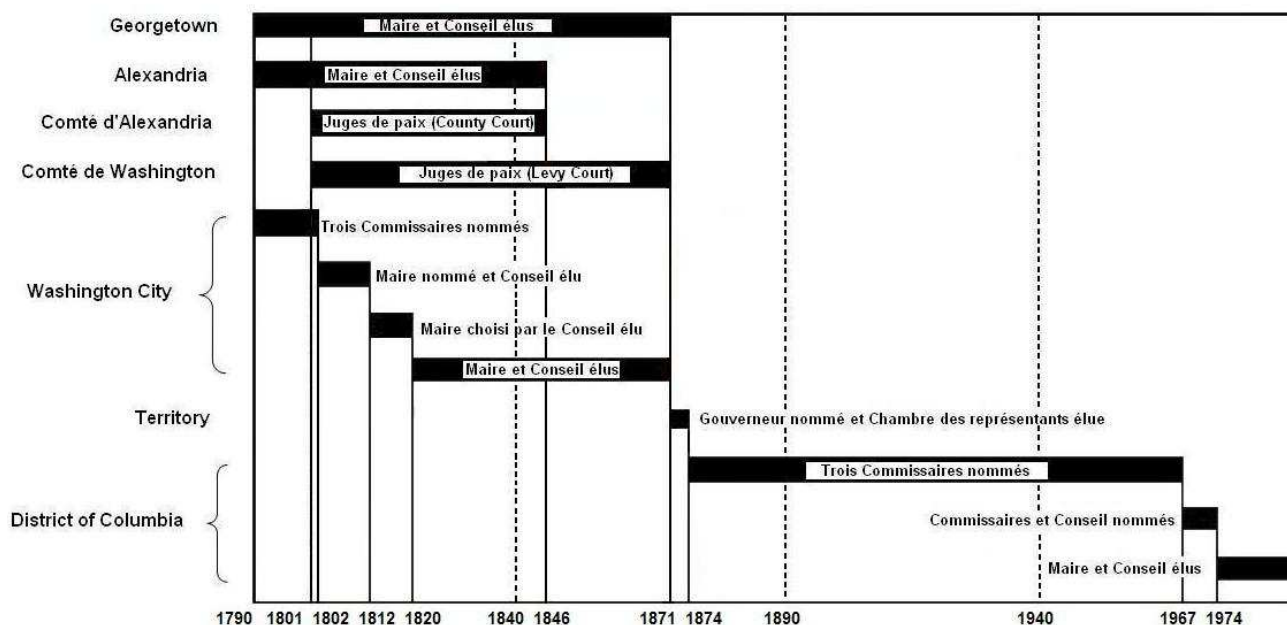
²⁰ Les électeurs sont les propriétaires blancs masculins. Ce n'est qu'en 1848 que le critère de propriété sera levé, pour accorder le suffrage aux hommes blancs résidant à Washington depuis plus d'un an.

²¹ 2 Stat. 195.

Les Washingtoniens gagnent un peu plus de pouvoir sur leur destinée en 1812 puis en 1820. À partir de 1812, le maire, auparavant nommé, est élu au suffrage indirect par le conseil. C'est toutefois en 1820 que débute véritablement la première période d'autodétermination des Washingtoniens. Le système compte toujours un maire et un conseil municipal, mais le maire est désormais lui aussi élu au suffrage direct, suffrage qui reste limité. À partir de 1848, le droit de vote sera élargi à tous les hommes blancs. Les femmes devront encore attendre plus d'un siècle.

La figure 2 récapitule les évolutions de juridiction et de système politique local dans le District entre 1790 et aujourd'hui.

Figure 2 - Chronologie du système politique local de 1790 à nos jours



Un nouveau changement important se produit en 1846. Il ne s'agit pas d'une nouvelle modification du système de gouvernement mais d'une réduction de la surface du District. Certains anciens Virginiens ont fait parvenir des pétitions au Congrès pour demander la rétrocession à la Virginie des terres qui avaient initialement été cédées au District par cet État. Ils y déclarent qu'ils ne tirent pas de bénéfices de leur appartenance au District contrairement aux habitants de la portion qui appartenait auparavant au Maryland (par exemple en termes de travaux publics), alors qu'ils en subissent les contraintes, notamment celle d'être privés des

droits civiques dévolus aux résidents des États fédérés. Sur la base de ces demandes, un référendum est organisé le 1^{er} et le 2 septembre 1846 dans la ville et le comté d'Alexandria. Le résultat est de 763 voix en faveur et de 222 contre²². Le 9 juillet 1846, les habitants redeviennent officiellement virginiens. Le comté d'Alexandria, D.C., et la ville d'Alexandria, D.C., sont officiellement abolis²³. Rien ne change pour le reste du District.

Il faut attendre les années 1870 pour que se produisent de nouvelles mutations en matière de forme de gouvernement, mais elles sont de taille. Le 21 février 1871, tout d'abord, les villes de Georgetown et de Washington, de même que le comté de Washington, cessent d'exister comme entités officielles²⁴. Seul le District de Columbia existe désormais. Par ailleurs, au sein du District agrandi, le conseil et le maire élus sont remplacés par un gouverneur et un conseil municipal nommés par le Président, qui officient sur l'ensemble du District. Le seul organe local élu est alors une Assemblée, élue au suffrage masculin blanc. Le District est également doté d'un délégué à la Chambre des représentants, mais ce délégué ne dispose pas du droit de vote²⁵. Le nouveau système avait été réclamé avec beaucoup d'insistance par une partie de l'élite washingtonienne. La *Citizens Reform Association*, notamment, critiquait la gestion financière dépendante du gouvernement municipal élu. Elle estimait qu'une autre forme de gouvernement, avec un gouverneur et une chambre haute nommés par le Président, permettrait d'une part une meilleure allocation des ressources dans la ville, d'autre part une plus grande implication financière du Congrès dans la gestion de la ville²⁶. Les autorités nationales comptaient quant à elles sur la nouvelle organisation pour limiter les dépenses. Le résultat est en fait une augmentation spectaculaire des dépenses et une explosion de la dette, suite aux grands travaux

²² P. CAEMMERER, *A Manual on the Origin and Development of Washington*, 1939, p. 51; E. FOLLIARD, "Kaleidoscopic Career of National Capital Mirrored Faithful in Yellowing Pages of the Washington Post," WP, 6 décembre 1937; W. TINDALL, *Origin and Government of the District of Columbia*, 1909, p. 14.

²³ 9 Stat. 35.

²⁴ Les deux villes perdent donc leur exécutif local (maire et conseil élus), et le comté de Washington perd sa *levy court*.

²⁵ 16 Stat. 419.

²⁶ E. MEYER, "BOSS – Alexander Robey Shepherd remade the face of Washington. But he's a man without honor in the city he transformed," WP, 28 avril 1991, p. SM27.

lancés par « Boss » Shepherd, comme nous le verrons plus loin. L'expérience est donc rapidement interrompue. Le système de gouvernement territorial est aboli en 1874 et remplacé par un collège de trois commissaires nommés par le Président. Ce mode de gestion devait initialement être temporaire. La loi du 20 juin 1874²⁷ abolissant le système de gouvernement territorial prévoyait en effet la création d'une commission chargée de créer le futur système de gouvernement de la capitale. Au lieu de cela, un rapport daté du 27 décembre 1876 recommande de pérenniser le collège de commissaires²⁸. C'est chose faite par la loi du 11 juin 1878²⁹. Dans sa forme temporaire, le collège est composé de trois commissaires assistés par un officier subalterne du corps du génie de l'armée de terre³⁰. Lorsqu'il prend sa forme définitive en 1878, il comporte deux membres civils et un général du génie. Le District perd également son représentant au Congrès dès 1874. Ce système de gouvernement restera en vigueur jusqu'en avril 1967.

B. Gouverner la capitale nationale

1. Qui gouverne ?

En 1945, le gouvernement du District est un chef d'œuvre de complexité et de confusion, qui repose sur de nombreuses interactions entre de multiples acteurs de niveau, de taille et d'influence divers. Congrès, commissaires, agences locales et fédérales, groupes de pression, associations locales : tous ont un rôle dans le système. Des échanges réguliers ont lieu à la fois verticalement, entre l'échelon national et l'échelon local, et horizontalement entre les diverses instances nationales et entre les multiples acteurs locaux. Les jeux de pouvoir qui résultent de cette situation sont complexes.

Au sommet de la pyramide hiérarchique se trouvent le Congrès et ses commissions. La Constitution des États-Unis en fait l'autorité suprême³¹. De droit comme de fait, les parlementaires sont les décideurs ultimes et l'acteur principal de la vie politique locale. Ils

²⁷ 18 Stat. 116.

²⁸ M. FAUNTROY, *op. cit.* (note 4), p. 32.

²⁹ 20 Stat. 102.

³⁰ *US Army Corps of Engineers*

³¹ *Roach v. Van Riswick, MacArthur and Mackey's Reports* 171 (1879); *Stoutenburgh v. Hennick*, 129 US 141.

remplissent à la fois les fonctions de législateur national et d'exécutif local³² et constituent *de facto* le conseil municipal du District de Columbia.

Au quotidien, le Congrès ne règle pas seul tous les aspects de la vie washingtonienne. Il est secondé dans sa tâche par un collège de trois commissaires, nommés par le Président, qui constitue le deuxième acteur local majeur. Les nombreuses interactions avec le Congrès permettent au collège d'être associé à chacune des décisions prises. En pratique toutefois, les parlementaires gèrent directement toutes les affaires d'intérêt général et délèguent seulement les questions purement locales ainsi que la gestion municipale aux commissaires.

Le partage des responsabilités est loin d'être égal entre ces deux acteurs majeurs, du fait des réticences du Congrès à renoncer au moindre pouvoir sur la capitale. Les commissaires ne disposent ainsi pas de la totalité des pouvoirs qu'exerce généralement un gouvernement municipal. La délégation dont ils bénéficient concerne certes un grand nombre de domaines, mais leur capacité d'action dans ces secteurs est restreinte aux questions secondaires. De plus, le Congrès conserve en tout, y compris sur les domaines délégués, un droit de regard ultime qu'il n'hésite pas à utiliser fréquemment sur les points les plus mineurs³³. Enfin, si les parlementaires peuvent déléguer certains pouvoirs³⁴, ils sont aussi en droit de se les réapproprier à tout moment. En théorie, le gouvernement du District est constitué par un collège de trois commissaires, mais selon Philip Graham³⁵ :

« Ces derniers possèdent en réalité peu de pouvoir. (...) En fait, ce sont les commissions chargées du District de Columbia à la Chambre et au Sénat qui détiennent le plus de pouvoir à Washington, bien qu'elles partagent une portion *substantielle de ce pouvoir* avec les sous-commissions chargées du District au sein des commissions des finances des deux chambres³⁶. »

³² Coughlin v. D.C., 25 App. D.C. 251; United States v. Ross, 5 App. D.C. 253.

³³ Dans le système en place en 1945, le Congrès légifère non seulement sur les questions d'intérêt général, mais également sur des questions purement locales comme l'extension des rues. Aucun impôt ne peut être levé et pas un cent ne peut être dépensé par le gouvernement du District sans l'aval du Congrès. Le contrôle est particulièrement rigoureux sur les questions financières.

³⁴ Selon un principe légal, un organe législatif ne peut déléguer ou se séparer de ses pouvoirs. Néanmoins, ce principe admet une exception quant à la délégation de pouvoir sur des affaires purement locales aux autorités locales compétentes.

³⁵ Rédacteur en chef du *Washington Post* de l'époque.

³⁶ « *Nominally, the government of the District consists of a Board of Commissioners of three members, but they are possessed of little real authority. (...) Actually, the greatest control of Washington is held by the District Committees of the House and Senate, although they share substantial power with the District Appropriations*

Figure 3 - Membres de la commission sénatoriale chargée du District de Columbia³⁷



Pour être plus précis encore, c'est la commission sénatoriale chargée du District qui détient le plus de pouvoir sur la capitale, dans un système où le Sénat prend indubitablement l'ascendant sur la Chambre. Ce n'est pas un hasard si son président est surnommé le « maire » de Washington³⁸.

Dans la capitale américaine, le pouvoir est donc avant tout l'affaire du Congrès et des commissaires, dans cet ordre, à des degrés divers selon les domaines. Les parlementaires et les commissaires ne sont toutefois pas les seuls acteurs dans la gestion de la ville.

Ainsi que l'a montré Robert Dahl en 1961³⁹, le pouvoir local est rarement concentré entre les mains d'une classe dirigeante dominant le reste de la société. Il est plutôt dispersé entre

Subcommittees of the two houses." (P. GRAHAM, "Constitutional Rights Denied to Voteless D.C.," WP, 21 octobre 1947, p. 4)

³⁷ WP, 12 janvier 1949, p. 2.

³⁸ R. HARRISON, *Congress, Progressive Reform, and the New American State*, 2004, p. 145; W. DODD, *The Government of the District of Columbia - A Study in Federal and Municipal Administration*, p. 58-59 ; W. TINDALL, *op. cit.*, (note 21), p. 278.

³⁹ R. DAHL, *Who Governs?*, 1961.

différents groupes sociaux qui l'exercent par des jeux d'influence, le droit de vote ou de veto, etc. Dans la capitale, de nombreux acteurs locaux et nationaux sont ainsi associés à l'exercice du pouvoir.

Sur le plan national, les commissions et sous-commissions plus ou moins influentes de la Chambre et du Sénat, sont accompagnées par d'autres acteurs institutionnels. Au premier rang se trouve le Président des États-Unis, qui nomme certains administrateurs locaux de haut rang et occupe du fait de sa fonction et de son prestige une place à part dans le paysage politique local. Par ailleurs, rares sont les fonctionnaires fédéraux en poste dans la capitale qui n'ont pas leur mot à dire dans la gestion du District. Le ministère des Finances doit valider tous les projets de loi de finances déposés au Congrès, le ministère de l'Intérieur gère les parcs et l'une des cinq forces de police de la ville, le ministre de la Défense gère la moitié du système d'approvisionnement en eau de la ville (l'autre moitié étant gérée par l'administration locale), et quelques 50 autres agences et commissions fédérales contribuent également d'une façon ou d'une autre à la gestion municipale⁴⁰.

Sur le plan local, des associations et groupes de pression défendent leurs intérêts. Au lieu de peser sur la politique locale à travers leur vote aux élections municipales, comme tous leurs concitoyens, les Washingtoniens, dépourvus d'élus et de représentants officiels, sont forcés de s'organiser autrement pour faire valoir leur point de vue. Certains groupes s'affirment ainsi peu à peu comme porte-paroles de la communauté. Une voix d'importance est celle des associations de quartier, qui émergent à cet effet au XIX^e siècle. Elles sont plusieurs dizaines dans la capitale, regroupées au sein de la *Federation of Citizens' Associations* (FCA) et de la *Federation of Civic Associations*, qui interpellent régulièrement les commissaires et le Congrès et donnent ainsi plus de poids aux revendications citoyennes. D'autres associations se manifestent également de façon très régulière dans les années d'après-guerre par des prises de position sur les affaires locales

⁴⁰ P. GRAHAM, *op. cit.*, (note 35).

dans la presse et lors des auditions menées au Congrès. Parmi elles se trouvent notamment la *DC League of Women Voters*, la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP)⁴¹, l'association du barreau du District, etc. Par ailleurs, certaines personnalités de premier plan jouent un rôle, sans oublier la presse locale, qui dispose d'une forte influence dans la détermination de l'agenda politique local et sa mise en œuvre. Mais aussi importants que soient ces groupes, aucun n'a atteint le niveau d'influence atteint par le *Board of Trade*⁴².

Le *Washington Board of Trade* est le groupe de pression le plus influent de la capitale dans les années d'après-guerre. Dès sa création, en 1889, il a selon Jessica Elfenbein « exercé une influence disproportionnée si ce n'est le contrôle réel de la vie communautaire⁴³. » Il s'est très vite imposé en acteur clé de la vie économique, sociale et politique de la capitale, et en promoteur du développement urbain. Initialement ouvert et soucieux d'être représentatif de l'ensemble des Washingtoniens, le *Board of Trade* change d'orientation à partir des années 1920. Il devient de plus en plus conservateur et préfère mener des actions fidèles à ces nouvelles orientations plutôt que préserver un certain équilibre et une certaine variété au sein de l'organisation. En 1945, il ne compte ainsi plus aucune femme ni aucun étranger parmi ses membres⁴⁴. Il reste très actif dans tous les domaines touchant au développement de la ville⁴⁵. Au fil des ans, il devient également l'éminence grise des autorités locales : le *Board* exprime ses souhaits, le Congrès autorise l'allocation des impôts locaux nécessaires pour les satisfaire et les commissaires agissent⁴⁶.

⁴¹ Association nationale pour le progrès des gens de couleur

⁴² Le *Board of Trade* est l'équivalent d'une chambre de commerce métropolitaine. Par commodité et afin d'éviter toute confusion avec le *Chamber of Commerce* de Washington, qui est elle spécifique à la capitale, nous laisserons *Board of Trade* en anglais dans le texte.

⁴³ “exercised disproportionate influence if not actual control of community life.” (J. ELFENBEIN, *Civics, Commerce, and Community: the history of the Greater Washington Board of Trade, 1889-1989*, p. v)

⁴⁴ Les femmes seront à nouveau acceptées comme membres à partir de 1959 (ELFENBEIN, *op. cit.* (note 41), p. 55).

⁴⁵ ELFENBEIN, *op. cit.* (note 41), p. ix, 2, 3, 13, 25-26.

⁴⁶ C. GREEN, *Washington: Village and Capital, 1800-1950*, vol. II, p. 280.

En février 1948, le *Board* compte environ 7600 membres⁴⁷, dont la grande majorité sont des Washingtoniens de longue date. À l'occasion d'un sondage sur l'autodétermination auquel 30 % des membres participent, près de 45 % déclarent habiter le District depuis 26 à 50 ans, 12 % depuis plus de 50 ans. Au total, 74 % des participants déclarent résider dans le District depuis plus de 16 ans. Seuls 7 % y résident depuis moins de 5 ans⁴⁸.

Parmi ses activités, le *Board* veille à entretenir de bonnes relations avec les commissaires et les membres des commissions chargés du District à la Chambre et au Sénat. Chaque année, il organise ainsi au mois de janvier un dîner de bienvenue en l'honneur des nouveaux élus au Congrès⁴⁹. Il pratique un lobbying assidu auprès des parlementaires sur des questions clé comme l'autodétermination, la ségrégation, ou encore les impôts locaux. Lors des auditions sur l'autodétermination, le *Board* est décrit en termes peu amènes par plusieurs témoins, qui le qualifient tour à tour de « 'gouvernement invisible', de 'géôlier de la ville' et d'oligarchie bienveillante⁵⁰. » Pour George P. Galloway, spécialiste du gouvernement américain, « le *Board of Trade* est évidemment réticent à voir redistribué le pouvoir politique de l'oligarchie bienveillante du conseil d'administration du *Board* vers le peuple. Le *Board*, » explique-t-il, « emploie toutes les techniques d'un groupe de pression communautaire. Il organise des bals et des diners chics, des dégustations de crustacés huppées dans la baie de Chesapeake, le tout arrosé des excellents spiritueux de M. Kronheim⁵¹. »

Le Washingtonien moyen, en revanche, reste bien davantage en retrait que les résidents des autres villes. Ceux qui n'appartiennent à aucune association, c'est-à-dire les résidents les plus

⁴⁷ S. STAVISKY, "30% of Board of Trade Votes 2 to 1 Against D.C. Home Rule Trade Board Votes Against Home Rule, 2-1," WP, 22 février 1948, p. M1.

⁴⁸ Les chiffres exacts sont : moins de cinq ans de résidence : 7,3 %, de six à 15 ans : 15,6 %, 16 à 25 ans : 17 %, 26 à 50 ans : 44,6 %, plus de 50 ans : 12,3 %. (S. STAVISKY, *ibid.*)

⁴⁹ "Our inept Mayor," WP, 6 janvier 1949, p. 10.

⁵⁰ "the invisible city government", 'captor of the city' and 'a benevolent oligarchy'. ("5 Senators quit floor debate to testify for HR", WP, 22 février 1951)

⁵¹ "Of course, the Board is naturally reluctant to see redistribution of political power from the benevolent oligarchy of the Board's board of directors to the people," he said. "The board has employed all the techniques of a social lobby. They toss fancy dances and dinners and clam bakes on the Chesapeake all well lubricated with Mr. Kronheim's fine liquors." (*ibid.*)

pauvres et la plupart de la population noire, disposent en tant que simples citoyens d'un pouvoir quasiment nul. Au quotidien, les habitants du District n'ont aucun contrôle sur les administrateurs locaux, sur le budget de la ville ou les impôts auxquels ils sont soumis. Mais surtout, ils ne disposent en tant qu'individus d'aucun moyen de pression à moyen terme car ils sont dépourvus du levier majeur que représente le droit de vote. Ils sont de ce fait privés de tout pouvoir de sanction sur les dirigeants. « Du point de vue des habitants du District de Columbia, » écrit Philip Graham, « cette situation est tragique⁵². »

En pratique, la mise en œuvre de ce système de gouvernement complexe concerne deux aspects principaux : l'adoption des lois et la gestion de la ville.

2. Légiférer pour le District

L'adoption des lois est un aspect majeur dans l'administration de la capitale. Dans la plupart des villes, les normes locales sont adoptées de façon relativement simple par le conseil municipal. Il en va autrement à Washington. Puisque le Congrès délègue très peu de pouvoir aux commissaires, la plupart des normes locales ne font pas simplement l'objet de décisions ou d'ordonnances locales, mais de lois en bonne et due forme, votées de la même manière que les lois fédérales. Le processus est lourd, complexe et peu efficace. Il est aussi d'une importance capitale pour la ville, car en raison du peu de délégation de pouvoir accordé par les parlementaires, rien ou presque ne peut être entrepris dans la ville sans un vote du Congrès.

a) Précis de procédure législative

Lorsqu'un projet de loi est déposé à la Chambre ou au Sénat, il n'est pas étudié directement en assemblée plénière. Compte-tenu du grand nombre de projets soumis chaque année, les députés et sénateurs ne disposeraient en effet pas de suffisamment de temps pour les examiner tous dans le détail. C'est pour cette raison qu'ont été mises en place au sein des deux assemblées

⁵² "From the point of view of the people of the District of Columbia, [this] condition is altogether tragic." (P. GRAHAM, *op. cit.*, (note 35)); A. LESSOFF, *The Nation and Its City: Politics, "Corruption," and Progress in Washington D.C., 1861-1902*, p. 208-25; C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 4-5, 171-186.

des commissions thématiques à effectifs restreints, elles-mêmes subdivisées en sous-commissions spécialisées. Ce mode d'organisation permet une répartition des tâches au sein du Congrès. Au lieu d'étudier en détail les milliers de projets de loi déposés chaque année, chaque membre en analyse une partie en commission et sous-commission⁵³.

Une fois déposé au Congrès, un projet de loi est directement transmis à la commission compétente, qui le transmet à la sous-commission appropriée. L'examen par la sous-commission donne lieu à la production de rapports et à l'organisation d'auditions publiques, qui permettent aux partisans et aux opposants au projet de loi de se faire entendre. L'examen achevé, la sous-commission dispose de plusieurs options. Elle peut ne rien faire du tout, transmettre le texte, amendé ou non, à la commission mère avec avis favorable ou défavorable, ou encore préparer un autre projet sur le même sujet. Le projet de loi est ensuite approuvé, rejeté ou enterré⁵⁴ par la commission. S'il est approuvé, il est examiné en séance plénière.

Dans la plupart des cas, un projet approuvé en sous-commission est approuvé en commission, puis en séance plénière. D'après le principe de répartition des tâches, les membres de l'assemblée plénière suivent généralement les recommandations des commissions, qui suivent l'avis des sous-commissions. Il arrive toutefois que la commission ou l'assemblée plénière prennent le contre-pied de l'instance inférieure. Cela se produit généralement dans le cas de textes importants qui suscitent une mobilisation particulière des élus, comme la question du droit de vote des Washingtoniens⁵⁵.

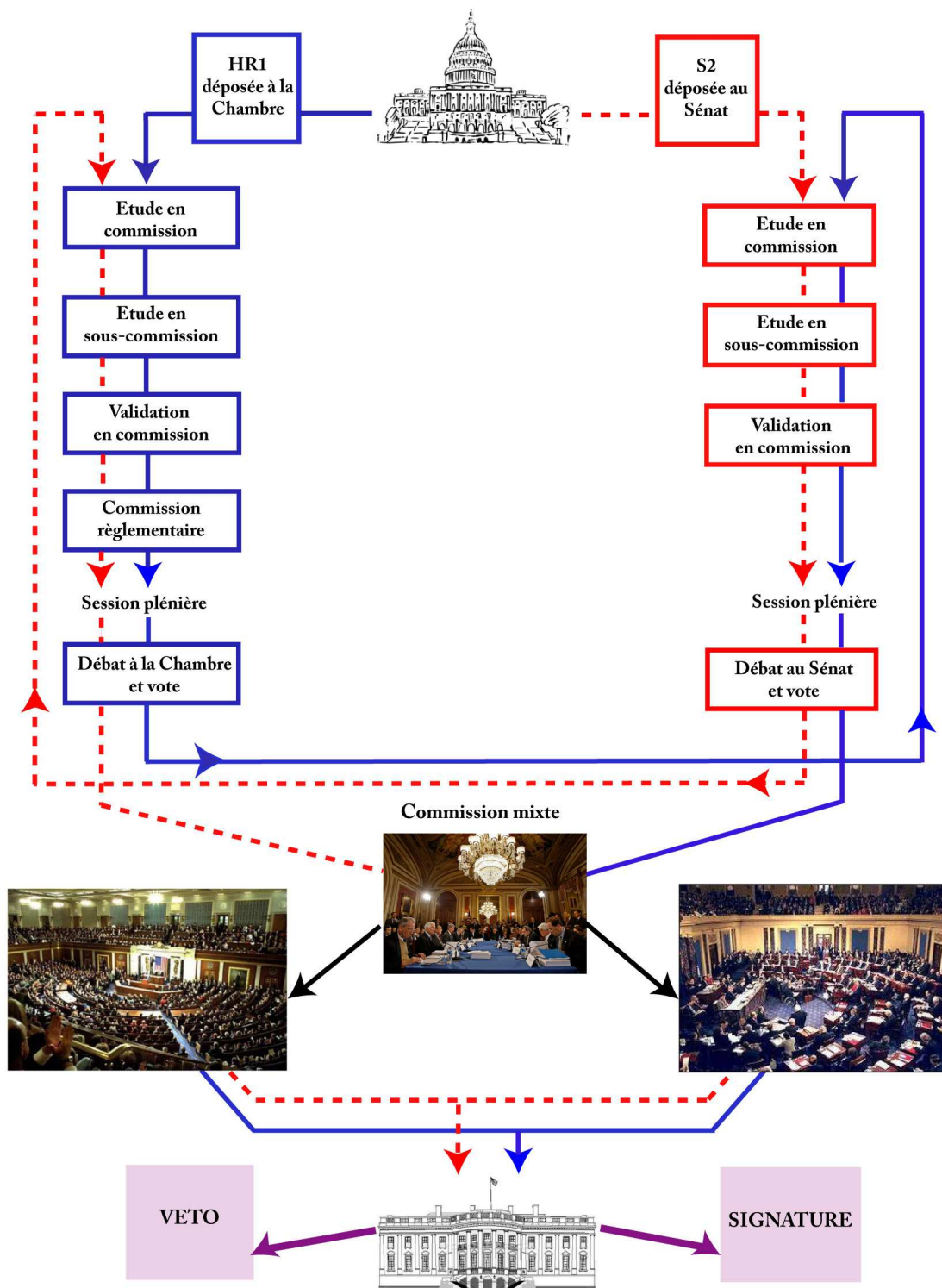
Un projet approuvé par la Chambre est envoyé au Sénat, et réciproquement, pour suivre le même processus qu'au sein de l'assemblée d'origine. Le texte est à nouveau étudié en commission et sous-commission, à nouveau soumis à audition publique avant d'être amendé et/ou approuvé en sous-commission, commission et séance plénière.

⁵³ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 58, 60.

⁵⁴ Cette dernière solution est parfois une option par défaut, lorsqu'une commission omet d'agir sur un projet de loi faute de temps ou d'intérêt. Elle est parfois choisie délibérément pour faire obstacle à un projet. C'est par exemple le cas à maintes reprises concernant la question de l'autodétermination.

⁵⁵ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 64-65

Figure 4 – Schéma de la procédure d'adoption des lois aux États-Unis en 1945



Le plus souvent, les deux assemblées sont d'accord sur les aspects généraux d'un projet de loi, mais en désaccord sur des points de détail. Un même projet est donc régulièrement approuvé par le Sénat avec certains amendements et par la Chambre avec d'autres. Dans ce cas, une

commission mixte composée de trois députés et de trois sénateurs est constituée afin de trouver un accord. Le projet résultant de cet accord doit ensuite être approuvé par la Chambre et le Sénat. Il reste alors une ultime étape avant l'entrée en vigueur du texte, qui est la signature par le Président des États-Unis. Elle est parfois purement formelle, notamment lorsque les projets sont bipartisans ou que la tendance politique majoritaire au Congrès est la même que celle du Président. Le Président peut néanmoins apposer son veto. Dans ce cas, une majorité des deux-tiers est nécessaire dans chacune des deux assemblées lors d'un nouveau vote pour que le projet devienne loi malgré le refus de signature du président⁵⁶.

Les lois concernant la capitale sont en principe étudiées par les commissions sur le District de Columbia du Sénat et de la Chambre. Au Sénat, la commission chargée du District se compose de 13 membres. Elle organise son travail au sein de sous-commissions thématiques qui sont au nombre de six à la fin des années 1940 et portent respectivement sur (1) les affaires financières, (2) l'autodétermination et la réorganisation, (3) la justice, (4) la santé, l'éducation et les loisirs, (5) les services publics, les rues et la circulation, (6) les infrastructures publiques, les assurances et les banques. À la Chambre, les membres sont au nombre de 25, du fait du nombre plus grand de députés par rapport aux sénateurs. Les sous-commissions restent néanmoins au nombre de six, pour permettre un meilleur échange entre les deux assemblées.

Les questions financières, en particulier le budget, sont examinées par les commissions des finances, qui disposent à la Chambre comme au Sénat d'une sous-commission chargée du District. Par ailleurs, il arrive occasionnellement qu'un projet de loi sur un sujet très spécialisé soit étudié non par les commissions chargées du District mais par les commissions chargées de ce sujet à la Chambre et au Sénat. C'est par exemple le cas de la législation concernant les parcs, ou de celle réglementant le travail des enfants⁵⁷.

⁵⁶ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 60-61.

⁵⁷ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 61, 63.

Un tel système semble suggérer que le Congrès est le seul acteur du processus législatif concernant la capitale, depuis la rédaction jusqu'au vote des lois. De fait, à ce niveau, la décision appartient bien au Congrès⁵⁸ et au Président⁵⁹. Toutefois, les commissaires jouent un rôle non négligeable. S'ils n'ont pas de pouvoir de décision, ils disposent toutefois d'une certaine influence au cœur du système.

b) *Le rôle des commissaires dans le processus législatif : un rôle réel mais limité*

Les commissaires sont force de proposition et éventuellement d'opposition à plusieurs étapes du processus législatif. Force de proposition, car ils sont à l'origine de la plupart des projets de loi soumis au Congrès. En général, les textes de loi sont en effet préparés par les services administratifs du District, puis soumis au Congrès par les commissaires. Le collège peut également être une force d'opposition. Lorsque les membres des commissions ou des sous-commissions spécialisées sur le District préparent eux-mêmes un projet de loi, celui-ci est immédiatement soumis aux commissaires pour avis⁶⁰. Si la recommandation du collège est négative, le projet est généralement abandonné. Le second pouvoir d'opposition des commissaires intervient en fin de procédure législative. En matière de lois concernant le District, l'usage est en effet qu'avant de les signer le Président soumette pour avis aux commissaires les projets de loi adoptés par le Congrès. Les commissaires peuvent à cette occasion encore émettre un avis négatif ou des remarques. Si les remarques sont courantes, les avis négatifs sont toutefois extrêmement rares⁶¹.

L'influence du collège est réelle, mais son pouvoir est limité. Par la préparation des textes de loi sur le District et l'opportunité de formuler un avis sur les projets à la fois au Congrès et au

⁵⁸ Par le vote

⁵⁹ Par la signature ou le veto.

⁶⁰ À titre indicatif, 57 projets de loi sont étudiés au Congrès lors du 78^e Congrès (1943-45), allant de la réglementation de la vente d'aloë et de hareng à celle de l'approvisionnement en beurre des patients de l'hôpital St. Elizabeth. En 1905-1906, les commissaires ont proposé 65 projets de loi et rendu un avis sur 117 textes déposés au Sénat et 123 déposés à la Chambre. (P. GRAHAM, *op. cit.*, (note 35); W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 65; *Report of the Government of the District of Columbia for the Fiscal Year 1906*, ultérieurement abrégé RGDC, p. 5)

⁶¹ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 65; RGDC 1906, p. 65.

Président, les commissaires disposent d'un rôle significatif dans le processus législatif washingtonien. Du fait de leur connaissance précise et reconnue de la ville, leur parole est écoutée. Néanmoins, leur influence est en grande partie informelle. Ils sont par nature davantage destinés à peser sur les décisions dans un sens ou un autre qu'à les prendre eux-mêmes. Les commissaires peuvent proposer des projets de loi, ils peuvent faire obstacle à leur adoption en manifestant leur désaccord, mais ils n'ont aucun pouvoir direct de décision. Le Congrès peut donc agir contre leur volonté. De fait, les projets rédigés par les commissaires sont souvent amendés de telle façon qu'ils n'ont plus grand-chose à voir au moment du vote avec le projet initialement soumis par les commissaires, ni avec ses objectifs. Inversement, les commissaires se trouvent impuissants lorsque le Congrès ne prend aucune mesure sur un sujet donné, cas extrêmement fréquent. Lorsque les écoles noires se trouvent avec trop peu de professeurs à l'automne 1952 et que le Congrès est en vacances, le commissaire F. Joseph Donohue souligne le ridicule de la situation en déclarant :

« Nous avons une obligation légale d'éduquer les enfants et de fournir d'autres services. Nous disposons des fonds pour le faire et d'un excédent budgétaire de 10 millions de dollars. Mais nous ne pouvons transférer 36 000 dollars pour embaucher des enseignants sans l'aval du Congrès⁶². »

c) *Le Congrès et la gestion de la capitale : indifférence, ignorance et manque de temps*

Dans les années 1940, le système législatif du District fonctionne mal. Nombre de projets préparés par les commissaires languissent au Congrès avant d'expirer en fin de session parlementaire sans avoir été examinés. Des projets de loi importants pour Washington échouent régulièrement sans que quiconque y soit spécialement opposé. Et même quand le Congrès agit, il le fait souvent de façon très imparfaite. Pourquoi ? Par manque de temps, d'intérêt et de compétence pour les affaires concernant la capitale, associés au refus de déléguer autre chose que

⁶² "We are required by law to educate children and provide other services. We have the money to do it and a surplus of 10 million dollars. But we cannot transfer \$36,000 to hire teachers without approval of Congress." (B. GILBERT, "Capital Shown at mercy of Congress," WP, 28 décembre 1952)

les tâches les plus mineures. Walter Dodd parle à ce titre de « méthodes législatives insouciantes⁶³ ».

Le manque de compétence s'explique aisément. Les députés et sénateurs assignés aux commissions chargées du District sont issus d'autres États. Si certains sont originaires de Virginie ou du Maryland et sont à ce titre familiers avec le contexte local, ce n'est pas le cas de la plupart, qui ne connaissent rien du contexte ni des enjeux locaux lorsqu'ils prennent leurs fonctions. Ils ne maîtrisent de plus pas les dossiers et ne connaissent pas les préoccupations des habitants. Au début du XX^e siècle, Walter Dodd souligne que les députés sélectionnés pour ces commissions sont généralement issus de circonscriptions qui comprennent de grandes villes et connaissent par conséquent les problématiques urbaines. Cette tendance se perd toutefois au fil du temps. Au sein du 80^e Congrès par exemple (1947-1949), quelques députés de la commission chargée du District sont respectivement issus des environs de métropoles comme Détroit, Philadelphie ou Seattle, mais aucun ne représente directement une ville majeure. Par conséquent, selon Robert Harrison :

« la passion dont ils peuvent faire preuve dans les débats concernant le District est généralement un reflet de leurs préjugés ou de ceux de leurs administrés contre les compagnies de chemin de fer, les spéculateurs immobiliers, les Noirs, les travailleurs sociaux ou les bureaucrates⁶⁴. »

Bien entendu, cela aurait peu d'importance si les membres du Congrès en question étaient décidés à en apprendre davantage sur le sujet. Toutefois, c'est rarement le cas.

Le deuxième problème est le manque d'intérêt pour les tâches afférentes au District, qui « est lamentable ou inévitable, selon le point de vue duquel on se place⁶⁵ ». Ce désintérêt s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, bien qu'ils soient réticents à laisser échapper leur pouvoir dans le domaine, la gestion de la capitale n'est pas forcément un domaine passionnant pour des élus nationaux qui n'ont pas d'enjeu dans les affaires washingtoniennes. Les membres des

⁶³ “*careless methods of legislation*” (W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 65; RGDC 1906, p. 67)

⁶⁴ “*What passion they showed in District debates was liable to be an expression of their own, or their constituents' prejudices – against railroad companies, against real estate speculators, against African-Americans, against social workers or against bureaucrats.*” (R. HARRISON, *op. cit.*, (note 37), p. 151)

⁶⁵ “*was either lamentable or inevitable, depending upon one's point of view.*” (R. HARRISON, *ibid.*, p. 151)

commissions chargées du District aussi bien au Sénat qu'à la Chambre débattent la plupart de temps de questions triviales telles que l'extension des rues ou le remplacement des canalisations⁶⁶. Deuxièmement, et peut-être principalement, le sujet n'est pas politiquement payant pour les membres du Congrès. La plupart des députés et sénateurs sont réticents à servir au sein des commissions chargées du District car ils ne peuvent ensuite pas faire campagne dans leur circonscription sur le travail accompli pour la bonne gestion de la capitale. C'est le travail accompli pour leur propre circonscription qui intéresse les électeurs et remporte leurs suffrages⁶⁷. Cela contribue à expliquer que la tentation de se libérer de la gestion du District soit plus forte au Sénat qu'à la Chambre. Le Sénat étant de taille plus modeste que la Chambre, les sénateurs sont affectés à davantage de commissions que les députés. Ils envisagent la réduction de ces affectations avec d'autant plus de bienveillance⁶⁸. En revanche, le mandat des sénateurs étant plus long, ils passent davantage de temps sur le sujet au sein d'une commission donnée au cours d'une mandature. Cela leur permet de mieux se familiariser avec les dossiers. C'est l'une des raisons pour lesquelles les sénateurs peuvent exercer davantage d'influence que les députés sur les projets de loi⁶⁹.

Enfin, à supposer que les députés et sénateurs en charge de la capitale soient à la fois compétents sur et intéressés par le sujet, il reste le problème du temps. Le Congrès a déjà fort à faire avec les tâches nationales et internationales qui lui incombent, ainsi qu'avec le règlement des problèmes locaux soumis par les administrés. La gestion du District passe après nombre d'autres sujets jugés prioritaires parce qu'ils le sont effectivement ou parce qu'ils affectent plus directement les intérêts des parlementaires. En 1947, Philip Graham explique ainsi le long processus législatif entrepris pour décider du déplacement de deux montants de portail en pierre

⁶⁶ H. TRUMAN, *Letter to the Speaker on Home Rule for the District of Columbia*, 25 juillet 1949 (Public papers of the Presidents of the United States, Harry S. Truman, Containing the Public Messages, Speeches, and Statements of the President, January 1 to December 31, 1949, 1964).

⁶⁷ "Cue for the District," WP, 18 mars, 1945, p. B4.

⁶⁸ B. GILBERT, "Home Rule Chances Good in Senate," WP, 23 décembre 1951.

⁶⁹ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 58, 60.

jugés dangereux situés à proximité de la Maison-Blanche. Sa conclusion ironique souligne l'absurdité de confier cette tâche au Sénat :

« Finalement, » écrit-il, « vint le jour où le plus grand organe délibératif de la planète mit de côté ses délibérations sur la formation militaire universelle, les traités de paix et autres questions triviales pour décider que les deux montants de portail devaient bien être retirés de leur emplacement⁷⁰. »

De plus, le Congrès n'est pas en session toute l'année. Au-delà des questions d'arbitrage entre les affaires locales, nationales et internationales, il existe des périodes plus ou moins longues au cours desquelles la ville se trouve *de facto* sans « conseil municipal ». En 1952, du fait d'une session parlementaire particulièrement courte, cette période dure près de six mois⁷¹. Or, comme cela est expliqué plus haut, certaines décisions, notamment en matière de budget, ne peuvent être prises que par le Congrès. Ainsi, lorsque les écoles noires se retrouvent à cours d'enseignants à l'automne 1952, il est impossible de débloquer des fonds d'urgence pour résoudre le problème. Les commissaires n'en ont pas le pouvoir. Le Conseil scolaire doit trouver des expédients qui se révèlent insuffisants. Si le Congrès avait été en session, une requête aurait été déposée pour obtenir des fonds d'urgence. Ce n'est là qu'un exemple des conséquences potentielles de la négligence du Congrès, couplée à l'importance du pouvoir dont elle dispose sur la capitale⁷².

La Chambre des représentants dispose bien de périodes réservées au traitement des affaires du District, prévues justement afin d'éviter que le sujet ne soit constamment repoussé. Selon ses règles de fonctionnement, l'Assemblée est censée consacrer deux heures à la capitale le deuxième et le quatrième lundi de chaque mois, sur demande de la commission chargée du District, à l'occasion de la « journée du District⁷³ ». Toutefois, ces brefs moments supposés intouchables, lors desquels la Chambre se transforme en conseil municipal de la ville, sont souvent détournés vers d'autres usages. Un simple vote majoritaire suffit à changer l'ordre du jour pour traiter de

⁷⁰ “And finally came the day when the greatest deliberative body on earth set aside its consideration of universal military training, of peace treaties and of other trivial undertakings, to determine that the two stone gate posts should indeed be removed.” (P. GRAHAM, *op. cit.*, (note 35))

⁷¹ Généralement, lorsque le Congrès interrompt ses travaux tôt dans l'année, il siège à nouveau à la fin de l'année pour quelques semaines. Cela n'est pas le cas en 1952. Il siège seulement du 8 janvier au 7 juillet 1952.

⁷² B. GILBERT, *op. cit.* (note 60); R. HARRISON, *op. cit.*, (note 37), p. 151.

⁷³ “District Day”, WP, 2 juin 1949.

sujets jugés plus prioritaires. Le reste du temps, le travail se déroule souvent au ralenti. Le quorum étant rarement atteint, les décisions doivent souvent être prises à l'unanimité, et toute demande de procéder à l'appel des présents interrompt les débats. De plus, les discours prononcés lors des séances soi-disant dévolues au District sont souvent détournés à d'autres fins, comme des discours de campagne sans aucun rapport avec la capitale, mais qui sont néanmoins tolérés par les députés.

Au Sénat, l'absence de procédure formelle de débat permet parfois une meilleure efficacité. Contrairement à la Chambre, le District ne dispose pas de créneau horaire réservé. Les projets concernant la capitale sont comme les autres étudiés soit par ordre d'inscription au calendrier, soit sur demande du président ou d'un membre de la commission chargée du District. Toutefois, la « courtoisie sénatoriale » étant la règle, la plupart des décisions sont prises à l'unanimité et aucun projet n'est étudié si un opposant déclaré est absent⁷⁴.

Les canaux classiques de législation étant très restreints et semés d'embûches, les membres du Congrès utilisent régulièrement des moyens indirects pour faire adopter des mesures concernant la capitale. La plupart du temps, il s'agit de cavaliers attachés à des projets de loi de finances, car ces derniers se fraient plus facilement un chemin dans le parcours législatif.

Néanmoins, ces procédés de contournement ne permettent pas de faire adopter un grand nombre de mesures. Malgré leur existence, un grand nombre de mesures restent en souffrance à l'issue de chaque session parlementaire :

« Quelle surprise », écrit l'*Evening Star*, « que le District ait aujourd'hui besoin de nombreuses lois pour disposer des mêmes équipements que les autres villes, corriger les erreurs du passé et fixer des standards élevés pour le futur⁷⁵. »

Le retard législatif majeur de la capitale est l'un des arguments principaux des partisans de l'autodétermination. Ils affirment que le Congrès n'est pas adapté à la gestion locale, qu'il est

⁷⁴ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 62.

⁷⁵ "what wonder remains that the District needs today many laws to give it a full equipment to bring it up to date with other municipalities, to correct the faults of the past, and to set high standards for the future." *Washington Evening Star*, 13 février 1907.

censé gérer les affaires de la nation, non agir comme un gouvernement municipal. Par conséquent, la gestion qui en résulte ne peut être que sous-optimale.

Dans un tel océan d'indifférence et d'ignorance, le District se repose fortement sur les quelques membres du Congrès qui montrent leur intérêt pour la capitale et ses problèmes. Au premier rang se trouvent naturellement certains membres des commissions chargées du District à la Chambre et au Sénat.

3. Administrer le District : la tâche des commissaires

Sur le plan exécutif, les commissaires disposent d'une certaine latitude d'action dans la gestion quotidienne du District.

a) Nomination et organisation du collègue

Le contrôle de l'administration locale du District repose entre les mains d'un collège de trois commissaires, qui travaillent à plein temps à cette tâche. Deux d'entre eux sont des civils, nommés pour trois ans (et révocables) par le Président et confirmés par le Sénat. Leur mandat est renouvelable. Le troisième commissaire, ou commissaire ingénieur, est un officier du corps du génie de l'armée de terre⁷⁶. Il est nommé par le Président pour une durée variable⁷⁷. Chaque année, ou lorsque l'un des membres est renouvelé, les commissaires se choisissent un président. Cette fonction ne confère aucun pouvoir additionnel par rapport à ceux des autres membres, mais elle n'est pas purement honorifique non plus. Le titulaire est en effet considéré comme le chef de l'exécutif local et il est chargé des relations avec le Congrès et le Président des États-Unis.

⁷⁶ Il doit être d'un grade supérieur ou égal à celui de capitaine et avoir servi au moins 15 ans dans le corps du génie. Il est assisté d'un ou plusieurs aides, parmi lesquels le plus gradé est habilité à le remplacer en cas d'absence. (20 Stat. 103 ; 26 Stat 1113; 28 Stat. 246)

⁷⁷ W. F. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 73-74.



Figure 5 – Photographie de John R. Young, Washington, 12 avril 1950⁷⁸



Figure 6 - Photographie d'Harry Truman et Gordon Russell Young, Fort Belvoir, 4 avril 1945⁷⁹

Chaque fois que le processus de nomination des commissaires prend place, il suscite de nombreux débats dans la capitale. La décision appartient au Président américain et au Sénat, mais les acteurs locaux s'invitent dans la discussion. Les aspirants commissaires font connaître leur intérêt pour le poste, les associations locales annoncent leur soutien pour telle ou telle personnalité, les quotidiens municipaux relaient ces débats et affichent leur propre position. Néanmoins, malgré les manifestations d'intérêt de la population locale, le processus de nomination ne se déroule pas sur la place publique. Il est loin d'être transparent. Au-delà de quelques critères élémentaires comme l'ancrage local et l'expérience, les éléments que le Président américain prend en compte pour effectuer son choix sont obscurs et souvent contestés.

Jusqu'au milieu des années 1940, les accusations de clientélisme et de népotisme sont relativement courantes. Selon le *Washington Post* :

⁷⁸ HTL, audiovisual collection (<http://www.trumanlibrary.org/photos/av-photo.htm>, consulté le 10 août 2011)

⁷⁹ HTL, *ibid.*

« Les commissaires sont généralement nommés grâce à une amitié avec un homme politique influent ou, comme cela a quelquefois été le cas récemment, avec le secrétaire général de la Maison-Blanche⁸⁰ ».

Par conséquent, le collège des commissaires est souvent considéré alors comme un « petit club fermé⁸¹ ». Cette impression est renforcée en 1945, lorsque le général Gordon Russell Young remplace au poste de commissaire militaire le général Kutz, qui prend sa retraite. Gordon « Snake » Young porte le même nom que le président du collège. Ce n'est pas un hasard, car les deux hommes sont cousins. À cette occasion, le *Washington Post* remarque que :

« même si le commissaire ingénieur représente le gouvernement, la présence de deux cousins au sein d'un collège de trois hommes tend à rendre ridicule la supposition que ce collège reflète la volonté des citoyens de Washington dépourvus du droit de vote⁸². »

De manière générale, les commissaires représentent l'élite de la capitale et peu d'efforts sont faits pour choisir des membres représentatifs de la communauté locale⁸³. L'ancrage local est un facteur important, pris en compte bien au-delà des exigences légales qui réclament trois années de résidence dans la capitale pour qu'une personne puisse être éligible au poste. Les commissaires qui ne sont pas nés dans la capitale y ont résidé de longues années, voire plusieurs décennies. La profession, sans constituer un critère de nomination apparent, varie peu. Nombre de commissaires sont recrutés parmi les rangs des avocats ou des journalistes. Ils ont tous en commun d'avoir des relations dans les cercles du pouvoir, souvent jusqu'au sein de la Maison-Blanche.

Comme lorsqu'il s'agit de composer un *ticket* présidentiel, des notions d'équilibre entrent parfois en ligne de compte sur certaines questions. La question religieuse est ainsi évoquée en 1952, lorsque le Président Truman doit sélectionner un remplaçant pour le poste de John R. Young. Le deuxième commissaire civil en fonction est alors F. Joseph Donohue, qui est catholique. Le *Washington Post* note ainsi que « des considérations pratiques voudraient que

⁸⁰ « *Commissioners have usually been appointed because they were friends of some powerful politician or, as in some recent cases, friends of a President's secretary.* » (« Test for Mr. Truman, » WP, 1^{er} décembre 1947, p. 8)

⁸¹ « *a tight little club* » (« New Commissioner, » WP, 11 septembre 1945, p. 10)

⁸² « *Even though the Engineer Commissioner represents the Government, the presence of two cousins on a three-man governing board tends to make farcical the assumption that that board reflects the will of Washington's disfranchised citizens.* » (*ibid.*)

⁸³ *op. cit.* (note 78).

Truman opte pour un non-catholique⁸⁴ ». La religion n'est toutefois pas le seul sujet en débat à cette occasion et n'est pas le plus crucial. L'orientation politique des commissaires fait l'objet de davantage de controverses.

Le fait que la responsabilité de la nomination incombe au Président aboutit parfois à des choix politiques. En mars 1949, les républicains washingtoniens rappellent dans une déclaration au Président Truman la « tradition » bipartisane de composition du collège. Ils expliquent que les démocrates et les républicains ont depuis 1878 une entente qui consiste à nommer au sein du collège un commissaire civil issu de chaque parti. En fait, cette prétendue tradition tient davantage du rideau de fumée. Elle n'est pas vérifiée sur le long terme⁸⁵.

Entre 1878 et 1955, soit sur une durée de 77 ans, le collège de commissaires a été paritaire pendant près de 50 ans. Le reste du temps, il était composé soit de membres issus du même parti, soit partiellement ou intégralement de membres indépendants. Au total, sur les 30 paires de commissaires civils qui ont été en poste entre 1878 et 1955, 18 étaient bipartisanes et 12 ne l'étaient pas. En fait, la tradition de parité s'est vérifiée pendant les années 1882 à 1910, pendant lesquelles le collège a effectivement compté sans discontinuer un membre républicain et un membre démocrate. Mais à partir de 1910, la tradition a été rompue par les présidents Taft, Wilson, Harding, Coolidge, Hoover, Roosevelt, Truman et Eisenhower. Entre 1910 et 1955, les collèges ont été paritaires moins de la moitié du temps.

Certes, dans de nombreux cas, les convictions politiques des commissaires washingtoniens ne sont pas très tranchées, au point qu'aucune référence à leur obédience politique n'est généralement faite lors de l'annonce de leur nomination. Le *Washington Post* explique que bien souvent, les commissaires ont vécu si longtemps dans un District où ils ne disposaient pas du

⁸⁴ “*consideration of practical politics would dictate that Truman select a non-Catholic.*” (“It’s time to pick a new city father,” WP, 16 mars 1952, p. B2)

⁸⁵ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 75; “Tradition of bipartisan choice of D.C. Heads often flouted,” WP, 28 mars 1949, p. 1.

droit de vote que leurs convictions politiques se sont atrophiées. Mythe ou réalité, ce fait tend à atténuer l'importance du critère politique dans le choix du nommé.

Le cas des commissaires militaires est différent. Leur nomination n'est naturellement pas politique. Du fait du devoir de réserve, les commissaires ingénieurs se tiennent éloignés des questions politiques. Ils se « contentent » d'administrer les domaines de leur ressort, au premier rang desquels l'urbanisme et le génie civil. Ces officiers, âgés d'une cinquantaine d'années, dont la compétence technique est reconnue, ont le plus souvent le grade de colonel lorsqu'ils sont nommés au poste de commissaire, mais sont rapidement promus au grade de général de brigade⁸⁶.

b) *Les commissaires, administrateurs sous contrôle ?*

Les commissaires sont souvent critiqués et déconsidérés, à la fois par les acteurs locaux et par les membres du Congrès. En 1906, un parlementaire les qualifie ainsi de « petit assemblage de politiciens insignifiants⁸⁷ ». En 1947, le Dr. Galloway évoque « un collège de trois commissaires qui exercent un pouvoir fragmenté et inefficace sur les affaires locales⁸⁸ ».

De fait, leur latitude d'action dépend en grande partie de leur mandat officiel, prévu par les textes de loi, mais pas seulement. Elle dépend également de la manière dont les différents acteurs du gouvernement local, au premier rang desquels le Congrès et le Président, exercent leurs fonctions. Elle dépend aussi de la conception que les commissaires eux-mêmes ont de leur fonction.

Légalement, le Président détient plusieurs moyens de pression sur les commissaires et sur l'administration de la capitale. Le principal est probablement le pouvoir de nommer et de limoger les commissaires. Le renvoi des commissaires civils n'est pas une pratique commune, car il doit être justifié par une faute du commissaire concerné. Le Président peut en revanche choisir

⁸⁶ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 73-74.

⁸⁷ "little body of 'peanut politicians'" (FOSTER, *Cong. Rec.*, 59.I:5755-63)

⁸⁸ "At the top of this crazy quilt setup is a board of 3 Commissioners who exercise a split and ineffectual supervision of local affairs." (WP, 9 décembre 1947)

de ne pas renouveler le mandat d'un commissaire sans avoir besoin de se justifier. Il dispose en ce sens d'un moyen de pression sur les décisions des commissaires qui souhaitent être reconduits dans leurs fonctions. Si le renvoi est rarissime, le non renouvellement d'un mandat est assez courant. Guy Mason n'est ainsi pas reconduit dans ses fonctions en 1951, F. Renah Camalier connaît la même mésaventure en 1955. Le Président dispose par ailleurs d'un droit de veto sur les projets de loi votés au Congrès, ce qui lui permet s'il le souhaite de faire obstacle à certaines mesures envisagées par les commissaires. Un président qui s'intéresse aux affaires de la capitale dispose ainsi de nombreux moyens d'agir. En pratique toutefois, peu de présidents choisissent d'exercer à cette fin l'influence dont ils disposent⁸⁹.

Le Congrès dispose également de moyens de pression sur les commissaires. Au-delà de ses attributions législatives, il dispose d'un pouvoir de surveillance qui lui permet notamment d'ordonner des enquêtes sur l'administration locale. Il le fait au début des années 1950 sur la délinquance juvénile et sur la corruption policière.

À l'instar du Président, le Sénat prend part au processus de sélection des commissaires en acceptant ou non de confirmer les candidats nommés par le Président. Cela lui permet d'une part, de peser sur le choix des candidats présentés, d'autre part, de faire pression sur les commissaires qui souhaitent être reconduits dans leurs fonctions. En 1943, le poste du Commissaire Guy Mason est ainsi menacé suite à une enquête sur les brutalités et les mauvaises conditions sanitaires à l'hôpital Gallinger, qui est alors sous sa supervision. Les sénateurs, mécontents de cette situation et surtout du refus de M. Mason de s'expliquer, réclament son renvoi, ainsi que celui de plusieurs hauts responsables. Son mandat est finalement renouvelé, mais après un processus de validation agité qui se termine par un vote en sa faveur de 39 voix contre 20⁹⁰. Par ailleurs, les nominations des responsables les plus haut placés du District sont

⁸⁹ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 68-69.

⁹⁰ "Inside track seen for Mason on 3d term as commissioner," WP, p. 1; "Guy Mason Basks in Hot Water," 18 janvier 1948, WP, p. B8.

également soumises à confirmation du Sénat, ce qui lui permet d'infléchir sur les orientations politiques locales en favorisant tel ou tel candidat.

Enfin, le Congrès étant chargé du vote du budget de la ville, et du choix du montant de la contribution fédérale annuelle à ce budget, il dispose d'un argument financier de taille. Si les désaccords entre le Congrès et les commissaires sont généralement discutés et réglés à l'occasion des auditions publiques ou même en amont, certaines discordes persistent. Dans ce cas, la réprobation du Congrès se traduit souvent par une diminution ou un arrêt du financement de certains projets. En 1943, suite à quelques tensions avec la commission sénatoriale chargée du District, le commissaire Guy Mason déclare ainsi au *Washington Post* :

« J'ai 40 ans d'expérience dans ce domaine et je sais comment ça marche. Vous êtes soumis à une enquête en juillet, et au mois de juillet suivant, quand vous demandez des fonds, vous ne les obtenez pas⁹¹. »

En 1952, alors que les commissaires tentent de faire progresser la déségrégation des casernes de pompiers de la ville, le collège prend le parti « d'attendre que le Congrès vote le budget de la ville pour ne pas mettre en danger les ressources municipales⁹² ».

Le pouvoir des commissaires, s'il est limité par les dispositions légales et par les moyens de pression du Président et du Congrès, n'est toutefois pas nul, en particulier dans le cas où les commissaires s'investissent. Le meilleur exemple à cet égard est sans doute celui de F. Joseph Donohue, qui reste en poste relativement peu de temps, mais révolutionne en quelques mois les pratiques et étonne la presse locale, comme nous le verrons plus loin.

c) L'organisation du collège des commissaires

Le rôle des commissaires est de superviser l'administration du District de Columbia et de diriger les services administratifs municipaux. En pratique, ils s'en répartissent le suivi. Ce mode de fonctionnement est informel, mais il est mis en œuvre de manière relativement poussée.

⁹¹ "I've been around here 40 years and I know how it is – you get an investigation in July and the next July when you ask for appropriations you don't get them." (ibid.)

⁹² "The board is expected to wait until Congress passes the District appropriation bill, however, so as not to jeopardize city funds." ("Tough Issues Face Camalier in New Post," WP, 1^{er} juin 1952, p. M7)

Chaque commissaire est en effet responsable des services dont il a la charge et prend seul les décisions mineures dans ses domaines réservés⁹³. Un commissaire n'interfère en principe pas dans les affaires qui n'appartiennent pas à son périmètre. Les questions de politique générale sont en revanche toutes tranchées par le collège. Les décisions majeures concernant un domaine précis sont également prises par le collège, sur recommandation du commissaire responsable du sujet abordé.

La répartition des domaines évolue légèrement au fil du temps, avec une constante toutefois : le commissaire militaire est toujours responsable des infrastructures et des domaines qui touchent au bâtiment. Il est également chargé de la préparation et de l'enregistrement de tous les contrats signés par le District⁹⁴. Ainsi, dans les années d'après-guerre, le président du collège est en charge de la police et des pompiers. Le second commissaire civil est quant à lui chargé de la santé et des services sociaux⁹⁵.

La population a peu de contacts avec l'hôtel de ville. Tout se passe « deux fois par semaine – le mardi et le jeudi », écrit le *Washington Post*, lorsque « trois hommes entrent dans une pièce parée de boiseries de chêne et dirigent la ville de Washington⁹⁶ ». Les commissaires ne sont pas élus, ils ne sont donc pas exposés à la sanction des urnes et n'ont pas à répondre devant leurs administrés. Les seules réunions publiques organisées concernent le projet de budget, le changement des noms de rues et occasionnellement certains projets de loi. Elles sont au nombre de 14 lors de l'année fiscale 1951, au nombre de 13 l'année suivante.⁹⁷ Les partisans et opposants à des mesures législatives ou administratives ont l'occasion de donner leur point de vue en public, mais les enjeux sont très limités. La participation des citoyens est donc minime, voire nulle. Quelques tentatives sont menées pour donner aux Washingtoniens l'occasion de s'exprimer

⁹³ W. TINDALL, *op. cit.*, (note 21).

⁹⁴ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 76.

⁹⁵ "Truman says he'll rename Young today for 4th term," WP, 6 mai 1949, p. 1; "District Commissioner," WP, 9 février 1951, p. 22; *op. cit.* (note 90).

⁹⁶ "Twice a week – on Tuesday and Thursday – three men enter an oak-paneled room and supervise the city of Washington." ("Commissioners Run City, which knows little of them," WP, 1^{er} avril 1951, p. M15)

⁹⁷ RGDC 1951, RGDC 1952.

et prendre le pouls de l'opinion publique. En 1950, ainsi, une consultation est organisée sur le changement d'heure. Près de 65 % des Washingtoniens votent en faveur du projet. Il faut ensuite des mois au Congrès pour adopter la mesure. Cela ne motive nullement les citoyens à s'impliquer davantage⁹⁸.

d) Les fonctions et les pouvoirs des commissaires

De par la loi, les commissaires peuvent dissoudre des services au sein de l'administration locale, en fusionner d'autres, réduire le nombre d'employés, nommer et renvoyer les employés, etc.⁹⁹. Là encore toutefois, leurs pouvoirs effectifs sont différents de leurs pouvoirs théoriques. Du fait du détail des lois de finance locales adoptées par le Congrès, les commissaires ne disposent de pratiquement aucune marge de manœuvre pour dissoudre ou fusionner des services. Leur pouvoir d'embaucher et de renvoyer est en revanche quasiment illimité, à certaines exceptions près, comme dans le cas des enseignants, qui sont embauchés et renvoyés par le Conseil scolaire, ou des officiers de police, qui ne peuvent être licenciés que pour faute¹⁰⁰.

Le statut des employés municipaux du District, qui est en soi inexistant, est une nouvelle illustration du cas où les pratiques diffèrent du droit. Depuis le début des années 1880, la plupart des villes et des États fédérés ont suivi l'exemple de l'État fédéral et mis en place un système de gestion par des fonctionnaires, dont l'emploi est protégé en cas de changement de majorité politique. Ce système, dit *merit system*, s'oppose au *spoils system*, basé sur le clientélisme politique. Concrètement, le *spoils system* consistait à récompenser donateurs et électeurs suite à une victoire électorale par des emplois dans la nouvelle administration. Chaque changement de majorité se traduisait donc par un renouvellement des employés municipaux. Ce système a été remis en cause suite à l'assassinat du Président Garfield par un employé potentiel éconduit en 1881.

⁹⁸ WP, *op. cit.* (note 94); W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 89.

⁹⁹ 20 Stat. 104.

¹⁰⁰ 32 Stat. 969; DODD, *op. cit.* (note 37), p. 79, 80.

En dépit des demandes répétées des commissaires, la capitale ne dispose toujours pas en 1945 de loi instituant un statut de fonctionnaires municipaux. Sans assise juridique, il est difficile pour les commissaires d'appliquer le *merit system*. C'est toutefois ce qu'ils ont mis en place et pratiquent dans les faits pour la plupart des embauches et promotions, en recourant aux licenciements exclusivement en cas de faute et après enquête par le commissaire compétent dans le domaine ou audience devant le collège. Pour ce faire, ils reçoivent parfois l'aide de la commission américaine des fonctionnaires¹⁰¹, qui examine les candidats aux fonctions de policier, pompier, ainsi que pour certains emplois techniques¹⁰².

Au-delà de ses pouvoirs exécutifs, le collège dispose des pouvoirs législatifs locaux qui lui ont été délégués par le Congrès¹⁰³. En comparaison aux pouvoirs législatifs du Congrès lui-même sur la capitale, ces pouvoirs sont d'un impact limité. Ils couvrent néanmoins un champ de compétences très étendu et très divers. Les commissaires réglementent notamment l'ordre public, la constitution des parcelles de terres au sein du District, la circulation des véhicules, le bâtiment, les travaux de voiries dans les rues mineures, les hôpitaux, l'électricité, la collecte des ordures ménagères, les ascenseurs, le bruit, la vente de foin, les chiens errants, la taille et l'emplacement des poteaux de télégraphe et de téléphone, etc.

Pour être reconnue valable par les tribunaux, une loi doit respecter trois critères :

- être du ressort des pouvoirs délégués aux commissaires par le Congrès,
- être conforme à la Constitution des États-Unis et avec les lois votées par le Congrès applicables dans le District de Columbia,
- être raisonnable.

Lorsqu'ils produisent une réglementation, les commissaires sont également habilités à l'assortir de sanctions en cas de violation. Certaines réglementations seraient inefficaces si elles

¹⁰¹ United States Civil Service Commission

¹⁰² W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 80-81.

¹⁰³ Plusieurs autres organes du District de Columbia exercent des pouvoirs législatifs délégués par le Congrès. C'est le cas du Conseil scolaire, du *board of charities*, du *board of children's guardians*, ou du *board of library trustees*, qui sont habilités à légiférer dans les domaines à leur charge. (W. DODD, *ibid.* p. 82)

ne prévoyaient aucune sanction. Les commissaires peuvent donc prévoir des amendes ou des peines de prison en cas de transgression¹⁰⁴.

L'autorité des commissaires en matière de législation locale n'est toutefois pas absolue. Le Congrès étant délégataire de ces pouvoirs, il est en effet libre à tout moment de légiférer dans ces domaines, y compris sur des questions anodines. Dans ce cas, son autorité est supérieure à celle des commissaires. En pratique, toutefois, le Congrès légifère rarement dans les domaines purement locaux qu'il a délégués au collègue¹⁰⁵.

Afin de préparer les textes de loi à soumettre au Congrès, les commissaires font largement appel à des spécialistes internes, mais également à des spécialistes extérieurs aux services municipaux. Ils s'appuient non seulement sur les ressources fédérales, mais également sur les ressources non officielles locales, comme le *Board of Trade*, la *Chamber of Commerce*, la FCA, les partis politiques et diverses associations¹⁰⁶.

e) *De nombreuses interactions et collaborations avec les agences et ministères fédéraux*

Du fait de son statut particulier, la capitale et son gouvernement entretiennent des relations privilégiées avec les agences et ministères de l'État fédéral. Des relations particulièrement étroites existent avec le ministère des Finances et le ministère de l'Agriculture. Le premier est responsable de nombreux aspects des activités financières de la capitale et régule les banques et les sociétés fiduciaires du District. Le second assure, entre autres, le contrôle des vétérinaires et les inspections sanitaires concernant l'alimentation, tandis que ses services mettent parfois leur expertise à disposition des autorités locales¹⁰⁷.

Le contrôle de l'aqueduc, de la station d'épuration et des parcs du District est assuré par l'ingénieur en chef de l'armée de terre¹⁰⁸. Les maisons de correction¹⁰⁹ et la prison municipale¹¹⁰

¹⁰⁴ W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 81-82.

¹⁰⁵ W. DODD, *ibid.*, p. 88.

¹⁰⁶ W. DODD, *ibid.*, p. 90-91.

¹⁰⁷ W. DODD, *ibid.*, p. 70-71.

¹⁰⁸ Chief of Engineers of the United States Army

sont sous l'autorité du ministre de la Justice des États-Unis, qui supervise également les procureurs du District. L'hôpital psychiatrique¹¹¹ de la capitale est une institution fédérale sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, à l'instar de l'université *Gallaudet*, destinée aux sourds-muets de la capitale. L'*Interstate Commerce Commission* (ICC) contrôle quant à elle les compagnies de tramway de la capitale¹¹².

Par ailleurs, au-delà des relations juridiques et officielles étroites mentionnées ci-dessus, le District bénéficie fréquemment de l'appui technique et des conseils de scientifiques et d'autres employés fédéraux pour régler des problèmes municipaux. Pour Walter Dodd, « les gouvernements des États-Unis et du District de Columbia sont si intimement liés et de tant de façons qu'il est souvent difficile de les séparer l'un de l'autre¹¹³. »

4. Un système administratif désordonné

À côté des commissaires et des services qui leur sont directement rattachés, l'administration de la capitale au quotidien passe par un grand nombre d'agences et de commissions thématiques, qui sont une source supplémentaire de confusion dans l'architecture gouvernementale de la ville (cf. organigramme en [annexe 1](#)).

Dans les années d'après-guerre, le système administratif de la capitale est très contesté. L'un des critiques récurrents du système est le général Gordon R. Young, commissaire militaire du District de 1945 à 1951. Il se tient coi sur le sujet du droit de vote, par devoir de réserve, mais ne se prive pas de partager son sentiment quant à l'organisation administrative de la ville. En 1948, il déclare qu'« [il] a vu quelques organisations plutôt mauvaises dans sa vie, mais jamais rien de comparable au patchwork que l'on appelle le gouvernement du District¹¹⁴. » Pour Daniel

¹⁰⁹ *National Training School for Boys et National Training School for Girls*

¹¹⁰ *United States Jail of the District of Columbia*

¹¹¹ *The Government Hospital of the Insane*

¹¹² W. DODD, *op. cit.* (note 37), p. 71-72.

¹¹³ "the governments of the United States and of the District of Columbia are in many ways so intimately connected that it is often difficult definitely to separate the one from the other." (W. DODD, *ibid.*, p. 72)

¹¹⁴ "I've seen some pretty bad organizations in my life, but never anything to compare with the crazy quilt which we call the organization of the District government. The result is largely chaos." (WP, 20 janvier 1948)

Crystal, qui représente une association nationale d'avocats¹¹⁵, le gouvernement de la capitale est à la fois « inefficace, gaspilleur, lourd, confus, complexe et franchement dépassé¹¹⁶ ». Les deux hommes ne sont pas les seuls à tenir ce discours. Les acteurs locaux et nationaux de l'époque se livrent à des concours de synonymes plus péjoratifs les uns que les autres pour décrire les points faibles du système. Ces critiques décrivent la confusion à l'œuvre dans le système, la lourdeur des procédures utilisées, la fragmentation des responsabilités et de l'autorité, le chevauchement entre les fonctions des divers acteurs de la décision. Au-delà du constat sur la situation après la guerre, ils soulignent également la dégradation continue qu'ils constatent depuis la mise en place du système en 1878¹¹⁷.

Les rares voix discordantes dans ce concert de critiques viennent de l'hôtel de ville et du *Board of Trade*. Dans les années 1940, John R. Young souligne à maintes reprises la qualité du gouvernement de la capitale, qu'il qualifie en 1947 de meilleur au monde¹¹⁸. De son côté, le *Board of Trade* déclare que « le système de gouvernement actuel est satisfaisant, à l'exception peut-être de mineurs détails¹¹⁹ ».

L'organisation administrative du District telle qu'elle existe en 1945 est le résultat d'environ 70 ans de développement anarchique, suite au passage du « gouvernement territorial » au gouvernement par les trois commissaires en 1874. La population était alors bien moins nombreuse et les fonctions du gouvernement local relativement simples et restreintes. Au début du XX^e siècle, le système gouvernemental de la capitale est salué par le mouvement de réforme de l'administration locale. Le gouvernement par trois commissaires assistés d'une dizaine d'agences constitue un pouvoir concentré, qui correspond aux recommandations des réformateurs.

¹¹⁵ *National Lawyers Guild*

¹¹⁶ WP, 8 février 1948.

¹¹⁷ WP, 9 décembre 1947, 4 février 1948.

¹¹⁸ "Grant offers balance sheet of government setup of D.C.," WP, 17 juillet 1947, p. B1.

¹¹⁹ "the present form of government of the District of Columbia is satisfactory, except, perhaps, in some minor details." ("Council-Manager Plan for DC," WP, 26 avril 1950)

Au fil des ans, le nombre d'habitants s'est très fortement accru et le besoin en services s'est développé d'autant. Par conséquent, les attributions et la structure du gouvernement se sont régulièrement complexifiées. Des dizaines d'agences, de commissions, de bureaux et de conseils locaux ont été créés. Leurs activités et leurs fonctions se sont étendues au gré des projets du Congrès et des commissaires, mais aucun effort de coordination ni d'intégration n'a été entrepris. Par conséquent, l'autorité municipale s'est peu à peu diluée, pour aboutir à une structure multi-céphale dans laquelle le secteur des loisirs, par exemple, dépend de cinq agences différentes. La gestion des écoles, quant à elle, qui relevait des commissaires, a été transférée dès 1906 à un Conseil scolaire créé à cet effet, qui se désolidarise rapidement des commissaires pour vivre une vie indépendante¹²⁰.

Dès les années 1920, l'enchevêtrement d'agences locales est devenu tel que le gouvernement municipal atteint une complexité quasiment baroque. Pour Laurence Schmeckebier, qui produit alors un rapport sur le sujet, les principaux défauts du système comprennent :

« (...) l'échec à confier à un service unique la responsabilité de la conduite des affaires administratives, (...) le regroupement inadéquat et erratique des services administratifs au sein de directions coordonnées, l'absence de fonctionnaires municipaux, et l'incapacité à distinguer clairement les responsabilités du système judiciaire du District de celles des cours fédérales¹²¹. »

Dans les années d'après-guerre, le nombre d'institutions impliquées dans la gestion de la ville atteint environ 120, parmi lesquelles 48 agences fédérales¹²². Au fil des ans, leur statut et leur fonctionnement se sont de plus en plus complexifiés et obscurcis. Bien que le contrôle de la

¹²⁰ H. TRUMAN, Special Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 5 of 1952, 1^{er} mai, 1952; Summary report on the reorganization of the government of the District of Columbia, July 1, 1952 – September 30, 1953, Department of General Administration, Management Office, Octobre 1953; G. RUTHERFORD, "Reorganization of the Government of the District of Columbia," p. 653-655.

¹²¹ "failure to centralize in a single office the responsibility for the conduct of administrative affairs, (...) inadequate and unsystematic grouping of the local administrative services into coordinate departments; the absence of the merit system; and the failure to distinguish clearly between the responsibilities of the District courts and the federal judiciary." (L. SCHMECKEBIER, District of Columbia; Its Government and administration, p. 27; R. HARRISON, *op. cit.*, (note 37), p. 145)

¹²² Du fait de la complexité du système, les chiffres diffèrent d'une source à l'autre concernant le nombre et la nature des institutions locales. Par exemple, dans son message spécial au Congrès de mai 1952, le Président Harry Truman mentionne l'existence de « pas moins de 80 agences dans le District de Columbia » (H. TRUMAN, *Special Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 5 of 1952*, 1^{er} mai, 1952). Une autre source évoque 60 agences locales et 19 agences fédérales. (WP, 2 novembre 1947). Une autre encore mentionne 129 agences ("Merger of 60 City Agencies Into 12 Departments Proposed," WP, 3 juin 1951). Le chiffre le plus fréquemment avancé dans les années d'après-guerre est de 125 agences au total. (WP, 14 mai 1947, 9 décembre 1947, 4 février 1948) Le plan de réorganisation de 1953 répertorie pour sa part 117 agences. (*Summary report on the reorganization of the government of the District of Columbia*, Octobre 1953, p. 3)

gestion de la ville appartient en théorie au collège de commissaires et qu'il l'exerce effectivement sur certaines institutions, un bon nombre se sont émancipées de sa tutelle pour devenir presque entièrement autonomes et incontrôlées. Le commissaire Gordon R. Young souligne ainsi en 1950 le cas d'un nombre non négligeable d'agences « dont le financement dépend des commissaires, mais sur lesquelles ils n'ont pas de réel pouvoir¹²³ ». Selon Richard Lyons, au moins une vingtaine sont dans ce cas en 1951¹²⁴. Le Conseil scolaire est ainsi largement indépendant des commissaires, tout comme la Commission des loisirs, ou encore la Commission des affaires sociales (*Welfare Board*). Certaines institutions ne sont pas même soumises à un contrôle budgétaire des commissaires ou du Congrès. Elles disposent de leurs propres fonds, qu'elles gèrent à leur convenance¹²⁵.

Face à une situation de plus en plus complexe, le besoin de réorganisation et de simplification du gouvernement de la ville s'impose au fil des ans. Le passage de la théorie à la pratique n'est toutefois pas chose aisée, comme le montrent les vaines tentatives successives.

C. La réorganisation administrative dans la capitale : des décennies de statu quo (1878-1940)

L'échec à réorganiser le gouvernement du District n'est pas dû à un manque d'études ni de tentatives en la matière. La question apparaît en filigrane dans la vie politique locale dès la fin du XIX^e siècle, tantôt à l'initiative des citoyens¹²⁶, tantôt à l'initiative des commissaires¹²⁷, tantôt à l'initiative du Congrès. À partir des années 1920, le rythme de parution des rapports sur le sujet s'intensifie et plusieurs projets de loi voient le jour. Toutefois, la plupart de ces projets de

¹²³ “which rely upon the Commissioners for funds, but over which the Commissioners have no real control.” (H. STULL, ““City Council” left sorry record,” WP, 7 janvier 1951, p. B6)

¹²⁴ “D.C. Pays the bill but doesn't control many agencies,” WP, 26 mars 1951, p. B1.

¹²⁵ *Summary report on the reorganization of the government of the District of Columbia, July 1, 1952 – September 30, 1953*; H. TRUMAN, *Special Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 5 of 1952*, 1^{er} mai, 1952.

¹²⁶ Les citoyens sont ainsi à l'origine d'un mouvement pour la réorganisation dès 1886. (“The local government. A scheme to reorganize it under consideration,” WP, 26 novembre 1886, p. 1)

¹²⁷ En 1903, les commissaires chargent une commission composée de membres du gouvernement local d'étudier en détail l'organisation et le fonctionnement de tous les services du gouvernement municipal. (“All under Scrutiny – Sweeping Investigation of the District Government”, WP, 1^{er} août 1903, p. 10)

loi ont une portée très ciblées. Ils n'aboutissent pas à une refonte en profondeur du système, seulement à la réorganisation de certains services municipaux.

Les premiers projets de réorganisation globale apparaissent au début des années 1930. En l'espace de quelques années, plusieurs analyses complètes du système de gouvernement sont entreprises¹²⁸. Chacune comporte des spécificités, mais toutes soulignent la nécessité de consolider les nombreuses activités du gouvernement local. Elles nourrissent un débat qui atteint son paroxysme entre 1938 et 1940, avant d'être stoppé brutalement par la Seconde Guerre mondiale. Au total, une douzaine de nouveaux projets seront ébauchés entre 1934 et 1940¹²⁹.

Le premier projet de référence voit le jour en 1934. Il s'agit d'un rapport très épais préparé par William Roberts pour le Sénat¹³⁰. Ce rapport ne donne lieu à aucune publication officielle, mais il alimente les spéculations et les discussions sur la réorganisation et prépare le terrain pour les projets suivants.

Au cours des années qui suivent, le débat prend de la vigueur. La conviction qu'une réorganisation de l'administration municipale est nécessaire s'impose peu à peu comme une évidence, aussi bien parmi les citoyens qu'à l'hôtel de ville et au Capitole. La nature de cette réorganisation reste toutefois en question. Le principe d'une concentration des multiples services et agences en un nombre réduit de départements fait relativement consensus. Il se heurte à la volonté de la plupart des agences, qui, tout en reconnaissant le besoin global de regroupements, affirment le besoin individuel de maintenir leur propre indépendance. Il se heurte aussi à l'existence de différentes options de consolidation, notamment en matière d'éducation, de santé, de travaux publics ou de maintien de l'ordre.

¹²⁸ Parmi ces études, une est réalisée par la *Brookings Institution* en 1928-1929, une deuxième par le *Citizens Efficiency Committee* en 1937 et une troisième par le cabinet Griffenhagen en 1938-1939. (L. SCHMECKEBIER et W. WILLOUGHBY, *The Government and Administration of the District of Columbia*, 1929)

¹²⁹ C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 431.

¹³⁰ C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 428.

Le principal point d'achoppement réside néanmoins ailleurs. Il s'agit du choix du mode de gouvernement. La plupart des organisations citoyennes se prononcent pour un projet de loi qui combine droit de vote et réorganisation administrative. Elles prônent un système avec un conseil municipal élu et un maire ou un administrateur et rejettent tout projet qui ne comporte pas de composante « droit de vote » pour les Washingtoniens. Les commissaires privilégient le maintien d'un collège de trois membres aux pouvoirs renforcés, notamment sur le plan budgétaire, éventuellement assisté d'un administrateur chargé de coordonner la dizaine de départements issus de la réorganisation. Le Congrès est quant à lui parcouru par plusieurs tendances, qui se retrouvent autour de projets comprenant un conseil municipal et un administrateur unique nommés, ou le maintien d'un collège de commissaires, mais aux pouvoirs limités.

En 1939, le Plan Griffenhagen est ainsi proposé par l'entreprise du même nom, qui a réalisé au cours de l'année précédente une analyse poussée du système en place dans la capitale. Il prévoit initialement le remplacement du collège de commissaires par un conseil nommé ou élu de sept membres, un maire et un maire adjoint nommés chargés de fixer la politique générale du District, et un administrateur/directeur général nommé chargé de gérer les 17 services administratifs issus de la restructuration de l'ensemble des agences. Tandis que des discussions préliminaires sont menées au Congrès pour élaborer un projet de loi sur cette base, les commissaires font préparer par leurs services un contre-projet radicalement différent. Le président Roosevelt, qui se dit initialement intéressé par un système de conseil municipal et d'administrateur unique revient sur sa position quelques semaines plus tard pour soutenir le maintien d'un collège de commissaires. Un projet de loi proposant une version amendée du Plan Griffenhagen est finalement déposé à la Chambre en juillet par Ambrose J. Kennedy, député du Maryland particulièrement actif sur ce sujet et président de la sous-commission chargée de la réorganisation du District de Columbia à la Chambre. Il propose un gouvernement assuré par un collège de trois commissaires et un administrateur, à la tête de services municipaux concentrés.

Ce projet est mis à mort suite aux critiques des commissaires et de la majorité de la commission chargée du District à la Chambre.

Suite à l'échec du projet Griffenhagen/Kennedy, les discussions se poursuivent néanmoins. Le Congrès prépare un nouveau projet Kennedy, au sein de la sous-commission du même nom à la Chambre. L'hôtel de ville travaille de son côté sur un projet élaboré par le *corporation counsel* Elwood Seal. Les critiques réciproques sont nombreuses et acérées. Le projet de loi de compromis qu'Ambrose Kennedy finit par mettre sur pied et déposer à la Chambre en avril 1940 connaît toutefois le même sort que le précédent. Malgré quelques amendements et une adoption par la Chambre en septembre 1940, il est enterré par le Sénat. L'arrivée des élections présidentielles puis l'intensification de la guerre en Europe contribuent à mettre le sujet de côté pour plusieurs années.

À la fin des années 1930, les initiatives successives en faveur de la réorganisation du gouvernement washingtonien se heurtent aux différences de vues entre les commissaires, la Chambre et le Sénat. La concrétisation des nombreux efforts n'est pas facilitée par le président Roosevelt, qui a manifesté à plusieurs reprises son souhait de voir évoluer l'organisation du gouvernement de la capitale¹³¹, mais ne soutient pas efficacement les initiatives qui émergent de part et d'autre. La grande confusion du système en place ne facilite pas non plus la réorganisation, ceci d'autant plus que les restructurations doivent être menées par le biais législatif, qui n'est pas le moyen idéal de mener des réformes complexes.

II. Ville-Congrès : une relation tendue

A. Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale

Le District de Columbia, nous l'avons vu, n'est pas une ville ordinaire. Il est géré différemment des autres villes du pays, ses habitants sont traités de façon différente. Cette

¹³¹ G. RUTHERFORD, *op. cit.*, (note 118), p. 653-655.

relation particulière entre la capitale et le pays pèse d'une autre manière sur Washington : elle grève les finances municipales, et ce de plusieurs façons. Ce handicap est résumé en une phrase par Robert C. Albrook en 1955 : « L'oncle Sam, le principal locataire de la ville et son patron absolu, est également depuis longtemps son contribuable le plus réticent et le plus évasif¹³². »

1. Des coûts et des contraintes supplémentaires, en augmentation régulière

Les contraintes et coûts additionnels subis par Washington se manifestent sous trois formes principales : l'exercice de fonctions municipales et de fonctions régaliennes supplémentaires et la mise en œuvre de moyens supplémentaires pour tenir son « rang » de capitale.

a) Des fonctions « municipales »

Du fait du lien étroit entre les autorités locales et le gouvernement fédéral, de nombreux services sont rendus à l'État par la ville sans contrepartie. Dans de nombreux cas, évaluer la contrepartie serait contre-productif, car le coût et le temps nécessaires pour décompter et rembourser ces services seraient supérieurs au bénéfice retiré. Certains services représentent néanmoins un coût important pour la capitale et méritent à ce titre une considération particulière¹³³.

La capitale fournit ainsi à l'État des infrastructures. Il s'agit notamment du développement des routes, des égouts, de l'approvisionnement en eau, ainsi que des travaux de voirie, des trottoirs, des caniveaux, etc. Lorsque de tels travaux sont réalisés à proximité de propriétés privées, la ville reçoit une contribution des propriétaires, mais ce n'est pas le cas lorsque le propriétaire est l'État fédéral¹³⁴. L'ensemble de ces dépenses est donc à la charge de la ville. De plus, le District dépense des sommes non négligeables pour l'entretien des bâtiments fédéraux¹³⁵.

¹³² “*Uncle Sam, the city's biggest tenant and its absolute boss, has been its most reluctant and evasive taxpayer.*” (R. ALBROOK, WP, 21 mars 1955)

¹³³ *Senate Committee on Appropriations, Fixing the amount of the annual payment by the Federal Government to the District of Columbia*, 1944, p. 20.

¹³⁴ Les travaux de voirie sont financés par le « fonds dédié aux routes » (*Highway Fund*), qui est alimenté par des taxes portant notamment sur le gasoil et l'immatriculation des véhicules, taxes dont l'État fédéral est exempté. L'État ne contribue donc nullement au financement de ce fonds dont il tire bénéfice.

¹³⁵ Discours de M. Stephan à la Chambre des Représentants, *Cong. Rec.*, proceedings and debates of the 79th Cong., 2nd Sess., vol. 92, N°3, 16 janvier 1946; H. WOLMAN (*dir.*), *Capital Cities and their National*

L'État reçoit également des services de diverses natures. Il est approvisionné gratuitement en eau¹³⁶. En 1945, cet approvisionnement représente plus de 35 millions de mètres cubes, soit une valeur de 872 095 dollars¹³⁷. Il ne paie pas de taxe sur le gazole acheté dans le District. L'économie ainsi réalisée par le gouvernement fédéral se monte à 379 196 dollars en 1944, à raison de trois cents de taxe par gallon. Washington finance l'entretien des cours de justice fédérales, à raison de 600 000 dollars en 1945, l'entretien des écoles et la scolarité des non-résidents qui travaillent dans la capitale, pour un montant de 419 000 dollars en 1945. La capitale finance aussi l'incarcération des détenus washingtoniens au sein des prisons fédérales, alors qu'elle ne reçoit aucune compensation pour les détenus fédéraux incarcérés dans le District. En 1944, le District a ainsi versé à l'État 161 555 dollars de dédommagement pour 198 prisonniers, mais n'a rien touché pour la soixantaine de détenus fédéraux dont elle a la charge quotidiennement¹³⁸.

b) Des fonctions « régaliennes »

La présence de nombreux bâtiments officiels et de dignitaires américains et étrangers induit également une contrainte supplémentaire en termes de sécurité et d'ordre public. Les mesures prises par la ville au jour le jour sont en effet sans commune mesure avec celles prises dans les autres métropoles américaines de taille comparable. De plus, des dépenses additionnelles sont induites lors d'événements d'ampleur nationale, relativement courants, comme les défilés honorifiques, les cérémonies d'investiture, les visites de dignitaires étrangers, la célébration des

Governments: Washington, D.C. in Comparative Perspective, 2006; Senate Committee on Appropriations, *op. cit.*, (note 131), p. 20.

¹³⁶ À partir de 1948, l'État commence à verser au District une somme forfaitaire annuelle destinée à compenser sa consommation d'eau dans la capitale. Le versement, de l'ordre d'un million de dollars, ne couvre toutefois pas la consommation effective. Ce n'est qu'à partir de 1955 que l'État commence à payer à la ville ce qu'il consomme effectivement. (WP, 21 mars 1955)

¹³⁷ Cela représente 9 319 600 000 gallons. Une autre source donne un total de 7 674 271 132 gallons pour l'année 1945, pour un équivalent en dollars de 717 543,10. Il s'agit toutefois d'une source de 1944, pour laquelle il est probable que des estimations plutôt que des résultats définitifs ont été utilisés. En 1935, le total de gallons fournis était de 4 356 986 345, pour un prix de vente de 407 376,90. (Senate Committee on Appropriations, *op. cit.*, (note 131), p. 20)

¹³⁸ Ce sont les chiffres moyens pour septembre et octobre 1945. Le coût pour 1945 est estimé à 50 000 dollars. (Lettre de Walter L. Fowler (directeur financier du District) à MM. Merrick, Scott et Cooper, enquêteurs pour la commission sénatoriale des finances ; Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133); H. WOLMAN, *op. cit.*, (note 133).

fêtes officielles. Lors de ces occasions, il incombe aux services techniques de la capitale d'installer drapeaux, affiches, panneaux, etc. puis de les retirer et de les stocker. En 1953, ce sont ainsi plus de 5 200 drapeaux et plus de 700 affiches et panneaux qui sont mis en place¹³⁹. En 1945, le supplément occasionné en termes de services de police est estimé à 150 000 dollars¹⁴⁰.

Figure 7 - Visite du Président mexicain Miguel Aleman à Washington, 29 avril 1947¹⁴¹



c) Les coûts de représentation : assurer un standing de capitale

Enfin, la ville doit assumer des frais d'embellissement et d'entretien non négligeables afin de satisfaire à son rang de capitale. Dès 1908, la capitale compte par exemple plus de 94 000 arbres, dont l'entretien et le remplacement (plusieurs centaines doivent être remplacés chaque année) lui

¹³⁹ RGDC 1953, p. 203.

¹⁴⁰ Lettre de Walter L. Fowler à MM. Merrick, Scott et Cooper, enquêteurs pour la commission sénatoriale des finances.

¹⁴¹ Photo : Abbie Rowe (HTL)

coûte alors plusieurs dizaines de milliers de dollars par an¹⁴². Un autre exemple notoire est la création et l'entretien de parcs.

Washington compte de nombreux parcs, qui ont été développés à partir de la fin du XIX^e siècle. Les deux premiers de taille respectable, le parc zoologique national et *Rock Creek Park*, ont été créés respectivement en 1889 et 1890. Le développement concerté d'un système de parcs a débuté plus tard, en 1924, sous l'égide de la *National Capital Parks Commission* (NCPC)¹⁴³. Son but était « de préserver le paysage national dans et autour de Washington, et de veiller au développement d'un ensemble complet, systématique et continu de parcs, routes touristiques et jardins d'enfants pour la capitale nationale et ses environs¹⁴⁴ ». Suite à son action, de nouveaux parcs ont vu le jour. En 1945, ils occupent plus de 20 % de la surface de la capitale. Leur superficie est nettement supérieure à celle que l'on trouve dans des villes américaines de taille comparable. Saint-Louis ou Baltimore, par exemple, ont une surface deux à trois fois moins importante dédiée aux parcs¹⁴⁵.

Qu'une telle proportion de la ville soit consacrée à des parcs pourrait sembler excessif dans une autre ville. Toutefois, les choses sont différentes dans le cas de la capitale. En effet, l'existence de ces parcs ne répond pas seulement à des exigences municipales. Il est vrai que les habitants sont les premiers à en profiter. Néanmoins, les espaces verts jouent également une fonction symbolique forte, qui est nationale. Lors de la création de *Rock Creek Park*, ainsi, le

¹⁴² A. JOUAN évoque le chiffre de 3,4 millions par an (A. JOUAN, *Washington : la capitale américaine à l'heure de son centenaire*, p. 36). Il s'agit probablement d'une erreur typographique mais certainement pas de la bonne valeur. Le budget de 1916 évoque une demande de 60 000 dollars et un budget approuvé par la Chambre de 30 000.

¹⁴³ La commission des parcs de la capitale nationale, créée en 1924 sera rebaptisée plus tard NCPPC (*National Capital Parks and Planning Commission*), commission des parcs et de la planification de la capitale nationale.

¹⁴⁴ 'to preserve the national scenery in and about Washington, and to provide for a comprehensive, systematic and continuous development of park, parkway, and playground systems of the National Capital and its environs.'

¹⁴⁵ Les superficies consacrées aux parcs en 1940 sont respectivement de 3 098 et 3 907 acres à St. Louis et Baltimore, pour des superficies totales de 61 et 78,7 miles carrés. Dans la capitale, la superficie dédiée aux parcs est environ de 6 900 acres pour une superficie totale de 61,4 miles carrés. (*Fiscal Relations 1945*, 79th Cong., 2nd Sess, p. 19)

Congrès précise clairement que ce parc sera « dédié et destiné à jamais à être un parc public au bénéfice du peuple des États-Unis¹⁴⁶ ».

C'est dans cette logique que le financement prévu par la loi Capper-Crampton pour l'achat et l'entretien des parcs prévoyait une répartition égale entre l'État et le District. En pratique, les choses se passent néanmoins différemment, aussi bien pour leur achat que pour leur entretien et leur surveillance¹⁴⁷.

Entre le 1^{er} juillet 1924 et le 30 juin 1943, le District a financé environ 80 % des 11 500 000 dollars dépensés pour l'achat de terres destinées à devenir des parcs, contre 20 % pour l'État fédéral. Or au même moment, l'État assumait la moitié du coût des terres achetées en Virginie et au Maryland pour la création de la *George Washington Memorial Parkway*¹⁴⁸. La raison est simple. Le principe de partage initial des coûts en deux parts égales était que la participation de l'État au financement des espaces verts soit égale à sa participation au budget de la ville. Cette participation était bien de 50 % entre 1878 et 1921. Mais au cours des années suivantes, la contribution de l'État au budget municipal a diminué. La contribution fédérale au financement des parcs a été réduite d'autant, aussi bien pour l'achat des terrains que pour les frais de fonctionnement.

Par conséquent, même si les parcs sont la propriété de l'État et si la responsabilité pour leur entretien et leur surveillance revient au ministère de l'Intérieur, le budget est fourni à 90,55 % par le District en 1945¹⁴⁹. Cela correspond à plus d'un million de dollars¹⁵⁰. À ce coût s'ajoute celui de la surveillance par l'*U.S. Parks Police*, qui est assumé à 87 % par la ville. S'ajoute également le coût du parc zoologique national, institution nationale qui est traitée séparément

¹⁴⁶ “perpetually dedicated and set apart as a public park or pleasure ground for the benefit and enjoyment of the people of the United States.” (Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133))

¹⁴⁷ Discours de M. Stephan, *ibid.*; B. MCKELWAY, “Our Shrinking Area of taxable Land – It poses a future problem for Solution Now,” *The Sunday Star*, 24 septembre 1944.

¹⁴⁸ B. MCKELWAY, *ibid.*

¹⁴⁹ Cela correspond à la part du budget municipal apportée par le District, le reste (9,45 %) étant fourni par l'État.

¹⁵⁰ Plus précisément 1 009 466 dollars (Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133))

des autres espaces verts, mais dont les coûts d'entretien et de surveillance sont payés dans les mêmes proportions par les Washingtoniens, pour une somme d'environ 300 000 dollars en 1945¹⁵¹.

Au total, si l'on compte simplement l'entretien des espaces verts, la gratuité de l'eau et le fonctionnement des tribunaux fédéraux, les dépenses supplémentaires se montent à environ 3 millions de dollars en 1945¹⁵². L'[annexe 2](#) fournit la liste des services rendus à l'État par le District de Columbia et en montre à la fois le grand nombre et la diversité. Mais ce n'est pas là la plus grande perte pour le District, loin s'en faut. Au-delà des dépenses additionnelles provoquées par son statut, la capitale subit un énorme manque à gagner sur le plan des recettes.

2. Un manque à gagner pour le budget de la ville

Le manque à gagner de la capitale en termes de recettes repose principalement sur trois types de recettes : l'impôt sur le revenu, la taxe professionnelle et surtout la taxe foncière.

Le principal handicap financier pour la capitale provient du manque à gagner en termes de taxe foncière. En 1945, cette taxe constitue en effet, de loin, le principal poste de recettes dans le budget des villes américaines¹⁵³. Elle représente respectivement 69,1 % et 74,5 % des recettes annuelles à Boston et San Francisco, des villes de taille comparable à Washington. Dans la capitale, la taxe foncière représente 53 % du budget en 1945. C'est à la fois peu et beaucoup.

C'est peu en comparaison aux autres métropoles américaines, dont environ 70 % du budget est déjà assuré par la taxe foncière, d'autant plus que ces villes reçoivent ensuite 15 à 25 % de ressources supplémentaires grâce à des aides d'instances locales et fédérales. Par conséquent, des villes comme Boston et San Francisco ont moins de 10 % de leur budget à trouver par d'autres moyens que la taxe foncière et les aides ([annexe 3](#)). Comme la taxe foncière ne représente que

¹⁵¹ 296 277 dollars (Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133))

¹⁵² Il s'agit d'une liste compilée en 1937 dans le rapport Jacobs.

¹⁵³ En 1945, les recettes des États fédérés et des collectivités locales reposent à hauteur de 52 % sur les taxes sur la propriété, dont la composante principale est la taxe foncière. La deuxième ressource est la taxe sur la consommation, qui fournit 26,5 % des recettes. Les ressources des seules collectivités locales reposent la même année à 92,5 % sur les taxes sur la propriété. (SA 1955)

50 % du budget de la capitale, cela signifie que la ville doit trouver la moitié restant de son budget par d'autres moyens.

Vus sous un autre angle, paradoxalement, le fait que 50 % du budget de la capitale repose sur la taxe foncière pose un autre problème au District. Cela est dû à la structure des 50 % restants, qui sont constitués par un ensemble de taxes fragmenté de valeur plus restreinte et avec peu de marge de progression. En 1945, les deuxième, troisième et quatrième postes de recettes représentent respectivement 11,9 %, 7,6 % et 7,2 % des recettes de la ville ([annexe 3](#) du chapitre 6) Par conséquent, vu la part de la taxe foncière dans le budget, une diminution de ces recettes, que ce soit en valeur absolue ou relative, pose immédiatement un problème de financement pour le District, qui peine à trouver des solutions de remplacement. Or l'assiette de la taxe foncière n'a cessé de diminuer à partir de la création de la ville.

La réduction des recettes foncières est due à la superficie importante occupée dans le District par des propriétés non imposables, qui sont de trois natures : fédérales, municipales, et privées exemptées. La perte de revenu occasionnée est majeure pour la ville, car ces propriétés couvrent au total plus de la moitié de la superficie de la capitale ([annexe 4](#)). La taxe foncière ne repose pas directement sur la superficie d'un terrain. Elle repose sur sa valeur¹⁵⁴. Toutefois, la perte occasionnée n'est pas sans lien avec les surfaces exemptées, car plus ces surfaces sont étendues, plus la perte est élevée. Or la tendance est à l'expansion des surfaces exemptées au sein du District. Entre 1934 et 1945, leur proportion est passée de 43,1 % à 50,3 % de la surface de la ville¹⁵⁵. Cette augmentation de la superficie exemptée d'impôts se traduit par un manque à gagner croissant pour la ville. Il est de 16 millions en 1945¹⁵⁶.

Le premier responsable de la diminution de la superficie imposable dans la capitale est le gouvernement fédéral, qui continue à acheter régulièrement des terrains pendant l'entre-deux-

¹⁵⁴ Pour les particuliers, le taux d'imposition est de 1,75 dollars par centaine de dollars de valeur estimée d'une propriété.

¹⁵⁵ Pourcentage de la surface totale sans compter les rues et les impasses (RGDC 1945)

¹⁵⁶ *Fiscal Relations* 1946; Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133), B. MCKELWAY, *op. cit.* (note 145).

guerres. La part de terrains détenus par l'État, qui était de 34,8 % en 1935, atteint 41,4 % en 1945¹⁵⁷. Une fraction importante de cette superficie est occupée par les nombreux parcs, détenus par l'État, qui représentent 22,34 % de la surface totale du District en 1944. L'impact de l'expansion fédérale est d'autant plus fort qu'un effet boule de neige se produit parfois. Lorsque des terrains achetés par l'État abritent des églises ou des écoles, ces structures doivent être déplacées ailleurs, où elles transforment un lieu auparavant imposable en un nouveau lieu exempté d'impôt. La perte de revenu foncier est donc accentuée¹⁵⁸. Au 1^{er} juillet 1945, la valeur totale des propriétés de l'État fédéral dans la capitale est estimée à 708 986 150 dollars, ce qui, au taux d'imposition appliqué aux particuliers, représente un manque à gagner de plus de 12,4 millions de dollars pour le District cette année-là¹⁵⁹.

Dans une moindre proportion que les propriétés fédérales, les propriétés privées exemptées d'impôts sont également responsables d'un manque à gagner pour la capitale. Entre 1935 et 1945, la surface occupée par ces propriétés est restée stable à 5 %. Il s'agit surtout de lieux de culte, d'établissements scolaires, d'ambassades et d'hôpitaux. En juillet 1943, le montant de taxe foncière perdu par le District du fait des ambassades et propriétés étrangères est de 155 000 dollars environs¹⁶⁰. La perte globale de taxe foncière qui résulte des exemptions accordées aux propriétés privées est de deux millions en 1945¹⁶¹.

Les terrains appartenant au District, enfin, constituent la troisième catégorie de propriétés exemptées dans la capitale. Il s'agit principalement de bibliothèques, d'écoles et de bâtiments administratifs. Ils recouvrent 3,3 % de la surface de la ville entre 1935 et 1945, et restent stables

¹⁵⁷ Selon le rapport annuel sur les relations fiscales de 1945. Une autre source (le discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133)), donne 41,7 %.

¹⁵⁸ *Fiscal Relations 1945*; J. C. SUTER, "Civic Problem, Civic Bodies," *The Sunday Star*, 19 janvier 1947.

¹⁵⁹ Précisément, 12 407 257 dollars.

¹⁶⁰ SENATE COMMITTEE ON APPROPRIATIONS, *Report of privately owned exempt properties as of July 1, 1943 - fiscal year 1944*, 79th Cong.

¹⁶¹ À un taux de 1,75 %. La valeur totale des propriétés est estimée à 117,764 millions de dollars. (RGDC 1945)

autour de 3,5 % dans les 10 années qui suivent¹⁶². La perte en taxe foncière est de 1,6 millions en 1945¹⁶³.

Le District ne peut compenser les lourdes pertes ainsi accumulées en valorisant des terrains alors inexploités car il en reste peu dans la capitale. Il ne peut pas non plus compenser l'expansion des propriétés exemptées en étendant les limites de la municipalité aux dépens du Maryland ou de la Virginie, car ses frontières sont clairement définies par la Constitution. L'expansion par la hauteur pourrait être une solution alternative pour accroître la densité du centre et produire davantage de revenus fonciers. La marge de progression dans ce domaine est en effet importante. La densité de l'emploi dans le District n'est que de 90 000 personnes par mile carré en 1955 alors qu'elle est de 160 000 personnes dans le centre de Chicago au même moment¹⁶⁴. Mais la hauteur des bâtiments de Washington est réglementée de façon à ce que rien ne porte ombrage aux institutions fédérales. Cela rend une course immobilière à l'altitude impossible.

Dans ce contexte où les revenus fonciers sont limités, la ville pourrait se tourner vers d'autres sources de recettes. Mais les problèmes de rentrées de fonds ne se limitent pas aux aspects fonciers.

Washington est à de nombreux égards une ville de passage. Du fait de son activité principale, une partie non négligeable de sa population arrive et repart au gré des changements de majorité politique ou du renouvellement des élus. Ce fait a des conséquences sur la collecte des impôts sur le revenu dans le District. Beaucoup de ces habitants temporaires conservent en effet pendant toute la durée de leur séjour dans la capitale une résidence dans leur État d'origine et en font leur résidence principale. C'est donc dans leur État d'origine, et non dans la capitale, qu'ils acquittent leurs impôts sur le revenu. Certains agissent ainsi par commodité, pour éviter de

¹⁶² RGDC

¹⁶³ Précisément 1 597 403 dollars. La valeur totale des propriétés est estimée à 91 280 198 dollars en 1945 (J. C. SUTER, *op. cit.* (note 156))

¹⁶⁴ "Formula for U.S. Aid to City Remains Elusive," WP, 22 mars 1955, p. 13.

changer à deux reprises leur lieu de résidence officiel en peu de temps. D'autres le font pour conserver le droit de vote, qu'ils perdraient pour les élections locales, législatives et présidentielles s'ils devenaient résidents de Washington. Quelles que soient leurs raisons, le résultat est un fort manque à gagner en termes d'impôts sur le revenu pour la capitale. Sur les quelque 375 000 Washingtoniens qui disposent d'un emploi au début des années 1950, seuls 60 000, soit à peine 16 %, ont acquitté leur impôt sur le revenu dans la capitale en 1954, pour une recette totale d'environ 4,2 millions de dollars¹⁶⁵.

Les activités principalement gouvernementales de la capitale expliquent également de faibles recettes en matière de taxe professionnelle. Globalement, les recettes du District dans ce domaine sont au même niveau que les recettes moyennes cumulées des États fédérés et des collectivités locales. Elles représentent autour de 10 % du total des recettes. Elles pourraient néanmoins être plus élevées. En tant que lieu de pouvoir national, Washington concentre un très grand nombre de d'institutions nationales et internationales, qui, de par leur statut, échappent à ce type d'impôt. Les industries et autres entreprises sont en revanche moins nombreuses qu'ailleurs, notamment pour des raisons esthétiques. Washington est donc pénalisée par rapport à d'autres villes car la nature des activités qu'elle accueille l'empêche de collecter autant de taxe professionnelle qu'elle le pourrait si toutes les activités étaient imposables.

La différence entre Washington et les autres villes de taille comparable aux États-Unis, aussi bien en termes de dépenses que de recettes est manifeste dans les années d'après-guerre, mais elle n'est pas nouvelle. Le problème s'est révélé de manière précoce dans l'histoire de la ville. Il a provoqué l'apparition de la question des compensations que l'État fédéral verse à la ville, afin de dédommager les résidents pour les dépenses qu'ils engagent du fait du statut de leur ville. L'opportunité et le montant du dédommagement est tout l'objet de la « relation fiscale » entre la ville et le Congrès depuis la création du District au début du XIX^e siècle.

¹⁶⁵ WP, *ibid.*; “‘Tax exempts’ Overloading Taxpayer,” WP, 29 mai 1955.

B. La participation de l'État au budget de la ville : un système instable et source de conflit

La relation fiscale entre le gouvernement et la capitale n'est pas définie par la Constitution et elle n'est officiellement définie par aucun texte avant 1878. Elle donne néanmoins lieu à de nombreux débats qui se traduisent par des rapports et par des pratiques variables.

Au cours des 45 premières années d'existence du District, le gouvernement fédéral ne contribue pas systématiquement aux frais de fonctionnement de la ville. Il ne le fait qu'à 23 reprises, ce qui représente sur l'ensemble de la période une participation de 24 % environ au total des dépenses.

En 1835, le rapport Southard¹⁶⁶, premier rapport de référence sur le sujet, recommande que le gouvernement finance une partie du budget de la capitale « sur la base des terrains qu'il détient dans le District¹⁶⁷ ». Il ne donne lieu à aucune décision et les contributions fédérales continuent à être irrégulières suite à sa publication, mais leur montant augmente. Entre 1836 et 1870, elles représentent en moyenne 41 % des dépenses de la capitale. Au total, entre 1800 et 1876, la contribution moyenne de l'État au budget de la capitale est de 38,6 %¹⁶⁸.

La question revient sur le devant de la scène au cours des années 1870, dans le contexte des débats sur le système de gouvernance de la capitale. Le rapport Poland¹⁶⁹, rendu public en juin 1874 par la commission judiciaire de la Chambre, conclut que le District devrait recevoir de la part de l'État fédéral une somme prévisible et régulière, qui représenterait au moins 50 % du budget. Ce rapport est le premier à recommander l'adoption d'une formule qui fixerait un pourcentage pour la part de la contribution fédérale dans le budget municipal¹⁷⁰. Au mois de

¹⁶⁶ Produit au sein de la Commission sénatoriale chargée du District, alors présidée par M. Southard.

¹⁶⁷ "based upon its property holdings in the District, but no action was taken thereon" (Fiscal Relations 1945)

¹⁶⁸ W. TINDALL, *Standard History of the City of Washington*, 1914, p. 288-289; C. O'CLEIREACAIN, *The orphaned capital: Adopting the right revenues for the District of Columbia*, 1997, p. 149-150; Fiscal Relations 1945.

¹⁶⁹ Du nom de Luke Poland, du Vermont, président de la commission judiciaire de la Chambre. (W. TINDALL, *ibid.*, p. 280)

¹⁷⁰ Fiscal Relations 1945.

décembre, le rapport Morrill¹⁷¹ recommande à son tour l'utilisation d'une formule pour régulariser la contribution fédérale et introduit la notion de lien entre les responsabilités fiscales de l'État fédéral et le taux d'imposition dans la capitale.

La première réglementation officielle de la contribution fédérale au budget de la capitale est mise en œuvre en 1878, dans la « loi organique » du District de Columbia¹⁷². La loi, qui établit la forme de gouvernement en vigueur dans la capitale en 1945 et retire le droit de vote aux Washingtoniens, met également en place un principe de financement de la capitale basé à 50 % sur des fonds fédéraux et à 50 % sur les impôts locaux¹⁷³. Ce principe est issu du rapport Poland, qui est déterminant dans cette décision, de même que le lobbying du « comité des 100 », un groupe de pression conservateur de la capitale qui milite pour que l'État paie sa part des dépenses de la ville¹⁷⁴. La loi de 1878 comporte également l'obligation pour les autorités locales de préparer un budget à l'équilibre et l'interdiction d'émettre des bonds pour financer des emprunts. Cet élément aura son importance dans l'entre-deux guerres. Il tire sa source dans les débordements budgétaires qui ont eu lieu entre 1871 et 1874, durant la courte période de gouvernement territorial à Washington. En effet, en l'espace de trois ans, Alexander « Boss » Shepherd a dépensé plus de 40 millions de dollars et creusé un gouffre de 20 millions dans les finances de la capitale, gouffre qui sera finalement comblé en 1922¹⁷⁵.

¹⁷¹ Le rapport est produit par la commission conjointe traitant des questions du gouvernement du District de Columbia, présidée par le sénateur Lot M. Morrill, du Maine. (*Joint Committee on the Affairs of the Government of the District of Columbia*)

¹⁷² La loi du 11 juin 1878, qui instaure un système de gouvernement durable pour la capitale est souvent surnommée « loi organique » du District (*District of Columbia Organic Act*). (W. TINDALL, *op. cit.* (note 166), p. 282)

¹⁷³ «Le Congrès devrait autoriser l'allocation de 50 % du coût du gouvernement du District et (...) les 50 % restants devraient provenir des taxes foncières perçues sur les propriétés autres que celles des États-Unis et du District de Columbia.» (“[Congress should] approve the amount of fifty per centum [of the cost of the District's government] and (...) the remaining fifty per centum should be assessed upon the taxable property and privileges in the District other than the property of the United States and of the District of Columbia.” (W. TINDALL, *op. cit.*, (note 166), p. 278)

¹⁷⁴ W. TINDALL, *op. cit.*, (note 166), p. 278.

¹⁷⁵ E. FOLLIARD, *op. cit.*, (note 21).

L'instauration de la formule 50-50 est saluée par de nombreux Washingtoniens comme un engagement du Congrès à assumer sa part du financement de la capitale. En 1878, le *Washington Post* s'exclame ainsi :

« Désormais, la ville de Washington, libérée de son cocon de parcimonie et de négligence, pourra atteindre la grandeur. Désormais, il y aura de nouvelles écoles, des forces de police, des pompiers, des bibliothèques et des services de santé¹⁷⁶. »

La formule 50-50 perdure jusqu'en 1921. Cette année-là, dans l'entre-deux-guerres, elle est remplacée par une règle qui revoit à la baisse la contribution fédérale. Désormais, l'État fédéral ne fournira plus que 40 % du budget, contre 60 % de ressources propres à la ville. Cette nouvelle règle est rendue permanente par la loi de finances de 1923¹⁷⁷.

Dès 1925, toutefois, et bien que la règle des 40-60 reste officiellement en vigueur, l'État initie une nouvelle pratique qui ne consiste plus à apporter au District une part donnée de ses dépenses mais à attribuer à la capitale une somme forfaitaire discutée chaque année. De fait, Washington ne dispose dès lors plus de garantie sur le niveau de la contribution de l'État à son budget. Cette pratique est officialisée dans le *District of Columbia Revenue Act* du 16 mai 1938. Elle aboutit à réduire drastiquement la contribution fédérale au budget de la ville¹⁷⁸.

Au cours des années suivantes, la baisse de la contribution fédérale se poursuit. En valeur absolue, la somme versée par l'État passe de 9,2 millions de dollars en 1922 à 6 millions en 1945. ([annexe 2](#) du chapitre 6) De plus, cette baisse se produit dans un contexte d'augmentation forte du budget de la ville. Par conséquent, la diminution de 3 millions en valeur absolue se traduit par un passage de la contribution de 40 % à moins de 10 % du budget¹⁷⁹, comme le montre le tableau ci-dessous.

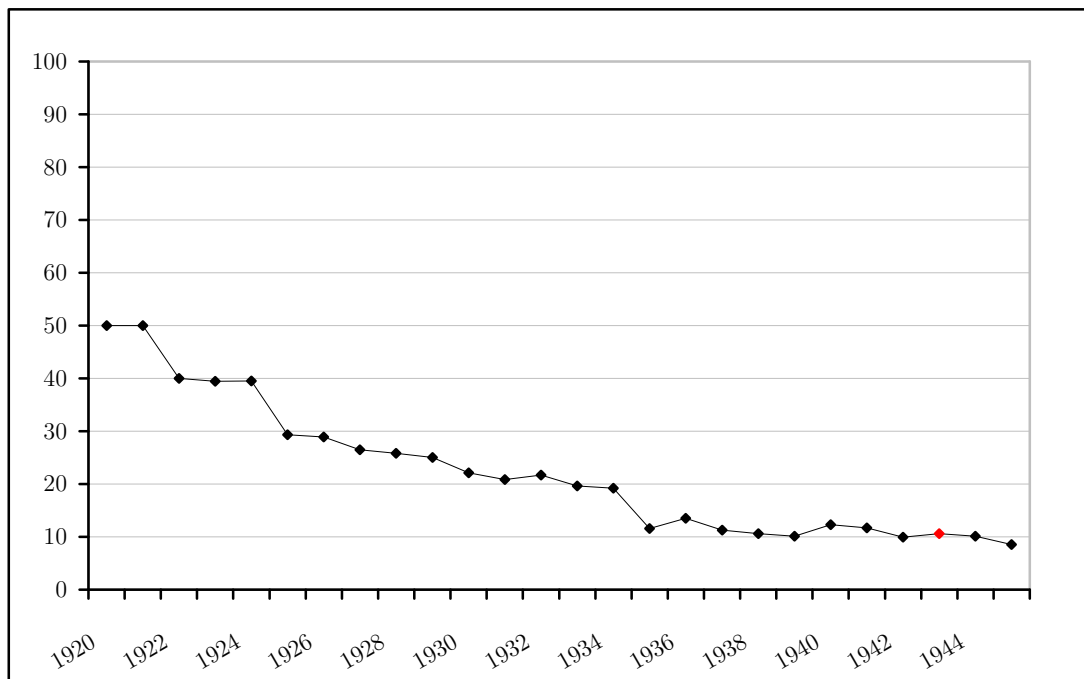
¹⁷⁶ "Now the City of Washington, freed of its cocoon of parsimony and neglect, could soar to greatness. Now, there would be new schools, police and fire protection, libraries and better health." (E. FOLLIARD, *ibid.*)

¹⁷⁷ Senate Committee on Appropriations, *op. cit.*, (note 131), p. 20.

¹⁷⁸ C. O'CLEIREACAIN, *op. cit.* (note 166), p. 149-150; *Fiscal Relations 1945*.

¹⁷⁹ Il faut noter que ces pourcentages sont calculés sur le fonds général de la ville et ne comptent ni le fonds routier (*highway fund*) ni le fonds pour l'eau (*water fund*). Pour les années 1945 à 1955, nos calculs seront basés sur l'ensemble des trois fonds. Le fonds général règle il est vrai la plupart des dépenses, mais les deux autres fonds en assument tout de même 17 % en 1945. Un calcul portant seulement sur le fonds général ne reflète donc à notre avis pas la réalité de la contribution fédérale. Ceci d'autant plus que l'État bénéficie largement des dépenses des deux autres fonds.

Figure 8 - Pourcentage de contribution fédérale dans le budget du District (1922-1945)



La réticence croissante du Congrès à allouer des fonds à la capitale se traduit donc par une augmentation continue des impôts pour les Washingtoniens¹⁸⁰. Des impôts qui sont payés et qui augmentent, alors que les Washingtoniens n'ont pas leur mot à dire dans la gestion de la ville, pas plus que dans la gestion du pays. En effet, ils ne disposent pas du droit de vote. D'où le crédo d'une partie des habitants : *Taxation without Representation*.

III. Politique locale et pouvoir citoyen : une situation bloquée

A. Les enjeux et les acteurs en présence

1. La lutte pour le droit de vote : lutttes convergentes, stratégies divergentes

La question du droit de vote revêt plusieurs facettes dans la capitale américaine. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la question électorale se pose dans trois domaines : l'autodétermination, la représentation au Congrès et les élections présidentielles.

L'autodétermination est ce que les Washingtoniens appellent alors *Home Rule*. Michael Fauntroy définit le concept comme :

¹⁸⁰ Discours de M. Stephan, *op. cit.* (note 133).

« une forme de gouvernance dans laquelle l'autorité et la responsabilité de la gestion d'une entité – e.g. État, ville, comté, territoire – reviennent à cette entité, d'après les paramètres fixés par une entité supérieure¹⁸¹. »

Au sens large, la *Home Rule* pour une ville signifie donc le droit à l'autodétermination, dont les Washingtoniens ne disposent pas en 1945. Pour ses partisans, l'objectif est de pouvoir élire des représentants locaux afin de peser sur les décisions qui sont prises au sujet de la ville.

La lutte pour la représentation au Congrès vise comme son nom l'indique à obtenir la présence d'élus de la capitale au Capitole. Le but ultime est une représentation pleine, c'est-à-dire doter le District de députés et de sénateurs pourvus du droit de vote.

Le dernier aspect concerne les élections présidentielles. Les habitants de la capitale souhaitent pouvoir y participer, ce qu'ils ne peuvent faire en 1945. Par ailleurs, en lien avec ce sujet, la question des élections primaires se pose tous les quatre ans. Des élections primaires sont effectuées dans le District, comme elles ont lieu dans les États fédérés avant les élections présidentielles.

Figure 9 - Le District Building, siège du gouvernement municipal à partir de 1908



Les combats des Washingtoniens pour ces trois droits semblent être nécessairement liés. Ces trois causes visent en effet l'acquisition d'un droit de vote qui est donné à l'ensemble des

¹⁸¹ “Home rule refers to a governmental status in which authority and responsibility for management of a unit of government – e.g. state, city, county, territorial – falls to that unit of government, subject to the parameters set by a superior unit of government.” (M. FAUNTROY, *op. cit.* (note 4), p. 24)

citoyens américains mais refusé aux Washingtoniens. Le principe de base est donc le même. Toutefois, si les problématiques se chevauchent, elles ne se superposent jamais parfaitement. Au-delà de la question de principe du droit de vote, il existe en effet des enjeux différents entre représentation nationale et élections locales. Les objectifs visés sont différents, les stratégies pour les mettre en place aussi. Ces trois luttes se révèlent donc parfois contradictoires.

La lutte pour le droit de vote aux élections présidentielles est le sujet le moins conflictuel. La plupart des activistes locaux se rallient à cette demande. Il n'en va pas de même pour l'autodétermination ni la représentation nationale.

Le combat pour l'autodétermination souffre d'une opposition locale résolue. Certains acteurs locaux, plutôt sur la gauche du spectre politique, sont en faveur de l'obtention de l'ensemble des droits de vote. Ils estiment que la *Home Rule* va de pair avec la représentation au Congrès et le droit de vote aux élections présidentielles. Parmi eux se trouvent par exemple le *Washington Home Rule Committee* (WHRC), la *Central Suffrage Conference* (CSC), la section locale des *Americans for Democratic Action* (ADA), la *D.C. Voteless League of Women Voters*¹⁸² (DCLWV) et le *Washington Post*. En revanche, il existe une portion non négligeable de Washingtoniens qui, bien que partisans de la représentation au Congrès, sont opposés à l'autodétermination. Ce sont principalement les élites économiques de la ville. Au premier rang se trouve le *Metropolitan Washington Board of Trade*, le lobby le plus puissant de la ville, qui rassemble les principaux hommes d'affaires. Pour le directeur exécutif du *Board* William H. Press, « le fait d'avoir le Congrès comme conseil municipal ne pose aucun problème¹⁸³ ». La *D.C. Chamber of Commerce* se situe sur une ligne identique, de même que le *Washington Evening Star*. Fidèle à Theodore Noyes, le quotidien du soir lutte pour la représentation nationale, mais contre l'autodétermination¹⁸⁴. De plus, des questions de stratégie et d'opportunité de l'action se

¹⁸² Ligue des électrices privées de vote du District de Columbia

¹⁸³ "there is not a thing wrong with having Congress as our city council." (W. PRESS, directeur du *Board of Trade*, in C. VOSE., "When District of Columbia Representation Collides with the Constitutional Amendment Institution, Publius", 1978, p.115-116.

¹⁸⁴ C. VOSE., *ibid.*, p.115-116.

posent. Certains affirment qu'ils ne sont pas opposés à l'autodétermination par principe mais réclament la représentation nationale d'abord. Selon eux, l'autodétermination ne peut être envisagée qu'une fois que le District sera convenablement représenté au Congrès¹⁸⁵. D'autres sont opposés à l'autodétermination mais favorables à la représentation nationale car ils voient dans cette dernière une réponse satisfaisante au problème d'autodétermination. Ce point de vue est principalement présent au sein des élites économiques qui considèrent le système de gestion par le Congrès inefficace mais restent réservées face à la mise en place de l'autodétermination. Selon eux, accorder une représentation du District au Congrès, notamment au sein des commissions chargées de la gestion de la capitale, permettrait aux Washingtoniens de faire entendre leur point de vue sur l'administration de leur ville, sans leur accorder pour autant une pleine autodétermination. Mais ce système, qui ne convient pas aux partisans de l'autodétermination, rencontre également l'opposition des « légitimistes », opposés au changement de statut de la capitale, car un amendement permettant de modifier de la sorte le statut de la capitale leur apparaît comme une tentative d'obtenir un statut d'État de fait pour le District¹⁸⁶. Par conséquent, la lutte pour l'autodétermination n'est pas menée par tous sur trois fronts simultanés. Les stratégies des différents camps se heurtent parfois, voire souvent, et les alliés d'un jour se retrouvent opposants le lendemain.

La lutte pour la représentation au Congrès rencontre moins d'opposition sur le plan local. Cette cause fédère largement les énergies locales. Peu de Washingtoniens remettent en cause la représentation nationale. Le blocage se situe davantage au sein du Congrès, comme nous le verrons plus loin. Dans ce domaine, l'obstacle sur le plan local est davantage d'ordre stratégique : si tous les partisans ont pour but ultime une représentation pleine, c'est-à-dire doter le District de députés et de sénateurs pourvus du droit de vote, certains citoyens sont néanmoins prêts à accepter une certaine dose de progressivité dans la satisfaction de cet objectif.

¹⁸⁵ B. GILBERT, *op. cit.* (note 66).

¹⁸⁶ C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 186.

Ils réclament ainsi pour commencer l'élection d'un représentant à la Chambre qui pourrait participer aux débats mais ne serait pas pourvu du droit de vote. D'autres refusent de transiger.

Les raisons des divergences de vue et de stratégie en matière de droit de vote sont relativement complexes. Elles reposent sur l'opposition d'arguments de registre et de domaine différents, mais également sur des craintes plus ou moins fondées.

2. Le droit de vote, pourquoi ?

a) Une question de principe

Au cœur des réclamations électorales des Washingtoniens se trouve un argument de principe fort, qui s'applique à l'ensemble des droits de vote réclamés : l'égalité de droits entre les habitants du District et leurs concitoyens américains. Le principe d'Égalité est l'un des principes fondateurs de la nation américaine. Il est inscrit dans la Déclaration d'indépendance de 1776, et régulièrement convoqué dans les débats nationaux¹⁸⁷. À ce titre, les habitants de la capitale revendiquent le même traitement que leurs compatriotes.

Dans le cas de la représentation au Congrès, l'injustice est ressentie de façon d'autant plus forte qu'elle rappelle aux Washingtoniens l'une des principales causes de la Déclaration d'indépendance : le principe que des citoyens soumis à l'impôt devraient être représentés dans les instances qui fixent cet impôt, scandé par le slogan « *taxation without representation is tyranny* ». Ils ont la sensation que le pays leur confère des devoirs mais ne leur reconnaît pas de droits. En effet, les habitants de la capitale sont tenus de payer des impôts, d'obéir aux lois fédérales, mais ils ne peuvent participer aux débats de la nation qui permettent au pays d'établir un budget ou de voter les lois. L'injustice de ne pas avoir de représentant au Congrès est renforcée par le fait que, la ville étant privée d'élus locaux, c'est le Congrès qui la dirige et régit à ce titre leur vie quotidienne¹⁸⁸. Or la capitale est frappée par de nombreux problèmes, que ce

¹⁸⁷ *Reorganization Plan No. 5 of 1952, Message from the President of the United States, 82nd Cong., 2nd Sess., House of Representatives, Congressional Serial Set, vol. 11614, Document 447.*

¹⁸⁸ T. COOPER, *op. cit.* (note 6), p. 2.

soit dans le domaine de l'éducation, du logement, ou encore de l'économie, et le Congrès ne prend pas les mesures adéquates pour régler ces difficultés¹⁸⁹. L'absence d'autodétermination, conjuguée à l'absence de représentation au Congrès, n'en est que plus frustrante pour les habitants, dans une ville où les problèmes se multiplient.

Figure 10 - Le District de Columbia privé de ses droits constitutionnels¹⁹⁰



Sur le tronc d'arbre : « Privation des droits civiques » - Sur la pancarte : « vers leurs droit de vote protégé par la constitution » - Dans les mains des citoyens : « Bulletin de vote »

C'est aussi le principe de démocratie qui est mis en avant par les partisans de l'autodétermination. À une époque où les États-Unis se veulent un modèle international de liberté et de démocratie, la capitale devrait être un symbole de ces idées. Au lieu de cela, les habitants ne peuvent choisir leurs dirigeants locaux ni avoir de représentant dans les instances nationales. Ils sont donc privés de leur droit et de leur devoir de participer à la prise de décision nationale. De même, l'impossibilité d'élire leurs dirigeants locaux les prive de leur droit à

¹⁸⁹ H. TRUMAN, "Special Message to the Congress on Civil Rights", 2 février 1948, NARA, Public papers of the Presidents of the United States; H. TRUMAN, *Containing the Public Messages, Speeches, and Statements of the President, January 1 to December 31, 1948*, 1964.

¹⁹⁰ *Washington Star*, 4 novembre 1930.

disposer d'eux-mêmes. Dépourvus de ce droit, les Washingtoniens se sentent traités comme des citoyens de deuxième classe. Ce hiatus est dénoncé très tôt dans les milieux politiques. Dès 1788, le New-yorkais Thomas Tredwell, s'émeut du mode de gouvernance prévu pour la capitale lors des débats de ratification de la Constitution à la Convention de l'État de New York. Il affirme au sujet de l'article 1, section 8, clause 17 du texte :

« Le projet de ville fédérale, monsieur, s'éloigne autant de tout principe de liberté que deux étoiles situées à des pôles opposés ; en effet, soumettre les habitants de ce district à l'autorité exclusive du Congrès, au sein duquel ils n'ont pas de représentant, revient à poser des fondations sur lesquelles pourra s'ériger une tyrannie aussi absolue que celle que l'on trouve en Orient¹⁹¹. »

Les Pères fondateurs sont également abondamment convoqués en soutien à l'autodétermination. À la fin du XVIII^e siècle, ils ont consacré peu d'encre à la question de l'autodétermination de la capitale. Cela paraît relativement normal, à une période où ils se concentraient sur des sujets fondamentaux pour la jeune nation, notamment la mise en place du gouvernement du pays et la rédaction de ce qui deviendra le *Bill of Rights*. À côté de cela, les détails de l'organisation d'une capitale qui n'existait pas encore et dont la localisation même était inconnue semblaient alors secondaires¹⁹². Le sujet a donc généralement été abordé sous forme de digressions dans des argumentations centrées sur des questions plus pressantes. Mais si les mentions du sujet sont rares, elles vont alors toutes dans le même sens : l'évidence du droit à l'autodétermination. Lors des délibérations du Congrès Continental, il est ainsi affirmé que les habitants de la capitale, à l'instar de leurs concitoyens du reste du pays, « profiteraient du privilège d'être gouvernés par des lois votées par des représentants élus par eux¹⁹³. »

De même, James Madison évoque le sujet dans *Le Fédéraliste*. Il écrit que :

¹⁹¹ “The plan of the federal city, sir, departs from every principle of freedom, as far as the distance of the two polar stars from each other; for, subjecting the inhabitants of that district to the exclusive legislation of Congress, in whose appointment they have no share or vote, is laying a foundation on which may be erected as complete a tyranny as can be found in the Eastern world.” (Thomas Tredwell in J. ELLIOT (dir.), *op. cit.* (note 5), p. 411).

¹⁹² K. BOWLING in M. B. SHERIDAN, “Picking the Brains of the Founding Fathers; Experts Clash Over Whether the District Was Meant to Get a Vote in Congress,” WP, lundi 28 mai 2007, p. B1; T. COOPER, *op. cit.* (note 6), p. 2.

¹⁹³ “[would] enjoy the privilege of being governed by laws made by representatives of their own election.” (M. FAUNTROY, *op. cit.* (note 4), p. 24)

« Les habitants participeront à l'élection du gouvernement qui exercera son autorité sur eux ; car un exécutif municipal chargé des affaires locales et issu de leur propre suffrage leur sera bien entendu accordé¹⁹⁴. »

En 1800, c'est le président John Adams qui loue l'autodétermination dans son quatrième message annuel, à l'occasion de l'installation de la capitale à Washington. Il déclare : « Dans cette ville, puisse l'autodétermination être vénérée pour toujours, elle qui fut chérie par le grand homme dont la capitale porte le nom¹⁹⁵. » En résumé, si les voix qui s'expriment sur le sujet au XVIII^e sont rares, elles tiennent toutes l'autodétermination des Washingtoniens comme une évidence. C'est un argument de poids pour les partisans de l'autodétermination, qui affirment que bien que le principe d'autodétermination ne soit pas inscrit dans la Constitution, les Pères fondateurs de la Nation n'ont jamais eu l'intention de priver les habitants de la capitale du droit de vote.

Dans le cas de la représentation nationale et du droit de vote aux élections présidentielles, les arguments de principe mentionnés ci-dessus sont les principaux arguments mis en avant par les partisans de ces droits. Dans le cas de l'autodétermination, les arguments de principe sont renforcés par des considérations pratiques.

b) *Une question d'efficacité : la gestion du District par le Congrès, une situation perdant-perdant ?*

Les partisans de l'autodétermination mettent en avant l'objectif de bonne gestion de la capitale comme un argument pragmatique en faveur de la *Home Rule*. Selon eux, le système de gouvernance en vigueur en 1945 est loin d'être optimal. Le fait de laisser l'administration du District entre les mains du Congrès est doublement insatisfaisant : à la fois pour la ville et pour le Congrès lui-même. Ils affirment par conséquent que la ville comme le Congrès seraient

¹⁹⁴ “*The inhabitants (...) will have had their voice in the election of the government which is to exercise authority over them; as a municipal legislature for local purposes, derived from their own suffrages, will of course be allowed them (...).*” (J. MADISON, “The Same Subject Continued (The Powers Conferred by the Constitution Further Considered),” Federalist Paper no.43, 1788)

¹⁹⁵ “*In this city (...) may self-government which adorned the great character whose name it bears be forever held in veneration.*” (Fourth Annual Message of President John Adams, 22 novembre 1800)

bénéficiaires si le système était modifié pour laisser le pouvoir local entre les mains des Washingtoniens.

Du point de vue du District, la gestion par le Congrès est jugée inadaptée. Le principe de subsidiarité prévoit que les décisions soient prises au niveau territorial le mieux adapté. Dans le cas de Washington, la question est donc de savoir s'il est plus efficace de prendre les décisions qui intéressent la capitale au niveau du Congrès ou au niveau local. Les partisans de l'autodétermination estiment que le Congrès n'est pas prévu pour effectuer de la gestion locale. Il est censé gérer les affaires de la nation, non agir comme un gouvernement municipal. Il n'est donc pas armé pour remplir des fonctions municipales, car comme nous l'avons vu plus haut, les députés et sénateurs manquent à la fois de compétence, d'intérêt et de temps pour la gestion d'une municipalité. Par conséquent, la gestion qui en résulte ne peut être que sous-optimale. Pour le *Washington Post*, ce système de gouvernement fait donc « des intérêts vitaux du District (...) la chasse gardée de personnes qui ne comprennent les ni ne se soucient des exigences de l'administration d'une grande ville¹⁹⁶ ». Comme le remarque Theodore Noyes, les habitants de la capitale savent que la Constitution, et non le Congrès, est responsable du fait qu'ils n'ont pas de représentants nationaux. Ce n'est pas cela qu'ils reprochent au Congrès. Ce qu'ils lui reprochent est « de ne pas prendre ce handicap suffisamment en considération dans sa façon de traiter la ville¹⁹⁷ ». Les Washingtoniens protestent contre une théorie et une pratique qui sont appliquées simultanément et aboutissent de ce fait à priver la capitale des privilèges de l'indépendance tout en lui en faisant assumer les responsabilités¹⁹⁸.

Les partisans de l'autodétermination estiment donc que la ville pâtit d'un mode de gestion inadapté à la situation de la capitale. Ils argumentent également que le Congrès lui-même est

¹⁹⁶ “*The District’s vital interests (...) the exclusive preserve of men who neither understand nor care about the requirements of running a big city.*” (“Hostage to Bad Temper,” WP, 23 septembre 1961, p. A8)

¹⁹⁷ “*that it has failed to take this disability sufficiently into consideration in its treatment of the city.*” (T. NOYES, *The national capital: Newspaper articles and speeches concerning the city of Washington*, p. 32)

¹⁹⁸ T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 32.

desservi par ce système d'administration de la capitale et que les députés et sénateurs y gagneraient donc aussi à transférer la gestion de la ville à des autorités locales.

Du point de vue du Congrès, la gestion du District est sous-optimale à deux égards en particulier : d'une part, parce que les membres n'y trouvent pas d'intérêt (pour les raisons citées plus haut), d'autre part parce qu'elle les écarte d'autres tâches qui devraient être au cœur de l'exercice de leur mandat. C'est ce que Ben Gilbert appelle les arguments « égoïstes » du Congrès en faveur du droit de vote¹⁹⁹.

Pour la plupart des députés et sénateurs chargés de la gestion du District, cette tâche est généralement considérée comme un fardeau, une corvée qui les empêche de se concentrer sur les seules tâches qui, pensent-ils, devraient être les leurs. Gouverner la capitale n'est pas une charge naturelle des Assemblées de la nation et elle vient se substituer à la gestion des affaires nationales et internationales. C'est l'une des conclusions de l'étude menée par la commission La Follette - Monroney en 1945-1946. C'est également une plainte récurrente des membres du Congrès. C'est d'autant plus vrai dans les années d'après-guerre, où l'on assiste à une augmentation de la charge de travail du Congrès. En 1945, Monroney affirme ainsi :

« Avec l'augmentation de la charge de travail du Congrès, pendant combien de temps pourra-t-on continuer à se payer le luxe d'utiliser le Congrès pour des tâches qui relèvent d'un conseil municipal²⁰⁰? »

Pour le *Washington Post*, « du fait du volume élevé et croissant de législation nationale et internationale, le vote de lois concernant la capitale nationale est la goutte d'eau qui fait déborder le vase²⁰¹. »

Pour les partisans de l'autodétermination, l'administration de la ville par le Congrès ne permet pas une gestion optimale de la capitale et confère au Congrès des tâches superflues dont il ne devrait pas avoir à se préoccuper. L'argument est donc double : la *Home Rule* permettrait

¹⁹⁹ B. GILBERT, *op. cit.* (note 66).

²⁰⁰ “*With the increasing burden on Congress, how much longer can we enjoy the luxury of using Congress for a purely city council job?*” (*op. cit.*, (note 65))

²⁰¹ “*Coming a great and increasing volume of national and international legislation, the passing of ordinances for the Nation's Capital is the straw that tends to break the camel's back.*” (*op. cit.*, (note 65))

non seulement une gestion plus efficace de la ville, mais aussi de soulager le Congrès. Une situation gagnant-gagnant selon eux²⁰².

c) Contre un système conservateur

Les partisans de l'autodétermination sont pour la plupart, nous l'avons vu, situés à gauche. À ce titre, l'un de leurs griefs contre le système de gestion en vigueur dans la capitale est son biais conservateur. Ils accusent le système et ses acteurs d'inhiber le changement et de favoriser les intérêts des hommes d'affaires aux dépens des Washingtoniens moyens.

Les partisans de l'autodétermination soulignent tout d'abord le biais conservateur du Congrès en général et des commissions chargées de la gestion de la capitale en particulier. Selon eux, les membres du Congrès favorisent le plus souvent le financement de grands projets d'infrastructures comme des autoroutes ou de grands bâtiments plutôt que des programmes sociaux jugés moins visibles²⁰³. On ne peut, il est vrai, que constater que la part du budget consacrée aux programmes sociaux dans la capitale est largement en-deçà de celle qui leur est consacrée dans des villes comme Boston ou San Francisco, alors que les proportions sont relativement semblables dans les autres domaines, comme le montre le tableau ci-dessous :

Figure 11 - Dépenses par tête en 1943, en dollars²⁰⁴

	Maintien de l'ordre	Routes	Santé	Assistance publique	Écoles	Total
Boston	13,45	3,96	7,59	17,44	21,69	82,81
San Francisco	11,39	1,90	5,34	10,99	-	41,08
DC	9,25	2,41	8,27	3,61	13,09	49,55

La frilosité du Congrès vis-à-vis des projets sociaux est de plus renforcée par les préjugés raciaux de la plupart des membres démocrates issus des États du Sud. Ceux-ci sont peu enclins à voter pour des programmes à destination de la communauté noire et/ou de son intégration. Or

²⁰² J. C. SUTER, "Civic Problems, Civic Bodies; New Fiscal Relations report Submitted; Summers-Capper Amendment Urged," *The Washington Evening Star*, juin 1945.

²⁰³ M. DERTHICK, "Politics in voteless Washington," 1963, p. 97-99.

²⁰⁴ Fiscal Relations 1946, p. 23.

les élus du Sud sont majoritaires parmi les démocrates des commissions chargés de la capitale. Ils constituent donc une source non négligeable de blocage dans certains domaines²⁰⁵.

De plus, le système lui-même rend aisé le blocage de nouveaux projets. La lourde procédure de validation du Congrès permet en effet de bloquer les propositions des progressistes à divers niveaux, aussi bien en sous-commission, qu'en commission ou en séance plénière, à la Chambre comme au Sénat. Cela est d'autant plus vrai pour le District. En effet, les questions qui le concernent sont généralement proposées à l'ordre du jour sur ce que l'on appelle le « *consent calendar* » (« ordre du jour consensuel »), c'est-à-dire que l'objection d'un seul membre suffit à empêcher l'étude d'un projet de loi donné. Dans ces conditions, il n'est pas difficile pour les opposants à un projet de trouver un membre du Congrès pour objecter et le bloquer²⁰⁶.

Enfin, les opposants libéraux soulignent que la présence d'un officier de l'armée de terre au sein du collège de commissaires tend à produire un biais conservateur dans le gouvernement du District comme c'est le cas au Congrès. L'officier supérieur en question est en effet presque toujours un solide allié du *Board of Trade*. Il se révèle rarement favorable aux mesures sociales proposées par les libéraux, ne serait-ce que parce que leur financement obérerait le financement de ses propres projets. Or le prestige de l'uniforme, allié à l'expertise reconnue du commissaire militaire contribuent à lui donner une influence particulière au sein du collège²⁰⁷.

Les arguments avancés ci-dessus en faveur de l'autodétermination sont relativement forts. Par conséquent, l'absence d'autodétermination et de représentation nationale dans la capitale américaine peut sembler saugrenue en 1945. Il peut aussi sembler évident que dans le contexte d'après-guerre cette situation évolue sensiblement. Pourtant, il faudra des années pour que des changements notables se produisent, car des opposants aux divers droits de vote existent et leurs arguments et stratégies se révèlent payants.

²⁰⁵ M. DERTHICK, *op. cit.*, (note 200), p. 97-99

²⁰⁶ M. DERTHICK, *ibid.*

²⁰⁷ M. DERTHICK, *ibid.*

3. Les arguments et les lobbies derrière le maintien du statu quo

Le maintien du *statu quo* s'explique par de multiples facteurs. Certains sont des arguments solides mis en avant par les opposants à l'autodétermination. C'est notamment le cas des aspects constitutionnels ou économiques de la question. D'autres facteurs de blocage, moins avouables, ne sont pas affichés par les opposants mais permettent de comprendre le blocage du dossier. C'est notamment le cas du facteur racial et des questions de stratégie politique. De plus, ces arguments sont utilisés par des acteurs locaux très mobilisés et très efficaces en matière d'action politique et de lobbying.

a) Trois arguments solides

« LÉGITIMISTES » ET « FÉDÉRALISTES »

Le premier type d'argument utilisé contre l'autodétermination et la représentation nationale pourrait être qualifié de légitimiste. Il repose sur deux principes pour ses défenseurs. D'une part, la conviction que la Constitution, en l'état, ne permet pas l'autodétermination, la représentation nationale, ou les deux à la fois. D'autre part, et c'est là l'aspect légitimiste de l'argument, la position selon laquelle la situation qui existe dans la capitale en 1945 est telle que les Pères fondateurs l'avaient souhaitée, telle que la Constitution l'exige, et qu'il n'est donc pas question de la changer. Ils déclarent que si les Pères fondateurs avaient souhaité que la capitale ait un exécutif local, ils auraient fait en sorte que ce soit le cas en établissant clairement ce système. Ils ne l'ont pas fait, leur volonté est donc claire et doit être respectée.

Le cas de la constitutionnalité de l'autodétermination n'est pas aussi simple en 1945 qu'il peut sembler l'être aujourd'hui. La Constitution donne au Congrès « le pouvoir (...) d'exercer le droit exclusif de législation, en toute matière, sur tel district (n'excédant pas dix miles carrés) (...)»²⁰⁸. Certains opposants se fondent sur ce texte pour affirmer que la Constitution confie clairement le destin de la capitale au Congrès et à lui seul, et qu'il est à ce titre inconstitutionnel

²⁰⁸ "Congress shall have the power to exercise exclusive legislation in all cases whatsoever, over such district (not exceeding 10 miles square)." (Constitution des États-Unis, Article 1, Section 8, clause 17).

de confier toute délégation de pouvoir à un exécutif local. À l'instar de Theodore Noyes, ils s'appuient sur l'arrêt *Roach v. Van Riswick*, rendu par la Cour suprême en 1879²⁰⁹. L'arrêt se prononce sur une loi votée par l'assemblée législative du District en 1871. Il invalide cette loi en soulignant que seul le Congrès était légitime à adopter un tel acte législatif. Les opposants à l'autodétermination en concluent que le Congrès ne peut déléguer ses pouvoirs municipaux à une autorité locale²¹⁰. Cet argument peut néanmoins être discuté. Par son arrêt de 1879, la Cour suprême invalide en effet une loi spécifique, votée par une Assemblée spécifique : celle de 1871. En revanche, la cour ne remet pas en cause le principe de délégation de pouvoir par le Congrès à la capitale²¹¹.

Dans le cas de la représentation nationale, l'argument est le même, mais il est plus difficilement discutable. Si la Constitution confie l'autorité absolue sur le District au Congrès, elle ne mentionne rien de particulier concernant la représentation des habitants de la capitale à la Chambre des représentants et au Sénat. Or la Constitution attribue des représentants au Congrès à chaque État, sous réserve d'une population suffisante. Comme le District n'est pas un État, et que la Constitution ne mentionne pas d'exception à son sujet, aucune sorte de représentation au Congrès n'est formellement prévue par la Constitution pour ses habitants. Le seul moyen de doter les Washingtoniens de représentants au Congrès est donc soit d'en faire un État, soit d'amender la Constitution pour en faire une exception. C'est là le problème des partisans de la représentation nationale : le statut du District n'est alors pas en discussion, et la procédure d'amendement de la Constitution est extrêmement contraignante. Pour être approuvé, un amendement doit être accepté dans les mêmes termes par les deux tiers de la Chambre et les deux tiers du Sénat, puis être ratifié par trois quarts des États²¹². Cela requiert un consensus qui

²⁰⁹ *Washington Law Reporter*, 10 novembre 1879.

²¹⁰ T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 33.

²¹¹ La Cour suprême conclura en effet différemment dans l'affaire *Thompson's v. District of Columbia* en 1953.

²¹² Les règles d'approbation des amendements à la Constitution sont inscrites à l'article 5 de la Constitution

n'existe pas sur la question, principalement du fait du respect porté par certains au texte original et du fait de la crainte de l'électorat noir par d'autres.

À côté de cet argument « légitimiste » se trouve un argument que l'on pourrait qualifier de « fédéraliste », qui vise à préserver les intérêts de l'État fédéral. Dans cette perspective, le statut national de la capitale doit primer sur toute considération locale. C'est ce qui est remarqué par la commission judiciaire de la Chambre des Représentants dans un rapport du 1er juin 1874 :

« Sur un plan strictement légal, on ne peut pas dire qu'il existe un gouvernement local du District de Columbia, car il ne peut y avoir de gouvernement indépendant du gouvernement fédéral au sein du District, et quelle que soit l'autorité locale qui existe actuellement, ou qui existerait plus tard au sein du District, elle pourrait seulement être considérée légalement comme une agence du gouvernement fédéral, et quelle que soit l'autorité exercée par ce gouvernement local, elle devra être considérée comme l'autorité des États-Unis à travers leurs représentants²¹³. »

Pour Theodore Noyes, l'administration par les commissaires a l'avantage de maintenir des relations étroites entre la Nation et sa capitale. Les commissaires sont nommés par le Président, devant lequel ils sont responsables. Le ministre des Finances du pays est le responsable du budget de la ville. Le Congrès est seul responsable de la législation. De cette façon, le lien entre la capitale et la nation est rappelé à chaque étape de la vie Washingtonienne. En élisant des responsables locaux, la ville risquerait selon lui de rompre ce lien privilégié. Et à son avis, l'opinion qui identifie le destin de l'Union à celui de la capitale ne devrait pas être négligée²¹⁴.

Dans cette lignée, des groupes comme le *Ten Miles Square Club* et la *Dupont Circle Citizens' Association*, actifs dans les années 1930, soulignent le risque que ce genre de précédent pourrait faire peser sur la Nation. Ils craignent que conférer l'autodétermination à la ville n'éveille l'ambition d'autres villes de devenir des « villes-État ». À ce titre, une telle évolution leur

²¹³ “In a strict legal sense there can be said to be no such thing as a local government of the District of Columbia, for there can be no government within the District independent of that of the federal government, and whatever local authority there may be now existing, or which may here-after be set up within the District, it can only be regarded legally as an agency of the federal government, and whatever authority this local government may exercise, it must be regarded as the act of the United States through their delegated representative.” (T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 34)

²¹⁴ T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 38, 40.

apparaît comme un dangereux précédent qui changerait le concept historique d'État dans le pays²¹⁵.

UNE GARANTIE CONTRE LA CORRUPTION ET L'IRRESPONSABILITÉ

Derrière la volonté de charger le Congrès de la gestion de la ville se trouve également un argument de bonne gestion de la capitale. Cet argument de bonne gouvernance est très présent dans les premières décennies du nouveau système. Dans un contexte de mauvaise gestion et de déficit municipal chronique, le contrôle du Congrès apparaît comme un garde-fou contre les errements d'un gouvernement local irresponsable, ainsi que la mainmise de machines politiques sur l'exécutif local, comme cela peut être le cas avec la « machine démocrate » de Chicago²¹⁶ ou à New York avec *Tammany Hall*.

Dans son discours prononcé à l'occasion du centenaire de la ville, en 1900, le Commissaire Henry B. Macfarland reconnaît ainsi que « nombre de bons citoyens regrettent que le gouvernement de la capitale repose sur le principe de taxation sans représentation²¹⁷ ». Il ajoute néanmoins que sous cette forme de gouvernement, Washington est :

« Devenue la plus belle des capitales. Les collèges de commissaires successifs, délivrés du moindre soupçon de scandale, ont géré les affaires de la capitale de façon plus efficace et plus économe que dans toute autre ville²¹⁸. »

À la même époque, Frederic Howe²¹⁹ affirme que la capitale est probablement la seule grande ville américaine aussi bien gouvernée au quotidien que les villes européennes²²⁰.

Ce discours est très répandu chez les opposants à l'autodétermination et à la représentation nationale comme le *Ten Miles Square Club* et la *Dupont Circle Citizens' Association*. Ils sont

²¹⁵ M. RICHARDS, *Hope and Delusion – Struggle for Democracy in Washington, D.C.*, p. 9-10.

²¹⁶ «Chicago Democratic Machine,» autre nom de la «Cook County Democratic Organization.»

²¹⁷ «many good citizens have regretted that in the National Capital taxation without representation is the principle of government.» (W. COX (dir.), *The Centennial Celebration of the Establishment of the Seat of Government in the District of Columbia*, 1901, p. 64-71)

²¹⁸ «become the most beautiful capital in the world. Free from the slightest suspicion of scandal, successive boards of commissioners have administered the affairs of the capital more efficiently and economically than the affairs of any other city.» (W. COX, *ibid.*)

²¹⁹ Frederic Howe (1867-1940) était un progressiste, membre du Sénat de l'Ohio, qui s'intéressait notamment aux questions civiques et a publié deux ouvrages sur les villes.

²²⁰ F. HOWE, *The City: The Hope of Democracy*, p. 47-48.

opposés à l'autodétermination car ils la jugent source de corruption et d'irresponsabilité. Et ils s'opposent à la représentation nationale non en tant que telle, mais parce qu'elle constitue à leurs yeux un premier pas vers l'extension du pouvoir local « qui s'est montré tellement insatisfaisant par le passé »²²¹. Le député républicain de l'Oregon Lowell Stockman se place dans la même perspective. Il affirme ainsi en 1948 :

« Nous avons un bon gouvernement en l'état actuel des choses. (...) Il existe ici bien moins de corruption que dans d'autres grandes villes. Washington est tellement mieux administrée que toute ville de taille comparable, que vivre ici est à mon avis un privilège²²². »

Le discours sur la bonne gouvernance, par opposition à la gestion corrompue et dispendieuse des machines politiques et dispendieuse des irresponsables est en lien direct avec des arguments purement économiques.

LE DOUBLE ARGUMENT ÉCONOMIQUE

Historiquement, la perte de l'autodétermination des habitants de la capitale est fortement liée à la situation financière de la ville. La mise en place du gouvernement territorial, par lequel les Washingtonien perdent leur exécutif municipal élu en 1871, est en grande partie due à la gestion contestée du maire Sayles J. Bowen au cours des années précédentes. Les larges dépenses engagées lors de sa mandature ont en effet creusé la dette municipale. Cela a contribué à inciter le Congrès à mettre en place une nouvelle forme de gouvernement dans la capitale, qui serait confiée à un gouverneur nommé. La gestion du gouverneur Alexander Shepherd, entre 1871 et 1874, se révèle finalement pire que celle du maire l'ayant précédé, car il accroît la dette dans des proportions bien supérieures à Sayles Bowen.

En 1945, la crainte des dérives d'un exécutif municipal élu reste présente aux esprits des élites économiques de la ville. Certains craignent un dérapage budgétaire incontrôlé si un maire

²²¹ M. RICHARDS, *op. cit.*, (note 212).

²²² “*we have a pretty good government as it is now. (...) There is much less graft and corruption than in other major cities. Washington is so much better governed than any city of comparable size that I think it's a privilege to live here.*” (“Fears, Suspicions Contribute to Home Rule Bill Slowdown,” WP, 30 mai 1948)

libéral était porté au pouvoir. Theodore Noyes écrit sans ambages dans le Washington Evening Star en 1888 que :

« La situation financière déplorable de tant de nos grandes villes est due, principalement, au suffrage direct illimité, qui a donné à des électeurs irresponsables qui ne paient pas d'impôts LE POUVOIR D'AUGMENTER, DE MANIERE EXTRAVANGANTE ET CORROMPUE, les fonds fournis par les citoyens imposables²²³. »

Ainsi que l'écrit Theodore Noyes de manière un peu provocante en 1888, « [les Washingtoniens] préfèrent naturellement rester des « esclaves politiques » plutôt que de devenir des hommes libres en faillite²²⁴ ».

Parallèlement à cette crainte en existe une seconde : celle de perdre ce qu'il reste de participation de l'État fédéral au budget de la ville. Lorsque la forme de gouvernement par le collège de Commissaires a été pérennisée en 1878²²⁵, la loi fixait également une participation de l'État au budget de la ville à hauteur de 50 %. Cette participation a fortement décliné au fil des ans. Comme nous l'avons vu plus haut, elle est passée à 40 % en 1921, puis a diminué régulièrement à partir de 1925, malgré les exigences légales qui la fixaient en théorie à 40 %. En 1938, il a été décidé de passer officiellement à une somme fixée annuellement. En 1946, la contribution de l'État fédéral se monte ainsi à six millions de dollars, soit 8,5 % du budget. La proportion est manifestement bien plus faible que celle fournie en 1878. Les six millions alloués ne sont toutefois pas négligeables. Or le principe de la contribution de l'État au budget de la ville a été décidé lors du changement de système de gouvernement de la capitale. Auparavant, les versements existaient, mais étaient nettement plus aléatoires. Par conséquent, une partie des citoyens craignent que la remise en cause du système de gouvernement remette également en cause la participation de l'État aux dépenses de la ville. Les autorités nationales pourraient refuser de participer au financement du budget de la ville si elles ne disposent plus de pouvoir

²²³ *“the deplorable financial condition of so many of our large cities is due, in the main, to unlimited popular suffrage, which has given to non-taxpaying, irresponsible voters THE POWER TO EXPEND, EXTRAVAGANTLY AND CORRUPTLY, the money supplied by tax-payers.”* (T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 35)

²²⁴ *“they prefer to remain “political slaves” rather than become bankrupt freemen.”* (T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 40)

²²⁵ Elle a été utilisée de façon temporaire initialement, entre 1874 et 1878.

sur la façon dont elle est administrée. Cela se traduirait pour les Washingtoniens par une forte augmentation des impôts locaux, dont les milieux d'affaires et les citoyens ne veulent absolument pas.

Mais le spectre de l'augmentation n'est pas la seule crainte des milieux d'affaires washingtoniens. Au-delà de questions légitimes d'administration et de considérations économiques, la question raciale est également très présente à l'esprit de nombre d'opposants à l'autodétermination. Une combinaison que certains esprits taquins baptisent *Purse and Prejudice*²²⁶.

b) *Une raison moins avouable : la peur de la minorité noire*

Dès la fin du XIX^e siècle, la présence d'un nombre croissant de Noirs dans la capitale pèse dans le débat sur l'autodétermination en particulier et sur la politique locale de l'époque en général²²⁷. En 1931, le journaliste Lincoln Steffens explique ainsi que :

« Si les finances, l'administration et les travaux publics ont été des éléments importants au soutien accordé par les Washingtoniens blancs à leur collège de dirigeants nommés, il était évident [que le système] abandonnait tout semblant de démocratie [principalement] pour 'se débarrasser' du vote noir²²⁸. »

La principale crainte est que le fait d'accorder le droit d'autodétermination aux Washingtoniens n'aboutisse à l'instauration d'une « loi noire » dans la capitale. Les milieux conservateurs craignent que les Noirs ne deviennent une force politique à part entière et un électorat clé dans les élections. Ils craignent notamment que, ce faisant, ils ne rendent possible l'abolition de la ségrégation à Washington. Ils craignent également que le droit de vote dans la capitale attire de Virginie et du Maryland de nombreux travailleurs agricoles noirs, et ce pour deux raisons majeures. Premièrement, car ils seraient utilisés pour leur bulletin de vote par des individus peu scrupuleux. Deuxièmement, parce qu'ils deviendraient, pensent-ils, des sortes de

²²⁶ On pourrait traduire par « Portefeuille et préjugés » ce jeu de mots sur le titre de l'ouvrage de Jane Austen *Orgueil et préjugés* (*Pride and Prejudice* dans sa version originale).

²²⁷ M. FAUNTROY, *op. cit.* (note 4), p. 24.

²²⁸ “While finance, administration and public works were key to the support of white Washingtonians gave their unelected commission, it was obvious, [that the system] abandoned all pretense of democracy [mainly] “to get rid of” the black vote.” (L. STEFFENS, *Autobiography of Lincoln Steffens*, 1931, p. 450)

parasites qui subsisteraient en partie grâce aux machines politiques bénéficiant de leur vote, en partie par la charité publique, et en partie au sein du système pénitentiaire²²⁹. Ce facteur est sans aucun doute la cause de blocage la plus forte.

c) *Apathie extérieure et intérieure : le manque de soutien de la population nationale et locale*

Au-delà des arguments mis en avant par les opposants au droit de vote, l'un des facteurs qui expliquent l'absence de progrès dans ce domaine est l'apathie de la population. C'est un reproche récurrent fait aux Washingtoniens, en particulier par les membres du Congrès et dans les colonnes du *Washington Post*. En 1943, le sénateur McCarran s'emporte sur le manque d'implication de la population à l'occasion d'auditions tenues au Sénat. Il affirme que les Washingtoniens sont « languissants et trop confiants²³⁰ » quant à leur système de gouvernement²³¹. Et il est vrai que la population dans son ensemble n'est pas activement engagée pour l'obtention du droit de vote.

Il existe des excuses pour cette indolence. Le droit de vote est en effet inexistant dans la capitale depuis plus de 70 ans, et l'implication des habitants dans la vie civique de la capitale s'en ressent. De plus, les Washingtoniens ont été maintes fois déçus par le Congrès lorsqu'ils se sont mobilisés²³².

Il faut ajouter à cela que les Washingtoniens ne bénéficient pas du soutien des citoyens américains. Leurs compatriotes ne sont pas opposés à ce qu'ils obtiennent le droit de vote au Congrès ou le droit d'élire leurs dirigeants locaux. Ils ne savent tout simplement pas, dans la plupart des cas, que les Washingtoniens n'en disposent pas déjà. La grande majorité de ceux qui sont informés soutiennent la lutte des habitants de la capitale. Ainsi, un sondage national effectué en 1948 annonce que 77 % des Américains sont favorables à ce que les Washingtoniens

²²⁹ L. CUTLER, *95 Cong. Rec.* A4793, 26 juillet 1949; T. NOYES, *op. cit.* (note 194), p. 37; T. COOPER, *op. cit.* (note 6), p. 1.

²³⁰ “*lackadaisical and complacent*”

²³¹ A. HAGNER, “McCarran Raps ‘Indifference’ To Home Rule,” WP, 19 décembre 1943, p. M14.

²³² “Up To Washington,” WP, 15 décembre 1947, p. 8.

obtiennent le droit de vote de manière générale. Les résultats varient très peu selon les tendances politiques. Ils sont de 76 % chez les républicains, de 77 % chez les indépendants et de 78 % chez les démocrates. Ils varient légèrement selon les régions, allant de 71 % dans l'Ouest à 79 % dans l'Est²³³. L'année suivante, selon un nouveau sondage spécifiquement sur l'autodétermination, 65 % des Américains se disent en faveur de la *Home Rule*, 20 % en faveur de gouvernants nommés, et 15 % sans opinion²³⁴. Néanmoins, ce soutien moral ne fournit pas un grand appui au combat des Washingtoniens. Pour reprendre les mots de Stephen Spingarn, « le problème aujourd'hui est que tout le monde s'en fiche²³⁵ ».

Mais ces raisons, si elles sont parfois mentionnées, ne sont jamais jugées suffisantes par les membres du Congrès et les journalistes qui se sont engagés en faveur du droit de vote.

4. Un élément de comparaison : la situation dans d'autres capitales

La situation administrative de la capitale américaine peut sembler paradoxale : une ville volontairement implantée hors de tout État, dont le statut particulier prive ses habitants d'autodétermination et de représentation nationale. Le maintien de l'administration spéciale de Washington est partiellement dû à des considérations de politique nationale. Il s'agit principalement de la volonté de certains acteurs politiques de limiter le pouvoir de la minorité noire de la capitale. Toutefois, le mode de gestion particulier de la capitale est aussi, au moins en partie, une réponse au défi que constitue l'administration d'une ville au statut à part. Comment s'assurer que les intérêts locaux ne prennent pas le pas sur les intérêts de la nation ? Comment s'assurer que les habitants de la capitale ne bénéficient pas d'un traitement de faveur par rapport à leurs concitoyens ? À ce titre, il est instructif de s'intéresser aux autres capitales afin de regarder, d'une part, si l'autodétermination et la représentation nationale sont des

²³³ G. GALLUP, "D.C. Home Rule Is Favored By 77% Throughout Nation," WP, 4 mai 1948, p. 1.

²³⁴ "Gallup Poll: District HR favored by 65 % in survey of Nation," WP, 5 août 1949.

²³⁵ "The trouble is now that nobody outside the District gives a hoot." (J. HESS, Spingarn Oral History Interview, 4th Oral History, Washington, 22 mars 1967, et 11th Oral History, 28 mars 1967, HTL)

problèmes qui se posent, et d'autre part, si le cas échéant les solutions réponses apportées sont identiques.

Dans le cas français, la capitale des années d'après-guerre dispose à l'instar de Washington d'un statut administratif particulier. Les parisiens n'élisent pas de maire. Le pouvoir exécutif repose entre les mains du préfet de la Seine et du préfet de police à partir de 1800. La ville dispose néanmoins d'un conseil municipal élu et de représentants au sein de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Le statut de Paris est directement lié à la place prépondérante occupée par la capitale dans l'histoire française. Jusqu'à l'instauration du suffrage universel en France, en 1848, le rôle de la capitale est en effet essentiel dans la détermination des gouvernements nationaux. Son rôle est notamment manifeste pendant la Révolution et à la fin de la Monarchie de juillet. La mise en place du suffrage universel, qui élargit très nettement la base électorale, laisse envisager une modification considérable du rôle politique de Paris, et a priori la fin de la prépondérance parisienne dans la politique française. La ville continue néanmoins à inquiéter les gouvernements. Elle s'oppose au régime impérial des années 1860, puis s'insurge en 1871 au lendemain de la défaite de Sedan. Cette crainte des autorités explique le maintien du statut administratif particulier de la capitale. Les gouvernements successifs cherchent en effet à limiter le pouvoir de nuisance national des Parisiens²³⁶. Il existe donc un lien direct entre l'histoire administrative de Paris et l'histoire politique française.

À partir de 1800, la capitale française est gérée par deux préfets : le préfet de police et le préfet de la Seine. Les espoirs de libéralisation du statut de la ville sont déçus décennie après décennie. En 1834, au début de la Monarchie de juillet, un embryon de conseil municipal voit le jour. Il est constitué des 36 conseillers généraux élus par les arrondissements de Paris et dispose

²³⁶ P. NIVET, Histoire politique et administrative de Paris au XXe et XXIe siècle, conférence de l'université de tous les savoirs, 27 octobre 2003.

de peu de pouvoir. Ce conseil est autonomisé en 1871²³⁷. Il compte alors 80 conseillers municipaux. Mais le pouvoir exécutif repose toujours entre les mains des deux préfets. Les prérogatives du conseil sont réduites par des décrets lois votés en 1939, et davantage encore en 1941²³⁸, lorsque les autorités de Vichy dotent la ville d'une nouvelle organisation administrative. Le conseil municipal est désormais nommé et ses pouvoirs sont limités. À la libération du pays, en 1945, les Parisiens espèrent que la ville qui s'est libérée « par [elle]-même, avec le concours des armées de la France » sera dotée d'un nouveau statut. Mais la crainte de l'influence politique parisienne demeure. Le pouvoir gaulliste craint de se retrouver face à un pouvoir municipal dominé par le parti communiste et rechigne donc à octroyer des libertés municipales complètes à la capitale. C'est pourquoi le statut administratif de Paris demeure inchangé dans l'après-guerre, à quelques ajustements prêts. La capitale française attendra 1977 pour élire son premier maire au suffrage universel.

La ville de Londres a dû attendre plus longtemps que Washington et plus longtemps que Paris pour élire un maire. La capitale anglaise dispose en revanche très tôt d'un conseil municipal élu. Au XIX^e siècle, plus précisément à partir de 1855, la ville est principalement administrée par le *Metropolitan Board of Works* (MBW), un organe dont les membres sont nommés, tandis qu'une partie des pouvoirs reposent dans les mains des paroisses et des comtés de Middlesex, Essex, Surrey et Kent. Mais après une série de scandales, le MBW est remplacé par le *London County Council* (LCC) en 1889. Le conseil est la première autorité municipale londonienne à être élue au suffrage direct. Il survivra jusqu'en 1965. En plus des pouvoirs hérités du MBW, le LCC dispose d'une large autorité en matière d'éducation, d'urbanisme et de logement.

Le cas argentin est intéressant car il implique une capitale dont le statut est proche de celui de Washington : Buenos Aires est en effet constituée en District fédéral. Néanmoins, comme à

²³⁷ Par la loi du 14 avril 1871

²³⁸ Par la loi du 16 octobre 1941

Washington, Paris et Londres, l'autodétermination n'est pas acquise dans les années 1940 et 1950. La ville de Buenos Aires, qui a vu le jour au début du XVI^e siècle, devient la première capitale de l'Argentine près de 300 ans plus tard, lorsque le pays prend son indépendance au début du XIX^e siècle. Le statut de la ville n'est toutefois pas clairement défini dès cette période. Il reste un sujet de tensions parfois armées jusqu'à la fin du siècle, dans un contexte de luttes d'influences entre provinces et de conflits entre fédéralistes et centralisateurs. La question est finalement tranchée au profit des fédéralistes en 1880. Le pays et sa capitale sont fédéralisés. Pour Buenos Aires, cela se traduit par l'application de la Constitution de 1853 à son égard²³⁹. La capitale n'est pas dotée d'un exécutif municipal élu. Selon l'article 67, section 27, qui reprend une formule étrangement familière aux connaisseurs de la Constitution américaine²⁴⁰, « le Congrès a le pouvoir : (...) d'exercer un pouvoir exclusif de législation sur l'intégralité du territoire de la capitale nationale (...) »²⁴¹. Cet article est secondé par l'article 86, au titre duquel le président est à la tête du pouvoir exécutif au sein de la capitale nationale²⁴². Compte-tenu du contexte politique, le choix du Congrès n'est pas de doter la ville d'une autonomie locale. En 1882, il décide de confier l'administration de la capitale à un gestionnaire nommé par le Président avec l'aval du Sénat, et à un conseil municipal élu aux pouvoirs très limités. Le premier gestionnaire est désigné en 1883. Il faudra attendre la révision constitutionnelle de 1994 pour que la ville soit dotée d'un exécutif élu.

Paris, Londres, Buenos Aires et Washington ne sont pas les seules capitales dépourvues d'autonomie locale en 1945. On peut également citer le cas de Brasilia, Bruxelles, Canberra et Mexico, toutes quatre situées au sein de districts fédéraux, qui ne disposent pas non plus de

²³⁹ Première Constitution argentine, la Constitution de 1853 est amendée en 1860, 1866, 1898, 1949, 1957 et 1994. Les modifications intervenues avant 1957 ne modifient toutefois pas le statut de la capitale.

²⁴⁰ Ce n'est pas un hasard, la Constitution des États-Unis étant l'un des documents qui ont servi de base à la Constitution argentine de 1853.

²⁴¹ *“Corresponde al Congreso: (...) Ejercer una legislación exclusiva en todo el territorio de la Capital de la Nación (...)” ou dans la traduction anglaise, à comparer avec les termes de la constitution américaine : “To exercise exclusive legislation over the territory of the Capital City of the Nation (...)”.*

²⁴² *“El presidente de la Nación tiene las siguientes atribuciones: (...) 3. Es el jefe inmediato y local de la Capital de la Nación.”*

maire élu dans l'après-guerre. Par conséquent, la situation de la capitale n'est pas exceptionnelle à l'époque²⁴³.

La situation est en revanche différente en matière de représentation nationale. Il est certes vrai qu'à l'instar de Washington, ni Brasilia ni Canberra ni Mexico ne disposent en 1945 de représentants dans le système politique national²⁴⁴. Ces villes font néanmoins figure d'exception dans le paysage mondial. Les Parisiens disposent en effet du même traitement que leurs concitoyens concernant les élections législatives. La ville est représentée à l'Assemblée et au Sénat depuis que ces instances existent. Ce droit n'a jamais été mis en question. Il en est de même pour Londres. Les Porteños²⁴⁵ ont quant à eux été représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat dès la régularisation des relations entre la ville et le pays, en 1880²⁴⁶. C'est aussi le cas de Berlin, Ottawa, ou encore Vienne, Stockholm et Wellington²⁴⁷. L'Australie rejoint les rangs des pays respectables en allouant à sa capitale un représentant au Parlement à partir de 1949. Canberra n'aura donc attendu « que » 22 ans²⁴⁸.

B. L'émergence de la lutte pour le droit de vote

1. Une lutte intermittente (1880-1945)

Du fait de l'évolution différente de la situation en matière d'autodétermination et de représentation nationale au fil des ans, la lutte pour ces deux causes n'a pas émergé au même moment ni connu la même progression depuis la création de la capitale.

²⁴³ H. WOLMAN, *op. cit.*, (note 133), p. 7, 19.

²⁴⁴ On peut remarquer que ces trois villes sont comme DC des districts fédéraux. À la différence de Washington, les trois villes disposent désormais de représentants, depuis 1949 pour Canberra, et depuis les années 1980 pour les deux autres.

²⁴⁵ Habitants de Buenos Aires

²⁴⁶ L'article 36 de la Constitution de 1853 mentionne les habitants de la capitale aux côtés des habitants des provinces fédérées. De même, ils sont mentionnés spécifiquement à l'article 81, qui prévoit leur participation aux élections présidentielles.

²⁴⁷ H. WOLMAN, *op. cit.*, (note 133), p. 7, 22.

²⁴⁸ Le représentant de la capitale australienne au parlement n'est alors pas doté du droit de vote (sauf sur les questions concernant la ville), car Canberra ne compte que 16 000 habitants, dont 11 000 électeurs potentiels, tandis que la plus petite circonscription du pays en compte 30 000 et certaines plus de 50 000. Le représentant de la capitale sera pourvu d'un plein droit de vote lorsque la ville aura atteint le seuil des 30 000 habitants. ("Canberra's Example," WP, 14 juillet 1951)

Le District a été pourvu d'une forme d'autodétermination pendant la plupart du XIX^e siècle. De 1802 à 1871, les Washingtoniens ont en effet disposé d'un minimum de pouvoir sur l'administration de leur cité sous la forme d'un conseil municipal et/ou d'un maire élu. Ils n'avaient par conséquent nul besoin de lutter pour l'obtention d'un droit dont ils disposaient déjà. La lutte devient fondée à partir de 1871, lorsque ce droit leur est retiré. Le mouvement de lutte pour l'autodétermination met néanmoins du temps à s'organiser. Cela tient notamment au contexte de l'époque. En effet, le changement de régime décidé en 1871 est en partie dû à des errances du pouvoir local, qui ont poussé le Congrès à reprendre en main la gestion pour éponger les dettes accumulées et éviter de futures dérives. Dans ce contexte, la tendance est donc au retrait d'autonomie, non à son augmentation, et ce pendant plusieurs décennies. Le souvenir du déficit des années 1860 reste en effet présent à la mémoire des acteurs locaux, en particulier des élites économiques, qui sont très réticentes à redonner le pouvoir local aux citoyens. Cela explique que la lutte pour l'autodétermination soit pratiquement inexistante dans la capitale au XIX^e siècle.

Il n'en va pas de même pour ce qui est de la représentation nationale. Le District n'a jamais été pourvu de députés ni de sénateurs depuis sa création. Le seul semblant de représentation dont la capitale ait bénéficié est un délégué à la Chambre non pourvu du droit de vote entre 1871 et 1874. Dans ce domaine, le problème est donc bien plus ancien que celui de l'autodétermination. Cela contribue à expliquer que la lutte pour la représentation nationale se soit organisée avant celle pour la *Home Rule*. Elle a été initiée à la fin des années 1880, principalement à l'initiative de Theodore Noyes, fils du rédacteur-en-chef du *Washington Evening Star* et futur rédacteur-en-chef lui-même. Après l'échec de quelques projets de loi, la lutte connaît un certain repli dans les années qui suivent.

Le climat commence à changer légèrement dans les années 1910, principalement sous l'influence du mouvement féministe qui est alors très actif dans le pays en général et dans la

capitale en particulier. Les femmes, qui ne disposent alors pas du droit de vote²⁴⁹, lancent en effet leur assaut final au cours de cette décennie. Leur quartier général washingtonien est une pièce maitresse du dispositif de lutte.

En 1912, la *District Suffrage League*, organise un référendum sur la question du droit de vote dans la capitale. Sept questions sont posées, divisées en trois parties : la première sur le droit de vote, la seconde sur le candidat préféré pour les élections présidentielles en cours, la troisième sur le mode de gouvernement municipal et la représentation du District au Congrès. Le référendum a lieu le 5 novembre, jour

des élections présidentielles, dans 50 bureaux de vote répartis dans l'ensemble de la ville ([annexe 5](#)). Les résultats montrent une très forte majorité en faveur du droit de vote. Sur près de 12 000 votants, 10 471 se prononcent en faveur du droit de vote, 902 contre. Sur la question du gouvernement local, 10 164 votants souhaitent que les habitants du Districts gèrent les affaires locales, 1 323 s'y

Figure 12 - Bulletin de vote

STRAW BALLOT

To Be Used on or Before Tuesday, November 5, 1912,
By any adult resident of the District of Columbia, irrespective of sex, race, or color, and deposited at any polling place—open between the hours of 8 o'clock a. m. and 6 o'clock p. m. on election day—or mailed to
DISTRICT OF COLUMBIA SUFFRAGE LEAGUE,
809 G Street Northwest, Washington, D. C.

PLACE A CROSS (X) IN THE SQUARE SHOWING YOUR DESIRE.

I. THE RIGHT TO VOTE.
Should the people of the District of Columbia be allowed to vote?
Yes No

II. PRESIDENT OF THE UNITED STATES

REPUBLICAN WILLIAM HOWARD TAFT	DEMOCRAT WOODROW WILSON	PROGRES-SIVE THEODORE ROOSEVELT	SOCIALIST EUGENE V. DEBS	SOCIALIST LABOR ARTHUR ELMER REIMER	PROHIBI-TION EUGENE W. CHAFIN
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III. MUNICIPAL GOVERNMENT, AND DELEGATE IN CONGRESS.

SELF-GOVERN-MENT. <small>Do you want the people of the District of Columbia to manage their own municipal affairs?</small>	DISTRICT COM-MISSIONERS. <small>If the Commission form of government is retained, do you want the Commission to be elected by the voters of the District?</small>	DELEGATE IN CONGRESS. <small>Do you want the people of the District of Columbia to be represented in Congress by a delegate?</small>	MANNER OF CHOOSING THE DELEGATE. <small>If the District is allowed a delegate, do you want him to be elected by the voters?</small>		
YES NO	YES NO	YES NO	YES NO	YES NO	YES NO

NAME: _____ ADDRESS: _____

TEAR OFF SIGN. THIS IS TO BE KEPT WITH BALLOT.

(OVER)

opposent. Dans le cas où la forme de gouvernement municipal par trois commissaires serait maintenue, 10 374 votants estiment que les commissaires devraient être élus, 987 y sont opposés.

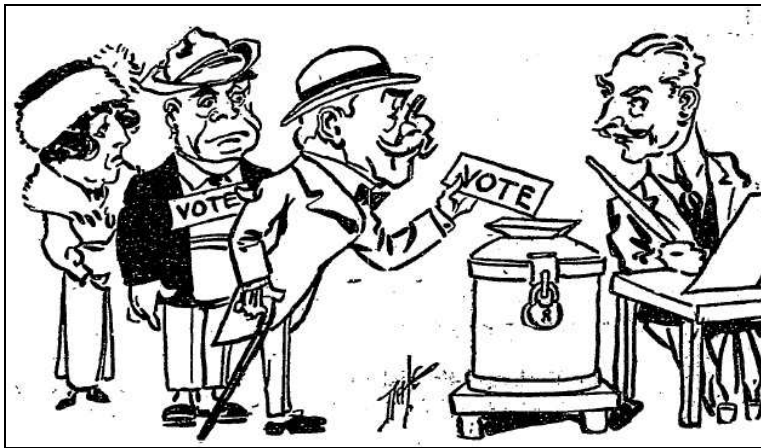
Sur le plan de la représentation au Congrès, enfin, 10 437 votants contre 903 veulent que la

²⁴⁹ Elles l'obtiendront en 1920 avec la ratification du 19^e amendement à la Constitution

capitale dispose d'un représentant et 10 416 contre 903 votants souhaitent que ce représentant soit élu²⁵⁰.

Le résultat du référendum montre un appui massif des Washingtoniens au droit de vote. Mais il montre aussi que la population de la capitale est peu mobilisée sur le sujet. Une participation

Figure 13 - Cartoon publié dans le *Washington Post* le 6 novembre 1912



de 12 000 personnes n'est certes pas ridicule. Elle atteste qu'un bon nombre d'habitants se sentent alors suffisamment concernés pour se déplacer jusqu'à un bureau de vote. Toutefois, rapportés à une population de 330 000

habitants, les 12 000 votants restent très peu nombreux. La volonté d'obtenir le droit de vote existe bel et bien dans la capitale dès le début du siècle, mais elle reste cantonnée à des cercles restreints et ne constitue pas une demande massive. L'ensemble de la population se soucie peu de la question²⁵¹.

Ces années voient également l'émergence de la lutte pour l'organisation d'élections primaires officielles dans la capitale. Les élections primaires sont destinées à sélectionner les représentants de chaque État au sein des conventions nationales républicaine et démocrate, qui désignent tous les quatre ans le candidat de chaque parti aux élections présidentielles. Pendant plusieurs décennies, les délégués aux conventions nationales ont été choisis dans des cercles restreints au sein de chaque État. La pratique d'élections primaires plus ouvertes commence à se répandre dans les années 1900 et 1910. C'est dans ce contexte qu'émerge la demande de primaires

²⁵⁰ "Roosevelt and District Franchise Win in Suffrage Election," WP, 6 novembre 1912, p. 4; "District to Vote Tuesday," *Baltimore Sun*, 4 novembre 1912, p. 10; "Push work for vote," WP, 7 novembre 1912, p. 3.

²⁵¹ A. LESSOFF, "Washington under Federal Rule, 1871-1945," in A. DAUM et C. MAUCH (DIR.), *Berlin-Washington, 1800-2000: Capital Cities, Cultural Representation, and National Identities*, 2005, p. 252.

« ouvertes » dans la capitale. Une première tentative a lieu à l'initiative de membres du Congrès en 1911 et 1912. Un projet de loi est déposé par le sénateur Joseph Bristow (R., Kan.) et soutenu par le député George Norris (R., Neb.), sans résultat²⁵².

Au cours de la même période, Theodore Noyes est à l'origine de la création d'un comité de citoyens pour la représentation nationale du District de Columbia²⁵³. Le comité est composé d'une trentaine d'organisations locales qui ont un objectif commun : obtenir la ratification d'un amendement à la Constitution qui dote Washington de représentants au Congrès et du droit de vote aux élections présidentielles²⁵⁴. Des projets de loi sont soumis à la Chambre et au Sénat au printemps 1917, mais l'entrée en guerre des États-Unis fait passer le sujet au second plan. Une fois la guerre achevée, la mobilisation peine à reprendre, notamment car l'implication des féministes faiblit au milieu des années 1920, après l'adoption du 19^e amendement.

L'atmosphère du *New Deal* provoque une nouvelle évolution du contexte. Les débats autour de la *Fair Employment Practices Commission* (FEPC) contribuent à modifier le climat, de même que les premières actions contre la pratique de la ségrégation dans les lieux publics. Au cours des années 1930, les activistes locaux s'expriment notamment dans la presse et à la radio. La question des élections primaires revient sur le devant de la scène lorsque la députée Mary T. Norton (D., NJ) dépose en 1934 un projet de loi prévoyant l'organisation de primaires dans la capitale. Son initiative, répétée en 1935 et 1936, est suivie d'autres initiatives quasiment annuelles entre 1937 et 1943 mais qui n'aboutissent pas.

En mars 1938, la *District of Columbia Suffrage Association* (DCSA)²⁵⁵ organise un congrès sur le droit de vote qui réunit 700 délégués dans la capitale. Le mois suivant, un nouveau référendum montre l'intérêt accru des Washingtoniens pour la question électorale. Il est organisé à l'initiative de 271 organisations locales rassemblées au sein de la *Citizens' Conference on*

²⁵² "May vote in District," WP, 12 mai 1911, p. 4; "Demand Primary law," WP, 13 mars 1912, p. 4.

²⁵³ Citizens' Joint Committee on National Representation for the District of Columbia

²⁵⁴ C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 254; C. VOSE., *op. cit.* (note 181), p.115.

²⁵⁵ Créée en 1937 ("Meeting Maps Effort to Get Vote for D.C.," WP, 24 juillet 1937, p. 11; "Civic Group Votes to Back Ballot Drive," WP, 22 septembre 1937, p. 15)

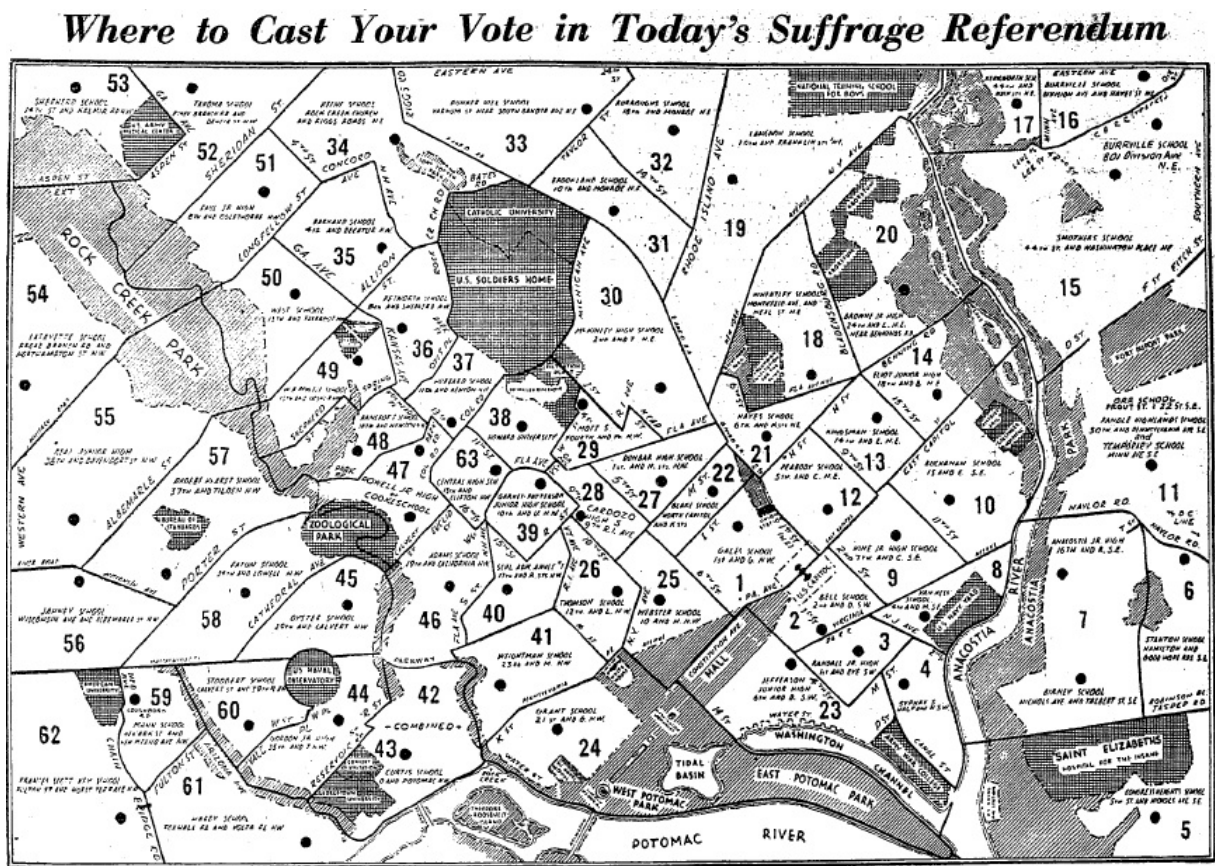
District Suffrage (CCDS). Son ampleur est supérieure à celle du référendum précédent. Pour l'occasion, la CCDS met en place 62 bureaux de vote²⁵⁶, que l'on voit sur la carte ci-dessous.

Les deux sujets de l'autodétermination et de la représentation nationale sont abordés à travers les questions suivantes :

Voulez-vous voter aux élections présidentielles et aux élections législatives ?²⁵⁷

Voulez-vous voter afin d'élire les dirigeants du District ?²⁵⁸

Figure 14 - Carte des bureaux de vote du référendum d'avril 1938²⁵⁹



Après le référendum de 1912, qui avait vu la participation de 12 000 personnes, ce sont près de 95 000 personnes qui se rendent dans les bureaux de vote le 30 avril 1938 pour soutenir en masse le droit de vote. Les Washingtoniens votent à 88,3 % en faveur de l'autodétermination et

²⁵⁶ "Heavy Vote Urged for Suffrage Today," WP, 30 avril 1938, p. X1.
²⁵⁷ "Do you want to vote for President and for members of Congress from the District of Columbia?"
²⁵⁸ "Do you want to vote for officials of your own city government in the District?"
²⁵⁹ WP, 30 avril 1938, p. X4

à 92,7 % en faveur d'une représentation au Congrès²⁶⁰. La mobilisation des Washingtoniens ne change rien à la situation. En 1940, les membres de la DCSA réfléchissent avec des représentants d'associations et d'entreprises de la capitale à un plan d'action pour obtenir le droit de vote. D'autres structures lancent des actions de leur côté. Au même moment, le *Washington Junior Board of Trade* envoie un millier de lettres dans le pays appelant à soutenir la représentation des Washingtoniens au Congrès.

Dans cette atmosphère propice aux évolutions, le mouvement pour l'autodétermination semble progresser davantage dans les quelques années d'avant-guerre qu'au cours des décennies précédentes. Une réelle préoccupation existe désormais dans le domaine. De nouveaux projets de loi sont soumis au Congrès par le sénateur Arthur Capper (R., Kan.) et le député Charles Sumners (D., Mass.). Parallèlement, les démocrates libéraux du Nord s'attaquent à la résistance des sudistes conservateurs de leur parti²⁶¹.

L'entrée en guerre freine toutefois la progression des Washingtoniens dans leur lutte. Les efforts et l'attention du pays se concentrent alors ailleurs. Les auditions qui se tiennent sur le sujet en 1941 et 1943 n'aboutissent à rien. Pour certains, le contexte n'est pas le seul responsable de ces échecs répétés : l'apathie de la population est également fautive. Un constat s'impose donc en 1945 : la situation de la capitale reste la même qu'en 1874. La ville ne dispose pas d'élus municipaux, ni de représentants au Congrès ni du droit de vote aux élections présidentielles, et la lutte pour l'obtention de ces droits n'est pas encore lancée à grande échelle.

2. Les acteurs de la lutte

De la fin du XIX^e au début du XX^e siècle, la lutte en faveur du droit de vote des Washingtoniens est menée par quelques organisations. Au premier rang de celles-ci se trouvent la DCLWV, le *Washington Post* et dans une moindre mesure la FCA.

²⁶⁰ "Local Self-Government Indorsed by Margin of 6 to 1," WP, 1^{er} mai 1938, p. M1; "Washington's Suffrage Poll," WP, 17 avril 1938, p. B8; "D.C. Votes 7-1 For Self-Rule, 13-1 for Seats In Congress," WP, 2 mai 1938, p. X1; C. GREEN, *op. cit.* (note 44), p. 432-433; A. LESSOFF, *op. cit.* (note 248), p. 258.

²⁶¹ A. LESSOFF, *op. cit.* (note 248), p. 258-260.

La DCLWV a succédé en 1921 à l'*Equal Suffrage Association of the District of Columbia* (ESA), qui militait depuis 1898 pour le droit de vote des femmes en général, mais également celui des Washingtoniennes. Lorsque les femmes obtiennent le droit de vote par le 19^e amendement à la Constitution, en 1920, une recomposition du mouvement féministe se produit sur le plan national. La *National American Woman Suffrage Association* cesse d'exister pour céder la place à la *League of Women Voters*, dont l'objet n'est plus l'obtention du droit de vote, mais le soutien aux femmes dans l'exercice du droit de vote récemment acquis. Dans la capitale, la DCLWV reste néanmoins confrontée au problème de l'obtention du droit de vote. La ligue continue donc à se mobiliser pour le droit de vote. C'est pour cette raison que la DCLWV décide en 1926 de se rebaptiser *D. C. « Voteless » League of Women Voters*. Des années 1920 au milieu des années 1930, elle se concentre principalement sur la représentation nationale. À partir de 1936, les féministes washingtoniennes mettent l'autodétermination au cœur de leur lutte. Elles sont le fer de lance du combat washingtonien.

Un autre acteur important est la FCA. Celle-ci regroupe l'ensemble des associations de quartier de la capitale. Ces associations ont pour la plupart vu le jour à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Elles évoquent lors de réunions mensuelles des questions qui vont du budget de la ville à l'état des rues, en passant par les problèmes de nuisances et de circulation. La fédération a quant à elle vu le jour en mars 1910. En 1940, elle regroupe 65 associations de quartiers qui représentent environ 40 000 habitants²⁶². L'engagement de la FCA dans la lutte pour le droit de vote est plus limité que celui de la DCLWV. De manière générale, la fédération soutient les initiatives destinées à accorder le droit de vote aux Washingtoniens. Mais avec des nuances. Il existe de grandes différences économiques et sociales entre certains quartiers de la capitale, voire au sein d'une partie d'entre eux. Ces différences se répercutent naturellement

²⁶² J. C. SMITH, "Citizens Federation to Mark Its 30th Birthday on Tuesday," WP, 3 mars, 1940, p. E2 ; "CLAYTON IS DEFEATED Edwards Heads Federation of Citizens' Associations," WP, 3 novembre 1912, p. 4 ; "Drive for D.C. Vote Mapped by Citizens," WP, 19 décembre 1940.

dans le positionnement des associations locales sur des questions comme celle du droit de vote. Par conséquent, si l'obtention d'une représentation nationale est très largement soutenue, c'est moins le cas de l'autodétermination. Au cours des années d'après-guerre, sa position est donc variable. Elle est généralement partie prenante des actions en faveur du droit de vote, mais il arrive également que la FCA se prononce contre certains projets de loi destinés à accorder le droit de vote aux Washingtoniens.

Le *Washington Post* est un acteur plus en retrait, mais il joue un rôle non négligeable par son soutien affiché au droit de vote des Washingtoniens dans des éditoriaux répétés et des articles de fond réguliers sur la question. Dès sa création, en 1877, le quotidien s'est affiché par principe comme un soutien à l'autodétermination. Il remarque que « le droit de vote n'est pas réclamé avec une grande vigueur par nombre de bons citoyens, même s'ils sont nombreux à y être favorable²⁶³ ».

Parmi les opposants, les plus actifs sont probablement les membres du *Board of Trade*, qui craignent de voir leur influence s'amenuiser, une mauvaise gestion des affaires municipales s'instaurer, le paiement fédéral diminuer et les impôts augmenter. En l'absence de représentants élus, quelques groupes de citoyens bien organisés s'affirment porte-paroles de la communauté. Le *Board of Trade* est le principal d'entre eux, cultivant de bonnes relations avec les Commissaires et les membres du Congrès en charge du District. Chaque année le *Board* organise au mois de janvier un dîner de bienvenue en l'honneur des nouveaux élus au Congrès²⁶⁴. Il est « tantôt décrit comme un 'lobby social', tantôt comme 'le gouvernement invisible de la ville', 'geôlier de la ville' et une 'oligarchie bienveillante'²⁶⁵ ».

Les présidents successifs des États-Unis n'adoptent pas non plus une position favorable aux citoyens du District. À partir de 1874, année d'instauration du nouveau système de

²⁶³ “elective franchise is not stoutly insisted upon by many good citizens, while on the other hand, many favor it.” (E. FOLLIARD, *op. cit.*, (note 21))

²⁶⁴ “Our inept “Mayor”, WP, 6 janvier 1949, p. 10.

²⁶⁵ “variously described as a “social lobby”, “the invisible city government”, “captor of the city” and “a benevolent oligarchy”. (“5 Senators quit floor debate to testify for H,” WP, 22 février 1951)

gouvernement, tous les présidents sans exception, de Grover Cleveland à Calvin Coolidge, se sont opposés à l'accession des Washingtoniens au droit de vote, selon le principe que le District appartient à la Nation, pas aux Washingtoniens²⁶⁶.

²⁶⁶ "D.C. Suffrage Wins Support of Truman," WP, 21 novembre 1945, p. 1.

CHAPITRE 2

L'explosion démographique de la capitale et ses effets sur les infrastructures

Au cours de sa brève histoire, la capitale américaine a connu des phases de croissance brutale. La guerre de Sécession, la Première Guerre mondiale et le New Deal, ont chacun à leur manière accentué le développement du District de Columbia. Toutefois, ces événements sont minimes comparés au choc sans précédent que la Seconde Guerre mondiale provoque à Washington.

La croissance démographique inégalée de la capitale au cours des années de guerre amène la ville au bord de l'explosion. Cette croissance, combinée au sous-investissement chronique des décennies antérieures en matière d'infrastructures provoque une pression très forte sur les infrastructures. Les logements sont en nombre largement insuffisant, les routes et ponts sont saturés, les réseaux d'eau, d'égouts et d'énergie également. La colonne vertébrale de la ville peine à supporter cette croissance brusque et intense.

Quels sont les ressorts de la croissance démographique dans les années d'après-guerre ?
Quelles sont les conséquences de cette croissance sur la structure démographique de la capitale ?
Quelles en sont les conséquences sur la ville, ses infrastructures et ses habitants ?

I. « Boomtown » : l'explosion démographique de la capitale pendant la guerre

A. La lente transformation d'une bourgade en ville d'ampleur nationale (1800-1940)

Entre sa création en 1800 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, la capitale américaine a connu une croissance moyenne modérée mais permanente. Elle a été distancée très tôt par les grandes métropoles comme New York, Chicago ou Philadelphie, qui ont toutes dépassé le million d'habitants en 1890. Mais elle n'a pas non plus subi le sort de villes anciennes comme Providence, qui atteint un apogée de 250 000 habitants en 1940 avant de voir sa population chuter, ou comme Charleston, quatrième ville du pays en 1790 et dont le rang parmi les villes américaines décline de plus en plus rapidement au fil des décennies¹. Après un démarrage laborieux, Washington a connu un développement honorable, comparable à celui de villes comme San Francisco, avec quelques accélérations notables à la faveur des événements nationaux et internationaux, qui ont renforcé le développement de l'État fédéral.

1. Naissance et développement du District

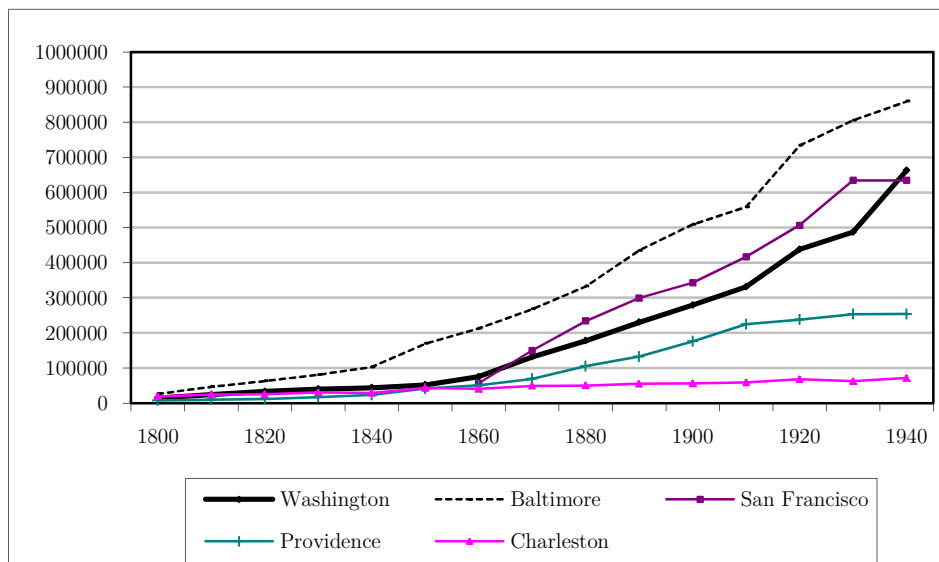
Lorsque le président John Adams prend ses quartiers à la « résidence présidentielle² » washingtonienne en 1800, la très jeune capitale américaine créée *ex nihilo* n'est qu'une petite bourgade de moins de 9 000 habitants, la 31^e ville américaine. Ainsi que le remarque Charles Hurd, « s'installer à Washington en 1800 signifie soit rechercher une pension dans une ville où il

¹ Charleston compte 16 359 habitants en 1790. En 1850, elle est au 15^e rang avec 42 985 habitants. En 1900, la ville est tombée au 68^e rang avec 55 807 habitants. (Bureau of the Census)

² La « Maison-Blanche » ne prend ce nom que quelques années plus tard. Elle est auparavant simplement appelée *Executive Mansion* ou *President's House*. La légende veut que le nom de Maison-Blanche trouve son origine pendant la Guerre de 1812, au cours de laquelle le palais présidentiel a été brûlé par les Anglais (en 1814). Une fois restauré, sa façade blanchie à la chaux lui aurait valu son appellation actuelle. En fait, on trouve de nombreuses occurrences antérieures du terme de Maison-Blanche, dès 1811, par exemple, dans un courrier de Francis James Jackson, ancien ambassadeur anglais aux États-Unis, ou dans un courrier de Phoebe Morris à son père Anthony daté du 17 février 1812. Depuis 1798, en effet, de la chaux était utilisée pour protéger la façade du bâtiment des rigueurs de l'hiver, d'où le surnom. Il s'est répandu à partir de 1817, après la réfection de la résidence consécutive à la Guerre de 1812. Officiellement, ce n'est qu'en 1901 que le président Théodore Roosevelt donne officiellement à la Maison-Blanche son nom actuel, par un décret présidentiel.

n'en existe presque aucune, soit ériger sa propre maison dans de véritables conditions pionnières³. »

Figure 15 - Population de Washington, Baltimore, San Francisco, Providence et Charleston (1800-1940)⁴



Au cours des décennies suivantes, la capitale peine à se développer, comme on peut le constater sur la figure 15. Entre 1800 et 1850, sa voisine Baltimore passe de 26 000 à 169 000 habitants, Philadelphie de 41 000 à 121 000, sans parler de New York, qui passe de 60 000 à 515 000 habitants. Pendant la même période, le District atteint péniblement les 51 000 résidents. Doté d'un climat capricieux, qualifié de marécage par certains⁵, il conserve avec ses rues dépourvues de pavés⁶, son absence de système d'égouts ou d'approvisionnement en eau, un aspect sauvage principalement dû au soutien financier inexistant de l'État fédéral. Le macadam fait son apparition sur Pennsylvania Avenue dans les années 1830, les lampes extérieures en 1842. Le District compte peu de commerces et de manufactures⁷ et attire donc peu les migrants

³ "Moving to Washington in 1800 meant either hunting for a boarding house where almost none existed or setting up a house-keeping under real pioneer conditions." (C. HURD, *Washington cavalcade*, 1948, p. 19)

⁴ Les sources des données chiffrées proviennent du recensement décennal américain, que l'on nommera pour les occurrences suivantes *US Census*.

⁵ J. BRYCE, *La République américaine*, 1913, vol. V, p. 293.

⁶ Jusqu'en 1845, Pennsylvania Avenue est la seule rue pavée de la ville. Cette année-là, *7th Street*, principale artère commerçante, est pavée à son tour (W. MCARDLE, "The Development of the Business Sector in Washington, D. C., 1800-1973," p. 565).

⁷ En 1819, le District compte 129 commerces (*shops*), en 1820 le District et Alexandria comptent 29 types de manufactures (fabrication de vêtements, de chaussures, de briques, raffineries de sucre, moulin à papier, brasserie, fabrique de cigares...) (W. MCARDLE, *ibid.*, p. 560-561, 564-565)

et immigrants. En 1850, Washington est la 18^e ville du pays mais reste de taille modeste. Lors de son voyage aux États-Unis, en 1851, Jean-Jacques Ampère⁸ remarque ainsi que Washington est « la ville des maisons sans rues et des rues sans maisons⁹ ». Les membres du Congrès, forcés de vivre dans la ville une partie de l'année ne retiennent pour beaucoup d'elle que son climat détestable, son manque d'animation et une impression d'inachevé¹⁰.

La guerre de Sécession change la donne. Avec le conflit, la capitale remplit enfin son rôle et devient le centre symbolique de l'Union. Dès le début des hostilités, Washington voit affluer en quelques mois près de 100 000 personnes¹¹. Les milliers de soldats en campement ou en attente d'ordres côtoient les fonctionnaires, dont le nombre double à Washington pendant le conflit, les esclaves libérés ou échappés (plus de 40 000 d'entre eux arrivent pendant la guerre¹²), les hommes d'affaires. La ville devient un camp retranché dans lequel les églises, les écoles et de nombreux autres bâtiments publics sont transformés en hôpitaux de fortune. En 1862, 252 000 soldats campent aux abords de Washington.

Au cours des années 1860, la ville connaît la plus grande croissance relative de son histoire. Sa population augmente de 75 %, pour atteindre plus de 130 000 habitants en 1870. Une telle hausse n'a pas été anticipée. Même si le nombre de résidents à l'année se monte seulement à environ 50 000¹³, le District doit pouvoir fournir les services adéquats lorsque la population est à son sommet annuel, lorsque le Congrès est en session. Or la petite ville n'est pas équipée pour accueillir un nombre si important d'habitants dans de bonnes conditions. Très vite, les infrastructures révèlent leurs limites, l'hygiène se dégrade, les constructions de fortune se multiplient.

⁸ Jean-Jacques Ampère⁸ (1800-1864), fils du physicien André-Marie Ampère, littérateur et historien, il fut également un grand voyageur et ramena notamment sa *Promenade en Amérique*.

⁹ J.-J. AMPÈRE, *Promenade en Amérique : États-Unis, Cuba, Mexique*, 1855.

¹⁰ A. JOUAN, *Washington : la capitale américaine à l'heure de son centenaire*, p. 20.

¹¹ A. JOUAN, *ibid.*, p. 22.

¹² W. MCARDLE, *op. cit.* (note 5), p. 566.

¹³ Terry Peel cité dans K. BARKER, "District's Guiding Figure of 1870s Made City Beautiful – and Bankrupt," WP, 9 septembre 1976.

Lors des décennies suivantes, le rythme de croissance de la population se stabilise autour de 20 à 30 % par décennie. Peu à peu, la trame urbaine imaginée par le major Pierre Charles L'Enfant à la fin du siècle précédent s'étoffe.

La croissance du District se poursuit à un rythme soutenu pendant la première moitié du XX^e siècle. Elle est marquée par deux périodes de croissance particulièrement forte dans les années 1910 et 1930, à tel point que le développement d'infrastructures adéquates peine à suivre, faute de fonds suffisants. Entre 1910 et 1920, ce sont 100 000 habitants de plus qui s'installent, soit une croissance de 32 %. Dans les années 1930, la croissance est plus forte encore. La population augmente de 36 % suite à l'arrivée de plus de 175 000 résidents supplémentaires. Elle atteint 660 000 habitants en 1940. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Washington est la 11^e ville la plus peuplée du pays, mais à la faveur d'une croissance rapide qui pèse sur ses infrastructures.

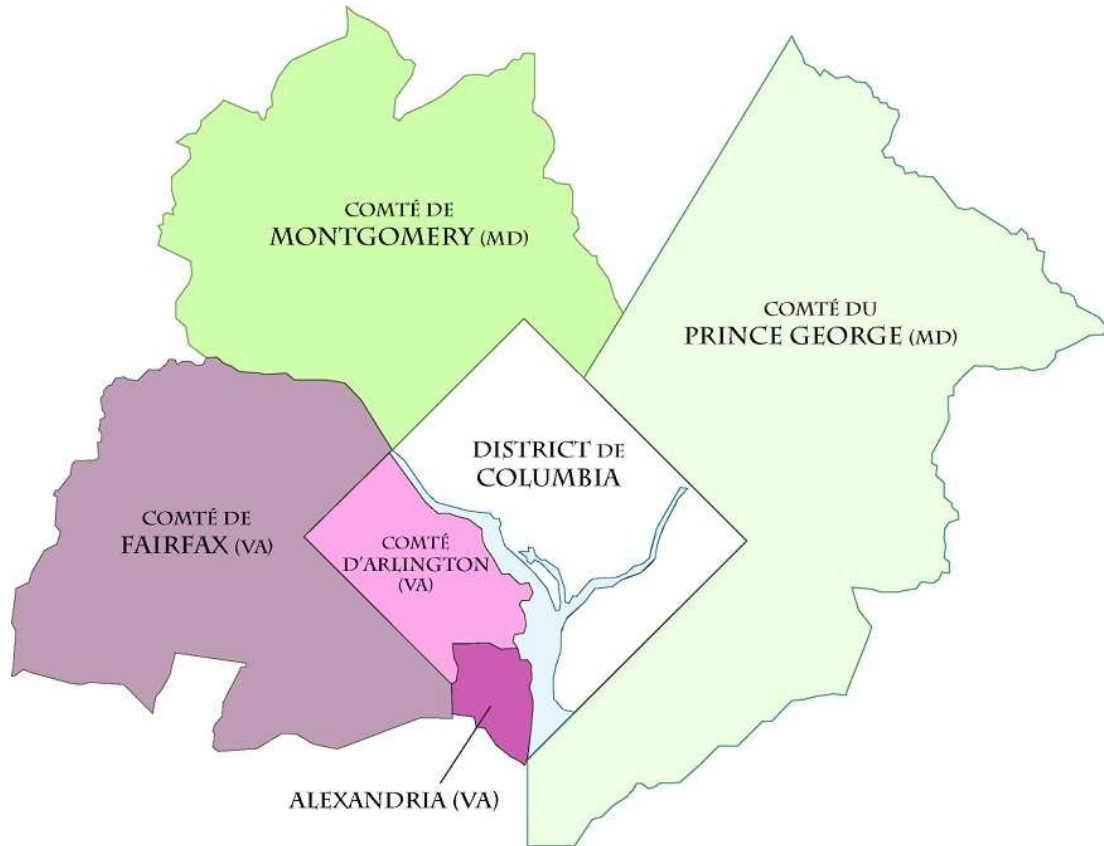
2. L'émergence de la banlieue

Comme le centre-ville, la périphérie de la capitale se développe peu à peu. Au début du XX^e siècle, le District n'a pas fini de combler les espaces libres dans son enceinte et domine une banlieue restée très largement rurale. À partir des années 1900, toutefois, l'urbanisation de ces zones rurales progresse, de manière plus ou moins rapide selon leur proximité avec la capitale.

Au Nord et à l'Est de la capitale se trouve l'État du Maryland, où les comtés de Montgomery et du Prince George, qui sont adjacents au District, sont les premiers concernés par l'urbanisation. Leur croissance commence à s'intensifier pendant les années 20 et 30. Dans le comté du Prince George, la croissance déjà soutenue passe de 20 % dans les années 1900 et 1910 à 40 % dans les années 20, avant d'atteindre 50 % dans la décennie suivante. Entre 1900 et 1940, la population totale est passée de 30 000 à près de 90 000 personnes. Dans le comté voisin de Montgomery, la croissance qui était stable autour de 6 % dans les années 1900, 1910 et 1920,

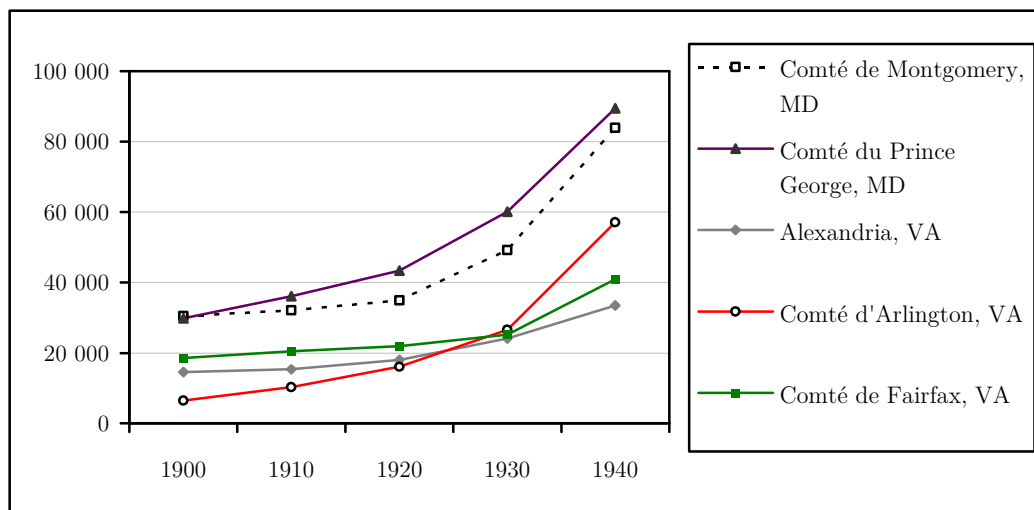
passé à 40 % dans les années 30, portant la population totale à près de 50 000 personnes en 1940.

Figure 16 - Washington et les comtés voisins



À l'Ouest du District se trouve la Virginie, où l'urbanisation est légèrement plus tardive. Les comtés d'Arlington et de Fairfax comptent respectivement 6 500 et 18 500 habitants en 1900, la ville d'Alexandria 14 500. La croissance de ces zones s'intensifie peu à peu au début du siècle. Dans le comté d'Arlington, cette tendance se renforce dans les années trente, au cours desquelles la population passe de 27 000 à 57 000 habitants. La croissance reste alors plus modérée dans la ville d'Alexandria et le comté de Fairfax. En 1940, la population d'Alexandria approche les 34 000 habitants. Celle du comté de Fairfax s'élève à 41 000.

Figure 17 - Population des comtés voisins de Washington (1900-1940)¹⁴



En 1940, la banlieue washingtonienne a donc commencé à prendre son essor, mais n'en est qu'aux prémices d'un développement majeur à venir dans les décennies suivantes. La métropole reste alors très nettement dominée par son centre. La persistance de cette domination apparaît nettement sur les cartes situées en [annexe 1](#), qui présentent l'urbanisation progressive de Washington et de sa banlieue entre 1800 et 1927. On constate en effet qu'entre 1800 et 1857 le développement se limite au District *intra-muros*. Les toutes premières traces de développement se dessinent en banlieue au cours des 50 années qui suivent, mais elles restent extrêmement sporadiques en 1897, tandis que le centre se remplit rapidement. Entre 1900 et 1947, le développement de la banlieue se poursuit, mais seulement le long des axes de communication. En 1947, l'occupation de la périphérie de la capitale demeure donc sporadique, par opposition à un District intégralement urbanisé.

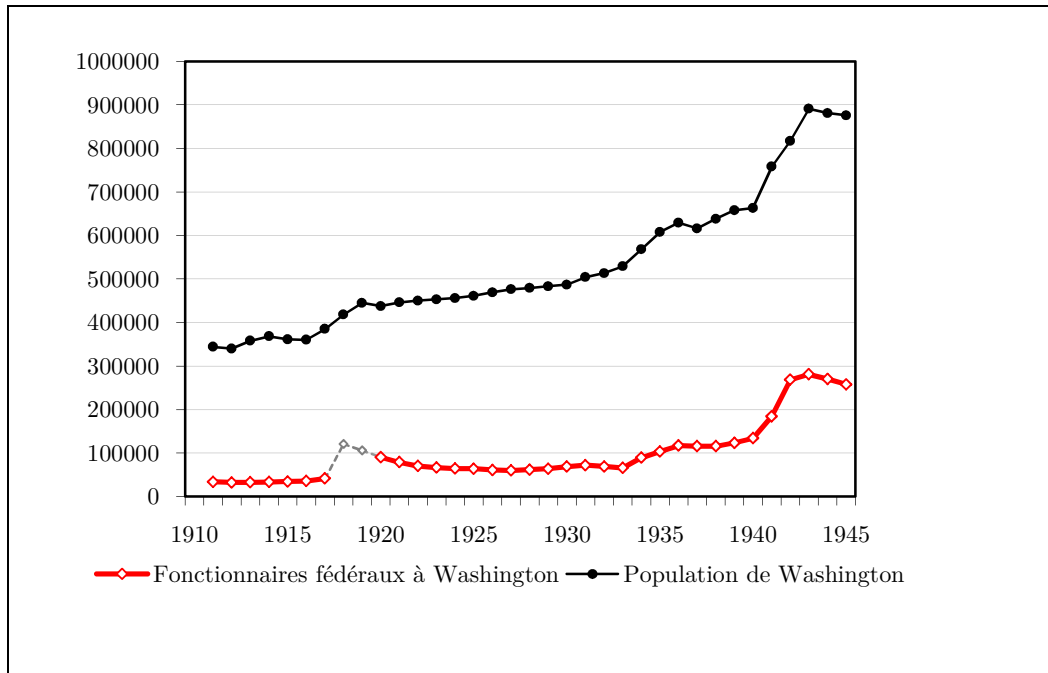
1. Démographie et politique : le rôle du gouvernement fédéral dans la croissance démographique de la capitale

Être la capitale des États-Unis est la raison d'être de Washington. Au cours de son histoire, sa fonction de capitale a surpassé de loin les autres secteurs d'activité économique. Dans les années 1930 et 1940, cette tendance s'est accrue, comme nous le verrons plus loin. L'emploi

¹⁴ Sources des données chiffrées : *US Census*.

fédéral représentait 22 % des emplois de la région en 1930, il en représente 32 % en 1940 et 35 % en 1950¹⁵. Cela signifie certes que deux tiers des emplois de la ville sont dans d'autres secteurs, mais cela signifie aussi que l'État est le premier employeur de la ville et que nombre des autres emplois, que ce soit dans le commerce, les services ou le bâtiment sont induits par les emplois de fonctionnaires.

Figure 18 - Nombre de fonctionnaires fédéraux et d'habitants à Washington (1910-1945)¹⁶



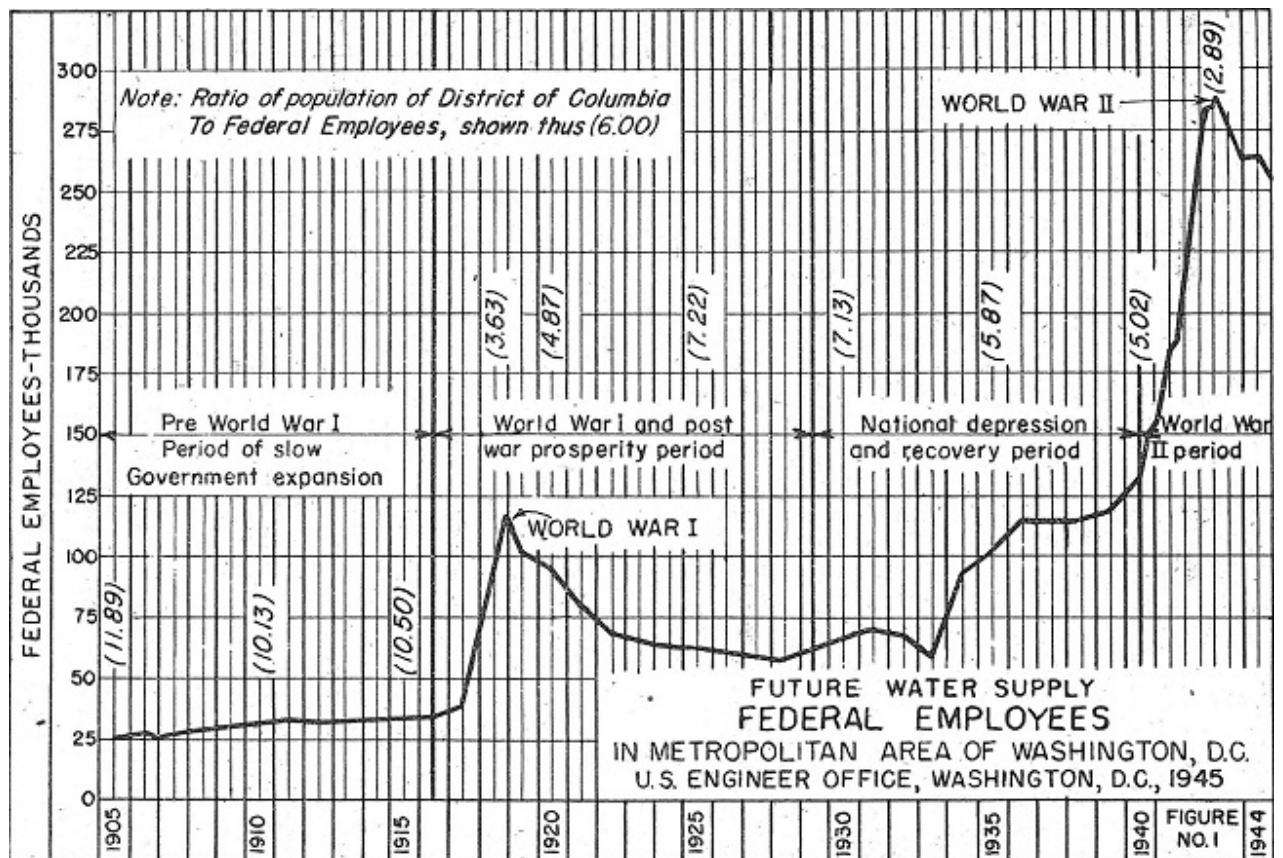
Dès sa création, l'une des principales causes de la croissance du District a été le développement des activités du gouvernement fédéral. Le développement de la ville décennie après décennie met en évidence un lien très net entre les périodes d'expansion du gouvernement fédéral et la croissance de la ville. L'augmentation du nombre de fonctionnaires fédéraux se

¹⁵ W. SCHEIBER, "Washington's Regional Development," p. 597.

¹⁶ Editions annuelles du *Statistical Abstract* (SA) de 1910 à 1955 (sauf pour les années 1918-1919, pour lesquelles la source est *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970, Part 2*). Pour les années 1918 et 1919, le nombre de fonctionnaires n'est pas disponible dans le SA. Il est en revanche disponible dans la seconde source mentionnée, que nous avons choisi d'utiliser car elle donne un ordre de grandeur crédible du nombre de fonctionnaires washingtoniens au cours de ces années. Nous avons toutefois inséré une discontinuité dans la courbe pour ces deux années, car les données issues des deux sources ne se recoupent pas totalement. Pour toutes les années précédant la Première Guerre mondiale pour lesquelles les données des deux sources sont disponibles, on note une différence constante (probablement due à une manière de calculer) de 6 000 fonctionnaires entre les deux chiffres, le plus petit apparaissant dans le SA. Une différence équivalente est donc attendue pour les années 1918 et 1919. Etant donné le nombre élevé de fonctionnaires en 1918 et 1919 nous avons estimé que donner un ordre de grandeur, même avec une marge d'erreur de 6 000 personnes, valait mieux que de ne fournir aucune donnée. Nous avons choisi de ne pas utiliser exclusivement la seconde source car le périmètre géographique de celle-ci change au milieu des années 1940, pour passer du District, qui nous intéresse ici, à l'ensemble de la zone métropolitaine. L'intégralité des chiffres de la seconde source est disponible en [annexe 2](#).

traduit en effet quasi-mécaniquement par une croissance de la population washingtonienne¹⁷. Sur le graphique ci-dessus (*fig. 18*), on constate ainsi une similitude frappante entre l'évolution du nombre de fonctionnaires fédéraux basés à Washington et celle de la population du District. On distingue clairement les pics qui correspondent à la Première Guerre mondiale, la Grande Dépression des années 1930 et surtout la Seconde Guerre mondiale. Ces pics sont également constatables sur le graphique suivant (*fig. 19*), qui présente le rapport entre la population du District et le nombre d'employés fédéraux.

Figure 19 - Rapport entre la population de la capitale et le nombre de fonctionnaires fédéraux (1905-1944)



La croissance de la capitale est liée à l'expansion du gouvernement fédéral. Or cette expansion se produit principalement pendant les périodes de crises nationales et internationales. Ainsi, chaque période troublée de l'histoire américaine a vu la population de la capitale augmenter nettement, parallèlement à l'accroissement du nombre de fonctionnaires. De plus,

¹⁷ P. CAEMMERER, "Washington after the War", p. 30.

cette croissance est assortie d'un effet de cliquet valable aussi bien pour le nombre de fonctionnaires que pour la population de la ville. Une fois la crise terminée, ni le nombre de fonctionnaires ni celui des résidents de la capitale ne retombe à son niveau antérieur. Si leur nombre chute légèrement, il reste immanquablement supérieur au niveau qu'il avait auparavant¹⁸.

Cette relation est vérifiée pour la première fois durant les années 1840, à l'occasion de la guerre contre le Mexique. Elle est ensuite confirmée à plusieurs reprises au cours des 100 années qui suivent, lors de la guerre de Sécession, des deux guerres mondiales et de la crise des années 1930. En cela, la capitale se distingue des autres villes. Au cours des années 1930, ainsi, la capitale connaît une croissance de plus de 36 %, qui en fait une exception parmi toutes les autres villes de plus de 300 000 habitants. Sur les 30 villes concernées, en effet, huit perdent des habitants à l'occasion de la Grande Dépression et 17 connaissent une croissance inférieure à 10 %¹⁹.

Le tableau ci-dessous (*fig. 20*) compare la croissance décennale de la population de Washington pendant les périodes de troubles avec celle des périodes plus paisibles traversées par le pays²⁰. On constate que sur les 15 décennies qui y sont représentées, les cinq décennies de guerre ou de crise ont produit 66 % de la croissance cumulée de la population, pour un total de 570 195 habitants supplémentaires contre seulement 34 % (297 661 habitants) pour les neuf décennies « paisibles ». Une telle corrélation ne s'explique pas seulement par l'arrivée de nouveaux fonctionnaires lorsque la taille du gouvernement fédéral augmente mais aussi par l'impact de ces nouveaux arrivants en termes d'emplois induits, en particulier dans les secteurs du commerce, des services et du bâtiment.

¹⁸ I. BASSOFF, "The housing problem in the District of Columbia," 1946, p. 233.

¹⁹ AWS, p. 12.

²⁰ AWS, p. 23-25, table 11. La ligne correspondant au recensement de 1950 a été ajoutée.

Figure 20 - Evolution comparée de la population du District en périodes calmes et périodes de crise²¹

	Population	Augmentation décennale	
		En période paisible	En période de crise
1800	8 144		
1810	15 471	7 327	
1820	23 336	7 865	
1830	30 261	6 925	
1840	33 745	3 484	
1850	51 687		17 942
1860	75 080	23 393	
1870	131 700		56 620
1880	177 624	45 924	
1890	230 392	52 768	
1900	278 718	48 326	
1910	331 069	52 351	
1920	437 571		106 502
1930	486 869	49 298	
1940	663 091		176 222
1945	876 000		212 909
Total		297 661	570 195

L'impact du gouvernement fédéral n'est pas seulement visible sur l'évolution en quantité de la population du District. Il se manifeste également sur la structure démographique des résidents.

B. Une ville de passage à forte minorité noire

En 1945, la capitale américaine est une ville de passage jeune et féminisée, qui compte peu d'immigrants mais une proportion de Noirs hors du commun. Voici qui résume en une phrase le profil du District.

La jeunesse de la ville est sans équivoque. Selon le recensement de 1940, moins de 6 % de la population sont alors âgés de plus de 65 ans. À l'autre bout du spectre, environ 18 % sont âgés de moins de 15 ans, pour un âge médian de 31,9 ans²². Toutefois, la particularité de Washington

²¹ Department of Commerce, Bureau of the Census, *Decennial Census Reports*.

²² Department of Commerce, *op. cit.* (note 11), tableau 53.

n'est pas son âge médian, c'est sa forte proportion d'habitants au cœur de leur vie professionnelle par rapport aux autres catégories de la population. Le pays compte en moyenne davantage de jeunes (23,5 % de moins de 15 ans) et de personnes âgées (6,8 % de plus de 65 ans). Il compte exactement la même proportion de personnes âgées de 50 à 65 ans. En revanche, le District compte 62,7 % de personnes âgées de 15 à 50 ans, alors que leur proportion est de 54 % dans le reste du pays. En valeur absolue, cela représente plus de 416 000 personnes sur un total de 663 000 habitants. C'est une différence notable, qui ne s'explique pas entièrement par la nature urbaine de la capitale. Si les autres métropoles ont une structure démographique plus proche de Washington que ne le sont les moyennes nationales, le District conserve un profil particulier par rapport aux autres villes. Des villes comme Baltimore ou Chicago ont elles aussi moins de jeunes que la moyenne nationale et moins d'habitants de plus de 65 ans, mais elles comptent aussi moins de personnes âgées de 15 à 50 ans que Washington. Baltimore, comme San Francisco, en compte 58,8 %, Chicago 59,6 %, New York, qui s'en rapproche le plus, 60,3 %, mais Boston n'en compte que 55,3 %. Cette structure démographique est un indice supplémentaire du caractère de ville active de la capitale. On pourrait ainsi détourner le slogan utilisé dans les années 1970 pour décrire Chicago et affirmer que Washington est « la ville qui travaille²³ ».

La ville est également plus féminisée que le reste du pays. En 1940, 345 000 habitants du District sont des femmes, tandis que les hommes ne sont que 317 000. Le ratio national est alors proche de la parité. Les États-Unis comptent en effet 65,6 millions de femmes pour 66 millions d'hommes. Toutefois, le ratio washingtonien correspond aux proportions que l'on retrouve la même année dans des villes comme Baltimore ou New York²⁴. La forte proportion de femmes à Washington peut donc être attribuée au facteur urbain plus qu'à la spécificité de la capitale.

²³ Il s'agit d'un usage détourné, car le slogan en version originale est le suivant : *The City that Works*, dans lequel « *work* » était alors entendu au sens de « fonctionner » et non de « travailler ». Ultérieurement, les deux usages ont circulé. (<http://chicago.straightdope.com/sdc20090903.php>, consulté le 7 septembre 2011)

²⁴ Department of Commerce, *op. cit.* (note 11); SA 1946, p. 22-23.

La mobilité des habitants est une autre caractéristique forte du District. Nombre des résidents de la capitale sont seulement de passage, de par leur qualité d'élus nationaux, de militaires ou de fonctionnaires fédéraux ou internationaux. En 1940, plus de 64 % des Washingtoniens sont ainsi issus d'autres États. Une telle proportion est naturelle dans les États neufs de la côte Ouest, dont la croissance repose encore en grande partie sur les migrations internes. La Californie compte par exemple 57 % de résidents issus d'autres États. De tels chiffres sont en revanche inhabituels sur la côte Est. Les États de Nouvelle-Angleterre comptent environ 20 % de migrants intérieurs. L'État de New York en compte 16 %²⁵.

Les Washingtoniens d'adoption viennent pour la plupart d'États voisins, au premier rang desquels se trouvent naturellement les voisins les plus proches que sont la Virginie et le Maryland, dans cet ordre. En 1940, 50 000 Washingtoniens sont issus de Virginie et 38 000 du Maryland. La Pennsylvanie, l'État de New York et la Caroline du Nord contribuent également de façon significative. Les Washingtoniens noirs sont quant à eux issus dans cet ordre de Virginie, de Caroline du Sud et du Nord, du Maryland et de Georgie. Les immigrants sont en revanche très peu nombreux dans la capitale.

Sur le plan ethnique, la population de la capitale est très homogène. Washington est bien moins cosmopolite que la plupart des métropoles avoisinantes comme New York, Boston ou Philadelphie. Au XIX^e siècle, elle ne disposait pas des activités industrielles susceptibles d'attirer des immigrants. Par conséquent, au XIX^e comme au début du XX^e siècle, elle compte seulement de petites communautés d'immigrants italiens, irlandais, allemands, ou encore des Juifs d'Europe de l'Est qui se regroupent autour de leurs lieux de culte et associations. En 1900, la capitale compte seulement 7 % de résidents nés à l'étranger, contre 37 % à New York, 35 % à Chicago, ou encore 34 % à San Francisco. Quarante années plus tard, la proportion d'étrangers à

²⁵ SA 1948. Notons que ces chiffres concernent des États et sont donc difficilement comparables à ceux d'une zone totalement urbanisée comme le District. Toutefois, les chiffres ne sont pas disponibles pour les villes américaines.

Washington reste stable autour de 7 % alors qu'elle est encore de 18 % à Chicago, de 21 % à San Francisco et atteint même 39 % dans la grande ville d'immigration qu'est New York. De même, les Américains issus d'un ou deux parents étrangers sont seulement 14 % dans la capitale en 1940, alors qu'ils sont 38,5 % à Chicago, 30,5 % à San Francisco et 30 % à New York. Les étrangers les plus nombreux dans la capitale sont alors dans cet ordre soviétiques, italiens, allemands et anglais.

Si Washington compte peu d'immigrants, l'une de ses particularités est en revanche sa forte proportion d'habitants noirs. C'est une caractéristique qui existe depuis les origines de la ville. Entre 1800 et 1945, cette proportion oscille autour de 30 %. Elle est nettement supérieure à la proportion que comptent alors les autres villes américaines. Au cours de la même période, la proportion de Noirs varie entre 15 et 20 % à Baltimore, entre 3 et 13 % à Philadelphie et passe de 0,5 à 9 % à Chicago.

La cause principale de ce phénomène est la situation géographique de la capitale. Elle se trouve à cheval entre le Maryland et la Virginie, deux États qui abritent à eux seuls plus de la moitié des Noirs vivant aux États-Unis à l'époque de la création de la ville.

En 1800, la capitale américaine compte 4 000 habitants noirs, qui représentent 30 % de la population. Au cours des trente années qui suivent, la population noire s'accroît d'environ 3 000 habitants par décennie dans la capitale, avant de se stabiliser autour de 13 000 personnes dans les années 1840 et 1850. Parallèlement, la population blanche maintient une croissance un peu plus soutenue. La proportion de Noirs, qui reste stable jusqu'aux années 1830, chute donc à 19 % en 1860.

La tendance s'inverse brusquement au cours des années 1860. La capitale comporte alors une communauté importante de Noirs libres, qui ont créé au fil des décennies des entreprises et des associations. Ils sont la preuve que la réussite est possible pour un Noir à Washington. La ville est également un foyer abolitionniste notoire. Lorsque les autorités locales abolissent l'esclavage

dans le District, en 1862, elles provoquent un premier afflux d'esclaves noirs libérés ou en fuite. La guerre de Sécession renforce plus encore l'attractivité de la capitale, qui devient le quartier général de l'Union. Plus de 40 000 esclaves libérés affluent à Washington²⁶. En 10 ans, tandis que la population blanche augmente de 45 %, la population noire connaît une augmentation sans précédent de 200 %. En 1870, le District compte 43 000 habitants noirs, qui représentent 33 % de la population totale. Il reste de loin la plus grande métropole noire aux États-Unis.

Entre 1870 et 1910, le rythme de croissance de la population noire se ralentit progressivement, tandis que la population blanche continue de croître à un rythme soutenu de plus de 20 % par décennie. La proportion de Noirs décroît donc régulièrement au cours de cette période.

Les années 1910 marquent le début d'une relance pérenne de la croissance de la population noire dans le District. Des années 1910 aux années 1930, la Grande Migration marque un exode massif des Noirs du Sud vers le Nord. Des millions de migrants fuient l'oppression, le racisme et les difficultés économiques de leur État pour tenter leur chance au Nord. Beaucoup se rendent dans les villes industrielles que sont Chicago, Philadelphie, Détroit ou New York, mais Washington en attire aussi un grand nombre. Malgré l'absence d'industries et son ancrage au sud de la ligne Mason-Dixon, la ville attire les Noirs, car elle est considérée comme synonyme de liberté et d'opportunités. La population noire passe ainsi de 95 000 personnes en 1910 à 187 000 en 1940.

Au cours des années 1910, toutefois, la forte croissance de la population noire ne compense pas l'accroissement plus fort encore de la population blanche, qui atteint près de 40 %. En 1920, la proportion de Noirs est donc retombée au niveau qu'elle avait dans les années 1860. Elle est de 25 %.

²⁶ W. MCARDLE, *op. cit.* (note 5), p. 566.

Figure 21 - Proportion de Noirs et de Blancs à Washington (1800-1940)²⁷, en %

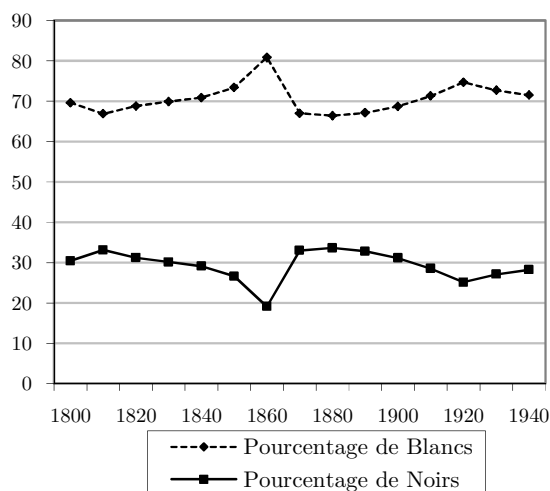
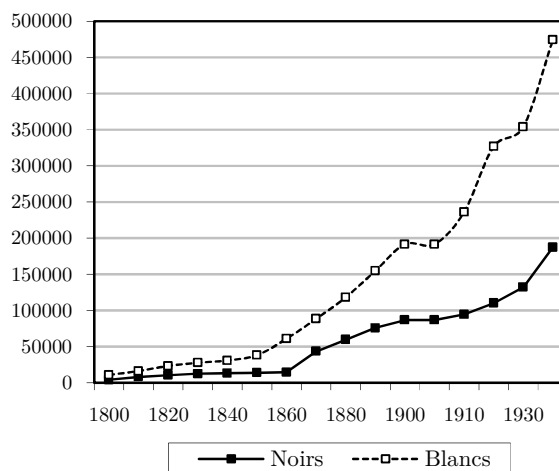


Figure 22 - Populations noire et blanche de Washington (1800-1940)²⁸



À partir de 1920, le taux de croissance de la population noire s'établit durablement au-dessus de celui de la population blanche²⁹. La différence n'est toutefois pas très marquée. De la même façon, la croissance de la population noire atteint 41 % dans les années 1930, mais la population blanche croît pour sa part de plus de 30 %. Par conséquent, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'équilibre entre Blancs et Noirs n'est pas encore fondamentalement modifié. Cette dynamique peut même laisser croire que la population blanche va continuer à croître et que l'écart entre Noirs et Blancs ne se réduira que très lentement.

La structure démographique de la capitale et le caractère éphémère de bon nombre de ses habitants ne sont pas sans effets sur la répartition de la population dans le District et son évolution.

²⁷ Department of Commerce, Bureau of the Census, 16th Census Reports.

²⁸ US Census

²⁹ Entre 1800 et 1920, le taux croissance de la population blanche est resté supérieur à celui de la population noire pour chaque décennie, à trois exceptions près. Au cours des années 1800, la croissance de la population noire est de 90 % et celle de la population blanche de 50 %, mais ces différences sont peu significatives étant donné le petit nombre d'habitants dans la capitale à l'époque. Les deux autres exceptions se situent au cours des années 1860 et 1870.

C. La répartition de la population dans le District en 1945 : une affaire de couleur

1. La trame du major L'Enfant : un plan simple et original

Afin de se repérer dans la capitale, il est indispensable de connaître la façon dont la ville a été conçue. Depuis sa création, sur la base du plan du Major Pierre-Charles L'Enfant, la capitale américaine est découpée en quatre secteurs géographiques : le nord-est, le sud-est, le nord-ouest et le sud-ouest. Au centre du dispositif se trouve le Capitole, à partir duquel les rues sont numérotées. La limite entre le Nord et le Sud est matérialisée par le *Mall* (que l'on voit sur la carte ci-dessous (*fig. 23*), menant du Potomac au Capitole). La limite entre l'Est et l'Ouest est constituée par *Capitol Street*.

Figure 23 - Plan de Washington (John Reid, 1795)



À partir de ce schéma, les noms des rues sont conçus de manière très simple. Les rues parallèles au *Mall*, au Nord comme au Sud, portent des noms de lettre, en partant de À pour la

plus proche du *Mall*. Les rues perpendiculaires au *Mall*, c'est-à-dire celles qui sont parallèles à *Capitol Street*, portent pour leur part des numéros, qui débutent par le chiffre 1 pour la rue la plus proche du Capitole, à l'Est comme à l'Ouest. Ensuite, chaque nom de rue est assorti d'une indication sur le secteur géographique dans lequel elle se trouve : NE, SE, NW, SW. Ainsi, 24th Street, SE est la 24^e rue parallèle à *Capitol Street* au sud-est du Capitole, tandis que Q Street, NW est la 17^e rue parallèle au *Mall* au nord-ouest du Capitole. Il est donc très aisé de se repérer dans la capitale avec un simple nom de rue.

Une subtilité vient toutefois s'ajouter à ce plan simple. Contrairement à New York et la plupart des autres villes américaines, dont le plan a été conçu en damier, selon une grille de rues et d'avenues orthogonales, la capitale compte également des avenues diagonales qui bouleversent le schéma en grille. Ces avenues, baptisées d'après les États de l'Union, se rejoignent sur des squares ou des ronds-points élaborés baptisés « *circles* », qui sont très visibles dans le plan ci-dessous, le plus célèbre d'entre eux étant *Dupont Circle*.

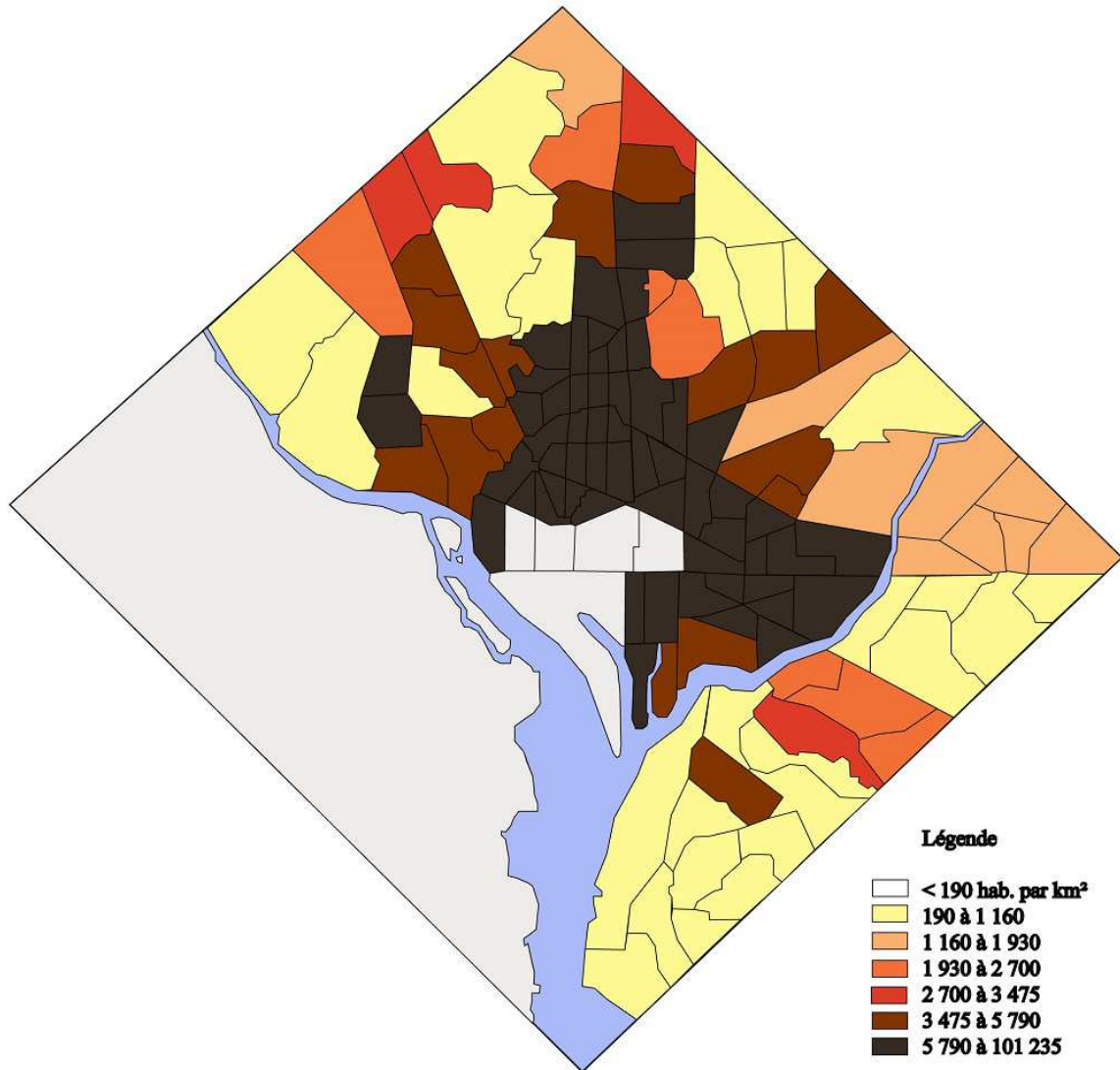
2. Des quartiers à densité variable

En 1940, la surface du District est occupée de façon très diverse selon les quartiers. Certains, au centre, ont déjà une forte densité, d'autres, à l'Est et à l'Ouest, sont moins peuplés. Parmi les 96 secteurs de recensement que compte alors la ville, les densités vont du simple au décuple : de 2 718 à 26 193 habitants par kilomètre carré. Les annexes [4-5](#) et [6](#) présentent respectivement les secteurs de recensement de la capitale et la densité de la population par quartier.

La section la plus dense est le « Vieux Washington », le centre historique, qui comprend notamment le *Mall* et les bâtiments fédéraux. On l'identifie aisément sur la carte ci-après (*fig. 24*), à sa couleur marron foncé. Cette zone est délimitée par le Potomac et *Rock Creek* à l'Ouest, l'*Anacostia River* à l'Est et par Florida Avenue et Benning Road au nord. En 1940, elle contient 45 % de la population de la capitale alors qu'elle n'occupe que 31 % de la surface. Sa densité

moyenne est de 16 754 habitants par kilomètre carré³⁰. La densité moyenne de la capitale est alors de 3 746, ce qui est faible. En comparaison, la densité actuelle de Paris est d'environ 20 000, celle de New-York d'environ 10 000.

Figure 24 - Densité de la population à Washington en 1940³¹



Le nord-est et le sud-est de la ville, respectivement situés au-delà de Florida Avenue et de l'*Anacostia River*, ont vu leur densité augmenter progressivement au cours des décennies précédentes, notamment dans les secteurs les plus proches des limites de la ville. Ils restent toutefois moins peuplés que le centre.

³⁰ AWS, p. 12.

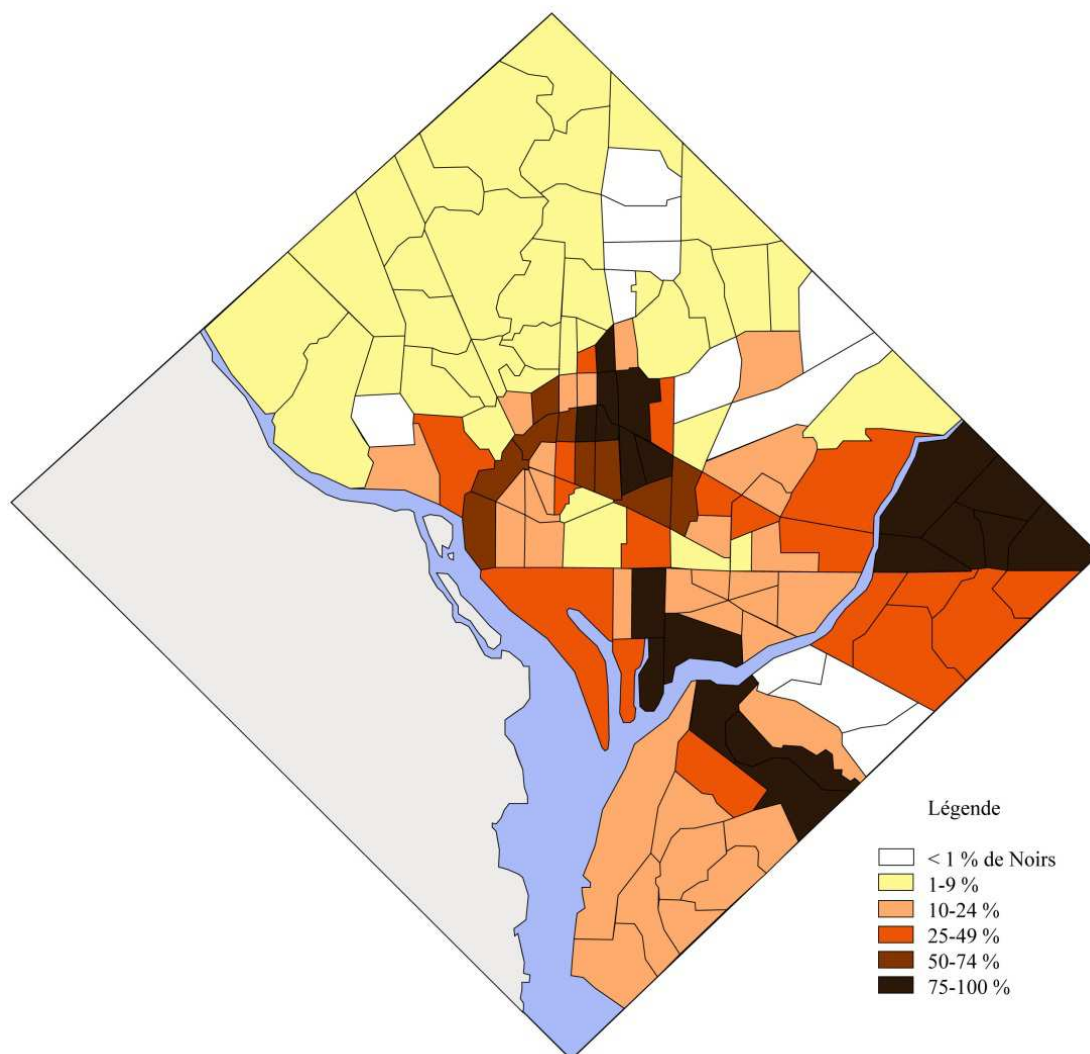
³¹ Données issues du recensement de 1940.

Le nord-ouest, enfin, séparé du centre par *Rock Creek*, est la zone la moins peuplée de la capitale en 1940. Il compte toutefois une zone dense avec Georgetown, sur les bords du Potomac.

3. Une ségrégation résidentielle manifeste

Au sein de ce schéma général, les habitants noirs et blancs sont répartis de façon très différente. En 1940, la ségrégation résidentielle est manifeste, préservée comme nous le verrons plus loin par un système de contrats et de conventions dans le domaine immobilier. Dans une ville à majorité blanche, elle met en présence des quartiers à forte majorité blanche, des quartiers à faible majorité blanche et des quartiers à forte majorité noire, parfois situés côte à côte.

Figure 25 - Pourcentage de Noirs par secteur de recensement dans le District en 1940³²



³² Données issues du recensement de 1940

La population blanche est très largement dominante au nord de la ville, comme on le voit nettement sur la carte ci-dessus (*fig. 25*). Les quartiers situés à l'ouest de *Rock Creek* ou au nord de *Park Road* comptent pour la plupart moins de 5 % de résidents noirs. Les Blancs sont également majoritaires dans plusieurs quartiers du centre, aux abords immédiats du *Mall*. C'est le cas du triangle délimité par le *Mall* au Sud, *Massachusetts Avenue* au Nord et la 23^e rue à l'Ouest, qui apparaît nettement en plus clair au centre de la carte ci-après. Au cœur de ce triangle se trouve la *Maison-Blanche*, ainsi que de nombreuses institutions. C'est également le cas de *Capitol Hill*, le quartier situé à l'Est du Capitole. Ces deux secteurs sont moins fortement ségrégués que le nord de la ville, mais ils comptent toutefois plus de 75 % de résidents blancs.

La population noire est principalement regroupée dans le Vieux Washington. Dans ce secteur, elle reste minoritaire dans la plupart des quartiers, où la population blanche constitue parfois même plus de 75 % de la population. Ce n'est en soi pas étonnant dans une ville qui compte 70 % de Blancs. Certains quartiers du centre comptent toutefois déjà une majorité noire en 1940. C'est en particulier le cas des environs de la 7^e rue NW et de *Georgia Avenue*, où se trouvent notamment les quartiers de *Shaw* et *LeDroit Park* aisément repérable en marron foncé sur la carte, légèrement au nord du *Mall*. Ce secteur compte en 1940 plus de 95 % de résidents noirs. La seconde concentration majeure d'habitants noirs est le quartier *Southwest*, situé au sud du Capitole, de part et d'autre de *South Capitol Street*, et au-delà de l'*Anacostia River*. Il s'agit d'une implantation historique de la communauté noire du District. Enfin, la proportion de Noirs est particulièrement forte à *Anacostia*, pour des raisons historiques. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, le District avait à sa création été divisé en quatre zones³³ dans lesquelles les lois de l'État d'origine étaient appliquées. Or le Maryland appliquait de manière plus souple que la Virginie les lois relatives aux Noirs. Ces derniers ce sont donc préférentiellement installés dans

³³ La ville de Georgetown, la ville d'Alexandria, *Washington City* (la partie centrale du District) et *Washington County*.

ces secteurs plutôt que dans les zones placées sous la juridiction de la Virginie. C'est cet héritage qui est encore visible en 1940.

La situation démographique de la capitale évolue très fortement pendant les années de guerre. En quelques années, la population du District voit son nombre, sa structure et sa répartition se modifier très nettement.

D. Les effets de la Seconde Guerre mondiale sur la population du District

1. L'explosion démographique (1940-1943)

Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'équilibre de la population américaine est profondément affecté par les migrations internes dues au conflit et par l'enrôlement de nombreux Américains dans les forces armées. En conséquence, la population du pays se redistribue rapidement et nettement au profit des États du Sud et surtout de l'Ouest. Entre 1940 et 1943, 25 États voient leur population s'accroître, tandis que 23 la voient diminuer. La Californie connaît la plus forte hausse en valeur absolue, avec un accroissement de plus d'1,5 millions habitants, l'Arizona la plus forte en valeur relative, avec 41 %. La plus forte baisse absolue est enregistrée par l'État de New York, où elle s'élève à 621 000 personnes. La plus forte baisse relative, de 15,5 %, se situe dans le Dakota du Nord. Le District de Columbia est incontestablement parmi les gagnants, avec une hausse de 34 % qui le place juste derrière l'Arizona en termes de croissance relative³⁴.

Le rôle stratégique de la capitale pendant la guerre est renforcé par sa situation géographique, qui en fait un point de passage obligatoire des mouvements de troupes au début du conflit. La capitale est en effet localisée à près de 200 km dans les terres, mais la baie de Chesapeake constitue à l'Est une large brèche qui empêche tout passage par voie terrestre pour relier le Sud au Nord. Par conséquent, les routes Nord-Sud les plus directes passent par Washington. Or les principaux camps d'entraînements militaires se situent au Sud tandis que les principaux ports

³⁴ Bureau of the Census, *Population Special Reports*, Series P-44, n° 16, 12 juillet 1944.

d'embarquement pour le front sont au Nord. Au cours de la guerre, Washington devient ainsi l'un des principaux points de passage des troupes³⁵.

Le District n'est pas seulement une ville de passage. Il est également la destination finale de bon nombre de participants à l'effort de guerre. En 1941, il est estimé que 55 000 d'entre eux sont arrivés à Washington, parfois avec leur famille³⁶.

Le premier facteur d'intensification de la croissance de la capitale reste l'expansion sans précédent du gouvernement fédéral. Entre mars 1940 et février 1943, le nombre de fonctionnaires fédéraux civils travaillant dans la capitale et sa proche banlieue passe de 129 000³⁷ à plus de 287 000, soit une augmentation de 123 % en 3 ans. Environ 85 % des nouveaux recrutements sont destinés à soutenir l'effort de guerre dans une ville devenue *de facto* le quartier général des Alliés. Le nombre de militaires affectés dans la capitale augmente lui aussi. En 1943, il est estimé à 76 000³⁸.

Sur la même période, le nombre de Washingtoniens passe de 663 000 à 891 000³⁹. C'est la plus forte hausse de population de l'histoire de la ville en valeur absolue, une hausse que la ville n'est absolument pas préparée à accueillir et qui renforce les problèmes d'infrastructures déjà aigus. La banlieue connaît les mêmes effets que le District. Les années de guerre marquent une accélération des tendances de croissance établies auparavant. Le comté d'Arlington est le plus marqué. Il est voisin de la capitale et accueille un nombre non négligeable de bâtiments fédéraux à partir de 1940, au premier rang desquels le Pentagone, qui rassemble 32 000 employés en 1945⁴⁰.

³⁵ C. HURD, *Washington Cavalcade*, p. 270-271.

³⁶ "‘Boom-Time’ Washington," *The Tuscaloosa News*, 17 juillet 1941.

³⁷ AWS, p. 18.

³⁸ J.C. Capt, directeur du Bureau of Census, Lettre au Sénateur Overton, Dept. of Commerce 3 janvier 1945, (Records of the United States Senate, 79th Congress, Committee on Appropriations).

³⁹ SA (1940 à 1945)

⁴⁰ AWS, p. 12.

2. Le temps des incertitudes (1943-1945)

À partir de 1943, la croissance de la capitale semble atteindre ses limites. Après un accroissement toujours plus fort d'année en année, de décennie en décennie, la tendance s'inverse soudainement. Entre 1943 et 1945, la ville perd 15 000 habitants, ce qui constitue une baisse de 1,7 %. Cette baisse est toutefois à considérer avec prudence, car elle est conjoncturelle. Elle est principalement due au départ des jeunes washingtoniens pour le front. Ce renversement peut paraître tardif, étant donné que les États-Unis sont entrés en guerre en décembre 1941, mais il s'explique aisément. En effet bien que la conscription ait été lancée dès septembre 1940, elle n'atteint sa pleine puissance qu'en 1942 et 1943. On constate dans le tableau ci-dessous que le nombre de conscrits passe brusquement de 920 000 à plus de 3 millions entre 1941 et 1942.

De plus, les appelés doivent être entraînés avant d'être envoyés au front. Par conséquent, même si le délai entre la notification de conscription et le départ au front tend à diminuer au cours de la guerre, il est au moins de plusieurs mois, parfois de plus d'un an. Or les conscrits ne sont retirés des statistiques démographiques de leur ville d'origine que lorsqu'ils quittent le pays⁴¹. Donc, si la conscription atteint sa pleine puissance en 1942 et 1943, les départs atteignent quant à eux leur pic six à 12 mois plus tard. Leur effet se fait ainsi pleinement sentir à partir de 1943⁴².

Figure 26 - Nombre de conscrits appelés sous les drapeaux aux États-Unis (1940-1946)⁴³

Année	Nombre d'appelés
1940	18 633
1941	923 842
1942	3 033 361
1943	3 323 970
1944	1 591 942
1945	945 862
1946	183 383

⁴¹ SA (1944 à 1950)

⁴² J. S. BROWN, *Draftee Division: The 88th Infantry Division in World War II*, chap. 1; N. RAIFORD, *Shadow: a Cottontail bomber crew in World War II*, p. 39.

⁴³ Selective Service Records

Cette tendance n'est pas propre à la capitale. Elle se vérifie à l'échelle du pays. Au niveau national, l'accroissement naturel cesse de compenser les départs des soldats à partir d'avril 1943. Au cours des mois qui suivent, tandis que la population américaine totale augmente, la population qui vit effectivement aux États-Unis commence pour sa part à décroître⁴⁴.

L'intensification des départs pour le front se conjugue de plus à la réduction du nombre de fonctionnaires fédéraux dans la capitale (annexes [2](#) et [3](#)). Au niveau national, le gouvernement ne réduit ses effectifs qu'à partir de 1946, mais dans le District, l'apogée est atteint en 1943. Entre 1943 et 1945, la ville perd 23 000 emplois de fonctionnaires fédéraux. Ce sont principalement les agences créées entre 1939 et 1941 pour gérer ou soutenir l'effort de guerre qui voient leurs effectifs diminuer à partir de 1943. L'*Office for Emergency Management*⁴⁵ (OEM) passe ainsi de 24 500 employés en 1943 à 17 400 deux ans plus tard. Les ministères de la Guerre et de la Marine voient également leurs effectifs diminuer au cours de cette période. Ils passent respectivement d'un maximum de 57 200 à 51 700 pour le premier entre 1943 et 1945, et d'un maximum de 51 450 à 46 700 entre 1944 et 1945 pour le second.

Au même moment, la croissance très forte de la banlieue se ralentit également. La pénurie de matériaux de construction due à la guerre limite en effet drastiquement la construction de nouveaux logements. Mais contrairement au centre-ville qui perd des habitants, la périphérie continue à croître. Entre 1940 et 1944, le District est passé de 663 000 à 881 000 habitants⁴⁶, tandis que la banlieue est passée de 305 000 à 505 000. Par conséquent, la part du District dans la zone métropolitaine a continué à se réduire. Elle est passée de 69 % en 1940 à 63 % en 1944⁴⁷.

En 1945, Washington maintient toutefois un net ascendant sur la banlieue. Un ascendant plus fort qu'il ne l'est dans d'autres villes américaines comparables. Cette année-là, ainsi, 83 %

⁴⁴ Bureau of the Census, *Population Special Reports*, Series P-44, n° 14, 26 juin 1944; n° 21, 8 décembre 1944.

⁴⁵ Bureau de gestion des situations d'urgence

⁴⁶ SA

⁴⁷ "Population Shows Rise Of 30 Pct.", WP, 9 août 1949, p. B1 ; "48 Population For D.C. Area Hits 1,402,000", WP, 20 août 1949, p. 1, W. SCHEIBER, *op. cit.*, (note 15), p. 598.

de la vente au détail de la région sont encore réalisés dans le District. Au même moment, cette proportion est d'environ 65 % à Philadelphie et de 75 % à Milwaukee.

Figure 27 - Proportion des ventes au détail de la région réalisées dans la ville⁴⁸

	D.C.	Philadelphie	Milwaukee	Dayton
1929	88,7	68,5	79,7	71,8
1939	83,5	66,5	78,7	69,2
1945	83		75,5	63

À la fin de la guerre, l'avenir démographique immédiat de la capitale apparaît donc comme incertain. La future évolution du nombre d'habitants, annoncée par les contemporains comme une poursuite de la hausse des années antérieures, peut être mise en doute par les tendances vérifiées à partir de 1943. De plus, le changement de dynamique entre le District et sa banlieue peut se révéler temporaire ou pérenne.

Les incertitudes concernent également la structure de la population locale. Dans ce domaine, un indice du changement à venir apparaît en 1943. Au début de la guerre, population noire et population blanche s'accroissent toutes deux de manière importante. Le conflit provoque en effet dans le District comme dans d'autres métropoles un afflux de migrants noirs venus du Sud à la recherche d'opportunités professionnelles, mais il attire également nombre de travailleurs blancs, notamment des femmes, à la recherche eux aussi d'opportunités professionnelles. Nombre de ces femmes deviennent de fameuses « *G Girls* », expression familière de l'époque pour les *Government Girls*. Par conséquent, les proportions de Noirs et de Blancs ne se trouvent guère affectées en 1943. Entre 1943 et 1945, toutefois, la population noire continue à augmenter légèrement tandis que la population blanche connaît une légère baisse⁴⁹. C'est un signe avant-coureur d'une tendance de fond à venir.

⁴⁸ "Washington Trends," *Washington Board of Trade News*, May 1947.

⁴⁹ Ces tendances ne sont pas directement extraites d'estimations de population mais elles sont discernables dans les chiffres de scolarisation de la capitale. Bien que les nombres respectifs d'élèves noirs et blancs ne soient pas le reflet exact des variations de la population, ils en sont une bonne indication.

La baisse de la population washingtonienne, l'ascendant pris par la banlieue sur le centre et le renversement du ratio Noirs/Blancs sont autant de signes précurseurs de futures tendances de long terme. Pour autant, la baisse pérenne de la population de la capitale est encore loin d'être lancée. Le phénomène de périurbanisation n'a pas atteint sa pleine puissance et la population blanche restera majoritaire pendant plus de 10 ans. Il faudra attendre l'après-guerre pour voir ces phénomènes se réaliser.

Une certitude demeure en 1945 : l'heure est au règlement des problèmes d'infrastructures. Déjà importants dans les années 1930, ils sont devenus majeurs avec l'explosion démographique du début de la guerre. La circulation automobile est désormais infernale, les trolleys sont bondés, les infrastructures permettant l'approvisionnement en eau, en électricité et l'évacuation des eaux usées ne sont plus adaptées à une population devenue trop nombreuse. La ville ne cesse de construire des immeubles de bureaux temporaires qui poussent comme des champignons jusque sur le *Mall*, comme l'indique la photo ci-dessous, mais restent insuffisants. Les logements temporaires bâtis à la hâte pendant le conflit ne suffisent pas à éponger la forte croissance de la population, ce qui transforme la situation précaire de l'avant-guerre en pénurie.

Figure 28 - Le Mall en 1943⁵⁰



⁵⁰ Cette photo, prise par Charles Baptie en 1953, montre le *Mall*, avec le *Lincoln Memorial* au premier plan et le Capitole en arrière-plan. On peut voir les nombreux bâtiments temporaires situés entre le *Lincoln Memorial* et le *Washington Monument*, à gauche et à droite de la *Reflecting Pool*.

II. Loger les Washingtoniens : la pénurie à l'œuvre

Dans la capitale américaine, la qualité des logements est une question récurrente. Depuis le milieu du XIX^e siècle, la ville est en effet connue pour ses *alley dwellings* : ces maisons d'impasse, formes d'habitat précaire et souvent insalubre, pour certaines à deux pas du Capitole, qui abritent de manière très sommaire les plus pauvres du District. L'échec des autorités à les faire disparaître a maintenu ce problème sur le devant de la scène décennie après décennie.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la conjonction entre une brusque croissance démographique et un rythme insuffisant de construction de logements conduit à une crise sérieuse à Washington. Le problème de qualité du logement demeure, il s'aggrave même, et il est désormais combiné à un problème aigu de quantité. À partir de 1940, c'est en effet un cercle vicieux qui s'instaure : la pénurie de logements conduit à une surpopulation dans les logements existants, qui se dégradent peu à peu.

Dans cette partie, nous étudierons tout d'abord l'impact de la guerre sur la situation du logement dans la capitale. Ensuite, nous regarderons plus précisément le sort des personnes les plus touchées par les difficultés de logement : les pauvres et les Noirs, ainsi que les mesures prises pour leur venir en aide. Enfin, nous nous concentrerons sur le développement des taudis.

A. Une situation tendue qui s'aggrave pendant la guerre

1. La baisse drastique du nombre de logements disponibles

Au début du XX^{ème} siècle, la situation du logement a connu plusieurs phases dans la capitale américaine. La forte croissance démographique de la ville pendant la Première Guerre mondiale a ainsi provoqué dès 1916 une pénurie de logements, qui ne s'est achevée qu'en 1923. L'équilibre est rétabli au milieu des années 1920 grâce à la combinaison de deux facteurs : le boom qui se produit dans le secteur du bâtiment dans l'entre-deux-guerres et le ralentissement de la croissance démographique. En 1930, le District dispose ainsi d'un réservoir confortable de logements (cf. [annexe 7](#)). Cette situation ne dure pas.

Au cours des années 1930, Washington connaît à nouveau une forte croissance démographique, qui provoque dès 1936 une nouvelle tension en matière de logement. Entre 1930 et 1940, la population augmente en effet de 115 000 habitants. Dans le même intervalle, le total des logements construits se monte à 57 600⁵¹, tandis que certains logements sont détruits pour céder la place non pas à des logements neufs mais à des bureaux (cf. [annexe 8](#)). Toutefois, du fait des conditions économiques difficiles (chômage, etc.), de nombreuses familles sont amenées à partager un logement, car elles ne pourraient se permettre de payer un loyer toutes seules. À hausse de population égale, cela réduit la demande de logements.

En 1940, par conséquent, la ville compte encore près de 12 000 logements disponibles. Cela correspond à un taux de vacance de 5,4 %, qui permet à la fois la fluidité et l'entretien du parc de logements. Ceci ne reste pas le cas très longtemps, car le rythme prometteur en matière de construction de logements ne se confirme pas.

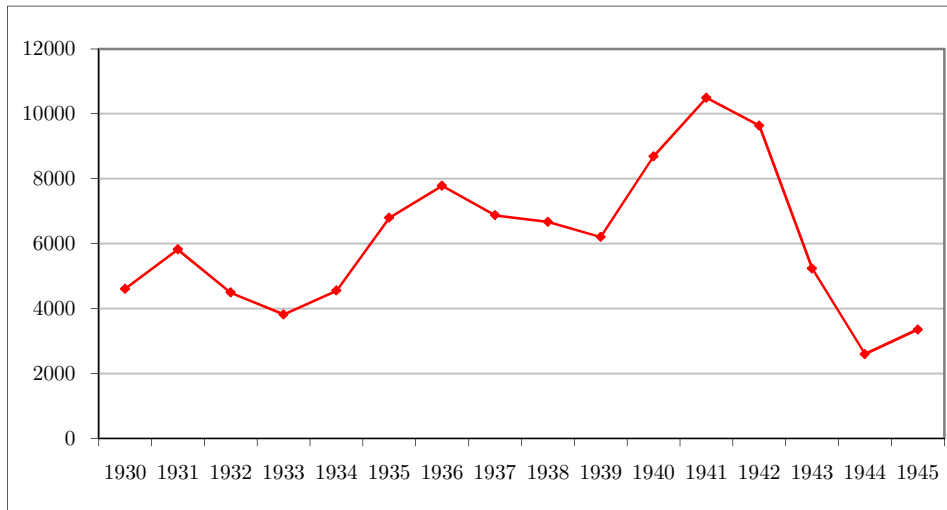
Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale provoque une forte hausse des constructions de logements dans la capitale. Il faut pouvoir héberger tous les participants à l'effort de guerre. Le nombre annuel de constructions passe de 6 500 environ à la fin des années 1930 à plus de 10 500 en 1941. Cette tendance à la hausse semble de bon augure, mais l'effort est de courte durée. Devant la pénurie de matières premières, la priorité est donnée aux bureaux et aux infrastructures, jugés plus importants au regard de la conduite de la guerre. Dès 1943, le nombre annuel de constructions résidentielles retombe à 5 200 logements. L'année suivante, il atteint son plus bas niveau de la décennie avec un total de 2 600 seulement⁵². Au total, le nombre de logements construits entre 1940 et 1945 se monte à 40 000 (cf. [annexe 9](#)). Mais il ne s'agit pas là d'un gain brut, car simultanément, un nombre significatif de bâtiments sont détruits. De plus, tous les logements existants ne sont pas disponibles. En effet, devant le besoin pressant de bureaux, l'État fédéral utilise un nombre non négligeable de maisons et d'appartements comme

⁵¹ SA (1930-1940)

⁵² Il s'agit même du plus bas niveau atteint entre 1914 et 1960.

bureaux⁵³. Ainsi, le ministère du Travail estime en 1945 que la capitale dispose de 209 000 logements, soit un gain net de 24 000 seulement⁵⁴. Or la population continue de croître. L'effet sur le logement est immédiat.

Figure 29 - Construction de logements à Washington (1930-1945)⁵⁵



Au cours de la même période, la population de Washington augmente de près de 275 000 personnes. Cela ne signifie certes pas un besoin de 275 000 logements additionnels, car chaque nouvel habitant n'a pas besoin d'un logement individuel. Toutefois, la ville compte une forte proportion de célibataires et de couples sans enfants. Selon le recensement de 1940, le District compte en effet près de 190 000 personnes seules (célibataires, veufs, veuves et divorcés) de plus de 19 ans⁵⁶ sur un total de 663 000 habitants, ainsi que 101 720 couples sans enfants et 34 280 couples avec un enfant. Seules 34 820 familles comptent plus d'un enfant. Le besoin de logements qui résulte de ces chiffres est donc plus élevé que s'il s'était agi de familles plus nombreuses. De plus, une partie des familles qui avaient été obligées de partager un logement au

⁵³ "‘Boom-Time’ Washington," *The Tuscaloosa News*, 17 juillet 1941.

⁵⁴ Distribution of family dwelling units by type of occupancy for 157 selected areas, selected periods 1944-1946 (*Bureau of Labor Statistics Bulletins*, 80th Cong., 1st Sess., 1947, p. 196, table 1-4)

⁵⁵ SA

⁵⁶ Le recensement indique un total de 175 547 célibataires et de 59 417 veufs et divorcés. Toutefois, ces chiffres comptent tous les Washingtoniens de plus de 14 ans. Etant donné le but de notre propos, qui est de dénombrer les Washingtoniens susceptibles d'être indépendants et d'occuper un logement par personne, il semble plus logique de retirer de ce calcul les personnes de 15 à 19 ans. En effet, toujours selon le recensement de 1940, environ 1,3 % seulement des personnes âgées de 14 ans sont mariées et environ 9,7 % des personnes de 15 à 19 ans le sont. Sur le plan de l'autonomie, les garçons de 14 et 15 ans sont respectivement 8,9 % et 12,1 % seulement à travailler, ceux de 16, 17 et 18 ans sont 20,2 %, 33,9 % et 57,3 % à occuper un emploi. À la lumière de ces chiffres, il semble logique d'exclure les 15-19 ans du nombre de célibataires.

cours des années 1930 par manque de moyens, frappées par la crise et en particulier le chômage, disposent pendant les années 1940 de revenus à nouveau satisfaisants, qui leur permettent de prétendre à nouveau à des logements à part. Cela crée, *ceteris paribus*, un besoin supplémentaire. Le cumul de ces besoins est tel que l'offre ne parvient pas à les satisfaire. Par conséquent, une situation qui était correcte en 1940 devient très critique pour les Washingtoniens pendant la guerre.

Dans un souci de contenir la crise, qui frappe également de nombreuses autres villes du pays, le Congrès vote en décembre 1941 une loi d'urgence qui gèle les loyers de la capitale à leur niveau de janvier 1941⁵⁷. Le *District of Columbia Emergency Rent Act* restera en vigueur pendant toute la durée de la guerre et même bien au-delà, puisqu'il sera prorogé à de multiples reprises au cours des années suivantes, avant d'être supprimé en 1953. Mais cette mesure, si elle empêche une croissance exponentielle des loyers, ne règle pas pour autant le problème de la quantité de logements disponibles.

À la fin du conflit, la pénurie de logements ne fait aucun doute à Washington. En cinq ans, le taux de logements vacants a chuté de 5,4 % à 0,4 %. Cela signifie en pratique que la ville ne compte presque aucun logement disponible⁵⁸.

2. Le temps des compromis : les solutions temporaires trouvées par les habitants

La situation très tendue laisse peu de choix aux habitants. Les plus chanceux, ils sont rares, parviennent à obtenir un appartement ou une maison dans le marché privé ou par le biais des programmes publics mis en place. Pour les célibataires, l'hébergement de longue durée en hôtel

⁵⁷ RGDC, 1945. Pour le reste du pays, l'*Emergency Price Control Act* (EPCA) est voté en 1942. Cette loi met en place un système de contrôle des prix, incluant les loyers, qui est confié à l'*Office of Price Administration*. L'OPA prend sa première mesure relative aux loyers le 2 mars 1942, en délimitant 20 « zones de loyer de défense » (*defense-rental areas*), qui sont définies comme des zones dans lesquelles « les activités liées à la défense ont provoqué une hausse des loyers en contradiction avec les objectifs de l'*Emergency Price Control Act* de 1942 ». Treize États sont concernés par cette mesure. (K. BORDERS, "Emergency Rent Control," *Law and Contemporary Problems*, Vol. 9, No. 1, p. 120-121.; "House Passes Control Bill to Halt Rental Racket; Reductions Possible," *The Afro-American*, 15 novembre 1941.

⁵⁸ Les 0,4 % de vacance correspondent au taux de vacance frictionnel, le taux incompressible qui est dû au temps de battement entre le départ d'un locataire d'un appartement et l'arrivée d'un nouveau.

est l'une des options⁵⁹, mais la solution la plus fréquente est celle de la pension, ou « *rooming house* ». Du fait de la demande, on voit en effet les pensions de famille se développer dans le District, principalement à l'attention des jeunes célibataires, hommes et femmes. Une estimation évalue le nombre de ces pensions à 1 600 à 2 000⁶⁰. La photographe Esther Bubley, qui logeait dans l'une d'elles, en a tiré quelques reportages photographiques pendant la guerre⁶¹. Quelques exemples sont disponibles en [annexe 10](#). Ils mettent en évidence l'aspect temporaire de ces logements, solutions d'urgence dont les occupants s'accommodent dans le contexte de crise nationale. Le journaliste David Brinkley explique pour sa part, que lorsqu'il s'est installé dans la capitale en 1943, il logeait « dans une chambre louée chez l'habitant – le seul type de logement disponible, quel que soit le prix que l'on y consacrait⁶² ».

La situation complexe du logement dans la capitale est illustrée de manière comique mais efficace dans le film oscarisé « *The More the Merrier* » (Plus on est de fous), sorti en 1943. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le millionnaire retraité Benjamin Dingle (Charles Coburn) se rend à Washington à la demande d'un sénateur pour conseiller les autorités sur la pénurie de logement. À son arrivée, Dingle apprend que sa suite d'hôtel ne sera pas disponible avant deux jours. Après quelques péripéties, il réussit à convaincre la jeune Connie Milligan (Jean Arthur) de lui sous-louer la moitié de son appartement. Le comique de collocation s'installe, jusqu'à ce que Dingle rencontre le sergent Joe Carter (Joel McCrea), qui n'a pas d'endroit où loger pendant qu'il attend d'être envoyé sur le front. Dingle propose de lui sous-louer sa propre moitié de l'appartement. Davantage de scènes comiques suivent. Mais derrière le comique de situation, la réalité transpire et le film donne une bonne idée de l'ambiance qui règne alors dans la capitale, des difficultés de se loger, et des compromis qui sont réalisés par tous dans ce contexte. Le décor

⁵⁹ "Washington Tries Provide Housing," (sic) *The Edmonton Journal*, 28 juillet 1942.

⁶⁰ D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 12.

⁶¹ L. DAVOL, "Shifting Mores: Esther Bubley's World War II Boarding Houses Photos," *Washington History*, 1998, p. 44-62.

⁶² "in rented rooms in private houses – the only housing available at any price." (D. BRINKLEY, *Brinkley's Beat*, 2003, chap. "Theodore Bilbo")

est planté dès les premières minutes du film, qui montre une succession de panneaux « *no vacancy* » (complet) accrochés devant des portes d'immeubles, comme les captures d'écran en [annexe 11](#) le montrent.

À partir de 1940, avant même l'entrée en guerre du pays, devant le besoin important et immédiat de logements, le « *rooming* » est une pratique fortement encouragée par les autorités, ainsi qu'en témoigne l'affiche ci-contre. Elles incitent les particuliers à inscrire leurs chambres disponibles auprès des *Home registration Offices*⁶⁴, qui deviendront rapidement les *War Housing Centers*. Dès 1940, le recensement dénombre dans la ville près de 84 000 pensionnaires, définis comme des personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec les individus dont ils partagent le logement. En juillet 1941, il est estimé que plus de

la moitié des 55 000 travailleurs de guerre arrivés depuis 1940 vivent dans des pensions et que 20 % des pensionnaires logent dans des maisons tellement surpeuplées qu'elles disposent d'une salle de bain pour sept ou huit personnes⁶⁵. Ces pensionnaires sont pour beaucoup des célibataires, mais pas seulement.

Pour les familles, la solution de dernier recours reste en effet de partager son logement avec une ou plusieurs autres familles, avec ou sans lien de parenté avec elles. En 1940, on compte à Washington plus de 88 000 habitants (et pas seulement de jeunes enfants) qui vivent chez leurs

Figure 30 - Affiche préparée par l'OEM pendant la Deuxième Guerre mondiale⁶³



⁶³ Les 500 premiers exemplaires de ces affiches ont été utilisés dans la capitale, où une campagne active était menée. (LOC, Farm Security Administration/Office of War Information)

⁶⁴ Bureau d'enregistrement des logements. (National Housing Agency, *War Housing in the United States*, avril 1945, p. 4)

⁶⁵ « 'Boom-Time' Washington, » *The Tuscaloosa News*, 17 juillet 1941.

parents, plus de 13 000 habitants qui vivent chez leurs grands-parents, plus de plus de 13 000 qui vivent chez un de leurs enfants et près de 44 000 qui vivent avec de la famille plus éloignée. C'est une situation très répandue dans la capitale durant cette période, nécessité faisant loi, mais qui amène comme nous le verrons plus loin à une surpopulation accrue des logements existants⁶⁶.

Enfin, du fait de la pénurie, nombre de Washingtoniens doivent se contenter de logements de mauvaise qualité, pour lesquels le loyer est souvent élevé et dont la qualité se dégrade davantage mois après mois du fait de la surpopulation. Leur nombre est estimé à 20 000 environ en 1940⁶⁷ et il augmente pendant la guerre. Nous examinerons plus bas la situation des taudis et leur dégradation au cours du conflit.

Tous les Washingtoniens ne sont toutefois pas égaux devant la pénurie. Face au manque de logements, les Washingtoniens les plus aisés trouvent plus facilement des solutions et les Blancs disposent généralement de plus d'options que les Noirs, à la fois pour des questions de moyens financiers et pour cause de ségrégation.

B. Les pauvres, premières victimes de la pénurie

1. La pénurie des logements à loyer modeste

La pénurie frappe d'abord les personnes à revenus modestes, dans un contexte où l'offre est plus large pour les logements les plus onéreux.

Avant le conflit, la capitale connaissait déjà un besoin urgent en logements à bas prix. Selon le recensement de 1940, près de 62 000 familles washingtoniennes⁶⁸ vivent alors avec moins de 1 500 dollars par an, soit moins de 120 dollars par mois⁶⁹. Ce niveau de revenus ne leur permet

⁶⁶ EAD, p. 84.

⁶⁷ Témoignage de Mme William H. Wells, vice-présidente du *Citizens' Council for Community Planning* (LCH, p. 59). Dans un article du 29 novembre 1938, le *Washington Star* mentionne une étude de l'*US Housing Authority* qui estime à 20 000 le nombre de familles washingtoniennes qui vivent dans des logements qui ne répondent pas aux normes. Les estimations varient de 20 000 à 30 000 selon les sources, 20 000 étant le chiffre le plus fréquemment repris et celui utilisé par le président de la NCHA. Dans un article du 29 novembre 1938, le *Washington Star* mentionne une étude de l'*US Housing Authority* qui estime à 20 000 le nombre de familles washingtoniennes qui vivent dans des logements qui ne répondent pas aux normes.

⁶⁸ Cela représente 31,4 % des familles washingtoniennes et 40 % des familles noires.

⁶⁹ Témoignage de Mme William H. Wells, vice-présidente du *Citizens' Council for Community Planning* (LCH, p. 59). Le salaire médian varie entre 1 000 et 1 200 dollars à l'année. En 1939, 54 % des travailleurs avec expérience touchent moins de 100 dollars par mois (NCPPC, *Report on Slum clearance and Housing in the District of Columbia*, 20 mai 1944, EAD, p. 85)

pas de payer plus de 25 à 30 dollars de loyer par mois. Or le loyer médian est alors de 45 dollars dans le District et seuls 19 % des loyers sont inférieurs à 30 dollars.

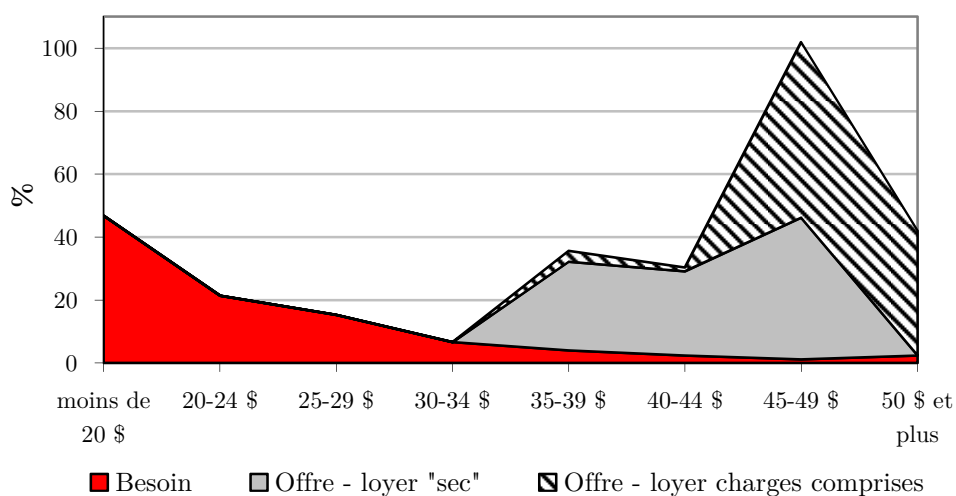
Le manque de logements à prix modeste est particulièrement frappant en comparaison aux autres villes américaines. Washington a toujours été connue pour ses loyers élevés, souvent attribués à la forte proportion de hauts fonctionnaires au sein de la population et donc à la moyenne élevée des salaires. Les loyers de la capitale sont ainsi nettement supérieurs à ceux de villes comme Cincinnati, Cleveland, Baltimore et La Nouvelle-Orléans, de taille comparable au District. Dans ces quatre villes, la proportion de loyers inférieurs à 30 dollars est respectivement de 65 %, 44 %, 54 % et 79 %⁷⁰.

Dès 1940, une bonne partie de la population n'a donc pas les moyens de se loger de manière adéquate à Washington, car l'offre n'est pas adaptée à la demande, elle est trop onéreuse⁷¹. La figure 31, extraite d'une étude parlementaire sur la situation du logement dans la capitale montre que 90 % de la demande concerne des logements au loyer inférieur à 35 dollars, logements pour lesquels absolument aucune offre n'existe de la part des bailleurs privés. Un tableau comparatif se trouve en [annexe 13](#). Ces derniers ne proposent de logements qu'à partir de 35 dollars, la majorité de l'offre se situant au-delà de 45 dollars, en particulier si l'on considère les logements pour lesquels les charges sont comprises. La différence est donc nette entre le loyer moyen demandé par les locataires (21 dollars) et le loyer moyen offert par les entrepreneurs privés pour des loyers respectivement « secs » (44 dollars) et charges incluses (49 dollars).

⁷⁰ NCPPC, Report on Slum clearance and Housing in the District of Columbia, Washington, D.C., 20 mai 1944 (EAD, p. 86).

⁷¹ "Advice on Housing," WP, 18 juin 1945, p. 6.

Figure 31 - Répartition de l'offre et du besoin en logement selon le loyer mensuel à Washington en 1940⁷²



La situation s'aggrave naturellement pendant la guerre, qui renforce la demande dans un secteur pour lequel l'offre était déjà insuffisante en 1940. La conséquence immédiate est l'augmentation de la surpopulation des logements les moins coûteux, qui sont déjà en mauvais ou très mauvais état et risquent de se dégrader davantage encore si leur nombre d'occupants augmente. John Ihlder, directeur de la *National Capital Housing Authority*⁷³ (NCHA), relate par exemple la situation d'une famille qui loue pour 52 dollars par mois une maison de six pièces de qualité médiocre et doit la partager avec deux autres familles afin de pouvoir payer le loyer⁷⁴. Ce n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres.

Face à la pénurie, la population noire est dans une situation nettement plus critique que la population blanche. Deux facteurs majeurs se conjuguent : les moyens plus limités des Noirs, du fait de leur situation économique plus précaire que celle des Blancs, et la ségrégation résidentielle.

⁷² EAD, *Exhibit X*, face à la page 157.

⁷³ La NCHA est l'autorité washingtonienne du logement, en charge de la gestion des logements sociaux dans la capitale.

⁷⁴ Témoignage de John Ihlder (EAD, p. 157).

2. La situation particulièrement critique des Noirs

a) La question des moyens financiers : des ressources inférieures à celles des Blancs

Les familles noires de la capitale sont nombreuses à être pauvres et peu nombreuses à être riches. Cela apparaît clairement dans le recensement de 1940, qui donne une bonne indication des niveaux de revenus, même si cette image est incomplète. Le recensement présente les revenus selon le niveau des salaires⁷⁵ et selon la présence ou l'absence d'autre source de revenus. Toutefois, il ne fournit pas le montant de ces autres sources de revenus⁷⁶ lorsqu'elles existent, peignant de ce fait un tableau incomplet des ressources des Washingtoniens. Ces statistiques nous apprennent tout de même que sur les 39 640 familles noires que compte la capitale en 1940, 22 800 n'ont pas d'autre source de revenu que leur salaire, et parmi ces familles, 16 370 touchent moins de 1 500 dollars par an. À ces familles s'ajoutent sans doute un certain nombre de familles qui, bien qu'elles disposent d'un revenu complémentaire, gagnent moins de 1 500 dollars par an, mais ce nombre n'est pas disponible. Nous savons néanmoins avec certitude qu'au moins 16 370 familles touchent moins de 1 500 dollars par an, ce qui représente 41,8 % des familles noires de la capitale⁷⁷. Par comparaison, seules 18 690 familles blanches sur un total de 131 000, soit 14,3 %, sont alors dans ce cas⁷⁸. Il existe donc de fortes inégalités de revenus entre les Noirs et les Blancs dans le District.

Les chiffres fournis en 1940 pour le District et en 1947 pour l'agglomération confirment les fortes inégalités de revenus qui existent entre les Noirs et les Blancs dans la capitale et sa banlieue. De ce fait, les Blancs obtiennent plus facilement les rares logements qui sont rendus disponibles. En effet, les logements disponibles sont principalement dans des catégories de loyer qui restent inabordables pour la majorité des Noirs. Toutefois, le niveau de revenus n'est pas la

⁷⁵ Le recensement distingue *wage* et *salary*, tous deux traduits par « salaire » en français. Le premier représente un salaire pour une unité de travail : que ce soit à la pièce ou pour une unité de temps donnée. Le second représente un salaire au forfait reçu de manière régulière, en général toutes les semaines, tous les quinze jours ou tous les mois.

⁷⁶ Il s'agit de toutes les formes de revenus autres que des salaires, comme par exemple les revenus immobiliers, et les produits financiers.

⁷⁷ Department of Commerce, *op. cit.* (note 27), Table 45, p. 196-198.

⁷⁸ Department of Commerce, *op. cit.* (note 27), Table 59, p. 277.

seule cause des difficultés de logement des Noirs. La ségrégation résidentielle est également un facteur essentiel.

b) La ségrégation résidentielle : un obstacle supplémentaire pour la population noire

Nous avons souligné plus haut la ségrégation très nette qui existe en matière de répartition raciale de la population dans le District. Le centre de la ville comporte une très forte majorité d'habitants noirs, tandis que l'Ouest et le Nord sont presque exclusivement blancs.

Plusieurs causes peuvent expliquer cet état de fait⁷⁹. L'aspect communautaire joue un rôle certain dans la capitale. C'est la théorie baptisée *port of entry* par Cutler, Glaeser et Vigdor. Comme les immigrants fraîchement arrivés dans un nouveau pays pour former des *Little Italy* ou des *Chinatown*, les migrants noirs du Sud tendent à se regrouper dans les mêmes quartiers lorsqu'ils arrivent dans la capitale. Ils rejoignent les membres de leur famille proche ou éloignée déjà installés, les autres migrants issus des mêmes États, villes ou comtés qu'eux pour préserver un lien avec leur terre d'origine. Ce souhait de recréer une vie communautaire autour de magasins et restaurants spécifiques explique partiellement l'existence de quartiers noirs dans certaines parties de la ville. Il n'explique en revanche pas pourquoi de tels quartiers n'existent pas dans certaines parties de la ville, pourquoi l'Ouest reste réservé aux Blancs.

Une autre cause est le refus des Blancs de vivre dans les mêmes quartiers que les Noirs. Ce refus pousse les Blancs à agir collectivement par des moyens légaux, para-légaux ou illégaux, voire violents pour empêcher l'implantation de Noirs dans leurs quartiers.

Contrairement à des villes comme Chicago, où la violence physique était un moyen courant de décourager les Noirs d'accéder à certains quartiers⁸⁰, les incidents sont rares dans les parties de la capitale où une certaine mixité existe⁸¹. Les actes de violence raciale ne sont pas étrangers

⁷⁹ CUTLER, GLAESER, VIGDOR, "The Rise and Decline of the American Ghetto," p. 457, 475, 481.

⁸⁰ BROOKS, Richard R. W., *Covenants & Conventions*, 2002; HIRSCH, R. A., *Making the Second Ghetto*, p. 40-67; DRAKE, S. C., *Churches and Voluntary Associations in the Chicago Negro Community*, p. 178.

⁸¹ President's Committee on Civil Rights, *To Secure These Rights: The Report of the President's Committee on Civil Rights*, 1947, p. 91-93 (ultérieurement cité sous l'abréviation TSTR).

au District, les émeutes sanglantes de 1919 en sont une preuve indiscutable⁸². Toutefois, au quotidien, l'incitation à la ségrégation passe par d'autres canaux que la violence.

Il existe à Washington des outils contractuels pour faire en sorte que la mixité ne survienne pas dans les quartiers d'où elle est absente⁸³. À partir des années 1920, des règles plus ou moins formelles se sont développées, sous la forme de conventions. En 1917, la Cour suprême a jugé dans son arrêt *Buchanan v. Warley*⁸⁴ que les arrêtés municipaux exigeant la ségrégation résidentielle sur des critères raciaux étaient inconstitutionnels, car ils violaient le 14^e amendement. À partir de cette date, à défaut d'arrêtés, des conventions restrictives se sont répandues dans les villes du Nord, en réaction à la Grande migration qui amena de nombreux Noirs du Sud agricole vers les villes du Nord. Ces conventions sont contractées entre des propriétaires immobiliers d'un même quartier qui décident d'interdire la vente, la location et l'usage de leurs biens respectifs à certaines catégories de la population, généralement les Noirs et les Juifs. Elles ne lient pas seulement les contractants initiaux mais aussi les personnes qui leur rachèteraient ultérieurement les propriétés concernées. En cas de non-respect, les fautifs sont passibles de pénalités financières. Dans la plupart des villes où elles existent, elles sont soutenues et encouragées par les associations de quartier et les agents immobiliers. Dans la capitale, ainsi, le code éthique des agents immobiliers⁸⁵ recommande l'application de tels principes. Il stipule que ses membres ne peuvent pas vendre de logement à un Noir dans une zone résidentielle à majorité blanche. Par conséquent, les Noirs sont bannis des quartiers résidentiels occupés par les Blancs⁸⁶.

Pourquoi de telles conventions ? Dans une étude réalisée en 1929 à la demande de la fédération washingtonienne des églises⁸⁷, William Jones souligne que l'un des arguments principaux donnés par les agents immobiliers est que la valeur des biens immobiliers chute dès

⁸² P. PERL, "Race Riot of 1919 Gave Glimpse of Future Struggles," WP, 1^{er} mars, 1999, p. A1.

⁸³ C. GREEN, *The Secret City: A History of Race Relations in the Nation's Capital*, p. 176; TSTR, p. 91-93.

⁸⁴ *Buchanan v. Warley*, 245 U.S. 60 (1917).

⁸⁵ Par le biais du *Washington Real Estate Board*, qui attribue leurs licences aux agents immobiliers de la ville.

⁸⁶ TSTR, p. 91-93; M. CHURCH TERRELL, *A Colored Woman in a White World*, 1940, p. 122.

⁸⁷ Washington Federation of Churches

lors qu'une famille noire s'installe dans un quartier. Les familles blanches souhaitent se prémunir contre de telles baisses et utilisent pour ce faire les conventions restrictives. L'argument est discutable⁸⁸, de même que les autres arguments tels le bruit, le désordre, la criminalité, ou encore la baisse du niveau scolaire qui seraient générés par les Noirs autour de leurs habitations⁸⁹, arguments qui reposent en l'espèce davantage sur des préjugés que sur des analyses étayées.

Les conventions restrictives restent plus que jamais d'actualité en 1945. Dans les années 1920, une action en justice destinée à les faire invalider a en effet échoué et abouti à une forme de validation de la pratique par la Cour suprême. En l'espèce, Irene Corrigan, propriétaire d'une maison au 1727 S Street, NW, à Washington, avait vendu ce bien à un couple noir en 1922. Or elle avait signé un an auparavant avec les autres habitants blancs du quartier une convention restrictive dans laquelle ils s'interdisaient mutuellement de louer ou de vendre leur maison à des Noirs. Suite à la vente, l'un des voisins porte plainte. La Cour suprême du District lui donne raison et invalide la vente. Sollicitée en 1926 suite à un appel, la Cour suprême des États-Unis refuse dans son arrêt *Corrigan v. Buckley*⁹⁰ de se prononcer au motif que l'argument invoqué n'est pas recevable⁹¹. Cette décision, interprétée comme une bénédiction de la pratique, donne un socle légal aux conventions restrictives, ce qui est vécu comme un camouflet par les élites noires de la capitale. Selon Constance Green, « cette défaite provoqua chez eux un sentiment de colère plus profond que celui causé par tout autre incident passé⁹² ».

⁸⁸ L'analyse par Luigi Laurenti de toutes les analyses du lien supposé entre déségrégation et valeurs immobilières montre que les conjectures qui vont dans ce sens ont peu ou pas de fondements factuels. L'analyse conduite sur quelques secteurs de recensements Washingtoniens pour les années 1954-1966 par Erdman Palmore va dans le même sens. Elle ne montre pas de baisse des valeurs immobilières dans les quartiers déségrégés (L. LAURENTI, *Property Values and Race*, 1960; E. PALMORE, "Integration and Property Values in Washington, D. C.", p. 15-19).

⁸⁹ W. JONES, *The Housing of Negroes in Washington, D.C., A Study in Human Ecology*, 1929.

⁹⁰ *Corrigan v. Buckley*, 271 U.S. 323 (1926)

⁹¹ Mme Corrigan et ses acheteurs M. et Mme Curtis invoquaient en effet le 14^e amendement, qui interdit toute discrimination basée sur la race, mais la Cour suprême argua que les amendements à la Constitution étaient applicables aux actions des États et non à celles des individus.

⁹² "their defeat evoked a smoldering anger in them deeper than that caused by any other one episode of the past." (C. GREEN, *The Secret City*, *op. cit.* (note 84), p. 205)

Figure 32 - Titre du Washington Afro-American sur les conventions restrictives



Au cours des années qui suivent, l'usage des conventions se répand, ce qui limite sévèrement les options de logement des habitants et nouveaux arrivants noirs dans la capitale, d'autant que leur application est confortée par des décisions judiciaires locales⁹³. En 1938, trois couples portent plainte pour réclamer le déménagement de Henry Brown, un Washingtonien noir qui vient de s'installer au 419 Columbia Road, NW. Ces trois couples blancs invoquent une convention restrictive contractée le 30 octobre 1925 selon laquelle les propriétés concernées « ne pourront jamais être utilisées ou occupées par, vendues, transmises, louées, ou données à » toute personne de couleur⁹⁴. La justice donne raison aux plaignants⁹⁵ (*fig. 32*). Une affaire semblable se conclut de manière identique trois ans plus tard. En novembre 1941, le juge McGuire, de la cour de justice du District de Columbia, annonce qu'il signera une injonction imposant à M. et Mme Hundley de quitter le 2 530 13th Street, NW, en application d'une convention couvrant les cinq logements du bloc 2500 de cette rue, qui interdit la propriété, l'occupation et la location de ces logements à des Noirs⁹⁶. Une confirmation judiciaire supplémentaire intervient en janvier 1945 devant la Cour fédérale d'appel pour le District de Columbia. Dans ce cas, des habitants ont

⁹³ En 1948, la Cour suprême souligne que la question des conventions restrictives a été portée devant la cour fédérale d'appel pour le District de Columbia à au moins 8 reprises entre 1924 et 1948, à l'occasion des affaires suivantes : Corrigan v. Buckley, 1924, 55 App. D.C. 30, 299 F. 899; Torrey v. Wolfes, 1925, 56 App. D.C. 4, 6 F.2d 702; Russell v. Wallace, 1929, 58 App. D.C. 357, 30 F.2d 981; Cornish v. O'Donoghue, 1929, 58 App. D.C. 359, 30 F.2d 983; Grady v. Garland, 1937, 67 App. D.C. 73, 89 F.2d 817; Hundley v. Gorewitz, 1942, 77 U.S. App. D.C. 48, 132 F.2d 23; Mays v. Burgess, 1945, 79 U.S. App. D.C. 343, 147 F.2d 869, 162 A.L.R. 168; Mays v. Burgess, 1945, 80 U.S. App. D.C. 236, 152 F.2d 123.

⁹⁴ "Attempt to oust Colored Family", *The Washington Afro-American*, 15 octobre 1938, p. 5.

⁹⁵ "Judge Rules Family Must Out Property", *Washington Afro-American*, 12 novembre 1938, p. 13.

⁹⁶ "D.C. Court Upholds Housing restriction; Appeal Planned", *Washington Afro-American*, 22 novembre 1941, p. 13.

porté plainte pour réclamer que l'achat du 2213 1st Street par Mme Mays, noire, soit invalidé car il enfreint une convention restrictive contractée le 1^{er} septembre 1925. La Cour estime que dans la mesure où le quartier n'a pas changé de caractère entre temps et où la Cour suprême n'a pas changé d'interprétation sur le sujet, la convention reste applicable⁹⁷.

Du fait de l'existence de ces conventions, dans une capitale où la population noire et la population blanche augmentent, l'offre de logements ne progresse pas de la même manière pour les deux catégories de population, puisque les Noirs ne sont pas les bienvenus dans tous les quartiers de la ville. Leur périmètre de recherche est plus limité que celui des Blancs et il n'évolue pas de façon identique. Au cours des années 1930, par exemple, la population noire a augmenté de 42 % dans le District tandis que le nombre de logements accessibles aux Noirs n'augmentait que de 30 %⁹⁸. Par conséquent, les difficultés des Noirs à trouver des logements se renforcent avec la croissance de la population. Notons que de temps à autres, des offres alléchantes de la part d'acheteurs noirs permettent de repousser les limites des quartiers noirs, malgré l'existence de conventions restrictives. Le meilleur exemple est celui du 1727 S Street : un an après le verdict défavorable de la Cour suprême, le bloc entier dans lequel se situait la maison source du conflit est occupé par des Noirs, et ce bien que la décision judiciaire interdise à toute personne noire d'acheter ou de résider dans ce bloc pour une période de 21 ans⁹⁹. Mais ces exemples restent des exceptions.

La ségrégation résidentielle, quelles que soient ses causes, a un impact néfaste sur les options de logement de la population noire. Les zones dans lesquelles les Noirs peuvent rechercher un logement sont limitées. Faute de pouvoir augmenter la surface occupée, c'est la densité des surfaces déjà occupées qui augmente, aboutissant à la surpopulation des zones en question. De

⁹⁷ "D.C. Property Covenants Upheld by Appellate Court," *The Afro-American*, 3 février 1945, p. 15.

⁹⁸ NESBITT George B., "Non-White Residential Dispersion and Desegregation in the District of Columbia," *The Journal of Negro Education*, Vol. 25, No. 1 (Winter, 1956), p. 5.

⁹⁹ C. GREEN, *The Secret City*, *op. cit.* (note 84), p. 204-205.

plus, John Ihlder souligne que le secteur privé a construit très peu de logements à destination de la population noire, renforçant l'obligation de surpeupler les logements existants¹⁰⁰.

Du fait de la ségrégation résidentielle, les classes moyennes et aisées noires ne sont pas épargnées par les difficultés de logement. Ils ne sont pas nombreux à pouvoir prétendre accéder au monde fermé des classes moyennes noires confortablement installées à *Capitol Hill* ou à Georgetown. Ils sont même de moins en moins nombreux à Georgetown, car la supériorité des revenus des Blancs leur permet d'évincer peu à peu les Noirs du quartier où ils rachètent les logements à bon prix¹⁰¹ depuis les années 1930. Les classes moyennes noires n'ont pas non plus accès à la banlieue, alors en pleine expansion, car les conventions restrictives qui les bannissent y sont également présentes.

Même la politique de logements sociaux et de *war housing*¹⁰², dont nous détaillerons la mise en œuvre plus loin, n'offre qu'une solution très partielle au problème, car l'autorité qui la conduit dans le District a pour doctrine de se conformer aux usages des communautés dans lesquelles elle implante des logements. À Washington, elle applique donc la règle suivante : d'une part, chaque ensemble de logements sociaux est strictement ségrégué, réservé exclusivement à des Blancs ou des Noirs, d'autre part, la NCHA n'implante pas de logements sociaux destinés à des Noirs dans des quartiers blancs et inversement¹⁰³. Cette doctrine rend les logements sociaux et le *war housing* moins flexibles. En 1945, John Ihlder admet qu'elle peut causer des situations embarrassantes. Ainsi, la NCHA a reçu comme consigne de construire des logements temporaires pour les travailleurs blancs arrivant en nombre pour participer à l'effort de guerre, ce qu'elle a fait. Elle s'est ensuite rendu compte que le recrutement du gouvernement fédéral avait évolué, pour comprendre une proportion plus forte de Noirs. De nouveaux migrants noirs arrivent

¹⁰⁰ EAD, témoignage de John Ihlder, directeur de la NCHA, p. 30

¹⁰¹ TSTR, p. 91-93.

¹⁰² Le *war housing*, parfois aussi appelé *defense housing* qualifie les mesures mises en œuvre par les autorités pour fournir des logements à tous les travailleurs participant à l'effort de guerre (*war workers*). Ses principes, déjà évoqués brièvement, sont détaillés plus loin.

¹⁰³ EAD, témoignage de John Ihlder, directeur de la NCHA, p. 28-29; "Civil Rights Report," WP, 30 octobre 1947, p. 13.

chaque jour dans la capitale par le pont de la 14^e rue. Jeunes célibataires ou familles avec des enfants en bas âge, ils fuient pour la plupart les plantations de tabac de Virginie et de Caroline du Nord, les champs de coton du Vieux Sud pour un avenir qu'ils espèrent meilleur à Washington. En février 1945, la capitale compte ainsi plus de 41 500 employés fédéraux noirs, qui représentent 19 % de l'emploi fédéral du District¹⁰⁴. Par conséquent, l'offre de logements n'était plus adaptée à la demande. Il y a trop de logements pour les fonctionnaires blancs et pas assez pour les noirs. Mais comme les logements destinés aux Blancs ont été construits dans des zones résidentielles blanches, ils ne peuvent pas accueillir de locataires noirs¹⁰⁵. La doctrine de la NCHA aboutit donc à des cas de figure dans lesquels des logements sociaux construits pour des Blancs sont vacants tandis que l'offre reste très insuffisante pour les Noirs. Du fait de la pénurie générale de logements qui existe dans la capitale, le nombre de logements blancs vacants diminue rapidement, mais ces situations se produisent tout de même, sans que la NCHA ne décide pour autant d'autoriser des Noirs à intégrer des logements prévus pour des Blancs.

c) Quels logements pour les Noirs ?

Les obstacles mentionnés ci-dessus ne signifient pas qu'aucun Washingtonien noir ne parvient à se loger dans la capitale au début des années 1940. Ils signifient que les Noirs ont de grandes difficultés à trouver des logements qui soient à la fois décentes et à prix abordable.

En 1940, on dénombre à Washington 8 742 familles noires qui occupent des logements pour moins de 20 dollars par mois. Seules 2 443 familles blanches sont dans ce cas. Cela signifie que 22 % de la population noire occupe un logement à moins de 20 dollars contre seulement 2 % de la population blanche. Il existe donc une certaine offre dans cette gamme. Toutefois, elle est insuffisante par rapport au nombre de familles concernées. De plus, s'il s'agit de logements à bas

¹⁰⁴ WP, 21 février 1945 ; National Housing Agency, *op. cit.* (note 64) p. 31.

¹⁰⁵ EAD, témoignage de John Ihlder, directeur de la NCHA, p. 28-29.

prix, il ne s'agit en revanche pas de logements de qualité. Ainsi, 88 % des familles noires logées pour moins de 20 dollars vivent dans des habitations de mauvaise qualité¹⁰⁶.

Les Washingtoniens noirs sont proportionnellement bien plus nombreux que les blancs à vivre dans des habitations de mauvaise qualité. En 1940, ils occupent environ 50 % des logements de piètre qualité recensés dans la capitale, alors

qu'ils ne constituent que 28 % de la population¹⁰⁷. Autrement dit, 40 % des Noirs vivent dans des logements médiocres contre seulement 10 % des Blancs. De plus, les logements médiocres occupés par les Noirs sont plus dégradés que ceux occupés par les Blancs. Seuls 7 % des logements médiocres occupés par des Blancs sont répertoriés comme nécessitant des réparations majeures. Dans le cas des Noirs, ce sont 23 % des logements médiocres qui sont dans cette situation, soit

Figure 33 - Famille noire du Southwest photographiée par Gordon Parks en 1942



plus du triple que pour les Blancs¹⁰⁸. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon un rapport du *Washington Board of Trade*, 70 % des habitants des taudis de la ville sont des Noirs¹⁰⁹.

¹⁰⁶ Témoignage de W. H. Hastie, doyen de la faculté de Droit de l'Université Howard et vice-président de la branche washingtonienne de la NAACP (LCH, p. 194). Les logements que nous qualifierons dans les pages suivantes de « médiocres », « de mauvaise qualité », etc. sont généralement qualifiés dans les témoignages de l'époque de *substandard dwellings*.

¹⁰⁷ Les chiffres utilisés pour calculer ces proportions font état d'un total de 30 753 logements de mauvaise qualité (*substandard dwellings*) dans la capitale, parmi lesquels 15 000 seraient occupés par des familles noires. Le chiffre total est différent des autres sources dont nous disposons. Nous n'en connaissons pas la source précise. La source mentionnée est en effet le recensement de 1940, toutefois, une vérification a confirmé que le bureau du recensement n'utilise pas l'appellation « *substandard dwellings* ». Le chiffre de 30 753 est donc vraisemblablement un agrégat constitué à partir de différentes catégories de logements. Malgré le doute sur le chiffre total de logements médiocres, il reste à notre sens pertinent et utile d'utiliser la proportion de familles noires et blanches occupant ces logements.

¹⁰⁸ Témoignage de W. H. Hastie, doyen de la faculté de Droit de l'Université Howard, et vice-président de la branche washingtonienne de la NAACP, (LCH, p. 194).

¹⁰⁹ TSTR, p. 91.

Du fait des options limitées qui s'offrent à eux, les Noirs sont nettement plus nombreux que les Blancs à partager leur logement. En 1940, 37,5 % des familles noires ont un ou plusieurs pensionnaires¹¹⁰, alors que ce pourcentage est de 17,8 % pour les familles blanches. Parmi les familles qui n'ont pas de pensionnaires 5 % des familles noires vivent avec une ou plusieurs autres familles, contre 3,9 % pour l'ensemble des familles de Washington. Au total, seules 57,5 % des familles noires ne comptent ni pensionnaires ni autre famille dans leur logement, tandis que c'est le cas de 78,3 % des blanches¹¹¹. Dans la ville, le pourcentage est de 73,5 %. C'est le pourcentage le plus bas parmi toutes les villes de plus de 100 000 habitants aux États-Unis, et il est très inférieur aux pourcentages que l'on constate dans les autres métropoles américaines, qui sont de 82,9 % à Baltimore, 88,1 % à Boston, 87,1 % à Chicago, 87,5 % à Los Angeles, 88,2 % à New York, 83,5 % à Philadelphie.

Les Noirs sont par conséquent plus touchés par le surpeuplement des logements. En 1940, 15 % des logements occupés par des Blancs comprennent plus d'une personne par pièce, contre 38 % pour les Noirs¹¹². Au total, près de 20 % des logements habités par des Noirs sont jugés surpeuplés, contre 5 % des logements occupés par des Blancs. W. H. Hastie, doyen de la faculté de Droit de l'Université Howard et vice-président de la section washingtonienne de la NAACP, affirme que sur la base des chiffres de 1940, il faudrait construire 3 000 logements supplémentaires pour régler dans l'immédiat le seul problème de surpeuplement¹¹³.

Le dernier rempart face au risque de dégradation générale des logements de la capitale est le programme de logements sociaux mis en place par les autorités, qui permet de fournir à une partie de la population au moins des logements décents à un prix pour lequel elles ne pourraient obtenir que des appartements insalubres sur le marché privé.

¹¹⁰ Et parfois des pensionnaires et des membres d'autres familles (les chiffres ne sont pas disponibles pour les familles noires qui cumulent ces deux caractéristiques)

¹¹¹ Department of Commerce, *op. cit.* (note 27), Table 52, p. 236.

¹¹² "Civil Rights Report," WP, 30 octobre 1947, p. 13.

¹¹³ Témoignage de W. H. Hastie, doyen de la faculté de Droit de l'Université Howard et vice-président de la branche washingtonienne de la NAACP (LCH, p. 194)

3. Mise en place et fonctionnement du logement social dans la capitale

Aux États-Unis, le programme de logements sociaux a vu le jour en 1934 avec la création de la *Public Housing Administration* (PHA)¹¹⁴, lors de la deuxième vague du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt. Ce programme était alors présenté comme une double arme contre la Grande dépression, donnant d'un côté du travail aux ouvriers du bâtiment, de l'autre un toit aux familles qui avaient perdu leur logement pendant la crise¹¹⁵. Sa vocation était également de participer à l'éradication des nombreux taudis présents dans les villes américaines¹¹⁶.

À Washington, ce programme fédéral se traduit par la création de l'*Alley Dwelling Authority*¹¹⁷ (ADA) en juin 1934. Contrairement à d'autres agences locales, son rôle est initialement limité à l'éradication des taudis. Ce n'est qu'à la fin des années 1930, plus précisément en 1938, que l'ADA obtient le droit de bâtir des logements sociaux en nombre équivalent aux logements détruits dans sa mission d'éradication des taudis¹¹⁸, ce qu'elle s'emploie alors à faire dans la mesure des moyens qui lui sont accordés¹¹⁹. En 1940, son rôle est donc d'une part de détruire les logements insalubres, d'autre part de construire et gérer des logements sociaux. Mais l'entrée en guerre suspend la mission de l'ADA. Entre 1941 et 1945, l'Autorité ne reçoit aucun financement pour s'occuper des logements sociaux de la capitale. À partir de 1941, en effet, elle a pour seule fonction de superviser le programme de *Defense and war housing*¹²⁰ et d'y consacrer l'intégralité de ses moyens. Elle ne cesse donc pas de construire des logements pendant la guerre, mais il s'agit uniquement de *war housing*. Sa mission est de bâtir au plus vite

¹¹⁴ Administration des logements sociaux

¹¹⁵ P. GROGAN, T. PROSCIO, *The Fall (and Rise) of Public Housing*, p. 12.

¹¹⁶ K. QUINN, *Making Modern Homes : A History of Langston Terrace Dwellings, a New Deal Housing Program in Washington, D.C.*, p. 11, 16; G. CAM, "United States Government Activity in Low-Cost Housing, 1932-1938", p. 357-378; G. WRIGHT, *Building the Dream: A Social History of Housing in America*; G. RADFORD, *Modern Housing for America: Policy Struggles in the New Deal Era*; D. HAYDEN, *Redesigning the American Dream: Gender, Housing and Family Life*; J. BAUMAN, R. BILES, K. SZYLVIAN, *From Tenements to the Taylor Homes: In Search of Urban Housing Policy in Twentieth-Century America*.

¹¹⁷ Autorité des maisons d'impasse

¹¹⁸ Cela est rendu possible par l'ajout à la loi de juin 1934 d'un "Titre II" qui confère de nouvelles missions et options à l'ADA (*United States Government Manual*, Office of War Information, 1945, p. 528).

¹¹⁹ En 1934, il est prévu que l'ADA bénéficie d'un versement initial de trois millions de dollars complété par un budget annuel maximal d'un million et par les recettes des ventes et locations effectuées. Finalement, l'ADA reçoit seulement la somme totale de 865 000 dollars entre 1934 et 1943. (EAD, p. 84)

¹²⁰ « logements de guerre et de défense » (Témoignage de John Ihlder, LCH, p. 53)

des logements destinés à héberger le surplus de population du District. Seuls les participants à l'effort de guerre et leurs familles ont accès à ces logements. Leur sésame est la fameuse *V-card*, qui est remise aux personnes éligibles par le *War Housing Center* situé sur Pennsylvania Avenue. D'aucuns disent qu'elle est alors l'un des lieux les plus animés de la capitale¹²¹.

Cette mission temporaire aurait pu être remplie de façon à avoir des effets bénéfiques à long terme, mais cela n'a pas été le cas, au regret du directeur de l'ADA (qui devient la *National Capital Housing Authority* – NCHA - en 1945). En effet, John Ihlder aurait souhaité faire d'une pierre deux coups : construire des logements pour héberger les participants à l'effort de guerre, certes, mais les construire de sorte que ces logements perdurent après la guerre et soient reconvertis en logements sociaux, dont Washington a déjà alors et aura encore après la guerre un cruel besoin. De telles constructions auraient pris plus de temps à bâtir, auraient demandé des matériaux de meilleure qualité et auraient coûté plus cher. Elles auraient aussi été plus rentables sur le long terme, et même à moyen terme, car elles auraient permis de régler au moins en partie le problème structurel du manque de logements et de la mauvaise qualité des logements existants. Du fait des contraintes immédiates, le gouvernement a ordonné la construction de logements moins onéreux, moins exigeants en matériaux précieux en temps de guerre et disponibles plus vite. De plus, en 1941, les professionnels locaux de l'immobilier redoutaient que la construction de logements durables crée à la fin du conflit un surplus de logements de bonne qualité, ce qui ferait chuter les prix¹²². Ils ont donc exercé de fortes pressions pour inciter le gouvernement à bâtir principalement des logements temporaires et ont obtenu gain de cause. Le court terme a été privilégié par rapport au long terme. Concrètement, le choix effectué a abouti à la construction de logements temporaires pour la très grande majorité d'entre eux, destinés à être détruits à la fin de la guerre, ce qui prépara la poursuite de la pénurie à la fin du conflit (cf. [annexe 14](#) pour consulter la photo d'un de ces logements temporaires).

¹²¹ National Housing Agency, *op. cit.* (note 64), p. 15.

¹²² NCHA, Annual Report for the fiscal year ended June 30, 1950, p. 4.

Figure 34 - Nombre de logements sous l'égide du Federal Public Housing Authority program (31 octobre 1944)¹²³

	Total	War Housing Act							Logt. familial perm. (US Housing Act)	Public works	FSA ¹²⁴
		Total	Logements familiaux			Dortoir temp.	Logement d'urgence	Logement familial converti			
			Perm.	Démont.	Temp.						
DC	29 737	24 931	7 856	2 195	3 400	10 695	233	552	3 642	274	890
Md	22 571	17 000	4 819	3 136	3 608	2 491	1 788	1158	5 571		
Va	33 544	30 170	3 159	13 945	3 044	3 894	5 110	658	3 215		159

Entre *war housing* et logements sociaux existants, la NCHA parvient, malgré les contraintes mentionnées plus haut, à fournir un nombre important de logements à des loyers raisonnables aux habitants de la capitale. Le tableau ci-après expose la situation du logement public à Washington, en Virginie et dans le Maryland au 31 octobre 1944. À cette date, le nombre cumulé de logements sociaux et de *war housing* est de près de 30 000 dans le District. Parmi l'ensemble de ces logements publics, 84 % sont du *war housing* et 57 % sont temporaires. On peut également constater dans le tableau ci-dessous que plus du tiers des logements sont des dortoirs temporaires.

Parmi les logements disponibles, la NCHA propose par exemple des maisons de ville comprenant deux chambres, pour un loyer de 25 dollars par mois. En comparaison, dans le domaine privé, la *Home Builders Association*¹²⁵ (HBA) propose quant à elle des loyers de 35 dollars pour le même type de maison. Dans le cas des appartements à deux chambres, les loyers toutes charges incluses s'élèvent à 36 dollars pour le projet le moins coûteux de la NCHA contre 42,5 dollars pour les projets de la HBA¹²⁶. Les loyers proposés par la NCHA sont donc nettement inférieurs à ceux proposés par les entrepreneurs privés.

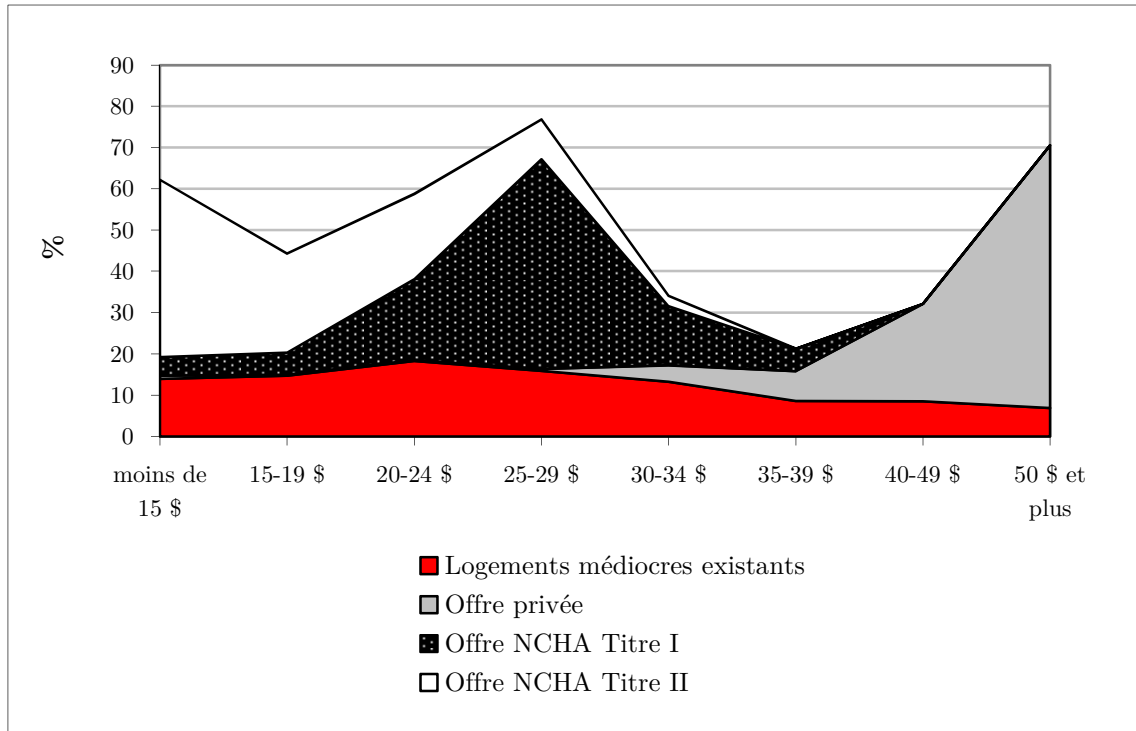
¹²³ Senate special Subcommittee on Post-war economic policy and planning, "Post-war economic policy planning", Hearings, Part 8: Housing and urban redevelopment, January 15, 1945, p. 1489.

¹²⁴ Farm Security Administration

¹²⁵ Association d'entrepreneurs privé fondée en 1924 (EAD, p. 94)

¹²⁶ Cost comparison – rents and subsidies (EAD, exhibit X, facing p.157).

Figure 35 - Répartition de l'offre et du besoin de logement selon le loyer mensuel à Washington (1940)



Le graphique ci-dessus (*fig. 35*) permet de comparer la répartition des loyers des logements de mauvaise qualité qui existent à Washington en 1940 avec celle des loyers réclamés respectivement par les entrepreneurs privés et par la NCHA. L'intérêt de se pencher sur les logements de mauvaise qualité est que ce sont les habitants de ces logements qui auraient vocation à les quitter pour des logements salubres, publics ou privés. On constate que 76 % des loyers des logements médiocres se situent en-deçà de 35 dollars¹²⁷. Les logements construits entre 1935 et 1940 par les entrepreneurs privés sont loués pour 87 % d'entre eux à plus de 40 dollars, tandis que l'offre de logements de la NCHA se situe presque exclusivement en-dessous de 35 dollars¹²⁸. Le loyer moyen versé par les locataires des logements de mauvaise qualité en 1940 est de 26 dollars. Les projets proposés par les entrepreneurs privés en sont loin, avec une moyenne de 56 dollars. En revanche, les projets de la NCHA en sont proches : la moyenne des loyers étant

¹²⁷ Cela concerne la demande « mixte » Noirs et Blancs. Pour les Noirs, la demande se trouve à 90,1% sous le seuil de 35 dollars, contre 59,5 % pour les Blancs (EAD, exhibit X, facing p. 315).

¹²⁸ 100% pour le Titre II et 94,6% pour le Titre I.

de 27 et 16,5 dollars pour les projets construits respectivement sous le titre I et le titre II de la loi sur le logement de 1937¹²⁹.

L'offre de la NCHA existe donc, avec 30 000 logements occupés en 1944, mais malgré un tel volume, elle ne permet pas de loger tous les Washingtoniens, en particulier les plus pauvres, qui sont exclus du marché privé. En 1944, seules 47 des 4 000 familles¹³⁰ bénéficiant du programme d'aide au logement¹³¹ destiné aux familles très pauvres sont logées dans du logement social¹³².

Ce constat vaut à la NCHA de nombreuses critiques provenant des opposants aux programmes de logement social, comme par exemple Rufus S. Lusk, président de la *Washington Taxpayers Association* (WTA). Il affirme que le logement social, que ce soit à Washington ou dans le reste du pays, ne sert pas et n'a jamais servi à loger les très pauvres :

« Une personne demeurant à *Logan Court* ou *Temperance Court* aurait autant de mal à être acceptée comme locataire dans un des logements financés par l'État qu'elle en aurait à entrer au Chevy Chase Club », affirme-t-il ironiquement¹³³.

M. Lusk explique que durant l'été 1944 il a étudié très attentivement le profil des locataires des logements sociaux de Washington. Il en a trouvé un seul ayant vécu auparavant dans une maison d'impasse. Il a également analysé les locataires de *McLean Gardens*, un projet construit pendant la guerre sur Wisconsin Avenue avec des fonds publics par le biais de la *Defense Homes Corporation*. Il y trouva deux généraux de brigade et deux contre-amiraux touchant 662 dollars par mois, six colonels touchant 495 dollars, 17 lieutenant-colonels et trois capitaines de frégate touchant 475 dollars, 31 majors et 9 capitaines de corvette touchant 418 dollars, ainsi que 34

¹²⁹ Sous le titre I, tous les locataires paient la totalité du loyer modéré, sous le titre II, les locataires paient une partie du loyer seulement, en fonction de leurs revenus.

¹³⁰ Seules les familles sont éligibles à du *public housing*.

¹³¹ Dans le cadre du programme de *rent relief*, c'est le Commission des affaires sociales (*Board of Public Welfare*) qui paie tout ou partie des loyers des familles. Ce programme s'adresse à des Washingtoniens très pauvres.

¹³² Témoignage d'Ernest Henry, membre de la FCA. (EAD, p. 34).

¹³³ "A person who lives in Logan Court or Temperance Court would have as much trouble getting into a public financed project as he would have to get in the Chevy Chase Club." (Témoignage de Rufus S. Lusk, LCH, p. 40)

capitaines et 48 lieutenants touchant 332 dollars, tous recevant par ailleurs des allocations dépendant du nombre de personnes à leur charge¹³⁴.

La raison de cette situation est simple : elle est due à la forte différence qui existe entre les loyers les plus élevés des logements sociaux et les loyers les plus bas du secteur privé. L'accession aux logements sociaux est pratiquée sous condition de ressources inférieures à un seuil d'éligibilité. Une fois un locataire admis, les loyers appliqués sont fonction des ressources des résidents, jusqu'à un seuil maximal au-delà duquel les locataires n'ont plus droit au logement social et doivent se reloger dans des logements privés. En 1941, aucun locataire pris en charge par la NCHA ne payait son loyer au taux maximal prévu, puisque tous avaient des moyens limités. Du fait de la guerre, la situation est profondément différente en 1944. En quatre années, de nombreux emplois ont été créés dans la capitale et les salaires ont significativement augmenté, y compris ceux des personnes logées par la NCHA. En 1944, ce sont plus de 70 % des locataires qui gagnent suffisamment pour payer le loyer modéré maximal¹³⁵. Pourtant, cette hausse générale des salaires ne se traduit pas par un départ des locataires vers le marché privé. Malgré leurs revenus plus élevés, les locataires restent en place. D'ailleurs, le plafond d'éligibilité à un logement social est relevé de 2 000 à 2 200 puis à 2 600 dollars entre 1941 et 1944¹³⁶. Pourquoi leur permettre de rester et empêcher ainsi l'accession aux logements sociaux de locataires plus modestes ? Du fait de l'écart important de prix entre le loyer maximal d'un logement social et le loyer minimal d'un logement privé disponible. Entre les deux, une gamme de prix proposée ni par l'offre publique ni par l'offre privée.

John Ihlder explique que nombre de personnes habitant dans des logements sociaux les quitteraient avec bonheur pour un logement classique si elles pouvaient accéder à une habitation

¹³⁴ Témoignage de Rufus S. Lusk, (LCH, p. 42). John Ihlder répond qu'il ne considère pas McLean Gardens comme du logement social.

¹³⁵ Du fait de la guerre, le Congrès a décidé d'interrompre le programme de loyers modérés (*low rent program*) pour donner la priorité aux fonctionnaires venus soutenir l'effort de guerre. Le profil des bénéficiaires de logements sociaux a donc changé. (EAD, p. 34)

¹³⁶ Témoignage de John Ihlder (LCH, p. 50). Notons que c'est le plafond d'éligibilité. Une fois acceptés dans le programme, les occupants d'un logement peuvent y rester tant qu'ils n'ont pas trouvé un logement à louer pour moins d'un quart de leur salaire, même si leur revenu augmente et dépasse 2 600 dollars.

décente en déboursant chaque mois moins du quart de leurs revenus. Mais l'offre est inexistante dans cette gamme. Par conséquent, ces gens restent dans les logements sociaux, bien qu'ils gagnent correctement leur vie. En effet, s'ils perdaient leur logement social au profit de personnes plus pauvres, ils n'auraient pas les moyens de se loger ailleurs en l'absence d'offre adaptée. C'est pour éviter ces situations qu'est prévu le principe de « promotion » (*graduation*), mis en place par la NCHA. Cette politique consiste à « promouvoir » un locataire de logement social dès qu'une maison individuelle est accessible pour moins d'un quart de ses revenus¹³⁷. Mais faute d'un nombre suffisant de logements décents à prix raisonnable, les occupants du logement social y restent, et faute d'un nombre suffisant de logements sociaux, les plus pauvres restent dans les *slums*¹³⁸.

Ni les entrepreneurs privés¹³⁹ ni le programme de logements sociaux ne permettent donc de répondre à la forte demande dans l'immédiat. Les logements qu'ils proposent sont trop peu nombreux et ceux qui y ont accès en 1945 sont rarement les plus pauvres. Le résultat direct du manque de logements à prix modestes à Washington est l'augmentation de la surpopulation dans les logements existants et le développement des taudis.

C. Le développement des taudis dans la capitale

En 1940, la capitale comptait environ 20 000 logements de mauvaise qualité. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle compte selon les estimations entre 30 000 et 50 000 logements en mauvais ou très mauvais état¹⁴⁰. Il s'agit de logements répartis dans plusieurs quartiers de la ville dont les toits sont parcourus de fuites, dont les murs et le sol humides sont infestés de vermine, qui ne disposent souvent pas de toilettes intérieures et parfois pas de l'eau courante. Ils sont surpeuplés, faute de logements disponibles ailleurs, et en très grande majorité habités par des

¹³⁷ Témoignage de John Ihlder (EAD, p. 150, exhibit X).

¹³⁸ EAD, p. 38.

¹³⁹ "Advice on Housing," WP, 18 juin 1945, p. 6.

¹⁴⁰ "Slums Vs. Health," WP, 12 mai 1946, p. B4.

Noirs. Les mauvaises conditions d'hygiène et l'insalubrité rampante y facilitent le développement de maladies telles que la tuberculose.

Parmi ces dizaines de milliers de logements insalubres, dont la description un rien alarmiste pourrait s'appliquer aux habitations insalubres de nombreuses villes américaines à la fin de la guerre, une bonne part répondent à un schéma propre à Washington : celui des *alley dwellings*, ou « maisons d'impasse ».

Figure 36 - Impasse du Nord-Ouest de Washington photographiée par Carl Mydans en 1935¹⁴¹



1. Les alley dwellings : une forme de densification de l'espace propre à Washington

Les *alley dwellings* sont une forme de densification de l'espace qui s'est répandue à Washington dès les années 1850¹⁴². Elle apparaît au moment où s'amorce l'accroissement de la population qui atteindra son zénith pendant la guerre de Sécession. L'absence de moyens de transport adéquats interdit alors une grande dispersion de la population, car les Washingtoniens doivent vivre à proximité de leur lieu de travail. En ce sens, la situation est semblable à celle de

¹⁴¹ LOC, Farm Security Administration Collection, Office of War Information.

¹⁴² J. BORCHERT, *Alley Life in Washington: Family, Community, Religion, and Folklife in the City, 1850-1970*, p. 268.

New York, mais les deux villes apportent une réponse différente au problème. À New York, la densification de l'espace se fait par le haut, avec les *tenements*, immeubles d'appartements qui couvrent 90% d'une parcelle. À Washington, la pression démographique est moindre. Elle conduit à la construction d'un habitat beaucoup moins dense : les *alley dwellings*. Il s'agit de petites maisons bâties le long des ruelles situées derrière les *townhouses* (maisons donnant sur la rue), en fond de parcelle. Cela est rendu possible par le plan original de la ville conçu par le major Pierre L'Enfant. Ce dernier avait en effet prévu des parcelles profondes avec un système d'impasses intérieures. Cela permettait alors de construire à l'arrière des parcelles des écuries et des quartiers pour les serviteurs.

À l'origine, les *alley dwellings* sont de simples cabanes ou remises louées à des travailleurs manuels. Mais peu à peu, ces constructions s'améliorent : elles gagnent en taille, et ont parfois une structure en brique ou une charpente en bois. Ce sont parfois même des maisons entières qui voient le jour. Le schéma ci-dessous (*fig. 37*) met en évidence le processus à l'œuvre.

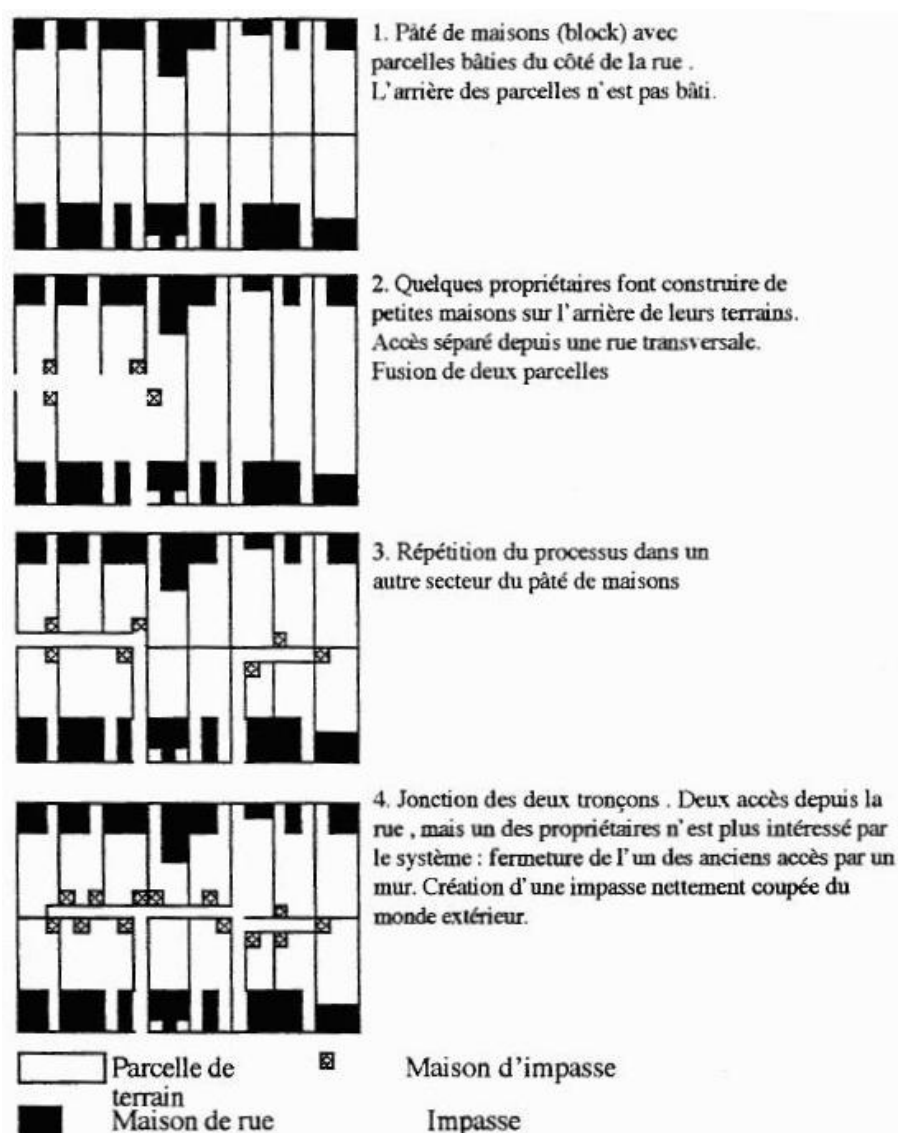
a) *Le développement des maisons d'impasse*

Avant la guerre de Sécession, les impasses sont principalement habitées par des Blancs pauvres. En 1858, ainsi, 348 familles vivent dans 49 impasses. Ce sont pour 65% des manœuvres blancs. Le tableau est différent en 1871, aussi bien quant au nombre que quant à la structure des logements.

La guerre a fait croître la population de Washington de 75 080 habitants en 1860 à 131 700 en 1870. Plus de la moitié des nouveaux arrivants sont des Noirs pauvres et sans abri venus des États voisins, dont beaucoup se logent dans les étables inoccupées des impasses. De plus, les propriétaires des parcelles de l'époque n'ont pas l'utilité de toute la profondeur prévue par Pierre L'Enfant, et l'augmentation des prix de l'immobilier encourage la construction en fond de parcelle. Par conséquent, les *alley dwellings* se développent.

En 1871, ce sont 1 500 familles, dont 81 % de noires, qui vivent dans 118 impasses. Le tableau et les cartes fournies en annexes [15](#) et [16](#) permettent d'observer le développement des impasses et l'évolution de leur localisation géographique au cours du temps. Une certaine présence blanche persiste pendant quelques temps. Des immigrants récents, Irlandais notamment, s'y installent. Mais les Irlandais partent à leur tour, et à quelques exceptions près il ne reste ensuite que des Noirs¹⁴³.

Figure 37 - Processus de développement des maisons d'impasses¹⁴⁴



¹⁴³ D. BRINKLEY, *op. cit.* (note 62).

¹⁴⁴ Y. BOQUET, *Le couloir Baltimore-Washington : contribution à l'étude de l'aménagement du sud de la mégalopolis nord-américaine*, p. 163.

En 1897, 11 % des Washingtoniens habitent de tels logements. Cela représente 17 244 personnes, dont 97 % de Noirs, qui vivent dans 217 impasses. À cette période, les impasses les plus anciennes comptent jusqu'à plus de 400 personnes, tandis que d'autres, plus récentes, n'abritent qu'une ou deux familles¹⁴⁵.

b) Les impasses, ou la ségrégation dans la mixité

Les quartiers d'impasses présentent une structure raciale inhabituelle. Pendant la guerre, les Noirs représentent plus de 90 % des habitants des impasses¹⁴⁶. Cela laisse supposer que les quartiers d'impasses sont des quartiers à forte majorité noire. Mais ce n'est pas le cas. En général, la proportion de Noirs et de Blancs y est à peu près équilibrée. Néanmoins, la répartition des Blancs et des Noirs au sein de ces quartiers est très différente : les premiers vivent dans les maisons donnant sur la rue, tandis que les seconds occupent les impasses, à l'arrière. Ainsi, sous des apparences statistiques d'homogénéité raciale, les quartiers présentent, observés de plus près, une forte micro-ségrégation, que permet la structure des impasses. C'est le cas d'un secteur situé au nord du centre-ville de Washington, étudié par James Borchert¹⁴⁷. On dénombrait au début du XX^{ème} siècle dans ce quartier deux tiers de Blancs et un tiers de Noirs, soit une population relativement mixte, du moins en apparence. Mais les impasses, qui abritaient le quart des habitants du quartier, comptaient 93 % de Noirs, tandis que les maisons de rue étaient occupées à 91 % par des Blancs.

La densité des deux types d'habitats est également très différente : une maison d'impasse classique, dont la superficie est la moitié de celle d'une maison de rue occupée par une famille, abrite en moyenne deux familles, soit une densité environ quatre fois supérieure à celle des maisons de rue.

¹⁴⁵ J. BORCHERT, "The Rise and Fall of Washington's Inhabited Alleys: 1852-1972", p. 278 ; Y. BOQUET, *op. cit.* (note 144), p. 162-64.

¹⁴⁶ "Alley 'Moving Day' for 20 000 to be delayed, Burton says," WP, 15 mars 1944, p. 1.

¹⁴⁷ délimité par les rues L et O, et les 6^e et 10^e rues NW – au nord de Mount Vernon Square (J. BORCHERT, *op. cit.* (note 143), p. 222-223)

Ajoutons enfin que la ségrégation raciale se double d'une ségrégation socio-économique. En effet, les habitants des maisons de rue sont en général des employés de bureau, commerçants, ou ouvriers qualifiés, tandis que 82 % des adultes résidant dans les impasses sont sans qualification. Il ne faut toutefois pas en déduire que les *alleys*, avec leur lot d'insalubrité, sont des lieux de désintégration sociale. Au contraire, James Borchert souligne que les conflits y sont atténués par l'existence d'un « réseau serré de relations primaires¹⁴⁸ ». L'univers informel des impasses préserve ses habitants des difficultés du monde extérieur. James Borchert en conclut que « des conditions de vie intolérables ne sont pas nécessairement synonymes de déshumanisation¹⁴⁹ ».

2. Les premières tentatives d'éradication

Après avoir connu leur apogée dans les années 1890, les impasses commencent à régresser. Deux raisons principales à ce phénomène : d'une part, le développement du tramway permet une plus grande dispersion de la population, d'autre part, les mouvements prônant une réforme de l'habitat obtiennent en 1892 l'interdiction de construire de nouvelles maisons d'impasse. Les impasses sont en effet considérées comme des foyers de criminalité du fait de leur isolement par rapport aux rues principales. De plus, l'insalubrité qui y règne entraîne des taux de mortalité anormalement élevés parmi les habitants, ainsi que le suggère l'affiche ci-contre. En 1912, le chef de la police Richard Sylvester, déclare ainsi :

« Il faut éradiquer le mal à la racine (...) et quelle est cette racine ? Ce sont les impasses, les maisons abritant [les prostituées], la saleté, la crasse (...) et la maladie¹⁵⁰. »

Le résultat n'est pas immédiat, car la ville compte trois impasses de plus en 1912 qu'elle n'en comptait en 1897. En revanche, le nombre d'habitants qui les occupent commence à décroître. Selon une estimation du *Monday Evening Club*, il s'établit à environ 16 000 en 1912¹⁵¹.

¹⁴⁸ "tight network of primary relations" (J. BORCHERT, *ibid.*)

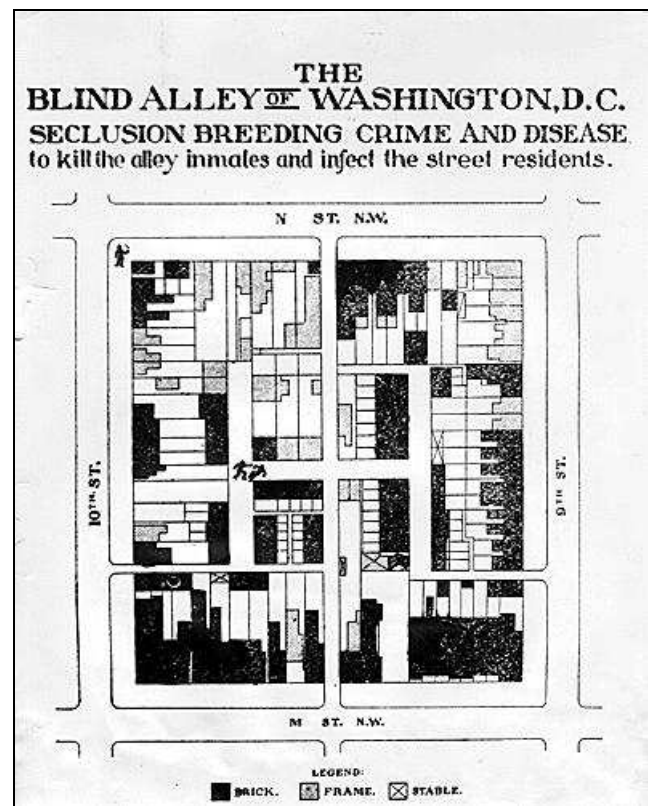
¹⁴⁹ "Intolerable conditions do not necessarily lead to dehumanization." (J. BORCHERT, *ibid.*)

¹⁵⁰ "you've got to wipe out the root of the evil (...) and what is that ? It is the alleys, the houses [the prostitutes] occupy, the filth, the dirt (...) and the disease." (Senate Subcommittee of the Committee of the District of Columbia, Abatement of Houses of Ill Fame, Témoignage de Richard Sylvester, 63rd Cong., 3rd Sess., Washington, 1913, p. 23-24).

¹⁵¹ J. BORCHERT, *op. cit.* (note 144), p. 278; C. GREEN, *Washington: Village and Capital, 1800-1950*, vol. II, p. 149.

En 1914, les efforts inlassables d'acteurs tels que Mary Hopkins et Charles Weller aboutissent finalement. Le Congrès vote sous l'impulsion de la Première dame Ellen Wilson¹⁵² l'*Alley Dwelling Act*, qui prévoit notamment l'interdiction absolue d'utiliser les impasses à compter d'août 1918. Toutefois, la pénurie de logements provoquée par la Première Guerre mondiale interrompt ces premières tentatives d'éradication¹⁵³. Faute de solution de relogement pour les occupants des impasses, la loi ne peut être appliquée¹⁵⁴.

Figure 38 - Affiche de 1908 décrivant les dangers des impasses



Dans les années 1920, le développement de la voiture contribue à la poursuite du recul des maisons d'impasse. D'une part, le développement des moyens de transport publics permet une plus grande mobilité des travailleurs par rapport à leur lieu de travail. D'autre part, les propriétaires des maisons donnant sur la rue préfèrent désormais utiliser les fonds de parcelle – site des maisons d'impasse – pour garer leur véhicule. Mais les maisons d'impasse ne disparaissent pas pour autant. À la fin de la décennie, la NCPPC en dénombre ainsi 2 400 encore habitées, qui hébergent 2,5 % de la population de la ville, soit environ 12 500 personnes¹⁵⁵.

¹⁵² Première femme du Président Woodrow Wilson, elle avait fait de l'éradication des taudis une croisade personnelle. Elle meurt en 1914, deux mois avant que la loi ne soit votée. Ses derniers mots furent d'ailleurs « J'aurais été plus heureuse si la loi sur les *impasses* avait été votée » (*"I should have been happier if I knew the alley bill had passed"*)

¹⁵³ Le Congrès avait voté une loi réglementant les types de logements autorisés dès 1892, mais elle fut sans effet.

¹⁵⁴ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 152-153; E. FOLLIARD, "Kaleidoscopic Career of National Capital Mirrored Faithfully in Yellowing Pages of the Washington Post," WP, 6 décembre 1937.

¹⁵⁵ LCH, p. 85.

En 1930, la NCPPC soumet au Congrès un nouveau projet de loi visant à l'éradication de ces habitations. Après quatre ans de discussion, le Congrès – sous l'impulsion du sénateur Arthur Capper – vote le 12 juin 1934 le *District of Columbia Alley Dwelling Act*. La série d'articles publiée sur le sujet par Felix Bruner en janvier de la même année n'est pas non plus étrangère au vote de la loi. La description crue et détaillée des conditions de vie dans les taudis de la ville a soulevé l'émoi¹⁵⁶. La loi crée l'*Alley Dwelling Authority* (ADA), une nouvelle agence qui a pour mandat d'éradiquer en 10 ans toutes les maisons d'impasse du District¹⁵⁷. Les deux premiers projets de l'ADA sont finalisés en 1941. Il s'agit des *Ellen Wilson Dwellings*, en l'honneur de la première épouse du président Wilson, et du *Carrollsbury Housing Project*¹⁵⁸. Mais après l'entrée en guerre des États-Unis, comme nous l'avons vu précédemment, l'ADA voit sa mission initiale suspendue et réorientée vers l'appui aux travailleurs de guerre¹⁵⁹. La situation n'est alors pas réglée, et elle n'est plus en voie de l'être.

3. La situation à la fin de la Seconde Guerre mondiale

En 1945, le sénateur Ellender s'insurge de la situation du logement dans la capitale fédérale américaine dans une déclaration qui donne un bon bilan de la situation :

« À la fin de la guerre, les capitales européennes qui en portent les cicatrices seront reconstruites. Nous échouerons lamentablement face à elles dans la tentative d'amélioration des conditions de vie si notre propre capitale, intacte, est abandonnée à davantage de détérioration et de délabrement. Plus de 20 % de ses logements sont de mauvaise qualité. Nous n'avons pas d'impacts de bombes, mais nous avons des taudis crasseux envahis d'animaux nuisibles et clairement surpeuplés¹⁶⁰. »

Si la guerre interrompt les projets d'éradication des taudis en général et des maisons d'impasse en particulier, elle n'interrompt pas le travail quotidien des services municipaux, ni la réflexion sur le sujet.

¹⁵⁶ WP, articles publiés du 7 au 16 janvier 1934 à raison d'un par jour.

¹⁵⁷ Première agence de son genre aux États-Unis, elle est rebaptisée *National Capital Housing Authority* (NCHA) en 1943.

¹⁵⁸ S. FITZGERALD, *Public Housing and New Plans of Hope*, 16 février 2002.

¹⁵⁹ "Capital Sets record For U.S. in Unalleviated Wretchedness of Slums," WP, 6 février 1944, p. B1.

¹⁶⁰ "When the war is over, the scarred and blackened capitals of Europe will be rebuilt. We shall fall pitifully behind in the contest to improve living conditions if our own undamaged Capital is left to further deterioration and decay. At least 20 per cent of its housing is substandard. Instead of shell pockets, we have filthy hovels overrun by vermin and grossly overcrowded by people." (WP, *op. cit.* (note 71))

Dans son rapport annuel de 1945, le *Bureau of Public Health Engineering*¹⁶¹ (BPHE) souligne que de plus en plus d'efforts sont mis en œuvre pour améliorer les conditions d'hygiène dans les taudis de la ville. La persistance de la pénurie de logements et la surpopulation qui en résulte ont aggravé les problèmes sanitaires « à tel point qu'il est devenu nécessaire de détacher des inspecteurs dans certains quartiers de la ville pour de longues périodes afin qu'ils combattent l'insalubrité¹⁶² » mentionne le rapport, qui détaille ensuite les sanitaires inadaptés, les toits qui fuient, les invasions de rats et d'insectes nuisibles, et l'état de délabrement général des bâtiments.

Au-delà des associations citoyennes qui maintiennent leurs efforts dans ce domaine, le Congrès conduit sa propre enquête, par le biais d'auditions menées dans ses sous-commissions chargées du District en 1943 et 1944. Il s'agit d'un travail préparatoire au vote d'une loi pour éradiquer ces formes d'habitat. L'exposé de l'objet des auditions qui se tiennent de mai à septembre 1944 débute par un constat sans concession :

« Nous constatons et déclarons ici que d'importantes portions du District de Columbia sont devenues insalubres, ou le deviennent actuellement du fait de divers facteurs qui aboutissent à des dégradations substantielles avec des effets dévastateurs sur la santé, la moralité, la prospérité, la sécurité et le bien-être des habitants du District¹⁶³. »

Dans le cadre de ces auditions, le général Ulysses S. Grant, III¹⁶⁴ est entendu comme témoin, en sa qualité de directeur de la NCPPC. Il présente la carte ci-dessous et expose le tableau ci-après, qui présente le bilan des 10 années de lutte contre les maisons d'impasse, à la Chambre des Représentants¹⁶⁵.

¹⁶¹ Bureau d'ingénierie de santé publique

¹⁶² *"It has become necessary to detail inspectors for long periods of time to various sections of the city in which these dwellings exist for the purpose of combating the unsanitary conditions."* (RGDC 1945, p. 149)

¹⁶³ *"It is hereby found and declared that large portions of the District of Columbia have become, or are becoming, blighted, owing to various obsolescing factors, resulting in substantial impairment of and with harmful effect upon the health, morals, prosperity, safety, and welfare of the inhabitants of said District."* (EAD, p. 2).

¹⁶⁴ Petit-fils du Président Ulysses S. Grant.

¹⁶⁵ EAD, p. 75.

Figure 39 - Implantation des logements d'impasse dans le District en février 1944¹⁶⁶

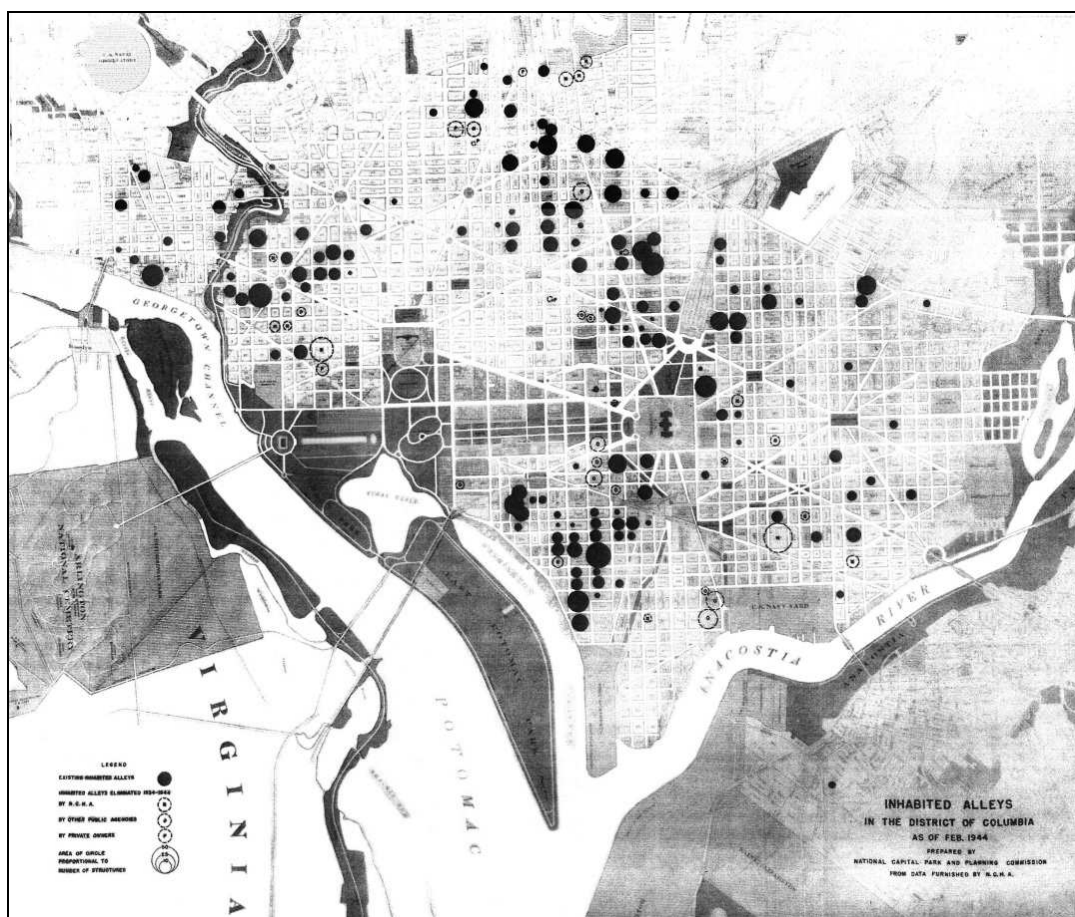


Figure 40 - Nombre de logements d'impasse dans le District en 1934 et 1944

		Logements	Impasses	Slums
Existant en 1934		2 049	190	182
Existant en 1944		1 417	147	142
Entièrement éliminés	Par la NCHA	205	17	16
	Par d'autres agences publiques	138	13	11
	Par des propriétaires privés	58	13	13
	Total	401	43	40
Élimination partielle		231		(52)
Total		632	43	40

On y constate que le nombre d'impasses atteint 147 en 1944, pour un total de 1 417 habitations. Le nombre total d'habitants des impasses est alors estimé entre 11 000 et 12 000¹⁶⁷.

La guerre n'a pas amélioré les conditions de vie dans les impasses. Comme elles sont périodiquement menacées d'être condamnées depuis 1914, bien peu de réparations sont

¹⁶⁶ EAD, p. 85.

¹⁶⁷ WP, *op. cit.* (note 161).

effectuées. Ce qui était vrai au début du siècle le reste pendant et après la Seconde Guerre mondiale. La plupart de ces logements n'ont pas l'eau courante mais des pompes à eau¹⁶⁸ que plusieurs maisons se partagent. Les toilettes, situées à l'extérieur, se réduisent souvent à des barils sans fond posés sur des trous creusés dans la terre, utilisés parfois par 30 personnes. Les photos en [annexe 17](#) sont particulièrement évocatrices. Les services d'inspection municipaux¹⁶⁹ en dénombrent près de 1 500. En 1944, Washington compte plus de 20 000 logements sans toilettes et environ 6 800 sans eau courante¹⁷⁰. Les habitations ne sont pas chauffées. Elles sont sales, délabrées, parfois au bord de l'écroulement. Dans ces conditions d'insalubrité générale, les rongeurs et autres animaux nuisibles prolifèrent¹⁷¹. Laissons James C. Wilkes¹⁷² nous dresser le tableau typique d'une maison d'impasse :

« Prenez une maison de quatre pièces, deux au premier étage, deux au second. Elle n'a pas de chauffage central, pas de chauffage du tout, en fait, à l'exception d'une petite cuisinière au gaz ou au charbon qu'il faut déplacer de pièce en pièce. Elle n'a ni l'électricité, ni le gaz, ni l'eau courante et pas de tuyaux d'égout. (...) Il y a en général dans la cour des toilettes extérieures, reliées au système d'égout public, ainsi qu'un point d'eau, qui sert la plupart du temps à plusieurs maisons¹⁷³. »

En 1944, Edward Carr rend compte d'une enquête qu'il a réalisée avec Louis T. Breuninger à *Logan Court*, un quartier de maisons d'impasse délimité par *North Capitol Street*, *1st Street*, *L Street*, et *Pierce Street*, *NE* :

« Les maisons d'impasse sont toutes en brique, hautes de deux étages. Elles (...) ont des toilettes extérieures équipées de chasses d'eau. Aucun logement n'a le gaz ni l'électricité, et il n'y a aucun moyen de chauffage à l'exception des gazinières des locataires. Dans la partie nord de l'impasse, on trouve des bâtiments à deux étages prévus pour quatre familles (...). Au Sud (...) ce sont des bâtiments de deux étages avec deux pièces à chaque étage. Ces logements sont tous en très mauvais état, et bien peu est apparemment fait pour les réparer. Tous sont complètement habités. 188 personnes vivent dans les 13 maisons (...) et neuf bâtiments (contenant 36 appartements de trois

¹⁶⁸ “water faucet on a pipe rising up from the ground” (D. BRINKLEY, *op. cit.* (note 62))

¹⁶⁹ En l'occurrence le Bureau of Public Health Engineering (BPHE).

¹⁷⁰ WP, *op. cit.* (note 161).

¹⁷¹ RGDC 1946, p. 169-170.

¹⁷² Expert de la Home Builders' Association of Metropolitan Washington.

¹⁷³ “There is a four-room house, two rooms first floor and two rooms second floor. It has in it no central heating plant and no heat at all except a little gas stove or a coal stove which you must move around from room to room. It has no electricity, no gas, no water in the four rooms and no sewer connection in the four rooms. (...) There is usually a privy in the back yard which is connected with a public sewer and there is also usually one spigot on a pipe attached in the back yard, although in many instances that spigot may serve more than one house.” (EAD, p. 58).

pièces) composant cette impasse. (...) L'impasse elle-même est propre, mais l'intérieur des logements est en très mauvais état¹⁷⁴. »

Edward Carr remarque qu'il a visité à de nombreuses reprises des logements dans lesquels cinq personnes logeaient dans une pièce unique. Il constate par ailleurs que le secteur en question est occupé exclusivement par des Noirs.

Figure 41 - Cuisine d'une maison d'impasse située à proximité du Capitole¹⁷⁵



La surpopulation des taudis, déjà accentuée par l'arrivée de nouveaux habitants dans la capitale, est renforcée par le déplacement forcé de Washingtoniens noirs dont les propriétés ont été préemptées pour permettre la construction d'édifices gouvernementaux, de routes et de *war housing* pour blancs. La construction du Pentagone, des bâtiments de la Marine et des infrastructures routières qui les ont accompagnés a ainsi conduit au déplacement de 225 familles noires, dont certaines vivaient là depuis la guerre de Sécession. Les seules dispositions prises à leur bénéfice ont été de leur fournir des caravanes, puis 100 maisons temporaires. Mais aucune de ces familles n'a reçu de nouveau terrain pour remplacer celui dont elle était propriétaire, alors

¹⁷⁴ "The alley dwellings are all of brick and two stories in height. They (...) have outside flush-type toilets. There is no gas or electricity in any of the dwellings, nor is there any provision for heating them other than with the tenants' stoves. On the north side of the alley the buildings are of the two-story four-family flat type (...). On the south side (...) the buildings are of the two-story four-room house type, there being two rooms on each floor. These alley properties are in very poor condition, and apparently little is done to keep them in repair. They are all completely occupied. 188 persons live in this alley in the 13 houses (...) and the 9 apartment buildings containing 36 three-room apartments. (...) The court itself is a pretty clean proposition although the houses on the interior are in very bad shape." (Témoignage d'Edward Carr, EAD, p. 41)

¹⁷⁵ Carl Mydans, septembre 1935, LOC, collection FSA.

que des milliers de logements ont été construits à proximité avec des fonds publics pour des familles blanches¹⁷⁶. Après la disparition de leur logement, certaines familles noires n'ont eu d'autre solution que d'emménager dans les taudis, ce qui a naturellement débouché sur une augmentation de la densité de population dans les logements existants. Cet exemple met en évidence le nœud du problème du District en matière d'éradication des taudis, qui est le cercle vicieux reliant élimination des taudis, déplacement forcé d'habitants pauvres, absence de solutions décentes de relogement et donc relogement dans d'autres taudis qui se dégradent davantage.

4. Pénurie de logements et persistance des taudis : un cercle vicieux

À la fin de la guerre, le dilemme des agences locales chargées de l'éradication des taudis est simple : avant de pouvoir mettre en œuvre un programme de nettoyage des zones insalubres, elles doivent avoir trouvé des solutions de relogement pour les personnes qui seront déplacées suite à la destruction des maisons d'impasse et autres logements insalubres. Mais aucun logement privé n'est accessible à ces bourses, aucun logement social n'est disponible dans la ville, et les agences ne disposent pas de terrains pour en construire de nouveaux. Une solution serait de construire des logements sociaux sur les lieux des anciens taudis une fois que les terrains auront été réhabilités. Mais premièrement, du fait de la densité des taudis, les nouveaux logements ne pourraient héberger sur la même surface tous les habitants déplacés. Deuxièmement, il resterait à trouver une solution temporaire pour reloger les personnes déplacées pendant que les travaux de réhabilitation auront lieu. Troisièmement, la volonté des autorités locales n'est pas forcément de reconstruire du logement social ou même du logement privé sur ces emplacements, elle est souvent plutôt de les transformer en bureaux ou en parkings.

¹⁷⁶ WP, *op. cit.* (note 161).

Quoi qu'il en soit, les années de guerre ne sont pas considérées comme le meilleur moment pour agir dans ce domaine. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la priorité est alors donnée à des constructions rapides et temporaires destinées à héberger au plus vite le maximum de personnes participant à l'effort de guerre, plutôt qu'à des constructions plus durables qui permettraient, une fois le conflit achevé, de fournir une solution au moins partielle au problème des taudis. Au cours de ces années, les programmes de réhabilitation sont donc en suspens.

La loi du 12 juin 1934 sur les maisons d'impasse prévoyait l'interdiction de leur occupation à compter du 1^{er} juillet 1944. Néanmoins, en 1944, les autorités reconnaissent qu'elles sont dans l'incapacité de la mettre en application. La NCPPC constate que :

« veiller au respect de ces exigences semble impossible en l'état actuel des choses. Cela aurait pour conséquence de mettre à la rue plus de 6 000 occupants des impasses alors qu'il n'existe aucun endroit pour les reloger¹⁷⁷ ».

Les témoignages en ce sens se multiplient dans la presse. En février 1944, le *Washington Post* demande rhétoriquement au sujet des taudis « comment des choses aussi peu civilisées peuvent-elles se produire à Washington ? », et de poursuivre qu'il existe bien des services d'inspection, dans six départements différents de l'administration, mais qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose sinon condamner les bâtiments insalubres, ce qui n'est pas une option car cela conduirait à expulser les locataires, alors « qu'il n'y a pas et qu'il n'y a pas eu depuis six mois le moindre logement pour Noirs à Washington, exception faite de quelques participants à l'effort de guerre¹⁷⁸ ». Le journal conclut qu'aussi mauvais que soient ces taudis, ils ne peuvent être condamnés tant qu'il n'existe pas d'alternative pour leurs occupants. Ceci est d'autant plus vrai que les logements insalubres de la capitale ne se comptent pas en centaines ni en milliers mais en dizaines de milliers.

¹⁷⁷ "Enforcement of this requirement now seems impracticable for the moment and would result in putting more than 6,000 alley dwellers on the street without there being any place for them to find shelter." *Report on Slum clearance and Housing in the District of Columbia*, NCPPC, Washington, D.C., 20 mai 1944 (EAD, p. 85).

¹⁷⁸ "there is not, and has not been for six months, a single available negro dwelling in Washington except a few for immigrant war-workers." (WP, *op. cit.* (note 161))

Si les logements insalubres des impasses sont probablement les plus évocateurs en termes de dégradation, voire de délabrement, il ne faut pas oublier que les impasses ne sont pas les seuls lieux de Washington à contenir des logements insalubres. Les taudis s'étendent bien au-delà des limites des *alleys*¹⁷⁹. Si *alleys* et *slums* étaient synonymes,

« Il suffirait, en théorie, » remarque John Ihlder, « de détruire les 1 300 maisons d'impasse restantes pour faire disparaître les taudis. Malheureusement, toutefois, les 1 300 maisons d'impasse ne constituent qu'une très petite minorité des 40 000 à 44 000 logements de mauvaise qualité de la capitale¹⁸⁰ », déclare-t-il.

En 1945, le problème ne se limite plus à éradiquer les maisons d'impasse. La véritable menace est plus large. Elle vient des *street tenements*¹⁸¹, taudis situés hors des impasses. Ce sont en général des logements occupés par plusieurs familles, dont la plupart sont d'anciennes maisons individuelles désormais subdivisées en de petits « appartements ». Cette situation est due à la pénurie persistante de logements. C'est notamment parce que leur nombre est si important que l'éradication des taudis est une tâche difficile.

Le mauvais côté du *statu quo* dû à la guerre est que pendant ce temps les logements continuent à se dégrader. Le seul moyen d'obliger les propriétaires à effectuer des réparations est par un jugement du tribunal, jugement qui conduirait presque systématiquement à la condamnation du bâtiment en question. Or du fait de la pénurie, la condamnation des bâtiments n'est pas envisageable. Par conséquent, presque aucune action en justice n'est intentée, et les propriétaires, bien qu'ils tirent de très bons bénéfices de ces logements, ne sont nullement obligés d'engager des frais pour les maintenir en état¹⁸².

Dans l'après-guerre, le défi sera de parvenir à mener de front programme de construction de logements sociaux et éradication des taudis, dans un contexte où la stabilisation démographique donnera du répit à la ville.

¹⁷⁹ I. BASSOFF, *op. cit.* (note 18), p. 233.

¹⁸⁰ “we could, theoretically, get rid of our slums by demolishing the remaining 1300 alley dwellings. Unfortunately, however, the 1 300 alley dwellings are only a very minor part of the 40,000 to 44,000 substandard dwellings in the District of Columbia.” (J. IHLDER, “Letters to the Editor - Street slums and alley dwellings,” WP, 6 janvier 1949, p. 10)

¹⁸¹ *ibid.*

¹⁸² WP, *op. cit.* (note 161).

Simultanément, la ville devra aussi se préoccuper de ses infrastructures, qui peinent en 1945 à absorber l'augmentation de population qui s'est produite pendant la guerre.

III. De nouvelles infrastructures pour une nouvelle métropole

A. Créer une capitale à partir de rien : le défi des infrastructures au cours du premier siècle washingtonien (1800-1900)

1. Une capitale qui peine à s'équiper (1800-1871)

Washington a été conçue à une échelle grandiose, digne d'une capitale majeure, mais le développement que connaît le District de Columbia au cours de ses premières décennies est difficile. Peu est mis en œuvre pour concrétiser les idées majestueuses de son concepteur, en grande partie du fait du manque de fonds alloués par le Congrès pour équiper la ville¹⁸³.

La première mise en vente de terrains dans la localité choisie pour devenir la capitale se tient à Georgetown en 1791. Au cours des années qui suivent, les premiers travaux destinés à faire jaillir Washington du néant débutent, selon le plan du major L'Enfant. La première pierre de la Maison-Blanche est posée en 1792, celle du Capitole l'année suivante¹⁸⁴. Néanmoins, les progrès sont lents.

En 1800, lorsque Washington devient officiellement la capitale des États-Unis, il est difficile de qualifier de ville cette plaine marécageuse parcourue de nombreux ruisseaux, entourée de collines et de forêts épaisses. Le District est une terre peu avenante. Il est décrit par les contemporains tantôt comme un « trou boueux », tantôt comme « la capitale des cabanes misérables »¹⁸⁵. Le Capitole ne compte alors qu'une aile. Il se dresse à un mile de la demeure présidentielle. Entre les deux bâtiments, une Pennsylvania Avenue décrite comme « un profond bourbier couvert de buissons d'aulnes à travers lesquels l'avenue envisagée a été découpée¹⁸⁶ ».

¹⁸³ "The creator of Modern Washington," *Baltimore Sun*, 14 septembre 1902.

¹⁸⁴ H. BISSELLE, "When Uncle Sam Begged for a Loan – Capital's Progressive Development Traced Through History of its Financial Institutions," WP, 16 décembre 1928, p. SM3.

¹⁸⁵ Mud hole; the Capital of miserable huts.

¹⁸⁶ "a deep morass covered with alder bushes which were cut through the width of the intended avenue" (H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186))

Le *Treasury Building*, qui occupe alors une partie de son emplacement actuel, est une simple structure de brique à deux étages. Entre la Maison-Blanche et Georgetown, toujours sur Pennsylvania Avenue, se trouvent seulement deux blocs de bâtiments, baptisés respectivement les « six bâtiments » et les « sept bâtiments ». Le premier bloc se situe entre la 21^e et la 22^e rue, le second entre la 19^e et la 20^e. Le reste de Washington se réduit à quelques hôtels et tavernes aux abords du capitol et à quelques maisons dispersées dans les environs.

Malgré les caractéristiques très rudimentaires de la « ville », le District dispose dès 1800 d'une commodité : il est desservi par une diligence qui le relie à Baltimore. Le trajet entre Baltimore et Georgetown débute le matin à 11 heures et dure neuf heures. Les passagers qui souhaitent poursuivre leur route jusqu'à Alexandria doivent passer la nuit à Georgetown avant de continuer par le ferry. La liaison quotidienne entre Georgetown et Washington est inaugurée en mai 1800. La diligence tractée par deux chevaux part tous les matins à 8h30 de M Street et Wisconsin pour se rendre jusqu'à Tunnicliff's Tavern, une auberge très prisée située sur Pennsylvania Avenue, entre la 8^e et la 9^e rue¹⁸⁷. Ces moyens de locomotion interurbains sont rudimentaires et demandent du temps, mais ils ont le mérite d'exister dès le début du XIX^e siècle.

Au cours des 15 années qui suivent, la ville poursuit laborieusement son développement. En 1814, elle est partiellement détruite par les Anglais, qui incendient ses bâtiments publics lors de la guerre dite de 1812. Les infrastructures de Washington connaissent toutefois quelques améliorations. La ville est ainsi l'une des premières à construire des égouts et des conduites souterraines. Ces conduites ne sont pas reliées entre elles, elles ne constituent donc pas un « système » d'écoulement des eaux, mais représentent néanmoins le premier effort d'évacuation des eaux de ruissellement de la capitale. Pennsylvania avenue « dispose désormais d'un trottoir convenable et d'une excellente chaussée¹⁸⁸ ». En 1815, le *Washington City Canal*, qui était prévu

¹⁸⁷ H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186).

¹⁸⁸ “now having a good foot path and an excellent carriage way” (H. BISSELLE, *ibid.*)

dans le Plan L'Enfant, voit enfin le jour, après des années et des années de retard. Il relie l'*Anacostia River* (alors appelée *Eastern Branch*) au Potomac en passant par la partie basse de la ville, au sud de Pennsylvania Avenue. Ce canal a été conçu pour développer le commerce dans la capitale. Il sera un échec cuisant. Malgré les quelques progrès réalisés, l'habitat reste dispersé et Washington mérite toujours son surnom de « ville des distances magnifiques ». Dans ces années, et jusqu'au début des années 1820, Pennsylvania Avenue est appelée « la ville » par ceux qui vivent dans d'autres parties du District.

Figure 42 - Incendie de la Maison-Blanche par les Anglais le 24 août 1814¹⁸⁹



Entre 1815 et 1835, Washington poursuit lentement sa croissance. De nouvelles rues sont créées, quelques trottoirs sont construits, des arbres sont plantés, des lampes à huile sont installées dans les rues. Des commerces sont ouverts dans le centre, ce qui évite aux habitants de se rendre jusqu'à Georgetown pour faire leurs courses¹⁹⁰. Dans les années 1820, F Street est déjà une artère animée, aux abords de la 13^e et de la 14^e rue, avec quatre tavernes qui se disputent les clients.

¹⁸⁹ Peinture de Tom Freeman

¹⁹⁰ H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186).

L'année 1835 marque l'arrivée à Washington de la première voie de chemin de fer des États-Unis, en provenance de Baltimore. Cet événement de taille contribue à désenclaver la capitale et marque la fin d'une époque pour la ville. Les jours des diligences sont désormais comptés en matière de transports interurbains.

Au cours des années 1840 et 1850, des progrès sont réalisés dans de nombreux domaines. La ville se dote d'une force de police en 1851¹⁹¹. Des lampes à gaz sont installées, d'abord sur Pennsylvania Avenue puis en 1853 sur les rues principales de la ville¹⁹², afin de fournir un éclairage lors des nuits sans lune. Les noms des rues, auparavant inexistantes, sont dès lors indiqués sur les lampadaires. Les autorités locales lancent un programme de nivellement et le pavage des rues, tronçon par tronçon, au gré des maigres fonds alloués par le Congrès. Il en est de même pour les égouts. Le Congrès donne au début des années 1850 la permission au conseil municipal de construire des égouts destinés à évacuer les eaux pluviales¹⁹³. Les travaux débutent, mais il reste à construire un véritable réseau d'égouts, car si de nouveaux tronçons sont construits, ils ne sont pas reliés entre eux et se déversent dans le Canal ou le Potomac. De plus, ils servent à évacuer les eaux de ruissellement, non les eaux usées, qui sauf exception n'ont pas l'autorisation d'être collectées par les égouts et sont donc rejetées sans cérémonie dans le cours d'eau le plus proche. Or, un système robuste d'approvisionnement en eau est construit pendant les années 1850. Il devient donc urgent de construire un système d'évacuation des eaux usées.

Une première étude menée par Robert Mills en 1830 avait produit des recommandations pour la création d'un tel système d'approvisionnement en eau, mais il n'avait pas vu le jour faute de financement fédéral¹⁹⁴. En 1850, le Congrès commande au ministère de la Guerre une étude destinée à localiser les meilleures sources d'approvisionnement. L'incendie de la bibliothèque du

¹⁹¹ *Washington Laws*, 11 mars 1851.

¹⁹² C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 164, 209.

¹⁹³ *Baltimore Sun*, 13 juillet, 10 octobre 1849, 10 octobre 1850, 14 septembre, 12 octobre 1852, 10 février, 20 août 1853, 5 avril 1854, 2 février, 5 août, 28 octobre 1856, 25 mars, 27 mai, 25 juillet, 26 août, 9, 11, 19 septembre, 27 octobre 1857, 17 février 1858,

¹⁹⁴ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 202-203.

Congrès en décembre rend évidente aux parlementaires la nécessité de disposer d'un accès plus aisé aux ressources en eau face au risque incendie. De nouvelles études sont commandées. En 1853, le Président Franklin Pierce, fraîchement investi dans ses nouvelles fonctions, choisit la plus ambitieuse des trois options proposées par le jeune lieutenant Montgomery Meigs. La composante la plus coûteuse est un aqueduc imposant qui doit apporter l'eau de Great Falls (situé à 10 miles au Nord-ouest de Georgetown) à Washington. Le Congrès alloue le budget nécessaire, et la première phase des travaux débute le 31 octobre 1859, sous la direction de Meigs¹⁹⁵. Elle implique notamment la construction d'un barrage sur le Potomac, d'une conduite de 12 miles de long, de 11 tunnels, six ponts, des stations de pompage et deux réservoirs. Cette phase est achevée par le Corps des ingénieurs de l'armée américaine en 1858. Le 3 janvier 1859, l'eau accumulée dans les réservoirs temporaires est introduite dans les conduites et les Washingtoniens voient pour la première fois l'eau jaillir dans le bassin ouest du Capitole. Il faudra cinq années de travaux supplémentaires pour apporter l'eau dans les domiciles du centre-ville, mais la partie la plus délicate est désormais achevée¹⁹⁶.

La conception et la construction du système d'approvisionnement en eau de la capitale illustrent les responsabilités croissantes prises par le Corps des ingénieurs de l'armée américaine dans le développement de la capitale, de ses bâtiments publics et de ses infrastructures. Ce rôle, qui est limité avant les années 1850 augmente ensuite régulièrement, tandis que le Congrès augmente sa participation dans le budget local¹⁹⁷.

L'effort de développement des infrastructures de la capitale dans les années 1840 et surtout dans les années 1850 apparaît nettement à l'examen du budget de Washington. Au cours des années 1850, la ville consacre plus de 30 % de ses dépenses annuelles aux travaux publics. En 1853-54 et 1857-58, l'effort porte principalement sur l'amélioration des rues, qui bénéficient

¹⁹⁵ P. SCOTT, *Capital Engineers: The U.S. Army Corps of Engineers in the Development of Washington, D.C., 1790-2004*, 2005, p. 39-46.

¹⁹⁶ *Petitions* : S31A-G2, 27 décembre 1850, S31A-H5, 30 avril 1851, H33A-D3.2, 10 juin 1854 ; *Washington Star*, 3, 5 janvier, 28 Mars, 29 juillet 1859. *Washington Laws*, 2 juin 1859.

¹⁹⁷ P. SCOTT, *op. cit.* (note 196), p. 31-32.

respectivement de 24,4 % et 19,8 % des dépenses annuelles. En 1859-1860, l'effort porte sans surprise sur le réseau d'approvisionnement en eau, qui représente 19,2 % des dépenses, contre 14,2 % pour les rues. Les fonds consacrés aux égouts restent marginaux¹⁹⁸.

À l'orée de la guerre de Sécession, Washington existe depuis 60 ans environ. La ville n'est pas encore parvenue à réaliser les rêves et à répondre aux attentes de ses concepteurs et partisans. Elle offre un visage rude et négligé. En 1860, aucune rue n'est pavée sur une très longue distance. La Maison-Blanche est entourée d'étables. Le sud-est de la ville est coupé du reste du District par le canal et le vieux *Tiber Creek*. Les égouts sont fragmentés, l'ensemble des ressources en eau viennent de pompes et de sources, le système de distribution n'étant pas encore achevé. Les habitants jettent leurs ordures dans les rues. Les parcs et terrains communaux sont abandonnés aux herbes folles. La ville ne dispose pas encore de tramways¹⁹⁹. Le seul moyen de se rendre à Georgetown reste l'omnibus, qui comme son nom ne l'indique pas est un véhicule à roues tiré par des chevaux.

En termes d'infrastructures et d'équipement de la capitale, la guerre de Sécession apporte des améliorations significatives. Les progrès sont nets en matière de bâtiments publics. Le dôme du Capitole est enfin achevé. Le *Treasury Building*, le *Post Office* et le *Patent Office* sont quasiment terminés. C'est aussi pendant ces années, en 1862, que naît la première ligne de tramway locale, la *Washington & Georgetown Street Railway Co.*, qui relie Washington et Georgetown. Ces premiers tramways washingtoniens sont tirés par des chevaux, comme les diligences, mais ils sont nettement plus efficaces qu'elles. La progression sur rails rend en effet le trajet beaucoup moins chaotique et plus rapide, car la diminution significative des frottements permet aux chevaux de tirer des charges plus lourdes avec moins d'effort. En 1863, les ancêtres des camions-poubelle commencent à collecter les ordures dans les rues de la capitale. Le réseau

¹⁹⁸ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 210.

¹⁹⁹ Précisons que les tramways ont évolué au cours du temps. De manière générique, un tramway est un moyen de transport en commun qui circule sur des rails. Les premiers modèles étaient tractés par des chevaux. C'est plus tard seulement que des modèles tractés par des câbles, puis électriques sont apparus.

d'égouts commence à manquer cruellement. À partir de 1864 en effet, 38,5 millions de litres d'eau sont disponibles quotidiennement, mais Washington ne peut les exploiter pour ses besoins sanitaires faute d'un système d'écoulement des eaux usées²⁰⁰.

À la fin de la guerre de Sécession, la capitale reste néanmoins loin de l'objectif de splendeur qui lui avait été assigné. Washington est décrite avec des rues dépourvues de pavés, encombrées d'ambulances et de chariots militaires. Les véhicules sombrent fréquemment dans la boue liquide d'où les chevaux se révèlent incapables de les extirper. Ils doivent être tirés à l'aide de barres avant de pouvoir reprendre leur route. Il n'est pas rare que les dames aient besoin d'assistance pour passer d'un trottoir à un autre à travers les rues boueuses²⁰¹.

En 1865, Washington est à peine mieux qu'une bourgade, souligne un journaliste du *Baltimore Sun* en 1904. « Les rues étaient boueuses et toutes sortes de déchets y étaient jetés²⁰² », écrit-il. Le constat dressé par le journaliste new-yorkais Horace Greeley en juillet 1865 est peu amène :

« Washington », écrit-il, « n'est pas un endroit où il fait bon vivre. Les loyers sont élevés, la nourriture est mauvaise, la poussière est dégoûtante, la boue est profonde et les mœurs sont déplorables²⁰³. »

En 1871, à la suggestion de tenir l'Exposition universelle dans la capitale, le sénateur William H. Steward remarque : « Attendons d'avoir une ville avant d'inviter quiconque à venir la voir²⁰⁴. » De ces commentaires contemporains nous déduisons que si Washington a connu un développement certain au cours de ses 65 premières années d'existence, il reste un long chemin à parcourir pour en faire une capitale digne de ce nom. La ville a besoin de rues pavées et

²⁰⁰ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 255.

²⁰¹ "Ruled over District: Career of First Governor of national Capital," WP, 14 octobre 1900, p. 20.

²⁰² "The streets were mudholes, and all sorts of trash was tossed into them." ("He Beautified Boldly," *Baltimore Sun*, 28 février 1904)

²⁰³ "Washington is not a nice place to live in The rents are high, the food is bad, the dust is disgusting, the mud is deep and the morals are deplorable" (*The New York Tribune*, 13 juillet 1865, cité dans E. MEYER, "BOSS - Alexander Robey Shepherd remade the face of Washington", WP, 28 avril 1991)

²⁰⁴ "Let us have a city before we invite anybody to see it." (E. MEYER, *ibid.*)

éclairées, d'installations sanitaires, de moyens de transport en commun efficaces, d'écoles et de services de protection des biens et des personnes²⁰⁵.

Figure 43 - Vue du 1333 F Street, N.W. en 1865



2. Le déclin des années Shepherd (1871-1900)

a) Le « Boss » modernise Washington

« C'était une grande tâche, elle devait être accomplie rapidement, et elle a été accomplie de manière brutale et parfois de manière extravagante²⁰⁶. »

Le 21 février 1871, une nouvelle forme de gouvernement local est mise en place pour la capitale. Elle sera déterminante dans la révolution urbaine que connaît la ville pendant les trois années qui suivent. Le District, désormais dépourvu de maire (comme nous l'avons vu au chapitre I), est dirigé par un système similaire à celui des Territoires. À sa tête se trouvent un

²⁰⁵ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 293.

²⁰⁶ "It was a great task, it had to be done hurriedly, and it was done roughly, and at times extravagantly." (WP, 1902, *op. cit.* (note 250))

gouverneur nommé par le Président des États-Unis, confirmé par le Sénat et assisté d'un conseil de 11 membres, et une Assemblée de 22 représentants élus par les habitants masculins. Parmi les nouvelles institutions, la Commission des travaux publics (*Board of Public Works* - BPW) est une pièce maîtresse du dispositif. Elle se compose de quatre membres, parmi lesquels le gouverneur, qui en est le président *ex officio*. Très vite, le Board devient *de facto* le gouvernement de la capitale²⁰⁷. Il est responsable de toute la réglementation concernant les réparations des rues, avenues, impasses et des égouts, mais il assume encore et surtout le rôle de trésorier du District, avec pour rôle de verser, sur présentation de mandats, les fonds attribués par le Congrès ou collectés par le District²⁰⁸. Le gouverneur préside le BPW, mais son vice-président s'impose immédiatement comme le véritable homme fort²⁰⁹. Il s'agit d'Alexander R. Shepherd, natif de Washington et déterminé à donner à la capitale l'apparence qui sied à son statut, en s'inspirant notamment de l'œuvre parisienne du baron Georges Haussmann.

Lorsque Shepherd accède au poste de vice-président du BPW, la ville répond toujours au doux descriptif de « trou boueux » pour la plupart des résidents et visiteurs. Le plan gracieux et imposant dessiné par L'Enfant a été oublié depuis longtemps. De grandes avenues sont bien là, mais la ville est trop pauvre pour les paver, ce qui en fait de simples chemins de terre, presque impraticables pendant l'hiver et sales et poussiéreux en été, qui traversent collines et zones marécageuses car aucun effort n'a été fait pour niveler les rues. Les bâtiments les plus majestueux trônent au voisinage de baraques en bois²¹⁰.

Alexander Shepherd a un objectif en tête : régénérer la ville²¹¹. Il s'agit à ses yeux d'une question de fierté nationale. Selon ses propres termes, il souhaite « rendre cette capitale digne de la nation qu'elle représente, et faire d'elle la ville la plus noble et la plus distinguée au

²⁰⁷ “He Beautified Boldly,” *Baltimore Sun*, 28 février 1904.

²⁰⁸ “Revival of L'Enfant Plan is credited to former governor,” WP, 6 décembre 1927.

²⁰⁹ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

²¹⁰ “The Creator of Modern Washington,” *Baltimore Sun*, 14 septembre 1902.

²¹¹ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

monde²¹² ». En cela, il adhère pleinement à la volonté d'améliorer et d'embellir la capitale affichée par le Président Ulysses S. Grant peu après son investiture²¹³. Il déclare d'ailleurs à ce sujet que « personne n'a jamais été plus désireux de voir Washington s'améliorer que Grant ne l'a été²¹⁴ ». Paré d'ambitions que nombre de ses contemporains qualifièrent de démesurées ainsi que d'une détermination de fer, Shepherd devient le pionnier de la transition washingtonienne vers la modernité²¹⁵.

En trois années, Alexander « Boss » Shepherd accomplit une tâche de plusieurs décennies, mettant en œuvre la première tentative réelle de développer la ville et d'en faire une capitale qui souffre la comparaison avec ses concurrentes plus anciennes et mieux établies. Soulignons tout de même que Shepherd n'accomplit pas ce chantier considérable tout seul. S'il en est indubitablement la force motrice, il bénéficie du soutien actif de personnages clés tels que le colonel Orville Babcock, responsable du *Bureau of Public Buildings and Grounds* (Bureau des bâtiments et terrains publics) et donc en charge de tous les travaux concernant les édifices et terrains détenus par le gouvernement fédéral²¹⁶. Les travaux sont nombreux et de grande ampleur²¹⁷, accomplis de manière brutale et implacable selon un plan d'ensemble présenté en juin 1871. Des collines sont rasées, des vallons comblés²¹⁸, des conduits d'égouts, d'eau et de gaz installés²¹⁹. Les actions principales lancées par Shepherd sont sans conteste la mise en place d'un système adéquat d'égouts²²⁰ et les travaux de voirie. Deux conduites principales sont installées parallèlement au *Washington City Canal*, l'une allant de la 6^e à la 3^e rue, se déversait dans les eaux stagnantes du canal, l'autre, de la 7^e à la 17^e, se vidait dans le Potomac. Au total, ce sont

²¹² “make this Capital worthy of the Nation it represents, and as noble and as fine a city as there is in the world.” (“A Merited testimonial: Governor Shepherd Tendered a farewell Dinner – The District’s Handsome Tribute to the Man who has beautified the Capital,” WP, 30 avril 1880)

²¹³ “Ruled over District: Career of First Governor of national Capital,” WP, 14 octobre 1900, p. 20; “The New Governor – Serenade and Speech,” *Baltimore Sun*, 18 septembre 1873.

²¹⁴ “There never was a man more anxious to see Washington improve than Grant was.” (WP, “Revival”, 1927, *op. cit.* (note 209))

²¹⁵ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

²¹⁶ P. SCOTT, *op. cit.* (note 196), p. 75.

²¹⁷ “Shepherd as Commissioner: The Ex-Governor May Succeed the Late John W. Ross,” *Baltimore Sun*, 23 août 1902.

²¹⁸ “The Creator of Modern Washington,” *Baltimore Sun*, 14 septembre 1902.

²¹⁹ “Taking Charge of the ‘Boss,’” Sarah Conroy, WP, 3 octobre 1994, p. B3.

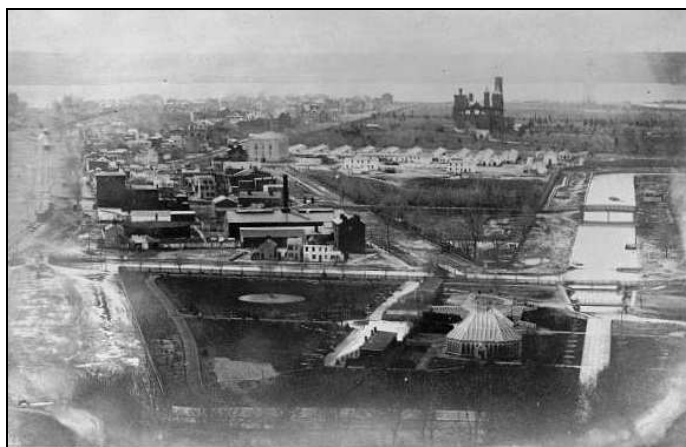
²²⁰ K. BARKER, *op. cit.* (note 13).

près de 200 kilomètres de conduits d'égouts qui sont creusés, dont 16 kilomètres si larges qu'une calèche tirée par un cheval pourrait y passer. Par la même occasion, tous les ruisseaux qui parcouraient la ville sont recouverts, y compris le malodorant *Washington City Canal*²²¹ lui-même, qui était devenu un égout à ciel ouvert dans lequel se déversaient les déchets de toute la ville, « rien de plus qu'une nuisance publique, (...) [une] masse immense de matière fétide et malsaine²²² ». Il est transformé en égout souterrain et une fois pavé, la rue qui le surplombe est baptisée B Street (aujourd'hui Constitution Avenue)²²³. Les habitants peuvent dès lors se promener sans tenir un mouchoir devant leur nez²²⁴. Un réseau de 48 kilomètres de conduites d'eau et de 63 kilomètres de conduites de gaz est également construit. Les vieilles pompes à eau manuelles sont remplacées par des machines plus modernes²²⁵. L'ensemble des travaux sanitaires conduit à déplacer plus de plus de 2,3 millions de mètres cube de terre²²⁶.

Figure 44 - Le canal en 1860 vu de l'ouest du Capitole (LOC)



Figure 45 - Le canal en 1863 vu du Capitole (LOC)



De nombreux travaux de voirie sont également entrepris. Shepherd lance une grande opération systématique de nivellement des rues, là où les démarches précédentes avaient été

²²¹ E. MEYER, *op. cit.* (note 204); E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); R. LYONS, "District Was a Dreary Place in 1877," WP, 7 décembre 1952.

²²² "nothing more nor less than a public nuisance, (...) [an] immense mass of fetid and corrupt matter," (U.S. Senate, Report of the Commissioner of Public Buildings, Executive Documents, 37th Cong., 2nd Sess., 1861-62, p. 855-856)

²²³ F. GUTHEIM, A. LEE, *Worthy of the Nation: Washington, DC, from L'Enfant to the National Capital Planning Commission*, p. 87; C. HEINE, "The Washington City Canal," Records of the Columbia Historical Society, vol. 53/56, 1953/546, p. 1-27.

²²⁴ S. CONROY, "Taking Charge of the 'Boss,'" WP, 3 octobre 1994, p. B3

²²⁵ E. MEYER, *op. cit.* (note 204).

²²⁶ E. MEYER, *op. cit.* (note 204).

ponctuelles. Elle est indispensable au développement des réseaux d'eau et d'égouts et au futur développement immobilier²²⁷. Afin d'améliorer l'état des rues existantes, le « Boss » en fait paver plus de 250 kilomètres pour remplacer les chemins de terre impraticables²²⁸. Il fait construire 335 kilomètres de trottoirs pour permettre aux piétons de ne plus s'enliser dans la boue. Il incite fortement la *Washington Gas Light Company* à installer des lampadaires, qui sont au nombre de 3 000 en 1874 lorsque Shepherd quitte le pouvoir²²⁹.

Dans la perspective du développement futur que Shepherd prévoit pour la ville, il ne se contente pas d'améliorer l'état et l'équipement des rues existantes mais en fait construire et équiper de nouvelles. Il fait ainsi paver sur trois kilomètres Massachusetts Avenue, qui n'a alors « pas d'existence visible » à l'exception de deux pâtés de maisons²³⁰. Tous ses contemporains ne sont pas du même avis que le « Boss » sur le développement de la ville. Nombre d'entre eux l'accusent de dilapider le budget de la ville pour construire des routes « au milieu des pâturages²³¹ », bien au-delà des limites de la ville.

Le plan d'ensemble envisagé par Shepherd vise avant tout à créer une ville propre, aux conditions d'hygiène irréprochables, aux rues bien pavées et bien éclairées. Pour ce faire, il repose donc principalement sur des améliorations d'ingénierie. L'embellissement est une simple arrière-pensée. De plus, la planification urbaine n'est pas un art reconnu dans l'Amérique des années 1870 comme elle l'est aujourd'hui ou l'était pour Pierre-Charles L'Enfant. Ni Shepherd ni le BPW ne se préoccupent de la façon dont les bâtiments s'intègrent ou non à leur environnement, de l'harmonie architecturale, etc. Ni le BPW ni le Congrès ne s'émeuvent ainsi de la perturbation que crée dans le plan de la capitale l'édifice monumental construit à partir de 1871 pour accueillir le ministère des Affaires étrangères, de l'Armée et de la Marine (*State, War,*

²²⁷ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 345.

²²⁸ K. BARKER, *op. cit.* (note 13); WP, "Revival", 1927, *op. cit.* (note 209); H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186); E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

²²⁹ H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186).

²³⁰ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222).

²³¹ "out of cow pastures" (R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222); E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155))

and Navy Building appelé ensuite *Old Executive Office Building* (OEOB) puis *Eisenhower Executive Office Building*). Le bâtiment style renaissance française bloque la perspective qu'offrait auparavant New York Avenue entre le Potomac et la Maison-Blanche, créant à l'Ouest de la Maison-Blanche une rupture identique à celle créée à l'Est par la construction du *Treasury Building* dans les années 1830²³².

L'embellissement n'est toutefois pas entièrement absent des grands travaux conduits sous l'autorité de Shepherd. Dans un souci de rendre le District plus beau et agréable, plus digne de son statut de capitale, Shepherd crée de nouveaux parcs et squares qu'il équipe d'arbres et de fontaines²³³, et fait planter 60 000 arbres pour apporter ombre et verdure le long des rues de la ville²³⁴.

Le *Washington Post* résume ainsi l'action d'Alexander Shepherd en 1880 : « il a fait du borbier qu'était la capitale de notre gouvernement la ville la plus élégante du pays²³⁵ ». Les comparaisons du même ordre sont innombrables au cours des années et des décennies suivantes, en particulier dans la presse locale.

Le résultat exemplaire de l'ère Shepherd n'a pas été atteint sans soulever des controverses intenses et nombreuses. Au cœur des sujets de mécontentements se trouvaient deux aspects majeurs : le coût des travaux et la manière de les réaliser.

Shepherd était un adversaire impitoyable, prêt à employer toutes les tactiques pour atteindre l'objectif qu'il jugeait noble et incontestable. Sa méthode, selon le *Baltimore Sun* était « de s'arroger des pouvoirs qui ne lui avaient pas été délégués et de les utiliser de manière oppressive²³⁶ ». Il agissait de manière implacable, mettant ses projets en œuvre dès qu'ils étaient

²³² C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 346.

²³³ "He Beautified Boldly," *Baltimore Sun*, 28 février 1904; H. BISSELLE, 1928, *op. cit.* (note 186).

²³⁴ E. MEYER, "Taking Charge of the 'Boss,'" S. CONROY, WP, 3 octobre 1994, p. B3; E. MEYER, *op. cit.* (note 204).

²³⁵ "He has taken the Capital city of our Government from a miry morass and made it the handsomest city in the country." (WP, "A Merited testimonial", 1880 *op. cit.* (note 213)).

²³⁶ "a continued assumption of undelegated powers and the oppressive use of them" ("Letters from Washington – The District of Columbia Improvement Muddle," *Baltimore Sun*, 12 février 1874)

finalisés, sans se préoccuper de leur impact sur de nombreux citoyens modestes qu'ils conduisaient tout droit à la ruine. Ceux-ci devaient parfois céder leur maison faute de pouvoir rassembler suffisamment de fonds pour payer les impôts qui leur étaient réclamés suite aux travaux. La destruction du vieux marché de Northern Liberty, en septembre 1872, est une parfaite illustration de la façon qu'avait Shepherd de procéder. Ce marché, situé sur Mount Vernon Square, était en piteux état, constitué d'un assemblage de cabanes de piètre facture. Devant le refus de certains vendeurs d'évacuer les lieux, condamnés par ordonnance municipale, Shepherd, qui ne souhaitait pas attendre une autorisation du tribunal pour procéder au nettoyage de la zone, se contenta d'envoyer des hommes de main sur place une nuit. Le lendemain, avant même le lever du soleil, sa petite armée avait tout détruit²³⁷. Le nivellement des rues n'était pas non plus sans conséquences directes pour certains résidents, qui retrouvaient leur maison tellement surélevée par rapport au niveau de la rue que le pas de la porte était désormais à plus de quatre mètres du sol, ou inversement dans une tranchée, la rue étant au niveau du deuxième étage, ceci sans préavis ni compensation. Ces méthodes brutales ne valurent naturellement pas à Shepherd le soutien de tous ses contemporains, dont beaucoup le haïssaient, d'autant plus que le montant des travaux se révèle exorbitant.

La loi qui encadre alors le gouvernement territorial autorise le District à augmenter sa dette, qui se monte alors à quatre millions environs, jusqu'à un montant maximal de 10 millions. Pour Shepherd, cette somme, même réévaluée, n'est que l'amorçage de la pompe²³⁸. Cela est rapidement très clair pour la plupart de ses opposants, dont l'inquiétude augmente avec le montant des dettes au fil des mois. Ils s'évertuent à bloquer le BPW dans son élan, mais restent impuissants. Les injonctions du tribunal ne suffisent pas à arrêter Shepherd. En novembre 1871, l'émission de quatre millions de bons est soumise à référendum par l'Assemblée du District. Le

²³⁷ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); R. SHEPHERD, *When Culture Goes to Market, Space, Place, and Identity in an Urban Marketplace*, 2008; MAURY, William M, Alexander "Boss" Shepherd and the Board of Public Works, 1975, p. 4.

²³⁸ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

résultat du référendum est tellement favorable à Shepherd (12 748 voix contre 1 202) que ses adversaires y voient la main du « Boss »²³⁹. Conformément au projet, les nouveaux bons sont émis et les travaux se poursuivent, avec force despotisme.

L'opposition, intermittente au cours des premiers mois du BPW, se renforce au fur et à mesure qu'augmentent les travaux, la dette et les impôts ciblés – mais très élevés – levés sur les propriétés immobilières. Très vite, « la ville vocifère des critiques violentes et amères contre [Shepherd]²⁴⁰ ». Ces critiques trouvent une traduction concrète dans une pétition endossée par 876 citoyens qui est adressée au Congrès le 22 janvier 1872. Les opposants les plus actifs sont des démocrates (Shepherd est républicain) et des républicains mécontents car évincés. Le document réclame une enquête parlementaire sur Shepherd et les pratiques du BPW. Les opposants présentent 15 accusations sérieuses contre le vice-président du Board. Ils affirment qu'une enquête trouvera sans difficulté des preuves de corruption, de dépenses superflues, imprudentes et exorbitantes occasionnées par des améliorations sans fondements, par des travaux tellement négligés qu'une partie ont déjà perdu toute utilité, par de coûteuses erreurs. Ils ajoutent que les citoyens lésés par les travaux ne reçoivent pas de dédommagements, que leurs propriétés sont parfois saisies sans que la moindre compensation soit versée, que des impôts illégaux sont levés, parfois à des niveaux tellement élevés que les contribuables deviennent trop endettés pour pouvoir les rembourser et voient leur propriété saisie²⁴¹. La clameur populaire est entendue au Capitole. Plusieurs députés des deux partis sont en faveur de la création d'une commission spéciale, car la commission en charge du District ne serait pas impartiale, mais ils rechignent à la dessaisir de ses prérogatives²⁴². Finalement, l'enquête est donc conduite par la commission en charge du District, sous la présidence de Henry Starkweather, ami proche de Shepherd. Le résultat, prévisible, est un blanchiment du Boss, dont les erreurs et celles du BPW

²³⁹ WP, "Revival", 1927, *op. cit.* (note 209).

²⁴⁰ "the city virtually roared against the man with severe and bitter criticism" (WP, "Revival", 1927, *op. cit.* (note 209))

²⁴¹ Baltimore Sun, 1874, *op. cit.* (note 235).

²⁴² *Washington Daily Patriot*, 25 janvier 1872; *Chronicle*, 22 janvier 1872.

sont attribuées à un enthousiasme innocent. Aucune critique n'est formulée sur les méthodes brutales employées, pas plus que sur les règles flexibles d'attribution des marchés, les dépassements récurrents de montants de contrats, ou les méthodes peu rigoureuses de comptabilité²⁴³. Shepherd n'est donc pas démis de son poste de vice-président du Board. Au contraire, il accède au poste de Gouverneur du District le 15 septembre 1873, suite à la démission du gouverneur Henry Cooke.

Dans le contexte de la crise économique nationale de 1873, une nouvelle enquête parlementaire est lancée en 1874. La commission d'enquête, nommée en février, rend son rapport au mois de juin de la même année. Shepherd ressort blanchi de toute accusation portant sur son intégrité et son honnêteté. L'enquête a découvert l'existence de contrats de travaux publics qui bénéficient aux proches et à la famille de Shepherd, mais aucun indice de corruption directe du Boss. C'est donc sa vision pour la ville et sa façon de la mettre en œuvre qui sont mises à l'index. La commission établit qu'il a occasionné 40 millions de dépenses au cours de ses trois années passées au pouvoir²⁴⁴. À la fin de l'année 1872, la dette du District se montait déjà à 10 millions de dollars, le plafond légal. En juin 1874, elle a largement dépassé ce plafond pour atteindre 27 millions selon la commission, car les 13 millions d'impôts supplémentaires n'ont pas suffi à équilibrer les comptes. Shepherd ne concède pour sa part qu'un dépassement du plafond de huit millions²⁴⁵. L'ultime conséquence des méthodes employées par Shepherd et de leur impact sur le budget de la capitale est la fin du gouvernement territorial, décidée par le Congrès le 20 juin 1874²⁴⁶. Le gouverneur déchu a accumulé trop d'inimités pour pouvoir espérer un poste de commissaire dans le gouvernement temporaire mis en place en 1874, malgré le soutien inébranlable du Président Grant. Soutenu par certains, mais haï par le plus grand nombre, Alexander Shepherd quitte non seulement la ville mais le pays.

²⁴³ R. HARRISON, *Washington During Civil War and Reconstruction: Race and Radicalism*, 2011, p. 290.

²⁴⁴ "He Beautified Boldly," *Baltimore Sun*, 28 février 1904.

²⁴⁵ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222); WP, "Revival", 1927, *op. cit.* (note 209); E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); "The creator of Modern Washington," *Baltimore Sun*, 14 septembre 1902; E. MEYER, *op. cit.* (note 204).

²⁴⁶ *Baltimore Sun*, 1874, *op. cit.* (note 235); E. MEYER, *op. cit.* (note 204).

Finalement, il faut peu de temps aux Washingtoniens, sept ans, précisément, pour reconnaître les mérites des travaux entrepris par Shepherd, l'absoudre de toute faute et le célébrer comme le héros qui a tiré la capitale de la boue, le plus grand bienfaiteur que la ville ait jamais eu. Après une période d'exil volontaire au Mexique, où il finira d'ailleurs ses jours, le natif de Washington revient à deux reprises dans la capitale en 1887 puis en 1895. Lors de ces deux occasions, il est accueilli en héros. En 1887, une parade sur Pennsylvania Avenue et un dîner sont organisés en son honneur. En 1895, plus de 6 000 admirateurs le célèbrent à l'hôtel Willard²⁴⁷. Lorsqu'il décède en 1902, sa dépouille est rapatriée à Washington, où une journée de deuil est déclarée en son honneur²⁴⁸.

En 1902, suite au décès de Shepherd, le *Washington Post* écrit : « nous pouvons pardonner toutes les fautes de méthode eu égard aux résultats que nous voyons et prévoyons²⁴⁹ ». Deux ans plus tard, il récidive en affirmant que :

« Aucun résident actuel de Washington et aucune personne qui s'intéresse à la capitale nationale ne remet aujourd'hui en question la sagesse des travaux d'amélioration, aussi coûteux et peut-être extravagants qu'ils aient été²⁵⁰. »

Le commissaire Macfarland déclare pour sa part en 1902 : « Je crois qu'il n'existe aucun homme du District tenu en plus haute estime et pour lequel le peuple du District ait plus de gratitude²⁵¹. »

b) Après Shepherd : la poursuite de la modernisation

La vision de Shepherd pour la capitale et son futur est la première à s'exprimer à une telle échelle depuis celle de Pierre-Charles L'Enfant. Elle laisse une empreinte durable sur la ville et son développement. Lorsque le « Boss » quitte le pouvoir, Washington débute une période de

²⁴⁷ E. MEYER, «*op. cit.* (note 204); WP, "Revival", 1927, *op. cit.* (note 209).

²⁴⁸ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222).

²⁴⁹ "we can pardon all faults in the method for the sake of the results that we see and foresee." ("A. R. Shepherd Dead: Man Who Made Capital Passes Away in Mexico," WP, 13 septembre 1902)

²⁵⁰ "no one now living in Washington and no one interested in the national capital now questions the wisdom of the public improvements, costly and perhaps extravagant as they were." ("He Beautified Boldly," *Baltimore Sun*, 28 février 1904)

²⁵¹ "I think there is no District man whom the people of the District hold in greater honor or in greater gratitude." (WP, 1902, *op. cit.* (note 250))

transition. De nombreuses améliorations ont été réalisées, mais elles n'en rendent que plus évident le besoin d'améliorations supplémentaires. Avec ses 160 000 habitants, le District n'est plus le « gros village » que certains continuent à décrire, répercutant le discours désormais bien rôdé sur la capitale, mais il est encore une ville de taille moyenne, « une ville terne aux bâtiments peu attrayants, envahie par les moustiques²⁵² ».

En 1877, Florida Avenue est encore appelée *Boundary Street*, car elle constitue la limite nord de la ville, tout au moins la limite que les habitants ont en tête lorsqu'ils parlent de Washington. Cette limite est manifeste sur le plan de la capitale de 1795 présenté en début de chapitre (*fig. 23*), elle constitue la limite du plan. Au-delà règne « la campagne », une zone de fermes où se trouvent çà et là quelques hameaux et les domaines isolés de quelques familles éminentes. L'*Anacostia River* constitue la limite Est, *Rock Creek* la limite Ouest²⁵³. Le *Washington Monument* trône, inachevé, au milieu du *Mall* depuis que les travaux se sont interrompus en 1856, au bout de huit ans. Avec ses 48 mètres de haut, l'obélisque tronqué semblable à une ruine égyptienne²⁵⁴ est l'objet de multiples railleries et le symbole de l'aspect inachevé de la capitale. Des chèvres paissent encore aux abords du Capitole. Une voie ferrée traverse le *Mall*²⁵⁵. L'eau potable non filtrée est souvent couleur chocolat. La malaria est un souci récurrent, du fait des *Potomac Flats*²⁵⁶ et autres repères à moustiques²⁵⁷. Les berges du Potomac sont décrites dans le premier numéro du *Washington Post* comme « mornes et dévastées²⁵⁸ ». Les omnibus à chevaux continuent à être le seul moyen de transport en commun et ils sont trop peu nombreux. Les lampes à gaz éclairent désormais les rues, mais par mesure d'économie elles ne sont pas allumées les nuits où brille la lune. Les premiers téléphones électriques viennent à peine de faire leur apparition²⁵⁹.

²⁵² “a drab city of unattractive buildings, mosquitoes.” (R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222))

²⁵³ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

²⁵⁴ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222).

²⁵⁵ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222).

²⁵⁶ Les *Potomac Flats* sont la zone marécageuse située au sud du Mall en bordure du Potomac.

²⁵⁷ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

²⁵⁸ “dreary and desolate” (E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155))

²⁵⁹ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

Le principal problème de la capitale en 1877 est la situation politique et financière difficile et incertaine dans laquelle elle se trouve. Le District est extrêmement endetté, aucune décision définitive n'a été prise par le Congrès concernant son système de gouvernement local, or pour ces deux raisons, tout progrès en termes d'infrastructures a été interrompu.

Le Congrès tranche finalement en 1878, ce qui semble alors être une bonne chose pour deux raisons au moins. D'une part, la décision marque la fin des incertitudes concernant le devenir politique de la ville. D'autre part, si le nouveau système de gouvernement ôte toute forme d'autodétermination aux Washingtoniens, il consacre la règle dite des 50-50, qui prévoit que l'État assumera désormais 50 % des dépenses de la capitale. Cette disposition budgétaire est très bien accueillie au sein du District, principalement car les Washingtoniens espèrent qu'elle permettra de poursuivre le programme de modernisation amorcé à grands frais par Alexander Shepherd. Et en effet, l'équipement de la ville s'améliore significativement au cours des 40 années qui suivent, années au cours desquelles la règle des 50-50 est respectée, avant d'être aménagée puis récusée.

Au début des années 1880, la ville connaît son premier boom immobilier depuis la crise de 1873. Les améliorations d'infrastructures apportées sous Shepherd et la règle des 50-50 n'y sont pas étrangères. Le standing croissant de la capitale incite de plus en plus les fonctionnaires à acheter leur logement au lieu de le louer. L'élection de Grover Cleveland à la présidence en 1884 marque le transfert du pouvoir des républicains aux démocrates. Beaucoup à Washington craignent que la capitale en pâtisse. Il n'en est rien. Le boom immobilier se poursuit. Au cours des dernières années du siècle, l'histoire économique de la capitale se confond avec son histoire immobilière. En 1885, la ville compte une centaine d'agences immobilières.

La décision majeure d'étendre la capitale au-delà de *Boundary Street* est prise. De nouvelles rues sont créées, les avenues qui s'interrompaient alors brusquement à *Boundary Street* sont prolongées. Des bâtiments surgissent sur Connecticut Avenue et Massachusetts Avenue, aux

environs de *Dupont Circle*²⁶⁰, qui quelques années auparavant était encore « la campagne »²⁶¹. Massachusetts Avenue, prolongée et embellie, atteint *Rock Creek* dès 1888. Elle devient rapidement l'une des avenues les plus belles et les plus recherchées de la capitale, appréciée aussi bien pour ses résidences élégantes, que la qualité de son bitume et l'ombre agréable fournie par toute une variété d'arbres.

En 1887, lorsque Shepherd revient pour la première fois dans la capitale depuis 1874, il se dit impressionné par les progrès effectués par le District depuis son départ.

« Le très grand nombre et l'extrême beauté des nouveaux bâtiments qui se sont élevés de toutes parts sont incroyables », déclare-t-il, « et la croissance des arbres a changé le visage de la ville d'un bout à l'autre²⁶². On peut conduire des kilomètres sur le doux revêtement en asphalte d'une rue après l'autre. »

Au cours des années qui suivent, la ville étend régulièrement son périmètre. Dès 1890, *Boundary Street* change ainsi de nom pour s'appeler Florida Avenue²⁶³. Le développement de l'électricité, qui apporte avec lui des moyens de locomotion plus rapides et plus efficaces, joue un rôle important dans la croissance de Washington, en particulier vers les banlieues de l'époque. Le premier *cable car* est installé sur Pennsylvania Avenue en 1892. Puis vient l'*overhead trolley car* et, le 20 juillet 1895, le premier *underground conduit car*. En avril 1897 apparaissent finalement les premières automobiles²⁶⁴.

Suite à la crise mondiale de 1893, l'activité immobilière connaît un repli important dans le District, mais elle repart à nouveau dès 1898. Peu à peu, ce qui était initialement un ensemble clairsemé de communautés ou de villages appelés *Columbia Heights*, *LeDroit Park* ou *Mount Pleasant* s'agrège à la capitale qui les absorbe implacablement dans sa croissance. Lorsque Shepherd, le « Bâtitteur de Washington », revient sur place en 1895, il se déclare une nouvelle

²⁶⁰ Auparavant baptisé *Pacific Circle*, *Dupont Circle* prend officiellement ce nom le 25 février 1882.

²⁶¹ R. LYONS, 1952, *op. cit.* (note 222).

²⁶² «The immense number and the great magnificence of new buildings that have gone up everywhere are astonishing, and the growth of the shade trees has changed the face of the city from boundary to boundary. (...) One can drive for miles over the smooth asphalt pavement of one street after another.» (WP, «Revival», 1927, *op. cit.* (note 209))

²⁶³ C. GREEN, *Washington*, *op. cit.* (note 152), p. 47.

²⁶⁴ «Motor Carriage Here – The Horseless vehicle Caused a Street Sensation – Trial Trip on the Asphalt,» WP, 3 avril 1897.

fois « très impressionné par l'apparence achevée de la ville » et remarque que « bien des espaces vacants dans les rues ont été comblés depuis ma dernière visite par des bâtiments imposants²⁶⁵ ».

Face à une croissance qui se révèle assez désordonnée, les commissaires, les élites économiques de la ville et leurs alliés au Congrès lancent à la fin des années 1880 un mouvement de planification destiné à imposer une extension raisonnée de la capitale. Avant 1888, les propriétaires terriens de la capitale étaient libres de découper leurs parcelles comme bon leur semblait, ce qui les amenait généralement à s'appuyer sur la topographie tourmentée du District pour proposer à la vente les meilleurs produits possible. Doté de pouvoirs limités, le collège des commissaires était impuissant à réguler l'expansion de la ville. À partir des années 1870, des appels récurrents sont lancés pour réclamer une telle régulation²⁶⁶. Ce sont les prémices du mouvement architectural et urbanistique *City Beautiful*, qui se cristallisera à Chicago quelques années plus tard. Ils se traduisent par l'élaboration entre février 1886 et janvier 1889 d'une dizaine de projets de loi²⁶⁷, qui proposent de planifier intégralement l'urbanisation de la capitale au-delà du centre historique, en conformité avec le plan L'Enfant. Aucun de ces projets ne débouche sur une loi.

Le 27 août 1888, le Congrès vote une loi plus restreinte, qui règlemente le découpage parcellaire dans le District. Elle stipule en particulier que :

« aucune future subdivision de terrain dans le District de Columbia, à l'extérieur des limites des villes de Washington et Georgetown, ne sera enregistrée (...) si elle n'est pas conforme au plan général de la ville de Washington²⁶⁸. »

²⁶⁵ "I have been very much impressed with the finished appearance of the city. (...) Many of the blank spaces in the streets have been filled up since I was last here with substantial-looking buildings." ("District of Columbia: Ex-Governor Shepherd Looks Upon Results of his Work," Baltimore Sun, 15 Juillet 1895)

²⁶⁶ M.HARRISON, "The 'Evil of the Misfit Subdivisions': Creating the Permanent System of Highways of the District of Columbia," 2002, p. 27; RGDC 1879, p. 386-87; 1880, p. 218; 1881, p. 226 ; *Evening Star*, 20 juillet 1883, 4 avril 1888.

²⁶⁷ Ces projets de loi ont été identifiés par M. Harrison (M. HARRISON, *ibid.* p. 38) dans les sources suivantes : *Evening Star*, 24 avril 1886; House Report 4019, "Streets and Avenues in the District of Columbia," 49th Cong., 2nd Sess., 11 février 1887, et R. Ross PERRY (dir.), *Report of the Special Committee on the Highway Act*, Washington Board of Trade, 18 décembre 1897, 4-6, in NARA, RG 351, Records of the Office of Surveyor (E 99), box 6, docket "Misc 11."; E. FOLLARD, *op. cit.* (note 155).

²⁶⁸ "no future subdivision of land in the District of Columbia, without the limits of the cities of Washington and Georgetown, shall be recorded in the surveyor's office... unless made in conformity with the general plan of the city of Washington." (House Report 1139, "Subdivision of Land within the District of Columbia," 50th Cong., 1st Sess., 13 mars 1888; Stat. 25 (1888), p. 451; RGDC 1888, p. 257-258)

Les Commissaires s'appuient sur cette base pour fixer pour la première fois des règles établissant une largeur minimale pour les rues, les avenues, et les parcelles. Ils autorisent également une certaine flexibilité par rapport au plan de Washington dans les cas où la topographie rendrait une grille stricte inadaptée. Toutefois, la loi de 1888 se révèle rapidement inefficace. En effet, si les lignes directrices qu'elle propose permettent d'assurer une certaine rigueur dans le développement, elles ne permettent pas d'assurer qu'un patchwork de subdivisions formera un jour un ensemble harmonieux. Les anciennes banlieues, construites de manière relativement anarchique, compliquent encore la tâche. Or l'*Evening Star* en dénombre 43 dans le District en 1887. Face à ces difficultés, les appels à une planification complète et raisonnée de la ville se multiplient au début des années 1890. Le *Board of Trade* fraîchement créé fait pression en ce sens et va jusqu'à proposer un projet de loi au Congrès. Il échoue à cause de dissensions sur la manière de financer les travaux publics à mener dans la capitale²⁶⁹.

Le 2 mars 1893, le Congrès vote finalement une loi « destinée à créer un système permanent de voirie dans les parties du District extérieures aux villes ». Cette loi autorise les Commissaires à étendre le plan L'Enfant, qui concerne seulement le centre-ville, au reste de la capitale. Concrètement, cela signifie que les propriétaires qui souhaitent construire dans le District hors des limites du centre historique doivent se conformer au plan établi par les Commissaires. Par ailleurs, la loi donne aux Commissaires le pouvoir d'expropriation pour pouvoir construire routes, avenues et rues à travers d'anciens domaines, sur la base du plan. La mise en œuvre du plan commence presque immédiatement, sous la direction du Commissaire ingénieur adjoint William P. Richards. Le District est divisé en quatre sections et la planification débute. La mise en œuvre se révèle toutefois compliquée, car les nombreux propriétaires concernés par les expropriations contestent devant les tribunaux la loi et le montant des dommages qui leur sont

²⁶⁹ M. HARRISON, *op. cit.* (note 267), p. 41.

proposés. De plus, les estimations du coût de mise en œuvre du plan se révèlent extrêmement élevées.

Figure 46 - Plan du système de voirie du District tel que validé en 1900, avec les modifications effectuées en 1914



Par conséquent, des tentatives d'abrogation de la loi se succèdent à la Chambre. Finalement, le Sénat, plus tempéré, vote le 28 juin 1898 une loi de remplacement qui autorise à maintenir en l'état les découpages non conformes au plan dans la section 1, évitant ainsi de multiples expropriations, et supprime le système d'expropriation. En revanche, les découpages non conformes des trois autres sections ne sont pas autorisés à perdurer. Après nombre d'études supplémentaires sous la supervision de John C. Olmsted, le plan définitif des rues du District est validé le 16 mai 1900²⁷⁰.

²⁷⁰ RGDC 1895, p. 832-833; 1896, p. 24; 1897, p. 265; 1898, vol. 2, p. 200; 1899, vol 1, 146.

« C'est un hybride, » explique Michael Harrison, « forgé par une quête de monumentalité, tempéré par les contraintes financières, les exigences géographiques et les droits et désirs des propriétaires terriens²⁷¹. »

En 1899, l'adoption du *Buildings Height Act*, qui règlemente la hauteur des édifices dans le District, est une preuve supplémentaire de la volonté de placer l'embellissement et la cohérence du développement de la ville avant les intérêts privés.

Les initiatives ambitieuses lancées à la fin des années 1880 en faveur de la planification de la capitale sont finalement parvenues à se concrétiser au début du siècle suivant, avec un effet déterminant et durable sur le visage de la capitale. Aujourd'hui, les rues de Washington ne diffèrent que peu du plan décrit en 1900 dans le « système permanent de voirie du District de Columbia ».

L'intérêt que le Congrès porte à la capitale et à son aménagement à la fin du XIX^e siècle se traduit non seulement par les initiatives prises en matière de planification urbaine mais également par la poursuite d'efforts significatifs en matière de travaux publics. Les travaux sont certes de moindre ampleur que ceux accomplis dans les années 1850 et 1870, mais l'effort se poursuit pour consolider le système d'approvisionnement en eau, achever le système d'égouts, réglementer le fonctionnement des tramways, enterrer la multitude de fils qui orne les rues de la ville, draguer le Potomac et développer les parcs washingtoniens²⁷².

Symbole des progrès effectués, le *Washington Monument* est enfin achevé en 1884, 46 ans après la pose de la première pierre. La construction du *State, War, and Navy Building* est également terminée. Suite à l'installation d'une ligne de transports en commun (*horse-car line*), les rues F et G commencent à concurrencer la 7^e rue, principale artère commerçante depuis les origines de la capitale²⁷³. Le pavage des rues se poursuit, tâche sans fin dans une ville en expansion constante. Les réseaux d'eau et d'égouts sont améliorés. De nouveaux conduits sont

²⁷¹ "It was a hybrid, shaped by a quest for monumentality, tempered by financial constraints, geographic necessity, and the rights and desires of private property owners." (M. HARRISON, *op. cit.* (note 267), p. 28)

²⁷² M. HARRISON, *op. cit.* (note 267), p. , p. 28; C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 49.

²⁷³ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 10, 16.

construits sous la direction du commissaire ingénieur²⁷⁴. La capacité du réservoir de Georgetown est augmentée, le barrage de Great Falls est agrandi fin 1886 et la construction d'un deuxième réservoir est entreprise. Elle sera achevée en 1907.

En 1890, une commission spéciale de génie sanitaire est réunie pour dresser un bilan des problèmes d'eaux usées qui continuent à frapper le District. En effet, de nombreux cours d'eau de la ville sont désormais pollués suite au déversement des eaux usées et se présentent davantage sous la forme de magma stagnant que de cours d'eau. En 1881, moins d'un tiers des 30 474 maisons que compte la ville sont reliées aux égouts²⁷⁵. Sur la base d'estimations de croissance de la capitale, le célèbre ingénieur Rudolph Hering²⁷⁶ aide la commission à concevoir un système qui couvrira les besoins de Washington pour les 60 années à venir²⁷⁷. Le système comprend un réseau d'énormes conduites dans lesquelles viendront se déverser les conduites plus petites destinées à quadriller toutes les zones denses de la ville. Le tout se jettera dans le Potomac plusieurs miles en aval de Washington, ce qui permettra désormais d'éviter tout reflux vers la ville. Le projet, bien qu'immédiatement approuvé par le Congrès, n'est pas financé avant 1898, de sorte qu'au début du siècle suivant, le système n'est qu'à moitié fini et les égouts restent l'un des problèmes sanitaires les plus importants de la capitale. La station de pompage, la station d'épuration et le système de filtration d'eau de la capitale sont opérationnels en 1907.

En 1882, les lampes à gaz commencent à être remplacées par des lampes électriques, qui permettent de réduire le risque d'incendie. Avant 1890, la ville en compte 181. Elles se répandent ensuite à un rythme de plus de 75 à 100 par an²⁷⁸.

Le domaine des transports évolue également. En 1895, les compagnies de transport de la capitale sont consolidées pour créer la *Capital Traction Company*. Cinq ans plus tard, les 13

²⁷⁴ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 18.

²⁷⁵ W. TINDALL, *Standard History of the City of Washington from a Study of the Original Sources*, p. 287-292.

²⁷⁶ Hering est incorrectement nommé Rudolph Henning dans l'ouvrage de Constance McLaughlin Green.

²⁷⁷ C. HALL, *A Biographical Dictionary of People in Engineering: From the Earliest Records to 2000*, p. 98; C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 43, 44.

²⁷⁸ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 50.

lignes indépendantes qui existent alors dans la ville fusionnent pour former la *Washington Traction and Electric Company*²⁷⁹.

C'est aussi au cours des années 1880 et 1890 que les autorités décident d'étendre le réseau de parcs de la capitale, à la fois pour des raisons d'embellissement et pour des raisons de santé publique. Le zoo national est créé par le Congrès en 1889. Le 27 septembre 1890, c'est au tour de *Rock Creek Park*²⁸⁰. En 1897, enfin, les *Potomac Flats* tant honnis et critiqués cèdent officiellement la place à *Potomac Park*. C'est le fruit de nombreuses années de lutte menées notamment par Charles C. Glover, qui est parvenu à obtenir la création du parc par Grover Cleveland le 3 mars, c'est-à-dire lors du dernier jour de son mandat présidentiel²⁸¹.

La création de nouveaux parcs traduit la volonté locale et celle des autorités de renouer avec le Plan L'Enfant. Ces créations annoncent la venue du plan McMillan.

B. Développer et embellir la capitale : de nouvelles exigences pour un nouveau siècle (1900-1945)

1. De l'élan du centenaire à la Première Guerre mondiale (1900-1920)

a) Le mouvement « City Beautiful » et ses conséquences sur les infrastructures de la capitale

En 1900, Washington dispose du télégraphe, du téléphone, de l'éclairage électrique dans les rues, du tramway électrique et plus de la moitié des fils électriques de la ville sont désormais enterrés. La plupart des Washingtoniens vont encore au travail à pied. La voiture demeure une nouveauté. La ville entre dans la modernité, mais beaucoup reste à accomplir²⁸².

La célébration du centenaire de la capitale, en 1900, coïncide aux États-Unis avec l'essor du mouvement *City Beautiful*, qui est officiellement né lors de l'exposition universelle de 1893 à Chicago mais dont l'essor a été étouffé par la longue dépression des années 1890. L'apparition de

²⁷⁹ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 51.

²⁸⁰ W. BUSHONG, P. M. WEISS, "Rock Creek Park: Emerald of the Capital City," *Washington History*, p. 17, 20; W. TINDALL, "The Origin of the Parking System of This City," *Records of the Columbia Historical Society*, p. 98-99.

²⁸¹ Plusieurs années de travaux s'écouleront avant que le parc devienne une réalité. Il sera inauguré en septembre 1907, devant quelque 400 000 personnes. (E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155))

²⁸² C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 144.

nouveaux planificateurs urbains est retardée, toutefois le retour à la prospérité ravive la flamme et avec elle la volonté de se réappropriier les richesses naturelles jusqu'alors négligées telles que les lacs et les berges des fleuves, qui se manifeste notamment à Boston et à Cleveland²⁸³.

À Washington, le regain d'intérêt pour la planification, couplé à l'enthousiasme centennal et à de fortes pressions du *Board of Trade*, inspire des projets grandioses d'embellissement de la capitale. Ils donnent notamment naissance en mars 1901 à la *McMillan Park Commission*, présidée par le sénateur du Michigan James McMillan²⁸⁴.

Son objectif est de planifier un système de parcs pour le District. De cet objectif relativement limité jaillira un plan élaboré d'embellissement de la capitale. La commission recrute plusieurs des meilleurs architectes et artistes de l'époque, parmi lesquels l'architecte de Chicago David Burnham et le célèbre paysagiste Fredrick Law Olmsted. De leur travail commun sort en 1902 le fameux Plan McMillan, dont les propositions marquent et stimulent le domaine de la planification urbaine dans tout le pays. Il recommande principalement de baser le développement présent et futur de Washington sur le Plan L'Enfant et sur la vision qui animait son auteur²⁸⁵, en cohérence avec la planification de la voirie qui est menée dans la ville à la même période. Il promeut également un modèle dans lequel les espaces verts et les bâtiments publics doivent constituer un ensemble harmonieux. Le plan n'est toutefois pas dépourvu de compromis. En effet, il considère le *Treasury Building* et la bibliothèque du Congrès comme des entorses malheureuses mais historiques et désormais permanentes au Plan L'Enfant²⁸⁶.

Parmi les principales recommandations figurent le réaménagement du *Mall* et la construction de nombreux bâtiments publics au cœur de Washington. Le nouveau plan du *Mall* est basé sur

²⁸³ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 133.

²⁸⁴ U.S. Senate, *The Improvement of the Park System of the District of Columbia*, 1902.

²⁸⁵ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 20-21.

²⁸⁶ M. BEDNAR, J. *L'Enfant's Legacy: Public Open Spaces in Washington*, 2006, p. 49. Pour davantage de détails sur les travaux de la commission McMillan, voir le rapport officiel (*U.S. Senate Committee on the District of Columbia*, 1902, *op. cit.* (note 285)) ainsi que les trois ouvrages suivants : J. REPS, *Monumental Washington: The Planning and Development of the Capital Center*; J. PETERSON, *The Birth of City Planning in the United States, 1840-1917*, p. 77-97 ; P. SCOTT, *op. cit.* (note 196), p. 131-134.

les propositions formulées par L'Enfant un siècle auparavant. La grande esplanade sera désormais bordée de musées publics. À l'extrémité ouest se dressera un mémorial dédié à Abraham Lincoln, à partir duquel un pont enjambrera le Potomac pour le relier au cimetière national d'Arlington. Entre le *Lincoln Memorial* et le *Washington Monument*, un long bassin rappellera ceux qui ornent les jardins du château de Versailles. La zone située au sud du *Mall* sera réservée à des espaces verts. Les berges marécageuses de l'*Anacostia River* seront asséchées²⁸⁷. Les édifices liés aux pouvoirs législatif et judiciaire seront disposés derrière le Capitole. Un autre ensemble massif de bâtiments fédéraux est prévu à côté de la Maison-Blanche tout autour de *Lafayette Square*, en lieu et place des édifices qui entourent alors le square²⁸⁸.

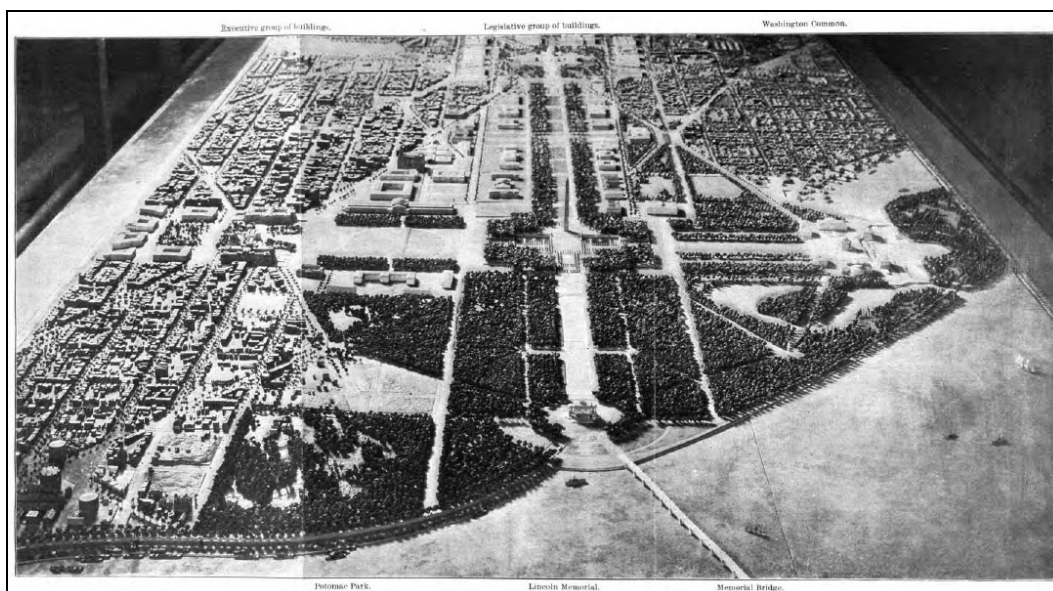
Figure 47 - Plan proposé pour de centre de la capitale par la Commission McMillan²⁸⁹



²⁸⁷ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 135-136.

²⁸⁸ Certains bâtiments seront rasés et d'autres construits dans la perspective de cette agora moderne, mais le complexe fédéral imaginé par la commission ne verra finalement pas le jour, notamment du fait de la multiplication des ministères et autres institutions fédérales qui rendront impossible leur regroupement en un lieu unique. (S. LURIA, *Capital Speculations: Writing and Building Washington*, 2006, p. 139-140; M. BEDNAR, *op. cit.* (note 287), p. 21)

²⁸⁹ U.S. Senate Committee on the District of Columbia, *op. cit.* (note 285), face à la page 23.



Les propositions de la commission (que l'on peut voir en partie ci-dessus) ne soulèvent pas un enthousiasme débordant au Congrès, en particulier à la Chambre, qui n'a pas été associée à l'élaboration du Plan. De plus, suite à la mort du sénateur McMillan en 1902, le rapport de la commission n'est que peu diffusé. Toutefois, la nouvellement créée *American Civic Association* maintient le projet en vie et quand vient l'heure d'approuver les nouveaux chantiers de travaux publics proposés par le Plan, les membres du Congrès donnent leur accord.

Les principales recommandations du Plan McMillan deviennent réalité entre 1900 et les années 1930²⁹⁰. Le *Mall* est débarrassé de ses voies ferrées et réaménagé, le *Lincoln Memorial* et l'*Arlington Memorial Bridge* sont construits, de même que tout un complexe de bâtiments fédéraux imposants²⁹¹ sur lequel nous reviendrons plus loin. Les premières mesures prises concernent la construction de la nouvelle gare *Union Station* et de six nouveaux édifices, qui sont privilégiés à l'aménagement de nouveaux parcs. Parmi ces édifices se trouve le *DC Building*, siège du pouvoir municipal, érigé entre 1904 et 1908 à l'angle de la 14^e rue et de *Pennsylvania Avenue* et financé à 50 % par l'État fédéral²⁹². Parmi eux se trouvent également les bâtiments qui abriteront les bureaux des députés et sénateurs. À l'exception du *National Museum of*

²⁹⁰ W. TINDALL, *op. cit.* (note 276), p. 299.

²⁹¹ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 137.

²⁹² E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

Natural History, qui ouvre ses portes en 1910, tous ces bâtiments sont achevés et occupés dès 1908. *Union Plaza*, l'espace aménagé autour de la nouvelle gare, est inaugurée en 1912. Le siège de la *Pan American Union* (qui deviendra l'Organisation des États Américains – *Organization of American States*) est construit en 1910, de même que *Continental Hall*, siège de l'association des Filles de la révolution américaine (*Daughters of the American Revolution* – DAR). Le siège américain de la Croix-Rouge sera érigé à deux pas de là entre 1915 et 1917.

Un effort paysager est également entrepris au cours de ces années, dans la logique du mouvement *City Beautiful*, qui est d'embellir la ville. Les progrès sont lents. En 1911, le projet de planter des cerisiers autour du *Tidal Basin* prend forme. Deux mille arbres offerts par le maire de Tokyo à la première dame sont offerts par cette dernière à la capitale. La première d'une longue série de floraisons ou « *cherry blossom* » a lieu en 1915²⁹³.

Au début du XX^e siècle, un élan de développement et d'embellissement est évident dans la capitale américaine. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 vient bouleverser cette dynamique car il a des conséquences rapides non seulement pour le pays mais pour sa capitale.

b) L'impact de la Première Guerre mondiale sur la capitale

Suite à l'entrée en guerre des États-Unis, en 1917, l'augmentation de la population washingtonienne est massive et brutale. Entre le mois d'avril et la fin de l'été, 40 000 nouveaux habitants s'ajoutent aux 350 000 personnes qui résident déjà dans la capitale. Un an plus tard, leur nombre est estimé à 526 000²⁹⁴. Pendant la guerre, le nombre d'employés fédéraux passe quant à lui de 39 000 à 117 000. Les logements et les bureaux sont surpeuplés. Les moyens de transport sont bondés, obligeant des milliers d'employés à passer une à deux heures de plus qu'auparavant dans les tramways. De plus, les capacités des infrastructures peinent à suivre. La

²⁹³ C. GREEN, *Washington: Village and Capital, 1800-1950*, vol. II, p. 144.

²⁹⁴ Cette estimation est basée sur la fréquentation des tramways (C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 237).

capacité maximale du réservoir d'eau potable et de l'usine de traitement est ainsi de 246 millions de litres par jour en mode de fonctionnement normal et sûr, mais pendant l'été 1918 la consommation quotidienne dépasse les 283 millions. La station de pompage du réseau d'égouts connaît des difficultés de fonctionnement car la plupart des travailleurs sont partis au front²⁹⁵. Le contractant, qui collecte les ordures ménagères et perd de l'argent sur ce contrat, cesse au bout de quelque mois de remplir son office. En résumé, les problèmes se multiplient dans tous les secteurs.

De plus, le gouvernement municipal a perdu deux de ses commissaires, partis sous les drapeaux. Ils sont remplacés, mais par un retraité et un commissaire récalcitrant, par conséquent, le troisième homme, Louis Brownlow, gère la ville quasiment tout seul de l'automne 1917 jusqu'au début de l'année 1920. Brownlow est un administrateur compétent et expérimenté,

« mais », explique Constance McLaughlin Green, « ni l'expérience ni l'énergie ne permettaient de fournir des moyens de transport adéquats avec le système de tramways privé surchargé, pas plus que d'employer, aux salaires horaires autorisés, des bras pour remplir toutes les corvées municipales indispensables, ou augmenter la capacité du réseau public d'approvisionnement en eau²⁹⁶. »

Des mesures d'urgence sont toutefois prises pour absorber ces nouveaux habitants. Il faut non seulement les loger et trouver des bureaux où les installer, dans des bâtiments fédéraux à cours d'espace, mais également disposer des infrastructures urbaines adéquates pour un nombre d'habitants soudain beaucoup plus important.

En termes de bureaux et de logements, des bâtiments temporaires sont construits à partir de la mi-1917 pour faire face dans les meilleurs délais à la demande. Ils sont installés sur le *Mall*, à l'Ouest du *Washington Monument* ([annexe 19](#)). Les actions sur le plan du logement sont plus

²⁹⁵ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 247.

²⁹⁶ “*But neither experience nor energy could ensure adequate transportation, on the overburdened, privately owned, street railway system, or, at the wage rates allowed, hire hands for vitally necessary public chores, or enlarge the public water supply.*” (C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 247)

tardives, mais un premier site est finalement bâti au Nord du Capitole afin d'héberger le personnel féminin venu travailler pour le gouvernement. Il est livré juste après l'armistice²⁹⁷.

À la fin de la guerre, la ville présente un autre visage qu'au début, ce qui n'est pas forcément une bonne chose sur le plan esthétique. Le *Mall* est devenu un amas de bâtiments sans âme ni charme construits à la va-vite et censés être temporaires mais qui resteront finalement debout pendant plusieurs décennies. En 1929, près de 25 000 employés fédéraux travaillent encore dans ces bâtiments ou dans des bureaux que l'État a dû louer faute de place dans ceux qu'il détient²⁹⁸. Les logements temporaires construits entre le Capitole et Union Station n'embellissent pas davantage les environs ([annexe 20](#)). De plus, si environ 16 000 employés fédéraux temporaires quittent la ville, nombre de nouveaux habitants restent à Washington après la guerre, ce qui vaut au District une augmentation d'environ 25 % de sa population entre le début et la fin de la guerre. Pour Constance McLaughlin Green, « le vieux Washington a disparu pour ne jamais revenir²⁹⁹. »

La capitale change aussi sur le plan des transports. Avant la Première Guerre mondiale, Washington est encore principalement une ville de chevaux et de calèches³⁰⁰. Les années de guerre et d'immédiat après-guerre changent cela, et la transformation apporte avec elle de nombreux tracasseries sur le plan de la circulation routière. En 1921 et 1922, la plupart des Washingtoniens continuent à se rendre au travail à pied. Toutefois, l'expansion de la ville et l'accroissement des distances domicile-travail conduit un nombre de plus en plus important d'entre eux à emprunter les transports en commun ou leur véhicule personnel. Au cours de ces années, les transports en commun ne sont pas adaptés aux besoins des usagers. Les lignes concurrentes de bus et de trolleys fonctionnent mal. Le service est insuffisant. Par conséquent,

²⁹⁷ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155); United States Department of Labor, *Report of the United States Housing Corporation*, vol. II, *Houses, Site-Planning, Utilities*, 1919, p. 349.

²⁹⁸ "Hoover Declares Capital Is Symbol of U.S.," WP, 26 avril 1929, p. 1.

²⁹⁹ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 257, 273.

³⁰⁰ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

seuls 34,3 % des Washingtoniens qui utilisent un véhicule pour se rendre au travail en 1929 empruntent les transports en commun.

En 1930, le nombre de voitures en circulation dans la capitale atteint 173 600³⁰¹. Outre le problème des gaz d'échappement, celui des risques pour les piétons se pose avec une acuité croissante et ce malgré la mise en place d'un examen pour l'obtention du permis de conduire, de nouveaux feux de circulation et le renforcement des efforts destinés à faire respecter la limitation de vitesse de 22 miles par heure. En 1925, le nombre d'accidents atteint 9 400.

L'augmentation du nombre de voitures utilisées dans le District provoque également des problèmes de circulation et une pénurie de places de parking. La *Commission of Fine Arts* (CFA) déclare que « le *Mall* tout entier est devenu un garage à ciel ouvert³⁰² ». En termes de circulation, le manque d'infrastructures routières provoque des embouteillages fréquents et parfois aussi monumentaux que les édifices de la ville. L'un de ceux-ci se produit le 11 novembre 1921, lors de la cérémonie d'inhumation du soldat inconnu au cimetière national d'Arlington. Le passage du cortège, qui traverse le Potomac pour se rendre du District au cimetière, provoque une telle pagaille que de nombreux dignitaires arrivent sur les lieux avec plusieurs heures de retard et d'autres pas du tout³⁰³. Suite à ce désastre, la CFA demande le vote d'une loi pour obtenir que le nouveau pont au-dessus du Potomac, prévu au début du siècle par la commission McMillan soit finalement construit. Le Congrès approuve le budget en 1922, le projet de design en 1924, ce qui permet aux travaux de débiter en 1925 pour s'achever en 1932.

À l'instar des ponts et des routes, tous les grands travaux planifiés avant la guerre et qui n'avaient pas été engagés ont été repoussés. En 1919, Washington présente donc un visage décousu et inachevé. Les années d'après-guerre permettent de remédier au moins partiellement à ce travers. C'est au cours de cette période que le Congrès modifie le mode de financement de la

³⁰¹ Kansas City et Milwaukee sont les deux seules autres villes qui ont un faible pourcentage d'utilisateurs des transports en commun, mais les pourcentages y sont respectivement de 45,5 % et 50,3 % (C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 281).

³⁰² "the entire Mall has become and entire open-air garage" (Fine Arts Commission Report, 1929, p. 31).

³⁰³ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 282.

capitale, au profit d'une solution qui se révélera rapidement moins avantageuse pour le District³⁰⁴. Au cours des premières années toutefois, Washington continue de bénéficier de fonds suffisamment importants pour permettre aux commissaires successifs, avec l'appui et le concours du *Board of Trade*, de réduire le retard significatif accumulé par la capitale en matière de travaux publics. Ils lancent un programme quinquennal de construction d'écoles, accroissent les capacités de stockage et de distribution d'eau potable et reprennent l'extension du système d'égouts, non seulement dans les zones qui s'urbanisent dans le District mais également dans l'État voisin du Maryland, preuve que la planification urbaine commence déjà à être réfléchie sur un plan métropolitain, pas seulement municipal³⁰⁵.

En 1927, l'exploit aéronautique réalisé par Charles Lindbergh entre New York et Paris relance les réflexions visant à doter la capitale d'un aéroport. Le *Washington Post* milite activement en faveur d'un tel projet, de même que la *Chamber of Commerce*. En effet, de nombreuses villes américaines ont déjà un aéroport en activité ou s'appêtent à en construire un, dans l'élan provoqué par le premier vol transatlantique. L'aéroport municipal de Chicago (ultérieurement rebaptisé Midway) ouvre en 1927, de même que l'aéroport municipal *Mills Field* de San Francisco. *Sky Harbor*, à Phoenix, ouvre l'année suivante, tandis que *Floyd Bennett Field* est inauguré à New York en juin 1930. Toutefois, l'aéroport ne fait pas partie des priorités. Par conséquent, malgré la proposition de plusieurs projets en 1927 et 1928, aucun ne se concrétise. La crise de 1929 constitue l'enterrement temporaire du projet, qui ne verra le jour qu'en 1938.

La priorité, parmi les grands travaux entrepris dans l'entre-deux-guerres, revient à un projet qui mérite une attention particulière à la fois du fait de son ampleur, de son impact et de sa signification pour la ville. Il s'agit du *Federal Triangle*.

³⁰⁴ En 1921, le Congrès remplace le principe du 50-50 par une répartition du financement de la ville à 60 % par des fonds locaux et à 40 % par des fonds fédéraux, puis en 1925, il abandonne totalement le principe du pourcentage et décide d'allouer annuellement une somme forfaitaire qui sera à négocier. La conséquence sera une contribution relative de plus en plus faible de l'État aux dépenses de la capitale. (C. O'CLEIREACAIN, *The Orphaned Capital*, 1997, p. 150)

³⁰⁵ RGDC 1924, p. 26, 57-59; 1925, p. 1-2, 61; 1926, p. 20, 60; 1928, p. 28; 1929, p. 52.

2. Federal Triangle : un grand projet pour une grande capitale

Au début du siècle, le projet proposé par le Plan McMillan de construire autour de la Maison-Blanche un complexe de bâtiments fédéraux en lien avec le pouvoir exécutif n'a finalement pas vu le jour. Toutefois, un projet de substitution tout aussi grandiose se concrétise à la fin des années 1920, il s'agit de *Federal Triangle*, dont les trois angles sont grossièrement constitués par la Maison-Blanche, le Capitole et le *Washington Monument*, plus précisément par Constitution Avenue (alors B Street) au Sud, Pennsylvania Avenue au Nord-Ouest, E Street au Nord et la 15^e rue à l'Est.

Au début du siècle, ce quartier est le « quartier chaud » de la capitale. Il est tantôt surnommé *Hooker's Division*³⁰⁶, ou *The Division*, tantôt *Murder Bay*, à cause du fort taux de criminalité qui y règne. Les nombreuses tentatives de nettoyage de la zone sont jusqu'alors restées infructueuses. En 1908, le Congrès décide l'acquisition d'une portion du quartier, située au Sud de Pennsylvania Avenue, entre la 14^e et la 15^e rue, pour construire les nouveaux locaux de trois ministères³⁰⁷. En effet, suite à l'augmentation du nombre de fonctionnaires fédéraux, la plupart des administrations sont à cours de place et des voix s'élèvent pour réclamer de nouveaux bâtiments. Les procédures de condamnation s'achèvent en septembre 1909, les concours d'architectes en 1911³⁰⁸. Simultanément, le Congrès vote le 7 février 1914 l'interdiction des maisons closes dans la capitale, ce qui constitue un pas de plus vers la réhabilitation de la zone et de ses vieilles bâtisses délabrées³⁰⁹. Pourtant, le projet reste au point mort. La presse

³⁰⁶ Le nom remonte au passage dans la capitale du général Joseph Hooker pendant la guerre de Sécession. Ses hommes étaient cantonnés dans cette zone et appréciaient la compagnie des prostituées. Le nom de Hooker est resté attaché au quartier mais il est également devenu un surnom pour les prostituées.

³⁰⁷ "Scott Bill Passed: Provides for Land Purchase South of Avenue", WP, 15 janvier 1908, p. 5, "Demand is Made for Land: Government Files Condemnation Proceedings for Two Squares," WP, 22 août, 1908, p. 5.

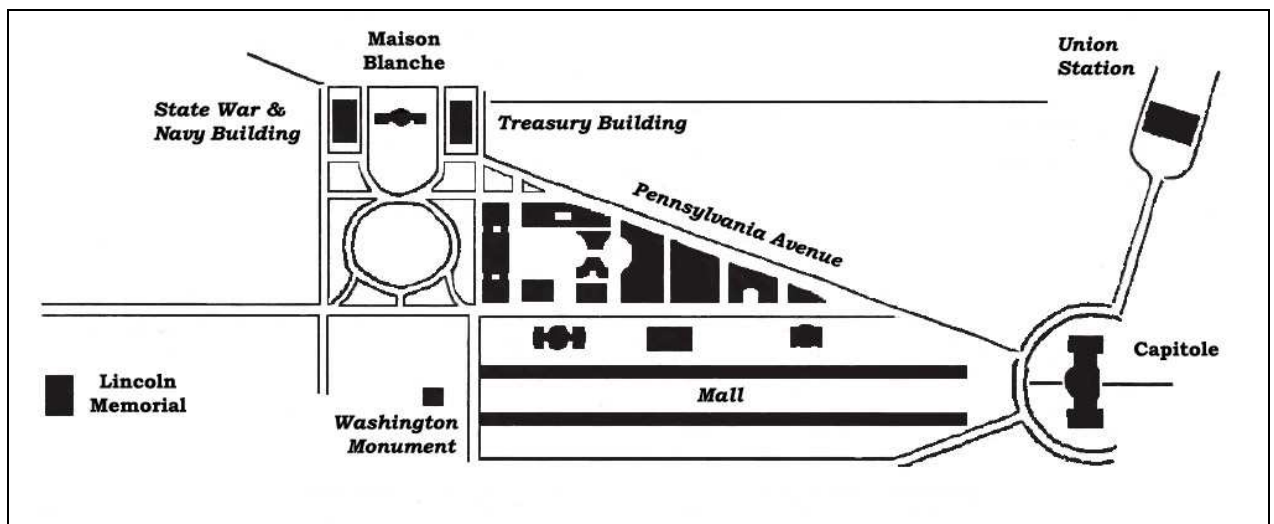
³⁰⁸ "Three New U.S. Palaces: Buildings To Be Erected Near The White House And Treasury", *The Baltimore Sun*, 21 octobre 1910, p. 2; "Nation's Rent Bill Big: Senator Scott Urges More Department Buildings," WP, 14 avril 1908, p. 4; "Fix Realty Value: Federal Appraisers Announce Result of Condemnation," WP, 3 septembre 1909, p. 1.

³⁰⁹ E. Folliard, *op. cit.* (note 155).

annonce en 1915 un nouveau report de deux ans au moins, pour cause de manque de fonds³¹⁰, puis intervient la Première Guerre mondiale qui le repousse indéfiniment.

Au cours des années suivantes, les nombreuses mais incontournables étapes de la procédure ralentissent l'une après l'autre la progression de ce chantier majeur. L'achat des terrains nécessaires est la première difficulté. Les tractations et médiations entre l'État et les propriétaires des parcelles prennent du temps. Cette étape souvent chronophage est ralentie davantage encore par la présence du *Center Market* sur deux blocs concernés par l'expropriation (à l'emplacement actuel des Archives nationales, entre la 7^e et la 9^e rue). Ce marché couvert, construit en 1872 d'après les plans de l'architecte Adolph Cluss, est alors le plus grand marché de Washington, avec des milliers de clients quotidiens. Il est aussi une plaque tournante des transports de la capitale, le lieu où convergent les lignes de trolley. L'expropriation est donc plus complexe que dans d'autres situations, car elle suppose aussi le déplacement du marché et des infrastructures de transports. Les délais occasionnés par les procédures d'expropriation et d'indemnisation des propriétaires pour l'ensemble des parcelles se comptent dans ce cas en années.

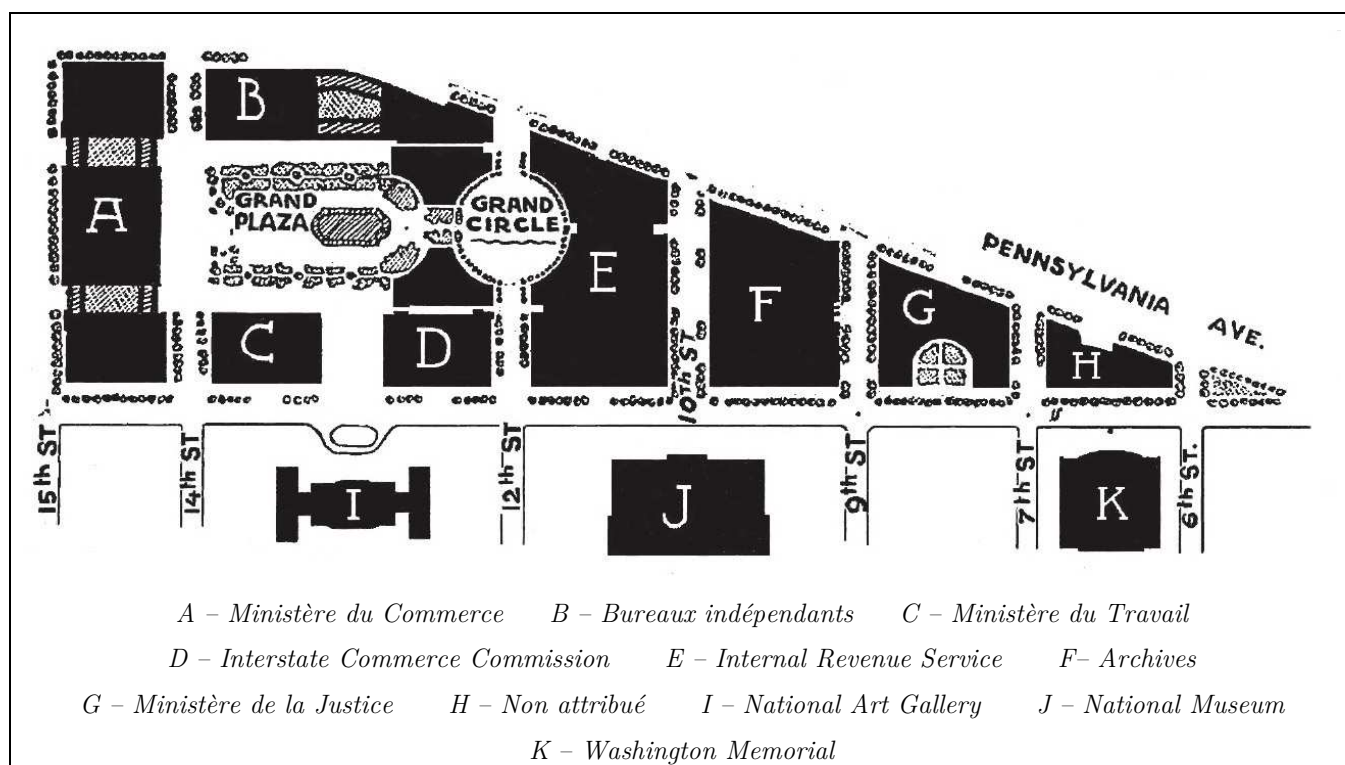
Figure 48 - Localisation de Federal Triangle et détail des bâtiments en 1929³¹¹



³¹⁰ "Public Buildings Must Wait: Washington to Get No New Structures in Next Two Years," WP, 26 septembre 1915, p. ES16.

³¹¹ Plan réalisé à partir de celui publié par le *Baltimore Sun* en 1929 (K. SCARBOROUGH, "New Washington fulfilling age-old dream: Frenchman's Vision Of The Capital Beautiful is Coming True, *Baltimore Sun*, 16 juin 1929, p. 98)

Figure 49 - Détail des bâtiments de Federal Triangle en 1929³¹²



Le premier lot acquis, initialement destiné aux Archives nationales (il sera finalement attribué au ministère de la Justice), ne l'est qu'en juillet 1930 alors que les procédures ont été lancées en novembre 1926. *Center Market* n'est déplacé qu'au début de l'année 1931, soit plus de quatre ans après le début des procédures. Les parcelles destinées à l'*Apex Building* sont obtenues en juillet 1931³¹³.

Une fois les terrains acquis vient le temps de la démolition des bâtiments existants et de la validation finale du plan du projet. Le plan d'ensemble pour les sept édifices fédéraux est révisé à plusieurs reprises, de même que l'attribution des parcelles et le positionnement des parkings. Enfin, le plan de chaque bâtiment doit lui aussi être conçu et validé³¹⁴. La phase de planification urbaine et architecturale implique plusieurs commissions qui ne sont pas forcément en parfait accord sur les objectifs visés et la façon de les atteindre. Une commission consultative, le BAC (*Board of Architectural Consultants*), composée de représentants des commissions impliquées et

³¹² Ibid.

³¹³ "Federal Triangle Site Is Acquired by Sale," WP, 20 juillet 1930; W. ODLIN, "Center Market Passes into History," WP, 4 janvier 1931; "Avenue Block Price Is Set At \$877 824," WP, 18 juillet 1931.

³¹⁴ "Beautified Capital Shown by Models," NYT, 28 avril 1929.

d'architectes est créée pour faciliter la progression du projet mais les délais continuent tout de même à s'accumuler³¹⁵. Lorsque les questions d'urbanisme et d'architecture sont réglées, il reste au Congrès, si ce n'est déjà fait, à approuver définitivement le déblocage des fonds requis pour la construction des bâtiments. Ainsi, il alloue 25 millions de dollars au projet de *Federal Triangle* en 1927, 25 millions supplémentaires l'année suivante³¹⁶, puis attribue des fonds épisodiquement selon les besoins³¹⁷.

La première pierre du premier bâtiment à être mis en chantier, l'*Internal Revenue Building*, est posée le 20 mai 1929 par le ministre des finances Andrew Mellon³¹⁸. Le 10 juin, c'est le Président Herbert Hoover qui pose celle du *Commerce Building*, utilisant pour ce faire la truelle utilisée en 1793 par George Washington lors de la pose de la première du Capitole³¹⁹. Tour à tour, les sept édifices sont mis en chantier et achevés, parfois avec des retards dus à des problèmes de sous-sol ou à des conflits sociaux et des grèves. L'*Internal Revenue Building* est le premier achevé. Il est occupé dès le mois de juin 1930³²⁰. À cette date, les travaux n'ont pas commencé sur la plupart des autres chantiers. Le tableau en [annexe 21](#) récapitule les dates de début et de fin des travaux pour les sept bâtiments. Le dernier des sept édifices initiaux, l'*Apex Building*, est occupé à partir d'avril 1938. Le figolage des façades, l'aménagement des environs et la finalisation des derniers détails de toutes les composantes du *Federal Triangle* est achevé entre 1938 et 1947.

Federal Triangle n'est pas seulement le plus grand projet de travaux publics mené dans les années 1930 par l'État, c'est le plus grand mené à cette période dans le pays tout entier. Seule la

³¹⁵ "Architects Chosen to Advise on Plans for Mall Triangle," WP, 20 mai 1927.

³¹⁶ C. WHITAKER, "Building for the Glory of Washington," NYT, 6 mars 1927 ; "Mellon Tells Aim in Capital Plans," NYT, 19 octobre 1928.

³¹⁷ E. FOLLIARD, "U.S. to Spend \$25,000,000 In Building Here," WP, 29 décembre 1929.

³¹⁸ "Revenue Building Cornerstone Laid By Mellon In Rain," WP, 21 mai 1929, p. 22; "The Secretary of the Treasury, Andrew W. Mellon," NYT, 26 mai 1929.

³¹⁹ "Hoover Hails Our National Projects," NYT, 11 juin 1929; "Hoover and Notables Aid Dedication of Structure for Big Project," WP, 11 juin 1929.

³²⁰ W. DU PUY, "New Washington Buildings Emerge," NYT, 1^{er} juin 1930; "Internal Revenue Building Finished," WP, 1^{er} juin 1930.

construction à New York du Rockefeller Center s'en approche³²¹. Pour se rendre compte de la dimension du projet, il suffit de savoir que le Ministère du Commerce, lorsqu'il est achevé en 1932, est le plus gros immeuble de bureaux au monde, or il ne constitue que l'une des pièces, certes majeure, du triangle.

Le complexe fédéral est initialement salué par la presse, à la fois pour son style et pour ce qu'il représente. Les journalistes y voient une beauté classique, majestueuse et imposante, un joyau de modernité et d'ingénierie, une source d'inspiration pour la ville et le pays, et une promesse de réussite pour le pays et sa capitale³²². Certains contemporains, notamment de jeunes architectes, critiquent toutefois le complexe et les édifices qui le constituent, qu'ils jugent « élitiste[s], prétentieux et anachronique[s]³²³ ». Le critique d'architecture William Harlan Hale n'a pas de mots assez durs pour qualifier le projet, qu'il juge dépourvu de toute innovation et de toute imagination, inspiré des grands empires d'antan alors qu'il constituait une chance incroyable d'explorer de nouvelles voies et de défricher le champ de l'architecture moderne³²⁴. Dans les années 1940, d'aucuns remarqueront non sans raison que les bâtiments du *Federal Triangle* ressemblent quelque peu aux architectures massives et austères privilégiées par les nazis et les soviétiques.

Les bâtiments du *Federal Triangle*, à l'instar des autres édifices construits dans le centre de la capitale au début du XX^e siècle consacrent le retour à une architecture néoclassique imposante faite de marbre ou de granit gris clair, dont la simplicité tranche avec le *Smithsonian Castle* et le *State and War Department*. Cette évolution n'est pas le résultat d'un simple effet de mode. Elle est due à la mise en place dans la capitale de politiques concertées en matière d'architecture d'abord, d'urbanisme ensuite.

³²¹ J. GOODE, "Introduction," *Washington by Night: Vintage Photographs from the 30s*, 1998, p. 13.

³²² "New Revenue Edifice Startles Imagination in Its Appointments," WP, 8 juin 1930; "Ceremonies Open Justice Building," NYT, 26 octobre 1934; J. MCDONNELL, "Department of Commerce Home Greatest of Office Buildings," WP, 31 décembre 1931.

³²³ "elitist, pretentious and anachronistic." (D. CANNADINE, *Mellon: An American Life*, p. 399)

³²⁴ W. HALE, "The New Deal in Limestone - New Government Building Designers Have a Curious Idea of Modern Art," WP, 26 novembre 1933, p. 7.

3. Les débuts de la planification urbaine moderne dans la capitale

Les premières décennies du XX^e siècle voient à Washington la création par le Président et le Congrès de plusieurs agences chargées de superviser la planification et la construction des édifices à naître dans le District. La *Commission of Fine Arts* (CFA) est créée pour approuver les plans des nouvelles structures, la *Public Buildings Commission* (PBC) pour formuler des recommandations sur le parc immobilier fédéral, la *Zoning Commission* pour réglementer l'occupation des sols et la *National Capital Parks Commission*³²⁵ (NCPC) pour superviser la planification urbaine dans la capitale.

La création de la *Commission of Fine Arts* en 1910 souligne la conviction croissante dans la capitale et parmi les dirigeants du pays qu'il est nécessaire de veiller au respect d'une certaine harmonie entre les édifices et leur environnement. Ses membres militent pour que les nouveaux bâtiments construits dans le District aient des lignes simples et soient d'une hauteur semblable à celle des bâtiments voisins. Son avis est obligatoire avant la construction de tout monument ou statue dans la capitale, alors qu'auparavant le constructeur était libre de choisir le style qui lui convenait. Les recommandations de la CFA sont généralement suivies par le Congrès, néanmoins ses avis ne sont que consultatifs et elle n'a aucun pouvoir coercitif. Par conséquent, elle échoue parfois à obtenir l'application de ses principes. Elle ne parvient par exemple pas à empêcher la réécriture en juin 1910 du *Buildings Height Act*, par lequel le Congrès règlemente plus strictement la prévention des incendies mais permet la construction de bâtiments de 20 à 50 pieds plus hauts que permis par la loi de 1899³²⁶.

Au-delà de l'harmonie architecturale entre les édifices de la capitale, l'intérêt se développe encore et surtout pour la planification urbaine. Pour les partisans d'un développement raisonné de la ville, la question doit être traitée de toute urgence. En effet, l'urbanisation se poursuit à un rythme croissant avec le développement des lignes de trolley et les parcelles se meublent

³²⁵ Commission des parcs de la capitale nationale

³²⁶ U.S. Congress, *An Act to regulate the height of buildings in the District of Columbia*, H. R. 19070, 61st Cong., 2nd Sess., Public Law, No. 196, Chap. 263, June 1st 1910.

rapidement. Et si la voirie a été planifiée, ce n'est pas le cas des parcelles. En 1907, la plupart des terrains situés jusqu'à un kilomètre-et-demi au-delà de Florida Avenue sont bâtis, déplaçant la limite antérieure du « centre-ville ». Chaque année qui passe réduit donc les possibilités et la facilité de contrôler les conditions de l'expansion washingtonienne³²⁷.

Les réflexions sur la réglementation de l'utilisation des sols (ou zonage) se cristallisent à Washington en 1916, lorsque le sénateur Gallinger propose dans un projet de loi une réglementation dans l'esprit de celle adoptée à New York la même année. La capitale n'est toutefois pas encore prête pour une telle loi, puis l'entrée en guerre des États-Unis empêche tout progrès. Il faut attendre 1919 et 1920 pour qu'interviennent des avancées concrètes et déterminantes dans le District. Dès janvier 1919, les commissaires convoquent une large conférence sur le zonage, à laquelle ils demandent que les citoyens soient représentés par le biais des associations de quartier, des syndicats, etc. Les conclusions de la conférence incitent les commissaires et en particulier le commissaire ingénieur Charles Kutz, moteur sur le sujet, à créer une commission consultative composée de cinq citoyens. Elle se réunit au printemps 1919 et propose un projet de loi destiné à créer une Commission de zonage pour la capitale³²⁸. Le projet est adopté successivement par les commissaires, la Chambre des représentants et le Sénat. Il devient loi le 1^{er} mars 1920³²⁹.

La loi de mars 1920 est une étape cruciale pour la planification urbaine du District. Elle crée la commission de zonage (*Zoning Commission* – ZC), une commission permanente de cinq membres³³⁰, qui a pour mandat de diviser la ville en zones et districts (notamment selon l'usage et la hauteur autorisés pour les bâtiments qui s'y trouvent) et ultérieurement d'altérer le zonage pour répondre aux changements urbains. La ZC se réunit pour la première fois le 30 mars 1920,

³²⁷ C. GREEN, *Washington, op. cit.* (note 152), p. 173.

³²⁸ "Building Zones Planned for City," WP, 29 mai, 1919, p. 9.

³²⁹ "Want D.C. Zoning Model for Nation: Commission Hard at Work on Rules to Be Announced About September 1," WP, 22 août 1920, p. 32; "Plan Building Zones: District Committee Meets Today to Frame New Law," WP, 12 février 1919, p. 12; "Building Zones Urged: Commissioner Kutz Advocates Adoption of System Here." WP, 23 février 1919, p. R2.

³³⁰ Les cinq membres sont les trois commissaires et deux fonctionnaires fédéraux (le responsable des bâtiments et terrains publics ainsi que le responsable du Capitole et de son enceinte).

avec une tâche complexe à accomplir : elle dispose de six mois à partir de la date de sa création pour proposer un premier plan de zonage³³¹. Cette tâche est rondement menée, par le biais d'un processus exemplaire de concertation. Des représentants de l'ensemble de la population sont impliqués dans le projet : habitants noirs et blancs, intérêts économiques, intérêts immobiliers, etc. Des auditions publiques ont lieu, des réunions d'information sont conduites dans tous les quartiers en partenariat avec les associations locales. En juin 1920, seize commissions consultatives sont créées, à raison d'une par quartier, afin de faire remonter au mieux les préoccupations des habitants vers la ZC³³². Les industriels et les commerçants sont également consultés³³³. Les commissaires et la ZC parviennent à prendre en compte la plupart des remarques. Par conséquent, le produit fini satisfait l'ensemble des parties prenantes lorsqu'il est publié, le 30 août 1920³³⁴.

La loi de zonage de 1920³³⁵ met en place trois formes de contrôles, qui sont présentées sur trois cartes différentes. La première concerne la hauteur des bâtiments et divise la ville en huit parties, la seconde concerne les quatre types d'usages autorisés (résidentiel, commercial de type 1, commercial de type 2 et industriel), la troisième régule le degré d'occupation des parcelles³³⁶.

Les bases du zonage washingtonien sont ainsi posées, faisant de la capitale l'une des premières villes du pays à adopter une telle loi, qui servira de modèle à plusieurs métropoles américaines par la suite. La mise en place de la loi de zonage ravive également dans la capitale le mouvement plus large de planification et de réglementation des constructions.

³³¹ "Kutz is Chairman of Zone Commission: Capital Will Soon Be Divided Into Districts," WP, 31 mars 1920, p. 8; "Want D.C. Zoning Model for Nation: Commission Hard at Work on Rules to Be Announced About September 1," WP, 22 août 1920, p. 32.

³³² "City Zone Hearings Are Soon to Begin: Commissioners Want the Views of Citizens," WP, 11 mai 1920, p. 11; "Kutz Creates 16 Districts, Each With Advisory Committee, to Aid Commission Establish Zone Plan," WP, 6 juin 1920, p. 19

³³³ "Frame Zone Plans for D.C. Factories: Merchants and Manufacturers Act to Assist new commission," WP, 22 juin, 1920, p. 13

³³⁴ "Zoning Plans Issued: Maj. Roger G. Powell Gives Details of New Regulations," WP, 4 juillet 1920, p. 18; "Board Completes Zone Map Changes: Second Use Chart Will Embody Many Ideas Suggested by the citizens," WP, 25 juillet 1920, p. 2; "Commercial Zone From M to Avenue: Second Use Map Sets Aside a Vast Area for Use by business Houses," WP, 1^{er} août 1920, p. 2; "Want D.C. Zoning Model for Nation: Commission Hard at Work on Rules to Be Announced About September 1," WP, 22 août 1920, p. 32; "Commissioners' Notice," WP, 31 août 1920, p. 11.

³³⁵ 1920 Zoning Ordinance

³³⁶ "Commissioners' Notice," WP, 31 août 1920, p. 11.

Dès le mois de juillet 1920, la ZC a banni les gratte-ciels du District, en fixant une limite maximale de 120 pieds (environ 36,6 mètres) aux futurs édifices³³⁷. Le 28 janvier 1922, l'effondrement du *Knickerbocker Theater* pendant une tempête de neige horrifie Washington. Quarante-vingt-dix-huit personnes sont tuées, 133 blessées. Ce drame provoque une réaction rapide des autorités, qui révisent dès l'année suivante les normes de construction de la ville³³⁸.

C'est néanmoins dans le domaine de la planification urbaine que les progrès majeurs ont lieu au cours des années 1920. En juin 1924, le Congrès crée la NCPC, dont le rôle est, comme son nom l'indique, de s'occuper des parcs, ainsi que de préserver les espaces naturels de la région et ce faisant l'approvisionnement et la qualité de l'eau de la ville. La création de la NCPC est en grande partie due aux pressions exercées par le Comité des 100 de Washington (*Washington Committee of One-Hundred*)³³⁹, dont l'un des premiers objectifs législatifs est l'établissement d'une commission destinée à préserver les parcs existants et à en créer de nouveaux dans la région. Les membres du Comité souhaitent étendre les parcs de la ville avant que l'urbanisation dévaste les quartiers encore épargnés (tels que Kingle Valley, etc.). Leur appel est entendu, puisque la NCPC est créée six mois après la publication du rapport préliminaire du Comité.

À sa création en 1924, les missions de la NCPC sont clairement centrées sur les parcs. Toutefois, les citoyens qui avaient milité pour sa création visaient déjà un rôle plus développé. Ils avaient conscience qu'une planification à l'échelle de la métropole n'était pas nécessaire dans ce seul domaine, mais pour nombre d'autres secteurs comme les transports, les aires de loisir, etc. C'est ainsi qu'en 1926, la NCPC devient la NCCPC (*National Capital Park and Planning Commission*), dont les missions élargies incluent la planification urbaine au sens large. La

³³⁷ "Zoning Commission Bars Skyscrapers: Limit of 120 Feet or Ten Stories Placed on Future Buildings in the District," WP, 7 juillet 1920, p. 8.

³³⁸ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

³³⁹ Le Comité est fondé en 1923 sous l'impulsion de Frederic Delano, mais il est l'héritier du *Committee of One-Hundred Representative Citizens*, créé en 1886 et dissout en 1917 (E. HATCHER, "Washington's Nineteenth-Century Citizens' Associations and the Senate Park Commission Plan," *Washington History*, Fall/Winter 2002/2003, p. 73-74; H. JAMES, *Land Planning in the United States for the City, State and Nation*, 1926, p. 79; H. GILLETTE, *Between Justice and Beauty: Race, Planning, and the Failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, 2006, p. 124, 125)

NCPPC a pour rôle de préparer et mettre en œuvre un plan coordonné de développement urbain de la capitale comprenant notamment le découpage des parcelles, les transports, les égouts, les édifices publics et le zonage. La régionalisation des politiques urbaines se poursuit en 1927 avec la création de la *Maryland-National Capital Park and Planning Commission* (MNCPPC), puis le vote en 1930 de la loi Capper-Cramton, qui donne à la MNCPPC les moyens d'acheter des terrains pour en faire des parcs et notamment d'étendre *Rock Creek Park* vers le Maryland³⁴⁰.

La NCPPC est de par sa composition une commission sous influence fédérale. Ses membres sont en effet majoritairement des fonctionnaires fédéraux qui y siègent *ex officio*, comme par exemple le directeur du *National Park Service* (NPS) et le chef du Corps des ingénieurs de l'Armée de terre. Cette domination fédérale au sein de la commission est une illustration de plus de l'emprise dont dispose le gouvernement sur la capitale nationale. Cette situation n'est toutefois pas sans avantages pour Washington. Dans les autres villes américaines, la propriété des parcelles est très morcelée, ce qui complique toute tentative de planification urbaine municipale. Dans le District, le gouvernement est le principal propriétaire et le principal occupant des bâtiments du centre ville. La NCPPC étant elle aussi sous domination fédérale, il lui est potentiellement plus facile de traiter certains problèmes urbains³⁴¹.

Au cours des années 1940, la NCPPC continue à gagner de l'envergure. Cette évolution se traduit notamment par un élargissement de ses prérogatives. Elle devient à l'initiative du Congrès la coordinatrice et l'autorité de référence dans le domaine de l'éradication des taudis et du redéveloppement urbain³⁴².

Simultanément, la ville enregistre des progrès significatifs en matière de zonage. Après la loi fondatrice de 1920, une nouvelle loi vient renforcer dix ans plus tard la réglementation dans le domaine. Le *Shipstead-Luce Act*, adopté le 16 mai 1930, encadre la hauteur, la forme et la

³⁴⁰ W. BUSHONG, P. WEISS, *op. cit.* (note 281), p. 24-25.

³⁴¹ National Capital Park and Planning Commission, *Annual Report 1930*, p. 17.

³⁴² U. Grant, III, "The National Capital: Reminiscences of Sixty-Five Years," 1957-1959, p. 1-15; National Capital Park and Planning Commission, *Washington: Present and Future*, Washington, 1950.

construction de tous les édifices privés et semi-publics de Washington. Il donne de plus un droit de regard à la CFA sur tous les bâtiments privés qui font face à des édifices publics et des parcs.

L'étape suivante survient huit ans plus tard, avec le vote du Zoning Act de 1938³⁴³, qui élargit les pouvoirs de la Commission de zonage. La ZC est désormais dotée de pouvoirs de police, qui lui permettent de réglementer et contrôler la hauteur des bâtiments, l'occupation des parcelles et l'usage qui en est fait. L'objectif global est d'améliorer la sécurité et la santé publique en veillant à limiter l'encombrement des rues, le risque incendie, à promouvoir l'hygiène, l'accès à l'air et à la lumière, etc. Par ailleurs, la loi réaffirme la primauté de la loi de 1910 sur toute autre mesure de zonage, ce qui signifie concrètement que la limite de hauteur des édifices est confirmée. Enfin, la loi crée un *Board of Zoning Adjustment* (BZA), dont le rôle est de traiter les cas particuliers.

Les avancées nettes en termes de planification urbaine sont compromises par l'entrée en guerre des États-Unis. La mise en route de la machine de guerre bouleverse comme nous l'avons vu le quotidien de la capitale et impose des contraintes importantes et immédiates en matière urbaine, que ce soit pour fournir des logements, des bureaux, des moyens de transport, de l'eau ou de l'énergie aux nombreux habitants.

C. Washington en guerre (1940-1945), ou comment faire plus avec moins ?

Dès le début du conflit, avant même l'entrée en guerre des États-Unis en 1941, Washington subit de plein fouet les conséquences concrètes de la situation. Ses infrastructures sont mises à rude épreuve par la combinaison de plusieurs facteurs. L'augmentation rapide d'habitants et de travailleurs dans la capitale provoque une brutale augmentation des besoins en énergie, transports, etc. Or du fait de la guerre, le pays manque de main d'œuvre qualifiée et de matériaux. Le défi du District entre 1939 et 1945 est donc de continuer à faire fonctionner les organes vitaux de la ville en dépit des maigres moyens à sa disposition pour faire face aux demandes toujours croissantes.

³⁴³ <http://dcoz.dc.gov/about/history2.shtm#1938>

1. Les transports à l'heure du rationnement

a) Transports en commun : la CTC répond présente

La gestion des années de guerre par la *Capital Transit Company* (CTC) est une histoire d'adaptation et d'évolution. En 1939, la CTC n'est absolument pas prête à absorber l'énorme hausse de passagers qui s'annonce. Elle ne perd donc pas de temps. Pour permettre l'acheminement de tous les voyageurs, il faut davantage de bus et de tramways. De nouveaux véhicules sont donc achetés. Cela ne suffit pas : il faut également augmenter le nombre de hangars, de garages, de terminaux, de plates-formes, etc. La CTC lance un programme rapide et efficace de construction et d'équipement. Elle parvient ainsi à faire face tant bien que mal à la demande et porte le nombre de passagers annuels des bus et tramways de 250 millions en 1940 à 454 millions deux ans plus tard.

À partir de 1942, la gestion devient plus complexe. Du fait de la pénurie de nombreux matériaux, des restrictions plus sévères sont instaurées au printemps. Les matériaux de construction et de réparation sont plus difficiles encore à obtenir. De plus, en avril, l'*Office of Defense Transportation* (ODT) réduit les autorisations d'utilisation de carburant et exige une baisse de 20 % des kilomètres parcourus par les véhicules, deux mesures qui sont loin d'être anodines pour la CTC. Enfin, avec l'appel sous les drapeaux d'un nombre croissant de chauffeurs expérimentés, le problème de la main d'œuvre se pose car la Compagnie peine à les remplacer.

Figure 50 - Hattie B. Sheehan, conductrice de tramway pour la CTC, juin 1943³⁴⁴



Face à ces contraintes supplémentaires, la CTC s'adapte. Faute de matériaux, le système fonctionne désormais à flux tendu, dans des conditions qui n'auraient pas été envisageables en temps de paix. Ainsi, la CTC dispose encore en 1940 de 699 wagons de tramway pour 629 en service, soit une marge de 70 wagons, qui permet d'effectuer des réparations et de l'entretien de manière convenable. La marge se réduit à huit wagons en 1941 et 1942, puis à zéro en 1943 avant de remonter pour atteindre 33 en 1945. Dans le cas des bus, la marge est légèrement supérieure mais n'est pas énorme non plus car le nombre total de véhicules est plus élevé. Elle est de 44 en 1939, puis au cours des années suivantes de 75, 23, 75, 51, 69, puis atteint 149 en 1945, signe que la situation s'améliore³⁴⁵. Les tracés de certaines lignes sont modifiés pour gérer au mieux les ressources disponibles, des réductions sont opérées. Pour remplacer les travailleurs enrôlés, la Compagnie décide au cours de l'été 1943 de recruter de femmes. Il s'agit d'un premier pas. Les chauffeurs noirs ne sont pour leur part pas encore acceptés³⁴⁶, même l'année suivante,

³⁴⁴ Photographie d'Esther Bublely, juin 1943, LOC, U.S. Farm Security Administration/Office of War.

³⁴⁵ PUC, *Thirty-third Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia*, 1945, p. 22 (document non imprimé par le GPO pour cause de restriction de l'utilisation de papier).

³⁴⁶ La CTC emploie déjà des Noirs, mais pas comme conducteurs de bus et de tramway. Elle explique qu'elle craint le cas échéant un mouvement de grève des conducteurs déjà en poste.

malgré l'hémorragie d'employés qui se produit. En 1944, la CTC voit en effet partir 1900 employés, qui ne sont pas tous remplacés. Le déficit net est de 580.

Malgré les lourdes contraintes qui pèsent sur elle, la CTC parvient à assumer un service satisfaisant au cours des années de guerre. Entre 1939 et 1945, plus de 14 millions de dollars ont été investis en équipements, non sans résultats. En 1945, Washington compte 213 kilomètres de rails de tramway³⁴⁷. Le nombre de bus en circulation est passé de 631 à 1139, le nombre de wagons de tramway de 153 à 800. Le nombre de passagers transportés en bus et tramway est passé de 250 millions en 1940 à 535 millions en 1944³⁴⁸. Ces performances sont reconnues en 1945 par l'*American Transit Association* qui la cite en exemple de « grande réussite dans la sécurité de la conduite et des passagers³⁴⁹ » dans les villes de plus de 600 000 habitants.

b) *Les taxis face au rationnement*

Les compagnies de taxi sont elles aussi affectées par la guerre. Plus d'habitants signifie certes davantage de clients potentiels, mais les taxis sont à l'instar de la CTC confrontés au rationnement en carburant, qui est pour eux de 32 litres par jour³⁵⁰. Leur journée de travail s'en trouve au mieux limitée à une durée de cinq à sept heures. Par conséquent, le nombre de taxis en service dans la capitale passe « seulement » de 4395 à 5290 entre janvier 1940 et décembre 1944. La levée des restrictions pesant sur le carburant libère l'activité et voit le nombre de taxis s'envoler de 4990 en avril 1945 à 6438 en décembre³⁵¹. Par la même occasion, le nombre de taxis en circulation simultanément dans la ville double.

c) *Les problèmes de circulation réduits par le rationnement... mais toujours présents*

Si le rationnement compte un effet positif dans la capitale, il s'agit de la baisse du nombre de véhicules en circulation. On ne parle pas encore alors de gaz à effet de serre ni de réchauffement

³⁴⁷ PUC, 1945, *op. cit.* (note 348), p. 21.

³⁴⁸ Le total inclut les passagers transportés par la Washington, Baltimore & Annapolis Electric Railway Company et la Washington Rapid Transit Company (PUC, 1945, *op. cit.* (note 348), p. 28).

³⁴⁹ "high achievement in traffic and passenger safety" (J. GERRITY, "Utility Firms Do Herculean Job for Wartime Washington", WP, 26 août 1945, p. B3).

³⁵⁰ "D.C. Position Good as Gas Controls End", WP, 16 août 1945, p. 1.

³⁵¹ PUC, 1945, *op. cit.* (note 348), p. 18.

climatique, mais les embouteillages sont déjà légion en 1940 et ils diminuent pendant la guerre. Entre 1941 et 1945, le nombre de véhicules particuliers immatriculés (à cette époque, les véhicules doivent être immatriculés tous les ans) chute de 152 000 à 89 200. Le nombre total de véhicules immatriculés dans la capitale, y compris les bus, taxis et voitures diplomatiques, etc. passe pour sa part de 183 300 à 121 300³⁵².

Le rationnement en carburant n'explique pas à lui seul cette réduction. La fabrication des voitures elles-mêmes a été suspendue pour réserver les matériaux à la conduite de la guerre. Le rationnement touche également les pneus et autres composants, en particulier à partir de 1942. De ce fait, nombre de véhicules non réparables sont mis au garage, avant toute considération de carburant³⁵³. La capitale enregistre toutefois une baisse moins drastique que d'autres villes. Le trafic ne diminue que de 20 %³⁵⁴.

Par conséquent, malgré la réduction du nombre de voitures dans la ville, la circulation continue à poser des problèmes. Le fait que Washington soit la ville au monde qui compte le plus de véhicules par habitant (environ un pour trois habitants) n'est pas indifférent³⁵⁵. En 1941, ce sont toujours 330 000 véhicules qui entrent dans le ou sortent quotidiennement du District³⁵⁶. La réponse des autorités à ce problème persistant passe par deux voies complémentaires : une extension des réseaux et une tentative de gestion de la circulation.

En termes de construction, les autorités locales supervisent la construction par la *Public Works Administration* (PWA) d'une voie rapide longue de huit miles, *Suitland Parkway*, pour relier Bolling au *Camp Spring Army Air Field* (aujourd'hui base aérienne Andrews). Les possibilités de travaux sont limitées par le manque de matières premières comme l'asphalte³⁵⁷. La

³⁵² Chiffres au 1^{er} avril (NARA, Records of the United States Senate, 79th Congress, Committee on Appropriations, SEN 79A-F2, BOX 53; Various papers to City Finance-US Budget, Various Papers B, Various Papers D).

³⁵³ RGDC 1945, Washington, GPO, 1946, p. 107.

³⁵⁴ "D.C. Position Good as Gas Controls End", WP, 16 août 1945, p. 1.

³⁵⁵ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 155).

³⁵⁶ WILBUR, SMITH & ASSOCIATES, *Traffic planning for the North Central Freeway*, avril 1966, p. v.

³⁵⁷ "Navy Refuses to Surrender Parking Area", WP, 24 juillet 1942, p. 27.

traversée du Potomac et de l'*Anacostia River* pose également des problèmes. Le nombre restreint de ponts complique l'acheminement des hommes et des biens vers Washington. Deux ponts temporaires sont construits entre 1942 et 1946, l'un à travers le Potomac, l'autre pour franchir l'*Anacostia River* à proximité du *Navy Yard*³⁵⁸.

Pour ce qui est de la gestion de la circulation, l'une des principales actions des Commissaires consiste à réglementer (lire réduire) les possibilités de se garer dans le centre aux heures de pointe, de manière à réduire l'encombrement. Fin octobre 1941, 32 artères deviennent interdites au stationnement en heure de pointe. Un mois plus tard, 13 voies supplémentaires sont frappées du même sort. Ces mesures ne sont pas du goût des automobilistes qui peinent chaque jour un peu plus à trouver des places de parking³⁵⁹.

a) *Garer sa voiture : un casse-tête washingtonien*

Pour les Washingtoniens qui peuvent se permettre le luxe de disposer d'un véhicule, les embouteillages ne sont probablement pas leur plus gros souci dans ce domaine. Le casse-tête est de parvenir à garer le véhicule en question dans le centre de Washington. Il existe tout simplement plus de véhicules que de places disponibles, et ce malgré la réduction du nombre de voitures en circulation.

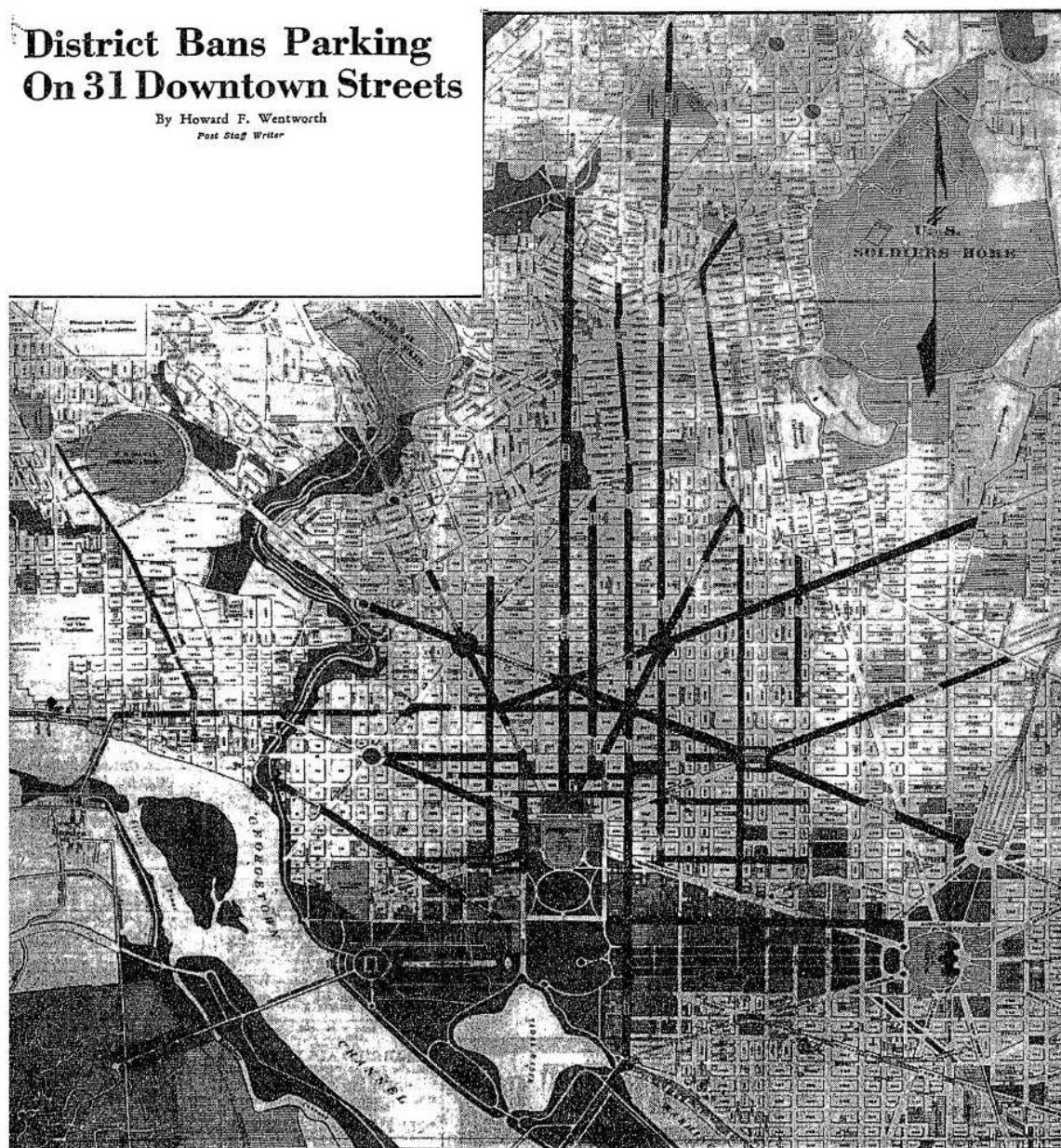
En 1941, 152 000 véhicules sont immatriculés dans le District. Seulement 25 500 Washingtoniens utilisent leur voiture tous les jours pour se rendre au travail, mais plusieurs dizaines de milliers d'autres empruntent leur véhicule occasionnellement, notamment pour faire des achats au centre-ville. Or le centre ne dispose que de 36 000 places de parking, réparties entre 10 600 places environ le long des rues et le reste dans des garages ou des parkings à ciel ouvert³⁶⁰.

³⁵⁸ P. SCOTT, *op. cit.* (note 196), p. 232.

³⁵⁹ H. WENTWORTH, "District Bans Parking on 31 Downtown Streets", WP, 17 octobre 1941, p. 12; "Rush-Hour Parking Banned On 32 D.C. Traffic Arteries: Rush Hour Parking Is Widely Banned", WP, 24 octobre 1941, p. 1; "Thirteen More Streets Added To Restricted Parking Area", WP, 30 novembre 1941, p. 8.

³⁶⁰ "Report Censures Parking 'Hogs'", WP 25 avril 1941, p. 6; WILBUR, SMITH & ASSOCIATES, *op. cit.* (note 359) p. 81.

Figure 51 - Interdiction de stationner aux heures de pointe, Washington Post, 24 octobre 1941



Face à ce problème, les autorités prennent ou tentent de prendre de mesures. Le 17 février 1942, un projet de loi préparé par les Commissaires est signé par Franklin Roosevelt. Le « *Fringe*³⁶¹ Bill » crée la *Motor Vehicle Parking Agency* et lui donne tout pouvoir pour réglementer les parkings publics et privés, ainsi qu'acquérir et gérer des parkings. L'objectif derrière ces pouvoirs est de créer des parkings dans des zones excentrés (*fringe*) du District, où les automobilistes laisseraient leur véhicule pour emprunter les transports en commun pour le

³⁶¹ Sans lien avec la série télévisée américaine de ce nom.

reste de leur trajet³⁶². Bien que créée, l'agence reste dormante, car aucun budget ne lui est attribué. Cela n'empêche toutefois pas la mise en œuvre du principe, par exemple dans le comté de Montgomery. Les autorités établissent un *Fringe Parking* le long de la « frontière » avec le District.

D'autres projets plus ou moins inspirés ou avant-gardistes sont proposés. En février 1942, le général Gordon R. Young, commissaire ingénieur, suggère de donner temporairement accès gratuitement à 10 000 places de parking sur le *Mall* à des automobilistes qui pratiqueraient le covoiturage. La proposition est que des groupes de quatre automobilistes se conduisent à tour de rôle au travail, mesure qui permettrait de réduire à la fois la circulation dans le centre, les problèmes de parking et d'économiser les pneus de voiture, devenus une denrée rare au cours de la guerre. Cette solution novatrice ne verra finalement pas le jour³⁶³.

2. L'énergie : le nerf de la guerre

a) Assurer l'approvisionnement en électricité

Le secteur de l'électricité subit comme tous les autres le manque de main d'œuvre expérimentée et les restrictions de matériaux. La compagnie PEPCO, qui fournit la capitale en électricité, a perdu 1 000 de ses employés au profit de l'armée. Simultanément, elle fait face à une demande accrue d'énergie. La réflexion commence dès 1939 entre PEPCO et le *National Defense Power Committee* pour trouver les moyens de répondre aux besoins de la capitale en cas de guerre. Il ne s'agit en effet pas seulement d'approvisionner les habitants mais de permettre au centre névralgique du pays de recevoir l'électricité nécessaire pour fonctionner. Les réflexions portent aussi sur les moyens de protéger les installations de production et de distribution d'électricité contre des actes de sabotage, des émeutes ou des attaques aériennes.

³⁶² "President Signs Fringe Parking Bill: Measure Provides For 7-Man Board, But Does Not Give Group", WP, 18 février 1942, p. 17.

³⁶³ "Parking on Mall Urged for 10,000: Mall Parking for Shared Cars Urged", WP, 13 février 1942, p. 1.

Dès 1939, PEPCO lance un plan de développement qui se poursuit autant que possible au cours des années qui suivent. Entre avril 1939 et fin 1944, près de 35 millions de dollars sont investis dans la construction et l'acquisition de bâtiments et de matériels indispensables comme des générateurs, des câbles, des turbines, etc. La production des centrales est accrue de 60 %.

La croissance de la production est indispensable, car le nombre de clients augmente et la consommation de ces clients également, en particulier dans le cas des clients commerciaux. PEPCO compte en effet des clients à la fois non négligeables et de plus en plus gourmands avec le prolongement de la guerre. La *Naval Air Station* d'Anacostia, l'*Army Air Field* de Bolling, les laboratoires de recherche de la Marine, le *Naval Training Center*, le *Bellevue Naval Housing Project*, qui tous fonctionnent 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Et c'est sans compter avec le Pentagone, inauguré le 15 janvier 1943. Le mastodonte réclame à lui tout seul autant d'électricité qu'une ville de 100 000 habitants³⁶⁴.

Certains efforts sont également fournis par la compagnie sur le front juridique, lorsqu'elle refuse d'accéder à la demande du gouvernement fédéral de réduire les tarifs. Ce dernier obtient gain de cause en 1943, 1944 et 1945, obtenant cette année-là plus d'un million de réduction.

Le bilan est remarquable. Entre 1939 et 1945, le nombre total de clients est passé de 194 000 à 230 000, le nombre de kWh consommés de 548 à 1 046 millions. Objectif atteint³⁶⁵.

b) La capitale met les gaz

Le gaz est une autre ressource précieuse à la capitale des années de guerre, notamment en hiver, car 96 % des Washingtoniens l'utilisent pour cuisiner et 69 % pour chauffer l'eau³⁶⁶. Les installations locales de la Marine réclament également de grandes quantités de gaz au quotidien. Le fournisseur local est la *Gas Light Co.*, une entreprise ancienne, qui a déjà vécu plusieurs guerres mais affronte entre 1939 et 1945 des problèmes inédits. La demande, comme dans les

³⁶⁴ J. GERRITY, *op. cit.* (note 352).

³⁶⁵ PUC, 1945, *op. cit.* (note 348), p. 34-35.

³⁶⁶ J. GERRITY, *op. cit.* (note 352).

autres secteurs, connaît une augmentation fulgurante. Or la *Gas Light Co.* subit à l'instar de PEPCO et de la CTC le rationnement imposé par les autorités ainsi qu'un manque de main d'œuvre. De plus, il est tout aussi impératif que pour PEPCO de protéger au mieux les installations de production et de distribution de gaz contre d'éventuelles attaques. Sur ce dernier point, une réflexion est lancée en 1940 pour la protection contre les bombes et les risques d'incendies. Parallèlement, la *Gas Light Co.* veille à développer à la fois ses capacités de production et ses capacités de stockage, en se procurant de nouveaux équipements et de nouvelles infrastructures.

Du fait de ces efforts, la production de gaz dans le District passe de 354 millions de mètres cube en 1939 à 546 millions en 1944, soit une hausse de 54 %³⁶⁷.

3. Le téléphone, clé de la communication

En temps de guerre, le téléphone n'est pas un luxe, il est une nécessité pour transmettre des informations d'un bout à l'autre du pays, se concerter, décider. Il est donc crucial que la *Chesapeake & Potomac Telephone Co.* (C&P) fournisse au moins au gouvernement les services dont il a besoin pour conduire la guerre, à défaut de pouvoir satisfaire tous les Washingtoniens. En effet, du fait du développement des réseaux et de la forte augmentation de la population, la demande a progressé de manière exponentielle. Le surplus de communications absorbé dans la capitale pendant la guerre correspond à l'ensemble des communications de l'État du Vermont.

La C&P ne parvient à faire face qu'en réalisant elle aussi de gros investissements. Entre 1939 et 1943, elle se développe autant qu'elle l'aurait fait en 15 ans en temps normal. Plus de 43 millions sont dépensés dans le District, 17 millions de plus le sont en Virginie et dans le Maryland. En trois ans, 716 000 kilomètres de fils aériens et souterrains sont déroulés, 11 bâtiments sont construits ou agrandis³⁶⁸.

³⁶⁷ PUC, 1945, *op. cit.* (note 348), p. 38.

³⁶⁸ J. GERRITY, *op. cit.* (note 352).

La véritable montée en puissance a lieu suite à l'attaque de Pearl Harbor, qui précipite le pays dans la guerre. Afin de pouvoir assurer toutes les communications officielles, 65 standards téléphoniques sont mis en service en l'espace de deux semaines. L'équipement du Pentagone constitue également un défi de taille. Le bâtiment dispose à sa création du plus grand standard téléphonique au monde. Il doit non seulement être relié à tout le pays mais également au monde entier. Ces exigences expliquent qu'il soit plus grand que celui qui gérait avant la guerre les communications de la totalité du District. Les résultats sont à la hauteur des efforts produits. La ville, qui comptait 458 lignes à longue distance en 1940 et 730 au 7 décembre 1941, jour de l'attaque de Pearl Harbor, en compte 1200 en 1945.

Les aspects de protection contre des actes de sabotage ou d'attaque aérienne sont pris en compte dans ce secteur également. Ainsi, un standard de secours est construit sur Columbia Road en cas de bombardement.

4. Approvisionner la ville en eau et écouler les eaux usées

a) Assurer des ressources en eau suffisantes pour Washington

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la demande en eau augmente drastiquement, à l'instar de la demande en énergie. C'est une conséquence presque mécanique de l'augmentation de la population. Devant cette hausse brutale, le système d'approvisionnement est poussé à ses limites. Les barrages, conduites, pompes, réservoirs et stations d'épuration ne peuvent en effet traiter qu'une capacité donnée. L'extension de ces capacités demande du temps. C'est pour cette raison que le taux de foyers disposant de l'eau courante diminue à Washington pendant la guerre. Avant le conflit, plus de 98 % de la ville sont couverts.

En 1945, le taux est retombé à 93,2 %, malgré les 1 715 kilomètres de conduites qui parcourent le District. Les autorités locales doivent en effet faire des choix et établir des priorités. La baisse du taux d'accès à l'eau ne signifie toutefois pas qu'aucun progrès n'est réalisé dans ce domaine au début des années 1940. La consommation atteint en effet un record en juillet 1944 avec 0,88 millions de mètres cube fournis quotidiennement dans le District, une partie du Maryland et une petite portion de Virginie, qui dépendent du même système. Entre juin 1944 et juin 1945, ce sont 200 millions de mètres cubes qui sont acheminés³⁶⁹.

b) Un système d'égouts au bord de l'explosion

La croissance continue de la ville impose également d'adapter la gestion des eaux usées. Les services municipaux s'efforcent donc de développer le réseau. Ainsi, près de 26 kilomètres de conduites sont ajoutés au cours de la seule année 1945, pour porter la longueur totale du réseau à 2 062 kilomètres³⁷⁰. Le fonctionnement des stations d'épuration et les pratiques de stockage ont dû être aménagés.

5. L'urbanisme, pendant la guerre aussi

Entre 1940 et 1944, l'ordre du jour est à la gestion des urgences et non à la planification urbaine. Il suffit pour s'en convaincre de regarder le *Mall*, défiguré par des dizaines de bâtiments temporaires. Pourtant, plusieurs mesures sont prises en matière d'urbanisme dans la capitale.

Ainsi, une activité continue est observée en matière de réglementation de la hauteur des bâtiments. En 1940, le président de la NCPPC Frederic Delano, acteur local majeur et respecté, suggère de réduire davantage la limite de hauteur des bâtiments établie en 1910³⁷¹. En mai 1943, la NCPPC et la CFA joignent leurs voix pour réclamer un contrôle plus strict de la hauteur des bâtiments. Les deux organisations estiment qu'il s'agit d'un élément essentiel à la préservation de la beauté et de la grandeur de la ville.

³⁶⁹ AWS, p. 8, 10; RGDC 1945, p. 63-64.

³⁷⁰ RGDC 1945, p. 60, 62.

³⁷¹ *Washington Star*, 5 décembre 1940

Le domaine du zonage est pour sa part non seulement sujet de débats mais aussi de réglementation. Les textes en vigueur sont révisés en septembre 1941, avec notamment pour objectif de limiter la congestion du centre-ville. Washington est divisée en districts de zonage dans trois domaines qui sont dits de hauteur (*height*), de surface (*area*) et d'usage (*use*), « qui spécifient la hauteur des et l'occupation du sol par les bâtiments qui seront érigés ou modifiés et l'usage auquel ils pourront ou ne pourront pas être dévolus³⁷². ». Les districts de hauteur sont au nombre de quatre, la limite maximale restant normalement de 110 pieds et pouvant exceptionnellement être portée à 130 pieds dans certains cas. Les districts de surface sont au nombre de sept, qui réglementent la surface des cours et le pourcentage de la parcelle qui peut être occupée par un bâtiment. Les districts d'usage enfin, au nombre de quatre, sont respectivement résidentiels, commercial de type 1, commercial de type 2 et industriel.

La prise de ces décisions fin 1941 montre que la question de l'aménagement de la capitale reste au cœur des préoccupations pour les autorités.

La capitale américaine sort transformée des années de guerre. Sa population a connu une augmentation fulgurante qui porte à conséquence sur de nombreux aspects de la vie quotidienne des habitants. Les logements sont en nombre limité et pour beaucoup de mauvaise ou de très mauvaise qualité. Les infrastructures ont été soumises à une pression extrême pour permettre à la ville de continuer de fonctionner. Face à cette tension, Washington a puisé dans ses réserves. Les habitants ont été logés, tant bien que mal, les transports en commun ont joué leur rôle, l'électricité, le gaz et l'eau ont été fournis en quantité suffisante pour répondre à l'urgence, les téléphones n'ont cessé de sonner. Cet exploit n'a été possible que grâce à des investissements et des efforts considérables en matière d'infrastructures. En l'espace de deux à trois ans, plus de

³⁷² “*specifying the height and area of buildings thereafter to be erected or altered therein and the purpose for which buildings and premises may or may not be used.*” (AWS, p. 15, 16)

100 millions ont été injectés et des prouesses d'ingénierie réalisées pour permettre d'accomplir en quelques mois le travail d'une à deux décennies.

En 1945, la capitale doit négocier une difficile transition d'une situation de crise à une situation sinon de paix, du moins plus normale. Les contemporains s'attendent à une croissance continue de la population. Si la ville dispose de bien plus d'infrastructures que cinq ans plus tôt, elle a néanmoins dû procéder à des choix et négliger certains domaines pour privilégier les meilleurs résultats possibles à court terme. Même si le long terme n'a pas été entièrement occulté, c'est toute une logique qui doit être repensée après la guerre.

Les mesures d'urbanisme prises pendant la guerre témoignent que l'intérêt pour l'aménagement de Washington a persisté même en période de crise et laissent donc présager de grands changements dans les années d'après-guerre. Ils seront nécessaires pour affronter les métamorphoses démographiques à venir et le début d'une nouvelle guerre à l'autre bout du monde.

CHAPITRE 3

Ville blanche, cœur noir : une capitale ségréguée

En 1945, Washington est une ville ségréguée, l'une des villes les plus strictement ségréguées du pays¹. À de rares exceptions près, les restaurants, cinémas, théâtres et hôtels du centre-ville n'acceptent pas les Noirs. Les enfants noirs et blancs ne fréquentent pas les mêmes écoles. Ils ne fréquentent pas les mêmes aires de jeux. Les Noirs n'habitent pas non plus dans les mêmes logements sociaux que les Blancs. Ils ne sont pas soignés dans les mêmes hôpitaux. De plus, la discrimination raciale sévit dans de nombreux domaines tels que l'emploi, le logement et les loisirs².

La situation de la capitale est néanmoins particulière, car contrairement aux villes du sud, dans lesquelles il est impossible d'y échapper, la ségrégation reste absente de certains secteurs dans la capitale. Les transports publics ne sont en effet pas ségrégués, de même que les services offerts dans les bâtiments

Figure 53 - *The Baltimore Afro-American*, 11 janvier 1947



¹ I. OSBORNE, "Toward Racial Integration", p. 273.

² President's Committee on Civil Rights, *To Secure These Rights: The Report of the President's Committee on Civil Rights*, Washington, GPO, 1947, p. 89 (ultérieurement référencé sous l'abréviation TSTR).

fédéraux. On constate par ailleurs de nombreuses contradictions en matière de pratiques ségrégationnistes dans le District. Ainsi, certaines salles de spectacles acceptent des Noirs dans la salle mais pas sur scène, tandis que la plupart des salles de théâtre admettent des acteurs noirs mais refusent les spectateurs noirs³. La situation est rendue encore plus confuse par la présence à Washington de dignitaires étrangers noirs, car la ségrégation ne s'applique qu'aux Noirs américains, pas aux étrangers.

Quel est l'état des lieux dans la capitale en 1945 ? L'analyse de la situation qui règne dans la capitale en 1945 nous montre un système paradoxal et complexe, dans une ville baignée par les influences du Nord et du Sud.

I. Aux origines de la ségrégation : l'évolution des droits des Noirs à Washington

La présence noire dans la capitale est ancienne. Au cours des premières années, ce sont surtout des esclaves qui sont présents, souvent arrivés directement d'Afrique. En 1800, ils constituent 80 % de la population noire de Washington. Dans les années qui suivent, cette proportion diminue régulièrement pour atteindre 20 % en 1860. La ville compte alors un peu plus de 14 000 habitants noirs⁴.

Esclaves ou libres, les Noirs participent activement à la vie de la capitale dès sa création. Les esclaves construisent les premières rues de la ville et ses premiers bâtiments officiels. Les Noirs libres répondent à l'appel pendant la guerre de 1812 et les esclaves reconstruisent la plupart de la ville quand elle est brûlée par les Anglais en 1815. Au cours des décennies suivantes, la communauté noire commence à établir ses propres écoles et églises. La plupart des Noirs libres trouvent des emplois de domestiques, d'employés ou d'artisans. Quelques-uns créent de petites entreprises. Bien que d'un statut nettement plus enviable que celui des esclaves, ils ne sont

³ C. ROBERTS, *The Washington Post: The First 100 Years*, p. 291.

⁴ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *The Guide to Black Washington: Places and Events of Historical and Cultural Significance in the Nation's Capital*, p. 16.

toutefois pas égaux aux Blancs. De nombreuses coutumes et lois discriminatrices restreignent leurs activités économiques, sociales, politiques et éducatives⁵.

Dans les années 1830, l'esclavage reste bien implanté à Washington, malgré un débat de plus en plus intense entre partisans et opposants de cette pratique. Ces années voient aussi l'intensification des actions racistes. Des écoles, églises et commerces noirs sont saccagés afin d'intimider la communauté. Parallèlement, des mesures sont prises pour réduire plus encore les quelques libertés civiles et les possibilités d'entreprendre dont disposent les Noirs. Pourtant, la capitale continue d'attirer une importante migration venue du Sud faite de Noirs libres et d'esclaves.

Les Noirs de Washington jouent un rôle important dans la lutte contre l'esclavage ainsi que dans l'*Underground Railroad*⁶, le réseau qui permet aux esclaves fugitifs de trouver un refuge dans les États du Nord. Ils commencent à envoyer des lettres au Congrès dans les années 1830. En 1850, ils parviennent finalement à faire interdire le commerce d'esclaves dans la capitale. C'est le « Compromis de 1850 », voté au Congrès après d'âpres débats⁷.

L'acquisition de nouveaux droits se poursuit pendant la guerre de Sécession. Le 16 avril 1862, la « Loi d'émancipation du *District of Columbia*⁸ » rend leur liberté aux esclaves de la capitale avant que la « Proclamation d'émancipation⁹ » de janvier 1863 n'abolisse l'esclavage dans l'ensemble du pays¹⁰.

Parallèlement, la guerre de Sécession provoque une très forte hausse de la population noire de Washington. Entre 1860 et 1870, elle augmente de plus de 300 %, jusqu'à constituer près du tiers de la population totale de la ville. Les migrants sont pour la plupart des esclaves libérés qui

⁵ *ibid.*, p. 17.

⁶ « Chemin de fer souterrain »

⁷ F. CURRO CARY (dir.), *Washington Odyssey: A Multicultural History of the Nation's Capital*, p. 37.

⁸ D.C. Emancipation Act

⁹ Emancipation Proclamation

¹⁰ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7) p. 37.

ont fui le Sud. C'est en partie du fait de cette hausse brusque et massive de la population pauvre que les conditions de vie des Noirs de la capitale se détériorent rapidement¹¹.

La conquête des droits se poursuit après la guerre de Sécession, dans la période qu'on appelle la Reconstruction¹². Les nouveaux droits acquis sont avant tout des droits politiques. Par le 14^e amendement à la Constitution, les hommes noirs gagnent le droit de vote¹³. Les femmes noires, comme les blanches, en restent privées. Les élections de 1868 portent même plusieurs Noirs au gouvernement de la capitale, ainsi que des Blancs favorables à leur cause. Le premier d'entre eux est le maire Sayles J. Bowen, abolitionniste déclaré et partisan des droits civiques¹⁴. Des Noirs sont élus au Congrès, d'autres sont nommés à des postes publics importants. Des lois sont même votées en 1872 et 1873 pour interdire la ségrégation dans les lieux publics. Elles sont aujourd'hui connues sous le nom de « Lois perdues » (*Lost Laws*).

La communauté noire connaît alors un essor important : certains de ses membres enseignent dans les écoles publiques de la ville, d'autres créent des journaux, d'autres encore se lancent dans des carrières juridiques ou médicales¹⁵. De nouvelles opportunités économiques se présentent. À partir de 1866, tous les hommes, noirs ou blancs, peuvent posséder un fonds de commerce. Les Noirs occupent des emplois plus divers qu'auparavant à Washington. C'est également dans ces années, en 1867, qu'est fondée l'université Howard, fleuron universitaire noir des États-Unis.

La fin de la Reconstruction provoque un changement des priorités nationales. Or le Congrès, responsable de ces nouvelles priorités, dispose du pouvoir constitutionnel dans la capitale, comme cela a été vu plus haut. En 1871, il a répondu à une hausse des dépenses et à l'augmentation du pouvoir des Noirs en instituant un gouvernement territorial avec à sa tête un

¹¹ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 17.

¹² La Reconstruction est la période qui va de la fin de la guerre de Sécession, en 1865, à 1877.

¹³ L'amendement, proposé le 13 juin 1866 est ratifié par tous les États le 9 juillet 1868. Le Congrès accorde le droit de vote aux hommes noirs de Washington en décembre 1866.

¹⁴ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 72.

¹⁵ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 17.

gouverneur nommé par le Président. L'objectif était de rendre la gestion municipale plus efficace. Toutefois, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les dépenses continuèrent à augmenter sous Alexander « Boss » Shepherd. Dès 1873, les dettes du District étaient devenues énormes. En 1878, le Congrès utilise cette situation pour reprendre le contrôle de la ville. Washington est dès lors gouvernée par trois commissaires nommés par le Président. En échange de l'abandon de leur pouvoir politique, les Washingtoniens recevront désormais de l'État fédéral 50 % du budget de la ville. Le Congrès a ainsi apaisé les craintes de voir la population noire croissante¹⁶ prendre le contrôle politique de la ville¹⁷.

Peu après le tournant du siècle, les Noirs de la capitale ont perdu la plupart de leurs luttes pour les droits civiques, le logement et la santé. La ségrégation est redevenue la règle dans la plupart des lieux publics, restaurants, hôtels, théâtres et commerces du centre-ville. Le Congrès n'a plus de membres noirs. Le droit de vote est perdu¹⁸. Ces changements ne se sont pas produits sans réactions de la communauté noire et des partisans des droits civiques. Mais le camp ségrégationniste l'a finalement emporté¹⁹. Certains Noirs réussissent toutefois dans ce contexte difficile. À côté de la grande majorité d'anciens esclaves pauvres, illettrés et sans qualifications, on trouve de vieilles familles bourgeoises respectées et une nouvelle élite de leaders nationaux, d'éducateurs, d'avocats et d'entrepreneurs. Cette « aristocratie noire²⁰ » gravite autour de la *M Street High School* et surtout de l'université Howard, qui influe sur l'ambiance générale du quartier. L'université renforce notamment le caractère indépendant de la communauté locale, qui s'est développée autour de commerces créés, financés et fréquentés par des Noirs. Cette élite ne se distingue pas seulement par son bagage culturel. Elle affiche également sa différence sur le plan esthétique, que ce soit par l'allure de ses logements ou par sa façon de s'habiller. Aux

¹⁶ En 1870, la population noire constitue près de 40 % de la population totale de la capitale.

¹⁷ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 72 ; S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 18.

¹⁸ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 77.

¹⁹ F. BRYANT BROWN, "NAACP Sponsored Sit-ins by Howard University Students in Washington, D.C., 1943-1944," p. 274-286; M. TERRELL, *A Colored Woman in a White World*.

²⁰ W. GATEWOOD, "Washington: Capitol of the colored aristocracy," *Aristocrats of color: The Black Elite, 1880-1920*.

habitants parés des derniers vêtements à la mode correspondent les maisons victoriennes légendaires de *U Street*²¹.

Au début du XX^e siècle, la ville qui avait donné tant d'espoirs aux citoyens noirs dans les années 1860 devient une vitrine de la ségrégation dans les lieux publics et au sein du gouvernement. La proportion de fonctionnaires fédéraux noirs diminue, de même que le nombre de Noirs travaillant pour la ville de Washington, et la plupart de ceux qui y travaillent occupent des fonctions subalternes. On assiste parallèlement à une détérioration des relations interraciales qui rend le quotidien des Noirs difficile dans la capitale²². L'un des responsables de cette détérioration est le Président Wilson, qui soutient l'introduction de la ségrégation dans les instances fédérales dès 1913²³. À ses yeux, c'est une politique juste et conciliante, qui ne vise pas à brimer les Noirs mais à éviter les tensions entre Blancs et Noirs. Il n'en reste pas moins que ces évolutions provoquent une profonde amertume au sein de la population noire. Booker T. Washington explique ainsi de retour d'un séjour dans la capitale : « Je n'ai jamais vu les gens de couleur aussi découragés et aussi amers qu'ils le sont actuellement²⁴ ». Cela est notamment dû au fait que les Washingtoniens noirs ont longtemps bénéficié d'un statut à part en matière de droits et de libertés, en particulier pour une ville de culture plutôt sudiste. La mise en place d'une ségrégation stricte en est d'autant plus dure à accepter²⁵. Mais le renoncement n'est pas la seule réponse que les Washingtoniens noirs apportent à la dégradation de leur situation. Dès 1913, la communauté noire s'unit contre la ségrégation. Des groupes plus ou moins radicaux mettent leurs différences de côté. Ils envoient lettre après lettre, font signer pétition après pétition, organisent de grands rassemblements. Leurs efforts sont finalement récompensés par l'abandon officiel de la ségrégation fédérale en 1914. Et si certains usages subsistent, la

²¹ E. BOWEN, "We seek what we find – We see what we look for": looking literary production in Washington, D.C., 1921-1928, p. 40-41.

²² GBTW, p. 18.

²³ Lettre de Wilson à Oswald Garrison Villard, 23 juillet 1913, Wilson Papers.

²⁴ "I have never seen the colored people so discouraged and so bitter as they are at the present time." (ibid.)

²⁵ K. WOLGEMUTH, "Woodrow Wilson and Federal Segregation," *Journal of Negro History*, 1959, p. 163, 170.

migration venue du Sud se poursuit néanmoins. Une des migrantes, Velma Davis, l'explique de cette façon : « C'est la capitale, et on y avait plus de chances qu'ailleurs de faire des choses. La discrimination était là, mais pour nous, ce n'était quand même pas le Sud²⁶ ».

La Première Guerre mondiale apporte de nouvelles opportunités aux Noirs, mais c'est une nouvelle désillusion qui s'ensuit. La communauté noire estime ses sacrifices non reconnus. En 1920, la proportion de Noirs est retombée à 35 % de la population totale dans le District. « Dans l'ensemble », relève Adele Logan, « la partie noire de Washington constituait une ville à part et très inégalitaire²⁷ ». Plus grave, une vague raciste succède à la guerre. Elle atteint son apogée en 1925, lorsque le Ku Klux Klan obtient le droit de tenir ses cérémonies dans la capitale. Dans cette période, la petite fraction noire de Washington qui est parvenue à acquérir une bonne éducation, un emploi convenable et un logement décent se distance de la communauté blanche hostile. Toutefois, les relations sont également tendues avec le reste de la communauté noire. S'il existe un profond gouffre entre les communautés noire et blanche du fait des nombreuses discriminations, il existe aussi de fortes tensions économiques et sociales au sein même de la communauté noire.

Les années 1930 sont porteuses d'un nouvel espoir. Lorsque la Dépression frappe au début de la décennie, elle touche plus durement les Noirs. Néanmoins, la politique de Franklin Roosevelt, son « gouvernement noir²⁸ » et le relâchement de la discrimination dans certains domaines donnent espoir aux Washingtoniens noirs. Les premières fissures apparaissent dans les barrières raciales. C'est en effet dans les années 1930 que les cycles supérieurs²⁹ de la *Catholic University* et de l'*American University* admettent des étudiants noirs pour la première fois.

²⁶ "It's the capital, and you had more chances for things. Jim Crow was there, but it was still not the South to us." (F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 99)

²⁷ "For the most part, black Washington constituted a separate and very unequal city." (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 18) C'est une référence à l'arrêt de la Cour suprême « *Separate But Equal* » (« séparés mais égaux »), qui estime la ségrégation légale dans la mesure où les mêmes services sont fournis aux Noirs et aux Blancs.

²⁸ Le « *Black Cabinet* » est le nom informel donné au groupe de conseillers noirs qui se réunissait régulièrement pour discuter des questions intéressant la communauté noire dans les années 1930.

²⁹ Graduate Schools

C'est au cours de ces années que débute véritablement le combat pour les droits civiques. Après la lutte contre l'esclavage, un nouveau type d'action prend forme, notamment à l'initiative de la *New Negro Alliance* (NNA), créée en 1933. Selon les mots de Brad Snyder, « plus de 20 ans avant le boycott des bus de Montgomery, la *New Negro Alliance* a fait de la protestation de masse un mouvement économique et social en faveur de la justice sociale³⁰ ». La NNA est principalement constituée d'étudiants et de jeunes cadres noirs. Elle organise des opérations de boycott contre les magasins dont les propriétaires blancs refusent d'employer des Noirs³¹. En 1933, le propriétaire du *Hamburger Grill*, dont les consommateurs sont noirs, renvoie ses employés noirs et les remplace par des Blancs. La NNA organise aussitôt des manifestations devant le restaurant. Le lendemain, le *Grill* est fermé, et trois jours plus tard, les employés licenciés sont réembauchés. La cible suivante est le *Washington Star*, quotidien qui n'a pas de livreurs noirs. Après trois semaines de négociations et la menace d'un boycott, le journal change sa politique d'embauche³².

La tension monte d'un cran en 1934 avec la publication d'un « appel aux armes³³ » qui proclame :

« Si les 137 000 Noirs de Washington s'unissaient ils pourraient faire et défaire les commerces de la ville selon leur bon vouloir et changer la situation économique des masses. Le Blanc ne veut peut-être pas de vous à ses côtés au cinéma, il ne veut peut-être pas travailler dans le même bureau que vous, il ne veut peut-être pas fréquenter la même école que vous, mais pour qu'il vive, vous devez acheter les biens qu'il produit³⁴. »

³⁰ “more than twenty years before the Montgomery bus boycott, the New Negro Alliance turned mass protest into a social and economic movement for social justice.” (B. SNYDER, *Beyond the Shadow of the Senators: The Untold Story of the Homestead Grays and the Integration of Baseball*, p. 62)

³¹ M. PACIFICO, “‘Don't Buy Where You Can't Work': The New Negro Alliance of Washington”, *Washington History*, p. 66-88.

³² S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 172.

³³ Call to arms

³⁴ “If the Negroes in Washington alone would organize 137,000-strong they could make and break at their will the businesses of Washington and change the economic condition of the masses. The white man nay not want you to sit in the same theater with him, he may not want you to work in the same room with him, he may not want you to go to the same school with him, but in order to live you must buy the goods he produces.” (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 62)

Des manifestations sont organisées devant plusieurs magasins. La NNA commence par Kaufman's, sur la 7^e rue, qu'elle cible pendant les fêtes de Noël. Puis elle déplace ses actions vers *U Street*, s'attaquant à des magasins comme *High's Ice Cream* ou la chaîne d'épicerie A & P, qui venait de s'ouvrir à l'angle de la 9^e et de S Street, avec uniquement des employés blancs. À peine quelques semaines plus tard, A & P engage un manager et plusieurs employés noirs, et le boycott est levé. De même, la chaîne de 40 magasins *People's Drug Store* refusait d'employer des Noirs ou de déségréguer ses snacks. Les manifestations durent pendant près de deux ans devant les magasins situées respectivement au croisement de la 14^e et d'*U Street* et de la 7^e et de M Street ([annexe 1](#)). Les ventes chutent fortement du fait du boycott, mais la chaîne maintient sa politique. Au même moment, la *Sanitary Grocery Company* (qui deviendra *Safeway*)

Figure 54 - Tract distribué par la NNA dans sa campagne contre Safeway



obtient une injonction interdisant les manifestations devant ses portes³⁵. Les résultats sont donc mitigés. Toutefois, l'action de la NNA reçoit en 1938 l'appui de la Cour suprême, qui reconnaît dans l'arrêt *New Negro Alliance v. Sanitary Grocery* son droit à manifester devant les magasins

³⁵ Collection du Moorland-Spangarn Research Center (MSRC) d'Howard University (M. PACIFICO, *op. cit.* (note 31))

refusant d'employer des travailleurs noirs. L'affaire est remportée pour une organisation noire par des avocats noirs formés dans une université noire³⁶.

La mobilisation de la communauté noire de Washington se renforce en 1939, lorsque les Filles de la révolution américaine (*Daughters of the American Revolution* - DAR)³⁷ refusent de laisser Marian Anderson chanter à *Constitution Hall*. La cantatrice noire avait initialement été invitée à chanter par la faculté de musique de l'université Howard. Lorsque l'auditorium dans lequel elle devait se produire est détruit par le feu, les DAR refusent de louer leur salle pour l'occasion³⁸. La politique de l'association est en effet d'accepter les Noirs comme spectateurs, mais pas comme artistes. Charles Houston, James Nabrit et Mary McLeod Bethune créent aussitôt le *Marian Anderson Citizens Committee* (MACC). Ils organisent des réunions publiques pour faire connaître le problème et rallier les gens à leur cause. Beaucoup de ces réunions se tiennent dans des églises, qui voient la lutte pour les droits civiques en général et le combat de MACC en particulier, d'un œil favorable. Parallèlement, la NAACP³⁹ lance une action en justice par l'intermédiaire de Charles Houston. Après le refus des DAR, les organisateurs du concert se tournent vers le Conseil scolaire⁴⁰. Les autorités scolaires de Washington refusent dans un premier temps de prêter une salle. Quand elles changent d'avis, elles soulignent qu'il doit être bien clair qu'il s'agit d'une exception⁴¹. Cette réponse ne satisfait pas le comité. La médiatisation de l'affaire permet finalement aux organisateurs d'obtenir le soutien de l'État fédéral. Eleanor Roosevelt apporte également son aide. Elle commence par déchirer sa carte de membre des DAR, avant de faire pression sur le ministre de l'Intérieur Harold Ickes. Ce dernier trouve

³⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 62.

³⁷ Les *Daughters of the American Revolution* (filles de la révolution américaine) sont une association des descendantes des insurgés contre la couronne britannique.

³⁸ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 79.

³⁹ National Association for the Advancement of Colored People

⁴⁰ C'est une traduction littérale de « *Board of Education* » ou « *school board* ». Le *Board* est l'organe qui supervise les écoles et leur administration. Ses fonctions s'apparentent à celles du rectorat.

⁴¹ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 80.

finalement la solution au problème : il autorise la tenue du spectacle devant le *Lincoln Memorial*. Marian Anderson s'y produit le 9 avril 1939 devant 75 000 personnes⁴².

La Seconde Guerre mondiale accélère la lutte pour l'égalité raciale dans la capitale. Le conflit donne un nouvel élan à l'économie locale. Devant l'ampleur des besoins, le gouvernement fédéral est forcé d'élargir son recrutement et de proposer aux Noirs des postes d'employés traditionnellement réservés aux Blancs. Des milliers d'emplois sont donc disponibles pour les femmes et hommes noirs de la ville. C'est l'objectif de l'*Executive Order* 8 802 que Franklin Roosevelt signe en 1941, qui rend illégale toute discrimination dans les emplois liés à la Défense. Les Noirs représentent alors seulement 8 % des employés fédéraux, 90 % d'entre eux occupant des emplois tout en bas de l'échelle. Dès novembre 1942, ils constituent 17 % des fonctionnaires fédéraux, et 50 % d'entre eux ont des postes d'employés ou de meilleur niveau⁴³.

Le boom économique provoqué par la guerre dans la capitale n'a donc pas pour seule conséquence d'attirer davantage de Noirs. Il provoque aussi un fort accroissement de la classe moyenne noire de Washington. Ceci est d'autant plus vrai que le profil des migrants a évolué. La majorité d'entre eux ne sont désormais plus des paysans illettrés mais des Virginiens ou des Caroliniens qualifiés⁴⁴. Le tirage de l'*Afro*⁴⁵ monte en flèche pendant la guerre. Chaque semaine, les lecteurs sont alors plus d'un million⁴⁶. Mais si la lutte de la communauté noire prend de l'ampleur, elle reste néanmoins pacifique dans le District, à la différence de villes comme Détroit, où des émeutes éclatent en 1943. Les Washingtoniens s'en tiennent eux à des manifestations et des appels au boycott. En avril 1943, un groupe d'étudiants de l'université Howard, avec à leur tête Pauli Murray manifeste devant deux restaurants réservés aux Blancs : le *Little Palace Lunch*, au croisement de la 14^e et de U Street, et un *Fish and Chips* aux abords du 2 400 *Georgia Avenue*. Ils manifestent pendant quatre jours avant que les restaurants ne changent leur

⁴² *ibid.*, p. 81.

⁴³ *ibid.*, p. 101.

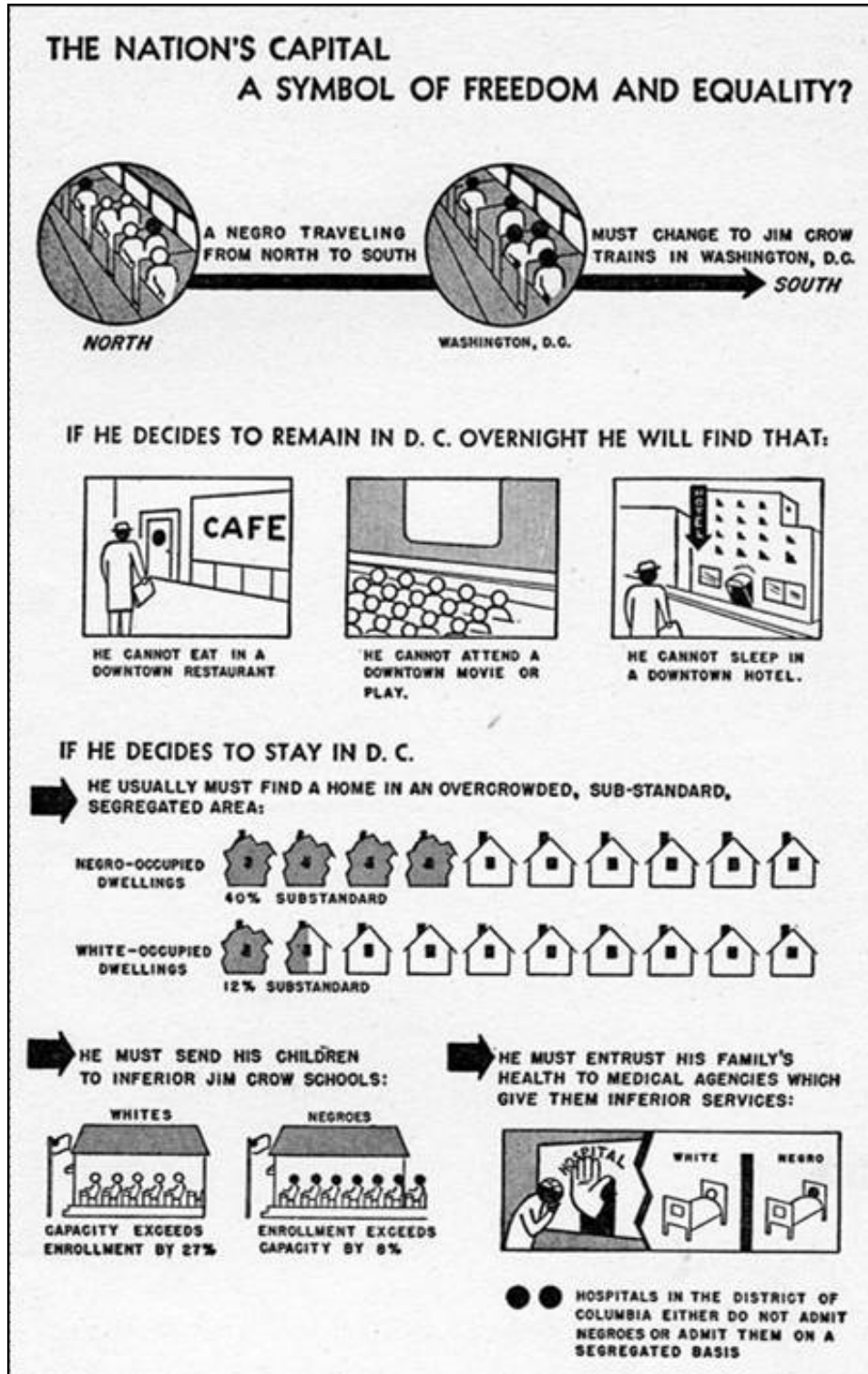
⁴⁴ *ibid.*, p. 102.

⁴⁵ journal hebdomadaire noir de Washington

⁴⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 182.

pratique. Leurs banderoles, ancrées dans l'actualité, proclament : « Nos enfants et nos frères combattent pour vous – pourquoi ne pouvons-nous pas manger ici⁴⁷ ? ». Les résultats de ces actions ponctuelles restent néanmoins très limités, comme en atteste la situation en 1945.

Figure 55 - Extrait du rapport du President's Committee on Civil Rights



⁴⁷ "our boys and our brothers are fighting for you – why can't we eat here?" (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 169; F. BRYANT BROWN, *op. cit.* (note 19).

II. La situation en 1945 : une capitale qui ségrègue et discrimine

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la capitale est loin d'être exemplaire en matière de déségrégation et d'égalité des droits. Le rapport rendu en 1947 par la commission présidentielle sur les droits civiques en atteste⁴⁸ (*fig. 55*). Une section entière du document est consacrée à Washington. Elle remarque notamment que :

« Le District de Columbia devrait symboliser notre grande tradition de libertés civiles pour nos concitoyens et les gens du monde entier. Tout au contraire, il est une illustration frappante des échecs de la démocratie. (...)»⁴⁹ »

Pourtant, malgré l'existence de la ségrégation ou de la discrimination à tous les niveaux de la vie quotidienne, la situation n'est pas uniforme dans la capitale. Les degrés d'interdiction varient selon les secteurs.

A. Une ville, deux systèmes scolaires

1. Une ségrégation enracinée dans l'histoire

La situation dans les écoles washingtoniennes au sortir de la guerre est sans ambiguïté. Le tableau est celui d'un système à deux vitesses, ou plus exactement de deux systèmes qui coexistent en parallèle : des écoles pour les Blancs d'un côté, des écoles pour les Noirs de l'autre. Comme partout où les écoles sont ségréguées, les moyens sont inégaux. Les dépenses par élève diffèrent pour les écoles blanches et noires, de même que la qualité des infrastructures, le matériel et le nombre d'élèves par professeur⁵⁰.

La séparation des systèmes scolaires noir et blanc est formalisée par la loi organique de 1878, mais dans les faits la ségrégation du système éducatif washingtonien est plus ancienne⁵¹. Les

⁴⁸ *Le President's Committee on Civil Rights* est créé le 5 décembre 1946 par l'*Executive Order* 9808 de Harry Truman. Son rapport est publié l'année suivante.

⁴⁹ "The District of Columbia should symbolize to our own citizens and to the people of all countries our great tradition of civil liberty. Instead, it is a graphic illustration of a failure of democracy. (...)" (TSTR, p. 87-95. (<http://www.trumanlibrary.org/civilrights/srights2.htm#87>, source consultée le 6 mai 2007)

⁵⁰ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools: A Study of recently Integrated Public Schools*, p. 3-4.

⁵¹ M. MORTON, "The Education of Negroes in the District of Columbia," *The Journal of Negro Education*, 1947, p. 325.

écoles publiques créées en 1804⁵² sont en effet réservées aux Blancs⁵³. Les écoles publiques noires ne voient le jour dans la capitale qu'en 1862. Dans les années antérieures, le système éducatif noir repose sur des écoles privées qui doivent leur existence à la mobilisation de la communauté noire. La première ouvre en 1807. En 1811, la ville en compte quatre⁵⁴. La première école pour filles noires est créée en 1827⁵⁵. Année après année, tandis que la population noire augmente, le nombre d'écoles fait de même. On en dénombre plus de 50 en 1862⁵⁶. Cette année-là, le gouvernement fédéral prend finalement l'initiative par le biais du Congrès, qui vote le 21 mai la création d'écoles publiques pour les enfants noirs de la capitale⁵⁷. La loi requiert la scolarisation de tous les enfants (noirs et blancs) de six à 14 ans pour un minimum de trois mois par an. Les écoles publiques noires qui rempliront cette mission seront financées par un nouvel impôt de 10 % sur la propriété des Noirs. La loi crée également un Conseil scolaire spécifique pour les écoles noires⁵⁸. C'est la première fois qu'un système de fonds séparés pour les écoles blanches et noires est mis en place aux États-Unis. À partir de 1862, on note des références régulières à l'existence de deux systèmes scolaires publics dans la capitale. La formule de financement est révisée par le Congrès en 1864, car les recettes sont insuffisantes. Il est décidé que les gouvernements locaux du District participeront aux frais, sous forme d'une somme proportionnelle au nombre d'enfants noirs en âge d'être scolarisés dans leur municipalité. La première école publique noire ouvre ses portes en 1864.

Dès 1872, le sénateur Charles Sumner affirme que le système scolaire ségrégué est inégalitaire.

Il dépose un projet de loi pour interdire la ségrégation et la discrimination dans l'admission des

⁵² La première Charte de la ville, adoptée en 1802, ne mentionne pas les écoles. C'est un amendement de 1804 qui exige « la création et la supervision d'écoles publiques pour les enfants dont les parents ne peuvent financer l'éducation. » (*“the establishment and supervision of public schools for children whose parents or guardians were unable to defray the expenses of their education.”*) (The Third Council, Acts of the Corporation of the City of Washington, 1805, p. 24-27)

⁵³ À partir de 1820, leur portée est d'ailleurs encore réduite car seuls les Blancs les plus pauvres peuvent les fréquenter. On parle désormais de « *pauper schools* ». (E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 5)

⁵⁴ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 33.

⁵⁵ Elle est affiliée à la *Holy Trinity Church* de Georgetown. (F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 35)

⁵⁶ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 36.

⁵⁷ E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 6.

⁵⁸ “Board of trustees for the schools of colored children.”

élèves comme dans l'embauche des professeurs, mais elle n'aboutit pas. Au contraire, la ségrégation du système est légalisée quelques années plus tard, et elle se poursuivra pendant 82 ans⁵⁹.

La loi organique de 1906 est souvent référencée comme la base de la ségrégation scolaire dans la capitale. C'est pourtant celle de 1878 qui en est à l'origine sur le plan juridique. Elle indique en effet clairement que les élèves noirs doivent fréquenter les écoles financées par les fonds qui leur sont destinées, de même pour les élèves blancs. Il est exigé du Conseil scolaire qu'il fournisse les fonds et les infrastructures nécessaires pour que les élèves noirs de la capitale disposent d'une éducation « complète et équitable⁶⁰ ».

Lorsque le Congrès vote la loi organique de 1906, il semble vouloir assouplir les dispositions légales concernant les écoles de la capitale. Elle prévoit il est vrai la nomination d'un superintendant général des écoles et de deux assistants, un blanc pour les écoles blanches, un noir pour les écoles noires, ce qui sous-entend l'existence de deux systèmes parallèles. Mais la loi de 1906 ne rend en aucune manière la ségrégation obligatoire. Elle laisse une grande latitude aux autorités locales en déléguant au Conseil scolaire « toutes les questions générales concernant les écoles⁶¹. » De plus, elle supprime certains éléments de la loi précédente et révoque les dispositions antérieures en conflit avec le nouveau texte. Dans les faits, certaines dispositions de 1878 continuent toutefois à s'appliquer. Le *District Code* de 1940 comporte en effet une section (31-1110) qui alloue les budgets des écoles sur la base de la population noire et blanche âgée de six à 17 ans. Or cette section, qui existait dans la loi organique de 1878, avait été retirée dans la loi de 1906. Quoi qu'il en soit, le Conseil scolaire à qui le Congrès a délégué les pouvoirs en matière

⁵⁹ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 73.

⁶⁰ “*thorough and equitable*” (R.S.D.C. Sec. 281; 11 juin 1878; 20 Stat. 107, Ch. 180; M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 325)

⁶¹ “*all questions of general policy relating to the schools*” Public Law 254, 59th Cong., H.R. (20 juin 1906, 34 Stat. 317, Ch. 3446, Sec. 2)

de politique scolaire à Washington, applique une politique de ségrégation. Il oblige les élèves blancs et les élèves noirs à fréquenter des écoles différentes⁶².

Du fait des lois en vigueur, le système éducatif washingtonien fonctionne donc selon le principe « séparés mais égaux », reconnu depuis l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de la Cour suprême. Appliquée au système scolaire, cette jurisprudence signifie que l'existence de systèmes scolaires séparés pour les Noirs et les Blancs est jugée constitutionnelle dans la mesure où les élèves noirs et blancs disposent de conditions d'éducation égales. Concrètement, les écoles publiques de la capitale sont séparées en deux divisions : la division I regroupe les élèves blancs, tandis que la division II regroupe les élèves noirs. Cette organisation s'applique à tous les niveaux éducatifs, de l'école maternelle aux centres de formation des enseignants.

Les membres du corps administratif ainsi que les enseignants sont eux aussi strictement ségrégués. Ce sont des agents noirs qui gèrent les écoles noires et des agents blancs qui gèrent les écoles blanches, de même pour les proviseurs, principaux et professeurs. Les employés des deux divisions doivent remplir les mêmes critères de recrutement à fonction égale et ils touchent la même rémunération. Le système est supervisé par un superintendant assisté de deux adjoints : un blanc chargé des écoles blanches et un noir chargé des écoles noires. Le superintendant est responsable devant le Conseil scolaire. En 1945, la capitale dispose d'un Conseil unique de neuf membres parmi lesquels se trouvent trois femmes et trois Noirs.⁶³

Durant ses 70 premières années d'existence, le système scolaire public de Washington est l'objet de nombreuses critiques. Les écoles publiques sont impopulaires, principalement car elles sont jugées peu efficaces⁶⁴. Elles sont alors réservées aux Blancs⁶⁵. Les écoles noires en revanche, bien que d'initiative citoyenne et relativement précaires, constituent au XIX^e siècle l'un des

⁶² M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 326.

⁶³ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 327, E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 15-18.

⁶⁴ Cette situation est surtout due au financement restreint. À cette époque, les écoles publiques sont en effet financées par les taxes levées sur les esclaves et les chiens, ainsi que les diverses licences. Ce n'est qu'à partir de 1874 que le Congrès commence à fournir une partie des fonds.

⁶⁵ E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 5.

attraits de la capitale. Jusqu'au début du XX^e siècle, certains migrants noirs s'installent spécialement à Washington afin que leurs enfants profitent du système éducatif⁶⁶. Il arrive d'ailleurs au système scolaire noir d'être sinon meilleur que les écoles blanches du moins en avance sur elles. En 1877, le superintendant des écoles publiques blanches affirme ainsi qu'il veut créer des écoles maternelles et des lycées alors inexistantes. Les Noirs disposent déjà d'un lycée. Il s'agit de la *Preparatory High School for Negro Youth*, premier lycée public noir des États-Unis⁶⁷, fondé en novembre 1870⁶⁸. À la fin du XIX^e et au début du XX^e, la *M Street High School* et le lycée Armstrong⁶⁹, sont parmi les meilleurs lycées noirs du pays. Le lycée Dunbar est pour sa part l'un des rares lycées noirs dont les élèves peuvent ensuite entrer dans les meilleures universités de la côte Est sans passer d'examen d'entrée spécial. À l'instar du lycée Armstrong, Dunbar est ouvert à tout élève noir désireux d'acquérir une éducation secondaire. Dans les faits, il est très majoritairement fréquenté par la bourgeoisie noire de la capitale⁷⁰.

Paradoxalement, l'un des atouts majeurs des écoles noires – la qualité de leurs enseignants – est dû à la ségrégation. La ségrégation empêche en effet bien des Noirs bardés de diplômes de trouver un emploi. Ils ont peu d'autres choix que d'enseigner dans les écoles noires. Le système scolaire noir dispose donc de professeurs de qualité diplômés d'institutions comme l'université de Chicago ou l'université de Pennsylvanie⁷¹.

Dans les années 1930 et 1940, la qualité des fleurons éducatifs de Washington est mise à mal. Les ressources se tarissent au fil des ans, le nombre d'élèves augmente et les infrastructures se

⁶⁶ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 73.

⁶⁷ Ce lycée devient le lycée de M Street (*M Street High School*), puis le célèbre lycée Dunbar, en 1917.

⁶⁸ M. TERRELL, "History of the High School for Negroes in Washington," p. 252.

⁶⁹ *Armstrong High School*. Le Congrès autorise à la fin des années 1890 la construction de deux lycées techniques dans la capitale : l'un pour les blancs, l'autre pour les noirs. Le lycée Armstrong compte 16 étudiants à son ouverture en 1902. Dix ans plus tard, ils sont plus de 700, et dans les années 1950, on en dénombrera près de 1 300. En 1946, Armstrong devient par ailleurs un lycée technique, le premier pour les Noirs aux États-Unis. (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 75)

⁷⁰ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 208.

⁷¹ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 208; S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 73.

détériorent. Néanmoins, bien que ségrégué et sous-financé, le système scolaire reste une source de fierté pour les Noirs de la capitale et son attrait demeure en 1945⁷².

2. État des lieux en 1945 : un système inégalitaire

En 1945, le système scolaire washingtonien est plutôt bien doté par comparaison avec les écoles publiques du reste du pays. Les écoles publiques de la capitale accueillent près de 85 % des écoliers de la ville⁷³. Elles comptent certes davantage d'élèves par enseignant avec une moyenne de 24,8 contre une moyenne nationale de 23,8, mais elles sont financées plus généreusement. Les dépenses moyennes par élève se montent en effet à 125,41 dollars dans le pays alors qu'elles atteignent 161,02 dollars à Washington. La capitale se classe huitième sur le plan national, derrière le New Jersey, le New York, l'Illinois, le Massachusetts, le Wyoming, le Montana et la Californie. De même, les enseignants de la capitale sont relativement bien payés. Leur salaire annuel moyen est de 2 633 dollars à Washington en 1945 contre une moyenne nationale de 1 846 dollars. Seuls deux États paient mieux leurs enseignants : le New York (2 763 dollars) et la Californie (2 749 dollars)⁷⁴.

Ces moyennes municipales ne retranscrivent toutefois pas une réalité importante du système scolaire du District : l'inégalité profonde entre les écoles noires et les écoles blanches. Dans son rapport de 1947, le comité présidentiel sur les droits civiques affirme que les écoles noires de la capitale sont « inférieures aux écoles blanches dans la plupart des domaines⁷⁵. » À partir de 1935, ce problème s'accroît du fait des nouvelles tendances démographiques.

a) Changements démographiques (1930-1945)

En 1920, plus de 110 000 Noirs vivent dans la capitale. Cela fait de Washington la ville américaine qui compte le plus grand nombre de Noirs. Dix ans plus tard, la population noire a

⁷² F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 217.

⁷³ Les chiffres du SA 1946 sont de 84,25 % d'élèves dans le public contre 15,75 % dans le privé.

⁷⁴ SA 1948, chapitre sur l'éducation.

⁷⁵ "inferior to white schools in almost every respect." (E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 97)

augmenté de 20 % pour atteindre 132 000 personnes. La tendance se confirme entre 1930 et 1945. Au cours de ces quinze années, un nombre considérable de Noirs arrivent dans la capitale. Parmi eux se trouvent beaucoup d'enfants en âge d'être scolarisés. Au sein de la population blanche au contraire, on dénombre plus de départs vers les banlieues que d'arrivées. Or les Blancs qui quittent le centre-ville sont principalement des familles avec de jeunes enfants, tandis que les nouveaux arrivants blancs sont surtout des adultes. La conséquence est un changement majeur des proportions d'élèves noirs et blancs dans la capitale. On assiste à une forte baisse du nombre d'enfants blancs dans les écoles publiques, parallèlement à une hausse importante des effectifs noirs⁷⁶.

Figure 56 - Évolution de la composition raciale des écoles du District de Columbia (1930-1945)⁷⁷

	1930	1935	1940	1945
Blancs	51 367	59 582	56 547	49 853
Noirs	27 091	33 498	36 263	39 038
Total	78 458	93 080	92 810	88 891
Pourcentage de Blancs	65,5	64,1	60,9	56,1
Pourcentage de Noirs	34,5	35,9	39,1	43,9

Entre 1935 et 1945, le nombre d'inscrits dans les écoles noires augmente de 5 540, soit 16,5 %. Au cours de la même période, le nombre d'élèves blancs chute de 9 729, soit 16,3 %. Les Noirs, qui représentaient environ un tiers des écoliers washingtoniens au début des années 1930, constituent près de 44 % des inscrits en 1945⁷⁸.

Ainsi que le montre le tableau suivant, la hausse la plus significative a lieu au niveau des collèges, où le nombre d'élèves noirs et blancs augmente nettement. Le nombre de lycéens blancs et noirs augmente également, quoique plus fortement chez les Noirs. En revanche, si les écoles primaires noires connaissent une augmentation nette, les blanches perdent plus de 6 000 élèves entre 1929 et 1945.

⁷⁶ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 327.

⁷⁷ C. HANSEN, *Danger in Washington: The story of my twenty years in the Public Schools in the Nation's capital*, p. 56.

⁷⁸ C. HANSEN, *op. cit.* (note 76), p. 56.

Figure 57 - Comparaison du nombre d'élèves noirs et blancs⁷⁹

		1929-1930	1945-1946	Variation 1929-1945 (en %)
École primaire	Noirs	19 390	26 325	+ 35,8 %
	Blancs	35 737	29 625	- 17,1 %
	Pourcentage d'élèves noirs	35,1	47,1	
Collège	Noirs	3 901	8 727	+ 123,7 %
	Blancs	6 367	11 293	+ 77,4 %
	Pourcentage d'élèves noirs	38,0	43,6	
Lycée	Noirs	2 842	4 658	+ 63,9 %
	Blancs	9 955	11 042	+ 10,9 %
	Pourcentage d'élèves noirs	22,0	29,7	

Au-delà de la quantité, c'est également la localisation de la population noire qui change, comme nous l'avons observé dans le chapitre précédent. Elle occupe en 1945 plusieurs quartiers qui étaient blancs auparavant. Nombre de Noirs ont par exemple déménagé vers l'est de la ville, où des terrains à bâtir étaient disponibles. Étant donné que ces quartiers ne comptaient que des habitants blancs jusqu'alors, ils ne disposent d'aucune école noire. Cela pose un problème pour la scolarisation des nouveaux arrivants noirs.

En 1945, le nombre total d'élèves scolarisés dans les écoles publiques de la capitale n'est pas plus élevé qu'il l'était en 1940. Il a même diminué de 4 000 élèves pour s'établir à 88 000. Mais alors que la construction et la rénovation des écoles se sont presque interrompues pendant la guerre, la détérioration des bâtiments a continué. De plus, l'équilibre du système a changé : en 1945 les écoles blanches accueillent environ 7 000 élèves de moins qu'en 1940, alors que les écoles noires doivent en accueillir 3 000 de plus. Cela fait peser une pression supplémentaire sur les écoles noires. Selon le général Gordon R. Young, le commissaire ingénieur de la ville, le système est « un mélange remarquable d'infrastructures et de bâtiments modernes et dépassés auquel s'ajoute (...) un manque de place sérieux, mais inégalement réparti⁸⁰ ». Les écoles sont donc bien séparées, mais elles ne sont pas égales.

⁷⁹ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 328.

⁸⁰ « a remarkable mixture of modern and antiquated buildings and equipment, and (...) an acute but unbalanced shortage of space. » (E. KNOLL, *op. cit.* (note 75), p. 95)

En 1948, le professeur George Strayer supervise à la demande du Congrès une enquête sur les écoles publiques de la capitale. Le rapport qu'il remet l'année suivante est sans appel. Il accumule les preuves d'insuffisance et d'iniquité des moyens alloués aux écoliers noirs. Les inégalités les plus fortes concernent : les dépenses par élèves, la vétusté des infrastructures, et la surcharge des classes⁸¹. Bien que ce rapport soit daté de 1949, nous l'abordons dans ce chapitre car le constat qu'il fait sur la situation est valable dès 1945 et les changements de fond se produisent ultérieurement, notamment suite à la publication de ce rapport.

b) Dépenses par élève

Il existe à la fin de la guerre une nette différence entre les ressources des écoles noires et celles des écoles blanches. En 1946-47, si l'on prend en compte le nombre moyen d'élèves blancs et noirs présents en classe chaque jour, les dépenses par élève sont respectivement de 160,21 et 126,52 dollars⁸². Par comparaison au reste des écoles du pays, les écoles noires sont dans la moyenne, mais elles restent moins bien dotées que les écoles blanches de la capitale.

L'une des causes de cette inégalité est la règle d'attribution des fonds en matière d'éducation. Comme indiqué plus haut, le *District Code* stipule que la répartition des ressources entre les écoles noires et blanches de Washington doit être effectuée selon les proportions respectives d'enfants noirs et blancs âgés de six à 17 ans dans la capitale. Selon cette règle, les fonds de 1945 doivent donc être alloués selon la proportion d'enfants noirs et blancs relevée lors du dernier recensement, en 1940. Or comme nous l'avons expliqué ci-dessus, les proportions d'élèves ont été fortement modifiées entre 1940 et 1945. Alors que la capitale comptait 39,1 % d'enfants noirs en 1940, les élèves noirs représentent cinq ans plus tard 43,9 % du total des inscrits dans les écoles publiques. Le fait de prendre comme référence des chiffres datant de plusieurs années rend l'allocation des ressources inadaptée à la situation. Il faut de plus considérer que parmi les enfants blancs recensés, tous ne fréquentent pas les écoles publiques de la capitale mais des

⁸¹ E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 4, 9.

⁸² M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 330.

écoles privées, ce qui est rarement le cas des Noirs. Par conséquent, même lors d'une année de recensement, le nombre total d'enfants blancs en âge d'être scolarisés ne correspond pas au nombre de Blancs inscrits dans les écoles publiques⁸³.

c) Infrastructures

De fortes inégalités existent également en matière d'infrastructures entre les écoles noires et blanches⁸⁴. En 1947, 25 % des écoles blanches ont plus de 50 ans, alors que c'est le cas de 40 % des écoles noires. L'un des causes indirectes de cette situation est démographique. En effet, suite au déplacement des Blancs vers les banlieues et à l'arrivée de Noirs dans des quartiers anciennement blancs, 10 écoles ont été transférées du système blanc vers le système noir entre 1926 et 1946. Par conséquent, les « nouvelles » écoles du système noir sont déjà partiellement dégradées quand ils en prennent possession⁸⁵.

Le système d'évaluation mis en place par George Strayer et N.L. Englehart met en évidence les disparités entre les infrastructures des deux divisions en 1948⁸⁶. Sur un total de 62 écoles noires, 52 % sont jugées insatisfaisantes, alors que seules 36 % des 92 écoles blanches sont jugées en défaut. Comme le montre le tableau ci-dessous, la différence est particulièrement frappante au niveau des lycées, puisque deux des trois lycées noirs sont jugés inadéquats, contre aucun des huit lycées blancs.

⁸³ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. p. 330.

⁸⁴ E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 10.

⁸⁵ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 330.

⁸⁶ Les deux auteurs ont publié en 1916 un ouvrage proposant des critères pour la construction des écoles primaires. Ils en ont ensuite publié un pour les collèges et un pour les lycées. Ces ouvrages détaillent une liste de critères (matériaux de construction, taille des bâtiments, installations sportives, systèmes de ventilation, éclairage, etc.) qui permettent d'évaluer la qualité générale de bâtiments donnés avec des scores allant de 0 à 1 000.

Figure 58 - Score Card de Strayer et Englehart appliquée à Washington en 1948

		Total	Non satisfaisant(e)s	Non satisfaisant(e)s (en %)
Écoles primaires	Noirs	49	27	55 %
	Blancs	73	32	44 %
Collèges	Noirs	10	3	30 %
	Blancs	11	1	9 %
Lycées	Noirs	3	2	66 %
	Blancs	8	0	0 %
Total	Noirs	62	32	52 %
	Blancs	92	33	36 %

La plupart des écoles noires ne disposent pas non plus des infrastructures sportives qui existent dans les établissements blancs. Les écoles noires ont de petits gymnases inadaptés et l'ensemble des lycées doivent partager une piste d'athlétisme médiocre, alors que chaque lycée blanc et presque tous les collèges blancs ont de grands gymnases et d'excellentes pistes d'athlétisme⁸⁷. De plus, les élèves blancs ne rencontrent pas les problèmes logistiques auxquels font face leurs homologues noirs. Étant donné que les lycées noirs sont peu nombreux dans la région et que les Blancs et Noirs ne s'affrontent pas lors de compétitions sportives, les lycéens noirs doivent aller jusqu'à Baltimore, Philadelphie et parfois même New York pour disputer un nombre raisonnable de rencontres de baseball ou de football au cours de la saison⁸⁸.

L'échec à remplacer les bâtiments obsolètes et à en construire de nouveaux provoque par ailleurs un fort sureffectif dans les écoles noires existantes, ce qui amène fréquemment à la mise en place de roulements dans ces écoles, alors que des places libres existent dans les écoles blanches⁸⁹.

d) Nombre d'élèves par classe

L'inégalité entre les écoles blanches et les écoles noires est évidente si l'on considère le nombre d'élèves par classe. En 1948, 67,9 % des écoles primaires blanches comptent plus de 30 élèves par classe, alors que c'est le cas de 88,1 % des écoles noires. La différence est encore plus grande

⁸⁷ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 330.

⁸⁸ E. KNOLL, *op. cit.* (note 75), p. 97.

⁸⁹ M. TERRELL, *A Colored Woman in a White World*, 1940, p. 122.

pour les classes comptant plus de 40 élèves. Seules 18 % des classes sont concernées dans les écoles blanches, contre 40,3 % dans les écoles noires⁹⁰.

Figure 59 - Capacité et nombre d'élèves dans les collèges noirs et blancs au 7 février 1947

Écoles noires			Écoles blanches		
École	Capacité	Nombre d'élèves	École	Capacité	Nombre d'élèves
Banneker	707	967	Deal	1 275	1 060
Browne	888	1 707	Elliot	979	763
Francis	918	1 018	Gordon	1 163	849
Garnet-Patterson	811	829	Hines	1 102	763
Randall	1 089	1 360	Jefferson	750	549
Shaw	1 497	1 427	Kramer	1 101	1 414
Terrell	678	919	Langley	1 224	958
			McFarland	1 193	834
			Paul	1 285	1 202
			Powell	750	574
			Stuart	928	906
			Taft	627	654
Total	6 583	8 227	Total	12 377	10 526

Pour faire face au nombre trop important d'élèves dans les établissements scolaires, ce sont environ 7 000 jeunes washingtoniens qui assistent à leurs cours par roulement en 1946. Plus de 6 000 d'entre eux sont des Noirs. Seize écoles primaires noires fonctionnent ainsi à mi-temps. Cela représente plus de 3 250 élèves, répartis dans 87 classes, qui n'assistent qu'à trois heures trente de classe par jour. Dans les écoles blanches, seuls 400 élèves sont touchés par l'enseignement à temps partiel⁹¹. La même année, les collèges noirs accueillent environ 2 250 élèves de plus qu'ils sont censés en contenir. Par conséquent, deux collèges fonctionnent par roulement. Les quelque 3 000 élèves concernés suivent quatre heures et quart de classe par jour au lieu des six heures habituelles. La durée des cours est également raccourcie, elle est de 40 minutes au lieu de 55. De plus, pendant l'hiver, la deuxième série quotidienne est raccourcie de 40 minutes pour permettre aux élèves de rentrer chez eux avant la nuit⁹². Le raccourcissement de

⁹⁰ E. KNOLL, *op. cit.* (note 75), p. 96.

⁹¹ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 332.

⁹² *Ibid.*

la durée des cours pose un problème aux professeurs pour mener à bien les programmes scolaires. La difficulté est particulièrement forte en éducation physique, car les élèves ont besoin de temps pour se changer et se doucher⁹³. Tandis que ces élèves étudient à mi-temps dans des classes qui contiennent jusqu'à 50 élèves, les collèges blancs de la capitale ont 1 850 places libres. Cela alimente la rancœur de la communauté noire⁹⁴.

Le grand nombre d'élèves par classe dans les écoles noires est dû seulement en partie aux infrastructures limitées de la division II. La deuxième raison est le manque d'enseignants.

e) Un manque de professeurs et de personnel administratif

En 1945, la capitale compte toujours davantage d'élèves blancs que d'élèves noirs. Il est donc naturel qu'elle compte davantage de professeurs blancs. Mais la différence entre le nombre de professeurs blancs et noirs est plus grande que la différence enregistrée entre les nombres d'élèves respectifs. On remarque ainsi dans le tableau ci-dessous que les lycées blancs comptent 59 % d'élèves de plus que les lycées noirs, alors qu'ils comptent 67 % de professeurs supplémentaires. Cela implique une charge plus importante pour les enseignants noirs.

Figure 60 - Nombre d'élèves et d'enseignants dans les établissements noirs et blancs en 1945-46⁹⁵

		Noirs	Blancs	Différence (en %)
École primaire	Élèves	26 325	29 625	+ 11,1 %
	Enseignants	671	813.5	+ 17,5 %
Collège	Élèves	8 727	11 293	+ 22,7 %
	Enseignants	293	447	+ 34,5 %
Lycée	Élèves	4 658	11 042	+ 58,8 %
	Enseignants	161	489	+ 67,1 %
Lycée technique	Élèves	1 050	979	
	Enseignants	46	55	
IUFM	Élèves	464	461	
	Enseignants	31	29	
Total	Élèves	41 224	53 400	+ 22,8 %
	Enseignants	1 202	1 833.5	+ 34,4 %

⁹³ *Ibid*, p. 330.

⁹⁴ E. KNOLL, *op. cit.* (note 75), p. 95-96.

⁹⁵ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 327.

En septembre 1948, un professeur de lycée blanc moyen enseigne 548,1 heures-élève, alors qu'un professeur noir en enseigne 711,3. Dès 1946, le ratio d'élèves par professeur dans les établissements noirs est supérieur aux recommandations pour tous les niveaux de classe. A contrario, celui enregistré dans les établissements blancs est inférieur aux préconisations pour tous les niveaux de classe, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous.

Figure 61 - Nombre d'élèves par enseignant⁹⁶

	Quota recommandé d'élèves par enseignant	Quota dans le District en novembre 1946	
		Blancs	Noirs
École primaire	36	34,5	38,8
Collège	28	25,3	31,0
Lycée	25	22,2	27,7
Lycée technique	15	14,3	18,5

Ces chiffres montrent toutefois mal l'étendue du problème. Dans les collèges noirs, où le chiffre moyen est de 28 élèves par classes, il y avait en 1946 un total de 685 classes de plus de 35 élèves, et 204 classes qui en comptaient 45 ou plus. Dans les trois lycées noirs de la ville, où la moyenne devrait être de 25 élèves par classe, 275 classes comptaient plus de 35 élèves et 58 en comptaient 45 ou plus⁹⁷.

L'une des conséquences du manque d'enseignants est la limitation des options offertes aux élèves noirs de la capitale. Les sciences et les travaux manuels pâtissent du manque d'espace et du manque de professeurs qualifiés. Les cours ne peuvent pas toujours être offerts. Quand ils le sont, c'est parfois pour des effectifs de 50 élèves dans les salles prévues pour 25. Des professeurs formés pour d'autres matières sont amenés à enseigner l'anglais à des classes de 50 à 60 élèves. Dans ce contexte, les professeurs spécialement formés pour enseigner aux élèves en difficulté ne peuvent pas donner ces cours spécialisés car leurs services sont nécessaires dans les classes normales. Ce n'est pas le cas dans les écoles blanches. De même, peu de cours intensifs

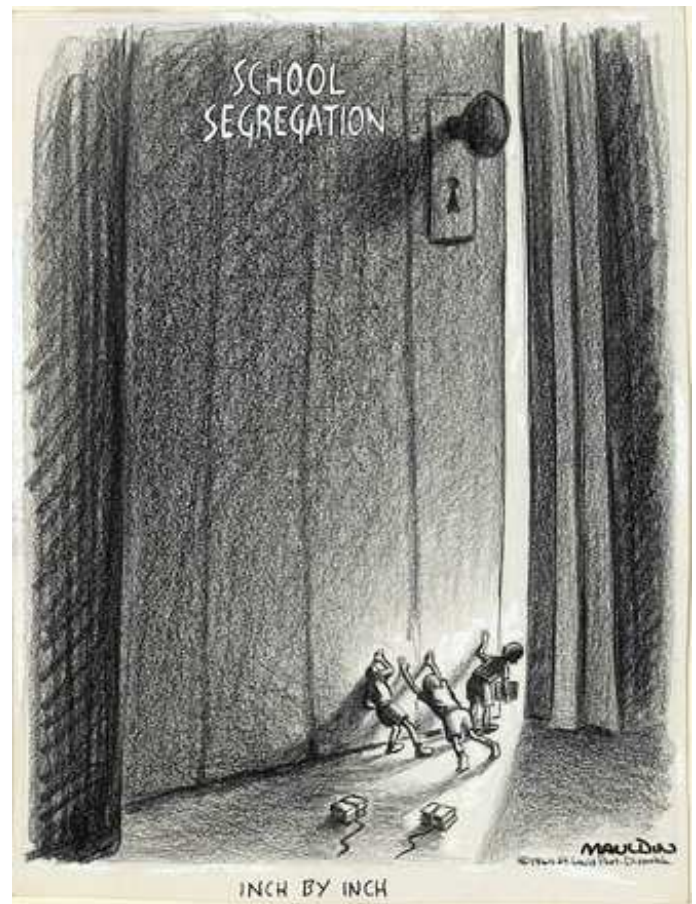
⁹⁶ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 333.

⁹⁷ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 333.

optionnels peuvent être proposés aux élèves en avance car les enseignants ont déjà fort à faire avec les cours obligatoires. Par ailleurs, le s'occuper d'élèves qui ont des besoins spéciaux, comme les aveugles, les malentendants, ou les élèves en échec scolaire⁹⁸.

Enfin, les disparités qui frappent les deux systèmes scolaires ne touchent pas seulement les élèves et les enseignants. Elles concernent également le personnel administratif. La division I dispose en effet de cinq responsables, alors que la division II, qui compte presque autant d'élèves en 1945, n'en compte que trois. Par conséquent, ces trois personnes ont fort à faire pour gérer les écoles noires⁹⁹.

Figure 62 - Cartoon de Bill Mauldin sur la ségrégation scolaire



f) Protestation et opposition au système

Les protestations vigoureuses des associations civiques et des associations de parents d'élèves ont peu d'effets. En février 1932, une grande assemblée est organisée par la NAACP afin de protester contre le manque de moyens des écoles du District. L'association souhaite également attirer l'attention sur un système qu'elle estime injuste car il force les élèves noirs à se contenter d'une éducation de qualité moindre que celle des élèves blancs. Trois écoles noires en particulier (Garrison, Harrison et Cleveland) sont en très fort sureffectif et ont dû réduire le nombre d'heures d'enseignement hebdomadaires car elles disposent de fonds insuffisants pour fournir des

⁹⁸ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 330, 334.

⁹⁹ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 330.

enseignants et des salles de classe en nombre adéquat. Les protestataires affirment que cette situation résulte de la politique budgétaire du Conseil scolaire, qui n'accorde que 20 % des fonds disponibles aux écoles noires alors que les élèves noirs représentent 33 % du total des élèves. Suite au mouvement de protestation, le Conseil transfère finalement 315 000 dollars aux écoles noires. Mais ces fonds ne suffisent pas à résorber la forte inégalité de moyens entre les écoles noires et blanches. Les plaintes auprès du Conseil scolaire et du Congrès se poursuivent, mais la situation évolue peu¹⁰⁰.

3. En marge du système général : les écoles privées et l'enseignement supérieur

a) Les écoles privées

Les données sur les écoles privées de la capitale sont difficiles à obtenir, mais on peut tout de même constater que ces écoles observent la même ségrégation que les écoles publiques. En 1947, Amy Morton ne recense qu'une poignée d'écoles blanches non ségréguées parmi lesquelles la *Georgetown Day School*, qui comporte des élèves et des enseignants noirs, le *Columbian Institute for the Deaf and Dumb*, la *Kings-Smith School* et la *Community Education, Inc.* Sur les 52 crèches et garderies qui disposent d'une licence dans la capitale en 1946, 40 n'accueillent que des Blancs et deux seulement sont déségréguées¹⁰¹. Les écoles et collèges catholiques sont toujours ségrégués en 1945.

b) L'enseignement supérieur

La situation dans l'enseignement supérieur est plus contrastée avant la Seconde Guerre mondiale. Certaines universités acceptent tous les étudiants, d'autres acceptent seulement les Blancs, d'autres seulement les Noirs, d'autres encore ont déségrégué une partie de leurs programmes. Enfin, certaines universités ont changé de politique au fil du temps. Un changement des pratiques s'amorce toutefois au milieu des années 1930. Les politiques de la *Catholic University*, l'*American University* et l'université Georgetown évoluent, de même que

¹⁰⁰ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 224.

¹⁰¹ M. MORTON, *op. cit.* (note 51), p. 335-336.

celles de plus petites structures comme *Trinity College*, *Dumbarton College of Holly Cross* et *Gallaudet College*¹⁰².

Les deux universités les plus constantes en matière de ségrégation sont l'université Howard et l'université George Washington, mais pour des raisons opposées. Howard, créée en 1867, compte une forte majorité d'étudiants noirs parmi ses quelque 3 700 étudiants, mais a toujours été ouverte aux Blancs¹⁰³. En fait, les premiers inscrits étaient des étudiants blancs : les enfants des fondateurs et de certains professeurs. L'université George Washington en revanche est depuis sa création en 1821 la plus strictement ségréguée de la capitale. Elle ne compte aucun Noir parmi ses 15 000 étudiants¹⁰⁴.

La situation des centres de formation des enseignants est également claire. En 1945, il en existe deux à Washington : *Miner Teachers' College* est destiné aux Noirs, tandis que *Wilson Teachers College* est destiné aux Blancs. Il en a été ainsi depuis la création des deux institutions. *Miner* a été créé par Myrtilla Miner en 1851. Il s'agissait à l'époque de la *Normal School for Colored Girls*, qui visait à former les enseignantes noires : « à enseigner à leur propre race¹⁰⁵ ». Les Blancs ne disposaient d'aucune structure équivalente avant la création en 1873 de la *Washington Normal School*¹⁰⁶, destinée à la formation des enseignantes blanches. En 1929, les deux institutions deviennent officiellement des universités, sous le nom de *Miner Teachers' College* et *Wilson Teachers' College*. Elles sont alors les deux seuls établissements publics d'enseignement supérieur à Washington et sont toutes deux ségréguées.

La situation est plus variable au sein de l'université Georgetown. L'institution catholique créée en 1789 avait peu après la guerre de Sécession un président noir. Le père Patrick Healy a en effet dirigé l'université de 1873 à 1882. Il faut toutefois noter que P. Healy était très clair de peau et passait donc pour un Blanc. Si les autorités de l'université savaient qu'il était né esclave,

¹⁰² P. COOKE, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," p. 343.

¹⁰³ F. BRYANT BROWN, *op. cit.* (note 19), p. 275.

¹⁰⁴ P. COOKE, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," 1958, p. 343, 345-34.

¹⁰⁵ "to be teachers of their own race." (E. O'CONNOR, Myrtilla Miner, *Memoir*, p. 35)

¹⁰⁶ Elle est rebaptisée *Wilson Normal School* en 1913

personne d'autre n'était au courant, en particulier pas les étudiants. Il faut donc relativiser la portée de cette nomination. Officiellement, la déségrégation n'aura lieu que près de 75 ans plus tard¹⁰⁷.

La situation de la *Catholic University* est encore plus contrastée. La seconde institution catholique de la capitale a accepté les étudiants noirs de 1887 (année de sa création) à 1919. Cette année-là, le nouveau recteur a modifié la politique d'admission de l'université. Seuls les étudiants noirs en cours de cursus ont pu continuer à fréquenter l'établissement¹⁰⁸. L'université change à nouveau sa politique en 1933 en acceptant des sœurs oblates¹⁰⁹. Trois ans plus tard, des étudiants noirs sont acceptés en deuxième et troisième cycle. L'université qualifie cette politique « d'expérience réussie en matière d'égalité des chances¹¹⁰ ». Elle aboutit à l'inscription de nombreux Noirs de tout le pays à l'université¹¹¹.

C'est à la même période, au milieu des années 1930, que des étudiants noirs sont acceptés pour la première fois à l'*American University*. C'est toutefois une déségrégation partielle seulement, car ils ne sont admis qu'à la faculté de sciences sociales et d'affaires publiques¹¹². Il faudra attendre 1948 pour qu'ils soient admis à la faculté des arts et sciences¹¹³.

Gallaudet College est une institution un peu à part dans le paysage éducatif washingtonien. Elle est créée en 1857 sous le nom de *Columbia Institution of the Deaf and Dumb and the Blind*, c'est-à-dire spécialisée dans l'éducation des sourds, muets et aveugles. L'établissement est autorisé à délivrer des diplômes universitaires à partir de 1864. Il change son appellation l'année suivante pour s'intituler *Columbia Institution of the Deaf and Dumb*. Il n'intègre donc plus les aveugles à son public. En 1885, les niveaux primaire et secondaire sont séparés de l'enseignement

¹⁰⁷ P. COOKE, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," 1958, p. 343.

¹⁰⁸ J. O'CONNOR, "Catholic Educational Integration in Border," p. 22-23; A. FOLEY, "The Catholic University study for *The Negro and the Schools*".

¹⁰⁹ Les sœurs oblates sont un ordre de nonnes catholiques.

¹¹⁰ "experiment in equal opportunity [that] proved successful."

¹¹¹ P. COOKE, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," 1958, p. 344.

¹¹² School of Social Science and Public Affairs

¹¹³ *College of Arts and Sciences* (P. COOKE, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," 1958, p. 344-345, TSTR, p. 90-91)

supérieur. La *grade school* est appelée *Kendall School for the Deaf* tandis que l'université conserve son nom. Elle est rebaptisée *Gallaudet College* en 1894 en l'honneur du révérend Thomas Hopkins Gallaudet. En 1945, ni l'école Kendall ni l'université Gallaudet n'accueillent d'élèves noirs.

En conclusion, en 1945, les élèves blancs étudient dans des écoles plus récentes, mieux équipées, avec des effectifs raisonnables, tandis que les élèves noirs étudient dans des locaux vétustes, avec moins de moyens et au sein de classes surchargées. La disparité des conditions d'apprentissage entre les élèves noirs et blancs explique au moins en partie la moins bonne réussite scolaire des élèves noirs¹¹⁴.

Dans son rapport, George Strayer déclare que « l'équipe de recherche a acquis la ferme conviction que les exigences actuelles en termes d'éducation et de formation sont rarement atteintes dans de telles conditions de surcharge des classes¹¹⁵ ». Il recommande un programme de construction d'écoles de 40 millions de dollars, dont plus de 75 % pour les écoles noires.

Le manque de réactivité des autorités scolaires face à la croissance et au déplacement de la population noire provoque une forte dégradation de la qualité du système scolaire noir dans les années suivantes¹¹⁶.

B. Les sports et les loisirs, un domaine supplémentaire de ségrégation

1. Les sports, ou la ségrégation sous toutes ses formes

Dans la capitale ségréguée d'après-guerre, le sport professionnel ne fait pas figure d'exception. Les deux principaux sports que sont le baseball et le football américain sont ségrégués. Dans le cas du football, la situation est limpide : les *Washington Redskins* sont une équipe blanche et il n'est absolument pas question pour leur propriétaire George Preston Marshall d'y intégrer des joueurs noirs. Les choses sont différentes pour le baseball.

¹¹⁴ E. KNOX, *op. cit.* (note 50), p. 10.

¹¹⁵ "it is the confirmed judgment of the survey staff, that modern standards of education and training are rarely achieved under such conditions of heavy overload."

¹¹⁶ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 208.

a) Le baseball à Washington : deux équipes, deux publics ?

En 1945, le « loisir national¹¹⁷ » est encore le sport favori des Américains. C'est aussi un sport ségrégué. Les joueurs blancs s'affrontent dans les ligues majeures¹¹⁸ tandis que les joueurs noirs ont leurs propres ligues : les ligues noires¹¹⁹, qui sont loin de bénéficier des mêmes conditions que les ligues majeures. Les équipes noires sont moins nombreuses, ont des ressources nettement plus restreintes, des matches moins nombreux, et doivent voyager plus loin pour trouver des adversaires. À Washington, les ligues majeures sont représentées par les *Senators*, les ligues noires par les *Homestead Grays*. Les deux équipes jouent sur le même terrain : *Griffith Stadium*, propriété du manager des *Senators*. Dans le stade, la ségrégation existe sous deux formes différentes : sur le terrain, qu'aucun joueur noir ne peut fouler avec les *Senators*, mais aussi dans les tribunes, à l'encontre des spectateurs noirs.

Figure 63 - Griffith Stadium



Griffith Stadium reste avec *Sportsman's Park* (à Saint Louis) le seul stade de baseball ségrégué des ligues majeures en 1945. Les Noirs peuvent assister aux rencontres, mais seulement

¹¹⁷ "National Pastime," c'est ainsi que le baseball est souvent appelé.

¹¹⁸ Les deux Major Leagues en 1945 sont la National League et l'American League.

¹¹⁹ Negro leagues

depuis la tribune droite¹²⁰. *Griffith Stadium* est donc l'un des rares endroits au sein desquels, dans une ville ségréguée, Blancs et Noirs peuvent profiter côte à côte du même spectacle. Par ailleurs, les règles ségrégationnistes n'y sont pas aussi fermes qu'ailleurs. Ainsi, on ne trouve pas de pancartes « *white* » et « *colored* » à *Griffith Stadium*. De même, on remarque parfois des Noirs dans les tribunes situées du côté gauche du stade, bien que l'accès leur soit en principe interdit. C'est probablement ce qui fera dire au Washingtonien blanc Logan W. Rayford que dans sa jeunesse *Griffith Stadium* n'était pas ségrégué¹²¹. De même, Constance MacLaughlin Green écrit que :

« En 1923, à l'exception des repères des *bootleggers* et lieux du même genre, les seuls endroits non ségrégués de Washington étaient les trolleys, les bus, *Griffith Stadium* et les salles de lecture de la bibliothèque du Congrès¹²². »

En revanche, le journaliste sportif noir Sam Lacy se souvient des interdits auxquels il devait faire face. Il affirme ainsi :

« Il y a des endroits où je ne pouvais pas aller, des endroits où mes amis ne pouvaient pas aller, des endroits où ma famille ne pouvait pas aller. On devait s'asseoir en haut des tribunes du côté droit du terrain, tout près de la palissade, et il n'y avait pas moyen de s'asseoir ailleurs¹²³. »

Sur les terrains, la ségrégation reste une réalité dans tout le pays en 1945. Elle n'a pourtant pas toujours existé. À ses débuts, le baseball, créé en 1845, voyait s'affronter des équipes mixtes. Mais à partir de 1884, les joueurs noirs ont été exclus des ligues majeures. En 1887, on en comptait encore plus d'une douzaine dans les ligues mineures. Trois ans plus tard, ils avaient tous disparu¹²⁴.

¹²⁰ F. FROMMER, *The Washington Nationals 1859 To Today*, 2006, p. 60.

¹²¹ R. LOGAN, "Growing up in Washington: A Lucky Generation," *Records of the Columbia History Society of Washington*, vol 48 (1971-1972), 1973, p. 506.

¹²² "except for the haunts of bootleggers and other elements of the underworld, by 1923 the only places in Washington where racial segregation did not obtain were the trolleys and buses, at Griffith Stadium, and in reading rooms of the public library and the library of Congress." (C. GREEN, *The Secret City: A History of Race Relations in the Nation's Capital*, 1967, p. 201-202)

¹²³ "there were places I couldn't go, places my friends couldn't go, places my family couldn't go. (...) They required you to sit in the right field pavilion up against the fence almost, and [there was] no being able to sit anywhere else in the stadium." (Interview de Sam Lacy, 15 juillet 1992, cité par Brad Snyder (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 2)

¹²⁴ *Ibid.*, p. 34.

C'est face à ce revers que sont apparues des équipes noires. Elles ont d'abord émergé dans les années 1880-1890, mais sans qu'aucune ne parvienne à se pérenniser¹²⁵. Elles sont ensuite réapparues dans les années 1920 sous la forme de *Negro Leagues*, ou ligues noires¹²⁶, et se sont reconstituées dès 1933 après un passage à vide pendant la Dépression¹²⁷.

Dans la capitale, les équipes de ligue noire se succèdent sans grand succès dans les années 1930. Mais en février 1940, une nouvelle équipe arrive en ville. Il s'agit des *Homestead Grays*, une équipe de la *Negro National League*, qui a vu le jour en Pennsylvanie en 1910. Les *Grays* sont alors l'une des meilleures équipes de baseball professionnel, toutes couleurs confondues. Ils remportent huit des neuf titres mis en jeu entre 1937 et 1945 et en remportent un dernier en 1948¹²⁸. En s'installant dans la capitale, les *Grays* espèrent enregistrer de solides bénéfices, car la capitale compte une forte proportion noire, près du triple de celle de Pittsburgh en 1940¹²⁹. L'équipe est néanmoins accueillie avec indifférence par les Washingtoniens. Le match d'ouverture officiel n'attire que 4 000 supporters. Ce sera la moyenne approximative de spectateurs en 1940. L'année suivante, la moyenne se situe entre 1 500 et 3 000. Les Washingtoniens noirs, particulièrement les plus aisés d'entre eux, restent fidèles aux *Senators*¹³⁰. « La soi-disant intelligentsia », écrit un journaliste, « dont de nombreux membres sont de fervents amateurs de baseball lorsque les pathétiques *Washington Senators* jouent à domicile, est invisible [lors des matches des *Grays*]¹³¹ ».

Pourtant, à l'instar des autres équipes professionnelles, les *Senators* sont affectés par la guerre. Les joueurs ne sont pas exemptés de la conscription. Ce sont près de 500 d'entre eux qui

¹²⁵ *Ibid.*, p. 34.

¹²⁶ L'initiative revient à Rube Foster, propriétaire et joueur des *American Giants* de Chicago.

¹²⁷ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 33.

¹²⁸ *ibid.*, p. x.

¹²⁹ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 53.

¹³⁰ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 88.

¹³¹ "The so-called intelligentsia or literati, many of whom are devout baseball fans whenever the pathetic Washington Senators are in town, were missing from the scene." (J. SEWALL, "Sportin' Around," Washington Tribune, 23 mai 1942, p. 24)

partent – volontaires ou forcés – pour l'Europe et le Pacifique. Si toutes les équipes sont touchées, les *Senators* le sont plus durement que les autres, perdant trois joueurs au combat¹³².

Pour les *Grays*, la saison 1942 débute comme les précédentes. En avril et mai, ils n'attirent que 4 000 à 5 000 spectateurs par rencontre à *Griffith Stadium* alors qu'ils en attirent plus de 10 000 à la Nouvelle-Orléans et près de 20 000 à Newark. C'est au printemps qu'ils sortent de l'ombre des *Senators*. Le 31 mai 1942 le grand Satchel Paige vient jouer avec les *Grays* à Washington dans un match exhibition contre une équipe blanche. Paige, lanceur des *Kansas City Monarchs*, est alors l'un des athlètes les plus célèbres du pays. Il attire plus de 22 000 fans à *Griffith Stadium*. La plupart sont noirs, mais on voit aussi des Blancs. C'est le délice. Lorsque Paige revient dans la capitale avec les *Monarchs* 18 jours plus tard, 28 000 spectateurs sont au rendez-vous, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1933. Le match excède toutes les attentes. Les fans s'enflamment, le *Washington Tribune* évoque "le meilleur match de baseball que l'on ait jamais vu¹³³." Ce soir-là, les Washingtoniens noirs adoptent les *Homestead Grays*, qui deviennent véritablement les *Washington Homestead Grays*¹³⁴.

Désormais, les Washingtoniens noirs ne se rendent plus en foule aux seuls matches des *Senators*. Le nombre de spectateurs double immédiatement aux matches des *Grays*, passant à 11 000 ou 12 000 spectateurs. La bourgeoisie noire est conquise, et les prix abordables de 55 cents dans les gradins et 80 cents dans les tribunes droites attirent aussi les ouvriers et employés. Les rencontres des *Grays* deviennent un lieu de rencontre pour les Noirs récemment immigrés du Sud.

« Les gens qu'on attirait à *Griffith Stadium* et dans les autres stades étaient noirs, » se souvient Buck O'Neil. « C'était un exutoire important. Ce n'était pas seulement un évènement sportif, c'était aussi un évènement mondain¹³⁵. »

¹³² C. ROBERTS, *op. cit.* (note 3), p. 10, 23.

¹³³ "the greatest baseball treat ever presented anywhere" (COVINGTON, "Partlow Outshines Paige in Mound Duel," *Washington Tribune*, 20 juin 1942, p. 17)

¹³⁴ B. SNYDER, *Beyond the Shadow of the Senators*, 2003, p. 114, 130, 135.

¹³⁵ "Those people we drew at Griffith Stadium and other ballparks, they were black. This was an important outlet. It was not only a sports event, it was a social event." (Interview de Buck O'Neil par Brad Snyder, B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 135).

Grâce à Satchel Paige, les *Grays* sont donc arrivés au niveau des *Senators*. Leurs 11 matches joués à *Griffith Stadium* en 1942 ont attiré 127 690 fans, soit une moyenne de 11 608 par match. Dans le même temps les *Senators* enregistrent 403 493 spectateurs en près de 70 matches¹³⁶. Il arrive que les *Senators* attirent 3 000 supporters un après-midi et que les *Grays* en attirent près de 30 000 quelques heures plus tard¹³⁷. Clark Griffith lui-même se déplace régulièrement pour les voir jouer. Un jour, il avale presque son cigare en voyant une balle de Josh Gibson atteindre le haut du vieux panneau publicitaire situé au-dessus des tribunes du champ gauche¹³⁸.

Et tandis que les *Grays* sont champions de la *National Negro League* (NNL) pour la troisième année consécutive, les *Senators* finissent avant derniers de l'*American League* pour la troisième fois d'affilée. L'année suivante sera meilleure pour les *Grays*, encore pire pour les *Senators*¹³⁹.

En 1943, les *Grays* jouent 26 matches à Washington contre 11 à Pittsburgh. Les restrictions pesant sur les déplacements du fait de la guerre fournissent aux *Grays* une audience captive. Elles empêchent la classe moyenne noire croissante de Washington de partir à Highland Beach afin d'échapper à la chaleur écrasante de l'été. Les *war workers* en mal de divertissement se pressent donc aux rencontres des *Grays*. À la fin de la saison, les matches washingtoniens ont totalisé plus de 225 000 spectateurs¹⁴⁰.

L'année suivante, l'*Office of Defense Transportation* (ODT) ré-autorise les déplacements d'agrément, retirant du même coup aux *Grays* leur audience captive. C'est la fin de la courte période dorée de l'équipe. Ainsi que le note Ric Roberts :

« Washington (...) attirait en moyenne 3 000 supporters par match avant que la visite de Paige et le bon travail promotionnel ne fassent grimper la moyenne à près de 10 000. Les chiffres plafonnèrent en 1943 et commencèrent à afficher un léger déclin en 1944¹⁴¹. »

¹³⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 147.

¹³⁷ J. HOLWAY, *Josh Gibson*, 1995.

¹³⁸ Selon le journaliste sportif Ric Roberts, reporter pour le journal noir *Pittsburg Courier*.

¹³⁹ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 147.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 155.

¹⁴¹ "Washington was (...) an average 3,000-fan town until Paige's visit and good promotional work hiked it to well near a 10,000-fan average. The crowds leveled off in 1943 and began showing a slight over-all decline in 1944." (R. ROBERTS, "Negro Baseball – A \$2,000,000 business," *Negro Baseball Pictorial Yearbook*, 1945, p. 9, 27)

La moyenne par match retombe à 7 000 à 8 000 spectateurs en 1944 pour un total de 15 rencontres jouées à *Griffith Stadium*. Les *Grays* n'attirent 15 000 spectateurs qu'à deux reprises sur toute la saison. Et tandis que le nombre de spectateurs diminue, la qualité de l'équipe fait de même¹⁴².

La différence entre les *Grays* et les *Senators* reste flagrante. Les *Grays* remportent un sixième titre de NNL d'affilée en 1945, et tandis que les *Senators* se contentent d'un *home run* à domicile en 78 rencontres, les *Grays* en frappent six en 21 matches. En avril 1945, le journaliste Roger Treat, du *Washington Daily News*, écrit que s'ils en avaient l'occasion, « les *Homestead Grays* battraient les *Washington Senators* six jours par semaine et deux fois le dimanche¹⁴³ ». Mais ce qui était probablement vrai en 1942 et 1943 n'est plus vrai en 1945. L'effectif des *Grays* n'a pas été renouvelé, il a donc pris de l'âge, et leur joueur phare Josh Gibson n'est pas au mieux. Sam Lacy affirme ainsi que les *Grays* :

« Sont parvenus à décrocher le titre cette année parce que les autres équipes n'ont pas pu ou pas voulu tirer parti de l'équipe la plus mauvaise à porter le maillot des *Grays* au cours des dix dernières années¹⁴⁴. »

Ils perdent d'ailleurs les *World Series* des ligues noires contre les *Cleveland Buckeyes*.

De plus, la baisse de spectateurs amorcée en 1944 se poursuit en 1945. Cette année-là, ils sont en moyenne 5 000 par match. L'une des rares exceptions est le match contre les *Monarchs* et leur nouveau *shortstop*¹⁴⁵ Jackie Robinson, le 24 juin, qui attire près de 20 000 supporters¹⁴⁶. Au même moment, le boom économique de l'après-guerre redonne vie au baseball professionnel blanc. Plus de 18,5 millions de supporters se rendent aux rencontres de ligue majeure en 1946,

¹⁴² B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 209.

¹⁴³ "the Homestead Grays would beat the Washington Senators six days a week and twice on Sunday." (R. TREAT, *The Washington Daily News*, avril 1945)

¹⁴⁴ "backed' into this year's title because the rest of the teams either couldn't or refused to take advantage of one of the flimsiest clubs to wear Homestead uniforms in all of a decade". (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 222-223)

¹⁴⁵ Position défensive traduite au Canada par « arrêt court ».

¹⁴⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 224.

contre 10,8 millions l'année précédente. Les *Nats*¹⁴⁷ finissent quatrièmes de leur division et Mickey Vernon décroche le titre de meilleur batteur de l'*American League*.

En 1945, la situation est donc plutôt incertaine. Les *Senators* ne sont pas au sommet de leur art, mais l'âge d'or des *Grays* tire à sa fin. Après les résultats exceptionnels de 1943, les *Grays* attirent de moins en moins de spectateurs. De plus, avec la fin de la guerre, les autres équipes retrouvent leurs meilleurs joueurs, alors que les *Grays*, qui avaient perdu peu d'éléments pendant la guerre, se retrouvent avec un effectif vieillissant. Les rapports de force avec les autres équipes s'inversent donc.

b) *Vaines incitations à la déségrégation*

La coexistence d'une équipe noire et d'une équipe blanche dans la capitale rend la ségrégation sportive évidente en 1945. Les tentatives pour y mettre fin n'ont pas encore abouti. Elles ont notamment eu pour initiateurs deux farouches opposants à la ségrégation que sont les journalistes sportifs noirs Sam Lacy et Wendell Smith, qui écrivent respectivement pour le *Baltimore Afro-American* et le *Pittsburgh Courier*¹⁴⁸.

Dès les années 1930, Sam Lacy suggère la déségrégation des *Senators* pour améliorer les résultats de l'équipe. Après leur victoire dans les *World Series* de 1933, les *Nats* ont en effet rapidement glissé en fin de classement. Clark Griffith n'a pas les moyens d'entretenir un circuit de formation¹⁴⁹ de jeunes espoirs. Il décide de recruter des joueurs cubains, aussi talentueux mais moins coûteux que les Américains. Sam Lacy propose quant à lui le recrutement de joueurs noirs. « Pourquoi ne pas donner un peu de couleur au baseball ?, » écrit-il en 1935¹⁵⁰. Il est alors persuadé que la déségrégation des ligues majeures viendra par les *Senators* et ce pour trois

¹⁴⁷ Surnom affectueux des *Senators*, dû à leur ancien nom de *Nationals*.

¹⁴⁸ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 190.

¹⁴⁹ Dans ce qu'on appelle le *farm system*, certaines équipes de ligue majeure disposent d'une ou plusieurs équipes secondaires implantées dans d'autres villes et qui jouent dans les ligues mineures à un niveau plus ou moins élevé. Les meilleures sont classées AAA, les secondes AA et les moins bonnes A. Le principe est de permettre aux jeunes joueurs d'y faire leurs premières armes avant de rallier l'équipe principale.

¹⁵⁰ "Why not give the Baseball a little 'color'?" ("Looking 'Em Over with the Tribune," Washington Tribune, 3 août 1935)

raisons. Premièrement, les *Senators* ont un grand besoin de joueurs talentueux. À la fin des années 1930, malgré le recrutement de joueurs cubains, l'équipe ne parvient pas à améliorer ses résultats. Deuxièmement, Clark Griffith ne semble pas hostile aux joueurs noirs, à la différence du propriétaire des *Redskins* George Preston Marshall¹⁵¹. Il a été l'un des premiers à faire venir des joueurs cubains aux États-Unis et a de très bonnes relations avec la communauté noire, au point que nombre de Noirs le considèrent comme un ami. Il est également en faveur de l'essor des ligues noires. Troisièmement, la capitale dispose d'une vaste population noire qui soutient l'équipe locale mais est aussi prête à se battre pour les droits civiques. Le journaliste sportif fait donc de Clark Griffith une cible privilégiée dans sa lutte pour l'intégration du baseball. Clark Griffith, qui sert volontiers les Noirs mais refuse de les employer¹⁵².

La campagne de Sam Lacy se heurte toutefois à une forte résistance de Clark Griffith. En 1942, ce dernier reçoit les deux stars des *Grays* Josh Gibson et Buck Leonard pour leur expliquer qu'il ne leur proposera pas de contrat, malgré les pressions de la presse sportive noire¹⁵³. « Si nous vous prenons, cela détruira votre ligue¹⁵⁴ », affirme-t-il. Il est probable en effet que si les ligues majeures recrutent les meilleurs joueurs des ligues noires ces dernières ne survivent pas¹⁵⁵. Griffith affirme aussi à plusieurs reprises qu'il serait injuste envers les équipes des ligues noires de recruter leurs meilleurs éléments sans leur accorder de dédommagement, or les contrats des ligues noires n'étant pas reconnus par les ligues majeures, aucune compensation ne serait versée. Il répète inlassablement les mêmes arguments au cours des dix années qui suivent. Ces arguments sont vraisemblablement sincères, en tout cas pour partie. Il ne faut toutefois pas oublier que Clark Griffith a un intérêt personnel à voir les ligues noires survivre. Leur dissolution signifierait la mort des *Grays*, or les matches de ces derniers sont sa principale ressource. Clark Griffith leur loue en effet son stade et en tire d'énormes profits, tandis que les

¹⁵¹ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 63.

¹⁵² B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. xiii, 59.

¹⁵³ F. FROMMER, *op. cit.* (note 120), p. 67.

¹⁵⁴ "If we get you, it will break your league." (J. HOLWAY, *op. cit.* (note 137))

¹⁵⁵ C'est ce qu'il se passera avec l'intégration du baseball.

Senators lui rapportent peu. Pour chaque rencontre des *Grays*, il s'approprie 20 % des recettes sur les entrées, toutes les recettes de boissons et nourriture, et réclame un dédommagement pour la vente des tickets, les placeurs et le nettoyage du stade. Le propriétaire des *Senators* ne croit pas que la perte de la location de *Griffith Stadium* par les *Grays* serait compensée par le gain en spectateurs dû à la déségrégation de l'équipe¹⁵⁶. Pour Brad Snyder, « Griffith voulait que les ligues noires perdurent car il voulait continuer à profiter d'elles¹⁵⁷ ».

Mais selon Snyder, la position de Griffith n'est pas seulement basée sur des considérations financières. Avec Connie Mack¹⁵⁸, Griffith appartient à la vieille garde traditionnaliste du baseball. De plus, il doit composer à Washington avec une clientèle plutôt sudiste. Des considérations culturelles et sociales entrent donc également en jeu.

Clark Griffith n'est toutefois pas le seul obstacle à la déségrégation du baseball dans la capitale. Kenesaw M. Landis, commissaire du baseball, se satisfait du *statu quo* en matière de ségrégation. De plus, Griffith s'est trouvé un allié en la personne de Cum Posey, le propriétaire des *Grays*. Plus encore que Griffith, Posey a intérêt au maintien des ligues noires, car ses bénéfices viennent des seules rencontres des *Grays*. Si l'équipe disparaît, il perd la totalité de ses revenus. Toutefois, parmi les trois adversaires principaux de Sam Lacy – Landis, Griffith et Posey – la position de Posey est de loin la plus inconfortable. Certes, son objectif principal est de protéger son équipe. Mais il ne peut pas se permettre de s'opposer ouvertement à l'intégration du baseball sous peine de s'aliéner les fans noirs et la presse afro-américaine. Il est donc dans une situation délicate¹⁵⁹.

En 1940, les efforts de Sam Lacy sont restés sans résultat. Les supporters noirs des *Senators* sont de plus en plus nombreux à s'opposer à la ségrégation dans le baseball. Ils réagissent désormais à la discrimination avec indignation et non plus avec indifférence. Néanmoins, aucun

¹⁵⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 108, 233.

¹⁵⁷ "Griffith wanted the Negro Leagues to survive because he wanted to keep profiting from them." (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 283)

¹⁵⁸ Alors manager des *Philadelphia A's* et élu au *Hall of Fame*, le Panthéon du baseball.

¹⁵⁹ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 206.

changement concret ne se produit. Lacy traite toujours Griffith avec égards, car il reste persuadé que le propriétaire des *Nats* sera le premier à déségréguer le baseball. Il rejette ainsi l'idée de boycotter *Griffith Stadium*¹⁶⁰. La pression monte peu à peu, avec le ralliement du quotidien communiste le *Daily Worker* à cette cause en 1942 et le contexte de la Seconde Guerre mondiale, qui accélère la lutte contre la discrimination raciale dans la capitale. La presse afro-américaine incite les Washingtoniens noirs à abandonner les *Senators* en faveur des *Grays*. Art Carter et Harold Jackson lancent la campagne « Achetez Noir¹⁶¹ ». Toutefois, en dépit de leurs efforts, les *Senators* accroissent leur nombre de spectateurs de plus de 170 000 pour atteindre 574 694 à la fin de la saison. L'équipe est compétitive, les matches de nuit sont nombreux, de même que les *war workers* avides de divertissement. Les *Grays* attirent parfois plus de spectateurs que les *Senators*, mais l'inverse reste parfois vrai aussi. Et dans un cas comme dans l'autre, Griffith engrange des bénéfices¹⁶².

En 1944, Sam Lacy revient de Chicago avec une attitude complètement différente vis-à-vis de Clark Griffith. Il a perdu toute tolérance pour « *Uncle Clarkie* ». Ce revirement annonce la vigueur des luttes d'après-guerre¹⁶³.

2. Les loisirs : une zone trouble, incarnation des disparités washingtoniennes

Ségrégation et discrimination existent aussi dans les loisirs. Dans ce domaine, la ségrégation dans les lieux publics de loisir s'est intensifiée entre 1920 et 1945. Diverses autorités publiques ont interdit aux Blancs ou aux Noirs l'accès à des lieux qui étaient auparavant accessibles sans distinction de couleur de peau. La création de la Commission municipale des Loisirs (*Board of Recreation*) en 1942 renforce cette dynamique. Le but est de centraliser le contrôle des lieux de loisir de la capitale, mais du fait des pressions locales pour la ségrégation, les conséquences seront plus larges. Le Congrès fait éliminer d'un projet de loi d'initiative locale une clause qui

¹⁶⁰ *ibid.*, p. 77, 93, 94.

¹⁶¹ « *Buy Black* » (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 169)

¹⁶² B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 170.

¹⁶³ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 177.

exigerait que la nouvelle commission applique strictement la ségrégation à toutes les installations sous son contrôle. Il évite ainsi que la ségrégation devienne la règle. En revanche, aucune disposition n'est prise pour l'interdire. Ce vide permet à la commission de ségréguer tous les parcs et aires de jeu sous sa responsabilité. Dans le cadre de cette politique, les installations de sept des 26 parcs du District sont attribuées aux Noirs. Comme la population noire est concentrée dans les parties les plus vieilles et les plus peuplées de la ville, les installations dont bénéficient les Blancs sont pour la plupart de meilleure qualité. De plus, le principe de la ségrégation rend l'accès difficile à ceux qui vivent trop loin des installations auxquelles l'accès leur est autorisé, alors même que certaines existent près de chez eux. C'est ainsi que les résidents blancs qui partageaient auparavant l'accès aux courts de tennis de *Rose Park* protestent en vain pour regagner le droit d'accès¹⁶⁴.

Les enfants ne sont pas seulement concernés par la situation dans les écoles et les aires de jeu. Durant ces années, les billes sont un jeu populaire dans les cours d'école. Il existe même un tournoi national à l'occasion duquel les meilleurs s'affrontent. Mais chaque ville ne peut envoyer qu'un représentant à ce tournoi. Or la capitale a organisé deux tournois de qualification : l'un réservé aux Noirs, l'autre aux Blancs. Au lieu d'organiser une finale entre le vainqueur noir et le vainqueur blanc, la ville sélectionne automatiquement le jeune blanc comme représentant. C'est une preuve supplémentaire de l'ancrage de la discrimination dans la culture washingtonienne¹⁶⁵.

Il existe néanmoins des exceptions à cette pratique. Toutes les aires de loisirs de la capitale ne sont en effet pas ségréguées. Celles qui dépendent du ministère de l'Intérieur restent ouvertes à tous, sans que de sérieux incidents ne s'y produisent pour autant¹⁶⁶. Les autorités municipales ont tenté à de multiples reprises d'obtenir le passage de ces aires sous le contrôle de la

¹⁶⁴ TSTR, p. 94-95.

¹⁶⁵ M. TERRELL, *A Colored Woman in a White World*, 1940, p. 123.

¹⁶⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 2.

commission, mais en l'absence de garantie quant au maintien d'une politique non ségréguée, le transfert n'a pas été accepté par les autorités fédérales¹⁶⁷.

Face aux restrictions, la communauté noire s'est adaptée. Le domaine du golf en offre une bonne illustration, avec la naissance du *Langston Golf Course* à Anacostia en 1939. Auparavant, les Noirs de la capitale pouvaient seulement pratiquer le golf sur le parcours de *Lincoln Memorial*, un green public de neuf trous (qui est aujourd'hui *West Potomac Park*)¹⁶⁸. Le changement s'amorce en 1925. Pendant l'été, un groupe de Washingtoniens s'implique dans la création de l'*United States Colored Golfers Association*¹⁶⁹ (USCGA), qui voit le jour sous l'impulsion de Walter Speedy, un golfeur professionnel de premier plan venu de Chicago, et de Robert Hawkins, un homme d'affaires bostonien. L'objectif de l'USCGA est d'améliorer les possibilités de pratiquer le golf pour les membres de la communauté noire, notamment en encourageant l'ouverture de parcours de golf accessibles aux Noirs dans tout le pays. Trois ans plus tard, Albert Harris et George Adams, deux médecins washingtoniens, créent dans le District le premier club de golf noir du pays. Le *Capital City Golf Club* est rebaptisé *Royal Golf Club* en 1933. Le club n'est pas seulement réservé aux Noirs, il est aussi réservé aux hommes, ce qui ne satisfait guère les épouses des membres. En août 1936, 13 d'entre elles créent donc le *Wake Robin Golf Club*, le premier club de golf pour femmes noires aux États-Unis¹⁷⁰. Elles rencontrent une certaine résistance des hommes, mais parviennent néanmoins à jouer au *Lincoln Memorial*. En 1938, le *Wake Robin* et le *Royal* préparent et envoient une requête officielle au ministre de l'Intérieur Harold Ickes contre la ségrégation des parcours de golf publics de la capitale. Ickes ne satisfait pas leur demande, mais dans un souci d'apaisement, il approuve la construction d'un parcours à neuf trous sur une ancienne décharge. C'est ainsi qu'est construit en 1939 le *Langston Golf Course*, dans le nord-est de la ville. Les deux clubs n'en continuent pas moins à faire

¹⁶⁷ TSTR, p. 94-95.

¹⁶⁸ L. SHAPIRO, "Taking Root: The First Club for Black Women Worked to Desegregate the Game," *Golf Online*.

¹⁶⁹ L'USCGA devient l'*United Golf Association* (UGA) en 1929.

¹⁷⁰ L. SHAPIRO, *op. cit.* (note 168).

pression sur Ickes pour obtenir la déségrégation des parcours publics de Washington. Ils obtiennent gain de cause en 1941. Le ministre de l'Intérieur édicte une ordonnance interdisant la ségrégation sur les parcours de golf publics du District. Les Noirs ne sont pas accueillis à bras ouverts. Ethel Williams, l'une des fondatrices du *Wake Robin Club* explique ainsi :

« Certains de nos membres ont reçu des pierres. Les hommes blancs nous harcelaient et les enfants qui vivaient dans les environs, quand nous frappions une balle, venaient la prendre et partaient en courant avec. Les chiens attrapaient les balles, et ces pierres nous tombaient dessus. Mais nous continuions. Nous payions des impôts, après tout¹⁷¹. »

C. Ségrégation et discrimination au jour le jour

1. Les commerces et les services

À de rares exceptions près, les Noirs n'ont pas accès aux hôtels, restaurants, grands magasins, cinémas et théâtres du centre-ville. Certains les accueillent aussi bien que les Blancs, d'autres leur offrent une partie des services proposés aux Blancs, mais la plupart refusent entièrement de les servir¹⁷².

Dans les magasins du centre-ville, les vendeurs refusent couramment de montrer aux clients noirs les produits qu'ils réclament, quand ils ne les ignorent pas complètement. Dans le meilleur des cas, ils passent après les autres clients. Les Noirs peuvent déjeuner à Union Station, à la YMCA, ainsi que dans les cafétérias des bâtiments fédéraux, mais pas dans la très grande majorité des restaurants du centre-ville¹⁷³. Cette situation incommode la population locale au jour le jour, mais pose également problème pour les touristes. Le 14 mai 1948, le *New York Times* publie un article intitulé "*Race Bias in Washington Deprives 51 Youngsters of Trip to Capital.*" L'article explique comment les lauréats d'un concours sur la sécurité de l'État de New York se retrouvent privés de voyage, car les jeunes blancs et les jeunes noirs ne peuvent pas séjourner dans les mêmes hôtels ni manger dans les mêmes restaurants¹⁷⁴.

¹⁷¹ "Some of our members were stoned. White men around there harassed us, and the children who lived around there, when we'd hit the ball, they'd come out and pick it up and run with it. The dogs would run with it, and those stones would come flying. But we kept on. We paid taxes, too." (Ethel Williams, dans une interview réalisée en 1994, L. SHAPIRO, *op. cit.* (note 168))

¹⁷² B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 2.

¹⁷³ TSTR, p. 95.

¹⁷⁴ M. TERRELL, *A Colored Woman in a White World, 1940*, p. 124.

Dans les années 1930, les services postaux avaient des employés noirs, mais ils n'étaient pas autorisés à tenir de guichet. À force de pression, ils obtiennent une solution originale au problème : en 1940, un bureau de poste avec des employés exclusivement noirs est ouvert sur T Street. Il connaît un fort succès et deviendra d'ailleurs en 1951 le bureau qui collecte le plus d'épargne au sein de la capitale¹⁷⁵.

De même, un bureau de télégrammes avec des employés noirs est ouvert en 1941 au 1011 U Street, au cœur de la communauté noire. Il devient quelques années plus tard le *Valentine's Western Union*, premier bureau de la *Western Union* possédé par des Noirs. Ses cinq coursiers délivrent des messages dans l'ensemble de la ville. Le succès du bureau est en partie dû aux envois fréquents d'argent des ouvriers et domestiques vers le Sud¹⁷⁶.

Anecdote révélatrice, les cimetières pour chiens eux-mêmes sont ségrégués dans la capitale. En 1945, Washington dispose en effet d'un cimetière pour chiens dans lequel seuls les animaux des Blancs peuvent être enterrés¹⁷⁷.

2. La religion : pas de sanctuaire contre la ségrégation

Les églises washingtoniennes n'échappent pas non plus à la ségrégation. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Noirs ont très tôt créé leurs propres églises. Au début du XIX^e siècle, les esclaves noirs fréquentent en général les mêmes églises que leurs maîtres. Une fois libérés, certains continuent à se rendre dans la même église, mais d'autres, qu'ils soient catholiques ou protestants, décident de créer leurs propres institutions. Un nombre non négligeable d'églises noires sont ainsi établies. En 1860, la capitale compte 12 lieux de culte pour Noirs : une église et 11 temples¹⁷⁸.

¹⁷⁵ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 142.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 166.

¹⁷⁷ M. TERRELL, *A Colored Woman in a White World*, 1940, p. 123.

¹⁷⁸ Six méthodistes, quatre baptistes et un presbytérien, qui accueillent au total 3 800 fidèles (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 17, 117, 147)

Les premières églises noires de la capitale sont méthodistes et baptistes. À la création de la ville, ces dénominations sont déconsidérées par la plupart des Blancs aisés. Le public pauvre qui les fréquente traite les Noirs de manière convenable. Mais peu à peu, lorsque ces fidèles blancs modestes s'enrichissent, leur attitude envers les Noirs se modifie. Les prêtres blancs eux-mêmes refusent en général de prendre les bébés noirs dans leurs bras pour les baptiser. Une ségrégation stricte se répand dans presque toutes les églises protestantes entre 1830 et 1850, en réaction à la montée en puissance de la lutte contre l'esclavage. Les Noirs se voient relégués vers des bancs ou des galeries séparés pour assister aux offices religieux. Cette situation les incite à fonder leurs propres églises¹⁷⁹.

La rupture se produit en premier chez les méthodistes, qui créent en 1816 la première église noire de la capitale. La future *Mount Zion United Methodist Church* est lancée par une poignée de Noirs libres qui ne se satisfont plus de leur église ségréguée¹⁸⁰. En 1820, des membres noirs de l'*Ebenezer Church* décident à leur tour de quitter leur congrégation pour fonder l'*Israel Bethel African Methodist Episcopal (AME) Church*. Peu après, d'autres membres de l'*Ebenezer Church* la quittent pour fonder la *Little Ebenezer Methodist Episcopal Church*¹⁸¹.

À la même époque, les baptistes noirs commencent également à créer leurs propres institutions. Lors de sa création en 1802, la *First Baptist Church* était égalitaire. Mais la ségrégation s'y installe peu à peu. Lorsqu'une nouvelle église est bâtie pour la congrégation, en 1833, des galeries séparées sont affectées aux Noirs, bien que le pasteur soit réticent à la ségrégation. Six ans plus tard, les membres noirs décident donc de créer la *First Colored Baptist Church*¹⁸², première église baptiste noire de la capitale. La *Second Colored Baptist Church* est fondée en 1848 par d'anciens membres de la *Second Baptist Church*¹⁸³.

¹⁷⁹ J. CROMWELL, "The First Negro Churches in the District of Columbia," 1922, p. 64, 65.

¹⁸⁰ La *Montgomery Street Church* (A. STEPHEN, "Georgetown's Hidden History" WP, 16 juillet 2006, p. B01)

¹⁸¹ J. CROMWELL, *op. cit.* (note 179), p. 65.

¹⁸² Future Nineteenth Street Church

¹⁸³ J. CROMWELL, *op. cit.* (note 179), p. 76.

La première église presbytérienne noire, la *Fifteenth Street Presbyterian Church*, voit le jour le 21 novembre 1841, toujours au moment de l'agitation anti-esclavagiste et du durcissement de l'attitude des Blancs au sein des congrégations.

La présence noire au sein des autres dénominations protestantes se développe surtout après la guerre de Sécession. Les églises noires apparaissent donc plus tardivement en leur sein. Ainsi, la future *Congregational Temple United Church of Christ* est officiellement créée en 1869 sous le nom de *Colfax Industrial Mission*¹⁸⁴.

Les églises noires catholiques sont moins nombreuses pour deux raisons : d'une part, la majorité des Noirs sont protestants, d'autre part, l'église catholique traite globalement les Noirs de meilleure manière que les églises protestantes. Au cours des premières années, les églises catholiques ne pratiquent pas de discrimination. Lorsqu'elles changent d'attitude dans la période anti-esclavagiste, cela reste plus tardif qu'au sein les églises protestantes. La séparation officielle entre les églises catholiques noires et blanches n'a lieu qu'après la guerre de Sécession. Cela explique pourquoi jusque dans les années 1870, les Noirs catholiques n'ont qu'une église dans la capitale, *Blessed Martin de Porres*¹⁸⁵.

La période de la Reconstruction marque une évolution dans le paysage racial des églises catholiques. La mise en œuvre pratique de la ségrégation est largement discutée. Le débat se structure autour de deux options : faut-il organiser la ségrégation raciale au sein des églises ou bien créer des églises différentes pour les fidèles noirs et blancs ? Certains évêques craignent que des églises distinctes pour Noirs et Blancs ne renforcent la séparation déjà évidente au sein des églises. D'autres affirment que les Noirs en ont assez de la ségrégation subie dans les églises et ont affiché leur préférence pour des églises séparées. En 1866, un an après la fin de la guerre de

¹⁸⁴ J. CROMWELL, *op. cit.* (note 179), p. 98.

¹⁸⁵ future église St. Augustin (J. CROMWELL, *op. cit.* (note 179), p. 102, 103)

Sécession, les évêques américains se réunissent à Baltimore. Après une très vive discussion, il est finalement conclu que les évêques prendront la décision pour chaque paroisse de leur diocèse¹⁸⁶.

À Washington, c'est la seconde position qui l'emporte : il est décidé d'opter pour des églises séparées. Une nouvelle paroisse est donc créée pour les fidèles noirs des cinq églises du nord-ouest. Saint Augustin, souvent appelée la "*Mother Church of Black Catholics*," est la plus vieille église catholique noire de la capitale. Elle trouve son origine en 1858 lorsqu'un groupe d'esclaves émancipés se regroupent sous le patronage de *Blessed Martin de Porres*. La chapelle *Blessed Martin de Porres* est ouverte en 1866. Quatre ans plus tard, elle compte 2 000 fidèles noirs qui viennent de tout le Nord-ouest. L'église est établie comme une paroisse séparée (non territoriale) en 1876, sous le patronage de Saint Augustin¹⁸⁷.

La ségrégation n'est toutefois pas rigide dans les églises de la capitale. On attend certes des fidèles noirs du Nord-ouest qu'ils se rendent à St. Augustin, mais ils restent libres de fréquenter les églises auxquelles ils allaient avant. De même, les fidèles blancs peuvent s'ils le souhaitent assister aux services religieux de St. Augustin. C'est d'ailleurs ce qui se produit, à la consternation de certains prêtres des environs. L'église noire commence rapidement à attirer des fidèles blancs du fait de son emplacement, de sa chorale et des horaires pratiques des services religieux, qui ont lieu très tôt et très tard dans la journée. Dans le Sud-est, les Noirs continuent à fréquenter les messes ségréguées de *St. Peter's* jusqu'à la création de la deuxième église noire *St. Cyprian's* en 1894¹⁸⁸.

À la fin du XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e, le paysage religieux est relativement uniforme dans la capitale. La plupart des lieux de culte catholiques et protestants sont ségrégués, en réaction à quoi les églises noires se développent. À *St. Aloysius*, *Holy Trinity* et *St. Peter's*, il y a des rangées réservées aux Noirs. Certaines exceptions subsistent néanmoins.

¹⁸⁶ M. MACGREGOR, *A parish for the Federal City: St. Patrick's in Washington, 1794-1994*.

¹⁸⁷ M. MACGREGOR, *ibid.* p. 179.

¹⁸⁸ *ibid.* p. 97-98.

C'est le cas de St. Patrick¹⁸⁹, première église de Washington, particulièrement connue pour son ouverture. Au XIX^e siècle, la paroisse est dominée par des fidèles blancs de classe moyenne sans esclaves. Elle a une politique fermement progressiste envers les Noirs, qu'ils soient libres ou non. Les services religieux sont totalement intégrés, il n'existe pas de zone interdite aux Noirs ou aux Blancs. C'est pourquoi St. Patrick conserve ses fidèles noirs plus longtemps que les autres églises. Dans les autres paroisses, la ségrégation vient de la prégnance de l'héritage sudiste et colonial en leur sein. Elle reflète aussi l'influence des immigrants irlandais, parmi lesquels beaucoup sont hostiles aux Noirs libres, leurs principaux concurrents pour les emplois mal payés de travailleurs journaliers et de domestiques¹⁹⁰. À la longue, St. Patrick perd toutefois la plupart de ses fidèles noirs, car si les services religieux ne sont pas ségrégués, les Noirs sont exclus des organisations gravitant autour de l'église et des écoles paroissiales. Un changement s'amorce pendant la Seconde Guerre mondiale. Tout d'abord, l'école paroissiale accueille son premier élève noir en 1942. Ensuite, la paroisse joue un rôle important dans l'hébergement du *Catholic Interracial Council*, qui crée sa section washingtonienne en 1944. Ces catholiques distingués, noirs et blancs, pour beaucoup enseignants ou fonctionnaires, cherchent à améliorer l'intégration des catholiques noirs. Ils organisent des protestations contre la ségrégation dans les églises catholiques, procèdent à des *sit-in* dans différentes paroisses. St. Patrick fournit à ce groupe un lieu de réunion¹⁹¹.

3. Les multiples formes de discrimination

Bien qu'il n'existe pas de loi en matière de logement, une ségrégation spatiale existe de fait. La majorité des Noirs vivent dans les quartiers ségrégués qui ont pris le nom de « *Black Belt* », et qui comprennent certains des pires *slums* du pays¹⁹². Cette situation est confortée par les conventions restrictives que signent les agents immobiliers, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

¹⁸⁹ *ibid.* p. 179.

¹⁹⁰ *ibid.* p. 97-98.

¹⁹¹ *ibid.* p. 313.

¹⁹² M. CHURCH TERRELL, *A Colored Woman in a White World*, 1940, p. 122.

Par conséquent, Noirs et Blancs vivent dans des quartiers différents. Et s'il est vrai que tous les Blancs ne vivent pas dans des conditions de confort en cette période de surpeuplement, les conditions de vie des Noirs sont pires. Ils sont 40 % à vivre dans des logements insalubres, contre 12,5 % des Blancs. Ils sont en particulier nombreux à vivre dans les maisons d'impasse décrites dans le chapitre précédent¹⁹³.

Les Noirs font également face à des discriminations devant l'emploi. Ils travaillent davantage, dans des fonctions plus médiocres, pour des revenus moindres. Dans une ville où plus du tiers des emplois sont des postes de fonctionnaires fédéraux, la pratique de l'État en la matière est importante. La ville de Washington elle-même emploie peu de Noirs. Quand elle le fait, c'est à des postes subalternes. La situation n'est pas meilleure dans le secteur privé. La plupart des Noirs sont confinés dans les emplois les moins bien payés. La plupart sont hommes et femmes de ménage, domestiques, garçons d'ascenseur ou cuisiniers. En 1940, 75 % des Noirs de la capitale exercent ce genre de métier, alors que seuls 12,5 % des Blancs occupent ce type de postes. Inversement, seuls 12,5 % des Noirs occupent des emplois de vendeurs, employés, cadres ou chefs d'entreprise, alors que c'est le cas de deux tiers des Blancs.

Lorsque la compagnie de bus et de tramway de la capitale se retrouve en manque de conducteurs pendant la guerre, elle cherche à recruter des agents à des centaines de kilomètres à la ronde, propose des temps partiels à des employés fédéraux, mais refuse d'employer des Noirs. Dans le bâtiment, l'une des principales industries de la capitale, les Noirs sont soit totalement exclus, soit autorisés à travailler sur les seuls projets destinés à accueillir des Noirs. Et dans ce cas, ils ne peuvent qu'assister les travailleurs journaliers blancs et ne peuvent pas devenir apprentis. Dans l'hôtellerie, les Noirs sont cantonnés aux emplois de femmes de chambre, serveurs et livreurs de charbon. On ne trouve pas d'employés noirs dans les grands magasins. Dans les blanchisseries, où les heures de travail sont nombreuses et mal payées, la plupart des

¹⁹³ TSTR, p. 92-93.

travailleurs sont noirs, mais les contremaîtres sont blancs. Dans le cas où Blancs et Noirs font le même travail, les Blancs gagnent 20 à 30 % de plus¹⁹⁴.

Les inégalités sont fortes dans l'accès aux soins. *Freedmen's Hospital*, qui bénéficie de fonds publics et est affilié à l'université Howard, est réservé aux Noirs. Les trois quarts des lits de l'hôpital municipal Gallinger sont généralement occupés par des Noirs, dans des sections ségréguées. En revanche, quatre des 12 hôpitaux de la ville n'admettent pas de Noirs, et les autres n'en acceptent que très peu, dans des zones à part. Par conséquent, il y a proportionnellement bien moins de lits disponibles pour les Noirs que pour les Blancs à Washington. Aucun médecin noir ne peut exercer à l'hôpital Gallinger, bien qu'il reçoive des fonds publics et que la majorité des patients soient noirs. Les médecins noirs ne sont pas non plus acceptés à St. Elizabeth's, une institution fédérale, ni dans aucun des hôpitaux privés. Ils ne peuvent pratiquer qu'à *Freedmen's Hospital*¹⁹⁵.

L'inégalité des Noirs et des Blancs face à la santé se traduit par exemple dans l'écart très important entre les taux de mortalité infantile respectifs. Pour les enfants blancs de moins d'un an, ce taux est de 37 %, pour les Noirs, il est de 71,6 %¹⁹⁶.

4. Les exceptions et contradictions de la situation washingtonienne

Tout n'est pourtant pas ségrégué à Washington, bien que la ségrégation et surtout la discrimination restent la règle. Les transports, tout d'abord, sont ouverts à tous, sans séparation des races. Les événements sportifs professionnels ensuite, se déroulent pour la plupart sans ségrégation au sein du public. Enfin, les bâtiments publics ne pratiquent pas la ségrégation, or il y en a beaucoup à Washington, de la Maison Blanche au Capitole, en passant par les musées du *Smithsonian*, les bibliothèques municipales et la bibliothèque du Congrès¹⁹⁷.

¹⁹⁴ TSTR, p. 92-93.

¹⁹⁵ TSTR, p. 93-94.

¹⁹⁶ SA 1948.

¹⁹⁷ TSTR, p. 95.

L'existence de lieux ségrégués aux côtés de lieux non ségrégués n'est pas la seule contradiction de la situation washingtonienne. On constate en effet des usages divers dans des infrastructures comparables. L'exemple des théâtres et salles de concert est particulièrement représentatif. En effet, les Noirs sont admis comme spectateurs à Constitution Hall¹⁹⁸ mais ils n'y sont pas admis sur la scène. En revanche, les salles de théâtre du centre-ville, qui admettent régulièrement des acteurs noirs, refusent fermement d'accepter des spectateurs noirs¹⁹⁹.

La présence de Noirs étrangers dans la capitale ajoute à la confusion. En tant que capitale, Washington compte en effet un nombre non négligeable de Noirs africains, qui représentent leur pays dans les ambassades et les organisations internationales que la ville abrite. Or la ségrégation ne s'applique pas aux étrangers : elle est réservée aux Noirs américains. Les méprises sont donc courantes. Les Noirs étrangers se voient souvent refuser des services avant qu'ils établissent la preuve de leur nationalité et obtiennent satisfaction²⁰⁰. Certains Noirs américains, notamment des enfants, utilisent cette échappatoire pour accéder par exemple à des cinémas. Ils prononcent quelques mots de français pour se faire passer pour étrangers et voir les portes s'ouvrir devant eux²⁰¹.

III. La vie au sein de la communauté noire

L'omniprésence de la ségrégation est une réalité pour les Washingtoniens en 1945. Toutefois, si les Noirs vivent à l'écart des Blancs et ne peuvent fréquenter les mêmes lieux de loisirs, cela ne signifie pas que leur vie communautaire est inexistante, bien au contraire. Comme le souligne Robert G. Spinney au sujet de Chicago, « l'hostilité des Blancs aboutit à créer un sentiment d'unité raciale parmi les Noirs²⁰² ».

¹⁹⁸ La salle de concert des Daughters of the American Revolution

¹⁹⁹ C. ROBERTS, *op. cit.* (note 3), p. 291.

²⁰⁰ TSTR, p. 95.

²⁰¹ H. VANNOY, "District Hospitality", WP, 12 septembre 1950, p. 10.

²⁰² "white hostility created among blacks a sense of racial unity." (R. SPINNEY, *City of big shoulders : a history of Chicago*, p. 207)

Le fait de souffrir de discrimination raciale et de bénéficier de moins de libertés individuelles contribue à créer dans la capitale un véritable sentiment communautaire. Les Noirs vivent dans des quartiers dynamiques, ils ont des réseaux d'entraide efficaces et disposent d'une multitude de loisirs culturels et sportifs.

A. Les quartiers noirs de la capitale

Pendant la Première Guerre mondiale et la Dépression, la plupart des grandes villes du Nord ont connu une forte arrivée de migrants noirs. La capitale a également connu cette migration. Son accélération pendant la Seconde Guerre mondiale a contribué à la dégradation des conditions de logement de la population.

En 1945, il est difficile pour les Noirs de se loger dans le District. La ségrégation résidentielle ne leur laisse que des options limitées. Ils doivent s'installer dans les quartiers où la communauté noire washingtonienne est déjà implantée, à savoir trois zones majeures. Le cœur de la communauté se trouve dans le Nord-ouest, au sein des quartiers de *Shaw*, *LeDroit Park*, *Logan Circle* et *Truxton Circle*, qui regroupent environ 30% de la population noire de la capitale en 1940²⁰³. Une autre concentration importante se trouve dans le Sud-est, en particulier à Anacostia, qui abrite plus de 10% de la population noire en 1940. De même, environ 10% de la population noire vivent dans le *Southwest*, un petit quartier bordé par le *Mall*, le Potomac et l'*Anacostia River*. Ces quartiers ressortent sur les cartes démographiques du chapitre 2 ainsi que sur l'[annexe 2](#).

1. Southwest

Le quartier appelé *Southwest* est situé à moins d'un kilomètre du Capitole. Il souffre en 1945 d'une mauvaise réputation qui persiste au cours des décennies suivantes comme l'explique Adèle Logan. « Ma mère », raconte-t-elle, « (...) gardait de son enfance le souvenir de la réputation

²⁰³ Calculs effectués à partir des données par *census tract* et *precinct* du recensement de 1940.

douteuse du *Southwest*. Mère me disait qu'elle ne pensait pas que quiconque de "respectable" y vivait²⁰⁴ ».

Figure 64 - Southwest



Le quartier est pauvre depuis de nombreuses années. La construction du *Washington City Canal* en 1815, en le séparant du reste de la ville, l'a rendu moins attractif. Ce sont principalement des immigrants et des esclaves affranchis qui l'habitaient alors. En 1880, c'est le quartier qui compte la plus grande concentration de Noirs de la capitale²⁰⁵. Au début du XX^e siècle, il reste racialement mixte mais se densifie de plus en plus. Les maisons d'impasse s'y développent. L'une des plus célèbres du District y est située : Willow Tree Court, près de la 4^e et de B Street²⁰⁶.

Dans les années 1940, le quartier est devenu l'une des zones les plus délabrées de la ville. La plupart des logements qui s'y trouvent datent du siècle précédent. Ils n'ont ni eau courante ni électricité. *Southwest* est aussi l'une des premières zones où les nouveaux migrants s'installent, ce qui accélère son délabrement. Pour beaucoup, il est devenu un symbole de la crise du logement de la capitale²⁰⁷. C'est pourquoi il sera la cible de l'un des premiers programmes nationaux de redéveloppement urbain après la Seconde Guerre mondiale²⁰⁸.

Toutefois, les problèmes de surpeuplement ne se limitent pas au *Southwest*. Ils existent dans la plupart des quartiers de la ville, par exemple dans la partie Sud de *Capitol Hill*, ou encore dans *Foggy Bottom*.

²⁰⁴ "My mother, (...) remembered the dubious reputation that Southwest carried from her childhood. Mother told me that she did not think that anyone "respectable" lived there." (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 16)

²⁰⁵ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 43.

²⁰⁶ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 43.

²⁰⁷ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 215.

²⁰⁸ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 43.

2. Capitol Hill et Foggy Bottom

La portion sud de *Capitol Hill* est un quartier à majorité noire. Située sur la rive nord de l'*Anacostia River*, elle regroupe bon nombre des impasses inhabitées du District. En 1927, un rapport avait d'ailleurs décerné la palme de l'insalubrité à l'une de ces impasses : *Navy Place*.

À cette occasion, le *Washington Times* avait décrit l'impasse comme un modèle d'insalubrité, de vice, de crime, de prostitution et de délinquance juvénile. C'est ainsi que *Navy Place* était devenu un raccourci pour décrire les conditions de vie déplorables dans les impasses²⁰⁹. Le quartier a tout de même bénéficié de quelques tentatives de réhabilitation. Il fut en effet la cible du premier projet

Figure 65 - Capitol Hill



majeur de logements sociaux de la capitale, réalisé avec le soutien d'Eleanor Roosevelt. *Hopkins Place* est construit en 1936 par des emplois subventionnés. Le projet comprend 11 maisons restaurées et 12 nouvelles constructions, qui sont destinées à des familles noires à faibles revenus. Il tient son nom de Mme Hopkins, une activiste washingtonienne opposée aux impasses et farouche partisane du logement social pour les Noirs évincés de ces logements²¹⁰.

Au sein de *Foggy Bottom* se trouve une autre célèbre impasse de la capitale : *Snow's Court*. Établie autour de 1860, elle est la plus ancienne impasse du quartier, qui en compte neuf en 1892. À l'origine, les habitants étaient des ouvriers Irlandais, mais dès 1912 tous sont noirs, à l'exception d'une famille qui y gère un petit magasin. Les conditions de vie dans *Snow's Court* sont parmi les pires de la ville, notamment du fait de la criminalité. Les travailleurs sociaux ont peur

Figure 66 - Foggy Bottom



²⁰⁹ L'impasse fut détruite en 1939 pour faire place aux *Ellen Wilson Dwellings*, réservés aux Blancs car la zone entourant le projet était majoritairement blanche et la politique en vigueur consistait à ne pas perturber la répartition raciale des quartiers. Les habitants noirs de *Navy Place* ne furent donc pas éligibles pour occuper les nouveaux logements. (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 58)

²¹⁰ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 59.

de s'y aventurer. Toutefois, en dépit de ces exécrables conditions de vie, une sorte de lien communautaire lie les habitants²¹¹.

3. Anacostia

Figure 67 - Anacostia



Au Sud de l'*Anacostia River* se trouve une communauté noire implantée depuis des décennies. Anacostia est situé à environ un kilomètre au Sud-est du capitol. Néanmoins, cette proximité avec le pouvoir ne rend pas le quartier prisé, comme le souligne Lamont Mitchell. « Nous sommes à moins de deux kilomètres du Capitole », explique-t-il. « Mais la rivière représente pour nous (...) l'avertissement non-dit: ne traversez pas²¹² ». Ironie de l'histoire, ce quartier qui est presque exclusivement habité par des Noirs à cette époque et le reste aujourd'hui leur était interdit à sa création.

Le quartier se développe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. En 1800, on ne trouve sur les lieux qu'une implantation indienne. C'est en 1854 que commence véritablement l'urbanisation d'Anacostia, avec la création d'*Uniontown*. Auparavant, les quelques habitants de cette zone sont principalement des fermiers, des agriculteurs et des propriétaires terriens. Le projet d'*Uniontown*, élaboré par l'*Union Land Company*, occupe 240 acres (0,97 km²). Il est interdit aux Irlandais et aux Noirs²¹³, ce qui satisfait la cible principale des promoteurs : les ouvriers du *Navy Yard*, généralement hostiles aux esclaves affranchis. La communauté d'*Uniontown* connaît un certain succès pendant quelques années, mais les terres sont confisquées pendant la guerre de Sécession pour aider à la défense de la capitale. L'*Union Land Company* ne se remet pas de cette confiscation. Elle fait faillite en 1877.

²¹¹ En 1953, *Snow's Court* deviendra le lieu de l'un des premiers projets de redéveloppement urbain de *Foggy Bottom*. Vingt-six *rowhouses* vieilles de plus d'un siècle qui logeaient chacune 10 à 12 personnes sont rénovées et vendues.

²¹² "We are only one mile from the Capitol. But the River represents for us (...) the unspoken warning: don't cross over." (L. KULMAN; K. JENKINS Jr., "Pomp and ... circumstances: Washington, D.C.," US News and Report, 3 février 1997, p. 22)

²¹³ Le contrat interdit péle-mêle « *negroes, mulattoes, pigs, or soap boiling* ». (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 211)

Quelques années plus tard se développe une autre communauté, qui se distingue nettement d'*Uniontown*. *Barry's Farm* est un projet de 375 acres (1,5 km²) lancé en 1867 par le *Freedmen's Bureau*²¹⁴. L'objectif principal est de venir en aide aux esclaves affranchis en leur procurant un logement à faible coût. Le *Bureau* vend aux anciens esclaves des lots d'une acre (4000 m²), ainsi que suffisamment de bois de charpente pour construire deux pièces de sept mètres sur quatre. Le second objectif du *Bureau* est de récolter grâce à la vente des terrains des fonds pour financer l'éducation supérieure des Noirs de la capitale²¹⁵. Au bout de deux ans, *Barry's Farm* compte 500 familles noires qui travaillent au centre-ville dans la journée et construisent le soir leur maison de l'autre côté de la rivière. Les habitants construisent également les routes de leur quartier, transforment les zones boisées en zones habitables. Ce sont eux qui construisent l'école *Hillsdale*, achevée en 1871, qui restera la seule école pour Noirs dans la capitale jusqu'en 1889²¹⁶. La communauté est officiellement rebaptisée *Hillsdale* en 1876.

Au début des années 1940, un projet routier vient perturber la stabilité du quartier et l'ambiance de petite ville qui y règne. En effet, la construction de *Suitland Parkway*²¹⁷ sépare physiquement les communautés de *Barry's Farm* et *Hillsdale*, qui reprennent dès lors une identité séparée. Peu après, les maisons individuelles que l'on trouvait dans ces quartiers d'Anacostia sont démolies pour faire place à des immeubles de logement social²¹⁸.

Dans son ensemble, Anacostia compte donc à la fois une population blanche et noire à cette époque. Les Blancs sont majoritaires. Il s'agit des travailleurs du *Navy Yard*, de riches propriétaires d'esclaves, et d'une communauté d'immigrants allemands. Mais le quartier compte aussi un nombre non négligeable d'ouvriers et de classes-moyennes noirs.

²¹⁴ Le *Bureau of Refugees, Freedmen and Abandoned Lands* est créé après l'arrivée massive dans la capitale de Noirs libres et d'anciens esclaves saisis comme « contrebande » par les troupes de l'Union.

²¹⁵ Trois mois après le lancement du projet, suffisamment d'argent a été récolté pour acheter un terrain où construire la première école pour enfants noirs d'Anacostia.

²¹⁶ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 49.

²¹⁷ Cette voie rapide ouvre le 9 décembre 1944

²¹⁸ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 49.

Le quartier s'embellit et prospère dans les années 1870 car il est l'un des bénéficiaires des travaux publics entrepris dans la capitale sous Alexander « Boss » Shepherd. Le gouverneur pave les rues, introduit les transports publics et bâtit le pont de la 11^e rue qui relie « le village à l'extrémité de la ville ».

Toutefois, dans les années qui suivent, Blancs comme Noirs se plaignent de ne pas être aussi bien servis que le centre-ville. Les tramways, qui apparaissent au centre-ville dans les années 1860 ne sont pas étendus à Anacostia avant 1895. De même, il n'existe pas de lycée de ce côté de la rivière avant 1935²¹⁹.

Au tournant du siècle, les habitants sont toujours à majorité blanche, mais Anacostia héberge également une petite communauté de classe moyenne noire composée notamment de professeurs, commerçants, artisans et de fonctionnaires fédéraux. C'est une communauté soudée, bâtie autour des églises et de l'école, qui s'organise autour d'un drugstore et de quelques petits commerces noirs. Elle bénéficie aussi de Douglass Hall, un centre social et lieu de rencontre²²⁰.

Dans les années 1920, Anacostia reste un quartier bien plus rural que les autres sections de la capitale, ce qui est peu surprenant étant donné son emplacement à l'une des extrémités de la ville. Il compte moins d'appartements, plus de propriétaires, et 40 % des terrains vacants du District pour 5 % de la population.

En 1945, la nouvelle dynamique démographique du quartier n'est pas encore pleinement à l'œuvre mais elle est perceptible. L'expansion des banlieues et l'arrivée de nombreux migrants noirs dans la ville incitent de plus en plus de Blancs à s'installer en périphérie. Ils commencent à quitter Anacostia pendant la guerre avant que le rythme ne s'intensifie dans les années qui suivent²²¹.

²¹⁹ <http://xroads.virginia.edu/~cap/anacostia/recon.html> (consulté le 5 avril 2008)

²²⁰ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 48-49.

²²¹ La proportion de Noirs passera de 20 % (26 000 habitants) en 1940 à 96 % (126 000 habitants) en 1970. (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 49) De plus, la population d'Anacostia augmente de 50% entre 1950 et 1967, tandis que celle de Washington dans son ensemble ne gagne que 6%. (www.wroads.virginia.edu/~cap/ANACOSTIA/recon.html)

4. Les quartiers des classes moyennes noires : *LeDroit Park*, *Logan Circle*, *Brookland*

En 1945, le cœur de la communauté noire du District reste toutefois dans le Nord-ouest, avec les quartiers de *Shaw* et *LeDroit Park*. Il comprend l'université Howard et *Freedmen's Hospital*, deux institutions noires de la capitale. La zone comprend également l'hôtel *Whitelaw*, et certaines des églises noires les plus grandes et les plus vieilles du District²²².

LeDroit Park est l'un des plus vieux quartiers extérieurs au centre-ville original. Il se développe pendant la guerre de Sécession. À cette époque, la population de la capitale est en forte augmentation et la classe moyenne blanche s'étoffe. Lorsqu'il ne reste plus d'appartements disponibles au centre-ville, des entrepreneurs répondent à la demande des cols blancs en construisant de nouveaux quartiers au-delà des limites originelles de la ville, parmi lesquels *LeDroit Park*, *Logan Circle* et *Brookland*.

Figure 68 - *LeDroit Park*



Le quartier est construit sur des terres qui appartenaient à l'université Howard. En 1873, des difficultés économiques l'obligent en effet à vendre plusieurs parcelles. L'une est cédée à la ville pour qu'elle construise un réservoir, une autre, de 40 acres deviendra *LeDroit Park*. Le quartier

²²² Dans les années 1930, on y trouve la First Rising Mount Zion Baptist Church, l'Asbury United Methodist Church, la Nineteenth Street Baptist Church, la John Wesley AME Church, et le nouveau Temple of freedom under God, Church of God d'Elder Lightfoot Solomon Michaux. (F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7) p. 210)

est conçu par un architecte qui opte pour un quadrillage de rues agrémenté d'un rond-point (*circle*) à l'extrémité Est. Le style rappelle le plan L'Enfant, mais comme le quartier n'est pas dans l'axe du plan L'Enfant, l'accès au quartier n'est pas évident. Il est développé comme un parc, dans lequel l'harmonie interne est importante mais s'oppose au monde extérieur. Ainsi, les clôtures entre les maisons du quartier sont interdites, en revanche une clôture est dressée pour séparer le quartier des terrains vagues et des taudis situés à proximité. Cela confère une impression d'intimité aux habitants. L'entrée se fait exclusivement par des portes (*gates*) ouvertes respectivement dans la clôture de bois au Nord et la clôture ornementale en fer au Sud²²³.

Les premiers résidents sont pour la plupart des professeurs et des membres de l'administration de l'université Howard. Ils sont surtout blancs. Les Noirs ne sont pas les bienvenus dans le quartier²²⁴. Par conséquent, la clôture devient rapidement une barrière raciale, qui « tenait à l'écart les chiens et les Noirs²²⁵ » selon les termes d'un vieux résident. En 1888, une foule de Noirs la détruit. Elle est reconstruite quatre jours plus tard. « La clôture la plus célèbre du pays²²⁶ » est finalement détruite définitivement en 1901. C'est toutefois davantage un constat de l'évolution du quartier qu'une décision de changement. La clôture n'a en effet pas tenu les Noirs à l'écart. Des familles noires ont commencé à s'installer à *LeDroit Park* dans les années 1890. Cela ne se fait pas dans la simplicité. Lorsque Robert et Mary Church Terrell veulent acheter, à la fin des années 1890, la propriétaire refuse de leur vendre dès qu'elle apprend qu'ils sont noirs. Leur agent immobilier convainc donc un ami blanc d'acheter la maison et de la leur revendre aussitôt²²⁷.

L'arrivée de familles noires pousse de plus en plus de Blancs à partir et le quartier devient un quartier de classes moyennes noires. Pendant la Première Guerre mondiale, *LeDroit Park* est

²²³ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 84-85.

²²⁴ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 84.

²²⁵ "kept out the dogs and the Negroes"

²²⁶ "The most famous fence in the country" (F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 211)

²²⁷ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 85, 88.

devenu l'un des quartiers noirs les plus prisés de la capitale. En 1915, il compte 5 000 résidents noirs. En moins de 10 ans, *LeDroit Park* a vu sa structure démographique s'inverser²²⁸. Le standing du quartier change également. Après la Première Guerre mondiale, les 60 maisons victoriennes d'origine ne donnent plus le ton. Ce sont désormais des *rowhouses* pour bourses plus modestes qui sont construites sur des parcelles subdivisées²²⁹.

Dans les années 1940, le quartier s'est imposé au sein de la communauté noire. Il se situe à proximité de *Shaw* avec ses commerces, cinémas et salles de spectacles, mais il compte aussi ses propres institutions. La présence de l'université Howard donne un certain cachet culturel aux environs, principalement car les professeurs et les étudiants y résident. Il n'est donc pas surprenant d'y trouver la galerie « Barnett-Aden²³⁰ », première galerie d'art créée et gérée par des Noirs aux États-Unis. Elle est lancée en 1943 au premier étage d'une modeste *rowhouse* de Randolph Street, la résidence des propriétaires James V. Herring, professeur à l'université Howard, et Alonzo Aden. Avec cette galerie, Herring et Aden introduisent l'art dans le quartier. C'est un lieu d'autant plus fondateur qu'il existe peu de lieux d'exposition pour les artistes noirs dans ces années, après la disparition des subventions du *New Deal*²³¹. La galerie expose aussi bien des artistes noirs que des artistes blancs, avec le talent comme seul critère. Leurs seuls revenus sont le salaire du professeur Herring et le montant imprévisible des ventes de la galerie. Ils conçoivent donc un système original pour constituer une collection : plutôt que de prendre une commission sur les ventes, ils choisissent le tableau qu'ils préfèrent dans chaque collection et le gardent. Les samedi soirs, la galerie dépasse ce rôle pour devenir un lieu de rencontre pour les artistes et les amateurs d'arts. Il est commun d'y rencontrer les professeurs de l'université Howard et les conservateurs de musées comme le *Corcoran Museum*, la *National Gallery of Art*

²²⁸ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 85.

²²⁹ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 220.

²³⁰ 127 Randolph Street, NW.

²³¹ Les programmes du WPA en particulier

et la *Phillips Collection*. Ces soirées comptent parmi les rares événements non ségrégués de la capitale à cette époque.

Outre l'université Howard, *LeDroit Park* compte une seconde institution primordiale de la communauté noire : *Freedmen's Hospital*²³². Cet « hôpital pour esclaves affranchis » a vu le jour en 1862, pendant la guerre de Sécession. La ville connaît alors déjà des problèmes sanitaires et de santé et ne peut faire face à l'afflux de réfugiés noirs. *Freedmen's Hospital* a pour objectif de « porter assistance aux esclaves affranchis âgés, aveugles, simples d'esprit ou handicapés dont la survie dépend de l'aide du gouvernement²³³ ». Il déménage à *W Street* en 1908 et connaît alors un succès certain du fait de son directeur William A. Warfield et de la célébrité mondiale du Dr. Charles Drew (1905-1950). Dans les années 1940 toutefois, l'hôpital devenu vétuste se dégrade de plus en plus du fait de la surpopulation²³⁴.

LeDroit Park abrite un autre haut lieu washingtonien qui ne concerne ni l'éducation ni la santé. Il s'agit de *Griffith Stadium*. Pendant un demi-siècle, de 1911 à 1961, *Griffith Stadium* est une véritable institution de la capitale. Ce temple du baseball sort de terre en 1911 au croisement de la 7^e rue et de Georgia Avenue. Il remplace *National Park*, dont la structure de bois a été réduite en cendres. Le nouveau *National Park* peut accueillir 27 410 spectateurs. Il est rebaptisé *Griffith Stadium* en 1920 en l'honneur de son propriétaire Clark Griffith²³⁵. *Griffith Stadium* est fait de béton et d'acier, comme de célèbres stades tels que *Wrigley Field*, *Polo Grounds* ou *Ebets Field*, construits à la même époque. Pour autant, il n'a pas le cachet des *Friendly Confines*²³⁶ ou de *Fenway Park*. Selon Brad Snyder, *Griffith Stadium* est une « horreur architecturale²³⁷ ». Andrew Clem évoque un « vieil entrepôt branlant qui défigure le paysage²³⁸ ».

²³² 520 W Street, NW.

²³³ “provide for the care and support of a large number of Aged, Blind, and Idiotic and permanently disabled freed men who were dependent for their existence upon the bounty of the Government.” Rapport de 1874 du chief surgeon, (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 108)

²³⁴ C'est ainsi que Hubert Humphrey parlera de « honte nationale » (« *national disgrace* ») (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 108)

²³⁵ Joueur, manager, président, manager général et propriétaire des *Senators*.

²³⁶ Qualificatif affectueux de *Wrigley Field*, le stade des *Chicago Cubs* depuis 1914.

²³⁷ “Griffith Stadium was an architectural blight.” (B. SNYDER, *op. cit.* (note 30), p. 4)

Dick Heller affirme que « *Griffith Stadium* était, pour parler brutalement, un dépotoir. Mais », ajoute-t-il, « c'était notre dépotoir. *Griffith Stadium* était très moche, enchanteur, et unique à DC²³⁹ ». Les Washingtoniens ont une tendresse particulière pour le stade. *Griffith Stadium* a en effet été conçu pour accueillir les matches des *Senators*, mais il accueille aussi ceux des *Grays* lorsque les *Senators* sont en déplacement et devient en 1937 le terrain des *Redskins*, l'équipe de football de Boston que George Preston Marshall a acheté et transféré dans la capitale²⁴⁰. Enfin, il accueille des rencontres lycéennes ou universitaires, ainsi que de multiples célébrations de la communauté noire. C'est pour cela que Griffith Stadium est une véritable institution pour la communauté noire à cette époque. Il accueille chaque année le match de football entre les universités Howard et Lincoln, ainsi que la compétition lycéenne d'exercices militaires²⁴¹.

Le quartier de *Logan Circle* implanté à proximité de *Shaw* et de *LeDroit Park* a suivi la même évolution que ce dernier. Plus restreint en surface, il n'abrite pas les grandes institutions que compte *LeDroit Park*, et en est sans doute moins animé et plus résidentiel, mais il partage les mêmes caractéristiques résidentielles. Lui aussi a été créé dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Ses maisons victoriennes d'époque sont restées presque inchangées, mais les résidents ont changé au fil des ans. Les riches habitants blancs des origines déménagent les uns après les autres au tournant du siècle. Le quartier perd alors son chic, mais il conserve toutefois une respectabilité qu'il n'a jamais abandonnée. En 1945, il est devenu un quartier de classe-moyenne noire²⁴².

Brookland s'est également développé sur le même modèle que *LeDroit Park* et *Logan Circle*.

Quartier blanc à l'origine, à la fin des années 1880, il a vu sa population changer de couleur avec

²³⁸ “big old ramshackle warehouse of a ballpark, which stuck out like a sore thumb.” (A. CLEM, <http://www.andrewclem.com/Baseball/GriffithStadium.html>, juillet 2006)

²³⁹ *Washington Times*, Sept 24, 2001, C13.

²⁴⁰ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 114.

²⁴¹ Le dernier match y sera joué le 21 Septembre 1961, avant que les *Senators* n'investissent le nouveau stade, *D.C. Stadium*. *Griffith Stadium* est démoli entre le 26 janvier et le 14 août 1965 pour céder la place à l'hôpital de *Howard University*.

²⁴² *Logan Circle* décline après la Seconde Guerre mondiale, quand les plus riches noirs partent vers le nord de la 16^e rue ou en banlieue. Les maisons victoriennes deviennent des pensions, dont les propriétaires vivent ailleurs. (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 149)

deux différences notables : d'une part, *Brookland* est resté un quartier de classe moyenne, stable sur le plan économique, d'autre part, le changement s'est opéré plus tardivement que pour *LeDroit Park* ou *Logan Circle*. Des travailleurs noirs ont commencé à bâtir et emménager dans le quartier pendant la Dépression. Ce n'est qu'en 1945 que *Brookland* est finalement à majorité noire²⁴³.

B. Des quartiers animés

Au-delà des quartiers résidentiels, la communauté noire de la capitale dispose dans la ville de plusieurs lieux animés autour desquels elle se retrouve et se distrait.

L'une des zones les plus dynamiques est le quartier *Shaw/U Street*²⁴⁴. Avec en son sein la 7^e rue, la 14^e et U Street, ce quartier est à la fois le centre commercial et d'affaires de la communauté noire, et le centre de la vie nocturne²⁴⁵. L'ensemble de la zone ne bénéficie toutefois pas de la même atmosphère. À l'ouest de la 9^e rue se trouve la partie distinguée et prospère. À l'Est se trouve une partie plus pauvre et plus populaire, où les migrants récents vivent parfois dans des impasses comme *Naylor Court*²⁴⁶. Les deux artères principales que sont U Street et la 7^e rue symbolisent bien cette différence de style, la 7^e rue étant moins reluisante, plus grossière. Entre les deux se trouve une petite zone que l'on appelle le « Broadway Noir », bordée respectivement au Sud et au Nord par les rues T et U²⁴⁷.

En 1945, l'urbanisation de *Shaw* reste relativement récente. Peu de temps avant la guerre de Sécession, le quartier comprenait principalement des terres agricoles, agrémentées de quelques commerces sur la 7^e rue. La 7^e reliait alors les fermes du Maryland aux docks de Virginie. Entre les deux ne se trouvaient guère que des terrains vagues. Dans les décennies qui suivent, avec le développement de la capitale, le quartier se peuple. *Shaw* devient un quartier de *rowhouses* en

²⁴³ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 68.

²⁴⁴ Au sens strict, *Shaw* ne dépasse pas *Rhode Island Avenue* au Nord, et ne fait que de rares incursions à l'Ouest de la 12^e rue. C'est l'acception que nous en aurons ici. Il n'est toutefois pas rare que les bornes soient étendues, parfois jusqu'à *Florida Avenue* au Nord et jusqu'à la 16^e rue au Sud.

²⁴⁵ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 117.

²⁴⁶ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 212.

²⁴⁷ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 117.

brique de deux et trois étages, reflet des origines ouvrières ou de classe moyenne de ses occupants. La population d'origine est faite d'immigrants blancs, mais au début du XX^e siècle, des Noirs commencent à s'installer dans plusieurs impasses bien connues du quartier comme *Goat Alley* (entre la 4^e rue, la 5^e rue et New York Avenue). En 1900, il ne reste plus qu'une famille blanche parmi les 400 habitants des impasses. Dans les années 1920 et 1930, *Shaw* se trouve au cœur de la vie sociale noire à Washington, en particulier pour les migrants fraîchement arrivés du Sud rural pendant la guerre et la Dépression. C'est toujours le cas en 1945²⁴⁸.

La 7^e est alors une rue très animée. Le bruit de la circulation se mêle à la musique venant des salles de billard. Les magasins de vins et spiritueux côtoient les salons de coiffure, bouges, snacks, mais aussi des églises. Dans les années d'après-guerre, *Shaw* contient ainsi les églises noires les plus influentes de la ville. Les salles de billard ne sont concurrencées que par les salons de coiffure comme lieu de socialisation. Des plus miteuses aux plus luxueuses, elles sont alors plus importantes que les journaux à cet égard, car les sujets polémiques y sont discutés, tandis que les journaux n'en parlent pas ou peu²⁴⁹.

La 14^e rue est parfois appelée « l'une des grandes rues de l'Amérique noire²⁵⁰ », au même titre que la 125^e dans Harlem (à New York) ou la 103^e dans Watts (à Los Angeles). Elle est constituée par une longue succession de commerces. On y trouve également des clubs tels que le *Dixie Bell* ou le légendaire *Club Bali*.

L'épicentre de la vie nocturne se situe néanmoins un peu plus au Nord, du côté d'*U Street* et du « Broadway Noir ». C'est dans ce corridor situé entre la 7^e et la 18^e rue que se trouvent la plupart des cinémas, salles de spectacles et autres *night-clubs*, à côté des commerces et bureaux qui en font un centre économique. U Street est souvent surnommée « la Connecticut Avenue

²⁴⁸ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 117, 119.

²⁴⁹ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 119.

²⁵⁰ "one of the main streets of black America"

noire²⁵¹ ». À cette époque, la rue n'est pas seulement le cœur de la communauté noire washingtonienne, elle est le cœur de la communauté noire américaine. En 1946, un article de *Newspic* explique ainsi que :

« Washington, D.C., compte deux rues plus célèbres que toutes les autres : Constitution Avenue, sur laquelle tous les dignitaires défilent en se rendant à la Maison Blanche, et U Street, un défilé perpétuel du Washington sépia en route vers partout et nulle part²⁵². »

Dans les années d'après-guerre, des parades annuelles y ont lieu au moment de Pâques. Après le service religieux, les habitants arpentent la rue, devant les théâtres.

La période dorée d'U Street est sans conteste des années 1920 aux années 1940. Elle est alors le lieu en vogue du Washington noir. Cabarets, clubs de jazz, salles de danse et cafés proposent les meilleurs artistes noirs du moment. *Bohemian Caverns*²⁵³ est le doyen de ces établissements. Ouvert en 1926 au sous-sol du drugstore *Davis*, le *Night Club Bohemia* (NCB) est fréquenté par l'élite noire. Avec le temps, le nom change. Le NCB devient *Crystal Caverns*, puis le *Club Cavern* à la fin des années 1940, parfois qualifié de « lieu de rendez-vous de l'élite washingtonienne²⁵⁴ ». Le Club Bali est l'un des premiers clubs de jazz de la ville. Il promet « La meilleure nourriture et le meilleur spectacle²⁵⁵ » de la ville avec des chanteurs comme Louis Armstrong, Billie Holiday et Charlie Ventura. *Republic Gardens*²⁵⁶ est également l'un des clubs les plus populaires de la ville des années 1920 aux années 1950. Le quartier compte par ailleurs le *Club Bengasi*, le *Hollywood*, l'*Old Rose Social Club*, ou encore *Cecilia's*.

Le « Broadway noir » ne s'anime toutefois pas qu'à la tombée de la nuit. Dès l'après-midi, les spectateurs se pressent au *Howard Theatre*, sur la rue T. Le *Howard*²⁵⁷ est le premier véritable théâtre noir des États-Unis, le plus vieux d'une série de théâtres connus sous le nom de *Chitlin'*

²⁵¹ “the black Connecticut Avenue”

²⁵² “Washington, D.C., has two streets known above all others: Constitution Avenue, down which all dignitaries parade en route to the White House, and U Street, a perpetual parade of sepia Washington en route anywhere and nowhere.” (Newspic, avril 1946, repris par H. Whitehead, “Remembering U Street: There Was A Time,”).

²⁵³ 2001 11th Street, NW

²⁵⁴ “Rendezvous of Washington’s social elite” (S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 166)

²⁵⁵ “The Best Food and Entertainment”

²⁵⁶ 1355 U Street, NW

²⁵⁷ 620 T Street, NW

Circuit qui comprend l'*Apollo* à Harlem, le *Regal* à Chicago, l'*Upton* à Philadelphie, et le *Royal* à Baltimore²⁵⁸. Il est aussi la salle de spectacle noire la plus populaire de la ville à cette époque²⁵⁹. Ouvert en 1910, il accueille principalement des troupes, des vaudevilles, du cirque et des opérettes pendant ses deux premières décennies. Dans les années 1920, il est à bien des égards le symbole de l'importance de Washington sur la scène culturelle noire. La ville est alors la métropole noire par excellence et la capitale culturelle de l'Amérique noire. « Si vous étiez noir et dans le show business, c'est là que vous étiez²⁶⁰ », explique Henry Whitehead.

Figure 69 - Livreurs de journaux devant l'Howard Theater, 1936²⁶¹



Mais l'insouciance des années 1920 est brusquement interrompue par le krach boursier de 1929. Les répercussions de la crise obligent le *Howard* à fermer ses portes. Deux ans plus tard, les lieux sont rachetés par les frères Stiefel. Ils rouvrent le théâtre et font venir Shepard Allen de Philadelphie pour le diriger. La réouverture se fait en grande pompe avec Duke Ellington le 29 Septembre 1931. Allen devient « le doyen du showbiz washingtonien²⁶² », qui sélectionne les meilleurs spectacles noirs du moment pour le public de la capitale. Le *Howard* propose

²⁵⁸ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 119, 122.

²⁵⁹ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 220.

²⁶⁰ "If you were a black entertainer, this is where you were." (T. BROWN, "Highlights from America's Black Broadway," *Negro History Bulletin*, Jan-Sept, 1996 (http://findarticles.com/p/articles/mi_m1157/is_1996_Jan-Sept/ai_83667141/pg_1))

²⁶¹ Scurlock Collection

²⁶² "DC's Dean of Show Biz"

généralement quatre spectacles par jour, à 14h, 17h, 19h30 et 22h, avec un spectacle supplémentaire à minuit le samedi. On y joue de tout : de Shakespeare aux *big bands*, du “*shuffle along*” au *be-bop*, du *rythm & blues* au rock. De grands chanteurs s’y produisent dans les années 1940, parmi lesquels Sarah Vaughan et Billy Eckstine, Dinah Washington et Lionel Hampton, ainsi que Lena Horne et l’orchestre de Noble Sissle. En 1950, Al Hibbler est en tête d’affiche avec le Duke. Les amateurs regardent danser John Bubbles, Bojangles Robinson et Sammy Davis Jr. Ils viennent en nombre écouter l’humour de Moms Mabley. Charlie Parker et d’autres font de *Howard Theatre* le « *Met du Jazz* ». Et des comiques noirs tels que Butterbeans et Susie, qui n’ont jamais conquis le public blanc y jouent devant des salles combles²⁶³. Le théâtre accueille aussi des artistes blancs tels que Woody Herman et Stan Kenton, et les Blancs constituent souvent près du quart de l’auditoire²⁶⁴.

Juste à côté, au croisement de la 7^e et de T, se situe le *Dunbar Theatre*²⁶⁵, qui est à l’époque un haut lieu de cinéma et de jazz dans la capitale. Un peu plus loin, d’autres salles, comme le *Foraker Theatre*²⁶⁶ et l’*Alamo Theatre*²⁶⁷, proposent aussi des spectacles, en général des vaudevilles, mais ils restent dans l’ombre de *Howard*²⁶⁸.

Une salle qui n’est pas dans l’ombre du *Howard* est le *Lincoln Theatre*²⁶⁹, situé à l’angle opposé du Broadway noir, au croisement de la 13^e et de U. Le *Lincoln* existe toujours aujourd’hui. À son ouverture, en février 1922, il fait sensation. Il n’est pas le premier théâtre²⁷⁰ noir aux États-Unis puisque le *Howard* l’a devancé, mais il est sans doute le plus élégant et le plus grand avec ses 1 600 places. Contrairement à une idée relativement répandue, il n’est pas sous direction noire à son ouverture. Le *Lincoln* est en effet construit pour le magnat blanc

²⁶³ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 122.

²⁶⁴ T. BROWN, *op. cit.* (note 260).

²⁶⁵ 1901-03 7th Street, NW.

²⁶⁶ 1120-22 20th Street, NW, ce qui le situe près de la rue L.

²⁶⁷ 1293 7th Street, NW, soit au croisement de la 7^e et de la rue N.

²⁶⁸ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 220.

²⁶⁹ 1215 U Street, NW.

²⁷⁰ Théâtre est ici utilisé au sens large. Le *Lincoln* diffuse en effet des films, ce qui pourrait le qualifier de cinéma, mais il accueille aussi des pièces de théâtre.

Harry Crandall. En 1927, il est vendu à la *Lincoln-Howard Corporation*, qui gère dès lors le *Howard* et le *Lincoln*.

La *Lincoln Colonnade*, située au sous-sol du *Lincoln Theatre*, étend le rôle du cinéma à celui de centre communautaire. Des groupes universitaires et d'autres organisations louent la grande salle pour des soirées et des évènements. Le *Convention Hall*, l'*Odd Fellows Hall* et le *Pythian Temple* dans le Nord-ouest du District, de même que *Fishermen's Temple* sur F Street, SW, accueillent régulièrement des évènements de ce type²⁷¹.

Le *Lincoln* se situe à proximité de deux autres cinémas de taille : le *Republic*²⁷² et le *Booker T*²⁷³. Le *Republic* appartient à la chaîne *District Theater*, établie par le célèbre homme d'affaire blanc Abraham E. Lichtman et dont les 26 cinémas servaient les communautés noires du District, du Maryland et de Virginie²⁷⁴.

Les magasins, les clubs et les salles de spectacle sont au cœur de l'animation dans la communauté noire de Washington. Elles n'en sont toutefois pas *le* cœur. Pour trouver ce cœur, il faut s'intéresser aux institutions communautaires et aux évènements qui jalonnent l'année.

C. Une structure communautaire développée

L'une des institutions communautaires les plus importantes est l'Église. Dès leurs premières années d'existence, les églises noires ont porté assistance à la communauté. Avant l'abolition de l'esclavage, elles offraient un refuge aux esclaves en fuite vers le Nord et organisaient des collectes de fonds pour le mouvement abolitionniste. Elles ont soutenu les premiers efforts pour l'éducation des Noirs, fournissant très souvent les locaux des premières écoles. En 1945, les églises noires sont bien implantées dans la capitale. Elles attirent de nombreux fidèles et dépassent pour la plupart leur rôle religieux²⁷⁵. C'est notamment le cas des florissantes *storefront*

²⁷¹ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 220.

²⁷² 1333 U Street, NW.

²⁷³ 1443 U Street, NW.

²⁷⁴ S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 171.

²⁷⁵ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 32, 33.

churches, ces lieux de culte situés comme n'importe quel commerce au rez-de-chaussée de bâtiments classiques, qui fonctionnent aussi comme des forums sociaux et politiques et des centres d'aide au retour à l'emploi²⁷⁶. De grandes congrégations comme l'*United House of Prayer for All People*²⁷⁷, de Charles « Sweet Daddy » Grace et la *Church of God*²⁷⁸ d'Elder Michaux s'occupent avec succès des besoins spirituels et matériels de leurs fidèles et des nombreux migrants récents. Elles soutiennent l'effort éducatif de la communauté noire²⁷⁹, organisent des collectes de nourriture, mais aussi des événements sportifs et des pique-niques, montent des pièces de théâtre. Toutes ces actions renforcent le sens de coopération et d'interdépendance au sein d'une communauté noire qui se diversifie de plus en plus²⁸⁰.

La communauté noire a également fondé très tôt des sociétés mutualistes destinées à s'occuper des problèmes de pauvreté, d'éducation, de santé, d'obsèques, ainsi que de l'aide aux veuves et orphelins. Malgré une situation de l'emploi et du logement maussade dans les années 1930 et au début des années 1940, la majorité des nouveaux arrivants noirs sont parvenus à créer des réseaux d'entraide et des organisations ressemblant à celles formées par les migrants de longue date. Ils conservent ainsi leurs liens avec le Sud, se tiennent informés notamment par le courrier et par des voyages réguliers. Ces réseaux encouragent aussi la migration en chaîne. Les migrants potentiels apprennent en effet des nouveaux arrivés qu'en dépit de la ségrégation, une communauté noire forte et dynamique existe dans la capitale²⁸¹.

L'éducation et les rites de passage qui lui sont associés sont des éléments fondamentaux au sein de la communauté noire du District. La compétition annuelle d'exercices militaires entre les lycées Armstrong et Dunbar est un événement majeur. Les compagnies de cadets de chacun des lycées s'entraînent tout au long de l'année pour s'affronter au printemps. Le jour de la

²⁷⁶ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 217.

²⁷⁷ Créée en 1919 dans le Massachusetts, incorporée en 1927 à Washington.

²⁷⁸ Créée en 1928

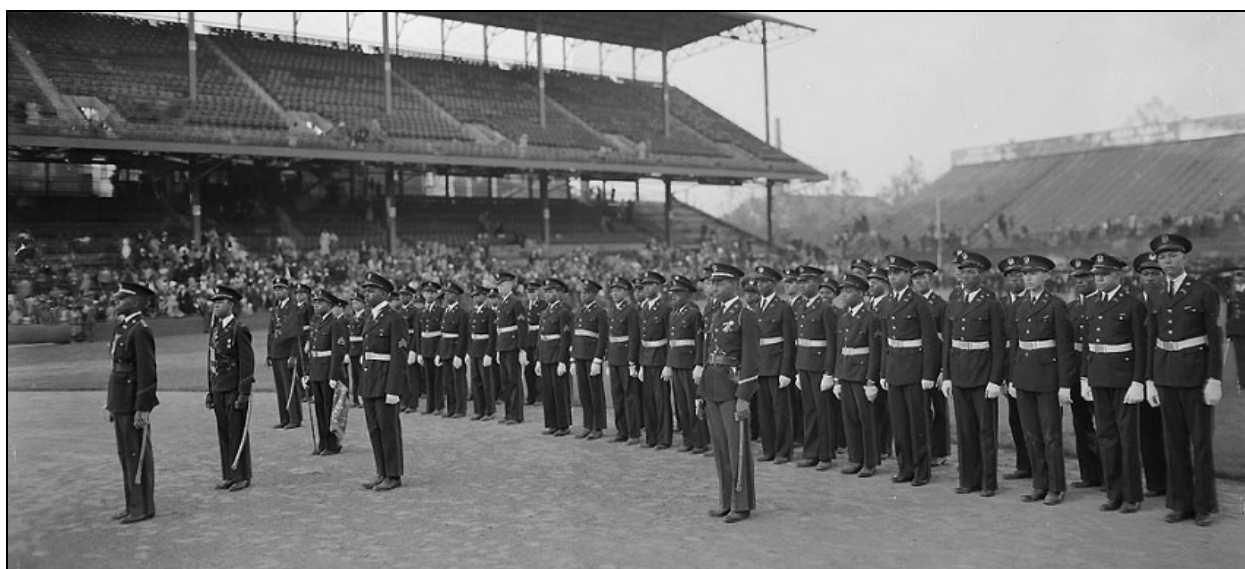
²⁷⁹ notamment avec des programmes d'écoles dominicales (*Sunday School*). (F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 33)

²⁸⁰ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 217.

²⁸¹ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 35, 216, 217.

compétition, les deux lycées ferment leurs portes, et les élèves se rendent à Griffith Stadium pour encourager leurs camarades. Ceux de Dunbar se parent de noir et rouge, les couleurs du lycée, tandis que ceux d'Armstrong s'habillent d'orange et bleu. Les cérémonies de remise des diplômes sont également des moments importants pour la communauté, de même que les concerts, réceptions et pièces de théâtre auxquelles les étudiants participent²⁸². De plus, les établissements scolaires accueillent des conférences, des manifestations et d'autres activités organisées par les associations civiques et les associations de quartier. Lors de ces événements, les parents et les curieux peuvent écouter des professeurs de l'université Howard, apprendre les dernières informations dans le domaine de la santé infantile, ou tout simplement passer du temps ensemble. Ces rassemblements permettent aussi aux nouveaux venus de rencontrer les migrants de plus longue date et de forger de nouveaux liens qui renforcent l'ensemble de la communauté²⁸³.

Figure 70 - Compétition de manœuvres militaires entre les cadets des lycées noirs du District, Griffith Stadium, 1935



²⁸² S. FITZPATRICK, M. GOODWIN, *op. cit.* (note 4), p. 114.

²⁸³ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 217.

Les évènements sportifs sont une source majeure de distraction et d'échange pour la communauté. Les rencontres entre les équipes des lycées noirs de la ville se jouent devant de nombreux supporters, de même que ceux de l'université Howard.

L'un des grands évènements est la rencontre annuelle qui oppose le jour de Thanksgiving l'équipe de football américain de l'université Howard à celle de l'université Lincoln²⁸⁴. Cette tradition remonte à l'année 1894. Au fil des ans, elle prend pour l'Amérique noire la même signification que d'autres rivalités footballistiques célèbres, telles que celle qui oppose les équipes de Harvard et Yale ou celle qui existe entre l'Armée de terre et la Marine. Le match se déroule alternativement à Washington et à Philadelphie²⁸⁵.

Il ne s'agit pas là d'une simple rencontre sportive mais d'un moment fort de la vie communautaire dans la capitale, en particulier au cours des années 1920. Chaque année, le quatrième jeudi de novembre, la ville hôte voit arriver des dizaines d'étudiants, *alumni* et supporters. En 1922, le journaliste du *Chicago Defender* Fay Young surnomme la rencontre « le match des matches²⁸⁶ ». Deux ans plus tard, il évoque « Le plus grand évènement mondain et le plus grand évènement sportif du pays²⁸⁷ ». En 1924, William Nunn décrit:

« [Une] atmosphère d'enthousiasme et d'excitation imprégnant le cœur même des choses (...) La vigueur et la flamboyance de l'enthousiasme estudiantin sont manifestes dans tout le centre-ville (...). Tout est aspiration (...) Les hôtels sont complets²⁸⁸. »

La popularité de la « classique de Thanksgiving » atteint un apogée au milieu des années 1920. Au cours des années suivantes, le niveau déclinant des deux équipes réduit sa signification nationale. Elle reste toutefois un évènement important sur le plan local. En 1938, la rencontre

²⁸⁴ Université noire de Pennsylvanie et grande rivale de l'université Howard.

²⁸⁵ "Howard-Lincoln Game was Original Turkey-Day Classic," *The Afro American*, 25 octobre 1930, p. 37; R. LOGAN, *Howard University: The First Hundred Years 1867-1967*, p. 215; T. LEAVENGOOD, *Clark Griffith: The Old Fox of Washington Baseball*, p. 139-142.

²⁸⁶ "the game of all games" (R. SCHMIDT, *Shaping College Football: The Transformation of an American Sport, 1919-1930*, p. 145)

²⁸⁷ "the greatest social event as well as the greatest athletic event in the country" (M. ORIARD, *King Football: Sport and Spectacle in the Golden Age of Radio & Newsreels, Movies & Magazines, the Weekly & the Daily Press*, p. 321)

²⁸⁸ "air of enthusiasm and excitement pervading the very heart of things ... the flash and flare of college enthusiasm is manifest in all quarters of the historic old city.... All is expectancy.... The hotels are filled." (R. SCHMIDT, "Another Football World (Part I of III)," *College Football Historical Society Newsletter*, November 2004, p. 12)

fait une nouvelle fois la une de l'*Afro-American* et ce sont 3 000 spectateurs qui se déplacent malgré un temps épouvantable²⁸⁹.

Figure 71 - Publicité pour la rencontre annuelle entre Howard et Lincoln²⁹⁰

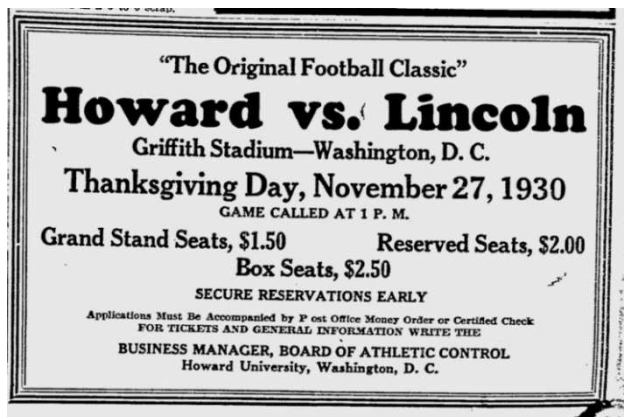
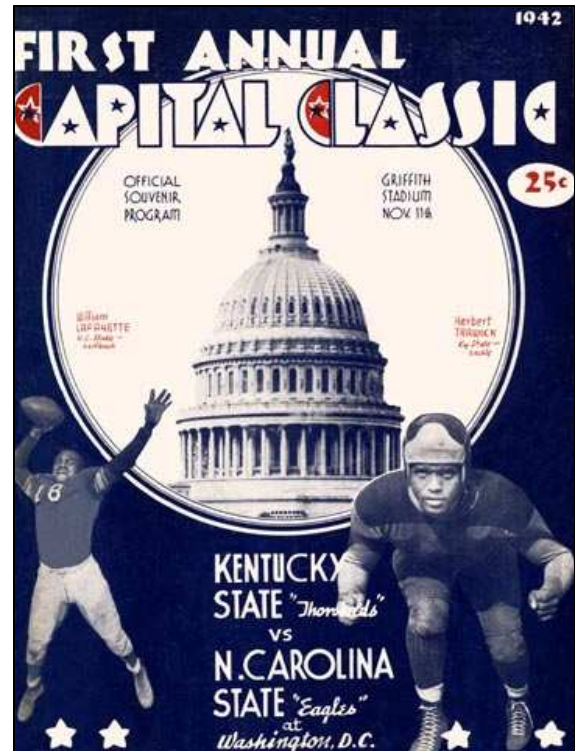


Figure 72 - Affiche présentant la première Capital Classic



En 1942 est créé un nouvel évènement sportif marquant pour la communauté noire de Washington. Il s'agit de la *Capital Classic*, qui est de fait la finale du championnat universitaire noir de football américain. Là encore, il ne s'agit pas seulement de sport mais avant tout d'un évènement fédérateur pour la communauté noire de la capitale et du pays. La première édition voit s'affronter *North Carolina College*²⁹¹ et *Kentucky State* et attire 18 000 spectateurs à *Griffith Stadium*. Au cours des années qui suivent, malgré le contexte de la Seconde Guerre mondiale, l'évènement donne lieu à des fêtes et défilés en tout genre.

Deux autres organisations qui structurent la communauté noire sont la *Phyllis Wheatley YWCA* et l'*Anthony Bowen Colored YMCA*²⁹². Elles proposent de nombreux programmes et

²⁸⁹ "Upsets in Grid Classics," *The Afro-American*, 28 novembre 1938.

²⁹⁰ *The Afro American*, 25 octobre 1930, p. 37.

²⁹¹ aujourd'hui North Carolina Central University

²⁹² Créée par l'esclave affranchi Anthony J. Bowen en 1853.

loisirs pour les jeunes noirs, organisent des colonies de vacances et des formations destinées aux parents. Mais plus qu'un lieu de divertissement, elles sont des lieux d'échange et de partage. Il ne s'agit pas seulement pour les jeunes de jouer au basketball ou d'apprendre à nager. La YMCA et la YWCA sont aussi un théâtre privilégié pour trouver des stratégies de mobilisation face à la discrimination et la ségrégation, ou pour trouver des logements aux familles qui en ont besoin. Par ailleurs, ces structures ont un large public. Elles s'adressent à la fois aux classes moyennes et aux ouvriers, et constituent un lieu où les Noirs de toutes origines peuvent se détendre²⁹³.

Après la victoire contre le nazisme, la capitale traite toujours les Noirs comme des citoyens de deuxième classe. Mais la ségrégation commence à se fissurer. L'évolution des mentalités d'une part, les actions citoyennes d'autre part aboutiront rapidement à la suppression de la ségrégation.

²⁹³ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 7), p. 218; E. BOWEN, *op. cit.* (note 21), p. 46.

PARTIE II

VILLE, CAPITALE NATIONALE ET MÉTROPOLE INTERNATIONALE

CHAPITRE 4

Une capitale nationale

Washington est née capitale des États-Unis. Contrairement à d'autres capitales internationales, le District n'a pas eu à lutter pour obtenir le siège du gouvernement : il a été créé dans ce seul but. Néanmoins, capitale décrétée, Washington a dû pendant des décennies affronter les remises en question et les critiques quant à sa légitimité. La ville sort grandie de la Seconde Guerre mondiale. Le conflit lui a conféré un rôle crucial à la fois sur les plans international, politique et économique. Au cours des années d'après-guerre, la capitale prend la mesure de cette stature nouvellement acquise.

Sur le plan intérieur, Washington voit son rôle de capitale à la fois conforté et exploité de nombreuses manières. Son rôle symbolique de centre de la Nation est consolidé en tant que dépositaire de la mémoire et de la culture du pays. La capitale devient tout à la fois le lieu où la politique est faite par les pouvoirs exécutif et législatif, infléchi par les groupes de pression de plus en plus nombreux et combattue par le peuple qui organise rassemblements et manifestations.

Lieu politique par excellence, la capitale n'en est pas moins investie par les forces économiques. Les élites économiques locales s'efforcent dès la fin de la guerre de faire fructifier les nombreux atouts de la capitale pour renforcer ses attraits touristique et économique.

I. Washington, la quête d'une légitimité incontestée

“The story of an ugly little town that became the Queen City of the Western Hemisphere¹”.

En 1945, il est devenu possible d'affirmer que Washington est une capitale incontestée. Cela n'allait pas de soi en 1800, lors de la création de la ville. Dès ses premières années, la petite bourgade, tardant à se développer, a été remise en question. Décennie après décennie, des projets plus ou moins aboutis de déplacement de la capitale ont vu le jour. Les dangers les plus pressants ont surgi après la guerre de 1812 et la guerre de Sécession. Toutefois, malgré les attaques répétées, Washington a survécu. À la faveur d'évènements historiques et d'hommes providentiels parfois controversés, elle est parvenue à se développer, s'embellir et se légitimer tout à la fois au cours de ses 150 premières années d'existence.

A. « Une bourgade sudiste assoupie », capitale contestée (1790-1861)

1. Des débuts difficiles (1790-1812)

« Régulièrement, » disait le journaliste Chalmers Roberts, « quelqu'un publie un article disant que Washington était une bourgade sudiste endormie 'jusqu'à'... jusqu'à l'arrivée de Jack Kennedy ou jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan. Les noms ne manquent pas². » Si les dates attribuées au réveil de Washington changent, une chose reste constante : le fait que la capitale était à ses débuts une « bourgade sudiste endormie ».

En 1790, Washington est à l'âge des promesses. Pour son concepteur, le major L'Enfant, avoir la possibilité de décider du lieu où la capitale sera établie est une chance inestimable pour les États-Unis. Il est conscient que les moyens du pays sont alors limités, mais il est convaincu qu'il, « deviendra évident que ce plan doit être dessiné à une échelle telle qu'il laissera de la place pour le développement et l'embellissement que l'accroissement de la richesse de la Nation

¹ E. FOLLIARD, “Kaleidoscopic Career of National Capital Mirrored Faithful in Yellowing Pages of the Washington Post,” WP, 6 décembre 1937.

² “Every now and then, somebody runs a story saying Washington was a sleepy southern town ‘until’ ... until Jack Kennedy got here or until Ronald Reagan got here. You name it.” (K. VICK, “In FDR Years, ‘Sleepy Southern Town’ Woke Up,” WP, 20 avril 1997, p. A01)

permettra de poursuivre au cours de toute période, aussi reculée soit-elle³. » Toutefois, la vision grandiose de Pierre L'Enfant tarde à se concrétiser et tous ses contemporains ne regardent pas la ville à travers le même filtre.

La charge de préparer la bourgade à accueillir le gouvernement revient à trois commissaires désignés par George Washington en 1794. Leur mission est de planifier la ville, sur la base des travaux de Pierre L'Enfant, et de superviser la construction des premiers bâtiments publics.

Dans un article paru près d'un siècle plus tard, le *Washington Post* remarque que :

« (...) toute cette terre vierge, avec ses collines à niveler, ses marais à assécher, devait être transformée en ville en neuf ans, et pas n'importe quelle ville : la plus magnifique du continent. (...) Comment les enthousiastes avaient envisagé de procéder pour faire en neuf ans ce qui en demanderait 20 est un mystère⁴. »

En effet, la tâche n'est pas aisée. Les commissaires, parfois jugés hautains et autoritaires, sont harcelés et débordés de travail. Les propriétaires des parcelles se querellent non seulement entre eux mais également avec les commissaires au sujet des travaux. Des problèmes de main d'œuvre, d'approvisionnement, de topographie et d'hygiène publique perturbent la progression des travaux. Et surtout, le financement se révèle très vite insuffisant. Le Congrès approuve avec réticence des fonds en 1796 puis en 1798, pour permettre la poursuite des travaux, mais certains élus critiquent l'échelle « non-républicaine » des bâtiments publics et du projet dans son ensemble. Les démocrates-républicains de Jefferson, contrairement aux fédéralistes d'Hamilton, militent pour un pouvoir fédéral très restreint et une délégation maximale aux états fédérés, ce qui les conduit à réclamer une capitale sans prétention. Le président Adams soutient quant à lui le projet avec une ardeur très modérée. Ces divergences d'opinion expliquent le soutien réticent

³ “(...) it will be obvious that the plan should be drawn on such a scale as to leave room for that aggrandisement and embellishment which the increase of wealth of the Nation will permit it to pursue to any period, however remote.” (“E. FOLLARD, *op. cit.* (note 1)”)

⁴ “All this barren land, with its hills leveled and its marshes filled was to be built into a city in nine years, and a city too, the most magnificent on the continent. (...) How the enthusiasts contemplated doing in nine years what would require twenty is a mystery.” (“Washington Rambles: The Long Continued Trials and Final Triumphs of the Federal Capital,” WP, 7 octobre 1883, p. 2)

du Congrès à l'opération. Malgré les difficultés, la première phase de construction de la capitale est presque achevée lorsque le siècle se clôt, en 1799⁵.

Au cours des deux années qui suivent, tout Washington est préoccupé par la préparation de la ville à accueillir le gouvernement. Les commissaires subissent une pression considérable. Une dernière touche est mise au Capitole, à la Maison-Blanche et aux deux bâtiments de bureaux qui l'entourent. La course à la construction redouble sur *Capitol Hill*, afin de s'assurer que Washington dispose au moins de suffisamment de logements pour l'exécutif et les membres du Congrès lorsque la première session débutera en décembre 1801⁶.

Figure 73 - La Maison-Blanche en construction, 1796⁷



L'œuvre n'est pas achevée lorsqu'arrivent les membres du Congrès. Un visiteur décrit « les bâtiments éparpillés du désert⁸. » Avec ses quelque 8 000 habitants, Washington ressemble davantage à une colonie dispersée en manque d'institutions et de sentiment communautaire qu'à

⁵ G. BROWN, *Incidental Architect: William Thornton and the Cultural Life of Early Washington, D.C., 1794-1828*, p. 24.

⁶ *Ibid.* p. 26.

⁷ "A Vision Takes Form, *The White House Under Construction, 1796*", Peinture de Peter Waddell, http://www.whitehousehistory.org/whha_exhibits/waddell_white-house-past/1796-construction-painting.html

⁸ "the scattered buildings of the desert." (J. DAVIS, *Travels of Four Years and a Half in the United States of America*, 1803, p. 185)

une ville. Le gouvernement est alors bien plus restreint qu'il ne l'est aujourd'hui. De plus, tous les fonctionnaires ne sont pas immédiatement transférés dans la nouvelle capitale. Outre le Congrès, le déménagement concerne alors une dizaine de hauts fonctionnaires et une centaine d'employés de bureau tout au plus. Les premières impressions du Congrès ne sont pas des plus favorables. Le *Washington Post* raconte que « le corps législatif tenta immédiatement de retourner à Philadelphie. (...) Le Congrès comparait ses nouveaux quartiers avec son quartier général plaisant dans la ville Quaker, et comme les enfants d'Israël se remémorant les pots de viande égyptiens, il demanda de quel droit il avait été amené ici pour souffrir et conclut qu'il fallait écourter son séjour⁹. Les membres étaient à peine arrivés qu'ils cherchaient un moyen de déplacer le siège du Gouvernement. »

Suite à la défaite du Président Adams aux élections, en février 1801, Jefferson lui succède à ce poste. Cet événement n'est pas neutre pour la capitale et son devenir. En effet, Jefferson souhaite que l'État dispose d'une capitale modeste, à l'image du rôle limité que l'État fédéral doit selon lui avoir des affaires du pays. Il se satisfait pleinement de la ville telle qu'elle existe en 1802, expliquant qu'« elle peut être considérée comme une ville de campagne plaisante, avec quelques charmants hameaux éparpillés aux environs, dans un rayon de deux kilomètres et demi, et procurant une société simple et bienveillante¹⁰. » Cette vision diffère fortement de celle des commissaires et de celle prévue par Pierre L'Enfant. Devenu président, Thomas Jefferson a les moyens de limiter la croissance de la ville. La situation économique du pays au cours de son mandat concourt également à entraver les progrès, tant et si bien que les travaux publics effectués sous son mandat se limitent au nivellement de Pennsylvania Avenue, à l'implantation

⁹ *"The legislative body moved at once to return to Philadelphia. (...) Congress contrasted these their (sic) pleasant headquarters in the Quaker city, and like the children of Israel sighing for the Egyptian fleshpots, they demanded by what right they had been brought here to suffer, and concluded to cut their stay short. (...) No sooner had the members assembled than they began devising means for the removal of the seat of Government."* WP, 1883, *op. cit.* (note 4)

¹⁰ *"This may be considered as a pleasant country-residence, with a number of neat little villages scattered around within the distance of a mile and a half, and furnishing a plain and substantially good society."* (Lettre de Thomas Jefferson à Joel Barlow, 3 mai 1802, Thomas Jefferson Papers, LOC, Manuscript Division, series 1, n°268)

sur ses côtés de trottoirs et de peupliers¹¹, et à la poursuite de la construction du Capitole, toujours inachevé. En juin 1802, la dissolution de la Commission créée pour superviser la construction et la croissance de la ville symbolise le changement de tendance à l'œuvre.

Dans ces conditions, les craintes des Washingtoniens de voir leur ville perdre son rôle de capitale sont compréhensibles. Elles le sont d'autant plus que le pays connaît à l'époque une vague de déplacement de capitales au sein des États. Entre 1776 et 1812, onze des treize colonies initiales déplacent leur capitale¹² vers des villes jugées plus centrales. En 1808, des discussions sur ce sujet se font jour au Congrès, dont certains membres souhaitent réinstaller la capitale à Philadelphie. Les opposants mettent un terme au débat en rappelant que la décision d'implanter la capitale à Washington est le résultat d'une entente négociée¹³.

L'installation du gouvernement change Washington. Le District n'est plus un simple chantier de travaux publics. Bien que toujours *en* chantier, il est devenu « le siège expérimental d'un gouvernement encore expérimental¹⁴. » Il est également devenu un lieu d'intérêt sur la scène politique internationale et attire les curieux. L'arrivée de nouveaux résidents n'est pas sans incidences sur la ville. Ces nouveaux venus sont pour la plupart des citoyens instruits et accomplis, dont l'arrivée étend instantanément les horizons culturels de la capitale et la demande d'infrastructures de qualité. Parmi les nouveaux résidents, peu ont autant d'impact sur l'environnement intellectuel et culturel que les membres du corps diplomatique, parés de leur distinction et de leur sophistication naturelle. Initialement composé d'une poignée de chargés d'affaires, le corps diplomatique s'étoffe rapidement en termes de nombre et de niveau de représentants, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant.

« Dès 1805, » écrit Gordon Brown, « les principales représentations ont à leur tête des ambassadeurs, dont les budgets plus conséquents leur permettaient de créer de l'animation et d'organiser des réceptions d'une échelle qui non seulement éblouissait le 'premier cercle' de la

¹¹ G. BROWN, *op. cit.* (note 5), p. 28-29.

¹² R. ZAGARRI, *The Politics of size: Representation in the United States, 1776-1850*, p. 9, 15.

¹³ W. COBB, "Democracy in Search of Utopia: The History, Law, and Politics of Relocating the National Capital", Spring 1995, p. 527, 544-45.

¹⁴ "the experimental seat of a still experimental government" (G. BROWN, *op. cit.* (note 5), p. 27)

communauté locale mais également accroissait fortement la demande locale d'artisans, décorateurs, musiciens, traiteurs et fournisseurs de produits de qualité¹⁵. »

Néanmoins, le recensement de 1810 ne dénombre que 15 000 habitants dans la capitale, et les infrastructures et services offerts aux habitants tardent à se développer.

2. La guerre de 1812 et ses répercussions sur la légitimité de la capitale américaine (1812-1860)

Après la guerre de 1812, le camp des sceptiques voit une opportunité d'obtenir le déplacement de la capitale du trou perdu et marécageux qu'est Washington et s'empresse de la saisir. Pendant la guerre, en effet, Washington a été brûlée par les Anglais. En 1814, la Maison-Blanche et le Capitole sont en ruines, à l'instar des quelques bâtiments officiels qui existaient alors.

Figure 74 - Le Capitole réduit en cendres le 24 août 1814¹⁶



Pour les Washingtoniens, le ministre de la Guerre John Armstrong et le général Winder sont les seuls responsables de la cuisante défaite de Bladensburg, qui permit aux Anglais de défigurer la capitale. Néanmoins, de nombreux doigts se pointent alors vers la milice du District (*District*

¹⁵ "By 1805 the major establishments were headed by ministers, whose larger budgets enabled them to make a show, and to entertain on a scale that not only bedazzled the "first circle" of local society but also greatly increased the local demand for artisans, decorators, musicians, caterers, and purveyors of quality goods." (G. BROWN, *op. cit.* (note 5), p. 33)

¹⁶ "A View of the Capitol of the United States after the Conflagration of the 24th, August 1814", aquarelle de George Munger (ca. 1814), LOC.

Militia). Cette force militaire locale, ancêtre de la garde nationale, composée de citoyens-soldats aurait fait preuve d'une lâcheté abominable et serait la responsable de la déroute américaine à Bladensburg. En réalité, selon l'historien militaire Frederick P. Todd, « même les meilleurs soldats auraient été condamnés à l'échec sous cette clique de chefs et les Volontaires du District n'étaient pas, bien entendu, les meilleurs. Il ne leur a jamais été donné l'occasion de devenir ne serait-ce que médiocres¹⁷. »

Les accusations envers leur milice inquiètent les Washingtoniens, car ils craignent une réaction brutale du Congrès, réticent à demeurer dans une ville qui serait jugée si mal protégée. L'*Intelligencer*, alors principal journal de la capitale, s'efforce de contrecarrer toute velléité de départ du Congrès pour une autre ville, même de manière temporaire, de peur de voir la situation devenir permanente. Pour le quotidien, déplacer la capitale dans ces circonstances serait concéder une défaite supplémentaire¹⁸.

Les inquiétudes washingtoniennes sont fondées, car dès la reprise de ses activités, le Congrès réuni en session complémentaire est appelé à débattre sur ce sujet. Une proposition de loi est déposée par ceux qui affirment qu'après 14 ans comme capitale, Washington a prouvé qu'elle n'était pas adaptée à la destinée qui devait être la sienne et que suite à la guerre, il faudrait de plus consentir à d'énormes dépenses pour la reconstruire, alors que d'autres villes, élégantes et opulentes, étaient prêtes à devenir le siège de l'État¹⁹. Plusieurs villes, parmi lesquelles Philadelphie et Lancaster, se portent en effet volontaires pour accueillir la capitale. À la Chambre des représentants, partisans et opposants se répartissent suivant la ligne des partis sur certains aspects, mais pas sur tous. L'argument patriotique est au premier plan. Bon nombre de députés estiment que le patriotisme et la dignité interdisent de déplacer le siège du pouvoir, ne

¹⁷ "Even the best troops would have been doomed to failure under this coterie of leaders and the District Volunteers were not, of course, the best. They were never given an opportunity to become even mediocre." (F. TODD, "The Militia and Volunteers of the District of Columbia 1783-1820," p. 425-426)

¹⁸ "removal of the capital from Washington "would be kissing the rod an enemy had wielded." (C. GREEN, *Washington: Village and Capital, 1800-1950*, vol. I, p. 63)

¹⁹ WP, 1883, *op. cit.* (note 4).

serait-ce que de manière temporaire. De plus, les banquiers locaux fournissent un argument de poids en faveur du maintien de la capitale à Washington : ils proposent de prêter 500 000 dollars au gouvernement pour lui permettre de reconstruire sur place les bâtiments officiels détruits. Finalement, la Chambre rejette par un vote de 83 voix contre 54 le déplacement de la capitale. Le 3 février 1815, le Sénat adopte une loi exigeant la reconstruction des bâtiments fédéraux sur leurs emplacements de 1812, permettant littéralement à la ville de renaître de ses cendres, et aux espoirs des Washingtoniens de renaître avec elle. Ces deux décisions successives closent le débat pour les 50 années qui suivent. Entre 1815 et 1865, des propositions en la matière voient ponctuellement le jour, mais aucune d'entre elles n'est vraiment sérieuse²⁰. L'extension significative et coûteuse du Capitole, qui débute en 1851, signale également l'intention ferme du gouvernement de rester à Washington²¹. Ces indices laissent supposer que la capitale a assis sa légitimité une bonne fois pour toutes en 1815, avec la décision du Congrès, et que le débat est clos. La réalité est différente.

B. Deux électrochocs pour asseoir la légitimité de la capitale (1861-1874)

Apportant menaces, controverse et modernité, les années 1860 et 1870 sont déterminantes pour Washington, son devenir et sa place dans le pays. Sur le plan politique, la guerre de Sécession constitue naturellement un événement majeur de la vie non seulement nationale mais également locale, dont les répercussions se prolongent sur la décennie suivante. Sur le plan du développement, la capitale connaît au cours des années 1870 une révolution qui touche à la fois son apparence et ses infrastructures et n'est pas sans conséquences sur son statut, sa réputation et son système de gouvernement.

²⁰ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 64-65, 67.

²¹ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 200.

1. L'impact de la guerre de Sécession sur la perception de Washington : les tentatives de déplacer le siège du gouvernement

En 1860, l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence des États-Unis apporte son lot d'inquiétudes aux habitants de la capitale. Suite à l'élection, le commerce local s'effondre, le marché immobilier fait de même, les banques locales suspendent les retraits en espèces. Les inquiétudes s'expliquent aisément. Du fait des divergences sérieuses entre le Nord et le Sud, de nombreuses craintes pèsent alors sur le devenir de l'Union. Or la fin de l'Union, de quelque manière qu'elle survienne, ne s'accompagnerait pas seulement de revers économiques pour Washington. Elle signifierait son arrêt de mort. Si l'Union se séparait paisiblement, sa capitale perdrait toute raison d'exister. Située près de la frontière nord d'une confédération sudiste et près de la frontière sud de l'Union, elle ne pourrait compter être la capitale ni de l'une ni de l'autre. Dépourvue de sa fonction première, Washington sombrerait inexorablement. Si, faute de résolution pacifique, une guerre était déclarée entre le Nord et le Sud, Washington deviendrait très probablement une ville assiégée et le District un champ de bataille²².

Des deux issues envisagées, c'est la seconde qui se réalise. La capitale devient une ville fortifiée, au cœur d'une guerre qui la marque physiquement de par l'afflux de soldats, de par les travaux de fortification et d'infrastructures qu'elle occasionne, de par le climat électrique créé par la guerre.

En 1865, à la fin de la guerre, vient l'heure des bilans. C'est à cette occasion, que ressurgit brutalement la menace du déplacement de la capitale. Tout au long du conflit, Washington a constitué le quartier général de l'Union. La ville a vécu au rythme des victoires et des défaites des forces du Nord. La victoire remportée, Washington devrait donc sortir grandie du conflit, sa légitimité renforcée, son statut de capitale consolidé par plusieurs années de lutte qui ont mené à la victoire. C'est pourtant l'inverse qui se produit.

²² C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 232.

La capitale, marquée par une proximité géographique et culturelle avec le Sud, est suspecte de complicité aux yeux d'une partie des partisans de l'Union, à tel point que certains Washingtoniens craignent d'être traités comme un territoire ennemi par les républicains les plus radicaux. Lorsque le Président Lincoln est assassiné dans le District, certains craignent, d'autres prétendent, qu'il s'agit d'une vaste conspiration washingtonienne d'inspiration confédérée et la panique se répand. Les craintes sont calmées par les preuves qui désignent un petit groupe de conspirateurs sans lien avec Washington. Néanmoins, les doutes sur la loyauté de la ville sont perceptibles²³. C'est en partie pour s'en défaire que le conseil municipal publie à la fin de la guerre un avertissement brutal à destination des anciens résidents qui ont soutenu la Confédération, leur faisant savoir qu'ils ne sont pas les bienvenus à Washington²⁴.

Dans ce contexte, les Washingtoniens craignent l'émergence de nouvelles tentatives de déplacer la capitale. Ceci d'autant plus que les conditions de vie dans le District ne se sont pas améliorées au cours des cinq années de guerre. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la vie, déjà pénible auparavant, y est devenue presque intolérable selon les visiteurs ou les membres du Congrès qui la fréquentent, parmi lesquels Horace Greeley, dont les paroles ont été mentionnées plus haut. Les infrastructures sont l'un des trois problèmes pressants du District, avec la situation économique et le statut des noirs. Si Washington veut honorer son statut de capitale, elle doit procurer à ses habitants les infrastructures dont bénéficient désormais toutes les villes du Nord : des transports en commun efficaces, des chaussées pavées, des rues éclairées, des installations sanitaires et une protection efficace des personnes et des biens. Le problème de la ville est que, comme nous l'avons vu, ses moyens sont limités. Il lui est donc difficile de procéder à des investissements nécessairement lourds pour équiper la ville de manière adéquate. Toutefois, si la capitale repousse ces travaux, elle cautionne les doutes vivaces du Congrès en la capacité de la chrysalide washingtonienne à se transformer un jour en papillon. Ce serait inviter

²³ "The Disloyal Element at the Capital," in *Norwalk Gazette* cité par *The Star*, 12 février 1874.

²⁴ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 291.

le Congrès à chercher ailleurs une terre d'accueil plus hospitalière²⁵. La situation est donc délicate.

Les inquiétudes quant à la pérennité de la capitale sont telles qu'en 1868, le candidat républicain à l'élection municipale, Sayles J. Bowen, fait campagne sous le slogan « un vote pour Bowen est un vote pour conserver la capitale à Washington²⁶. » En effet, les élections nationales prévues en automne aboutiront au choix d'un nouveau président et à l'arrivée en ville d'un nouveau Congrès très susceptible d'avoir des idées indésirables pour le District, y compris l'idée de le déposséder du gouvernement pour le transférer dans le Midwest.

Les élites locales sont conscientes des attaques contre la capitale et des risques certains que la perte de ce statut ferait peser sur la survie de la ville. La présence de l'État est un pilier de l'économie locale, à la fois de manière directe et dérivée. Les instances fédérales fournissent à la ville une bonne partie de ses résidents et à ses résidents leurs revenus. De plus, chaque vote du Congrès qui décide la construction d'un nouveau bâtiment fédéral crée immédiatement des emplois de maçons, de charpentiers, etc. dont l'économie locale bénéficie. Lorsque le Congrès est en session, ses membres et leur entourage doivent être transportés d'un événement à l'autre, nourris, divertis. Ils ont besoin d'artisans, d'hôteliers, d'agents immobiliers, de commerces, etc. Et si ces gens « chic » sont souvent la cible de l'ironie des résidents du District, leur présence n'en fournit pas moins un emploi à nombre de familles washingtoniennes²⁷. Sans compter l'apport de ces personnalités à l'environnement culturel de la capitale. Si Washington n'était plus la capitale, elle ne bénéficierait plus de la présence de tous les hommes de lettres et d'esprit qui gravitent autour du pouvoir. Les journalistes, qui animent tant de soirées en ville, ne se déplaceraient plus, les visites des dignitaires étrangers cesseraient. La bibliothèque du Congrès, fleuron de la culture washingtonienne, accompagnerait forcément le Congrès dans son nouveau

²⁵ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 293.

²⁶ "A vote for Bowen is a vote to keep the capital in Washington," *The Star*, 14 décembre 1867, 3 juin 1868.

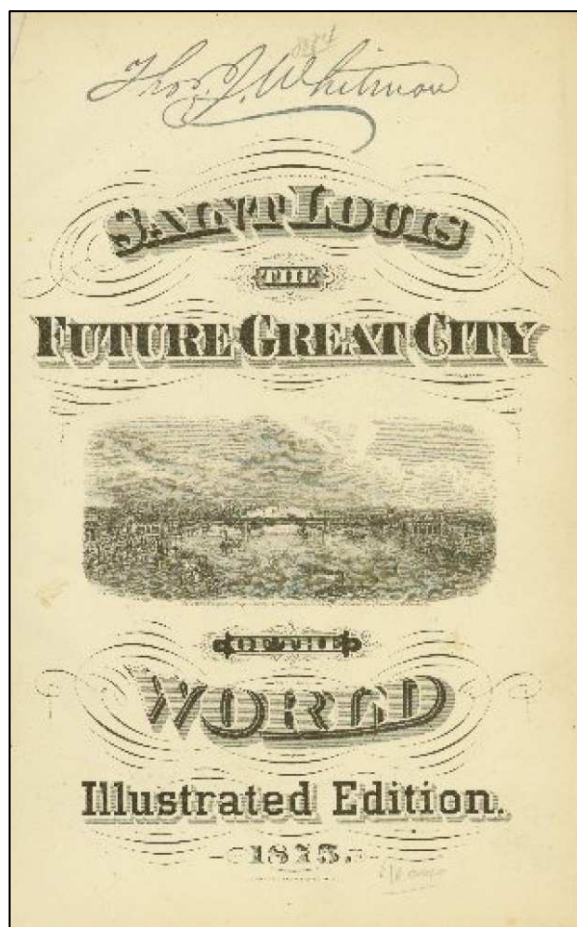
²⁷ *The Georgetown Courier*, 28 janvier 1871.

site, de même que plusieurs institutions financées par l'État, telles que le *Coast Survey* ou le *Naval Observatory*, qui emmèneraient avec elles leurs scientifiques de qualité, ôtant à Washington toute chance de devenir le cœur intellectuel de la nation²⁸. Pour ces nombreuses raisons, le déplacement de la capitale serait pour Washington une véritable tragédie.

Les inquiétudes des élites locales sont fondées. L'idée de déplacer le siège du gouvernement est mentionnée au Congrès dès 1867 comme étant une possibilité²⁹. Entre 1868 et 1870, un mouvement visant à déplacer la capitale vers

Figure 75 - Couverture de l'ouvrage *St. Louis, la future grande ville du monde*, L. U. Reavis,

l'Ouest se fait jour et s'amplifie dans plusieurs États du *Midwest*. Les résolutions et projets de lois se succèdent à la Chambre des Représentants. En février 1868, Carman A. Newcomb, député du Missouri, dépose un projet de loi prévoyant le déplacement de la capitale à St. Louis le 4 juillet 1876³⁰. En juin de la même année, John A. Logan, ancien général de la Grande Armée de la République et désormais député de l'Illinois, dépose une résolution demandant la création d'une commission pour le déplacement de la capitale. « Il laisse entendre, » écrit le *Baltimore Sun*, « que



Washington est entourée de citoyens déloyaux et à proximité d'États dont la législation met en danger les archives et fait preuve d'hostilité envers la paix et la prospérité du pays³¹. » Cette

²⁸ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 330.

²⁹ "Thirty-Ninth Congress-Second Session," *Baltimore Sun*, 25 février 1867, p. 4; "Trial of J. H. Surratt: Commencement of Mr. Pierpont's Speech for the Prosecution," *Baltimore Sun*, 5 août 1867, p. 4.

³⁰ "Important Bills in Congress", *Baltimore Sun*, 4 février 1868, p. 1.

³¹ "He intimated that the capital at present located was surrounded by a disloyal people and near to States whose legislation endangers the archives and records and is inimical to the peace and prosperity of the country." ("Telegraph news: From Washington," *Baltimore Sun*, 16 juin 1868, p. 1)

résolution est rejetée, mais la *Pittsburgh Gazette* remarque alors que « le déplacement de la capitale à Cincinnati ou Saint Louis n'est qu'une question de temps³². »

Les partisans du déplacement de la capitale créent à Saint-Louis l'Association pour le déplacement de la capitale (*Capital Removal Association*)³³. C'est dans cette ville que se réunit en octobre 1869 la première « Convention pour le déplacement de la capitale nationale³⁴. » Son objectif est d'obtenir l'implantation de la capitale nationale dans la vallée du Mississippi. Les discours se succèdent, des résolutions sont adoptées. Les 90 délégués venus de 17 États affirment que Washington est excentrée, inaccessible et déloyale, que maintenant que le centre de gravité démographique du pays s'est déplacé vers l'Ouest, la capitale doit faire de même. L'endroit approprié pour la nouvelle capitale est au cœur de la vallée du Mississippi, où elle sera pour toujours à l'abri des ennemis étrangers et des séditions internes³⁵. Suite à cette première convention, les résolutions adoptées ainsi que diverses pétitions sont diffusées dans le pays, en particulier à l'Ouest. Plusieurs États se rallient officiellement à l'idée de déplacer le siège du gouvernement. La Convention de la vallée du Mississippi se déclare en faveur du projet³⁶, de même que la Convention constitutionnelle de l'Illinois, qui donne pour mandat à ses représentants au Congrès de soutenir le projet, ce qu'ils font en prenant la parole à ce sujet en session plénière de la Chambre³⁷. Les assemblées législatives d'Indiana, d'Iowa, du Missouri, du Kansas, du Nevada et de plusieurs autres États proclament également leur soutien³⁸. Dans l'Est du pays, toutefois, le mouvement trouve peu d'écho.

³² “The removal of the capital to St. Cincinnati or St. Louis is only a question of time.” (*The Pittsburgh Gazette*, 17 juin 1868, p. 1)

³³ E. OBERHOLTZER, *A History of the United States since the Civil War*, p. 492.

³⁴ “The National Capital Removal Scheme,” *Baltimore Sun*, 17 août 1869, p. 2; “The National Capital Removal Convention,” *Baltimore Sun*, 22 octobre 1869, p. 1.

³⁵ *The Public Ledger*, 16 août et 21 octobre 1869, *New York Tribune*, 22 octobre 1869; T. O'NEIL, “A Look Back - St. Louis hosts convention in 1869 in pitch to become nation's capital”, *Saint Louis Dispatch*, 20 octobre 2012.

³⁶ *The Public Ledger*, 10 septembre 1869.

³⁷ *Congressional Globe*, 41st Cong., 2nd Sess., p. 671-674, 4470; *The Public Ledger*, 30 août 1869; “Forty-First Congress—2nd Session: House of Representatives,” *Baltimore Sun*, 24 janvier 1870, p. 4.

³⁸ House Reports, 41st Cong., 3rd Sess., n°52, p. 11; House Miscellaneous Documents 41st Cong., 3rd Sess., n°91, p. 00.

Face à la fronde des États de l'Ouest, les élites washingtoniennes tentent de stimuler des formes de développement qui s'appuient sur l'activité du gouvernement mais ne s'y limitent pas. La création de la *Smithsonian Institution* constitue un bon début. La *Corcoran Gallery of Art* doit ouvrir prochainement, la ville dispose de plusieurs universités. Dans cet esprit, une initiative forte est la tentative d'accueillir dans la capitale une Exposition universelle, sur le modèle de celles qui se sont tenues à Londres en 1851 et à Paris en 1867. Un évènement d'une telle ampleur apporterait de nombreux visiteurs à Washington et lui permettrait de développer une image de ville commerciale et entreprenante. L'idée prend forme en 1869 et en quelques mois à peine, des résidents enthousiastes versent deux millions de dollars pour financer l'exposition³⁹. Reste à obtenir l'approbation du Congrès.

Le Congrès refuse fermement de donner sa bénédiction. Ses membres craignent non seulement que le projet nécessite à terme une participation financière de l'État, mais également que l'évènement soit un échec retentissant. L'un des opposants les plus virulents au projet est William Stewart, sénateur du Nevada. « L'idée d'inviter le monde à voir cette ville, avec son manque de chemins de fer et ses rues boueuses me paraît totalement hors de question, » s'exclame-t-il⁴⁰. Il ajoute que Washington est « la ville la plus moche de tout le pays⁴¹, » ce qui serait donc selon lui la pire des publicités pour les États-Unis. Il faut dire que la ville n'est en effet pas des plus propres et que les conditions sanitaires y laissent à désirer. Le sénateur George Edmunds s'est même plaint de :

« la nuisance abominable et infinie des vaches, et chevaux, et moutons, et chèvres, courant dans les rues de cette ville, et dès lors que l'on alloue des fonds pour planter des arbres, alors vient une vache ou un cheval ou une chèvre, qui le met à bas le jour d'après, et nous allouons de nouveaux fonds⁴². »

³⁹ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 314.

⁴⁰ "The idea of inviting the world to see this town, with its want of railroads and its muddy streets, seems to me altogether out of the question." (*Congressional Globe*, 41st Cong., 2nd Sess., p. 303-304, 1386, 1394-1396; Senate Report 298, 41st Cong., 3rd Sess., Series 1443)

⁴¹ "the ugliest city in the whole country" (*Congressional Globe*, *ibid.*; Senate Report 298, *ibid.*)

⁴² "the infinite abominable nuisance of cows, and horses, and sheep and goats, running through all the streets of this city, and whenever we appropriate money to set up a shade tree, there comes along a cow or a horse or a goat, and tears it down the next day, and then we appropriate again." (C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 316)

Le volet législatif du projet de déplacement de la capitale culmine le 15 juin 1870. À cette date, John M. Crebbs, député de l'Illinois, présente à la Chambre des représentants une motion, qui demande l'examen par la commission des dépenses publiques de la question du déplacement de la capitale. La motion est approuvée⁴³. Tandis qu'elle est à l'étude en commission, les partisans du déplacement continuent à exercer des pressions et à mobiliser des soutiens au projet. Une deuxième convention est organisée en octobre 1870 à Cincinnati⁴⁴. Les 53 délégués présents produisent un mémoire, destiné au Congrès, qui proclame que le déplacement de la capitale est devenu une nécessité publique, Washington étant plus éloignée des États et territoires du Pacifique que Constantinople ne l'était de la Grande-Bretagne⁴⁵.

Le 3 mars 1871, dernier jour d'exercice du 41^e Congrès, la commission des dépenses publiques rend son verdict. C'est un verdict défavorable⁴⁶, qui met un terme aux discussions parlementaires sur le sujet. Une nouvelle convention a lieu à Louisville en octobre 1874⁴⁷, mais le mouvement a perdu sa dynamique et avec elle toute chance de succès. En revanche, la crainte des Washingtoniens de perdre la capitale s'est entre-temps traduite par une conséquence majeure et durable qui est le changement de système de gouvernement du District.

Certains contemporains, notamment parmi les élites locales, pensent que de la patience, des impôts élevés, l'émission de bons et la bonne volonté du Congrès, suffiront à rendre la ville si belle que les discussions visant à installer le gouvernement ailleurs s'éteindront⁴⁸. L'élément clé de cette logique étant la bonne volonté du Congrès, de nombreuses idées se font jour à la fin des années 1860 pour regagner ses faveurs. Parmi ces idées très différentes, l'une postule qu'un renouvellement sur long-terme de la charte municipale de Washington, qui élargirait les pouvoirs de la ville, serait suffisant. D'autres, à l'opposé, estiment que seul le renoncement à un exécutif

⁴³ *Congressional Globe*, 41st Cong., 2nd Sess., p. 4470.

⁴⁴ "Capital Removal Convention," *Baltimore Sun*, 1^{er} août 1870, p. 4.

⁴⁵ *New York Tribune*, 26 octobre 1870; "Removal of the national capital. Memorial of the Cincinnati Convention, in relation to the removal of the national capital," House Miscellaneous Documents 41st Cong., 3rd Sess., n°105; "The National Capital," NYT, 26 octobre 1870.

⁴⁶ House Reports, 41st Cong., 3rd Sess., n°52; *Congressional Globe*, 41st Cong., 2nd Sess., p. 1940.

⁴⁷ NYT, 30 septembre 1874.

⁴⁸ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 332.

municipal élu et un transfert de tous les pouvoirs locaux au Congrès pourra mettre un terme aux critiques faites contre la communauté locale, d'obtenir des aides fédérales et ce faisant de maintenir le siège du gouvernement sur le Potomac. Le projet de loi déposé par le sénateur Lot Morrill en 1866 va dans le sens de la seconde proposition. Elle recueille le soutien de certains Washingtoniens, mais l'opposition ferme d'une partie d'entre eux, qui s'émeuvent de ce que le Congrès souhaite leur retirer « les fragments d'autodétermination qui avaient été accordés aux habitants depuis la création de ce District ; et [les] soumette à la loi d'hommes qui ne sont absolument pas familiarisés avec [leurs] habitudes, sentiments et intérêts⁴⁹. » Le projet Morrill échoue finalement car certains membres du Congrès sont réticents à priver des hommes libres de leurs droit, mais également car la frange la plus radicale des républicains souhaite mettre à l'épreuve à Washington l'expérience politique fondamentale qu'est le vote noir⁵⁰. Toutefois, la volonté locale d'assurer d'une part le développement de la ville et de ses infrastructures, d'autre part le maintien de la capitale à Washington, conduit un groupe de citoyens influents et efficaces à militer pour le changement du système de gouvernement de la capitale pour une forme proche de celle proposée par Morrill. Ils estiment que ce changement est le seul moyen de mettre un terme aux conflits incessants avec le Congrès et de permettre d'assurer à la ville l'obtention des investissements dont elle a besoin. Parmi eux se trouvent notamment, David K. Cartter, président de la cour suprême, J. Ormond Wilson, responsable des écoles de la ville et A.C. Richards, responsable de la police⁵¹.

En octobre 1869, le *Star* remarque dans un éditorial que « le nombre de ceux qui continuent à espérer, contre tout espoir, que quelque chose pourra être fait sous la forme de gouvernement actuelle pour remettre les choses sur la bonne voie est petit et diminue chaque jour⁵². » Le

⁴⁹ “*the fragments of self-government which from the creation of this District had been accorded to its people; it subjects us to the rule of men utter strangers to our habits, feelings and interests.*” (Petition S39A-H3, 15 juin 1866; Journal 63rd Council, p. 438, 482)

⁵⁰ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 333.

⁵¹ *The Star*, 26 février, 5 mars 1867; Senate Miscellaneous Documents 24, 41st Cong., 1st Sess., Series 1399.

⁵² “*The number who continue to hope against hope that anything can be done under the present form of municipal government, to set things to rights here is small, and growing smaller every day.*” (*The Star*, 5 octobre 1869)

quotidien admet qu'un gouvernement local géré par un collège de commissaires pourrait être à la fois arbitraire et corrompu, mais souligne que « la plupart de nos citoyens, à notre avis, seront très heureux de courir le risque et tenter l'expérience. Si cela fonctionne mal, il sera facile de retourner au système de charte municipale. Les citoyens de Washington aimeraient un changement⁵³. » Néanmoins, c'est une réforme plus modérée qui prend peu à peu l'avantage, en tout cas auprès des élites locales, à savoir un gouvernement territorial élu, façonné sur la base des gouvernements des Territoires. Début 1870, 150 de ces Washingtoniens influents se réunissent à l'incitation d'Alexander Shepherd et réclament une demande de gouvernement territorial couvrant l'ensemble du District⁵⁴. Pour le *New Era*, le projet constitue un recul pour la capitale, en termes de gouvernement local, mais il permet d'éloigner les risques de déplacement de la capitale⁵⁵. La plupart des Washingtoniens pensent que le nouveau système fonctionnera correctement. Par-dessus tout, il renforce les chances de conserver la capitale.

En mars 1871, le Congrès alloue plusieurs millions de dollars à la construction à Washington d'un bâtiment destiné à accueillir les ministères des affaires étrangères, de la guerre et de la marine. Cet investissement massif réalisé dans le District calme une fois pour toutes les craintes de voir la capitale quitter le Potomac pour le Mississippi⁵⁶.

2. La révolution Shepherdienne

Parmi les raisons qui poussent les États de l'Ouest à réclamer le déplacement de la capitale à la fin des années 1860, l'état de cette capitale figure en bonne place. Il s'agit parfois même de la seule raison mentionnée dans la presse au cours des décennies suivantes lorsqu'il s'agit d'expliquer la tentative de déplacer le siège du gouvernement. En 1937, le *Washington Post* écrit ainsi que « les conditions étaient si intolérables ici pendant un certain temps que de sérieux

⁵³ “most of our citizens, we take it, will cheerfully stand the chances of the experiment. If it works badly it would be easy to return to a charter government. (...) The citizens of Washington would like a change.” (The Star, 5 octobre 1869)

⁵⁴ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 334.

⁵⁵ *The New Era*, 27 janvier, 10 mars 1870 ; *The Star*, 4 janvier 1870.

⁵⁶ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 339.

efforts furent menés pour déplacer la capitale nationale ailleurs, de préférence plus à l'Est⁵⁷. » Nous avons décrit plus haut les rues non pavées, boueuses en hiver, poussiéreuses en été, le manque d'infrastructures sanitaires qui équipent alors déjà les grandes villes du Nord⁵⁸.

Dès qu'il accède au BPW, Alexander Shepherd se fait fort de redorer le blason de la capitale. Ses trois années en tant que vice-président du Board puis gouverneur du Territoire lui permettent de niveler et de paver les rues existantes, d'en tracer de nouvelles, de développer un système d'égouts, de créer des parcs et des squares, etc. Le « Boss » a fait exploser la dette publique de Washington, mais est, ce faisant, parvenu à sécuriser le statut de la capitale.

« Shepherd, » écrit le *Washington Post* en 1902, a fait [de Washington] ce qu'elle censée devenir, la ville la plus belle de l'hémisphère occidental. C'est à lui que revient le mérite d'avoir mis pour toujours un terme aux aspirations de ceux qui ont proposé et soutenu les projets de déplacement de la capitale vers une implantation plus centrale⁵⁹. »

Désormais, pour la première fois de son histoire, Washington affiche un visage majestueux en harmonie avec son rôle et son statut de capitale. La ville rêvée par l'Enfant, avec ses larges avenues et ses bâtiments imposants, sort peu à peu des marécages et de la poussière pour devenir une réalité. Son avenir est assuré. Toute crainte de déplacement de la capitale a disparu⁶⁰.

Chose inconcevable quelques années auparavant, la ville devient même objet d'admiration. Pour les résidents, pour les visiteurs, pour les membres du Congrès⁶¹. Dès 1875, le *Harper's New Monthly Magazine* publie un article enthousiaste sur Washington. Il fait état de la modernité des systèmes d'égout, d'approvisionnement en eau et en gaz. L'amélioration des rues retient particulièrement l'attention. Le magazine ne tarit pas d'éloges sur le pavage le plus parfait et

⁵⁷ "So intolerable were the conditions here for a while that serious efforts were made to relocate the National Capital elsewhere, preferably farther to the West." (E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1))

⁵⁸ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 319.

⁵⁹ "[Shepherd] made it what it had been planned to be, the most beautiful city of the western hemisphere. To him is given the credit of ending forever the aspirations of those who proposed and furthered projects for the removal of the Capital to some more central location." ("A. R. Shepherd Dead: Man Who Made Capital Passes Away in Mexico," WP, 13 septembre 1902)

⁶⁰ H. BISSELLE, "When Uncle Sam Begged for a Loan – Capital's Progressive Development Traced Through History of its Financial Institutions," WP, 16 décembre 1928.

⁶¹ F. GUTHEIM, A. LEE, *Worthy of the Nation: Washington, DC, from L'Enfant to the National Capital Planning Commission*, 2006, p. 88.

silencieux au monde, pas plus que sur la végétation qui borde rues et avenues. Les squares, parés de leurs fontaines et de leurs statues retiennent également l'attention⁶². « L'ombre noire du 'Déplacement', qui a freiné tout investissement en infrastructures pendant de longues années, s'est effacée, et de cette obscurité a jailli la lumière, brillant avec l'édit royal, ESTO PERPETUA⁶³. »

C. De guerre en guerre, Washington renforce son pouvoir (1875-1955)

1. Un nouveau siècle s'ouvre sur une ville en transformation

Tandis que Washington s'étend, devient plus confortable et propose de meilleures conditions sanitaires, elle commence à attirer des résidents fortunés qui apprécient son ambiance cosmopolite. En découle l'accroissement de la richesse locale, non seulement sur le plan financier mais encore et surtout sur le plan culturel⁶⁴. Néanmoins, le rêve grandiose de Pierre Charles l'Enfant pour le *Mall* est encore loin d'être réalisé à la fin du XIX^e siècle.

Un pas supplémentaire en direction de ce rêve est effectué au début du siècle suivant. Le mouvement *City Beautiful*, que nous avons évoqué au chapitre 2, est une étape déterminante de l'embellissement de la capitale. Après le grand nettoyage et les travaux d'infrastructures réalisés sous Shepherd, l'heure est à la concrétisation des plans grandioses de Pierre L'Enfant. Le plan McMillan débouche sur de nouveaux aménagements du centre du District et la construction à court et moyen terme de nombreux édifices imposants, qui seront autant de symboles réaffirmés de la Nation américaine. Le mouvement *City Beautiful* et la Commission McMillan qui en découle marquent en effet la capitale d'une double manière. Sur le plan concret, la ville bénéficie de projets d'embellissement qui la rapprochent de l'idéal imaginé à sa création. Sur le plan symbolique, le District incarne à nouveau, en partie grâce à son embellissement, la superbe et l'autorité de l'État et de la Nation.

⁶² "The New Washington," *Harper's New Monthly Magazine*, février 1875, p. 317.

⁶³ "The black shadow of "Removal," which during so many years frightened off improvement, has faded away, and from out of its darkness has come light, blazing with the royal edict, ESTO PERPETUA." (WP, 1883, *op. cit.* (note 4))

⁶⁴ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

Au cours des années 1910, Washington devient de plus en plus une ville attractive pour les Américains. Les jeunes mariés, qui partaient auparavant par hordes en lune de miel aux chutes du Niagara choisissent désormais pour certains d'entre eux la capitale pour célébrer leur union, au cœur du symbole d'une autre Union. Autre signe que la ville s'impose dans la mythologie du pays, de plus en plus de lycées organisent des voyages scolaires à Washington, pour que les élèves voient de leurs yeux les lieux de décision politique du pays et les monuments à la mémoire de l'histoire nationale. Ils ne sont pas encore aussi nombreux qu'aujourd'hui, mais les prémices du culte de la mémoire sont en place, avec le *Washington Monument* comme pièce maîtresse.

Les étrangers ont alors encore (et toujours, finalement) de la ville une impression variable de la ville. Maud Paunceforte, fille de l'ambassadeur anglais, ne trouve pas le District très accueillant. Henry James, en revanche, estime que l'on y bénéficie d'une « qualité de vie extraordinairement facile et plaisante⁶⁵ ».

À l'orée de la Première Guerre mondiale, le discours tenu par les contemporains sur la capitale a évolué par rapport à celui qui prédominait au cours des années 1860 et même 1870. Les Commissaires, mais aussi la presse, évoquent désormais Washington avec fierté. Fierté pour sa superbe, fierté pour son incarnation auguste de la Nation, fierté pour ses institutions culturelles, artistiques et scientifiques en pleine expansion. L'autodérision est enfin sur le déclin⁶⁶.

2. La Première Guerre mondiale : Washington s'invite sur la scène internationale

Adieu la petite ville aux accents provinciaux. Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Washington pénètre de plein pied dans le concert des nations. Le nombre d'employés fédéraux affectés dans la ville triple en à peine plus d'un an. Il passe de de moins de 40,000 lors de l'entrée en guerre des États-Unis, le 6 avril 1917, à près de 118 000 à la signature de

⁶⁵ “*extraordinarily easy and pleasant quality of life*” (C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 188)

⁶⁶ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 171.

l'Armistice le 11 novembre 1918⁶⁷. Le résultat est une crise majeure du logement et une pression sur les infrastructures déjà décrites plus haut.

La guerre marque également la ville sur le plan moral, d'une façon violente et durable, mais relativement méconnue. Beaucoup de sacrifices ont été réalisés par la communauté locale pendant les années de conflit. Sa contribution à l'effort de la Nation se traduit non seulement en dollars sonnants et trébuchants mais également en vies humaines. La conscription est préparée et mise en œuvre dans la capitale avant que la loi s'appliquant au pays dans son ensemble ne soit votée. Au total, la ville compte 10 000 conscrits et 7 000 volontaires, en plus des 2 000 résidents qui étaient déjà dans les forces armées avant le conflit. Sur le plan financier, le District montre également l'exemple en collectant le double du quota de *Liberty Bonds* établi pour le District lors de la première levée de fonds et à chaque levée ensuite, à l'exception de la dernière. Pourtant, l'image de la capitale véhiculée à travers le pays, en particulier par les *war workers*, n'est pas celle d'une communauté contribuant aux côtés de ses compatriotes à l'effort de guerre. Les Washingtoniens sont plutôt qualifiés de « requins » (*rent sharks*) et de profiteurs, dans le contexte de crise du logement. Or si certains propriétaires abusent sans doute des conditions difficiles, la moyenne des prix des loyers n'augmente pas à cette époque dans la ville. Les Washingtoniens prennent ombrage des reproches et procès qui leur sont faits. Ils conserveront pendant plusieurs années le sentiment d'injustice et d'amertume dû à ces accusations, d'autant que les attaques se poursuivent au cours des années qui suivent. Les Washingtoniens sont accusés de manquer de cordialité et de chaleur, de ne pas être accueillants. Autant de critiques qui nourrissent le ressentiment desdits Washingtoniens⁶⁸. L'humeur est sombre dans la capitale. Il faudra attendre l'élection de Warren Harding en novembre 1920, puis la réouverture aux

⁶⁷ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

⁶⁸ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 242-243, 252, 257.

passants des abords de la Maison-Blanche au printemps 1921 pour qu'un semblant de légèreté réapparaisse dans la ville⁶⁹.

« Le vieux Washington a disparu pour ne jamais revenir », écrit Constance McLaughlin Green. « Il devint évident au cours des premiers mois de 1920 que l'intimité et la décontraction du vieux Washington étaient de l'histoire ancienne, » ajoute-t-elle⁷⁰.

Figure 76 - "Washington, nouvelle reine de beauté", The Baltimore Sun, 2 août 1936

Washington—New Queen of Beauty
THE FUTURE, AND PRESENT REALITY
 By J. FRED ESSARY

The general character of Washington is being changed by the Federal Reserve Bank and the Old State House. The new Federal Reserve Bank is a masterpiece of modern architecture, and the Old State House is being renovated to reflect the grandeur of the city. The National Mall is also being expanded and improved, and the city is generally being made more attractive and modern.

THE FEDERAL RESERVE BANK, ONE OF A EIGHTY ROW, FAR WEST OF THE MONUMENT

NO city in the world, perhaps, is so completely new as Washington, D.C. It is a city that has been built from scratch, and it is a city that is still being built. The city is a masterpiece of modern architecture, and it is a city that is generally being made more attractive and modern.

GENERAL SHAW OBSERVES THE MALL'S GROWING BEAUTY

General Shaw, who has been in the city for some time, has observed the growing beauty of the National Mall. He has seen the expansion of the mall and the improvement of the surrounding area. He has seen the city becoming more attractive and more modern, and he has seen the city becoming more beautiful and more interesting.

THE NEW INTERIOR BUILDING FORWARDS THE CLASSIC DESIGN

The new interior building, which is being built in the city, is a masterpiece of classic design. It is a building that is both beautiful and functional, and it is a building that is a credit to the city and to the country. It is a building that is a masterpiece of modern architecture, and it is a building that is a credit to the city and to the country.

La Grande Dépression qui débute en 1929 et marque les années trente aux États-Unis constitue une étape supplémentaire dans l'assise du pouvoir et de la prestance de la capitale.

Elle se caractérise en effet par la prise en main d'une grande part de l'économie par l'État, par le biais d'agences qui ont pour la plupart leur siège dans le District, en tant qu'agences fédérales.

Alors que le pays est en récession pendant des années, la ville n'en sort pas totalement indemne,

⁶⁹ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 275, 277.
⁷⁰ C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 257.

mais elle tire de nombreux bénéfices de cette situation. La création des « *alphabet soup agencies* » crée par la même occasion des emplois à Washington. La politique de grands travaux n'oublie pas la capitale. Le projet au long cours de *Federal Triangle*, détaillé au chapitre 2, a pour double conséquence de créer des emplois dans le secteur du BTP et de contribuer à l'embellissement de la ville. La réalisation de ces projets de grande ampleur dans le District marque les esprits et contribue à façonner la nouvelle image de Washington comme modèle d'urbanisme et capitale indiscutée, ainsi que le suggère l'article ci-dessous.

Enfin, le renforcement du pouvoir de l'État renforce mécaniquement la place de la capitale dans le pays. « Washington » commence à prendre son double sens de ville et de synonyme du pouvoir fédéral, pour le meilleur et pour le pire. Désormais, « Washington » prend les décisions économiques et politiques majeures.

Ce n'est pas un complet hasard si le District de Columbia se dote d'un drapeau distinctif précisément au crépuscule des années trente. Tous les États ont alors leur propre bannière, mais 30 à 40 grandes villes du pays également, parmi lesquelles Chicago, San Francisco ou Baltimore. Les DAR ont relancé l'idée au début de la décennie précédente. Leur combat aboutit finalement en 1938. Le choix effectué par la Commission du drapeau du District (*District Flag Commission*) avec l'appui de la CFA doit respecter six règles, parmi lesquelles la simplicité, la facilité de reproduction du drapeau. Celles-ci éliminent toute possibilité d'intégrer le sceau de la ville, le Capitole et tout autre monument au dessin. Une autre règle impose un lien historique avec le District. Le résultat final, dévoilé le 15 octobre 1938, est le projet de Charles A. R. Dunn : un drapeau blanc qui comporte deux bandes rouges dans sa moitié inférieure et trois étoiles rouges dans sa moitié supérieure, comme on peut le voir ci-après. Il s'inspire des armoires de la famille de George Washington, également visibles ci-après⁷¹.

⁷¹ C. DUNN, "The Origins of the District of Columbia Flag", *Records of the Columbia Historical Society of Washington, DC*, 1957-59, p. 82-86, "At Long Last the District May Wave Flag of Its Own", WP, 24 août 1938, p. 17, "15 Civic Groups Will Discuss Desire to Have District Flag", WP, 6 février 1938, p. S8, "Fine Arts Heads To Pick D.C. Flag", WP, 27 août 1938, p. 24, "District Flag Still Furled as the Fine Art Body Ponders",

Figure 78 - Armoiries de la famille Washington

Figure 77 - Drapeau du District



Ce n'est pas un hasard non plus si l'un des plus grands classiques du cinéma, tourné par Frank Capra dans la capitale voit le jour à cette période. *Mr. Smith Goes to Washington* (Monsieur Smith au Sénat) sort sur les écrans en 1939. La ville constitue à n'en pas douter, de par son statut de capitale, l'un des personnages principaux du film. Elle présente un visage janusien, incarnant à la fois le creuset des idéaux américains dans leur pureté la plus parfaite et l'ancre de la corruption, des manœuvres politiciennes et de la vacuité journalistique. La face vertueuse de la ville est d'ailleurs la clé du sursaut final de Jefferson Smith (James Stewart), qui puise au *Lincoln Memorial* l'inspiration et l'énergie dont il a besoin pour affronter la face vile et pervertie de la capitale ([annexe 1](#)).

Ces deux images concurrentes de Washington se développent au cours de ces années et persistent à ce jour. Washington fut un temps considérée comme un marécage, un trou boueux qui ne méritait pas d'incarner la nation. Elle commença ensuite à recueillir l'admiration des citoyens américains et des visiteurs étrangers pour son allure imposante. Dans l'entre-deux-guerres, cette image régaliennne se double d'une référence de plus en plus marquée à la fonction politique – et donc politicienne – de la ville. Le symbole de l'idéal démocratique devient

WP, 3 septembre 1938, p. X2; <http://www.mountvernon.org/educational-resources/encyclopedia/coat-of-arms/>; J. ABBOTT, R. CONWELL, *Lives of the Presidents a Graphic History of the United States*, 1902.

simultanément, dans un mouvement schizophrénique, le symbole des travers du monde politique, notamment sa corruption et sa déconnection avec le peuple.

Figure 79 - James Stewart montre le Capitole dans le film de Frank Capra « M. Smith au Sénat » (1939)



3. Washington, quartier général des Alliés

La Seconde Guerre mondiale affirme le pouvoir national de Washington et impose du jour au lendemain la ville sur la scène internationale. Aucun geste n'est ébauché dans le pays sans l'assentiment de la capitale. Aucun coup de feu n'est tiré par les Alliés sans un soutien de Washington. Le 7 décembre 1941 propulse le District au rang de centre névralgique du pays et de première ville au monde. Certes, la guerre est en préparation depuis des mois aux États-Unis, mais pour le District, le bombardement de Pearl Harbor change tout. La ville devient soudain le quartier général d'un pays en guerre, d'un pays qui en prend les commandes, avec la bénédiction de la Grande-Bretagne. Pour un temps, la ville n'a pas d'équivalent dans le monde.

Les autorités britanniques se rendent à l'évidence. Londres n'est pas le quartier général de la guerre. La Grande-Bretagne envoie donc outre-Atlantique un gouvernement miniature. Des

responsables chevronnés de chaque ministère et de chaque service majeur sont dépêchés à Washington afin de permettre la prise de décisions rapides. L'ambassadeur en poste est désormais Lord Halifax, qui a renoncé à son poste de ministère des Affaires étrangères pour diriger ce gouvernement « bis ». L'ambassade britannique connaît sa propre crise du logement. Elle doit être agrandie à plusieurs reprises puis louer des locaux supplémentaires pour accueillir ses milliers de nouveaux employés⁷².

Rares sont les pays qui ne font pas de même, à des échelles différentes bien entendu, preuve de la place des États-Unis et par conséquent de leur capitale sur la scène internationale. La représentation permanente de la Suisse, assurée avant la guerre par deux personnes, augmente rapidement pour atteindre 80 personnes. En effet, du fait de sa neutralité, le pays sert d'intermédiaire à de nombreux États qui n'ont plus de représentant aux États-Unis pendant la guerre. La Russie accroît également ses effectifs et étend donc son implantation dans la capitale. Le pays communiste choisit d'investir de grandes demeures dans lesquelles il installe des services qui vivent et travaillent dans les mêmes locaux. Le cloisonnement avec les Américains et autres étrangers est ainsi facilité⁷³.

Au cœur du dispositif militaire se trouve l'ancien siège du *Public Health Service*. Situé à deux pas de la Maison-Blanche, le bâtiment de marbre est choisi comme centre opérationnel par la hiérarchie militaire pendant les premières années de guerre. Dans le reste de la ville, les points névralgiques comme la Maison-Blanche et le Capitole sont protégés par des engins de défense anti-aérienne. Pour la première fois depuis 1861, la capitale redevient ville fortifiée.

Au-delà de son rôle de quartier général, la ville assume aussi un rôle national dans la conduite de la guerre. Sa situation géographique fait d'elle une étape presque obligatoire dans le transfert des troupes entre le Sud, où elles sont formées, et le Nord, d'où elles sont dépêchées sur le front. De nombreuses routes du District et de ses environs sont donc agrandies et renforcées pour

⁷² C. HURD, *Washington Cavalcade*, 1948, p. 269.

⁷³ *Ibid.* p. 269.

l'occasion. Ses terrains d'aviation militaires sont agrandis autant que possible. La ville compte également deux des plus grands hôpitaux militaires du pays. Le célèbre hôpital de l'armée de terre Walter Reed, situé dans le District même, est secondé par le centre médical naval de Bethesda (*Bethesda Naval Medical Center*), achevé peu avant la guerre d'après un plan du Président Franklin D. Roosevelt en personne⁷⁴. Les deux structures s'agrandissent autant que possible pour faire face aux milliers de soldats blessés rapatriés⁷⁵.

La capitale attire non seulement les patriotes et les Américains à la recherche d'un emploi, mais également tous ceux qui ont des biens ou des services à vendre, en particulier au gouvernement, à l'armée et à leurs employés. Les logements, nous l'avons vu plus haut, sont pris d'assaut et frappés de pénurie, tout autant que les bureaux. Les hôtels subissent le même sort. Alors que le Willard, le Mayflower et quelques autres hôtels logeaient facilement les visiteurs exigeants en temps de paix, le nombre de chambres devient soudain inadéquat, pour utiliser un euphémisme. C'est ainsi que le District bénéficie de la construction du seul grand hôtel bâti aux États-Unis entre le début et la fin de la guerre : le Statler⁷⁶.

L'augmentation du nombre d'hôtes de marque produit également un effet au cœur du pouvoir, à savoir la Maison-Blanche. La bâtisse n'a en effet pas été rénovée depuis les travaux engagés au début du siècle par Theodore Roosevelt et Franklin Roosevelt estime qu'elle ne permet plus en l'état de recevoir comme il convient les dignitaires étrangers qui se succèdent dans la capitale. Or il n'est pas jugé convenable de recevoir des chefs d'États et de gouvernements à Washington et de les envoyer ensuite passer la nuit dans un hôtel, aussi luxueux soit-il. Le décorum exige de les inviter à la Maison-Blanche, au moins pour une nuit. C'est ainsi que l'annexe de la Maison Blanche voit le jour. Le gouvernement achète *Blair House*, la rénove rapidement et en fait la Maison d'hôtes de la Maison-Blanche⁷⁷.

⁷⁴ W. RHOADS, "Franklin D. Roosevelt and Washington Architecture", *Records of the Columbia Historical Society*, Vol. 52, 1989, p. 149-158, Historical Society of Washington, D.C., 1989.

⁷⁵ C. HURD, *op. cit.* (note 72), p. 271.

⁷⁶ C. HURD, *op. cit.* (note 72), p. 272, 273.

⁷⁷ C. HURD, *op. cit.* (note 72), p. 273, 274.

N'oublions toutefois pas, au passage, que le District reste une ville, composée d'habitants soumis au rationnement d'essence et de nourriture, à une effroyable pénurie de logement et de matériaux divers, que ne permet pas de compenser l'apparition de nombreux bars à cocktails, souvent occupés par les Washingtoniens d'adoption tandis que « l'autre moitié » de Washington se languit dans des maisons d'impasse.

À la fin de la guerre, Washington est une ville changée. Sa position nationale est devenue incontestée. De plus, la capitale occupe désormais une place qui reflète la nouvelle position des États-Unis dans le concert des nations. Elle a acquis sur la scène internationale un rôle qui ne demande qu'à se développer à partir de 1945. Nous verrons dans la suite de ce chapitre comment la stature nationale de la capitale se perpétue dans l'après-guerre. Le positionnement de la ville sur le plan international sera l'objet du chapitre suivant.

II. Un théâtre privilégié de la politique nationale

A. Washington, vitrine et centre névralgique du pouvoir national

1. Le pouvoir mis en scène : la planification réfléchie de Washington

Washington, première capitale bâtie à partir de rien, est le fruit d'une réflexion peu commune, qui vise à en faire non seulement le siège d'un gouvernement mais encore et surtout un symbole de la puissance présente et à venir d'une jeune nation prometteuse. La ville doit donc être l'image de la beauté et de la superbe, mais elle doit avant tout porter une vision. Comme le dit si bien Jean Jules Jusserand en 1916, « elle doit être pleine d'intention, d'associations d'idées ; tout en elle doit être évocateur et avoir un sens et une *raison d'être* »⁷⁸.

Le plan conçu par Pierre-Charles l'Enfant en 1791 ([annexe 2](#)) poursuit ces deux lignes directrices complémentaires avec le même acharnement que son auteur. Les éléments fondamentaux du plan reposent sur l'idéal de grandeur et de beauté : la ville est planifiée sur

⁷⁸ *“it should be full of sentiment, of associations, of ideas; everything in it must be evocative and have a meaning and a “raison d'être”* (J-J JUSSERAND, *With Americans of Past and Present Days*, 1916, ch. 2, Major L'Enfant and the Federal City).

une étendue bien plus grande que ne l'indiquent les besoins de l'époque, en anticipation de sa croissance inexorable ; les rues et les avenues sont larges ; les perspectives et points de vue nombreux et majestueux ; les terrains mis à part pour recevoir des jardins, des parcs et autres fontaines sont légion⁷⁹ ; les différents éléments sont agencés avec une logique et une clarté éblouissantes⁸⁰.

Figure 80 - George Washington et Pierre-Charles L'Enfant explorent le site de la capitale en 1791⁸¹



L'aspect symbolique du plan, qui est complémentaire de son élégance, mérite ici des réflexions plus détaillées, puisqu'il s'agit de voir en quoi le plan même de la capitale constitue dans les années d'après-guerre et jusqu'à aujourd'hui une mise en scène du pouvoir. En 1995 Le président fictif Andy Shepherd explique avec aplomb cette mise en scène à Sydney Ellen Wade dans *The*

⁷⁹ Ils représentent 68 % de la surface de la ville initialement planifiée par L'Enfant (G. COYLER, *The L'Enfant Plan in Downtown Washington: Its History and Prospects For Survival*, 1987, p. 5.

⁸⁰ P. L'ENFANT, références inscrites sur la carte de 1791 ; J. REPS, *Washington on View: The Nation's Capital since 1790*, 1991, p. 4 ; E. KITE, *L'Enfant and Washington*, 1929, p. 14.

⁸¹ Fresque par Allyn Cox, New York, Granger Gallery.

*American President*⁸², mais ce n'est sans doute pas un argument suffisant ici, nous poursuivrons donc notre démonstration.

Rien dans le plan L'Enfant et dépoussiéré par la Commission McMillan au début du XXe siècle n'est le fruit du hasard. Tout a un sens. Les notes apposées par le père de la ville ne laissent aucun doute sur ce point et permettent de découvrir ses intentions, à savoir la symbolique associée au plan⁸³. La première observation mentionnée par L'Enfant sur le plan explique que le positionnement des édifices, squares et autres sites majeurs a avant tout été déterminé par la topographie des lieux. Le Français souligne que le plan doit tirer avantage de tous les artifices naturels qu'offre la ville : ses collines, ses vallées, ses ruisseaux, etc. (ce que montre la carte topographique en [annexe 3](#)). Les lieux qui ont été choisis sont ceux qui permettaient le mieux de mettre en valeur chaque élément du plan ainsi que de connecter ces éléments entre eux. C'est pour cette raison que la sélection de la taille et du tracé des rues et des avenues est d'une importance capitale : les grands bâtiments, monuments et autres parcs, bien que positionnés avantageusement, ne peuvent révéler tout leur sens individuellement. Ils doivent pour ce faire être connectés aux autres éléments de la ville. Les rues et avenues doivent donc être larges et longues, plantées d'arbres et orientées chacune d'une manière très précise pour permettre la mise en place de ces connections. Elles relient visuellement des sites topographiques idéaux situés à divers endroits du District et sur lesquels des édifices majeurs, des monuments ou des fontaines seront érigés⁸⁴. Le résultat est esthétique, mais l'objectif ne l'est que partiellement. Il est avant tout symbolique.

⁸² "Saviez-vous que les urbanistes qui ont construit Washington avaient pour objectif de bâtir une ville qui intimiderait et rendrait humbles les chefs d'État étrangers ? C'est vrai. La Maison-Blanche est de loin de meilleur avantage à domicile du monde moderne." (*"Did you know that the city planners, when they sat down to design Washington, D.C., their intention was to build a city that would intimidate and humble foreign heads of state? It's true. The White House is the single greatest home-court advantage in the modern world"*, *The American President*, Rob Reiner, 1998)

⁸³ Clarifions que nous ne parlons pas ici de la symbolique au sens de Dan Brown, aussi divertissante soit-elle, mais de mise en scène de l'espace pour incarner des idéaux tels que la démocratie.

⁸⁴ National Park Service, National Register of Historic Places, Registration Form, *L'Enfant Plan of the City of Washington*, District of Columbia, section 8, p. 1-3.

Le choix de l'emplacement du Capitole et de la Maison-Blanche, dans cet ordre, a été effectué dans cette logique après mure réflexion. Le Capitole est aux yeux de L'Enfant le cœur de la ville, car il est le cœur de démocratie étatsunienne. Il sera donc placé sur les hauteurs de Jenkins (*Jenkins Heights*), « qui se dressent comme un piédestal dans l'attente d'un monument⁸⁵ ».

Pour l'implantation du palais présidentiel, L'Enfant est guidé par deux considérations : d'une part, conserver une distance réduite avec le Congrès, d'autre part, offrir une vue imprenable sur le Potomac. Le lieu choisi, où se dresse aujourd'hui la Maison-Blanche, offre une belle vue sur le fleuve et n'est pas très éloigné du Congrès. Il ne se trouve toutefois pas à proximité immédiate de l'institution législative. En effet, pour L'Enfant, le maintien du décorum exige que le Président se rende au Congrès en véhicule et non à pied. Cela suppose que l'écart séparant les deux bâtiments, sans être trop grand, ne soit pas non plus trop restreint. D'où la distance préservée entre les deux édifices⁸⁶.

Depuis leurs promontoires respectifs, le Capitole et la Maison-Blanche, incarnations du pouvoir fédéral, surplombent le District comme les pouvoirs législatif et exécutif gouvernent le pays. Ils forment avec un troisième point un triangle qui a pris le nom approprié de *Federal Triangle*. Ce troisième point est l'emplacement du *Washington Monument*, au centre du *Mall*. À cet emplacement, L'Enfant prévoyait une statue équestre de George Washington. Le monument mettra du temps à se concrétiser. Ce ne sera pas une statue équestre mais un obélisque. En revanche, son rôle symbolique sera préservé. En effet, bien que légèrement décalé par rapport aux projets initiaux, le *Washington Monument* ancre définitivement le triangle fédéral amorcé par le Capitole et la Maison-Blanche. Il présente à ses trois angles respectifs le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et un hommage au héros de la révolution et Père de la Nation.

On peut s'étonner de l'absence du troisième grand pouvoir actuel, la Cour suprême, pour laquelle aucun site n'est spécifiquement réservé sur le plan de 1791. Des écrits antérieurs à 1791

⁸⁵ “*which stand as a pedestal waiting for a monument*” (L'Enfant cité in J-J JUSSERAND, *op. cit.* (note 78)).

⁸⁶ J-J JUSSERAND, *ibid.*

font référence à une « cour de justice », qui aurait pu être implantée sur une pente située juste au Nord de Pennsylvania Avenue, à l'endroit occupé aujourd'hui par *Judiciary Square*. Nulle référence à cette cour de justice dans le plan de 1791 toutefois, ce qui traduit une sous-estimation, volontaire ou non, du rôle du pouvoir judiciaire dans le système politique américain⁸⁷. Il faut admettre que le rôle aujourd'hui capital de la Cour suprême s'est développé au fil des ans et des arrêts majeurs rendus et qu'il n'était pas encore de cet ordre à la fin du XVIII^e siècle. Quelle qu'en soit la raison, la Cour suprême est l'édifice majeur le plus desservi par le plan L'Enfant et les modifications qui y ont été apportées ultérieurement.

Paradoxalement, cette omission renforce l'idée de symbolique et d'interconnections qui anime le plan initial de la ville. Elle rend même sa compréhension plus évidente. L'édifice qui abrite la Cour suprême entre 1945 et 1955 est le même que celui qu'elle occupe aujourd'hui : un temple majestueux et élancé, digne des temples de l'Antiquité. Construit en 1935, il se dresse fièrement au 1, First Street, NE, constituant au Nord un contrepoint à la bibliothèque du Congrès dont la masse imposante est installée à ses côtés en face du Capitole. Le bâtiment est de taille, preuve de l'importance de la Cour suprême au sein de l'État américain. Mais l'édifice n'est pas mis en valeur comme le sont le Capitole, la Maison-Blanche ou le *Washington Monument*. D'une part, car son site est moins avantageux. Il ne fait pas partie des sites sélectionnés initialement pour leur topographie intéressante. D'autre part, car il n'est pas connecté aux autres composantes du gouvernement de manière aussi réfléchie que les bâtiments cités à l'instant. Par conséquent, toute personne qui se rend devant la Cour suprême ressent à la fois émerveillement devant la superbe de l'édifice et les idéaux qu'il inspire et étonnement quant à son cadre, sa façon d'être posé presque au hasard, coincé dans une rangée d'autres bâtiments imposants, un parmi d'autres, ce qui lui retire une part de sa symbolique. Le contre-exemple de la Cour suprême renforce l'idée selon laquelle le soin attaché à l'implantation individuelle de chaque édifice est

⁸⁷ M. BEDNAR, *L'Enfant's Legacy: Public Open Spaces in Washington*, 2006, p. 14; L. VALE, *Architecture, Power and National Identity*, 1992, p. 61, 63.

nécessaire mais non suffisant : une grande attention doit également être portée à la mise en relation des édifices et monuments entre eux, afin de créer une dynamique et du sens. Dans cette perspective, l'exemple que l'on ne peut omettre est celui de Pennsylvania Avenue.

Pennsylvania Avenue est LA grande avenue de la Nation, imaginée comme telle par L'Enfant à quelques détails près. Reliant le Capitole et la Maison-Blanche, elle doit être à la fois majestueuse, élégante et pratique. Elle finit par le devenir au bout de quelques décennies et s'impose avant le *Mall* comme le lieu par excellence des célébrations. Nous avons déjà évoqué au chapitre deux la manière dont le *Treasury Building*⁸⁸ et le *State, War, and Navy Building*⁸⁹ rompent la perspective qui devait s'ouvrir sur Pennsylvania Avenue depuis la Maison-Blanche, et réciproquement. La portion continue de Pennsylvania Avenue qui demeure entre la Maison-Blanche et le Capitole reste tout de même l'Avenue de la Nation, imposante par sa grandeur, sa largeur, et l'ensemble des édifices tant imposants qu'importants qui la bordent, renforçant mutuellement leur superbe en se tenant côte à côte. Les Archives Nationales sont l'un d'eux, le ministère de la justice en est un autre. « Penn Ave » est après la guerre le lieu des grands défilés et des commémorations nationales majeures, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre. Le second grand lieu public de la capitale est le *Mall*.

Le *Mall* occupe une place à part dans la symbolique démocratique américaine. Il est devenu au fil des décennies un lieu national de célébration et de revendication. Sur le *Mall* se sont réunies plus de 70 000 personnes le 9 avril 1939 pour écouter Marian Anderson chanter depuis le *Lincoln Memorial*. Sur le *Mall* se sont réunies plus de 200 000 personnes, le 28 août 1963, pour entendre le célèbre discours de Martin Luther King « *I Have a Dream* ». Sur le *Mall* se sont réunies près de 2 millions de personnes le 20 janvier 2009 pour l'investiture de Barack Obama, établissant un record historique⁹⁰. Un record qui sonne comme une revanche de L'Enfant. Cette

⁸⁸ Construit entre 1836 et 1869

⁸⁹ Construit entre 1871 et 1888

⁹⁰ Les chiffres sont contestés, celui le plus souvent avancé, notamment avec l'assentiment du NPS est de 1,8 millions de personnes. Le record précédent était détenu (les chiffres étant pareillement discutés) par l'investiture de Lyndon B. Johnson le 20 janvier 1963, avec 1,2 millions de personnes. (M. RUANE, A. DAVIS, "D.C.'s

large et longue promenade est en effet imaginée dans le plan du Français comme l'espace public par excellence, le plus grand de tous ces parcs et espaces verts aménagés qu'il a couchés sur le papier. Elle a pour but de relier de manière grandiose deux des sommets du triangle fédéral : le Capitole et le monument à la mémoire de George Washington. Une fois encore il ne s'agit pas seulement de relier ces deux endroits pour des raisons pratiques mais de les mettre en valeur en leur permettant de se répondre dans l'espace urbain. Le *Mall* met du temps à devenir réalité. L'espace qu'il occupe actuellement est un temps laissé à l'abandon, un temps défiguré par une gare de chemin de fer et maints autres obstacles. Le mouvement *City Beautiful* et la Commission McMillan lui redonnent sa superbe, imaginée à la fin du XVIII^e siècle, qui naît d'abord sur le papier avant de se concrétiser.

La construction du *Lincoln Memorial*, inauguré en 1922, et les travaux paysagers menés pendant la Grande Dépression viennent parfaire le projet de promenade nationale amorcé par L'Enfant. Etendu, le *Mall* est pourvu d'un second monument qui consacre Abraham Lincoln, incarnation de l'Union (et généralement cité aux côtés de George Washington comme l'un des trois plus grands Présidents de l'histoire du pays). Le *Mall* est ainsi confirmé à la fois comme espace public et comme espace de l'Union, le lieu par excellence de l'expression publique et de la liberté d'expression dans le pays⁹¹.

La symbolique du *Mall* demeure au cours des années d'après-guerre, même s'il n'est alors pas à son heure de gloire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, comme pendant la Première, il a vu fleurir des *tempo*s, bâtiments temporaires déjà évoqués plus haut. Certains de ces *tempo*s ont vécu bien plus longtemps que prévu, car le dernier ne disparut qu'en 1971. En 1945, l'espace public qu'est le *Mall* n'a pas encore été reconquis, sorte de métaphore d'un pays en pleine métamorphose.

Inauguration Head Count: 1.8 Million", WP, 22 janvier 2009; "Inaugural crowd size reportedly D.C. record", *The Boston Globe*, 22 janvier 2009, D. HANSEN, *The Dream: Martin Luther King, Jr., and the Speech that Inspired a Nation*, 2003, p. 177)

⁹¹ E. KITE, *op. cit.* (note 81), p. 53.

Enfin, le caractère distinctif majeur du plan L'Enfant est sa forme d'ensemble. Il combine le plan hippodamien classique (dont les rues rectilignes se croisent à angle droit, créant des blocs carrés ou rectangulaires), appliqué dans la plupart des villes américaines, avec un modèle plus fantasque de diagonales, qui se superposent au plan orthogonal, créant un certain nombre de points remarquables (*focal points*). Ils apparaissent clairement dans le plan présenté au chapitre 2 (fig. 23). C'est cette approche originale qui permet à L'Enfant de dérouler ensuite sa logique de mise en perspective et de mise en regard des différents points remarquables pour mieux les sublimer. Grâce à ce plan, les édifices, squares, rues et avenues dialoguent. Les jeux de perspective et les points de vue sont ainsi démultipliés⁹². Nous revenons une fois de plus au propos double de l'Enfant : esthétique et symbolique.

Les squares et *circles* (ces grands ronds-points aménagés dont l'allure tient à la fois du jardin paysager et du square) constituent la plupart de ces points remarquables. Dans le plan de L'Enfant, ils avaient un rôle symbolique très fort. Chacun des 13 États de l'Union devait avoir le sien, signe de l'indépendance relative de chaque État fédéré, mais tous étaient interconnectés par les grandes avenues caractéristiques du plan de la capitale, « comme les États-Unis eux-mêmes sont liés par la Constitution »⁹³. Le projet ne se réalisa pas dans son intégralité, mais les squares et les *circles* restent des points particuliers de la ville, utilisés pour saluer des héros nationaux. Ils jouent ainsi au moins partiellement leur rôle de monuments à la nation⁹⁴.

Le plan L'Enfant n'a pas seulement fait l'unanimité dès sa conception aux États-Unis, il a également été célébré dans le monde entier, où il a inspiré les plans de plusieurs capitales parmi lesquelles Canberra et New Dehli⁹⁵.

⁹² G. BROWN, *The Making of a Plan for Washington City*, 2 janvier 1902, in Senate Committee on the District of Columbia, Park Improvement papers, n°13, McMillan Commission papers, 1902, p. 214.

⁹³ “*much like the United States themselves bound together by the Constitution.*” (National Register of Historic Places, *op. cit.* (note 84), p. 8)

⁹⁴ J. REPS, *Washington on View: The Nation's Capital since 1790*, 1991, p. 4.

⁹⁵ National Register of Historic Places, *op. cit.* (note 84), p. 1-9.

2. Washington, incarnation du pouvoir politique

Devenue capitale indiscutée du pays, Washington s'impose insensiblement comme l'incarnation du pouvoir politique national. Au fil des décennies, l'Union s'est formée, brisée, ressoudée, puis étendue. Le pays s'est agrandi. Le gouvernement fédéral s'est développé, notamment à la faveur des crises et des guerres⁹⁶. Il a, ce faisant, gagné de plus en plus de pouvoir. Peu à peu, ce pouvoir devient « Washington ». L'évolution graduelle qui aboutit à cette situation peut être observée en parcourant la manière dont les quotidiens nationaux évoquent la ville au fil des années et des décennies. Pour des raisons évidentes, nous n'avons pas utilisé le *Washington Post*, qui n'est pas seulement un grand quotidien national mais également un journal local. Nous nous sommes livrés à l'exercice en utilisant le *New York Times*, le *Chicago Tribune* et le *Baltimore Sun*.

Des années 1830 aux années 1880, l'identité de Washington n'est pas encore totalement fusionnée avec celle de l'État fédéral. Les chroniques concernant la politique nationale, les travaux du Président et ceux du Congrès, évoquent souvent la capitale, mais comme lieu des événements mentionnés, pas en tant que métonymie du gouvernement national. Ainsi, ces chroniques sont intitulées « *From Washington* », « *News from Washington* », « *Washington News* », « *Washington Items* », « *Washington Affairs* », « *Washington* », « *Washington Politics* », ou encore « *Washington Notes* »⁹⁷.

Les deux décennies suivantes ne montrent pas d'évolution significative dans l'évocation du nom de la capitale. Le changement se produit plutôt sur le sujet des articles. Alors que la politique était auparavant le sujet le plus largement traité quant à la capitale, elle laisse désormais le haut du pavé à la vie mondaine et aux résultats sportifs.

⁹⁶ Pour un panorama des théories de croissance de l'État, voir D. LOWERY, W. D. BERRY, "The Growth of Government in the United States: An Empirical Assessment of Competing Explanations", 1983, p. 667-676.

⁹⁷ "WASHINGTON: Doings in Congress", *New-York Daily Times*, 9 avril 1852, p. 3; "Correspondence from Washington City", *Chicago Daily Tribune*, 4 février 1853, p. 0_2; "Washington Matters", *Chicago Daily Tribune*, 21 mars 1853, p. 0_2; "Politics in Washington", *Chicago Daily Tribune*, 25 septembre 1854, p. 0_2.

La métonymie apparaît lors des années 1910. « Washington » devient synonyme d'« États-Unis » dès qu'il est question de diplomatie et d'affaires étrangères. Cet usage se développe à partir de 1913 et s'impose au cours des années qui suivent. Un article est par exemple intitulé « Washington pense que le problème de sous-marin peut être résolu », un autre « Un sous-marin coule un navire américain, sauve son équipage et aide au débarquement ; Washington déclare que le traité a été violé »⁹⁸.

Figure 81 - « Une » du New York Times, 27 juillet 1915



C'est au cours des années 1920 que l'on commence à voir « Washington » utilisé comme métonymie nationale, pour signifier « gouvernement fédéral ». Mais alors que l'usage international du nom de la ville a été adopté et généralisé très vite, son usage national reste parcimonieux au cours des années 1920 et des deux décennies qui suivent. Il est plus courant après la Seconde Guerre mondiale puis au cours des années 1950⁹⁹.

⁹⁸ "Washington Thinks Submarine Problem Will Be Solved", NYT, 6 juillet 1915, p. 1; "Submarine Sinks an American Ship, Saves her Crew and Aids Landing; Treaty violated, says Washington", NYT, 27 juillet 1915, p. 1. Un autre exemple est l'article suivant, du *Chicago Tribune* : "Britain as Ally to Guard Canal: Washington Kept Fully Posted on Strengthening of West Indies Forts"; *Chicago Daily Tribune*, 10 août 1913, p. A2.
⁹⁹ R. OULAHAN, "Washington Firm on Navy Program", NYT, 20 janvier 1930, p. 1; "Washington to Increase Federal Staff by 85,000", NYT, 19 janvier 1942, p. 19; "Washington Maps a Plan for Atomic-Bomb Defense", NYT, 28 octobre 1951, p. 133.

La signification qui se cache derrière « Washington », lorsque le nom de la capitale est utilisé sur le plan national n'est pas très nette. Il s'agit tantôt du Congrès, tantôt du Président et de ses ministres, tantôt des deux, même lorsqu'ils sont de couleur politique différente et que les regrouper sous le même vocable n'a pas grand sens. « Washington » désigne parfois aussi des agences fédérales. Le résultat est qu'en incarnant de manière vague les institutions gouvernementales qui se trouvent dans le District, Washington favorise (à son corps défendant¹⁰⁰) l'amalgame entre des institutions et des pouvoirs distincts et participe paradoxalement de la désincarnation du politique. De plus, l'usage de « Washington » pour signifier l'État fédéral au sens large aboutit à amalgamer les pouvoirs exécutif et législatif entre eux comme nationaux et à les distinguer de l'échelon local.

Initialement, la nuance entre échelon fédéral et échelon local n'a pas la connotation négative qu'elle véhicule aujourd'hui. De nos jours, l'usage de « Washington » comme métonymie de l'État fédéral est extrêmement péjorative, comme l'on évoque « Bruxelles » en France pour parler de la Commission européenne. Le mouvement du *Tea Party* l'emploie très fréquemment pour souligner la déconnexion qui existe selon lui entre l'État (et ses représentants) et les citoyens. Le sénateur américain Rand Paul déclarait par exemple en mai 2010 :

« Washington ne fonctionne plus du tout. (...) Il est temps de rendre des comptes et ce mouvement, ce mouvement du *Tea Party*, est un message à Washington disant que nous ne sommes pas contents et que nous voulons que les choses soient faites autrement. (...) Ce que je dis à Washington, c'est 'Attention, nous arrivons'¹⁰¹. »

Une déclaration plus imagée encore est celle faite la même année par Ken Buck, candidat du *Tea Party* aux primaires sénatoriales républicaines dans le Colorado. Il s'exclame : « j'ai des bottes de cowboys, il y a de la merde dessus. Et c'est de la merde du comté de Weld, pas de la

¹⁰⁰ Ou à l'insu de son plein gré, comme diraient d'aucuns.

¹⁰¹ "Washington is horribly broken. (...) We are encountering a day of reckoning and this movement, this Tea Party movement, is a message to Washington that we're unhappy and that we want things done differently. (...) What I say to Washington is, 'Watch out, here we come. (...)'" (Rand Paul, discours du 18 mai 2010 à Bowling Green, Kentucky)

merde de Washington¹⁰². » Aujourd’hui, dans un contexte politique national, « Washington » est devenu synonyme de *Big government*, de politique politicienne, de cynisme, de lobbysme, etc. tout à la fois. L’usage de ces amalgames, lui, s’appelle le *Washington-Bashing* (« Cassons Washington »).

Comment en est-on arrivé là ? Petit à petit, comme pour beaucoup de choses. Les déclarations populistes du *Tea Party* ne sont pas nées du jour au lendemain. Depuis la création de l’Union, à la fin du XVIII^e siècle, une partie des Américains ont conservé une certaine méfiance vis-à-vis du gouvernement fédéral¹⁰³. Aux origines, la vision d’Alexander Hamilton et des fédéralistes, favorables à un État central puissant, s’opposait à celle de Thomas Jefferson, qui mettait en garde contre les dangers d’une concentration trop forte du pouvoir. Cette méfiance a été entretenue au fil des décennies par des mouvements populistes successifs. Le Président Andrew Jackson¹⁰⁴, élu en 1828, en est l’un des représentants, animé comme Jefferson par la crainte d’un pouvoir trop centralisé. Huey Long en est un autre.

Pour « Washington », le glissement de sens entre l’incarnation de l’État et celle de la politique politicienne s’est produit insensiblement, au fur et à mesure que la crainte envers une concentration trop forte du pouvoir se transformait en défiance vis-à-vis de l’État fédéral (et de tout ce qu’il représente en termes d’empiétement sur les libertés individuelles). L’une des causes à la fois de la défiance croissante envers le politique et du lien sous-entendu qui est fait entre Washington et la politique politicienne est le développement du lobbysme dans la capitale.

Les lobbyistes apparaissent dans la capitale dès le XIX^e siècle. L’État fédéral ne dispose alors pas encore de son pouvoir actuel. Les pressions sont donc davantage exercées au niveau local,

¹⁰² “*I have cowboy boots, they have real bullshit on them. And that’s Weld County bullshit, not Washington, D.C., bullshit.*” (Ken Buck, 17 juillet 2010). Ken Buck joue ici sur le double sens de *bullshit*, qui veut à la fois dire “merde” et “foutaises”.

¹⁰³ Pour une histoire claire et concise de l’idée populiste aux États-Unis, voir l’excellent article de Pierre Mélandri : P. MELANDRI, « La rhétorique populiste aux États-Unis », 1997, p. 184-200.

¹⁰⁴ Rendu célèbre dans *The West Wing* par Leo McGarry et son *Big Block of Cheese Day* (Saison 1, épisode 5, “*The Crackpots and These Women*”)

qui détient le plus de prérogatives en matière économique¹⁰⁵. Washington compte toutefois déjà des lobbyistes. L'extrait ci-dessous, du *New York Daily Times* du 31 décembre 1856, est trop révélateur pour être passé sous silence :

« Il y a une catégorie d'agents professionnels qui ont pour habitude de hanter les vestibules du Congrès, pour se jeter sur toute mesure impliquant de l'argent qui pourrait être évoquée. (...) Cette catégorie de fainéants des vestibules est devenue une sérieuse nuisance. Son existence peut être considérée comme une disgrâce pour la capitale et pour le pays tout entier. (...) À Washington, ces temps-ci, ils pullulent. Ils rôdent dans les couloirs du Congrès comme des bandits de grands chemins. Ils bloquent le fonctionnement de l'appareil législatif national et, par des dessous de table et des bouteilles¹⁰⁶, gênent continuellement ceux à qui notre intérêt général a été confié¹⁰⁷. »

C'est également au cours des années 1850 que le fabricant d'armes Samuel Colt fait gracieusement apporter des pistolets aux législateurs afin d'obtenir l'extension d'un brevet¹⁰⁸. Le lobbying change d'échelle entre 1869 et 1877, sous la présidence d'Ulysses S. Grant, qui est connue pour la notion flexible de l'éthique qui y avait cours. Les pressions portent alors sur le domaine des chemins de fer et des prix du coton¹⁰⁹. Des années 1880 aux années 1920, les milieux progressistes et réformateurs accusent fréquemment les lobbyistes de corrompre le système politique, preuve de la pérennisation de la pratique¹¹⁰. En 1928, l'élection de Herbert Hoover à la présidence est entachée d'accusations suite à des versements et services accordés au Républicain par l'*American Tariff League*, sans être rendus publics¹¹¹.

Le développement du lobbysme amène le Congrès à adopter en 1946 la première loi importante dans le domaine. Le *Federal Regulation of Lobbying Act* impose aux personnes qui consacrent la moitié de leur temps de travail ou davantage à des activités de pression politique

¹⁰⁵ D. E. DEKIEFFER, *The Citizen's Guide to Lobbying Congress*, 2007, p. 1-7.

¹⁰⁶ D'où le terme actuel de pot-de-vin.

¹⁰⁷ "There is a class of professional agents who are accustomed to haunt the lobbies of Congress, - to fasten upon all measures involving money that may be talked about (...) This class of lobby loafers has become a serious nuisance. Its existence can be regarded as a disgrace to the Capital and to the country (...). Washington, at this moment, swarms with them. They hover about the halls of Congress like bandits about a traveled highway. They block the wheels of National legislation, and by bribes and bottles are continually tampering with those to whom are intrusted our public interests." ("The Lobby at Washington", *New York Daily Times*, 31 décembre 1856, p. 4)

¹⁰⁸ E. DWOSKIN, "A Brief History of Lobbying", *Business Week*, 7 juin 2012.

¹⁰⁹ M. THOMPSON, *The "Spider Web": Congress and Lobbying in the Age of Grant*, 1985.

¹¹⁰ E. CLEMENS, *The People's Lobby: Organizational Innovation and the Rise of Interest-Group Politics in the United States, 1890-1925*, 1997; "Washington Sees New Style Lobby", *Chicago Daily Tribune*, 8 juin 1913, p. I20.

¹¹¹ "National Affairs: Light on Lobbying, Cont.", *Time Magazine*, 3 février 1930 (<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,738511,00.html>)

de s'inscrire auprès des autorités. En août 1949, le Congrès autorise la création d'une commission d'enquête sur « toutes les activités de pression destinées à influencer, favoriser, promouvoir ou retarder des projets de loi¹¹² ». C'est d'ailleurs suite à la création de cette commission que la Cour suprême, saisie sur le sujet, rend en mars 1953 l'arrêt *United States v. Rumely*, définissant le lobbying de manière plus restreinte comme les « interventions engagées directement à l'attention du Congrès, de ses membres ou de ses commissions¹¹³ ».

Les mesures prises en 1946 et 1952 par le Congrès témoignent de l'ampleur prise par le lobbying au milieu du XX^e siècle dans la capitale. Au fil des scandales et des articles de journaux sur le sujet, un lien s'est établi peu à peu entre la ville et les manœuvres politiciennes et la corruption qui y prenaient place et Washington est devenu synonyme de politique politicienne et de déconnexion des réalités du terrain.

Dans les années d'après-guerre, la connotation négative qui a cours aujourd'hui n'est pas encore manifeste. L'usage de « Washington » est généralement factuel et sans sous-entendu. Des allusions à la déconnexion entre les « experts » des ministères et les besoins locaux apparaissent parfois. C'est le cas dans cet article du *Chicago Daily Tribune* paru juste avant la guerre, en 1938, qui s'intitule « Washington déplace la *Corn Belt* » et qui détaille par le menu comment le gouvernement décide du nombre d'hectares de maïs qui peuvent être cultivés dans l'Illinois, l'Iowa et certaines parties de 10 autres États¹¹⁴. Néanmoins, la métonymie n'est pas encore devenue insultante : Washington n'est pas encore réduite à un rôle de politique de bas étage. La capitale possède alors toujours le lustre de la politique au sens noble du terme. Les premiers signes commencent toutefois à apparaître. Ce n'est en effet pas un hasard si les principaux films qui sont tournés à Washington à cette période traitent de corruption. C'est le cas de *State of the*

¹¹² “all lobbying activities intended to influence, encourage, promote, or retard legislation.” (*United States v. Rumely*, 345 U.S. 41, 1953 ; <http://www.archives.gov/legislative/guide/house/chapter-22-select-lobbying.html>; “House Select Committee on Lobbying Activities”, *The University of Chicago Law Review*, Vol. 18, No. 3 (Spring, 1951), p. 647-657)

¹¹³ “representations made directly to the Congress, its members, or its committees.”

¹¹⁴ “Washington Moves the Corn Belt South”, *Chicago Daily Tribune*, 23 mai 1938, p. 12.

Union, le film de Frank Capra avec Spencer Tracy et Katharine Hepburn sorti en 1948, dans lequel un candidat aux élections présidentielles dénonce la corruption. C'est également le cas dans *Born Yesterday*, tourné en 1950 par George Cukor avec Judy Holliday et William Holden. Dans ce film, un magnat véreux amène sa maîtresse avec lui à Washington alors qu'il tente de corrompre un député. Une illustration supplémentaire de l'instrumentalisation de la capitale par des porteurs d'intérêts.

3. La Première Ville : Washington, demeure du président des États-Unis

En tant que capitale, Washington est le lieu de résidence du président américain. Ce fait n'est pas anodin. Il crée entre la ville et son hôte de marque un lien tout particulier, qui s'exprime en de nombreuses occasions, parfois nationales, parfois plus locales. Chacune de ces occurrences renforce la place de Première Ville de Washington, en soulignant son lien avec le pouvoir fédéral.

a) *L'investiture présidentielle : une grande messe quadriennale*

UNE PRATIQUE ANCRÉE DANS L'HISTOIRE

L'investiture d'un président des États-Unis est un événement majeur de la vie politique américaine. Elle est l'occasion, une fois tous les quatre ans, de célébrer le Premier citoyen du pays ainsi que les grands principes autour desquels la nation américaine s'est fédérée. Les traditions qui entourent l'investiture se sont forgées et enrichies au fil des décennies à force d'initiatives nationales et locales, jusqu'à en faire la grande célébration qu'elle est dans les années d'après-guerre. La prestation de serment en est naturellement l'élément central, le seul requis par la Constitution. Le discours inaugural en est presque indissociable. Il est l'occasion pour chaque président de confirmer ou d'annoncer les grands axes de sa politique. Les deux éléments plus festifs que sont le défilé et le bal viennent rapidement s'ajouter au corpus inaugural, le second étant moins systématique et plus secondaire.

Le District de Columbia est associé dès sa naissance aux cérémonies d'investiture présidentielle. L'investiture de Thomas Jefferson se tient en effet dans la capitale en mars 1801,

soit quelques mois à peine après que la ville est officiellement devenue capitale des États-Unis d'Amérique. Le District n'est toutefois pas le lieu de la première investiture, celle du président George Washington, qui se déroule à New York le 30 avril 1789.

En 1801, la prestation de serment de Thomas Jefferson se déroule en toute simplicité, selon la volonté du Président. Il se rend à pied au Capitole pour la cérémonie et s'en retourne ensuite à son domicile de la même manière. Lors de sa seconde investiture, en 1805, Jefferson est salué sur son passage tandis qu'il regagne à cheval la Maison-Blanche. Le petit rassemblement spontané qui prend place cette année-là deviendra peu à peu un défilé massif et très codifié, la troisième composante d'un triptyque composé par ailleurs de la prestation de serment et du discours inaugural.

Quatre ans plus tard, lors de l'investiture de James Madison, le premier bal inaugural officiel (*Inaugural Ball*) est organisé. Il est le premier d'une longue et croissante lignée. Ces bals quadriennaux deviennent rapidement des événements très prisés dans la capitale. En 1837, il s'en tient pour la première fois deux. En 1841, William H. Harrison participe aux trois qui sont organisés. À l'approche de chaque investiture, les interrogations sur le lieu où se tiendra le bal alimentent les discussions dans la haute société washingtonienne, pour laquelle il constitue un rendez-vous important. Ce lieu doit être à la hauteur de l'évènement. Il s'agit parfois de

Figure 82 - Bal inaugural de Benjamin Harrison au Pension Building (1889)



structures temporaires construites spécialement pour l'occasion. Il s'agit régulièrement aussi de

lieux prestigieux de la capitale. C'est le cas entre 1885 et 1909, lorsque le *Pension Building*¹¹⁵ accueille avec splendeur l'événement¹¹⁶. Cette tradition centenaire¹¹⁷ est suspendue par Woodrow Wilson lors des cérémonies de 1913. Le nouveau président et son épouse estiment que ces célébrations festives sont trop coûteuses et entachent la solennité de l'occasion. Au cours des décennies qui suivent, aucun bal officiel n'est organisé, notamment du fait du contexte économique difficile puis de la guerre, qui incitent à la sobriété et découragent les célébrations grandioses. Entre 1913 et 1949, il revient donc aux Washingtoniens d'organiser des bals caritatifs, soirées de célébration qui se déplacent de la scène publique à la scène privée¹¹⁸. Les *charity balls* deviennent la nouvelle tendance et une nouvelle institution qui s'est développée depuis.

La tradition est ranimée par Harry Truman en 1949. La guerre étant finie, il semble désormais plus approprié de réinvestir officiellement l'aspect festif des cérémonies d'investiture. En 1953, Dwight Eisenhower poursuit dans le même esprit, bien que la guerre de Corée soit encore en cours. Face à la forte demande de tickets, ce sont même deux bals qui sont organisés cette année-là. La tradition se poursuit depuis avec ferveur¹¹⁹.

Parallèlement, la tradition des défilés inauguraux amorcée par Thomas Jefferson se développe et s'organise. Elle devient la suite logique de la prestation de serment et du discours inaugural, proclamé depuis le portique Est du Capitole¹²⁰. L'investiture de Martin Van Buren, en 1837, marque la première apparition d'un programme officiel pour les événements de la journée, signe que les différentes composantes de la journée se codifient. Elle marque également la première apparition de chars décorés dans le défilé¹²¹. Les célébrations prennent de l'ampleur lors de

¹¹⁵ Qui abrite aujourd'hui le remarquable *National Building Museum*.

¹¹⁶ <http://www.inaugural.senate.gov/days-events/days-event/inaugural-ball> (consulté le 21 janvier 2013)

¹¹⁷ Entre 1809 et 1909, chaque investiture présidentielle a été l'occasion de tenir des bals officiels à trois exceptions près lors des années 1821, 1853 et 1877 (J. BENDAT, *Democracy's Big Day: The Inauguration of Our President, 1789-2013* n. 143)

¹¹⁸ J. BENDAT, *ibid.*, p. 143; WP, 26 décembre 1948.

¹¹⁹ <http://www.inaugural.senate.gov/days-events/days-event/inaugural-ball>

¹²⁰ "Presidential Inaugurations: Some Precedents and Notable Events", <http://memory.loc.gov/ammem/pihtml/pinotable.html>, 20 janvier 2013

¹²¹ *Washington Star*, 3 avril 1905 ; F. FOX, *Washington, D.C.: The Nation's Capital*, 1929.

l'investiture suivante, celle de William H. Harrison. Grâce au développement du chemin de fer, Washington se trouvait désormais à portée de bien plus de visiteurs qu'auparavant. Ils se pressent donc en nombre à l'investiture du nouveau président, qui défile à quatre reprises sur Pennsylvania Avenue au son des canons et des feux d'artifice¹²². Un comité d'organisation officiel est mis en place pour la première fois afin de prendre en charge le défilé, preuve de sa dimension croissante. Détail non négligeable pour la capitale, les membres sont nommés par la section *locale* du parti victorieux aux élections nationales. Ce sont donc les Washingtoniens qui sont responsables de cette tâche¹²³.

Lors de l'investiture de Zachary Taylor, en 1849, les points de vue depuis les fenêtres donnant sur Pennsylvania Avenue sont vendus à cinq dollars pièce. Vingt ans plus tard, ils se négocient entre 25 et 50 dollars pour l'investiture d'Ulysses S. Grant. Les cérémonies rencontrent un tel succès qu'il devient difficile pour la ville de loger tous les visiteurs. L'investiture de Grover Cleveland, en 1885, reste dans les annales comme particulièrement enthousiaste. Le mérite en revient en partie au *Washington Post*, qui a exercé des pressions pour faire de la journée d'investiture une journée de célébration destinée à mettre en valeur la capitale et y créer de l'animation. L'entreprise est un succès. Les compagnies de chemin de fer vendent 150 000 billets à destination de la capitale pour l'occasion. Ces visiteurs, ainsi que de nombreux Washingtoniens, assistent avec ferveur à la prestation de serment et ses nombreux à côtés, dont la performance de l'orchestre des Marines, dirigé par le grand John Phillip Sousa¹²⁴.

Au XX^e siècle, les cérémonies d'investiture sont bien rôdées. Tous les quatre ans, des centaines de milliers de résidents se pressent pour participer aux célébrations au Capitole et le long de Pennsylvania Avenue. Les visiteurs viennent eux aussi en nombre pour assister à l'Histoire en train de s'écrire.

¹²² "Record Inauguration crowd expected to hail Roosevelt", *Miami Daily News*, 12 janvier 1937, p. 20.

¹²³ F. CLEAVES, *Old Tippecanoe: William Henry Harrison and His Time*, 1939, p. 152.

¹²⁴ *Miami Daily News*, *op. cit.* (note 122); E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

La première investiture de l'après-guerre se déroule de manière bien différente des investitures précédentes. L'absence de bal officiel est devenue une habitude au cours des décennies précédentes, mais la quatrième investiture de Franklin Roosevelt, en cette période de guerre et de restrictions, est particulièrement empreinte de sobriété. La prestation de serment et le discours présidentiel ne se tiennent pas au Capitole, comme à l'accoutumée, mais à l'arrière de la Maison-Blanche, devant 1 800 personnes triées sur le volet. Le changement de lieu est motivé par des raisons de sécurité et par la santé fragile du président. D'aucuns affirment également que Roosevelt a saisi l'occasion pour faire un pied-de-nez au Congrès, avec lequel ses relations étaient tendues lors de son troisième mandat. En tout état de cause, l'ambiance n'est pas à la fête le 20 janvier 1945. En 1941, un grand défilé militaire avait été organisé, en signe de mobilisation dans la perspective d'une guerre dans laquelle le pays entrerait 11 mois plus tard. Aucun défilé n'a lieu en 1945 dans la capitale, qui respecte et symbolise par l'absence de festivités la concentration du pays tout entier sur l'effort de guerre.

L'investiture suivante se produit devant un comité plus restreint encore, moins de trois mois plus tard. Le 12 avril 1945, Harry Truman est en effet convoqué à la Maison-Blanche par la Première dame Eleanor Roosevelt qui lui annonce le décès du président. Le récent vice-président prête serment dans la journée, devenant ainsi sans tambour ni trompette le 33^e président des États-Unis¹²⁵. L'heure est encore moins à la fête que trois mois auparavant. La ville et le pays célèbrent le défunt, comme nous le verrons plus loin, non le nouveau chef de l'exécutif. Ce fut le cas par le passé pour les présidents John Tyler, Millard Fillmore, Andrew Johnson et Chester Arthur, qui succédèrent respectivement à William Harrison, Zachary Taylor, Abraham Lincoln, et James Garfield, décédés pendant leur présidence.

¹²⁵ J. BENDAT, *op. cit.* (note 117) p. 157.

La seconde investiture d'Harry Truman, en 1949, constitue une séance de rattrapage de luxe. La Seconde Guerre mondiale est terminée, la guerre de Corée n'a pas encore commencé, bien que les tensions montent entre les deux blocs. De plus, les membres républicains du Congrès, qui s'attendaient à la victoire de leur candidat Thomas E. Dewey, ont alloué un budget record de 80 000 dollars pour les festivités¹²⁶.

Les célébrations durent une semaine entière, du 16 au 23 janvier, la journée centrale étant par nécessité constitutionnelle le 20 janvier. Elles se tiennent sous l'œil vigilant de Melvin Hildreth, nommé président du comité d'organisation par Harry Truman de par sa qualité de représentant du District de Columbia au sein du *Democratic National Committee* (DNC), l'instance nationale du parti démocrate.

Pour accueillir cet événement historique, la ville n'a rien laissé au hasard. Des mesures de précaution ont été prises en matière de transport, de circulation et de sécurité. Afin d'éviter tout problème d'hébergement des visiteurs, un appel aux Washingtoniens a été lancé. Il a permis de recenser 23 000 chambres disponibles chez l'habitant en cas de besoin¹²⁷. Le 20 janvier, tout est prêt, les festivités peuvent commencer.

La prestation de serment d'Harry Truman se déroule comme toutes les précédentes depuis celle d'Andrew Jackson devant le portique Est du Capitole. Des centaines de milliers de personnes assistent à l'événement sur place. Les citoyens massés le long du parcours du défilé peuvent suivre les cérémonies grâce à des haut-parleurs installés dans les rues pour l'occasion. Au total, la foule massée devant le Capitole, la Maison-Blanche et le long de Constitution et Pennsylvania Avenue est estimée à environ un million de personnes¹²⁸. Il s'agit d'un record pour

¹²⁶ Ce n'est pas là le budget total des cérémonies, qui reviennent à 700 000 dollars en 1949. Cette somme est couverte par la vente des tickets pour le défilé, le bal officiel ainsi que la vente des divers souvenirs. ("Inaugural Simple or Gala ?", WP, 9 novembre 1952, p. S1)

¹²⁷ Finalement, les hôtels afficheront complet, mais 20 000 chambres proposées par les habitants resteront inoccupées. En effet, les avertissements lancés par les autorités quant au risque de ne pas trouver de logement en ville ont incité de nombreux visiteurs à ne venir que pour la journée du 20 janvier, sans passer la nuit sur place. ("Handy Guide to Keep hosts and visitors posted on Events, schedules and problems", WP, 19 janvier 1949, p. 2)

¹²⁸ Cette estimation est basée sur les chiffres des services secrets. La police municipale estime de son côté l'affluence à 1,3 millions de personnes. ("Million Set Record for Inaugural Crowds", WP, 21 janvier 1949, p. 8)

une investiture présidentielle, le précédent revenant à Franklin Roosevelt avec 525 000 personnes en 1945. Pour la première fois, environ 10 millions de téléspectateurs y assistent également en direct. Cela constitue la plus grande audience télévisée à cette date. Il faut leur ajouter les millions d'auditeurs qui écoutent la retransmission à la radio. L'impact des cérémonies sur le pays n'en est que renforcé¹²⁹.

Figure 83 - Investiture d'Harry Truman le 20 janvier 1949¹³⁰



Le discours prononcé par Harry Truman le 20 janvier 1949 est connu sous le nom de « Discours des quatre points ». Le président y déclare avec force son soutien à l'ONU, aux programmes d'aide économique et aux pays « sous-développés ». Il exprime également une critique virulente du communisme, qu'il oppose de manière répétée à la démocratie dans une longue tirade ([annexe 4](#))¹³¹.

¹²⁹ W. OLIVER, "Millions to See Truman in Telecast of Inaugural", NYT, 16 janvier 1949, p. L4; "10,000,000 See Inauguration By Television: Total Greater Than All Witnessing Previous Ceremonies", *Baltimore Sun*, 21 janvier 1949; "More Persons Expected to View Inauguration By Video Than Combined Previous Witnesses", NYT, 20 janvier 1949; D. ANDREWS, "All Parade Fans to Hear Ceremonies at Capitol", WP, 20 janvier 1949, p. 1.

¹³⁰ I.O.C

¹³¹ V. SPRAGGS, "Truman Restates Equality Credo At His Inaugural". *Chicago Defender*. 22 janvier 1949, p.1; H. TROTT, "Solemnity Keys Truman Inaugural", *Christian Science Monitor*, 20 janvier 1949.

Son discours proclamé, Harry Truman rallie la Maison-Blanche à la tête d'un défilé qui s'étire sur plus de 11 kilomètres. Les spectateurs sont nombreux et joyeux. Ils acclament le président sur son passage. Des drapeaux flottent au vent, des confettis sont jetés des fenêtres le long de Pennsylvania Avenue. À la suite du président viennent les juges de la Cour suprême et les membres du gouvernement, ainsi que les dignitaires, qui le rejoignent à la tribune afin d'assister au défilé. Pendant les trois heures qui suivent, ce sont 17 684 femmes et hommes qui se succèdent devant la tribune présidentielle.

Figure 84 - Les « Middies » de l'U.S. Naval Academy sur Pennsylvania Avenue le 20 janvier 1949



Le cortège est ouvert par l'orchestre des Marines, suivi de celui de l'Académie militaire de West Point et de ses cadets. Ensuite vient le char décoré par le District de Columbia, sur lequel nous reviendrons plus tard. Au total, le défilé compte 46 orchestres et 55 chars, tandis que 600 avions de guerre parcourent le ciel¹³². Le ton festif et léger du défilé marque une rupture avec la décennie qui a précédé, comme le décrit l'extrait ci-dessous du *Washington Post* :

¹³² "Dazzling Sun Glorifies Day as Chief Executive Rides in Triumph", WP, 21 janvier 1949, p. 1; "Democracy in Action in Inaugural Parade", *Baltimore Afro-American*, 29 janvier 1949.

« L'Amérique s'est rendue à Washington hier pour défilé devant son président dans une manifestation frappante de délectation suite à sa victoire et de foi en ses qualités de dirigeant. (...) Ce premier défilé d'investiture en huit années était léger et joyeux, au contraire du sombre cortège militaire qui avait défilé devant Franklin D. Roosevelt en 1941. La Nation s'armait alors pour la guerre la plus dévastatrice de tous les temps ; hier, elle proclamait avec chaque coup de clairon et chaque sourire joyeux de majorette que la guerre était finie¹³³. »

Les festivités du 20 janvier se concluent en musique lors d'un bal officiel, le premier depuis 1909, qui tente avec ses 10 000 invités de rattraper le temps perdu à la *National Armory*¹³⁴.

L'INVESTITURE INSTRUMENTALISÉE LES MANIFESTATIONS DU 20 JANVIER 1949

L'investiture présidentielle est, après les élections, l'événement politique le plus important du pays. Il rassemble dans la capitale des centaines de milliers de spectateurs parmi lesquels la plupart des acteurs majeurs du monde politique. Pour les Washingtoniens, l'occasion est trop belle. Eux qui tentent désespérément depuis des années d'obtenir le droit de vote ne peuvent laisser passer une telle opportunité de faire progresser leur cause.

Leur idée ? Intégrer au défilé officiel un char aux couleurs du District sur la thématique de l'autodétermination. Le comité central démocrate washingtonien (DDCC)¹³⁵ vote en ce sens début décembre 1948. Il semble plutôt ironique à ses membres que les Washingtoniens affluent au centre-ville le 20 janvier pour célébrer un président à l'élection duquel ils n'ont pas eu le droit de participer. Utiliser les cérémonies d'investiture pour faire passer le message ne leur semble que justice. Quelques jours plus tard, Gerhard Van Arkel propose une première ébauche : une urne électorale cadenassée portant la légende « *freedom to vote* » (liberté de voter) aux côtés d'une statue de la déesse Columbia et d'un temple grec. Cette idée n'ira pas plus loin. En effet, tandis que le projet du DDCC prend forme, l'organisateur du défilé, Carter Barron, s'est adressé aux commissaires du District pour leur proposer de superviser la construction du char officiel de

¹³³ "America marched on Washington yesterday to parade before its homespun president in a whomping demonstration of delight in his victory and faith in his leadership. (...) The first inaugural parade in eight years, it was a gay and happy contrast to the grim procession of military might that rolled past Franklin D. Roosevelt in 1941. Then the Nation was arming for the most devastating war of all times; yesterday it proclaimed from every bugle and in every little majorette's happy smile that the war is over." (M. ANDREWS, "America Marches in Washington's First Inaugural Parade in Eight Years", WP, 21 janvier 1949, p. L2)

¹³⁴ J. KRIEGER, "Truman Inaugural to be Gala Show", NYT, 12 December 1948, p. E7; "Truman Calls For Simple, Inexpensive Inaugural", WP, 30 November 1948, p. B1; "Inauguration Invitations Are Problem: Thousands Think Mere Souvenirs Are Admittance Tickets", WP, 15 janvier 1949, p. 1.

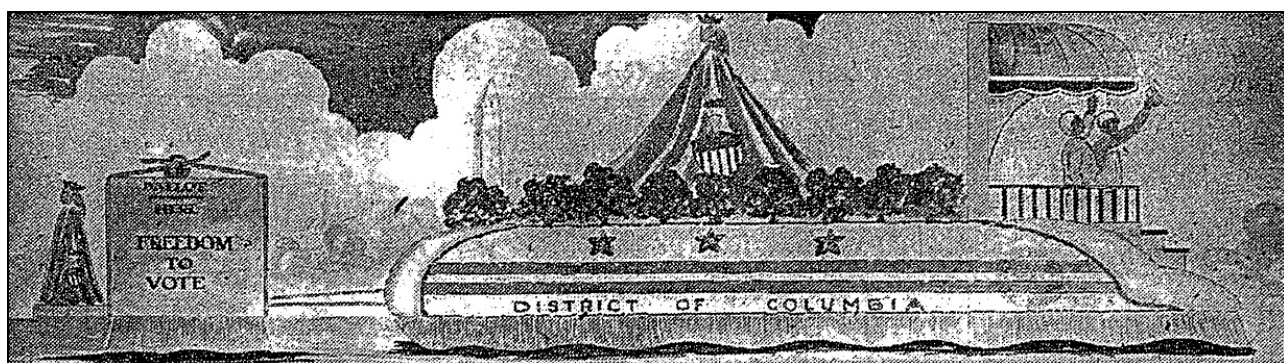
¹³⁵ *District Democratic Central Committee*

la capitale. Il évoque un manque de coordination pour expliquer les deux initiatives concurrentes. Toutefois, la demande effectuée auprès des commissaires ne relève probablement pas du hasard. Carter Barron est en effet hostile à la participation au défilé d'un char sur l'autodétermination, afin d'éviter toute controverse. Les chars du défilé officiel ne doivent en principe pas être politiques et se contenter de célébrer l'État qu'ils représentent. Au bout d'une semaine de conflit, le DDCC jette l'éponge. Il est annoncé dans la presse le 29 décembre 1948 que le défilé ne comprendra pas de char sur l'autodétermination¹³⁶.

L'histoire n'est toutefois pas finie. Après maintes discussions le Truman-Barkley Club du District finit par réussir là où le DDCC a échoué : il obtient le droit d'intégrer son propre char vers la fin du défilé. Ce n'est pas le char officiel du District, mais c'est un char sur l'autodétermination, dont on peut voir l'allure ci-dessous¹³⁷.

Quatre ans plus tard, les Washingtoniens partisans du droit de vote n'auront pas autant de succès : leur projet de char sera rejeté par le responsable du défilé, le républicain Edward R. Carr, le sujet étant trop controversé à ses yeux. L'insistance du WHRC ne le fera pas changer d'avis¹³⁸.

Figure 85 - Char pour le droit de vote des Washingtoniens, janvier 1949



¹³⁶ M. ANDREWS, *on cit.* (note 133): "Hopes Dwindle For D.C. Float On Suffrage". WP, 19 décembre 1948. n. M1: A. EDSON, "Peace Comes to Washington. Parade Float in Pictorial". *The News and Courier*, 29 décembre 1948; A. EDSON, "Capital Ends Dispute Over Parade Float", *Daytona Beach Morning Journal*, 29 décembre 1948.

¹³⁷ T. WINSHIP, "Only 20 000 Seats at \$3 Per Left for Inaugural Parade", WP, 5 décembre 1952; "Locked ballot box on District Citizens' float", WP, 19 janvier 1949.

¹³⁸ "Home Rule Float Barred At Inaugural", WP, 30 décembre 1952, p. 15

Les Washingtoniens ne sont pas les seuls à vouloir tirer profit des cérémonies d'investiture. En 1949, le *Civil Rights Congress* (CRC) organise dans la capitale une « Croisade pour la liberté » (*Freedom Crusade*) les deux jours précédant l'investiture d'Harry Truman. L'organisation, créée à Détroit en 1946 résulte de la fusion de trois entités liées au parti communiste des États-Unis : l'*International Labor Defense* (ILD), le *National Negro Congress* (NNC) et la *National Federation for Constitutional Liberties* (NFCL). Elle est mobilisée sur toutes les questions de droits civiques, en particulier les droits des Noirs et les libertés politiques¹³⁹, et agit à la fois par des manifestations et par une présence dans les cours de justice.

Le 18 janvier, une conférence sur les droits civiques réunit à *Laborers' Hall* (sur New Jersey Avenue, NW, à deux pas de la gare Union Station) 600 délégués représentant le monde du travail, les anciens combattants ainsi que des associations civiques et religieuses. Parmi eux se trouvent certains des « Dix d'Hollywood¹⁴⁰ ». Albert Einstein figure également parmi les soutiens de la *Freedom Crusade*¹⁴¹. L'ordre du jour porte principalement sur les droits des Noirs, mais pas seulement. Les participants adoptent une résolution exigeant l'abandon des poursuites contre 12 dirigeants du parti communiste dont le procès se déroule alors à New York¹⁴². Ils appellent également à la dissolution de la HUAC et à l'abrogation de la loi Taft-Hartley¹⁴³.

Le lendemain, le CRC manifeste devant le Capitole et tente d'y intercepter des membres du Congrès. L'objectif, selon le secrétaire exécutif national de l'organisation William L. Patterson¹⁴⁴, est de promouvoir les droits civiques et de rappeler au président et au 80^e Congrès leurs promesses électorales en matière de libertés civiques. Il s'agit notamment de mettre fin à « la

¹³⁹ G. HORNE, *Communist Front? The Civil Rights Congress, 1946-1956*; G. HORNE, "Civil Rights Congress," in MJ BUHLE, P. BUHLE, et D. GEORGAKAS (dir.), *Encyclopedia of the American Left*, 1990, p. 134-135.

¹⁴⁰ Les Dix d'Hollywood sont un groupe de scénaristes, réalisateurs et producteurs de cinéma qui furent auditionnés par la *House Un-American Activities Committee* (Commission de la Chambre des Représentants sur les Activités Non-Américaines - HUAC) en 1947 et refusèrent de répondre à la question « Êtes-vous ou avez-vous été membre du Parti communiste américain ? ».

¹⁴¹ F. JEROME, R. TAYLOR, *Einstein on Race & Racism*, p. 171-172.

¹⁴² "Civil Rights Group Schedules Demonstration, WP, 16 janvier 1949, p. M14; "Free Communists, Rights Unit Asks, *Baltimore Sun*, 18 janvier 1949, n. 2: "'Crusade' Set by Conference on Civil Rights", WP, 18 janvier 1949, p. 11, T. Smith, "[Reds in Capital for Protest Rally](#)", *Pittsburgh Press*, 17 janvier 1949.

¹⁴³ Adoptée en 1947 malgré le veto d'Harry Truman, cette loi encadre les activités des syndicats et réduit leurs pouvoirs.

¹⁴⁴ À ne pas confondre avec William L. Peterson.

politique de terreur qui frappe avec l'assentiment du gouvernement les minorités raciales, religieuses et politiques¹⁴⁵ ». Le député républicain de Georgie, John S. Wood, membre de l'HUAC, affirme quant à lui que l'objectif réel est d'intimider le gouvernement dans sa lutte contre le communisme. Il souligne que le CRC est depuis décembre 1947 sur la liste des organisations jugées subversives¹⁴⁶.

Ce sont 3 000 personnes, selon la police du Capitole, qui manifestent devant le Congrès le 19 janvier 1949, tandis que la dernière main est mise aux préparatifs de l'investiture d'Harry Truman. La présence policière est forte, mais aucun débordement ne se produit, malgré les prévisions de John Wood. La mobilisation est importante, et les manifestants parviennent à discuter avec certains parlementaires. Il faudra toutefois attendre de longues années et de nombreuses autres manifestations avant que leurs objectifs soient atteints¹⁴⁷.

DWIGHT « IKE » EISENHOWER : UN GÉNÉRAL INTRONISÉ PRÉSIDENT

Le 20 janvier 1953 marque une rupture dans l'histoire présidentielle américaine : Dwight D. Eisenhower est le premier républicain à entrer en fonctions depuis Herbert Hoover, près de 30 ans auparavant. De ce fait, les républicains veulent célébrer dignement l'investiture de leur homme providentiel. Du côté démocrate, les recommandations vont sans surprise vers des cérémonies sobres, avec tout de même un argument solide : la guerre de Corée se poursuit, ce qui pourrait inciter le gouvernement à éviter par respect des combattants toute manifestation trop festive. Le futur président se laisse convaincre sans grande difficulté par la suggestion républicaine. Les cérémonies d'investiture débuteront le 18 janvier pour s'achever en fanfare le

¹⁴⁵ "Government condoned terror against racial religious and political minorities." ("Crusade' Set by Conference on Civil Rights", WP, 18 janvier 1949, p. 11)

¹⁴⁶ House of Representatives. *Report on Civil Rights Congress as a Communist Front Organization*, 80th Cong., 1st Sess., Report n°1115, 1947.

¹⁴⁷ "3,000 Ask Civil Rights", *Baltimore Sun*, 19 janvier 1949. n. 4: "Civil Rights Groups Seek to Contact Representatives." *Atlanta Daily World*. 20 janvier 1949, p. 2; "[3,000 'Freedom' Crusaders Demand Civil Rights Laws](#)", *The Baltimore Afro-American*, 29 janvier 1949.

20 janvier 1953. Elles seront les plus coûteuses à cette date. Seule concession due à la guerre de Corée : aucun feu d'artifice ne sera tiré¹⁴⁸.

La passation de pouvoir se déroule de manière tendue, contrairement à ce que laissent penser les photographies de deux hommes souriants assis côte-à-côte à l'arrière d'une Lincoln noire ([annexe 7](#)). Les relations entre Truman et Eisenhower avaient été cordiales pendant la présidence du premier. Elles s'étaient toutefois fortement détériorées pendant la campagne présidentielle de 1952, qui opposait le second au démocrate Adlai Stevenson. Aussi, quand Dwight et « Mamie » Eisenhower se présentent à la Maison-Blanche pour prendre Harry Truman et faire route avec lui vers le Capitole, lieu de la prestation de serment, ils refusent d'entrer prendre le café avec les Truman, comme le voudrait la tradition, et ne descendent même pas de voiture pour saluer le président sortant. Le journaliste Eric Sevareid, témoin de l'incident, explique que « c'était un instant choquant¹⁴⁹ ». Harry Truman, furieux, parvient à donner le change.

Plus de 100 000 personnes se sont rassemblées devant le portique Est du Capitole pour assister à l'investiture du héros du jour. Le vice-président Richard Nixon prête serment le premier. Dwight Eisenhower l'imité quelques instants plus tard. Le discours qui suit est salué unanimement par les républicains comme par les démocrates. Sa tonalité est fortement internationale, avec un accent mis sur la valeur de la liberté, de la paix et de la coopération entre les nations, comme le montre le « Wordle » en [annexe 6](#). Le général n'en oublie pas pour autant de souligner l'importance de la force et de la foi dans la quête d'un monde pacifié¹⁵⁰.

¹⁴⁸ “Inaugural Simple or Gala ?”, WP, 9 novembre 1952, p. S1 ; “Eisenhower Gives Approval to elaborate Inauguration”, S. ZAGORIA, WP, 20 novembre 1952 ; “Inaugural ‘Almost Sacred’ ; Ike Orders ‘Utmost Dignity’”, WP, 21 novembre 1952; W. UNNA “A ‘Simple’ Inaugural - No Firecrackers”, WP, 20 janvier 1953, p. A15.

¹⁴⁹ “It was a shocking moment.” (D. MCCULLOUGH. *Truman*. n. 1083-1084, 1093-1096; W. MILLER. *Two Americans. Truman. Eisenhower. and a dangerous world*. n. 261-278; J. BENDAT, *op. cit.* (note 117) n. 17)

¹⁵⁰ “Republicans and Democrats Alike Laud Inaugural Address,” WP, 21 janvier 1953; “Sun Beamed on Capitol... and on Ike,” WP, 21 janvier 1953, p. 18, G. GRIFFIN, “Both Parties Hail His Pledge For Peace”, *Baltimore Sun*, 21 janvier 1953, p. 1.

Figure 86 - Vue du Capitole lors de l'investiture de Dwight Eisenhower depuis un dirigeable de la Navy (1953)



S'ouvre ensuite la partie festive des cérémonies : le traditionnel défilé d'investiture. Comme son prédécesseur, Dwight Eisenhower choisit de mener le cortège. Ce n'est pas une mauvaise idée car ce cortège, le plus long depuis au moins trois quarts de siècle sinon de l'histoire américaine, défilera pendant quatre heures et trente-neuf minutes et s'achèvera de nuit. Le président du comité d'investiture, le républicain washingtonien Joseph McGarraghy, visait un défilé restreint de deux heures maximum, mais la cible n'a finalement pu être atteinte, loin s'en faut¹⁵¹. Le défilé de 1953 compte en effet 25 509 participants à pied, ainsi que 73 fanfares, 59 chars décorés, des

¹⁵¹ "Home Rule Float Barred at Inaugural", WP, 30 décembre 1952, p. 15.

chevaux, des éléphants, et des véhicules civils et militaires. Il s'étire sur une longueur de plus de 15 kilomètres.

Les 62 500 places assises disponibles ont été vendues et les spectateurs ont commencé bien avant le début du défilé à se masser le long du parcours. Leur total est estimé à 750 000 par la police¹⁵².

Le défilé est perçu par la plupart comme un bon compromis, compte-tenu du contexte géopolitique. Pour Edward Folliard, il constitue « un mélange de consécration et de carnaval, (...) de solennité et célébration¹⁵³ », pour Chalmers Roberts, « approprié à une époque au cours de laquelle la Nation n'est ni en paix ni totalement en guerre, le défilé est un mélange de démonstration de puissance militaire et de légèreté civile¹⁵⁴ ». Le second souligne toutefois que la pièce maîtresse du cortège est un canon de 280 mm, plus long que la tribune officielle, et capable de tirer des bombes atomiques à plus de 30 kilomètres. Signe des temps également, l'absence de défilé aérien. Le grand spectacle prévu a été annulé pour des raisons de sécurité. Les seuls avions dans les airs le 20 janvier sont finalement des avions de chasse en patrouille non loin de la capitale.

Une fois la nuit tombée et le défilé achevé, les Eisenhower se dirigent successivement aux deux bals officiels organisés pour l'occasion : le premier à la *National Guard Armory*, le second à l'Université Georgetown, deux occasions de se mêler au tout-Washington.

Tandis qu'un nouveau livre s'ouvre pour Dwight Eisenhower, occupé à célébrer son accession à la présidence, une page se tourne pour Harry Truman, redevenu simple citoyen. Son mandat étant achevé, plus rien ne le retient à Washington. Suite à la prestation de serment du nouveau président, le sortant se dirige vers *Union Station*, où il empruntera une dernière fois le train

¹⁵² C. ROBERTS, "750,000 on Avenue See Largest Parade", WP, 21 janvier 1953, p. 17; E. FOLLIARD, "Ike Takes Helm in a 'Time of Tempest'; Says 'We Are Linked to All Free Peoples'", WP, 21 janvier 1953, p. A01.

¹⁵³ "a mingling of consecration and carnival (...) of solemnity and celebration", (E. FOLLIARD, "Air of Solemnity At Capitol Gives Way to Holiday Mood on Avenue", WP, 21 janvier 1953, p. 1)

¹⁵⁴ "befitting a time when the Nation is neither at peace nor all out at war, the parade was a mixture of military might and civilian fun." (C. ROBERTS, "750,000 on Avenue See Largest Parade", WP, 21 janvier 1953, p. 17)

présidentiel pour retourner avec son épouse à Independence, Missouri. Le couple et leur fille Margareth sont accueillis à la gare par une foule enthousiaste de 5 000 fidèles environ qui acclament l'ancien chef d'État¹⁵⁵. Parmi eux se trouvent des juges à la Cour suprême, des députés et sénateurs, des journalistes, mais aussi de simples washingtoniens venus le saluer une dernière fois. Le commissaire F. Joseph Donohue remet à Harry Truman une plaque au nom du DDCC. Finalement, après 30 minutes de vivats, le train démarre pour Independence¹⁵⁶.

Les investitures constituent des célébrations officielles, partagées par le pays tout entier. Il arrive toutefois, comme le laisse présager le paragraphe précédent, que le District se saisisse lui-même de son rôle de Première Ville afin de célébrer de son propre chef le Président.

b) *L'accueil chaleureux réservé aux présidents*

Washington est souvent caractérisée dans la littérature de ville blasée. Ses habitants seraient tellement habitués à côtoyer le pouvoir qu'ils seraient devenus indifférents aux grands hommes et aux grandes occasions. Pourtant, nombre d'exemples viennent contredire cette théorie. L'un d'entre eux est la façon dont la ville se mobilise spontanément pour souhaiter la bienvenue au Président.

HARRY TRUMAN, ENFANT CHÉRI

Harry Truman fait l'expérience d'une célébration spontanée le 2 octobre 1948. Il revient d'un voyage de campagne électorale de 16 jours au cours desquels il a parcouru 18 États et prononcé 140 discours. À son arrivée à *Union Station*, il est accueilli par une délégation conduite par Guy Mason. Le commissaire du District n'est pas venu seul. Il est accompagné de 1 500 personnes venues saluer le président avec force slogans, banderoles et portraits à son effigie¹⁵⁷. Cela n'est

¹⁵⁵ "I Am Not a Candidate, 8 Years as President is Enough", *The Deseret News*, 18 décembre 1972, p. 1, 3.

¹⁵⁶ T. WINSHIP "H. S. Truman, Citizen, Off to Independence", WP, 21 janvier 1953, p. 20; P. POTTER "Throng Sees Trumans Off: 5,000 At Station To Bid Retiring President Good-By", *Baltimore Sun*, 21 janvier 1953, p. 1.

¹⁵⁷ D. ANDREWS, "Crowd Greets Truman on His Return Here: Only Begun to Fight, He Tells", WP, 3 octobre 1948, p. M1

rien comparé à l'accueil qui lui est réservé lorsqu'il revient dans la capitale suite à son élection en 1948.

Le 6 novembre 1948, Harry Truman fait un retour triomphal dans le District. Lorsqu'il était parti, 13 jours auparavant, amis comme ennemis prévoyaient une défaite irrémédiable face à Thomas Dewey. C'est finalement un retour victorieux que Truman effectue début novembre. La ville s'est préparée, vite mais bien, pour l'occasion. Drapeaux et bannières sont sortis comme par enchantement. Et surtout, la population est au rendez-vous comme jamais auparavant. Des notables aux plus modestes, ils sont 750 000 à se presser le long de Pennsylvania Avenue pour célébrer la résurrection d'Harry Truman. Ils étaient 330 000 quatre ans auparavant pour accueillir, sous la pluie, Franklin Roosevelt¹⁵⁸. À la gare, déjà, les services secrets sont débordés par les députés, sénateurs, ministres et simple citoyens qui viennent serrer la main du président. Lorsqu'Harry Truman parvient à atteindre sa voiture, le véhicule prend, au pas, la direction de la Maison-Blanche sous les clameurs de la foule. Lorsqu'il arrive en vue de la Maison-Blanche, le président peut voir des Washingtoniens en liesse sur les toits de tous les édifices alentour et entendre des orchestres jouer « *I'm just wild about Harry* ». Les pompiers du District, s'inspirant de l'idée d'Anthony Mullaney, commandant des pompiers de Chicago, ont construit à l'entrée de la Maison-Blanche trois arches à partir de leurs grandes échelles de 30 mètres, en travers desquelles on peut notamment lire en lettres géantes « *Welcome home, Mr. President.* » Pendant ce temps, l'orchestre des Marines joue l'hymne présidentiel « *Hail to the Chief* », sous l'œil attentif de l'orchestre de l'Air Force, qui a cessé de jouer « *The Missouri Walz* ». L'orchestre de la Navy était pour sa part le comité d'accueil à *Union Station*. Harry Truman remercie vivement la ville et tous les habitants qui sont venus le saluer¹⁵⁹ :

¹⁵⁸ "Will Never Forget His 'Homecoming', President Says", WP, 11 novembre 1944, p. 1.

¹⁵⁹ "Capital Hails Truman Today: Washington to Welcome the "Chief", *Chicago Daily Tribune*, 5 novembre 1948, p. 1.

« Je suis allé à Mexico et Rio et Ottawa au Canada, dans presque toutes les capitales des États-Unis, et dans toutes les grandes villes au cours de cette campagne, et je n'ai jamais été accueilli par autant de personnes, avec autant d'enthousiasme¹⁶⁰. »

EISENHOWER, LE GÉNÉRAL DEVENU PRÉSIDENT

En tant que général, Ike Eisenhower a connu une célébration majeure dans la capitale en 1945, à son retour de la Deuxième Guerre mondiale, comme nous le verrons plus bas. La capitale le célèbre également à plusieurs reprises de manière impromptue au cours de sa présidence.

L'accueil que lui réserve la capitale en novembre 1952 n'est pas aussi massif que celui réservé quatre ans plus tôt à Harry Truman, mais il reste impressionnant : 500 000 personnes pour acclamer le nouveau président, dans une ville qui compte 830 000 habitants. Ils sont déjà des milliers à attendre Dwight Eisenhower à l'aéroport, malgré les recommandations de ne pas s'y rendre. Parmi eux, les premiers à saluer l'homme du jour sont les trois commissaires du District : F. Joseph Donohue, Renah F. Camalier et le général Bernard L. Robinson. Après avoir salué les autres dignitaires et dit quelques mots à la foule grâce aux micros mis à disposition, Eisenhower prend le chemin de son futur domicile. Il lui faudra 25 minutes pour parcourir les quelques kilomètres qui séparent les deux points, la vitesse étant particulièrement ralentie sur la fin du fait de la foule présente¹⁶¹. Une fois de plus, les Washingtoniens ont été au rendez-vous. Ils le seront à de multiples occasions au cours des années et des décennies suivantes¹⁶².

c) La célébration des présidents, jusqu'à la fin

Les célébrations nationales ne sont pas toujours des célébrations joyeuses. Elles prennent parfois un tour tragique, lorsqu'il s'agit de rendre hommage aux grands hommes et aux présidents disparus, en particulier lorsque ceux-ci décèdent au cours de leur mandat. La

¹⁶⁰ "I have been in Mexico City and Rio de Janeiro and Ottawa, Canada, nearly all the capitals of the United States, and all the great cities on this last campaign, and no turnout has been better than this one, more enthusiastic." (W. MOORE, "Triumphant Truman Gets Wild Welcome in Capital", Chicago Daily Tribune, 6 novembre 1948, p. 1)

¹⁶¹ C. ROBERTS, "Half Million Join Welcome to Eisenhower: 500,000 Watch Welcome Parade for Eisenhower Here", WP, 19 novembre 1952, p. 1.

¹⁶² "Ike Returns. Thousands Hail Him at Capital", 14 novembre 1955, http://archive.org/details/1955-11-14_Ike_Returns (Universal Newsreels); J. WHITE, "Crowds Welcome Ike Home; Doctors Report He's Fit After Air Trip", *Washington Post & Times Herald*, 12 novembre 1955, p. 1.

cérémonie funèbre qui reste aujourd’hui dans toutes les mémoires est celle tenue en l’honneur de John F. Kennedy en 1963, suite à son assassinat. Elle avait eu des précédents majeurs en 1865 et en 1945, mais pas seulement.

Entre 1800 et 1955, sept présidents américains sont morts au cours de leurs mandats. William Henry Harrison, Zachary Taylor, Abraham Lincoln, James Garfield, William McKinley, Warren Harding et Franklin Roosevelt ont tous été honorés par une procession qui a rassemblé des milliers de citoyens dans la capitale, le long de Pennsylvania ou de Constitution Avenue. Deux anciens présidents, John Quincy Adams et William Taft, ont également reçu cet honneur, qui a en outre été accordé à plusieurs généraux, amiraux et grands hommes d’État¹⁶³.

Le 14 avril 1865, Abraham Lincoln est assassiné par John W. Booth au théâtre Ford. Pendant les cinq jours qui suivent, sa dépouille est conservée à la Maison-Blanche, sous la surveillance d’une garde d’honneur. Le 19 avril, une procession funèbre l’accompagne de la Maison-Blanche au Capitole, où les citoyens seront invités à lui rendre un dernier hommage le lendemain. Le cortège quitte le domicile présidentiel à 14 heures. Il chemine lentement sur Pennsylvania Avenue au son des cloches et des salves de coups de feu tirées chaque minute. Les chiffres concernant le cortège et le nombre de personnes sur le parcours diffèrent. Carl Sandburg évoque un cortège de 40 000 personnes, militaires et civils, accompagnés du regard par 60 000 citoyens massés le long de Pennsylvania Avenue¹⁶⁴, ce qui est considérable pour une ville qui compte alors 100 000 habitants environ. Malgré la foule présente, un profond silence règne. Le véhicule funéraire est imposant, avec ses 4,6 mètres de haut. Le cercueil est placé en hauteur, de manière à être vu par les citoyens endeuillés venus rendre hommage au défunt président. Les Washingtoniens peuvent rendre un dernier hommage à Abraham Lincoln le lendemain sous la

¹⁶³ National Park Service, National Register of Historic Places, Registration Form, *Pennsylvania Avenue*, 2007, 250 p (http://www.nps.gov/nr/feature/weekly_features/66000865-text.pdf)

¹⁶⁴ C. SANDBURG, *Abraham Lincoln, The War Years, 1864-1865*, p. 886-887. Une incertitude demeure sur les chiffres, car des estimations très diverses circulent. Certaines sources évoquent ainsi un cortège de 13 000 à 15 000 personnes (“Obsequies of the Late President Lincoln: An Imposing Demonstration”, *Baltimore Sun*, 20 avril 1865, p. 2)

rotonde du Capitole, où la dépouille repose un peu plus d'un jour, en signe de respect d'une nation toute entière. Elle est ensuite emportée en train pour son dernier voyage, qui sera marqué par de nombreuses scènes de recueillement, à l'image de celles intervenues dans la capitale. Dans chaque ville où le train passe, les Américains viennent se recueillir devant le corps sans vie de leur président. Ils sont 300 000 à Philadelphie, 170 000 à New York, 180 000 à Chicago.

Figure 87 - Cortège funéraire d'Abraham Lincoln à Washington (1865)



Au cours des décennies suivantes, les présidents décédés pendant leur mandat sont honorés de pareille manière, même si la ferveur populaire n'égale pas celle rencontrée après l'assassinat du grand Abraham Lincoln. En 1881, 70 000 à 100 000 Washingtoniens rendent hommage à James Garfield, mortellement blessé par Charles Guiteau¹⁶⁵. Vingt ans plus tard, l'assassinat de William

¹⁶⁵A. PESKIN, *Garfield: A Biography*. Kent, Ohio, Kent State University Press, 1978, p. 608.

McKinley endeuille à son tour la Nation. La dépouille du défunt n'est pas transportée directement de Buffalo à Canton, ville du Président. Elle fait étape dans la capitale pour recevoir un dernier hommage de la Nation à la Maison-Blanche puis au Capitole.

Le 17 septembre 1901, malgré la pluie, des milliers de personnes attendent le début de la procession funéraire de William McKinley devant la Maison-Blanche. Certains sont là depuis l'arrivée de la dépouille la veille au soir¹⁶⁶. D'autres sont venus spécialement dans la capitale pour assister en personne au triste événement¹⁶⁷. Lorsque le véhicule tiré par 6 chevaux noirs fait son apparition, il est accueilli par une foule silencieuse¹⁶⁸. Entre la Maison-Blanche et le Capitole, « une ligne ininterrompue d'humanité¹⁶⁹ » salue le passage du cortège dans un silence absolu. Des milliers de personnes de chaque côté de l'avenue. Des milliers également au sein du cortège : militaires de toutes les armes, garde nationale du District de Columbia au grand complet, dignitaires civils américains, représentants de pays étrangers. Tous sont venus participer à l'hommage rendu par la Nation à son président. Nombre d'entre eux se rendent ensuite au Capitole pour se recueillir une dernière fois devant le chef d'État. Il avait été estimé que 25 000 personnes pourraient apercevoir la dépouille. Ce sont finalement plus de 60 000 qui y parviennent. L'empressement est tel qu'une centaine de personnes sont blessées lorsqu'une corde destinée à retenir la foule sur les marches du Capitole se rompt et suscite un moment de chaos¹⁷⁰. Ce n'est toutefois pas l'événement que l'histoire retiendra de cette journée.

Le 12 avril 1945, les États-Unis en pleine guerre perdent leur commandant en chef et président depuis 13 ans. À Warm Springs, en Georgie, le cœur de Franklin D. Roosevelt a cessé

¹⁶⁶ “Start from White House: Scene of Solemn Splendor as The Procession Forms For The March”, *Baltimore Sun*, 18 septembre 1901, p. 1.

¹⁶⁷ “Come to Do Reverence: Many Notable Persons Arrive to Attend To-day Funeral Services”, WP, 17 septembre 1901, p. 2

¹⁶⁸ “The Solemn Pageant: Last Journey from the White House to Capitol”, WP, 18 septembre 1901, p. 4.

¹⁶⁹ “an unbroken line of humanity” (“As the Parade Passed: Crowds Looked Anxiously For New President”, *Baltimore Sun*, 18 septembre 1901, p. 1)

¹⁷⁰ “Funeral on Tuesday: Change in Plans Here at Mrs. McKinley's Request”, WP, 16 septembre 1901, p. 1; “The Solemn Pageant: Last Journey from the White House to Capitol”, WP, 18 septembre 1901, p. 4; “Last Look at Body”, *Baltimore Sun*, 18 septembre 1901, p. 2; “Capital Fittingly Honors the Dead”, *Baltimore Sun*, 18 septembre 1901, p. 1; film muet de la procession funéraire de William McKinley dans la capitale : <http://www.youtube.com/watch?v=gTQrpsZ3tQA> (consulté le 27 janvier 2013), L GOULD, *The Presidency of William McKinley*, 1980, p. 252.

de battre. Du fait de la guerre en cours, il avait été acté avant son décès que l'État n'organiserait pas de funérailles nationales, jugées inappropriées dans ces circonstances. Une cérémonie funéraire est néanmoins organisée dans la capitale, où le corps du défunt est ramené en train avant de poursuivre sa route vers Hyde Park, dans l'État de New York, pour y être inhumé. Elle se déroule dans l'*East Room* de la Maison-Blanche, comme cela fut le cas pour les précédents chefs d'État décédés pendant leur mandat. En revanche, le corps du président ne sera pas exposé au Capitole pour recevoir l'hommage des citoyens comme c'est habituellement le cas, dans un souci de sobriété.

Bien que non officiel, c'est néanmoins un véritable hommage que le président reçoit le 14 avril 1945 lorsque son cercueil enveloppé d'un drapeau américain est transporté en procession d'*Union Station* à la Maison Blanche. « Jamais Washington n'a été aussi silencieuse et si respectueuse, » écrit le journaliste James Chinn. « Jamais son deuil n'a été si impressionnant¹⁷¹. » Une foule dense se presse tout le long du parcours, qui n'emprunte pas le trajet habituel des défilés et processions par Pennsylvania Avenue mais passe par Constitution Avenue¹⁷². Le nombre de personnes est estimé à 300 000 à 500 000 selon les sources. La police affirme qu'il s'agit de l'un des plus grands rassemblements de l'histoire de la ville. La plus grande concentration de personnes se trouve devant la Maison-Blanche, où environ 20 000 personnes attendent l'arrivée du cercueil. Les Washingtoniens ont commencé à affluer vers le centre-ville bien avant l'arrivée du cortège. Sur Constitution Avenue, certains employés fédéraux se sont installés sur les marches et sur les rebords de fenêtres des bâtiments officiels pour avoir un meilleur point de vue. Le cercueil tiré par six chevaux est accueilli par un silence assourdissant, qui ne rend que plus présent le son des militaires marchant au pas.

¹⁷¹ "Never had Washington been so quiet and respectful. Never had its mourning been so impressive." (J. CHINN, "People Great And Small See Last Return: Capital's Mourning Never So Impressive", WP, 15 avril 1945, p. M1)

¹⁷² Franklin Roosevelt est le seul président décédé pendant son mandat dont le cortège funéraire n'a pas emprunté Pennsylvania Avenue.

Figure 88 - Procession funéraire de Franklin Roosevelt à Washington, 15th Street (1945)



Toutes les forces armées sont représentées dans le cortège : l'Armée de terre, la Navy, les Marines et les garde-côtes. Les *Midshipmen* de l'*U.S. Naval Academy* sont la première unité du cortège, juste après l'orchestre des Marines. Dans les airs, des escadrilles de Forteresses volantes (B-17) et de Libérateurs (B-24) rendent elles aussi un dernier hommage au commandant-en-chef¹⁷³. Ainsi, malgré l'absence de funérailles nationales, les habitants de la capitale et des environs ont rendu un hommage appuyé à leur président. Ils ne l'ont pas fait en tant que résidents de Washington mais en tant qu'Américains, touchés comme tous leurs compatriotes par la disparition de celui qui les a guidés à travers la crise des années 1930 et à travers la Seconde Guerre mondiale.

¹⁷³ R. ALBRIGHT, "500,000 Line Capital Streets To Bid Roosevelt Farewell," WP, 15 avril 1945, p. M1; J. CHINN, *op. cit.* (note 171); "Funeral Train Bound for Hyde Park after Rites at White House", *Baltimore Sun*, 15 avril 1945, p. 1; images de la procession funéraire : <http://ghostsofdc.org/2012/01/07/president-franklin-roosevelts-funeral-procession-1945/>

L'étude des nombreuses célébrations qui ont pris place au fil des ans dans la capitale montrent que les Washingtoniens, contrairement aux idées reçues, ne sont pas blasés et qu'ils répondent toujours présents quand il s'agit de rendre hommage à leurs présidents, dans la joie ou dans la tristesse. Ils ont démontré que la ville sait assumer à la fois son rôle officiel de capitale et rester une ville américaine comme une autre, dans laquelle les habitants savent s'émouvoir autant qu'ailleurs.

Les apparitions publiques des présidents dans la capitale ne se limitent pas aux investitures et aux cérémonies funéraires. Les chefs d'État ont parfois l'occasion de se prêter à des célébrations plus légères... qui ne sont toutefois jamais complètement déconnectées des événements politiques.

d) *Les obligations ludiques d'un président : l'ouverture de la saison de baseball*

En 1945, le baseball reste le sport favori des Américains. De Boston à Chicago, il rassemble chaque saison des foules dans les stades. Dans la capitale, le « passe-temps national » dégage une saveur particulière, car il est alors le sport présidentiel par excellence. Nombre d'anecdotes et de traditions de ce sport trouvent leur origine – réelle ou supposée – dans l'action d'un président.

LE SPORT DES PRÉSIDENTS

Dans l'après-guerre, le lien entre la Maison Blanche et le baseball est déjà bien établi. Il s'est formalisé sous la présidence de William Taft plus de 30 ans auparavant, le 14 avril 1910 très précisément. C'est ce jour-là que le président Taft ouvre pour la première fois la saison de baseball à *National Park*¹⁷⁴ en y effectuant le premier lancer (*ceremonial first pitch*) sur l'invitation du dirigeant des *Senators*, Clark Griffith. Griffith vient à peine d'arriver à Washington. Homme d'affaires avisé, il perçoit très vite les opportunités qu'il peut tirer du

¹⁷⁴ Construit en 1892, reconstruit en 1911, rebaptisé *Griffith Stadium* en 1920. (<http://www.ballparks.com/baseball/general/facts/american.htm>, 14 septembre 2006)

statut de la ville dans laquelle il se trouve. L'une de ses premières initiatives est de créer une nouvelle tradition : instaurer l'ouverture de la saison par le Président des États-Unis. Avec la coopération du président d'alors, il y parvient. À cette époque, le président ne descend pas sur le diamant. Il lance la balle sur le terrain depuis son box, par-dessus une foule de journalistes. Les joueurs se la disputent comme un bouquet de mariée¹⁷⁵.

Le « premier lancer » (*first pitch*) est un succès et s'impose immédiatement. Jusqu'en 1971 – année où le baseball déserte la capitale, chaque président effectue au moins une fois l'ouverture de la saison à Washington. Ce jour-là devient un événement dans la capitale, un jour où l'élite s'affiche au stade. Sénateurs, hommes d'État, officiers généraux sont présents. Au cours de la saison, il reste généralement de nombreuses places vides à *Griffith Stadium*, mais jamais pour l'ouverture de la saison. Le stade affiche complet des semaines à l'avance¹⁷⁶.

Les spécialistes de ce sport riche en statistiques restent fidèles à leur réputation et produisent des statistiques concernant les matches d'ouverture et la réussite plus ou moins grande des présidents. Ainsi, il est souligné que Woodrow Wilson et William Howard Taft ont un bilan parfait, avec respectivement trois et deux victoires pour zéro défaites. Il s'agit des victoires de l'équipe locale, les *Senators*, contre leurs opposants du jour d'ouverture. En 1954, Dwight Eisenhower est mis sous pression, car il est le seul président en près de 50 ans qui n'a pas une seule fois conduit les *Nats* à la victoire. Il avait fallu quatre tentatives au précédent président républicain, Herbert Hoover, pour y parvenir. Entre 1910 et 1955, les présidents se sont fait remplacer à 11 reprises. C'est le cas de Franklin Roosevelt pendant la Seconde Guerre mondiale... ce qui ne l'empêche pas de détenir le record du nombre de premiers lancers en tant que président avec un total de huit. Par conséquent, un seul homme a lancé plus que lui lors des

¹⁷⁵ F. FROMMER, *The Washington Nationals 1859 To Today: The Story of Baseball in the Nation's Capital*, p. 81.

¹⁷⁶ “Major League Races Open Today”, WP, 16 avril 1951, p. C1.

matches d'ouverture à Griffith Stadium, il s'agit de Walter Johnson, le lanceur vedette des *Senators*, qui a ouvert 12 saisons depuis le monticule¹⁷⁷.

Tous les présidents ne sont certes pas des amateurs de baseball. Selon Teddy Roosevelt, c'est un sport de mauviettes¹⁷⁸ pour lequel il ne cache pas son mépris. D'autres sont en revanche de véritables passionnés. C'est le cas de Woodrow Wilson et de Franklin Roosevelt. Ce dernier effectue huit premiers lancers au cours de la présidence. C'est également lui qui soutient la poursuite du baseball professionnel pendant la Seconde Guerre mondiale par sa fameuse « lettre feu vert »¹⁷⁹ envoyée au commissaire du baseball Kenesaw Landis après le bombardement de Pearl Harbour.

Figure 89 - L'ambidextre Harry Truman effectue un lancer de chaque main à Washington en 1950



Son successeur à la Maison Blanche, Harry Truman, est lui aussi un grand amateur de baseball. Président ayant assisté au plus grand nombre de rencontres alors qu'il était en fonction,¹⁸⁰ il met un point d'honneur à retourner à *Griffith Stadium* dès le 8 septembre 1945. Six

¹⁷⁷ "Prestige of a President at Stake in Washington Opener", WP, 11 avril 1954, p. A3.

¹⁷⁸ a "mollycoddle game" (F. FROMMER, *op. cit.* (note 175), p. 78)

¹⁷⁹ Green Light Letter

¹⁸⁰ Un total de 16 (W. MEAD, P. DICKSON, *Baseball: The President's Game*; F. FROMMER, *op. cit.* (note 175), p. 84).

jours à peine après la capitulation du Japon, il effectue le traditionnel premier lancer lors d'un match opposant les *Senators* aux *Saint-Louis Browns*.

C'est un autre amateur de baseball qui lui succède dans le bureau ovale. Enfant, Dwight Eisenhower, rêvait de devenir joueur professionnel. Il le devint pour deux semestres, pour aider au financement de ses études. C'est pourtant lui qui donne des sueurs froides à Clark Griffith lors de sa première année en tant que président. Cette année-là, il décline l'invitation du propriétaire des *Senators* à ouvrir la saison, préférant participer à un tournoi de golf en Georgie. Griffith est inquiet, les fans de baseball sont furieux. Par chance, le match d'ouverture est annulé pour cause de pluie. Cela laisse à Eisenhower le temps de prendre un avion pour Washington et d'effectuer le premier lancer le lendemain. Il quitte le stade au milieu de la deuxième manche pour retourner à son tournoi de golf, mais la tradition présidentielle est sauvée¹⁸¹.

Dans les années suivantes, Eisenhower assiste à de nombreux matches à *Griffith Stadium*. Lors de l'ouverture de la saison 1954, Mickey Vernon frappe un *home run* dans la dixième manche, donnant la victoire aux *Senators* 5-3 contre les Yankees. Eisenhower est tellement excité qu'il s'apprête à courir sur le terrain pour féliciter Vernon lorsque les services secrets l'en empêchent et font venir Vernon dans le box présidentiel. Clark Griffith remarque alors : « Cela ne s'était jamais produit auparavant. Nous n'avions jamais eu un président prêt à bondir sur le terrain pour féliciter l'un des joueurs¹⁸². »

Washington restant Washington, la politique n'est jamais très loin, et une apparition a priori légère comme l'ouverture de la saison de baseball peut très vite prendre une tournure politique. Harry Truman l'apprend à ses dépens le 20 avril 1951. Le pays est alors engagé dans la guerre

¹⁸¹ F. FROMMER, *op. cit.* (note 175), p. 85.

¹⁸² "We never had one like it – we never had a president practically run out onto the field to salute one of the ballplayers." (F. FROMMER, *op. cit.* (note 175), p. 85)

de Corée. Le président, dont la popularité est au plus bas¹⁸³, a suspendu quelques jours auparavant le très populaire général Douglas McArthur de ses fonctions de commandant en chef du commandement des Nations-Unies en Corée (UNCOM), avec lequel il avait de fortes divergences d'opinion. La décision s'est révélée impopulaire auprès de la population. Or le général a fait son retour au pays la veille. Il a été accueilli en héros dans la capitale par des centaines de milliers de personnes¹⁸⁴.

Dans ce contexte, l'accueil réservé par le public à Harry Truman à *Griffith Stadium* le lendemain est le plus froid jamais réservé à un président. Il effectue le premier lancer sous un mélange d'applaudissements et de huées, tant bien que mal couvertes par l'orchestre jouant *Hail to the Chief* et *Ruffles and Flourishes*¹⁸⁵. Les huées redoublent pendant la huitième manche, lorsqu'une annonce sur haut-parleur demande aux quelque 27 300 spectateurs de rester assis à la fin de la rencontre pour permettre à l'entourage présidentiel de partir dans le calme. Les huées sont d'autant plus significatives qu'elles se produisent à la fin d'un match remporté par Washington contre les *New York Yankees*. Les démocrates présents au stade sont accablés. « C'est fini. C'est la fin de sa carrière politique¹⁸⁶, » déclare un sénateur politique au journaliste Edward Folliard.

LE MATCH DES MEMBRES DU CONGRÈS

Face aux liens tissés entre le baseball et l'exécutif dans la capitale nationale, la branche législative n'est pas en reste. Les membres du Congrès ont lancé leur propre tradition en 1909. L'initiative revient à John Tener, député de Pennsylvanie et ancien joueur professionnel des

¹⁸³ Au printemps 1951, le taux d'Américains favorables à la politique d'Harry Truman oscille entre 20 et 30 % (http://webapps.ropercenter.uconn.edu/CFIDE/roper/presidential/webroot/presidential_rating_detail.cfm?allRate=True&presidentName=Truman#.UQ0bVGd4imA)

¹⁸⁴ C'est ce jour-là que McArthur prononce un fameux discours dans lequel il déclare « Les vieux soldats ne meurent jamais, ils s'effacent doucement. » (*“Old soldiers never die, they just fade away”*, (E. FOLLIARD, “550,000 See Hero At Monument And in Parade Along Avenue”, WP, 20 avril 1951, p. 1))

¹⁸⁵ “Boo Truman at Ball Game in Washington”, *Chicago Tribune*, 21 avril 1951, p. 1; M. MARDER, “Truman Draws Some Boos at Nats' Opener: But President Keeps His Smile”, WP, 21 avril 1951, p. 1.

¹⁸⁶ “*That does it. That is the end of his political career, but don't quote me.*” (“Boo Truman at Ball Game in Washington”, WP, 21 avril 1951, p. 1)

*Chicago White Stockings*¹⁸⁷ À l'origine, le *Congressional Baseball Game* était une rencontre amicale entre collègues. Au fil des ans, et malgré quelques interruptions, il est devenu une véritable institution. Il oppose une équipe de démocrates à une équipe de républicains. Depuis 1909, sur les 72 matches pour lesquels des informations sont disponibles, les républicains ont un léger avantage. En revanche, dans les années d'après-guerre, les démocrates sont nettement en tête. Ils remportent 9 des 11 matches, ne s'inclinant qu'en 1947 et 1955. Certains scores de cette époque peuvent paraître étonnants, par exemple lorsque les démocrates battent leurs opposants 23-14 en 1948¹⁸⁸. Depuis, le niveau s'est amélioré. Les équipes comptent souvent quelques anciens joueurs professionnels devenus hommes politiques, et les scores se sont régularisés.

Entre 1945 et 1955, les matches ont lieu annuellement, sans interruption, grâce au soutien du *Washington Evening Star*. Ils se disputent à *Griffith Stadium*, attirant parfois des présidents et hauts dignitaires parmi les spectateurs. Le 6 juin 1953, le premier lancer est effectué par le président Dwight Eisenhower devant une audience limitée de 4 609 spectateurs¹⁸⁹.

Ces rencontres amicales à but caritatif permettent également d'atténuer les tensions politiques et de créer des amitiés entre opposants politiques. Le 24 mai 1948, le député démocrate James Richards explique en séance parlementaire au sujet du *Congressional Baseball Game* :

« C'est une belle chose lorsque deux grands partis d'une grande Nation, la plus grande Nation sur terre, peuvent abandonner les soucis et les inquiétudes de Capitol Hill, oublier l'agitation et les animosités passagères du débat, et se rendre le soir sur le terrain de baseball, où se joue le grand sport américain. Il est merveilleux de se réunir et de montrer au peuple des États-Unis que malgré le fait que nous ayons des désaccords sur des questions de parti, en fin de compte nous aimons tous notre pays et notre drapeau, et comme tout petit garçon en Amérique, nous aimons notre grand sport national¹⁹⁰. »

¹⁸⁷ L'ancêtre des *Chicago Cubs*, et non pas des *White Sox*, comme le nom pourrait le laisser croire.

¹⁸⁸ Ce n'est rien à côté de la défaite républicaine 36-4 en 1926.

¹⁸⁹ http://clerk.house.gov/art_history/art_artifacts/baseball/index.html (consulté le 14 janvier 2007) ; <http://uschs.wordpress.com/tag/congressional-baseball-game/> (consulté le 2 février 2013)

¹⁹⁰ "it is a fine thing when two great parties of a great Nation, the greatest Nation on the face of the earth, can drop the care and worries of Capitol Hill, forget about the heat and temporary animosities of debate, and go out at night to the baseball field where the great American game is played. It is wonderful to get together and show the people of the United States that regardless of the fact that we sometimes differ on party matters, that after all we love our country and our flag, and that like every boy in America, we love our great national game." (Cong. Rec., 80th Cong., 24 mai 1948, p. 6353)

En 1953, l'esprit bipartisan de la rencontre est renforcé par l'initiative du député démocrate Albert Sydney Herlong. Pendant les vacances parlementaires, début avril, il accueille les joueurs des deux équipes du Congrès dans son district, à Daytona Beach, pour un camp d'entraînement à l'image du *spring training* des joueurs professionnels¹⁹¹. Il remarque que la popularité de la rencontre s'accroît et que les candidats sont désormais nombreux : « auparavant, nous avions du mal à constituer deux équipes de 15 joueurs. Maintenant, je me bats contre des hordes de membres du Congrès qui veulent taper la balle¹⁹². »

B. Washington, lieu de célébration national : fédérer dans la joie et la tristesse et cimenter l'Union

1. Quand la capitale forge le récit de l'histoire nationale

Lorsqu'il se rend dans la capitale pour tourner « *Mr. Smith Goes to Washington* », Frank Capra en profite pour aller visiter les grands monuments de la ville. Dans son autobiographie, il se souvient avoir vu le Capitole, la Maison-Blanche et la Cour suprême, qu'il appelle « notre trinité de liberté, la divinité de la liberté sur terre. Il se souvient aussi des mémoriaux dédiés aux présidents Washington et Lincoln. Il se souvient surtout de l'impression magistrale que lui a laissée la visite de ces hauts lieux du pays. La vue de ces symboles ne pourra laisser de marbre le nouveau sénateur du Montana incarné par James Stewart dans son film, il en est désormais certain¹⁹³.

La scène « washingtonienne » du film illustre parfaitement la place de la capitale dans le récit de l'histoire américaine et son rôle de creuset des symboles américains. Dès son arrivée à Washington, Jefferson Smith monte dans un bus pour visiter les sanctuaires de l'histoire américaine, que l'on voit défiler l'un après l'autre dans un montage bien rythmé. Smith passe devant la Cour suprême et la Maison-Blanche, visite la rotonde du Capitole parée de ses statues

¹⁹¹ “Congressmen Begin Drills”, WP, 6 avril 1953, p. 10; “Congressmen To Begin Drills For Annual Baseball Game”, *Baltimore Sun* (6 avril 1953, p. 12, “Democrats Have, Yell and Score More”, WP, 11 avril 1953, p. 13; *Sarasota Herald-Tribune*, 17 avril 1954, p. 15.

¹⁹² “We used to have trouble rounding up two teams of 15 players each. Now, I’m fighting off hordes of Congressmen who have developed a sudden interest in playing ball.” *Kokomo Tribune*, 20 avril 1954, p. 15.

¹⁹³ F. CAPRA, *The Name Above the Title, An Autobiography*, p. 255.

des pères fondateurs, les Archives Nationales et leurs textes historiques, contemple le *Washington Monument*, se recueille devant la tombe sur soldat inconnu, parcourt le cimetière national d'Arlington et termine son périple au *Lincoln Memorial*. La séquence dure trois minutes et 25 secondes, dont la plupart sans dialogue, avec en fond des chants patriotiques comme « *My country, 'Tis of Thee* », « *Battle Hymn of the Republic* », ou encore « *The Star Spangled Banner* », qui renforcent le symbolisme de ce tour d'horizon pour le jeune sénateur, qui communique avec l'histoire de son pays d'une façon qui n'est possible qu'à Washington¹⁹⁴.

a) *Les monuments aux héros de la Nation*

Le District de Columbia est caractérisé à la fois par son rôle dans la politique contemporaine et par son rôle de conservateur du patrimoine historique et symbolique du pays. La préservation des principes fondateurs de la Nation se fait notamment par le biais de monuments toujours plus nombreux à la mémoire des héros nationaux.

LE WASHINGTON MONUMENT

Mentionné plus haut, le *Washington Monument* est le premier grand mémorial construit dans la capitale. Il honore la figure fondatrice entre toutes des États-Unis : celui qui fut le chef d'État-Major de l'armée américaine pendant la guerre d'Indépendance et le premier président des États-Unis d'Amérique. Le plan l'Enfant prévoyait un milieu du *Mall* une statue équestre dédiée à George Washington. Ce sera finalement un obélisque construit en deux étapes : de 1848 à 1854, puis de 1877 à 1884¹⁹⁵.

HONORER LES HÉROS DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le gouvernement fédéral initie une grande entreprise de commémoration de son histoire, de ses héros nationaux et de ses idéaux. Cette entreprise se traduit par l'installation de nombreuses statues à travers la ville, faisant du District

¹⁹⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=cqbl-olEMrY> (le 2 février 2013)

¹⁹⁵ G. OLSZEWSKI, "A History of the Washington Monument, 1844–1968, Washington, D.C."; C. SNELL, *A Brief History of the Washington Monument and Grounds, 1783–1978*, p. 17–19.

la ville américaine qui compte à la fois le plus de statues extérieures et le plus de statues équestres.

La révolution américaine étant l'élément fondateur du pays, ses héros deviennent logiquement l'un des principaux objets de la statuaire nationale¹⁹⁶.

L'une des premières statues à honorer un héros de la révolution américaine est celle de Thomas Jefferson, réalisée par le sculpteur français David d'Angers. Elle est offerte au peuple américain en 1834 par Uriah Phillips Levy, lieutenant dans la *Navy* et admirateur de l'ancien président. Initialement placée au centre de la rotonde du Capitole le 21 mars de la même année, une première, elle devient en 1847 la première statue de bronze extérieure de la capitale lorsqu'elle est déplacée sur la pelouse Nord de la Maison-Blanche¹⁹⁷.

Les statues suivantes sont pour la plupart érigées à la fin du XIX^e siècle et surtout au début du XX^e siècle. Sur un total de 14 sculptures, quatre sont inaugurées avant 1892, sept entre 1902 et 1914 et trois entre 1922 et 1948 (la dernière ayant été façonnée vers 1915). Ce sont des statues en pied ou des statues équestres, toutes moulées dans le bronze à l'exception de celle de Benjamin Franklin, façonnée dans le marbre¹⁹⁸.

Ces quatorze statues célèbrent des héros révolutionnaires d'origines différentes, dont le rôle dans la guerre a lui aussi été de nature différente. George Washington, Nathanael Greene, John Barry et John Paul Jones furent des héros militaires. Benjamin Franklin et John Witherspoon étaient des personnages politiques, signataires de la déclaration d'indépendance. Nathan Hale était un jeune patriote, martyr de la Révolution¹⁹⁹. Le Comte Pulaski et les généraux Lafayette,

¹⁹⁶ National Park Service, National Register of Historic Places, Inventory, Nomination Form, *American Revolution Statuary in Washington D.C.*, 1978, p. 11-12.

¹⁹⁷ Bien qu'ayant passé 14 ans dans divers endroits du Capitole, la statue n'avait jamais été formellement acceptée par le Congrès. En effet, certains membres de la Chambre des représentants avaient exprimé des réserves, notamment sur l'usage du bronze au lieu du marbre, plus traditionnel. Elle sera finalement formellement acceptée par une résolution du Congrès en 1874 et placée dans le *National Statuary Hall* avant de revenir en 1900 à son point de départ, sous la rotonde. (<http://www.aoc.gov/capitol-hill/other-statues/thomas-jefferson-statue>)

¹⁹⁸ National Park Service, National Register of Historic Places, Inventory, Nomination Form, *American Revolution Statuary in Washington D.C.*, 1978, p. 11-12.

¹⁹⁹ Jeune espion capturé et exécuté par les Anglais, il est célèbre pour ses derniers mots : « Mon seul regret est de n'avoir qu'une vie à perdre pour mon pays ». (*"I only regret that I have but one life to lose for my country."*)

Rochambeau, Kosciusko et Von Steuben étaient des militaires européens venus assister les États-Unis dans leur combat. Edmund Burke, enfin, était un parlementaire anglais qui prit position en faveur de la cause américaine²⁰⁰.

La majorité de ces statues ont été conçues à la demande expresse du Congrès et grâce à des fonds fédéraux. Cela atteste d'un acte de commémoration délibéré de la part de l'État. Celles qui furent financées par des fonds privés²⁰¹ l'ont été avant le soutien des autorités, qui ont ensuite accepté les œuvres comme des cadeaux à la Nation.

LES MONUMENTS À LA GUERRE DE SÉCESSION

Après la guerre d'Indépendance, la guerre de Sécession est sans conteste le conflit qui a le plus marqué et forgé les États-Unis. La capitale existait déjà pendant cette guerre. Elle était alors la capitale de l'Union, son quartier général. Au cours des décennies qui ont suivi, la ville s'est enrichie de statues et monuments destinés à commémorer cette guerre civile effroyable, à en célébrer les héros et à s'assurer que son souvenir reste prégnant. En 1945, les Monuments à la guerre de Sécession (*Civil War Monuments*) sont constitués par un groupe de 18 statues dispersées à travers la ville, principalement au centre et au Nord-Ouest.

Nombre de ces statues sont des statues équestres, en bronze, en granit ou en marbre. Elles trônent sur les *circles* et les *squares* imaginés par Pierre-Charles l'Enfant précisément pour mettre en relief des personnages historiques du pays. Leur omniprésence à travers la ville montre combien la guerre de Sécession a marqué le pays. Seul un traumatisme profond peut générer un tel besoin de commémoration, décennie après décennie. Avec le temps, ces monuments ont acquis le double statut d'objet commémoratif et d'œuvre d'art. Ils ont en effet été réalisés par de

²⁰⁰ Personnages et date d'inauguration de leur statue : George Washington (1860), General Nathanael Greene (1877), Benjamin Franklin (1889), General Lafayette (1891), General Rochambeau (1902), John Witherspoon (1909), General Kosciusko (1910), General von Steuben (1910), Count Casimir Pulaski (1910), Commodore John Paul Jones (1912), Commodore John Barry (1914), Edmund Burke (1922), Maj. General Artemas Ward (1938), Nathan Hale (1948).

²⁰¹ C'est le cas des statues de Benjamin Franklin, Edmund Burke, Nathan Hale et John Witherspoon.

grands artistes et appartiennent au patrimoine culturel du pays comme éléments caractéristiques de la statuaire d'une époque²⁰².

L'un des monuments les plus importants du District en mémoire de la guerre de Sécession est l'*Ulysses S. Grant Memorial*, érigé au pied du Capitole en mémoire du héros de la guerre de Sécession et Président des États-Unis. Il s'agit même pour l'historien James M. Goode de l'une des plus importantes de la capitale²⁰³. La statue équestre de Grant est l'une des plus grandes au monde. Elle a été inaugurée en 1920, année qui a vu la consécration d'années d'efforts pour y parvenir.

Le mouvement en faveur de la construction d'un monument en l'honneur d'Ulysses S. Grant a été lancé au cours des années 1890 par la *Society of the Army of the Tennessee*. Le Congrès se rallie finalement à la cause et vote le financement du mémorial, destiné non seulement à honorer le général mais également à graver dans toutes les mémoires le souvenir de la guerre de Sécession. Lorsque sa construction débute en 1902, il s'agit du plus grand mémorial commandé jusqu'alors par le Congrès. Les travaux sur le site du Capitole débutent en 1909 avec l'installation des éléments de marbre et des quatre lions de bronze. La sculpture dédiée aux artilleurs est installée en 1912, celle consacrée aux cavaliers en 1916. La statue équestre d'Ulysses S. Grant est installée en 1920.

Le monument est inauguré en grande pompe le 27 avril 1922, date du 100^e anniversaire de la naissance du général. Un défilé militaire de 10 000 personnes est organisé sur Pennsylvania Avenue, avec à sa tête les cadets de West Point et les *midshipmen* d'Annapolis. Soldats, marins, membres de sociétés patriotiques sont dans les rangs, de même que des anciens combattants de la guerre de Sécession. Parmi ces derniers, une grande majorité d'uniformes bleus mais aussi certains uniformes gris venus du Sud, signe que le temps a refermé certains blessures. Des

²⁰² National Park Service, National Register of Historic Places, Inventory, Nomination Form, *Civil War Monuments in Washington, DC*, 1978; J. GOODE, *The Outdoor Sculpture of Washington, D.C.*, p. 25; M. RICHMAN, *Survey of Public Sculpture in Washington, D.C.*.

²⁰³ J. GOODE, *op. cit.* (note 202), p. 244.

milliers de personnes acclament le défilé. Dans son discours, le vice-président Calvin Coolidge souligne qu'une « république reconnaissante a érigé ce monument non pas comme symbole de guerre mais comme symbole de paix²⁰⁴ ». À ses côtés se trouvent de très nombreux dignitaires, dont le président de la Cour suprême, le général Pershing et l'ambassadeur de France Jean Jules Jusserand. Le Président Warren Harding est quant à lui en déplacement dans l'Ohio, où il rend également hommage à Ulysses S. Grant, mais dans la ville natale de ce dernier²⁰⁵.

LE LINCOLN MEMORIAL

Le *Lincoln Memorial* n'est pas sans lien avec la guerre de Sécession, mais il en dépasse nettement la portée, de la même manière que l'héritage d'Abraham Lincoln dépasse la victoire de l'Union.

Les demandes pour la construction d'un monument à la gloire d'Abraham Lincoln ont surgi peu de temps après son assassinat. Dès 1867, le Congrès vote le premier projet de loi en faveur d'un tel monument. Nombre d'autres suivront sans plus de succès. Le projet divise. Il ravive des plaies encore ouvertes et suscite la polémique²⁰⁶. Les souscriptions qui sont lancées ne collectent pas suffisamment de fonds²⁰⁷. Le projet est ressuscité au XX^e siècle avec davantage de succès. À l'initiative du sénateur Shelby M. Cullom, de l'Illinois, six projets de loi successifs sont déposés au Congrès. Le sixième, déposé le 13 décembre 1910, est adopté, établissant la *Lincoln Memorial Commission*. La Commission débute rapidement ses travaux, sous la présidence de William Howard Taft. En 1913, le Congrès peut ainsi approuver l'emplacement et le design du monument, proposé par Henry Bacon. La première pierre est posée le 12 février 1914. Malgré la Première Guerre mondiale, malgré les débats sur son style et le lieu prévu pour sa construction,

²⁰⁴ "a grateful republic has raised this monument not as a symbol of war but as a symbol of peace." ("Grant Memorial Has Dedication", *Baltimore Sun*, 28 avril 1922, p. 2)

²⁰⁵ "Grant Memorial Has Dedication", *Baltimore Sun*, 28 avril 1922, p. 2; "City Acclaims Hero: Thousands Witness Unveiling of Grant Memorial", WP, 28 avril 1922, p. 1; "Nation Unveils Memorial to Gen. Grant with Impressive Rites", WP, 28 avril 1922, p. 3; "Honors for Grant in Capital Today", WP, 27 avril 1922, p. 1; J. GOODE, *op. cit.* (note 202), p. 244, 245; C. SHERRILL, J. BRYAN, *The Grant Memorial in Washington*, p. 18.

²⁰⁶ Pour une explication détaillée des controverses associées au projet, voir C. THOMAS, *The Lincoln Memorial and American Life*.

²⁰⁷ National Park Service, National Register of Historic Places, Inventory – Nomination Form, *Lincoln Memorial*, DC, 1981, p. 4.

malgré les modifications effectuées au plan initial, les travaux se poursuivent à un bon rythme. Le *Lincoln Memorial* est inauguré le 30 mai 1922 (soit à peine plus d'un mois après le monument en l'honneur d'Ulysses S. Grant) en présence du président Warren Harding, du désormais président de la Cour suprême William Taft et de 100 000 personnes²⁰⁸.

Figure 90 - Discours d'Harry Truman lors de la 38^e conférence de la NAACP, 1947



Suite à son inauguration, le *Lincoln Memorial* ne s'est pas contenté d'être. Il a vu sa signification évoluer au fil du temps, les Américains se saisir de son symbolisme pour appuyer des causes multiples. Les républicains qui avaient soutenu la création de ce mémorial au début du siècle voulaient en faire un symbole neutre de l'Amérique. Un symbole de l'Union, transcendant les querelles partisans, transcendant les nombreuses controverses qui avaient parcouru et continuaient à parcourir l'histoire du pays. Force est de constater que le bâtiment et la statue imposante qu'il abrite font largement l'impasse sur l'héritage « émancipateur » d'Abraham Lincoln. L'accent est mis sur le rôle unificateur du président. Pourtant, année après

²⁰⁸ National Park Service, National Register of Historic Places, Inventory – Nomination Form, *Lincoln Memorial*, DC, 1981, p. 5; “No Mishap Mark Day’s Ceremonies”, WP, 31 mai 1922, p. 2; “Taft Presents Memorial From the Commission”, WP, 31 mai 1922, p. 1.

année, le *Lincoln Memorial* devient un symbole partisan utilisé dans les luttes politiques et sociales. Les Afro-Américains en particulier se l'approprient pleinement comme symbole de la lutte contre l'oppression et pour les droits civiques. C'est du *Lincoln Memorial* que Marian Anderson chante en 1939 devant la foule, prélude à la grande manifestation de 1963 menée par Martin Luther King²⁰⁹. C'est aussi depuis le parvis du *Lincoln Memorial* qu'Harry Truman prononce le 29 juin 1947 un discours lors de la session finale de la 38^e conférence de la NAACP.

LE JEFFERSON MEMORIAL

Au début des années 1930, Thomas Jefferson est déjà considéré comme l'un des plus grands présidents des États-Unis. Pour preuve, son portrait est sur le point d'être sculpté dans la roche du Mont Rushmore, dans le Dakota du Sud, aux côtés de ceux de George Washington, Abraham Lincoln et Theodore Roosevelt²¹⁰. Pourtant, ce père fondateur n'est célébré nulle part dans la capitale de la Nation, à la différence de Washington et Lincoln. Cette situation s'apprête à changer, à l'initiative d'un autre membre du club des grands présidents : Franklin Delano Roosevelt²¹¹.

Franklin Roosevelt est un admirateur du second président américain, dont l'impact sur le pays s'est révélé majeur. En janvier 1934, il s'enquiert auprès de la CFA de la possibilité de construire un monument en son honneur dans le District. C'est le début d'une histoire relativement brève mais extrêmement agitée. La même année, le député newyorkais John Boylan rebondit sur la suggestion présidentielle et propose au Congrès la création d'une *Thomas Jefferson Memorial Commission* (TJMC). Le Congrès approuve en juin la proposition et

²⁰⁹ B. HUFBAUER, *Presidential Temples: How Memorials and Libraries Shape Public Memory*; S. SANDAGE, "A Marble House Divided: The Lincoln Memorial, the Civil Rights Movement, and the Politics of Memory, 1939–1963," *Journal of American History* Vol. 80, No. 1 (juin 1993), p. 135–167.

²¹⁰ La sculpture des portraits du Mont Rushmore débute le 4 octobre 1927 et se terminera le 31 octobre 1941. Le visage de George Washington est inauguré le 4 juillet 1934, celui de Thomas Jefferson en 1936. Puis viennent le portrait d'Abraham Lincoln en 1937 et celui de Teddy Roosevelt en 1939.

²¹¹ Les cinq plus grands présidents, à la fois selon des sondages d'opinion et selon des sondages d'experts sont dans cet ordre George Washington, Abraham Lincoln, Franklin D. Roosevelt, Thomas Jefferson et Theodore Roosevelt. En bas du classement se trouvent en général Warren Harding, James Buchanan, Andrew Johnson, Franklin Pierce et Millard Fillmore.

Boylan, qui prône lui-même depuis des années l'érection d'un tel monument, prend la présidence de la commission²¹².

En 1935, la TJMC choisit l'architecte John Russell Pope pour concevoir le mémorial. Aucun appel à candidature n'a été lancé avant d'arrêter ce choix et surtout aucune attention ne semble avoir été prêtée par la commission aux travaux menés sur le sujet par la CFA et la NCPPC, dont les membres s'offusquent. La concertation ne se développe pas l'année suivante. Les membres de la TJMC avancent rapidement, l'architecte également. Dès le début de l'année 1936, John R. Pope soumet quatre projets correspondant à quatre sites potentiels. La commission en discute avec Franklin Roosevelt et propose dès sa réunion suivante de soumettre au Congrès un projet de résolution qui autorise la commission à sélectionner un site et à lancer la construction de l'édifice. La TJMC choisit donc le site et le projet de mémorial parmi les propositions soumises par John R. Pope. Le choix ne fait pas l'unanimité. La controverse gonfle. Certains membres de la commission s'expriment dans la presse contre le projet sélectionné²¹³.

La commission a choisi d'implanter le mémorial sur les bords du *Tidal Basin*. Cet emplacement avait été indiqué dans le plan McMillan pour accueillir une sorte de panthéon qui abriterait les statues des grands hommes de la nation, ou pour y honorer une personne en particulier avec un monument majeur. En effet, par sa position dans l'axe de la Maison-Blanche, le lieu s'inscrit pleinement dans le plan à quatre points appelé de ses vœux par la commission McMillan, qui repose sur l'axe *Lincoln Memorial* – Capitole d'une part, l'axe Maison-Blanche – *Tidal Basin* d'autre part. Sur cet emplacement, John R. Pope propose de construire une structure circulaire, flanquée de deux structures à colonnades plus petites.

Le projet déclenche un débat acrimonieux, l'un des plus vifs de l'histoire architecturale américaine. La vieille garde, qui tire son inspiration de l'histoire, s'oppose aux modernistes, pour

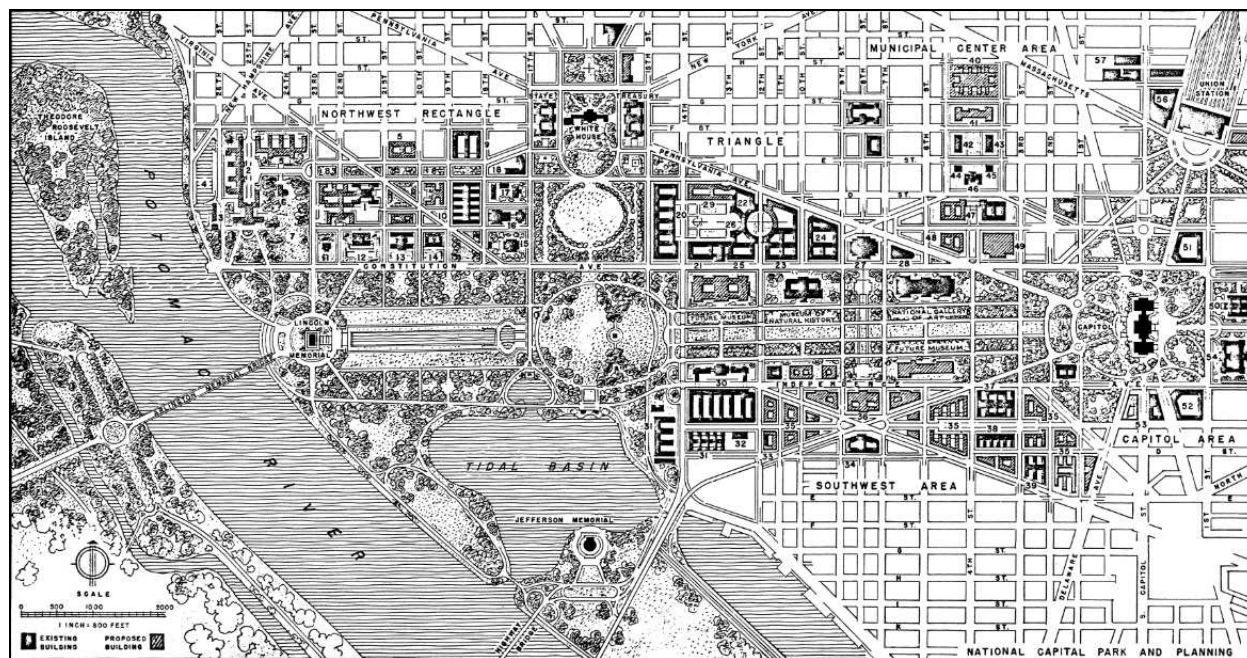
²¹² B. ABRAMS, *Capital Sporting Grounds: A History of Stadium and Ballpark Construction in Washington, D.C.*, p. 128.

²¹³ *Ibid.* p. 128-133.

lesquels les formes historiques n'ont plus de sens au XX^e siècle. Certains membres du Congrès réclament un édifice utile comme un hôpital, un stade ou un planétarium, plutôt qu'un mémorial à part entière. Le classicisme du projet est taxé de « pédantisme indéfendable » par le nouveau président de la CFA Gilmore Clarke. Frank Lloyd Wright y voit pour sa part « une gangrène de sentimentalité ». Le projet est encore et surtout vu comme une trahison de l'esprit de Jefferson, qui était un progressiste en termes de goûts architecturaux. Il appréciait l'architecture romaine à son époque car elle était radicale. Il ne l'apprécierait certainement plus au début du XX^e siècle car elle était devenue archaïque²¹⁴.

Le site choisi est un second sujet de vive controverse, principalement car il implique l'arrachage de nombreux cerisiers japonais, ce que nombre de Washingtoniens refusent. La CFA, opposée au site comme au design, n'approuvera jamais officiellement le mémorial. Elle publie même en 1939 un document contre l'ensemble du projet.

Figure 91 - Le Jefferson Memorial apparaît en bas de cette carte, dans l'alignement de la Maison-Blanche²¹⁵



²¹⁴ M. PETERSON, *The Jefferson Image in the American Mind*, p. 428; National Park Service, Office of the Historic American Buildings Survey/Historic American Engineering Record (HABS/HAER), *Documentation of the Jefferson Memorial*, septembre 1994; "Model of building for Jefferson Memorial", NYT, 7 mars 1943, p. 13.
²¹⁵ NCPPC, 1941.

Les travaux de construction débutent toutefois dès le 15 décembre 1938. La première pierre est officiellement posée 11 mois plus tard, par Franklin D. Roosevelt. Le 13 avril 1943, 200^e anniversaire de la naissance de Thomas Jefferson le président inaugure le *Jefferson Memorial* devant 5 000 personnes. Techniquement, le mémorial n'est alors pas entièrement achevé. En effet, la statue en bronze de l'« Apôtre de la Liberté » n'a pu être achevée pour cause de restrictions sur l'utilisation des métaux. Le jour de l'inauguration, c'est une réplique en plâtre, peinte couleur bronze, qui occupe le centre du mémorial. La véritable statue, sculptée par Rudolph Evans, est installée en 1947²¹⁶.

LE CIMETIÈRE D'ARLINGTON : MÉMOIRE MILITAIRE DE LA NATION

Parmi tous les mémoriaux et lieux de mémoire de la capitale, le cimetière national d'Arlington occupe une place particulière. Il ne s'agit pas d'un simple lieu de commémoration symbolique où un édifice imposant rappelle les grands principes sur lesquels repose la Nation. Il s'agit d'un lieu où reposent des hommes qui ont consacré leur vie à leur pays ou la lui ont donnée. De ce fait, le cimetière est un lieu de recueillement plus que de commémoration. L'histoire du cimetière, qui est loin d'être anodine, en renforce le caractère presque sacré.

Situé sur la rive gauche du Potomac, le cimetière national d'Arlington fait face au *Lincoln Memorial*, qui lui tourne le dos de l'autre côté du *Memorial Bridge*. Ce cimetière militaire a été créé pendant la guerre de Sécession. En 1864, les cimetières de la capitale et de ses environs ne suffisent plus à enterrer les victimes de la guerre. Pour résoudre le problème, le général Montgomery C. Meigs propose d'utiliser 200 acres (81 ha) de la propriété du général confédéré Robert E. Lee à Arlington, confisquée peu de temps auparavant, pour en faire un cimetière. Le premier soldat, William Henry Christman, y est inhumé dès le 14 mai 1864.

²¹⁶ E. FOLLIARD, "Long Overdue Debt Being Paid To Jefferson, President Says", WP, 14 avril 1943, p. 1; J. SHORT, "President Dedicates Jefferson Memorial", *Baltimore Sun*, 14 avril 1943, p. 1; W. TROHAN, "F. D. R. Praises Jefferson; Similarity Held Coincidental", *Chicago Daily Tribune*, 14 avril 1943, p. 11.

En 1945, le cimetière militaire contient des victimes de toutes les guerres américaines, y compris celles antérieures à sa création. Il est le seul cimetière américain dans ce cas. En effet, des combattants de la Révolution auparavant inhumés à l'*Old Presbyterian Cemetery* de Georgetown ont été ré-enterrés à Arlington le 12 mai 1892. En 1905, les ossements de 14 marins et soldats de la guerre de 1812 sont découverts au *Navy Yard* lors de travaux. Ils sont inhumés à Arlington peu après. Entre-temps, des victimes de la guerre Hispano-américaine de 1898 y ont été enterrées. Puis ce furent les combattants de la Première et de la Seconde Guerre mondiale²¹⁷. Le cimetière national contient même la dépouille d'un président : William H. Taft, inhumé à Arlington en 1930. Il contient également celle de Pierre-Charles L'Enfant, qui a été transférée à son emplacement actuel le 28 avril 1909, suite à la demande formulée par le collège des commissaires du District en 1908.

Le paysage vallonné, parcouru de stèles parfois à perte de vue rappelle aux Américains les guerres de leur histoire et le nombre de vies sacrifiées au combat. Existe-t-il un manuel d'histoire plus éloquent ?

Parmi la multitude de tombes du cimetière national d'Arlington, une se distingue particulièrement. Il s'agit de la tombe du soldat inconnu. Le soldat inconnu, incarnation à lui seul des morts de toutes les guerres, a été ramené dans la capitale le 9 novembre 1921. Le lendemain, 100 000 personnes sont venues lui rendre hommage sous la rotonde du capitol, où son cercueil a été exposé, faisant de lui la 11^e personne à recevoir cet honneur réservé aux grands hommes de la Nation²¹⁸. Le jour suivant, anniversaire de l'armistice, le cercueil est transporté en procession jusqu'au cimetière d'Arlington. Des centaines de milliers de personnes assistent au passage du cortège. Le *Baltimore Sun* évoque le chiffre de 200 000 personnes le long de

²¹⁷ C. PARZYCH, *Arlington National Cemetery: A Guided Tour Through History*, p. 2-6; R. POOLE, *On Hallowed Ground: The Story of Arlington National Cemetery*.

²¹⁸ Les 10 personnes précédentes à recevoir ce grand honneur de la Nation ont été dans cet ordre le député et sénateur Henry Clay (1852), Abraham Lincoln (1865), le député Thaddeus Stevens (1868), le sénateur Charles Sumner (1874), le vice-président Henry Wilson (1875), James Garfield (1881), le sénateur John Logan (1888), William McKinley (1901), Pierre-Charles L'Enfant (1909) et l'amiral George Dewey (1917) (<http://www.aoc.gov/nations-stage/lying-state>)

Pennsylvania Avenue. Des milliers d'autres se massent tout au long du long parcours qui mène jusqu'au cimetière, « des foules telles que même Washington n'en a jamais vu auparavant²¹⁹ », affirme George R. Brown dans le *Washington Post*. Pour Edward Folliard, ce sont là « des funérailles comme il n'y en avait jamais eu pour quiconque dans le pays, et comme il n'y en aura probablement plus²²⁰ ».

Le cortège est impressionnant. Il compte dans ses rangs la plupart des dignitaires politiques et militaires du pays avec à leur tête le président Warren Harding, le vice-Président Coolidge ainsi que deux anciens présidents : Woodrow Wilson et William Taft, désormais président de la Cour suprême. Le général Pershing et le maréchal Foch sont présents. La France est représentée par le Président du Conseil Aristide Briand, accompagné par l'ambassadeur de France et par René Viviani²²¹.

Les Washingtoniens et les dignitaires américains et étrangers ne sont pas les seuls à se recueillir le 11 novembre 1921. C'est tout un pays qui communique avec eux en l'honneur du soldat inconnu et de tous les morts de la guerre. Au cours des années suivantes, la tombe du soldat inconnu devient un lieu de recueillement et de commémoration important, en particulier lorsqu'il s'agit de rendre hommage aux victimes et combattants des guerres passées ou en cours.

b) *Les célébrations nationales : une résonance particulière dans la capitale*

Washington, capitale, est aussi le lieu naturel de célébration des événements marquants de l'histoire nationale, destinés à mieux la faire revivre. Année après année, certaines commémorations se répètent à cet effet.

La signature de la Déclaration d'indépendance est l'acte fondateur des États-Unis d'Amérique. À ce titre, le 4 juillet est célébré dignement tous les ans à partir de 1777 avec force

²¹⁹ “such throngs and masses as even Washington had never seen before.” (G. BROWN, “Hope Tempers Sorrow Of Whole People at Tomb Of Humble Dead Soldier”, WP, 12 novembre 1921, p. 1)

²²⁰ “a funeral such as no American ever got, or is ever likely to get.” (E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1)); C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 282.

²²¹ T. POMP “Nations Render Tribute as Unknown Soldier Is Buried at Arlington”, *Baltimore Sun*, 12 novembre 1921, p. 1., J.F. ESSARY, “Traffic Crush Wrecks Plans of thousands”, *Baltimore Sun*, 12 novembre 1921, p. 3

défilés et feux d'artifice. La célébration est souvent décuplée dans le District. Ce n'est pas parce que Washington est la capitale du pays, en tout cas pas exclusivement pour cette raison. En effet, le 4 juillet consacre aussi un autre événement dans la ville : la pose de la première pierre du *Washington Monument*, en 1848. Le 4 juillet, les Washingtoniens commémorent donc à la fois la signature de la Déclaration d'indépendance et la naissance de l'un de leurs monuments emblématiques, dans une mise en abîme commémorative. Chaque année, au cours des années d'après-guerre, des centaines de milliers de personnes viennent participer à la fête et assister au spectacle.

En 1948, les célébrations du 4 juillet prennent une ampleur particulière, car elles marquent le 100^e anniversaire de la pose de la première pierre du *Washington Monument*. L'occasion est saluée par trois jours de fête ponctués par un défilé, des feux d'artifice, ainsi qu'un discours présidentiel donné au pied du *Washington Monument*. L'ampleur du défilé donne une idée de l'ampleur des célébrations : il rassemble 60 unités de militaires, d'anciens combattants et de civils, 12 fanfares, ainsi que 14 chars publicitaires décorés pour l'occasion. Au total, ce sont 2 740 personnes qui participent au défilé. Peu après, 10 000 Washingtoniens vont sur le *Mall* écouter le discours impromptu d'Harry Truman qui ouvre les festivités, dans une ville désertée par beaucoup de résidents qui ont choisi de partir pour profiter d'un weekend prolongé, mais une ville en fête tout de même²²². Les grandes célébrations ont lieu le 5 juillet. Elles attirent 200 000 personnes autour du *Washington Monument*, malgré la pluie²²³.

La fête est plus grande encore en 1950, car le District célèbre alors son 150^e anniversaire. La célébration est de moindre ampleur que celle organisée en grande pompe pour le centenaire de la ville, qui marquait un véritable tournant dans son existence²²⁴. Néanmoins, des événements se

²²² "Parade and Truman Talk Start Monument Celebration Today", WP, 3 juillet 1948, p. 1; S. STAVISKY, "Nearly 10,000 Hear Talk as Monument Observances Begin", WP, 4 juillet 1948, p. M1.

²²³ "Monument Rites Attract 200,000", WP, 6 juillet 1948, p. 3; "Fourth of July Observances Planned for Weekend in D.C.", WP, 29 juin 1947, p. M13.

²²⁴ Pour le détail de ces célébrations, voir W. COX, 1800-1900: Celebration of the One-Hundredth Anniversary of the Establishment of the Seat of Government in the District of Columbia. Pour une analyse synthétique, voir le mémoire de maîtrise d'Alice Jouan (A. JOUAN, Washington : la capitale américaine à l'heure de son centenaire, p. 58-81)

déroulent tout au long de l'année, avec quelques temps forts. L'un d'eux est le 15 avril, en commémoration du 15 avril 1791, date de la pose de la pierre angulaire du District de Columbia à Jones Point²²⁵. Un autre est la célébration de la fête nationale à grand renfort de feux d'artifice²²⁶.

L'anniversaire de la naissance de George Washington, le 22 février, est également commémoré tous les ans, quoique la vigueur de cette célébration décline avec le temps au profit de nouvelles célébrations. Elle est célébrée avec plus de ferveur au XIX^e siècle qu'elle ne l'est au cours des années d'après-guerre. Le bicentenaire de sa naissance, en 1932, est salué par de grandes commémorations²²⁷. Toutefois, la passion retombe au cours des années qui suivent. La date est de plus en plus souvent marquée par une simple visite présidentielle à Mont Vernon²²⁸. Le 220^e anniversaire du premier président, célébré en 1952, l'est de manière très mesurée.

Si certaines célébrations déclinent, d'autres naissent et prospèrent, signe de l'évolution du pays. Le 3 août 1949, Harry Truman signe le *Flag Day Bill*, qui fait officiellement du 14 juin le « jour du drapeau ». Une proclamation en ce sens avait initialement été émise par Woodrow Wilson en 1916²²⁹. Le président souhaitait commémorer officiellement l'adoption de la bannière étoilée comme drapeau des États-Unis, qui avait eu lieu le 14 juin 1777²³⁰. La première édition de *Flag Day* avait été un véritable triomphe. Alors que l'Europe était en guerre depuis plus de deux ans, le président avait décidé d'organiser dans la capitale, en ce jour du drapeau, un gigantesque « défilé de préparation » (*Preparedness Parade*), destiné à mobiliser les citoyens dans la perspective d'une entrée en guerre. Le cortège fut mené par Woodrow Wilson lui-même, qui

²²⁵ “Sesqui Opens With Pageant This Morning At Capitol”, WP, 15 avril 1950; p. B1; V.R. MONTANARI, “10,000 See Pageant at Capitol Open City's Sesqui Celebration”, WP, 16 avril 1950, M1; “Sesquicentennial Opens in Capital: 'Salute To Freedom' Ceremonies Start Program”, *Baltimore Sun*, 16 avril 1950; p. 3.

²²⁶ “Fireworks Top Fourth Celebration: Two-Hour Program at the Monument”, WP, 4 juillet 1950.

²²⁷ E. FOLLIARD, “City and Nation Join in Opening of Bicentennial: 100,000 Visitors Here to honor Washington”, WP, 23 février 1932, p. 1; “City Celebrates Washington's Birthday With Rites and Shopping Spree”, WP, 23 février 1952, p. B1.

²²⁸ “Washington Tomb Visited By Truman”, WP, 23 février 1947, p. M1; “Birthday Tributes Paid in Wind, Rain”, WP, 23 février 1949, p. 2; “Washington the City Hails Washington the Man with Day Off”, *Chicago Daily Tribune*, 23 février 1949, p. 2; G. REYNOLDS, “DAR, CAR Join in Honoring Washington”, WP, 23 février 1950, p. B4.

²²⁹ “President Wilson Urges Observance of Flag Day”, *The Washington Evening Star*, 30 mai 1916.

²³⁰ “Flag Day Bill Signed”, WP, 4 août 1949, p. B1.

marcha en tête, une première pour un défilé patriotique aux États-Unis. Dans le cortège se trouvaient entre 60 000 et 86 000 personnes selon les sources. Les militaires étaient présents en nombre, mais les civils étaient les plus nombreux : des anciens combattants, plusieurs centaines d'écoliers, des étudiants, ainsi que des fonctionnaires participèrent au cortège, preuve que ce défilé était autre chose qu'une simple parade militaire. Environ 30 000 personnes s'étaient déplacées pour les regarder²³¹. Au total, les participants et spectateurs de la journée avoisinaient les 100 000 personnes, soit presque autant que les foules rassemblées à New York (150 000) et Chicago le même jour (130 000) alors que la capitale compte bien moins d'habitants. Les célébrations suivantes sont d'une ampleur bien plus restreinte, même celle de 1950, qui intervient après l'officialisation de ce jour férié.

Figure 92 - Le Président Woodrow Wilson mène le défilé de Preparedness Day (14 juin 1916)



²³¹ "Host Marches Today: Led by President, 70,000 Citizens Will Demand Preparedness", WP, 14 juin 1916, p. 2; "Wilson Leads Parade For Preparedness", *Baltimore Sun*, 14 juin 1916, p. 2; "30,000 Cheer Wilson", WP, 15 juin, 1916, p. 8; "Deeply Impressed by the Significance of the Demonstration on National Flag Day", WP, 15 juin 1916, p. 8; "Patriots, Parade, Preparedness", WP, 15 juin 1916, p. 9; "86,931 Persons in Parade, Official Count Reveals", *The Washington Herald*, 15 juin 1916.

Il en va autrement des défilés en l'honneur des forces armées. Au fil des décennies, des jours de célébration ont été créés pour chaque branche des forces armées. À partir de 1921, *Navy Day* a été célébré tous les 27 octobre. *Army Day*, créé en 1928, est célébré le 6 avril, date d'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale. Les Marines fêtent l'anniversaire de leur création en novembre²³², les Garde-côtes le 4 août, et l'Armée de l'air le 18 septembre. Ces journées donnent lieu à des défilés militaires plus ou moins importants. Les plus massifs sont ceux de l'Armée de terre, qui compte généralement plus d'hommes à elle seule que toutes les autres armes réunies. En 1946, L'*U.S. Army*, compte ainsi 4,8 millions d'hommes, la *Navy* 2,4, le Corps des Marines 0,3, les Garde-côtes environ 20 000²³³.

En 1946, *Army Day* est célébré avec une vigueur particulière, à la fois car la guerre est terminée et car aucun défilé n'avait eu lieu pendant les cinq années précédentes. Le 27 octobre 1945, *Navy Day* avait été l'occasion pour la Marine d'accueillir plus de 100 000 visiteurs dans les installations du District et de ses environs immédiats et de dévoiler nombre d'appareils qui avaient été tenus secrets jusqu'à présent. Toutefois, aucun défilé n'avait été organisé²³⁴. Le 6 avril 1946, l'Armée veut rattraper le temps perdu²³⁵. Pour l'occasion, le président est à Chicago, où le défilé militaire est regardé par 90 000 personnes. Dans la capitale, ce sont environ 300 000 personnes qui se déplacent pour voir défiler la 82^e division aéroportée en tête de quelque 7 000 soldats sur Pennsylvania Avenue²³⁶. En 1947, 150 000 Washingtoniens assistent au défilé de 7 000 soldats et d'anciens combattants de trois guerres emmenés par la 82^e division aéroportée et accompagnée dans les airs par de nombreux appareils²³⁷. L'année suivante, les habitants de la capitale viennent à nouveau assister en masse au défilé. Ils sont 150 000 à 175 000 selon la police

²³² <http://www.defense.gov/afd/marinecorps.aspx> (consulté le 8 février 2013)

²³³ Department of Defense, *Selected Manpower Statistics, Washington Headquarters Services*, Directorate for Information Operations and Reports, Fiscal Year 1999, p. 39; US Coast Guard Annual Strength, (http://www.uscg.mil/history/docs/personnel/USCG_ManningLevels1947-2012.pdf)

²³⁴ J. BALL, "Navy Shows Its Secrets to Thousands: 100,000 Visit D.C. Yard to See Four Destroyers, Two Submarines", WP, 28 octobre 1945, p. M1.

²³⁵ "Parade, Exhibits to Mark Army Day in District", WP, 5 avril 1946, p. 2.

²³⁶ J. GERRITY, "300,000 See 82d Airborne Lead Parade On Army Day", WP, 7 avril 1946, p. M1; R. ALBRIGHT, "Armed Force To Back U.S. Policy Asked By President", WP, 7 avril 1946, p. M1.

²³⁷ "150,000 See Troops Parade with Veterans", WP, 8 avril 1947, p. 1.

à assister à la parade, qui comprend notamment les cadets de *West Point*, qui défilent habituellement à New York, située dans l'État où se trouve leur académie²³⁸. En cette période agitée sur le plan géopolitique et militaire, les Washingtoniens tiennent à saluer les troupes. Cet attachement aux forces armées perdure au cours des années qui suivent, sous une forme différente.

En effet, suite à la Seconde Guerre mondiale, la structure militaire du pays est réorganisée pour créer un système intégré. En 1948 le pays compte des ministères séparés pour l'Armée de terre²³⁹, la Marine et de l'Armée de l'air. Le tout constitue le *National Military Establishment*. En 1949, le *National Security Act* de 1947 est amendé le 10 août 1949 pour créer un ministère unique regroupant l'ensemble des branches armées du pays : le ministère de la Défense (*Department of Defense – DOD*). Quelques jours plus tard, le 31 août, Harry Truman opère dans la même logique d'intégration un regroupement des célébrations dédiées à chaque branche des forces armées. À partir de 1950, *Armed Forces Day*, célébration unique, sera fêté le troisième samedi de mai.

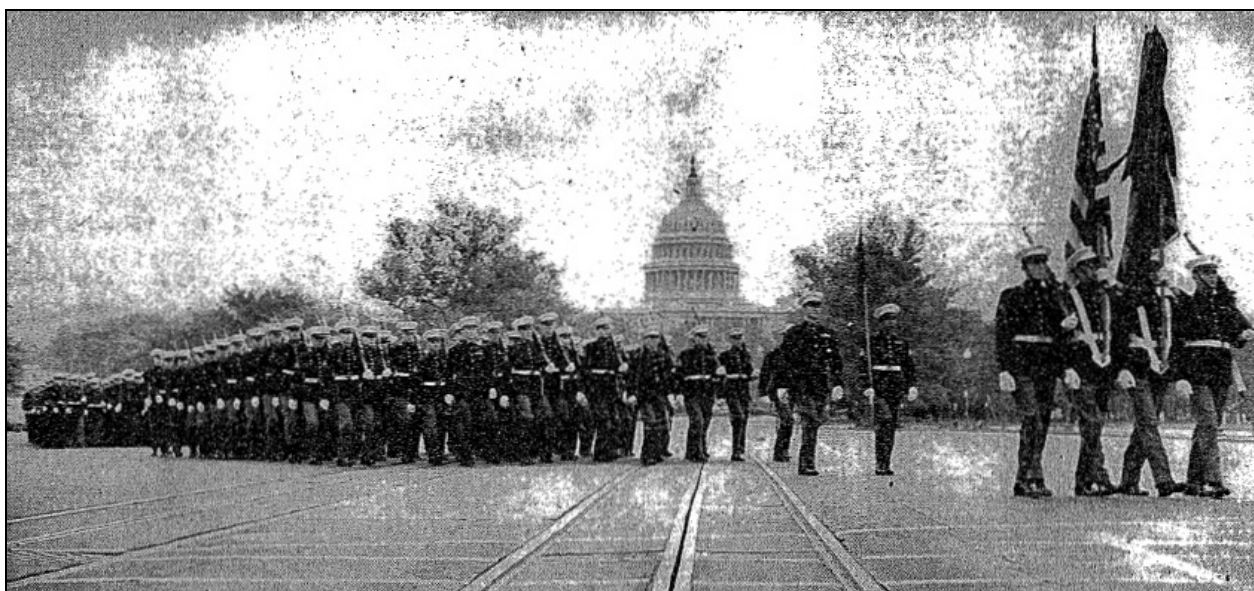
Dans un pays qui a connu deux guerres mondiales au cours des trente années précédentes et qui s'apprête à entrer dans un nouveau conflit en Corée, *Armed Forces Day* devient immédiatement une journée importante à la fois sur le plan national et sur le plan international. Aux États-Unis, la journée est l'occasion pour les autorités de rappeler l'importance des forces armées et de la vigilance militaire à maintenir au quotidien dans le contexte de plus en plus prégnant de guerre froide. Elle est aussi l'occasion pour les citoyens de rendre hommages à leur armée, dans un élan patriotique consubstantiel aux États-Unis. Sur le plan international, ce déploiement de forces et de matériel militaire sur Pennsylvania Avenue constitue une mise en garde vis-à-vis des adversaires potentiels comme la Russie.

²³⁸ "Army Day Parade Seen by Truman, 150,000", WP, 7 avril 1948, p. 1.

²³⁹ Le ministère de la Guerre a été créé en 1789 et rebaptisé ministère de l'Armée de terre par le *National Security Act* le 18 septembre 1947.

La première édition d'*Armed Forces Day*, le 20 mai 1950, est une réussite. La journée commence par le traditionnel défilé militaire, qui rassemble désormais un panel de toutes les forces armées sous la bannière « ensemble pour la Défense²⁴⁰ ». En un peu plus d'une heure, le président Harry Truman passe en revue cinq divisions de militaires, soit environ 6 500 hommes, en présence de 100 000 Washingtoniens et visiteurs. Les anciens combattants, les réservistes et les cadets lycéens sont également de la partie. L'après-midi, 250 000 personnes de la région vont visiter la base aérienne de Bolling et assister aux six heures de spectacle aérien qui y sont organisées. Huit autres installations militaires des environs, comme la *Naval Gun Factory*, ouvrent exceptionnellement leurs portes et accueillent des milliers de curieux²⁴¹.

Figure 93 - Un détachement de Marines défile sur Pennsylvania Avenue le 20 mai 1950²⁴²



Le succès de la manifestation se répète au cours des années suivantes. En 1951, 40 000 personnes assistent aux deux heures de défilé militaire du matin. L'après-midi, ils sont 100 000 à se rendre à Bolling, malgré la pluie, pour profiter du spectacle aérien²⁴³. En 1952, ils sont 50 000

²⁴⁰ Teamed for Defense

²⁴¹ "Armed Forces Plan Gigantic Aerial Show", WP, 1^{er} mai 1950, p. B1; "District to Celebrate Armed Forces Day", WP, 19 mai 1950, p. 28; "Preview of Nation's Military Might Be Seen by Thousands As Eye-Opener to First Unified Armed Forces Day", WP, 20 mai 1950, p. B1; "U.S. to Flex Defense Muscles On First Armed Forces Day: Armed Forces On Display", WP, 20 mai 1950, p. 1; "U. S. Widens Atom Lead, Military Experts Assert", *Baltimore Sun*, 21 mai 1950, p. 1.

²⁴² M. ANDREWS, "Services Unite For 1st Joint Parade Here", WP, 20 mai 1950, p. M1.

²⁴³ "Nation Honors Defenders of Freedom on Armed Forces Day", WP, 20 mai 1951, p. M1.

à regarder le défilé de plus de 10 000 soldats, puis 125 000 à suivre le spectacle aérien²⁴⁴. “Pour *Armed Forces Day*, les années se suivent et se ressemblent²⁴⁵. Les Washingtoniens et les visiteurs venus pour l’occasion ne semblent pas se lasser du spectacle reproduit année après année. En 1954, la base aérienne Bolling enregistre même un nombre record de visiteurs : 215 000 pour le spectacle aérien, 340 000 au total pour les deux journées de portes ouvertes²⁴⁶. L’un des deux objectifs principaux de la journée, entretenir l’intérêt du pays pour la défense nationale, est atteint.

À Washington, le pays honore ses présidents successifs, il commémore son histoire de multiples façons : défilés, rassemblements, discours, grands monuments, etc. Il rend parfois hommage à des héros nationaux à l’occasion de grands défilés honorifiques.

2. Quand la Nation célèbre : les parades officielles, ou l’art de consacrer les héros américains contemporains

a) Les héros citoyens de la nation

En de rares occasions, il arrive qu’un individu qui n’est ni chef d’État ni militaire soit célébré dans la capitale. C’est le cas d’Alexander Shepherd à son retour à Washington en 1895. Mais cet accueil n’est rien à côté de l’accueil reçu par un jeune homme de 25 ans le 11 juin 1927. Trois semaines plus tôt, ce jeune aviateur a piloté une carcasse d’acier sans escale de New York au Bourget. Le 11 juin, Charles Lindbergh, puisque c’est de lui qu’il s’agit, fait un retour triomphal au pays. Les foules venues l’acclamer sous le soleil le long de Pennsylvania Avenue rappellent à certains celles sorties célébrer l’armistice de 1918 ou l’arrivée de la dépouille du soldat inconnu en 1921, qui avaient alors marqué l’histoire de la ville. Au pied du *Washington Monument*, le président Calvin Coolidge en personne remet au jeune héros la *Distinguished Flying Cross*

²⁴⁴ “Armed Forces Day Paraders Total 15,000”, WP, 15 mai 1952, p. 3; E. RYAN, “Truman Joins D.C. Viewers of Big Parade: Truman Heads D.C. Viewers of Big Parade”, WP, 18 mai 1952, p. M1; “Armed Forces Day Exhibits Seen by 104,000 on 2^d Day”, WP, 19 mai 1952, p. B2.

²⁴⁵ “5000 Parade On Armed Forces Day: Saturday’s March And Boiling Show Top Busy Program”, WP, 14 mai 1953, p. 25; R. MALOY, “113,000 See Thrill Show at Bolling Base: Armed Forces Day Reveals”, WP, 17 mai 1953, p. M1; “President Sets May 21 As Armed Forces Day”, *Baltimore Sun*, 22 février 1955, p. 5.

²⁴⁶ A. HAILEY, “215,000 Thrilled by Air Force Jet Show”, *Washington Post & Times Herald*, 17 mai 1954, p. 1.

(DFC), en présence des représentants de 30 pays étrangers et devant une foule enthousiaste de 200 000 âmes²⁴⁷. Les journaux estiment à 500 000 le nombre total de personnes à avoir acclamé Lindbergh à un endroit ou un autre de la ville²⁴⁸. « Washington n'avait jamais accordé une telle ovation²⁴⁹ », écrit le journaliste Jessie Essary.

Figure 94 - Foule vue autour du podium, vue depuis le sommet du Washington Monument

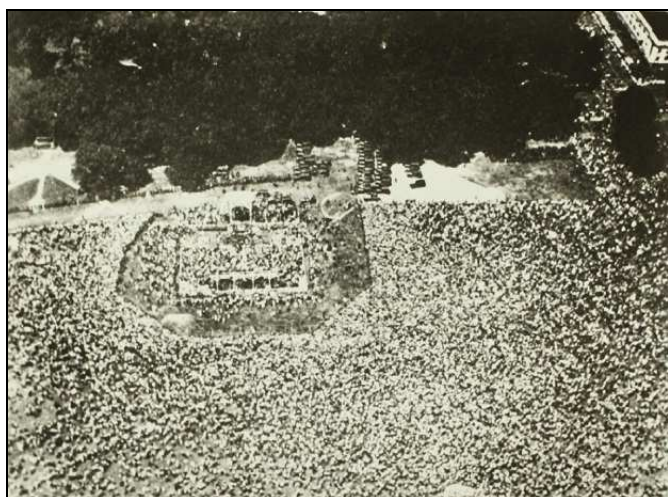


Figure 95 - Charles Lindbergh (au centre) reçoit la DFC des mains de Calvin Coolidge (à droite)



L'accueil enthousiaste réservé au colonel Lindbergh par les Washingtoniens amène le journaliste Jessie Essary à souligner, comme bien d'autres avant et après lui, combien ce type de réaction est inaccoutumé dans :

« une ville qui ne se laisse pas emporter par l'émotion, (...) une ville qui a accueilli au pays bien des héros de grandes batailles, qui a investi de nombreux présidents, et qui s'est habituée à célébrer des hommes en temps de paix comme en temps de guerre²⁵⁰. »

C'est là un discours récurrent, dans la presse et ailleurs, concernant la capitale et ses habitants. Washington et ses habitants sont décrits comme blasés, tellement habitués aux célébrations qu'ils n'y prêtent plus attention. Ironiquement, les incisives sur la ville « blasée », qui

²⁴⁷ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1); <http://www.criticalpast.com/video/65675031368> Charles-Lindbergh parade-in-Lindberghs-honor Pennsylvania-Avenue horse-cavalry-marches; <http://www.criticalpast.com/video/65675031736> Captain-Charles-A-Lindbergh John-Calvin-Coolidge Washington-monument The-Memphis.

²⁴⁸ "President Leads Capital Tribute for Ocean Flier", WP, 12 juin 1927, p. M1.

²⁴⁹ "Washington never before (...) accorded such an ovation", J. ESSARY, "Nation Honors Lindbergh", *Baltimore Sun*, 12 juin 1927, p. 1; "President Welcomes Lindbergh As Illustrious Citizen of The Republic", *Baltimore Sun*, 12 juin 1927, p. 4.

²⁵⁰ "a city which is not given to emotional outbursts; (...) a city that has welcomed home many heroes of great battles; which has inaugurated many presidents, and which has become used to men celebrated in both peace and war." (J. ESSARY, "Nation Honors Lindbergh", *Baltimore Sun*, 12 juin 1927, p. 1)

ne laisse habituellement pas filtrer ses émotions, apparaissent précisément lors de telles démonstrations de joie et d'enthousiasme, pour souligner combien le fait est exceptionnel. Or ces débordements de joie ne sont pas exceptionnels. Nous en avons mentionnés plusieurs auparavant, lorsque les Washingtoniens ont spontanément célébré le retour de présidents dans le District, comme ils accueillent Harry Truman en 1948. L'accueil réservé à Charles Lindbergh est un autre exemple. Au cours de l'histoire, la ville a également célébré avec force enthousiasme le retour de ses héros de guerre.

b) *Le salut de la Nation à ses héros de guerre*

Le 17 septembre 1919, le général John Pershing, auréolé de sa victoire en Europe, descend Pennsylvania Avenue à la tête des 24 000 hommes de la Première Division. Le cortège est acclamé par 400 000 Washingtoniens. L'avenue est bordée par des centaines de milliers de roses rouges et blanches offertes par les fleuristes du District et déposées par les *Girl Scouts*²⁵¹. La description du *Washington Post* est évocatrice :

« Aucune décoration, aucun titre, aucun honneur conféré par des gouvernements ou des rois n'aurait pu mieux exprimer la profondeur du sentiment du peuple américain que les acclamations qui ont balayé Pennsylvania Avenue sur le passage des patriotes conquérants. (...) Chaque hurra venait du cœur. C'était la démonstration spontanée du sentiment de gratitude qui parcourt la population toute entière²⁵². »

La fin de la Seconde Guerre mondiale donne lieu à des célébrations tout aussi enthousiastes. Elles se ne produisent pas dès le 8 mai 1945. Tandis que 200 000 Newyorkais se réunissent joyeusement sur Times Square pour fêter la capitulation allemande, l'humeur reste plus réservée dans la capitale²⁵³. Les Washingtoniens demeurent concentrés sur la tâche qui reste à accomplir sur le front Pacifique. Ils laissent tout de même éclater leur joie le 18 juin 1945, lors du défilé organisé en l'honneur du général Eisenhower, commandant en chef des forces alliées en Europe.

²⁵¹ “Capital Pays Homage to Pershing and His Conquering Hosts”, WP, 18 septembre 1919, p. 1.; “Capital Greets First Division: 400,000 Wildly Acclaim Pershing”, *Baltimore Sun*, 18 septembre 1919, p. 1; “Nation’s Leaders Hail Grim Hosts of Battle n Last Victory Review”, WP, 18 septembre 1919, p. 1

²⁵² “No decorations or titles or honors conferred by governments or kings could have better expressed the depth of feeling of the American people than the cheers which swept Pennsylvania avenue as the conquering patriots marched by. (...) Every cheer came from the heart. It was the spontaneous outburst of the feeling of gratitude which permeates the entire population.” (“Pershing and the First”, WP, 18 septembre 1919, p. 6)

²⁵³ A. HAGNER, “VE-Day Gets Staid Greeting in Washington”, WP, 9 mai 1945, p. 1.

Vingt-six ans auparavant, New York avait accueilli John Pershing une semaine avant la capitale. Cette fois, la primeur revient à Washington, qui tient à cette occasion la première célébration festive organisée depuis plus de trois ans dans le District. La foule de Washingtoniens et de visiteurs venus spécialement est estimée entre 800 000 et un million de personnes, soit le plus grand rassemblement de l'histoire de la capitale selon la presse²⁵⁴. « Jamais la capitale ne s'est aussi complètement transformée en une ville d'accueil et de célébration²⁵⁵, » affirme le responsable de la police municipale Edward J. Kelly.

Figure 96 - Foule rassemblée autour du Washington Monument en l'honneur du général Wainwright, 10 sept. 1945



Moins d'un mois plus tard, la ville célèbre avec ferveur Jonathan « Skinny » Wainwright, un général aux faits d'armes bien différents de ceux d'Eisenhower et dont le souvenir n'est pas resté aussi présent dans les esprits. L'une de ses particularités est d'avoir été le plus haut gradé américain fait prisonnier pendant la Seconde Guerre mondiale. Il avait reçu en mars 1942 le commandement en chef des forces alliées aux Philippines, suite au départ précipité de Douglas McArthur pour l'Australie et fut contraint de se rendre au mois de mai, pour éviter un bain de

²⁵⁴ "New Parade Recalls Old Victories", WP, 17 juin 1945, p. B1.

²⁵⁵ "Never had the capital transformed itself so completely into a city of welcome or of celebration". ("District Gives Beloved 'Ike' City's Greatest Reception", WP, 17 juin 1945, p. 2)

sang du côté des Alliés lors de la bataille de Corregidor. Il passa le reste de la guerre en détention au Philippines d'abord, puis à Taïwan et en Mandchourie, jusqu'à sa libération par les troupes soviétiques en août 1945. Le 10 septembre 1945, il est accueilli en héros par la capitale et son premier citoyen : le président Harry Truman. L'image du prisonnier de guerre a marqué les Américains, qui se pressent par centaines de milliers dans la capitale pour le saluer²⁵⁶.

Les célébrations redoublent le 5 octobre de la même année, en l'honneur d'un marin cette fois : l'amiral Chester W. Nimitz, commandant en chef des forces alliées dans la zone Pacifique. C'est sous son commandement que furent remportées la bataille de la mer de corail et la bataille de Midway. La ville lui réserve un accueil plus chaleureux encore que celui réservé au général Eisenhower. La guerre est désormais achevée, les Américains peuvent laisser libre cours à leur joie. Les commissaires du District planifient une grande journée de fête, « la plus grande et la plus spectaculaire depuis le début de la guerre²⁵⁷ », sans doute l'une des plus spectaculaires de l'histoire de Washington. Le 5 octobre, un million de personnes viennent acclamer le héros du Pacifique et les quelques 5 000 femmes et hommes qui défilent pendant 40 minutes en son honneur, 2000 *midshipmen* d'Annapolis à leur tête. Dans les airs, un nombre record de 1028 avions participent à l'évènement, une partie d'entre eux traçant à trois reprises le nom de NIMITZ dans le ciel. Au pied du *Washington Monument*, ils sont 250 000 à écouter l'amiral expliquer que ce n'est pas la bombe atomique mais la puissance maritime des alliés qui a forcé le Japon insulaire à capituler²⁵⁸.

Six ans plus tard, c'est le héros d'une autre guerre qui est acclamé dans la capitale, un général qui vient de se faire relever de ses fonctions pour avoir défié son commandant en chef.

²⁵⁶ “Medal Of Honor Given To General Wainwright: 500,000 Hail Hero Of Corregidor”, *Baltimore Sun*, 11 septembre 1945, p. 1; “Hero Greeted By 700,000 In Hearty D.C. Welcome”, WP, 11 septembre 1945, p. 1; <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/seconde-guerre-mondiale/video/AFE98000046/retour-du-general-wainwright-heros-de-bataan.fr.html>.

²⁵⁷ “the largest and most spectacular parade Washington has seen since the beginning of the war.” (“Record Throng Sees Return of Nimitz: Million Enthusiastic Citizens”, WP, 6 octobre 1945, p. 3)

²⁵⁸ “D.C. to Welcome Adm. Nimitz With Celebration on October 5”, WP, 18 septembre, 1945, p. 3; “Nimitz Program at a Glance”, WP, 5 octobre 1945, p. 1; “Route of Nimitz Parade Today For Guidance of Spectators”, WP, 5 octobre 1945, p. 2; “Record Throng Sees Return of Nimitz: Million Enthusiastic Citizens”, WP, 6 octobre 1945, p. 3; R. ALBRIGHT “Mile-Long Parade Led By Admiral Of Pacific”, WP, 6 octobre 1945, p. 1.

Douglas McArthur est accueilli par plusieurs centaines de milliers de personnes, 500 000 à 550 000 selon les estimations officielles, « la plus grande foule de l'histoire de la ville » selon Edward Folliard. Le journaliste ajoute que la foule célébrant le général déchu est non seulement plus nombreuse que lorsqu'elle a accueilli Charles Lindbergh ou Dwight Eisenhower mais aussi qu'elle réagit différemment. Pour Lindbergh, c'était de l'amour, pour Eisenhower, de la joie et de la fierté, pour McArthur, c'est de l'admiration²⁵⁹.

C. La capitale : un lieu stratégique pour les acteurs politiques

1. La mise en musique du pouvoir : Washington, havre des agences fédérales

Capitale des États-Unis, Washington a pour rôle premier d'incarner le pouvoir fédéral du pays, d'en être l'épicentre. Ainsi, le District de Columbia abrite à la fois la Maison-Blanche, le Congrès et la Cour suprême, rassemblant en un même lieu les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les ministères aussi se trouvent dans la capitale, mais ce ne sont pas là les seuls outils du pouvoir fédéral. En effet, le développement de l'État fédéral s'est en partie réalisé autour d'agences, qui occupent dans l'après-guerre une place importante dans le fonctionnement de l'État.

Les agences fédérales ont commencé à apparaître aux États-Unis dès 1789 dans leur forme primitive. Leur nombre en 1945 dépend de la définition que l'on adopte pour les caractériser. Si l'on inclut l'ensemble des bureaux et divisions de chaque ministère, le total atteint environ 200 en 1941. Si l'on restreint la définition aux entités qui édictent des règlements, de quelque nature qu'ils soient, le *Code of Federal Regulations* décompte 111 entités en 1941. En 1941, un rapport établi par le ministère de la Justice définit comme agence fédérale toute entité gouvernementale « dotée du pouvoir d'établir des droits et obligations individuels par réglementation ou décision administrative²⁶⁰. » Selon cette définition, les États-Unis comptent en 1941 un total de 51

²⁵⁹ E. FOLLIARD, "550,000 See Hero At Monument And in Parade Along Avenue", WP, 20 avril 1951, p. 1.

²⁶⁰ "the power to determine...private rights and obligations" by rulemaking or adjudication." (Attorney General's Committee on Administrative Procedure, *Final Report*, janvier 1942, <http://www.law.fsu.edu/library/admin/pdfdownload/apa1941.pdf>, p. 8)

agences fédérales (dont 18 agences indépendantes). Onze d'entre elles ont été créées avant la guerre de Sécession, six entre 1865 et 1900, 17 de plus entre 1900 et 1930. Le véritable essor des agences s'est produit au cours des années 1930, qui ont vu la création de 18 d'entre elles, principalement en lien avec le *New Deal*.

Cette dynamique se poursuit pendant la guerre, qui fait du District le quartier général incontesté des Alliés et donc le centre nerveux stratégique et logistique des opérations militaires. En 1945, le gouvernement compte 42 agences impliquées dans la conduite de la guerre (*Emergency War Agencies*) en plus de trente agences exécutives indépendantes et de diverses entités autonomes au sein des ministères²⁶¹. Parmi ces dernières se trouvent par exemple le *Federal Reserve System*, la *Federal Security Agency*, l'*Interstate Commerce Commission* et la *Veterans' Administration*. Chacune de ces agences dispose de pouvoirs significatifs dans des domaines ciblés, ce qui les rend intéressantes pour toute entreprise, lobby, association ou syndicat œuvrant dans un domaine concerné.

Le développement de l'État fédéral et de ses institutions, qui s'accélère à partir des années 1930, entraîne avec lui le développement de toute une activité connexe dans le District, une activité en lien étroit avec le pouvoir.

2. Les associations et lobbies investissent le District

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la capitale américaine dispose d'une légitimité incontestée et se trouve à la tête d'un État américain dont la puissance n'a jamais été aussi forte. Ce constat renforce l'attractivité déjà croissante du District pour toute une série d'institutions qui gravitent autour du pouvoir. L'une des motivations de ces structures est le prestige : le prestige d'avoir un siège social dans la capitale du pays. Néanmoins, la motivation de la plupart des institutions qui choisissent de s'implanter dans la capitale est de capturer une

²⁶¹ United States Government Manual, 1945, First Edition, Division of Public Inquiries Office of War Information, 1945 (<http://ibiblio.org/hyperwar/ATO/USGM/index.html#contents>), Federal writers' project, *Washington, city and capital*, Works Progress Administration, 1937; W. MCARDLE, "The Development of the Business Sector in Washington, D. C., 1800-1973," p. 588.

partie du pouvoir qui s'y trouve. La proximité avec le pouvoir décisionnaire et les hommes dotés de ce pouvoir est sans conteste l'un des principaux facteurs d'attraction de la ville. Les entreprises cherchent à obtenir des contrats publics ou des subventions, les structures qui n'ont rien à vendre directement cherchent à promouvoir certaines idées et certaines politiques, parfois par intérêt, parfois par conviction, auprès des législateurs et du pouvoir exécutif.

Le mouvement des sièges sociaux vers la capitale a été amorcé au cours des années 1920. Le gouvernement fédéral a alors commencé à prendre de l'ampleur, mais ce mouvement est également encouragé par le ministre du Commerce Herbert Hoover, qui lance un programme ambitieux encourageant les associations professionnelles nationales à s'installer dans la capitale²⁶². Il est également encouragé par les élites économiques locales, qui lancent en 1927 une campagne en faveur de l'installation de nouveaux sièges nationaux d'organisations du monde des affaires dans la capitale²⁶³. Celles-ci ne sont pas les seules à trouver un intérêt à la capitale. Au début des années 1920, plus de quinze associations féministes se sont implantées à Washington. Elles y trouvent à la fois la commodité d'être proches des décideurs, celle de renforcer les liens qui existent entre les différentes associations, et un symbole de force, car le simple fait de disposer d'un siège dans la capitale donne une ampleur nationale à une toute organisation²⁶⁴.

En 1930, par conséquent, le District est devenu une ville attractive dans le domaine des affaires. Plus de 500 associations œuvrant dans des domaines aussi divers que l'industrie, les sciences, la politique et les questions sociales ont alors un bureau dans la capitale et 100 d'entre elles y ont établi leur siège national. Parmi ces dernières se trouvent par exemple la Chambre de Commerce des États-Unis (*United States Chamber of Commerce*), la Fédération américaine des produits laitiers (*American Dairy Federation*), l'Association américaine des fabricants de produits pharmaceutiques (*American Drug Manufacturers Association*), ou la Fédération

²⁶² C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 279; R. ALLEN, "A Summary of Twentieth Century Economic Development of the District of Columbia and the Washington Metropolitan Area", p. 539.

²⁶³ "Drive to Make City Center of National Associations Begun", WP, 20 août 1927, p. 18.

²⁶⁴ "Women See Washington as Nation's Center", WP, 15 avril 1923, p. 79.

américaine du Travail (*American Federation of Labor – AFL*), l'un des principaux syndicats du pays²⁶⁵. L'ancrage de ces institutions dans la capitale leur permet de piloter plus efficacement leurs actions législatives et leurs affaires publiques que si elles étaient éloignées du pouvoir et des décideurs. Ironiquement, certaines associations comme *Americans, Inc.*, la *Liberty League* et *America First* s'implantent à Washington pour lutter contre l'expansion du gouvernement en général et la politique de Franklin D. Roosevelt en particulier²⁶⁶.

Le mouvement se poursuit pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En 1943, par exemple, la NAACP établit son siège dans la capitale²⁶⁷, en 1945, c'est au tour de la *National Association of Retail Clothiers and Furnishers*²⁶⁸. Après la guerre, la perspective de puis la chute du nombre d'employés fédéraux amène le *Board of Trade* à lancer une nouvelle stratégie d'attraction d'associations professionnelles dans le District²⁶⁹. L'argument du *Board* est naturellement que la capitale est l'implantation la plus efficace pour de telles organisations, car elle permet un accès direct au gouvernement, ses multiples agences et leurs employés de haut niveau²⁷⁰.

Les syndicats de travailleurs paraissent sensibles aux arguments du Board. En 1953, l'Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America (AFL) cherche un quartier général dans le District. Il sera le 47^e syndicat national ou international à choisir la capitale comme siège, sur un total de 215 implantés aux États-Unis. Quelques mois plus tôt, la Transit Workers Union (AFL) avait elle aussi choisi de transférer son siège à Washington, de préférence à Détroit où elle était implantée auparavant. À ce transfert, une raison principale : Washington « est le lieu logique d'un siège syndical²⁷¹ ». Le puissant

²⁶⁵ R. LUSK, *A Survey of Washington and its Environs*, 1930, p. 66.; Federal writers' project, *Washington, city and capital*, 1937, p. 522; W. MCARDLE, *op. cit.* (note 261), p. 586.

²⁶⁶ E. WILLIAMS, "Washington's 'Big Leagues' Take a Hand in Political Game", WP, 28 octobre 1934, p. B2.

²⁶⁷ "NAACP Establishes Headquarters in the National Capital, *Atlanta Daily World*, 12 février 1943, p. 5.

²⁶⁸ Association nationale des détaillants de vêtements et de meubles (S. GOODMAN, "Clothiers Move Headquarters To Washington", WP, 6 janvier 1945, p. 10)

²⁶⁹ E. RYAN, "Washington Is Wooing the Nation's Business", WP, 27 décembre 1953, p. B1.

²⁷⁰ E. RYAN, "Trade Associations Are Promising Source for Future Economic Growth in D.C. Area", WP, 28 décembre 1953, p. 13.

²⁷¹ "it's the logical place for a union headquarters"

syndicat des Teamsters, installé précédemment à Indianapolis, choisit lui aussi la capitale comme siège en 1953. Samuel Gompers, créateur de l'AFL en 1889, avait compris très tôt le rôle crucial de la capitale pour le poids de sa fédération. Il en avait donc déplacé le siège dans le District dès 1897. En 1953, le CIO, plus petit mais comptant tout de même 33 syndicats affiliés, est lui aussi implanté dans la capitale. Deux de ses affiliés les plus importants, les Auto Workers et United Steel, restent respectivement implantés à Détroit et Pittsburgh, où se trouvent leurs attaches industrielles, dans le domaine de l'automobile pour le premier, de l'acier pour le second. Ils ont néanmoins ouvert de grands bureaux dans la capitale, qui est désormais reconnue comme incontournable dans le monde syndical²⁷².

Le constat est similaire dans le domaine de l'éducation, quoiqu'à une échelle moindre. La *National Education Association* (NEA), l'un des « Trois Grands » du secteur, a choisi de s'implanter dans le District²⁷³. Ce constat se vérifie aussi en matière religieuse, à une époque où « un pieux Président mène la résurgence nationale du sentiment religieux²⁷⁴ ». Washington concurrence désormais New York pour son nombre de sièges d'organisations religieuses nationales. Chaque dénomination souhaite avoir une représentation dans la capitale. Des édifices imposants sont érigés, tout en symbole. Des conférences et conventions sont organisées. La principale organisation est alors la *National Catholic Welfare Conference* (NCWC), parmi d'autres associations catholiques. Son équivalent protestant, le *National Council of Churches* (NCC), reste basé à New York, mais il dispose d'un bureau à Chicago et en a ouvert un à Washington en 1952. Les adventistes sont déjà implantés dans la capitale, de même que *B'nai B'rith*, la principale organisation juive des États-Unis.

²⁷² S. STAVISKY, "Unions Making Washington Capital of Organized Labor", WP, 29 décembre 1953, p. 17.

²⁷³ J. ROGERS, "Education Is Big Business in Washington, With Annual Revenue of Millions to Trade", WP, 30 décembre 1953, p. 25.

²⁷⁴ "a churchgoing Chief Executive who is leading the Nation's resurgence of religious interest". (K. DOLE, "Capital Is Becoming Religious Hub: New Churches and Agencies Are Thrusting D.C. to Fore", WP, 3 janvier 1954, p. M11)

Il est estimé en 1953 que sur les quelque 2 000 associations professionnelles que compte le pays, plus de 1 000 sont basées dans l'État de New York, environ 400 dans l'Illinois et environ 250 dans la capitale.

En 1956, une étude du ministère du Commerce donne de nouveaux éléments et permet de constater que la capitale a gagné du terrain. Dans le seul domaine des organisations professionnelles, Washington compte désormais 300 sièges nationaux, qui emploient 5 000 personnes. L'étude dénombre également environ 6 000 personnes supplémentaires employées par des associations d'autres domaines, telles que la *National Education Association* ou la *National Geographic Association*. Au cours de la même année, le *Board* rapporte que le nombre de syndicats nationaux implantés dans la ville atteint 50²⁷⁵.

Figure 97 - Répartition géographique et typologique des sièges d'organisations américaines (1959)²⁷⁶

Type d'organisation	Zone métropolitaine				Autre	Nombre d'organisations
	New York	Chicago	DC	Autre		
	%	%	%	%	%	
Affaires	38,1	17,3	14,7	26,9	2,9	2 340
Agriculture	6,0	6,6	12,6	42,7	32,0	334
Gouvernement	18,9	20,1	36,6	20,0	4,2	164
Scientifique	23,9	4,8	19,8	42,0	9,5	293
Education	32,2	7,5	22,5	28,5	9,1	583
Affaires sociales	49,2	7,5	13,4	23,8	6,0	268
Santé	30,6	14,6	8,2	35,9	10,3	437
Affaires Publiques	53,5	3,1	26,0	16,6	0,8	127
Confrérie	9,2	11,8	5,9	65,2	7,6	119
« Ethnique »	59,9	5,4	6,3	25,1	3,2	222
Religion	51,5	9,7	10,0	26,1	2,7	299
Horticulture	11,5	1,1	5,7	60,5	20,7	87
Anciens combattants	16,5	0,9	27,8	43,5	11,3	115
Loisirs	27,0	3,0	5,0	45,0	20,0	100
Sport	29,7	7,8	3,9	50,0	8,6	128
Syndicat	16,1	10,3	29,5	40,0	4,0	224
Chambre de commerce	49,2	1,5	2,3	24,4	22,7	132
Fraternité universitaire	10,4	7,5	2,3	24,4	22,7	307
Autre	41,9	4,8	6,4	37,0	9,7	62
Total	32,9	11,4	14,6	32,6	8,4	6 341

L'étude réalisée par Lieberson et Allen en 1963 montre une corrélation entre les activités gouvernementales du District et le type d'organisations qu'il attire. En effet, comme le montre le

²⁷⁵ S. GOODMAN, "300 Trade Groups Headquartered Here", *Washington Post & Times Herald*, 3 octobre 1956, p. 64

²⁷⁶ S. LIEBERSON, I. ALLEN, Jr., "Location of national headquarters of voluntary associations", p. 321.

tableau ci-dessus (fig. 97), Washington est alors après New York (et devant Chicago) la ville qui accueille le plus de sièges nationaux dans le pays. Elle arrive derrière New York et Chicago dans un certain nombre de domaines, mais elle les devance, parfois largement, pour ce qui est des associations en lien avec l'agriculture, le gouvernement, les anciens combattants et les syndicats. Elle est également bien positionnée dans les domaines scientifique et éducatif. Le lien plus précisément dégagé par Lieberson et Allen porte sur le taux de lobbying. Selon leurs calculs, les domaines les plus représentés dans la capitale sont ceux dont les activités de lobbying sont les plus intenses. Cette corrélation n'apparaît pas dans le cas de New York et Chicago²⁷⁷.

En 1960, l'afflux continu d'associations et de sociétés savantes a fait de Washington « la capitale de tous les intérêts et aspirations majeurs américains²⁷⁸ ».

3. La politique nationale dans la capitale

a) *Marcher sur Washington : une tradition en cours de formation*

Lorsque l'« Armée » de Coxey marche sur Washington, le 1^{er} mai 1894, des milliers de badauds regardent le défilé avec curiosité. Comme l'explique Lucy Barber²⁷⁹, ils ne savent trop que penser du spectacle qui s'offre à eux. Voici quelque 500 chômeurs harassés qui sont venus à pied depuis l'Ohio pour protester contre les répercussions de la Crise de 1893 et réclamer du travail à leur gouvernement. C'est la première fois qu'un mouvement de citoyens s'approprie ainsi la capitale américaine pour protester publiquement avec la Nation pour témoin. Quelques jours avant l'arrivée des manifestants, le sénateur Joseph Hawley (R., Conn.) avait exprimé en séance ses craintes de voir un tel évènement créer un précédent, expliquant que « cela pourrait devenir une habitude de venir tous les ans en pèlerinage dans la capitale et d'entreprendre de dominer le Congrès à travers la présence physique du peuple²⁸⁰ ».

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 322-324.

²⁷⁸ “the capital of all major American interests and aspirations”. (C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 501)

²⁷⁹ L. BARBER, *Marching on Washington, The forging of an american political tradition*, p. 1-2.

²⁸⁰ “it may become a habit to make pilgrimages annually to Washington and endeavour to dominate Congress by the physical presence of the people”. (J. HAWLEY, *Congressional Record*, 53rd Cong., 2nd Sess., 20 avril 1894, 26, pt. 4:3884)

Au cours des décennies qui suivent, les craintes de Joseph Hawley deviennent réalité. Le District ne devient pas exactement un lieu de pèlerinage, mais il devient sans nul doute à plusieurs reprises le creuset des frustrations, des protestations et des luttes des Américains. Lucy Barber montre bien dans son ouvrage comment la capitale devient au fil des décennies et des mouvements de protestation un lieu symbolique d'expression, partie intégrante de la tradition politique américaine. Après l'armée de Coxey en 1894 viennent la grande manifestation des suffragettes en 1913, la *Bonus March* en 1932 et la « presque manifestation » pour les droits civiques de 1941. Chacun de ces événements forge une partie de l'histoire politique nationale et établit puis renforce la place de la capitale au sein de cette histoire. La manifestation des suffragettes et le rassemblement dans le District de la *Bonus Army* sont, à des échelles et dans un style différents, des démonstrations de force. Dans le cas du *March on Washington Movement* (MOWM) , c'est la menace d'organiser une manifestation massive dans la capitale qui permet aux partisans des droits civiques d'obtenir des concessions en 1941, preuve que la démonstration de force nationale est devenue un levier de plus dans le jeu politique²⁸¹.

Bien que ses objectifs idéologiques soient foncièrement différents, le Ku Klux Klan s'inscrit dans cette tradition lorsqu'il se rassemble dans la capitale en 1925. Le défilé de plus de 30 000 de ses membres sur Pennsylvania avenue, pendant près de quatre heures, est destiné à exposer aux yeux du pays la force du mouvement, qui est alors à son apogée²⁸². Pour ce faire, les chevaliers doivent sacrifier leurs cagoules et leur anonymat. En effet, les autorités refusent de les laisser défiler masqués. Le défilé n'en est pas moins étrange, probablement l'un des plus étranges de l'histoire de la ville. L'*Afro-American* décrit « 30 000 personnes en chemise de nuit [qui] défilent dans les rues de DC²⁸³ ». L'hebdomadaire afro-américain, à l'instar du *Baltimore Sun*, évoque une foule de badauds apathiques, plus curieuse qu'enthousiaste. Il ajoute que contrairement à

²⁸¹ L. BARBER, *op. cit.* (note 279), p. 44-140.

²⁸² J. ESSARY, "35,000 in Klan Garb Parade in Washington", *Baltimore Sun*, 9 août 1925, p. 1; C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 279.

²⁸³ "30,000 in nighties march D.C. streets" ("But 1 Colored Person in Ku Klux Klan Parade", *The Afro-American*, 15 août 1925, p. 1)

l'usage, ces hôtes inhabituels n'ont pas reçu de signe de sympathie à leur arrivée dans le District. Pas d'affiches, « pas une banderole dans toute la ville pour leur souhaiter la bienvenue²⁸⁴ ». Le Klan renouvelle l'expérience le 13 septembre de l'année suivante. Les participants au défilé sont moins nombreux, mais leur nombre atteint tout de même 15 000 à 18 000 selon les estimations. Près de 30 trains spéciaux ont été affrétés pour l'occasion. De plus, ils représentent davantage d'États qu'en 1925. Pour cette deuxième édition, la ville est moins surprise. Quelques banderoles de bienvenue sont mêmes visibles çà et là. La curiosité reste néanmoins le sentiment dominant des quelque 100 000 badauds qui assistent au défilé²⁸⁵.

Figure 98 - Défilé du Ku Klux Klan sur Pennsylvania Avenue le 8 août 1925



b) La guerre froide s'invite dans la capitale

Au cours des années d'après-guerre, l'intensification progressive de la guerre froide se traduit de manière concrète sur le sol américain. Ces années sont celles du maccarthysme, celles de la

²⁸⁴ *not a single sign of welcome displayed in the whole city* ("But 1 Colored Person in Ku Klux Klan Parade", *The Afro-American*, 15 août 1925, p. 1; "The Klan Parade", *Baltimore Sun*, 10 août 1925, p. 6, "White-robed Klan Cheered on March in Nation's Capital", WP, 9 août 1925, p. 1.

²⁸⁵ "Ku Klux Klan Thousands in Colorful Review as Conclave Opens", WP, 14 septembre 1926, p. 1; "18,000 Night Shirts in D.C. Klan Parade", *The Afro-American*, 18 septembre 1926, p. A14.

chasse aux sorcières contre les communistes. Face à ces attaques contre la liberté d'opinion et d'expression, certains citoyens font connaître leur désaccord. Dans la droite ligne des mouvements de 1894, 1932, 1913 ou 1941, la capitale est un lieu privilégié d'expression de ces protestations. Aucune manifestation n'atteint au cours de ces années l'écho ni la magnitude des protestations mentionnées plus haut. Néanmoins, la capitale confirme en ces années de guerre froide sa fonction de réceptacle et d'amplification des mécontentements citoyens. Lorsque le peuple se sent bafoué, son réflexe est de marcher sur la capitale pour signifier son sentiment devant les grilles de la Maison-Blanche ou sur les marches du Capitole.

LE COMITÉ POUR LE PREMIER AMENDEMENT À WASHINGTON

Le 26 octobre 1947 au soir, une trentaine de personnalités du cinéma américain arrivent dans le District à bord d'un avion d'Howard Hughes. Acteurs, auteurs, scénaristes, réalisateurs, ils se déplacent pour soutenir au nom du

Comité pour le Premier Amendement (*Committee for the First Amendment - CFA*) les premiers témoins « hostiles » à comparaître devant l'HUAC (*House Un-American Activities Committee*).

L'HUAC est une commission parlementaire destinée à enquêter sur les activités « subversives » menées dans le pays, dans le contexte de suspicion qui vise les communistes américains. Sous la présidence du

Figure 99 - Les 26 posent devant le Capitole, octobre 1947



député Parnell Thomas (R., N.J.), la commission tourne rapidement son attention vers le milieu

du cinéma, qu'elle suspecte de promouvoir à travers ses films les idées communistes afin de corrompre le public innocent américain. À l'automne 1947 s'ouvrent les premières auditions destinées à entendre les 39 témoins d'Hollywood. Certains coopèrent, en admettant des sympathies communistes et/ou en livrant des noms de communistes réels ou supposés. D'autres refusent de se prêter à ce jeu. Ils deviendront célèbres sous le nom des « 10 d'Hollywood²⁸⁶ ».

C'est dans ce contexte que le CFA voit le jour en septembre 1947, à l'initiative du scénariste Philipp Dunne et des réalisateurs John Huston et William Wyler. Leur objectif : réaffirmer la liberté d'expression, garantie par le premier amendement à la Constitution américaine, et qu'ils estiment mise en danger par les activités de l'HUAC. Très vite, quelques personnalités se rallient à leur cause. Ils ne sont pas forcément communistes, plutôt sympathisants, ou simples partisans de la liberté d'opinion. Parmi eux se trouvent Lauren Bacall, Humphrey Bogart, Judy Garland, Gene Kelly, Katharine Hepburn, William Holden, Burt Lancaster, Fredric March, ou encore Frank Sinatra.

Le 27 octobre 1947, 26 membres du CFA se rendent à Washington pour soutenir en personne les 10 témoins récalcitrants, qui refusent de répondre à la question « Êtes-vous actuellement ou avez-vous été par le passé un membre du Parti communiste²⁸⁷ ? », bien que cela leur fasse encourir des peines de prison. En chemin, les vedettes ont tenu sur ABC une émission de radio intitulée « Hollywood contre-attaque » et ont fait escale dans plusieurs villes où ils ont partagé leur préoccupation avec les Américains. Leur séjour dans la capitale doit conclure avec éclat cette campagne de publicité. Ils tiennent une conférence de presse à Washington, posent devant le capitol et assistent en silence pendant plusieurs jours aux séances de l'HUAC²⁸⁸.

L'action choc du CFA est un échec. Les 10 d'Hollywood sont finalement condamnés pour outrage au Congrès le 2 décembre 1947. Dès le lendemain, le *Waldorf Statement*, communiqué de

²⁸⁶ Les 10 sont Alvah Bessie, Herbert Biberman, Lester Cole, Edward Dmytryk, Ring Lardner Jr., John Howard Lawson, Albert Maltz, Samuel Ornitz, Adrian Scott et Dalton Trumbo.

²⁸⁷ "Are you now, or have you ever been, a member of the Communist Party?"

²⁸⁸ "40 Film Folk Fly Here for Probe Protest: Group Supporting 'Hostile Witnesses'", WP, 27 octobre 1947, p. 1; "Probe Assailed in Broadcast As 'Hollywood Fights Back'", *The Sun*, 27 octobre 1947, p. 2.

presse émis par les patrons des grands studios de cinéma qui les employaient, annonce qu'il est mis fin à leurs contrats et qu'il ne leur en sera pas offert de nouveau. Ils seront ensuite jugés coupables d'activités subversives, condamnés à des peines allant de 6 mois à un an de prison et ne retravailleront pas sous leur propre nom à Hollywood avant de longues années. Pendant ce temps, des dizaines d'autres étaient également mis sur liste noire et incapables de trouver un emploi à Hollywood. Le CFA, de son côté, ne résista pas non plus. Certains de ses membres, face à la pression croissante, dénoncèrent par la suite l'action menée dans la capitale.

DÉFENDRE LES DROITS CIVIQUES ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le 2 juin 1948, plusieurs milliers de défenseurs des libertés publiques venus de tout le pays en avion, train et bus se rassemblent dans la capitale. Ils représentent 30 États au total et leur nombre est estimé atteindre 6 000 à 7 500 personnes. Pour l'*Afro-American*, il s'agit du groupe de manifestants le plus impressionnant et peut-être le plus nombreux à s'être jamais rendu dans la capitale²⁸⁹. Le nom qu'ils se sont donné est évocateur : « délégation nationale et non-partisane à Washington pour le vote de lois civiques²⁹⁰ ». Leur objectif est double. D'une part, obtenir avant la clôture de la session parlementaire (le 31 décembre) le vote d'un projet de loi contre les lynchages, d'un second projet imposant une pratique équitable en matière d'embauches (résultat des travaux de la FEPC mentionnée plus haut) et d'un troisième interdisant les taxes électorales (*poll taxes*), qui permettent d'écarter un nombre non négligeable de Noirs des bureaux de vote dans les États du Sud. Il s'agit de l'objectif principal pour environ 1 000 des manifestants. D'autre part, protester officiellement contre le projet de loi anticommuniste Mundt-Nixon, qui est alors à l'étude devant la commission sénatoriale des affaires judiciaires après avoir été adopté par la Chambre en mai. L'un des objets de ce projet de loi était d'obliger les communistes à se

²⁸⁹ "Three Marchers on Washington Find Jail at End of Trip: Group Barred from Cafe 5,000 March on City", *The Afro-American*, 12 juin 1948, p. 5. C'est naturellement sans compter la *Bonus Army*, qui attire environ 20 000 anciens combattants dans la capitale en 1932.

²⁹⁰ "national non-partisan delegation to Washington for passage of civil rights legislation" (A. DUNNIGAN, "7,500 'March' On Washington", *Atlanta Daily World*, 6 juin 1948, p. 1; S. Stavisky, "3 Demonstrators Arrested As 5000 Protest Mundt Bill: 5000 Protest, 3 Are Arrested", *WP*, 3 juin 1948, p. 1)

déclarer auprès des autorités. Le faire échouer est la volonté de quelque 5 000 manifestants. Du fait de ces objectifs législatifs, le choix de la capitale comme lieu de manifestation s'impose. C'est en effet à Washington et nulle part ailleurs que la délégation pourra avoir accès simultanément à autant de parlementaires.

La cible principale des manifestants est le Congrès et plus précisément au Congrès le Sénat. Divisés en groupes de cinq, ils parcourent les couloirs du Capitole et du *Senate Office Building* (où se trouvent les bureaux de certains sénateurs) pour rencontrer leurs élus et réclamer que ceux-ci votent les lois civiques mentionnées ci-dessus et s'opposent au projet de loi Mundt-Nixon. Nombre de sénateurs refusent de les rencontrer.

Figure 100 - Manifestants devant la Maison-Blanche le 2 juin 1948



Le président Harry Truman a lui aussi refusé de recevoir une délégation du groupe. Après avoir passé la plupart de la journée au Capitole, 3 000 à 4 000 délégués²⁹¹ se retrouvent donc devant les grilles de la Maison Blanche pour manifester, avec le chanteur et activiste Paul Robeson à leur tête. Pendant ce temps, d'autres membres du groupe manifestent avec les mêmes slogans devant le DNC et son homologue républicain le *Republican National Committee* (RNC), dont les sièges se trouvent naturellement dans la capitale, à proximité du Congrès. La journée

²⁹¹ Ils sont 3 169 selon un agent des services secrets, près de 4 000 selon l'*Atlanta Daily World*.

d'action se termine le soir par un rassemblement massif (qui n'a certes rien de commun avec les foules du 4 juillet mais n'en est pas moins important) au Sylvan Theater, situé au pied du *Washington Monument*, où plusieurs orateurs se succèdent à la tribune²⁹².

Aucun trouble majeur ne se produit au cours de la journée, qui conduit tout de même à l'arrestation de trois manifestants : deux au Capitole et une à l'*Astor Restaurant*. Cette dernière, Gloria Giovelli, une jeune femme blanche de Long Island, a protesté contre l'inégalité de traitement entre Noirs et Blancs lorsque le gérant a refusé de servir les membres noirs du groupe auquel elle appartenait et leur a demandé de quitter les lieux²⁹³. Ce sujet sera approfondi dans le chapitre 7.

Le projet de loi Mundt-Nixon, adopté par la Chambre le 21 mai 1948, ne sera finalement pas adopté par le Sénat, pas plus que son successeur, le projet de loi *Mundt-Ferguson*, lui aussi adopté par la Chambre. Six mois plus tard, une partie des manifestants, accompagnés de nouveaux venus, seront dans la capitale pour la *Freedom Crusade* mentionnée auparavant. Mais cette action n'empêchera pas l'adoption en septembre 1950 de la loi McCarran sur la sécurité nationale (McCarran National Security Act), qui reprend les aspects principaux du projet de Mundt et interdit l'adhésion des Américains au parti communiste.

AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE : L'AFFAIRE ROSENBERG

L'Affaire Rosenberg est sans conteste l'un des événements marquants de la guerre froide et le plus célèbre des procès d'espionnage américains. Lorsqu'elle éclate en 1950 en pleine chasse aux sorcières, elle cristallise le sentiment anticomuniste national et la peur d'une attaque soviétique nucléaire qui se sont répandus au sein de la société américaine. Les époux Rosenberg, Julius et Ethel de leurs prénoms, sont condamnés le 29 mars 1951 au terme d'un procès qui a retenu

²⁹² A. DUNNIGAN, "7,500 'March' On Washington", *Atlanta Daily World*, 6 juin 1948, p. 1; S. STAVISKY, "3 Demonstrators Arrested As 5000 Protest Mundt Bill: 5000 Protest, 3 Are Arrested", WP, 3 juin 1948, p. 1; "3,169 Mundt Bill Opponents Picket The White House", *Baltimore Sun*, 2 juin 1948, p. 1.

²⁹³ "Three Marchers on Washington Find Jail at End of Trip: Group Barred from Cafe 5,000 March on City", *The Afro-American*, 12 juin 1948, p. 5.

beaucoup d'attention et soulevé des réactions passionnelles dans le monde entier. Leur crime : conspiration pour transmettre des secrets de l'arme atomique à l'Union soviétique. Leur peine : la peine capitale²⁹⁴. Le crime dont ils sont accusés, la façon dont le procès s'est déroulé, les doutes qui pèsent sur leur culpabilité, la nature définitive de la peine à laquelle ils ont été condamnés, tous ces facteurs contribuent à faire du procès Rosenberg une Affaire Rosenberg qui déchaîne les passions dans tout le spectre politique²⁹⁵. Tout naturellement, la capitale devient l'un des lieux d'expression privilégié de ces passions. À travers des veillées, des manifestations d'un jour et des manifestations au long cours, les partisans des époux Rosenberg tentent d'obtenir en leur faveur la clémence des autorités.

Le 27 décembre 1952, une « Veillée pour la clémence » (*Clemency vigil*) se déroule dans un froid glacial devant la Maison Blanche à l'initiative du « Comité national pour obtenir justice dans l'affaire Rosenberg » (*National Committee to Secure Justice in the Rosenberg Case*). Les participants sont peu nombreux : 12 femmes et cinq hommes, venus des États de New York, du New Jersey et du Maryland. Cela dit, ils ne sont pas là pour faire nombre mais pour rester. Leur objectif est d'obtenir la commutation de la peine des Rosenberg. Leur porte-parole David Alman annonce qu'ils maintiendront leur présence sur place, avec l'aide d'autres partisans des Rosenberg, jusqu'à ce que leur objectif soit atteint. Cette technique, consistant à maintenir une présence limitée mais continue devant la Maison-Blanche sera utilisée à maintes reprises au cours des années suivantes. Lorsque les manifestants pro-Rosenberg débutent leurs rondes, armés de pancartes, devant la Maison-Blanche, le président est Harry Truman et l'exécution des Rosenberg est prévue pour le 11 janvier²⁹⁶.

²⁹⁴ R. SHAFFER, "Rosenberg Defenders March Again: 22 Years After Executions", WP, 20 juin 1975, p. A10.

²⁹⁵ *ibid*

²⁹⁶ "Pickets Seek Clemency for Rosenbergs: March Near White House In Effort to Save Convicted Atom-Spies", *Baltimore Sun*, 28 décembre 1952, p. 3.

L'exécution est finalement reportée (elle le sera à plusieurs reprises au fil des procédures d'appel²⁹⁷), mais les manifestants restent en position. Ils suspendent leur action le 17 janvier, au bout de 21 jours de présence continue, « par respect pour l'investiture du nouveau président »²⁹⁸.

Peut-être espèrent-ils ainsi gagner les faveurs de Dwight Eisenhower, mais ce dernier ne se montre pas plus réceptif qu'Harry Truman à leur plaidoyer et à celui de l'avocat des Rosenberg. La manifestation reprend le 14 février²⁹⁹. Elle s'interrompt à nouveau le 24 février. Pour l'occasion, 700 partisans des Rosenberg ont fait le déplacement, pour la plupart de New York. Tous espèrent alors encore qu'Eisenhower reviendra sur sa position à la lumière de la « 'gigantesque vague de doute' qui existe à travers le monde que le

Figure 101 - Manifestants en soutien aux époux Rosenberg devant la Maison-Blanche, 1947



procès Rosenberg ait été conduit selon les règles de droit destinées à protéger les Américains mis en accusation³⁰⁰. »

Les actions en faveur d'Ethel et Julius Rosenberg reprennent à la fin mi-juin 1953. La date de leur exécution est désormais fixée au 19 juin. Elle ne changera plus, malgré la mobilisation de

²⁹⁷ Lors de l'annonce de la sentence, le 5 avril 1951, la date prévue pour son application était le 21 mai de la même année

²⁹⁸ "Rosenberg Clemency Pickets Call Off Vigil", *The Sun*, 18 janvier 1953, p. 3.

²⁹⁹ R. RUTH, "Pope Tells Eisenhower of New Pleas for Rosenbergs", *The Sun*, 15 février 1953, p. 1.

³⁰⁰ "a tremendous wave of doubt' exists through the world that the Rosenberg trial was conducted within "those limits prescribed by law to protect accused Americans". ("Rosenberg Picketing Ends at White House", *WP*, 24 février 1953, p. 15)

leurs soutiens et les nombreux appels à la clémence venus du monde entier. La plus grande mobilisation de soutien aux époux Rosenberg se tient dans le District le 14 juin, date à laquelle un ultime appel soumis à la Cour suprême doit trouver un verdict. Ce jour-là, près de 7 000 personnes, selon la police, manifestent devant la Maison-Blanche et dans ses environs. Les pancartes qu'ils brandissent portent des inscriptions décriant l'injustice de la procédure et appelant à la clémence : « Montrez au monde que l'Amérique est charitable », dit l'un, « La chaise électrique ne pourra pas tuer les doutes qui touchent l'Affaire Rosenberg », dit un autre, « De nouvelles preuves montrent le parjure », dit un troisième³⁰¹. Selon le Chef adjoint de la police du District, George Wallrodt, il s'agit de la plus grande manifestation à laquelle il ait assisté devant la Maison-Blanche. Michael (10 ans) et Robby Rosenberg (6 ans), les fils d'Ethel et Julius, sont parmi les participants, de même que leur grand-mère maternelle Sophie Rosenberg. La journée d'action se conclut par un rassemblement à l'angle de Constitution avenue et de la 9^e rue, en face des Archives Nationales. Sophie Rosenberg crie l'innocence de « [ses] deux enfants » et implore la clémence du président. Son plaidoyer, tout comme la manifestation en soutien aux Rosenberg, restera sans effet³⁰².

Une nouvelle manifestation est organisée dans le District quatre jours plus tard, le jeudi 18 juin 1953. Elle vise à célébrer le report de l'exécution des Rosenberg, accordé la veille par le juge William O. Douglas de la Cour suprême et faute duquel l'exécution aurait eu lieu ce jour-là. Environ 2 500 soutiens aux Rosenberg sont venus, pour beaucoup de New York, avec une double intention : d'une part plaider en personne auprès du président Eisenhower, d'autre part apporter un soutien moral aux avocats de la défense. Les manifestants arrivent dans la capitale en début d'après-midi et se rendent immédiatement pour en appeler à leurs élus. Puis ils se réunissent à 15 heures sur le Mall, face aux Archives Nationales, comme le dimanche précédent, dans

³⁰¹ *"Show the world America is merciful", "The electric chair can't kill the doubts in the Rosenberg case" and "new evidence shows perjury"* (P. SAMPSON, "6832 Picket White House For A-Spies", WP, 15 juin 1953, p. 1)

³⁰² "Thousands at White House Vigil Plead For Rosenbergs," *Baltimore Sun*, 15 juin 1953; p. 1.

l'attente de la décision de la Cour suprême, qui doit statuer sur le bien-fondé du report de l'application de la sentence. La décision, négative, viendra le lendemain³⁰³.

La dernière manifestation, manifestation de la dernière chance, se tient le 19 juin 1953, jour de l'exécution du couple. Les participants sont bien moins nombreux que la veille et surtout que le dimanche précédent. Ils manifestent dans un silence presque absolu, leurs espoirs s'étant presque entièrement envolés. « Ne les laissez pas mourir »³⁰⁴, peut-on lire sur certaines pancartes. La dernière tentative de Me Emanuel H. Bloch, avocat des condamnés, qui s'est vu refuser l'entrée à la Maison-Blanche et a donc fait porter des documents au président, s'est soldée par un échec. Une heure plus tard, à 19h30, un porte-parole du chef d'État annonce que le président a examiné les documents et estimé qu'ils n'étaient pas de nature à remettre en cause sa décision de ne pas interférer dans le processus judiciaire. De l'autre côté de Pennsylvania Avenue, sur *Lafayette Square*, une foule a commencé à s'amasser. Celle-ci accueille avec grand enthousiasme l'annonce présidentielle. Il s'agit en effet de partisans de l'exécution des Rosenberg, dont le nombre augmente de minute en minute pour atteindre 7 000 à 20 heures, heure annoncée de l'exécution. Ils n'ont pas caché leur hostilité avec les quelque 500 manifestants favorables aux Rosenberg et seule la présence d'une soixantaine de policiers les a empêchés de traverser la rue pour en découdre.

La nouvelle de l'exécution de Julius et Ethel Rosenberg parvient à leurs partisans vers 20h45. Elle est accueillie avec tristesse et résignation. Helen Sobell, épouse de Morton Sobell, condamné à 30 ans de prison pour la même affaire, lit une déclaration dans laquelle elle affirme :

« Deux vies ont été enlevées, une mère et un père. La sécurité de notre nation n'en est pas meilleure pour autant ; elle en est diminuée, car nous avons abandonné le principe de charité et la grandeur d'âme sans lesquels aucune nation n'est forte³⁰⁵. »

³⁰³ "2500 Flock to White House, Hill in Behalf of Rosenbergs", WP, 19 juin 1953, p. 1.

³⁰⁴ "Don't let them die" ("Near-Riot Quickly Averted, Rosenberg Supporters Leave: Police Save Picket Party", WP, 20 juin 1953, p. 1)

³⁰⁵ "two lives have been taken, a mother and a father. Our nation's security is not greater for it; it is less because we have given up charity of spirit and greatness of heart without which no nation is strong". ("Near-Riot Quickly Averted, Rosenberg Supporters Leave: Police Save Picket Party", WP, 20 juin 1953, p. 1)

Cette déclaration marque la fin d'une série d'actions menées sans succès dans la capitale pour plaider auprès de deux présidents successifs la cause des *A-Spies*, les « espions atomiques ». Les manifestants regagnent leurs bus garés le long du Mall, sous bonne escorte policière afin de les protéger de la foule agitée et menaçante qui s'est rassemblée à *Lafayette Square* et célèbre l'exécution des Rosenberg.

UNE MANIFESTATION EN SOUTIEN À JOE MCCARTHY

Ainsi que l'ont montré les défilés du Ku Klux Klan dans les années 1920, les communistes, progressistes et partisans des droits civiques ne sont pas les seuls à se rendre à Washington pour tirer parti de la capitale dans toute sa superbe et sa symbolique. Au cours des années d'après-guerre, les partisans des droits civiques et les communistes battent plus fréquemment le pavé du District pour protester, manifester et réclamer, pancartes à la main. Cet usage n'est pas répandu chez les conservateurs. Ils savent toutefois à l'occasion investir la capitale pour promouvoir leurs propres principes.

C'est ainsi qu'environ 3 000 partisans de Joseph McCarthy marchent sur Washington le 11 novembre 1954. Le sénateur républicain du Wisconsin est alors mis en difficulté au Sénat, où ses collègues débattent depuis le 8 novembre le vote d'une réprimande à son encontre. Les maccarthystes passent pour la plupart leur journée dans les couloirs du Sénat, où ils s'efforcent de rencontrer leurs élus pour plaider en faveur de McCarthy et espèrent assister à une partie des débats. Le grand rassemblement n'a pas lieu en public mais en intérieur, à Constitution Hall, où Joe McCarthy reçoit une ovation de ses supporters déchaînés qui agitent des centaines de bannières étoilées, sorte de chant du cygne³⁰⁶.

Washington, lieu d'histoire, centre nerveux de la Nation, théâtre de politique nationale est un lieu qui s'impose à la fois pour les décideurs, les lobbyistes, et toute personne qui souhaite peser

³⁰⁶ M. MARDER, "March on Capital' To Back McCarthy", *Washington Post & Times Herald*, 5 octobre 1954, p. 14; "Ovation Given to McCarthy, 3,000 of his Fans Hail Him at Washington Rally", *Baltimore Sun*, 12 novembre 1954, p. 1; "Rally Hears Welker Blast McCarthy Foes", *Washington Post & Times Herald*, 12 novembre 1954, p. 16, M-F TOINET, *La chasse aux sorcières, 1947-1957*.

sur la politique nationale. Le rôle de capitale a un impact décisif sur le modèle économique du District. Le premier poste économique est naturellement l'activité gouvernementale et politique au sens large. Le deuxième poste n'est pas sans lien avec le premier : il s'agit du tourisme. En effet, les touristes sont nombreux à Washington, leur nombre augmente, et ils sont attirés à la fois par les merveilles historiques et mémorielles de la capitale et par ses attraits économiques.

III. La capitale comme objet touristique

A. Le tourisme professionnel : Washington, un lieu de choix pour les congrès et conventions

De la même manière que la capitale devient plus attractive pour les sièges nationaux des organisations professionnelles et des associations, elle devient un pôle croissant de congrès et de conférences.

Les débuts de la capitale comme ville de congrès et de conventions interviennent à la toute fin du XIX^e siècle. En 1890, le District a tenté sans succès d'obtenir la tenue de l'exposition universelle à venir. Le Congrès lui a préféré Chicago, qui attira à cette occasion plus de 27 millions de visiteurs en 1893³⁰⁷. Washington apprend de cet échec. La tentative suivante se révèle plus fructueuse. En 1891, la capitale convainc la Grande armée de la République, réunie à Détroit, de tenir sa convention dans la capitale l'année d'après. Le vote est relativement serré, Washington l'emportant contre Lincoln, la capitale du Nebraska aux quelque 50 000 habitants, par 366 voix contre 339. L'arrivée des soldats d'Abraham Lincoln dans le District l'année suivante marque les débuts d'une nouvelle fonction pour la capitale. En 1894, les *Knights of Pythias* choisissent à leur tour le District pour réunir 10 000 d'entre eux, à l'instar de l'*International Horse Shoers Union*, qui y rassemble 18 000 de ses membres³⁰⁸. Les décennies qui suivent voient l'activité congressiste de la capitale se développer régulièrement. Le District

³⁰⁷ D. MILLER, "The White City", *American Heritage*, n°44, p. 71-87, July/August 1993.

³⁰⁸ "Knights of Pythias Taking Possession of Washington", *Baltimore Sun*, p. 2.

accueille ponctuellement des rassemblements d'ampleur, comme celui des *Shriners*, qui attire 25 000 adeptes dans la capitale en 1923³⁰⁹. En de telles occasions, il n'est pas rare que le Président américain lui-même salue les congressistes, ce qui renforce l'attractivité de la capitale. Dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, Washington accueille en moyenne 225 conventions par an, soit une moyenne de 100 000 congressistes annuels³¹⁰.

Pendant les années de guerre, les congrès et conventions passent très naturellement au second plan. Aucun changement notable ne se produit entre 1939 et 1941. Diverses organisations continuent à se réunir dans la capitale. C'est le cas de 600 *Children of the American Revolution* (CAR), qui tiennent leur congrès annuel dans le District en avril 1941³¹¹. À partir de 1942, en revanche, le pays tout entier est mobilisé par l'effort de guerre et les Américains sont incités par l'*Office of Defense Transportation* (ODT) à n'utiliser les transports qu'en cas de nécessité. Le nombre de conventions chute donc significativement, à Washington et dans les autres grandes métropoles. Dès lors, la capitale continue à accueillir quelques conventions, mais principalement des conventions locales comme le congrès des épiscopaliens du Diocèse de Washington³¹², ou le congrès annuel de la *District of Columbia Bankers Association*³¹³. De plus, l'envergure de ces congrès est réduite par leurs organisateurs pendant la guerre, du fait des contraintes croissantes qui existent. Les contraintes augmentent tellement que le 5 janvier 1945, le *War Mobilizer* James F. Byrnes annonce l'annulation à compter du 1^{er} février de toutes les conférences, à l'exception de celles utiles à l'effort de guerre. Dès lors, tout congrès, conférence, foire et autre rassemblement de ce type concernant plus de 50 personnes devra faire l'objet d'une autorisation préalable par le *War Committee on Conventions*³¹⁴. L'interdiction est levée le 1^{er} octobre 1945³¹⁵.

³⁰⁹ "Invasion of 25,000 in Colorful Uniforms", WP, 5 juin 1923, p. 2.

³¹⁰ "Advertising Washington", WP, 11 mai 1946, p. 6.

³¹¹ "600 Youngsters Here for C.A.R. Convention", WP, 19 avril 1941, p. 11.

³¹² "Episcopalian Diocese of D.C. To Convene", WP, 2 mai 1942, p. 10.

³¹³ "D.C. Bankers To Leave for Convention", *Washington Post*, 3 juin 1941, p. 22; S. GOODMAN, "W.R. Burgess Will Address D.C. Bankers", WP, 28 mai 1944, p. M8; S. GOODMAN, "D.C. Bankers Open Annual Parley Today", WP, 2 juin 1944, p. 16.

³¹⁴ "National Conventions Under Ban for Duration", *The Milwaukee Sentinel*, 6 janvier 1945, p. 6; "Convention Ban Misses Sport Events", WP, 16 janvier 1945, p. 12, "Disciples Parley To Open May 21", WP, 22 avril 1945, p. M5.

³¹⁵ "Conventions Ban Ends", *Spokane Daily Chronicle*, 12 septembre 1945, p. 4.

Au mois d'août, déjà, 2 000 membres du département washingtonien de l'*American Legion* ont eu le droit de tenir leur Congrès au *Mayflower Hotel*³¹⁶. Quelques autres conventions sont ainsi autorisées pendant le printemps et l'été 1945. Une fois la victoire acquise, l'activité reprend peu à peu.

C'est en 1947 que les élites économiques locales commencent à se remettre en ordre de marche. Au mois de mai, 150 conventions ont été tenues ou sont programmées dans le District jusqu'à la fin de l'année, pour un nombre total de 75 000 délégués environ³¹⁷. En septembre 1947, le *Greater National Capital Committee* (GNCC) du *Board of Trade* lance une « offensive tous-azimuts » pour attirer davantage de conventions dans la capitale³¹⁸. L'année suivante, la ville accueille 90 000 délégués qui participent à 230 conventions³¹⁹. En 1949, le nombre de congressistes augmente pour atteindre 120 000 personnes pour un nombre de conventions plus réduit qui s'établit à 216 soit 14 de moins que l'année précédente³²⁰. Ce recul du nombre de conventions est tout conjoncturel. Il est dû à la possibilité très limitée de tenir des conventions dans le District au mois de janvier du fait des cérémonies d'investiture présidentielle.

L'année 1949 est également marquée par une nouvelle offensive du *Board of Trade*, qui souhaite renforcer l'activité de congrès et de conventions dans la capitale. Il publie pour ce faire un guide de 96 pages intitulé *Conventions Facilities*, qui détaille les attraits de la ville et notamment l'ensemble des services que le District peut fournir aux congressistes. Le document souligne en particulier que Washington est une ville particulièrement accessible, car 60 % des Américains se trouvent à moins de quatre heures d'avion ou à une nuit de train, 3 000 avions y atterrissent chaque semaine, 288 trains y arrivent et en partent quotidiennement.

La campagne promotionnelle du *Board of Trade* n'est pas sans effet, car le nombre de conventions enregistrées en 1950 atteint un record de 312. Cette année-là, le District accueille

³¹⁶ "2000 Legionnaires Expected to Hear Patterson Tonight", WP, 2 août 1945, p. 4.

³¹⁷ "Keep Visitors Coming", WP, 17 mai 1947, p. 4.

³¹⁸ "Board of Trade Plans Drive to Attract Conventions Here", WP, 1^{er} septembre 1947, p. 7.

³¹⁹ E. RYAN, "Monuments to Board of Trade Dot D.C.", WP, Nov 27, 1949, p. B6.

³²⁰ "1949 Tourist Spending in District High", WP, 8 janvier 1950, p. M7.

175 000 délégués, dans ses hôtels de standing que sont le Mayflower, le Shoreham, le Willard, le Statler ou encore le Wardman Park. C'est un niveau qualifié estimé proche de la pleine capacité par le *Board of Trade*³²¹. Le record n'en est pas moins battu l'année suivante avec 325 congrès et 200 000 délégués³²², puis en 1953 avec 340³²³, ce qui constitue plus de 10 % du nombre total de conférences tenues dans le pays cette année-là³²⁴. L'année suivante, le nombre de délégués atteint 250 000³²⁵. Parmi les conventions organisées en 1954 se trouvent par exemple celles de la *National Society of the Daughters of the American Revolution*, de l'*American Trucking Association*, de l'*United States Chamber of Commerce*³²⁶. En août, ce sont des dizaines de milliers d'anciens combattants qui se réunissent pour la plus grande convention de l'année, celle de l'*American Legion*³²⁷, à laquelle le président lui-même fait une apparition... l'un des avantages de tenir une convention dans la capitale. L'année 1955 est marquée par un recul du nombre de congrès à 330³²⁸. Le recul ne se révélera pas durable, puisqu'en 1960, la ville enregistrera 450 conventions, avec un total de 375 000 congressistes³²⁹.

B. Tourisme civique, tourisme historique : les Américains au cœur de leur histoire

1. La croissance du tourisme dans la capitale

Aux États-Unis, le tourisme urbain fait son apparition à la fin du XIX^e siècle, dans les villes majeures que sont New York, Chicago, Boston, Philadelphie, San Francisco... mais aussi la capitale Washington, qui compte alors autour de 200 000 habitants³³⁰. Dès 1881, le nombre de

³²¹ "D.C. Mark Set In Convention, Tourist Influx", WP, 8 janvier 1951, p. 6.

³²² "Record 325 Conventions Held in 1951", WP, 13 janvier 1952, p. R4; "7 Conventions Due to Lure 2000 in Week", WP, 8 avril 1951, p. M14; "4400 Expected At Conventions This Week", WP; 6 mai 1951, p. C1.

³²³ "Washington's Tourist Trade", *Washington Post & Times Herald*, 16 mai 1954, p. B4.

³²⁴ "Fund Asked to Attract Tourist Here", *Washington Post & Times Herald*, 24 avril 1954, p. 16.

³²⁵ "Trade Board Unit Launches Tourist Drive", *Washington Post & Times Herald*, 30 avril 1955, p. 17.

³²⁶ "16,700 Due In D.C. for Conventions", *Washington Post & Times Herald*, 1^{er} avril 1954, p. E11; "New Confabs To Attract 8625 to D.C.", *Washington Post & Times Herald*, 30 mai 1954, p. M10

³²⁷ R. MALOY, "40,000 Veterans Here For Opening of City's Greatest Convention: Legion Takes Over Capital", *Washington Post & Times Herald*, 30 août 1954, p. 1; W. BARTHELMES, "Legion Payoff Disappoints Pre-Convention Guessers", *Washington Post & Times Herald*, 5 septembre 1954, p. M11.

³²⁸ B. NOSSITER, "D.C. Merchants Blithe About '56: D.C. Paces Nation on Employment", *Washington Post & Times Herald*, 8 avril 1956, p. E1.

³²⁹ R. ALLEN, "A Summary of Twentieth Century Economic Development of the District of Columbia and the Washington Metropolitan Area", p. 542-543.

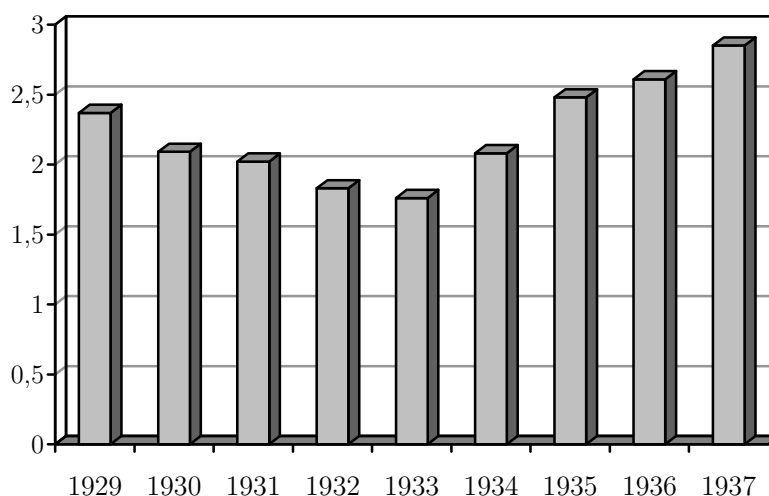
³³⁰ C. COCKS, *Doing the Town: The Rise of Urban Tourism in the United States, 1850-1915*, p. 6-7; J. SEARS, *Sacred Places: American Tourist Attractions in the Nineteenth Century*, p. 123.

visiteurs est estimé à 300 000 personnes, y compris les personnes venues assister à l'investiture de James Garfield³³¹. Le nombre de « visiteurs », que l'on n'appelle pas encore des touristes, augmente régulièrement au cours des années suivantes. Constance Green remarque que :

« dès 1908, les Washingtoniens ont appris à reconnaître l'arrivée du printemps moins par l'apparition des crocus et des jonquilles que par l'armée de Victorias et autres calèches conduites par des guides équipés de mégaphones et alignées devant la Maison-Blanche³³² ».

Moins de 10 ans plus tard, en 1916, le tourisme est considéré comme l'une des activités économiques centrales du District, aux côtés des affaires publiques et de l'immobilier, qui connaît alors une croissance importante. C'est d'ailleurs au cours de ces années que le tourisme devient plus accessible dans le pays, grâce à l'effet combiné des chemins de fer et du développement de l'automobile (la première Ford T sort d'usine en 1908). Néanmoins, il faudra attendre les années d'après-guerre pour voir le tourisme de masse apparaître et se développer³³³.

Figure 102 - Nombre de touristes dans la capitale de 1929 à 1937 (en millions)



En 1929, le nombre de touristes est estimé à près de 2,4 millions. À la même période, la ville compte 77 hôtels pour un total de 13 465 chambres ainsi que 605 restaurants³³⁴. Le nombre de touristes connaît une baisse au cours des années suivantes, du fait de la Grande Dépression qui

³³¹ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

³³² "By 1908 Washingtonians were learning to recognize the arrival of spring less by the appearance of crocuses and daffodils than by the fleet of victorias and sightseeing wagonettes manned by megaphoned guides which lined up near the White House." (C. GREEN, *op. cit.* (note 18), p. 175)

³³³ "Washington the Hub", WP, 18 juillet 1915, p. 14.

³³⁴ Chiffres en 1930 (R. LUSK, *op. cit.* (note 265), p. 30-32, 56)

s'installe dans le pays. La plupart des Américains peinent à trouver un emploi, nombre d'entre eux s'efforcent de survivre. Il s'en trouve donc moins pour visiter le pays. Toutefois, la chute n'est que passagère. Avec la fin de la crise, le tourisme repart, comme l'indique le graphique ci-dessous, qui montre une reprise à partir de 1934.

En 1937, le nombre de visiteurs atteint près de 3 millions dans la capitale, ce qui équivaut à la population de Chicago la même année et à quatre fois la population de Washington³³⁵. Ces visiteurs, touristes, congressistes ou autres, ont déboursé environ 30 millions de dollars à l'occasion de leur passage dans le District, ce qui n'est pas une bagatelle et confirme la deuxième position du tourisme comme activité économique locale.

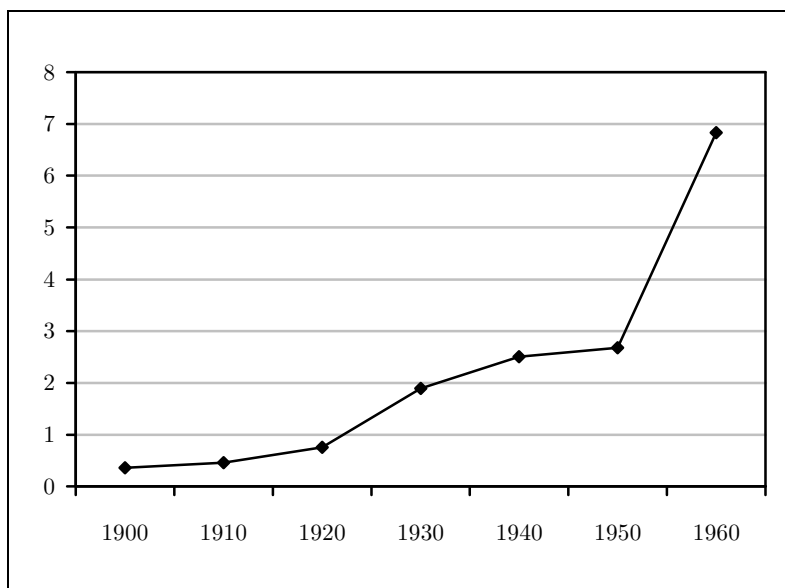
Pendant la Seconde Guerre mondiale, le tourisme, à l'instar des conventions, connaît un certain repli dans l'ensemble du pays. Le carburant devient de plus rare et rationné au fil des ans, et les déplacements sont de plus en plus limités. La capitale bénéficie toutefois d'un certain répit, car l'effort de guerre, nous l'avons vu, attire de très nombreuses personnes dans la ville. Certaines sont destinés à rester au moins quelques années, d'autres sont simplement de passage, à l'instar des militaires qui cherchent alors à profiter au maximum de leur permission.

Au cours des années d'après-guerre, un changement d'échelle se produit. C'est le début du tourisme de masse. La capitale en est témoin. Les Américains disposent désormais à la fois de temps, de sécurité, de moyens financiers et de moyens de locomotion pour découvrir leur pays. L'évolution du nombre de visiteurs du *Smithsonian* est considérée comme un bon indicateur du nombre de visiteurs de la capitale. Sur le graphique ci-dessous, la croissance fulgurante qui se produit entre 1950 et 1960 est manifeste. Toutefois, si ce graphique permet de dégager de grandes tendances, il reste muet sur les évolutions qui se produisent au cours des différentes décennies. Il ne traduit par exemple pas le recul du tourisme dans la ville au début des années

³³⁵ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

1930. Il est donc intéressant de dépasser ce schéma pour explorer les soubresauts qui se produisent dans le District en matière de tourisme aux cours des années d'après-guerre.

Figure 103 - Nombre de visiteurs au Smithsonian de 1900 à 1960 (en millions)³³⁶

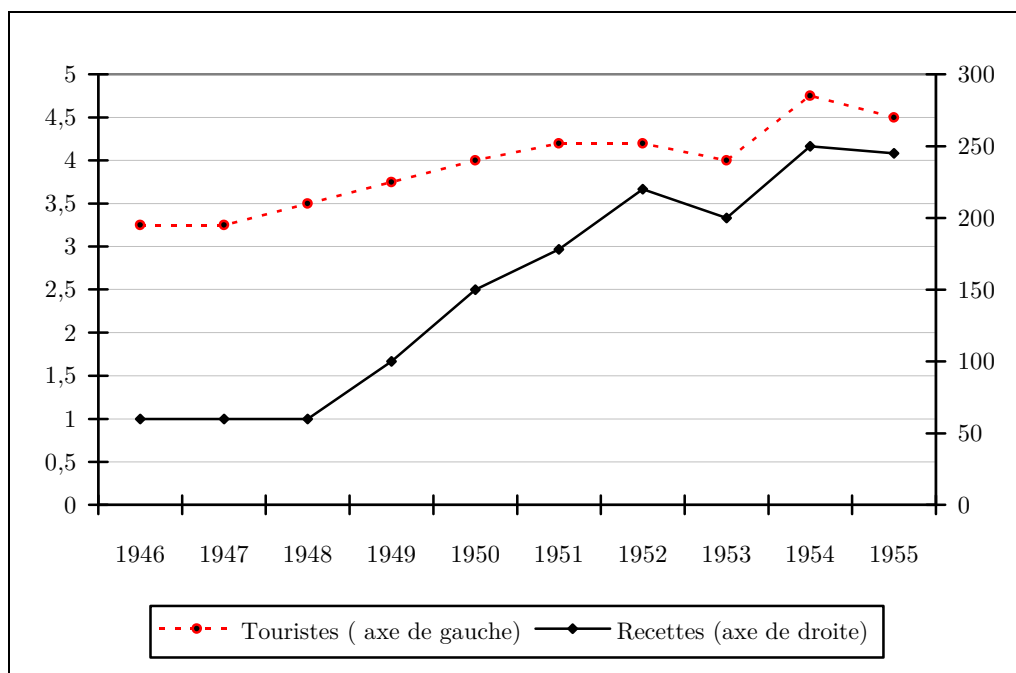


Avant la guerre, le tourisme rapportait environ 50 millions de dollars par an à la capitale³³⁷. À partir de 1945, cette somme augmente régulièrement, tout comme le nombre de visiteurs, voire plus vite que celui-ci. Dans l'immédiat après-guerre, il est difficile d'obtenir des chiffres touristiques fiables aux dires du *Board of Trade*, qui fait autorité en la matière. Les estimations sont donc plus approximatives qu'au cours des années suivantes. Elles donnent néanmoins une idée des volumes de touristes et de recettes. Les estimations s'affinent ensuite en termes de recettes induites par le tourisme. Elles restent plus approximatives quant au nombre de touristes, ce qui conduit à découvrir des chiffres variables selon les sources consultées. Là encore, elles permettent tout de même d'obtenir des ordres de grandeur et de dégager des tendances. Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de touristes et des recettes induites dans la capitale de 1946 à 1955. Il a été réalisé à partir de données du *Board of Trade* restituées dans la presse mais reste à considérer avec les précautions d'usage quant aux données de cette période (voir tableau en [annexe 12](#)).

³³⁶ R. ALLEN, *op. cit.* (note 329), p. 542-543.

³³⁷ "Trade Board Seeks \$35,000 Tourist Fund", WP, 2 mai 1945, p. 4.

Figure 104 - Nombre de touristes et recettes induites à Washington entre 1946 et 1955 (en millions)



L'axe de gauche indique le nombre de touristes, l'axe de droite le montant des recettes

Entre 1946 et 1955, le nombre total estimé de touristes passe de 3,25 à 4,5 millions de personnes, atteignant un nouveau record presque tous les ans³³⁸. Dans le même temps, les recettes touristiques quadruplent : elles passent de 60 à 245 millions de dollars, atteignant même un record de 250 millions en 1954, année touristique faste dans le District.

La faible augmentation à la fois en nombre de touristes et en recettes qui apparaît en début de période peut être attribuée à une reprise difficile des activités touristiques dans l'après-guerre, mais elle est plus probablement due à l'utilisation d'estimations prudentes. En effet, un examen de l'évolution du nombre de touristes au Smithsonian de 1946 à 1948 ([annexe 13](#)), montre que le nombre de visiteurs augmente sur cette période. Il augmente même sensiblement entre l'année fiscale 1946 (de juillet 1945 à juin 1946) et l'année fiscale 1947, avec 237 784 visiteurs supplémentaires.

Le repli manifeste que connaît l'activité en 1953 s'est amorcé dès la fin de l'année 1951, si l'on se réfère au taux d'occupation des hôtels de la ville. Ce taux s'établissait en 1951 à 86,2 %.

³³⁸ "D.C. Mark Set in Convention, Tourist Influx", WP, 8 janvier 1951, p. 6.

En janvier 1952, il est de 75,7 %, contre 84,6 % au cours du même mois l'année précédente. La baisse a débuté à l'automne 1951. Les mois de novembre et décembre sont généralement moins propices au tourisme que le reste de l'année, mais le taux d'occupation des chambres de la capitale en novembre et décembre 1951 s'établit à 71,3 %, contre 79,6 % l'année précédente. L'une des raisons avancées par l'association des hôteliers est la réduction de la durée des voyages d'affaires, par souci d'économie des entreprises³³⁹. En effet, la conjoncture économique se dégrade légèrement, et le taux de chômage augmente (chiffres 1951-52-53). Le gouvernement lui-même réduit ses effectifs. En 1953, le *Board of Trade* signale alors qu'il s'apprête à lancer une collecte de fonds que l'Administration Eisenhower a commencé à réduire le nombre de fonctionnaires, dans la capitale comme ailleurs. Effectivement, le nombre de fonctionnaires fédéraux, qui était remonté de 1,96 à 2,60 millions entre 1950 et 1952, redescend à 2,56 millions en 1953 puis à 2,40 l'année suivante³⁴⁰. Cela dit, la relation de cause à effet entre le taux d'occupation des chambres, aussi logique qu'elle puisse paraître, n'est pas immédiate. En effet, le taux d'occupation des chambres a commencé à diminuer à la fin 1951 dans la capitale et cette baisse s'est poursuivie jusqu'à début 1955³⁴¹. Parallèlement, le nombre de touristes de même que les recettes touristiques ont tout de même connu des années de hausse. Le *Smithsonian* a même enregistré une année exceptionnelle en 1952, affichant une croissance de 17 % de son nombre de visiteurs, qui passe de 2,9 à 3,4 millions. De même, les recettes et le nombre de touristes repartent à la hausse en 1954, alors que le taux d'occupation des chambres d'hôtels continue à diminuer³⁴². Ce taux chambres est donc un élément à prendre en compte, mais avec précaution.

³³⁹ "Hotel Business Lags as city loses travelers," WP, 17 février 1952, p. R10.

³⁴⁰ C. ROBERTS, "Be Kind to Tourists, Board of Trade Begs", WP, 26 avril 1953, p. C8; *Statistical Abstract*.

³⁴¹ Herbert C. BLUNCK President, Hotel Association of Washington, "Hotels Back Optimism With Cash", *Washington Post & Times Herald*, 2 janvier 1955, p. K6.

³⁴² "Tourist Flood Reaches Crest Of 250,000", *Washington Post & Times Herald*, 22 avril 1954, p. 30; Herbert C. Blunck President, Hotel Association of Washington, "Hotel Picture Brighter Here During Year", *Washington Post & Times Herald*, 4 janvier 1956, p. 40.

Figure 105 - Carte postale de Washington vers 1945



Malgré le net recul enregistré en 1953 et le léger repli qui se produit en 1955, le constat des années 1945-1955 reste celui d'une forte reprise des activités touristiques, qui annonce l'ère du tourisme de masse. C'est là une opportunité pour le District, dont le tourisme est, rappelons-le, la deuxième source de revenu après les activités liées au gouvernement. Chaque année, un visiteur moyen dépense 50 dollars par jour dans la ville, un congressiste moyen en dépense plus de 100. Ce sont des recettes qui profitent aux hôtels, aux magasins, aux restaurants et aux entreprises de transport de Washington³⁴³.

2. Le rôle du Board of Trade

a) Des activités nombreuses de promotion, d'organisation et de facilitation

En tant que représentant des entreprises et commerces de la ville, le *Board of Trade* a pour vocation de défendre leurs intérêts. Le tourisme étant la deuxième source de revenus de la ville, il est naturel que le *Board* s'investisse vigoureusement dans son développement. Ceci d'autant

³⁴³ La structure des dépenses des participants aux congrès et conventions est de 34 % de frais d'hôtel, 26 % de dépenses dans divers magasins, 13% de restauration, 10% de transports locaux, 8% de loisirs, 4% d'alcool, 5% d'achats divers. (S. GOODMAN, "Conventions, Tourist Influx to set Record", WP, 11 mai 1948, p. 17; E. SUMMERS, "Her Job Is to Roll Out the Welcome Mat", *Washington Post & Times Herald*, 15 octobre 1954, p. 64.

plus qu'il est plus aisé de peser sur le développement du tourisme que sur celui des activités gouvernementales.

Son bras armé pour cette tâche est le *Greater National Capital Committee* (GNCC), créé en 1932 pour « amener des visiteurs dans la capitale³⁴⁴ ». Sa mission s'est à la fois élargie et précisée au fil des ans. Au cours des années d'après-guerre, son rôle premier est d'assurer le développement du tourisme et des congrès dans la capitale. Il le fait à travers de multiples actions de communication qui comprennent aussi bien des campagnes de publicité nationale que des films promotionnels, des expositions itinérantes, des communiqués de presse et des émissions à la radio à destination du grand public. Il mène également des actions plus ciblées vers les organisations nationales du secteur touristiques ainsi que toutes les organisations qui seraient susceptibles de tenir une convention ou un congrès dans la ville³⁴⁵.

Le Comité joue aussi un rôle fondamental dans l'organisation de grands événements phares de la capitale. C'est lui qui donne toute son ampleur au célèbre festival *Cherry Blossom* dans les années 1930, comme nous le verrons plus loin. C'est lui également qui assure chaque année l'organisation de la cérémonie d'illumination de l'arbre de Noël national, ainsi que l'organisation de la *President's Cup Regatta*³⁴⁶.

Enfin, au-delà de son rôle promotionnel, le GNCC veille aussi à ce que les visiteurs soient accueillis le mieux possible. Il a donc également pour rôle de faciliter le séjour des touristes et l'organisation de ces séjours ainsi que des conventions. Pour ce faire, le GNCC dispose notamment d'un « Bureau des hébergements » (*Hotel and Transient Accomodations Bureau*), qui annonce en 1945 avoir trouvé des chambres à 173 000 personnes au cours des trois années précédentes³⁴⁷, grâce aux quelque 8 000 chambres disponibles³⁴⁸.

³⁴⁴ *“bring visitors to Washington”* (“Trade Board Seeks \$35,000 Tourist Fund”, WP, 2 mai 1945, p. 4).

³⁴⁵ “Keep Visitors Coming”, WP, 17 mai 1947, p. 4

³⁴⁶ Le 5 août 1954, la régate attire 150 000 personnes dans la capitale. (“District Seen Standing on Threshold Of Biggest Tourist Season in History”, *Washington Post & Times Herald*, 6 mars 1955, p. A1)

³⁴⁷ “Trade Board Seeks \$35,000 Tourist Fund”, WP, 2 mai 1945, p. 4.

³⁴⁸ “Trade Board Book Aims at Conventions”, WP, 30 mai 1949, p. B1.

b) Le nerf de la guerre: les collectes de fonds

Afin de pouvoir mener ses missions, le GNCC a besoin de moyens. Chaque année, le Comité lance donc une collecte de fonds auprès des entreprises de la capitale afin d'obtenir un budget suffisant à l'accomplissement de ses multiples fonctions. La collecte se déroule au cours des mois de mai et juin. Chaque année, le GNCC fixe une cible à atteindre. Chaque année, la cible augmente, mais elle est tout de même souvent dépassée.

À l'approche de la fin de la guerre, Le Board of Trade ne perd pas de temps. Les années de guerre ont changé l'image de la capitale, transformée en quartier général militaire, et fait oublier ses attraits touristiques. Le GNCC est donc mandaté pour rappeler ces attraits aux Américains. Pour ce faire, une première collecte de fonds est lancée dès le printemps 1945. L'objectif est raisonnable : il se monte à 35 000 dollars. Il est atteint et dépassé à la fin juin avec une somme finale de 37 000 dollars. Avec ce budget, le GNCC doit remettre en ordre de marche son Bureau des Conventions, dormant pendant la guerre. Il compte également étendre les activités de son Bureau des hébergements et celles du Centre d'Information du District³⁴⁹.

Au cours des années suivantes, l'objectif de la collecte de fonds ne diminue jamais, mais il augmente plus ou moins selon la conjoncture économique. En 1946, par exemple, la cible est de 70 000 dollars. Elle est une nouvelle fois dépassée avec un résultat de 71 675 dollars, atteint grâce à la participation de 964 contributeurs différents. L'année suivante, elle est relevée de 15 000 dollars, mais elle reste au même niveau l'année suivante. En 1950, l'objectif, atteint, est de 110 000 dollars. En 1955, il se monte à 150 000³⁵⁰.

³⁴⁹ "Trade Board Seeks \$35,000 Tourist Fund", WP, 2 mai 1945, p. 4.

³⁵⁰ 1945 : "Trade Board Seeks \$35,000 Tourist Fund", WP, 2 mai 1945, p. 4; 1946 : "Record Fund Will Help Sell D.C. to Nation", WP, 13 juillet 1946, p. M5 ; 1948: "\$90,349 Fund to Boost D.C.", WP, 27 juin 1948, p. R4 ; 1950 : "Trade Board Tops Goal Of \$110,000", WP, 15 juillet 1950, p. B1 ; C. ROBERTS, "Be Kind to Tourists, Board of Trade Begg", WP; 26 avril 1953, p. C8 ; 1954 : "Fund Asked To Attract Tourist Here", *Washington Post & Times Herald*, 24 avril 1954, p. 16 ; "\$140,000 Tourist Drive Is \$7700 Short of Goal", *Washington Post & Times Herald*, 26 juin 1954, p. 21 ; 1955 : "\$150,000 Tourist Trade Drive Begins", *Washington Post & Times Herald*, 13 avril 1955, p. 34.

3. Tourisme civique, tourisme historique, tourisme événementiel : petit précis des tourisms washingtoniens

Depuis le congressiste jusqu'à l'écolier, Washington attire des voyageurs très différents qui tout à la fois traduisent et contribuent à la richesse et la diversité de la ville. Nous avons déjà évoqué plus haut les participants aux conventions. Nous nous pencherons ici sur les autres visiteurs de la capitale.

a) Tourisme civique, tourisme historique: les Américains au cœur de leur histoire

Lieu de tous les pouvoirs Washington est aussi le lieu du pays où se trouve la plus grande concentration de monuments et mémoriaux aux grands hommes de la Nation, le lieu où se trouvent encore alors exposés les originaux des textes fondateurs de l'Union que sont la Déclaration d'Indépendance, le *Bill of Rights* et la Constitution³⁵¹. À ce titre, elle constitue le pèlerinage incontournable de tout Américain qui se respecte, au même titre qu'une visite à *Independence Hall* (à Philadelphie) et sur le *Freedom Trail* (créé à Boston en 1951), aux sources de la Révolution américaine.

À l'instar de Jefferson Smith dans *Mr. Smith Goes to Washington*, les visiteurs s'empressent donc d'aller voir le Capitole, la Maison Blanche, le *Lincoln Memorial*, le *Washington Monument*, la Cour suprême, les Archives nationales et la Bibliothèque du Congrès. La plupart traversent aussi le Potomac pour rendre hommage au soldat inconnu et à ses 70 000 camarades d'armes au cimetière national d'Arlington. Un sondage effectué par le *Washington Post* en mars 1948 liste les lieux touristiques majeurs aux yeux des résidents de la ville : il leur est demandé celui qu'ils montreraient en priorité à un visiteur. Le Capitole arrive en tête avec 36 %, puis viennent la Maison-Blanche, le *Lincoln Memorial* et le *Washington Monument* avec respectivement 13 %, 12 %, et 10 %. Le Smithsonian récolte 9 %, la Bibliothèque du Congrès et la *National Gallery of Art* 8 %. Ils sont 3 % à privilégier une session du Congrès, autant à privilégier le zoo national,

³⁵¹ G. TWISS, "Washington, D. C. Draws Tourists the Year Round", *Chicago Daily Tribune*, 21 septembre 1952, p. G5.

2 % citent le cimetière national d'Arlington et autant mentionnent le monastère franciscain. Enfin, 24 % des personnes interrogées mentionnent un autre lieu ou événement tel que la floraison des cerisiers, Rock Creek Park, Potomac Park, la Cour suprême, etc³⁵². Un calcul effectué en 1922 montre qu'à cette date, un total de 14 millions de personnes sont montées au sommet de l'obélisque³⁵³.

Chaque année des dizaines de milliers d'écoliers viennent ainsi découvrir l'histoire et les principes fondateurs de leur pays au fil d'un parcours dans leur capitale. En 1952, le *Smithsonian* établit pour la première fois un décompte partiel des groupes d'écoliers ayant visité au moins l'un des bâtiments de l'Institution. Entre le mois de mars et le mois de juin, le total se montait à 4 289 groupes comptant 159 784 élèves, la grande majorité d'entre eux (85 881) visitant la ville au mois de mai³⁵⁴. L'année suivante, le décompte est effectué pour l'année entière. Le total atteint 207 420 écoliers³⁵⁵, ce qui suggère que les voyages scolaires se déroulent pour la plupart au printemps, le mois privilégié restant le mois de mai.

De manière générale, les périodes privilégiées pour visiter la capitale sont l'été et le printemps. Les chiffres mensuels de fréquentation du *Smithsonian* indiquent année après année des pics de fréquentation en août et en avril, les mois de mars, de mai et de juillet étant également prisés. En 1952, le *Smithsonian* établit un record de fréquentation à la journée le 31 mai en cumulant 50 329 visiteurs sur l'ensemble de ses sites.

Au-delà des sites majeurs, il est d'autres institutions qui attirent des visiteurs. En avril 1954, lors d'une semaine particulièrement riche en visiteurs il est vrai, le *Bureau of Engraving and Printing* fait le plein, accueillant une moyenne de 6 000 visiteurs par jour. Au cours de la même

³⁵² Certains sondés donnent plusieurs réponses. Le total est donc supérieur à cent. ("Capitol is Chief Attraction for Visitors, Residents Say", WP, 22 mars 1948, p. 1)

³⁵³ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

³⁵⁴ *Annual Report of the Smithsonian Institution for the Year 1952*, p. 6.

³⁵⁵ *Annual Report of the Smithsonian Institution for the Year 1952*, p. 8.

semaine, le FBI en accueille lui aussi le maximum, à savoir 3 000 par jour, principalement des lycéens³⁵⁶.

b) Le tourisme événementiel

La capitale est riche en événements dont certains sont annuels, d'autres périodiques, d'autres ponctuels. Tous contribuent à attirer des touristes dans la ville. Les records d'affluence sont généralement atteints lors des cérémonies d'investiture présidentielle, mais également à l'occasion de l'ouverture des sessions parlementaires³⁵⁷ et lors de la floraison des fameux cerisiers japonais, événement connu sous le nom de *Cherry blossom*³⁵⁸.

L'ÉVÈNEMENT INCONTOURNABLE : L'INVESTITURE PRÉSIDENTIELLE

Les cérémonies d'investiture présidentielles sont un élément incontournable de la vie politique et touristique washingtonienne. Tous les quatre ans, des hordes de personnes affluent dans la ville pour participer à cet événement plus ou moins historique selon les millésimes. Le nombre de visiteurs varie en conséquence. Les visiteurs attirés dans la capitale par l'investiture de Woodrow Wilson, en 1913, sont estimés à 300 000. Lors de la décennie suivante, Herbert Hoover en attire 150 000 en 1929, Franklin Roosevelt autant lors de sa première investiture, 100 000 de plus lors de la seconde en 1937. En 1953, le nombre de visiteurs venus assister à l'investiture de Dwight Eisenhower est estimé à 325 000 environ³⁵⁹.

Le nombre de visiteurs attirés dans la capitale est parfois tel que les infrastructures touristiques ne suffisent plus à loger tous les voyageurs. En 1949, le *Sun* explique ainsi que les quatre plus grands hôtels de Baltimore affichent complet à la veille de l'investiture d'Harry Truman, faute de places suffisantes dans les grands hôtels de la capitale³⁶⁰.

³⁵⁶ "Tourist Flood Reaches Crest Of 250,000", *Washington Post & Times Herald*, 22 avril 1954, p. 30.

³⁵⁷ D. AIKMAN, "Visitors Flock to Washington: The Opening of Congress Starts the National Capital Off", *NYT*, 5 janvier 1936, p. XX1.

³⁵⁸ *Washington, City and Capital*, Federal Writers' Project, p. XVII.

³⁵⁹ "Record Inauguration crowd expected to hail Roosevelt", *Miami Daily News*, 12 janvier 1937, p. 20; M. DUNIE, "Inaugural Visitors See Capital Sights in Perfect Weather: Biggest", *WP*, 20 janvier 1953, p. 21.

³⁶⁰ "Visitors face Parking Curbs", *The Sun*, 20 janvier 1949; p. 13.

Investiture réussie ne signifie toutefois pas année touristique réussie, puisque l'investiture de Dwight Eisenhower attire un grand nombre de visiteurs, mais que l'année qui suit n'est pas dans la même veine.

CHERRY BLOSSOM: LE TEMPS DES CERISES À WASHINGTON

Tout débuta en août 1909, lorsque la ville de Tokyo offrit 2 000 cerisiers japonais au peuple américain. La Première dame, Helen Taft, proposa que les arbres soient plantés dans la capitale. C'est ainsi que, non sans quelques péripéties³⁶¹, Mme Taft mit en terre le premier des célèbres cerisiers sur les bords du *Tidal Basin* le 27 mars 1912, en compagnie de la vicomtesse Cinda, épouse de l'ambassadeur du Japon aux États-Unis, qui planta le second.

Quinze ans plus tard, la première célébration de la floraison des cerisiers (*cherry blossom*) eut lieu. Il ne s'agit toutefois pas tant de célébrer les cerisiers que de commémorer l'anniversaire du jour où le premier arbre fut planté. Néanmoins, cette célébration n'eut pas de suite immédiate. Il fallut attendre quelques années de plus pour cela.

C'est en 1934, que les Commissaires du District de Columbia décident pour la première fois de tenir une célébration de trois jours autour de la floraison des cerisiers, marquant les débuts du *Cherry Blossom Festival* qui voit sa première reine (*Cherry Blossom Queen*) couronnée. Le festival est pris en main l'année suivante par le GNCC ainsi que plusieurs autres sponsors, qui font en quelques années de l'évènement un haut lieu de l'année washingtonienne. Dès 1940, le festival attire plusieurs centaines de milliers de personnes, qui viennent pour admirer les cerisiers en fleur sur les bords du *Tidal Basin* et participer aux nombreuses attractions du festival. Cette année-là, les organisateurs doivent doubler le traditionnel concours de beauté qui conduit à l'élection de la *Cherry Blossom Queen*, car le nombre de spectateurs est trop important.

³⁶¹ Les 2 000 arbres parvinrent à Washington en 1910 en mauvais état et infestés d'insectes. Les autorités sanitaires prirent donc la décision de les brûler. La ville de Tokyo entrepris donc de renvoyer 3 000 cerisiers à Washington en 1912. Ce sont les cerisiers qui furent finalement plantés au bord du *Tidal Basin* (R. JEFFERSON, A. FUSONIE, *The Japanese Flowering Cherry Trees of Washington, D.C., A Living Symbol of Friendship*, p. 9-10)

Le festival est suspendu entre 1942 et 1945. À cela plusieurs raisons. D'une part, le pays étant en guerre, il n'est pas bienvenu d'organiser des événements légers et d'utiliser ainsi de précieuses ressources. D'autre part, les cerisiers restent, trois décennies après avoir été plantés, des cadeaux de Tokyo. Chaque festival met à l'honneur le Japon et rappelle comment les cerisiers symbolisent l'amitié forte et durable qui existe entre les États-Unis et le pays du soleil levant. Ce discours est difficilement tenable entre 1942 et 1945, alors que les deux pays s'opposent dans une guerre sans merci.

Figure 106 - Quatre candidates à la couronne de Cherry Blossom Queen posent devant les cerisiers en fleur aux abords du Jefferson Memorial, 1947



L'année 1947 marque la renaissance, en grande pompe et avec grand succès, du *Cherry Blossom Festival*. L'année suivante, le GNCC en prend seul les commandes et s'attache, avec succès, à en développer l'audience³⁶². En 1949, le couple présidentiel participe aux festivités : il fait une apparition remarquée au bal officiel du festival, au *Mayflower*.

³⁶² "Capital Cherry Trees Nearing Full Bloom", *Baltimore Sun*, 27 mars 1948, p. 4.

L'année suivante, Harry Truman prononce un discours lors de l'ouverture du festival sur les bords du *Tidal Basin*. Il saisit cette occasion pour souligner le rétablissement de relations pacifiques avec le Japon et son intention de veiller au développement de la démocratie dans le pays. Cette année-là, le festival débute à Pâques, dont les célébrations attirent des dizaines de milliers de visiteurs dans le District chaque année³⁶³. Il est donc particulièrement fréquenté. « Il a semblé que Washington était proche d'éclater, hier, lorsqu'environ 100 000 visiteurs – et autant de résidents du District – ont embouteillé les autoroutes, avenues et ponts de la ville, » écrit Melvin Altshuler dans le *Washington Post* le 17 avril³⁶⁴. À cette occasion, le *Lincoln Memorial* reçoit 60 000 visiteurs, battant un record vieux de 10 ans, et 80 000 personnes visitent le Zoo national.

Le succès du Festival se confirme en 1951. Le 7 avril, seuls 25 000 ont le privilège d'assister au concours de beauté, très prisé, où la reine est couronnée par le ministre de l'Intérieur Oscar Chapman. Plus de 150 000 personnes supplémentaires doivent se contenter d'admirer les cerisiers en fleur. Une fois de plus, nombre de visiteurs profitent de leur passage dans la capitale pour en découvrir les autres sites d'intérêt. Le zoo reçoit 60 000 personnes, ce qui constitue la plus grande affluence de l'année. Le *Jefferson Memorial*, habituellement excentré, reçoit 15 000 visiteurs, le *Lincoln Memorial* en reçoit 10 000 à 12 000, et 4 000 personnes montent au sommet du *Washington Monument*³⁶⁵. Le succès du festival se confirme au cours des années qui suivent.

Tant et si bien que la durée du *Cherry Blossom Festival* est portée de cinq à six jours en 1955. Cette année-là, le défilé traditionnel sur K Street compte 70 fanfares au lieu des 28 présentes en 1954. Le festival comportera également un concours de fanfares lycéennes, une

³⁶³ A. TASSLER, "City Prepares for 150,000 Easter Guests", WP, 5 avril 1947, p. 1; K. DOLE, "650,000 Set Easter Mark In Turnout At Services", WP, 6 avril 1953, p. 1.

³⁶⁴ "Washington came close to bursting it seems yesterday as an estimated 100,000 visitors – plus nearly that number of District residents – jammed the town's highways, byways and bridges." (M. ALTSHULER, "100,000 Visitors Jam Capital's Traffic Lanes on Spring Day: City Packed With Visitors", WP, 17 avril 1950, p. 1; "Cherry Fete, Easter Due To Attract 250,000: Combination Called A 'Natural' for Bringing in Visitors," WP, 7 avril 1950, p. B1.

³⁶⁵ "Cherry Buds Pop, Residents Pop Outdoors on Warm Day", WP, 2 avril 1951, p. B1; "Blossom Fete Awaits Throng of 300,000: Cherry Fete Slated Today", WP, 7 avril 1951, p. 1; E. EDSTROM, "Balmy Weather, Blue Skies Attract Huge Audience", WP, 8 avril 1951, p. M1.

compétition d'exercices militaires entre les ROTC (corps des officiers de réserve) universitaires ainsi qu'un concours de photographies dont la récompense est un voyage au Japon³⁶⁶. Des agences de voyage de tout le pays proposent des séjours tout compris pour assister au festival et découvrir la capitale et ses environs³⁶⁷. Le *Cherry Blossom Festival* est devenu une institution nationale.

c) *Le tourisme culturel naissant*

Tandis que le tourisme se développe dans la capitale, le parent pauvre du domaine est sans doute le tourisme culturel. Il sied donc de conclure par celui-ci. La capitale a tardé à développer des institutions culturelles. Elle dispose bien de quelques théâtres et salles de cinéma, mais n'a jamais vu se développer comme à Broadway ou sur State Street des salles de spectacle de niveau national qui font et défont des carrières. En 1955, Washington ne dispose d'ailleurs toujours pas d'Opéra. Toutefois, des signes encourageants commencent à se manifester.

En 1945, la ville dispose avec le *Smithsonian* d'une institution prestigieuse qui comporte une palette aussi impressionnante que précieuse de musées nationaux et qui prospère au cours des années suivantes. Outre le *Smithsonian Building*, l'institution comprend le bâtiment des Arts et Industries (*Arts and Industries Building*), dont une partie importante et croissante est dédiée à l'histoire américaine, le bâtiment d'histoire naturelle (*Natural History Building*), le bâtiment de l'aviation (*Aircraft Building*), la *Freer Gallery of Art* ainsi que la *National Gallery of Art*. Les chiffres de fréquentation par bâtiment entre 1946 et 1953 sont disponibles dans l'[annexe 13](#).

La *National Gallery of Art* mérite une mention particulière du fait de son impact sur la place de Washington dans le milieu de la culture. Cette dernière a vu le jour grâce au don généreux du philanthrope et amateur d'art Andrew Mellon, qui décida en février 1935 d'offrir à la capitale américaine sa collection de tableaux d'une valeur de 50 millions de dollars³⁶⁸. De ce fait,

³⁶⁶ "District Seen Standing on Threshold of Biggest Tourist Season in History", *Washington Post & Times Herald*, 6 mars 1955, p. A1.

³⁶⁷ "Plan Washington Tours at Cherry Blossom Time", *Chicago Daily Tribune*, 20 mars 1955, p. 14.

³⁶⁸ E. FOLLIARD, *op. cit.* (note 1).

Washington a brutalement vu sa position changer. Le District disposait déjà de la *Freer Gallery* (depuis 1923) et de la *Corcoran Gallery* (depuis le XIX^e), mais la *National Gallery of Art* lui apporte une nouvelle dimension. Les visiteurs ne s’y trompent pas : ils s’y rendent en nombre. En 1950, ils sont en moyenne 6 000 par jour à entrer dans le bâtiment, pour un total annuel de plus de deux millions de personnes. En 1952, le *Chicago Tribune* qualifie le musée de joyau³⁶⁹.

En 1955, la ville sans Opéra dispose tout de même d’un orchestre national symphonique, qui offre tous les étés des spectacles en plein air aux Washingtoniens.

Enfin, le projet de construction du centre culturel avance peu à peu dans les arcanes du Congrès. Il se concrétisera dans les années qui suivent, renforçant le rôle de premier plan de la capitale dans le domaine culturel en lui apportant, enfin, un Opéra.

³⁶⁹ G. TWISS, “Washington, D. C. Draws Tourists the Year Round”, *Chicago Daily Tribune*, 21 septembre 1952, p. G5.

CHAPITRE 5

Une ville internationale et diplomatique

Lorsque la Seconde Guerre mondiale s'achève, en 1945, Washington se trouve, en tant que capitale de premier plan, à un carrefour. Quelle sera sa place dans le nouveau monde qui se dessine ? Avant même la fin de l'année, New York lui ravit le siège convoité de la jeune Organisation des Nations Unies (ONU) . Le District va-t-il pour autant abandonner ses rêves de grandeur ? A-t-il les moyens de les poursuivre ? Nous verrons ici comment la ville, dans toute son urbanité, reflète la puissance internationale des États-Unis et en bénéficie, comment elle reflète le contexte géopolitique international et en pâtit, devenant une cible d'attaque.

Nous verrons tout d'abord ce que l'évolution en nombre, en nature, en matière d'architecture et de site choisi, des représentations diplomatiques dans la capitale traduit en termes de puissance américaine mondiale. Une traduction urbaine et locale de questions géopolitiques mondiales.

Nous verrons ensuite comment la ville reflète le climat tendu de la guerre froide, à travers l'ensemble des mesures de protection et des programmes de décentralisation ou de dispersion mis en place afin de protéger la capitale, ses institutions, mais aussi ses habitants.

I. Une internationalisation croissante

A. Ambassades et légations

La manifestation la plus évidente du rôle de capitale internationale de Washington est la présence dans la ville de nombreuses – et en nombre croissant – ambassades et légations¹. Ces représentations étrangères sont à plusieurs titres des symboles de pouvoir. Qu'un pays dispose ou non d'une représentation étrangère aux États-Unis n'est pas indifférent. Que cette représentation soit une ambassade ou une légation n'est pas indifférent non plus. Cela constitue la traduction diplomatique de la puissance respective des deux pays ainsi que de la nature de leur relation. Le lieu d'implantation des représentations étrangères n'est pas non plus anodin, que ce soit pour le pays hôte ou pour le pays étranger, car pour l'un, l'implantation d'ambassades influe sur l'évolution des quartiers choisis et pour l'autre, certains quartiers sont privilégiés car jugés plus prestigieux. L'évolution du nombre et de l'emplacement des ambassades dans la capitale traduit l'évolution de la puissance américaine dans le monde, une traduction urbaine et locale de questions géopolitiques.

1. Les ambassades washingtoniennes : un reflet de l'expansion des États-Unis

a) 80 ans de purgatoire diplomatique (1800-1880)

À l'aube du XIX^e siècle, les États-Unis ne sont pas une nation majeure sur le plan international. Lorsque le Président John Adams emménage à Washington en 1800, le pays a noué des relations diplomatiques avec sept pays seulement. Parmi ces pays, seuls quatre sont représentés par un diplomate de haut rang, qui a le statut d' « envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire » : la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Espagne. Le Portugal et la Prusse disposent pour leur part de chargés d'affaires, tandis que la représentation du Danemark

¹ Une légation est le nom donné à une mission diplomatique de rang inférieur à une ambassade. Alors que l'ambassade est dirigée par un ambassadeur, la légation est sous les ordres d'un envoyé.

est assurée par un consul, dans l'attente de la nomination d'un envoyé. Au total, le corps diplomatique compte alors moins de 20 personnes².

Les attraits limités du District à cette époque ne facilitent pas le développement de la diplomatie dans la capitale américaine. Les diplomates sont en effet habitués à évoluer dans un monde de finesse et de sophistication. Washington ne peut prétendre répondre à leurs attentes en 1800. Par conséquent, ils boude la nouvelle capitale et préfèrent continuer à loger à Philadelphie, quand ils ne réclament pas tout simplement de changer de poste. L'envoyé néerlandais en poste lors du déménagement de la capitale à Washington, R. G. van Polanen, attend la fin de l'année 1801 pour s'y installer et quitte le pays l'année suivante en se plaignant des rigueurs de la vie dans un pays pionnier. Aucun remplaçant ne sera dépêché avant 1814³.

Ainsi, les débuts diplomatiques de Washington sont laborieux, à l'instar de ses débuts de capitale. De John Adams à Grover Cleveland, en passant par Rutherford B. Hayes, les présidents successifs entendent immanquablement des récriminations de diplomates quant à leurs conditions de vie. Du point de vue de ces derniers, les États-Unis ne requièrent pas un diplomate de premier ordre. Le climat chaud et humide en été est jugé détestable, les logements inconfortables, les restaurants et options de loisirs peu nombreux et de qualité médiocre. En somme, Washington n'offre pas la sophistication d'une capitale européenne.

Après huit décennies de purgatoire diplomatique, un changement s'amorce pour Washington au cours des années 1880, à l'initiative de trois grandes puissances.

b) Des ambassades à Washington

Dans les années 1880, la Grande-Bretagne, la France et la Prusse prennent acte de l'importance croissante des États-Unis sur la scène internationale. Ce changement de position se traduit de manière très concrète par la demande que chacun des trois pays émet à l'intention de

² H. MILLER, *Embassy Row, The Life and Times of Diplomatic Washington*, p. 1.

³ *ibid*, p. 2.

Washington d'échanger des ambassadeurs. En effet, tandis que les *envoyés* sont sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères, un *ambassadeur* représente le président lui-même dans un pays étranger et constitue un canal plus direct et donc à la fois plus personnel, plus fiable et plus efficace de communication. Les États-Unis sont initialement réticents à l'idée d'échanger des ambassadeurs, car cette notion incarne pour eux des méthodes de la vieille Europe et de ses monarchies. Néanmoins, devant l'insistance des trois grandes puissances, le Congrès adopte en 1893 une loi qui rend l'échange possible. C'est ainsi que les États-Unis reçoivent la même année leurs trois premiers ambassadeurs, Sir Julian Pauncefote, Jules Patenôtre et Friedrich von Alvensleben, dont les noms sont suffisamment évocateurs pour déduire les pays qu'ils représentent. L'Italie les imite la même année⁴.

Entre 1800 et 1893, une douzaine d'autres pays ont également noué des relations diplomatiques avec les États-Unis. Parmi eux la Russie, l'Empire Austro-Hongrois, la Chine, le Japon, mais aussi le Mexique, la Suisse, la Belgique, ou encore la Turquie. Le geste fort des Français, des Britanniques et des Prussiens déclenche en 1893 une vague de nouvelles relations diplomatiques. Au cours de cette seule année, le Portugal, le Danemark, le Chili, l'Argentine, le Pérou, le Venezuela, Haïti, le Guatemala, le Nicaragua, le Costa Rica, le Siam et le Vatican installent à Washington des légations. La République Dominicaine et le Salvador suivent l'année d'après, le Honduras en 1895, l'Équateur en 1896, l'Iran et la Bolivie en 1897. L'année suivante, la Russie transforme sa légation en ambassade. Le Mexique fait de même en 1899⁵.

En 1893, Washington a noué des relations diplomatiques avec trente pays, dont quatre disposent d'une ambassade. Ce total ne cessera de s'accroître au cours des années et des décennies suivantes, comme l'indique le graphique ci-dessous (fig.107), sur lequel on peut voir à la fois le nombre total de missions diplomatiques, et parmi elles le nombre d'ambassades,

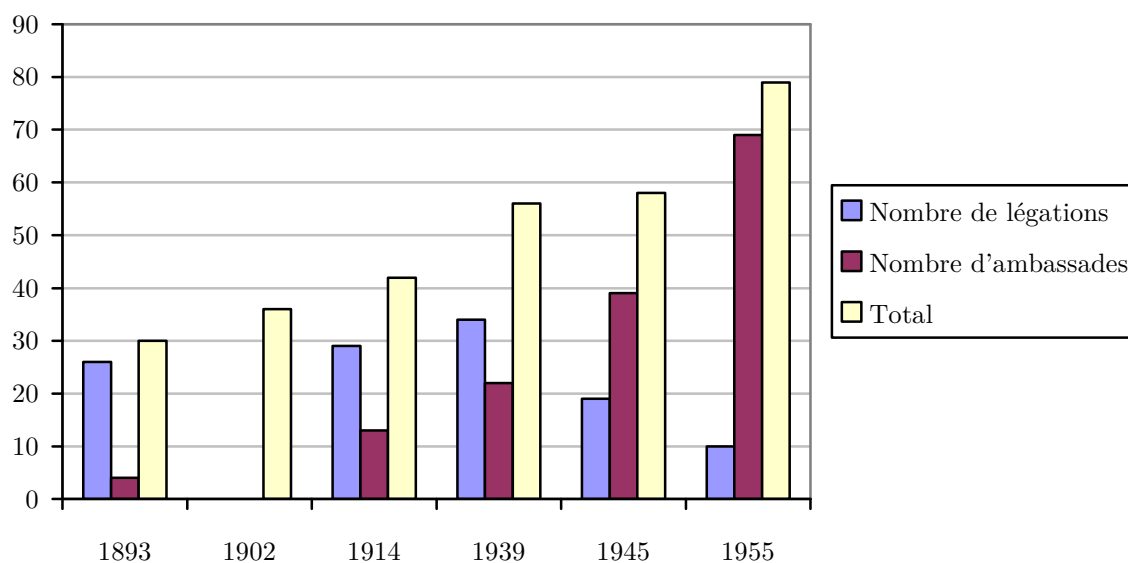
⁴ *Ibid*, p. 3-4.

⁵ Cet inventaire a été obtenu par la consultation de dizaines d'articles de journaux contemporains, principalement du NYT, qu'il serait trop long de citer ici.

augmenter au fil des ans. En 1902, ce sont 36 pays qui sont représentés aux États-Unis. En 1914, ils sont 42, parmi lesquels 13 disposent d'une ambassade.

La Première Guerre mondiale confirme la place croissante des États-Unis dans le concert des nations. Pendant la guerre, le niveau des attachés militaires dépêchés auprès des ambassades washingtoniennes augmente significativement pour atteindre celui des officiers supérieurs, voire généraux. En 1899, l'attaché naval de la France était le lieutenant De Faramond⁶. En 1916 il s'agit du capitaine de frégate De Planpré, tandis que l'attaché militaire est le colonel Vignal⁷. La Grande-Bretagne, représentée dès 1899 par un capitaine de vaisseau, l'est en 1918 par un contre-amiral⁸.

Figure 107 - Nombre de missions diplomatiques à Washington (1893-1955)⁹



Les années d'entre-deux-guerres voient la progression des relations diplomatiques américaines se poursuivre à un rythme soutenu, malgré la politique isolationniste qui prévaut alors dans le

⁶ "World's Eye on Our Navy; French Naval Attache Says All Europe Is Interested in", *The NYT*, 13 mars, 1899, p. 5.

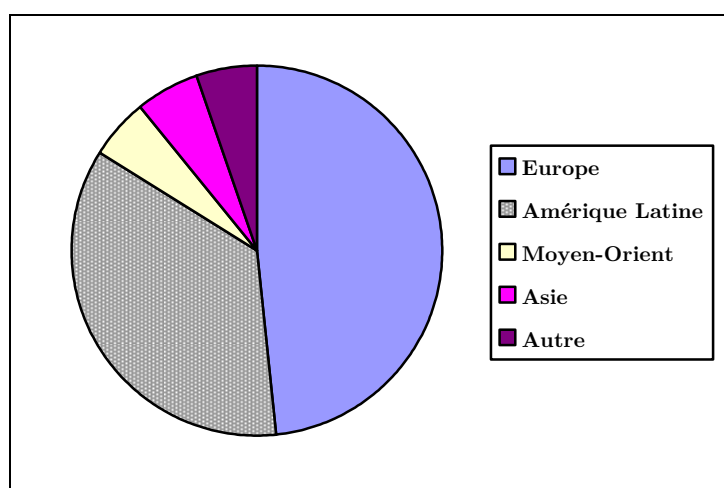
⁷ "New French Naval Attache Named", *NYT*, 5 octobre 1916.

⁸ "Britain's Military Attaché; A Permanent Post Will Be Established at Washington", *NYT*, 27 janvier 1899; "Sea Command for Gaunt, Rear Admiral Stanley to be New British Naval Attaché Here", *NYT*, 7 février 1918.

⁹ "Changes in the Diplomatic Corps; Herr von Holleben Will Now Be the Dean", *NYT*, 21 septembre 1902, p. 13; "Summer Plans of Foreign Diplomats: Most of the Chiefs Will Remain in This Country", *NYT*, 17 juillet 1904, Sunday, p. 2; S. CONROY, "The Era of Elegant Embassies: The Splendor Contenders", *WP*, 25 janvier 1976, p. 182; P. WARD, "That's Washington", *Baltimore Sun*, 12 février 1956, p. 19.

pays. Si bien qu'en 1939, les États-Unis ont établi des relations avec 56 pays, dont 22 ont installé une ambassade à Washington. Le graphique ci-dessous (*fig. 108*) montre que la répartition géographique des 56 pays est nettement à l'avantage de l'Europe, qui en compte 27, et de l'Amérique latine, qui en compte 20. Le Moyen-Orient et l'Asie comptent chacun trois nations représentées à Washington. Les trois autres entités sont le Canada, l'Afrique du Sud et le Vatican. Cette répartition à l'avantage de l'Europe et de l'Amérique latine s'explique par l'histoire des relations internationales américaines, qui étaient initialement centrées sur le vieux continent et se sont développées vers l'Amérique latine à la faveur de la Doctrine Monroe formulée par le président du même nom le 2 décembre 1823.

Figure 108 - Répartition des missions diplomatiques à Washington par zone géographique (1939)



La Seconde Guerre mondiale est évidemment une période très agitée sur le plan diplomatique, la plus agitée qu'ait connue le monde feutré d'*Embassy Row* jusqu'à cette date. Les mots ont cédé la place aux canons. Certaines ambassades ferment, d'autres ouvrent, d'autres voient leur activité significativement renforcée.

Les ambassades qui ferment sont celles des pays de l'Axe. Suite à l'attaque contre Pearl Harbor le 7 décembre 1941, les représentants japonais, allemands et italiens sont priés de faire leurs valises et de quitter Washington. Les légations roumaine, bulgare et hongroise ferment à leur tour lorsque leurs pays respectifs déclarent la guerre aux États-Unis le 14 décembre. Les

dizaines de diplomates allemands sont expédiés par train dans les *Blue Ridge Mountains* de Virginie occidentale, où ils passent près de cinq mois assignés à résidence dans des hôtels de luxe de White Sulphur Springs. Ils seront échangés au printemps 1942 contre leurs homologues américains en poste à Berlin à l'initiative de la Suisse¹⁰. Quelques mois plus tard, c'est l'ambassade de France qui est désertée, lorsque les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec le gouvernement de Vichy en novembre 1942. L'ambassade et les intérêts français sont alors placés sous la garde de la Suisse et le resteront pendant près de deux ans, jusqu'à l'arrivée en 1944 de l'ambassadeur Henri Bonnet, représentant de la France Libre¹¹.

La légation suisse (le pays n'ouvrira d'ambassade aux États-Unis qu'en 1957) voit son influence singulièrement renforcée pendant la guerre. De par sa neutralité dans le conflit, la Suisse s'impose comme le garant des intérêts des citoyens de l'Axe dans les pays alliés et inversement. Elle sert également d'intermédiaire entre les belligérants à certaines occasions. Par conséquent, les effectifs suisses sont significativement renforcés. Ils ne sont pas les seuls à accroître leur présence à Washington.

À partir de l'entrée en guerre des États-Unis, le nombre de diplomates dans la capitale augmente nettement, en particulier ceux issus des pays Alliés. En effet, dès cet instant, le centre de gravité du pouvoir international traverse l'Atlantique : il se déplace de Londres à Washington. Le District devient très rapidement le centre de décision des Alliés¹², avant de s'imposer dans les années d'après-guerre comme celui du « monde libre » à la Russie et ses alliés communistes. La collaboration poussée qui est engagée sur tous les plans dès la fin 1941 fait littéralement exploser les effectifs britanniques dans la capitale américaine. En 1945, l'ambassade britannique compte 9 000 employés¹³. Dans une période de restriction des déplacements et du

¹⁰ L. VAN DYNE, "Foreign Affairs: DC's Best Embassies", 1^{er} février 2008, www.washingtonian.com/articles/people/6319.html; H. MILLER, *Embassy Row, The Life and Times of Diplomatic Washington*, p. 247.

¹¹ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 226.

¹² A. DANTCHEV, *Oliver Franks: Founding Father*, p. 116.

¹³ G. STAERCK, M. KANDIAH (dir.), *The role of HM Embassy in Washington*, p. 14.

rationnement en carburant, le nombre de véhicules diplomatiques enregistrés passe de 559 en 1941 à 664 en 1945¹⁴.

Les années de guerre sont aussi l'occasion pour un grand nombre de pays de nouer des relations diplomatiques avec les États-Unis, ou de les renforcer. Entre 1939 et 1945, six pays ouvrent une légation dans le pays : il s'agit de l'Australie en 1940, de l'Islande en 1941, de la Nouvelle-Zélande et de l'Irak en 1942, et de l'Afghanistan et l'Éthiopie en 1943. Dans le même temps, plus de 20 pays transforment leur légation en ambassade. Ce sont pour beaucoup des pays d'Amérique latine, comme le Venezuela, Panama, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie ou le Nicaragua, mais aussi cinq pays européens : la Grèce, les Pays-Bas, la Norvège, la République Tchèque et le Portugal, ainsi que le Canada, qui prend une indépendance croissante par rapport à la Grande-Bretagne à l'occasion de la guerre¹⁵.

c) *À l'aube de la guerre froide : normalisation et altération des relations diplomatiques*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, tandis qu'une normalisation se produit avec plusieurs nations et que les relations avec nombre de nouveaux pays se développent, l'émergence de la guerre froide altère les échanges avec d'anciens partenaires de longue date.

Entre la fin 1945 et 1955, 16 pays qui n'avaient jamais eu de représentation permanente aux États-Unis nouent des relations diplomatiques avec la nouvelle superpuissance. L'un d'entre eux, le Yémen, ouvre une simple légation. Sept autres ouvrent successivement une légation et une ambassade au cours de la décennie. Parmi eux, trois pays du Moyen-Orient (Liban, Libye, Jordanie), un pays africain (Libéria), et trois pays asiatiques (Népal, Cambodge et Laos). Huit autres enfin ouvrent directement une ambassade : les Philippines, l'Inde, le Pakistan, Burma, le Sri Lanka, Israël, l'Indonésie et le Vietnam. Les pays d'Asie et du Moyen-Orient constituent la majorité des nouveaux partenaires des États-Unis avec 15 pays sur un total de 16. Cela

¹⁴ Senate Committee on Appropriations, SEN 79A-F2, Box 53; Various papers to City Finance-US Budget, Various Papers B, Various Papers D, NARA, Records of the United States Senate, 79th Cong.

¹⁵ NYT, 1939-1945; H. Miller, *Embassy Row*, p. 257.

représente un signe clair de l'expansion de l'influence américaine dans le monde, au-delà des partenaires habituels qu'étaient l'Europe et l'Amérique latine.

Les années d'après-guerre sont également marquées par le développement des relations que les États-Unis entretenaient déjà avec certains pays. Ainsi, 15 pays qui disposaient en 1945 d'une légation dans le District décident d'en faire une ambassade. Il s'agit de nations qui ne sont pas neuves sur la scène internationale, mais qui ne se trouvent pas non plus au premier plan et se répartissent harmonieusement à travers le globe (à l'exception des Amériques) entre le Moyen-Orient (Iran, Égypte, Irak, Arabie Saoudite), l'Europe (Danemark, Irlande, Luxembourg, Islande), l'Afrique (Éthiopie, Afrique du Sud), l'Asie (Thaïlande/Siam, Corée, Afghanistan) et l'Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande). Tout comme l'arrivée de nouveaux partenaires, le développement des relations avec ces pays traduit la reconnaissance mondiale croissante des États-Unis, avec lesquels des pays chaque année plus nombreux souhaitent entretenir des relations.

Enfin, les années d'après-guerre sont marquées par le rétablissement de relations diplomatiques avec les puissances de l'Axe, dont les relations diplomatiques avec les États-Unis ont de fait cessé pendant la guerre. Ainsi, l'Italie rouvre son ambassade en 1945¹⁶, l'Allemagne rétablit tout d'abord une légation en 1951 avant d'en faire une ambassade en 1955. Le Japon rouvre son ambassade le 28 avril 1952, date à laquelle il regagne son indépendance¹⁷. L'Autriche, la Hongrie et la Roumanie rouvrent une légation en 1946, la Bulgarie suit en 1947¹⁸. La Finlande rouvre en 1945 sa légation fermée un an plus tôt¹⁹. En 1951, l'Autriche transforme sa légation en ambassade.

¹⁶ "New Italian Envoy Arrives in Washington", *Baltimore Sun*, 24 février 1945, p. 5; "Ex-Ambassador Tarchiani Dead: Fought Mussolini First at Salerno", *Washington Post & Times Herald*, 2 décembre 1964, p. B16.

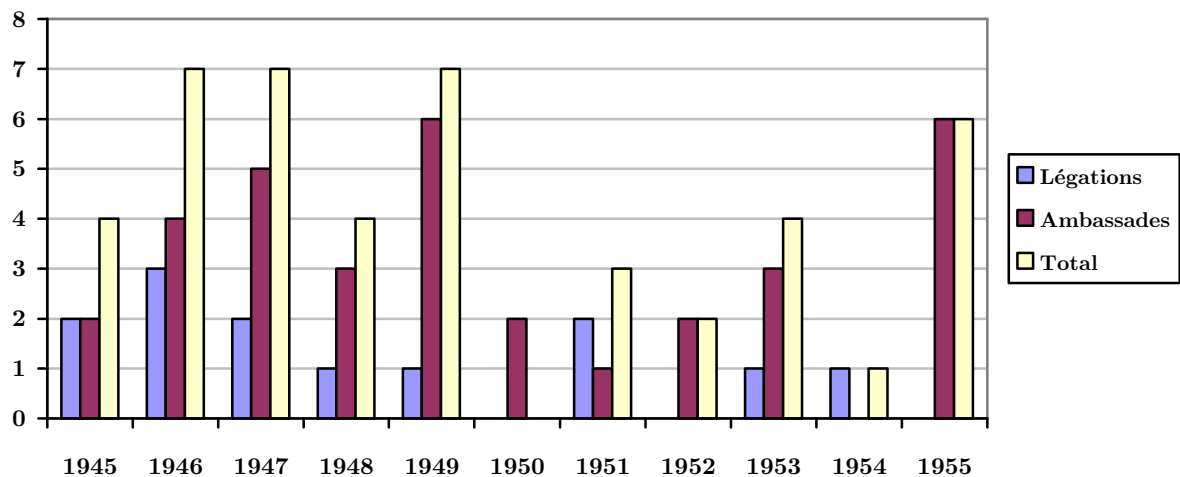
¹⁷ E. EDSTROM, "Japanese Embassy Reopens Here After Almost 10 Years", WP, 29 avril 1952, p. 3.

¹⁸ "Bulgarian Relations Resumed by U.S.", WP, 2 octobre 1947, p. 1; "Bulgarian Envoy Calls on Truman", WP, 30 décembre 1947, p. 5.

¹⁹ "Finns Get U.S. Recognition: Relations Resumed After Lapse of a Year", *Baltimore Sun*, 31 août 1945, p. 4. La Finlande ouvrira une ambassade en 1955.

Le graphique ci-dessous (*fig. 109*) détaille la création de légations et d'ambassades dans la capitale américaine par année au cours de la décennie qui suit la Seconde Guerre mondiale. Il apparaît que l'immédiat après-guerre (1946-1949), période au cours de laquelle les cartes géopolitiques sont redistribuées, est la période qui voit le plus de créations de légations et d'ambassades à Washington, à raison de sept chacune de ces années, sauf en 1948. Un nouveau pic se produit en 1955. Un autre constat notable est que la plupart des entités créées sont désormais des ambassades, contrairement aux usages antérieurs.

Figure 109 - Création de missions diplomatiques à Washington par année (1945-1955)



Un indice supplémentaire de la nouvelle carrure internationale des États-Unis se trouve dans le niveau des attachés navals et militaires qui sont dépêchés par les différents pays à Washington. Dans l'entre-deux guerres, la plupart des attachés étaient des officiers supérieurs, quelques-uns des officiers généraux. Entre 1945 et 1955, les officiers généraux sont devenus la norme. L'ambassadeur de France est conseillé par le général de corps d'armée²⁰ Maurice Mathenet, l'ambassadeur polonais par le général de corps d'armée Izydor Modelski, l'ambassadeur tchèque par le général de brigade²¹ Josef Schejbal²². L'attaché naval russe en 1949

²⁰ Lieutenant General

²¹ Brigadier General

²² "Wickersham Gets Legion of Honor", NYT, 14 août 1947; "Polish Military Attaché Refuses Order That He Return to Warsaw", NYT, 24 septembre 1948, B. Hulen, "A Czech General Asks U. S. Asylum; Brig. Gen. Josef Schejbal Quits as Military Attaché", NYT, 28 avril 1949, "Milwaukee Unboarded; Russians Bar Press Request to Visit U. S. Cruiser", NYT, 10 mars 1949; "Gen. Pee Being Replaced; Attaché at the Chinese Embassy Was Attacked by Morse", NYT, 9 août 1952.

est le contre-amiral E. G. Glinkov, l'attaché militaire chinois en 1952 est le général de brigade Peter T. K. Pee. Ce constat amène à penser que les États-Unis sont devenus un pays majeur aux yeux des autres nations.

Reflets de la puissance respective de leur détenteur et du pays d'accueil, les ambassades et légations sont aussi le témoin de l'état des relations entre ces deux parties. L'avènement de la guerre froide offre quelques exemples éloquentes à cet égard. En 1944, les États-Unis refusent de reconnaître l'absorption de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie par l'URSS. Les légations de ces pays restent donc ouvertes, avec des représentants et un effectif minimal, comme incarnations de nations ayant perdu leur liberté²³. Pendant 50 ans, la communauté lituanienne des États-Unis collectera régulièrement des fonds pour préserver la chancellerie nationale perchée sur Meridian Hill et en faire un symbole de résistance aux Soviétiques²⁴. En revanche, c'est une seconde fermeture en l'espace de 10 ans qui frappe la légation bulgare en février 1950, lorsque les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec le pays. Au cours des mois précédents, le climat s'était fortement détérioré entre les deux pays. Les tensions s'étaient notamment cristallisées autour de la question du traitement de l'ambassadeur américain Donald Heath et de ses collègues diplomates à Sofia. Aucun déplacement ne leur était permis par les autorités, ils éprouvaient des difficultés non seulement à se loger mais également à se nourrir. De plus, les employés bulgares de l'ambassade étaient inquiétés et soumis à des interrogatoires²⁵.

En 1949, lorsque Mao Tse Toung triomphe à la tête de la révolution communiste chinoise, les États-Unis rompent les relations diplomatiques avec la Chine continentale. Elle ne sera plus représentée à Washington jusqu'à ce que le voyage de Richard Nixon rétablisse des relations diplomatiques en 1972²⁶.

²³ "Liberty Urged for Lithuania: Mayor Speaks To 600 At 28th Anniversary Rally", *Baltimore Sun*, 17 février 1946, p. 14; "Lithuanians Told to Snub Soviet Appeal", WP, 27 mars 1948, p. 3.

²⁴ L. VAN DYNE, *op. cit.* (note 10), H. MILLER, *Embassy Row*, p. 256.

²⁵ "Bulgarian Relations Resumed by U.S.", WP, 2 octobre 1947, p. 1. Les relations seront rétablies en 1959.

²⁶ L. VAN DYNE, *op. cit.* (note 10).

2. Des ambassades dans la ville : urbanisme et politique étrangère à Washington

« Être ou ne pas être » n'est pas la seule question importante pour une ambassade ou une légation. La question de son emplacement est presque aussi cruciale, de même que celle de son apparence. En effet, la raison d'être d'une ambassade est de représenter un pays et de le présenter sous son meilleur jour, intrinsèquement, mais aussi par rapport aux autres pays représentés. Question de prestige. Pour ce faire, chaque détail compte. Le choix de l'implantation est un aspect majeur, le choix de l'édifice en est un autre.

Les cartes situées en annexe [1](#) et [2](#) permettront dans cette partie de situer dans le District les quartiers dans lesquels les ambassades s'implantent.

a) Les ambassades itinérantes se fixent sur Connecticut Avenue

Dans le plan L'Enfant, les ambassades étrangères étaient disposées le long du Mall, où elles renforçaient par un échantillon international le prestige des institutions américaines. Comme un certain nombre d'autres aspects du plan, cet *Embassy Row* ne se concrétise pas. Au cours du XIX^e siècle, les représentations étrangères sont peu nombreuses dans le District et changent souvent d'emplacement. La stature internationale des États-Unis n'exige en effet pas encore d'investissement important des pays étrangers en termes de représentation. Par conséquent, ceux-ci se contentent de louer des locaux, dont ils déménagent au gré des budgets disponibles et des changements de réputation des quartiers du District. La plupart tentent de s'implanter à proximité de la Maison Blanche et du ministère des Affaires étrangères, sans que se crée pour autant de concentration d'ambassades. D'autres choisissent l'éloignement. C'est le cas des Russes, qui passent une partie du XIX^e siècle dans le calme de Georgetown avant de se rapprocher du centre-ville et de s'installer sur *Farragut Square*.

En 1872, la Grande-Bretagne est la première puissance étrangère à détenir l'édifice dans lequel se trouve sa légation. L'édifice en question est construit à l'initiative de l'envoyé britannique Sir Edward Thornton au 1300 Connecticut Avenue. L'emplacement, situé juste en-

dessous de *Dupont Circle*, au croisement avec N Street NW, est alors peu urbanisé, mais la construction britannique change la donne. Au bout de quelques années seulement, le quartier devient l'un des quartiers résidentiels les plus distingués de la ville. À la fin du siècle, Connecticut Avenue est surnommée « la 5^e avenue de Washington »²⁷. Le quartier, devenu prestigieux, attire d'autres pays, comme le Brésil et le Chili, principalement entre *Dupont Circle* et *Farragut Square*. Le représentant français occupe un édifice situé sur H Street, entre la 17^e et la 18^e rue, c'est-à-dire à un bloc à l'ouest de H et Connecticut. La légation chinoise est pour sa part installée sur *Dupont Circle* jusqu'en 1893, année lors de laquelle elle s'installe à la *Schneider Mansion*, située juste à côté sur Q Street²⁸.

b) *Le premier "Embassy Row": 16th Street*

La première concentration d'ambassades et de légations, dûment nommée *Embassy Row*, sort de terre à l'aube du XX^e siècle sur *16th Street* : la 16^e rue. Il s'agit de tout sauf d'un hasard. Le développement a été réfléchi et mis en œuvre par une washingtonienne d'adoption : Mary Henderson, épouse de l'ancien sénateur du Missouri John Henderson.

L'entreprise débute en 1888, lorsque le couple achète de nombreuses parcelles sur *Meridian Hill*. Ils en utilisent une partie pour construire leur domicile, une demeure imposante, rapidement baptisée *Boundary Castle*, à la limite nord de la 16^e rue, juste au-delà de la fameuse *Boundary Street*, mentionnée dans les chapitres précédents. Pour la vaste étendue restée vierge, l'entrepreneuse Mme Henderson a des projets en tête. Elle compte faire des lieux l'un des quartiers les plus prestigieux de la ville. En 1900, elle fait partie des soutiens actifs à l'initiative de Franklin Smith, qui propose de construire une nouvelle Maison-Blanche plus imposante sur Meridian Hill. Le projet ne voit finalement pas le jour, pas plus que ne se concrétise sa

²⁷ P. WILLIAMS, "Scenes from the Past - The British Legation", *The InTowner*, p. 8-9, septembre 2009); K. MCCLINSEY, *Washington D.C.'s Mayflower Hotel*, p. 9; M. LOCKWOOD, *Historic Homes in Washington*, p. 219-229.

²⁸ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 4.

proposition au milieu des années 1920 de vendre au gouvernement l'édifice du 2801 16th Street pour en faire la résidence du Vice-président²⁹.

Figure 110 - Ambassade de France et 16th Street depuis Meridian Hill Park (1927)



Mary Henderson connaît néanmoins une réussite majeure : elle parvient à attirer de nombreuses ambassades sur « sa » 16^e rue. Elle y parvient notamment en faisant preuve de grande flexibilité face aux besoins des pays étrangers. Elle propose aux pays intéressés d'acheter le terrain à prix coûtant s'ils s'engagent à y bâtir leur ambassade. Sa motivation est simple : les ambassades apporteront à la fois de la diversité architecturale, de la vie et surtout du prestige au quartier, et elles permettront d'élever son statut. Pour ceux que le coût de la construction arrête, Mary Henderson propose de construire l'édifice elle-même et de le leur louer ensuite. C'est de cette manière qu'elle attire l'ambassade de France sur 16th Street en 1907, après avoir conversé avec l'ambassadeur Jean Jules Jusserand. Lorsque ce dernier lui explique qu'il n'est pas satisfait des locaux occupés par son ambassade sur S Street, Mary Henderson lui propose de construire pour la France un bel édifice sur 16th Street et de le louer au même montant que celui qui était alors payé sur F Street. « Permettez-moi de vous construire une ambassade. Choisissez

²⁹ S. KOHLER, J. CARSON, *Sixteenth Street architecture*, volume 2, p. 439.

votre site et nous nous mettrons immédiatement à l'œuvre, » déclare Mary Henderson à l'ambassadeur de France. C'est ainsi que la France emménage en décembre 1907 dans une ambassade (*fig. 110*) conçue spécialement pour elle par l'architecte fétiche de Mary Henderson, George Oakley Totten, Jr.³⁰.

L'ambassade de France est la première d'une longue série. En 1921, la rue accueille, outre la France, les ambassades ou légations de la Russie, l'Iran (alors officiellement appelé Perse), la Suède, la Pologne, Cuba, le Mexique, l'Équateur, Panama, la Bolivie et la Colombie³¹. Les Pays-Bas sont juste à côté, au coin de la 15^e et d'Euclid³². Les autres ambassades et légations sont réparties dans la ville, avec une concentration de cinq d'entre elles dans la partie basse de Massachusetts (au Sud-Est de Dupont) et une autre concentration du même ordre sur Connecticut. Peu après, l'Italie et l'Espagne rejoignent la dizaine de pays déjà présents sur *16th Street*. À la fin des années 1920, 12 pays ont leurs quartiers washingtoniens sur *16th Street*, qui est à juste titre surnommée *Embassy Row* par les autochtones³³.

La domination de *16th Street* en tant qu'*Embassy Row* est toutefois de courte durée. Tandis que Mary Henderson déploie tous ses efforts pour asseoir la domination de « sa » rue, une rivalité croissante se développe avec les résidents de *Massachusetts Avenue*. En effet, les abords de *Dupont Circle* comptent déjà un certain nombre d'ambassades et certains habitants du quartier espèrent poursuivre sur cette voie pour ravir le titre d'*Embassy Row* à la 16^e rue. Ils y parviennent au cours des années 1930. Le titre est disputé jusqu'au milieu de la décennie, mais *Massachusetts Avenue* l'emporte sur la fin.

³⁰ *Ibid.*, p. xvii, 388, 412, 440.

³¹ "Homes of Ambassadors of Leading Nations at Conference: Embassies and Legations", WP, 18 décembre 1921, p. 124.

³² "Three Envoys Buy Homes in Capital", WP, 21 août 1921, p. 15.

³³ "Henderson House, Which U.S. Rejected, Is Bought by Spain", WP, 3 avril 1927, p. M4; L. VAN DYNE, *op. cit.* (note 10).

c) Massachusetts Avenue prend le dessus

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, en partie suite à l'implantation de la légation anglaise à proximité, et surtout suite aux travaux menés dans les environs sous le mandat d'Alexander Shepherd (et à ses investissements personnels), *Dupont Circle* connaît une croissance immobilière fulgurante, qui se propage le long de *Massachusetts Avenue*. À partir des années 1880, le quartier attire des millionnaires de tout le pays, venus dans la capitale pour se lancer dans la politique, se rapprocher du pouvoir, ou encore élever leur prestige (signe que la capitale se révèle déjà attractive). Ils partagent le souhait de vivre dans des résidences imposantes, semblables aux hôtels particuliers de la vieille Europe³⁴. Maison de maître après maison de maître, c'est une véritable « Avenue des millionnaires » (*Millionaires' Row*) qui voit le jour entre *Sheridan Circle* et *Scott Circle*, à l'Ouest de Dupont. Le style Queen Anne rivalise avec le Roman richardsonien puis avec le style Beaux-Arts. Les magnats de l'or, des chemins de fer ou encore du charbon que sont respectivement les Walsh, les Townsend et les Moore ne sont pas les seuls à s'intéresser à ce quartier. Le prestige des lieux et les somptueuses demeures qui s'y trouvent attirent rapidement les diplomates en poste dans le District.

À partir de la fin des années 1920, *Massachusetts Avenue* commence à faire concurrence à *16th Street*. Les ambassades, qui se sont d'abord installées sur la partie de l'avenue située au Sud-Est de Dupont gagnent désormais la portion située au Nord-Ouest.

Au cours des années 1920, le nombre d'ambassades s'accroît peu à peu sur la grande avenue. En 1920, le Siam construit une ambassade sur Kalorama Road, non loin de *Massachusetts Avenue*. L'année suivante, la légation roumaine s'installe au 1607 23rd Street, à côté de *Sheridan Circle*. En 1923, le Chili achète une propriété au 2305 Massachusetts. Quatre ans plus tard, le

³⁴ L. VAN DYNE, *ibid.*

Canada, désormais autorisé à gérer directement ses relations internationales, installe sa toute nouvelle légation au 1746. Le pays y rachète l'imposante demeure de Clarence Moore³⁵.

La même année se produit le véritable élément déclencheur de la croissance de *Massachusetts Avenue* au-delà de *Dupont Circle*. La Grande-Bretagne annonce ses projets d'ambassade dans une portion éloignée de l'avenue. Les plans sont dévoilés et approuvés en 1927, la construction se déroule de 1928 à 1930, ce qui permet à l'ambassadeur britannique d'emménager en octobre 1930. Entre l'annonce du projet et sa concrétisation, les premiers effets de l'arrivée prochaine des britanniques se sont déjà faits sentir. Plusieurs notables ont acheté des terrains pour construire leur résidence à proximité. Plusieurs pays ont également commencé à investir les lieux. En 1928, l'Autriche achète au 2343 *Massachusetts* un terrain où bâtir sa légation tandis que l'Égypte se porte acquéreuse de l'édifice conçu non loin par Glen Brown en 1907. L'année suivante, Le Japon et la Norvège achètent à leur tour des parcelles aux environs, tandis que la Tchécoslovaquie et la Turquie s'installent respectivement au 2349 et au 1708 *Massachusetts Avenue*. Puis vient le tour du Pérou en 1931 et du représentant du Vatican en 1932.

Ce mouvement des ambassades vers *Massachusetts Avenue* coïncide avec une autre cause de transformation du quartier : le départ des derniers millionnaires ou de leurs familles, qui commence dans les années 1920 et se poursuit au cours des années 1930 et 1940. Les temps ont changé depuis la construction de leurs palaces. La Dépression a vidé beaucoup de portefeuilles et contribué à changer les mœurs. Les grandes demeures avec salles de bal ne sont plus adaptées et elles sont onéreuses à entretenir. Les héritiers ne peuvent ou ne veulent plus s'en charger et cherchent donc à s'en séparer. Une partie d'entre elles sont rachetées par des entités diverses comme la *Society of the Cincinnati*, *Cosmos Club*, ou encore la *Phillips Collection*, d'autres le sont par des pays étrangers. En effet, c'est précisément à cette période que les pays

³⁵ DC Inventory of Historic Sites p. 99, Commission of Fine Arts, *Massachusetts Avenue Architecture*, vol. 1, p. 30-58.

étrangers commencent à acquérir leurs légations et ambassades au lieu de les louer. Heureuse coïncidence immobilière.

À la fin des années 1920, *Massachusetts Avenue* et *16th Street* font presque jeu égal, avec une dizaine de missions diplomatiques chacune. Au cours de ces années, *16th Street* reste toutefois caractérisée comme *Embassy Row*, même si la lutte entre les deux quartiers pour la suprématie diplomatique est déclarée. Le départ du Japon en 1930 puis de l’Iran en 1933, qui quittent tous deux *16th Street* au profit de *Massachusetts Avenue* signale le début de la fin pour *16th Street*. Le Brésil renforce la cohorte en 1934. En 1935, la Lituanie équilibre les compteurs en amenant à *Massachusetts Avenue* sa douzième mission diplomatique, portant le total au même niveau que celui des missions installées sur *16th Street*³⁶. Bientôt, cet équilibre bascule définitivement au profit de *Massachusetts Avenue*, que rejoignent successivement l’Afrique du Sud, la Grèce, les Philippines, le Venezuela, la Nouvelle-Zélande et le Luxembourg.

À la fin des années 1930, c’en est fini du rêve de Mary Henderson. *Massachusetts Avenue* a indubitablement supplanté *16th Street* pour devenir le nouvel *Embassy Row* de la capitale³⁷. Elle l’est restée depuis³⁸. *16th Street* a conservé une partie de ses ambassades, mais la grande majorité des nouvelles légations et ambassades implantées pendant la guerre et les années 1950 l’ont été le long de *Massachusetts Avenue* ou des rues voisines, selon la dynamique bien installée au cours des années 1930.

L’implantation des ambassades, qui a été souhaitée au moins par une partie des habitants de *Massachusetts Avenue* au cours des années 1920 et 1930, ne se fait toutefois pas sans poser de problèmes de voisinage. À partir des années 1950, certains résidents des zones d’ambassades commencent à manifester leur frustration et leur mécontentement face aux tracasseries quotidiennes

³⁶ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 116.

³⁷ I. GOURNAY, J. LOEFFLER, “Washington and Ottawa: A Tale of Two Embassies”, p. 484-485; “Japan to Build New Embassy; Site Purchased Massachusetts Avenue Selected by Mikado’s Government”, WP, 26 juin 1929, p.7.

³⁸ P. WARD, “That's Washington”, *Baltimore Sun*, 12 février 1956, p. 19.

causés par la présence de leurs dignitaires de voisins. Dans une ville où la voiture se développe et où les places de stationnement deviennent une denrée rare, la question des parkings devient un sujet récurrent de querelle entre les ambassades et leurs voisins³⁹. L'extension de certains édifices, et la façon dont ces extensions sont planifiées et mises en œuvre, sont également remises en question par certains Washingtoniens. C'est en partie suite au développement de tels problèmes, mais également du fait de l'importance accrue accordée aux questions d'urbanisme et de planification que les autorités décideront à la fin des années 1950 de réglementer l'implantation des missions diplomatiques dans la ville. Jusqu'en 1957, les légations et ambassades échappent effet aux lois de zonage. Elles peuvent s'implanter où elles le souhaitent. Au cours des décennies suivantes, le mouvement de réglementation amorcé au cours des années 1950 sera poursuivi⁴⁰.

3. La vie mondaine : une partie intégrante de la culture washingtonienne

Le statut de capitale nationale de Washington, tout comme son statut de capitale internationale, font de la vie mondaine un aspect incontournable de la culture locale. Washington ne serait pas Washington sans ses innombrables dîners officiels, réceptions et autres bals. Comme dans toutes les grandes villes du pays, le bal des débutantes est un classique de la saison mondaine, et ce encore au cours des années d'après-guerre⁴¹. Néanmoins, la vie mondaine de la capitale ne se résume pas aux bals de débutantes. Derrière chaque mondanité se trouve une occasion de manœuvres politiques ou diplomatiques.

Ce n'est ainsi pas un hasard si la « saison mondaine » (*social season*) débute le 1^{er} janvier de chaque année par une réception donnée à la Maison-Blanche⁴². Dans la capitale fédérale, il revient en effet au Président de donner le coup d'envoi des mondanités. L'autre grande réception

³⁹ I. GOURNAY, J. LOEFFLER, "Washington and Ottawa: A Tale of Two Embassies", p. 484-485.

⁴⁰ NCPC, Foreign Missions in the District of Columbia: Future Location Analysis, octobre 2003, p. 14.

⁴¹ "14 Debutantes Make Historic Debut at Famous Washington's Willard Hotel", *Jet Magazine*, 13 janvier 1955.

⁴² Federal Writers' Project, *Washington, City and Capital*, p. XVII (Cette réception annuelle est suspendue pendant la présidence de Franklin D. Roosevelt).

de l'année est celle donnée par le Président en l'honneur du corps diplomatique. Pas de hasard sur ce plan non plus, pour les mêmes raisons.

L'année 1946 marque dans le District le début du retour à la normale, si une telle chose est possible, en termes de mondanités. La Seconde Guerre mondiale a en effet provoqué dès 1939 l'annulation de tous les dîners officiels, puis celle de toutes les réceptions à partir de décembre 1941. Ce n'est qu'en 1946 que les dîners et les réceptions reprennent. Cette année-là, le traditionnel dîner diplomatique doit se tenir en deux fois, du fait la croissance fulgurante du corps diplomatique dont le nombre de membres atteint 1 150⁴³. Au cours de la présidence Eisenhower, les deux dîners sont une tradition annuelle jusqu'à ce que l'infarctus du président amène à suspendre toutes les festivités pendant un temps. Lorsqu'elles reprennent, le monde des ambassades découvre avec stupeur qu'aucun dîner n'est au programme. Leur émoi aboutit à la reprogrammation de l'évènement jusqu'à la fin de la présidence d'Eisenhower⁴⁴. La réception diplomatique annuelle est un événement séparé, haut lieu de la saison mondaine. Puis sont célébrés tour à tour, par des dîners ou des réceptions, les membres du Congrès, les représentants des instances judiciaires, les membres du gouvernement, etc. Ainsi, les réceptions officielles données par la Maison-Blanche sont l'occasion de réunir chaque année les acteurs majeurs du pays et les représentants étrangers. Des dîners d'États sont également organisés ponctuellement en l'honneur d'un pays en particulier, comme nous le verrons juste après avec la visite de chefs d'États étrangers⁴⁵.

La vie mondaine de la capitale repose également fortement sur l'activité des ambassades, qui donnent à tour de rôle des dîners et réceptions pour célébrer leur fête nationale, l'anniversaire de leur roi ou reine, etc. Ces réceptions n'ont pas pour objectif de réunir des amis de l'ambassadeur. Ils visent à mettre en relation les personnes qui doivent être mises en relation afin de servir au

⁴³ Le seul précédent remonte à 1916, année lors de laquelle Woodrow Wilson avait organisé deux dîners pour des raisons purement diplomatiques de tensions exacerbées entre certains pays européens.

⁴⁴ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 49.

⁴⁵ "White House Plans full social season since '39", *The Reading Eagle*, 22 septembre 1946, p. 8.

mieux les affaires de la nation, ainsi que l'explique l'épouse de l'ambassadeur de France Henri Bonnet, qui est en poste à Washington de 1944 à 1954⁴⁶.

Le troisième élément de la vie mondaine washingtonienne repose sur les personnalités privées, les fameuses hôtesse connues pour leurs grands dîners qui rassemblent le tout Washington et brassent les mondes politique, militaire diplomatique et culturel. L'une de ces figures est Evalyn Walsh McLean, fille du magnat de l'or Thomas Walsh et détentrice un temps du *Hope Diamond*.

C'est au cours de ces dîners et réceptions mondaines, qu'ils aient été initiés par le Président, un ambassadeur ou une hôtesse de marque, que de nombreuses rencontres et discussions cruciales prennent place, en matière de politique nationale comme de diplomatie.

B. Ville de représentation : l'accueil des dignitaires étrangers

L'une des premières visites officielles de dignitaire étranger dans la capitale, sinon la première, remonte à l'année 1824. En février de cette année-là, le président James Monroe écrit à la demande du Congrès au marquis de La Fayette. Il invite le héros français de la guerre d'Indépendance à retourner une dernière fois aux États-Unis, comme celui-ci en avait exprimé le souhait. L'ancien général, âgé de 67 ans, arrive par bateau à New York le 15 août 1824, début d'une visite de 13 mois qui l'amène dans les 24 États que comptent alors le pays. Dans la capitale, où il pénètre pour la première fois le 12 octobre, l'invité de marque est escorté par « un énorme contingent militaire et civil⁴⁷ » du Capitole à Franklin House, son lieu d'hébergement situé sur la 21^e rue. L'impact de la visite est décrit par les contemporains comme extraordinaire. « L'explosion spontanée de gratitude et d'admiration est sans précédent dans l'histoire de l'humanité », écrit un témoin, sans doute porté par son propre enthousiasme⁴⁸.

⁴⁶ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 226.

⁴⁷ “a huge military and civilian contingent” (A. G. BAKER, “When Lafayette Was the Guest of the Nation”, WP, 21 octobre 1921, p. 44).

⁴⁸ “The voluntary burst of gratitude and admiration is without parallel in the history of mankind” (A. BAKER, “When Lafayette Was the Guest of the Nation”, WP, 21 octobre 1921, p. 44), A. CLARK, “General Roger Chew Weightman, a Mayor of the City of Washington”, 1919, p. 67-75.

Au cours des 120 ans qui suivent, de nombreux autres dignitaires sont reçus officiellement par les États-Unis. Les visites se révèlent moins longues, mais les occurrences de tels événements s'accroissent. C'est au cours de la présidence de Franklin D. Roosevelt que la fréquence des visites d'État (*state visits*) commence particulièrement à augmenter. Au cours de la présidence d'Harry Truman, le rythme se réduit quelque peu. Le premier président de l'après-guerre ne reçoit en plus de sept ans que cinq Chefs d'État avec tous les honneurs, ce qui est singulièrement peu dans un pays qui jouit d'un nouveau prestige international. Son successeur se révèle plus prolifique en la matière. En huit années de présidence, Dwight Eisenhower reçoit quatre rois, trois reines, 10 présidents, ainsi qu'une longue liste de premiers ministres parmi lesquels Konrad Adenauer et Kwame Nkrumah, premier ministre ghanéen et premier chef de gouvernement africain invité aux États-Unis⁴⁹.

L'une des visites officielles les plus réussies de l'après-guerre est celle rendue par Miguel Aleman en 1947. Le président mexicain arrive dans la capitale le 29 avril à bord de l'avion présidentiel américain, prêté pour l'occasion par Harry Truman. Dès le passage de la frontière aérienne avec les États-Unis, l'appareil est pris en charge par une escorte de 12 bombardiers B-29. À l'aéroport national du District, le comité d'accueil compte non seulement

Figure 111 - Visite du Président mexicain Miguel Aleman à Washington, 1947



le président et ses ministres mais également un certain nombre de parlementaires et d'officiers

⁴⁹ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 71.

supérieurs des forces armées, 1 200 parachutistes de la 82^e division aéroportée et près de 10 000 badauds. Plusieurs caméras de télévision et de cinéma sont présentes pour fixer l'évènement sur la pellicule. De nombreuses personnes se sont massées sur le trajet qu'emprunte le véhicule décapotable pour rallier la Maison-Blanche, plus encore attendent devant le *District Building*, où le commissaire John R. Young remet au président mexicain la clé de la ville. Au total, le nombre de spectateurs est estimé entre 600 000 et 650 000. « Aucun autre étranger n'a reçu un tel accueil [dans la capitale]⁵⁰, » écrit Edward Folliard. Le record précédent revenait au roi et à la reine d'Angleterre, qui avaient attiré 500 000 personnes en juin 1939. Pour l'occasion, la ville s'est parée de drapeaux américains et mexicains, et de grandes banderoles de bienvenue ont été installées sur le parcours du cortège officiel.

Après l'accueil initial à l'aéroport et l'accueil des autorités locales dans le District, Miguel Aleman est honoré par un dîner d'État. Il passe ensuite sa première nuit étatsunienne à la Maison-Blanche, avant de regagner *Blair House* le lendemain. Au cours des jours qui suivent, l'invité multiplie les visites et les rencontres. Il se rend notamment au cimetière d'Arlington et à Mont Vernon. Le 1^{er} mai, il est reçu par la Chambre des représentants et le Sénat réunis en Congrès, devant lequel il prononce un discours soulignant l'amitié américano-mexicaine⁵¹.

En mars 1951, c'est le président français Vincent Auriol qui se rend aux États-Unis en compagnie de son ministre des Affaires étrangères Robert Schuman pour une visite officielle de cinq jours. On est loin des 13 mois du marquis de La Fayette, mais dans les normes du milieu du XX^e siècle. Il s'agit de la première visite officielle d'un président français aux États-Unis. Vincent Auriol arrive par bateau à New York, où il prend un train pour la capitale. Harry Truman l'accueille en grande pompe à *Union Station*, puis les deux hommes cheminent lentement jusqu'à la Maison-Blanche à bord d'une voiture décapotable pour saluer les 250 000

⁵⁰ "No other foreigner ever got a welcome of such proportions" (E. FOLLIARD, "Truman Meets Visiting Chief Executive at National Airport and Rides", WP, 30 avril 1947, p. 1)

⁵¹ J. HEARST, "Half a Million Greet Aleman in Washington", *Chicago Daily Tribune*, 30 avril 1947, p. 1.

personnes venues célébrer le chef d'État français au son de « Vive Auriol » et « Vive la France » le long d'avenues bordées de drapeaux tricolores et de bannières étoilées. À l'instar de Miguel Aleman, le Français reçoit des mains des Commissaires washingtoniens la clé de la ville, tradition désormais implantée. Il voit ensuite défiler pendant plus de 30 minutes une sélection de quelque 5 000 militaires, parmi lesquels des *midshipmen* d'Annapolis et des cadets de West Point⁵².

Parmi les autres dignitaires étrangers invités aux États-Unis dans les années d'après-guerre se trouvent le prince régent belge Charles et le premier ministre Paul-Henri Spaak, le président cubain Carlos Prío Socarrás, le président Chilien Gabriel Gonzalez-Videla, la princesse Elizabeth d'Angleterre, le roi Fayçal d'Arabie Saoudite ainsi que la reine Juliana des Pays-Bas (cf. photographies en [annexe 3](#))⁵³. L'augmentation du nombre de visiteurs officiels aux États-Unis témoigne de l'importance croissante du pays sur la scène internationale. Les dirigeants étrangers se déplacent en effet jusqu'à Washington parce qu'ils attendent un gain de ce type de visite. L'intérêt existe en général sur plusieurs plans. D'une part, le dignitaire étranger espère des retombées positives dans son pays d'origine, suite à une rencontre avec le chef d'État américain. Être reçu par Harry Truman ou Dwight Eisenhower confère en effet un certain prestige et une certaine distinction, car les choix des pays bénéficiant de grandes visites d'État ne sont pas réalisés au hasard. Par conséquent, les hôtes qui en bénéficient espèrent les valoriser. D'autre part, des bénéfices sont attendus pour le pays dont provient le dignitaire, dans la mesure où celui-ci parvient à établir un contact personnel avec le président américain. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls bénéficiaires. Les États-Unis eux-aussi tirent parti de ces visites, faute de quoi il n'y aurait aucune raison d'en organiser.

⁵² "Parade to Hail Auriol Arrival in Washington", *Chicago Daily Tribune*, 28 mars 1951, p. 7; E. FOLLIARD, "Auriol Hears 'Vive la France' Shouts Along Parade Route: French President Greeted by 250,000", WP, 29 mars 1951, p. 1.

⁵³ "Belgian Regent Due Here Today For State Visit", WP, 4 avril 1948, p. M1; "Cuban President Prío Flies Here for Visit; Truman Heads Welcoming Party at Airport", WP, 9 décembre 1948, p. 16; S. ZAGORIA, "Washington Hails Chile's Chief Today", WP, 12 avril 1950, p. 1.

Wiley T. Buchanan, responsable du protocole pendant le second mandat de Dwight Eisenhower, souligne le rôle crucial des contacts personnels entre les chefs d'États à l'heure de la guerre froide et de l'arme atomique. Il écrit ainsi :

« Nous vivons à l'heure de la bombe à hydrogène, et qu'on le veuille ou non, le nombre de pays détenteurs de bombes augmente. Cela signifie que l'on a besoin de tous les amis que l'on peut avoir et cela signifie également que l'on doit rester en contact étroit avec les nations non-alignées qui pourraient un jour devenir la clé de l'équilibre sur cette fragile planète⁵⁴. »

Compte-tenu de ce contexte, la somme moyenne déboursée par heure de visite d'un dignitaire étranger, qui est à la fin des années 1950 de 100 dollars, est probablement trop basse, de l'avis de Wiley Buchanan⁵⁵. Des dépenses supplémentaires dans ce secteur permettraient selon lui de renforcer entre les dirigeants internationaux les contacts personnels devenus si importants.

C. L'ère des agences internationales

À l'instar des agences et associations nationales, Washington devient un lieu privilégié pour les agences et associations internationales

1. Un siège washingtonien pour le FMI et la Banque mondiale

Le 1^{er} juillet 1944, moins d'un mois après le débarquement des Alliés en Normandie, débute à Bretton Woods, dans le New Hampshire, la conférence internationale du même nom. Pendant 21 jours les représentants de 45 pays débattent de stabilité monétaire, de reconstruction et de développement. Leurs discussions débouchent sur la signature, le 22 juillet, des Accords de Bretton Woods. Ils prévoient, entre autres, la création des deux institutions internationales que sont la Banque internationale de reconstruction et développement (BIRD) et le Fonds monétaire international (FMI)⁵⁶.

⁵⁴ “We live in the age of the hydrogen bomb, and whether we like it or not, membership in the grim society of bomb-owners is expanding. This means we need all the friends we can get, and it also means that we must keep in close touch with the uncommitted nations that someday may hold the balance of power on this uneasy planet.” (W. BUCHANAN, *Red Carpet at the White House*)

⁵⁵ H. MILLER, *Embassy Row*, p. 59.

⁵⁶ M. GOLDMAN, *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, 2005, p. 52-54.

Le FMI est officiellement créé le 27 décembre 1945, lorsque les 29 premiers États membres, responsables de l'apport de 80 % des ressources qui doivent être versés au Fonds, ont ratifié ses statuts. Fin 1946, il compte 39 membres. Il commence ses activités financières le 1^{er} mars de l'année suivante⁵⁷. La BIRD est quant à elle créée le 31 décembre 1945, lorsque les 28 premières nations parmi les 45 signataires des Accords de Bretton Woods ont ratifié ses statuts⁵⁸. À cette date, la BIRD et le FMI existent donc officiellement. En revanche, ni l'un ni l'autre ne disposent de siège. Il est d'ores et déjà arrêté, selon les statuts, que les deux organisations seront basées aux États-Unis, mais leur localisation précise n'a pas été arrêtée. C'est l'un des objets de la réunion inaugurale de Savannah.

La première réunion du conseil des gouverneurs de la BIRD et du FMI se déroule dans la vieille ville georgienne du 8 au 18 mars 1946. À cette occasion, deux options sont avancées comme siège des nouvelles institutions monétaires : New York, capitale financière et Washington, capitale politique. Les débats sont âpres entre les partisans des deux villes. Les partisans de New York arguent que le siège de la BIRD et du FMI, en tant que siège d'organisation internationale, ne doit pas être associé à la capitale de l'un des pays membres. Ils ajoutent que l'environnement ne doit pas être politique car les deux institutions doivent se placer au-dessus de ces préoccupations. Le troisième argument est que New York, à la différence de Washington, est un carrefour économique et financier mondial, et que la ville abrite d'ores et déjà les conseils économiques et sociaux des Nations Unies, avec lesquels BIRD et FMI pourraient coopérer. Enfin, le choix de New York réduirait les contraintes pratiques associées aux déplacements vers la capitale américaine, la ville étant accessible plus facilement depuis

⁵⁷ M. DE VRIES, *The IMF in a Changing World: 1945-85*, p. 66-68.

⁵⁸ "Russia, 8 Others Still Free to Join Bretton Woods Plan", WP, 2 janvier 1946, p. 10. Au 3 janvier, la BIRD dispose de 15 milliards de dollars, somme fournie par 35 pays ("15 Billions Available for World Bank", WP, 3 janvier 1946, p. 3).

l'étranger, car mieux desservie⁵⁹. La délégation britannique, et en son sein John Maynard Keynes, est particulièrement active dans la défense de cette position.

Les partisans de Washington affirment pour leur part que la Banque et le Fonds, en tant qu'institutions intergouvernementales, doivent être libres de toute influence économique, financière ou commerciale privée, ce qui exclue à leur avis l'option New York. Une implantation dans le District de Columbia montrerait selon eux d'emblée que les deux institutions ne sont pas des institutions ordinaires avec des actionnaires ordinaires, dont le but est de réaliser des bénéfices, mais des coopératives intergouvernementales, dont la plupart des interactions se déroulent avec des gouvernements. De ce fait, la ville de Washington est particulièrement adaptée sur le plan pratique. Elle offre de meilleures opportunités aux membres en termes de communication avec les représentants de leurs États respectifs, puisque ceux-ci y sont installés. Par ailleurs, du fait de la présence de représentants sur place de près de 60 pays, les salariés de la BIRD et du FMI auraient un accès facilité aux données économiques nécessaires. Cette position est ardemment défendue par le ministre américain des Finances Fred M. Vinson, qui a fait donner une directive de vote ferme à sa délégation par le président Harry Truman. À ses yeux, le choix de la capitale symbolise le transfert du contrôle de la finance internationale de *Wall Street* à Washington⁶⁰.

Le 9 mars 1946, un sondage partiel des délégués montre une préférence marquée pour l'installation du siège de la BIRD et du FMI à New York. Le lendemain, toutefois, un revirement se produit, probablement du fait des pressions exercées par les États-Unis⁶¹. Suite à ce changement, l'ultime tentative britannique en faveur de New York se révèle infructueuse,

⁵⁹ Inaugural Meeting of the Board of Governors of the International Bank for Reconstruction and Development, Savannah Georgia, March 8-18, 1946, Selected Documents (May 1946), "Report of the Committee on Site", 13 mars 1946, p. 61-62.

⁶⁰ E. MASON, R. ASHER, *The World Bank Since Bretton Woods: The Origins, Policies, Operations, and Impact of the International Bank for Reconstruction*, p. 37, 38.

⁶¹ "Support Veers to Washington for Bank Site", *Chicago Daily Tribune*, 11 mars 1946, p. 23; "U.S. Delegation Now Favors Washington for World Bank", *Baltimore Sun*, 11 mars 1946, p. 5; "Vote to Place World Bank in Washington", *Chicago Daily Tribune*, 14 mars 1946, p. 31.

malgré le soutien du Canada, de la France et de l'Inde, car les 14 pays latino-américains se sont rangés derrière les États-Unis⁶².

Le 14 mars 1946, le Conseil des Gouverneurs approuve la recommandation de la Commission sur le site. La Banque internationale de reconstruction et développement et le Fonds monétaire international disposeront d'un siège à Washington.

L'installation dans le District prend quelques mois. Lorsque les directeurs exécutifs du FMI et de la BIRD se réunissent respectivement les 6 et 7 mai, les deux organisations ne disposent pas encore de locaux permanents à Washington. Les dirigeants du FMI se réunissent à l'Hôtel Washington, où certains d'entre eux disposent de bureaux temporaires en attendant qu'un bâtiment approprié soit trouvé. Les dirigeants de la BIRD se réunissent pour leur part au 1818 H Street, NW, où le siège sera finalement installé.

Figure 112 - Première réunion annuelle des gouverneurs, Washington, 27 septembre 1946



Le bâtiment, construit en 1941 pour le *Surgeon General* (institution qui dépend du ministère de la Santé) est situé en plein centre de la capitale, entre la Maison Blanche et le campus de l'université George Washington. Il est alors occupé par des services du ministère des Affaires

⁶² "U.S. Delegation Now Favors Washington for World Bank", *Baltimore Sun*, 14 mars 1946, p. 5.

étrangères. Le 25 juin 1946, lorsque la BIRD ouvre officiellement ses portes dans le District, il devient sa première adresse. Il est à ce jour la seule. Dans un premier temps, la BIRD prend possession du 10^e étage tandis que le FMI occupe le 9^e. En décembre 1946, les deux institutions occupent l'intégralité du bâtiment ([annexe 4](#)).

Face à la croissance rapide des effectifs de la Banque et du FMI, la recherche d'un nouveau site est lancée en 1950. La commission mixte constituée dans ce but travaille pendant plus d'une année avec le *Public Buildings Service* (PBS) sur un projet de nouveau bâtiment qui serait érigé sur les bords du Potomac, au croisement de New Hampshire et de la 27^e rue NW. L'emplacement est dégagé, dispose d'une belle vue et serait approprié à la construction d'un siège majestueux pour les deux institutions. Toutefois, malgré la recommandation favorable de la commission mixte dans son rapport de mars 1951, les dirigeants des deux institutions décident de ne pas lancer le projet⁶³. La principale raison avancée est la situation économique et l'incertitude de son évolution du fait de la guerre de Corée, qui renchérit le coût des matériaux et de la main-d'œuvre. La seconde est que Robert L. Garner, vice-président de la BIRD, souhaiterait séparer les sièges des deux institutions et installer celui de la Banque à New York. Il n'est donc pas favorable à la réalisation d'investissements dans le District. Enfin, il est souligné que le secteur envisagé pour la construction du nouveau bâtiment manque singulièrement de commerces, ce qui compliquerait le quotidien des centaines d'employés de la Banque et du Fonds. Pas de nouveau bâtiment, donc, mais pas de déménagement non plus de Washington. Jusqu'à ce jour, la capitale a conservé les sièges des deux institutions, dont la taille s'est accrue.

2. L'Organisation des États Américains

La Doctrine Monroe, développée par James Monroe le 2 décembre 1823, affirme la séparation entre l'Europe et les Amériques. Dans son discours sur l'état de l'Union le président américain déclare que toute tentative européenne d'interférer dans les affaires des nations nord et sud-

⁶³ Report on Bank and Fund Building, mars 1951.

américaines sera interprétée comme un acte d'agression, nécessitant l'intervention des États-Unis. Il affirme ainsi la volonté d'indépendance de l'hémisphère occidental, au sein duquel les États-Unis revendiquent une place prépondérante.

Cette volonté prend une forme concrète trois années plus tard, lorsque se tient le Congrès de Panama. L'évènement, organisé en juin 1826 par Simón Bolívar, constitue la première réunion officielle entre États américains. Il est destiné à renforcer les liens et les échanges entre les États américains. La réunion initiale de 1826 est suivie par trois conférences inter-gouvernementales au cours des décennies suivantes : en 1847-48 à Lima, en 1856 à Santiago et en 1864 à nouveau à Lima. Au fil des ans, les liens d'amitié et de coopération entre les pays américains se resserrent autour d'un instinct commun de résistance à toute immixtion des puissances européennes, qui se révèle plus fort que les nombreuses différences linguistiques, culturelles, économiques et sociales qui caractérisent ces pays. Tout au long du XIX^e siècle, ils évoquent la création d'un système de coopération propre aux Amériques⁶⁴.

Entre le 2 octobre 1889 et le 14 avril 1890, la capitale étatsunienne accueille la Conférence internationale des États Américains, organisée à l'initiative du ministre des Affaires étrangères étatsunien James G. Blaine. Elle débouche sur la signature, le 14 avril, d'une résolution qui donne naissance à l'Union internationale des républiques américaines (UIRA)⁶⁵ forte de 18 membres. L'objectif assigné à l'organisation est de « rassembler et diffuser rapidement les informations commerciales ». Au cours de ses premières années, cette Union voulue par les États-Unis fonctionne plus ou moins comme un service du ministère des Affaires étrangères étatsunien. Son quartier général est d'ailleurs basé au ministère⁶⁶.

En 1910, l'UIRA est restructurée lors de la conférence de Buenos Aires et devient l'Union des républiques américaines, dont le secrétariat, au nom célèbre, est l'Union panaméricaine⁶⁷ (UPA).

⁶⁴ W. LIPPMANN, "Today and Tomorrow: O.A.S.", WP, 26 mars 1951, p. 7.

⁶⁵ L'UIRA est dotée d'un secrétariat permanent appelé « Bureau commercial des républiques américaines », rebaptisé « Bureau commercial international » lors de la conférence internationale de 1902.

⁶⁶ "Pan-American Cooperation", WP, 19 juillet 1930, p. 6.

⁶⁷ Pan American Union

C'est à ce moment-là que l'organisation s'installe dans ses nouveaux et prestigieux locaux situés entre le *Mall* et la Maison Blanche, au croisement de *Constitution Avenue* et de la 17^e rue NW, grâce à une généreuse donation du philanthrope Andrew Carnegie. Son objectif a été précisé. Il est désormais de promouvoir la coopération internationale, de fournir aux États membres un appui en matière de données internationales et de contribuer au développement des relations économiques, juridiques et culturelles.

Figure 113 - Siège de l'Organisation des États américains, Washington



La Seconde Guerre mondiale renforce les liens entre les nations américaines. En 1936, les 21 membres avaient déclaré lors de la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix⁶⁸ « la nécessité » de consacrer le principe de solidarité américaine dans tous les conflits extérieurs au continent⁶⁹ ». Ce principe est confirmé en 1939. Suite à l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, les ministres des affaires étrangères des 21 états membres se réunissent à Panama pour une Conférence interaméricaine sur la neutralité⁷⁰. La Déclaration de Panama qui y est adoptée le 3

⁶⁸ 'Inter-American Conference for the Maintenance of Peace

⁶⁹ "to consecrate the principle of American solidarity in all non-continental conflicts" (Declaration of Principles of Inter-American Solidarity and Cooperation, adoptée lors de l'*Inter-American Conference for the Maintenance of Peace*, Buenos Aires, le 21 décembre 1936)

⁷⁰ *Inter-American Neutrality Conference* (W. LIPPMANN, "Today and Tomorrow: O.A.S.", WP, 26 mars 1951, p. 7)

octobre stipule que « les gouvernements des républiques américaines réunies à Panama ont solennellement ratifié leur neutralité dans le conflit qui trouble la paix en Europe⁷¹ ». L'objectif affirmé est de rester en-dehors du conflit. La défaite française face à l'Allemagne en 1940, qui permet à Hitler de dominer l'Europe, suscite une nouvelle conférence interaméricaine à La Havane. À son issue, l'UPA déclare que :

« toute atteinte de la part d'un État non-américain à l'intégrité ou l'inviolabilité du territoire, de la souveraineté ou de l'indépendance politique d'un État américain sera considérée comme un acte d'agression contre les États signataires de cette déclaration⁷². »

Après le bombardement de Pearl Harbor et l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941, l'UPA se réunit en janvier 1942 à Rio de Janeiro pour réviser sa position. Le 28 janvier, à l'issue des échanges, les États membres déclarent leur solidarité avec les États-Unis et affirment que « cela implique en conséquence que tous les pays de l'Hémisphère s'unissent pour défendre le Continent⁷³ »⁷⁴.

À partir de 1942, Washington accueille le siège d'une autre institution panaméricaine, sous-produit de l'UPA. Il s'agit de l'*Inter-American Defense Board* (IADB)⁷⁵, constitué de représentants des ministères de la Défense respectifs. Créée à l'initiative des États-Unis, elle a pour but de préparer les Amériques à se défendre contre les puissances de l'Axe. Elle le fait en menant des études collaboratives sur les questions de défense et de sécurité propres aux pays américains, qui lui permettent de conseiller l'UPA⁷⁶.

L'expérience de la Seconde Guerre mondiale a convaincu les gouvernements de l'UPA qu'un fonctionnement unilatéral ne pouvait garantir l'intégrité territoriale des nations américaines en

⁷¹ "The Governments of the American Republics meeting at Panama, have solemnly ratified their neutral status in the conflict which is disrupting the peace of Europe" (Déclaration de Panama, 3 octobre 1939)

⁷² "any attempt on the part of a non-American state against the integrity or inviolability of the territory, the sovereignty or the political independence of an American state shall be considered as an act of aggression against the states which sign this declaration" (Report of the Secretary of State on the Second Meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the American Republics, La Havane 21-30 juillet 1940, Department of State publication 1575, Conference Series 48, p. 71-72)

⁷³ "This consequently implies that all the countries of the Hemisphere should closely unite for the defense of the Continent" (Report on the Third Meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the American Republics, Washington, Pan American Union, Congress and Conference Series No. 36, 1942, p. 50-53)

⁷⁴ W. LIPPMANN, "Today and Tomorrow: O.A.S.", WP, 26 mars 1951, p. 7.

⁷⁵ Conseil interaméricain de défense

⁷⁶ "Americas Sign Charter of Organization", WP, 1^{er} mai 1948, p. 2; J. COPE, "Reforming the Inter-American Defense Board", *Strategic Forum*, n°258, août 2010, p. 1-2.

cas d'agression venue de l'extérieur. Or l'instabilité de la situation internationale se confirme chaque un jour un peu plus dès la fin de la guerre. Par conséquent, l'UPA adopte en 1947 à Rio le Traité interaméricain d'assistance réciproque, ou Traité de Rio, qui apporte à chacun des membres des garanties collectives d'assistance.

Le 30 avril 1948, les relations panaméricaines franchissent un nouveau cap avec la création de l'Organisation des États Américains (OEA)⁷⁷ en lieu et place de l'Union Panaméricaine (qui devient le secrétariat général de l'OEA). Réunis à Bogota sous la direction du ministre des Affaires étrangères George Marshall, les 21 membres de l'UPA signent la charte de l'OEA. Les États-Unis la ratifient le 16 juin 1951, elle entre en vigueur le 13 décembre 1951. La charte proclame l'engagement des membres en faveur de la paix et de la sécurité dans l'hémisphère occidental⁷⁸. Au cours des années qui suivent, l'OEA est l'un des instruments utilisés par les États-Unis dans la lutte tous azimuts contre le communisme.

3. Signature de traités, Réunions internationales

En tant que capitale d'une grande puissance mondiale, Washington est pendant et après la Seconde Guerre mondiale un lieu privilégié de conférences au sommet.

a) Dumbarton Oaks

Avant même la fin de la guerre, le District de Columbia reçoit du 21 août au 7 octobre 1944 la célèbre Conférence de Dumbarton Oaks, du nom de la villa de Georgetown qui l'héberge. Cette conférence réunit les États-Unis, le Royaume-Uni, l'URSS et la Chine. Elle vise à concevoir une Organisation des Nations Unies (ONU) efficace sur la base de la défunte Société des Nations. Les semaines successives de travail permettent aux participants de s'entendre sur les objectifs, la structure et le mode de fonctionnement du futur organisme. Le principe des institutions que sont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Secrétariat et la Cour de

⁷⁷ Organization of American States (OAS)

⁷⁸ "21 American Republics to Sign New Pact", WP, 30 avril 1948, p. 19; "America", *Baltimore Sun*, 1^{er} mai 1948, p. 1; "Americas Sign Charter of Organization", WP, 1^{er} mai 1948, p. 2; "Truman Signs OAS Charter For Americas", WP, 17 juin 1951, p. M3.

justice internationale y est retenu. Une question est laissée en suspens : celle, cruciale, de la méthode de vote au Conseil de sécurité. Elle sera tranchée à Yalta au début de l'année suivante, permettant de convoquer la Conférence de San Francisco.

Figure 114 - Séance inaugurale de la Conférence de Dumbarton Oaks, Washington, août 1944



b) Signature du Pacte de l'Atlantique Nord

Le 4 avril 1949, c'est le Traité de l'Atlantique Nord qui est signé en grande pompe dans la capitale américaine ([annexe 5](#)). Il résulte d'une volonté des pays Européens et Nord-Américains de se protéger mutuellement contre la menace soviétique croissante. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, afin de se prémunir contre une résurgence de l'expansionnisme allemand, la France et le Royaume-Uni avaient signé en 1947 le Traité de Dunkerque, prévoyant une assistance militaire mutuelle. L'année suivante, le Traité de Bruxelles avait vu le jour dans le même esprit. Il fut signé le 17 mars 1948 pour une durée de 50 ans entre la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Néanmoins, dans le contexte de guerre froide qui s'installe, les pays européens envisagent rapidement la possibilité d'une alliance plus large encore. Elle se concrétise avec la signature le 4 avril 1949 du Traité de l'Atlantique Nord, qui

prévoit une assistance mutuelle de tous les signataires en cas d'agression contre l'une des 12 parties au traité. Il entre en vigueur le 24 août de la même année.

Dans sa forme initiale, l'Alliance atlantique reste une coalition de type traditionnel, bien qu'elle comprenne un embryon de structure permanente en cas de paix. À peine un an après la signature du Traité, le déclenchement de la guerre de Corée incite les États membres à mettre en place une structure politique et militaire permanente : l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

II. Washington dans la guerre froide : une ville-cible

Au cours de la guerre froide, à l'heure des bombes A et des bombes H, le District de Columbia est très vite considéré par les autorités américaines comme une cible potentielle de l'URSS et à ce titre un enjeu de guerre froide. Capitale des États-Unis, symbole des principes exaltés par le monde libre, Washington constitue une cible de choix. Elle devient à ce titre un enjeu de la guerre froide. La conviction du risque pesant sur la ville provoque la mise en œuvre de deux types de mesures défensives, les premières destinées à Washington-capitale, les secondes appropriées à Washington-ville.

Washington-capitale est le siège du gouvernement. Les mesures envisagées à son égard visent à permettre au gouvernement de continuer à fonctionner même en cas d'attaque nucléaire contre le pays. La principale mesure envisagée à cet égard est une initiative préventive de déconcentration des pouvoirs, qui consiste à disperser géographiquement les sièges des institutions essentielles au fonctionnement de l'État. Son objectif est de limiter l'intérêt d'une attaque contre le District et de limiter simultanément les conséquences d'une telle attaque si elle survenait toutefois.

Washington-ville est la métropole qui, indépendamment de toutes les institutions qu'elle abrite, compte des centaines de milliers d'habitants, plus d'un million si l'on englobe sa proche

banlieue. À cet égard, les mesures prises concernent la gestion de crise : elles consistent à informer et préparer le public à une éventuelle attaque.

A. Déconcentrer les lieux de pouvoir pour réduire les risques : les tentatives avortées de dispersion des agences

1. Le précédent de la Seconde Guerre mondiale

Lorsque les États-Unis entrent en guerre, fin 1941, le gouvernement américain se mobilise tout entier derrière ses troupes. Le nombre de fonctionnaires en poste à Washington explose, tout comme le nombre d'habitants de la capitale. La ville atteint les limites de ses capacités d'accueil. L'une des solutions trouvées par les autorités pour faire face à l'afflux de travailleurs est de construire des bureaux et des logements temporaires. Une autre solution étudiée est la déconcentration. Afin de désengorger la capitale, certaines agences jugées non essentielles à l'effort de guerre sont délocalisées.

Dès le 19 décembre 1941, le gouvernement annonce que 12 agences ou parties d'agences seront déplacées avant le 1^{er} mars 1942 dans cinq villes du pays : Chicago, New York, Philadelphie, Pittsburgh et St. Louis. Au total, 10 000 employés sont concernés. Le président Roosevelt précise que la délocalisation n'a aucun lien avec la crainte de bombardements aériens, qu'il ne s'agit pas d'une mesure de précaution mais d'une mesure destinée à soulager la capitale de la pression démographique énorme et soudaine qu'elle subit. En 1942, le *National Park Service* s'installe donc à Chicago, la *Securities Exchange Commission* (SEC) à Philadelphie⁷⁹. Parmi les autres organismes concernés se trouvent par exemple le *Government Printing Office* (GPO), qui crée une antenne à Chicago puis de nouvelles installations à New York, San Francisco, Dallas et Atlanta. L'*Office of Indian Affairs*, la *Division of Immigration and*

⁷⁹ Les deux institutions regagneront respectivement Washington en 1947 et 1948 ("National Park Office Back in Washington", *Chicago Daily Tribune*, 26 octobre 1947, p. G12).

Naturalization et la *Rural Electrification Administration* font également partie des institutions déplacées⁸⁰.

Fin 1944, New York compte une vingtaine d'agences fédérales poussées hors de la capitale par les nombreuses agences de défense requises par la guerre. Elles représentent un total d'environ 25 000 employés⁸¹. La décentralisation des agences non essentielles est un élément important de la gestion de l'effort de guerre dans la capitale.

2. Disperser les institutions essentielles : première tentative

Dans les années d'après-guerre, la question de la délocalisation des agences revient sur le devant de la scène, mais de manière différente et dans une logique tout autre. Cette fois, l'objectif n'est pas de faire place nette dans le District pour les agences essentielles, il est au contraire de disperser celles-ci à l'extérieur de la capitale, pour éviter que toutes les institutions vitales pour le pays soient concentrées en un même lieu. En effet, toute concentration de moyens et d'hommes en un lieu renforce la vulnérabilité de ce lieu face à une attaque aérienne. Le changement d'approche s'explique car une double évolution s'est produite : d'une part, la guerre froide, et non la paix, a succédé à la Seconde Guerre mondiale, d'autre part, la bombe atomique a été découverte. Des précautions appropriées doivent donc être prises pour protéger le pays.

a) Le programme nucléaire soviétique et ses effets

Le coup d'envoi de la peur nucléaire américaine est donné le 29 août 1949, lorsque l'URSS réussit son premier essai nucléaire. Le programme nucléaire soviétique a été amorcé pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque Staline a eu connaissance des progrès américains et allemands dans ce domaine⁸². Il passe à la vitesse supérieure immédiatement après le bombardement

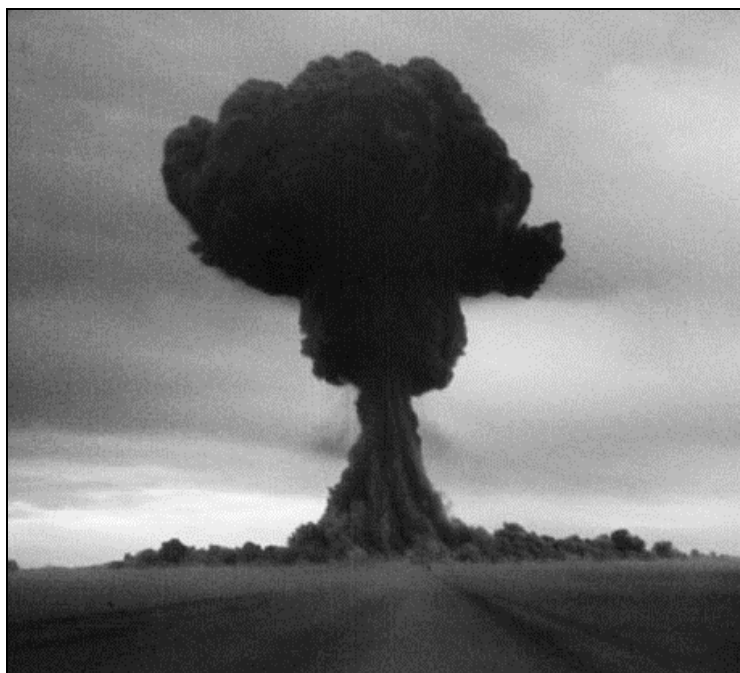
⁸⁰ "Government to Move 10,000 Employees Out of Washington: Budget Director", *Baltimore Sun*, 20 décembre 1941, p. 1; "C.I.O. to Back Transferring of Agencies", WP, 22 décembre 1941, p. 20; M. WASHINGTON, "Moving Agencies", WP, 25 décembre 1941, p. 10; "More U.S. Agencies to Leave Washington: President Will Not Modify Secret List of Units", NYT, 14 janvier 1942, p. 4; C. MERCER, "Foes of Moving U.S. Agencies Give Up Fight", WP, 15 janvier 1942, p. X1

⁸¹ J. KLUTZ, "The Federal Diary: D.C. to Be Helped by Agencies' Return", WP, 24 octobre 1944, p. 6.

⁸² D. HOLLOWAY, *Stalin and the Bomb: The Soviet Union and Atomic Energy 1939-1956*, p. 72-73, 113-115.

d'Hiroshima, en août 1945⁸³. Ce programme intensif aboutit quatre ans plus tard à la réussite de l'essai RDS-1⁸⁴, premier essais nucléaire soviétique.

Figure 115 - Explosion de la première bombe atomique soviétique au Kazakhstan, 29 août 1949



Tandis que la Russie procède dans le plus grand secret à son premier essai, la communauté du renseignement américaine ainsi que les milieux militaire et politique sont convaincus du retard soviétique en matière d'armes nucléaires. L'accession de l'URSS à la bombe est certes attendue, de manière inexorable, mais pas avant 1953 selon les estimations jugées les plus crédibles et pas avant la mi-1950 selon le scénario le plus favorable aux Soviétiques. La Russie encourage le sentiment de supériorité américain. Lors de la conférence de Genève, au début du mois d'août 1949, la délégation russe insiste par exemple lourdement pour obtenir une interdiction de l'usage de la bombe atomique dans les conflits armés, indice qu'elle serait sur la défensive dans ce domaine⁸⁵. L'entreprise de désinformation fonctionne si bien que le général H. H. Arnold, qui dirigeait les forces aériennes de l'armée de l'Air pendant la Seconde Guerre mondiale, déclare à une commission d'enquête du Congrès le 19 août 1949, soit 10 jours avant le

⁸³ *Ibid.*, p. 116-117.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 196-221.

⁸⁵ "Russia Pushes A-Bomb Fight: Urges Inclusion of Ban in Rules of War", *Baltimore Sun*, 9 août 1949, p. 4.

premier essai nucléaire soviétique, que : « ce que les gens craignent le plus est ce qu'ils ne comprennent pas. La chose par excellence que la Russie ne comprend pas est le bombardement stratégique⁸⁶. »

Les Soviétiques gardent leur réussite atomique secrète. Le pot-aux-roses est toutefois découvert en quelques semaines par les États-Unis, grâce à un travail collaboratif de l'armée de l'Air, de l'*Atomic Energy Commission* (AEC) et d'experts du nucléaire. Dans un premier temps, des échantillons récoltés lors d'un survol de surveillance de routine (effectué le 1^{er} août par un WB-29 du service météorologique de l'armée de l'Air de la base japonaise de Misawa, à celle d'Eielson, en Alaska⁸⁷) permettent de repérer la présence de substances radioactives dans l'atmosphère. C'est la 112^e fois que cela se produit, les 111 fois précédentes ayant été attribuées à des circonstances naturelles comme des tremblements de terre. Au cours de plusieurs semaines de recueil de données complémentaires et d'analyses complexes successives de nombreux spécialistes, l'essai nucléaire est confirmé comme cause de la présence de radioactivité dans l'atmosphère.

Les États-Unis sont pris par surprise. La nouvelle fait l'effet... d'une bombe. D'abord au sein des élites nationales, puis au sein de la population américaine, qui reçoit l'information du président Harry Truman le 23 septembre 1949. Au cours d'une brève déclaration (dont le texte intégral se trouve [annexe 7](#)), le chef d'État annonce aux Américains : « nous avons la preuve qu'une explosion atomique s'est produite en URSS au cours des dernières semaines⁸⁸ ». Les autorités politiques et militaires minimisent l'importance de l'évènement et appellent au calme. Toutefois, cette information est loin d'être anodine, elles le savent. En dissimulant ses activités nucléaires aux États-Unis, la Russie évitait un renforcement accéléré du programme nucléaire

⁸⁶ “*The thing people fear most is something they don't understand. The one thing that Russia doesn't understand is strategic bombing.*” (J. NORRIS, “Arnold Says Russia Fears Bombs Most”, WP, 20 août 1949, p. 2)

⁸⁷ Pour une description détaillée de la détection de l'explosion, voir l'*ebook* de l'Université Georgetown : *U.S. Intelligence and the Detection of the First Soviet Nuclear Test, September 1949*, ainsi que J. RICHELSON, *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*, p. 88-92.

⁸⁸ “*We have evidence that within recent weeks an atomic explosion occurred in the U.S.S.R.*” (Déclaration du 23 septembre 1949)

américain. Lorsque les États-Unis découvrent qu'ils ne sont plus les seuls dépositaires du secret de la bombe atomique et que leur principal rival géopolitique en est également doté, l'équilibre des pouvoirs est instantanément modifié⁸⁹.

Figure 116 - Une du Washington Post le 24 septembre 1949



L'impact de l'accession soviétique à la bombe atomique se fait sentir simultanément sur les plans militaire, diplomatique et politique. Sur le plan diplomatique, les stratégies américaines prennent désormais en compte la possibilité de l'utilisation de l'arme nucléaire par le camp adverse, alors qu'elles comptaient auparavant dans leur stratégie sur un avantage nucléaire américain. Sur le plan militaire, les dépenses sont accrues pour offrir au pays les armes les plus performantes et poursuivre la recherche sur l'arsenal nucléaire. La course aux armements est ouvertement lancée⁹⁰. Sur le plan politique enfin, les autorités s'efforcent d'anticiper un nouveau climat social dans lequel la crainte d'une attaque nucléaire augmente. L'urbaniste Kermit C. Parsons explique en 1989 :

⁸⁹ D. HOLLOWAY, Stalin and the Bomb: The Soviet Union and Atomic Energy 1939-1956, p. 266-267.
⁹⁰ Pour attester du changement de climat, voir le rapport NSC 68, préparé le 14 avril 1950 par le *National Security Council*. Ce document, classé « top secret » à sa parution, est l'une des bases de la politique américaine envers l'URSS. Il recommande un renforcement massif de l'armement et des forces militaires américaines face au péril soviétique.

« une appréhension générale, une peur de la guerre atomique gagna rapidement la plupart des Américains à la fin des années 1940. (...) Il devint évident que des bombardiers à longue portée et des missiles propulsés par des fusées menaçaient déjà ou menaceraient bientôt les populations nord-américaines⁹¹. »

Au cours des années qui suivent, les Soviétiques enchaînent les essais nucléaires réussis. Après RDS-1, la bombe au plutonium surnommée Joe-1 par les Américains (d'après le prénom de Joseph Staline), RDS-2, bombe à l'uranium enrichi, explose le 24 septembre 1951. RDS-3, première bombe larguée depuis les airs, explose le 18 octobre de la même année. En 1952, les États-Unis passent à la vitesse supérieure, malgré les désaccords d'une majeure partie de la communauté scientifique, dont le père de la bombe A Robert Oppenheimer. Le 1^{er} novembre, ils font exploser *Ivy Mike*, première bombe H, qui repose sur le mécanisme de fusion nucléaire alors que les bombes A reposaient sur le principe de la fission. Robert Oppenheimer estime que la bombe H, ou bombe thermonucléaire, est un outil potentiel de génocide. L'avantage stratégique conquis par les États-Unis est de courte durée, car les Soviétiques mettent eux aussi au point une première bombe H qu'ils testent le 12 août 1953, avant de faire exploser RDS-37, une bombe H « authentique » à fusion étagée le 22 novembre 1955. Entre-temps, le Royaume-Uni s'est doté de la bombe à fission, qu'il a testée avec succès le 3 octobre 1952. La course aux armes nucléaires, preuve du réchauffement de la guerre froide, renforce peu à peu le climat de crainte qui parcourt la société américaine au cours des années 1950. Cette crainte atteindra son apogée avec la crise des missiles en 1962.

b) Les prémices de la défense civile

L'accession de l'URSS à l'arme atomique met immédiatement en alerte les autorités américaines quant au danger couru par la capitale. Washington est une cible potentielle d'attaque nucléaire, car le District concentre les lieux de pouvoir nationaux et constitue un symbole de la nation américaine. L'attention portée aux théories de dispersion des institutions

⁹¹ "A general foreboding, a fear of atomic war, came easily to most Americans in the late 1940's (...) It became obvious that long range bombers and rocket propelled missiles were, or soon would be, threatening North American populations." (K. C. PARSONS, "Shaping the Regional City: 1950-1990: The Plans of Tracy Augur and Clarence Stein for Dispersing Federal Workers from Washington, D.C", p. 653)

en est renforcée. Des agences telles que l'*U.S. Strategic Bombing Survey* (SBS), l'*U.S. Office of Civilian Defense* (qui deviendra en 1950 la *Federal Civil Defense Administration* (FCDA)), le *National Security Resources Board* (NSRB)⁹², le ministère de la Défense et l'AEC lancent des recherches et préparent des rapports sur le sujet⁹³. Ainsi, la FCDA prépare une liste de 185 villes qualifiées de *Critical Target Areas*⁹⁴ (CTA) qu'elle incite à préparer des plans de dispersion. Les chefs d'État-major des armées se mobilisent également. Dès le 3 septembre 1948, alors que l'URSS est encore à un an de réussir son premier essai atomique et que ses avions bombardiers ne sont pas encore à portée des États-Unis, ils finalisent un document sur la vulnérabilité stratégique de Washington⁹⁵. Au cours des années suivantes, ils développeront une succession de scénarii d'attaques possibles, qui serviront de base aux exercices de crise destinés à préparer les administrations et la population.

Le rapport publié en 1946 par le SBS sur les conséquences des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki marque particulièrement les esprits, à la fois de par la brutalité des conséquences de l'arme atomique et de par l'analyse des raisons qui ont poussé les Américains à sélectionner ces deux villes comme cible. En effet, elles ont été choisies précisément parce qu'elles concentraient population et activités économiques, sans parler de la topographie avantageuse d'Hiroshima qui, dépourvue de relief, permettait à l'explosion d'avoir un effet maximal. Le rapport conclut donc sans surprise que les États-Unis doivent être vigilants et anticiper une attaque. La dispersion des institutions est soulignée comme piste sérieuse, car les villes américaines offrent, à l'instar des métropoles japonaises bombardées, des cibles idéales⁹⁶.

⁹² Le NSRB (Conseil National des Ressources de Sécurité) a été créé par la loi sur la sécurité nationale de 1947. Son rôle est de conseiller le président en temps de guerre sur la façon d'utiliser les ressources naturelles, humaines et scientifiques afin de servir au mieux les exigences du ministère de la Défense. Il s'agit d'une agence proche du NSC et de la CIA.

⁹³ J. LIGHT, *From Warfare to Welfare: Defense Intellectuals and Urban Problems in Cold War America*, p. 23; U.S. Strategic Bombing Survey, *The Effects of Atomic Bombs on Hiroshima and Nagasaki*, 1946; Federal Civil Defense Administration, *Civil Defense Urban Analysis*, 1953.

⁹⁴ Zones-cible critiques

⁹⁵ Joint Chiefs of Staff, *Strategic vulnerability of Washington, D.C.*, 3 septembre 1948 (in D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 8).

⁹⁶ M. FARISH, "Another Anxious Urbanism: Defence and Disaster in Cold War America", p. 105; *The American City*, août 1946.

Si le rapport du SBS marque les esprits sur le plan national, c'est celui de l'AEC, publié peu après l'essai nucléaire soviétique de 1949, qui marque les Washingtoniens. Moins de trois mois après l'explosion de RDS-1, l'AEC recommande la dispersion des bâtiments fédéraux aux environs du District, parmi d'autres mesures à prendre en matière de défense civile en conclusion d'un rapport dédié à la capitale.

Le rapport de l'AEC paraît en novembre 1949. Il examine quels seraient les effets d'une attaque nucléaire utilisant une bombe du genre *fatman* (celle larguée sur Nagasaki, qui correspond à la bombe testée par les Soviétiques en août 1949) sur la ville de Washington. La description est apocalyptique. Les effets conjugués de la pression, du souffle, de la chaleur et des rayonnements ionisants détruiraient la plupart des constructions dans un rayon de 5 km environ. L'explosion et son souffle détruiraient les bâtiments en brique sur 2 à 2,5 km, les structures d'acier sur 1 à 1,5 km et les bâtiments en béton armé sur près de 800 mètres, causant des dizaines de milliers de morts. Tous les moyens de communication, de transport ainsi que les infrastructures seraient détruits, et les incendies déclenchés par la vague de chaleur se propageraient rapidement aux parties de la ville restées intactes.

Au-delà des cibles purement militaires comme la *Naval Gun Factory*, le rapport de l'AEC envisage dans la capitale trois cibles évidentes : le Pentagone, le Capitole et ses environs (où se trouvent la Cour suprême, les bureaux des députés et sénateurs, ainsi que la Bibliothèque du Congrès), et la Maison-Blanche et ses environs (qui comprennent les ministères des Finances, de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, de la Marine, ainsi que l'AEC).

Face aux effets potentiellement induits par une attaque nucléaire contre la capitale, l'AEC recommande la construction d'abris antiatomiques dans les sous-sols des grands bâtiments, ainsi que la construction de voies de circulation réservées aux pompiers et la planification de routes d'évacuation de la ville. Néanmoins, le rapport souligne que l'efficacité des abris et de l'évacuation des populations repose sur la capacité des pouvoirs publics à alerter ces populations

suffisamment tôt pour qu'elles puissent se réfugier ou évacuer la ville. L'AEC conclut que dans ces circonstances, la mesure la plus prudente est une mesure d'anticipation, qui consiste à disperser les installations fédérales. Isolées, les agences gouvernementales constitueraient des cibles moins désirables, elles « bénéficieraient d'une certaine sécurité car aucune d'entre elles ne mériterait à elle seule l'utilisation d'une bombe⁹⁷, » déclare le rapport. Dans le même état d'esprit, l'AEC recommande la dispersion des moyens de secours que sont les hôpitaux et les casernes de pompiers.

Le rapport est envoyé au NSRB, premier responsable en termes de défense civile, ainsi qu'au *National Security Council* (NSC)⁹⁸, deux instances qui mènent leurs propres études sur la défense civile en général et la dispersion des institutions et industries en particulier.

Le principe de dispersion n'est pas une invention des années de guerre froide. Il a été prôné plusieurs années auparavant par la NCPC et par certains urbanistes pour des raisons sans lien avec la défense civile. Dans un contexte de densification croissante des villes, l'objectif était d'éviter la concentration de trop d'habitants au centre-ville ainsi que les embouteillages et la pollution. L'une des premières voix d'urbanistes à s'élever en faveur de la dispersion pour des raisons de défense civile est celle de Tracy Augur, qui s'exprime haut et fort avant même l'essai nucléaire soviétique de 1949. Augur publie plusieurs articles et prononce de nombreux discours sur le sujet entre 1946 et 1954⁹⁹. Lewis Mumford expose dès 1947 dans un cours donné au *National War College* du ministère de la Défense les bénéfices que peut apporter la dispersion en termes de sécurité et de qualité de vie. Selon cette logique, un certain nombre d'urbanistes

⁹⁷ "would have a fair measure of security because no single one of them would be likely to warrant expenditure of a bomb." (R. RUTH, "Atom Unit Urges Dispersal of U.S. Agencies in District", *Baltimore Sun*, 18 novembre 1949, p. 2)

⁹⁸ Conseil à la sécurité nationale.

⁹⁹ T. AUGUR, "Planning Principles Applied in Wartime, An Account of the Planning of a Town for Willow Run Workers", p. 71-82; T. AUGUR, "Planning Cities for the Atomic Age: Paper Prepared for Presentation Before the New York Meeting of the American Institute of Planners", script daté du 5 mai, Augur Papers, Box 1, Division of Rare and Manuscript Collections, Cornell Library. Extraits publiés dans *The American City*, août 1946, p. 75-76; T. AUGUR, "The Dispersal of Cities as a Defense Measure," p. 131-4; T. AUGUR, "The Dispersal of Cities – A Feasible Program," p. 312-15; D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 4, 100; P. ROBERTS, "Dispersed Federalism: Regional Governance for Disaster Policy," p. 115; J. LIGHT, *From Warfare to Welfare: Defense Intellectuals and Urban Problems in Cold War America*, p. 18; R. KARGON, A. MOLELLA, *Invented Edens: Techno-Cities of the Twentieth Century*, p. 86.

utilisent de la fin des années 1940 au début des années 1960 les craintes d'attaque nucléaire pour promouvoir l'idée de développer de nouvelles villes dans la banlieue washingtonienne. Entre 1947 et 1949, tandis que Tracy Augur prône la dispersion pour cause de défense civile, des urbanistes tels que Clarence Stein et Catherine Bauer font pression pour l'éradication des taudis. La création de nouvelles villes en périphérie de la capitale s'inscrit parfaitement dans cette perspective¹⁰⁰.

c) *Le temps des actes : première proposition du NSRB (1950)*

Après le temps des études vient celui des projets. En 1949, Tracy Augur est embauché par le NSRB pour préparer un plan de dispersion des institutions fédérales de la capitale¹⁰¹. L'objectif assigné à l'urbaniste est de concevoir un plan qui permette « d'assurer le fonctionnement continu de l'État fédéral en situation d'urgence, en procurant un maximum de sécurité à travers une dispersion adéquate [des installations]¹⁰². » L'initiative est fédérale, car l'objet est ici de protéger Washington-capitale. Le pouvoir des autorités locales en la matière est limité, voire inexistant.

Pourquoi vouloir protéger particulièrement la capitale ? La réponse, évidente à de nombreux égards, mérite néanmoins d'être précisée. La capitale doit tout d'abord être particulièrement protégée car elle constitue une cible privilégiée. En tant que capitale, elle représente un symbole. Par conséquent, une attaque contre la capitale est une attaque symbolique contre le pays tout entier. À ce titre, la capitale est donc plus exposée que les autres villes du pays. Au-delà du symbole de voir la capitale frappée par une puissance étrangère, ce sont les conséquences matérielles et stratégiques d'une telle attaque qui rendent une préparation et une protection nécessaires. Washington compte de nombreux lieux militaires vulnérables, évoqués dans le rapport de l'AEC, tels que la *Naval Gun Factory* et le *Naval Research Laboratory*, qui se trouvent tous dans la capitale en 1948. Le Pentagone, centre nerveux des armées, est implanté à

¹⁰⁰ K. C. PARSONS, *op. cit.* (note 91).

¹⁰¹ J. LIGHT, *op. cit.* (note 101), p. 23.

¹⁰² "a plan that would 'assure the continuous operation of Federal Government activities in time of emergency by providing maximum security through adequate dispersion.'" (T. VANDERBILT, *Survival City: Adventures among the ruins of Atomic America*, p. 80)

Arlington, séparé du District par le seul Potomac. S'il était détruit ou paralysé par une attaque, les forces armées auraient des difficultés à fonctionner efficacement et donc à défendre le reste du pays. Enfin, la capitale concentre les lieux de pouvoir du pays, aussi bien sur le plan exécutif que sur les plans législatif et judiciaire. Le District concentre également les archives historiques et administratives du pays, ainsi qu'un grand nombre de fonctionnaires, notamment de hauts fonctionnaires, responsables du fonctionnement d'un nombre important d'agences et services gouvernementaux. Par conséquent, une attaque contre la capitale porterait un coup au fonctionnement de l'État. Elle aurait également des effets indirects importants, car si d'autres villes et des centres industriels ou financiers étaient touchés, le gouvernement ne serait plus à même de contribuer à leur redressement. Dans ces conditions, la nécessité de préserver le fonctionnement de l'État s'impose¹⁰³.

La préparation du plan de dispersion des institutions dure plus longtemps que prévu. Le projet du NSRB est prêt en 1949, mais le *Board* n'est pas le seul organisme concerné, loin s'en faut. La *General Services Administration* (GSA)¹⁰⁴, la NCPC ainsi que le *Bureau of the Budget* sont impliqués. Le principe de dispersion fait alors l'objet d'un consensus parmi les autorités impliquées dans la défense civile. Celles-ci sont convaincues à la fois qu'un ennemi ne saurait être empêché de lâcher une bombe sur la capitale et que les conséquences d'une telle bombe sur la ville, décrites dans le rapport de l'AEC, seraient catastrophiques pour la capitale et pour le pays. Le consensus n'est en revanche pas partagé par tous hors de la communauté de défense civile. Le *Bureau of the Budget* est en désaccord avec la proposition du NSRB. Il propose de concentrer les activités de défense dans le District et de disperser les autres fonctions de l'État, jugées « non-essentielles », à l'extérieur, à l'instar de ce qui avait été mis en œuvre à une petite échelle pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'oppose donc diamétralement aux propositions

¹⁰³ D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 7.

¹⁰⁴ L'Administration des services généraux est chargée de gérer les infrastructures et la logistique pour l'État fédéral.

du NSRB et de l'AEC. Les discussions se poursuivent sur plusieurs mois avant qu'un projet commun voit finalement le jour à la fin de l'été 1950. La conclusion des débats a sans doute été hâtée par le déclenchement de la guerre de Corée au mois de juin et la demande pressante du président Harry Truman pour la mise en œuvre d'un plan d'action¹⁰⁵.

Le premier projet de plan de dispersion, ou « Plan pour la sécurité de la capitale nationale¹⁰⁶ », est soumis au Congrès le 30 août 1950 par Harry Truman, qui veille soigneusement à éviter de prononcer les mots « bombe » et « nucléaire » à son égard. L'objectif est, dit-il, « d'amorcer un plan de long-terme pour assurer la continuité des fonctions essentielles de l'État en cas d'urgence¹⁰⁷ ». Pour que le projet puisse se concrétiser, la Chambre des représentants et le Sénat doivent non seulement valider son principe mais également voter l'enveloppe budgétaire sans laquelle il ne pourra être mis en œuvre.

Concrètement, le projet prévoit de déplacer 40 000 emplois du District vers des villes de Virginie et du Maryland situées dans un rayon de 30 kilomètres (20 miles) au moins et 80 kilomètres (50 miles) au plus du District, pour un coût estimé à 140 millions de dollars. Les nouveaux sites gouvernementaux seraient reliés par une nouvelle autoroute. Un siège de secours sous-terrain est également prévu pour abriter 5 000 fonctionnaires clé en cas d'attaque. Ainsi, Washington deviendrait une capitale allégée, entourée de centre administratifs satellites¹⁰⁸.

Dans la version soumise au Congrès, le choix des agences censées déménager n'a pas été effectué, mais il est clairement précisé qu'il doit s'agir des organes essentiels au fonctionnement de l'État, ceux qu'il faut avant tout préserver. Aucun site précis d'implantation n'a été sélectionné non plus. Certains éléments sont tout de même arrêtés. Les « *G-Towns* » (villes-gouvernement) doivent être localisées à proximité de Washington, et non dans des villes

¹⁰⁵ K. C. PARSONS, *op. cit.* (note 91).

¹⁰⁶ *Plan for the Security of the Nation's Capital* (C. ROBERTS, "Secret U.S. Plan Would Spread Agencies 50 Miles Around D.C", WP, 28 juillet 1950, p. 1)

¹⁰⁷ "initiate a long-range plan to insure continuity of essential functions of Government in event of emergency" (J. SHORT, "Truman Asks Dispersal of U.S. Agencies", Baltimore Sun, 31 août 1950, p. 1)

¹⁰⁸ T. VANDERBILT, *Survival City: Adventures among the ruins of Atomic America*, p. 79.

éloignées telles que Chicago et San Francisco, comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale, car les institutions fonctionnent plus efficacement quand elles sont à proximité les unes des autres. Elles ne doivent toutefois pas être implantées trop près du District, car cela retirerait tout objet à la dispersion. Pour faciliter les déplacements et limiter les investissements en infrastructures, les sites « satellites » seront positionnés à proximité des voies rapides à destination de Baltimore, Frederick, Leonardtown, Richmond et Winchester, de façon à limiter les besoins de nouvelles infrastructures. Les bâtiments laissés vides dans le centre du District ne seront pas désertés mais occupés par les agences « secondaires », restées sur place et qui souffrent alors d'un manque de locaux.

Pour les partisans du plan, la dispersion est « le seul moyen efficace d'empêcher le massacre catastrophique de la quasi-totalité de l'État fédéral en une seconde¹⁰⁹ ». Le *Washington Post*, qui soutient le projet dans un éditorial du 5 septembre, déclare que « ce serait de la folie pure que d'offrir une telle cible¹¹⁰ », une cible qui concentre une grande partie des ressources nationales en leadership, en matière grise, en expérience gouvernementale et qui rassemble en outre les documents et archives nécessaires au bon fonctionnement de l'État. Le quotidien ajoute que le projet de dispersion fait d'une pierre deux coups : non seulement il rend chaque agence déplacée moins vulnérable en l'isolant, mais il rend également la capitale, et donc sa population, moins vulnérable en retirant des cibles de choix.

L'accueil réservé au projet à la Chambre est en revanche très mitigé. Quelques élus soutiennent le principe de dispersion, mais la plupart n'en sentent pas l'intérêt. Certains trouvent même indécent de vouloir protéger les bureaucrates washingtoniens plutôt que de se préoccuper des soldats qui meurent en Corée. La loi sur la défense civile dans le District de Columbia a été adoptée la semaine précédente, mais le plan de dispersion ne connaît pas de

¹⁰⁹ “only effective way to prevent a catastrophic slaughter of practically the entire government in a single second.” (C. ROBERTS, *op. cit.* (note 106))

¹¹⁰ “it would be a sheer folly to present such a target” (“Target Dispersal”, WP, 5 septembre 1950, p. 12)

même sort¹¹¹. D'autres objections viennent du monde des urbanistes, au sein duquel des personnalités comme Clarence Stein, du Conseil régional américain de développement (RCDA)¹¹², reprochent au plan de protéger les fonctionnaires en tant que tels, mais pas à leur domicile, dont l'emplacement n'est pas altéré par le plan. L'alternative proposée par Stein est de bâtir non pas des centres gouvernementaux mais de nouvelles villes, où les fonctionnaires dont les emplois ont été déplacés seraient déplacés également¹¹³. Leurs projets ne sont pas retenus.

Figure 117 - Projet de dispersion de Clarence Stein, 1951

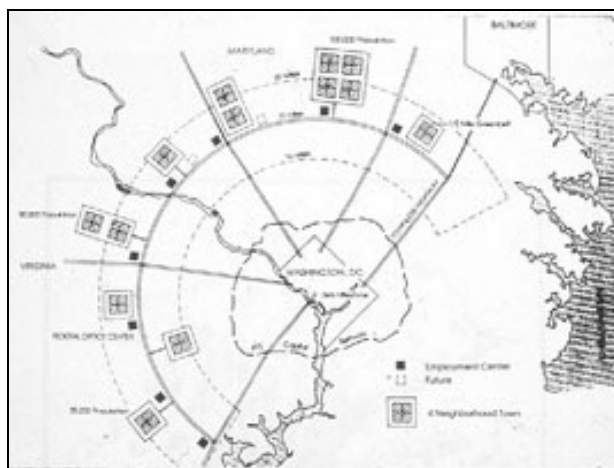


Figure 118 - La décentralisation vue par la NCPPC en 1950



Début décembre 1950, une nouvelle version du projet Augur est déposée au Congrès. Son coût est désormais estimé à 200 millions et certains aspects ont été précisés. Le nombre de sites satellites proposés a été fixé à huit, dont la moitié seraient occupés initialement par les 40 000 premiers employés à être déplacés¹¹⁴. Les précisions et altérations mineures qui sont faites au plan ne suffisent pas à motiver les députés et sénateurs, qui laissent mourir la proposition. Plusieurs élus estiment notamment que le projet reste trop flou car les noms des agences

¹¹¹ M. ALTSHULER, "Unenthusiastic Congress Due To Shelve Agency Dispersal", WP, 2 septembre 1950, p. 1; C. ROBERTS, "Area Meeting Called to Weigh Government Dispersal Plan: Dispersal Plan Meeting Set", WP, 3 septembre 1950, p. 1)

¹¹² *Regional Development Council of America*

¹¹³ T. VANDERBILT, *Survival City: Adventures among the ruins of Atomic America*, p. 79-80; K. C. PARSONS, *op. cit.* (note 91).

¹¹⁴ C. ROBERTS, "Congress Soon to Get New Dispersal Plan: GSA, Budget Officials Ready", WP, 3 décembre 1950, p. M1.

appelées à être déconcentrées n'est pas fixé, le détail des infrastructures prévues n'est pas disponible, etc.¹¹⁵.

d) Plan de dispersion : deuxième tentative (1951)

Peu après la rentrée parlementaire, en janvier 1951, une nouvelle version du projet de dispersion est soumise au Congrès. Le champ a été légèrement restreint. Il s'agit désormais de déplacer six agences sur des sites implantés entre 22 et 27 kilomètres de la capitale. La limite de 80 kilomètres a été écartée. La limite de 30 kilomètres (20 miles), qui était la distance minimale de dispersion, en est devenue la limite maximale. Le budget a été revu légèrement à la baisse, il se monte désormais à 190 millions de dollars. Le nombre d'emplois déplacés a également été révisé. Dans un premier temps au moins, il est limité à 30 000 salariés, 5 000 vers chacun des six sites. Enfin les premiers organes concernés par la dispersion sont mentionnés. Il s'agit de l'AEC, d'une partie des effectifs de la Maison-Blanche, d'une partie du ministère des Affaires étrangères, d'une partie du FBI, et de parties non négligeables de la Marine, de l'Armée et de l'armée de l'Air¹¹⁶.

Au mois de mars, l'envergure du projet est réduite davantage, de manière très significative. Il est désormais question de quatre sites de dispersion, dont le gouvernement serait déjà propriétaires, tous situés à moins de 30 kilomètres du District. Le nombre d'emplois concernés a été divisé par deux pour s'établir à 20 000. Toutes ces modifications permettent de ramener le budget de l'opération à 90 ou 100 million de dollars¹¹⁷.

Malgré la défense ardente de ses partisans comme le sénateur Spessard Holland, la seconde tentative de mise en œuvre d'un plan de dispersion ne voit pas le jour. Le projet de loi est

¹¹⁵ “‘Won’t Hurt’ to Delay Dispersal 30 Days, House ‘Stumbling Block,’ Whittington Says”, WP, 17 décembre 1950, p. M14.

¹¹⁶ T. WINSHIP, “Dispersal Plan Limited to Six U.S. Agencies”, WP, 28 janvier 1951, p. M1; “Bureau Asks Dispersal of 30,000”, WP, 30 janvier 1951, p. 1.

¹¹⁷ “Compromise on Dispersal Seen After Subcommittee Rejection”, WP, 4 mars 1951, p. M1; “Modified Dispersal Plan”, WP, 17 avril 1951, p. 14.

enterré en commission le 23 avril 1951¹¹⁸. Il lui est avant tout reproché d'être irréaliste et trop coûteux pour un résultat très mince. Construire des bâtiments entiers et des usines, ainsi que toutes les infrastructures nécessaires dans des endroits supposés sûrs serait extrêmement coûteux, presque comparable à assumer le coût de reconstruction d'une guerre avant qu'elle se produise, arguent certains. Cela pourrait porter un coup à l'économie de la capitale, qui perdrait des emplois, et surtout, l'éparpillement des institutions, qui est l'effet recherché, compliquerait excessivement les relations entre les différentes administrations et donc le fonctionnement de l'État¹¹⁹.

Le projet de plan de dispersion des institutions fédérales ressurgit en 1953, sous la présidence de Dwight Eisenhower. Il est préparé par l'*Office of Defense Mobilization* (ODM) à la demande du NSC, suite à l'accession des soviétiques à la bombe H. La proposition détaillée est soumise en novembre au NSC et au Président, qui suit de près les questions de défense civile. Parmi les organismes fédéraux installés dans le District, le projet dresse une liste des composantes jugées essentielles à la conduite de la guerre ainsi que l'ordre dans lequel elles devraient être dispersées ou décentralisées¹²⁰. Plusieurs alternatives sont proposées, avec les coûts qui leur sont associés. Le projet ne prévoit pas l'achat de nouveaux terrains mais l'utilisation de parcelles déjà détenues par l'État, ce qui permet d'éviter de retirer davantage de rentrées foncières aux municipalités concernées. Les implantations sont très largement dispersées pour éviter une surcharge des infrastructures locales comme les routes et les écoles. En matière de décentralisation permanente, la seule agence mentionnée est la FCDA, qui serait déplacée vers un emplacement « sûr » à l'intérieur des terres. Le projet de l'ODM n'aboutit pas plus que ses prédécesseurs.

¹¹⁸ "Plan to Shift U.S. Employees Pigeonholed: Senate Shelves Administration-Backed Dispersal", *Baltimore Sun*, 24 avril 1951, p. 2; W. MOORE, "Senate Shelves Washington Dispersal Plan", *Chicago Daily Tribune*, 24 avril 1951, p. A8.

¹¹⁹ "Washington, "The Bomb, and Talk of Dispersal", *Baltimore Sun*, 21 novembre 1949, p. 10.

¹²⁰ La dispersion et la décentralisation sont deux stratégies de défense civile proposées de la fin des années 1940 au début des années 1960. La première consiste à répartir les organismes fédéraux en petits groupes aux abords de la capitale. La seconde vise à les répartir dans d'autres villes du pays.

La fin des années 1950 marque le fléchissement des initiatives de dispersion et de décentralisation. L'une des causes est la conviction ultime des stratèges militaires que les villes, même la capitale, resteraient des cibles secondaires par rapport aux installations militaires. Une autre cause majeure de l'échec de la dispersion est la réticence des institutions « essentielles » et des forces armées à s'éloigner du District¹²¹.

En définitive, seules quelques agences s'éloigneront de la capitale dans l'esprit de dispersion : la CIA, l'AEC, la NASA et le *National Bureau of Standards* (NBS). Le déplacement du siège de l'AEC est approuvé par le Congrès en 1955. L'inauguration du site de Germantown a lieu en novembre 1957. La longue procédure d'autorisation du déménagement du siège de la CIA, lancée en 1955, se conclut par l'inauguration du quartier général de Langley par John F. Kennedy en novembre 1961. La NASA, fondée en 1958, crée le *Beltville Space Center*, premier centre spatial du pays, en mai 1959 dans le Maryland. Le NBS s'installe à Gaithersburg., Md, au début des années 1960¹²². L'arrivée de ces agences crée des perturbations dans leurs environs de par la demande d'infrastructures ainsi que les problèmes de circulation et de stationnement qu'elles provoquent. Elles bouleversent également les équilibres urbains, en créant à proximité une pression immobilière qui n'existait pas auparavant. Les agences elles-mêmes rencontrent des problèmes suite à leur implantation loin de la capitale dans des zones semi-rurales. Elles bénéficient de peu de services et de commerces à proximité. De nouveaux réseaux d'eau et d'égouts doivent être créés spécialement, les transports en commun sont insuffisants et la distance avec la capitale oblige les cadres supérieurs à perdre de longs moments dans les transports¹²³.

Le plan de dispersion des institutions fédérales de Washington était extrêmement ambitieux. Il exigeait des résidents et des fonctionnaires qu'ils acceptent le démantèlement de la capitale

¹²¹ D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 4; M. FARISH, "Another Anxious Urbanism", p. 93-109.

¹²² D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 4; *Meeting the problems of Metropolitan Growth in the National Capital Region*, p. 25-27.

¹²³ *Meeting the problems of Metropolitan Growth in the National Capital Region*, p. 27; *Washington Star*, 21, 22 et 23 janvier 1959; *Washington Post & Times Herald*, 8 décembre 1958.

telle qu'ils la connaissaient afin de la sauver de la destruction¹²⁴. La course aux armements a rendu son développement caduc. En effet, quelle protection un éloignement tout relatif aurait-il pu procurer face à la menace de la bombe H ? C'est toutefois une raison plus profonde qui est responsable de l'échec du projet de dispersion : le refus de la population et des fonctionnaires fédéraux et de renoncer à vivre et travailler dans le District, que ce soit par commodité, par réticence au changement, ou par récusation de la possibilité d'une attaque nucléaire contre Washington.

3. La politique de continuité : assurer le fonctionnement de l'État en cas d'attaque nucléaire

Tandis que les plans de dispersion sont discutés, avec pour but de décourager des attaques et d'en atténuer les conséquences si elles étaient tout de même menées, d'autres plans sont préparés pour permettre à l'État de continuer à fonctionner en cas d'attaque nucléaire. Le programme, connu sous le nom de COG (*Continuity of Government*), consiste notamment à désigner les fonctions et personnes indispensables au fonctionnement de l'État et à leur prévoir des lieux de repli et de protection¹²⁵. Contrairement aux projets de dispersion, celui-ci connaît une réussite partielle.

Le premier embryon de structure destinée à assurer la continuité étatique, a vu le jour pendant la Seconde Guerre mondiale à l'initiative de Franklin D. Roosevelt. L'*Office of Emergency Management* (OEM), créé le 8 septembre 1939, a pour responsabilité de veiller au maintien du fonctionnement de l'État en cas de crise majeure.

Au cours des années d'après-guerre, un pas supplémentaire vers le maintien de la continuité gouvernementale est fait à l'occasion de la loi de 1947 sur la sécurité nationale (*National Security Act of 1947*), qui entre en vigueur le 26 juillet 1947. Cette loi majeure, qui restructure les domaines de la défense et de la sécurité nationale, crée notamment le NSC. Elle crée

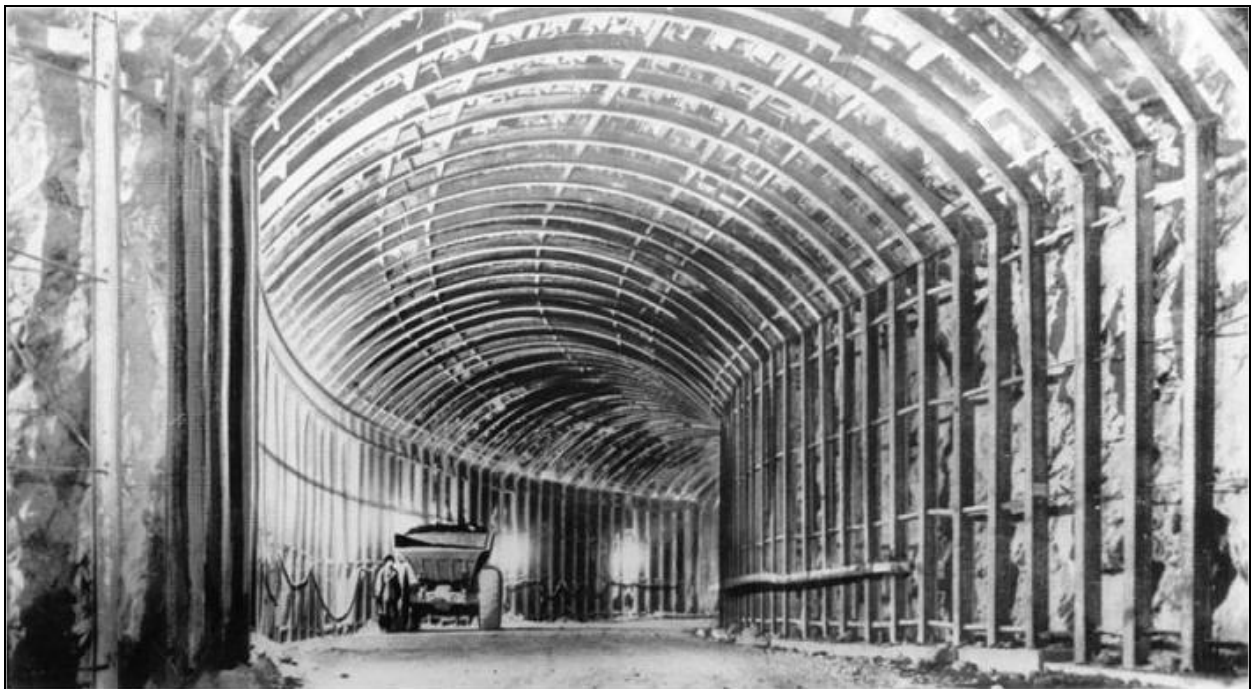
¹²⁴ D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 10.

¹²⁵ R. RUTH, "Atom Unit Urges Dispersal of U.S. Agencies in District", *Baltimore Sun*, 18 novembre 1949, p. 2.

également le NSRB, mentionné à plusieurs reprises déjà, dont la fonction en cas d'attaque contre le pays est de superviser « le déplacement stratégique des industries, services, activités gouvernementales et économiques dont le maintien est essentiel pour assurer la sécurité nationale¹²⁶ ».

L'armée assure relativement vite la continuité de son fonctionnement en cas de guerre. La planification d'un site de secours, un « Pentagone Bis », débute dès 1948. L'essai nucléaire soviétique réussi de 1949, le projet devient une priorité de l'État –major et les efforts redoublent. L'objectif est de préparer un centre de commandement militaire de repli à proximité de la capitale. Le site sélectionné est localisé au Sud de la Pennsylvanie. À proximité de Camp David, il se situe à environ 100 kilomètres au Nord de la capitale.

Figure 119 - L'entrée du "Petit Pentagone" en 1952



Suite à l'autorisation donnée par Harry Truman, les travaux débutent en 1951. Le « Site-R » de Raven Rock, également appelé *Alternate Joint Communications Center* (AJCC) ou encore « le Pentagone souterrain » est opérationnel dès 1953. D'une superficie de près de deux hectares,

¹²⁶ "the strategic relocation of industries, services, government, and economic activities, the continuous operation of which is essential to the Nation's security". (National Security Act of 1947)

il dispose de tout le nécessaire pour suppléer le Pentagone en cas de besoin : technologies les plus sophistiquées de l'époque, source d'alimentation électrique propre, installations médicales, etc.¹²⁷.

Dans le domaine civil, les choses mettent plus de temps à se mettre en place. Le programme COG émerge sous la présidence d'Harry Truman, mais il atteindra sa pleine mesure sous la présidence de ses deux successeurs : Dwight Eisenhower et John F. Kennedy. Le NSRB prend ses premières initiatives concrètes en 1949-1950, simultanément aux projets de dispersion. Les deux projets sont perçus vus comme complémentaires. D'ailleurs, les agences affairées à la préparation des plans de dispersion s'impliquent également sur les projets continuité gouvernementale. En 1951, ainsi, la GSA et le *Bureau of the Budget* collaborent dans un projet en trois étapes. Dans un premier temps, la GSA repère et recense les bâtiments potentiellement utilisables comme centre de repli dans un rayon de 12 à 90 kilomètres autour de la capitale. Dans un deuxième temps, le *Bureau of the Budget* établit la liste des entités et en leur sein des fonctions indispensables au maintien du fonctionnement de l'État. Enfin, le troisième temps consiste à confronter le résultat des besoins à celui des sites disponibles. À ce stade, il faut non seulement veiller à ce que la capacité des sites soit suffisante mais aussi veiller à disposer les sites de façon à faciliter les interactions entre les instances qui collaborent fréquemment. La GSA doit également prévoir la logistique nécessaire au fonctionnement de chaque site ainsi que des dispositifs de communication de secours entre les différents sites. Les recommandations qui sont produites restent toutefois largement lettre morte, car le NSRB ne dispose pas de pouvoir réglementaire permettant de les mettre en œuvre¹²⁸.

En avril 1952, le NSRB persuade Harry Truman d'ordonner par décret présidentiel à toutes les agences et à tous les services relevant du pouvoir exécutif de préparer des plans d'urgence. L'objectif assigné à ces plans est d'assurer la continuité du fonctionnement de ces agences en cas

¹²⁷ "Cliff Shelters peaceful town, Pentagon in War", *Pittsburgh Post-Gazette*, 8 juillet 1985, p. 1; "Life on the Newsfronts", *Life*, 1^{er} mars 1954, p. 40; WP, 31 mai 1992; Bill Gifford, "Bunker, What Bunker?", *NYT*, 2 décembre 2000; *Gannett News Service*, 25 juin 2002; *Knight Ridder*, 20 juillet 2004.

¹²⁸ S. ZAGORIA, "Emergency Relocation Plan Being Devised for Agencies", WP, 27 avril 1951, p. 1.

de crise majeure. La supervision de l'avancement des plans est sous la responsabilité de la FCDA, tandis que le NSRB continue de jouer un rôle de conseil dans la préparation des plans d'urgence. Il compile notamment une liste préliminaire de sites de secours possibles pour les instances à préserver¹²⁹.

Les travaux sur la continuité de l'État progressent rapidement au cours de la présidence Eisenhower. Ils aboutissent au développement du *Federal Relocation Arc*, amorcé par son prédécesseur. Il s'agit d'un ensemble de 96 sites qui s'étendent de la Caroline du Nord au Maryland, en passant entre autres par la Virginie occidentale et l'Ohio. La plupart sont des sites de surface, implantés dans des bâtiments publics existants. Certains sont souterrains. L'un des plus importants est le Site-R, déjà mentionné. Un autre est *High Point*, construit à Mont Weather, en Virginie, entre 1954 et 1958¹³⁰. Il constitue le pendant civil du petit Pentagone : la base de repli prévue pour les autorités civiles majeures du pays, parmi lesquelles de nombreux services présidentiels. Le site, sur lequel les informations sont parcellaires, est décrit comme une ville miniature capable d'accueillir des centaines de personnes pendant plusieurs mois grâce à des stocks de nourriture, un approvisionnement en eau courante et en énergie, des lieux de repos, de vie et de travail et des systèmes de communication performants. Elle est également dotée de systèmes performants de filtration d'air¹³¹.

Si les forces armées et les services présidentiels¹³² planifient avec attention des solutions de repli en cas d'attaque nucléaire, le Congrès se révèle moins proactif. En 1950, le NSRB annonce que des solutions sont à l'étude avec les services secrets pour la mise à l'abri du président, mais

¹²⁹ D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 9; *Executive Order 10346*, 17 avril 1946. Le NSRB sera dissous en juin 1953 après l'arrivée au pouvoir de Dwight Eisenhower et ses missions confiées à l'*Office of Defense Mobilization* (ODM) ("President Submits Proposal For New Mobilization Unit", NYT, 3 avril 1953, p. 1).

¹³⁰ S. ZAGORIA, "Emergency Relocation Plan Being Devised for Agencies", WP, 27 avril 1951, p. 1; T. GUP BERRYVILLE "Civil Defense Doomsday Hideaway", 24 juin 2001.

¹³¹ "TWA 727 Crashes Killing 93 People", *The Spartanburg Herald*, 2 décembre 1974, p. 1; *Progressive*, 3/1976; *Emerson*, 8/7/1989; *Time*, T. GUP BERRYVILLE "Civil Defense Doomsday Hideaway", 9 décembre 1991; T. GUP BERRYVILLE, "The Doomsday Blueprints", *Time*, 10 août 1992; T. GUP BERRYVILLE "Civil Defense Doomsday Hideaway", 24 juin 2001.

¹³² Sous la présidence Eisenhower, les préparatifs sont rassemblés sous le nom d'*Emergency Action Papers* (EAP).

qu'il laisse au Congrès la maîtrise des solutions le concernant. Le NSRB est en effet une agence exécutive proche du Président et préfère à ce titre éviter de toucher de trop près aux pouvoirs législatif et judiciaire¹³³. En 1955, Dwight Eisenhower insiste auprès du Congrès pour qu'il prépare des solutions de secours en cas de survenue d'une attaque. Un troisième site souterrain majeur, le *Greenbrier*, sera finalement construit à partir de 1959 sous l'hôtel du même nom, dans la station thermale de White Sulphur Springs, pour accueillir le Congrès.

Tandis que les sites de secours sont sélectionnés et construits, des progrès sont réalisés en termes de planification des modes de fonctionnement administratifs en situation de crise. Des plans de gestion de crise prévoient la mise à l'abri des institutions et fonctionnaires essentiels vers les sites de secours. En janvier 1954, le NSC produit ainsi un « Plan pour la continuité des fonctions essentielles de la branche exécutive en temps de guerre », qui comprend notamment une liste de tous les agences, entités, ou départements jugés « essentiels en temps de guerre ». Certains, comme les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, ou encore la CIA et le FBI sont évidents. D'autres le sont moins. C'est le cas du *Coast and Geodetic Survey*, appartenant au ministère du Commerce, qui a pour fonction de fournir à la Marine et à l'armée de l'Air les cartes dont elles ont besoin¹³⁴. D'autres documents planifient le rassemblement des employés et agences gouvernementales après une attaque ennemie et leur répartition dans de nouvelles fonctions selon les besoins, sur décision de la *Civil Service Commission*¹³⁵.

En 1955, le programme COG est encore dans sa phase ascendante. Le premier centre majeur de repli, le « petit Pentagone » est construit, le second est en cours de construction et le troisième reste à construire, de même qu'un certain nombre des 96 autres sites. Rapidement, toutefois, le développement des missiles balistiques intercontinentaux retire aux plans élaborés d'évacuation de la plupart de leur raison d'être, car ils reposent sur la possibilité d'alerter les

¹³³ C. ROBERTS, *op. cit.* (note 106).

¹³⁴ NSC, « Plan for Continuity of Essential Wartime Functions of the Executive Branch », 25 janvier 1954, box 6, folder « NSC 159/4 ».

¹³⁵ J. KLUTTZ, « Plans Revived for Dispersal of U.S. Agencies for Safety », WP, 10 novembre 1953, p. 1; « U.S. Mapping Plans to Move Offices from City if Attacked », *Washington Post & Times Herald*, 24 mars 1954, p. 17.

personnels clé suffisamment tôt pour qu'ils puissent se mettre à l'abri, ce qui n'est plus possible avec l'utilisation d'ICBM, qui ne donnent que quelques minutes pour réagir¹³⁶. La plupart des sites sont désactivés à la fin des années soixante ou au début des années 1970. Certains restent actifs à ce jour, car le fait de disposer d'une infrastructure de gouvernement de secours au cas où la structure initiale serait détruite reste utile.

Le programme COG concerne la capitale au premier chef, mais en tant que capitale. Il se préoccupe des institutions qui y siègent du fait de leurs fonctions et ne se préoccupe pas des résidents, sauf s'ils sont des personnes essentielles au fonctionnement de l'État. Les Washingtoniens et leur ville ne sont toutefois pas entièrement délaissés par les programmes de sécurité et de défenses développés pendant la guerre : c'est ici que les programmes de défense civile entrent en jeu.

B. Imaginer l'inimaginable : la défense civile et les scénarios d'évacuation de la capitale

“Only a wise and informed people could be expected to act wisely”

Robert Oppenheimer à Eisenhower, 1953.

La guerre froide, qui a fait de Washington-capitale une cible potentielle d'attaque nucléaire oblige les autorités à protéger non seulement les institutions qu'elle abrite mais aussi Washington-ville, c'est-à-dire ses habitants. Les mesures sont protéiformes et reposent à la fois sur l'action des autorités nationales, des autorités locales et des citoyens, lorsqu'ils le veulent bien. Les actions de défense civile à destination du public consistent principalement à informer, préparer, former la population et à prévoir des scénarios d'évacuation.

1. Aux origines de la défense civile : 1916-1945

Les origines de la défense civile américaine remontent à la Première guerre mondiale, au cours de laquelle le Conseil de défense nationale (*Council of National Defense* - CND) est créé, le 26 août 1916. Il voit le jour à l'initiative de Woodrow Wilson, qui craint une opposition des

¹³⁶ M. FARISH, “Another Anxious Urbanism”, p. 93-109.

immigrés récents à la guerre. L'objectif du CND n'est pas de mettre en œuvre un programme de défense civile tel qu'il existera pendant la guerre froide, mais de mobiliser la population toute entière, sans distinction d'origine, derrière la bannière étoilée. Cette mission comporte néanmoins un aspect défensif. L'idée directrice est en effet que la menace ne vient pas des bombes allemandes mais des dissensions qui pourraient apparaître dans le pays. Par conséquent, œuvrer pour fédérer la Nation constitue un travail de défense. Un autre point commun avec la défense civile qui apparaîtra plus tard est la volonté de responsabiliser les citoyens, notamment en favorisant les initiatives à l'échelle locale. En 1918, plus de 120 000 conseils de défense locaux ont vu le jour à travers le pays. Des unités féminines ont également émergé dans 80 % des comtés¹³⁷. Le CND survit quelques années à la fin de la guerre, mais ses activités sont finalement suspendues en 1921¹³⁸.

C'est à la Seconde Guerre mondiale que remontent les origines « modernes » de la défense civile américaine. En mai 1940, le président Franklin D. Roosevelt commence par réactiver le CND et incite les États et collectivités territoriales à créer des conseils de défense locaux. La première véritable tâche de défense civile du nouveau CND est la réalisation d'une étude sur les effets des bombes incendiaires. Le Conseil travaille également en collaboration avec le Service de la guerre chimique¹³⁹ du ministère de la Guerre pour former les pompiers sur les méthodes d'extinction des feux dus aux bombardements¹⁴⁰.

Le 20 mai 1941, soit 10 jours après le pire bombardement allemand de Londres, les craintes croissantes du Président pour la sécurité nationale l'incitent à substituer le Bureau de la défense civile (*Office of Civilian Defense* - OCD) au CND¹⁴¹. L'OCD, dirigé par le célèbre et

¹³⁷ NSC Planning Board, *U.S. Policy on Continental Defense*, 14 juillet 1960, in W. BURR (dir.), "Launch on Warning : The Development of U.S. Capabilities, 1959-1979", National Security Archive Electronic Briefing Book N°43, Avril 2001; E. MAUCK, "History of Civil Defense in the United States", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 1950, p. 265.

¹³⁸ W. GREEN (dir.), "Council of National Defense and State Defense Councils", *Electronic Encyclopaedia of Civil Defense and Emergency Management*, 17 août 2003.

¹³⁹ Chemical Warfare Service

¹⁴⁰ K. SCHAFFEL, *The Emerging Shield: The Air Force and the Evolution of Continental Air Defense 1945-1960*, 1991, p. 210-217.

¹⁴¹ "Chronological List of Events in Civil Defense", *Bulletin of the Atomic Scientists* août-sept. 1950, p. 270.

bouillonnant maire de New York Fiorello LaGuardia a pour rôle de coordonner l'effort de défense civile et surtout de conseiller sa mise en œuvre à un niveau que Franklin Roosevelt souhaite local. Il fournit aux conseils locaux formation et informations sur les abris anti-aériens, les sirènes d'alerte et la lutte contre les incendies. En septembre 1941, LaGuardia est doté d'une adjointe célèbre en la personne d'Eleanor Roosevelt. La Première dame espère utiliser la défense civile non seulement comme outil de défense mais également à des fins sociales. À travers l'action de l'OCD, elle souhaite améliorer les conditions de vie, de santé et d'hygiène des plus pauvres.

Figure 120 - Observateurs bénévoles du District pendant la guerre¹⁴²



Le bombardement de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, renforce instantanément les préoccupations pour la défense civile. Le sentiment de suffisance qui régnait dans de nombreux cercles auparavant fait place à une volonté de protection. Washington apparaît naturellement

¹⁴² NARA

comme une cible de choix et se trouve donc particulièrement visée par les actions de l'OCD. La ville, capitale, accueille d'ailleurs logiquement le quartier général de l'OCD, aux environs de Dupont Circle. Le succès du Bureau est toutefois de courte durée. Parmi les actions initiées, deux d'entre elles le sont par des proches d'Eleanor Roosevelt : un programme de loisirs pour les jeunes proposé par Mayris Chaney et un programme de radio-crochet supervisé par l'acteur libéral Melvyn Douglas. Lorsque le Congrès a vent de ces initiatives, au début de l'année 1942, une grande polémique se déclenche. Bien que ces actions ne soient pas représentatives des opérations de l'OCD, elles sont affichées par les médias comme telles. Sur *Capitol Hill*, républicains et démocrates s'unissent dans une condamnation acrimonieuse des « errements » de l'OCD, clamant que « le pays a besoin de moins d'artistes et de davantage de pilotes de bombardiers¹⁴³ ». Le mal est fait : l'OCD est discrédité aux yeux du public et le restera pour plusieurs années.

Suite à la polémique, la Première dame démissionne le 20 février 1942 de l'OCD, qui recentre ses actions sur la défense civile au sens strict. Dix jours auparavant, Franklin Roosevelt a remplacé LaGuardia par James M. Landis, alors recteur de la faculté de droit de Harvard. Dans le contexte post-Pearl Harbor et les responsabilités croissantes de l'OCD, il souhaitait donner à l'agence un directeur plus assidu et plus fiable. Dès son arrivée à la tête du Bureau, Landis en réorganise la structure et le fonctionnement. Il recrute de nouveaux employés et recentre les activités sur le cœur de la défense civile. Les activités jugées superflues sont ainsi déplacées dans d'autres organismes fédéraux. En août 1943, devant l'absence d'attaques aérienne et de menaces crédibles, Landis démissionne de son poste et recommande la dissolution de l'OCD. Le Président décide toutefois de la maintenir en vie, sous la direction de l'ancien directeur adjoint John Martin d'abord, puis sous l'autorité du général William N. Haskell. Le 4 juin 1945, Harry

¹⁴³ *“the country [needs] fewer entertainers and more bombers”* (“House Forbids OCD Funds for ‘Dancers’, Donald Duck”, NYT, 7 février 1942, p. 1)

Truman, devenu président, signe l'*Executive Order* 9562, qui abolit l'OCD en date du 30 juin de la même année.

Le bilan de l'OCD est mitigé. De nombreuses actions de prévention et de mobilisation de la population ont été menées, avec un apogée en 1942. De nombreuses brochures ont été publiées, sur des sujets aussi divers que la mobilisation des quartiers ou la planification du contrôle des voies rapides en cas d'urgence, ainsi que toute une série de guides pratiques à destination de tous les volontaires¹⁴⁴. Toutefois, la polémique de 1942 laisse des traces dans les esprits et la crédibilité de l'effort de défense civile reste à démontrer.

2. L'immédiat après-guerre : de la relâche à la reprise des efforts (1946-1949)

La fin de la Seconde Guerre mondiale ouvre pour deux raisons principales une nouvelle ère en matière de défense civile. D'une part, la guerre arrivant à son terme, le danger immédiat de bombardement disparaît le 2 septembre 1945 avec la capitulation japonaise. D'autre part, toutefois, l'apparition de l'arme atomique, qui a hâté la fin du deuxième conflit mondial, a également changé la donne sur le plan stratégique et géopolitique. Désormais, il existe une arme capable de provoquer en quelques secondes des dommages littéralement incroyables. Ce second point incite certains commentateurs à suggérer que la configuration des villes soit repensée de manière à ce qu'elles offrent des cibles moins vulnérables. C'est l'apparition de la théorie des villes en anneau (*ring cities*) et de la dispersion à des fins de défense.

Comme nous l'avons vu plus haut, le discours de défense civile reste initialement cantonné à des milieux assez restreints de spécialistes de défense et d'urbanistes originaux. Le Président lui-même n'est pas un farouche partisan de la défense civile. Il privilégie les progrès en matière d'armement. Les avancées de la défense civile sont donc très mesurées. Le 26 novembre 1946, le ministère de la Guerre crée le *Civil Defense Board*, ou « Bull Board » (du nom de son président

¹⁴⁴ OCD, *Neighborhood in Action*, juin 1943, publication 3630; OCD, *A Planning Guide for Emergency Highway Control for States*, décembre 1943, publication 3063; OCD, *The U.S. Citizens Service Corps*, novembre 1942, publication 3601.

le général Harold Bull), qui a pour tâche d'étudier le problème de la défense civile et de rendre un rapport sur les besoins du pays en la matière. Les recommandations produites dans le rapport, initialement classifié, sont rendues publiques en février 1948. « *A Study of Civil Defense* » est le premier rapport produit aux États-Unis qui propose un programme de défense civile¹⁴⁵. Les trois principales conclusions du rapport sont premièrement, que la défense civile repose par nature sur l'autonomie et la responsabilisation des individus, deuxièmement, que tous les échelons territoriaux doivent être impliqués dans la coordination et la formation en matière de défense civile, troisièmement que les questions de défense civile, ne sont pas de la responsabilité des instances militaires, justement car il s'agit de questions avant tout civiles. Le rapport recommande donc que le NSRB déterminer les orientations stratégiques, que le ministre des Forces armées assure la coordination globale et qu'une agence de Défense civile distincte de la Marine, de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air soit créée sous la tutelle du ministère de la Défense¹⁴⁶.

Sur la base du rapport Bull, le ministre de la Défense crée le 27 mars 1948 l'*Office of Civil Defense Planning* (OCDP), qu'il charge sous la direction de Russell J. Hopley de préparer un programme de défense civile pour le pays :

« (...) comprenant un projet d'agence fédérale permanente de défense civile qui, en conjonction avec les États et leurs subdivisions, pourra entreprendre les préparatifs nécessaires en temps de paix à assurer un fonctionnement adéquat du système de défense civile en cas de guerre¹⁴⁷ ».

Le rapport Hopley est remis au ministre James Forrestal le 1^{er} octobre 1948 et rendu public à la mi-novembre¹⁴⁸. Il recommande la mise en place d'une instance nationale de petite taille chargée de donner des lignes directrices et d'assurer la coordination des initiatives au niveau national, mais souligne le rôle support et non opérationnel de cette entité. L'accent est mis sur la

¹⁴⁵ E. MAUCK, "History of Civil Defense in the United States", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 1950, p. 265; Office of the Secretary of Defense, War Department Civil Defense Board, *A Study of Civil Defense*, , 1948, p. 8.

¹⁴⁶ E. MAUCK, *ibid.*, p. 269.

¹⁴⁷ *ibid.*

¹⁴⁸ OCDP, "Civil Defense for National Security," 1^{er} octobre 1948; "Civil Defense Plan Mapped Against Enemy Action", NYT, 14 novembre 1948, p. 1; HOPLEY, R.J., "Remarks of Russell J. Hopley Before the First Army Advisory Committee," May 26, 1948.

responsabilité des États et de leurs subdivisions dans la mise en œuvre de la défense civile sur le terrain. Le rapport prévoit ainsi que des bureaux régionaux et municipaux soient créés pour coordonner les actions locales.

Harry Truman ne suit pas les recommandations du rapport Hopley, en tout cas pas dans l'immédiat. Le 3 mars 1949, il confie la responsabilité du programme de défense civile au NSRB. Ce faisant, il rejette la création proposée d'un *Office of Civil Defense* et transfère la planification du programme de défense civile du ministère de la Défense à la Maison-Blanche. Au début du mois de juin, le NSRB charge la *Federal Works Agency* (FWA - qui deviendra la GSA le 1^{er} juillet) et le ministère de la Défense de préparer un projet de programme de défense civile, chacun dans son domaine. La FWA est ainsi responsable de la lutte contre les incendies, de l'assistance médicale, des sauvetages, des évacuations, de la réglementation des transports, etc. Le ministère de la Défense doit quant à lui prendre en charge la préparation des missions de détection et d'identification d'appareils ennemis, du système d'alerte aérien, de la défense anti-aérienne, etc.¹⁴⁹.

À la fin de l'été 1949, le programme américain de défense civile est encore à l'état débauche, de la même manière que les projets de dispersion des agences fédérales. Les appels à l'action dans ce domaine se multiplient sans grand résultat¹⁵⁰. Le 30 juin, l'OCDP, dont la plupart des missions avaient été transférées au NSRB au mois de mars, le vidant de sa substance, est officiellement aboli¹⁵¹.

Il serait toutefois erroné de dire qu'aucune mesure n'est prise en matière de défense civile en 1949. À la fin de l'été, un exercice impliquant 10 États du Nord-Est du pays est organisé. Il parachève l'opération « Lookout » (« Détection »), conduite au cours de l'été avec pour but de former des dizaines de milliers de volontaires civils qui acceptent de devenir des détecteurs

¹⁴⁹ "President Rejects Civil Defense Unit", NYT, 5 mars 1949, p. 6; "Civil Defense Program Given Resources Board", WP, 5 mars 1949, p. 7; "Truman Shifts Civil Defense Planning to Resources Board", *Chicago Daily Tribune*, 5 mars 1949, p. 8.

¹⁵⁰ "Mellinger Hits Truman's Civil Defense Ruling", *Chicago Daily Tribune*, 10 mars 1949, p. 21.

¹⁵¹ "Civil Defense Planning Unit to Die June 30", *Chicago Daily Tribune*, 19 juin 1949, p. 15.

d'avions ennemis. En cas d'attaque aérienne non détectée par les radars, dont la fiabilité n'est pas absolue, ils pourraient ainsi donner l'alerte. Le 11 septembre 1949, les quelque 25 000 détecteurs sont positionnés sur environ 1 200 postes d'observation disposés à des intervalles d'une dizaine de kilomètres, du Maine au Delaware. L'exercice, conduit sur une semaine, est le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale¹⁵². Il témoigne que l'inaction n'est pas totale en matière de défense civile, même si aucun programme précis n'a été mis en œuvre faute de volonté de la part du Congrès et de la Maison-Blanche.

L'annonce par Harry Truman, le 23 septembre 1949, qu'une explosion atomique s'est produite en Union Soviétique altère significativement les positions américaines sur la défense civile. Les États-Unis ne détiennent désormais plus le monopole de l'arme atomique. Les incantations des grands prêtres de la défense civile paraissent soudain plus rationnelles. Le monde qui se prépare est un monde dans lequel :

« papa construit un abri antiatomique dans le jardin, maman conserve le kit de survie dans la cave et les gamins s'entraînent à plonger sous leurs bureaux à l'école. C'est la vie de famille dans la nouvelle ère de la bombe A. C'est la défense civile¹⁵³. ».

L'essai nucléaire soviétique sonne pour certains comme une prise de conscience, pour d'autres comme un rappel à l'ordre. Dès que les États-Unis en ont connaissance, la préparation des programmes de défense civile redevient une priorité. La presse relève que la défense civile repose alors sur peu d'épaules : « seuls douze hommes préparent la défense civile américaine », titre le *New York Times* le 2 octobre 1949. Le quotidien newyorkais poursuit en soulignant ironiquement que :

« si des villes américaines étaient attaquées demain, l'État fédéral serait prêt, avec deux organisations de planifications de défense civile totalisant environ douze hommes sans aucune autorité sur quoi que ce soit¹⁵⁴. ».

¹⁵² "Plane-Raid Drills Set for 10 States", NYT, Jun 5, 1949, p. 1; "U.S. to Train Thousands as East Coast Air Raid Spotters in Summer", WP, 5 juin 1949, p. M6; "1,200 Plane Spotters Guard East Coast in Operation Lookout", *Chicago Daily Tribune*, 11 septembre 1949, p. 23; "'Invasion' Staged at Atlantic City: Boardwalk Crowd Watches as Seabees Land On", *Baltimore Sun*, 11 septembre 1949, p. 3.

¹⁵³ "Dad built a bomb shelter in the backyard, Mom stocked the survival kit in the basement, and the kids practiced ducking under their desks at school. This was family life in the new era of the A-bomb. This was civil defense." L. MCENANEY, *Civil Defense Begins at Home: Militarization Meets Everyday Life in the Fifties*, 4^e de couverture.

Le 5 octobre 1949, le NSRB envoie à tous les gouverneurs américains un document destiné à clarifier les relations entre l'État fédéral, les États fédérés et les gouvernements locaux, le premier d'une série de bulletins qui leur seront transmis au cours des mois suivants¹⁵⁵. Le 1^{er} décembre, le second bulletin détaille les objectifs poursuivis par l'État fédéral dans sa préparation de la défense civile, propose des recommandations aux autorités locales et fournit des informations sur les activités en cours. Il revient par exemple sur l'opération « Lookout » du mois de septembre. Les actions concrètes ne sont toutefois pas immédiates et les critiques se multiplient à la fin de l'année, de la part de sources multiples.

Hommes politiques, journalistes, scientifiques et simples citoyens exercent des pressions de plus en plus fortes pour réclamer un programme concret de défense civile, plutôt que la continuation de simples études. Parmi eux se trouvent notamment John F. Kennedy, alors député du Massachusetts, ou encore Bernard Baruch¹⁵⁶. Ils alertent à la fois le Président et l'opinion publique sur le fait que la population américaine n'est pas préparée à une attaque. Le 1^{er} décembre 1949, l'éditorial du *Washington Post* s'intitule « Défense civile négligée ». « Tout le monde parle de défense civile », remarque le quotidien « mais personne ne fait rien à ce sujet. La préparation du programme de défense civile en est à peu près au même point qu'il y a un an.¹⁵⁷ ».

Alors que l'année 1949 s'achève, les lignes commencent à bouger en matière de défense civile. Un projet de loi sur le sujet est en préparation. L'année suivante pourra débiter sur de nouvelles bases.

¹⁵⁴ “If American cities were attacked tomorrow the Federal Government would be ready with two civil defense planning organizations totaling about a dozen men who have no authority whatsoever.” (“Only 12 Men Plan U.S. Civil Defense”, NYT, 2 octobre 1949, p. 32)

¹⁵⁵ NSRB, Civil Defense Planning Advisory Bulletin, Document 121, octobre 1949.

¹⁵⁶ L. MCENANEY, *Civil Defense Begins at Home*, p. 14; “Baruch is Critical of Defense Plans” NYT, 31 octobre 1949, p. 41; “Baruch Lashes Lack of Action in civil defense: Home Front Unprepared for War, He Says”, *Chicago Daily Tribune*, 31 octobre 1949, p. 18

¹⁵⁷ “Everyone talks about civil defense but no one does anything about it. The status of civil defense planning is about where it was a year ago.” (“Neglected Civil Defense”, WP, 1^{er} décembre 1949, p. 12)

3. 1950 : année déterminante pour la défense civile nationale

Au début de l'année 1950, deux mouvements se déroulent en parallèle : d'une part la tenue de débats plus poussés sur la défense civile, d'autre part, la poursuite des recherches en armement, qui reste pour beaucoup la meilleure stratégie. Ainsi, Harry Truman demande le 31 janvier, à l'AEC d'étudier la possibilité de concevoir des bombes thermonucléaires. Peu après, fin mars et début avril, la Commission mixte parlementaire sur l'énergie atomique¹⁵⁸ tient une série d'auditions sur la défense civile en cas d'attaque nucléaire. Les témoins sont des fonctionnaires fédéraux, des élus locaux et des directeurs de sociétés de protection volontaires. Les avis divergent sur certains aspects, en revanche tous soulignent la nécessité de structurer à nouveau la protection civile et surtout tous critiquent vivement le retard pris en la matière.

Le 25 juin 1950, l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord marque le début de la guerre de Corée. Désormais, les États-Unis sont à nouveau en guerre, une guerre qui peut se transformer rapidement en guerre nucléaire avec les Soviétiques. La préparation du pays ne peut plus se satisfaire de dilettantisme. Les préparatifs doivent être accélérés. Tandis que les progrès se poursuivent dans la quête de la bombe H, la défense civile progresse également, de manière plus modérée.

Le 8 septembre 1950, le NSRB transmet au Président Harry Truman le *Livre bleu* (*Blue Book*), baptisé ainsi du fait de la couleur de sa couverture. Son nom officiel est *Défense civile des États-Unis*¹⁵⁹. Il détaille une série de fonctions relevant de la défense civile ainsi que la manière

Figure 121 - Couverture du "Livre bleu"



¹⁵⁸ Joint Congressional Committee on Atomic Energy

¹⁵⁹ NSRB, *United States Civil Defense*, 8 septembre 1950.

programme, le Livre bleu propose trois étapes simples : tout d'abord, le vote d'une loi sur la défense civile, ensuite, la création d'une administration spécifique dédiée à cette seule mission, enfin, la nomination d'un administrateur à sa tête.

Dans le contexte tendu de la guerre de Corée, un projet de loi « Pour autoriser un programme fédéral de défense civile » est déposé à la Chambre des représentants le 18 septembre et au Sénat le lendemain. L'entrée en guerre de la Chine communiste aux côtés de la Corée du Nord, au mois de novembre, contribue à augmenter d'un cran supplémentaire la pression. Harry Truman, longtemps sceptique, appuie désormais fermement le lancement d'un programme de défense civile. En quelques jours, une restructuration des organes de gestion de crise et de défense civile est mise en œuvre. Elle débute le 1^{er} décembre 1950, lorsque le Président crée par *Executive Order* la *Federal Civil Defense Administration* (FCDA). La nouvelle agence est placée sous la tutelle de l'*Office for Emergency Management* (OEM), lui-même rattaché au Président. Elle se voit confier une partie des missions du NSRB, qui en transmet une autre partie le 16 décembre à l'*Office of Defense Mobilization* (ODM)¹⁶⁰, également rattaché au Président. Le NSRB subsiste tout de même, en tant qu'organe de planification¹⁶¹. La FCDA a pour rôle de « promouvoir et de faciliter la défense civile des États-Unis en coopération avec les États »¹⁶². Quinze jours plus tard, Harry Truman déclare l'état d'urgence national.

Le 12 janvier 1951, le vote du *Federal Civil Defense Act* vient compléter le dispositif national de défense civile. La loi fait de la FCDA une agence indépendante avec à sa tête un directeur nommé par le président. Son rôle est avant tout un rôle de coordination et de soutien aux collectivités territoriales, sur lesquelles reposent la plupart des missions. Elle est responsable de l'aide d'urgence et de l'assistance aux communautés locales frappées par des catastrophes, de la préparation de programmes de formation utilisables par les communautés locales. Elle est

¹⁶⁰ H. Truman, Executive Order 10193, establishing the Office of Defense Mobilization, 16 décembre 1950.

¹⁶¹ S. DOUGLAS, *Creating the National Security State: A History of the Law That Transformed America*, p. 159-162.

¹⁶² “promote and facilitate the civil defense of the United States in cooperation with the several States” (H. Truman, *Executive Order 10186*, 1^{er} décembre 1950)

également chargée de préparer la gestion de crise afin d'être mesure d'évacuer les civils et de leur trouver des abris en cas de besoin. Enfin, la loi octroie à la FCDA, ainsi qu'au Président, des pouvoirs spéciaux en situation de crise. Selon le Président, la loi établit le cadre dans lequel les préparatifs de la défense civile se dérouleront, permettant de limiter les conséquences d'une éventuelle attaque contre la population et de gérer la situation d'urgence associée.

Concrètement, au cours des années qui suivent, la FCDA conduit plusieurs types d'actions. Elle mène des campagnes de sensibilisation dans la presse et les média audiovisuels, distribue des documents destinés à informer le public sur la conduite à adopter en cas d'accident. Elle produit des manuels qui permettent de former les volontaires à travers le pays. Elle organise également des exercices de crise pour tester la préparation du public et des autorités à un accident. Elle devient notamment célèbre pour son mot d'ordre « *Duck and Cover* » (« Plonger et se mettre à couvert ») repris dans de nombreuses campagnes.

La FCDA, dans son rôle de meneuse de la défense civile, exhorte les Américains à s'adapter à ce nouveau contexte dans lequel chacun est devenu une cible potentielle, et doit devenir un combattant. Les exhortations sont particulièrement fortes dans la capitale, pour deux raisons principales : premièrement, la ville est une cible particulièrement crédible, deuxièmement, en tant que capitale, le District se doit d'être irréprochable et de montrer l'exemple.

4. Washington : cible idéale, modèle de défense civile ?

“Sometimes it has been observed that Washington is the last place the Russians would bomb in any war because that might end the confusion here¹⁶³.”

Editorial du *Washington Post*, 25 mai 1950

Le 3 août 1947, le lieutenant-colonel David B. Parker publie dans le *Washington Post* un article intitulé « Deux bombes dans des cours d'eau et tout Washington meurt¹⁶⁴ », accompagné d'une image apocalyptique qui montre deux champignons atomiques s'élevant au-dessus de la

¹⁶³ « Il a quelques fois été observé que Washington est le dernier endroit que les Russes bombarderaient dans une guerre car cela pourrait mettre un terme à la confusion qui y règne. »

¹⁶⁴ D. Parker, “2 Bombs in Rivers – All Washington Dies,” WP, 3 août 1947.

capitale ([annexe 8](#)). Cet article illustre la préoccupation qui existe dès le milieu des années 1940 dans la capitale vis-à-vis de la bombe atomique et de ses effets potentiels sur la ville. En juin 1948, c'est Ulysses S. Grant, III, qui prononce devant la Société américaine des ingénieurs militaires un discours sur « Le problème de la défense civile aujourd'hui¹⁶⁵ ». Il explique à cette occasion qu'une attaque nucléaire contre le District et le Pentagone pourrait toucher jusqu'à 140 000 fonctionnaires fédéraux et plus de 120 édifices gouvernementaux, paralysant l'État et toutes ses instances. Le rapport publié par l'AEC en 1949 vient renforcer les alertes précédentes quant aux dommages que la ville pourrait subir en cas d'attaque. À n'en pas douter, leurs messages sont principalement destinés à mettre en garde le pays sur les risques qui visent sa capitale, et aux conséquences qu'une attaque contre Washington aurait sur l'ensemble du pays. Ils suscitent toutefois aussi des questions concernant le District en tant que ville, ses habitants et la manière de les protéger.

La mise en place d'un système de défense civile dans la capitale est discutée ouvertement par les autorités locales à partir de la fin 1948, suite à la publication du rapport Hopley. Il revient au commissaire ingénieur Gordon R. Young de proposer au Collège une position sur le sujet¹⁶⁶.

a) *La mise en place précoce de la défense civile dans la capitale*

Ce n'est finalement qu'en octobre 1949, après l'essai nucléaire soviétique, que les premières études sont menées dans la capitale. L'initiative revient aux commissaires, en application d'une directive émise par le NSRB. L'étude porte sur les exigences et la planification de la défense civile dans le District de Columbia. Elle est coordonnée par Gordon Young, qui supervise les questions de défense pour le Collège.

Au cours de l'année 1950, une ébauche de structure de défense civile se met en place. Le 3 mars voit la création de la Commission temporaire de défense civile (*Temporary Civil Defense*

¹⁶⁵ U. S. Grant III, "The Problem of Civil Defense Today", Washington, 28 juin 1948 (D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 1)

¹⁶⁶ "D.C. Planning Program for Civil Defense", WP, 17 novembre 1948, p. 1.

Committee – TCDC), constituée de représentants de toutes les agences du District concernées par la défense civile, des agences responsables des infrastructures, des chemins de fer, et des associations citoyennes. Elle compte aussi des conseillers issus des agences fédérales impliquées dans la défense civile, du fait du statut particulier de la ville. Son objectif est d'étudier les problèmes posés par la défense civile dans les champs respectifs des membres et de leur trouver des solutions. L'imbrication entre les gouvernements national et local est l'un des problèmes majeurs à prendre en compte car il requiert une coordination entre le Congrès, les commissaires, les agences locales et fédérales pour ne citer qu'eux. La TCDC est placée sous la direction de John E. Fondahl, issu des forces de police washingtoniennes¹⁶⁷.

Au mois de mai 1950, les agences du District qui siègent à la TCDC reçoivent pour instruction de préparer un « Plan temporaire de gestion de crise » (*Interim Disaster Plan* – IDP). Le mois suivant, l'IDP est testé lors d'un exercice de crise de cinq jours qui envisage l'explosion de deux bombes au-dessus de la capitale. L'exercice se déroule sous le contrôle du NSRB, avec la participation de la GSA et d'autres agences fédérales, ainsi que de responsables de défense civile dans des métropoles et des communautés locales. Le rapport produit à cette occasion sert de base aux agences du District pour parfaire leurs plans de gestion de crise au cours des mois suivants. À cette occasion, de nombreux échanges entre les diverses agences et avec des citoyens volontaires se déroulent.

À Washington plus qu'ailleurs, l'entrée en guerre des États-Unis contre la Corée du Nord ravive les craintes des autorités et les incite à accélérer les préparatifs concernant la défense civile. Elles aboutissent au vote du *District of Columbia Civil Defense Act* le 11 août 1950. La loi autorise le District à créer un Bureau de défense civile. Les missions du Bureau sont de

¹⁶⁷ Office of Civil Defense, Memorandum to the Board of Commissioners, 4 janvier 1951, p. 1-2, NARA, HR-82A-F4-2; "Report of Civil Defense Activities and Expenditures Authorized under Public Law 686, Approved 11 August 1950 (District of Columbia Civil Defense Act)", 11 janvier 1951; "Civil Defense Policy Adopted for District by Commissioners", *Washington Star*, 14 février 1950, p1; "Police Official Due to Head Civil Defense Setup at Start", WP, 2 mars 1950, p. 1; "NSRB to Control D.C. Civil Defense," *Washington Times-Herald*, 9 mars 1950, p. 1; "Model Atom Defense Plan Set for DC", WP, 23 mai 1950; "Defense of Washington", WP, 25 mai 1950.

préparer un plan et un programme détaillés de défense civile pour la capitale, de mettre en place des programmes de formation et d'information du public, de réaliser les études nécessaires concernant les ressources et capacités du District en matière de défense civile et d'en prévoir l'utilisation la plus efficace possible, de coordonner les activités de toutes les entités de défense civile de la capitale et enfin de coopérer avec les agences et organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées par ce sujet.

Le 2 septembre John E. Fondahl, est nommé directeur par intérim de la défense civile de la capitale. L'inspecteur de police washingtonien, ancien lieutenant-colonel des Marines, obtient un budget de fonctionnement 25 jours plus tard. Son montant est de 100 000 dollars, pour une requête de 290 000 dollars¹⁶⁸.

Dans ce contexte propice, de nouvelles mesures sont prises. Le 17 octobre, une « Déclaration politique¹⁶⁹ » est adoptée par les autorités du District et celles de sa zone métropolitaine. Elle répond à une nécessité de coordination qui dépasse les frontières du seul District pour gagner celles des comtés voisins. Washington n'étant pas une île isolée, les États voisins que sont le Maryland et la Virginie doivent être non seulement consultés mais associés aux préparatifs. Le 10 novembre, John Fondahl est nommé président du Washington Metropolitan Area Civil Defense Group, qui regroupe des représentants du District, du Maryland et de Virginie avec pour but de coordonner et de soutenir le développement des actions de défense civile dans l'ensemble de la zone¹⁷⁰.

Au cours trois derniers mois de l'année, la défense civile washingtonienne comme à se structurer. En octobre et novembre, John Fondahl nomme une série chefs d'unité et de de directeurs thématiques qui s'occupent du Service des gardiens volontaires, des Ressources de construction, du Poste d'observation sol-air AJ-76, des Structures de protection, des Services

¹⁶⁸ DC-OCD, Memorandum to the Board of Commissioners, 4 janvier 1951, p. 2, NARA, HR-82A-F4-2; "Civil Defense Office Proposed", WP, 24 septembre 1950, p. M5.

¹⁶⁹ Statement of Policy

¹⁷⁰ "Civil Defense Group Formed For D.C. Area: Fondahl Heads New Committee to Map Plans", *The WP*, 11 novembre 1950, p. B1.

médicaux et sanitaires et des Services sociaux d'urgence (*Emergency Welfare Services*). L'organigramme proposé est adopté le 8 décembre par le Collège des commissaires du District¹⁷¹.

Pendant ce temps, le travail de planification se poursuit. Le 14 décembre, un plan temporaire d'alerte anti-aérienne aérienne est adopté. D'une efficacité limitée, il illustre la logique washingtonienne d'alors en matière de défense : faire avec les moyens du bord. En l'espèce, le plan consiste à utiliser les sirènes de tous les véhicules de police et de pompiers de la ville pour relayer l'alerte.

À la fin de l'année 1950, le général Gordon R. Young, commissaire ingénieur en charge de la défense civile, tire un bilan en demi-teinte de l'année. La capitale dispose désormais d'un plan de défense civile détaillé et coordonné, conçu d'après les exemples fournis par l'État fédéral. « Le District », affirme Young, « est allé plus loin qu'aucune ville de [sa] connaissance dans la mise en œuvre de ce plan¹⁷² ». Le plan du District est basé sur deux des documents fondateurs évoqués auparavant : le rapport Hopley (1948) et le Livre bleu (1950). L'organigramme des fonctions de défense civile de la capitale suit ainsi les recommandations fédérales. Le contrôle global est assuré par les commissaires du District, qui agissent en collaboration avec le directeur local de la défense civile et avec toutes les agences ou entités fédérales impliquées : du NSRB au ministère de la Défense en passant par l'AEC. Une collaboration est également engagée avec les élus et les responsables de la défense civile des États et localités voisins de Washington¹⁷³.

Au-delà des études et des plans de gestion de crise préparés jusqu'à cette date, quelques actions plus concrètes sont désormais envisageables, mais elles restent peu nombreuses. En 1950, la défense civile Washingtonienne existe surtout sur le papier. Un plan de communication d'urgence utilisant trois fréquences radio différentes a été mis en place et l'équipement requis

¹⁷¹ DC-OCD, *op. cit.* (note 168), p. 3; "D.C. Civil Defense Setup Calls for 70,000 Wardens", WP, 21 octobre 1950, p. 1; "D.C. Raid Warning Supervisor Named", WP, 28 octobre 1950, p. 2

¹⁷² "The District has (...) gone farther than any city of which I have knowledge, in the implementation of this plan". (DC-OCD, *op. cit.* (note 168), p. 1)

¹⁷³ G. Young, *Memorandum to the Board of Commissioners*, 29 décembre 1950, NARA, HR-82A-F4-2; "Report of Civil Defense Activities and Expenditures Authorized under Public Law 686, Approved 11 August 1950 (District of Columbia Civil Defense Act)", 11 janvier 1951, NARA, HR-82A-F4-2.

commandé. Un responsable des relations publiques a été recruté afin de faire connaître les nécessités de la défense civile. Un manuel destiné à être distribué dans les écoles est en cours de préparation. La plupart des efforts mis en œuvre reposent sur des volontaires, dont le recrutement a été engagé par les responsables des diverses missions, car John Fondahl ne dispose que de cinq salariés. Le manque de moyens humains est révélateur d'un autre problème, récurrent au cours des années 1950, de la défense civile washingtonienne : le manque de moyens financiers¹⁷⁴.

Le problème budgétaire de la défense civile est exposé en des termes on ne peut plus clair par le général Gordon R. Young dans un mémorandum qu'il rédige pour le Collège des commissaires le 29 décembre 1950. Les avancées réalisées jusqu'alors, déclare le commissaire l'ont été « dans la mesure où cela est possible sans argent. Les progrès se poursuivent », affirme-t-il. « Ce qui nous manque est de l'argent¹⁷⁵ ». En effet, le budget de 100 000 dollars a été rapidement consommé et il n'en reste rien, or le Congrès est réticent à allouer davantage de fonds, comme il le sera au cours des années suivantes, preuve que si les Commissaires contrôlent le dispositif, ce contrôle n'est pas absolu dans la mesure où leurs projets requièrent l'aval du Congrès pour être financés et donc pouvoir être mis en œuvre.

Ce constat est renforcé par John Fondahl, qui affirme le 18 décembre que la préparation de la capitale à une attaque aérienne n'atteint que de 15 % de l'objectif fixé. Il explique que les systèmes d'alerte anti-aérienne ne sont pas adaptés, que les abris sont inexistantes et le resteront pendant des mois, peut-être des années. Le directeur souligne toutefois que la capitale se positionne bien par rapport aux autres villes du pays et qu'elle a même servi de modèle dans certains cas¹⁷⁶.

¹⁷⁴ "Civil Defense Seeks Men For Wardens: Force School Made Headquarters", WP, 9 décembre 1950, p. B1.

¹⁷⁵ "insofar as it can be done without money. Continuous progress is being made. What we lack is money." (G. YOUNG, *op. cit.* (note 173))

¹⁷⁶ "Civil Defense Lags Badly, Fondahl Tells Chest Heads: District", WP, 19 décembre 1950, p. B1.

b) La défense civile en pratique : information, formation, exercices de crise

Tout au long des années 1950, les responsables de la défense civile organisent des actions destinées à sensibiliser, informer et former public et volontaires, ainsi qu'à détailler des plans de gestion de crise dans tous les domaines clé.

Les « jeux de guerre », fréquents au cours de la période, sont l'un des éléments les plus visibles de l'action en matière de défense civile. Dès novembre 1949, un exercice est effectué, dans lequel une bombe de 22 000 tonnes explose à 550 mètres d'altitude au-dessus de la capitale. L'exercice du 29 juin 1950 imagine que deux bombes explosent dans la capitale : l'une près du Capitole l'autre sur la 11^e rue SE, causant la mort de 80 000 personnes ainsi que 64 000 blessés. Le 12 décembre 1952, ce sont le centre-ville et le Pentagone qui sont visés. Le 15 juin 1955, c'est une nouvelle fois le centre-ville. Au cours des années 1950, écrit David Krugler, « ces fausses attaques sont un évènement annuel à Washington, faisant d'elle la ville la plus bombardée dans l'imaginaire américain de la guerre froide¹⁷⁷ ».

Pendant sa présidence, Dwight Eisenhower insiste pour que des tests réguliers du *Relocation Arc* soient effectués. Ces exercices de grande ampleur prennent le nom d'« Opération Alerte » (OPAL)¹⁷⁸. Chaque année, au mois de juin, l'Opération implique la participation du public et l'évacuation de milliers de fonctionnaires fédéraux vers les sites de secours. En juin 1955, 15 000 personnes, dont le Président, évacuent la ville lors de la simulation d'une attaque à la bombe H¹⁷⁹. En novembre 1954, un exercice hors du cycle des Opérations Alerte implique l'évacuation de 2 000 fonctionnaires issus de 30 à 35 agences vers 30 sites de secours secrets¹⁸⁰. L'objectif principal de ces « jeux de guerre » est de tester les plans de continuité du

¹⁷⁷ “such mock attacks were an annual event in Washington, making it the most bombed city in the Cold War American imagination.” (D. KRUGLER, *This Is Only a Test*, p. 1)

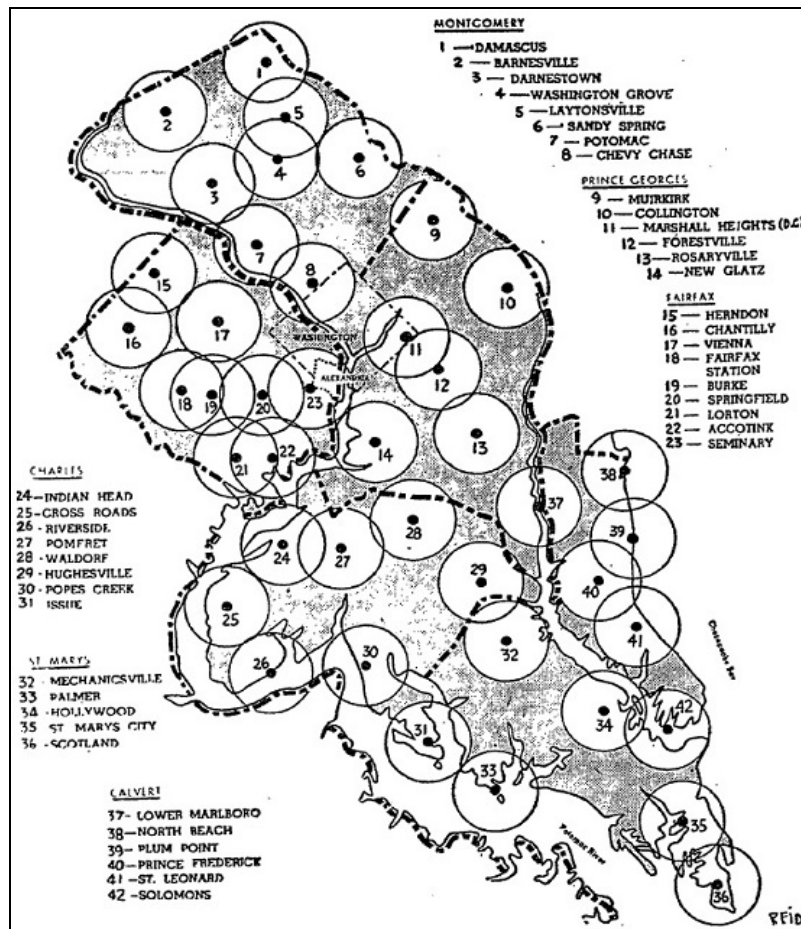
¹⁷⁸ *Operation Alert* peut aussi être traduit par “opération vigilance”.

¹⁷⁹ W. UNNA, “Government to Quit Capital for 3 Days”, *Washington Post & Times Herald*, 31 mai 1955, p. 1; “4-Hour D.C. Evacuation Difficult, House Told”, *Washington Star*, 7 juin 1955; “3 to 4 Hours Set for City Evacuation in Air Raid”, WP, 10 juin 1955; “Operation Alert Sidelights”, “15,000 Evacuate City in Mock H-Bombing”, *Washington Star*, 15 juin 1955; “Operation Alert Is Called Good Test of Real Thing”, *Washington Star*, 16 juin 1955, p. 4; “Ike, 15,000 Quit Capital in Civil Defense Drill; 60 Cities Undergo Tests”, WP, 16 juin 1955, p. 1; “When Ike ‘Fled’ Washington”, *U.S. News & World Report* 38, n°25, 24 juin 1955, p. 66.

¹⁸⁰ T. WINSHIP, “2000 to ‘Flee’ D.C. In H-Test Saturday: 2000 U.S. Agency Workers to ‘Flee’ Capital”, *Washington Post & Times Herald*, 18 novembre 1954, p. 1.

gouvernement, même si la population est parfois impliquée. La question de l'utilité de ces exercices, à l'instar des plans de dispersion et de continuité du gouvernement, se pose toutefois, et elle est posée par des contemporains. En juin 1955, le directeur adjoint de la défense civile du District qualifie d'absurde l'exercice d'évacuation, expliquant qu'il sera impossible à 800 000 habitants d'une ville de la taille de Washington d'évacuer les lieux en cas d'attaque¹⁸¹.

Figure 122 - Carte des 42 points d'observation anti-aériens de la capitale et ses environs¹⁸²



D'autres exercices, d'ampleur plus restreinte, sont également organisés afin d'entraîner les volontaires. Le 4 novembre 1950, par exemple, des observateurs sont positionnés dans 42 points de la capitale et ses environs (fig. 122). Ils font partie des 6 000 en cours d'implantation dans le pays. Pour accomplir leur mission, les observateurs se basent sur le manuel de silhouettes d'avions fourni par l'armée de l'Air¹⁸³. Le 23 juin 1951, un exercice national de repérage d'avion

¹⁸¹ G. BASSET, "D.C. Citizens' Evacuation Drill Called 'Senseless'", WP, 5 juin 1955, p. B1.

¹⁸² C. ROBERTS, "Air Raid Spotters to Be Tested Today", WP, 4 novembre 1950, p. 2.

¹⁸³ C. ROBERTS, *ibid.*, p. 2.

est lancé pour une durée de 33 heures. L'objectif est que les volontaires de la défense civile repèrent les avions militaires de passage. L'information est ensuite transférée aux autorités militaires qui doivent vérifier si l'appareil est ami ou ennemi et peuvent ensuite prendre les mesures appropriées. Au cours des 10 premières heures du test, les observateurs de la capitale, regroupés en un lieu unique : l'école Nalle, repèrent 125 avions, ce qui constitue selon le responsable local un score honorable¹⁸⁴. Ces exercices sont réguliers entre 1951 et 1955¹⁸⁵.

La formation fait l'objet d'une attention particulière. En effet, l'objectif des responsables de la défense civile est de compter le plus possible sur des citoyens volontaires. Avant de pouvoir leur confier des missions et des responsabilités, il faut donc les avoir formés. C'est le cas dans le domaine médical, pour que le maximum de personnes possible sache administrer les premiers secours. C'est aussi le cas pour les « scrutateurs » du ciel ou encore pour les auxiliaires de police. En septembre 1953, un total de 1 000 volontaires ont suivi la formation de base, destinée à enseigner les rudiments de la défense civile, depuis sa création. Ils doivent ensuite suivre des formations plus poussées selon la division qu'ils ont choisi d'intégrer. À titre d'exemple, la formation aux soins de premiers secours demande 22 heures¹⁸⁶.

Enfin, l'un des volets importants de l'action en matière de défense civile est la sensibilisation du public, à la fois en termes de connaissance des risques nucléaires et de réflexes à avoir en cas d'attaque. L'une des premières publications à destination de la population est ainsi un livret au format portefeuille intitulé « En cas d'attaque à la bombe A, que devriez-vous faire¹⁸⁷ ? ». Il indique aux Washingtoniens que s'ils sont chez eux, ils doivent rester calmes, fermer le gaz et rechercher un abri, et s'ils sont à l'extérieur, ils doivent se couvrir avec tout ce qui leur tombe sous la main, « même un journal serait utile ».

¹⁸⁴ "Plane spotters Observe 125 on DC test", WP, 24 juin 1951, p. M4.

¹⁸⁵ "100 Aircraft Spotted Here As East Tests Raid Defenses", WP, 11 février 1951, p. M1; "D.C. Starts 24-Hour Sky watch, But Needs Men to Continue", WP, 15 juillet 1952, p. 11.

¹⁸⁶ "Courses to Train Workers Resumed for Civil Defense", WP, 20 septembre 1953, p. C8

¹⁸⁷ DC-OCD, "In Case of an A-Bomb Attack What Should You Do?" Janvier 1951, Vertical Files, folder "Defense 1951," Washingtoniana, DCPL.

c) Moyens financiers, moyens humains : la perte de la défense civile washingtonienne

Bien que des actions de défense civile soient mises en œuvre dans la capitale, force est de constater que leur ampleur est tout aussi limitée que le sont leurs résultats. Lorsqu'il avait été nommé, en septembre 1950, John Fondahl avait pour objectif de recruter 70 000 « gardiens du ciel » volontaires et pensait qu'il en recruterait sans peine davantage. Mais en mars 1951, seuls 1 000 ont prêté serment et ils ne sont que 5 000 en octobre 1954¹⁸⁸. De son côté, la police avait annoncé en fanfare la création d'une force de police auxiliaire bénévole de 4 000 hommes. À peine plus de 1 000 ont postulé, tous ne seront pas retenus, et en date du 29 mars 1951, seulement trois promotions de 55 volontaires ont commencé leur formation¹⁸⁹. De la même manière, la mise en œuvre concrète des plans d'urgence imaginés sur le papier tarde à se concrétiser.

L'une des raisons de ces résultats mitigés est le désintérêt de la population pour la défense civile. Dans la presse contemporaine comme dans les analyses postérieures, un mot revient incessamment : apathie¹⁹⁰. Les Washingtoniens, et avec eux la plupart de leurs compatriotes, font la sourde oreille aux exhortations des autorités à se préparer et se protéger contre une attaque atomique. Dans son rapport de 1954, le DC-OCD souligne « le manque d'intérêt de la majorité du public¹⁹¹ ». Pourquoi un tel désintérêt pour la préparation face à la menace nucléaire ? Ce sujet est peu exploré. Sans doute pour un ensemble de facteurs, dont certains sont spécifiques à la capitale et d'autres non.

Parmi les facteurs génériques se trouve un paradoxe : le seul fait de se préparer à affronter l'apocalypse la rendrait palpable, concrète et en ferait un possible, alors que choisir de l'ignorer et d'en savoir le moins possible sur le sujet permet de moins s'alarmer. Dans le même registre se

¹⁸⁸ "Civil Defense Seeks More Raid Wardens", *Washington Post & Times Herald*, 12 octobre 1954, p. 9.

¹⁸⁹ C. ROBERTS, "District Civil Defense to Date Built of Paper and Red Tape", WP, 29 mars 1951, p. B1.

¹⁹⁰ R. LYONS, H. STULL, "Let's Just Hope No A-Bomb Hits D.C.: Apathy Handcuffs Civil Defense", WP, 8 mars 1953, p. B1.

¹⁹¹ "the lack of interest of the majority of the public" ("Civil Defense Report Scores Interest Lack", *Washington Post & Times Herald*, 3 octobre 1954, p. F11).

trouvent ceux qui pensent « à quoi bon ? », car les effets d'une attaque nucléaire seraient tels que les plans d'urgence de la défense civile seraient inopérants. À quoi bon, donc, s'investir sur ce sujet, puisque l'histoire se conclura tragiquement quoi que l'on fasse ? Ces facteurs psychologiques s'assortissent de facteurs d'ordre politique.

Aaron Friedberg et Garry Willis ont montré qu'un sentiment antiétatique et libertaire prégnant existe au cours des années d'après-guerre. Ce qui apparaît comme du désintérêt ou de l'apathie peut donc parfois aussi être une réticence à laisser l'État prospérer davantage, après les années fastes du New Deal et de la Seconde Guerre mondiale¹⁹².

Sur le plan politique toujours, il existe un facteur inhérent à la capitale qui est celui du désinvestissement citoyen général, souvent attribué à l'absence de droit de vote dans la capitale. Les Washingtoniens, qui n'ont pas l'occasion de se mobiliser véritablement pour des causes politiques à l'occasion des élections et n'ont pas voix au chapitre ont pour certains tendance à s'écarter de tout sujet politique.

Voici autant de raisons qui, combinées, permettent d'expliquer au moins en partie l'apathie des Washingtoniens quant à la défense civile. Toutefois, l'apathie du public n'est pas seule responsable des piètres résultats de la défense civile dans la capitale.

La seconde cause, pas forcément de moindre importance, des difficultés rencontrées par la défense civile, tient à son mode de gouvernance. En mars 1951, le journaliste du *Washington Post* Chalmers Roberts écrit un article qu'il intitule « À ce jour, la Défense civile du District est faite de papier et de procédures inextricables¹⁹³ ». Roberts détaille la complexité du système d'autorisations que doit affronter le responsable de la Défense civile pour obtenir le moindre dollar, la moindre action. Les commissaires, explique-t-il, traitent la défense civile comme tout service de l'administration locale, par conséquent, elle se trouve confrontée aux mêmes

¹⁹² A. FRIEDBERG, *In the Shadow of the Garrison State*, 2000; G. WILLIS, *A Necessary Evil: A History of American Distrust of Government*, 1999.

¹⁹³ C. ROBERTS, "District Civil Defense to Date Built of Paper and Red Tape", WP, 29 mars 1951, p. B1.

problèmes, que nous avons décrits au chapitre 1 : procédures interminables, validation du Congrès nécessaire à tout moment, etc. De plus, le journaliste souligne que le choix du directeur aurait pu être plus symbolique. John Fondahl est très dynamique et très motivé lorsqu'il prend la tête du DC-OCD. Toutefois, il est un directeur relativement jeune avec peu de contacts dans le monde politique. Le choix aurait pu se porter sur une personnalité de carrure nationale avec des liens au Congrès, qui aurait également disposé d'un certain prestige auprès des Washingtoniens. Le résultat est un fonctionnement complexe pour le DC-OCD¹⁹⁴, et une difficulté à obtenir des fonds.

Les fonds. Ils constituent la troisième cause d'échec de la défense civile washingtonienne. Entre 1950 et 1955, les problèmes de financement sont incessants. D'une part, du fait du mode d'attribution (par le Congrès), il pèse toujours une incertitude sur le montant du budget qui sera disponible l'année suivante. D'autre part, ce montant reste année après année relativement faible, si l'on considère les missions qui ont été données à la défense civile. John Fondahl explique ainsi que des progrès sont faits dans certains domaines, mais que l'effectif limité à sa disposition ne peut absorber le surplus de travail qui existe, d'autant que s'y ajoutent un manque d'équipements et de locaux. Le 30 mai 1953, la tournure prise par les discussions budgétaires au Congrès amène Fondahl à dire qu'il « ne voit aucune raison de continuer » le Bureau de défense civile de Washington si les coupes budgétaires ne sont pas reconsidérées¹⁹⁵. Le manque de fonds et le manque de visibilité empêchent de progresser sur la mise en œuvre des plans qui existent sur le papier.

d) *Quel bilan pour la défense civile washingtonienne en 1955 ?*

Pour la défense civile de la capitale, 1955 est l'année des remises en question. Les critiques quant au manque de résultats s'accroissent et les demandes de réorganisation commencent à

¹⁹⁴ B. BRADY, "Lagging District Civil Defense Blamed On Public, Leadership, Government", *Washington Post & Times Herald*, 28 juin 1954, p. 10.

¹⁹⁵ "see no reason to continue" ("House Budget cut would prevent its operation, he will tell D.C. Heads", WP 31 mai 1953, p. M7)

apparaître, notamment au profit d'une organisation plus intégrée au niveau de la métropole. À la fin du mois de mars, le Conseil consultatif citoyen de la défense civile (*Citizens' Civil Defense Advisory Council*) soulève dans un rapport une série de problèmes et appelle à une refonte du système. Ils soulignent la mauvaise tenue des dossiers administratifs, le manque de coordination entre les différentes entités impliquées dans la défense civile du District, le manque de clarté concernant les responsabilités respectives¹⁹⁶.

En avril 1959, le commissaire McLaughlin dresse un sombre bilan de la défense civile de la capitale.

« Au Collège des commissaires, nous pensons très fermement que la défense civile du District devrait être la meilleure du pays. La défense civile devrait montrer l'exemple ici car ce que le Congrès fait à la fois pour l'organisation de sa défense civile et pour préserver la capitale sera scruté par chaque ville et État de la nation. D'une certaine manière, Washington, D.C., est la clé de la défense civile en Amérique.

« Cela dit, nous sommes très loin d'atteindre cet idéal. Notre législation est obsolète ; l'organisation des bénévoles est quasiment inexistante ; tous les employés municipaux ne sont pas correctement formés et l'intérêt du public et son soutien pour la défense civile est apathique¹⁹⁷. »

Sur ce plan, le District de Columbia n'est pas isolé. Il sert au contraire de symbole des difficultés connues pour la mise en place de la défense civile dans l'ensemble du pays.

Face aux difficultés connues très tôt par les programmes de défense civile et à la portée limitée en cas d'attaque, comment expliquer l'insistance des autorités fédérales et locales à promouvoir ce type d'actions ? Avant tout par le fait que l'objectif premier de la défense civile à cette époque n'est pas de prévenir une attaque ou de préparer une mise à l'abri et une évacuation des populations mais simplement d'exister. Le développement de la bombe atomique

¹⁹⁶ "Confusion over Civil Defense Pointed up in District Survey", *Washington Star*, 17 mars 1955; "District Civil Defense Overhaul Is Proposed: Civil Defense Revamping Urged Here", *Washington Post & Times Herald*, 28 mars 1955, p. 1; "Teague Plans Reappraisal of CD Program," WS, 19 mai 1955, p. 3; J. FINNEY, "Millions Seen in Peril, Lacking CD Program", WP, 20 mai 1955, p. 3; "Clearer Policy Asked on CD", *Washington Post & Times Herald*, Nov 30, 1955, p. 18

¹⁹⁷ "We on the Board of Commissioners feel very strongly that the District's Civil Defense should be the best in the country. Civil Defense here should set the example because what the Congress does both for its own civil defense organization as well as to safeguard the Capital will be watched by every city and state in the nation. In a sense, Washington, D.C., is the key to civil defense in America. However, we find ourselves far short of this ideal. Our legislation is outdated; a volunteer organization is practically non-existent; not all municipal employees are adequately trained and public interest in and support of civil defense planning is apathetic". (Statement of Commissioner Robert E. McLaughlin before the Senate Committee on Government Operations, » 27 avril 1959, box 228, folder 4-100, RG 351, BOC)

d'abord, puis de la bombe H, assorti au développement de missiles intercontinentaux, a rendu illusoire toute possibilité d'alerte qui laisserait suffisamment de temps aux populations urbaines pour évacuer ou se mettre à l'abri. À cet égard, les objectifs de défense civile sont illusoire. Par la mise en place de politiques de défense civile, les autorités fédérales et locales souhaitent montrer aux populations qu'elles se soucient de leur sort et qu'elles agissent en conséquence. L'objectif premier est de montrer que des mesures sont prises et d'apaiser, ce faisant, les inquiétudes des citoyens. Un autre objectif, non négligeable, est de maintenir la mobilisation citoyenne dans une période de guerre froide qui n'est pas la guerre, mais qui n'est pas non plus la paix.

CHAPITRE 6

Gouverner et être gouverné à Washington : le difficile compromis entre politique locale et rôle de capitale

En 1945, la capitale américaine fait face à un triple problème d'ordre administratif, budgétaire et civique, qui invite les Washingtoniens à réinventer le gouvernement de leur ville. Au cours des années d'après-guerre, des réformes de l'administration locale sont à l'étude (I), pendant que les citoyens de la capitale relancent leur lutte pour l'augmentation de la participation fédérale au budget municipal (II) et l'obtention du droit de vote dans les diverses instances locales et nationales (III).

I. L'administration de la capitale : le temps de la réorganisation

A. Gouverner la capitale nationale : les acteurs institutionnels de l'après-guerre

1. Au Congrès : insouciance, manque de temps... et quelques exceptions

Au cours des années 1945-1955, l'insouciance et le manque de temps marquent comme avant et pendant la guerre l'attitude des membres du Congrès vis-à-vis de la capitale. Certains députés et Sénateurs restent néanmoins motivés, les uns déterminés à soutenir le District, les autres décidés à empêcher tout progrès civique ou social dans la ville. Les principaux soutiens de la cause washingtonienne se trouvent au Sénat. La commission chargée du District à la Chambre est en effet présidée par un démocrate du Sud au cours de la plupart de ces années, ce qui freine les velléités d'évolution, en particulier sur la déségrégation et le droit de vote. Les sénateurs Estes Kefauver, Matthew M. Neely, Howard McGrath et Francis Case s'engagent tous pour tenter de régler les problèmes de la capitale. Ils sont particulièrement actifs sur les questions

d'autodétermination, mais également sur la question raciale, le paiement fédéral, ou encore les infrastructures. À la Chambre, les champions de la défense du District sont notamment James C. Auchincloss et Everett Dirksen, qui poursuit ensuite son engagement comme sénateur.



Figure 123 - Sen. Estes Kefauver

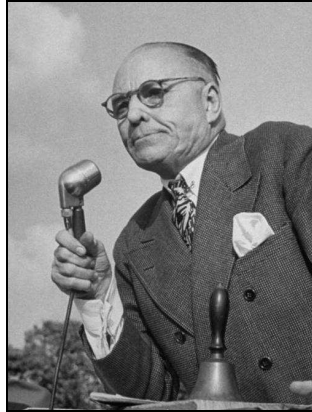


Figure 124 - Sen. Matthew M. Neely



Figure 125 - Sen. Howard McGrath

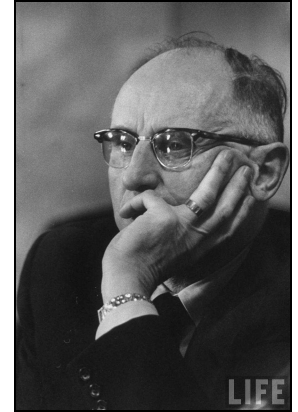


Figure 126 - Sen. Francis Case



Figure 127 - Rep. James C. Auchincloss



Figure 128 - Rep. Everett Dirksen

2. Les commissaires de l'après-guerre

Dans les années d'après-guerre, la communauté locale juge les candidats pressentis à l'aune de leur position sur trois questions principales : l'autodétermination, la ségrégation et la contribution fédérale au budget municipal. Le troisième point fait l'objet d'un consensus sur le plan local. Il n'en va pas de même pour les deux premières questions. Pour la NAACP, ADA ou la DCLWV, le commissaire idéal est favorable à l'autodétermination de la capitale, opposé à la ségrégation et partisan d'une augmentation de la contribution fédérale au budget du District. Le

Washington Post se situe sur la même ligne, en privilégiant la question du droit de vote. Ainsi, lorsque Guy Mason annonce son souhait d'être reconduit dans ses fonctions en 1948, puis en 1951, le quotidien lui préfère un partisan de l'autodétermination, car s'il admet les compétences générales du commissaire, il juge son influence négative pour la cause de l'autodétermination. Le *Board of Trade* adopte une position plus mesurée sur la déségrégation et plus encore sur l'autodétermination. Ce sujet est l'une des principales raisons qui le poussent à sortir de sa réserve en 1949 et à soutenir officiellement un candidat pour la première fois. En l'occurrence, le *Board* donne son appui au commissaire sortant John R. Young, qui s'est toujours dit favorable à l'autodétermination, mais dont les actes n'ont jamais suivi les paroles¹.

L'ancrage local demeure un facteur important. Guy Mason, qui officie entre 1941 et 1951, réside dans le District depuis 1904². Les autres commissaires civils en poste entre 1945 et 1953, F. Joseph Donohue, Renah F. Camalier, Samuel Spencer et Robert McLaughlin sont tous natifs de Washington.

La profession reste également une constante lorsque l'on considère les commissaires des années d'après-guerre. Parmi les six qui exercent au cours de ces années, cinq ont été avocats et deux ont été journalistes³. Ils ont tous en commun d'avoir des relations dans les cercles du pouvoir, souvent jusqu'au sein de la Maison-Blanche.

Dans les années d'après-guerre, le commissaire typique est un Washingtonien de longue date, blanc, avocat ou journaliste, républicain ou démocrate notoire, âgé de 50 à 70 ans.

On a vu que l'équilibre politique n'a pas toujours été vérifié. Dans les années d'après-guerre, la fonction de commissaire se politise à nouveau de manière affirmée. La politisation accrue des

¹ "Trade Board Head Lauds J. R. Young," WP, 22 avril 1949, p. 27; "Reappointment of J.R. Young Indorsed by Board of Trade," WP, 1^{er} mai 1949.

² "Guy Mason Basks in Hot Water," WP, 18 janvier 1948, p. B8.

³ Le total est de sept car Guy Mason a été journaliste avant de devenir avocat.

nominations à partir de 1951 par les présidents Truman et Eisenhower explique l'instabilité du collège entre 1951 et 1955⁴.

Dans l'immédiat après-guerre, entre 1945 et 1951, la composition du collège est remarquablement stable. Les deux membres civils restent John R. Young, le président, et Guy Mason. Le troisième commissaire reste également le même : Gordon R. Young. En fait, le collège n'a connu aucune variation depuis 1941 pour les commissaires civils et depuis 1945 pour les commissaires militaires.

Figure 129 - John R. Young



Figure 130 - Guy Mason



Figure 131 - Gordon R. Young



Entre 1951 et 1955 en revanche, les changements se multiplient. Au cours de ces quatre années, le collège voit deux changements de présidents, quatre départs de commissaires civils et trois départs de commissaires militaires. Ces nombreux changements ne sont que partiellement explicables par des circonstances individuelles. En 1951, le mandat de Guy Mason n'est pas renouvelé en grande partie du fait de son état de santé précaire. Le commissaire a été fréquemment malade au cours des années précédentes. L'année suivante, le président John R. Young ne se voit pas accorder un cinquième mandat successif pour des raisons là encore principalement personnelles. J.R. Young consacre en effet de moins en moins de temps à sa

⁴ "Tradition of bipartisan choice of D.C. Heads often flouted," WP, 28 mars 1949, p. 1.

fonction, ce qui mécontente Harry Truman. De plus, son franc parler parfois mal à propos lui a valu un adversaire résolu au Sénat en la personne de Matthew M. Neely.

La principale motivation des nominations et des départs des commissaires dans l'après-guerre est toutefois politique. En 1948, Guy Mason est nommé pour un troisième mandat de commissaire. Ce natif de l'Indiana, arrivé dans la capitale en 1904 pour y devenir joueur de baseball, est décrit par le *Washington Post* comme « le principal intermédiaire entre le parti démocrate et le gouvernement du District.⁵ »

Le successeur choisi à Guy Mason est lui aussi un choix politique, perçu et dénoncé comme tel. F. Joseph « Jiggs » Donohue est un démocrate inconditionnel et un très gros contributeur au parti démocrate. Il est par ailleurs un appui très loyal au Président Truman et à sa politique. Le *Washington Post*, qui ne nie pas les qualités du nouveau commissaire, regrette que le choix du président se soit porté sur un financeur avéré du parti démocrate, car sa nomination prend ainsi davantage l'aspect d'une récompense politique que d'une nomination basée sur des compétences objectives, « une fois de plus », déplore le quotidien⁶.

Dès son entrée en fonction, en 1951, le commissaire Donohue souligne toutefois qu'il présentera sa démission au président élu en novembre 1952 dès que celui-ci aura prêté serment. Le nouveau président sera ainsi libre de choisir lui-même l'équipe qu'il veut voir à la tête du District. Lorsque Dwight Eisenhower devient président en janvier 1953, F. Joseph Donohue lui présente donc sa démission, qui est acceptée. Il quitte le bâtiment municipal après moins de deux ans au pouvoir, pour céder la place à Samuel Spencer, un jeune washingtonien républicain fidèle du nouveau président et en parfait accord avec ses idées⁷.

⁵ « *top liaison man between the Democratic party and the District government.* » (“Inside track seen for Mason on 3rd term as commissioner,” WP, 8 novembre 1947, p. 1)

⁶ E. RYAN, “Truman nominates lawyer, Democrat, to take place of Guy Mason,” WP, 8 février 1951, p. 1; “District Commissioner,” WP, 9 février 1951, p. 22; “Sprinter Donohue has D.C. gasping,” WP, 9 mars 1952, p. B1.

⁷ “Donohue gives resignation to Ike today,” WP, 22 janvier 1953 p. 19; “Spencer nominated as Donohue successor,” WP, 26 mars 1953, p. 1; “Spencer Nomination,” WP, 27 mars 1953, p. 26.

Figure 132 - F. Joseph
Donohue



Figure 133 - Renah F.
Camalier



Figure 134 - Robert E.
McLaughlin



Le deuxième commissaire civil qui exerçait avec Jiggs Donohue était également un démocrate. Renah F. Camalier avait plusieurs fois été suggéré par des associations locales comme commissaire potentiel avant d'être finalement nommé par le Président et confirmé par le Sénat dans un concert de louanges en 1952. Pour le *Washington Post*, « cette nomination est tout sauf routinière⁸ ». M. Camalier est en effet un démocrate de premier plan qui était proche de Franklin D. Roosevelt⁹, mais qui n'était pas le candidat du comité central démocrate du District¹⁰ (*District Democratic Central Committee*, DDCC), et envers lequel le Président n'avait semble-t-il aucune dette politique. Selon le *Post*, « au contraire, le choix a manifestement été effectué du fait de l'intérêt de longue date de M. Camalier pour les problèmes du District et les services qu'il a rendus à la communauté¹¹. » Renah Camalier ne réagit pas de la même façon que son collègue démocrate à l'élection du président Eisenhower. Il ne présente pas sa démission et choisit de finir son mandat, malgré les efforts des républicains pour le déloger¹². À l'issue de son

⁸ “it was not a routine political appointment” (“Home-rule,” WP, 18 avril 1952, p. 18)

⁹ Renah F. Camalier a été directeur de cabinet de M. Roosevelt quand ce dernier était adjoint au ministre de la Marine, avant d'occuper lui-même ce poste. (“Seven Interested in Guy Mason post on D.C. Commission,” WP, 4 décembre 1950, p. B1)

¹⁰ District Democratic Central Committee

¹¹ “On the contrary, the choice was obviously made because of Mr. Camalier’s long association with District problems and the service he has rendered to the community.” (“Home-rule,” WP, 18 avril 1952, p. 18)

¹² “Donohue gives resignation to Ike today,” WP, 22 janvier 1953, p. 19; “Camalier leaves city post today,” WP, 2 juin 1955, p. 19.

mandat, il est sans surprise remplacé par un républicain fidèle en la personne de Robert E. McLaughlin.

Parmi les commissaires militaires, le général Gordon R. Young est sans conteste la figure dominante au cours des années d'après-guerre. Ce grand travailleur zélé reste en poste pendant six ans. Ses trois successeurs, les généraux Robinson, Prentiss et Lane restent deux à trois ans¹³.

Figure 135 - Bernard Robinson



Figure 136 - Louis Prentiss



Figure 137 - Thomas Lane



3. Les commissaires, administrateurs sous contrôle ?

On a vu que les commissaires étaient souvent déconsidérés et étaient sujets à pression, soit personnellement pour une éventuelle renomination, soit en tant que commissaire pour obtenir un budget suffisant pour la ville.

Néanmoins, une marge de manœuvre existe. Nous en venons à l'exemple de F. Joseph Donohue annoncé au chapitre 1. Cet ancien champion de sprint promet à son entrée en fonction qu'il n'y aura aucune place pour l'inertie dans ses services. Il commence par une tournée d'inspection de toutes les institutions sous son contrôle afin de se familiariser avec les sujets. Le

¹³ W. DODD, *The Government of the District of Columbia - A Study in Federal and Municipal Administration*, Washington : John Byrne & Co., 1919, p. 73, 74 ; "New Commissioner," WP, 11 septembre 1945, p. 10; "Gen. "Snake" Young Takes oath as Commissioner," WP, 25 septembre 1945, p. 1; "New Commissioner," WP, 11 mai 1951, p. 20; "Col. B.L. Robinson Appointed D.C. Engineer," WP, 10 mai 1951, p. 1.

Washington Post remarque après quelques semaines qu'« il s'exprime au débotté avec une conviction et une détermination rarement égalées par un commissaire du District¹⁴ ».

Le commissaire prend position clairement sur des sujets précédemment occultés par les commissaires, comme l'autodétermination, la déségrégation des casernes de pompiers et celle des écoles¹⁵. Il se saisit de problèmes qui n'avaient jamais été considérés comme étant du ressort des commissaires auparavant, élargissant de son propre chef le champ d'action du collègue. En juin 1951, ainsi, lorsqu'une grève s'annonce imminente, il appelle de ses vœux une conciliation entre les syndicats et les opérateurs de bus et de tramways du District. Lorsque la grève éclate tout de même, il s'improvise médiateur, fonction jamais assumée par un commissaire auparavant, imposant par son initiative une nouvelle facette à l'action du collègue. C'est notamment ce volontarisme, associé à un dynamisme effréné, qui fait de F. Joseph Donohue « probablement le commissaire qui a fait couler le plus d'encre dans l'histoire de la ville¹⁶ ».

Donohue bouleverse également les habitudes bien réglées de travail à huis clos des commissaires. Dès son entrée en fonction, en 1951, il accroît sensiblement les interactions avec la population. Auparavant, le *District Building* était un lieu très calme qui ne connaissait guère que le consensus et auquel les désaccords étaient étrangers, en particulier en public. Les Washingtoniens ignoraient alors tout des discussions internes. L'arrivée de Jiggs Donohue révolutionne les pratiques. Au cours de l'année qui suit, les commissaires commencent à accorder davantage d'intérêt aux domaines dévolus à leurs collègues et se divisent sur plusieurs sujets majeurs¹⁷. Ces désaccords deviennent apparents du fait d'une nouvelle politique suggérée par M. Donohue, qui autorise les journalistes à assister à une partie de leurs réunions de travail bihebdomadaires.

¹⁴ *“He spoke extemporaneously with conviction and determination that have seldom been equalled in a new Commissioner of the District.”* (“Dynamic Mr. Donohue,” WP, 7 avril 1951, p. 8)

¹⁵ “Sprinter Donohue has D.C. gasping,” WP, 9 mars 1952, p. B1; “It’s time to pick a new city father,” WP, 16 mars 1952, p. B2.

¹⁶ *“probably the most written-about commissioner in the city’s history.”* (“Donohue closes up shop as Commissioner,” WP, 4 avril 1953, p. 13; “Sprinter Donohue has D.C. gasping,” WP, 9 mars 1952, p. B1).

¹⁷ “Sprinter Donohue has D.C. gasping,” WP, 9 mars 1952, p. B1.

L'un de ses principaux objectifs avoués est de réveiller l'intérêt des Washingtoniens pour leur gouvernement local et d'accroître leur participation. Sur le plan du long-terme, il part dès son entrée en fonction en croisade pour l'autodétermination et soutient les deux projets de loi déposés au Congrès qui allaient dans ce sens. De façon plus immédiate, il change l'approche traditionnelle des commissaires vis-à-vis de leurs administrés. Il commence par mettre en place des programmes hebdomadaires inédits à la radio et la télévision pour tenir les habitants informés des débats et des décisions du collège. Cette habitude lui survivra. En 1953, les commissaires apparaissent chaque lundi dans l'émission de télévision *Your Commissioners' Report* et chaque samedi dans l'émission de radio *Report to the People*¹⁸. En 1952, Jiggs Donohue initie des rencontres mensuelles à l'occasion desquelles les commissaires évoquent les principaux projets de loi en considération. Ce projet aussi lui survivra¹⁹. Il annonce également qu'il tentera d'assister chaque année à une réunion de chacune des 100 associations de citoyens de la ville. Il y parvient peu à peu en se rendant parfois à deux réunions en une soirée. Il enchaîne les discours devant les auditoires les plus divers pour expliquer l'action du collège. Après quatre mois en fonction, on ne compte que trois soirs lors desquels il n'a pas prononcé de discours. Au 23 septembre 1951, on dénombre déjà plus de 150 discours prononcés, et ce en dépit de la trêve estivale²⁰. Au bout de six mois, le *Post* évoque un Donohue qui « est arrivé à l'hôtel de ville à toute vapeur au printemps et n'a pas ralenti la cadence depuis²¹ ». Au terme de deux années de mandat, le rythme du commissaire n'a pas faibli. Jiggs Donohue a donné près de 1500 discours. Signe de son impact, Joseph Donohue reçoit de nombre de Washingtoniens des courriers qui lui sont adressés en tant que président du collège... ce qu'il n'est pas²².

¹⁸ RGDC 1953, p. 39.

¹⁹ RGDC 1953, p. 41.

²⁰ "Donohue Fulfils his vow against inertia," WP, 23 septembre 1951, p. R16.

²¹ "*Donohue blew into the District Building at full steam last spring and hasn't slowed his pace perceptibly since.*" ("Donohue Fulfils his vow against inertia," WP, 23 septembre 1951, p. R16)

²² "Donohue Fulfils his vow against inertia," WP, 23 septembre 1951, p. R16; Sprinter Donohue has D.C. gasping," WP, 9 mars 1952, p. B1.

B. La mise en œuvre de la réorganisation

1. Les premières tentatives législatives de l'après-guerre (1947-1952)

La fin de la guerre ne ramène pas immédiatement la réorganisation au cœur des préoccupations dans la capitale. Le sujet brûlant du moment est l'autodétermination, qui a déjà fait l'objet de plusieurs projets de loi mort-nés. La réorganisation n'est pas sur le devant de la scène. Droit de vote et réorganisation ne sont toutefois pas sans lien, car dans un domaine comme dans l'autre, le sujet central reste le mode de gouvernement de la capitale. James Auchincloss est pleinement conscient de ce lien. Le député du New Jersey est un partisan convaincu du droit de vote des Washingtoniens. Il a soutenu sans succès plusieurs initiatives législatives allant dans ce sens au début des années 1940. En 1947, il décide en concertation avec Everett Dirksen de lier la question du droit de vote à la réorganisation du District, en espérant avoir plus de succès.

La première étape est la tenue d'auditions à la Chambre des Représentants du 30 juin au 25 juillet 1947. Deux questions principales sont au cœur des 25 sessions de débat : comment améliorer l'organisation du gouvernement et quel degré d'autodétermination donner à la ville²³ ? De nombreux témoins issus de la communauté locale, de ministères et d'agences fédérales chargées du District et de services municipaux sont appelés à la barre. À de rares exceptions près, les employés d'agences fédérales impliquées dans l'administration de la ville défendent le *statu quo*. Les commissaires appellent de leurs vœux davantage de centralisation. Enfin, les responsables d'agences locales plaident pour le maintien de l'indépendance de leurs agences respectives. Les citoyens se partagent quant à eux entre partisans et opposants de la réforme²⁴.

La deuxième étape, au cours de la trêve estivale, est la préparation par la sous-commission Auchincloss de recommandations en vue d'une nouvelle loi organique pour le District de

²³ "D.C. government hearings to open," WP, 29 juin 1947.

²⁴ "Action Due During Week On District Fiscal Bill", WP, 7 juillet 1947, p. B1 ; Money – and How to Extract It – Kept D.C. 'City Council' Hopping," WP, 27 juillet 1947, p. B3; "City Boards' officials hit central control," WP, 15 juillet 1947.

Columbia. Le rapport préliminaire est rendu public le 2 novembre. Il propose des dispositions d'autodétermination et une réorganisation en profondeur du gouvernement de la capitale. Le collège de trois commissaires serait remplacé par un conseil municipal élu de 12 membres et un administrateur désigné par le conseil, chargé de superviser 11 des 13 services municipaux reconcentrés²⁵. Si les propositions d'autodétermination reçoivent un accueil mesuré, le projet de réorganisation est pour sa part accueilli très favorablement²⁶.

Dans une troisième étape, le rapport Auchincloss donne lieu à un projet de loi de réorganisation et d'autodétermination déposé à la Chambre le 12 janvier 1948. C'est le premier d'une série de projets « mixtes » regroupant autodétermination et réorganisation qui sont soumis au Congrès entre 1948 et 1951. Ce premier projet est enterré par la Chambre dès le mois de mai. L'année suivante, James Auchincloss dépose une nouvelle version de son projet de loi dès le mois de janvier. Il est rejoint dans ses efforts par Estes Kefauver, qui dépose en mars un projet de loi relativement proche au Sénat. Le projet Kefauver prévoit un système dirigé par un conseil municipal élu de neuf membres et un administrateur désigné par le conseil, chargé de gérer les services municipaux regroupés en 12 départements. Les deux projets de loi connaissent le même sort : l'échec²⁷.

Suites à ses deux déconvenues successives, James Auchincloss dépose en mai 1950 un projet amendé moins ambitieux, qui prévoit le maintien du collège de commissaires et la réorganisation des services municipaux en 12 départements placés sous leur contrôle. Un projet similaire est soumis au Sénat par Oren Harris, en vain. La deuxième tentative d'Estes Kefauver, qui comprend globalement les mêmes dispositions que la première, connaît le même sort²⁸.

²⁵ Les 11 nouveaux services envisagés sont les suivants : santé, assistance publique, loisirs, sûreté publique, finance, juridique, travaux publics, travail, commerce, prisons et professions libérales. Les deux autres, nommément les bibliothèques et l'éducation, seraient sous l'autorité du Conseil scolaire.

²⁶ "Congress Would Keep Veto Power," WP, 2 novembre 1947, p. B1; "Auchincloss Home-Rule referendum Considered," WP, 3 novembre 1947, p. 1; "New District Charter," p. B4; E. F. RYAN, "Popularly elected officials provide in House Group's reorganization Plan - D.C. Manager Plan proposed," 2 novembre 1947, p. M1.

²⁷ "Approved by Subcommittee: HR Bill to Include District Agency Reorganization," WP, 19 mars 1949.

²⁸ "Auchincloss files another HR Bill," WP, 16 mai 1950; "Compromise to HR bill offered: Measure would give DC NVD in Congress," WP, 10 mai 1950.

L'échec de ces projets successifs n'est pas dû aux dispositions de réorganisation, qui sont saluées et reconnues comme indispensables par la plupart des parties prenantes. Il est dû aux propositions d'autodétermination, qui suscitent une forte opposition à la fois sur le principe et sur leur mise en œuvre, comme nous le verrons en détail plus loin. Ce constat amène le sénateur Francis Case (R., S.D.) à réclamer avec force en juin 1951 que les aspects de réorganisation soient séparés des aspects d'autodétermination. La plupart des partisans du droit de vote se rallient à cette perspective à contrecœur mais s'y rallient tout de même. La réorganisation du gouvernement washingtonien constituait en effet à leurs yeux une occasion inespérée de faire d'une pierre deux coups : refondre profondément le système et obtenir le droit de vote. Après quatre années de tentatives législatives malheureuses pour combiner les deux, et tandis que le système administratif de la capitale reste un enchevêtrement désespérément confus, le pragmatisme incite à séparer les deux aspects. Ainsi, faute d'obtenir une simplification du système et le droit de vote, le premier volet au moins pourrait être obtenu de manière relativement aisée dans le cadre de la loi fédérale de réorganisation adoptée en 1949²⁹.

Le système des lois de réorganisation a été initié sous la présidence de Franklin Roosevelt pour faciliter l'initiative présidentielle en matière de réorganisation gouvernementale. Le principe général est simple : une loi-cadre prévoit le champ de la réorganisation, le délai (généralement d'un à quatre ans) et les modalités précises d'adoption de plans de réorganisation spécifiques qui sont proposés plus tard par le Président. L'intérêt de ce système est qu'il allège sensiblement la procédure législative pour l'adoption des plans de réorganisation. Il substitue au processus habituel d'adoption des lois³⁰ une procédure dans laquelle le Congrès peut poser un veto pour rejeter un plan, mais où un vote positif n'est pas requis, ni à la Chambre, ni au Sénat pour que

²⁹ "Case asks D.C. reorganization cut from HR issue," WP, 19 juin 1951, p. B1.

³⁰ Nécessité d'un vote dans les mêmes termes par les deux chambres du Congrès et signature par le Président avant d'entrer en vigueur.

le projet devienne loi. Il augmente ainsi nettement la marge de manœuvre présidentielle, tout en maintenant les prérogatives du Congrès par le système de veto³¹.

La ville de Washington, du fait de son statut particulier, se trouve dans le champ du *Reorganization Act of 1949*, adopté le 20 juin 1949. Selon les dispositions de cette loi, sauf vote d'opposition majoritaire de l'une des deux chambres, un plan de réorganisation de la capitale entrerait automatiquement en vigueur 60 jours après avoir été soumis au Congrès par Harry Truman. Les perspectives de réussite sont donc nettement supérieures à celle d'un projet de loi traditionnel. Aucun projet de plan de réorganisation n'est pourtant discuté en 1949, ni en 1950. À cela deux raisons : premièrement, un minimum de temps est nécessaire pour élaborer un tel projet, deuxièmement surtout, le président, à l'instar des autres partisans du droit de vote, souhaite laisser leur chance aux projets de loi en cours d'étude qui comportent des dispositions concernant le droit de vote en plus des éléments de réorganisation. Une fois le constat d'échec établi, plus rien ne s'oppose à l'élaboration de plans de réorganisation de la capitale³².

En 1951, tandis que les dernières tentatives infructueuses de réorganisation par la voie législative sont amorcées, deux plans de réorganisation concurrents voient le jour dans le District. Le premier est l'œuvre de Walter L. Fowler, directeur financier de la ville. Le second est préparé par le commissaire ingénieur Bernard L. Robinson.

Le plan Fowler présenté en avril 1951, propose le maintien du collège de commissaires, qui serait assisté d'un administrateur général chargé de gérer les 13 départements issus de la réorganisation. Outre l'amélioration du fonctionnement de la capitale, son objectif principal avoué est d'économiser « des millions de dollars » par une gestion rationalisée du gouvernement. Ce projet ne reçoit pas un très grand écho³³.

³¹ H. MANSFIELD, "Federal Executive Reorganization: Thirty Years of Experience", p. 332-345.

³² "Streamlining of D.C. set-up is bypassed," WP, 22 juin 1949, p. B10.

³³ "New District Municipal Plan Set Up," WP, 1^{er} avril 1951, p. M15; R. LYONS, "Streamlined Plan to cut D.C. Waste is proposed," WP, 3 avril 1951, p. 1.

Le général Robinson dévoile son plan le 23 novembre 1951. Il propose de réorganiser l'architecture administrative de la ville sous l'autorité d'un collège de commissaires maintenu et renforcé. L'idée-force est de concentrer le pouvoir local entre les mains des commissaires. Pour ce faire, le plan prévoit de rassembler les activités de la centaine d'institutions disparates qui en sont alors chargées en 10 à 20 services et de les répartir au sein de trois bureaux dirigés chacun par un commissaire unique et souverain. À défaut de doter les résidents du droit de vote, il propose également de créer un conseil consultatif citoyen (Citizen's Advisory Council - CAC). Enfin, le plan n'a pas vocation à être exhaustif. Il vise davantage à fixer de grandes lignes directrices que les commissaires mettraient en œuvre qu'à prévoir d'emblée les détails de la réorganisation³⁴.

Le projet est adopté dans ses grands principes par les commissaires le 4 décembre 1951. Les réactions internes sont plutôt hostiles. Au sein du gouvernement local, une bonne partie des chefs de service manifestent leur opposition à un plan qui se propose de fusionner leurs unités avec d'autres et/ou de leur retirer leur autonomie. Aux dires de F. Joseph Donohue, la plupart des responsables des services qu'il supervise semblent dire que « la réorganisation est une bonne chose, mais pas pour mon service³⁵ ». Parmi eux se trouvent par exemple la Commission des loisirs. À l'extérieur, si l'on en croit l'audition publique organisée le 21 décembre, l'indifférence est de mise, à moins que les Washingtoniens ne témoignent par leur absence d'une grande confiance dans le projet des commissaires. Seules 35 personnes se manifestent en effet, pour livrer autant de points de vue sur le projet. On peut néanmoins relever le soutien unanime du Comité des 100 de Washington qui est accordé au plan Robinson le 22 janvier³⁶.

³⁴ R. LYONS, "Robinson Drafts 'True' Commission Plan for D.C.," WP, 25 novembre 1951, p. M1; B. GILBERT, "Hidden dangers in D.C. reshuffling," WP, 9 décembre 1951; R. LYONS, "Revamping scheme still undecided: Commissioners to finish Dec. 15," WP, 30 novembre 1951, p. B1; "D.C. Reorganization," WP, 19 décembre 1951, p. 10; "Synthetic Home Rule," WP, 26 novembre 1951, p. 10.

³⁵ "reorganization is all right, but not for me." (R. LYONS, "Aides dislike proposal for merger, says Donohue", WP, 13 décembre 1951, p. B1)

³⁶ RGDC 1952, p. 3; R. LYONS, "Young abstains Department Heads asked to submit views by Friday," WP, 5 décembre 1951, p. B1; "Schools, libraries, housing and slum units not included in reorganization," R. LYONS, WP, 8 décembre 1951, p. B1; E. EDSTROM, "Wender Group blasts plan for revamping," WP, 12 décembre 1951, p. B1; "Public Hearing Set for Today On Merger City Government Consolidation Plan At Budget Bureau",

Alors que le plan Robinson semble être la seule option de réorganisation, une contre-proposition est initiée par le *Bureau of the Budget*³⁷. Le plan prévoit de séparer les aspects politiques des aspects administratifs. La politique municipale serait sous la responsabilité d'une commission de neuf membres nommés par le président. La gestion des services municipaux, regroupés en une dizaine d'entités, serait assurée par un administrateur général unique, ce qui permettrait une meilleure efficacité du système selon les auteurs du plan³⁸.

Le projet est accueilli avec réserve. Pour le *Washington Post*, le plan n'est pas mauvais en soi, au contraire, mais la refonte en profondeur qu'il prévoit ne vient pas au bon moment, car elle provoquerait des changements significatifs à un moment où la continuité du gouvernement local est fortement compromise, avec la fin du mandat d'Harry Truman. Les commissaires, « en accord pour la première fois depuis des mois sur un problème sérieux³⁹ », critiquent ouvertement la contre-proposition du bureau du budget, affirmant qu'il pourrait provoquer des « perturbations⁴⁰ » dans les trois mois à venir. F. Joseph Donohue ajoute que la commission de neuf membres risque fort d'être rigide et surtout d'être avant tout représentative de divers groupes de pression⁴¹.

Au cours des semaines qui suivent, la confrontation des deux projets et les commentaires effectués par les acteurs locaux et fédéraux amènent des évolutions dans chacun d'eux. Le bureau du budget décide ainsi de limiter les pouvoirs de l'administrateur général prévu dans son plan, en soumettant les nominations aux postes de chef de service à l'approbation de la commission. La commission serait pour sa part composée désormais de cinq à neuf membres, dont un nommé maire, elle désignerait l'administrateur général chargé de gérer les 10 services

WP, 21 décembre 1951, p. B1; R. LYONS, "35 Citizens Bring Varied Views On D.C. Revision", WP, 22 décembre 1951, p. B1; "Robinson Plan For D.C. Wins Unit Approval", WP, 23 janvier 1952, p. B1.

³⁷ Le *Bureau of the Budget* est un service fédéral. Ancêtre de l'actuel *Office of Management and Budget* (OMB), qui prépare le budget fédéral chaque année, il a été créé en 1921 au sein du ministère des Finances. À partir de 1939, il est directement rattaché à la présidence, comme sous-ensemble de l'*Executive Office of the President*.

³⁸ "D.C. Budget Bureau Drafts alternate commission-manager plan," WP, 3 avril 1952, p. 1.

³⁹ "united for the first time in several months on a major problem" (S. ZAGORIA, "D.C. Heads Fight Bureau Plan," 6 avril 1952, WP, p. M14)

⁴⁰ "upheaval" (S. ZAGORIA, "D.C. Heads Fight Bureau Plan," 6 avril 1952, WP, p. M14)

⁴¹ "The Timing Is Bad," WP, 13 avril 1952, p. B4; "Get Together," WP, 14 avril 1952, p. 6.

municipaux issus de la réorganisation. Les commissaires abandonnent quant à eux la segmentation ferme des services en trois bureaux, qui risquait d'amener selon de nombreux critiques à un gouvernement tricéphale. Par ailleurs, sous la demande populaire, et surtout soucieux de ménager certains opposants internes puissants, ils décident de laisser son indépendance à la Commission des loisirs⁴².

À la fin du mois d'avril 1952, le plan Robinson bénéficie du soutien des principales organisations locales. Une dizaine d'entre elles se réunissent ainsi le 17 avril pour manifester leur appui au projet⁴³. Au 21 avril, 31 d'entre elles ont selon le général Robinson officiellement affiché leur soutien au plan des commissaires, contre trois en faveur du plan du bureau du budget⁴⁴. Certaines restent fidèles à la proposition de Walter Fowler, restée en retrait, à l'instar de la DCLWV, qui le considère comme un bon compromis entre les deux plans concurrents à défaut d'autodétermination⁴⁵. La plupart ont exprimé une franche opposition au projet du bureau du budget. Les services municipaux préfèrent quant à eux « de manière écrasante⁴⁶ » le plan Robinson⁴⁷.

Le 1^{er} mai, le choix du Président Truman est arrêté. Sans surprise, il adresse le plan Robinson au Congrès sous le nom de *Reorganization Plan N°5 of 1952*, dans le cadre de la loi de réorganisation de 1949. Dans son message d'accompagnement, Harry Truman rappelle son soutien au droit à l'autodétermination pour les habitants de la capitale et regrette que les tentatives législatives pour obtenir à la fois le droit de vote et la réorganisation n'aient pas été

⁴² "Reorganization Hazards", WP, 21 avril 1952, p. 8; R. LYONS, "City setup plan topic of parley Wednesday", WP, 12 avril 1952, p. B1; R. LYONS, "D.C. Heads change plan revamping government", WP, 19 avril 1952, p. 1; S. FISHBEIN, "City heads change their plan again," WP, 21 avril 1952, p. B1; Department of General Administration, *Summary report on the reorganization of the government of the District of Columbia, July 1, 1952 - September 30, 1953*, p. 3.

⁴³ S. ZAGORIA, "Civic Leaders join to support commissioners' Plan for city", WP, 17 avril 1952, p. 1.

⁴⁴ "Fowler Plan for District Government Called Best", WP, 22 avril 1952, p. B1.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ "overwhelmingly" ("Majority of D.C. Department Heads Favor Commissioners in Reorganization Fight," WP, 15 avril 1952, p. 1)

⁴⁷ Department of General Administration, *op. cit.* (note 42); S. ZAGORIA, "Reorganization Hazards," WP, p. 8; "Commissioners' Plan, Backed by D.C. Groups, Expected to Have Easy Sailing at Capitol," WP, 5 mai 1952, p. B2.

fructueuses. Il souligne toutefois qu'avec ou sans autodétermination, « la réorganisation était devenue indispensable dans une structure devenue si compliquée, confuse et obsolète⁴⁸ »⁴⁹.

Le projet ne rencontre pas d'opposition au Congrès. La chambre ne tient pas d'auditions. Celles organisées au Sénat suscitent « un intérêt sans précédent de la part des citoyens⁵⁰ », qui donnent au projet un soutien écrasant. Elles amènent le *Senate Government Operations Committee* à approuver le plan dès le 10 juin, avec des suggestions, mais à l'unanimité. La commission remarque notamment que la proposition constitue davantage une carte blanche donnée aux commissaires pour réorganiser qu'une réorganisation détaillée. Aucune suite n'est donnée par le Sénat en séance plénière⁵¹.

Faute d'opposition, le plan de réorganisation du District de Columbia entre donc en vigueur comme espéré le 1^{er} juillet 1952.

2. Le plan de réorganisation N°5 et sa mise en œuvre (1952-1954)

L'objectif de la réorganisation est de permettre aux commissaires de simplifier et d'améliorer le fonctionnement du District de Columbia. Il s'agit notamment de regrouper les multiples agences en un nombre plus limité organisé de façon rationnelle et de clarifier les responsabilités de chaque unité. Dans cette perspective, le plan N°5 ne constitue pas un mode d'emploi mais une première étape : il donne au collègue carte blanche pour réorganiser le gouvernement local, dans certaines limites⁵².

Le coup d'envoi de la réorganisation est donné le 30 juin 1952. À minuit, les 94 agences concernées par la réorganisation sont officiellement abolies. Leurs fonctions sont transférées aux

⁴⁸ "the structure of the District government has become so complicated, confused, and obsolete that a thorough reorganization cannot further be delayed." (H. Truman, Message from the President of the United States to the Congress, Reorganization Plan No. 5 of 1952)

⁴⁹ R. LYONS, "D.C. Revision Plan Given To Congress By Truman President Asks Again for Law to Give Home Rule to District", WP, 2 mai 1952, p. 1

⁵⁰ "unprecedented citizen's interest," (E. DELMAN, "District Reorganization," WP, 27 mai 1953, p. 14)

⁵¹ E. DELMAN, "District Reorganization," WP, 27 mai 1953, p. 14; Committee on Government Operations, *Reorganization Plan No. 5 of 1952 - Reorganization of the Government of the District of Columbia*; "Senate Group Backs D.C. Reorganization," WP, 11 juin 1952, p. 19; "Hill advises D.C. Heads on city plan," WP, 12 juin 1952, p. 23.

⁵² Committee on Government Operations, *ibid.*, p. 1.

commissaires, qui sont autorisés à établir un nouvel organigramme pour les redistribuer de manière plus efficace. Le principal impératif des commissaires est d'avoir achevé la réorganisation, au moins dans ses grandes lignes, pour le 30 juin 1953. Seuls des ajustements marginaux seront possibles ensuite. Leur première action est néanmoins de restaurer temporairement l'organisation antérieure, en attendant de la mise en œuvre de la réorganisation⁵³.

Sur les quelques 120 agences impliquées dans la gestion de la capitale, 23 sont exclues de la réorganisation car elles ont des fonctions judiciaires (qui ne rentrent pas dans le cadre de la loi de réorganisation), normatives, ou exercent des activités qui exigent le maintien de leur indépendance. C'est notamment le cas des cours de justice locales, du Conseil scolaire, de la Commission des loisirs, ou encore de la garde nationale du District⁵⁴.

Les commissaires commencent par créer dès le 1^{er} juillet le conseil consultatif citoyen (*Citizen Advisory Council* - CAC) prévu par le plan de réorganisation. Le choix des neuf membres est salué par le *Washington Post*, qui souligne néanmoins que ce conseil n'est pas un substitut de conseil municipal élu, dont il n'a de toute façon pas les pouvoirs⁵⁵. Parmi ses membres initiaux se trouve notamment James C. Turner⁵⁶, Edward C. Mazique⁵⁷, Woolsey Hall⁵⁸.

Au mois de septembre, les commissaires créent une administration générale. À sa tête, Schuyler Lowe sera responsable de préparer dans le détail la réorganisation du gouvernement local⁵⁹.

⁵³ RGDC, 1952, p. 5; "Midnight Set for start of reorganizing," WP, 29 juin 1952, p. M11; "D.C. 'shifts' in midnight ceremonies," WP, 30 juin 1952, p. 17; Department of General Administration, *op. cit.* (note 42), p. 3-4.

⁵⁴ Department of General Administration, *op. cit.* (note 42), p. 3-4; Harry Truman, Special Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 5 of 1952, May 1, 1952; Committee on Government Operations, *op. cit.* (note 51).

⁵⁵ RGDC, 1953, p. 38; "D.C. Council," WP, 2 juillet 1952, p. 14; Department of General Administration, *op. cit.* (note 42), p. 3-4.

⁵⁶ Aussi connu sous le nom de "Mr. Labor", James Turner était un syndicaliste, partisan des droits civiques et de l'autodétermination.

⁵⁷ Médecin noir partisan des droits civiques et de l'autodétermination.

⁵⁸ Washingtonien noir, ancien membre du Conseil scolaire et ancien président de la *Federation of Civic Associations*. Les autres membres initiaux sont : Robert V. Fleming, William E. Leahy, Joseph A. Kaufman, Thornton W. Owen, William J. Smith et Mme George C. Thorpe.

⁵⁹ R. LYONS, "Atlantan Wins City's Top Post In New Regime," WP, 3 août 1952, p. M1; "D.C. Director To Take Oath At 10 Today," WP, 2 septembre 1952, p. 15.

Par ailleurs, les commissaires doivent trouver les fonds nécessaires à la mise en œuvre de la réorganisation. En effet, le Congrès, dans un bras de fer devenu classique au fil des ans, a refusé d'octroyer à la ville les 100 000 dollars demandés. Les commissaires se les procurent finalement dans le budget de diverses agences locales⁶⁰.

Une fois ces étapes préliminaires achevées, la réorganisation peut être lancée. Elle débute au mois de novembre par une analyse du *sanitary engineering department* en prélude à un projet de restructuration. Le projet est approuvé par les commissaires le 3 avril 1953, faisant de ce service le premier à être réorganisé⁶¹.

Parallèlement, un projet global de réorganisation est à l'étude. Il est rendu public au mois de mai et suscite de grands émois dans les services municipaux. Les unités affectées par une restructuration importante, que ce soit par fusion ou par fragmentation, sont naturellement très réticentes à la mise en œuvre du projet⁶².

La bataille interne est lancée au mois de mai. Les projets élaborés par les services de Schuyler Lowe sont discutés par les commissaires et soumis au CAC avant d'être adoptés, sans oublier qu'ils sont largement débattus dans la presse. Les projets sont plus ou moins bien acceptés selon les secteurs. La réorganisation du service des routes et de la circulation par exemple pose problème, car elle prévoit un redécoupage des activités entre plusieurs unités⁶³. Dans ce cas, le projet donne lieu à une contre-proposition de la part du responsable du service en question. Devant la forte opposition, les commissaires demandent à M. Lowe de revoir sa copie⁶⁴.

⁶⁰ "Truman asks \$100,000 for new D.C. plan – Request contained in \$1,329,807.81 supplemental message," WP, 13 mai 1952, p. B1; "Fund refusal won't block District Plan Donohue Pledges Reorganization will go forward despite Congress," WP, 6 juillet 1952, p. M1, "City Taps 30 Offices to Find \$93,400 Reorganizing Fund," WP, 4 septembre 1952, p. 21.

⁶¹ "City Office Reorganization Survey to begin Monday," WP, 2 novembre 1952, p. M13; "D.C. Sanitary Engineering Reorganized – Auld to Head new setup – 14 other Departments still to be reshuffled," WP, 4 avril 1952, p. 13.

⁶² B. GILBERT, "Reorganization screams are natural," WP, 24 mai 1953, p. B2.

⁶³ "D.C. Traffic Board balks at shakeup of agency – Advisers' report to city heads will oppose plan of reorganization," WP, 27 mai 1953, p. 25; "Counter Plan offered by Keneipp to save unit outlines program to Commissioners' advisory council; Action next week," WP, 28 mai 1953, p. 29.

⁶⁴ E. EDSTROM, "City Heads slap down reorganizers – Lowe is ordered to scrap plans to revamp traffic, highway bureaus – City heads scrap streamlining plans," WP, 12 juin 1953, p. 1.

La réorganisation du service de la santé s'avère elle aussi délicate et source de controverses. Schuyler Lowe recommande de mettre en place un directeur unique à la tête de l'unité. Les opposants au projet soulignent les risques d'autocratie bureaucratique et proposent plutôt de créer un conseil de direction, qui constituerait une autre forme de bureaucratie selon les opposants à cette formule⁶⁵.

Un autre point dur de la réforme est le regroupement dans une direction unique des 19 commissions habilitées à délivrer licences et permis dans de multiples domaines. Cette réforme se heurte à une très forte résistance de la part des agences concernées qui souhaitent conserver leur indépendance. Au moins de juin, les représentants de 14 de ces commissions d'agrément demandent ainsi aux commissaires de rejeter le projet⁶⁶.

Toutes les directions ne posent toutefois pas problème. Ainsi, lorsqu'arrive le 30 juin 1953, la réorganisation est bien engagée. L'analyse détaillée des attributions et du fonctionnement des 94 agences concernées par la réorganisation est terminée, et seules trois directions restent en attente de création : les directions de la santé, de l'assistance publique et des licences et permis. Du fait des controverses, les commissaires ont préféré soumettre ces domaines à des auditions publiques avant de prendre une décision. Pour le sénateur Dirksen, les progrès sont notables et le bilan au bout d'une année est positif⁶⁷.

Les trois directions "à problème" sont finalement créées dans les mois qui suivent. Suite à une audition tenue le 21 juillet, les commissaires décident de doter les directions de la santé et de l'assistance publique d'un directeur unique, et non d'un conseil d'administration. Enfin, après l'audition du 31 août 1953 et un temps de réflexion supplémentaire, ils décident le 14 septembre

⁶⁵ E. EDSTROM, "Community spokesmen rap health reorganization plan," WP, 11 juin, 1953, p. 1; "No place for a Health Board," WP, 13 juin, 1953, p. 14.

⁶⁶ E. EDSTROM, "Plan to shift 19 boards in D.C. setup stirs fight – New Department of Occupations and Professions to be proposed," WP, 14 juin 1953, p. M9; "Commission hears 16 speakers cite objections to plan under consideration," WP, 20 juin 1953, p. 15; D. OLESEN, "License units again rap city shuffle," WP, 27 juin 1953, p. 15.

⁶⁷ D. OLESEN, "Changes deferred in Health, Welfare, 19 Licensing Boards – Public Hearings are announced in D.C. government's streamlining," WP, 1^{er} juillet 1953, p. 25; S. ZAGORIA, "Dirksen 'Satisfied' with Progress of Reorganization," WP, 25 juin 1953, p. 21.

de soutenir la proposition de leur directeur administratif et de regrouper toutes les commissions d'agrément au sein d'une direction unique.

À la fin 1953, le bilan préliminaire de la réorganisation est jugé positif. Le commissaire Renah Camalier estime que « la restructuration a permis une amélioration indubitable et étendue du fonctionnement du gouvernement du District⁶⁸ ». Quelques mois plus tard, une étude menée dans sept directions clé en vient à la même conclusion. Elle constate que « la réorganisation commence à assouplir la machine gouvernementale et à lui redonner du souffle⁶⁹ ».

Les commissaires sont peut-être les premiers bénéficiaires de la réorganisation. Le regroupement de 94 des agences qui existaient antérieurement en 23 nouvelles structures les décharge en effet de tâches administratives et leur permet de dégager un temps précieux pour se consacrer aux questions de politique générale et aux affaires relevant de leur juridiction⁷⁰.

La centralisation des questions administratives au sein d'une direction unique a permis de gagner en efficacité dans la gestion des ressources de la capitale. L'administration générale coordonne en effet 14 unités qui étaient auparavant totalement indépendantes. Elle permet ainsi d'éviter les duplications dans des domaines comme la gestion du personnel, la fiscalité et la logistique. En matière d'emploi par exemple, toutes les embauches sont désormais gérées par un nouveau service du personnel, qui traite les dossiers plus efficacement. L'un des résultats direct de sa mise en place a été l'abandon des pratiques discriminatoires non-officielles de recrutement qui existaient pour certains postes⁷¹.

Le CAC est très vite devenu un élément important de la vie politique locale. Dès sa création, les commissaires ont pris l'habitude de demander – et de suivre – ses conseils sur la plupart des questions importantes. Il n'est en aucun cas un conseil municipal, dans la mesure où il n'est pas

⁶⁸ “*Reorganization of the District government has caused vast and definite improvement in its operation*” (“Commissioner lauds D.C. streamlining”, WP, 14 octobre 1953, p. 27).

⁶⁹ “*Reorganization is beginning to add smoothness and steam to the District government machine*” (“Revamping smoothes District operations”, WP, 11 janvier 1954, p. 15).

⁷⁰ Department of General Administration, *op. cit.* (note 42), p. 3-4.

⁷¹ Department of General Administration, *op. cit.* (note 42), p. 3-4; R. LYONS, “*Commissioners hope savings will overtake expense in 1953*,” WP, 2 janvier 1953, p. 21.

élu et où il n'a pas les attributions d'un conseil municipal classique. Son apport dans le débat politique local n'est toutefois pas négligeable. Avant sa création, il était fréquent que les commissaires prennent une décision le lundi et reviennent dessus le jeudi, suite à des protestations. Après la mise en place du conseil, les sujets critiques lui ont systématiquement été soumis pour avis avant qu'une décision soit prise. La qualité de la prise de décision s'en est trouvée renforcée, les débats ont pu se tenir de manière plus posée et dépassionnée, et les volte-face des commissaires sont devenues beaucoup moins fréquentes⁷².

II. Ville-Congrès : une relation tendue

A. Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale

Entre 1945 et 1955, les contraintes et coûts additionnels subis par le District du fait de sa fonction de capitale continuent à augmenter. Le budget alloué par la ville à l'entretien des parcs fédéraux, qui était d'un million de dollars en 1945, passe à plus de 1,5 million en 1950⁷³ et à plus de 2 millions en 1955⁷⁴. Le coût du zoo national passe pour sa part de 300 000 dollars en 1945 à 544 000 dollars en 1950 et 648 000 en 1955⁷⁵. La totalité des dépenses additionnelles, qui se montait à trois millions environ en 1945 atteint près de 6,5 millions en 1955. Le manque à gagner augmente donc, alors même que la pression sur les infrastructures provoque une hausse très significative des dépenses de la ville. Simultanément à la hausse des dépenses, les recettes continuent à être amputées.

Ainsi que cela a été expliqué dans le premier chapitre, le budget de la ville repose principalement sur trois types de recettes : l'impôt sur le revenu, la taxe professionnelle et surtout la taxe foncière.

⁷² B. GILBERT, "Council has given John Q. A Voice," WP, 4 janvier 1953, p. B2; R. LYONS, "Commissioners hope savings will overtake expense in 1953," WP, 2 janvier 1953, p. 21.

⁷³ Rapport annuel du District pour l'année 1950.

⁷⁴ En 1955, le total se monte à 2,23 millions dollars, selon le rapport annuel du District.

⁷⁵ Source : rapports annuel du District pour les années 1950 et 1955.

Dans les années d'après-guerre, le manque à gagner en termes de taxe foncière demeure le principal handicap financier pour Washington. La tendance des années précédentes se poursuivant, l'assiette de la taxe foncière continue à diminuer. Entre 1945 et la fin 1954, la proportion des terrains exemptés d'impôt foncier passe de 50,3 %⁷⁶ à 52,5 %⁷⁷. Le manque à gagner qui en résulte pour la ville, qui était de 16 millions en 1945, atteint plus de 25 millions en 1953, soit plus de 18 % du budget de l'année en question.

Le gouvernement fédéral reste le premier responsable de la baisse de la superficie imposable dans la capitale au cours des années d'après-guerre, du fait de sa politique d'achat de terrains. Le manque à gagner qui lui est attribué est de plus de 18,8 millions en 1953⁷⁸.

Les propriétés privées exemptées d'impôts causent moins de pertes que les terrains fédéraux, mais leur impact est en augmentation après la guerre. Elles atteignent 5,6 % en 1946 puis 6,1 % en 1954⁷⁹. Il s'agit de lieux de culte, d'établissements scolaires, d'ambassades et d'hôpitaux. En 1951, ces quatre catégories se répartissent respectivement 38 %, 23 %, 9,7 % et 9,4 % de la valeur totale des propriétés privées exemptées d'impôts dans la capitale. L'expansion d'après-guerre est notamment due à la progression de la troisième catégorie. Les gouvernements étrangers acquièrent en effet des terrains plus vastes et en plus grand nombre qu'au cours des décennies précédentes. Leur superficie augmente de 29 hectares entre 1945 et 1955⁸⁰. La perte de taxe foncière qui résulte des exemptions accordées aux propriétés privées augmente également. Elle passe de deux millions⁸¹ en 1945 à 3,7 millions en 1953⁸² ([annexe 1](#)).

⁷⁶ Pourcentage de la surface totale sans compter les rues et les impasses (RGDC 1945).

⁷⁷ "70 Nations Own Tax Free Land in D.C.," WP, 22 novembre 1954, p. 1.

⁷⁸ La valeur estimée des terrains fédéraux en 1953 est de 875 902 640 dollars, soit un équivalent en taxe foncière de 18 831 907 dollars, car le taux d'imposition qui était de 1,75 dollar par centaine de dollars de valeur estimée d'une propriété pour les particuliers de 1938 à 1947 est passé à 2 dollars en 1948-1949 et à 2,15 dollars pour les années 1950 à 1954 (RGDC 1953).

⁷⁹ "70 Nations Own Tax Free Land in D.C.," WP, 22 novembre 1954, p. 1.

⁸⁰ Elle passe de 25,8 à 54,6 hectares, soit de 64,4 à 135,4 acres. La perte induite en termes de taxe foncière passe elle de 191 336 dollars en 1947 (à un taux de 1,75 %) à 345 294 dollars en 1955 (à un taux de 2,20 %). (Rapports annuels du District de Columbia pour les années 1947 et 1955 ; "70 Nations Own Tax Free Land in D.C.," WP, 22 novembre 1954, p. 1)

⁸¹ À un taux de 1,75 %. La valeur totale des propriétés est estimée à 117 763 807 dollars (RGDC 1945).

⁸² Précisément 3 681 052 dollars, à un taux de 2,15 %. La valeur totale des propriétés est estimée à 171 211 753 dollars en 1953 (RGDC 1953).

Les terrains appartenant au District restent stables autour de 3,5 % entre 1945 et 1955⁸³. Du fait de l'augmentation de la valeur de ces terrains, la perte en taxe foncière passe en revanche de 1,6 millions en 1945⁸⁴ à 2,7 millions en 1953⁸⁵.

Parallèlement, aucune solution ne se présente quant aux impôts sur le revenu. Washington reste en effet une ville de passage dont les occupants ne sont pas forcément des résidents au sens fiscal du terme.

Par ailleurs, la situation reste la même qu'avant la guerre en matière de taxe professionnelle. La ville continue au cours des années d'après-guerre à développer les activités politiques et parapolitiques, comme nous l'avons vu au chapitre 4. Cela permet aux commerces du centre-ville de fonctionner. En revanche, le District ne dispose pas de grandes industries qui pourraient alimenter ses caisses.

Dans les années d'après-guerre, la baisse de la participation fédérale est au cœur des débats dans un contexte de forte augmentation des besoins de financement.

B. La participation de l'État au budget de la ville

1. Les enjeux de l'après-guerre : trouver les moyens de financer de grands travaux

La situation financière du District en 1945 est saine. La ville n'a aucune dette à rembourser, à la différence de la totalité des autres métropoles américaines de taille comparable. La ville dispose même en 1945 d'un fonds de secours de 10 millions de dollars accumulé au cours de la guerre⁸⁶. Mais cette situation n'a été possible qu'en restreignant fortement les investissements au cours des années précédentes. La ville sans dettes a par conséquent accumulé un retard important dans le domaine des infrastructures. Les écoles et les hôpitaux manquent de locaux,

⁸³ Rapports annuels du District

⁸⁴ Précisément 1 597 403 dollars. La valeur totale des propriétés est estimée à 91 280 198 dollars en 1945 (J. SUTER, "Civic Problem, Civic Bodies", *The Sunday Star*, 19 janvier 1947)

⁸⁵ Précisément 2 707 076 dollars. La valeur totale des propriétés est estimée à 91 955 060 dollars en 1946 (RGDC 1952).

⁸⁶ WP, 2 janvier 1946.

les égouts doivent être perfectionnés, l'approvisionnement en eau renforcé, l'infrastructure routière développée.

Washington ne peut affronter les tempêtes de neige comme le font les autres villes dans la même situation. Ces tempêtes sont pourtant courantes dans la capitale, qui en essuie chaque année. Mais faute d'infrastructures adaptées, le District doit se mettre en veille dès qu'elles se produisent. Les automobilistes sont incités à rester chez eux, les écoles ferment et les fonctionnaires sont renvoyés chez eux de bonne heure⁸⁷.

Le besoin en infrastructures est d'autant plus fort que la population de la capitale, qui a très fortement augmenté pendant la guerre, continue à s'accroître dans les années qui suivent, créant une demande supplémentaire d'infrastructures. C'est principalement pour cette raison que le budget municipal passe de 70 millions en 1945 à 170 millions dix ans plus tard, soit une augmentation de 143 %. La ville se doit donc de trouver des moyens de financer ces énormes besoins.

Entre 1945 et 1955, la capitale se retrouve face à une équation budgétaire difficile à résoudre. Du fait de la poussée démographique continue et d'un manque chronique d'investissements en infrastructures par le passé, Washington est en grand besoin de fonds pour la mise en œuvre de grands travaux. Mais du fait de sa situation budgétaire particulièrement contrainte, la capitale peine à trouver les ressources nécessaires. Les déficits budgétaires sont interdits, le gouvernement rechigne à contribuer plus largement et les Washingtoniens sont réticents à payer davantage d'impôts. Les années d'après-guerre sont donc marquées par une tension constante entre la ville et le Congrès qui vise à trouver les fonds pour doter la ville d'infrastructures adaptées.

Toute autre ville aurait quatre solutions face à ce problème. Premièrement, ne pas réaliser les investissements. Deuxièmement, augmenter les recettes. Troisièmement, augmenter les dépenses

⁸⁷ B. GILBERT, WP, 24 janvier 1954.

et donc produire du déficit budgétaire. Quatrièmement, augmenter à la fois les recettes et les dépenses, dans une solution de compromis.

La capitale n'étant pas autorisée à se trouver en déficit, elle ne peut opter pour la troisième ou la quatrième solution. Par ailleurs, les investissements ont été trop reculés à ce stade pour pouvoir encore attendre. La première solution, qui a longtemps été choisie, n'est donc pas satisfaisante non plus. Reste par conséquent la deuxième solution : l'augmentation des recettes. Dans le District, elle ne peut se produire que de deux façons. Soit par une augmentation des impôts locaux, soit par une augmentation de la contribution fédérale.

2. Débats autour de la contribution fédérale

Les discussions concernant la contribution fédérale se déroulent sur deux plans. Dans une perspective de long terme, certains élus tentent de parvenir à une formule systématique qui permette d'en calculer le montant. L'existence d'une telle formule éviterait les débats annuels interminables destinés à fixer cette somme. Elle donnerait également aux autorités locales plus de visibilité sur les fonds disponibles lors des années suivantes, ce qui faciliterait leur tâche de planification. Dans une perspective de plus court terme, les débats visent à fixer le montant annuel de la contribution.

Les propositions successives de formule de calcul qui émergent au cours des années d'après-guerre s'inspirent toutes de la formule proposée au début des années 1940 par le sénateur Overton (D., La). Elles sont basées sur la surface occupée dans la capitale par le gouvernement fédéral. Les efforts de John Overton sont secondés par ceux de son collègue Joseph O'Mahoney (D., Wyoming), qui préside la sous-commission sénatoriale des finances consacrée au District de Columbia⁸⁸. Sous sa présidence, le rapport Feeney, Merrick et Scott propose ainsi de calculer le montant de la contribution fédérale à partir des terrains fédéraux du District à l'exception des rues et des parcs. Selon cette formule, le versement fédéral pour l'année 1945 aurait été de 25 %

⁸⁸ Senate District Appropriations Subcommittee

du budget au lieu des quelques 10 % reçus par le District⁸⁹. Mais les tentatives du sénateur O'Mahoney ne réussissent pas davantage que celles de John Overton. En 1949, le député Keating plaide pour l'abandon de l'exemption fiscale des terrains détenus par le gouvernement, ou pour qu'une compensation équivalente aux pertes en revenus fonciers sont versée au District⁹⁰. Trois ans plus tard, le sénateur Lester Hunt propose que le gouvernement fédéral rembourse à la capitale non seulement les pertes en taxes foncières dues aux terrains fédéraux, mais également celles dues aux exemptions accordées aux institutions privées, car ces exemptions sont accordées par le Congrès⁹¹. En 1953, le directeur financier de la capitale propose à son tour une formule « overtonienne ». Edward Fowler suggère que la contribution fédérale soit calculée sur la base des terrains fédéraux, sans compter ceux utilisés par les Washingtoniens, comme les parcs. La simulation qu'il effectue pour l'année en cours conduirait à un versement de 38 millions au lieu des 12 alloués au District⁹².

L'échec de ces projets oblige les membres du Congrès à parvenir chaque année à un accord sur la somme que l'État fournira au District. Et chaque année, certains députés tentent de réduire au maximum la contribution fédérale, tandis que d'autres font pression pour maintenir ou augmenter le montant du versement. La lutte se déroule en deux étapes.

La première étape est le vote de la loi fiscale du District⁹³. Cette loi fixe les recettes de la capitale pour l'année fiscale à venir. Pour ce faire, elle établit à la fois le niveau des taxes auxquelles seront assujettis les Washingtoniens et le montant de la contribution fédérale. Ces deux éléments constituent en effet les deux seuls types de recettes pour la ville, et les fonds qui ne viennent pas d'une source doivent provenir de la seconde. Selon les forces en présence, le résultat est de deux ordres soit une augmentation des impôts, soit une augmentation simultanée

⁸⁹ Senate District Appropriations Subcommittee, *Report on the Fiscal relations between the federal government and the District of Columbia*, Washington, 1945; WP, 15 juin 1945; WP, 22 décembre 1945.

⁹⁰ WP, 7 février 1949.

⁹¹ WP, 26 juin 1952.

⁹² B. GILBERT, WP, 28 juin 1953.

⁹³ Tax Law

des impôts et de la contribution fédérale⁹⁴. Aucune hausse de la contribution fédérale ne se produit sans hausse parallèle des impôts.

Cette arène n'est toutefois qu'une étape en matière de versement fédéral. En effet, l'adoption de la loi engage les Washingtoniens à payer un certain taux d'impôts, mais elle n'engage pas le gouvernement fédéral à allouer dans la loi de finances qui suivra l'ensemble de la contribution inscrite dans la loi fiscale. Le montant adopté dans la loi fiscale constitue une autorisation de dépenses, non une obligation. Chaque année, le Congrès débat donc une nouvelle fois à l'occasion des discussions budgétaires afin de déterminer si l'État versera au District tout ou partie de la somme inscrite dans la loi fiscale. Il n'est pas rare que des réductions soient décidées. C'est le cas à quatre reprises entre 1945 et 1955.

Chaque année, le processus budgétaire est l'occasion de passes d'armes quant au montant de la contribution fédérale. Les mêmes députés et sénateurs s'engagent dans le même combat, qui tourne parfois à l'avantage des uns, parfois à l'avantage des autres au gré du contexte et des rapports de force. Les débats débutent au sein de la commission des finances de la Chambre, qui comprend une sous-commission chargée du District. C'est devant cette commission que les restrictions les plus sévères sont faites au montant de la contribution fédérale, sous l'impulsion de quelques élus. Le projet de budget est ensuite soumis en séance plénière à la Chambre, qui rehausse parfois le montant de la contribution, avant de transmettre l'ensemble au Sénat. Le projet y suit un chemin parallèle à celui suivi à la Chambre, mais sous un regard plus bienveillant. Le Sénat décide généralement d'approuver l'intégralité du montant maximal de la contribution. Vient ensuite le moment de la fusion. Le texte voté par le Sénat ne correspond en effet jamais mot pour mot au texte adopté par la Chambre. Une commission mixte paritaire se

⁹⁴ Cette situation d'augmentation simultanée de la contribution fédérale et des impôts se produit à trois reprises entre 1945 et 1955, au cours des années fiscales 1947, 1948 et 1955. Lors autres années, seuls les impôts augmentent.

réunit donc pour parvenir à un accord, avant un nouveau vote à la Chambre et au Sénat, qui valide définitivement le budget.

Les farouches partisans d'un traitement plus favorable à la capitale se trouvent principalement au Sénat. Les sénateurs démocrates Joseph O'Mahoney⁹⁵ et Olin Johnston⁹⁶, en première ligne, sont soutenus par des élus comme J. Howard McGrath (D., RI) ou Prescott Bush (R., CT). Olin Johnston réclame année après année un passage de la contribution fédérale à 25 % du budget de la capitale⁹⁷. Joseph O'Mahoney œuvre quant à lui à la fois à long terme pour l'adoption d'une formule de calcul et à court terme pour l'augmentation du montant du versement. Il est soutenu par certains solides alliés à la Chambre, comme Howard Smith (D., Va), DeWitt S. Hyde (D., Md.) et Daniel Flood (D., Pa)⁹⁸. Le premier déclare en 1954 que le Congrès « devrait avoir honte de chicaner sur 20 millions de dollars alors qu'il devrait payer plus que cela.⁹⁹ » Du côté du District, le directeur financier de la capitale Edward Fowler et les commissaires tentent également d'obtenir une amélioration de la situation, mais ils ne disposent pas de moyens de pression. En 1953, le commissaire Donohue déclare lors d'une audition que le Congrès est coupable de « négligence délibérée de sa responsabilité financière envers cette grande ville.¹⁰⁰ »

Les pressions continues des défenseurs du District leur permettent d'obtenir trois augmentations de la contribution fédérale, ainsi que le paiement de l'intégralité de la contribution autorisée à sept reprises entre 1945 et 1955. Ils n'obtiennent pas davantage du fait de la forte opposition présente en particulier à la Chambre.

⁹⁵ Il est sénateur de 1934 à 1953

⁹⁶ Gouverneur de Caroline du Sud de 1935 à 1945, il devient sénateur en 1945 et reste en fonction jusqu'à sa mort en 1965.

⁹⁷ Cela correspondrait à un versement de 25 millions environ en 1949 et de 30 millions environ en 1954 au lieu des 12 millions accordés par le Congrès (WP, 10 mai 1949 ; WP, 3 mars 1953)

⁹⁸ WP, 27 juin 1946.

⁹⁹ "ought to be ashamed to quibble over 20 million dollars when it should be paying more than that." (WP, 15 juin 1954)

¹⁰⁰ "studied neglect of its financial responsibility to this great city." ("New Powers proposed for DC heads," WP, 4 février 1953)

Le camp des opposants est mené par John Taber (R., N.Y.), qui préside de 1947 à 1953 la puissante commission des finances de la Chambre des Représentants, véritable bastion de la résistance à la contribution fédérale. Sa volonté de bloquer le montant du versement, faute de pouvoir le réduire, trouve un certain écho au Congrès en raison des difficultés budgétaires du pays. Nombre de parlementaires sont en effet tentés de faire porter au District une partie du poids des économies à réaliser pour limiter le déficit national. L'un de ces élus est Elford Cederberg (R., Mi), qui œuvre régulièrement pour empêcher toute augmentation de la contribution fédérale et allouer moins que les montants autorisés par la loi fiscale.¹⁰¹ D'autres députés, à l'instar de Carl Andersen (R., Minn), sont guidés par des considérations locales. Le député du Minnesota déclare ainsi en 1954 qu'il est contre l'augmentation de la contribution fédérale au District car refuse que des habitants « du Minnesota paient pour aider le District avec ses problèmes alors qu'il se trouve probablement dans une bien meilleure situation qu'[eux].¹⁰² »

Le résultat des tractations annuelles est une évolution en demi-teinte pour la capitale entre 1945 et 1955. Le traitement du District commence par s'améliorer en début de période avant de se dégrader nettement entre 1949 et 1954, puis de s'améliorer à nouveau en 1955.

En termes absolus, le montant de la contribution poursuit globalement la tendance à la hausse reprise en 1940. Les deux premières augmentations obtenues par les parlementaires favorables au District permettent de porter le niveau du versement de six à huit millions en 1947, puis à 12 millions en 1948¹⁰³, suite à de fortes pressions et à une augmentation significative des impôts locaux. Au cours des années qui suivent, le montant autorisé reste bloqué à 12 millions et le Congrès refuse de plus, année après année, de verser l'intégralité du montant à la

¹⁰¹ WP, 3 juin 1953.

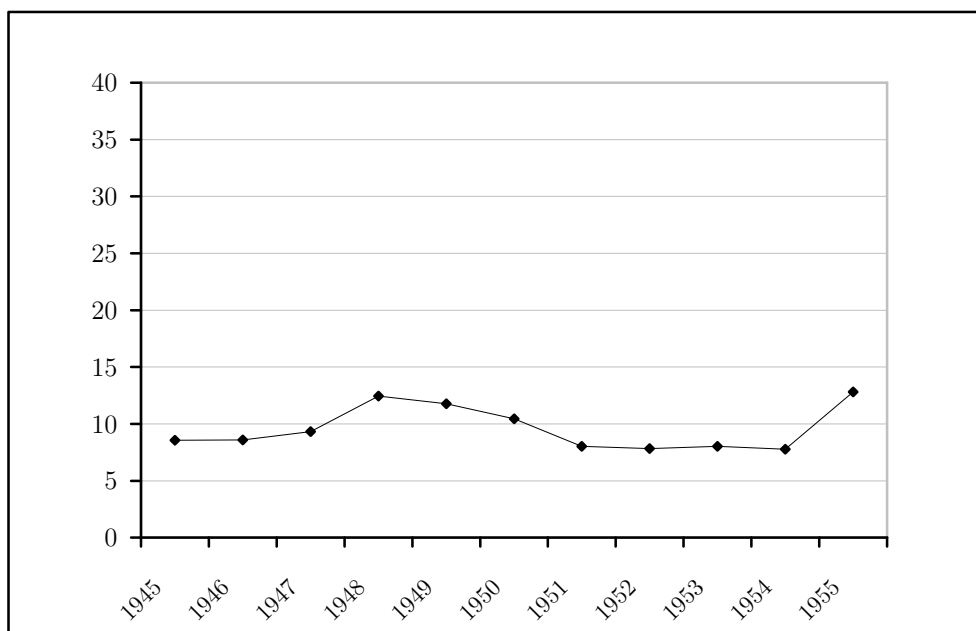
¹⁰² "in Minnesota paying to help the District with problems, when they possibly are in much better shape than we are." (WP, 15 juin 1954)

¹⁰³ La structure du versement change légèrement à partir de cette année-là. La contribution ne consiste plus en un versement global au fonds général mais en deux versements : l'un au fonds général, l'autre au fonds pour l'eau. Les 12 millions constituent la somme des deux apports fédéraux.

capitale. Une rupture nette se produit finalement en 1955, grâce au lancement d'un programme de grands travaux. Les Washingtoniens paieront davantage d'impôts, mais l'État augmente ses versements de 10 millions, pour approcher un total de 22 millions¹⁰⁴.

En termes relatifs, le tableau est plus négatif, du fait de la forte hausse du budget qui se produit au cours de cette période. Le passage de la contribution fédérale de huit à 12 millions en 1948 constitue une amélioration significative. Cette augmentation fait passer la participation fédérale de 8,5 % à 12,4 % du budget¹⁰⁵. Mais la stagnation des années suivantes provoque une nouvelle dégradation de la situation, qui fait osciller la part de l'État entre 7,8 et 8 % du budget de 1951 à 1954. Ce n'est qu'en 1955 que la situation est redressée. L'augmentation significative du versement porte la part fédérale à 12,8 % du budget. Le tableau ci-dessous montre les évolutions de la part fédérale dans le budget municipal entre 1945 et 1955 (voir l'[annexe 2](#) pour l'évolution sur le long terme, entre 1922 et 1955).

Pourcentage de contribution fédérale dans le budget du District (1945-1955)¹⁰⁶



¹⁰⁴ Après avoir voté une augmentation des impôts de plus de 14 millions pour les résidents du District, les députés hostiles à la contribution fédérale tentent tout de même, mais en vain, de diminuer le montant de la contribution à 16 millions au lieu de 20 dès le mois suivant. (WP, 11 juin 1954; 15 juin 1954)

¹⁰⁵ Pour comparaison, cela constitue une évolution de 9,5 à 14,7 % du fonds général.

¹⁰⁶ RGDC, 1945-1955.

3. Le recours aux impôts locaux : changement de structure et augmentations en série

Du fait des réticences du Congrès à augmenter significativement la contribution fédérale au budget de la capitale, le District doit se tourner vers d'autres sources de recettes pour financer les investissements nécessaires.

Washington ne peut se rabattre sur les revenus fonciers. À surface imposable constante voire diminuant, la valorisation des terrains est en effet loin d'être suffisante pour satisfaire les nouveaux besoins. De plus, le District ne peut envisager un accroissement de la surface imposable du fait de ses limites fermes, pas plus qu'un développement en altitude. Les nouvelles ressources doivent donc passer par un changement de la structure des impôts municipaux.

En 1945, les recettes de la capitale s'appuient pour plus de 50 % sur la taxe foncière. Cette taxe fournit alors à la ville 24 millions de dollars. Viennent ensuite six types de taxes qui rapportent chacune entre un et six millions par an à la ville : la taxe professionnelle¹⁰⁷, les impôts sur le revenu¹⁰⁸, la taxe sur les services publics, la taxe sur la propriété, la taxe sur l'alcool et enfin les taxes d'assurance ([annexe 3](#)).

La recherche de nouvelles recettes est conduite de deux manières : par l'augmentation des taxes existantes et par la création de nouvelles taxes.

À partir de la fin des années 1930, certains parlementaires tentent d'obtenir la mise en place d'une taxe sur la consommation. Le projet connaît des échecs répétés. L'un de ses plus farouches opposants est le sénateur Olin Johnston. Il estime que cette taxe est injuste car elle frapperait bien plus les ménages modestes que les ménages aisés. Il s'évertue donc année après année à faire avorter le projet. En 1948, un projet de taxe de 2 % est adopté par la Chambre à 116 voix contre 71. Son objectif est de collecter 6,5 millions de recettes supplémentaires au cours de

¹⁰⁷ corporation net incomes

¹⁰⁸ La taxe professionnelle et l'impôt local sur le revenu ont été créés par la loi de finances de 1939, qui a aboli la taxe sur les propriétés immatérielles (*intangible property*, qui représentait 7 % des taxes collectées en 1935) et a créé en contrepartie ces deux nouveaux impôts, ainsi qu'un impôt sur la succession (partagé entre *inheritance tax* et *estate tax*). Cette nouvelle structure répond à des critiques répétées sur l'ancien modèle de taxation.

l'année fiscale 1949¹⁰⁹. Olin Johnston bloque à deux reprises l'étude du projet de loi les 11 et 13 juin, puis il lance le 19 juin une obstruction fatale¹¹⁰.

Le projet est remis à l'ordre du jour par ses partisans en 1949. Parmi eux, le *Washington Post* soutient la mise en place de cette nouvelle taxe depuis 1946. Le quotidien estime qu'au regard des besoins financiers de la capitale la taxe sur la consommation est la seule chance de salut, car aucune autre mesure ne permettrait de recueillir aussi efficacement les recettes indispensables¹¹¹. Outre les grands travaux, la ville doit financer la célébration de son 150^e anniversaire, ainsi que des hausses de salaires pour ses employés. Or la taxe foncière a été augmentée en 1948¹¹², et les commissaires refusent de l'augmenter à nouveau. Quant au versement fédéral, il a été augmenté de deux millions en 1947 et de quatre millions en 1948, le Congrès ne compte donc pas l'augmenter à nouveau. Il ne reste donc guère que la taxe sur la consommation pour les fournir¹¹³.

Cette fois, l'obstruction menée par Olin Johnston échoue. La taxe sur la consommation est adoptée. Il s'agit d'une taxe de 2 % qui touche tous les produits à l'exception de la nourriture et des médicaments. Elle entre en vigueur dès 1950¹¹⁴. Son impact est majeur. Elle devient immédiatement la deuxième source de recettes fiscales de la ville avec 13 % du total. L'année 1949 consacre une forte augmentation des impôts dans la capitale. Outre la création de la taxe sur la consommation, une taxe sur les cigarettes voit le jour, tandis que l'impôt sur le revenu, la taxe foncière et la taxe sur l'alcool sont augmentées. Tout cela pour financer les grands travaux nécessaires à la ville.

Si l'on ajoute les recettes dues à la taxe générale sur la consommation à celles sur les cigarettes¹¹⁵, l'alcool et la bière, le total se monte en 1950 à environ 16 millions, soit 19 % du

¹⁰⁹ WP, 9 juin 1948.

¹¹⁰ WP, 20 juin 1948.

¹¹¹ WP, 9 juin 1948.

¹¹² L'augmentation a été votée en 1947 pour l'année fiscale 1948.

¹¹³ WP, 13 mars 1949, 28 mars 1949.

¹¹⁴ WP, 28 mars 1949.

¹¹⁵ Instaurée en 1949 également

total des recettes. La première ressource reste la taxe foncière, mais elle ne fournit plus que 42 % de recettes, soit 10 points de moins qu'en 1940. Les recettes fiscales totales se montent alors à près de 84 millions.

La création de la taxe sur la consommation et de la taxe sur les cigarettes permet de financer de nouveaux projets. Néanmoins, du fait des énormes besoins, et en l'absence de revalorisation du versement fédéral au cours des années qui suivent, les fonds viennent à nouveau à manquer. Le mieux que les Washingtoniens obtiennent en termes de versement fédéral entre 1951 et 1954 est l'allocation du total des 12 millions autorisés la dernière année¹¹⁶.

Lorsque les discussions débutent en 1954 pour le budget de l'année fiscale 1955, les autorités locales insistent sur le besoin de grands travaux et sont entendues par le Congrès. Le *Washington Post* écrit dès le 28 janvier que « dans les deux chambres, il est clair que le gouvernement du District et les citoyens locaux ont été convaincant sur le besoin de mettre en œuvre un programme de grands travaux.¹¹⁷ » La seule question est comment financer ce programme. La solution trouvée est comme souvent dans l'histoire du District une affaire de compromis : un effort des citoyens en échange d'un effort de l'État. La loi fiscale adoptée au mois de mai 1954 prévoit un programme de 305 millions de dollars sur 10 ans destiné à financer notamment près de 600 salles de classe, quatre centres de soins, 52 aires de jeu, six bibliothèques de quartier, deux piscines et des projets d'infrastructures routières et du réseau de distribution d'eau. Ce programme d'ampleur sera financé par une hausse de 11 % des impôts locaux¹¹⁸, et par une augmentation de 10 millions de la contribution fédérale annuelle, assortie d'un prêt de 67,25 millions sur la décennie¹¹⁹.

En 1955, le niveau des recettes augmente donc nettement par rapport à l'année précédente, car les trois impôts principaux ont été augmentés. La structure fiscale du District reste quant à

¹¹⁶ WP, 3 juin 1953.

¹¹⁷ *“in both chambers, there was clear indication that the District government and the local citizenry have made the case on the need for a big build-up program.”* WP, 28 janvier 1954.

¹¹⁸ Soit 14,3 millions de plus chaque année.

¹¹⁹ WP, 23 janvier 1954, 19 mai 1954.

elle stable. La taxe foncière représente désormais 38 % du total, les diverses taxes sur la consommation (à l'exception de la taxe sur le gazole, qui n'apparaît pas dans la même catégorie) 23,5 %, viennent ensuite les taxes sur la propriété, les impôts sur le revenu et la taxe professionnelle, qui fournissent respectivement 7 %, 6 % et 6 % des recettes.

Suite à de telles hausses d'impôts, les Washingtoniens restent parmi les Américains les plus taxés. Ils ne sont toutefois pas excessivement pénalisés en termes fiscaux par rapport à leurs concitoyens. En 1943, la capitale se classe deuxième parmi les neuf villes américaines qui comptent entre 500 000 et un million d'habitants pour ce qui est des impôts¹²⁰. Si l'on considère le rapport entre le salaire moyen et le taux d'imposition par tête, le Washingtonien moyen reverse 5 % de son revenu en taxes et impôts divers. En comparaison, le taux est de 8 % à la Nouvelle-Orléans, de 7,6 % à Boston, de 6,6 % à San Francisco et de 5,7 % à Cincinnati. Par rapport aux autres métropoles, la ville n'est donc pas tant pénalisée en termes fiscaux qu'en termes d'infrastructures. À taux d'imposition proche, elle peut en effet financer moins de projets que des villes comparables, qui bénéficient de davantage de recettes ou se permettent des déficits non négligeables. Au cours des décennies, la ville de Washington n'a pu garder son taux d'imposition dans la moyenne haute nationale qu'au détriment des investissements lourds. En revanche, les Washingtoniens sont nettement plus taxés que leurs voisins immédiats. Le rapport entre salaire moyen et le taux d'imposition par tête est de 2,4 % dans le comté de Montgomery, dans le Maryland et de 2,2 % à Arlington, en Virginie. À cet égard, les autorités locales craignent donc que les impôts élevés de la capitale n'incitent des résidents et des entreprises à s'installer au-delà des limites de la ville, ce qui amputerait plus encore les sources de revenus du District¹²¹.

¹²⁰ Les impôts par tête dans la capitale sont de 81 dollars. Le District est devancé par Boston, où le taux est de 103. À St. Louis et Pittsburgh, qui occupent respectivement les huitième et dernière places, les taux sont de 37 et 28 dollars.

¹²¹ WP, 26 mars 1955; "City Nearing Tax Limit, Lane Warns", WP, 3 avril 1955, p. A1.

III. La relance de la lutte pour le droit de vote

A. L'immédiat après-guerre et les débuts de la renaissance (1945-1946)

1. Un contexte en évolution

À la fin de la guerre, une nouvelle période s'amorce dans le domaine du droit de vote. Suite aux combats armés pour défendre la démocratie, les habitants de la capitale réclament avec une nouvelle vigueur les droits civiques dont ils sont privés. Le sentiment d'injustice devant le fait d'être dépourvus du droit de vote est avivé par l'expérience de la guerre. Les Washingtoniens, en particulier les anciens combattants, estiment que leur nation est ingrate envers eux. La ville a en effet versé du sang pendant la guerre, au même titre que les autres parties du pays, mais ses anciens combattants restent dépourvus du droit de vote¹²². En septembre 1945, un jeune officier de marine plaide ainsi pour que « les 75 000 anciens combattants washingtoniens ne soient plus rangés avec les 'simples d'esprits et autres qui n'ont pas le droit de vote'¹²³. » Ce n'est qu'un témoignage parmi les nombreux autres qui sont relayés par le *Washington Post* dans l'immédiat après-guerre¹²⁴. Au niveau national, les partis républicain et démocrate intègrent tous deux le droit de vote des Washingtoniens à leur programme électoral dans les années 1940. Au Congrès, un certain nombre d'élus comme le député Auchincloss et les sénateurs Kefauver, Neely et Case s'investissent en faveur de ce droit. Ils sont appuyés par les conclusions de la commission La Follette-Monroney sur l'organisation du Congrès, qui finit ses travaux en 1945 et recommande que le droit d'autodétermination soit accordé à la capitale pour décharger le Congrès de ses fonctions d'exécutif municipal. De plus, la lutte pour le droit de vote est portée dans la capitale par un nouveau vivier de militants déterminés à obtenir gain de cause. L'équilibre des forces commence à évoluer entre les lobbies économiques qui y sont opposés et les activistes qui y sont favorables¹²⁵.

¹²² T. COOPER, 2007, p. 2.

¹²³ "Senators praise Navy's Man's Plea for District Suffrage," WP, 26 septembre 1945, p. 5.

¹²⁴ Voir par exemple "Voteless Veterans," WP, 23 novembre 1945, p. 6.

¹²⁵ F. HASKINS, "The Art of D.C. Politics, Broadsides, Banners, and Bumper Stickers," *Washington History*, Fall/Winter 2000-2001, p. 46-63.

L'évolution du contexte ne règle toutefois pas tous les problèmes. Sur le plan local, le *Board of Trade* et ses alliés conservent un très fort pouvoir d'influence, qui s'étend jusqu'au sein du Capitole et freine la progression des projets de loi favorables au droit de vote. Quant au Congrès lui-même, il constitue le principal facteur de blocage dans les années d'après-guerre.

Le Sénat représente parfois un frein. Des élus ségrégationnistes tels que Theodore Bilbo, du Mississippi et Robert Byrd, de Virginie ne ménagent en effet pas leurs efforts pour bloquer toute tentative de donner le droit de vote à la capitale. C'est avant tout le cas pour la représentation nationale. Les fortes réticences du Sénat à cet égard sont dues à deux raisons principales : d'une part, seuls les États étaient dotés de sénateurs, pas les Territoires, qui disposaient seulement de représentants à la Chambre. De plus, historiquement, les sénateurs n'ont pas été élus au suffrage direct avant 1913 et l'entrée en vigueur du 17^e amendement. Dans le cas de l'autodétermination, le Sénat est généralement plus ouvert que la Chambre. Certains projets de loi passent donc le cap du Sénat.

C'est la Chambre des Représentants qui constitue la barrière la plus redoutable contre le droit de vote des Washingtoniens. Entre 1945 et 1955, une vingtaine de projets sont déposés à la Chambre sans qu'aucun ne soit adopté. Ce n'est pas l'ensemble de la Chambre qui milite contre l'autodétermination. La plupart des projets de loi dans ce domaine n'atteignent pas le stade de l'assemblée plénière. Ils sont bloqués avant par quelques irréductibles, des démocrates ségrégationnistes du Vieux Sud qui utilisent les règles de procédure à cette fin. Ils sont pour beaucoup des vétérans de la politique et à ce titre président de nombreuses commissions de la Chambre¹²⁶. Ils agissent à la fois par conviction, par crainte et pour des raisons de politique locale. Cela dit, qu'il s'agisse de convictions, de craintes ou de raisons politiques, tous ces éléments sont liés à la question raciale. Il s'agit de convictions lorsque les élus en question sont racistes, de craintes lorsqu'ils pensent que le fait de donner le droit de vote aux Washingtoniens

¹²⁶ LESSOFF, p. 258-260.

provoquera la déségrégation de la capitale, ou de raisons politiques, quand il s'agit de satisfaire un électorat ségrégationniste. Selon Stephen Spingarn, alors conseiller du président Harry Truman, l'objectif de la plupart de ces députés est de pouvoir exploiter leurs prises de position concernant Washington au sein de leur circonscription électorale. Ils veulent pouvoir dire dans leur État : « regardez comme j'en fais voir à ces nègres ici. Regardez les coups de pied aux fesses que je leur mets.¹²⁷ »

Les élus démocrates du Vieux Sud ne constituent toutefois pas la majorité de la Chambre. Il est donc raisonnable de se demander comment ils parviennent à empêcher toute avancée en matière d'autodétermination et de représentation nationale pour le District. Le processus législatif en est la cause. Avant de pouvoir être étudié en session plénière par la Chambre et soumis au vote, un projet de loi doit être étudié et adopté en sous-commission, puis en commission, et ce dans un délai maximal de 2 ans¹²⁸. Dans le cas de la législation concernant le District, la commission compétente est principalement la « commission chargée du District à la Chambre.¹²⁹ » Or dans les années d'après-guerre, la commission est dominée, voire présidée, par des « sudistes ». Leur chef-de-file est le démocrate John McMillan¹³⁰, de Caroline du Sud. Pour Stephen Spingarn, « tout ce qui l'intéresse, c'est de faire du District son souffre-douleur pour satisfaire ses administrés.¹³¹ » Par conséquent, entre 1945 et 1955, les projets de loi sont immanquablement bloqués en commission, à une exception près¹³².

Malgré le frein que constitue le Congrès, les tentatives se multiplient dans les 10 années qui suivent la Seconde Guerre mondiale.

¹²⁷ “Look how I'm beating these niggers over the head up here. Look how I'm kicking them in the rump.” (J. HESS, “4th Oral History,” Oral History Interview with Stephen J. Spingarn, 22 mars 1967 ; J. HESS, “11th Oral History,” Oral History Interview with Stephen J. Spingarn, 28 mars 1967)

¹²⁸ Ce délai correspond à la durée d'une législature. Tout projet qui n'a pas été adopté à la fin d'une législature tombe. Il doit être redéposé pour être à nouveau considéré.

¹²⁹ *House Committee on the District of Columbia*. Cependant, sur certains sujets comme le droit de vote, d'autres commissions sont saisies, notamment la commission judiciaire.

¹³⁰ John Macmillan préside le comité pendant de longues années. Après la Seconde Guerre mondiale, il est à sa tête de 1946 à 1947, de 1949 à 1953, puis de 1955 à 1972.

¹³¹ “He is interested in making a whipping boy of the District of Columbia for the benefit of his constituency.”

¹³² La seule exception est le projet de loi de James C. Auchincloss, qui échoue finalement en session plénière en 1948. Il est le seul à atteindre ce stade entre 1945 et 1955. (F. HASKINS, p. 48; J. HESS, “Fourth Oral History,” *Oral History Interview with Stephen J. Spingarn*, 22 mars 1967)

2. Le 79^e Congrès à l'œuvre : de nouvelles initiatives pour le droit de vote des Washingtoniens

C'est un nouveau Congrès, le 79^e, qui débute ses travaux en 1945. La première session n'est toutefois pas placée sous le signe du renouveau. Si la guerre tire à sa fin, elle n'est en effet pas encore achevée. Cela est perceptible dans la hiérarchisation des sujets traités, notamment au Sénat. En matière d'autodétermination et de représentation nationale, deux projets de loi sont sur le devant de la scène. Ils ne sont neufs ni l'un ni l'autre mais sont tous deux portés par de fervents partisans du droit de vote des Washingtoniens.

Le projet Sumners-Capper, tout d'abord, vise l'adoption par le Congrès d'un amendement à la Constitution qui donnerait à la capitale des représentants à la Chambre et au Sénat, ainsi que le droit de vote aux élections présidentielles. Il est soutenu par deux parlementaires fortement engagés en faveur du droit de vote des Washingtoniens : le sénateur républicain Arthur Capper, du Kansas, et le député démocrate texan Hatton W. Sumners. L'origine de ce projet de loi est bien antérieure à 1945, au point que le *Washington Post* parle alors du « perpétuel projet de loi Sumners-Capper.¹³³ » À partir de 1933,¹³⁴ Arthur Capper dépose en effet régulièrement des projets de loi visant à donner des représentants nationaux au District, sans résultat. Hatton Sumners a quant à lui déposé un projet à la Chambre en 1939 avec le même objectif, mais également le même résultat.¹³⁵ Devant ces échecs répétés, Arthur Capper décide en février 1941 d'abandonner son propre projet et de soumettre au Sénat celui de son collègue député. Le projet y est bloqué par la commission judiciaire au mois de juillet. Les deux hommes retiennent leur chance en 1943. Un cycle nouveau est lancé, avec son lot d'auditions, de témoins et de rapports. Il se traduit par un échec supplémentaire.

En février 1945, une nouvelle tentative du duo Sumners-Capper voit le jour. Sa progression est bloquée au Sénat, pour des raisons indépendantes du sujet cette fois. Du fait de la guerre, la

¹³³ "First Results of Post Poll to Be Published Tomorrow," WP, 18 novembre 1945, p. M1.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ Le projet Sumners a été enterré par la commission réglementaire de la Chambre

commission judiciaire décide en effet de repousser l'étude de la plupart des projets de loi à la fin du conflit pour se concentrer sur les sujets les plus pressants. Au même moment, la Chambre étudie le projet. Elle tient des auditions au sein d'une sous-commission judiciaire. Le projet est approuvé par la sous-commission, mais il est ensuite rejeté par la commission judiciaire plénière au mois de mai. Alors que le blocage semble net à la Chambre, une ouverture se profile au Sénat avec la fin de la guerre. En septembre, dès le lendemain de la capitulation japonaise, Arthur Capper annonce qu'il compte lancer une nouvelle tentative, vu que la décision sénatoriale de repousser l'étude de certains sujets à l'après-guerre est devenue caduque. Le projet Sumners-Capper est approuvé le 5 octobre par une sous-commission judiciaire du Sénat. Les perspectives restent toutefois sombres à la Chambre. Lorsque Hatton Sumners est questionné sur l'état des lieux au mois de novembre, il remarque avec dépit que le projet « est à l'agonie.¹³⁶ » Aucune action n'a en effet lieu sur ce point à la Chambre l'année suivante. Au Sénat, la commission judiciaire vote à trois reprises pour soumettre le projet au vote du Sénat dans son ensemble, mais les trois tentatives échouent. L'un des points de blocage est la réticence de certains sénateurs à doter la capitale de représentants au sein du Sénat. Le projet est donc renvoyé en sous-commission judiciaire en février¹³⁷ pour examen plus poussé. Au mois de mai, la sous-commission adopte une version retravaillée qui propose de doter la capitale de représentants à la Chambre, mais non au Sénat¹³⁸. Cette concession ne suffit toutefois pas à recueillir l'approbation de la commission judiciaire. À la fin de l'année 1946, aucun résultat n'a été obtenu.

Le second projet étudié par le 79^e Congrès est l'œuvre du sénateur démocrate Pat McCarran, du Nevada. Il propose de donner aux Washingtoniens un certain droit à l'autodétermination. Selon ses dispositions, la ville serait administrée par un conseil municipal élu et un administrateur. Cette initiative remonte à 1943. Pat McCarran dépose son premier projet le 7

¹³⁶ "it's not standing, it's laying on it's back." (WP, *op. cit.* (note 133)).

¹³⁷ "D.C. Suffrage Shunted Back for New Study," WP, 26 février 1946, p. 1.

¹³⁸ "Suffrage Amendment," WP, 7 mai 1946, p. 6.

juillet 1943 à la commission sénatoriale chargée du District. Des auditions se tiennent au mois de décembre suivant, conjointement à celles sur le projet Sumners-Capper et sur un troisième projet, du sénateur républicain Rufus Holman, de l'Oregon, qui propose de faire voter les Washingtoniens pour qu'ils décident eux-mêmes du type de gouvernement qu'ils souhaitent. Suite à ces auditions, le sénateur McCarran révisé son projet. Il étudie également le rapport effectué à ce sujet par la *Brookings Institution*, qui lui est remis en mars 1944. Un nouveau projet est déposé au Sénat en janvier 1945, au début de la nouvelle législature. Pour le *Washington Post*, ce projet ne va pas assez loin, car il laisse trop de pouvoirs au Sénat. Mais il va déjà trop loin pour certains sénateurs. Au mois de novembre, il est bloqué dans l'une des sous-commissions sénatoriales chargées du District. Ses chances étaient faibles dans une commission où certains membres, le président en premier, ont un avis tranché sur la question. Le 20 novembre, le sénateur Bilbo déclare en effet sans ambages : « Lisez la Constitution. Les Pères fondateurs n'ont jamais eu l'intention de donner le droit de vote aux résidents de la capitale nationale. Trop de pouvoir est concentré ici. Et le Congrès n'a nullement l'intention d'amender la Constitution actuellement.¹³⁹ »

La raison mise en avant est constitutionnelle, mais la véritable raison est raciale, comme nous l'avons vu plus haut. Le projet est déposé dans une autre sous-commission pour tenter de le maintenir en vie, sans succès.

Début 1946, Pat McCarran est peu optimiste. Il déclare au *Washington Post* : « Je peux faire erreur, mais je ne pense pas que le District ait la moindre chance d'obtenir l'autodétermination avant longtemps.¹⁴⁰ » Il dépose tout de même un nouveau projet de loi au Sénat, un projet différent du précédent. Celui-ci prévoit la création d'une commission qui serait chargée d'élaborer en une année un système de gouvernement pourvoyant la capitale d'un conseil

¹³⁹ "Read the Constitution. The Founding Fathers never intended that residents of the Nation's Capital should be allowed to vote. There is too much concentration of power here. And Congress certainly doesn't intend to amend the Constitution now." (WP, 20 novembre 1945)

¹⁴⁰ "My guess could be all wrong, but I don't think there's a chance of the District getting the vote any time soon." ("District Suffrage Leaders Undismayed by Pessimism," WP, 16 mars 1946).

municipal élu et d'un administrateur. Une fois la charte fondatrice du nouveau système adoptée par le Congrès, les citoyens du District s'exprimeraient par référendum sur le document. Ce projet est basé sur les recommandations de la commission La Follette-Monroney¹⁴¹. Il est enterré par une sous-commission judiciaire, à l'instar du projet Sumners-Capper.

L'opposition au droit de vote des Washingtoniens n'est toutefois pas partagée par tous les acteurs clé de la vie de la capitale. Le ministre de l'Intérieur Harold L. Ickes, par exemple, soutient la lutte des partisans du droit de vote. Et il ne constitue pas leur soutien le plus magistral. Le 20 novembre 1945, le président Harry Truman, qui ne s'était jamais exprimé sur le sujet, prend position en faveur du droit de vote. « Je crois que tout citoyen des États-Unis doit avoir le droit de vote – y compris les citoyens de Washington¹⁴², » déclare-t-il. Cette annonce suscite un fort enthousiasme dans la capitale. C'est la première fois depuis 1874 qu'un président adopte une telle position¹⁴³. Harry Truman confirme son point de vue le 21 janvier suivant, dans le traditionnel discours sur l'état de l'Union. Il déclare à la fin de son allocution : « Le District de Columbia, du fait de sa relation spéciale avec le gouvernement fédéral, a été traité depuis 1800 comme une zone dépendante. Nous devrions aller vers un renforcement de l'autonomie locale en accord avec le statut constitutionnel du District. Nous devrions prendre des mesures adéquates afin d'empêcher que des citoyens américains se voient refuser le droit de vote simplement parce qu'ils résident dans la capitale nationale.¹⁴⁴ »

Le président affirme ainsi un soutien clair au principe de droit de vote pour les Washingtoniens. Sa formulation ne permet en revanche pas de déterminer avec certitude s'il

¹⁴¹ "District Vote for Congress is ruled out by McCarran," WP, 17 mars 1946, p. M1.

¹⁴² "I believe that every citizen of the United States ought to have the right to vote – including the citizens of Washington." (Public papers of the Presidents of the United States, Harry S. Truman, Containing the Public Messages, Speeches, and Statements of the President, April 12 to December 31, 1945, [193] The President's News Conference of November 20, 1945, p. 401)

¹⁴³ "D.C. Suffrage Wins Support of Truman," WP, 21 novembre 1945, p. 1.

¹⁴⁴ "The District of Columbia, because of its special relation to the Federal Government, has been treated since 1800 as a dependent area. We should move toward a greater measure of local self-government consistent with the constitutional status of the District. We should take adequate steps to assure that citizens of the United States are not denied their franchise merely because they reside in the Nation's Capital." (Harry Truman, Discours sur l'état de l'Union, 21 janvier 1946)

soutient l'autodétermination, la représentation nationale, ou les deux. La mention du statut constitutionnel de la ville peut en effet être entendue comme une limite à l'un ou à l'autre de ces droits¹⁴⁵. Le président clarifie sa position quelques mois plus tard. Le 24 octobre 1946, à l'occasion d'une conférence de presse, Harry Truman répond qu'il soutient aussi bien le droit à l'autodétermination que celui à la représentation nationale pour les habitants de la capitale¹⁴⁶.

Sur le plan local, les commissaires du District abordent ces questions de manière différente. Le général Gordon Young, commissaire militaire, met en avant son devoir de réserve. Il explique au sujet de l'autodétermination : « je n'ai jamais fait de commentaire et je n'en ferai jamais. Ceci est une question purement politique. Je suis un officier de l'armée de terre et je reste en dehors de cela.¹⁴⁷ » Le président du collège des commissaires John Russell Young et le troisième commissaire Guy Mason appellent de leurs vœux la représentation nationale, mais se déclarent neutres sur la question de l'autodétermination.

De son côté, la population de la capitale poursuit sa transition. Les résultats des deux référendums organisés en 1910 et 1938 ont montré que les Washingtoniens étaient très largement favorables au droit de vote. La forte augmentation du taux de participation entre 1910 et 1938 a montré que la tendance était à une mobilisation croissante des habitants. Cette dynamique se poursuit dans l'après-guerre.

En 1945, l'opinion des Washingtoniens reste extrêmement favorable au droit de vote. C'est le principal enseignement du sondage publié par le *Washington Post* le 20 novembre. Les résultats sont nets : 84 % des Washingtoniens sont favorables à une forme de droit de vote tandis que 10 % y sont opposés. Parmi les sondés en faveur du vote, 86 % croient que le droit doit s'appliquer au niveau local et au niveau national, 5 % pensent que ce droit doit être limité aux élections fédérales et 3 % souhaitent le limiter aux élections locales. Les résultats montrent

¹⁴⁵ "Truman's Talk on D.C. Vote Held Puzzling," WP, 22 janvier 1946, p. 12.

¹⁴⁶ "Truman indorses Home Rule for Residents of District," WP, 25 octobre 1946, p. 1.

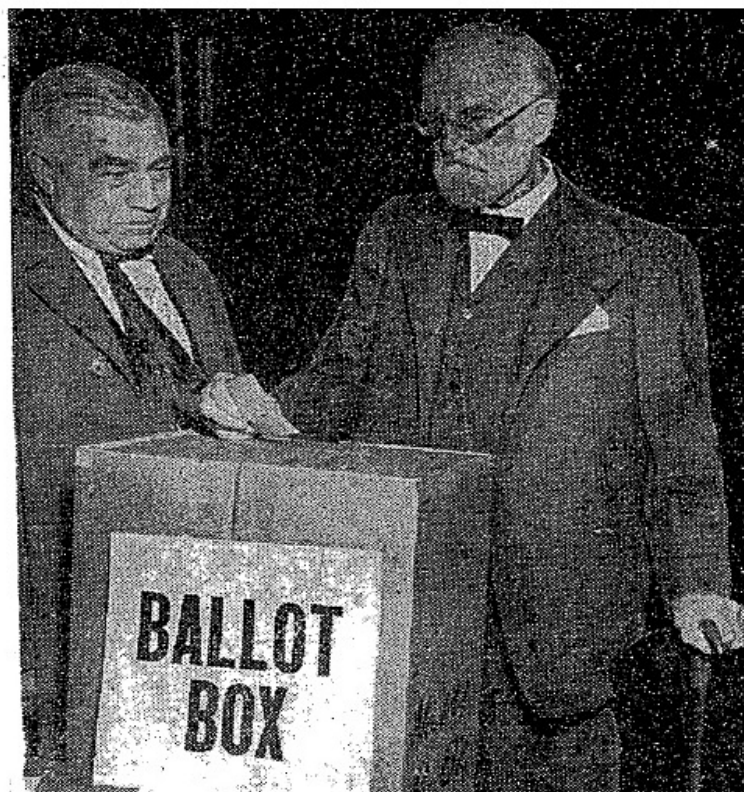
¹⁴⁷ "I have never commented, and I am never going to comment. That is a purely political matter. I'm an Army officer and I'm staying out of it." ("Auchincloss Home-Rule referendum Considered," WP, 3 novembre 1947, p. 1)

également une différence d'opinion non négligeable entre les Noirs et les Blancs, les premiers étant plus favorables au droit de vote que les seconds : 95 % des Noirs interrogés sont en faveur du droit de vote, contre 80 % des Blancs¹⁴⁸.

Un nouveau référendum organisé par le *Board of Trade* en 1946 tempère les chiffres obtenus par le sondage du *Washington Post* en 1945. Les résultats restent nettement favorables à l'autodétermination et à la représentation nationale, mais le taux de soutien pour l'autodétermination est plus faible, et la participation déçoit certains acteurs. Le référendum a lieu le 5 novembre, ce qui n'est pas anodin car c'est la date des élections nationales partielles.

Figure 138 - « Deux votes à 75 ans d'écart », Alfred Heitmuller, 97 ans, vote lors du référendum¹⁴⁹

His Ballots 75 Years Apart



Post Staff Photo

Outre le *Board of Trade*, de nombreuses structures ont pris part à l'organisation, parmi lesquelles la FCA, la DCLWV, le *Washington Post*, le *Washington Evening Star*, le *Times-Herald*, plusieurs syndicats, etc. Le 5 novembre, les résidents de la capitale âgés de 21 ans et

¹⁴⁸ WP, 20 novembre 1945; "Early Democrat Return back D.C. Home Rule," WP, 2 mai 1956.

¹⁴⁹ WP, 6 novembre 1946, p. 1.

plus ont l'opportunité de voter pour ou contre l'autodétermination et la représentation nationale dans 150 bureaux de vote répartis dans la ville, divisée pour l'occasion en 87 circonscriptions électorales¹⁵⁰. Les écoliers prennent également part à l'événement. Sur l'initiative du directeur adjoint¹⁵¹ du système scolaire Norman J. Nelson, 40 000 bulletins de vote spéciaux ont été préparés afin que les jeunes washingtoniens puissent participer à une élection factice¹⁵².

La participation s'élève à plus de 170 000 personnes. Les résultats du scrutin sont clairs : 84 % des votants se déclarent favorables à la représentation nationale, ici entendue comme participation aux élections présidentielles et législatives, et 70 % se disent favorables à l'autodétermination¹⁵³. L'interprétation des résultats est toutefois variable selon les points de vue. Un opposant écrit dans le *Washington Post* que « l'on ne peut désormais plus prétendre qu'il existe une demande écrasante en faveur du droit de vote au sein du District. » Il affirme que les résultats ne sont pas convaincants, dans la mesure où le référendum a bénéficié d'une importante publicité dans les journaux, au Congrès, et par le biais des nombreuses associations partenaires de l'événement dans la ville¹⁵⁴. Le futur commissaire Samuel Spencer déclare au contraire qu'un taux de participation de plus de 25 %¹⁵⁵ est très respectable pour un référendum dont chacun savait qu'il n'avait aucune valeur officielle. Il ajoute que parmi les votants, une majorité très nette s'est dégagée en faveur du droit de vote¹⁵⁶. La perception de la presse est également variable. Le lendemain du vote, le *Chicago Daily Tribune* titre : « Des milliers de Washingtoniens demandent le droit de vote.¹⁵⁷ » La réaction du *Washington Post* est plus modérée. Dans un éditorial, le journal ne cache pas sa déception sur le taux de participation, déclarant que « pour une démonstration de la détermination de cette communauté à exercer son

¹⁵⁰ "D.C. Plebiscite Drops Tally Of Race, Sex," WP, 1^{er} novembre 1946, p. 1; G. GROSS, "87 Precincts Set Up in D.C. Franchise Vote", WP, 20 octobre 1946, p. M1.

¹⁵¹ associate superintendent

¹⁵² G. GROSS, "U.S. to Grant Workers Here Time to Vote," WP, 26 octobre 1946, p. 1.

¹⁵³ P. GRAHAM, WP, 21 octobre 1947; S. Stavisky, "30 % of Board of Trade Votes 2 to 1 Against D.C. Home Rule," WP, 22 février 1948; "Early Democrat Returns back D. C. HR," WP, 2 mai 1956)

¹⁵⁴ J.P. STORY, Jr., "District Plebiscite," WP, 14 novembre 1946, p. 6.

¹⁵⁵ Le nombre d'électeurs potentiels était d'environ 600 000

¹⁵⁶ "Case for Home Rule," WP, 4 février 1948, p. 14.

¹⁵⁷ "Want to vote, say thousands at Washington," *Chicago Daily Tribune*, 6 novembre 1946, p. 14.

droit de vote, la participation a été tout sauf impressionnante. »¹⁵⁸ Avec un peu plus de recul, le rédacteur en chef du quotidien, Philip L. Graham, écrit un an plus tard que les résultats ont montré un manque d'enthousiasme décevant pour l'autodétermination. D'une part, car il juge la participation faible compte-tenu de la publicité faite autour de l'événement, d'autre part car « une opposition considérable à l'autodétermination s'est manifestée.¹⁵⁹ » Il conclut toutefois qu'un résultat de 70 % en faveur de l'autodétermination, reste une nette majorité, même s'il traduit une tendance à l'apathie sur ce sujet. Comme nous l'avons vu, la tendance de la population à l'apathie est un reproche qui lui est régulièrement fait. La lutte pour le droit de vote n'est toutefois pas inexistante, loin s'en faut.

Dans l'après-guerre, le paysage de la lutte pour le droit de vote se recompose. Certaines organisations, actives à la fin des années 1930 et au début des années 1940, ont disparu pendant la guerre. C'est le cas de la CCDS et de la DCSA. Une certaine continuité existe toutefois grâce à l'implication continue du *Washington Post* et à des associations qui restent sur le devant de la scène, comme la DCLWV, la section locale d'ADA, et dans une moindre mesure la fédération des associations civiques¹⁶⁰ et la FCA. La DCLWV est extrêmement active dans la lutte pour le droit de vote. Son implication a faibli pendant la guerre, mais elle se remet en action dans les années qui suivent, prenant un rôle de meneur aux côtés de la *Central Suffrage Conference* (CSC) et plus tard du *Washington Home Rule Committee* (WHRC). L'engagement de la FCA dans la lutte pour le droit de vote est plus limité que celui de la ligue, de la CSC et du WHRC.

Mais au-delà des acteurs habituels, la grande nouveauté de l'après-guerre est la création en janvier 1946 de la *Central Suffrage Conference*. Cette structure a pour vocation de rassembler l'ensemble des organisations de la capitale mobilisées autour de la question du droit de vote. Ses fondateurs espèrent qu'en réalisant ainsi l'unité ils pèseront davantage sur le Congrès et

¹⁵⁸ "Plebiscite," WP, 7 novembre 1946, p. 8.

¹⁵⁹ "a considerable opposition to home rule was indicated." (P. GRAHAM, WP, 21 octobre 1947)

¹⁶⁰ *Federation of Civic Associations*. Il s'agit de la fédération des associations noires de quartiers de la capitale.

obtiendront plus facilement des résultats. La tête de la CSC est confiée à Wilbur S. Finch, un personnage de la communauté locale¹⁶¹. La présidence du comité de pilotage de l'organisation est quant à elle offerte à Sefton Darr, un avocat local.¹⁶² La CSC mène deux tâches principales : d'une part, un travail d'étude et de réflexion sur le droit de vote et les projets de loi à ce sujet, d'autre part, un effort de mobilisation du Congrès et de la population locale à travers des actions de sensibilisations. En 1945 et 1946, les actions sont relativement peu nombreuses. La présence des partisans de l'autodétermination est surtout visible par des interventions dans la presse, ou la participation à des auditions officielles au Congrès. L'organisation d'actions visibles n'est pas encore d'actualité.

B. Le 80^e Congrès : une période charnière (1947-1948)

Le 80^e Congrès débute ses travaux sous le signe du changement. La majorité, qui était démocrate l'année précédente, est en effet devenue républicaine lors des élections du mois de novembre. C'est la première fois depuis 1933 pour le Sénat, depuis 1931 pour la Chambre. Le District est directement affecté, car les commissions qui le gèrent à la Chambre et au Sénat sont désormais sous présidence républicaine. Il est donc envisageable qu'elles soient plus bienveillantes à l'égard de la lutte des Washingtoniens pour le droit de vote. L'un des principaux facteurs de blocage au Congrès, nous l'avons vu, est la crainte de la minorité noire de la capitale. Or cette crainte est incarnée au Congrès par les démocrates du Vieux Sud, non par les Républicains. Des avancées sur le sujet sont donc possibles. Elles se concrétisent par l'apparition d'un nouveau projet de loi audacieux, tandis que les deux projets déjà éprouvés, ceux de MM. McCarran, Capper et Sumners, restent au point mort.

Le projet McCarran reste à l'ordre du jour. La version de 1947 est sensiblement la même que celle étudiée lors de la législature précédente. Il s'agit du « Charter Bill », qui propose la

¹⁶¹ Washingtonien depuis quatre générations, il a présidé la DCSA de 1937 à 1941, la CCDS, et a rempli plusieurs mandats au sein de la FCA. (WP, 9 novembre 1937, 9 janvier 1939, 10 décembre 1940)

¹⁶² "Darr to Head New Committee Which Will Seek Vote for D.C.," WP, 7 janvier 1946, p. 3.

création d'une commission chargée de rédiger une charte constitutionnelle pour la capitale. Le texte a été légèrement modifié en sous-commission, mais l'esprit reste le même. Il s'agit d'un premier pas prudent vers l'autodétermination, d'une autorisation que le Congrès donnerait de s'attaquer véritablement au problème. Le projet est approuvé par la commission sénatoriale chargée du District le 15 avril, ce qui ouvre la voie à sa considération par le Sénat en session plénière¹⁶³. Aucun débat n'a toutefois lieu, car des opposants bloquent l'inscription du sujet à l'ordre du jour¹⁶⁴.

Le projet Sumners-Capper subit le même sort, mais dans une phase plus primitive du processus législatif. Il est en effet bloqué par la commission judiciaire, comme lors des années précédentes¹⁶⁵.

Le renouveau apporté par le 80^e Congrès se trouve dans un projet audacieux qui émerge au sein de la commission chargée du District à la Chambre. La présidence de cette commission a été confiée à Everett Dirksen, de l'Illinois. Le député républicain en était membre auparavant, il est donc très familier avec les problèmes du District, notamment son administration complexe. Il a également participé aux travaux de la commission La Follette-Monroney, dont les recommandations ont fait grand bruit au début de l'année précédente. La commission, qui étudiait la réorganisation du Congrès pour une meilleure efficacité, avait notamment souligné que le Congrès ne devrait pas avoir à se préoccuper de la gestion de la capitale. L'une de ses recommandations était de donner davantage d'autonomie au gouvernement local washingtonien, de façon à délivrer le Congrès d'une partie de ces tâches. En 1947, dès l'ouverture de la session, Everett Dirksen crée une sous-commission chargée d'étudier les questions d'autodétermination et de réorganisation. Il en confie la présidence à James C. Auchincloss, député républicain du New Jersey, qui débute son deuxième mandat.

¹⁶³ "For Relief of Congress," WP, 17 avril 1947, p. 6.

¹⁶⁴ "Money – and How to Extract It – Kept D.C. 'City Council' Hopping," WP, 27 juillet 1947, p. B3.

¹⁶⁵ Ibid.

James Auchincloss se met immédiatement au travail. Il commence par préparer une série d'auditions de témoins sur la double thématique que lui a assignée Everett Dirksen : comment améliorer l'organisation administrative du District, et quel type de gouvernement la capitale devrait-elle avoir ? L'objectif est d'entendre l'ensemble des parties-prenantes. Des invitations sont envoyées à tous les députés, ainsi qu'aux membres de la sous-commission sénatoriale chargée du District. La Maison-Blanche est sollicitée, de même que tous les services ministériels et agences fédérales impliqués dans la gestion de la capitale. Sur le plan local, les trois commissaires sont contactés, ainsi que toutes les personnalités qui se sont impliquées sur ce sujet au cours des années précédentes, parmi lesquels des associatifs et des journalistes¹⁶⁶. Le 11 juin, la commission administrative de la Chambre¹⁶⁷ alloue à la sous-commission Auchincloss un budget de 15 000 dollars pour mener à bien sa tâche¹⁶⁸. Le travail peut donc commencer.

Les auditions débutent le 30 juin 1947. Selon le député Auchincloss, « la question vitale est quel degré de contrôle le Congrès doit-il exercer sur le District de Columbia ?¹⁶⁹ » Les questions posées aux témoins portent donc principalement sur l'état des lieux qu'ils font de l'administration de la capitale, de son mode de gouvernement, de la façon dont le système fonctionne, et sur les améliorations qu'il faudrait selon eux apporter au système en place.

À l'issue de la première journée, le *Washington Post* souligne la très faible mobilisation des Washingtoniens, qui étaient à peine une dizaine à assister aux débats. Cette faible participation semble donner raison à John W. McCormack¹⁷⁰, qui déclare que selon son expérience, les Washingtoniens parlent beaucoup mais ne parviennent pas à se décider à agir¹⁷¹. Le lendemain, le nombre de citoyens présents aux audiences se chiffre à environ 25, mais de manière générale,

¹⁶⁶ "Home-Rule Hearings Open Again June 30," WP, 8 juin 1947, p. M24.

¹⁶⁷ Committee on House Administration

¹⁶⁸ "House Group Approves Funds To Check on D.C. Government," WP, 12 juin 1947, p. B2; "D.C. Government Hearings to Open," WP, 29 juin 1947, p. M16.

¹⁶⁹ "The vital question is how much control Congress should exercise over the District of Columbia." ("D.C. Government Hearings to Open," WP, 29 juin 1947, p. M16).

¹⁷⁰ John W. McCormack, député démocrate du Massachusetts.

¹⁷¹ "his experience has been that District citizens would talk, but when the time came for action there were always some objections." ("At D.C. Home Rule Hearing, the Citizens Stayed Away in Doves", WP, 1^{er} juillet 1947, p. B1)

leur nombre reste faible au cours des auditions¹⁷². Toutefois, plusieurs organisations sont ensuite entendues comme témoins. C'est notamment le cas de la Voteless DCLWV, d'ADA, de la CSC¹⁷³, de la FCA, de l'*American Federation of Labor* (AFL), du *Congress of Industrial Organizations* (CIO), de la NAACP et du *Junior Board of Commerce*¹⁷⁴.

Les auditions s'achèvent le 25 juillet, après plus de 25 sessions publiques et la participation de plus de 100 témoins. Durant les vacances parlementaires, l'équipe de recherche attachée à la sous-commission Auchincloss analyse les témoignages recueillis et prépare des recommandations pour améliorer le système de gouvernement en place¹⁷⁵.

La sous-commission rend son rapport préliminaire le 2 novembre 1947. Il comporte 94 recommandations qui proposent une réorganisation totale du système de gouvernement et d'administration de la capitale. Selon ses termes, la politique du District serait conduite par un conseil municipal élu de 12 membres habilité à voter des lois. Les services municipaux seraient gérés par un administrateur désigné par le conseil. L'administrateur aurait le contrôle des services profondément consolidés sous la forme de 13 départements. Le Conseil scolaire serait élu. Le Congrès conserverait un pouvoir de veto et assurerait une surveillance de la gestion du District au sein d'une commission conjointe de 15 membres, comptant six sénateurs et neuf députés¹⁷⁶. Outre une profonde réorganisation de l'administration municipale, ce projet suggère donc d'accorder l'autodétermination aux Washingtoniens, même s'il laisse de côté la question de la représentation nationale.

Lors de la remise de son rapport préliminaire, James Auchincloss a souligné le caractère préliminaire de ce rapport et encouragé les commentaires destinés à l'améliorer. Une pratique

¹⁷² "House Group Hears Views of Newsmen on Home Rule," WP, 3 juillet 1947, p. B1; Money – and How to Extract It – Kept D.C. 'City Council' Hopping," WP, 27 juillet 1947, p. B3.

¹⁷³ Qui regroupe à cette date 33 organisations représentées parmi ses 634 membres, parmi lesquelles la DCLWV, la NAACP, des branches locales de l'AFL et du CIO, et le *Junior Board of Commerce*.

¹⁷⁴ "D.C Government Hearings to Open," WP, 29 juin 1947, p. M16.

¹⁷⁵ "Hearings end on Home Rule for District," WP, 26 juillet 1947, p. B1.

¹⁷⁶ "Congress Would Keep Veto Power," WP, 2 novembre 1947, p. B1.

saluée par le *Washington Post*¹⁷⁷. Au cours des jours qui suivent, diverses remarques sont faites notamment par les associations locales, des personnalités et les journaux.

L'accueil des propositions de réorganisation administrative est très favorable. Les commentaires positifs affluent aussi bien de la part des associations de citoyens que du *Board of Trade*, des membres du Congrès comme le sénateur Douglass Buck (R., Del.) et le député Walt Horan (R., Wash.)¹⁷⁸, et du commissaire John Russell Young. Les réactions concernant l'autodétermination sont plus divisées. La DCLWV affirme son soutien à l'ensemble du plan. Mme Weston déclare ainsi que le projet "[lui] paraît excellent. [Elle] est favorable à un système de gouvernement du District qui repose sur un conseil municipal élu et un administrateur.¹⁷⁹ » Wilbur Finch, président de la CSC et membre de la FCA se dit satisfait, tout en mentionnant la question de la constitutionnalité de la proposition. Il explique en effet que « le plan Auchincloss va peut-être plus loin qu'[il] ne l'aurait envisagé en donnant le pouvoir au conseil municipal de voter des lois de politique générale, mais qu'il serait heureux que le District dispose de ce pouvoir si cela est constitutionnel.¹⁸⁰ » Renah F. Camalier¹⁸¹, qui connaît bien le Congrès et son fonctionnement, exprime quant à lui quelques réserves. Il « ne pense pas que le Congrès soit prêt à donner au District le droit de vote sous la forme préconisée par le projet Auchincloss.¹⁸² » Certaines voix se font également entendre contre la proposition d'autodétermination. Rufus Lusk, président de l'association washingtonienne des contribuables (*Washington Taxpayers Association*, WTA), se déclare ainsi opposé à l'élection d'un conseil municipal et plus largement opposé à l'autodétermination¹⁸³.

¹⁷⁷ "Home Rule Changes," WP, 24 novembre 1947, p. 1947.

¹⁷⁸ "Move for New Rule in D.C. Gains Force," WP, 4 novembre 1947, p. B1.

¹⁷⁹ "sounds excellent to me – I favor the elected council and city manager form of government for the District." E. RYAN, "Auchincloss Home-Rule Referendum Considered," WP, 3 novembre 1947, p. 1.

¹⁸⁰ "the Auchincloss Plan goes perhaps further than I would have gone in granting authority to the city council for general legislation, but we'd be glad to have that if it's constitutional." (E. RYAN, Ibid)

¹⁸¹ Ancien conseiller de la commission sénatoriale et futur commissaire de la capitale.

¹⁸² "Did not believe Congress was ready to give the District suffrage in the form asked by the Auchincloss group." (E. RYAN, "Auchincloss Home-Rule Referendum Considered," WP, 3 novembre 1947, p. 1)

¹⁸³ "Forum Asks Changes in Home Rule Proposals," WP, 7 novembre 1947, p. B1.

Suite à la remise du rapport préliminaire, la constitutionnalité de l'autodétermination est mise en question par le président de la cour de justice du District. Bolitha J. Laws explique qu'il n'est pas forcément constitutionnel de créer au sein du District une entité habilitée à voter des mesures de politique générale similaires à celles votées par les États fédérés. James Auchincloss répond que le Congrès peut déléguer à un conseil municipal élu le pouvoir de voter les lois du District sans enfreindre la Constitution, ajoutant que le Congrès serait quoi qu'il en soit en mesure de revenir sur cette délégation de pouvoir dès qu'il le souhaite¹⁸⁴.

La première réserve concerne le mode d'élection des conseillers municipaux. Le projet Auchincloss prévoit en effet que quatre des 12 conseillers soient élus par l'ensemble de la ville, et que les huit restants soient élus à raison de deux par quart de la capitale (Nord-est, Sud-est, Sud-ouest, Nord-ouest). Or il existe de grandes différences démographiques entre certains quarts. Le Nord-Ouest compte ainsi 481 000 habitants selon les estimations de 1946, alors que le quart Sud-ouest n'en compte que 35 000. Certains estiment donc ce mode d'élection injuste et demandent une répartition plus équilibrée des sièges¹⁸⁵.

La seconde observation concerne le statut des fonctionnaires fédéraux lors des élections. Selon le projet, ils seraient à la fois éligibles et habilités à participer aux élections locales dans la capitale, tout en conservant le droit de vote dans leur État d'origine. Ce cas se présente dans la capitale car un bon nombre de fonctionnaires fédéraux conservent un logement dans leur État d'origine, où ils continuent à voter, en particulier aux élections législatives. Une partie des dirigeants locaux soulignent que ce système permettrait à des personnes exemptées d'impôts locaux dans la capitale d'y être éligibles¹⁸⁶.

La troisième observation concerne l'opportunité d'organiser un référendum sur le projet Auchincloss une fois qu'il sera finalisé. James Auchincloss est opposé à un référendum. Il estime

¹⁸⁴ "Constitution Allows Home Rule, Insists Auchincloss," WP, 14 novembre 1947, p. B1.

¹⁸⁵ "District Council," WP, 3 novembre 1947, p. 8 ; "Forum Asks Changes in Home Rule Proposals," WP, 7 novembre 1947, p. B1.

¹⁸⁶ "Voting rights may be issue in Home Rule," WP, 5 novembre 1947, p. B1.

que les Washingtoniens doivent avoir le droit de vote, qu'ils le veulent ou non. Certains réclament toutefois le droit pour les Washingtoniens de s'exprimer sur ce projet.

Suite aux commentaires émis, la commission Auchincloss effectue deux séries de modifications à son projet, qui sont annoncées le 22 et le 29 novembre¹⁸⁷. La première série comporte quatre modifications qui visent avant tout à renforcer les pouvoirs de contrôle du Congrès sur les élus locaux, répondant à une crainte exprimée par certains de voir le pouvoir du Congrès s'effacer. Elle renforce l'exercice du droit de veto par le Congrès sur les projets de loi du District et accorde un droit de veto au président. Parallèlement toutefois, le nouveau projet donne davantage de pouvoir au conseil municipal sur l'utilisation du budget de la ville. Il propose de plus que seuls les électeurs puissent démettre un élu, non le Congrès. La deuxième série de modifications en compte six, qui se rapportent principalement à la réorganisation et à des questions de détail. Le 29 novembre, James Auchincloss précise par ailleurs que la question du référendum et la question du mode d'élection des conseillers restent à l'étude. Le texte reçoit l'appui immédiat de la CSC, qui lui apporte officiellement son soutien le 29 novembre et annonce le lancement d'une campagne pour aider à son adoption par le Congrès¹⁸⁸.

Une dernière série de modifications est présentée le 6 décembre 1947¹⁸⁹. Le mode d'élection des conseillers municipaux est désormais prévu à raison de deux par circonscription à population équivalente au sein de la ville et de quatre pour l'ensemble de la capitale. La possibilité d'organiser un référendum local qui conditionnerait l'entrée en vigueur de la loi une fois votée est rejetée, de même que celle d'instaurer des quotas d'élus issus des minorités et des tests d'alphabétisation. Suite à ces modifications, le *Washington Post* renouvelle son soutien au projet, même si le quotidien regrette le rejet de l'idée d'un référendum local¹⁹⁰. Le CIO¹⁹¹ apporte son

¹⁸⁷ "Veto Teeth Put in D.C. Home Rule by Planners," WP, 23 novembre 1947, p. M1; "6 Important Changes Made in D.C. Home Rule Proposal," WP, 30 novembre 1947, p. M1.

¹⁸⁸ "Suffrage Conference Backs Home Rule Plan," WP, 30 novembre 1947, p. M13.

¹⁸⁹ "Four Equal Vote Areas Proposed in Home Rule," WP, 7 décembre 1947, p. M1.

¹⁹⁰ "Home Rule," WP, 9 décembre 1947, p. 10.

¹⁹¹ Il s'agit plus précisément de la section locale de l'*Industrial Union Council*, au sein du CIO.

soutien au plan le 22 décembre, soulignant qu'il souhaiterait que la question de la discrimination raciale y soit également abordée et que la fin de la ségrégation scolaire soit mise en place, faute de quoi la démocratie resterait imparfaite dans la capitale¹⁹². Le projet reçoit également le soutien du président Truman, qui confirme ainsi ses déclarations en faveur du droit de vote pour les Washingtoniens¹⁹³.

D'autres réactions sont toutefois plus modérées, voire hostiles. La position « fédéraliste » est notamment défendue par le général Ulysses S. Grant. Le président de la NCPPC affirme que le lien entre le District et le pouvoir exécutif national n'est pas suffisamment fort dans le projet Auchincloss, ce qui remet en cause à ses yeux la responsabilité que le gouvernement fédéral doit conserver sur la capitale fédérale. Il ne rejette pas l'idée d'un conseil municipal élu, mais préfère à un administrateur élu au suffrage indirect un gouverneur nommé par le Président. Cette idée est soutenue par Melvin C. Sharpe, du Conseil scolaire de Washington¹⁹⁴.

À la fin de l'année 1947, l'inaction des Washingtoniens est une nouvelle fois soulignée par le *Washington Post*¹⁹⁵. Le quotidien affirme qu'« il n'est que trop évident que les citoyens de Washington ne remplissent pas leur fonction dans la lutte pour l'autodétermination.¹⁹⁶ » Selon le *Post*, un projet de loi admirable a été conçu par le Congrès, dont de nombreux membres espèrent se débarrasser du fardeau qu'est la gestion de la capitale, mais les Washingtoniens restent inactifs. Il souligne que seules 150 personnes étaient présentes à la réunion organisée sur le sujet par la CSC quelques jours auparavant. « Si les habitants de Washington veulent devenir des citoyens à part entière, ils devront faire fi de leurs excuses pour construire l'organisation et l'esprit communautaire essentiels au succès », affirme le quotidien¹⁹⁷.

¹⁹² "CIO backs Home Rule Plan, Demands End of Dual Schools," WP, 27 décembre 1947.

¹⁹³ "Auchincloss Plan Seen favored by President," WP, 19 décembre 1947, p. 1.

¹⁹⁴ "Grant Urges 'Governor' Head of City," WP, 20 décembre 1947, p. 1.

¹⁹⁵ "Up To Washington," WP, 15 décembre 1947, p. 8.

¹⁹⁶ "It is all too evident that the citizenry of Washington is not doing its part toward the achievement of home rule." ("Up To Washington," WP, 15 décembre 1947, p. 8)

¹⁹⁷ "If the people of Washington wish to become full-fledged citizens, they will have to throw away their excuses and buckle down to the task of building the organization and the community spirit that are essential to success." (WP, Ibid.)

L'année 1947 s'achève donc sans droit de vote pour les Washingtoniens. Des progrès notables ont néanmoins été accomplis en matière d'autodétermination grâce aux discussions sur le projet Auchincloss. Ces indices laissent espérer aux partisans du droit de vote des avancées concrètes l'année suivante.

L'année 1948 commence de façon mitigée en matière d'autodétermination. Le président de la Chambre, Joseph Martin (R., Mass.), déclare au début du mois de janvier qu'il souhaite que le Congrès donne l'autodétermination à la capitale dans l'année¹⁹⁸. Mais dès le lendemain, les partisans de l'autodétermination sont déçus par la Maison-Blanche. Le Président ne mentionne en effet pas le cas de la capitale dans son discours annuel sur l'état de l'Union, alors qu'il évoque ceux d'Hawaï et de l'Alaska¹⁹⁹. Même si Harry Truman nie la symbolique de cette omission, elle constitue un revers pour les Washingtoniens, qui comptaient sur ce discours pour appuyer leur lutte, notamment auprès du Congrès.

Le projet McCarran ne connaît pas d'avancée supplémentaire au cours de l'année. La session n'étant pas achevée, il reste en suspens au Sénat. Toutefois, bien qu'approuvé au sein de la commission sénatoriale chargée du District, il n'est jamais mis à l'ordre du jour en séance plénière. Il meurt à la fin de la législature, victime des ségrégationnistes.

Contrairement au projet McCarran, le projet Auchincloss est au centre de l'attention tout au long de l'année. James Auchincloss le dépose à la Chambre le 12 janvier. Il est déposé au Sénat le même jour par le sénateur Joseph H. Ball (R. Minn.)²⁰⁰, président de la sous-commission sénatoriale sur l'autodétermination et la réorganisation. La version déposée au Congrès est la dernière version rendue publique au mois de décembre 1947. Le texte de 151 pages, divisé en 22 sections, est intitulé : « *Charter of the District of Columbia* »²⁰¹. Les mesures phare sont :

- un conseil municipal élu de 12 membres

¹⁹⁸ "Martin Asks Home Rule Start in '48," WP, 6 janvier 1948, p. B1.

¹⁹⁹ Hawaï et l'Alaska ne sont alors pas encore des États. Harry Truman soutient la proposition qu'ils le deviennent.

²⁰⁰ "District Rule Bill Drawn; Ready to Go into Hopper," WP, 11 janvier 1948, p. M1.

²⁰¹ Ibid.

- un administrateur élu par le conseil municipal
- l'élection du Conseil scolaire au suffrage universel direct
- la réorganisation de l'administration de la capitale en 13 départements

Le Congrès décide de tenir des auditions conjointes sur le sujet. Contrairement aux auditions de juillet 1947, qui visaient à élaborer une proposition, celles-ci sont destinées à recueillir des avis informés sur le projet final. Ces auditions se tiennent du 2 au 10 février. Elles sont présidées par les présidents des sous-commissions compétentes à la Chambre et au Sénat : MM. Auchincloss et Ball, tous deux favorables au projet. Le profil des témoins ressemble à celui des audités de l'année précédente : commissaires de la capitale, fonctionnaires fédéraux, fonctionnaires municipaux, représentants d'associations²⁰².

La cause du droit de vote est appuyée par Harry Truman. Le 2 février, jour de l'ouverture des auditions, le Président évoque le droit de vote des Washingtoniens dans son message au Congrès sur les droits civiques. Sa septième recommandation concerne en effet le District. Il réclame « l'autodétermination et le droit de vote aux élections présidentielles pour les résidents du District de Columbia.²⁰³ » Le corps de son message développe très clairement la demande présidentielle dans trois paragraphes dédiés à Washington. Il y insiste sur l'argument démocratique, ainsi que sur le principe d'égalité et sur le devoir du Congrès de faire de la capitale un modèle pour la Nation ([annexe 4](#)). C'est un appui sans précédent de la part de la Maison-Blanche.

L'implication des citoyens se renforce également par rapport à l'année précédente. Un sondage d'opinion publié par le *Washington Post* la veille des auditions montre un résultat stable par rapport au référendum de 1946 : 70 % des Washingtoniens se disent favorables à l'autodétermination, 22 % contre et 8 % indécis sur le sujet²⁰⁴. La mobilisation est néanmoins plus forte en 1948 que deux années auparavant. Juste avant le début des auditions, Wilbur

²⁰² "Citizens Get Home Rule Action Call," WP, 29 janvier 1948, p. 1; "Civic Groups to Discuss Home Rule This Week," WP, 2 février 1948, p. B1.

²⁰³ "Providing home-rule and suffrage in Presidential elections for the residents of the District of Columbia"

²⁰⁴ "7 in 10 Here Want District Home Rule," WP, 1^{er} février 1948, p. B1.

Finch²⁰⁵ lance un appel à participation à la population²⁰⁶. Comme le souligne le *Washington Post*, la présence des Washingtoniens lors de ces auditions est indispensable. Selon le quotidien :

« aucun facteur ne sera plus déterminant pour les suites données par le Congrès au projet de loi Auchincloss que l'attitude de Washington. L'apathie des habitants aboutirait à une mort presque certaine de ce projet, qui est notre tentative la plus prometteuse d'accéder au droit de vote.²⁰⁷ »

Plusieurs associations apportent leur témoignage lors des auditions, comme elles l'avaient fait en 1947. Elles assistent également aux débats depuis la salle. De plus, plusieurs d'entre elles organisent des réunions publiques dans la capitale pour familiariser les habitants avec le problème du droit de vote. Ces réunions ne sont pas une nouveauté, mais leur nombre est nettement plus élevé que lors des années précédentes. Certaines sont organisées à l'initiative de la DCLWV, d'autres au sein des associations de quartier²⁰⁸.

Les auditions se terminent le 10 février 1948, après qu'une centaine de témoins ont été entendus. Les positions exprimées reflètent l'affrontement classique entre partisans et opposants à l'autodétermination. Les opposants mettent en avant les arguments habituels. Pour Melvin C. Sharpe et Ulysses S. Grant, du Comité des 100, il s'agit du risque de rupture entre la capitale et l'État fédéral²⁰⁹. Pour Vernon West, chef du service juridique de la capitale, il s'agit de l'inconstitutionnalité arguée du texte²¹⁰. Pour d'autres, il s'agit du risque d'augmentation des impôts. D'autres encore affirment que le gouvernement de la capitale fonctionne très bien tel qu'il est. Certains enfin, comme Walter F. Fowler et la fédération des associations d'hommes d'affaires²¹¹ (FBA) affirment que ce projet est trop restreint, « un simulacre d'autodétermination.²¹² » Il rejoint en cela la position affichée par le *Board of Trade* et le *Junior*

²⁰⁵ Il est alors président de la commission sur le droit de vote de la FCA.

²⁰⁶ "Citizens Get Home Rule Action Call," WP, 29 janvier 1948, p. 1.

²⁰⁷ "No other single factor will be so determinative of congressional action on the Auchincloss Bill as the attitude of Washington itself. Apathy on the part of local citizens is all too likely to kill this most hopeful of all our approaches to self-government." ("Call to Action," WP, 31 janvier 1948, p. 6)

²⁰⁸ "Home Rule Bill Discussed Round Town," WP, 28 janvier 1948, p. B8; "Citizens Plan Discussions Of Home Rule," WP, 19 janvier 1948, p. B1; "Citizens' Groups to Discuss Auchincloss Plan," 26 janvier 1948, WP, p. 10; "Civic Groups to Discuss Home Rule This Week," WP, 2 février 1948, p. B1.

²⁰⁹ "U.S. Voice On Elected City Council Is Advocated," WP, 5 février 1948, p. 1.

²¹⁰ "Is It Constitutional?," WP, 5 février 1948, p. 10.

²¹¹ Federation of Businessmen's Association

²¹² "a mockery of HR" ("Is It Constitutional?," WP, 5 février 1948, p. 10; "Ex-City Head Clashes With Commission On Rule Bill," WP, 6 février 1948, p. 1)

Board of Trade. Les deux entités choisissent devant le Congrès de réserver leur jugement sur le projet Auchincloss, dans l'attente des résultats d'un sondage de leurs membres. Leurs présidents respectifs, John A. Reilly et James A. Beattie, déclarent toutefois qu'ils ne souhaitent pas d'autodétermination sans représentation nationale. John Reilly explique qu'il « est personnellement opposé à une complète autodétermination sans représentation nationale.²¹³ » James Beattie affirme quant à lui qu'il « n'est pas favorable aux demi-mesures. » Pour le *Washington Post*, cette attitude du « tout ou rien » est un signe de mauvaise foi de ceux qui la défendent, dans un contexte où 70 années d'expérience ont montré qu'exiger « tout ou rien » revenait à ne rien obtenir²¹⁴. Charlotte Hankin est plus directe encore vis-à-vis des opposants au projet, dont la motivation réelle est selon elle raciale. Elle affirme que « la véritable intention de l'opposition est d'empêcher la minorité noire d'exercer son droit constitutionnel.²¹⁵ » C'est une opinion très tranchée, et sans doute extrême, mais qui n'en comporte pas moins une certaine vérité.

Dans le camp des partisans de l'autodétermination, les arguments sont là encore les arguments classiques de démocratie et d'efficacité. Les soutiens s'expriment en masse, de la part d'acteurs variés issus de la scène locale comme de la scène nationale. Des personnalités politiques comme l'ancien maire de San Francisco Roger P. Lapham et l'ancien commissaire du District Louis Brownlow prennent parti en faveur du texte²¹⁶. Les associations locales sont naturellement très présentes. La CSC, la DCLWV, l'ADA et la FCA sont aux avant-postes.²¹⁷ Elles sont notamment rejointes par plusieurs associations de quartier affiliées à la FCA, par la Fédération des associations civiques (*Federation of Civic Associations*), la *Junior League*²¹⁸, la *National*

²¹³ *"I would personally oppose pure Home Rule without National Representation."* (WP, Ibid)

²¹⁴ "Is It Constitutional?" WP, 5 février 1948, p. 10.

²¹⁵ "the real intent of the opposition is to prevent Washington's Negro minority from exercising its constitutional right." ("Women Voters Urge Limited Home Rule," WP, 24 février 1948, p. B2)

²¹⁶ "Ex-Mayor of San Francisco Backs Home Rule for District," WP, 23 janvier 1948; "Brownlow, Ex-Commissioner, Praises Home Rule Proposal," WP, 16 janvier 1948.

²¹⁷ "Ex-City Head Clashes With Commission On Rule Bill," WP, 6 février 1948, p. 1 ; "Business and Labor Leaders At Odds on Home-Rule Bill," WP, 7 février 1948, p. 1.

²¹⁸ La *Junior League of Washington* est une organisation de jeunes féministes

Lawyers' Guild, les *Young Democrats of the District*, la NAACP, l'*American Veterans Committee for Greater Washington*, la *Washington League of Women Shoppers*, l'*Interdenominational Ministerial Alliance*²¹⁹, la *Washington Federation of Churches*²²⁰, la branche locale des *Sons of American Revolution*, et par des syndicats affiliés à l'AFL et au CIO²²¹. Une partie de ces organisations formulent quelques réserves et des suggestions d'amélioration, notamment sur le nombre de conseillers municipaux, le droit de vote des résidents d'autres États, ou encore le redécoupage des agences. Le bilan reste néanmoins un soutien local massif. Cette conclusion s'impose à James Auchincloss lorsqu'il met fin aux auditions le 10 février. Il déclare que « suite aux auditions, il ne fait aucun doute qu'une grande majorité des résidents du District sont favorables à ce projet de loi sur l'autodétermination²²² ».

Ces auditions marquent par ailleurs l'entrée en scène d'un nouvel acteur, le *Washington Home Rule Committee* (WHRC). Créé au début de l'année 1948, le WHRC est composé d'une cinquantaine de jeunes avocats, hommes d'affaires et fonctionnaires fédéraux qui ont décidé de s'organiser et de se mobiliser pour l'adoption du projet Auchincloss d'autodétermination. Il sera avec la DCLWV et la CSC le principal moteur de la lutte pour le droit de vote jusqu'à la fin de la décennie et au cours des années 1950²²³.

Pendant que l'équipe technique de la sous-commission retravaille le texte, soutiens et opposition continuent à se manifester. Un fort soutien arrive du Congrès, par le biais de MM. La Follette et Monroney. La commission conjointe sur l'organisation du Congrès, qu'ils ont piloté trois ans auparavant, est vue par beaucoup comme une cause majeure du retour de la question de l'autodétermination sur le devant de la scène. La commission avait en effet pointé du doigt le temps passé par le Congrès à gérer la ville et conclu que « plus de temps est passé (par le

²¹⁹ Il s'agit de l'alliance des églises noires de la capitale

²²⁰ Il s'agit de l'alliance des églises protestantes de la capitale

²²¹ "Ex-City Head Clashes With Commission On Rule Bill," WP, 6 février 1948, p. 1 ; "Business and Labor Leaders At Odds on Home-Rule Bill," WP, 7 février 1948, p. 1.

²²² "There is no doubt in my mind from the testimony that a vast majority of the people living in the District is in favor of the Home Rule Bill." ("Early Action To Be Sought On Home Rule Bill," WP, 11 février 1948, p. 1)

²²³ "Frank Jellef, Other Leaders In City Affairs, Back Rule Bill," WP, 10 février 1948, p. 1; "Voice of the People," WP, 10 février 1948, p. 10.

Congrès) à remplir des fonctions de conseil municipal pour la capitale que sur des questions de grande importance pour le pays.²²⁴ » Suite aux travaux de la commission, une loi de réorganisation du Congrès est à l'étude en 1948. Dès l'ouverture des auditions sur le projet de loi, le 17 février, les deux hommes de renouveler leurs critiques sur les fonctions municipales toujours exercées par le Congrès et appellent de leurs vœux l'autodétermination²²⁵. Parallèlement, les associations continuent à se mobiliser en organisant réunions internes et réunions publiques²²⁶.

Peu après, du côté des opposants, les résultats des sondages réalisés parmi les membres du *Board of Trade* et du *Junior Board of Trade* sont rendus publics. L'opposition à l'autodétermination en général, et au projet en particulier est manifeste. Environ 30 % des membres du *Board* ont répondu au questionnaire²²⁷. La très grande majorité d'entre eux vivent dans le District depuis de nombreuses années²²⁸. Parmi ces membres, près de 65 % se sont prononcés contre le projet de loi, 29 % pour, et près de 78 % se sont déclarés opposés à l'autodétermination pour le District si la représentation nationale n'était pas également offerte. Les positions du *Junior Board* sont moins tranchées, mais restent une opposition majoritaire à l'autodétermination. Seuls 23 % des 800 membres se sont exprimés. Parmi eux, 63 % se sont dit opposés au projet Auchincloss et 60 % opposés à l'autodétermination si elle n'est pas accompagnée de représentation nationale²²⁹.

Une proposition amendée est rendue publique le 10 avril. Elle comporte une cinquantaine de modifications au projet initial. Les deux changements majeurs visent à contrer deux objections répétées. Sur le plan financier, certains craignent que le fait de retrouver l'autodétermination

²²⁴ "more time is consumed (by Congress) in serving as a city council for the District of Columbia than is spent on matters of great importance to the Nation." ("Case For Home Rule," WP, 28 janvier 1948, p. 12)"

²²⁵ "Monroney, LaFollette Urge Relief of Congress in D.C. Rule," WP, 18 février 1948, p. 1.

²²⁶ Voir notamment WP, 23 février 1948, 24 février 1948 et 16 mars 1948.

²²⁷ Parmi eux, 677 des 2281 réponses émanaient de membres résidant en Virginie et dans le Maryland, qui n'ont pas été pris en compte dans les pourcentages annoncés. (S. STAVISKY, "30% of Board of Trade Votes 2 to 1 Against D.C. Home Rule", WP, 22 février 1948, p. M1)

²²⁸ 44,6 % des membres qui ont répondu vivent dans le District depuis 26 à 50 ans, 17 % depuis 16 à 25 ans. (S. STAVISKY, *Ibid.*)

²²⁹ "DC Rule Bill opposed by Junior Board," WP, 28 février 1948, p. B2.

aboutisse à une diminution, voire une disparition, du financement fédéral. Le projet propose donc de fixer la contribution fédérale minimale à 14 % des ressources non-fédérales de la ville. De plus, le texte prévoit de doter la capitale d'un représentant non pourvu du droit de vote à la Chambre, comme c'est alors le cas pour Hawaï et l'Alaska. Le projet comporte donc désormais à la fois une composante de réorganisation, d'autodétermination et de représentation nationale. En revanche, il réduit la marge de manœuvre législative local. Le texte exige en effet une approbation des projets de loi du District par le Congrès et le Président au lieu de leur donner simplement un droit veto²³⁰. Les partisans renouvellent leur soutien au projet. Ils accueillent favorablement le principe d'un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre, ainsi que la garantie du financement fédéral²³¹. Les principaux détracteurs du projet se disent satisfaits des modifications apportées, mais restent opposés au projet ou affirment réserver leur réponse avant d'avoir consulté leurs organisations²³². Les modifications ont de fait obligé une partie des opposants à se dévoiler. En effet, puisque les propositions controversées ont été éliminées, le seul argument que les opposants résiduels peuvent mettre en avant s'ils restent opposés au texte est leur opposition à l'autodétermination²³³.

L'élément important est naturellement la réaction du Congrès à ces modifications, étant donné que le changement de système de gouvernement ne peut venir que de lui. Certains, à l'instar d'A.S. Mike Monroney (D., Okl), font preuve d'optimisme et affirment que le texte sera adopté dans l'année par le Congrès²³⁴. Ils sont relativement rares et ne doivent pas être confondus avec les partisans du texte qui ne sont pas optimistes sur ses chances pour autant. C'est notamment le cas de James Kirkland, conseiller auprès de la commission sénatoriale chargée du District. M. Kirkland estime que la Chambre adoptera peut-être le texte, mais que le Sénat ne le fera pas, du fait de la présence de plusieurs élus « sudistes » résolus. « Nous savons

²³⁰ E. RYAN, "Home Rule Referendum Proposed in Revised Bill," WP, 11 avril 1948, p. M1.

²³¹ "New Home Rule Bill," WP, 12 avril 1948, p. 1.

²³² "Many critics back revised Home Rule Bill," WP, 12 avril 1948, p. 1.

²³³ "Home-Rule Opposition," WP, 14 avril 1948, p. 1.

²³⁴ G. REYNOLDS, "Says Congress Will Pass Bill for Home Rule," WP, 14 avril 1948, p. B6.

que certains sénateurs prévoient de se lancer dans des discours interminables contre le projet Auchincloss », explique-t-il. « Ce que nous ne savons pas, c'est si ces manœuvres déboucheront sur de l'obstruction. Mais dans une année d'élection présidentielle et avec une session parlementaire courte qui s'achèvera vers le 1^{er} juin, il me semble très incertain que le projet de loi d'autodétermination franchisse le cap du Sénat.²³⁵ » Le député républicain Walt Horan (R., Wash.), franc partisan du texte, est du même avis²³⁶.

La Chambre n'est toutefois pas en reste sur le plan de l'opposition, comme le montreront les années 1950. Certains députés ont des positions très arrêtées sur la capitale et ses habitants, à l'instar de James C. Davis (D., Ga.). La principale raison qu'il donne pour son opposition à l'autodétermination est le refus de superposer différentes juridictions sur le siège de gouvernement. Il a toutefois d'autres raisons en tête. Selon lui, « Washington est un repaire d'extrémistes, de communistes, de sympathisants communistes et de populace de tous types et toutes sortes. Mettre le siège du gouvernement des États-Unis entre les mains d'extrémistes toujours très mobilisés au moment d'aller voter, tandis que les braves gens sont indifférents, créerait une situation intolérable²³⁷. ». Les commentaires de M. Davis annoncent les attaques frontales qui attendent le texte sur l'autodétermination, aussi bien au sein de la commission chargée du District que devant l'assemblée plénière. Une opposition que le *Washington Post* qualifie de « rétrograde, étriquée et anti-démocratique.²³⁸ »

Le texte amendé est approuvé par la sous-commission Auchincloss le 15 avril 1948, puis par la commission chargée du District à la Chambre, le 4 mai. Les débats au sein de la commission sont animés sur deux points en particulier : la possibilité du « double vote » pour les résidents

²³⁵ “We know some senators plan to talk at length against the plan. Whether that will develop into a filibuster, we don't know. But in a presidential year, and with a short session ending around June 1, my feeling is that it is very uncertain that the Home Rule Bill would clear the Senate.” (“Home Rule Bill Seen Facing Possible Filibuster in Senate,” WP, 27 janvier 1948, p. B1)

²³⁶ E. RYAN, “Horan Fears Senate Will Disapprove,” WP, 21 avril 1948, p. B1.

²³⁷ “Washington is a gathering place of radicals, communists, near-communists and riffraff of all types and kinds. To put the operation of the seat of the United States Government into the hands of radicals who are always very alert to exercise the voting privilege, when good people are indifferent, would create a situation that would be intolerable.” (“Martin Backs Revised Bill on Home Rule,” WP, 13 avril 1948, p. 1.)

²³⁸ *backward-looking, narrow and undemocratic.* (“Home-Rule Opposition,” WP, 14 avril 1948, p. 1)

enregistrés sur les listes électorale dans un État fédéré, et la capacité du gouvernement local à lancer des emprunts dans le cadre de grands travaux²³⁹.

L'étape suivante du processus législatif est le passage en commission réglementaire, devant laquelle la commission chargée du District doit se rendre pour solliciter la transmission du texte à la Chambre. C'est un moment clé de la procédure pour deux raisons principales. D'une part, car la commission réglementaire a déjà fait barrage à des projets prévoyant le droit de vote pour les Washingtoniens. D'autre part, car si la commission décide le passage du texte devant la Chambre, elle fixe les règles du débat, et selon les règles fixées, l'obstruction devient plus ou moins facile. Limiter l'obstruction est particulièrement décisif en 1948, car du fait des élections présidentielles prévues en novembre, la session parlementaire s'achèvera tôt, aux environs du 1^{er} juin. Or la législature arrivant à son terme, tout projet non adopté devra repartir de zéro l'année suivante, au sein d'un Congrès partiellement renouvelé, qui devra constituer ses nouvelles commissions et dont les nouveaux membres devront se familiariser avec le problème. Pour toutes ces raisons, Everett Dirksen, espère l'adoption de règles de procédure qui limitent la durée des débats²⁴⁰.

La commission réglementaire de la Chambre est le théâtre de débats animés, qui portent notamment sur le « double vote »²⁴¹. Elle approuve néanmoins le projet le 20 mai. Les règles de procédures décidées pour son examen à la Chambre sont les suivantes : un débat à la Chambre sur la procédure de débat et d'adoption du texte, deux heures de débat général sur le projet, un débat sur les amendements proposés par les députés, puis le vote du texte²⁴².

²³⁹ [“District Committee Also Asked to Cut Out Public Construction Borrowing Feature,”](#) WP, 22 avril 1948, p. B1.

²⁴⁰ “House Group Seeks to Push Home Rule Bill,” WP, 6 mai 1948, p. B1; “Fate of Measure Will Be Decided Monday Morning,” WP 16 mai 1948, p. M15; E. RYAN, “Debate on D.C. Home Rule To Open in House Monday House to Debate Home Rule,” WP, May 23, 1948, p. M1.

²⁴¹ Les opposants au texte affirment que les résidents washingtoniens ne devraient pas être autorisés à voter ailleurs. Les partisans répliquent qu'il ne s'agit pas d'élections nationales et qu'en tant que résidents, ils devraient avoir leur mot à dire sur la gestion de leur ville. (“Foes Battle House Vote on Home Rule,” WP, 12 mai 1948, p. 1)

²⁴² “Home-Rule Bill Reaches House Floor,” WP, 21 mai 1948, p. 1.

L'étude du texte débute en séance plénière à la Chambre le 24 mai. Le projet Auchincloss est le seul projet de loi qui arrive à ce stade de la procédure à la Chambre entre 1945 et 1955. Tous les autres resteront bloquées en sous-commission ou en commission. Mais cette grande première n'est pas une réussite. Les opposants ralentissent l'étude par de longs discours et des manœuvres stratégiques comme l'exigence que les 180 pages du projet soient lues intégralement en séance²⁴³. Le texte est écarté dès le 25 mai pour une durée indéterminée. L'espoir renaît lorsque le Congrès est rappelé par le président pour une session extraordinaire en juillet, mais le projet Auchincloss n'est pas mis à l'ordre du jour²⁴⁴.

L'un des principaux sujets d'opposition est la procédure envisagée pour le suivi de la législation du District au Congrès. C'est la marque d'une contradiction dans l'approche de certains députés, qui sont partagés entre la volonté de se libérer de la charge que constitue la gestion du District, mais sont simultanément réticents à laisser échapper le pouvoir qu'ils détiennent sur le quotidien de la capitale²⁴⁵.

Les débats, bien que brefs, ont été instructifs sur les lignes de partage au sein de la Chambre, qui n'ont absolument pas suivi les oppositions traditionnelles de partis. Deux votes ont eu lieu au cours des deux jours d'examen du projet de loi. Le premier pour accepter de débattre du texte, le second pour rejeter une motion destinée à l'enterrer. Lors du premier vote, 129 républicains et 48 démocrates ont voté en faveur du texte, tandis que 61 républicains et 86 démocrates votaient contre. Une majorité des républicains ont donc soutenu le texte, tandis qu'une majorité des démocrates s'y sont opposés. Cinquante républicains et 79 démocrates ont voté à deux reprises contre le texte. Du côté républicain, l'opposition est principalement venue de l'Ohio et de l'Illinois. Du côté démocrates, les votes d'opposition sont venus sans surprise du

²⁴³ Cette lecture est en principe une exigence légale, mais elle est généralement écartée, ce qui est possible par un vote à l'unanimité.

²⁴⁴ "Congress Call Revives Hope For D.C. Bills," WP, 16 juillet 1948, p. 1.

²⁴⁵ "Home Rule Safeguard," WP, 22 mai 1948, p. 8.

Texas, d'Alabama, du Mississippi, de Georgie, de Louisiane, du Tennessee et de Caroline du Sud²⁴⁶.

Les raisons de l'échec du projet Auchincloss sont multiples. Premièrement, la crainte d'une prise du pouvoir dans la capitale par des extrémistes, ou du moins des élus très fermement ancrés sur la gauche du spectre politique. À cet égard, le Georgien James Davis déclare qu'il « ne veut pas que la ville de Washington soit comme Paris où Rome, où l'on ne peut tenir d'élections sans appeler l'armée pour parer aux débordements.²⁴⁷ » Deuxièmement, la même peur, appliquée à la forte minorité noire de la capitale. Troisièmement, la réticence à laisser échapper le pouvoir que le Congrès détient sur la capitale. Quatrièmement, la lenteur des procédures, alliée à la durée réduite de la session parlementaire de 1948 et aux incertitudes de la procédure au sein du Sénat, qui ont conduit les députés à concentrer leurs efforts sur des projets plus à même d'aboutir. Cinquièmement, la complexité et la longueur du projet de loi, qui n'était pas forcément accessible pour des députés non familiarisés avec les problèmes de Washington. Sixièmement, la décision de certains de ces députés non familiarisés avec la loi de se reposer au moment du vote sur leurs collègues du même État appartenant à la commission chargée du District. Septièmement, les éléments remis en cause dans le projet de loi, notamment sa constitutionnalité, le double vote, la modification des procédures de suivi des affaires concernant le District au Congrès. Huitièmement, la réticence au changement, en particulier chez les ceux qui se satisfont du système de fonctionnement en place²⁴⁸.

La seconde moitié de l'année est marquée par les enjeux présidentiels et législatifs, qui ne sont pas sans impact sur le District et la lutte pour l'autodétermination. L'impact commence avec les conventions démocrate et républicaine, au cours desquelles sont adoptés les programmes

²⁴⁶ E. RYAN, "Debate on D.C. Home Rule To Open in House Monday," WP, 23 mai 1948, p. M1; E. RYAN, "Home Rule Weathers House Test, 177 to 147," WP, 24 mai 1948, p. 1; E. RYAN, "Measure Shelved Indefinitely With Many Major Issues Still Undecided," WP, 26 mai 1948, p. 1.

²⁴⁷ "We don't want the city of Washington to be like Paris or Rome, where they can't hold an election without calling out an army to take care of disturbances." (E. RYAN, "Fears, Suspicious Contribute to Home Rule Bill Slowdown," WP, 30 mai 1948, p. M1)

²⁴⁸ E. RYAN, "Fears, Suspicious Contribute to Home Rule Bill Slowdown," WP, 30 mai 1948, p. M1.

électorales des deux partis. Le 23 juin, les républicains intègrent dans leur programme de la mention suivante : « Nous sommes en faveur de l'autodétermination pour les résidents de la capitale nationale.²⁴⁹ » C'est la première fois qu'une telle déclaration est affichée dans le programme du parti²⁵⁰. Pour les démocrates, il ne s'agit pas d'une nouveauté. Le sujet figurait dans les deux derniers programmes présidentiels, en 1940 et 1944. Le programme de 1948 reprend la même formulation qu'à ces deux occasions. Il stipule : « nous sommes en faveur de l'extension du droit de vote aux habitants du District de Columbia.²⁵¹ » Cela explique le scepticisme de certains partisans locaux de l'autodétermination quant au résultat de ces déclarations. En effet, malgré l'existence d'un programme présidentiel démocrate favorable au droit de vote, les responsables de l'échec des tentatives d'autodétermination au Congrès étaient des démocrates. D'autres, plus optimistes, estiment toutefois qu'il reste rassurant et encourageant de voir ce principe souligné²⁵².

Le second impact est naturellement le résultat des élections présidentielles et législatives du mois de novembre, qui maintiennent Harry Truman au poste de président, mais changent la composition du Congrès, qui repasse entre les mains des démocrates. Ce qui est une bonne nouvelle pour les démocrates n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour l'autodétermination au cours des deux années à venir. Du fait du retour des démocrates aux affaires, les nets progrès observés concernant le droit de vote en 1947 et 1948 risquent de n'aboutir à rien de concret.

²⁴⁹ “*We favor self-government for the residents of the Nation’s Capital.*” (H. REA, L. OBERDORFER et S. WARNER, “A Communication: Board of Trade and District Home Rule,” WP, 25 juillet 1949)

²⁵⁰ WP, 24 juin 1948, 17 juillet 1948.

²⁵¹ “*We favour the extension of the right of suffrage to the people of the District of Columbia.*” (H. W. REA, L. OBERDORFER et S. WARNER, *op. cit.*, (note 249); <http://www.presidency.ucsb.edu/platforms.php>)

²⁵² “Suffrage Plank,” WP, 17 juillet 1948.

C. Autodétermination et réorganisation en question (1949-1952)

1. L'apogée du mouvement : le projet Kefauver (1949-1950)

Les élections législatives de 1948 redistribuent les cartes dans les commissions chargées de Washington au Congrès. Certains membres ne se représentent pas, d'autres ne sont pas réélus, d'autres enfin sont affectés à d'autres commissions. Au Sénat, les partisans de l'autodétermination perdent un allié de taille en la personne d'Arthur Capper, qui a décidé à 83 ans de prendre sa retraite²⁵³. De manière plus générale, la nouvelle composition des commissions chargées du District annonce une lutte pour l'autodétermination plus difficile, ainsi que la nécessité d'une nouvelle stratégie, qui s'appuie sur le Sénat plus que sur la Chambre, même si l'obstruction est envisageable de la part des deux Chambres.

Les commissions sont mises en place au début du mois de janvier 1949. À la Chambre, la présidence est sans surprise confiée à John L. McMillan, de Caroline du Sud, ancien président de cette commission et sempiternel opposant au droit de vote des Washingtoniens²⁵⁴. L'une de ses premières décisions est la suppression de la sous-commission chargée de l'autodétermination et de la réorganisation, celle que présidait James Auchincloss l'année précédente. Ce geste n'est pas anodin. Il revient en effet à placer les questions d'autodétermination sous la responsabilité de la sous-commission judiciaire, dont la majorité des membres étaient opposés au droit de vote des Washingtoniens lors de la législature précédente. Étant donné que l'examen des projets de loi commence en sous-commission, les perspectives ne sont donc pas très brillantes pour l'autodétermination à la Chambre pour les deux années qui suivent²⁵⁵.

Les choses sont légèrement différentes au Sénat. La nouvelle commission sénatoriale chargée du District semble en effet majoritairement favorable à l'octroi du droit de vote aux Washingtoniens²⁵⁶. Son président, Howard McGrath, est un partisan de l'autodétermination²⁵⁷. Il

²⁵³ "Capper Quits Senate Race; Represented Kansas 30 Years," WP, 7 juin 1948, p. 1.

²⁵⁴ "Election Also Gives Chance for Some Form of Self-Government," WP, 4 novembre 1948, B1; "Truman is on Record for District Voting," WP, 20 janvier 1949.

²⁵⁵ "Home-Rule Tactics," WP, 5 janvier 1949; "House District Subcommittee in First Meeting," WP, 27 janvier 1949.

²⁵⁶ "DC Senate Body Favors Capital Vote," WP, 9 janvier 1949.

déclare en février que l'autodétermination est « le sujet le plus important soumis à sa commission en 1949²⁵⁸ ». Dans cette optique, il reconduit la sous-commission chargée de l'autodétermination et de la réorganisation du District, qui compte parmi ses membres de solides alliés de la capitale comme les sénateurs Neely, Smith et Kefauver, ce dernier étant le président²⁵⁹. Pour ces raisons, et compte-tenu du profil hostile de la commission chargée du District à la Chambre, les avancées dans le domaine sont principalement attendues du Sénat en 1949 et 1950.

Du côté de la Maison-Blanche, le soutien apporté depuis 1945 est renforcé en 1949. Le Président ne mentionne pas l'autodétermination en tant que telle dans son discours sur l'état de l'Union, mais il fait néanmoins référence au message sur les droits civiques envoyé au Congrès en février 1948, qui contenait une partie sur le droit de vote dans la capitale, en déclarant : « Je renouvelle au 81^e Congrès les propositions faites en matières de droits civiques au 80^e Congrès. (...) Je les soutiens fermement²⁶⁰. ». Quelques jours plus tard, il renouvelle son soutien de manière très claire lors d'un dîner officiel où il affirme :

« Vous pouvez voir des investitures présidentielles à Washington. Vous pouvez voir des députés et des sénateurs dire par leur vote comment le pays doit fonctionner. Vous pouvez voir la Constitution. Vous pouvez voir la Déclaration d'indépendance, toutes deux à la bibliothèque du Congrès. Mais, peu importe quand vous viendrez, vous ne verrez jamais une élection à Washington si de nouvelles lois ne sont pas écrites²⁶¹ ».

Les Washingtoniens aussi répondent présent en passant des réunions publiques aux actions marquantes. Au mois de juin 1948, des anciens combattants ont organisé au Congrès une action de sensibilisation à l'autodétermination. Une dizaine de membres du *l'American Veterans*

²⁵⁷ "Truman is on Record for District Voting," WP, 20 janvier 1949; "McGrath Appointed Chairman of Senate District Committee," WP, 6 janvier 1949; p. 1.

²⁵⁸ "Home Rule for Washington is *the most important business before our committee this year*," ("Home Rule Bill Given Priority by McGrath," WP, 7 février 1949)

²⁵⁹ "Home Rule Prospects Held Bright," WP, 3 février 1949, p. B1.

²⁶⁰ "The Civil rights proposals I made to the 80th Congress, I now repeat to the 81st Congress. (...) I stand squarely behind those proposals." ("In State of Union Message, Truman Says D.C. Home Rule Is Part of Civil Rights Plan," WP, 14 janvier 1949)

²⁶¹ "You can see Presidents inaugurated in Washington. You can see Representatives and Senators telling by their votes how the country is to run. You can see the Constitution. You can see the Declaration of Independence – both at the Library of Congress. But, come when you like, you'll never see an election in Washington unless new laws are written." ("Truman is on Record for District Voting," WP, 20 janvier 1949, p. C21)

Committee, déguisés en Indiens, ont fait irruption dans les bureaux du Sénat²⁶² en brandissant des sachets de thé et des petites fiches sur lesquelles était écrit : « Cher sénateur, la taxation sans représentation est une tyrannie. Nous exigeons l'autodétermination pour le District de Columbia. Nous exigeons que le peuple de Washington soit en mesure de décider de ses propres impôts²⁶³ ».

En janvier 1949, c'est l'opération « cache-oreilles gratuits » qui est organisée à l'initiative de huit organisations²⁶⁴ pour souligner le « gel » électoral dont sont victimes les Washingtoniens. Des cache-oreilles sont ainsi distribués aux visiteurs à l'occasion des cérémonies d'investiture présidentielle pour les sensibiliser au problème des habitants de la capitale. À chaque cache-oreilles est accrochée une étiquette demandant aux visiteurs d'insister auprès de leurs représentants au Congrès pour que la capitale obtienne le droit de vote aux élections locales et nationales²⁶⁵. Ces actions valent aux Washingtoniens, une fois n'est pas coutume, les compliments d'un membre du Congrès. En février, Howard McGrath se déclare en effet « très satisfait et enchanté par l'intérêt exceptionnel dont nombre de résidents font preuve dans la campagne pour l'autodétermination.²⁶⁶ » Il souligne également les progrès réalisés par les partisans de l'autodétermination dans la rédaction d'un nouveau projet de loi destiné à la commission sénatoriale chargée du District. D'autres sont sur le métier au sein du Congrès. Au cours de l'année, quatre projets de loi seront considérés dans ce domaine, dont l'un éclipsera les autres.

Les deux premiers projets de loi déposés sont des projets connus. James Auchincloss dépose à la Chambre une version allégée du texte de 1948, qui est passé de 180 à 137 pages mais conserve

²⁶² Les bureaux des sénateurs ne sont en effet pas situés dans le Capitole mais dans des bâtiments situés à côté (un seul à l'époque, le *Senate Office Building*).

²⁶³ “*Dear Senator, taxation without representation is tyranny. We want home rule for the District of Columbia. We want the people of Washington to be able to decide their own taxes.*” (“D.C. ‘Indians’ Storm Hill in Tax Protest,” WP, 8 juin 1948, p. B1)

²⁶⁴ La CSC, la Federation of Women’s Clubs, la FCA, la Fédération des associations civiques, la DCLWV, le DDCC, l’ADA et le WHRC.

²⁶⁵ “Free earmuffs to stress D.C. Vote “Freeze,” WP, 16 janvier 1949, p. M15.

²⁶⁶ “*I am most gratified and pleased with the exceptional interest many residents are showing in the local suffrage drive.*” (“Home Rule Bill Given Priority by McGrath,” WP, 7 février 1949)

les principales mesures antérieures : un conseil municipal élu, un administrateur nommé, une réorganisation des agences multiples en 12 départements et un représentant non doté du droit de vote à la Chambre. Le sénateur McCarran dépose une nouvelle fois son *Charter Bill*²⁶⁷.

Un troisième texte est en préparation à l'extérieur du Congrès par le DDCC, avec l'aide du WHRC²⁶⁸. Le projet, dévoilé publiquement le 15 février, est proche du projet Auchincloss mais sans être identique. Il prévoit un conseil élu de 12 membres et un administrateur nommé, la réorganisation des services municipaux en 13 départements, une contribution fédérale minimale, et le pouvoir des autorités municipales de promulguer des lois sur lesquelles le Congrès aurait simplement un pouvoir de veto et ne serait pas une étape de l'adoption des lois, à la différence du projet Auchincloss. Cela confère une autonomie plus importante au pouvoir local. Le texte ne prévoit pas non plus de représentant au Congrès. Ses auteurs craignent en effet que la demande de représentation nationale soulève des difficultés additionnelles et contribue ainsi à faire échouer le projet. Ils préfèrent donc se concentrer sur l'autodétermination pour commencer. Le principe de réorganisation est quant à lui maintenu, mais suite à d'importants débats. La crainte à cet égard est que les amendements successifs au Sénat et à la Chambre en viennent à ne garder que la composante « réorganisation du texte » et abandonnent les aspects « autodétermination »²⁶⁹. Le DDCC et le WHRC sont soutenus par les deux autres appuis principaux à l'autodétermination dans la capitale : la CSC et la DCLWV²⁷⁰.

Une série d'auditions commence au sein de la sous-commission sénatoriale Kefauver. Les opposants habituels présentent les arguments habituels. La WTA, la FBA, le *Board of Trade* et le *Junior Board of Trade*, rejoints par la *District American Legion*, affirment d'une part que le gouvernement en place fonctionne très bien, et d'autre part qu'ils ne veulent pas

²⁶⁷ "Two Separate HR Plans Going to Congress," WP, 2 janvier 1949, p. M1.

²⁶⁸ Le WHRC compte désormais 75 membres environ. Il s'agit principalement d'avocats, d'hommes d'affaires et de femmes au foyer. (T. WINSHIP, "South Carolinian Tells Constituent Why He Opposes District Measure," WP, 26 juin 1949, p. M1; "Home Rule Bill Given Priority by McGrath," WP, 7 février 1949)

²⁶⁹ "New Vote Bill Avoids Issue of Congress Seat," WP, 31 janvier 1949; "New District Suffrage Plan," WP, 12 février 1949.

²⁷⁰ "Four Groups Join Forces to Support Suffrage Bill," WP, 16 février 1949.

d'autodétermination sans représentation nationale. Les partisans de l'autodétermination restent néanmoins nettement majoritaires. Là encore, les acteurs sont les mêmes qu'à l'habitude : au-delà du DDCC, du WHRC, de la CSC et de la DCLWV, on retrouve sans surprise l'ADA, le CIO, l'AFL, la *National Lawyers Guild*. Des différences de points de vue subsistent, par exemple sur la procédure d'adoption des lois, sur l'intérêt de coupler l'autodétermination avec des mesures fortes sur les droits civiques²⁷¹, avec la réorganisation²⁷², et avec la représentation nationale²⁷³.

Suite aux auditions, la sous-commission Kefauver approuve le projet de loi le 18 mars. Le document de 112 pages prévoit un conseil municipal élu de neuf membres qui nommerait un administrateur, le pouvoir de promulguer des lois, sauf en cas de veto du Congrès ou du Président, un Conseil scolaire élu, la réorganisation de l'administration locale en 12 départements, une limite aux emprunts publics, l'autorisation du « double vote ». Il ne prévoit en revanche pas de représentant au Congrès, ni de contribution fédérale minimale au budget municipal²⁷⁴.

Suite à ce projet, Harry Truman renouvelle son soutien à l'autodétermination. Il déclare à la conférence des maires Américains²⁷⁵ son espoir que le Congrès : « donnera bientôt au District une véritable autodétermination et en fera, comme nos autres villes, une démocratie locale.²⁷⁶ »

L'examen du texte au sein de la commission McGrath débute le 28 mars par de nouvelles auditions qui donnent l'occasion aux partisans et détracteurs de s'exprimer une nouvelle fois. Il se conclut très rapidement par un vote en faveur du projet, à une large majorité, le 5 avril. Le texte a été légèrement amendé. Il prévoit désormais un conseil municipal de 11 membres au lieu

²⁷¹ Cela est notamment demandé par le parti progressiste du District, la National Lawyers' Guild, le CIO (Washington Industrial Union Council et Women's Auxiliary, United Public Workers).

²⁷² La FCA est contre

²⁷³ "Citizens Split on Suffrage for District: HR advocates are in Majority at Hearing of Senate Subcommittee," WP, 18 février 1949.

²⁷⁴ "Approved by Subcommittee: HR Bill to Include District Agency Reorganization," WP, 19 mars 1949; "Senators get DC Rule Bill as approval is forecast", WP, 24 mars 1949.

²⁷⁵ United States Conference of Mayors

²⁷⁶ "will soon give the District real self-government and make it, like our other cities, a local democracy." ("Truman Hopes DC will have self-rule soon," WP, 22 mars 1949)

de neuf, les deux membres additionnels étant nommés par le Président et non élus, une contribution fédérale minimale au budget de la ville, et limite à 45 jours au lieu de 60 la durée pendant laquelle le Congrès pourrait mettre son veto à une loi du conseil²⁷⁷.

Le nouveau projet reçoit l'appui de Pat McCarran, qui alors œuvre pour l'autodétermination depuis 15 ans²⁷⁸. Les associations locales se préparent quant à elles à une campagne concertée en soutien au texte. Une cinquantaine de militants, représentant 15 associations, se réunissent début mai à l'appel de la CSC et du WHRC pour décider des actions à mener. La CSC est désignée pilote de la campagne. Il est également décidé de lancer une série d'appels aux sénateurs pour les familiariser avec la question du droit de vote des Washingtoniens et les inciter à soutenir le texte²⁷⁹. Leur enthousiasme n'est toutefois pas partagé par tous. Le chef de la majorité sénatoriale Scott W. Lucas (D., Ill.), affirme en effet peu après que le calendrier très chargé du Sénat risque d'empêcher toute discussion sur le projet d'autodétermination avant la fin de l'année. Il s'emploie néanmoins à inscrire le sujet à l'ordre du jour, avec le soutien de certains républicains comme Robert A. Taft, sénateur de l'Ohio²⁸⁰.

Le projet Kefauver est finalement débattu au Sénat à partir du 27 mai et adopté le 31 mai à l'unanimité. Cette victoire est saluée comme un grand événement par Wilbur Finch, président de la CSC, qui souligne que ce vote est la première approbation depuis 1878 par l'une des Chambres du Congrès d'un texte affectant la participation des citoyens au gouvernement du District. Elle vient notamment récompenser les efforts des sénateurs Kefauver, McGrath, Holland et Taft. L'opposition attendue du Vieux Sud s'est exprimée, mais pas sous la forme de l'obstruction parlementaire que certains redoutaient. Elle a notamment pris la forme d'un amendement déposé par les sénateurs James O. Eastland (D. Miss.) et Olin D. Johnston (D.,

²⁷⁷ "8 Senators will sponsor DC Home Rule bill," WP, 23 mars 1949; T. WINSHIP, "Two Changes In Home-Rule Bill Asked by Civic Groups," WP, 29 mars 1949, p. B1; "Finch, Hawes, hail revisions of Home Rule," WP, 7 avril 1949.

²⁷⁸ "McCarran to do all he can to bring HR," WP, 5 mai 1949.

²⁷⁹ "Backers Map drive for HR Bill," WP, 6 mai 1949.

²⁸⁰ "HR Bill to Die in Senate, Lucas says," WP, 15 mai 1949; "Democrats plan debate on DC rule this week," WP, 25 mai 1949.

SC), qui visait à conditionner toute modification de la situation dans la capitale en matière de ségrégation à un référendum auprès de la population et à l'approbation du Congrès. Mais hormis cette attaque, rejetée à 49 voix contre 27, le texte a reçu un fort soutien des deux côtés de l'hémicycle. Il a surtout reçu le vote de bon nombre de sénateurs ségrégationnistes, qui ont estimé à l'instar de Richard B. Russell²⁸¹ que le projet d'autodétermination pour la capitale n'était pas une mesure de droits civiques. Ils ont également été sensibles à l'un des arguments avancés par Spessard Holland, lui-même du Sud, qui affirmait que leur lutte contre les droits civiques serait d'autant moins difficile qu'ils se montreraient raisonnables sur des questions comme le droit de vote dans la capitale²⁸².

Le devenir du projet de loi repose dès lors entre les mains de la Chambre. Le chef de la majorité à la Chambre²⁸³ John W. McCormack a affirmé son soutien au texte. Il n'est toutefois pas le maître du jeu. Il revient en effet à la commission chargée du District de se prononcer. Au vu de sa composition, la commission McMillan n'est pas nécessairement opposée au projet. La sous-commission Harris²⁸⁴, en revanche, ne laisse guère de doute sur sa position. Oren Harris est en effet connu pour son opposition au droit de vote des Washingtoniens, et seuls deux des sept autres membres ont manifesté leur soutien pour ce type de mesures. Or c'est à cette sous-commission que revient l'étude préliminaire du texte à la Chambre²⁸⁵.

Selon une procédure alors bien rodée en matière d'autodétermination, la sous-commission Harris lance des auditions sur le projet de loi Kefauver²⁸⁶ le 28 juin. Le *Washington Post* remarque avec dépit que de telles discussions seraient nécessaires et désirables si l'on défrichait

²⁸¹ Le sénateur Russell (D. Ga) est alors le chef de file des opposants aux droits civiques au Sénat.

²⁸² "Senate goes to work on HR for District," WP, 28 mai 1949; "HR near action in Senate," WP, 31 mai 1949; "District Home Rule Bill Passed by Senate," WP, 1^{er} juin 1949; "Triumph of principle," WP, 1^{er} juin 1949; "Kefauver measure is approved with surprising speed; now goes to House," WP, 1^{er} juin 1949; Pearson, Drew, "Confederate Aid for HR," WP, 5 juin 1949.

²⁸³ House Majority Leader

²⁸⁴ Suite à la restructuration opérée par John McMillan dans la commission chargée du District, c'est la sous-commission judiciaire qui traite les questions d'autodétermination et de réorganisation.

²⁸⁵ "Kefauver measure is approved with surprising speed; now goes to House," WP, 1^{er} juin 1949; "House Action on HR Called Unlikely," WP, 2 juin 1949; "McCormack to Support Home Rule Legislation," WP, 5 juin 1949, p. M1.

²⁸⁶ Ainsi que les autres projets de loi sur le même sujet, parmi lesquels le projet Auchincloss révisé.

de nouveaux sujets, mais que dans le cas de l'autodétermination, tous les arguments ont déjà été entendus maintes fois. Par conséquent, de nouveaux débats mettent en évidence pour le quotidien une volonté des opposants de ralentir le projet²⁸⁷. Les auditions se tiennent tout de même. Les auteurs des textes considérés prennent la parole. À cette occasion, James Auchincloss rejette les accusations de John McMillan selon lesquelles le mouvement pro-autodétermination serait entaché de communisme²⁸⁸. C'est là une accusation récurrente de la part de certains opposants comme James Davis et John McMillan. Une nouvelle fois, les associations locales se mobilisent pour témoigner en faveur du texte. Les intervenants habituels²⁸⁹ sont rejoints par d'autres, aussi bien issus des milieux religieux que syndicaux et associatifs. Parmi les alliés religieux se trouvent par exemple la section locale du *National Council of Jewish Women*, qui a affiché publiquement son soutien au projet de loi²⁹⁰, l'*All Souls Unitarian Church*, la section locale de l'*Unitarian Fellowship for Social Justice* et l'*Unitarian Laymen's League*. Du côté syndical, on trouve par exemple la *Government Workers Union* et la *National Women's Trade Union League of America*²⁹¹. Au bout d'une dizaine de jours, le WHRC, la CSC, la DCLWV, l'ADA et le DDCC lancent un appel public demandant à ce que le processus soit accéléré de façon à ce que la Chambre ait l'occasion d'étudier le texte en séance plénière en 1949²⁹².

Les opposants restent fidèles à leur position. Un nouveau sondage est effectué auprès des 850 membres du *Junior Board of Trade*. Sur les 40 % de membres qui répondent, 68 % se disent pour le principe d'autodétermination assortie de la représentation nationale, mais seulement

²⁸⁷ "Home-Rule Bogey," WP, 24 juillet 1949.

²⁸⁸ T. WINSHIP, "South Carolinian Tells Constituent Why He Opposes District Measure," WP, 26 juin 1949, p. M1; "2 HR Backers ask House to act," WP, 29 juin 1949.

²⁸⁹ CSC, WHRC, ADA, DCLWV, DDCC, FCA, Fédération des associations civiques, NAACP, *Washington Federation of Churches*, *District Industrial Union Council* (CIO), *Women's Auxiliary*, *United Public Workers* (CIO), *Washington Central Labor Union* (AFL).

²⁹⁰ "Jewish Women Back HR Measure," WP, 11 juin 1949.

²⁹¹ T. WINSHIP, "South Carolinian Tells Constituent Why He Opposes District Measure," WP, 26 juin 1949, p. M1, "Hearings Open on HR Bills Today," WP, 28 juin 1949.

²⁹² E. RYAN, "5 Groups Ask Speed on District Home Rule House," WP, 10 juillet 1949, p. M13.

24 % se disent pour l'autodétermination seule. 80 % se disent par ailleurs favorables à la représentation au Congrès²⁹³.

Lors de la dernière journée d'auditions, les opposants reçoivent le soutien appuyé du collège des commissaires. Dans une lettre signée par John Russell Young, le collège commence par souligner le principe de l'autodétermination, mais il développe ensuite sur six longues pages les défauts qu'il trouve dans le projet de loi étudié. Leurs critiques portent notamment sur le système d'élection, les procédures législatives, les procédures d'emprunt²⁹⁴.

Le président affiche quant à lui un soutien sans précédent au projet dans une lettre adressée au Congrès. Dans son courrier, Harry Truman apporte tout son appui au projet Kefauver. Il souligne les trois objectifs que comporte selon lui le texte : premièrement, soulager le Congrès, deuxièmement, rétablir la démocratie dans la capitale, troisièmement, mettre en place un gouvernement plus efficace à Washington. Il presse le Congrès d'approuver le texte dès 1949. Ce message, dont la symbolique est très forte, ravive les espoirs des partisans du droit de vote. « Maintenant, » écrit le *Washington Post*, « le président mène la campagne²⁹⁵ ».

Suite à l'étude du projet, plusieurs solutions s'offrent à la sous-commission Harris. Elle peut l'approuver et le transmettre à la commission McMillan, le transmettre à la commission sans émettre d'avis pour ou contre, l'enterrer, préparer un projet alternatif, ou ne rien faire du tout²⁹⁶.

Le 16 août, la sous-commission Harris vote l'abandon du texte²⁹⁷. Il reste encore aux partisans du projet l'espoir que la commission plénière chargée du District décide de se saisir du texte, comme les règles de la Chambre l'autorisent à le faire. Ils estiment en effet qu'à la différence de la sous-commission judiciaire, la majorité des membres de la commission plénière sont favorables

²⁹³ "Rep. Hayes Urges Approval of HR Legislation," WP, 16 juillet 1949.

²⁹⁴ "House Hearings Ended; District Commissioners Hit Senate Bill," WP, 28 juillet 1949.

²⁹⁵ "Now the President is leading the HR parade." ("Truman on HR," WP, 26 juillet 1949)

²⁹⁶ "Unit makes no decision on DC Rule," WP, 4 août 1949.

²⁹⁷ L'expression, en langage du Congrès est « *table a bill* ». Une motion destinée à « *table a bill* » dispose de la question de façon immédiate et définitive, sans vote direct sur le fond d'un texte. Elle n'est pas débattue et est votée soit à l'unanimité, soit à la majorité.

à l'autodétermination. C'est toutefois un nouveau revers qui est enregistré le 19 août. La commission McMillan vote par 15 voix contre 8 le rejet du texte²⁹⁸.

À cette date, les perspectives concernant l'autodétermination à la Chambre sont peu engageantes. Deux autres projets de loi restent en suspens au sein de la sous-commission Harris, mais son président a déclaré qu'ils ne seront pas étudiés en 1949²⁹⁹.

Il reste néanmoins une dernière chance au projet Kefauver. Les règles de la Chambre permettent en effet de lancer une pétition dès qu'une commission a voté contre un texte de loi. Si la pétition parvient à réunir la signature de la majorité des députés, le texte est automatiquement présenté à la Chambre et proposé au vote. En 1949, le nombre requis est de 218 signatures. La tentative de la dernière chance est lancée par John F. Kennedy (D., Mass.), qui dépose une pétition relative au projet Kefauver le 13 octobre. « Je pense que les membres de la Chambre devraient avoir l'opportunité, qu'ils auraient dû avoir depuis longtemps, de s'exprimer sur la question vitale de l'autodétermination », explique-t-il³⁰⁰. L'espoir est encore permis du fait de la position estimée des membres de la Chambre. Selon une enquête publiée par le *Washington Post* le 25 août, 235 élus sont pour l'autodétermination, 133 contre et 55 indécis. Le résultat montre par ailleurs une très franche opposition au droit de vote des Washingtoniens parmi les représentants des onze États du Sud, dont seulement huit se sont dit favorables au principe du droit de vote, 74 opposés et 17 indécis³⁰¹. Cette opposition n'est d'ailleurs pas en phase avec la population des États du Sud, qui s'est prononcée à 75 % *pour* le droit des Washingtoniens à élire leurs gouvernants locaux un an auparavant³⁰².

²⁹⁸ "Effort will be made to bring Kefauver Proposal onto Floor," WP, 17 août 1949; "HR Tabled," WP, 17 août 1949; "House Group Votes 15 to 8 to Reject HR," WP, 20 août 1949.

²⁹⁹ "House Group Votes 15 to 8 to Reject HR," WP, 20 août 1949.

³⁰⁰ "I feel that the membership of the House should have the opportunity, long overdue, to express itself on the vital Home Rule legislation." ("Kennedy files petitions to get vote on rule," WP, 14 octobre 1949; "House Group Votes 15 to 8 to Reject HR," WP, 20 août 1949)

³⁰¹ Pendant plusieurs semaines, le quotidien a examiné les votes effectués par les députés sur la question de l'autodétermination et a interviewé ceux qui n'avaient pas encore eu le temps de s'exprimer. Sur les 116 élus qui ne siégeaient pas l'année précédente, 71 ont affirmé au *Post* leur soutien à l'autodétermination. ("Southern Bloc rejects Idea of HR," WP, 25 août 1949)

³⁰² "D.C. Home Rule Is Favored By 77% Throughout Nation," WP, 4 mai 1948.

Si la pétition lancée par John Kennedy entretient l'espoir de réussite à Washington, son risque est néanmoins élevé, principalement pour des questions de procédure. L'utilisation de la pétition est très rare au sein de la Chambre, car en permettant à un projet de loi de passer directement d'une commission à la Chambre, elle évite la commission des règles, qui constitue en principe un passage obligé du processus législatif. Certains députés sont donc hostiles à ce système qui, bien que prévu dans le fonctionnement de la Chambre, contourne les règles traditionnelles en place. Ils ne comptent donc pas signer la pétition, même s'ils sont favorables à l'autodétermination sur le fond³⁰³.

L'année 1950 débute ainsi dans la continuité de l'année précédente, avec l'espoir chez les partisans de l'autodétermination de voir leurs démarches enfin aboutir, et la ferme volonté chez leurs opposants d'empêcher l'adoption du projet Kefauver.

La pétition affronte l'opposition du *Board of Trade*, qui contacte le maximum de députés pour les inciter à ne pas y apposer leur signature. Ils envoient de nombreux courriers exposant leur position et affirmant que le *Board* était fermement opposé au projet Kefauver. Ils y expliquent également que la solution appuyée par le *Board* est la « méthode sudiste », qui donnerait au District une représentation au Congrès à travers un amendement à la Constitution³⁰⁴. Le *Board* reçoit notamment le soutien de la section locale de l'American League, qui est fermement opposée au droit de vote des Washingtoniens. L'*American Legion* manifeste son opposition par une lettre diffusée à l'ensemble des députés pour expliquer sa position. Elle y dénonce l'inconstitutionnalité du projet Kefauver et défend les arguments que nous avons qualifiés plus haut de « fédéralistes » et « légitimistes³⁰⁵ ».

Les Washingtoniens ont une nouvelle fois été critiqués pour leur inaction par un membre du Congrès suite au rejet du texte par la commission McMillan. Matthew M. Neely (D., WV), le

³⁰³ "House Group Votes 15 to 8 to Reject HR," WP, 20 août 1949; "Kennedy files petitions to get vote on rule," WP, 14 octobre 1949.

³⁰⁴ "Trade Board Letter Blasts 'Rule' Petition," WP, 3 janvier 1950.

³⁰⁵ "Rep. Allen is 157th Member to sign Home Rule Discharge," WP, 26 février 1950.

futur président de la commission sénatoriale chargée du District, a déclaré vertement que les Washingtoniens ont fait preuve de « trop peu d'ambition, trop peu de détermination à se battre pour leurs droits. Ils ont été trop dociles et soumis, comme un troupeau de moutons encerclés par une meute de loups.³⁰⁶ » Le sénateur les accuse de ne pas se mobiliser suffisamment. « J'aurais monté une fanfare » affirme-t-il, « et je me serais posté aux coins des rues pour protester contre cette injustice jusqu'à rendre les gens fous ou les faire fuir de la ville.³⁰⁷ »

Si l'ensemble de la population n'est pas mobilisé, la minorité agissante ne ménage en revanche pas ses efforts. Dès le mois d'août 1949, les organisations locales ont commencé à s'organiser pour soutenir la pétition de John Kennedy. Le WHRC, la CSC³⁰⁸, le DDCC et la DCLWV sont comme à l'habitude en première ligne. Ils envoient des courriers aux députés les incitant à signer la pétition, le 3 janvier, une centaine d'entre eux se rendent en personne au Capitole³⁰⁹. Les associations de quartier organisent des réunions³¹⁰. D'autres organisations locales et nationales se joignent également à leurs appels. C'est notamment le cas de la fédération nationale des jeunes républicains³¹¹ et de la *Washington Federation of Churches* qui écrivent à l'ensemble des députés à ce sujet. Au mois de mars, une nouvelle campagne est lancée par la CSC, qui revendique dans un courrier envoyé au Congrès le soutien de 58 organisations soutenant l'autodétermination³¹².

Les féministes de la DCLWV intensifient leur mobilisation en faveur de l'autodétermination au début de l'année. Elles mettent en place un cycle de conférences de trois mois dans leurs 15

³⁰⁶ *“too little ambition, too little determination to fight for their rights. They have been too docile and submissive like a flock of sheep surrounded by a pack of wolves.”* (“Neely Blasts DC Apathy on Suffrage,” WP, 15 septembre 1949)

³⁰⁷ *“I'd have had a band, and I'd have gone out on the street corners and shouted about this injustice until I drove people crazy or drove them out of town.”* (“Neely Blasts DC Apathy on Suffrage,” WP, 15 septembre 1949)

³⁰⁸ La CSC rassemble à cette date environ 50 organisations locales, qui totalisent « des centaines de milliers » de Washingtoniens. (“Congressmen Urged to act on HR,” WP, 17 octobre 1949)

³⁰⁹ “McCormack Indorses DC HR,” WP, 4 janvier 1950.

³¹⁰ “Home Rule Bill to be debated,” WP, 5 février 1950.

³¹¹ La *Young Republicans National Federation* représente 300 000 personnes (“‘Rule’ Called Move to Ease Congress’ Toil,” WP, 23 janvier 1950)

³¹² “HR vote sought by civic units: AVC Official Urges Apology from Legion for Attack on Bill,” WP, 13 mars 1950, “Church Federation Backs HR action,” WP, 17 mars 1950.

sections de quartiers washingtoniennes. L'objectif de cette série baptisée « Un coup d'œil sur Washington³¹³ » est de préparer leurs membres à mener campagne pour l'autodétermination. Les suffragettes organisent également une opération destinée à rappeler aux députés leur intérêt pour le droit de vote. Dans les premiers jours de février, elles se rendent au Congrès vêtues à la mode du début du siècle, pour symboliser la lutte que leurs aînées ont menée quelques décennies plus tôt pour le droit de vote et signifier que l'absence de droit de vote dans la capitale est aussi démodée que leurs vêtements. Elles postent leurs véhicules d'époque assortis de pancartes devant le bâtiment, et vont manifester devant le Capitole, attirant le regard des parlementaires.

Au Congrès, la signature de la pétition progresse doucement semaine après semaine. Plusieurs députés, comme le chef de file de la majorité à la Chambre, John W. McCormack, ont affirmé publiquement leur soutien au projet et appelé leurs collègues à soutenir la pétition³¹⁴. Le 14 octobre 1949, 30 élus y avaient apposé leur signature. Ils sont 157 au total le 25 février³¹⁵. Le 4 avril, le total est à 178. Il ne reste donc « que » 40 signatures à recueillir pour les partisans de l'autodétermination, sur un total de 218. Les 30 suivantes sont néanmoins les plus difficiles à obtenir selon Tilford Dudley³¹⁶, qui a étudié l'histoire des pétitions parlementaires. M. Dudley explique en effet que passé le seuil des 210 signatures, lorsqu'il est devenu évident que la pétition sera un succès, de nombreux parlementaires s'ajoutent de façon à figurer sur la liste finale des signataires. Entre 175 et 210 signatures en revanche, les signatures sont de plus en plus difficiles à obtenir, car les non-signataires sont les plus indécis, ou les plus réfractaires à l'initiative. Ceci d'autant plus que les partisans du projet ne sont pas les seuls à faire pression sur la Chambre³¹⁷. L'issue est donc loin d'être tranchée. À la mi-mai, le taux de signataires est estimé à 50 % chez

³¹³ *"A Look at Washington"* ("District Suffragettes Ride Again on Capitol Hill," WP, 5 février 1950)

³¹⁴ "McCormack Indorses DC HR," WP, 4 janvier 1950.

³¹⁵ "Rule Bill Petition Signed by 30 in House; 218 Needed," WP, 15 octobre 1949; 3 février 1950; "Rep. Allen is 157th Member to sign Home Rule Discharge," WP, 26 février 1950

³¹⁶ Directeur adjoint du comité d'action politique du CIO.

³¹⁷ "HR Backers get first real opposition: 40 more names still needed for petition to get vote on Measure," WP, 5 avril 1950.

les démocrates et à un peu moins de 30 % chez les Républicains, soit 130 à 135 démocrates et 50 à 55 républicains. L'appel à signature du Comité National Démocrate³¹⁸ reste sans grand effet³¹⁹.

Une nouvelle offensive est lancée au mois d'août par les partisans du projet de loi pour obtenir les dernières signatures nécessaires au succès de la pétition. Le Président ajoute sa voix à la leur à la fin novembre, en mentionnant le projet Kefauver parmi les projets qu'il souhaite voir approuvés avant la fin de la législature, mais en vain³²⁰.

Le 30 novembre, la dernière chance du projet Kefauver s'éteint. La date limite de dépôt des pétitions pour un vote avant la fin de la session est atteinte. L'aventure s'arrête à 195 signatures, soit 23 de moins que nécessaire. Pour le *Washington Post*, « le texte est mort du fait d'une forte opposition compliquée par de l'apathie et les règles de la Chambre »³²¹. L'opposition est venue principalement des ségrégationnistes, par crainte du vote noir. L'apathie s'est trouvée chez les républicains, qui ont estimé que la majorité étant démocrate, il revenait aux démocrates avant tout de faire l'effort nécessaire pour l'adoption du projet. Pour certains, l'échec du projet de loi à la Chambre est venu expliquer *a posteriori* l'absence d'obstruction au Sénat, qui avait constitué une surprise. Ils estiment en effet que les sénateurs obstructionnistes potentiels se sont gardés d'agir simplement car ils avaient la certitude que leurs alliés à la Chambre ne permettraient pas l'adoption du texte³²².

La fin de la session parlementaire met également fin à plusieurs projets de loi de compromis déposés à la Chambre et au Sénat à la fin 1949 et dans le courant de l'année 1950. Ces projets conservaient des aspects de réorganisation et comportaient des dispositions plus ou moins audacieuses concernant la représentation nationale. Le premier, déposé par le sénateur Matthew

³¹⁸ Democratic National Committee (DNC)

³¹⁹ "Democrats ask vote on HR," WP, 17 mai 1950.

³²⁰ "Group to Map drive to speed HR: Suffrages Conference goal is 14 more House signatures," WP, 14 août 1950; "HR bill passage wanted now by Truman," WP, 28 novembre 1950.

³²¹ "The bill died of antagonism, complicated by apathy and House rules." ("HR dies, victim of apathy and antagonism," WP, 1^{er} décembre 1950)

³²² "HR dies, victim of apathy and antagonism," WP, 1^{er} décembre 1950; "Southern House Members' Hostility, GOP indifference, Doom DC measure," WP, 1^{er} décembre 1950.

Neely en septembre 1949, proposait de donner à Washington des représentants au Congrès et le droit de vote aux élections présidentielles³²³. Les deux suivants, déposés à la Chambre par Oren Harris le 9 mai 1950, visaient également la représentation nationale. L'un prévoyait de doter la capitale d'un représentant non pourvu du droit de vote au Congrès, d'un Conseil scolaire élu et de réorganiser l'administration de la ville en 12 départements confiés au collège des commissaires. L'autre prévoyait, à l'instar du projet de Matthew Neely et des députés Adam Clayton Powell, Jr. (D., NY) et Olin E. Teague (D., Tex.), de fournir à la capitale une représentation nationale complète³²⁴. Le dernier projet Auchincloss en date, enfin, déposé le 15 mai 1950, proposait de donner à la capitale un délégué non doté du droit de vote au Congrès, et de réorganiser l'administration de la ville en 12 départements supervisés par les commissaires. En ne proposant pas de Conseil scolaire élu, à la différence du projet Harris, James Auchincloss espérait rencontrer moins d'opposition. Ces projets, en retrait par rapport au projet Kefauver, ne se concrétisent pas³²⁵.

2. De Kefauver à Neely et Case (1951-1952)

Après l'échec de l'effort d'endurance du projet Kefauver, la mobilisation de la population locale retombe légèrement au cours de la législature suivante. Les actions marquantes et les réunions publiques sont moins nombreuses. Les partisans du droit de vote ne renoncent toutefois pas, que ce soit dans la ville ou au Congrès. En 1951 et 1952, on assiste au contraire à une multiplication des projets de loi. Mais mis à part le projet Kefauver, qui est redéposé sous sa forme initiale, ce sont des projets d'un type différent qui apparaissent. À la différence des projets audacieux des années 1948 à 1950, qui comprenaient à la fois des composantes de réorganisation et d'autodétermination, les nouvelles tentatives privilégient le compromis. Aux projets combinant autodétermination et réorganisation succèdent principalement des projets plus

³²³ "Sen. Neely Seeks Amendment to Give D.C. Citizens Vote," WP, 27 septembre 1949, p. 2.

³²⁴ "Compromise to HR bill offered: Measure would give DC NVD in Congress," WP, 10 mai 1950.

³²⁵ "Auchincloss files another HR Bill," WP, 16 mai 1950.

consensuels qui privilégient la représentation nationale, voire l'obtention d'un délégué unique non doté du droit de vote à la Chambre. Ces projets, qui souhaitent répondre aux objections du *Board of Trade* et des autres opposants, ne parviennent toutefois pas à obtenir leur adhésion.

Le début de l'année 1951 voit émerger plusieurs nouveaux projets de loi concernant le droit de vote. Le projet Auchincloss, tout d'abord, est déposé à la Chambre au début du mois de janvier. C'est un projet de compromis qui ne propose pas d'autodétermination. À l'instar de celui déposé par James Auchincloss en mai 1950, le texte prévoit pour la capitale un délégué non doté du droit de vote au Congrès et la restructuration des multiples services municipaux en 12 départements administrés par les commissaires³²⁶. Quelques jours plus tard, Brooks Hays (D., Ark.) dépose à la Chambre un projet similaire, qui prévoit les mêmes dispositions, ainsi que l'élection du Conseil scolaire au suffrage direct³²⁷.

Le 23 janvier, plusieurs projets sont déposés au Congrès sur le sujet. Le principal d'entre eux est le projet du sénateur Kefauver, qui a été approuvé par le Sénat mais a échoué à la Chambre lors de la législature précédente. Le texte est déposé en parallèle au Sénat et à la Chambre. À la Chambre, le député Arthur G. Klein (D., NY) s'en charge, comme il l'avait fait en 1949. Au Sénat, détail notable, il est déposé conjointement par Estes Kefauver (D., Tenn.) et Robert A. Taft. L'importance de ce fait ne réside pas dans le ralliement d'un nouveau sénateur à la cause washingtonienne. Robert Taft est clairement identifié au Congrès comme un partisan du droit de vote des Washingtoniens. L'importance ici est que le projet de loi devienne par cet acte officiellement bipartisan, dans la mesure où Estes Kefauver est démocrate, et Robert Taft républicain. Ce fait n'est pas négligeable compte-tenu de l'attitude dont ont fait preuve les républicains l'année précédente, en refusant de se mobiliser pour un projet de loi démocrate³²⁸.

³²⁶ "DC Delegate move planned in Congress: Rep. Auchincloss to present bill for representation," WP, 6 janvier 1951, p. 1; T. WINSHIP, "Home Rule Foes Back Bill for D.C. Delegate McMillan and Harris Favor Non-Voting Seat in House For Representative," WP, 10 janvier 1951, p. B1.

³²⁷ "Bill Provides D.C. Delegate In Congress," WP, 18 janvier 1951, p. B1.

³²⁸ "Taft, Kefauver to introduce bill for District Home Rule," WP, 19 janvier 1951; "Home Rule again," WP, 20 janvier 1951.

Le 8 février, un projet d'une nouvelle forme voit le jour au Sénat à l'initiative de Francis Case (R., SD). Ecartant les aspects d'autodétermination, de réorganisation et même de représentation au Congrès, le sénateur propose un amendement constitutionnel qui doterait Washington et les Territoires (Alaska et Hawaï) d'un vote chacun dans le collège électoral. En clair, il vise à donner le droit de vote aux Washingtoniens aux élections présidentielles³²⁹. Francis Case annonce également qu'il travaille à un projet de loi complémentaire. Le texte en question, déposé au Sénat le 2 avril, propose notamment un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre et la mise en place d'un conseil municipal élu qui exercerait une surveillance sur les commissaires, mais ne les remplacerait pas³³⁰.

Le projet Kefauver-Taft est approuvé le 4 avril 1951 par la sous-commission sur l'autodétermination³³¹. Les auditions qui se sont tenues sur le sujet du 20 février au 6 mars ont vu s'affronter les mêmes points de vue que lors des auditions précédentes, généralement défendus par les mêmes témoins. Le WHRC, la CSC, la DCLWV et l'ADA ont notamment été soutenus par plusieurs organisations politiques comme le parti progressiste du District, club des jeunes républicains du District³³², le comité national démocrate (DNC), le DDCC, le club démocrate du District³³³. À l'opposé, le *Board of Trade* a répété ses arguments contre l'autodétermination, avec le soutien des commissaires³³⁴.

L'optimisme est toutefois de courte durée. Le 26 avril, en effet, le projet Kefauver-Taft est bloqué par la commission sénatoriale chargée du District par un vote de six voix contre six. Le même jour, la commission rejette également à sept voix contre cinq une motion proposant des auditions sur le projet Case³³⁵.

³²⁹ "Case would let DC vote for president," WP, 9 février 1951.

³³⁰ "D.C. Commissioners Would Keep Posts," WP, 1^{er} avril 1951.

³³¹ Au sein de la commission sénatoriale chargée du District

³³² Young Republican Club of the District

³³³ Democratic Club of the District of Columbia

³³⁴ "Senate Opens HR Hearings on 'Hill' Today," WP, 20 février 1951; "Hearings End on HR for District," WP, 6 mars 1951.

³³⁵ "HR Bill barred from Senate by tie vote," WP, 26 avril 1951.

Figure 139 - *The Saint Petersburg Times*, 16 août 1951



Parmi les membres du Congrès favorables au droit de vote des Washingtoniens, le nouveau revers subi en avril suscite des velléités de compromis, de manière à atteindre au moins partiellement leur objectif³³⁶. C'est dans cette perspective qu'un nouveau projet émerge à la mi-juillet. Il est l'œuvre de Gerhard T. van Arkel³³⁷ et de Robert C. Albrook³³⁸, qui ont travaillé en collaboration avec les sénateurs Neely et Case. Le texte, basé sur le projet Kefauver, est destiné à rassembler un vaste soutien bipartisan au Congrès. Il prévoit notamment un conseil municipal élu de 15 membres, un maire nommé par le Président, un Conseil scolaire élu, et un représentant non doté du droit de vote à la Chambre³³⁹. Le projet est adopté par la sous-commission sénatoriale compétente dès le 17 juillet³⁴⁰. Il est approuvé presque aussi rapidement par la

³³⁶ "Compromise on Home Rule Bill Hinted," WP, May 13, 1951.

³³⁷ Conseiller auprès de la commission sénatoriale chargée du District

³³⁸ Conseiller du sénateur Francis Case

³³⁹ "Substitute Home Rule Bill Appoints D.C. Mayor Measure Designed To Win Bipartisan Support Prepared By Senate Aides," WP, 15 juillet 1951.

³⁴⁰ "Senate Subcommittee Approves Compromise HR Bill," WP, 18 juillet 1951.

commission plénière chargée du District, le 1^{er} août, suite à de rapides auditions³⁴¹. Entre temps, Arthur Klein en a déposé la copie conforme à la Chambre, de façon à ne pas perdre de précieuses semaines du fait d'une mise en série de l'étude du texte à la Chambre et au Sénat³⁴².

Sur le plan de la mobilisation locale, l'année 1951 voit une ancienne organisation revenir sur le devant de la scène. Le comité de citoyens pour la représentation nationale du District de Columbia, vieux de 34 ans, est réactivé au printemps sous la présidence de Jesse C. Suter. M. Suter est un militant de longue date pour les droits civiques, ainsi que le rédacteur en chef du *Washington Star*. Le groupe soutient les projets de loi en faveur de la représentation nationale pour le District. Il est toutefois plus mesuré quant à l'autodétermination, de la même manière qu'il l'était trois décennies plus tôt. Il travaille en effet en collaboration étroite avec le *Board of Trade*, qui n'est pas spécialement renommé pour soutenir la *Home Rule*³⁴³.

Le projet Neely-Kefauver-Case reste en suspens lorsque l'année 1951 s'achève, mais il est immédiatement mis sur le métier en janvier 1952. Il bénéficie de nombreux soutiens. Au-delà des partisans locaux de l'autodétermination et de leurs alliés au Congrès, le texte est soutenu par Harry Truman et par le nouveau membre du collège des commissaires, F. Joseph Donohue³⁴⁴. Le Président a annoncé son soutien officiel le 30 août 1951, lors d'une conférence de presse, déclarant qu'il se battait pour l'autodétermination depuis 17 ans et qu'il espérait que cette tentative serait la bonne³⁴⁵. Joseph Donohue, pour sa part, a affirmé dès le 20 juillet qu'il était fermement en faveur de ce texte et le soutiendrait autant qu'il le pourrait³⁴⁶.

Les différences entre le nouveau projet et le projet Kefauver sont une source supplémentaire d'optimisme pour les partisans du droit de vote. Si les concessions proposées sont difficiles à admettre pour certains d'entre eux, il n'en reste pas moins qu'elles améliorent en principe les

³⁴¹ "Senate Unit puts approval on Rule bill," WP, 2 août 1951.

³⁴² "HR Bill is introduced by Rep. Klein," WP, 19 juillet 1951.

³⁴³ "DC Group again fights to get voice in Congress," WP, 3 avril 1951.

³⁴⁴ Il succède à Guy Mason le 12 mars 1951

³⁴⁵ "HR bill backed by Truman," WP, 31 août 1951.

³⁴⁶ "HR backed by Donohue," WP, 21 juillet 1951.

chances d'adoption du texte. Dans un mémorandum écrit en soutien au projet, Robert Albrook cite 11 éléments qui ont été modifiés pour tenir compte des objections formulées par le *Board of Trade*. Le projet ne prévoit plus de membre du conseil municipal nommés par le président. Il porte à trois ans au lieu d'un la durée minimale de résidence dans la capitale pour être candidat aux élections, d'après les préconisations du *Board of Trade*. Il limite la possibilité de veto du Congrès sur les décisions du conseil municipal. Il élimine le principe d'administrateur au contrôle de la ville, qui aurait pu être un « outsider » et le remplace par un maire ayant résidé au moins trois ans dans la ville. Il ne prévoit aucune réorganisation de l'administration de la capitale et laisse au conseil municipal le soin de la mettre en œuvre. Il empêche toute personne qui participe à des élections municipales ailleurs de voter dans la capitale. Ce ne sont qu'une partie des concessions faites au *Board of Trade*³⁴⁷. L'opposition subsiste toutefois. En dépit des modifications apportées au projet, le *Board of Trade* a fait connaître dès le 24 juillet son opposition au texte, et il dispose de solides alliés à la Chambre et au Sénat³⁴⁸.

Les débats au Sénat commencent vivement en janvier 1952. Dès la première séance, après les mots introductifs d'Estes Kefauver, le sénateur Olin D. Johnston (D., SC) monopolise la parole. Il parle pendant plus de trois heures avant que les discussions ne soient suspendues pour la journée. Cela lui laisse le temps de détailler ses objections concernant l'inconstitutionnalité du texte et de qualifier tour à tour ce dernier de « réchauffé, » de « monstruosité, » de « mélange confus de pensées », de « foutaises », de « piège et d'illusion, » (...) et de « soupe à l'eau claire, sans une cuillerée de jus de réel vrai (sic) droit de vote. »³⁴⁹ Il renouvelle l'opération lors de la séance suivante, pour atteindre un total de plus de sept heures de monologue. Il semble ainsi que les ségrégationnistes ont fait le choix de l'obstruction, mais il n'en est finalement rien. Malgré une tentative pour renvoyer le projet à l'étude en commission, le Sénat adopte le texte dès le 23

³⁴⁷ "DC Rule bill sure of vote by Senators," WP, 29 juillet 1951.

³⁴⁸ "Trade Board Opposes Latest 'Rule' Bill," WP, 25 juillet 1951, p. 6.

³⁴⁹ "a "rehash," a "monstrosity," a "mixture of confused thinking," a "bumbug," a "snare and a delusion," "fraught with constitutional dangers," and a "sop, without a spoonful of the gravy of real true suffrage." ("HR fight opens; Senate vote likely today," WP, 15 janvier 1952)

janvier. Ironiquement, l'échec de la tentative de blocage, qui est rejetée par 41 voix contre 35, est notamment dû à quatre élus démocrates du Vieux Sud, qui ont voté en faveur du projet³⁵⁰.

À l'instar du projet Kefauver deux ans auparavant, le projet Neely-Kefauver-Case se trouve donc adopté par le Sénat et en attente d'une action favorable de la Chambre. Les perspectives ne sont pas très engageantes en 1952, car si le texte est différent, le contexte n'a pas changé. Au lendemain de l'approbation du Sénat, le *Washington Post* remarque d'ailleurs que « la nuit dernière, les députés qui ont enterré le projet d'autodétermination de 1949 ont accueilli la nouvelle du vote sénatorial avec force ricanements, confiance et continuité.³⁵¹ » Au sein de la Chambre, le projet est en effet transmis à la commission chargée du District, dont 10 des 14 membres démocrates, y compris le président, sont issus du Vieux Sud, et dont la majorité sont a priori défavorables au droit de vote pour les Washingtoniens. Il en est de même pour les membres de la sous-commission Harris, qui a pour tâche d'étudier le projet en premier lieu³⁵².

L'opposition continue à se manifester au début de l'année. Le 10 février, l'*American Planning and Civic Association* soutient le principe de la représentation nationale pour le District, mais souligne une nouvelle fois son opposition à l'autodétermination, rappelant le caractère fédéral de la capitale nationale et la responsabilité de l'État dans le contrôle à la fois des lois et de l'administration³⁵³. Le lendemain, le *Board of Trade* lance un nouveau sondage au sein de ses membres sur la question. En 1948, 64,7 % des réponses des membres Washingtoniens avaient été opposées à l'autodétermination. L'année suivante, elles étaient plus de 80 %. En 1952, comme lors des sondages précédents, le *Board* souligne dans son introduction au questionnaire les aspects qui selon lui font défaut au projet de loi. Il mentionne notamment l'absence de disposition permettant une véritable représentation nationale,

³⁵⁰ Il s'agit des sénateurs Spessard L. Holland (Fla.), Lister Hill (La.), Russell B. Long (La.) and Lyndon B. Johnson (Tex.) ("Senate Passes HR by voice vote," WP, 23 janvier 1952)

³⁵¹ "last night the same House members who spiked the 1949 Home Rule bill greeted news of the new Senate action with chuckles, confidence and consistency." ("Senate Passes HR by voice vote," WP, 23 janvier 1952)

³⁵² "Capital HR passed by Senate," NYT, 23 janvier 1952; "HR Bloc Plans House Battle," WP, 27 janvier 1952.

³⁵³ "Group favors District vote without Rule," WP, 11 février 1952.

l'absence de disposition dotant les Washingtoniens du droit de vote aux élections présidentielles, l'absence de garantie sur la contribution fédérale au budget de la ville, qui a été éliminée au Sénat, l'absence de procédure destinée à tenir le Congrès informé des lois votées par le conseil municipal³⁵⁴. Les résultats sont rendus publics le 6 mars. Ils annoncent sans surprise une opposition massive au projet de loi. Seuls 25 % des 5 745 membres ont répondu, mais ils se sont prononcés à 86,6 % contre le projet de loi. Parmi les membres Washingtoniens, l'opposition atteint 87,2 %.³⁵⁵ Pour le commissaire F. Joseph Donohue, le *Board* est le principal opposant au projet de loi d'autodétermination³⁵⁶.

Après quelques atermoiements de son président, les auditions sur le projet de loi commencent au sein de la sous-commission Harris le 17 mars 1952. Les opposants sont présents au rendez-vous. Le *Board of Trade*, la FBA, répètent leurs arguments traditionnels. Thomas G. Abernethy (D., Miss.), adversaire de longue date de l'autodétermination, soutient par exemple l'argument constitutionnel pour s'opposer au projet, affirmant que le Congrès ne peut déléguer une autorité que lui confère la Constitution³⁵⁷. Les partisans du projet répondent également présents. Au-delà des arguments de démocratie et d'efficacité qu'ils défendent habituellement, ils insistent cette fois sur le principe de bon gouvernement. Cet argument en est effet souvent employé par les opposants au projet, qui affirment que le gouvernement de la capitale est le meilleur dont une ville puisse rêver, en particulier parce qu'il est exempt de toute corruption. Or des scandales ont été révélés dans les forces de l'ordre, mettant en évidence la corruption de la police locale. Mme Ottenberg, porte-parole de l'association nationale des femmes juives³⁵⁸ et militante pour le droit de vote depuis des années, déclare ainsi : « Ceux qui prétendent que notre ville est un modèle [devraient regarder les] compte-rendus quotidiens de criminalité et de corruption policière et la

³⁵⁴ "Trade Board Begins Poll on Rule Bill," WP, 17 février 1952.

³⁵⁵ "BOT votes against HR bill," WP, 7 mars 1952.

³⁵⁶ "Donohue hits BOT on HR," WP, 6 mars 1952.

³⁵⁷ "HR bill strikes snag in House unit hearing," WP, 18 mars 1952.

³⁵⁸ National Association of Jewish Women

négligence dont sont victimes nos institutions d'assistance publique au jour le jour.³⁵⁹ » Fait intéressant à souligner, la FCA ne prend pas position sur le texte, après avoir soutenu fermement les projets d'autodétermination pendant plusieurs années. Son président Clifford H. Newell se dit personnellement opposé au texte, à l'instar du *Board of Trade* et de la FBA³⁶⁰.

Lorsque les auditions prennent fin au sein de la sous-commission, le 1^{er} avril, Oren Harris promet de donner suite au dossier « sous peu », mais il laisse sous-entendre qu'aucune décision rapide ne sera prise à l'égard du projet Neely-Kefauver-Case. Walter K. Granger (D., Utah) décide donc de lancer une pétition destinée à dessaisir la commission McMillan du projet de loi et à le présenter directement à la Chambre³⁶¹. La sous-commission Harris vote finalement contre le projet Neely-Kefauver-Case le 9 mai. La seule chance de succès du texte reste la signature de la pétition Granger par 218 députés au moins avant la fin de la session, début juin. Elle échouera loin du compte, malgré la mobilisation des organisations locales³⁶².

Les péripéties de l'autodétermination ne se finissent toutefois pas avec la mise à mort du projet Neely-Kefauver-Case le 9 mai. Le même jour en effet, la sous-commission Harris approuve un projet déposé au mois de mars par James Auchincloss et Oren Harris³⁶³. Le texte propose de doter la capitale d'un représentant non pourvu du droit de vote à la Chambre. Aucune mention désormais d'élection de Conseil scolaire ni de réorganisation administrative. Le député du New Jersey considère cette mesure comme un premier pas. À défaut de pouvoir obtenir davantage immédiatement, il estime que la tenue d'élections législatives dans la capitale permettrait au

³⁵⁹ “Those who say we have a model city [should look at the] daily stories of crime and police corruption and the daily neglect of our welfare institutions.” (“Evidence of Police Scandals cited by HR advocates,” WP, 25 mars 1952)

³⁶⁰ “HR foe belittles bribe stories,” WP, 26 mars 1952.

³⁶¹ Une telle pétition est possible soit quand un vote contre un projet de loi a été effectué, comme cela a été le cas avec la pétition Kennedy en 1949, soit trente jours après le dépôt d'un projet en commission. Le projet ayant été déposé 31 jours auparavant, la pétition est valable. (“Movement begins for discharge of measure from DC Committee,” WP, 3 avril 1952)

³⁶² Le 22 mai, seuls 78 députés y ont apposé leur signature. (“District's Delegate Bill Tabled,” WP, 22 mai 1952; “Group plans “Hill” Appeal for Rule vote,” WP, 17 mai 1952, p. B1)

³⁶³ Le projet est déposé séparément le 12 mars par James Auchincloss et Oren Harris, mais comprend sensiblement les mêmes dispositions. Les deux mesures sont donc fusionnées.

moins de mettre en place une véritable infrastructure électorale dans la ville³⁶⁴. Francis Case et Matthew Neely, contactés à ce sujet par James Auchincloss, décident de soutenir la démarche. Eux aussi préfèrent une demi-mesure à aucune mesure du tout. Ils déposent le texte au Sénat le 15 mai³⁶⁵. Cette nouvelle mesure ne fait pas longtemps illusion. Elle est enterrée par la commission McMillan à huit voix contre sept le 21 mai. Pour Arthur Klein cette défaite est « une honte. Même ce petit bout de droit de vote n'a pas été approuvé de la commission.³⁶⁶ » Cet échec marque la fin des tentatives plus ou moins audacieuses d'autodétermination pour la législature.

L'année 1952 ne se termine toutefois pas sans résultat en matière de droit de vote des Washingtoniens. Un début d'évolution se produit en matière d'élections primaires. Bien que ne disposant pas du droit de vote lors des élections présidentielles, les Washingtoniens participent comme leurs concitoyens aux élections primaires qui permettent de déterminer le candidat de chaque parti. Les membres de chaque parti désignent six délégués aux conventions nationales de leurs partis respectifs. À cette date, les républicains et les démocrates du District ont conduit leurs élections primaires séparément, selon des règles différentes et relativement complexes fixées par les directions de chaque parti, qui limitaient fortement le nombre de participants. Des tentatives infructueuses ont eu lieu pour modifier ces pratiques dès les années 1910, puis à nouveau entre 1934 et 1943, mais aucune n'a vu le jour entre 1943 et 1952.

En 1952 se produisent deux évolutions. D'une part, un nouveau projet de loi est déposé au Congrès pour officialiser dans la capitale une journée d'élection dédiée aux primaires des partis républicain et démocrate. Instaurer une telle journée, au cours de laquelle une logistique appropriée serait mise en place, permettrait de créer les conditions adéquates à l'expression des

³⁶⁴ "After tabling HR, Subcommittee backs District Nonvoting House Delegate," WP, 10 mai 1952; "Harris, Auchincloss Propose Elected D.C. House Delegate," WP, 13 mars 1952.

³⁶⁵ "Formal burial of HR set for today," WP, 8 mai 1952; "Half-Loaf Delegate Would Be a Gain," WP, 11 mai 1952; "Two present delegate bill in Senate," WP, 16 mai 1952.

³⁶⁶ "A shame. Even this little bit of HR couldn't get out of the committee." ("District's Delegate Bill Tabled," WP, 22 mai 1952)

électeurs. D'autre part, un appel bipartisan est lancé sur le plan local pour tenir dès 1952 les élections primaires des deux partis le même jour, dans des conditions convenables et selon des règles qui permettent à un maximum de personnes de participer.

Le projet de loi concernant les élections primaires est déposé au Sénat le 7 mars 1952 par Matthew Neely et James Duff (R., Penn). C'est un projet bipartisan qui vise à formaliser la tenue des élections primaires dans la capitale³⁶⁷. Des auditions se tiennent au mois de mars au sein de la commission sénatoriale chargée du District³⁶⁸. À leur issue, un nouveau projet est déposé le 17 avril³⁶⁹. Il ne verra pas le jour avant la fin de la législature, qui est avancée pour cause de campagne présidentielle.

L'initiative qui se développe sur le plan local est d'une autre nature. À son origine se trouvent à la fois la volonté de tenir un vote digne de ce nom dans la capitale et la stratégie politique des partisans de Dwight Eisenhower.

Au cours des années précédentes, la délégation républicaine était choisie en comité restreint au sein du Club Républicain de la capitale. En 1952, les partisans de Dwight Eisenhower savent que si les procédures habituelles sont maintenues, la délégation sera composée exclusivement de partisans de Robert Taft. Ils passent donc à l'action au mois de février, en demandant officiellement aux commissaires de la ville de déterminer un jour d'élections primaires dans la capitale et de transformer pour l'occasion les casernes de pompiers de la ville en bureaux de vote. Ils sollicitent également le comité central républicain du District, responsable de l'organisation des élections primaires républicaines dans la capitale³⁷⁰. Du côté démocrate, le DDCC formule quelques jours plus tard aux commissaires la même demande que les partisans de Dwight Eisenhower³⁷¹. Le commissaire Donohue, favorable à cette idée, déclare qu'il demandera

³⁶⁷ "Bill Offered to Regulate D.C. Primary," WP, 7 mars 1952, p. 15.

³⁶⁸ "Primary Bill for District to Be Heard," WP, 19 mars 1952, p. 15; "New Primary Hearings," WP, 27 mars 1952, p. 1.

³⁶⁹ "Revised Bill for District Primary Filed," WP, 18 avril 1952, p. 2.

³⁷⁰ "Bi-Partisan demand for open D.C. Primary for Party Delegates Backed by Donohue," WP, 5 février 1952.

³⁷¹ T. WINSHIP, "Democrats Ask District To Fix Open Primary Day," WP, 12 février 1952, p. B1.

à ses deux collègues qu'une réunion avec les dirigeants républicains et démocrates locaux soit organisée à cet effet³⁷².

Les primaires se déroulent finalement différemment au sein des deux partis. Dans le camp républicain, le comité central rejette la suggestion de primaires communes avec les démocrates. Il rejette également les accusations selon lesquelles les critères pour participer à l'élection sont trop sélectifs³⁷³. Les modifications que le comité annonce finalement au début du mois d'avril quant à la libéralisation des procédures utilisées ne satisfont pas les partisans de Dwight Eisenhower, qui décident de changer de stratégie. Étant donné que seuls les républicains inscrits comme tels sont habilités à voter selon les règles édictées, les partisans du général Eisenhower se lancent dans une campagne effrénée d'inscriptions. Constatant leurs efforts, les partisans de Robert Taft se lancent dans la même campagne, pour inscrire des partisans de Robert Taft. Le résultat est l'inscription de près de 12 000 personnes, qui sont habilitées à participer aux élections primaires au mois de mai. Le processus électoral est complexe. Entre le 16 mai et le 23 mai, chacune des 43 circonscriptions électorales républicaines de la ville élit un délégué. Les délégués se réunissent au début du mois de juin pour choisir 43 délégués supplémentaires dans l'ensemble de la ville. Ces 86 délégués enfin choisissent parmi eux les six représentants républicains du District à la Convention nationale républicaine³⁷⁴. La participation se monte finalement à 7 569 électeurs, qui dépêchent à la convention de Chicago six délégués favorables à Robert Taft³⁷⁵.

Dans le camp démocrate, les règles sont plus simples que du côté républicain et les critères de participation plus ouverts. De plus, rien n'est joué quant au candidat qui émergera des urnes. Les ingrédients sont par conséquent réunis pour une participation massive, bien supérieure aux 471 votants de l'année précédente. De plus, les démocrates du District saisissent l'occasion des élections primaires pour sonder leurs membres sur la question de l'autodétermination. Le vote a

³⁷² "Donohue to Request Primary Day Here D.C.," WP, 9 février 1952, p. B1.

³⁷³ M. MCDADE, "GOP Denies Stiff Rules For Primary in District," WP, 24 février 1952, p. M1; T. WINSHIP, "District GOP Chief Rejects Plea for New Primary Rules," WP, 9 mars 1952, p. M1.

³⁷⁴ "D.C. Citizens vote at last," *The New York Times*, 18 mai 1952.

³⁷⁵ "Bid D.C. primary turnout seen," WP, 16 juin 1952; "Case for Primaries," WP, 21 mai 1952, p. 14.

lieu le 17 juin, dans 45 bureaux de vote. Il rassemble 18 781 électeurs. Sur le plan des candidats, Averell Harriman bat très nettement Estes Kefauver. Concernant l'autodétermination, les résultats sont sans appel. Le total se monte à 14 043 votes en faveur, et de seulement 930 contre³⁷⁶. Si les élections primaires n'apportent rien de concret à la lutte des Washingtoniens pour le droit de vote, elles constituent toutefois une expérience de participation au processus démocratique pour un nombre encore restreint mais néanmoins non négligeables de résidents.

En juillet 1952, les partisans de l'autodétermination suivent avec attention les débats sur le programme lors des conventions républicaine et démocrate. Quatre ans auparavant, les deux partis avaient inclus un appel au droit de vote pour le District dans leur programme. Ce signal fort n'a pas été suivi de faits au Congrès, où les projets de loi successifs ont été bloqués qui par l'obstruction démocrate, qui par l'apathie républicaine. Néanmoins, la disparition de toute référence au statut de la capitale de l'un des programmes ou des deux enverrait un message très négatif au Congrès sur ce sujet. Dans les conventions respectives, les délégués républicains et démocrates du District font donc pression pour qu'une formule forte soit adoptée avec force démonstrations et arguments. Le résultat qu'ils obtiennent est un signal plus fort et plus précis que quatre ans auparavant. Le programme républicain déclare ainsi : « nous sommes en faveur de l'autodétermination et du suffrage national pour la capitale nationale³⁷⁷ ». Le programme démocrate déclare quant à lui : « nous sommes en faveur de l'autodétermination immédiate et de la représentation nationale à terme pour le District de Columbia³⁷⁸ ». Suite aux deux conventions, les partisans de l'autodétermination disposent donc du soutien officiel des deux partis pour les quatre années à venir, en théorie tout au moins.

Toujours au mois de juillet, c'est le collège de commissaires qui prend officiellement position en faveur de l'autodétermination, par deux voix contre aucune. Le vote manquant est celui du

³⁷⁶ "Bid D.C. primary turnout seen," WP, 16 juin 1952; "Final Primary Tally asks HR 15-1," WP, 24 juin 1952.

³⁷⁷ "*We favour self-government and national suffrage for the Nation's Capital.*" ("DC Home Rule and suffrage approved for GOP Platform," WP, 10 juillet 1952; "Majority Rule Plank can help DC," WP, 27 juillet 1952)

³⁷⁸ "*We favour immediate Home Rule and ultimate national representation for the District of Columbia.*" ("Majority Rule Plank can help DC," WP, 27 juillet 1952)

général Robinson, commissaire militaire, qui décide à l'instar de son prédécesseur de ne pas prendre position sur les questions politiques. Les deux autres voix appartiennent à F. Joseph Donohue et Renah F. Camalier³⁷⁹.

Figure 140 - Anne Chodoff photographiée lors du défilé du 3 novembre 1952³⁸⁰



Comme les années précédentes, l'année 1952 se termine sans résultat concret en matière d'autodétermination. Les partisans du droit de vote ne baissent toutefois pas les bras. Les féministes washingtoniennes de la DCLWV organisent ainsi un défilé symbolique le 3 novembre, veille des élections, pour souligner la situation de la ville. Le clou du spectacle est Anne Chodoff, qui incarne pour l'occasion *Miss Voteless Washington*³⁸¹. Le cortège est organisé avec soin et imagination, comme les féministes de la capitale en ont l'habitude. À cette occasion, *Miss Voteless Washington* se déplace dans une calèche tirée par des chevaux, parée de vêtements

³⁷⁹ "2 City Heads Indorse Bill on HR," WP, 18 juillet 1952.

³⁸⁰ WP, 2 novembre 1952, p. S10.

³⁸¹ Miss « Washington sans droit de vote ».

coloniaux en référence au temps de la guerre d'Indépendance. À ses côtés, dans d'autres véhicules, se trouvent 48 femmes représentant les 48 États pourvus du droit de vote. Le cortège fait étape au quartier général républicain, au quartier général démocrate, à la Maison-Blanche et à l'hôtel de ville³⁸².

Les élections présidentielles et législatives modifient sensiblement le paysage politique de la capitale. Après quatre années aux mains des démocrates, le Congrès redevient républicain. La Maison-Blanche retrouve également son premier locataire républicain depuis 20 ans en la personne de Dwight Eisenhower. Il est alors difficile de prévoir le devenir de l'autodétermination dans les années à venir. Le changement de majorité peut en effet constituer un signe positif, dans la mesure où l'opposition au droit de vote des Washingtoniens est principalement issue des rangs démocrates. Il est donc possible que les projets de loi réussissent finalement à atteindre la Chambre. Toutefois, le renouvellement du Congrès implique comme chaque fois l'arrivée au Capitole d'un nombre non négligeable de membres qui ne sont pas familiers avec les problèmes de la capitale, et auxquels les arguments doivent être présentés. Cela signifie qu'une bonne partie du travail accompli effectué lors de la législature précédente est à refaire, ce qui implique notamment de relancer des procédures d'auditions qui demandent du temps. De plus, même minoritaire, l'opposition ségrégationniste reste en mesure de pratiquer l'obstruction et de faire ainsi échouer les tentatives des partisans du droit de vote. La dernière inconnue enfin est le nouvel occupant de la Maison-Blanche. Harry Truman, qui était favorable à l'autodétermination, s'était engagé pour cette cause au cours de son deuxième mandat, apportant un soutien majeur à la campagne des organisations locales. La position du nouveau président n'est pas encore claire, et son attitude difficile à prévoir. Pour toutes ces raisons, l'année se termine dans un flou important quant aux perspectives de l'autodétermination dans la capitale.

³⁸² "Miss Voteless will star in DC HR parade," WP, 2 novembre 1952; "Miss Voteless D.C.," WP, 9 novembre 1952.

D. Home Rule et majorité républicaine : un nouveau départ ? (1953-1954)

Le changement amorcé lors de la législature précédente se confirme pendant le 83^e Congrès. Les années 1953 et 1954 voient un nombre non négligeable de projets émerger concernant le droit de vote des Washingtoniens. Toutefois, ils adoptent de plus en plus une approche minimaliste. Suite aux échecs répétés des années précédentes, la plupart des projets réduisent leurs exigences, de façon à tenter d'obtenir un minimum de droit de vote. Le projet le plus audacieux est celui de Francis Case, inspiré de celui qui a échoué en 1952. Il comporte à la fois des dispositions concernant l'autodétermination et la représentation nationale. Les autres projets sont beaucoup plus partiels. Certains visent la représentation nationale, d'autres l'obtention d'élections primaires.

La première confirmation du changement de priorités est le programme en sept points du sénateur Case. Suite à la prise de pouvoir des républicains au Sénat, Francis Case est devenu le président de la commission sénatoriale chargée du District. Ses sept points ([annexe 5](#)) mettent deux éléments en relief. D'une part, ils font apparaître de nouvelles idées, d'autre part, ils changent l'ordre des priorités. Les sept points sont les suivants³⁸³ :

1. Faire passer le nombre de commissaires de trois à cinq
2. Étendre les pouvoirs des commissaires
3. Faire du conseil citoyen consultatif, qui est nommé, un organe élu
4. Élire un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre
5. Prévoir la possibilité d'initiative populaire et de référendums sur des mesures à faire valider par le Congrès, en particulier concernant les hausses d'impôts
6. Mettre en place des élections primaires (pour les élections présidentielles)
7. Faire voter à terme une législation générale concernant le droit de vote des Washingtoniens

Le contenu et l'ordre de ces objectifs démontrent une attitude pragmatique et retenue face au droit de vote en général et à l'autodétermination en particulier. Le projet d'augmentation du nombre de commissaires, placé en tête, est une approche neuve, qui n'a pas été proposée auparavant, mais qui ne concerne pas le droit de vote. Le premier aspect relatif au droit de vote

³⁸³ C'est une version traduite légèrement raccourcie. Pour la version intégrale, voir l'[annexe 5](#).

se situe en troisième position et il ne confère pas de pouvoir de décision aux citoyens. Le Conseil dont il est question ne serait en effet pas un conseil municipal mais un conseil consultatif. De même, le quatrième point, qui prévoit l'élection d'un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre, constitue le socle minimal de la représentation nationale. Il permettrait aux Washingtoniens de mieux se faire entendre à la Chambre, mais pas de prendre part aux décisions. La mise en place d'élections primaires, qui leur permettrait de participer à la sélection des candidats aux élections présidentielles, ne constituerait pas non plus un droit de vote en tant que tel. Seul le dernier point, par conséquent, constituerait un véritable accès au droit de vote. Or il est affiché comme un objectif de long terme. L'approche de Francis Case est donc très clairement une approche graduée, qui privilégie l'obtention de résultats immédiats maigres à l'absence totale de résultats³⁸⁴.

Deux projets de loi significatifs voient le jour en 1953. Le premier, destiné à doter la capitale d'un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre, est déposé par Francis Case et Matthew Neely le 29 janvier. Il est voté à l'unanimité par la commission Case le 3 mars suite à de brèves auditions, bloqué au Sénat par Olin Johnston³⁸⁵, avant d'être approuvé par 88 voix contre aucune le 11 mars. Les choses se passent différemment à la Chambre, où la commission Simpson, chargée du District, rejette le texte le 23 juillet³⁸⁶.

Francis Case redépose par ailleurs le 18 février le projet d'autodétermination qui avait échoué l'année précédente. Quelques changements ont été apportés. Le texte propose désormais un conseil municipal élu de neuf membres au lieu de quinze. Pour le reste, il prévoit toujours un maire nommé par le Président, un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre et un Conseil scolaire élu. Ce projet reste donc proche des projets d'autodétermination proposés par James Auchincloss et Estes Kefauver auparavant. Il est adopté le 8 juillet par la sous-

³⁸⁴ "Elected Advisory Unit, Nonvoting Delegate, DC run Primaries among suggestions," WP, 11 janvier 1953.

³⁸⁵ Il suffit qu'un sénateur s'oppose à l'étude d'un projet de loi en séance pour qu'il soit bloqué. Si l'opposition n'est pas levée, le projet ne peut être débattu et voté que sur décision de la présidence du Sénat. (WP, 12 janvier 1954)

³⁸⁶ WP, 30 janvier 1953, 25 février, 4 mars, 10 mars, 12 mars, 24 juillet.

commission judiciaire de la commission sénatoriale chargée du District avec quelques amendements. La commission Case l'approuve deux jours plus tard à l'unanimité avec une modification majeure. Elle décide en effet à cinq voix contre trois de remplacer le maire nommé par un maire élu. C'est une première dans les projets de loi d'autodétermination. Mais la première s'arrête là, car le texte n'est pas étudié en séance plénière. À la Chambre, un projet similaire déposé par Arthur Klein connaît moins de succès encore³⁸⁷.

Parallèlement, la lutte pour l'obtention d'élections primaires officielles se poursuit sans succès. Au Sénat, Francis Case et Matthew Neely déposent un projet en ce sens le 10 avril. À la Chambre, Sid Simpson (R., Ill.) fait de même. Aucun de ces projets ne voit le jour en 1953³⁸⁸.

De son côté, Willis Smith (D., NC) dépose un projet de loi prévoyant la rétrocession du District au Maryland, comme il l'avait fait l'année précédente, mais sans plus de succès³⁸⁹.

L'année 1953 se révèle donc très riche en tentatives, mais totalement infructueuse, pour deux raisons majeures. D'une part, le temps a manqué. Le sénateur Case a en effet dévoilé un programme d'action riche concernant la capitale au mois de janvier, mais il a disposé de trop peu de temps pour l'ampleur de la tâche. À l'instar des autres membres du Congrès partisans des droits des Washingtoniens, les projets de loi concernant le District ne constituaient en effet pas sa tâche exclusive. Il s'est également consacré à la législation nationale et à son État d'origine. Le temps restant pour le District n'a pas suffi. D'autre part, l'opposition qui attend inmanquablement les projets de loi concernant le droit de vote des Washingtoniens s'est une fois de plus exprimée. Selon les termes du commissaire F. Joseph Donohue, ce n'est pas l'indifférence du Congrès qui est responsable du blocage de ces projets mais « l'opposition de groupes

³⁸⁷ "HR advanced in Senate action," WP, 9 juillet 1953; "DC Senate Unit adopts bill for elected mayor," WP, 11 juillet 1953 ; "Taft thinks Segregation DC problem," WP, 10 janvier 1953.

³⁸⁸ S. ZAGORIA, "Presidential Year Primary Bill Sponsored by Case, Neely," WP, 11 avril 1953, p. 15; "Ike indorses local, US vote for DC," WP, 8 janvier 1954.

³⁸⁹ "Drive on to Win Ike over to HR," WP, 14 janvier 1953.

puissants issus de nos propres rangs, qui ont apparemment très peu de foi en la capacité des Washingtoniens à se gouverner eux-mêmes.³⁹⁰ »

L'année 1953 ne se termine toutefois pas sans une note positive pour les partisans de l'autodétermination. La bonne nouvelle est issue d'un arrêt de la Cour suprême du 8 juin 1954, venu annuler le jugement de la cour d'appel du District dans l'affaire Thompson's. Sur le fond, ce jugement concerne la ségrégation pratiquée au restaurant Thompson's, nous y reviendrons longuement plus bas. L'important ici est la forme. Dans cette affaire, la plaidoirie des partisans de la déségrégation se basait en effet sur des « lois perdues », votées par l'assemblée législative du District en 1872 et 1873 et jamais révoquées pour conclure que la ségrégation restait illégale dans la capitale. La cour d'appel avait estimé en premier recours que les « lois perdues » étaient invalides, car l'assemblée qui les avait votées n'aurait pas dû disposer du pouvoir de les voter, pouvoir que le Congrès n'était constitutionnellement pas en droit de déléguer. Selon cette logique, l'autodétermination serait impossible dans la capitale du fait de l'impossibilité pour le Congrès de déléguer le pouvoir qu'il détient sur la capitale. Au-delà de la question de la ségrégation, c'est donc la question de la délégation de pouvoir par le Congrès qui est au cœur du jugement, et c'est aussi sur ce principe que revient la Cour suprême. Elle juge à huit voix contre aucune que le Congrès peut bel et bien déléguer ce pouvoir. Le juge Douglas écrit ainsi dans le jugement que : « le pouvoir du Congrès de doter le District de Columbia de l'autodétermination (...) apparaît identique à son pouvoir de faire de même dans le cas des Territoires » et qu' « il n'existe aucun obstacle constitutionnel à la délégation d'un plein pouvoir législatif au District de Columbia par le Congrès.³⁹¹ » Cette affirmation est une grande victoire pour les Washingtoniens, qui peuvent désormais s'appuyer sur un arrêt de la Cour suprême.

³⁹⁰ *“the opposition of powerful groups of our own people who apparently have little faith in the ability of Washingtonians to govern themselves.”* (“Donohue Visions HR,” WP, 3 novembre 1953)

³⁹¹ *“the power of Congress to grant self-government to the District of Columbia ... would seem to be as great as its authority to do so in the case of Territories”; that “there is no constitutional barrier to the delegation by Congress to the District of Columbia of full legislative power.”* (“HR victory,” WP, 9 juin 1953; “Green Light for HR,” WP, 11 juin 1953)

Les Washingtoniens restent actifs en 1953. Leur première action est une campagne de sensibilisation à l'intention du nouveau président, Dwight Eisenhower. Cette initiative est pilotée par le WHRC, et plus précisément Sturgis Warner, avec le soutien des présidents des commissions chargées du District à la Chambre et au Sénat³⁹². Conséquence ou non, le sujet est abordé par le président dans son discours sur l'état de l'Union quelques jours plus tard à peine. Le 2 février 1953, le président appelle au droit de vote des Washingtoniens en ces termes : « Ici dans le District de Columbia, une attention sérieuse devrait être portée à la proposition de développer et d'autoriser, à travers des projets de loi, un système qui donne leur mot à dire aux résidents en matière de gouvernement local. Pendant que ces projets sont étudiés, je recommande que le nombre de commissaires soit immédiatement porté à cinq de façon à permettre une meilleure représentation de toutes les composantes de notre population.³⁹³ »

Les partisans du droit de vote organisent par ailleurs de nouvelles actions afin de sensibiliser la population locale et de faire pression sur les membres du Congrès tout au long de l'année. Au mois de mars, ils reprennent la thématique bien connue de la révolution de 1776 et simulent une version modernisée de la *Tea Party* de Boston. Certains d'entre eux parcourent ainsi les couloirs du Congrès pour distribuer aux députés et sénateurs des sachets de thé auxquels ils ont attaché le message suivant :

« Cher membre du Congrès, dégustez une tasse de thé avec nos compliments et veuillez vous souvenir que voici 180 ans les citoyens de Boston se sont révoltés contre la « taxation sans représentation » lors de leur célèbre *Tea Party* de Boston.

« Le 15 mars, nous, les Américains sans droit de vote de Washington, la capitale mondiale de la démocratie, versons au ministère des Finances plus d'impôts sur le revenu que les résidents de 24 États. De plus, nous paierons cette année 120 millions de dollars d'impôts qui couvriront 92 % du coût de fonctionnement de la capitale. Nous croyons, comme ces Américains d'antan de Boston, que « taxation sans représentation est une tyrannie ». Nous demandons fermement votre soutien pour l'autodétermination. (...)»³⁹⁴ »

³⁹² “Drive on to Win Ike over to HR,” WP, 14 janvier 1953.

³⁹³ “Here in the District of Columbia serious attention should be given to the proposal to develop and authorize, through legislation, a system to provide an effective voice in local self-government. While consideration of this proceeds, I recommend an immediate increase of two in the number of District Commissioners to broaden representation of all elements of our population.” (“Warner urges cooperation on HR,” WP, 4 février 1953; “15 Senators join with Case in backing HR bill,” WP, 5 février 1953.

³⁹⁴ “Dear Congressman: Have a cup of tea with our compliments – and be respectfully reminded that 180 years ago the citizens of Boston rebelled against taxation without representation with their historic ‘Boston Tea

Le mois suivant, le WHRC lance une nouvelle campagne pour le droit de vote.³⁹⁵ D'autres actions sont enfin mises en œuvre à l'automne. Le WHRC lance notamment sa première campagne publique de collecte de fonds et de recrutement de membres. À cette occasion, il installe devant le *Metropolitan Club* situé à l'angle de la 17^e et de H Street, NW, une maquette en bois du *Washington Monument* de plus de deux mètres de haut portant l'inscription « Nous voulons voter !³⁹⁶ »

L'année 1954 voit survenir le premier succès des Washingtoniens en matière de droit de vote depuis 1874. Il concerne la tenue d'élections primaires officielles. Pour le reste, l'année est marquée par trois projets de loi majeurs qui échouent à des stades divers.

Le premier texte est celui déposé l'année précédente par Francis Case, qui prévoit de doter la capitale d'un délégué non pourvu du droit de vote à la Chambre. Il a été bloqué par la commission chargée du District à la Chambre le 23 juillet 1953. Les discussions conduites entre Francis Case et James Auchincloss pour tirer le projet de sa tombe échouent³⁹⁷.

Le deuxième projet de loi, également déposé par Francis Case l'année suivante, concerne l'autodétermination. Après avoir été adopté par la commission Case, son étude en séance plénière au Sénat a été bloquée au moment de l'inscription à l'ordre du jour et n'a pas été reconsidérée ensuite. Au début de l'année, le projet reçoit le soutien officiel de l'association du barreau de la capitale³⁹⁸ et du club des jeunes républicains de Washington³⁹⁹. La commission Case décide le 9 juillet 1954 d'entreprendre une dernière tentative pour que le texte soit mis à l'ordre du jour du Sénat. Cette tentative est un échec⁴⁰⁰.

Party. 'On March 15, we, the voteless Americans of Washington, the capital of world democracy, pay into the U.S. Treasury more Federal income taxes than the people of each of 24 States. In addition, we will this year be taxed 120 million dollars to pay 92 percent of the cost of running the capital city. We believe, like those early Americans of Boston, that 'taxation without representation is tyranny.' We earnestly seek your support for HR. (...)' ("Tax tyranny is protested by voteless in tea party," WP, 16 mars 1953)

³⁹⁵ "HR Group opens new drive," WP, 13 avril 1953.

³⁹⁶ "We Want to Vote!" ("Stevenson Joins HR drive," WP, 2 octobre 1953; "HR Group schedules Rally," WP, 27 septembre 1953)

³⁹⁷ "Case, Auchincloss see little hope of House unit backing Home Rule," WP, 23 mai 1954.

³⁹⁸ *District Bar Association* ("Lawyers for HR," WP, 21 janvier 1954)

³⁹⁹ "Young Republicans Indorse HR bill," WP, 18 février 1954.

⁴⁰⁰ "Last chance HR try voted," WP, 10 juillet 1954.

Le troisième projet considéré en 1954 est une nouveauté. Ce texte, déposé le 8 mars par Francis Case, vise la représentation nationale. Il s'agit d'un projet d'amendement constitutionnel qui donnerait au Congrès le pouvoir de doter la capitale d'un représentant plein⁴⁰¹ à la Chambre et du droit de vote aux élections présidentielles. Ce texte est similaire à trois autres projets soumis au mois de janvier à la Chambre par les députés Robert Hale (R., Me), Olin E. Teague et Adam Clayton Powell, Jr. . Le choix d'un amendement à la constitution souligne la volonté de Francis Case d'éviter l'écueil principal soulevé à l'égard des projets de représentation nationale, à savoir leur inconstitutionnalité⁴⁰². Les auditions rapides tenues sur le sujet rassemblent 22 témoins. À leur issue, la commission judiciaire du Sénat se prononce contre le texte le 26 mai à cinq voix contre trois⁴⁰³.

Concernant les élections primaires, enfin, le projet Simpson est en suspens à la Chambre lorsque l'année débute. Un nouveau projet est déposé au Sénat. Des auditions se tiennent en juin au sein d'une sous-commission sénatoriale⁴⁰⁴. Au même moment, le projet reçoit le soutien officiel et unanime des commissaires⁴⁰⁵. Il est adopté par le Sénat le 9 juillet⁴⁰⁶. Il est ensuite étudié à la Chambre, où il est adopté par la commission chargée du District début août,⁴⁰⁷ puis par la Chambre. La partie semble donc gagnée. Il ne reste en effet plus que la signature du Président à obtenir pour que le projet soit définitivement adopté. Mais le 20 août, c'est son veto que le président appose en bas du projet de loi et non sa signature. Il ne s'agit pas de sa part d'une opposition au droit de vote des Washingtoniens. Dwight Eisenhower a en effet montré à plusieurs reprises son soutien pour ce principe. La raison de son opposition au texte repose sur l'une des dispositions, qui exempte les fonctionnaires fédéraux de l'application de la loi Hatch de façon à ce qu'ils puissent participer aux élections primaires dans la capitale. La loi Hatch

⁴⁰¹ C'est-à-dire pourvu du droit de vote

⁴⁰² "District Affairs: Ike gives DC delegate plan a boost," WP, 10 janvier 1954.

⁴⁰³ "Senate Committee Rejects DC Suffrage Plan," WP, 26 mai 1954.

⁴⁰⁴ "HR Friends dominate hearing," WP, 23 juin 1954.

⁴⁰⁵ G. BASSETT, "D.C. Backs Presidential Primary Bill," *Washington Post & Times Herald*, 18 juin 1954, p. 25.

⁴⁰⁶ "20 D.C. Bills Approved By Senate Committee," WP, 10 juillet 1954

⁴⁰⁷ "House Group Clears D.C. Bills for Floor," WP, 6 août 1954

empêche en effet les fonctionnaires fédéraux de s'affilier à des partis politiques, ce qui les empêche de fait de participer aux élections primaires. Le président estime donc injuste d'accorder aux fonctionnaires fédéraux washingtoniens le droit de vote dans la mesure où les autres ne disposent pas de ce droit⁴⁰⁸.

Le veto apposé par le Président en bas du projet de loi est d'autant moins suspect d'opposition au principe du droit de vote que Dwight Eisenhower a fermement soutenu l'autodétermination et la représentation nationale dans son discours sur l'état de l'Union au début de l'année en déclarant : « Dans le District de Columbia, il est plus que temps d'accorder aux citoyens le droit de suffrage national et de leur appliquer le principe d'autodétermination locale. Je presse le Congrès d'agir rapidement en ce sens.⁴⁰⁹ »

Le droit de vote des Washingtoniens reçoit en 1954 de nombreux soutiens. Outre les organisations habituelles, les jeunes républicains et les avocats se joignent aux partisans du droit de vote pour soutenir le projet Case. Le 20 janvier, l'association du barreau du District⁴¹⁰ se prononce ainsi à une très large majorité en faveur du projet⁴¹¹. Le 17 février, c'est le club des jeunes républicains de Washington⁴¹² qui se prononce en faveur du projet de loi⁴¹³. De même, le comité de citoyens pour la représentation nationale du District de Columbia continue à afficher son soutien pour les projets de loi prévoyant la représentation nationale⁴¹⁴.

Le 27 février, un nouveau sondage Gallup révèle que 80 % des Américains sont favorables à la représentation au Congrès et au droit de vote aux élections présidentielles pour les habitants de la capitale. Douze pour-cent seulement y sont opposés, et 8 % se disent sans opinion⁴¹⁵.

⁴⁰⁸ "Exemptions From Hatch Act Called Unfair By President," *Washington Post & Times Herald*, 21 août 1954, p. 1; "President's Message on Primary Veto," *Washington Post & Times Herald*, 21 août 1954, p. 2; "Joker in the Primary Bill," *Washington Post & Times Herald*, 23 août 1954, p. 6.

⁴⁰⁹ "In the District of Columbia the time is long overdue for granting national suffrage to its citizens and also applying the principle of local self-government to the Nation's Capital. I urge the Congress to move promptly in this direction." ("Ike indorses local, US vote for DC," WP, 8 janvier 1954)

⁴¹⁰ District Bar Association

⁴¹¹ "Lawyers for HR," WP, 21 janvier 1954.

⁴¹² Young Republican Club of Washington

⁴¹³ "Young Republicans Indorse Home Rule Bill," WP, 18 février 1954.

⁴¹⁴ "District Groups urge Case to add Senate to vote bill," WP, 14 mai 1954.

⁴¹⁵ "The Gallup Poll: 8 out of 10 would allow District to cast votes in national elections," WP, 27 février 1954.

À la fin de l'année, le WHRC compte 1500 membres. C'est le plus haut total atteint à ce jour par le comité, qui comptait seulement 50 à 100 membres un an auparavant. Mais en 1954, deux campagnes d'adhésion sont menées avec grand succès. Elles indiquent un certain intérêt des habitants pour la cause du droit de vote⁴¹⁶.

Plusieurs actions de mobilisation sont également organisées dans la capitale au cours de l'année par les partisans du droit de vote. Les féministes de la DCLWV sont une nouvelle fois au premier rang dans ce domaine. Au mois de mars, elles organisent comme l'année précédente une action au moment du paiement des impôts sur le revenu. En 1954, elles décident de distribuer aux députés et sénateurs des copies d'une pétition de la ligue en faveur de l'autodétermination, avec à leur tête une Miss *Voteless D.C.* perruquée et de crinoline vêtue afin de souligner l'archaïsme de la situation du District. La pétition, parée d'un sceau rouge et d'un ruban bleu déclare :

« Considérant qu'en 1776 ils déclaraient 'la taxation sans représentation est une tyrannie'; considérant qu'en 1954 nous, Washingtoniens sans droit de vote n'avons toujours pas de représentants ; considérant que le 15 mars nous payons tout de même nos impôts ; nous déclarons par conséquent que nous apprécierions sans doute d'obtenir le droit de vote.⁴¹⁷ »

Les féministes de la ligue ne sont pas les seules femmes de la capitale à s'engager en faveur du droit de vote. En 1954, les femmes qui soutiennent l'autodétermination recouvrent une grande variété de profils associatifs et politiques. Elles sont aussi bien démocrates que républicaines, vivent dans différents quartiers de la capitale, sont pour certaines des Washingtoniennes de longue date, pour d'autres de nouvelles résidentes. Outre la DCLWV, elles se retrouvent notamment au sein de l'*American Association of University Women*, de la *National Federation of Young Republicans*, et de la *Young Democratic Clubs of America*⁴¹⁸.

⁴¹⁶ "HR backers plan hill dinner," *Washington Post & Times Herald*, 12 décembre 1954.

⁴¹⁷ "Whereas, in 1776 they said: 'Taxation without representation is tyranny; Whereas, in 1954 we voteless Washingtonians still have no representation; Whereas, on March 15 we pay taxes anyhow; Therefore, be it resolved that we certainly would appreciate being given the right to vote." (E. SUMMERS, "League Petitions Hill, 'No Taxation' Plea Sounded at Capitol," WP, 16 mars 1954, p. 33)

⁴¹⁸ "Just one thing in common: they're plugging HR," WP, 21 mars 1954.

Plusieurs défilés sont également organisés au cours de l'année par différentes associations. Le 31 août, le WHRC participe à un défilé de l'*American Legion* avec un char baptisé « nous voulons voter⁴¹⁹ » qui rencontre un franc succès. Sa construction a été rendue possible par les contributions de Washingtoniens de tous milieux. Certains ont fourni des fonds, les syndicats et certains artisans de la main-d'œuvre, des commerces ont procuré des matières premières. Suite au défilé, il est décidé de conserver le char pour de futures occasions⁴²⁰.

Deux défilés spécifiquement dédiés à l'autodétermination sont organisés par la DCLWV, le WHRC et la CSC vers la fin de l'année, la veille et le jour des élections dans le reste du pays. Le lundi 1^{er} novembre au soir, près de 80 représentants de la DCLWV, du WHRC, des jeunes démocrates et des jeunes républicains défilent sur Pennsylvania Avenue, entre la 4^e et la 17^e rue, derrière un détachement de cadets porte-drapeaux de la *Western High School* et derrière le char du WHRC qui porte une maquette du Washington monument parée du slogan « nous voulons voter ! ». Sur le char, Mme *Voteless D.C.* (Anne Chodoff) et deux autres féministes habillées en costume colonial. Le défilé s'interrompt devant la Maison-Blanche, où une pétition en faveur de l'autodétermination est transmise au président⁴²¹.

Un deuxième défilé du même ordre est organisé le lendemain, sous la pluie. Il est mené par trois femmes habillées en costumes coloniaux. Kent Miller apparaît, également en costume colonial, sur le char du WHRC. Il est symboliquement attaché à un pilori à proximité d'une urne électorale qu'il ne peut atteindre. La DCLWV, le WHRC et la CSC sont représentés. Des représentants du parti démocrate, des jeunes démocrates, du parti républicain et des jeunes républicains sont également présents. La procession s'arrête cette fois devant l'hôtel de ville, où la délégation est reçue par Renah F. Camalier, à qui elle remet une pétition en faveur du droit

⁴¹⁹ "We Want to Vote"

⁴²⁰ "D.C. to keep vote float for parades," WP, 5 septembre 1954.

⁴²¹ "Voteless citizens to stage parade on Election eve," WP, 29 octobre 1954; "Voteless District to Parade As Feature of Election Day," *Washington Post & Times Herald*, 31 octobre 1954, p. M28; "Torchlight paraders ask for DC vote," *Washington Post & Times Herald*, 2 novembre 1954.

de vote adressée à M. Spencer, qui le presse d'utiliser sa fonction pour œuvrer pour le droit de vote des Washingtoniens⁴²².

Au mois de décembre, le WHRC met en place une nouvelle forme de lobbying, qui s'inspire des pratiques du *Board of Trade*. Au début de chaque législature, l'un des défis pour les partisans de l'autodétermination est de sensibiliser les nouveaux membres du Congrès à la situation de la capitale et aux enjeux. Le WHRC décide donc d'organiser pour les nouveaux membres du Congrès un dîner de bienvenue. C'est un dîner qui se tiendra pour la première fois en février 1955⁴²³.

E. 1955 : de nouveaux échecs, mais une première victoire

Comme l'année précédente, l'année 1955 débute avec une incitation du président Eisenhower à l'attention du Congrès afin que celui-ci confère le droit de vote aux Washingtoniens. Dans son discours sur l'état de l'Union du 6 janvier, il déclare qu'il « renouvelle [sa] demande consistant à étendre au District de Columbia le principe d'autodétermination et à accorder à ses résidents le droit de vote.⁴²⁴ »

Les perspectives restent néanmoins sombres, car la donne n'a pas changé au Congrès. Le problème ne se trouve naturellement pas au Sénat. Parmi les neuf membres de la commission sénatoriale chargée du District, six sont de francs partisans du droit de vote pour les Washingtoniens. Le premier d'entre eux est Matthew Neely, président de la commission, déjà à l'œuvre pour proposer un nouveau projet de loi. Le Sénat dans son ensemble est sur la même ligne⁴²⁵. Il en va autrement concernant la Chambre des représentants, et plus particulièrement concernant la commission chargée du District, qui a fait échouer projet de loi après projet de loi au cours des années précédentes. Elle reste en effet dominée par des opposants à

⁴²² "D.C. heads urged to push for suffrage," *Washington Post & Times Herald*, 3 novembre 1954.

⁴²³ "HR backers plan hill dinner," *Washington Post & Times Herald*, 12 décembre 1954.

⁴²⁴ "I renew my request that the principle of self-government be extended and the right of suffrage granted to the citizens of the District of Columbia." ("Ike renews call for D.C. HR," WP, 7 janvier 1955)

⁴²⁵ "Six of Nine-Man D.C. Committee held "sure" votes for local suffrage," WP, 11 janvier 1955.

l'autodétermination des Washingtoniens. Un changement de majorité en son sein nécessiterait l'inversion d'au moins cinq votes par rapport à l'année précédente, ce qui n'est pas le cas. Les partisans du droit de vote sont légèrement plus nombreux que l'année précédente au sein de la commission, mais pas en nombre suffisant. De plus, le président de la commission reste John L. McMillan, dont la position sur le droit de vote des résidents de la capitale est bien connue⁴²⁶.

De plus, au-delà des difficultés rencontrées au Congrès, les partisans du droit de vote ne défendent pas tous la même stratégie. Certains continuent à faire pression pour l'autodétermination. D'autres en revanche estiment que puisque l'autodétermination est extrêmement difficile à obtenir dans le contexte du moment, il est préférable de se concentrer sur des objectifs atteignables, à commencer par l'obtention du droit de vote aux élections présidentielles, et la représentation au Congrès⁴²⁷.

L'un des premiers projets de loi à voir le jour en 1955 est initié par James Auchincloss. Suite aux échecs répétés enregistrés sur le plan de l'autodétermination, le député du New Jersey a renoncé à tout projet de loi sur le sujet. Au lieu de cela, il dépose une nouvelle fois son projet de loi alternatif destiné à accorder aux Washingtoniens un représentant non pourvu du droit de vote à la Chambre. Il s'agit du projet qui a été adopté par le Sénat en 1953 mais a ensuite été bloqué au sein de la commission chargée du District à la Chambre. Lorsqu'il dépose son projet, Auchincloss se dit optimiste sur son devenir. L'avenir lui donne toutefois tort. Son projet de loi ne voit en effet pas le jour⁴²⁸.

Oren Harris décide également de découper le problème du droit de vote en plusieurs parties et d'abandonner l'autodétermination. À la différence de James Auchincloss, toutefois, il dépose deux projets de loi sur le sujet. Le premier combine deux projets de loi antérieurs : il propose de doter la capitale d'un représentant non pourvu du droit de vote à la Chambre ainsi que

⁴²⁶ "Ike renews call for D.C. HR," WP, 7 janvier 1955; "HR aid seen in Committee set-up," WP, 14 janvier 1955.

⁴²⁷ "Ike renews call for D.C. HR," WP, 7 janvier 1955.

⁴²⁸ Ibid.

d'élections primaires officielles. Nous l'examinerons plus tard. Le second est une proposition d'amendement à la Constitution qui permettrait aux résidents de la capitale de voter aux élections présidentielles et d'élire des représentants au Congrès au même titre que leurs concitoyens⁴²⁹.

Joel Broyhill est à l'origine d'une troisième initiative à la Chambre en février 1955. À l'instar d'Oren Harris, le député virginien dépose deux projets de loi. L'idée est la même que celle d'Auchincloss et de Harris. Il s'agit de disjoindre les questions de droit de vote de façon à maximiser les chances d'obtenir un vote favorable. Le contenu des propositions faites par Broyhill est toutefois différent de celui des projets Harris, il est plus resserré. Le premier projet est une proposition d'amendement à la Constitution qui donnerait aux Washingtoniens des représentants pleins au Congrès, sur la base du nombre de représentants dont sont pourvus les 48 États. Le second, une proposition d'amendement également, leur donnerait le droit de vote aux élections présidentielles⁴³⁰. Le second projet reçoit au mois de juin le soutien de la D.C. *Federation of Women's Clubs*. C'est une évolution nette de la position de la fédération, qui avait auparavant refusé de soutenir toute « demi-mesure » dans le domaine de la représentation nationale. Le communiqué émis par la fédération à l'issue d'une longue réunion déclare que :

« La *D.C. Federation of Women's Clubs*, après 27 ans de lutte pour la représentation au Congrès des résidents du District, a décidé hier qu'elle était prête à accepter une "demi-mesure". Il est apparemment impossible aujourd'hui d'obtenir satisfaction de toutes nos revendications. Plutôt que de rester politiquement affamés plus longtemps, nous réclamons désormais cette "demi-mesure", faute de quoi nous perdrons tout courage et toute énergie⁴³¹. »

La fédération reste toutefois opposée à l'autodétermination⁴³².

La principale initiative de l'année 1955 dans le domaine de droit de vote des Washingtoniens revient toutefois à Matthew Neely et Francis Case. Le 24 janvier, Matthew Neely dépose avec le

⁴²⁹ "Combination Vote bill introduced," *Washington Post & Times Herald*, 4 février 1955, p. 2.

⁴³⁰ "Broyhill asks HR issue to be split," *Washington Post & Times Herald*, 15 janvier 1955; "HR hearing set for tonight," *Washington Post & Times Herald*, 16 février 1955.

⁴³¹ "the *D.C. Federation of Women's Clubs* having battled 27 years for representation in Congress for residents of the District, decided yesterday that it's willing to settle for "half a loaf." It is seemingly impossible at this time to secure the 'whole loaf' we seek. Rather than starve politically any longer, we now petition for a 'half loaf,' ere we lose all our courage and stamina."

⁴³² "At Federation meeting: Broyhill bill wins support," *Washington Post & Times Herald*, 29 juin 1955.

soutien de 33 sénateurs (16 démocrates et 17 républicains) le projet d'autodétermination qui a échoué à la Chambre l'année précédente. Le nouveau projet, qui comporte des modifications mineures, propose de fournir à la capitale un maire élu et un conseil de neuf membres élus, un Conseil scolaire de neuf membres élus, ainsi qu'un représentant non pourvu du droit de vote à la Chambre. Le conseil aurait une autorité totale sur les impôts et le budget de la ville. En revanche, le Congrès conserverait le droit de poser son veto sur toute décision du conseil. Le WHRC salue le nouveau projet et annonce immédiatement son soutien à l'initiative. Le *Board of Trade* de son côté annonce sans surprise son opposition⁴³³.

Une nouvelle série d'auditions est organisée en février par la commission sénatoriale chargée du District. Au terme des trois sessions, une quarantaine personnes ont témoigné, parmi lesquelles sept seulement se sont prononcées contre le projet de loi⁴³⁴.

Les arguments qui ressortent des témoignages ne sont pas nouveaux, pas plus que les personnes qui les présentent. La première session, qui se tient le 3 février, est ouverte par les commissaires, représentés par Renah F. Camalier. Il lit devant la commission une brève lettre officielle de soutien au projet de loi signée par lui-même et le président du collège de commissaires Samuel Spencer. Le troisième commissaire, le colonel Thomas A. Lane, n'a pas pris position pour la même raison que ses prédécesseurs : en tant que militaire, il ne pense pas devoir se prononcer sur des questions purement politiques. Renah Camalier offre lors de l'audition un soutien franc et massif à l'autodétermination. Samuel Spencer, absent pour cause de maladie le jour de l'audition, se montre plus modéré. Sa réponse au *Washington Post*, qui le contacte chez lui, est peu enthousiaste. Il déclare en effet : « Contentez-vous de la position officielle. Nous l'avons soutenu, ça s'arrête là.⁴³⁵ »

⁴³³ "34 Senators Offer New HR bill for DC," *Washington Post & Times Herald*, 25 janvier 1955.

⁴³⁴ "Hearings in Senate Begin in Measure to give District Elected officials," *Washington Post & Times Herald*, 17 février 1955.

⁴³⁵ "Just let the record stand. We indorsed it, and that was it." ("City Heads, 17 Citizens Witnesses Plead for D.C. Home Rule at Senate Hearing," *Washington Post & Times Herald*, 4 février 1955)

Les arguments avancés par les opposants au projet restent l'argument racial et les arguments politique et financier. Selon Sturgis Warner, l'opposition repose avant tout sur « un « sentiment nostalgique » selon lequel la contribution de 50 pour-cent était un bon marché et que la ville pourrait peut-être y revenir.⁴³⁶ » La question de la contribution fédérale est abordée à plusieurs reprises au cours des auditions. Elle est abordée par certains qui demandent que sa persistance soit assurée, ainsi que par d'autres qui demandent la justification de ces versements de l'État à la capitale⁴³⁷.

Pour le *Board of Trade*, il est toujours hors de question d'approuver ce projet de loi pour trois raisons principales. Premièrement, car leur objectif n'est pas le droit de vote aux élections locales mais une autodétermination totale, qui passe par la représentation nationale. Faute de représentation nationale, tout projet de loi sera inacceptable à leurs yeux. Deuxièmement, beaucoup au sein du *Board* sont persuadés que l'obtention de l'autodétermination se traduirait par la perte ou la diminution de la contribution fédérale au budget de la ville. Troisièmement, la raison d'être de Washington est de servir de siège du gouvernement national et seule une juridiction exclusive du Congrès sur la capitale peut à leurs yeux garantir qu'aucune confusion n'existe sur le responsable ultime de la capitale. Selon eux, le vote du projet de loi Neely aboutirait justement à une confusion non négligeable sur l'autorité et les responsabilités respectives des gouvernements local et fédéral⁴³⁸.

D'autres opposants qui se manifestent sont l'association citoyenne de Randle Highlands, qui craint la prise de pouvoir par des « opportunistes » dans la capitale, et la *D.C. Federation of Women's Clubs*, qui s'est prononcée depuis des années pour la représentation nationale mais contre l'autodétermination.

⁴³⁶ “a “nostalgic feeling” that the 50 percent payment was a good deal and maybe the city can get back to it.” “City Heads, 17 Citizens Witnesses Plead for D.C. Home Rule at Senate Hearing,” *Washington Post & Times Herald*, 4 février 1955.

⁴³⁷ *Ibid.*

⁴³⁸ “Hearings in Senate Begin in Measure to give District Elected officials,” *Washington Post & Times Herald*, 17 février 1955.

Une autre opposition, de taille, vient du conseil consultatif citoyen auprès des commissaires (CAC)⁴³⁹. Le 25 février, le conseil se prononce en effet contre le projet Neely. Les membres nient fermement que cette opposition traduise une opposition à l'autodétermination en tant que telle. Ils expliquent que leurs réserves sont purement techniques. Une nouvelle session le 22 avril donne le même résultat. Le conseil s'oppose au texte à quatre voix contre deux sur la base de douze erreurs techniques qu'il demande au Congrès de corriger⁴⁴⁰.

Les partisans du projet se manifestent toutefois en nombre bien plus important que les opposants lors des auditions. Le soutien au projet de loi est vaste. Les organisations habituelles répondent présentes⁴⁴¹, de même que de simples citoyens. De nouveaux soutiens sont également recueillis. Un soutien non négligeable est celui de Vernon E. West. Le chef du service juridique de la capitale s'est montré opposé à la plupart des projets de loi antérieurs dans le domaine. En 1955, il déclare lors des auditions que « toutes les objections techniques ont été levées.⁴⁴² » Le 22 février, jour de la troisième et dernière session d'auditions, une lettre bipartisane de soutien au projet est rendue publique. Elle est signée par 23 résidents et 10 sénateurs qui pressent la commission sénatoriale chargée du District d'approuver le projet de loi⁴⁴³.

Le projet de loi est approuvé en commission le 27 avril à l'unanimité des cinq membres présents. Au-delà des dispositions prévues initialement, il comporte désormais un préambule qui

⁴³⁹ Commissioners' Citizens Advisory Council

⁴⁴⁰ "City Advisers Plan Restudy of HR," *Washington Post & Times Herald*, 17 avril 1955; "Council-Mayor Plan again turned down by Citizen Advisers," *Washington Post & Times Herald*, 23 avril 1955.

⁴⁴¹ Il s'agit notamment du WHRC, de la DCLWV, de la CSC, de la Fédération des associations civiques, de la section washingtonienne du *National Council of Jewish Women*, du CIO-Industrial de la branche washingtonienne de l'*American Association of University Women*, de l'*American Veterans Committee*, du Parti progressiste du District, de la *Central Labor Union (AFL)*, de la *National Conference of Christians and Jews*, du Temple Sinai, la *Washington Federation of Churches*, du *Jewish Welfare Board*, de la *Supreme Lodge of B'nai B'rith*, de la *NAACP*, de l'association du barreau du District, des clubs des jeunes démocrates et des jeunes républicains du District, du *DDCC*, du *Republican State Central Committee*" ("City Heads, 17 Citizens Witnesses Plead for D.C. Home Rule at Senate Hearing," *Washington Post & Times Herald*, 4 février 1955; "Hearings in Senate Begin in Measure to give District Elected officials," *Washington Post & Times Herald*, 17 février 1955; "Blue ribbon list backs HR," *Washington Post & Times Herald*, 23 février 1955)

⁴⁴² "all technical objections have been removed." ("City Heads, 17 Citizens Witnesses Plead for D.C. Home Rule at Senate Hearing," *Washington Post & Times Herald*, 4 février 1955)

⁴⁴³ "Blue ribbon list backs HR," *Washington Post & Times Herald*, 23 février 1955.

réaffirme l'intention du Congrès de poursuivre sa contribution au budget de la capitale en cas d'obtention de l'autodétermination par le District⁴⁴⁴.

Le Sénat approuve le texte le 30 juin 1955 à 59 voix contre 15 après 20 minutes de débat seulement. Aucune opposition ne s'est exprimée dans l'assemblée, pas même de la part d'Olin D. Johnston (D., SC), qui s'est contenté de voter contre le projet. Cela étant, les perspectives à la Chambre sont peu enthousiasmantes pour les partisans de l'autodétermination, comme nous l'avons remarqué plus haut. Ceci explique en partie l'absence de lutte au Sénat. Les sénateurs opposés au projet savent en effet qu'ils peuvent compter sur leurs collègues de la Chambre pour bloquer le projet en commission. C'est effectivement ce qui se produit. Le projet n'atteint jamais la Chambre pour y être soumis au vote. Il meurt en commission⁴⁴⁵.

Dans ce tableau plutôt noir pour les partisans de l'autodétermination, se trouve toutefois une cause de réjouissance. Il s'agit des élections primaires. L'année 1955 voit en effet aboutir les efforts mis en œuvre pour l'obtention d'élections primaires officielles dans le District.

Deux projets en ce sens sont soumis au Congrès en 1955. Le premier, à l'initiative de Sid Simpson, est déposé à la Chambre en janvier. Le second, plus large, est déposé par Oren Harris. Il combine l'organisation d'élection primaires officielles et la proposition de doter la capitale d'un député non pourvu du droit de vote à la Chambre. C'est probablement cette deuxième disposition qui condamne le projet Harris. Le projet Simpson, en revanche, est approuvé par la Chambre à la fin du mois de mai⁴⁴⁶. Il est transmis au Sénat, qui tient des auditions sur le sujet dès le mois de juin. Elles conduisent la commission sénatoriale chargée du District à modifier le texte pour élargir le champ de l'élection et le nombre d'électeurs potentiels. La commission approuve le texte amendé le 27 juin. Le Sénat l'approuve à son tour le 13 juillet. Étant donné que le projet n'a pas été approuvé dans les mêmes termes par la Chambre et le Sénat, des

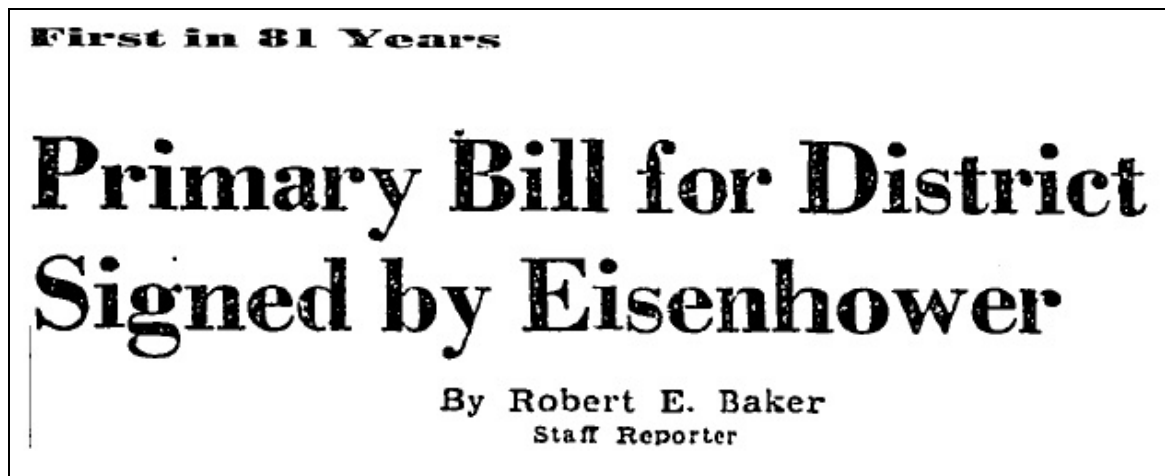
⁴⁴⁴ "HR bill sent to Senate floor," *Washington Post & Times Herald*, 28 avril 1955.

⁴⁴⁵ "HR Bill approved by Senate in 59-15 vote," *Washington Post & Times Herald*, 30 juin 1955; "No Opposition heard in debate; action unlikely by House Committee," *Washington Post & Times Herald*, 30 juin 1955.

⁴⁴⁶ "Elections in D.C.," *Washington Post & Times Herald*, 25 mai 1955, p. 14.

discussions sont tenues pour harmoniser le texte. Le texte définitif est adopté par le Sénat le 1^{er} août et par la Chambre le lendemain. Il est signé par le président Eisenhower le 12 août⁴⁴⁷.

Figure 141 - « Loi sur les primaires pour le District signée par Eisenhower »⁴⁴⁸



La machine se met en place relativement vite. Les commissaires nomment un conseil électoral de trois membres, qui prêtent serment le 4 octobre. Leur rôle est de préparer les élections pour le printemps suivant⁴⁴⁹. Plusieurs campagnes d'inscription sur les listes démocrates et républicaines sont menées à la fin 1955 et au début de 1956⁴⁵⁰. Finalement, le 1^{er} mai 1956, les Washingtoniens votent pour la première fois depuis 82 ans, dans les 69 bureaux de vote répartis dans la capitale. Au-delà de leurs instances locales, les démocrates élisent 12 délégués pourvus d'une demi-voix chacun. Les républicains élisent quant à eux six délégués. Le résultat est ambivalent. Près de 58 000 personnes se sont inscrites et plus de 45 000 résidents participent finalement aux élections, ce qui est sans commune mesure avec la participation aux élections primaires du passé dans le District. Le total exact est de 23 912 démocrates et 21 670 républicains. Néanmoins, ce total représente moins de 10 % des électeurs potentiels, ce qui est extrêmement faible. Ce

⁴⁴⁷ R. LYONS, "Senate Group Enlarges Scope of Primary Bill," *Washington Post & Times Herald*, 8 juin 1955, p. 1; Jun 28, 1955; "Group Sends D.C. Primary Bill to Floor," *Washington Post & Times Herald*, 28 juin 1955, p. 17; "D.C. Primaries Voted by Senate," *Washington Post & Times Herald*, 13 juillet 1955, p. 23; "Conferees Seek End Of Primary Deadlock," *Washington Post & Times Herald*, 1^{er} août 1955, p. 19; R. LYONS, "Senate Votes For Election Setup Here Measure Provides Machinery to Pick District Delegates To Conventions," *Washington Post & Times Herald*, 2 août 1955, p. 25; "Victory for the District," *Washington Post & Times Herald*, 3 août 1955; R. BAKER, "Primary Bill for District Signed by Eisenhower," *Washington Post & Times Herald*, 13 août 1955, p. 23.

⁴⁴⁸ Extrait du *Washington Post* du 13 août 1955.

⁴⁴⁹ "Victory for the District," *Washington Post & Times Herald*, 3 août 1955; "Election Board sworn, aims at D. C. HR," *Washington Post & Times Herald*, 5 octobre 1955.

⁴⁵⁰ "4594 votes sign up in new drive," *Washington Post & Times Herald*, 15 mars 1956.

constat souligne la fracture entre les convaincus du droit de vote et la plupart de la population, qui ne s'est pas déplacée ni inscrite sur les listes électorales⁴⁵¹.

Les Washingtoniens poursuivent leurs actions au cours de l'année 1955. Le 15 avril, une manifestation est organisée conjointement par la Ligue et le WHRC pour rappeler que « la taxation sans représentation est TOUJOURS tyrannique en 1955.⁴⁵² » Trente-deux organisations politiques, civiles et religieuses se joignent à l'appel pour déambuler de la 15^e rue au *Washington Monument* en tête du char décoré portant une maquette du *Monument* aux côtés de Mme *Voteless Washington* dans sa tenue coloniale. Les manifestants attirent ainsi plus de 150 personnes sur le lieu de dispersion, où ils lancent dans les airs 48 gros ballons porteurs de messages pour les gouverneurs des 48 États de l'Union.

Une dizaine de jours plus tard, 14 personnalités locales réclament dans une lettre adressée à John L. McMillan que la commission de la Chambre sur le District tiene des auditions et donne à la Chambre l'opportunité de se prononcer sur l'autodétermination au cours de la législature. Les signataires se disent « très préoccupés par les problèmes économiques, financiers et sociaux croissants de la capitale » et estiment que l'un des principaux obstacles aux efforts mis en œuvre pour les régler est le déni du droit de vote des habitants. En effet, le Congrès, expliquent-ils, n'a que faire de la capitale, et l'absence de droit de vote des habitants décourage tout effort des citoyens pour tenter de régler leurs problèmes eux-mêmes. L'obtention du droit de vote permettrait au moins aux citoyens de faire leur part du travail⁴⁵³.

⁴⁵¹ "D. C. Votes first time in 82 years – 6 Convention seats are at stake today in party balloting; heavy turnout seen," *Washington Post & Times Herald*, 1^{er} mai 1956; "Tally confirms Adlai D. C. win," *Washington Post & Times Herald*, 6 mai 1956; "The District's Primary, Letters to the Editor," *Washington Post & Times Herald*, 9 mai 1955; C. VOSE, 1979, p. 105-125; DERTHICK, 1963, p. 75.

⁴⁵² "Taxation without representation is STILL tyranny in 1955." ("Mrs Harriman, Admiral Lead protest of Voteless," WP, 16 avril 1955)

⁴⁵³ "Home Rule House Vote Requested by 14 Leaders", WP, 24 avril 1955.

PARTIE III

LES MÉTAMORPHOSES D'UNE VILLE AMÉRICAINE

CHAPITRE 7

Washington, laboratoire de politique sociale : la déségrégation en marche

À la fin de la guerre, la capitale est le théâtre d'une lutte tous azimuts et victorieuse contre la ségrégation. Les conventions immobilières discriminatoires sont interdites en 1948, les logements sociaux sont déségrégés en 1953, de même que les restaurants, les hôtels, les cinémas et les théâtres. Les écoles et les aires de jeu le sont en 1954. Le résultat est une déségrégation totale dans le District, au moins de droit, en 1954. À cette date, la ségrégation est encore très prégnante dans le Sud du pays. Le boycott des bus de Montgomery n'a pas encore eu lieu, pas plus que les *sit-ins* de Greensboro. Comment expliquer l'antériorité et la rapidité de la déségrégation dans la capitale américaine ?

Cette série d'événements s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le contexte national et international d'après-guerre est propice à la lutte pour les libertés. La Seconde Guerre mondiale a opposé les puissances alliées aux régimes totalitaires de l'Axe dans une lutte pour la défense des libertés et de la démocratie.

Figure 142 - Caricature sur la démocratie à Washington (*The Afro-American*, 22 sept. 1945)



Nombre de soldats américains, noirs et blancs, ont payé de leur vie la victoire du camp démocratique. Pourtant, lorsque les soldats noirs rentrent au pays, ils se heurtent dans leurs villes et leurs villages à la ségrégation, à la discrimination, voire aux lynchages. Ils ne disposent pas des libertés que d'autres pays ont retrouvées grâce à leur aide. Ce cruel paradoxe provoque une forte mobilisation en faveur des droits civiques. Les militants soulignent l'ironie de dépêcher des soldats à l'étranger pour préserver les libertés des peuples opprimés, sans se préoccuper de la situation des Noirs aux États-Unis. Ils jugent tout aussi ironique de déplorer les camps de concentration allemands alors que rien n'est fait contre les lynchages aux États-Unis. Ils comparent les Nazis au Ku Klux Klan (voir l'[annexe 1](#) pour d'autres caricatures).

Au-delà du contexte national, un contexte bien local est à l'œuvre dans la capitale, du fait de l'implication de nombreux acteurs de différents niveaux, preuve supplémentaire de l'imbrication du local et du national dans la capitale. L'action des militants locaux se conjugue à celle du ministère de l'Intérieur, du Président et aux arrêts de la Cour Suprême. Dans certains domaines, l'action politique est décisive, dans d'autres, les manifestations sont primordiales, dans d'autres enfin, les tribunaux sont au cœur du dispositif.

Afin de mieux comprendre le processus de déségrégation dans la capitale, ses tenants et aboutissants, nous examinerons les progrès de la déségrégation dans trois domaines cruciaux : tout d'abord, les restaurants et les salles de spectacle, ensuite, les sports et les loisirs, enfin, le système scolaire.

I. Les restaurants et les salles de spectacle : premières déségrégations réussies

A. La déségrégation des restaurants (1949-1953)

La lutte pour la déségrégation des restaurants washingtoniens est la première initiative locale de grande ampleur contre la ségrégation. Après quelques mouvements sporadiques au cours des

années précédentes¹, elle est lancée en 1949 par des militants locaux, qui mettent en œuvre une double tactique. D'une part, une lutte sur le terrain à travers de nombreuses manifestations et des opérations de boycott, d'autre part, une lutte plus argumentative et politique, dans les enceintes feutrées des tribunaux. Ces deux fronts sont complémentaires, chacun pensé pour donner du crédit à l'autre.

À l'origine de cet assaut contre la ségrégation des restaurants se trouve la découverte, au début des années 1940, de deux vieilles lois oubliées. Ce sont des lois interdisant la discrimination dans les lieux publics de la capitale. Elles sont redécouvertes par hasard par Tomlinson Todd, qui mène des recherches à la bibliothèque du Congrès². Todd parle de sa trouvaille à Mary Church Terrell, et la nouvelle de l'existence de ces « lois perdues » se répand peu à peu dans la capitale. Elles sont ainsi évoquées en 1948 dans le rapport *Segregation in Washington* de Kenesaw M. Landis³.

Il peut sembler étonnant que des lois se “perdent” de la sorte. Dans ce cas précis, l'explication est double. D'une part, le fait que ces lois n'ont jamais été appliquées, d'autre part, la succession des différentes formes de gouvernement qu'a connues la capitale au fil des ans. Au début des années 1870, la ville a vécu pendant quelques années sous un système dans lequel elle disposait d'un gouverneur nommé par le président et d'une assemblée législative élue. Lewis Douglass⁴ était membre de cette assemblée éphémère. Afin de protéger les droits des Washingtoniens noirs, il fait voter le 20 juin 1872 une loi contre les discriminations qui stipule notamment que :

« tout propriétaire de restaurant, d'hôtel, de salon de thé, de lieu de vente de limonade, de salon de coiffure ou de bains privés, qui refuserait de servir toute personne respectable, au comportement irréprochable, quels que soient sa race, sa couleur de peau, ou son statut antérieur d'esclave (...) dans la même pièce et au même prix que les autres personnes respectables, au comportement

¹ Par exemple le mouvement des étudiants de l'université Howard (F. BRYANT BROWN, “NAACP Sponsored Sit-ins by Howard University Students in Washington, D.C., 1943-1944,” *Journal of Negro History*, p. 274-286).

² D. FRADIN, J. FRADIN, *Fight On! : Mary Church Terrell's Battle for Integration*, p. 125.

³ K. LANDIS, *Segregation in Washington: A Report of the National Committee on Segregation in the Nation's Capital*, 1948. Il s'agit du rapport publié par le *National Committee on Segregation in the Nation's Capital*, basé à Chicago.

⁴ Fils de Frederick Douglass, ancien esclave et célèbre abolitionniste.

irréprochable, sera coupable d'un délit, sera assujéti, après condamnation par l'autorité judiciaire compétente, à une amende de 100 dollars et verra sa licence supprimée (...) pour une durée d'un an. »⁵

Une autre loi, votée en 1873, vient renforcer la loi de 1872. Mais en 1874, le Congrès abolit l'assemblée législative washingtonienne. Le mode de gouvernement mis en place est celui des trois commissaires nommés par le Président. Les lois de 1872 et 1873 ne sont pas abrogées par le nouveau pouvoir, mais elles ne sont pas appliquées et rien n'est fait pour en assurer le respect. Aussi, lorsque les lois washingtoniennes sont compilées dans un Code municipal en 1901, les deux lois n'y sont pas même inscrites, comme si elles n'avaient jamais existé.

Lorsque les « lois perdues » sont mentionnées dans le rapport *Segregation in Washington*, sept avocats washingtoniens⁶ se penchent sur la question. Au bout de quelques semaines, en mai 1949, ils concluent que les lois sont toujours valides, bien qu'ignorées et oubliées, faute d'avoir été abrogées. Ils recommandent aux Commissaires du District de les faire appliquer⁷.

Forts de cette conviction, quelque 25 militants noirs et blancs se réunissent le 25 juin 1949. Ils discutent de la marche à suivre pour mener le combat le plus efficace possible et décident de créer une organisation destinée à utiliser les lois perdues pour combattre la discrimination dans la capitale. Cette organisation est baptisée *Coordinating Committee for the Enforcement of the D.C. Anti-Discrimination Laws*⁸. Elle est aussi connue sous le nom de *Committee* (comité), ou encore de CCEAD. Annie Stein, secrétaire du comité, fait appel à Mary Church Terrell pour en assurer la présidence. Du haut de ses 86 ans, Mme Terrell est une personnalité noire très respectée au sein de la communauté locale. Elle est encore et surtout éloquente et charismatique,

⁵ "Any restaurant keeper, hotel keeper, or keepers of ice-cream saloons or places where soda-water is kept for sale, or keepers of barber shops and bathing houses, refusing to sell or wait upon any respectable, well-behaved person, without regard to race, color, or previous condition of servitude (...) in the same room, and at the same prices as other well-behaved and respectable persons are served, shall be deemed guilty of misdemeanour, and upon conviction in a court having jurisdiction, shall be fined \$1,000, and shall forfeit his or her license (...) until a period of one year shall have elapsed." (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 125-126).

⁶ Il s'agit de Joseph Forer, James A. Cobb (ancien magistrat du tribunal municipal), Daniel Crystal, Margaret A. Haywood, Charles H. Houston, J. H. Krug et Herbert A. Thatcher. Tous sont membres de la section washingtonienne de l'association nationale des avocats (National Lawyers Guild).

⁷ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 128.

⁸ Comité de coordination pour l'application des lois anti-discrimination washingtoniennes

le porte-drapeau idéal du CCEAD. Malgré son âge, elle hésite peu avant de se lancer dans la bataille⁹.

Le comité se réunit toutes les une à deux semaines. Il n'est pas financé par des cotisations mais par des donations, ce qui permet aux plus pauvres de devenir membres. À terme, ce sont plus de 1 200 personnes, noires et blanches, qui en sont membres, de même que 60 églises et plus de 100 associations¹⁰.

Le CCEAD décide de s'attaquer en premier aux restaurants de la capitale qui refusent de servir les Noirs. Sa bataille contre eux est double. D'une part, une bataille judiciaire, au cours de laquelle il compte plaider devant les tribunaux que les lois de 1872-1873 restent valides et doivent être respectées. D'autre part, une action

Figure 143 - Mary Church Terrell



auprès des restaurants réputés refuser les Noirs, pour tenter de leur faire changer leurs pratiques. La complémentarité des deux initiatives est primordiale, chacune apportant du poids et de la crédibilité à l'autre¹¹.

Mme Terrell sait bien que le comité a peu de chances de convaincre les tribunaux s'il agit seul. Dès le mois de septembre 1949, elle tente donc d'obtenir le soutien des autorités municipales, qui sont réticentes à s'engager sur le sujet. Les trois commissaires du District affirment qu'ils « étudient » les lois perdues pour déterminer si elles peuvent ou non être utilisées pour déségréguer les restaurants. Ils refusent toutefois de recevoir le CCEAD afin de ne pas trop s'engager sur le sujet. En janvier 1950, ils n'ont toujours pas arrêté de position

⁹ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 129.

¹⁰ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 130.

¹¹ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 130.

officielle. Les membres du comité continuent à faire pression, mais ils décident également que l'attente a assez duré et qu'il est temps de faire pression de manière plus directe¹².

Des actions contre la ségrégation des restaurants avaient déjà eu lieu auparavant. En 1943 et 1944, par exemple, les étudiants de l'université Howard avaient organisé des *sit-in* aux environs du campus. En février 1949, la *Legislative Assembly and Rally to End Segregation and Discrimination*¹³ se réunissait dans la capitale. À cette occasion, environ 80 de ses membres, noirs et blancs, avaient participé le 12 février à un *sit-in* dans le restaurant *Childs* pour exiger que les Noirs y soient servis. Sans succès¹⁴.

Le 27 janvier 1950, c'est au tour du CCEAD de passer à la vitesse supérieure. Mary Church Terrell et trois compagnons, dont un blanc, se présentent au restaurant Thompson's. Aucun des convives noirs n'est servi. C'est un coup d'épée dans l'eau, ou du moins cela semble initialement être le cas. Mais cette action convainc les autorités municipales qu'il faut prendre le CCEAD au sérieux. Par conséquent, en février, le comité est reçu à plusieurs reprises par Clark King, l'adjoint au responsable du département juridique de la capitale¹⁵. Sur ses conseils, les commissaires déclarent le 21 février qu'ils estiment les lois perdues toujours en vigueur¹⁶. Ils ajoutent néanmoins que la question doit être tranchée par les tribunaux. Pour cela, il faut organiser un second test, à l'image de celui du 27 janvier, qui servira de support à une action en justice. C'est chose faite le 28 février. Ce jour-là, Mary Church Terrell se rend chez Thompson's pour la seconde fois, accompagnée notamment du Révérend Elmes et de Joan Williams¹⁷. Comme lors de la tentative précédente, ni elle ni ses deux compagnons noirs ne sont servis.

¹² FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 131.

¹³ Assemblée législative et rassemblement pour vaincre la ségrégation et la discrimination

¹⁴ "Racial Rally Group Demonstrates at Childs", WP, 13 février 1949, p. M10.

¹⁵ Assistant corporation counsel

¹⁶ B. JONES, "Before Montgomery and Greensboro: The Desegregation Movement in the District of Columbia, 1950-1953," *Phylon*, p. 146.

¹⁷ "The restaurant Case," *Washington Afro-American*, 29 mai 1951, p. 1.

Armées de leurs témoignages, les autorités locales portent l'affaire devant la justice en accusant John Thompson, propriétaire du restaurant, de violation des lois de 1872 et 1873¹⁸.

Dans sa lutte contre la déségrégation, le restaurant Thompson's dispose de puissants alliés. Le 13 mars 1950, l'association des restaurateurs de la capitale (WRA)¹⁹ envoie ainsi une lettre à des milliers de restaurants de la région. Cette lettre est interceptée et reproduite par le *Pittsburgh Courier*, l'un des principaux journaux noirs du pays. La WRA y explique l'affaire dans les termes suivants :

« Vous avez été informés d'une affaire témoin destinée à déterminer si les lois de l'Assemblée législative de 1872 et 1873 sont encore en vigueur dans le District à l'heure actuelle. (...) Un membre de l'Association, la compagnie John R. Thompson, a été accusé de violation de ces lois, à savoir d'avoir refusé de servir des personnes de couleur noire. Il a décidé de plaider non coupable, et l'affaire doit être jugée devant la cour municipale de justice. »²⁰

La WRA explique également qu'elle a engagé un cabinet d'avocat pour défendre Thompson's et affirme que la mise en place d'une caisse de défense est « absolument nécessaire. » Elle demande à tous les membres de contribuer à hauteur de 25 dollars. Selon le *Pittsburgh Courier*, l'association espère récolter ainsi 100 000 dollars²¹.

L'affaire est entendue le 31 mars 1950 par le juge Frank H. Myers, de la cour municipale de justice²². La ville accuse Thompson's d'avoir violé les lois anti-discrimination de 1872 et 1873 en refusant de servir Mary Church Terrell et ses compagnons. Les avocats plaident devant une salle comble. Le défenseur de Thompson's, Ringgold Hart, affirme que les lois en question sont désuètes pour avoir été ignorées pendant des décennies. Clark King, avocat de la partie civile, affirme de son côté que la discrimination est injuste. Une fois les arguments des deux parties

¹⁸ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 130.

¹⁹ Washington Restaurant Association (WRA)

²⁰ « You have been advised [of] a test case to determine whether the old Acts of the Legislative Assembly of 1872 and 1873 are, at this late date, in effect in the District of Columbia. (...) One member of the Association, the John R. Thompson Company, has been charged with a violation of the Acts, namely, that it refused to serve persons of the Negro race. A plea of Not Guilty has been entered and the case has been set for hearing in the Police Branch of the Municipal Court for the District of Columbia. » (*Pittsburgh Courier*, 13 mars 1950).

²¹ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 133.

²² *Municipal Court*

entendus, le juge Myers se retire pour étudier les preuves. Cent un jours s'écouleront avant qu'il rende son verdict²³.

Guidé par sa stratégie des deux fronts, le CCEAD est résolu à ne pas interrompre ses actions dans l'attente de la décision de justice. Les membres réfléchissent donc à la meilleure stratégie pour inciter les restaurants à accepter d'eux-mêmes les consommateurs noirs. Ils décident de dépêcher des petits groupes de deux à quatre personnes dans les restaurants, snacks et cafétérias du centre-ville qui refusent de servir les Noirs. Certains de ces groupes sont entièrement composés de Noirs, d'autres à la fois de Blancs et de Noirs. Les « testeurs » ont pour instruction de se comporter de manière exemplaire quel que soit l'accueil qui leur est réservé, même s'ils sont insultés et expulsés des restaurants. Si l'on accepte de les servir, ils doivent manger et partir. Dans le cas contraire, ils doivent expliquer au gérant les lois de 1872 et 1873, et partir dans le calme si l'on refuse toujours de les servir. Dans tous les cas, ils doivent rédiger un compte-rendu de leur visite. L'objectif de cette opération est double : maintenir la pression sur les restaurateurs et obtenir un état des lieux de la situation dans la capitale²⁴.

Les tests commencent le 8 avril 1950, huit jours après la fin des plaidoiries devant le juge Myers. Entre cette date et la fin de l'automne, 316 tests sont effectués dans 99 restaurants différents. Les résultats sont plutôt inattendus. Ils indiquent qu'une évolution des mentalités et des pratiques est en cours dans la capitale. Sur les 316 groupes testeurs, 188 sont servis, soit près de 60 % du total. Sur les 99 restaurants, les résultats se répartissent de la manière suivante :

- 38 refusent systématiquement de servir les Noirs
- 25 les servent à chaque tentative
- 8 refusent d'abord mais changent d'avis après discussion
- 28 ont une politique variable selon le gérant en poste au moment du test

En conclusion, près de 40 % des restaurants testés au centre-ville refusent absolument de servir les Noirs, mais 25 % les servent sans discuter alors qu'il ne s'en trouvait aucun dans ce cas

²³ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 134.

²⁴ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 134.

quelques années auparavant. Le changement est dû à la combinaison de plusieurs raisons. Certains restaurateurs pensaient que déségréguer était la bonne décision à prendre. D'autres pensaient que la déségrégation deviendrait obligatoire de toute façon et préféraient anticiper les choses. D'autres enfin avaient peut-être tellement besoin de clients que la couleur de ces derniers leur importait peu, pourvu qu'ils paient.

Les testeurs agissent dans un climat relativement détendu. Ils sont en général bien accueillis par les employés, même dans les restaurants qui refusent de les servir. Nombre de serveurs et de serveuses, en particulier les Noirs, s'excusent de ne pouvoir les servir et expliquent qu'ils ne peuvent pas enfreindre les règles s'ils veulent conserver leur emploi. Certains restaurateurs ou gérants affirment de leur côté qu'ils changeraient volontiers leur politique si d'autres restaurants faisaient de même ou si les tribunaux l'exigeaient. Enfin, aucun consommateur blanc n'a fait preuve d'hostilité à l'encontre des testeurs lors de l'opération. Ils ne montrent pas pour autant un intérêt particulier pour le combat du CCEAD. La réaction la plus courante est de l'indifférence²⁵. En revanche, ceux qui expriment un point de vue sont presque toujours en faveur de la déségrégation et encouragent les testeurs à poursuivre leur action. Certains proposent même de commander à leur place. Le rapport rendu par le CCEAD en octobre 1950 conclut que « les Washingtoniens sont prêts à voir changer les pratiques ségrégationnistes dans les restaurants de la capitale et qu'un tel changement n'entraînera aucun désordre. »²⁶

La décision du juge Myers n'est pas aussi positive que l'accueil des testeurs. Le 10 juillet 1950, le magistrat déclare en effet que bien que les lois de 1872 et 1873 n'aient jamais été formellement abolies, elles ont été ignorées pendant tellement longtemps qu'elles sont « implicitement abolies » et ne peuvent donc plus être utilisées. Cette décision constitue un sérieux revers pour le comité, mais sa présidente ne s'avoue pas vaincue pour autant. Dès le

²⁵ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 135.

²⁶ « *Washingtonians are fully ready to welcome a change in present segregation practices in D.C. restaurants and that no disorder will attend such a change.* » (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 136).

lendemain de la décision, le CCEAD presse les avocats de la capitale de faire appel. C'est chose faite le 7 août 1950. Clark King porte l'affaire devant la Cour municipale d'appel^{27 28}.

L'affaire Thompson's a alors pris une ampleur nationale. L'année 1950 marque en effet le 150^e anniversaire de la capitale. À cette occasion, nombre d'Américains prévoient de visiter la ville. Au mois de juillet, le gouverneur du Connecticut Chester Bowles diffuse un communiqué dans lequel il attire l'attention de ses administrés sur les pratiques ségrégationnistes de Washington dans ces termes :

« J'espère que vous vous pencherez sur une facette de Washington qui nous discrédite tous. Je parle de la pratique de la ségrégation qui vise nos concitoyens noirs dans la capitale des États-Unis. Les Noirs ne peuvent entrer dans les restaurants et théâtres dits « blancs ». Ils ne sont pas acceptés dans les grands hôtels. Leurs enfants doivent aller dans des écoles spéciales pour Noirs. Une telle ségrégation est une pratique acceptée dans la plupart du Sud. Elle repose sur le principe selon lequel les décisions de ce type sont l'affaire des États fédérés. Mais Washington n'est pas la capitale du Mississippi ou de la Georgie. Washington est notre capitale – la capitale de l'ensemble du peuple américain²⁹. »

Dans l'attente de la décision de la cour d'appel, le CCEAD décide d'accentuer la pression sur les restaurants qui refusent toujours de servir les Noirs. Suite aux tests menés au cours des mois précédents, le comité diffuse une liste des « bons » restaurants assortie du conseil : « Rendez vous dans cette liste croissante de restaurants qui servent sans discrimination³⁰ ! » Elle comprend les noms de 36 restaurants dont les propriétaires sont blancs mais qui servent également les Noirs. La tactique se révèle efficace, car certains propriétaires des restaurants figurant sur la « mauvaise » liste changent d'attitude et acceptent de servir les Noirs³¹.

²⁷ *Municipal Court of Appeals*

²⁸ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 139.

²⁹ “*I hope you will investigate one aspect of Washington which reflects discredit on all of us. I am talking about the practice of segregating our Negro citizens in the capital of the United States. Negroes are barred from so-called ‘white’ restaurants’ and theatres. They are barred from the big hotels. Their children are forced to go to special Negro schools. Such segregation is accepted practice throughout most of the South. It is defended on the ground that decisions on such matters are solely the business of the various states. But Washington is not the capital of Mississippi or Georgia. Washington is our capital – the capital city of all American People.*” (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 140; “Bowles Raps Jim Crow In Washington”, *Chicago Defender*, 22 juillet 1950, p. 11.

³⁰ “*Patronize this growing list of restaurants that serve without discrimination!*” (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 142)

³¹ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 142.

Page 23

February 24, 1951

List Published of the 36 White-Owned Restaurants in D.C. Serving All Comers

Anti-Discrimination Body Urges Residents to Patronize Places, Insist Upon Equality

The Co-ordinating Committee for the Enforcement of the D.C. Anti-Discrimination Laws this week released a list of 36 restaurants and cafeterias in the District that have non-discriminatory policies.

The committee, headed by Mrs. Mary Church Terrell, urged District residents to patronize the dining places that seat and serve ALL without DISCRIMINATION. It also suggested that residents:

- 1—Please sit down in dime stores—don't patronize the jim crow standup counters;
- 2—Lunch or dine in one of these restaurants as often as you can;
- 3—Notify the committee if service is refused.

All these stores have been checked recently, but management policy changes suddenly. Notify the secretary of the committee at 1103 Trenton Pl., S.E., JOHNSON 2-6932, if discrimination is practiced.

Fair Restaurants
The list of democratic eating places follows:

F AND G ST. SHOPPING

AREA, N.W.—A-1 Restaurant, 1003 E St.; Greyhound Post House, 1114 N.Y. Ave.; Ind. Bldg. Lunch, 1319 F St.; S. S. Kresge, 1101 G St.; Little Lindy's, 1724 12th St.; Mayflower Dinnut, 1309 F St.; Trailway Depot, 1201 N.Y. Ave.; and F. W. Woolworth, 1201 F St.

LOWER 7th ST., N.W.—Goldberg's: 7th and K St.; F and W Grand 7th St.; Kann's Dept. Store, 400 7th St.; also base-7th and Pa. Ave.; also basement-during off hours, at other times for employees only; S. S. Kresge, 7th and E St.; McCrory's, 825 7th St.; G. C. Murphy, 810 7th St.; and F. W. Woolworth, 406 7th St. and F. W. Woolworth, 7th and I Sts.

CAPITOL HILL AREA—Meth- odist Bldg. Cafeteria, 110 Md. Ave., N.E.; and Union Station Restaurant.

Y's Serve All Patrons 17th ST. AREA, N.W.—McReynolds Drug, 18 and G St.; New Bagdad, 1733 I St.; Potomac Cafeteria, 600 18 St. State Drug, 1701 Pa. Ave.; YMCA, 1736 G St.; and YWCA, 17th and K.

14th AND IRVING ST., N.W.—S. S. Kresge, 3116 14 St.; G.

C. Murphy, 3128 14 St.; and F. W. Woolworth, 1113 H St.

OTHERS—All Federal Building Cafeterias, AVC Clubhouse, 1751 N. H. Ave.; Hains Point Inn, East Potomac Pk.; and Zoological Park Restaurant.

Le CCEAD lance également des actions plus ciblées. Il décide d'appeler au boycott de quelques restaurants emblématiques qui refusent de servir les Noirs ou pratiquent la ségrégation. La première cible, fin 1950, est le magasin Kresge's, situé au coin de la 7^e et d'E Street, une zone du centre-ville dans laquelle de nombreux Noirs font des achats. Le magasin refuse la moindre négociation avec le comité. Pour Mary Church Terrell, un passage à l'action s'impose. Elle se demande en effet « combien de temps peut-on rester à la fois respectable et efficace³² ? » Le 1^{er} et le 2 décembre, des volontaires commencent donc à distribuer aux clients des tracts sur lesquels on peut lire :

“N'achetez rien chez Kresge, 7e et E Street
Kresge's permet seulement aux Blancs de s'asseoir et de manger
Les politiques discriminatoires de Kresge's entachent la nation
Aidez à amener la démocratie dans la capitale nationale³³”

³² “How long can one be respectable and still be effective?” (Terrell's Radio Broadcast, WOOK)

³³ “Don't buy anything in Kresge 7th & E; Kresge's allows only whites to sit down and eat; Kresge's Jim Crow Policy is a blot on the nation; Help bring democracy to the nation's capital”

Chaque week-end, des militants arpentent le trottoir situé devant le magasin en arborant des pancartes et en distribuant de nouveaux tracts. Après avoir lu les tracts et vu les manifestants, bien des clients décident de faire leurs achats de Noël ailleurs. La campagne est efficace. Au bout de six semaines, plus de 40 000 tracts ont été distribués par près de 100 volontaires. Finalement, le 12 janvier, le gérant de Kresge's cède et assure au comité qu'à compter de ce jour, aucun magasin de la chaîne ne refusera de servir un Noir dans la capitale³⁴.

Après sa victoire contre Kresge's, le CCEAD s'attaque à Hecht's, la chaîne de grands magasins la plus importante de Washington. Le choix de cet adversaire n'est pas un hasard. Le 19 février 1951, dans le cadre de la semaine de la fraternité, Hecht's avait en effet diffusé dans les journaux une publicité montrant une main blanche serrant une main noire assortie du commentaire suivant :

« Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les problèmes raciaux et religieux qui existent actuellement aux États-Unis. Ils vaincront nos bonnes intentions jusqu'à ce que nous les éradiquions et que nous vivions comme des frères dans nos États et nos quartiers – non pour une semaine mais jour après jour et année après année. Soutenez la semaine mondiale de la fraternité, du 18 au 25 février³⁵. »

Mais tandis que la campagne publicitaire valorise la fraternité, Hecht's n'autorise pas les Noirs à s'asseoir dans ses restaurants. Lorsque Mary Church Terrell, Annie Stein et plusieurs autres personnes s'entretiennent avec un responsable de la chaîne, il reconnaît sans difficulté que la chaîne n'a pas l'intention de déségréguer ses magasins³⁶. Il affirme sans complexe : « vous savez que nous ne croyons pas plus à cette publicité que les gens qui la lisent n'y croient. Comment croyez-vous que la compagnie Hecht est devenue ce qu'elle est aujourd'hui³⁷ ? »

³⁴ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 144-146.

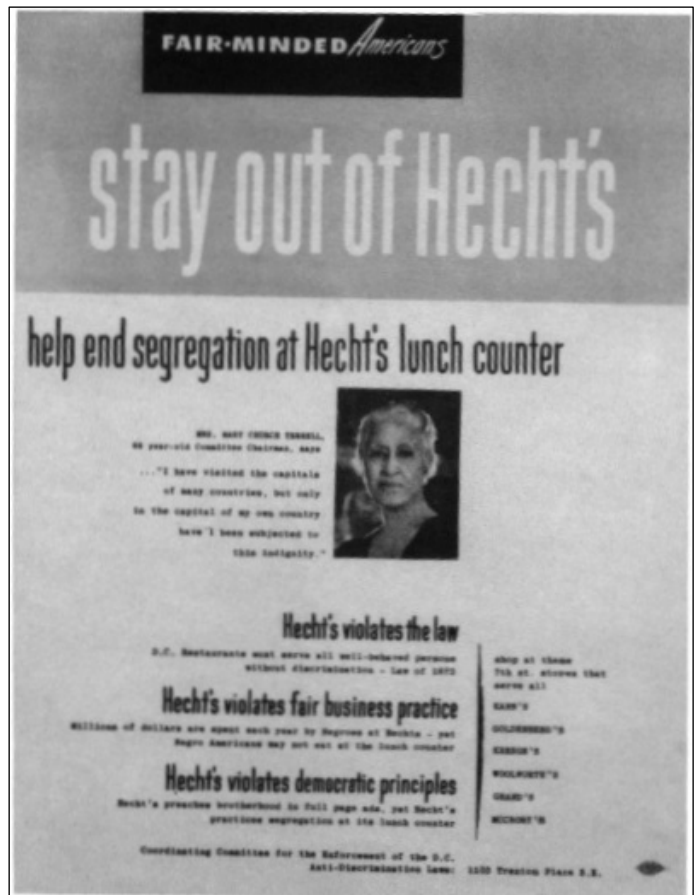
³⁵ “*We can't blind ourselves to the disturbing racial and religious antagonisms in America. They will defeat our good intentions until we cast them out and live as brothers in our states and neighborhoods – not for a single week, but day by day and year by year. Support world brotherhood week February 18-25.*” (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 146, WP, 19 février 1951)

³⁶ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 146.

³⁷ “*You know we don't believe in that ad any more than the people who read it believe in it. How do you think the Hecht Company got as big as it is?*” (B. JONES, “*op. cit.* (note 16), p. 149)

Le 1^{er} mai 1951, le CCEAD lance donc un boycott des magasins Hecht's situés sur la 7^e rue à Washington et à Silver Spring, dans le Maryland. Le comité distribue 100 000 tracts sur lesquels il écrit par exemple « Restez loin de chez Hecht's tant qu'ils ne serviront pas tous les clients sans discrimination dans leur restaurant³⁸, » ou encore « Hecht's prêche la fraternité, Hecht's pratique la ségrégation dans son restaurant³⁹. » Le comité distribue également aux clients des cartes postales destinées à être envoyées au directeur général de la compagnie. Elles portent la mention : « Je n'achèterai rien chez Hecht's tant que TOUS les clients ne seront pas servis sans discrimination dans le restaurant du magasin⁴⁰. »

Figure 145 - Tract de campagne d'opposition à Hecht's, Collection de Marvin Caplan



Le 24 mai 1951, soit 10 mois après le verdict du juge Myers, les trois magistrats de la Cour municipale d'appel rendent enfin leur décision. Ce n'est pas une décision unanime. Le juge Andrew

Hood soutient Frank Myers en disant que les lois sont désormais désuètes. Le juge Brice Claggett affirme qu'elles sont toujours en vigueur. Le troisième, Nathan Cayton, qui est également le président de la cour est de l'avis de M. Claggett⁴¹. Il conclut : « je pense que les lois de 1873 votées par le Parlement doivent être appliquées. »⁴² Par deux voix contre une, la cour permet

³⁸ “Stay out of Hecht's until all are served without discrimination at their lunch counter”
³⁹ “Hecht's preaches brotherhood, Hecht's practices segregation at its basement lunch counter.”
⁴⁰ “I will not buy at Hecht's until ALL are served without discrimination at the basement lunch counter.” (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 147).
⁴¹ Selon Beverly Jones (dans B. JONES, *op. cit.* (note 16), p. 149), les trois juges sont MM. Hood, Jones et Claggett. Le texte intégral de la décision de la Cour fédérale d'appel (qui juge l'affaire en deuxième appel, après la Cour d'appel municipale, mais avant la Cour suprême) donne les noms de MM. Cayton, Hood et Claggett.
⁴² “I believe the 1873 Acts of the Legislative Assembly must stand.”

donc l'utilisation des lois perdues pour lutter contre la discrimination dans la capitale. Dans son édition suivante, le *Washington Afro-American* titre « D.C. en passe de devenir civilisée »⁴³.

Le CCEAD espère que la décision fera fléchir Hecht's. Mais un événement inattendu vient anéantir ses espoirs immédiats. Il ne s'agit pas de la décision de Thompson's et de la WRA de faire appel du verdict devant la Cour d'appel fédérale pour le District,⁴⁴ qui n'est pas une surprise. La surprise vient des commissaires, qui refusent de faire appliquer les lois perdues dans la capitale tant que la procédure judiciaire ne sera pas close⁴⁵. La détermination de Hecht's en est renforcée. Le comité maintient donc la pression.

Au mois de juin, les efforts du CCEAD restent sans résultat. Mary Church Terrell décide donc de lancer des opérations « *sit-down* » chaque semaine dans le magasin de la 7^e rue. Des membres noirs du comité s'assoient ainsi au comptoir restaurant du magasin. Ils ne sont pas servis, mais les dirigeants n'appellent pas la police pour éviter les débordements. Par conséquent, les *sit-downers* occupent des sièges sur lesquels les clients ne peuvent s'asseoir, ce qui fait perdre au comptoir restaurant des milliers de dollars. C'est cette campagne et une similaire menée par le *Congress for Racial Equality* (CORE) à Chicago en 1943 qui inspireront les *sit-ins* des années 1960⁴⁶.

Le comité cherche également à obtenir le soutien d'organisations dans l'ensemble du pays et au-delà des frontières. La réponse qu'il reçoit aux lettres envoyées est massive. Les réponses viennent à la fois d'organisations, d'entreprises et de personnalités. L'ambassadeur américain à Monrovia écrit ainsi au CCEAD :

« Votre lettre du 2 juin indiquant l'augmentation du nombre de restaurants qui ne pratiquent pas de discrimination raciale à Washington m'est parvenue. Je prends la liberté de vous envoyer de la part de mon épouse et de moi-même un chèque de 28 dollars pour couvrir les coûts d'une semaine de publication de votre matériel.⁴⁷ »

⁴³ "D.C. On Way to Becoming Civilized," *Washington Afro-American*, 29 mai 1951, p. 1, 3.

⁴⁴ *US Court of Appeals for the District of Columbia*

⁴⁵ *Pittsburgh Courier*, 24, 25 et 26 mai 1951.

⁴⁶ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 147.

⁴⁷ "Your letter of June 2 pointing out the increase in the number of public eating places that do not discriminate by color in Washington has reached me. On behalf of my wife and myself, I take the liberty of

Le 20 juin 1951, le CCEAD lance devant le magasin Hecht's de la 7^e rue le même type de manifestations que celles qui les a menés au succès face à Kresge's. Pendant les six mois qui suivent, par tous les temps, une centaine de personnes armées de pancartes se rassemblent trois fois par semaine devant le magasin. Sur leurs pancartes, on peut lire :

« N'entrez pas, ici, on pratique la ségrégation⁴⁸, »

« Les Noirs ont dépensé ½ million de dollars chez Hecht's l'année dernière, Mais Hecht's refuse de les servir dans son restaurant⁴⁹, »

« N'achetez pas chez Hecht's,

Le restaurant ségrégué de Hecht's est un affront à la capitale nationale⁵⁰. »

Au mois de septembre, l'*American Psychological Association*⁵¹ apporte également son soutien à la cause du CCEAD. Lors de leur 60^e convention annuelle, qui se tient dans la capitale, les membres votent à l'unanimité de « ne plus se réunir à Washington du fait de la discrimination flagrante dont sont l'objet [les membres noirs de l'association] et tous les Noirs de la ville⁵². »

Au mois de décembre, les efforts du comité sont restés vains. Ses membres décident donc d'augmenter la pression d'un cran. Peu avant les fêtes de fin d'année, alors que les clients commencent leurs achats de Noël, les manifestants se présentent cette fois déguisés en Père Noël pour certains, en elfe pour d'autres, et découragent ainsi des dizaines de clients de Hecht's⁵³. Les gérants furieux appellent la police, mais les officiers refusent d'arrêter le Père Noël et ses assistants.

Hecht's finit par céder le 16 janvier 1952. Le boycott a coûté environ six millions de dollars à la chaîne, qui a de plus perdu des milliers de clients. Résolue à cesser ces pertes, elle accepte de servir les Noirs dans ses restaurants. Mary Church Terrell célèbre cette décision en allant y déjeuner⁵⁴.

sending you a check for \$28 to cover a week's publishing of your material." Lettre de l'ambassadeur des États-Unis à Monrovia au CCEAD, 12 juillet 1951 (MCTP, Container 16, Reel 11, Library of Congress)

⁴⁸ "Stay out, Segregation practiced here." (MCTP, Container 20, Reel 14, Library of Congress)

⁴⁹ "Negroes spent ½ million dollars at Hecht's last year, Yet Hecht's won't serve Negroes at its Lunch counter"

⁵⁰ "Don't buy at Hecht's, Hecht's Jim Crow Lunch counter disgraces the nation's capital."

⁵¹ Association Américaine de Psychologie

⁵² "Psychologists vote to Boycott D.C. Until Segregation Is Ended," WP, 1^{er} Septembre 1952.

⁵³ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 147.

⁵⁴ WP, *Chicago Defender*, 17 janvier 1952; FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 148.

Après cette deuxième victoire, le CCEAD continue à utiliser la même tactique dans d'autres restaurants. Les *sit-downers* sont tellement patients, calmes et polis que ne pas les servir semble d'autant plus injuste aux autres clients, si bien que de plus en plus de Washingtoniens blancs se rallient à leur cause. Certains décident ainsi de retourner leurs achats aux magasins pratiquant la ségrégation, d'autres trouvent des moyens différents de manifester leur mécontentement. C'est notamment le cas d'un officier supérieur qui se présente à un comptoir un jour où le comité mène une opération. Lorsque la serveuse vient prendre sa commande, il pointe du doigt un *sit-downer* en expliquant que cet homme était là avant lui. La serveuse répond que l'homme ne peut être servi car il est noir. L'officier demande alors au membre du comité ce qu'il souhaitait commander. Il s'agit d'un coca-cola. L'officier en commande un, qu'il dépose devant le *sit-downer* dès qu'il le reçoit. Plus tard, avant de quitter les lieux, il se plaint de la politique de ségrégation du magasin auprès du manager⁵⁵.

Après une campagne de six semaines menée par le comité, le magasin *Lansburgh* intègre ainsi ses comptoirs restaurant en mars 1952. Le 3 septembre, c'est *Murphy's dime store* qui cède après quatre mois de pression. Le magasin commence à servir les Noirs sans discrimination dès le lendemain de sa rencontre avec Mary Church Terrell et Annie Stein. *Murphy* n'autorisait les Noirs à consommer que s'ils restaient debout. Les tracts et les pancartes des manifestants s'inspiraient donc de cette particularité :

*“Make it right
If you're not white
You can't sit down
To eat a bite⁵⁶”*

« 1/3 des citoyens doivent rester debout pour déjeuner à Murphy's. Aidez à mettre un terme à la discrimination.⁵⁷ »

⁵⁵ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 149.

⁵⁶ La traduction, moins enlevée et dépourvue de rimes, est la suivante : « Rétablissez la justice. Si vous n'êtes pas blanc, vous ne pouvez pas vous asseoir pour manger un bout. »

⁵⁷ “1/3 of D.C.'s citizens must stand up to eat at Murphy's. Help end discrimination.”

Figure 146 - Manifestation de membres du CCEAD devant Murphy's, F et 13th Street, mai 1952⁵⁸



Néanmoins, la déségrégation ne peut se poursuivre magasin après magasin, car environ 2 000 établissements servent de la nourriture dans la capitale. Les déségréguer un par un à coup de manifestations, négociations et *sit-downs* prendrait des années. Une décision judiciaire devient donc de plus en plus urgente, d'autant plus que faute de décision de justice allant dans ce sens, les restaurants qui ont commencé à servir les Noirs pourraient bien revenir à leur pratique antérieure⁵⁹.

L'affaire passe devant la Cour d'appel fédérale le 7 janvier 1952. Les neuf magistrats mettent ensuite le jugement en délibéré. Les victoires obtenues sur le terrain laissent espérer au CCEAD un dénouement heureux. Ceci d'autant plus qu'à sa demande, plusieurs associations ont transmis à la Cour des textes dans lesquels elles défendent leur position favorable à l'application des lois de 1872 et 1873. Le 2 janvier 1953, le futur président Dwight Eisenhower assure à son tour le comité de son soutien, écrivant :

⁵⁸ Collection de Marvin Caplan

⁵⁹ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 149.

« Nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord sur les moyens de parvenir à nos fins, mais notre objectif est le même et je promets de faire tout ce qui sera en mon pouvoir pour mettre un terme à la ségrégation dans le District de Columbia. »⁶⁰

À la même époque, le Comité national républicain⁶¹ promet aux Washingtoniens noirs trois jours de déségrégation des hôtels et des restaurants à l'occasion des cérémonies d'entrée en fonction du président Eisenhower. L'objectif premier n'est pas symbolique. Certes, le futur président voit cette déségrégation temporaire d'un bon œil, mais la véritable raison est la présence de nombreux dignitaires étrangers, qui seront dans la capitale pour l'occasion et que les autorités ne veulent pas offenser. Pour le CCEAD, l'idée est absurde. Il diffuse des tracts portant le texte suivant :

« Nous disons : la démocratie ne doit pas être l'affaire de quelques jours. Tous les Américains devraient être accueillis partout dans notre capitale, quelle que soit leur couleur de peau.

« Aidez-nous à pérenniser la promesse du comité d'organisation de l'investiture : insistez pour que l'on vous serve dans tous les restaurants où vous souhaitez entrer. Si l'on refuse :

- Rappelez au gérant la promesse du comité d'organisation
- Faites-nous le savoir à Adams 2 – 1613⁶² »

Le 22 janvier 1953, soit deux jours après l'entrée en fonction du président Eisenhower et plus d'un an après les auditions devant la Cour d'appel fédérale, le verdict est finalement annoncé. Il n'est pas à la hauteur des espérances du comité. Par cinq votes contre quatre, les lois perdues sont jugées invalides car tombées en désuétude. Les membres du CCEAD sont effondrés. Le *Los Angeles Examiner* annonce « La Cour d'appel fédérale, divisée à 5 voix contre 4, décide aujourd'hui que les restaurants de la capitale peuvent refuser de servir les Noirs. »⁶³ La déclaration de Mary Church Terrell ne se fait pas attendre. Elle affirme :

« Je considère que la décision d'aujourd'hui dans l'affaire du restaurant Thompson est une tragédie pour les États-Unis. Les quatre cinquièmes de la population mondiale qui sont des gens de couleur

⁶⁰ “We may not always agree on the means of achieving our ends; but the end is identical and I pledge to do all in my power to end segregation in the District of Columbia.” (*The Washington Star*, 2 janvier 1953)

⁶¹ Republican National Committee

⁶² “We say: Democracy is a year-long affaire. All Americans should be welcome anywhere in our nation's capital regardless of color.

“Help us nail down the inaugural committee's promise: Insist on service in any restaurant you wish to enter. If you are refused:

1. Remind the manager of the inaugural committee's pledge.

2. Report to us at Adams 2-1613.” (MCTP, Container 20, Reel 14, LOC; SHEPPERD, *Mary Church Terrell: respectable person*, p. 86)

⁶³ “The United States Court of Appeals, dividing 5 to 4, ruled today that eating places in the Capital may refuse service to Negroes.” (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 150)

seront choqués par cette décision et par la justification morale donnée par la Cour au mal qu'est la ségrégation⁶⁴. »

Les actions du CCEAD ne cessent pas pour autant. Refusant de renoncer, Mary Church Terrell insiste fortement auprès des commissaires pour qu'ils fassent appel auprès de la Cour suprême. La demande est effectuée, et la juridiction suprême accepte de traiter l'affaire⁶⁵.

Les auditions et plaidoiries devant la Cour suprême ont lieu les 30 avril et 1^{er} mai 1953. Huit des neuf juges sont présents. Le juge Robert Jackson est absent pour cause de maladie. La partie civile est représentée par Vernon West et Edward Beard, du service juridique municipal, mais aussi Philip Elman, conseiller spécial du ministre de la Justice, et le *Solicitor General*⁶⁶ par interim Adam Stein. L'implication des deux derniers atteste de l'attention que le Président porte à l'affaire⁶⁷.

La décision finale de cette longue procédure entamée en 1950 est rendue le 8 juin 1953. Elle est annoncée par le juge William O. Douglas, qui déclare : « l'échec à faire respecter une loi ne conduit pas à son abrogation. (...) Les lois de 1872 et 1873 ont survécu, (...) et restent aujourd'hui partie intégrante du corpus législatif en vigueur dans le District de Columbia⁶⁸. » La décision est unanime, à huit voix contre aucune⁶⁹. Ce détail est important étant donné la diversité des positions au sein des juridictions inférieures. La Cour suprême ne donne que deux jours aux restaurants pour se mettre en conformité⁷⁰. Le *Washington Post* salue la décision des magistrats suprêmes la qualifiant de « triomphe pour les partisans des droits civiques⁷¹. »

⁶⁴ “*I consider today's majority decision in the Thompson Restaurant Case a tragedy for the United States. The four-fifths of the world's population who are colored people will be shocked by this ruling and by the moral justification given to the evil of segregation by the court.*”

⁶⁵ La Cour suprême n'est pas en devoir de traiter les affaires qui lui sont soumises. Les magistrats choisissent en effet les affaires qui méritent leur attention.

⁶⁶ Le *Solicitor General* a notamment pour fonction de représenter le gouvernement fédéral devant la Cour Suprême.

⁶⁷ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 156; B. JONES, *op. cit.* (note 16), p. 153)

⁶⁸ “*The failure to enforce a law does not result in its repeal. (...) The Acts of 1872 and 1873 survived, (...) and remained today a part of the governing body of laws applicable to the District of Columbia.*” (B. JONES, *op. cit.* (note 16), p. 154; FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 156)

⁶⁹ Le juge Jackson n'ayant pas assisté aux débats, il n'a pas pris part au vote.

⁷⁰ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 157.

⁷¹ “*triumph for the proponents of civil rights legislation.*” (C. ROBERTS, p. 293); “High Court's Ruling Aids Battle for Home Rule,” (WP, 9 juin 1953, p. 1, 8)

Pour Mary Church Terrell, la lutte n'est pas terminée. Elle sait que la victoire ne sera pas acquise si les restaurants n'appliquent pas la décision de la Cour suprême. Le 9 juin, elle rend donc publique une déclaration du CCEAD dans laquelle elle met les restaurateurs en garde : « Nous avertissons tous les restaurants que la peine pour violation de la loi n'est pas seulement une amende de 100 dollars, mais également la perte pour une année de la licence d'exploitation. Nous veillerons à ce que cette peine soit appliquée contre les violateurs de la loi⁷². ».

Figure 147 - Une du Washington Afro-American le 9 juin 1953



L'application du jugement est effective à partir du 10 juin à 8h00. Les forces de l'ordre n'ont pas prévu de parcourir la ville à la recherche des contrevenants, mais le chef de la police a affirmé son intention de répondre aux plaintes dans ce domaine. Les restaurateurs ont pour leur part prévu de se conformer aux normes, de manière plus ou moins fataliste⁷³. Par ailleurs, suite à une concertation avec les services juridiques de la capitale, l'Association hôtelière de

⁷² "We warn all eating places that the penalty for violating the law is not only a hundred-dollar fine, but also the loss for one year of the license to do business. We will make it out concern to see that all those who violate the law shall receive that penalty." (...) (FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 158)

⁷³ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 159, "Restaurants Must End Racial Bar at 8 A.M.," WP, 10 juin 1953, p. 1, 12.

Washington⁷⁴ a annoncé son intention d'appliquer elle aussi la réglementation validée par la Cour suprême.

En quatre ans, la lutte complémentaire menée sur le terrain et dans les tribunaux a permis d'obtenir la déségrégation des restaurants et des hôtels de la ville. La mobilisation continue des militants a assuré l'implication constante des autorités locales et nationales. Elle a également permis, assortie du soutien des autorités, de crédibiliser le mouvement aux yeux des tribunaux. La décision de justice finale a quant à elle scellé la victoire de la déségrégation. En effet, faute d'arrêt favorable de la Cour suprême, les progrès ultérieurs auraient été très ralentis et les progrès antérieurs remis en cause. La complémentarité des deux luttes s'est donc révélée indispensable.

Les conséquences de l'arrêt Thompson's ne se limitent pas aux restaurants et aux hôtels de la capitale. Les salles de spectacle réagissent également, sous l'œil vigilant du CCEAD.

B. La déségrégation des cinémas et théâtres : du noir et blanc à la couleur (1946-1953)

Dans les cinémas et les théâtres, comme dans les restaurants, la ségrégation reste à l'ordre du jour en 1945 et les résistances face à son abandon sont fortes. Le schéma de la lutte est différent de celui de la déségrégation des restaurants. Pour les salles de spectacle, aucune action locale de grande ampleur n'est lancée. La lutte est menée sur des actions ciblées, qui débutent dès 1946, pour lesquelles les militants locaux bénéficient d'un soutien national précoce, en particulier de la part des associations d'auteurs, d'acteurs et de producteurs. Bien que certaines salles refusent de changer leurs pratiques, d'autres cèdent à la pression. À la fin des années 1940, la lutte contre la ségrégation se concentre sur deux institutions : l'auditorium Lisner et le *National Theatre*.

⁷⁴ Washington Hotel Association (WHA)

1. La déségrégation de l'auditorium Lisner

L'auditorium Lisner est la salle de spectacle de l'université George Washington. Elle dispose alors de 1 550 places, d'un équipement en son et lumière à la pointe du progrès et d'une grande scène, soi-disant la plus grande au Sud de New York. Le 9 octobre 1946, plusieurs spectateurs noirs, dont le recteur de la faculté de médecine de l'université Howard, se voient refuser l'entrée. Les gérants déclarent qu'ils ne font que suivre la politique habituelle. Dès le lendemain, la section locale du Comité des anciens combattants⁷⁵ (AVC) adresse un courrier au président de l'université, Cloyd H. Marvin⁷⁶.

Quelques jours plus tard, un groupe d'une quarantaine d'étudiants est refoulé à l'entrée de l'auditorium. Il s'agit d'une trentaine d'étudiants des universités George Washington et Howard, accompagnés d'une dizaine de jeunes femmes. Tous anciens combattants et membres de l'AVC de leurs campus respectifs, ils sont refoulés car certains d'entre eux sont noirs. La raison officielle qui leur est donnée est le respect de « traditions communautaires⁷⁷ ». Suite à l'incident, l'AVC s'empresse de publier une déclaration dans laquelle appelle à l'abandon immédiat des pratiques discriminatoires au sein de l'université. Le texte est signé par tous les membres issus des universités Howard et George Washington, soit un total de 395 personnes⁷⁸.

La semaine suivante, la controverse prend une ampleur nationale. Le 29 octobre, l'université utilise pour la première fois l'auditorium pour un spectacle ouvert au public. Il s'agit de la pièce *Joan of Lorraine*, destinée ensuite à Broadway, dont le rôle principal est interprété par Ingrid Bergman. L'actrice apprend tardivement que l'auditorium sera ségrégué lors des représentations. Les Noirs pourront y assister, mais seulement depuis un certain nombre de balcons. Lorsqu'elle découvre cela, elle commence par refuser de jouer, mais les amendes qu'elle devrait acquitter

⁷⁵ American Veterans Committee

⁷⁶ http://encyclopedia.gwu.edu/gwencyclopedia/index.php/Lisner_Auditorium_segregation_controversy_1946; "Only Whites Wanted, Says Washington University President," *Washington Afro-American*, 19 octobre 1946, p. 1.

⁷⁷ Community customs (Washington Afro-American, 23 octobre 1946, p. 1)

⁷⁸ "30 Vets Banned at Lisner," *Washington Afro-American*, 26 octobre 1946, p. 1, 7.

pour rupture de contrat sont élevées, si bien qu'elle cède. Elle fait toutefois part de ses réserves à la presse locale et internationale, affirmant notamment :

« je suis très gênée par la politique discriminatoire de l'auditorium Lisner... si j'avais été informée des discriminations pratiquées dans certains domaines à Washington, j'aurais préféré ne pas jouer ici du tout. Le théâtre, les arts et le spectacle doivent être ouverts à tous⁷⁹. »

Les acteurs et les techniciens signent une pétition contre des pratiques qu'ils qualifient de non démocratiques et non américaines. Ils voient d'un bon œil les manifestants qui sont présents à l'entrée de l'auditorium le jour de la première pour brandir des pancartes, distribuer des tracts et appeler au boycott. Les syndicats d'acteurs et d'auteurs évoquent le boycott⁸⁰. Les actions se poursuivent tout au long des trois semaines que dure la présentation de la pièce, mais la présidence de l'université ne cède pas⁸¹.

Au mois de novembre, les prises de position contre la ségrégation de l'auditorium se poursuivent. Tout d'abord, la direction du *National Symphony Orchestra* vote à l'unanimité l'annulation des concerts qui devaient s'y tenir. L'orchestre choisit de se produire à la place à *Constitution Hall*, une salle déségrégée. Le 13 novembre 1946, trente-trois auteurs signent une déclaration dans laquelle ils s'engagent à boycotter tout théâtre de la capitale qui pratiquerait la discrimination raciale. Parmi les signataires se trouvent notamment Tennessee Williams, Oscar Hammerstein, Irving Berlin et Ben Hecht⁸². Simultanément, la *Dramatists' Guild*⁸³ annonce sa décision de ne pas autoriser la représentation des pièces écrites par ses membres dans les théâtres qui pratiquent la ségrégation⁸⁴. Dans le domaine théâtral, les syndicats signent en effet des contrats avec certains théâtres pour déterminer les modalités selon lesquelles les pièces

⁷⁹ "I feel very badly about the policy of discrimination at Lisner Auditorium... had I known of certain discrimination prevalent in Washington I should have preferred not to play here at all. The theater, entertainment, arts, should be for all the people." (Nelson BELL, "Ingrid Bergman Gives Citizens a Lesson in Unvarnished Charm," WP, 29 octobre 1946; "Entire Cast Asks Future Boycott of JC Theatres," Washington Afro-American, 2 novembre 1946, p. 1.

⁸⁰ "Plan Action Against Lisner Auditorium Bias," *Chicago Defender*, 26 octobre 1946, p. 1; "Play Opens Despite Ban On Negroes," *Chicago Defender*, 2 novembre 1946, p. 4; "Ingrid Bergman and Race Prejudice," *Chicago Defender*, 16 novembre 1946, p. 12.

⁸¹ http://encyclopedia.gwu.edu/gwencyclopedia/index.php/Lisner_Auditorium_segregation_controversy,_1946

⁸² *Baltimore Afro American*, 16 novembre 1946; *Washington Afro-American*, 23 novembre 1946; "Ben Hecht's 'A Flag is Born': A Play That Changed History," Dr. Rafael Medoff, <http://www.wymaninstitute.org/articles/2004-04-flagisborn.php>.

⁸³ Le syndicat des auteurs de théâtre, créé en 1919.

⁸⁴ "Actors Join D.C Theater boycott", *Baltimore Afro-American*, 16 novembre 1946, p1, 28.

écrites par les membres du syndicat seront interprétées. La décision de la *Dramatists' Guild* signifie concrètement qu'elle ne signera pas de contrats avec les théâtres pratiquant la ségrégation, empêchant de fait ces théâtres d'accueillir les productions des membres du syndicat⁸⁵. L'université refuse néanmoins de modifier sa politique. Le gérant de l'auditorium, Vincent De Angelis, remarque simplement que la salle n'est pas réservée aux activités théâtrales et peu donc continuer à fonctionner en accueillant des concerts, des conférences et des séminaires.

Dans les mois qui suivent, la présidence et les gérants de l'auditorium reçoivent de nombreuses lettres, ainsi que des tracts et des pétitions. Les premières lettres qui arrivent sont principalement des lettres de soutien, qui réclament le maintien de la politique de ségrégation en place. L'une de ces lettres, signée « un ségrégationniste » déclare ainsi :

« Tout me porte à croire que le groupe de propagande très indésirable connu sous le nom de « Comité pour la démocratie raciale » s'efforce de détruire les droits à la vie privée des individus et des groupes issus de la race blanche en demandant l'admission d'Africains à l'auditorium Lisner. Après avoir vécu environ 10 ans à Washington, je suis devenu un partisan de la ségrégation entre les races américaine et africaine et je préfère que la ségrégation soit la plus complète possible. (...) les Africains ont leurs propres théâtres qui ne sont pas envahis par des Américains. Qu'ils restent dans leurs propres théâtres. »⁸⁶

Toutefois, au fil des semaines, ce sont les lettres de protestation qui deviennent les plus nombreuses. De plus en plus de personnes menacent de boycotter toutes les pièces et événements tenus à l'auditorium si la ségrégation y est maintenue. L'AVC poursuit également les pressions, au point que la commission de la vie étudiante de l'université George Washington tente à la mi-

⁸⁵ “we shall not permit our productions to play here unless race segregation is ended in the theaters.” (C. ROBERTS, p. 292; “Playwrights Fight Theater Jim Crow, Boycott Urged To Stop Ban On Negro Patrons In D.C.,” *Chicago Defender*, 9 novembre 1946, p. 1.

⁸⁶ “I am led to believe that the very undesirable propaganda group known as the Committee for Racial Democracy is attempting to secure the destruction of the right of individual and group privacy for members of the white race by demanding the admission of africans to the Lisner Auditorium. “After living in Washington for about ten years I have become an advocate of segregation of the American and african races and prefer that the segregation be as complete as possible. (...) The africans have their own theatres which are not invaded by americans. Let the africans remain in their own theatres.” [sic] (http://encyclopedia.gwu.edu/gwencyclopedia/index.php/Lisner_Auditorium_segregation_controversy_1946)

novembre de faire renvoyer de l'université les étudiants responsables de la section d'AVC, avant de renoncer⁸⁷.

Le 12 décembre 1946, l'AVC publie une nouvelle lettre ouverte appelant l'université George Washington à abandonner dans sa juridiction les pratiques discriminatoires, « qui sont une disgrâce pour la capitale des États-Unis. » Ils déclarent également :

« En tant qu'anciens combattants, cette question est un enjeu important à nos yeux. En effet, nous avons récemment joué un rôle direct dans une lutte à mort contre des forces décidées à défendre l'idée que les hommes sont nés inégaux et que leur place dépend de leur race. En tant que citoyens d'une société libre que nous avons aidée à rester libre, nous avons un droit, nous semble-t-il, de plaider que les pratiques discriminatoires détestables soient éradiquées ici. »⁸⁸

Le même jour, le conseil d'administration de l'université débat de la question. À l'issue des délibérations, les Noirs obtiennent le droit d'assister à certains spectacles⁸⁹. C'est le début de la fin de la ségrégation à l'auditorium Lisner. Dès l'année suivante, la déségrégation y est complète. Elle est toutefois loin d'être acquise dans le reste de la ville, notamment au *National Theatre*.

2. Le *National Theatre*, parangon de la résistance à la déségrégation

Le *National Theatre* est situé sur Pennsylvania Avenue, l'avenue qui relie le Capitole et la Maison-Blanche. Dans l'après-guerre, il est l'un des symboles les plus visibles de la ségrégation dans la capitale. Lorsqu'il ouvre ses portes en 1835, les Noirs sont autorisés à s'asseoir au balcon, mais à partir de 1873 ils ne sont plus admis du tout, même si des acteurs noirs se produisent régulièrement sur scène.

Dans les années 1920 et 1930, le *National* devient un terrain privilégié de la lutte contre la ségrégation dans la capitale. C'est ainsi qu'a lieu en 1936 la première série de représentations devant un public déségrégué. Il s'agit de *Porgy and Bess*, dont la totalité de la distribution est

⁸⁷ "Campus Group Blasts Vets For Attack On Jim Crow," *Chicago Defender*, 23 novembre 1946, p. 12; "Drop Action To Expel Vets In Theater Ban Fight," *Chicago Defender*, 30 novembre 1946, p. 11.

⁸⁸ "we call upon The George Washington University to effect, within its own jurisdiction, a change in the pattern of racial discrimination which disgraces the Capital of the United States.

"As veterans, we have a warranted interest in this matter. For we have lately played a direct part in a mortal struggle against forces dedicated to the proposition that men are created unequal and are born, in accordance with their race, to places of inferiority. As citizens of a free society which we helped to keep free, we have a right, we think, to plead that the mean and ugly practice of racial discrimination be uprooted here."

⁸⁹ Ils peuvent assister aux événements organisés par l'université, mais l'accès ne leur est pas garanti dans le cas où l'auditorium est loué à des organismes privés.

noire. Sous l'impulsion de l'acteur Todd Duncan et du Dr. Ralph Bunche⁹⁰, les acteurs insistent sur leur refus de jouer devant une audience ségréguée et obtiennent finalement gain de cause. Toutes les représentations de *Porgy and Bess* se font par conséquent devant une audience déségrégée. Il s'agit néanmoins d'une exception. Une fois la tournée washingtonienne du spectacle achevée, le *National* retourne à sa politique de ségrégation.

Figure 148 - Une du *Washington Afro-American*



Dans les années d'après-guerre, la tension monte à nouveau, tandis que la contestation se systématisait et s'organise peu à peu. En novembre, ainsi que nous l'avons vu plus haut, le *National* est touché par la déclaration des 33 auteurs et l'annonce du boycott des théâtres ségrégués par la *Dramatists' Guild*. À ces attaques, un porte-parole du *National* répond que le théâtre ne peut être forcé à accepter des spectateurs noirs, qu'il ne fait que suivre les coutumes locales, et qu'il ne voit de toute façon pas pourquoi une institution privée devrait être pénalisée pour observer une pratique qui est mise en œuvre par les écoles publiques locales⁹¹. Ainsi, le 20

novembre, plusieurs petits groupes de Noirs sont éconduits du théâtre, où ils étaient venus voir *Bloomer Girl*. Les raisons mises en avant par le théâtre n'empêchent pas les signataires de la pétition de passer à l'action. Après avoir été jouée à Broadway, puis à Chicago, Détroit, Boston

⁹⁰ Ralph J. Bunche est alors à la tête du département de sciences politiques de l'Université Howard.

⁹¹ HEADLEY, p. 171

et Philadelphie, la pièce de Ben Hecht « *A Flag is Born* » devait partir en tournée dans plusieurs villes américaines, dont Washington. L'auteur supprime le *National* de la tournée⁹².

À la fin novembre, le gérant du *National* Edmund Plohn suggère au *Committee for Racial Democracy in the Nation's Capital* (CRD)⁹³ qu'il « pourrait » recommander aux propriétaires l'admission de clients noirs à partir de l'automne 1947 si la campagne de dénigrement engagée contre le théâtre cessait immédiatement. Le CRD rejette sa proposition, affirmant que si le *National* peut envisager d'admettre les Noirs comme clients à l'automne 1947, il peut aussi bien le faire dès 1946. Le conflit se poursuit donc⁹⁴.

Certains acteurs expriment leur mécontentement. En décembre 1946, Tallulah Bankhead⁹⁵ se produit au *National Theatre* dans « l'aigle à deux têtes »⁹⁶, de Jean Cocteau. À cette occasion, elle déclare au *Washington Post* : « C'est un scandale international que la capitale de notre grand pays se moque de notre Constitution et de la Déclaration des droits en discriminant des êtres humains, de quelque manière que ce soit. »⁹⁷ À la fin janvier 1947, des membres du CRD manifestent devant le théâtre à l'occasion d'une représentation de *Blossom Time* à laquelle assiste le Président Harry Truman, qui déclare le lendemain ne pas avoir remarqué les manifestants⁹⁸. Ces manifestations se multiplient au cours des mois suivants. Le comité présidentiel sur les droits civiques qualifie de son côté la politique raciale des salles de spectacle washingtoniennes de « grand écart grotesque⁹⁹ ». Il fait référence à la différence entre les salles

⁹² La représentation aura finalement lieu au *Maryland Theatre* de Baltimore le 12 février 1947, devant une audience déségrégée.

⁹³ Comité pour la démocratie raciale dans la capitale nationale, créé en 1943 pour lutter contre la ségrégation des employés noirs au sein des bâtiments fédéraux. (Bettye COLLIER-THOMAS, *Sisters in the Struggle : African American Women in the Civil Rights - Black Power Movement*, p. 35)

⁹⁴ «CRD Rejects Theatre JC Plan», *Washington Afro-American*, 16 novembre 1946, p. 1, 3; «Win D.C. Race Victory As Theater Drops Ban», *Chicago Defender*, 23 novembre 1946, p. 1.

⁹⁵ Actrice, fille de William Bankhead, ancien député et Président (Speaker) de la Chambre des Représentants.

⁹⁶ L'acteur principal d'*Eagle Rampant* se trouve être Clarence Derwent, président de l'AEA de 1946 à 1952 et opposant notoire à la ségrégation.

⁹⁷ «[it is] an international scandal that our great country's capital should make a laughing stock out of our Constitution and Bill of Rights, discriminating against any human being in any form.» («Tallulah Bankhead Lashes National Theater Race Ban», *Chicago Defender*, 14 décembre 1946, p. 1)

⁹⁸ WP, 24 janvier 1947; «Jolt Capital Color Bar - 'Unaware Of Picket Line,' Says Truman President Explains His Blunder At Press Conference», *Chicago Defender*, 1^{er} février 1947, p. 1.

⁹⁹ TSTR, p. 89; R. GOLDSBERRY, «Negro Actors Cheered, Then Barred At Hotels, Restaurants», *Chicago Defender*, 1^{er} juin 1946, p. 3.

qui n'admettent pas de Noirs sur scène mais en admettent dans l'audience, et à celles qui font le contraire¹⁰⁰. En février 1947, Tennessee Williams confirme la position affichée en 1946. Le jour où sa pièce *La ménagerie de verre* commence deux semaines de représentations au *National*, il déclare son humiliation qu'une pièce qu'il a écrite ne puisse être vue par des Noirs dans la capitale nationale. Il ajoute que ses futurs contrats comprendront une clause interdisant de jouer ses pièces à Washington tant que la ségrégation y sera pratiquée¹⁰¹.

Le système judiciaire est sollicité à plusieurs reprises. En 1947, plusieurs Noirs intentent des actions en justice contre le *National*. Dans certains cas, le théâtre avait refusé de rembourser leurs tickets après avoir refusé de les laisser assister aux représentations. Dans d'autres cas, il avait refusé de leur vendre des tickets. Certains procès sont gagnés, d'autres sont perdus, mais l'impact de ces affaires reste très limité¹⁰².

La lutte prend une nouvelle dimension lorsque l'*Actors' Equity Association* (AEA) entre à son tour dans l'arène en 1947. L'AEA est le principal syndicat d'acteurs aux États-Unis. À ce titre, elle joue un rôle très important dans le milieu théâtral. La position personnelle du président de l'AEA Clarence Derwent est claire depuis longtemps. Pour lui :

« cela dépasse l'entendement de suivre la logique d'une politique qui permet à un (...) acteur de monter sur scène chaque soir et d'apparaître dans un théâtre d'un côté des projecteurs, pendant que sa mère ou son frère n'ont pas le droit d'assister à la prestation de l'autre côté des projecteurs. »¹⁰³

Le 3 décembre 1946, il transmet au CRD une déclaration publique sur le sujet dans laquelle il déclarait que « Washington est peut-être située géographiquement au Sud, mais dans l'esprit, la capitale devrait être au centre des États-Unis, vierge de tout préjudice et de toute intolérance, d'où qu'ils viennent¹⁰⁴. »

¹⁰⁰ GTBW, p. 28.

¹⁰¹ "Protest by Williams," *The New York Times*, 3 février 1947.

¹⁰² "Courts May Get D. C. Theatre Jim Crow," *Chicago Defender*, 28 décembre 1946, p. 10; "Theatre Bars Mixed Group, Denies Refund," *Chicago Defender*, 28 décembre 1946, p. 12.

¹⁰³ "It passes my comprehension, to follow the logic of a policy which permits this (...) actor to enter the stage door nightly and appear at this theatre on one side of the footlights while denying to his mother or his brother the right to witness his performance from the other side of the footlights." (<http://www.actorsequity.org/NewsMedia/news2006/Derwent.asp>, le 7 novembre 2007)

¹⁰⁴ "Washington may be geographically South, but in spirit and in precept the Capital should be the center of the United States, free from prejudice and intolerance emanating from any point of the compass." ("Equity Head Says DC Should Be Free of Bias," *Washington Afro-American*, 7 décembre 1946)

Dès le 1^{er} octobre 1946, un comité dédié de l'AEA, créé début septembre, avait demandé que le conseil d'administration de l'association « déclare qu'il fera le maximum pour éviter que nos acteurs contribuent à de telles pratiques discriminatoires dans notre capitale nationale et en particulier au *National Theatre*¹⁰⁵. » Au mois de décembre, le conseil d'administration avait mandaté le président pour qu'il recherche une coopération avec la *League of New York Theatres*, la *Dramatists' Guild*, et l'*Association of Theatrical Agents and Managers* sur la question. En février 1947, une centaine d'acteurs et producteurs s'engagent par écrit à boycotter les théâtres qui pratiquent la ségrégation¹⁰⁶.

Le 22 avril 1947, l'AEA lance finalement un ultimatum au *National Theatre* par la voix de Cornelia Otis Skinner¹⁰⁷, qui affirme : « Nous déclarons maintenant au *National Theatre* – et au public qui souhaite nous voir agir de manière juste et humaine – que faute d'un changement de situation dans les 12 mois qui suivront le 1^{er} juin 1947, nous serons forcés d'empêcher nos membres de s'y produire¹⁰⁸. »

En pratique, les nouveaux contrats proposés par le syndicat comprennent une clause anti-discrimination qui interdit aux membres de se produire dans les théâtres qui excluent les Noirs. La menace est claire : si le manager Marcus Heiman n'a pas abandonné la politique discriminatoire du *National* à l'expiration du délai le 1^{er} juin 1948, aucun membre du syndicat ne pourra alors se produire au théâtre et aucune pièce sous contrat *Equity* ne pourra y être interprétée.

¹⁰⁵ “declare specifically that it will do what it can to prevent our actors from participating in such discrimination in our National Capital and specifically in the NATIONAL THEATRE.”

¹⁰⁶ “Theatres May Shut As Actors Join Boycott, Top Ranking Stars Vote To Battle D.C. Segregation,” *Chicago Defender*, V. SPRAGGS, 1^{er} février 1947, p. 1; “‘Move’ On D. C. Theatres Bias, Actors' Committee Considers Action,” *Chicago Defender*, 7 septembre 1946, p. 4.

¹⁰⁷ Actrice, présidente du comité de l'AEA destiné à rapprocher les positions de l'*Actors' Equity Association* et la *Dramatists' Guild* en matière de discrimination raciale. <http://www.actorsequity.org/NewsMedia/news2007/Feb7.BlackHistoryArchives.asp> (le 13 novembre 2007)

¹⁰⁸ “We state now to the National Theatre - and to a public who is looking to us to do what is just and humanitarian - that unless the situation is remedied within twelve months from June 1, 1947, we will be forced to forbid our members to play there. (...)” <http://www.actorsequity.org/NewsMedia/news2006/BlackHistoryMonth.asp> (le 11 novembre 2007)

L'ultimatum est soutenu par de nombreux acteurs, auteurs, directeurs et critiques. Les soutiens locaux comptent notamment Helen Hayes¹⁰⁹, le révérend Gilbert V. Hartke¹¹⁰ et Richard L. Coe. Ce dernier est alors critique théâtral au *Washington Post*. Fraîchement revenu du service militaire, il est choqué de constater que les théâtres de la capitale sont toujours ségrégués. Lorsqu'il remplace Nelson Bell comme critique théâtral en 1946, il distille régulièrement des commentaires favorables à la déségrégation dans ses articles. Il se lance également en quête de salles pour accueillir les pièces montées par le révérend Hartke à la *Catholic University*, milite pour la création d'une scène nationale, pour la réouverture de *Ford's Theater*, qui a été fermé depuis l'assassinat du président Lincoln, pour la réouverture du Belasco¹¹¹. Ses prises de position ne sont pas en rupture avec celles du *Washington Post*. En 1946, le quotidien washingtonien avait en effet réagi positivement à l'appel de la *Dramatists' Guild*, déclarant :

« nous ne demandons rien de plus aux gérants de nos théâtres que d'honorer les tickets vendus, sans prendre en compte l'origine raciale de l'acheteur ou du détenteur. Cela leur est possible sans la moindre perte de recettes et sans causer d'émoi parmi les spectateurs (...). Ils devraient rivaliser pour le prestige de changer leurs pratiques les premiers. »¹¹²

Ces nouvelles actions restent sans effet. Les gérants du *National* déclarent le 12 août 1947 qu'ils ne changeront pas de politique tant que les pratiques ne changeront pas dans l'ensemble de la capitale, que ce soit du fait de la loi ou d'une entente entre les commerçants et les associations en faveur des droits civiques. L'AEA repousse finalement l'ultimatum au 1^{er} août 1948, mais le *National* refuse toujours d'amender sa position à cette date¹¹³. Les gérants préfèrent convertir leur théâtre en salle de cinéma plutôt que de céder¹¹⁴. Le théâtre ferme donc ses portes le 31 juillet 1948. L'équipement cinématographique est installé en août et septembre. Le 16

¹⁰⁹ Actrice washingtonienne de théâtre, cinéma et télévision.

¹¹⁰ Du *Speech and Drama Department* de l'Université Catholique.

¹¹¹ C. ROBERTS, p. 293.

¹¹² "Our theater managers are called upon to do nothing more than honor tickets regardless of the racial origin of the purchasers or holders. They can do this without suffering the slightest loss of revenue and without causing a ripple in their audiences (...). They ought to be rivaling one another for the prestige of doing it first." (C. ROBERTS, p. 292)

¹¹³ "Changes Legit Theatre to Movie over Jim Crow," *Chicago Defender*, 12 juin 1948, p. 6.

¹¹⁴ "Capital to Get Democratic Legit Theatre In Spite Of Opposition," *Chicago Defender*, 26 juin 1948, p. 8.

octobre, le *National Theater*, devenu cinéma, rouvre ses portes pour une projection de *The Red Shoes*. Il n'admet que des spectateurs blancs et cela restera le cas jusqu'au 5 mai 1952. Entre temps, le contexte des salles de spectacle washingtoniennes évolue.

3. Des théâtres aux cinémas : extension du domaine de la lutte

Figure 149 - Appel au boycott de l'Uline Arena

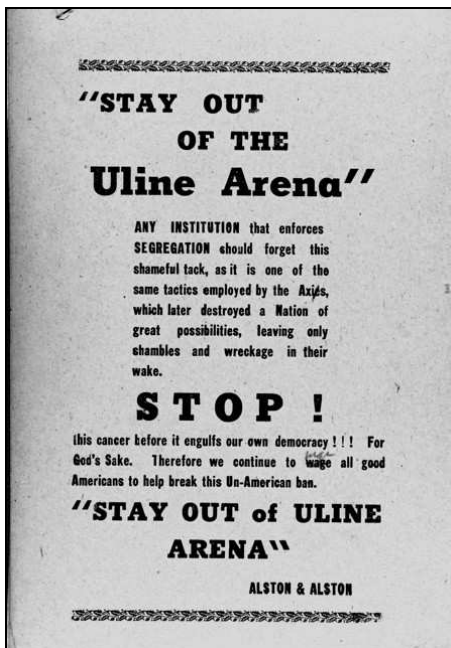
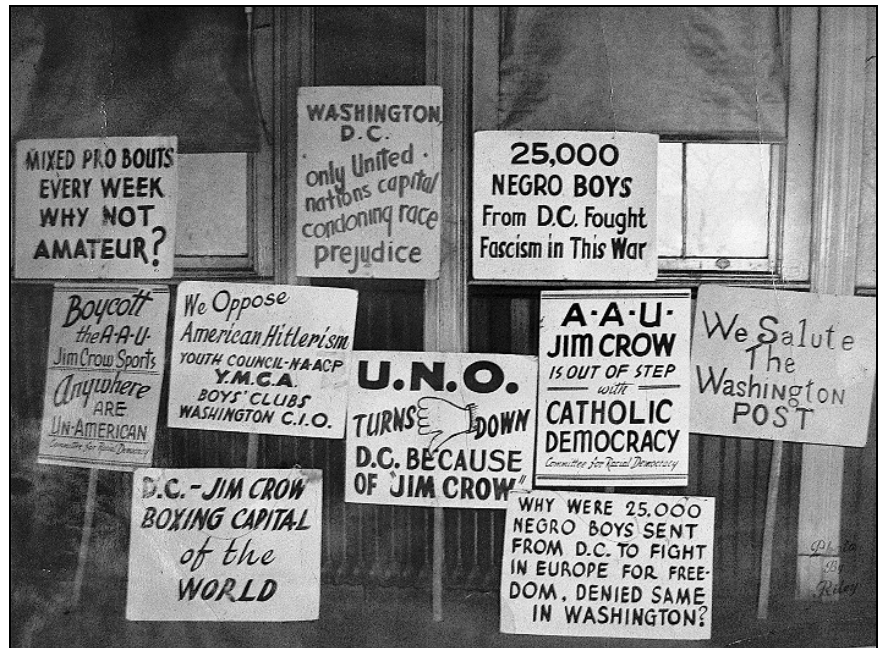


Figure 150 - Pancartes contre la discrimination dans la boxe amateur à Washington



En 1947, l'auditorium Lisner a été déségrégué, le boycott annoncé par les auteurs et acteurs a été mis en œuvre à plusieurs reprises¹¹⁵ et étendu suite à un accord avec la *League of New York Theatres*¹¹⁶. L'année suivante, *Uline Arena* est déségrégué à son tour¹¹⁷. Son propriétaire avait pourtant fait part d'opinions fermes sur le sujet par le passé. Il acceptait les Noirs comme spectateurs aux matches de boxe, mais affirmait que « les autres événements étaient trop évolués pour les Noirs.¹¹⁸ » La salle de spectacle est finalement déségrégué en janvier 1948 suite

¹¹⁵ "‘Heartsong’ Will Not Play In Jim Crow D. C.," *Chicago Defender*, 8 mars 1947, p. 14; "O'Neil To Fight Theater Bias," *Chicago Defender*, 29 mars 1947, p. 2; "'Hamlet' Cast Asks Action," *Chicago Defender*, 26 avril 1947, p. 18; "Broadway Producers Boycott D.C. Theatres Until Racial Barriers Move," *Chicago Defender*, 16 août 1947, p. 1.

¹¹⁶ L. SCOTT, "Equity Wins New, Free Contract, Won't Play Biased D.C. Theatre," *Chicago Defender*, 23 août 1947, p. 12.

¹¹⁷ Cette salle de spectacle de 9 000 places environ, aussi connue sous le nom de Washington Coliseum, avait été construite en 1941 par Miguel L. « Uncle Mike » Uline, pour les Washington Lions de l'*Eastern Hockey League*. *Uline Arena* est déségrégué en janvier 1948. La salle faisait depuis plusieurs années l'objet de plaintes, manifestations et appels au boycott du fait de sa politique de ségrégation.

¹¹⁸ C. CHEROKEE, "Wake Up That Brother on the Back Seat," *Chicago Defender*, 10 mars 1945, p. 11.

à une longue campagne de manifestations et d'appels au boycott menée par Edwin Henderson¹¹⁹. La route reste toutefois longue. Fin 1948, les Noirs se voient toujours refuser l'entrée au *Capitol*, à *Keith's* et *Warner's*, entre autres¹²⁰.

En 1950, la dynamique se poursuit avec l'ouverture de deux théâtres déségrégés dans la capitale. Suite au tomber du rideau sur la scène du *National Theatre*, Washington a passé 19 mois sans théâtre professionnel « authentique¹²¹ ». La réouverture du *Gayety Theatre* en mars 1950 est saluée par *Time Magazine* comme la fin du *blackout* théâtral dans la capitale¹²². La véritable renaissance théâtrale du District se produit toutefois quelques mois plus tard avec l'inauguration de l'*Arena Stage*. Contrairement au *New Gayety*, qui conserve le stigmate de son passé de théâtre burlesque¹²³, la nouvelle scène compte imposer d'emblée un répertoire de meilleur niveau. À ce titre, l'*Arena Stage* peut prétendre remplir le vide laissé par la fermeture du *National Theatre* près de deux ans auparavant. Le nouveau théâtre s'est installé sur K Street, sur les lieux de l'ancien *Hippodrome Theatre*. Pour sa première représentation le 16 octobre 1950, il propose à une audience déségrégée *She Stoops to Conquer*, une pièce d'Oliver Goldsmith.

Le contexte évolue également pour les salles de cinéma. En 1948, c'est ainsi un *Dupont Theatre* non ségrégué qui ouvre ses portes, le premier cinéma du genre à ouvrir depuis la guerre¹²⁴. L'année suivante, les protestations s'organisent contre la ségrégation des cinémas. Le 29 janvier 1949, les *Young Progressists*¹²⁵ organisent une manifestation devant le *Capitol*, du groupe Loew, après qu'un couple de Noirs s'est vu refuser l'entrée¹²⁶. Ils sont ainsi 25 à manifester

¹¹⁹ D. WIGGINS, "Edwin Bancroft Henderson: physical educator, civil rights activist, and chronicler of African American athletes," *Research Quarterly for Exercise and Sport*; 1999 Jun; 70 (2), p. 91-112.

¹²⁰ C. ROBERTS, p 292.

¹²¹ La scène américaine distingue les « *legitimate theatres* » des autres, les premiers étant les théâtres traditionnels, par opposition aux salles présentant des films, mais aussi de l'opéra et autres comédies musicales.

¹²² "Comeback," *Time Magazine*, 20 mars 1950.

¹²³ L'ouverture du *New Gayety* est en fait la réouverture du *Gayety* après un changement de nom et de répertoire.

¹²⁴ HEADLEY, p. 173.

¹²⁵ Jeunes Progressistes

¹²⁶ "Theater Bars Negro Pair in Demonstration," WP, 30 janvier 1949, p. M15.

devant le théâtre ce soir-là en brandissant des pancartes qui indiquent « Ensemble dans la guerre, pourquoi pas au cinéma ? »¹²⁷, ou encore « La ségrégation divise la nation. »¹²⁸ C'est selon le *Washington Post* la première manifestation contre la ségrégation qui prend place devant un cinéma de la capitale. Quelques jours plus tard, le 5 février, les Jeunes Progressistes frappent à nouveau. Une vingtaine de membres, divisés en trois groupes, manifestent devant les trois grands cinémas du centre-ville : *Keith's*, le *Capitol* et le *Warner*. À cette occasion, un couple de Noirs parvient à assister à une séance au cinéma *Keith's*. Selon le gérant Hardie Meakin, ils étaient pourvus de tickets achetés pour eux par des Blancs et ont pénétré dans le cinéma bien que le contrôleur de tickets, qui était seul en poste à ce moment-là, tente de les en empêcher. Ils ont ensuite couru à l'étage en compagnie de leurs amis blancs et se sont fondus parmi les spectateurs, ce qui n'a pas permis au personnel du cinéma de les retrouver. Ils sont ressortis environ une heure plus tard. Deux Noirs qui tentent à leur tour d'entrer un peu plus tard sont repoussés par M. Meakin. Ce dernier explique : « Nous ne voulons pas être les premiers à mettre fin à une politique de ségrégation qui existe ici depuis un siècle. »¹²⁹ Mais cela ne décourage pas les manifestants. Ils continuent leur action par des manifestations le 12 février¹³⁰.

L'évolution du contexte washingtonien laisse certains espérer que le *National Theatre* changera de position, ceci d'autant plus que la situation du *National* se dégrade rapidement. Lorsqu'il ouvre ses portes au cinéma en 1948, le *National Theatre* est un cinéma de premier ordre. Cela signifie qu'il diffuse les grands films dès leur sortie en salle. À cette époque, le circuit de diffusion des films est très hiérarchisé aux États-Unis. Il repose toujours sur les stratégies mises en place par les grands studios de cinéma dans les années 1910 et 1920. Le système de *run-zone clearance* est la principale stratégie mise en place. Elle permet aux *Big Five* (MGM,

¹²⁷ "Together in War, Why Not Together in Movies?"

¹²⁸ "Segregation Divides the Nation"

¹²⁹ "We don't want to be the first one to break down the segregation policy which has been established here for 100 years." ("2 Negroes Push Into Keith's Staging Segregation Protest," WP, 6 février 1949; *Baltimore Afro-American*, 12 février 1949)

¹³⁰ "Racial Rally Group Demonstrate at Childs," WP, 13 février 1949, p. M10.

Paramount, RKO, *Warner Bros.* et *Twentieth Century Fox*) de contrôler la diffusion des films qu'ils produisent de façon à enregistrer le plus d'entrées possible par film. Le principe est simple : le marché (en particulier dans les villes) est divisé en zones géographiques. Dans chaque zone, les films passent successivement des cinémas de premier ordre à ceux de deuxième, puis de troisième ordre, ainsi de suite jusqu'au dernier échelon. Les prix des tickets sont plus faibles dans les théâtres de deuxième ou troisième ordre, car le délai avant qu'un film soit à l'affiche est plus long. Il peut s'écouler plusieurs mois voire une année avant qu'un film diffusé au centre-ville atteigne un cinéma de quartier ou une petite ville¹³¹. Le 15 octobre 1949, le *National* perd son statut de cinéma de premier ordre¹³². Il devient ensuite rapidement déficitaire. Pourtant, Marcus Heiman résiste toujours. Le gérant du théâtre est inflexible. Selon lui, le problème n'est pas le fait d'exclure ou non les Noirs de son cinéma, il est ailleurs : « nous ne permettrons pas à un syndicat de travailleurs d'interférer dans nos pratiques, » déclare-t-il en 1950¹³³.

À la fin mars 1951, le New-yorkais Howard S. Cullman tente sans succès d'acheter le cinéma à la famille Munsey, qui est propriétaire des murs. Il souhaite le retransformer en théâtre, mais il ne parvient pas à ses fins. Quelques mois plus tard, Richard Aldrich et Richard Myers¹³⁴ ont davantage de succès. Le 8 novembre, ils signent un contrat de location du *National Theatre* pour une durée de 10 ans. Le contrat entrera en vigueur le 4 mai 1952. Aldrich et Myers promettent de rouvrir le théâtre sans discrimination, sous la direction de Louis Lotito. C'est ainsi que prend fin la ségrégation au *National Theatre*. Le 5 mai 1952, la première représentation sous la nouvelle direction a lieu devant une audience déségrégée.

Il faudra plusieurs années supplémentaires avant que l'ensemble des cinémas et théâtres de la capitale ouvrent leurs portes aux Blancs et aux Noirs sans distinction. Après l'ultimatum de

¹³¹ Film encyclopedia, criticism – ideology, exhibition, “EXHIBITION AND THE CLASSIC HOLLYWOOD SYSTEM” (<http://www.filmreference.com/encyclopedia/Criticism-Ideology/Exhibition-EXHIBITION-AND-THE-CLASSICHOLLYWOOD-SYSTEM.html>)

¹³² HEADLEY, p. 172.

¹³³ “We will not permit a labor union to interfere with management or policy.” (Time, 20 mars 1950)

¹³⁴ Ils sont soutenus par la *City Investment Company* de Robert Dowling et des fonds de Julius Fleischmann.

l'AEA en 1947, le second catalyseur est l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire du restaurant *Thompson's*, en mai 1953. Peu après la décision de la Cour, le CCEAD commence à contacter les gérants des cinémas¹³⁵. Dans la plupart des cas, ils cèdent sans discuter. La perspective d'une campagne médiatique, d'appels au boycott et d'une longue procédure judiciaire suffit à les décourager de lutter. En quelques semaines, tous les cinémas du centre-ville sont ouverts aux Noirs. Les trois chaînes Loew's, Warner's et K.B. annoncent leur nouvelle politique au mois de septembre¹³⁶. Comme elle l'avait fait pour les restaurants, Mme Terrell décide de mettre la théorie à l'épreuve des faits. Le 23 Septembre 1953, jour de ses 90 ans, elle se rend avec des amis au *Capitol Theater*, l'un des cinémas du centre-ville. Ils sont tous acceptés sans difficulté¹³⁷. Le 29 septembre, un porte-parole du *Capitol* déclare que le cinéma accepte les Noirs depuis plusieurs mois déjà. Le lendemain, Warner's et K.B. annoncent à leur tour qu'ils opèrent selon le même principe depuis quelques temps¹³⁸. Finalement, le 10 octobre, le *Motion Picture Herald* annonce : « les cinémas du centre de Washington acceptent toutes les personnes tranquilles. Il semblerait que les barrières raciales soient en train de tomber. »¹³⁹

La déségrégation des salles de spectacle est obtenue en septembre 1953, suite à l'arrêt *Thompson's* de la Cour suprême concernant les restaurants. Toutefois, cet arrêt, qui n'est pas centré sur les salles de spectacle, n'explique pas à lui seul la fin de la ségrégation dans ce domaine en 1953. Son utilisation par les opposants à la ségrégation pour faire pression sur les propriétaires de salles n'a été possible que parce que des actions avaient eu lieu auparavant, préparant les mentalités à cette évolution. La capitulation de l'auditorium Lisner, en 1947, a constitué une première étape, celle du *National Theatre*, en 1952, une seconde, sans compter la

¹³⁵ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 159.

¹³⁶ COOKE, *Present status*, 1955, p. 207.

¹³⁷ FRADIN, *op. cit.* (note 2), p. 160.

¹³⁸ HEADLEY, p. 180.

¹³⁹ "Washington's downtown theaters are admitting all well-behaved persons which looks as though racial barriers are quietly being dropped." (HEADLEY, p. 181)

déségrégation de l'*Uline Arena*. Enfin, le soutien appuyé des auteurs, acteurs et producteurs au fil des ans a été déterminant dans la création d'un contexte favorable au changement.

II. La déségrégation des sports et des loisirs

Suite à la Seconde Guerre mondiale, le domaine des sports et loisirs est lui aussi marqué par un progrès de la déségrégation. Les tentatives, plus ou moins fructueuses, se produisent à la fois dans le sport professionnel, où les terrains et les gradins connaissent un début d'intégration, et dans les loisirs. Dans ce domaine, qui implique simultanément les autorités locales et fédérales, deux approches s'affrontent. Les autorités locales sont partisans d'une approche graduée, tandis que le gouvernement fédéral préfère une déségrégation rapide.

A. La déségrégation des terrains de sport et des aires de loisir

Entre 1945 et 1954, les aires de jeu et les infrastructures sportives publiques sont l'un des terrains d'affrontement des autorités locales et nationales dans la capitale, à la confluence entre politique locale et politique raciale. En 1945, la capitale compte environ 150 aires de jeu, dont certaines sont sous la responsabilité des autorités locales, d'autres sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur. Après la guerre, la ville cherche à récupérer la gestion de l'ensemble des aires de jeu, mais la ségrégation vient compliquer les choses. En effet, si toutes les aires de jeu sont ségréguées en 1945, le ministre de l'Intérieur annonce en 1945 la déségrégation de toutes celles dont il assure la gestion¹⁴⁰. Les autorités locales prônent quant à elles dans ce domaine une approche au cas par cas beaucoup plus lente, qui aboutirait à un maintien de fait de la ségrégation dans la plupart des aires de jeu pendant plusieurs années. Dans ce contexte, le ministère refuse de transférer à la ville la gestion des aires de loisir sous sa responsabilité, car il exige une gestion déségrégée que le District n'est pas prêt à promettre. La situation est la même pour les infrastructures sportives telles que les courts de tennis et les piscines. Les années

¹⁴⁰ "Interior Dept. Faces Test on Racial Policy in D. C.," *Chicago Defender*, 23 mars 1946, p. 4.

1945 à 1954 voient donc une mise en place de la déségrégation sur deux fronts, avec deux approches différentes, sur fond de lutte pour le contrôle des lieux de loisir.

Les partisans du *statu quo* affirment que la ségrégation est un problème local qui doit être réglé quartier par quartier par les autorités locales et pour lequel les évolutions doivent suivre les évolutions démographiques des quartiers. Les opposants à la ségrégation affirment au contraire que le problème est national, car il implique la capitale nationale et un sujet, les droits civiques, sur lequel les partis politiques et le Président Truman se sont engagés¹⁴¹.

1. La politique volontariste du ministère de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur Julius Krug procède à la déségrégation par étapes, mais de manière déterminée. Au mois de mars 1949, il ordonne la déségrégation des 18 courts de tennis placés sous son autorité dans la capitale¹⁴². En revanche, les 85 courts situés sous l'autorité de la Commission des loisirs ne suivent pas le même exemple et demeurent ségrégués¹⁴³. Le mois suivant, c'est au tour des parcours de golf d'être déségrégés¹⁴⁴.

Après de nombreux avertissements, Julius Krug annonce en octobre 1949 que l'ensemble des aires de jeu et infrastructures sportives placées sous sa responsabilité seront déségrégées avant l'été¹⁴⁵. Cette décision concerne aussi bien les aires gérées par l'État que celles gérées par la ville de Washington mais situées sur des terrains fédéraux, soit un total d'environ 25. Au cours des mois qui suivent, le ministère passe non sans mal des accords dans ce sens avec les autorités locales. Il n'autorise l'usage des aires de loisir que dans le cas où elles accueilleront tous les enfants sans distinction de race. Les nouvelles règles se mettent en place. Malgré les prédictions de débordements et la forte opposition exprimée par certains habitants, le calme est maintenu¹⁴⁶.

¹⁴¹ C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

¹⁴² "Krug Orders 18 D. C. Tennis Courts Opened To All - Burned Up Officials Seek 'Out'," *Chicago Defender*, 5 mars 1949, p. 2.

¹⁴³ "Balk At Ending Bias At 85 Capital Tennis Courts - Krug Asks Ruling On Ownership," *Chicago Defender*, 19 mars 1949, p. 3.

¹⁴⁴ "D.C. Golf Courses To Be Opened To All," *Chicago Defender*, 2 avril 1949, p. 2.

¹⁴⁵ "Begin Now to Help End Segregation on Playgrounds, Krug Urges ...," *The Baltimore Afro-American*, 29 octobre 1949, p. 7.

¹⁴⁶ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 278 ; COOKE, *Present Status*, 1955, p. 207.

La déségrégation n'est toutefois pas automatique une fois que la décision des autorités nationales a été prise, car sa mise en œuvre effective nécessite également des appuis locaux et sinon la bienveillance du moins l'absence de résistance active de la part de la population. Néanmoins, la plupart des quelque 125 aires de jeu qui restent ségréguées en 1950 dépendent de la commission des loisirs de la capitale¹⁴⁷.

Dans le cas des piscines, la situation est plus complexe. Elle illustre bien la difficile mise en œuvre de l'intégration. À l'instar des piscines de Saint-Louis, celles de la capitale attirent l'attention de la presse nationale à la fin des années 1940. Les huit piscines publiques washingtoniennes sont alors sous l'autorité du ministère de l'Intérieur pour six d'entre elles et sous l'autorité des Commissaires pour les deux autres¹⁴⁸. Pour le sous-secrétaire d'État C. Girard Davidson¹⁴⁹, la commission des loisirs devrait gérer l'ensemble des lieux de loisir, piscines comprises, mais Davidson est également convaincu que la déségrégation doit être la règle dans les lieux publics. Il refuse donc de transférer la gestion des piscines fédérales à la commission tant que cette dernière pratiquera la ségrégation¹⁵⁰.

En juin 1949, le ministère passe à l'action. Ce n'est pas une décision évidente dans le contexte de l'époque. La presse cultive un climat de tension à force d'appels à la prudence et de titres effrayants. Même des personnalités plutôt progressistes se montrent réservées sur le sujet. Au printemps, C. Girard Davidson est ainsi mis en garde par le secrétaire d'État Oscar L. Chapman¹⁵¹ et le rédacteur en chef du *Washington Post* Phil Graham, pourtant réputés être des hommes d'ouverture, bien à gauche du spectre politique. Tous deux pensent qu'il est trop tôt pour déségréguer les piscines, que des émeutes sont inévitables. Davidson réplique : « tout est

¹⁴⁷ C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

¹⁴⁸ "D.C. Control of all public pools asked," WP, 3 décembre 1952; J. HESS, Interview de C. Girard Davidson, HTL, 17 juillet 1972.

¹⁴⁹ M. Davidson est plus exactement *Assistant Secretary of Interior*, ce qui correspond au troisième rang au sein du ministère de l'Intérieur américain de l'époque.

¹⁵⁰ J. HESS, Interview de C. Girard Davidson, HTL, 17 juillet 1972.

¹⁵¹ M. Chapman est plus précisément *Under Secretary*, ce qui correspond au deuxième rang au sein du ministère de l'Intérieur américain de l'époque.

prêt, nous allons le faire. »¹⁵² Il est soutenu par le ministre Julius Krug, qui a pourtant pour réputation d'être plus modéré que Chapman et Graham. Davidson est également soutenu par le Président Truman, qui autorise Krug à lancer le processus. Les Commissaires sont pour leur part plus prudents. Ils sont également adeptes de la patience et envisagent plutôt la déségrégation à un horizon de 10 ou 15 ans. Pour Davidson, leur position est la suivante : « Nous ne devons pas agir trop vite. Nous ne sommes pas encore prêts. Nous risquons de provoquer des émeutes et des guerres raciales¹⁵³. »

Figure 151 - Piscine washingtonienne un dimanche de juillet 1942



Photo de Marjory Collins (LOC)

Au début de l'été, les six piscines de la capitale placées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur ouvrent comme annoncé de manière déségrégée. Les réactions ne se font pas attendre. Des incidents se produisent aussitôt à la piscine d'*Anacostia Park*. Le 26 juin, six

¹⁵² "Everything's set; we're going to do it." (J. HESS, Interview de C. Girard Davidson, HTL, 17 juillet 1972)

¹⁵³ "We mustn't move too fast. We're not ready for it now. We'll have riots, we'll have race wars." (J. HESS, Interview de C. Girard Davidson, HTL, 17 juillet 1972, p. 32)

adolescents noirs se font huer et asperger d'eau à peine entrés dans la piscine et quittent rapidement les lieux¹⁵⁴. Pendant deux jours, des affrontements sporadiques opposent des Blancs à des Noirs qui tentent de pénétrer dans l'enceinte. Le deuxième jour, le ministre décide de fermer la piscine pour le reste de la saison¹⁵⁵. La capitale n'est pas isolée dans cette situation. Le même phénomène se produit à Saint-Louis, où les piscines ont été également été ouvertes à tous au mois de juin. Comme à Washington, les incidents violents qui se déclenchent aussitôt amènent les autorités à fermer les piscines pour le reste de la saison¹⁵⁶. Suite à ces violences, Julius Krug est pris à parti par plusieurs parlementaires sudistes. Pour le député John B. Williams (D, Mississippi) et trois de ses collègues¹⁵⁷, le ministre n'avait qu'à regarder les précédents pour savoir qu'une telle décision provoquerait des émeutes raciales. En revanche, Sidney R. Yates (D, Illinois) soutient l'action du ministère¹⁵⁸.

La situation n'est toutefois pas mauvaise dans toutes les piscines déségrégées. Le *Chicago Defender* rapporte ainsi que les affrontements se limitent à deux des piscines et que « dans certaines piscines, des nageurs noirs et blancs se baignent joyeusement côte à côte. »¹⁵⁹ Néanmoins, l'absence d'affrontements n'est pas nécessairement une preuve de déségrégation réussie. Dans plusieurs piscines, la déségrégation n'est qu'un mot. Malgré la déségrégation officielle, une ségrégation volontaire s'est parfois instaurée. La piscine McKinley, par exemple, située dans un quartier racialement mixte¹⁶⁰, est fréquentée par des Blancs uniquement¹⁶¹. À la

¹⁵⁴ "Six Negroes Booted Out of Anacostia Pool - Members of Race Deprived of Using Facilities 4 Times", WP, 27 juin 1949, p. B1.

¹⁵⁵ "Anacostia Swimming Pool Ordered Closed Indefinitely", WP, p. 1, 30 juin 1949; J. LOHMAN, et D. REITZES, Note on Race Relations in Mass Society," *The American Journal of Sociology*, 1952, p. 244-245 ; B. WEISBERG, "Racial Violence and Civil Rights Law Enforcement," *The University of Chicago Law Review*, Vol. 18, No. 4 (Summer, 1951), p. 773-774; "U. S. And City Fuss Over Policy After Washington Swim Pool Riot," *Chicago Defender*, 9 juillet 1949, p. 1 ; *The New York Times*, 1^{er} juillet 1949, p. 22.

¹⁵⁶ B. WEISBERG, *op. cit.*, (note 155), p. 771.

¹⁵⁷ John E. Rankin (Mississippi), James C. Davis (D, Georgie) et Clare E. Hoffman (R, Michigan).

¹⁵⁸ 95 Cong. Rec. 11230, 11231; 95 Cong. Rec. 12003 (1949); B. WEISBERG, *op. cit.*, (note 155), p. 773-774.

¹⁵⁹ "At some pools colored and white bathers paddled happily together," (C. CHEROKEE, "National Grapevine," *Chicago Defender*, 16 juillet 1949, p. 6)

¹⁶⁰ Aux environs de Lincoln Road et S Street

¹⁶¹ Dans son article, C. Roberts évoque 4 piscines fréquentées par des Blancs et deux par des Noirs, à de rares exceptions près (C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8)

fin de l'été, le bilan est donc mitigé. La déségrégation des piscines n'est manifestement pas une réussite, mais elle n'est pas non plus un échec total.

Les débats qui se poursuivent pendant l'hiver n'affectent pas la détermination des autorités, le changement de ministre de l'Intérieur non plus¹⁶². Le nouveau ministre, Oscar Chapman, travaille au ministère depuis de nombreuses années. Il est surtout très familiarisé avec les questions de ségrégation et de droits civiques. C'est notamment lui qui a rendu possible le concert de Marian Anderson au *Lincoln Memorial* dix ans auparavant. Chapman est déterminé à déségréguer les piscines intégralement dès l'été 1950 et à le faire dans le calme. Au mois de mars, il annonce que la piscine d'*Anacostia Park* ouvrira ses portes à tous l'été suivant, sans distinction de race. Il ajoute que le ministère prendra toutes les mesures requises pour éviter les incidents, y compris la protection et l'action de la police si nécessaire¹⁶³.

Les réactions à cette annonce sont très réservées, y compris parmi les opposants à la ségrégation, car beaucoup craignent une réédition des événements de l'année précédente. Le *Washington Post* notamment prévoit de nouveaux incidents. Dans un éditorial d'avril 1950, le quotidien estime que si l'annonce d'une politique de déségrégation est une très bonne chose, sa mise en œuvre doit être progressive. La décision de tenter de déségréguer les piscines de la même façon que l'année précédente est jugée arbitraire et risquée. Le quotidien reconnaît que le ministère ne pourrait laisser les piscines fermées sans provoquer une colère justifiée au sein de la communauté, mais il affirme également qu'il ne pourra pas non plus « les ouvrir toutes de façon déségrégée sans provoquer de nouvelles tensions raciales et risquer des incidents plus graves que l'année précédente. »¹⁶⁴ Pour le *Washington Post*, toute position de principe appliquée de

¹⁶² Julius Krug quitte ses fonctions le 1^{er} décembre 1949 sur démission. L'une des raisons de son départ est son absence de soutien à Harry Truman pendant la campagne électorale.

¹⁶³ WP, B1, 7 mars 1950 ; The Washington Star, 9 mars 1950 ; "Police To Enforce Jim Crow Ban At D. C. Pools," Chicago Defender, 18 mars 1950, p. 1.

¹⁶⁴ "operate all of them on a nonsegregated basis without provoking new racial tension and risking worse disorders than occurred last year." (WP, 10 avril 1950, p. A8)

manière inflexible sera immanquablement source de violence. Le quotidien prêche donc pour une mise en œuvre par étapes, à l'image de celle adoptée par la commission des loisirs¹⁶⁵.

En dépit des mises en garde et des inquiétudes, le ministère ne recule pas. En revanche, Oscar Chapman et son équipe prennent de nombreuses mesures pour veiller au bon déroulement de l'opération.

La première mesure est un appel en direction de Chicago, dès le mois d'août 1949, afin de recruter Joseph Lohman. Ce spécialiste des relations raciales est professeur à l'université de Chicago, à la fois sociologue et criminologue. Il a notamment assuré le secrétariat de la Commission Nationale sur la Ségrégation dans la Capitale¹⁶⁶, qui a produit le rapport *La ségrégation dans la capitale nationale*¹⁶⁷. Il est donc familier avec le contexte particulier de la capitale en matière de ségrégation¹⁶⁸. De janvier à juin 1950, sa mission est de discuter de ségrégation avec les autorités, les forces de l'ordre locales et le personnel des piscines, et surtout de les préparer en vue de leur mission estivale. L'objectif n'est pas de les convaincre des bienfaits de la déségrégation, mais de veiller à ce qu'ils agissent de façon calme et professionnelle en cas de tensions et qu'ils permettent d'éviter tout incident¹⁶⁹. Lohman concentre son action sur Anacostia, où les troubles sont le plus redoutés. Il y rencontre tous les hommes d'église, qu'ils soient curés, pasteurs ou rabbins.

Parallèlement, le ministère de l'Intérieur fait connaître sa décision. Il insiste également sur le fait qu'elle sera appliquée et que le retour à la ségrégation des piscines n'est pas une option. Il s'assure enfin du soutien de la presse et des forces de l'ordre.

La presse est contactée. Le ministère demande notamment aux journaux de ne pas insister sur l'ouverture annuelle des piscines, de se contenter de mentionner l'information accompagnée

¹⁶⁵ B. Weisberg, *op. cit.*, (note 155), p. 774; J. Lohman, D. Reitzes, "Note on Race Relations in Mass Society," p. 245.

¹⁶⁶ National Committee on Segregation in the Nation's Capital

¹⁶⁷ Segregation in the Nation's Capital

¹⁶⁸ WP, p. B2, 8 août 1949; B. WEISBERG, *op. cit.*, (note 155), p. 773-774.

¹⁶⁹ J. LOHMAN, D. REITZES, "Note on Race Relations in Mass Society," p. 245; J. HESS, Interview de C. Girard Davidson, HTL, 17 juillet 1972; J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972.

des détails pratiques, mais en évitant les grands titres. Les quotidiens respectent ces requêtes. Cela contribue à apaiser les tensions, ou du moins à ne pas alimenter les craintes¹⁷⁰.

Pour obtenir le soutien des forces de l'ordre, l'Eglise entre en jeu. Sur la demande d'Oscar Chapman, l'archevêque O'Boyle sollicite l'appui explicite de la police municipale. Le ministre craint en effet de ne pas avoir le soutien de Robert Barrett, le responsable de la police locale. Il se rend donc auprès de l'archevêque pour lui présenter le problème : « [Robert Barrett] est un bon ami à vous, » affirme-t-il. « Si vous pouviez lui téléphoner et lui parler de ce problème, ce serait une bonne action religieuse et une mise en pratique de vos sermons dominicaux. »¹⁷¹ O'Boyle accepte d'intercéder en faveur du ministre. Il contacte le chef de la police pour lui affirmer son soutien à la déségrégation des piscines et sa conviction que les forces de l'ordre feront le nécessaire pour éviter tout débordement, en concertation avec le ministère. Juste avant l'ouverture des piscines, ainsi, le 2 juin 1950, Robert Barrett annonce qu'il soutiendra la police des parcs de la capitale¹⁷² en cas de besoin, même si cela l'oblige à mobiliser la totalité de ses effectifs. C'est un soutien de poids, car il est nouveau et relativement inattendu¹⁷³.

Le jour de l'ouverture de la piscine d'*Anacostia Park*, au début du mois de juin, de très nombreux agents en civil sont mobilisés, en toute discrétion. Oscar Chapman explique que le public n'était pas au courant et n'a jamais su que les forces de l'ordre étaient aussi nombreuses à la piscine ce jour-là. Les agents sont noirs, blancs, hommes ou femmes et sont prêts à intervenir immédiatement en cas de problème. L'objectif est d'anticiper et de désamorcer les conflits potentiels. Par exemple, quand un enfant noir se montre trop entreprenant envers une fillette blanche, un policier noir lui tape sur l'épaule et lui dit : « je suis un agent de police. Nous

¹⁷⁰ J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972.

¹⁷¹ "He's a good friend of yours and if you could call him and have a talk with him, it would be a good religious act to do, and this would be putting into practice what you preach on Sunday." (J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972)

¹⁷² La police des parcs compte environ 180 personnes

¹⁷³ "Barrett Vows To Keep Order At Public Pools", WP, p. B1, 2 juin 1950; B. WEISBERG, *op. cit.*, (note 155), p. 774 ; J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972.

n'autorisons pas cela ici, dans cette piscine.¹⁷⁴ » Lorsque l'enfant lui rétorque qu'il n'est pas en uniforme, il réplique : « non, mais j'ai mon badge et j'ai mon poing. Si tu refais cela, tu ne mettras plus les pieds dans cette piscine. Je te jetterai dehors. Tu peux rester autant que tu veux si tu te comportes correctement.¹⁷⁵ » Et c'en est fini des troubles. La même chose est vraie si un enfant blanc serre une fillette noire de trop près. Les quelques cas qui se présentent sont réglés dans la tranquillité, et aucun incident ne se produit finalement, à la surprise de la plupart des Washingtoniens¹⁷⁶. Le ministère reproduira la même méthode à la piscine de Hains Point avec le même résultat.

Les résultats sont impressionnants. Les forces de l'ordre ont été mobilisées, mais contrairement à la situation de Saint-Louis, il ne se révèle pas nécessaire de les utiliser en nombre massif. Aucun incident ne se produit¹⁷⁷. Seuls quatre agents sont affectés à la piscine d'*Anacostia Park* et à celle d'*East Potomac* pendant l'été. C'est davantage que l'agent unique qui s'y trouvait au cours des années précédentes, mais cela reste peu compte tenu de la situation¹⁷⁸. À la fin de l'été, le *Washington Post* reconnaît sa frilosité initiale et salue la réussite du ministère. Le quotidien dresse un bilan très positif de ces quelques mois. Un total de 235 533 personnes ont fréquenté les six piscines déségrégées, parmi lesquelles environ 90 000 Noirs et 146 000 Blancs. Tout s'est passé dans le calme. La déségrégation des piscines est acquise¹⁷⁹.

Le bon déroulement de la saison est dû à plusieurs facteurs. Dans une lettre adressée à Eleanor Roosevelt en août 1950, Joseph Lohman mentionne notamment :

¹⁷⁴ "I'm a policeman. Now, we don't allow that in here, in this pool." (J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972)

¹⁷⁵ "No, but I got my badge and I got my fist. You do that again and you're not going to get a dunk in here. I'll throw you out of this pool. You can stay in here as long as you want to if you behave yourself." (J. HESS, interview d'Oscar Chapman, HTL, 2 août 1972)

¹⁷⁶ "No Incidents as Pools open," *Washington Afro-American*, 10 juin 1950, p. 1-2 ; "Nonsegregated Pools Open, All Orderly," WP, 8 juin 1950.

¹⁷⁷ À St. Louis, les piscines ouvrent de façon ségréguée en juin 1950 avant que les tribunaux n'ordonnent la déségrégation à compter du 19 juillet. Aucun incident majeur ne se produit, mais les tensions sont importantes, et la présence policière près des piscines est très nombreuse pour éviter tout débordement. (B. Weisberg, *op. cit.*, (note 155), p. 771)

¹⁷⁸ WP, 6 septembre 1950, p. B1.

¹⁷⁹ American Jewish Congress and NAACP, *Civil Rights in the United States in 1950: A Balance sheet of group relations*, p. 74; W. DELANO, "Grade School Segregation: The Latest Attack on Racial Discrimination," p. 741 ; "Capital To Keep Mixed Swim Pools," *Chicago Defender*, 23 septembre 1950, p. 5.

« le courage du Président et du ministre de l'Intérieur, (...) la formation et la planification précise de la police et du personnel des parcs, ainsi que l'organisation et la coopération des groupes communautaires. »¹⁸⁰

La raison principale est sans doute l'organisation précise et efficace mise en place par le ministère et les responsables des parcs de la capitale, qui a posé le cadre indispensable au succès de l'opération et permis notamment d'obtenir l'appui de la police.

Le soutien des forces de l'ordre est également un élément important, de même que l'attachement apporté à leur formation et la définition claire de leur rôle dans l'accompagnement de la déségrégation. Le rôle primordial de la formation a été confirmé par les résultats d'une opération similaire menée à Chicago. Suite à l'incident racial de la rue Peoria, intervenu à Chicago en 1949, les lieutenants et sergents des forces de l'ordre locales ont été formés, et les incidents ont été évités par la suite. De plus, dans le cas de Chicago comme dans celui de Washington, la politique à appliquer a été définie clairement par les autorités, ainsi que le rôle des forces de l'ordre dans sa mise en œuvre. En l'absence d'une politique claire et d'un rôle bien défini de la police, ce sont d'autres intérêts, conflictuels, qui prennent le dessus, ce qui engendre généralement de la violence¹⁸¹. Dans la capitale, les agents de la police municipale et de la police des parcs ont été exemplaires. Ils ont veillé à ce qu'aucun débordement ne se produise.

Le rôle de l'Eglise, des associations citoyennes et de la presse doit également être souligné. Elles ont œuvré de concert pour la prévention de toute violence.

Enfin, le contexte général de la ville n'est pas étranger au calme dans lequel s'est produite l'intégration des piscines. Les débuts de déségrégation amorcés dans plusieurs domaines ont en effet commencé à sensibiliser la population, ce qui a permis une meilleure acceptation du principe.

¹⁸⁰ *“the courage of the President and the Secretary of the Interior, (...) the careful planning and training of the police, park service personnel and the organization and co-operation of the community groups.”* (Eleanor ROOSEVELT, “My Day,” Newspaper column, 18 août 1950, Hyde Park; Lettre d'Eleanor Roosevelt à Harry S. Truman, 15 août 1950.

¹⁸¹ J. LOHMAN, D. REITZES, “Note on Race Relations in Mass Society,” p. 245-246.

À la fin de l'été, la conclusion semble d'autant plus heureuse que la plupart des Washingtoniens craignaient de nouveaux épisodes violents¹⁸².

On peut toutefois noter que si les Washingtoniens sont restés calmes, beaucoup sont aussi restés chez eux alors qu'ils fréquentaient habituellement les piscines désormais déségrégues. L'année 1949 ne peut servir de comparaison en termes de fréquentation, car les piscines n'ont été ouvertes que partiellement cette année-là. En revanche, la comparaison entre les données de 1948 et de 1950 est frappante. On constate une très nette baisse de la fréquentation des établissements. À la piscine d'*Anacostia Park*, elle passe de 112 447 entrées en 1948 à 28 000 en 1950, parmi lesquelles 16 000 Noirs et 12 000 Blancs. Les Noirs n'avaient jamais tenté d'utiliser la piscine d'East Potomac, située dans un quartier central non résidentiel. Le nombre d'entrées y passe de 86 092 en 1948 à 27 000 en 1950, parmi lesquelles 21 000 de Blancs et 6 000 de Noirs¹⁸³. Une partie de la baisse de fréquentation peut être attribuée au mauvais temps et à l'épidémie de polio qui a frappé la ville. Mais la déségrégation elle-même a sans doute constitué le facteur principal, tout au moins la crainte des parents d'envoyer leurs enfants à une piscine où des affrontements risquaient *a priori* de se produire¹⁸⁴.

Globalement, malgré les difficultés constatées initialement pour déségréguer les piscines, la politique volontariste de déségrégation du ministère de l'Intérieur s'avère efficace. La pratique de la commission des loisirs est bien différente¹⁸⁵.

2. La Commission des loisirs traîne les pieds

En 1945, la politique de la commission des loisirs est une ségrégation pure et simple, à l'image de celle pratiquée dans les écoles. Certaines aires de loisir sont réservées aux Noirs, d'autres aux Blancs, selon l'équilibre démographique des quartiers de la capitale. Dans les faits, cette

¹⁸² WP, 10 septembre 1950, p. 12; J. LOHMAN, D. REITZES, C. DIETRICH, "Note on Race Relations in Mass Society," p. 245.

¹⁸³ *The Washington Star*, 16 septembre 1950.

¹⁸⁴ WP, 15 octobre, 1950, p. M15; B. WEISBERG, *op. cit.*, (note 155), p. 775.

¹⁸⁵ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 207 ; OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 278.

politique n'est toutefois pas aussi claire. La mise en œuvre est en effet laissée à la discrétion des surveillants des aires en question, qui sont des employés municipaux. Il arrive donc fréquemment que dans ce domaine, les règles ne soient pas appliquées strictement. Il arrive également qu'elles ne soient pas applicables, tout simplement car certaines zones de loisir sont étendues et comptent de nombreuses entrées. L'application est plus stricte dans les lieux où se trouvent des équipements¹⁸⁶.

Alliée à la ségrégation des écoles, la ségrégation des aires de loisir amène parfois à des situations originales. Le *Park View Playground* situé au croisement des rues Otis et Warder, NW, est contrôlé par la commission et réservé aux Noirs. Mais pendant les heures de classe, il est utilisé par des Blancs : les élèves de l'école élémentaire blanche *Park View*, située de l'autre côté de la rue. Ce n'est qu'à partir de 15h que la commission reprend les commandes. Ce décalage est dû aux changements démographiques en cours dans le quartier. Le quartier anciennement blanc est en effet en train de devenir noir. L'école *Park View* est d'ailleurs une des écoles transférées de la division blanche à la division noire en septembre 1949. Entre temps, les horaires blancs et noirs d'occupation ne sont pas fermement respectés. Du fait de la mixité du quartier, un certain brassage racial se produit pendant les deux périodes¹⁸⁷.

À partir de 1949, le ministère de l'Intérieur exerce des pressions continues auprès de la commission pour obtenir la déségrégation des aires de loisir non fédérales.

Le premier signe d'évolution se produit à la fin avril 1949, lorsque la NCPPC annonce un changement de politique dans sa cartographie. Jusqu'à cette date, les cartes officielles mentionnaient pour chaque aire de loisir si elle était réservée aux Noirs ou aux Blancs. À partir de 1949, elles ne comportent aucune référence raciale. Le ministère y voit une opportunité à exploiter. Les représentants de la commission des loisirs se disaient en effet « forcés » de poursuivre la ségrégation du fait de l'existence de ces plans qui indiquaient des aires de jeu

¹⁸⁶ C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

¹⁸⁷ C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

blanches et noires séparées. Dès le 3 mai, C. Girard Davidson¹⁸⁸ écrit au président de la commission Harry Wender qu'il « suppose que la commission va maintenant intégralement éliminer la ségrégation raciale ». Ce n'est pas le cas¹⁸⁹.

Quelques jours plus tard, le 10 mai, lors d'une réunion de la commission, la question raciale est une fois de plus soulevée. La commission est alors composée de sept membres, dont la majorité sont opposés à la déségrégation immédiate. Mme Alice Hunter, l'une des représentantes des citoyens et la seule membre noire, demande néanmoins la déségrégation immédiate et totale des aires de jeu de la capitale. Son seul allié est Irving Root, qui représente le ministère de l'Intérieur. M. Wender élude la demande pour vice de procédure¹⁹⁰. Mme Hunter annonce alors qu'elle soulèvera la question le mois suivant¹⁹¹.

Le même jour, Irving Root annonce que le ministère envisage de prendre le contrôle de trois aires de jeu alors sous l'autorité de la commission mais implantées sur des terrains fédéraux. Il s'agit de *Montrose Park*, situé à Georgetown, réservé aux Blancs, d'*Anacostia Park*, également réservé aux Blancs, et de deux centres aérés¹⁹² situés dans *Rock Creek Park*, destinés l'un aux Noirs et l'autre aux Blancs¹⁹³.

Lors de la même réunion, le président Harry Wender propose à la commission d'autoriser la tenue de réunions interraciales dans les écoles et les bâtiments situés au sein des aires de loisir. Cette possibilité est réclamée ardemment depuis plusieurs années par des citoyens et des associations. Wender avait déjà recommandé de les autoriser dans un rapport rendu public en mai 1949, dans lequel il soulignait l'évolution intervenue dans l'usage de lieux de rassemblement publics comme les salles des fêtes, terrains de sport, hôtels, théâtres et cinémas de la capitale.

¹⁸⁸ adjoint au ministre de l'Intérieur

¹⁸⁹ "Quakers' Aid Offer Accepted – Non Segregation to Get Test at 2 Playgrounds," WP, 6 mai 1949, p. 1.

¹⁹⁰ La déségrégation exigerait un changement des règlements en vigueur. Pour que la modification soit considérée par le *Board*, elle doit soit avoir été recommandée par la commission réglementaire - La commission en question est présidée par M. Schwab, opposé à la déségrégation, qui refuse de s'engager à soumettre une telle recommandation en commission - soit avoir été proposée par écrit par l'un des membres du *Board* aux autres, au moins une semaine avant la réunion.

¹⁹¹ C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949, p. 14.

¹⁹² day camps

¹⁹³ "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949.

Mais les membres de la commission rejettent la mise en œuvre immédiate de cette proposition. Il est finalement décidé que les nouvelles mesures entreront en vigueur un mois plus tard, à la mi-juin¹⁹⁴.

La commission n'est toutefois pas strictement opposée à la déségrégation. Les divergences de point de vue portent davantage sur le calendrier de sa mise en place. La commission assure ainsi qu'elle : « fera tous les efforts possibles et réalistes pour mettre un terme à la ségrégation des zones de loisir publiques au rythme le plus approprié à l'intérêt général, à l'ordre public et à l'efficacité de l'administration. »¹⁹⁵ Pour preuve, lors de la même réunion, la commission fait un pas vers la déségrégation. Sur proposition de l'*American Friends Service Committee* (AFSC), une association quaker, ses membres acceptent à l'unanimité la mise en œuvre d'une première expérience de déségrégation à partir du 16 juin. L'association a proposé de prendre en charge l'organisation pratique de la déségrégation sur quelques aires de loisir de la capitale¹⁹⁶.

Suite à la séance très riche du 10 mai, le Président Truman réunit Julius Krug, C. Girard Davidson et les trois Commissaires¹⁹⁷ pour discuter de la ségrégation des aires de loisir. Il ne voit pas d'inconvénient à lancer la déségrégation immédiatement, mais les Commissaires sont plus réservés. L'idée qui émerge est de rendre publique une déclaration de compromis, soutenue par les Commissaires, qui appellerait à déségréguer ces zones à terme, une fois les difficultés administratives surmontées¹⁹⁸.

La position du ministère de l'Intérieur reste néanmoins très claire sur la question. Le 23 mai, M. Davidson déclare qu'il est difficile de commenter une déclaration de compromis dont il ne connaît pas le contenu exact. Il poursuit en déclarant :

¹⁹⁴ C. ROBERTS, "District Board Votes 'Gradual' race Policy," WP, p. 1, 14, 15 juin 1949; C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949, p. 14.

¹⁹⁵ "will make every possible and realistic effort toward the removal of racial segregation in public recreation in such sequence and at such rate of progress as may be consistent with the public interest, public order, and effective administration." (OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 278; C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949)

¹⁹⁶ C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949.

¹⁹⁷ John Russell Young, Guy Mason et le général Gordon R. Young.

¹⁹⁸ "Immediate Segregation Ban Demanded in Park Transfer," WP, 24 mai 1949, p. B1.

« je peux affirmer catégoriquement (...) que le ministère de l'Intérieur ne fera aucun compromis sur sa position. Le ministère est opposé à la ségrégation dans les zones sous sa juridiction. La commission doit abandonner la ségrégation actuellement pratiquée dans toutes ses activités. »¹⁹⁹

Il annonce que le ministère de l'Intérieur soumettra à la commission une résolution dans ce sens à la prochaine réunion, le 14 juin. L'issue du vote laisse peu de doute car la majorité des sept membres de la commission sont opposés à une action immédiate. Ils semblent plus disposés à accepter une déclaration de compromis telle que celle proposée par Harry Truman, qui envisagerait la déségrégation à terme des aires de loisir, sans spécifier de date²⁰⁰.

Le 14 juin, la commission tient une réunion animée de trois heures, au cours de laquelle trois décisions sont prises²⁰¹ :

1. Un vote à l'unanimité autorisant l'utilisation des écoles publiques et des bâtiments situés au sein des aires de loisir pour des réunions interraciales.
2. Un rejet à deux reprises, par cinq voix contre deux, de la déségrégation immédiate des aires de loisir. La proposition est faite dans un premier temps par M. Root, puis par Mme Hunter. Comme annoncé le 19 mai, M. Root propose l'adoption du règlement suivant :

« La politique de la commission des loisirs est de ne pratiquer aucune discrimination dans la fréquentation de ses aires de loisir et l'utilisation de ses installations, que ce soit par la ségrégation ou toute autre moyen, contre toute(s) personne(s) pour des raisons de race, de couleur de peau, de religion ou d'origine nationale. Ceci inclut également la participation aux programmes et aux réceptions ouverte au public, et l'affectation des membres du personnel.

« Le Superintendant prendra toute mesure nécessaire pour veiller au respect de cette politique par le personnel de la commission²⁰². »

Seuls Irving Root (superintendant des parcs de la capitale) et Alice Hunter (représentante des citoyens et seule noire de la commission) ont voté pour la déségrégation immédiate. Les représentants du Conseil scolaire et des Commissaires,

¹⁹⁹ "I can state categorically (...) that there will be no compromise in the Department of the Interior's position, opposing segregation in the operation of areas under the jurisdiction of this department; the board must abandon its present segregation in all its activities." ("Immediate Segregation Ban Demanded in Park Transfer", WP, 24 mai 1949, p. B1)

²⁰⁰ C. ROBERTS, "Playground segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

²⁰¹ C. ROBERTS, "District Board Votes 'Gradual' race Policy," WP, p. 1, 14, 15 juin 1949.

²⁰² "It is the policy of the recreation Board that there shall be no discrimination by segregation or otherwise against any person or persons because of race, color, religion or national origin in connection with the use or availability of any facility, service or privilege, including participation in programs or functions, offered or open to or enjoyed by the general public, or in connection with the assignment of the board's personnel.

"The superintendent of recreation shall take appropriate action to insure effective compliance by all personnel of the Board with this policy." ("Justice Hints It Won't Act on Play Sites", WP, 19 mai 1949, p. B1)

respectivement Albert Steinem et Geoffrey M. Thornett, ont voté contre, de même que les trois autres représentants des citoyens : le président Wender, M. Schwab et Mme Saul. Les représentants des citoyens sont nommés par les Commissaires.

3. La promesse de mettre en œuvre « tous les efforts possibles et réalistes pour mettre un terme à la ségrégation des aires de loisir dans le respect de l'intérêt général, de l'ordre public et de l'efficacité administrative²⁰³ ». La déclaration ne donne pas d'échéance précise, mais laisse présager que davantage d'aires de loisir seront déségrégées si les deux expériences menées au cours de l'été sont concluantes.

Pour Harry Wender, la déclaration faite par la commission n'est pas un simple compromis mais un véritable bond en avant. Pour Mme Hunter en revanche, cette déclaration n'est « pas une nouvelle politique ou même un compromis, mais une tentative de justifier le maintien de la règle ségrégationniste en vigueur²⁰⁴. » Il ne représente à ses yeux qu'une « vague promesse de bonne volonté²⁰⁵. » M. Root lit pour sa part une déclaration dans laquelle il affirme que la règle ségrégationniste « viole nos idéaux et nos ambitions démocratiques à la fois ici et à l'étranger [et] nourrit la propagande des communistes et des fascistes²⁰⁶. »

Concrètement, la commission met en place une politique graduée. Certaines aires de loisir resteront réservées aux Blancs, d'autres aux Noirs, d'autres enfin seront dites « ouvertes ». L'objectif affiché est de déségréguer à terme toutes les aires de loisir, mais aucun calendrier n'est fourni et aucune échéance n'est indiquée. De plus, il n'est pas prévu de rendre une aire « ouverte » du jour au lendemain. Auparavant, elle est dite « en transition » et soumise à l'étude du groupe de travail de la commission dédié aux transitions. Si le groupe de travail juge opportun de rendre la zone « ouverte », il organise des audiences publiques pour permettre aux citoyens d'exprimer leur point de vue sur la question. Ce n'est qu'ensuite qu'une décision définitive est prise.

²⁰³ *“will make every possible and realistic effort toward the removal of racial segregation in public recreation in such sequence and at such rate of progress as may be consistent with the public interest, public order, and effective administration.”* (OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 278, C. ROBERTS, “District Board Votes ‘Gradual’ race Policy,” WP, p. 1, 14, 15 juin 1949)

²⁰⁴ *“not a new or compromise policy but only an attempt to justify the continuation of the existing segregation rule.”* (C. ROBERTS, “District Board Votes ‘Gradual’ race Policy,” WP, p. 1, 14, 15 juin 1949)

²⁰⁵ *“a vague promise of good will”* (C. ROBERTS, “District Board Votes ‘Gradual’ race Policy,” WP, p. 1, 14, 15 juin 1949)

²⁰⁶ *“violates our ideals and our democratic assertions both here and abroad [and] feeds the propaganda mill of the Communists and fascists.”* (C. ROBERTS, “District Board Votes ‘Gradual’ race Policy,” WP, p. 1, 14, 15 juin 1949)

Le 16 juin, comme prévu, une déségrégation expérimentale est lancée sous l'égide de l'AFSC. Deux parcs sont concernés : *Rose Park*, situé à Georgetown²⁰⁷, et *Garfield Park*, situé dans le *Southeast*²⁰⁸. *Rose Park* est alors une aire de jeu réservée aux Noirs dans un quartier mixte. La ségrégation y a néanmoins été généralement ignorée sur les courts de tennis²⁰⁹. Dans le cas de *Garfield Park*, il s'agit de fusionner les parties Est et Ouest du parc, qui sont respectivement réservées aux Noirs et aux Blancs, et qui seront gérées comme une aire de loisir unique. L'AFSC fournit une dizaine de volontaires pour chaque zone, ainsi qu'un responsable rémunéré. L'expérience doit se poursuivre jusqu'au 1^{er} septembre²¹⁰.

L'intention des autorités est de traiter l'expérience de *Rose Park* et *Garfield Park* comme des tests, qui conduiront en cas de succès à déségréguer d'autres aires de loisir²¹¹. L'expérience est un succès. Non seulement car aucun problème ne survient, mais aussi parce qu'elle constitue une formation non négligeable aux employés de la commission des loisirs. George Nesbitt explique ce succès par la démographie des quartiers impliqués : deux quartiers résidentiels mixtes de logements privés. Selon le recensement de 1950, les quelques blocs entourant *Rose Park* comptent 28 % de Noirs, et ceux entourant *Garfield Park* 58 %²¹².

L'expérience concluante amène la commission à déségréguer d'autres aires de loisir. Dans certains cas, les décisions de la commission ne font qu'entériner des usages, à la demande d'habitants d'un quartier. Certaines aires de jeu réservées aux Blancs sont en effet situées dans des quartiers qui comprennent beaucoup de Noirs. Parfois, des enfants noirs commencent à les fréquenter bien qu'elles leur soient en théorie interdites. Lorsque les habitants blancs constatent qu'aucun problème ne survient, ils demandent parfois à la commission de changer la qualification de l'aire de jeu. Par conséquent, lorsque la commission déclare ces aires de jeu

²⁰⁷ Dans NESBITT (Non White residential dispersion), il est dit que Rose Park est dans le Southeast et que Garfield Park est à Georgetown, c'est inexact.

²⁰⁸ C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949, p. 1.

²⁰⁹ "Playground Segregation", WP, 12 juin 1949, p. B8.

²¹⁰ C. ROBERTS, "Recreation Board Terminates Segregation at 2 Playgrounds," WP, 11 mai 1949.

²¹¹ WP, 15 juillet 1949.

²¹² NESBITT, Non White residential dispersion, p. 11.

« ouvertes », elle ne fait que prendre acte d'une pratique déjà en cours. Dans d'autre cas toutefois, les restrictions sont appliquées et les enfants noirs sont expulsés des aires de jeu réservées aux Blancs. Par conséquent, il est fréquent de voir émerger des tensions dans les zones de mixité raciale partielle, certains demandant à ouvrir des aires de jeu à tous les enfants, d'autres exigeant qu'elles restent ségréguées²¹³.

Même graduelle, la déségrégation ne se produit pas sans incidents. Le 14 septembre 1949, l'aire de jeu de Rosedale est ainsi fermée après que des affrontements ont entraîné l'hospitalisation d'une personne. Deux coups de feu ont été tirés, des briques lancées et des coups de batte donnés²¹⁴.

La politique de déségrégation progressive se poursuit néanmoins. En 1951, deux ans après la mise en place de cette politique, neuf aires de jeu sont déségrégées²¹⁵. En août 1952, le *Board* approuve la déségrégation d'un treizième centre aéré, le centre Banneker²¹⁶. À l'été 1953, le bilan reste très modeste. Une source évoque un total de 36 aires de jeu déségrégées²¹⁷.

La déségrégation finale se produit le 18 mai 1954. La décision de la Cour suprême concernant la déségrégation des écoles vient mettre un terme aux controverses. Le lendemain de l'arrêt *Bolling v. Sharpe*, la Commission des loisirs annonce la déségrégation de tous les lieux de loisir sous sa responsabilité, après une session spéciale de 15 minutes²¹⁸.

²¹³ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 278.

²¹⁴ R. LYONS, "Integration Issue Keeps Gate Closed at Rosedale," WP, 21 septembre 1952, p. M15.

²¹⁵ WP, 22 septembre 1952.

²¹⁶ "13th Rec. Center in Washington Swings Over to Use of Both Races," *Chicago Defender*, 2 août 1952, p. 9.

²¹⁷ NESBITT (*Non White residential dispersion*, p. 10), cite le programme "*Summer, 1953, Hours of Operation*" de la commission des loisirs pour avancer le chiffre de 36. OSBORNE (*Toward Racial Integration*, p. 278) ne donne pas sa source. Elle précise en revanche que les 18 zones en question n'incluent pas les 19 zones fédérales. L'addition des deux donnant 37 aires de jeu, on peut supposer que le chiffre de Nesbitt pour 1953 inclut les aires de jeu fédérales.

²¹⁸ NESBITT, *Non White residential dispersion*.

B. La déségrégation du sport : l'exemple du baseball

Figure 152 - Kenesaw M.
Landis



Dans les années d'après-guerre, les stades de baseball américains ne sont pas seulement intéressants pour les rencontres qui y prennent place. Ils sont aussi l'un des théâtres de la lutte pour les droits civiques. Réclamée avec une vigueur renforcée pendant la guerre, sans résultats, la déségrégation du baseball se produit équipe par équipe entre 1947 et 1959. Pendant des décennies, l'inflexible commissaire du baseball Kenesaw M. Landis, en poste de 1920 à 1944, avait constitué un frein puissant au mouvement d'intégration. Suite à son décès, l'entrée en fonction d'un nouveau commissaire en mai 1945 change la donne. Albert B. "Happy" Chandler est un ancien gouverneur et sénateur du Kentucky, État ségrégationniste. À ce titre, il semble être un opposant naturel à la déségrégation. Pourtant, il se révèle dès son entrée en fonction être un fervent partisan de l'intégration du baseball. Peu à peu, la déségrégation se met donc en place. Les *Brooklyn Dodgers* sont les premiers à franchir le pas, lorsque Jackie Robinson signe un contrat le 23 octobre 1945 avec leur équipe de ligue mineure AAA,²¹⁹ les *Montreal Royals*²²⁰.

Dans la capitale, le processus prendra du temps, n'aboutissant qu'en 1954 avec la déségrégation des *Senators*, l'équipe locale. Les années d'après-guerre y sont marquées par deux mouvements simultanés. D'une part, la chute inexorable du baseball noir. D'autre part, les difficultés d'une équipe blanche qui joue mal, attire peu de spectateurs, mais résiste à mettre en œuvre la déségrégation.

²¹⁹ Prononcer « triple A », c'est le meilleur niveau des équipes de ligue mineure. Les meilleurs joueurs de ligue majeure y débute en général leur carrière avant de rallier l'équipe principale.

²²⁰ B. SNYDER, *Beyond the Shadow of the Senators*, p. 230, 235.

1. Grandeur et décadence des Homestead Grays : la fin du baseball noir dans la capitale

L'arrivée des *Homestead Grays* dans la capitale au cours des années 1940 a perturbé l'équilibre du baseball local. Auparavant, et jusqu'à la fin des années 1930, les *Senators* pouvaient se vanter d'avoir le plus grand nombre de supporters noirs parmi les équipes des ligues majeures. L'une des raisons à cela était l'emplacement du stade, situé en plein milieu d'un quartier résidentiel et commercial noir, à deux pas de l'université Howard. Une autre raison était la période dorée que les *Senators* avaient connu au cours des années 1920 et 1930. À cette époque, aucune équipe noire n'est parvenue à s'implanter dans la capitale. Les Noirs washingtoniens restaient fidèles à leurs *Senators*²²¹.

Dans les années 1940, l'arrivée des *Homestead Grays* change la donne. En effet, tandis que les *Senators* hantent inlassablement le bas des classements, les *Grays* réalisent des prouesses. Avec les « Jumeaux Tonnerre²²² » Josh Gibson et Buck Leonard à leur tête, ils décrochent titre sur titre dans les ligues noires, ce qui bouleverse les allégeances des supporters dans la capitale.

Pour les *Grays*, la situation n'est toutefois pas simple dans l'après-guerre. Leur effectif exceptionnel mais vieillissant tente de survivre à la déségrégation des ligues majeures, qui privent les ligues noires de leurs meilleurs joueurs et de leurs spectateurs.

Après quelques années fastes, la fin de la Seconde Guerre mondiale marque le début d'une période difficile pour les *Grays*. Le début de la fin. Peu à peu, toutes les équipes concurrentes voient leurs meilleurs joueurs revenir du combat. Il en va autrement pour les *Grays*, qui n'avaient pas perdu de joueurs pendant le conflit, leur effectif étant trop âgé. Par conséquent, à partir de 1945, l'écart avec leurs adversaires se resserre. Il se resserre d'autant plus que les *Grays* n'ont pas renouvelé leur effectif et dépendent de joueurs vieillissants comme Josh Gibson, Buck Leonard, Cool Papa Bell, Sam Bankhead et Jerry Benjamin. Par ailleurs, du fait du lancement

²²¹ F. FROMMER, *The Washington Nationals 1859 To Today: The Story of Baseball in the Nation's Capital*, p. 60.

²²² « *Thunder Twins* » (F. FROMMER, *ibid.*, p 60)

de la déségrégation dans les ligues majeures certains joueurs noirs commencent à être débauchés par les équipes professionnelles blanches. En effet, si les *Senators* de Clark Griffith restent rétifs au changement, d'autres équipes commencent à engager des joueurs noirs. Les *Grays* perdent ainsi John Wright, qui part chez les *Dodgers*, Roy Welmaker au Venezuela, Howard Easterling et Ray Brown au Mexique. En 1946, ils finissent troisièmes de la NNL, c'est leur dernière année bénéficiaire, qu'ils ne doivent qu'à Art Carter et sa magistrale campagne de publicité²²³.

Figure 153 - Josh Gibson, Chicago, août 1944



La ferveur du public des années de guerre pour les ligues noires retombe, avec des conséquences immédiates sur la fréquentation des stades et le devenir des équipes. En août 1946, Art Carter organise dans la capitale l'*All-Star Classic*. Trois jours avant le traditionnel match « Est-Ouest » annuel de Chicago, qui rassemble les meilleurs talents des

deux ligues noires, l'*All Star Classic* propose la même affiche. Environ 15 000 spectateurs assistent à la rencontre. Ce n'est pas négligeable, mais cela reste très peu par rapport aux plus de 45 000 fans qui se pressent à *Comiskey Park*, à Chicago, trois jours plus tard. C'est le dernier grand événement du baseball noir dans la capitale²²⁴.

La vieille garde des *Grays* disparaît rapidement. Jud Wilson a pris sa retraite en 1945. Ray Brown et Howard Easterling sont partis au Mexique après la saison 1946, tandis que Cool Papa Bell et Duty Radcliffe ont été remerciés. Jerry Benjamin est échangé en 1947. Puis la grande star de l'équipe, Josh Gibson, meurt d'une attaque le 21 janvier de cette même année. Finalement, seuls Buck Leonard et Sam Bankhead ont résisté à la purge. Mais les joueurs ne

²²³ B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 247, 249.

²²⁴ *Ibid.*, p. 250.

sont pas les seuls à disparaître. Le 28 mars 1946 voit le décès de Cumberland « Cum » Posey, propriétaire de l'équipe. Après avoir intégré les *Grays* comme *outfielder* en 1910, il était devenu manager en 1916 et propriétaire en 1920. C'est lui qui a su faire des *Grays* une équipe performante et bénéficiaire.

L'année 1947 est donc une année de transition au cours de laquelle les *Grays* tentent d'intégrer de nouveaux joueurs. Avec la mort de Gibson, Buck Leonard reprend l'équipe en main. Il remporte le titre de meilleur batteur de la NNL en 1948 et emmène les *Grays* vers leur dernière victoire dans les *World Series* des ligues noires. Mais lorsque le dernier jour de la saison régulière, le 4 septembre, est déclaré « Buck Leonard Day », la cérémonie n'a pas l'amplitude espérée. Seuls 6 000 fans font le déplacement. Ce piètre résultat montre à quel point l'intérêt pour les *Grays* a faibli en quelques années. À la fin de la saison, on dénombre rarement plus de 3 000 supporters par match. En 1948, le nombre moyen de spectateurs tombe à 2 000. Les ligues noires n'intéressent plus les Washingtoniens. Ils se préoccupent désormais bien davantage des résultats des premiers joueurs noirs des ligues majeures, qu'ils vont souvent voir jouer à Baltimore²²⁵. La NNL est dissoute après la saison et fusionne avec la *Negro American League* (NAL), qui compte 10 équipes²²⁶.

La prédiction de Clark Griffith sur la mort des ligues noires s'avère. Les *Grays* ne peuvent plus attirer de spectateurs quand des équipes de ligue majeure comptant des stars noires comme Satchel Paige ou Larry Dobby viennent jouer à *Griffith Stadium* plus de 10 fois dans l'année. La situation est d'autant plus difficile pour eux que le renouvellement de leur effectif en 1947 et 1948 a été vain et que leurs meilleurs éléments sont recrutés par les ligues majeures. Par ailleurs, le président et soutien financier de longue date des *Grays* – Rufus “Sonnyman” Jackson – veut raccrocher²²⁷. Les *Grays* ont perdu 45 000 dollars en 1947 et 1948, et Jackson ne peut pas se

²²⁵ En avril 1950, des Washingtoniens noirs affrètent des bus pour Baltimore afin de voir les *Dodgers* de Jackie Robinson affronter les *Baltimore Orioles* devant 19 000 spectateurs (B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 262).

²²⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 257, 261.

²²⁷ Il est déjà malade, il s'éteindra en 1949.

permettre de perdre plus d'argent²²⁸. Lorsque la NNL fusionne avec la NAL en décembre 1948, Jackson refuse d'autoriser les *Grays* à y prendre part à cause des coûts de transport exorbitants que cela induirait pour l'équipe, qui devrait affronter des adversaires très éloignés²²⁹. Les *Grays* rejoignent finalement la *Negro American Association* (NAA), un circuit de ligue mineure de huit équipes basé en Virginie et en Caroline du Nord²³⁰. La situation financière de l'équipe est désastreuse en 1949, car les matches joués en Virginie et en Caroline du Nord n'attirent que très peu de spectateurs, bien moins que les 2 000 à 3 000 qui se suivent toujours les rencontres à *Griffith Stadium*. Vers la mi-saison, quelques équipes de la NAL acceptent de venir affronter les *Grays* à Washington²³¹, mais le mauvais temps oblige l'annulation de plusieurs matches.

En 1950, les *Grays* font une dernière tentative. Ils appartiennent toujours à la NAA, mais la NAL accepte de faire d'eux une équipe partenaire, ce qui leur permet d'affronter des équipes de la NAL à Washington. Les spectateurs ne sont pas au rendez-vous. En 1949 et 1950, les *Grays* perdent 30 000 dollars. Le dernier match à *Griffith Stadium* a lieu en septembre 1950. Satchel Paige y participe comme lanceur des *Philadelphia Stars*²³². Mais en 1950, pas même Paige ne parvient à ramener les fans à des matches de ligues noires. « On n'attirait pas une mouche²³³, » reconnaît Buck Leonard lorsqu'il repense aux *Grays* après l'intégration du baseball. Après leur tout dernier match joué en Virginie Occidentale, les *Grays* terminent leur saison avec 100 victoires pour seulement 16 défaites. Une belle saison, mais la dernière²³⁴.

En 1951, les *Grays* ont disparu et Washington ne compte plus d'équipe noire. Mais à cette date, les *Senators* n'ont toujours pas intégré de joueur noir à leur effectif²³⁵.

²²⁸ B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 267.

²²⁹ *Ibid.*, p. 268.

²³⁰ *Ibid.*, p. 269.

²³¹ C'est crucial, car la santé financière de l'équipe repose avant tout sur les entrées, d'autant plus que les *Grays* ne peuvent pas compter sur des chiffres élevés chez leurs adversaires réguliers.

²³² Il lance pour les Stars quand il ne joue pas en ligue majeure pour les *Cleveland Indians* ou les *Saint Louis Browns*.

²³³ "We couldn't draw flies."

²³⁴ F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 73.

²³⁵ F. FROMMER, *ibid.*, p. 73.

2. Les Senators sur la voie de l'intégration

« Première dans la guerre, première dans la paix et dernière dans l'*American League*...²³⁶ »

Telle est la plaisanterie inlassablement répétée au sujet de Washington dans les années 1940. Il faut avouer que les *Senators* ne produisent pas des merveilles durant cette période. En fait, malgré une présence durable dans la capitale, les équipes de baseball successives de Washington ont rarement réalisé des prouesses.

L'année 1945 se révèle être une bonne année pour les *Senators*. La guerre arrive à son terme, les places coûtent 60 cents dans les tribunes couvertes, 40 cents dans les gradins. Les *Senators* frappent un seul *home run* à domicile au cours de la saison, mais cela ne les empêche pas de terminer deuxièmes de l'*American League*, leur meilleure performance enregistrée entre 1934 et 1960, avec celle de 1943²³⁷.

Cette année-là, le décès du « ségrégationniste en chef » du baseball Kenesaw Landis active

fortement la campagne de la déségrégation du baseball. Il à la ségrégation. Le journaliste Chicago l'année précédente complètement différente vis-à-qu'il avait antérieurement²³⁸. Il propriétaire des *Senators* ségrégation, mais lorsqu'il montre plus aucune tolérance



presse afro-américaine pour la marque l'ouverture de la chasse sportif Sam Lacy est revenu de avec une attitude vis de Clark Griffith de celle espère encore que le changera d'avis sur la réintègre l'*Afro American*, il ne pour « *Uncle Clarkie* ». Ce qui

dérange surtout Lacy est l'afflux massif de Cubains dans le baseball alors que les Noirs ne peuvent toujours pas jouer²³⁹. En janvier 1945, il suggère de boycotter *Griffith Stadium* le 4

²³⁶ "First in war, first in peace, and last in the American League..." (in B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. x, attribué au journaliste sportif Charles Dryden, dans les années 1900).

²³⁷ F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 100.

²³⁸ B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 177.

²³⁹ *Ibid.*, p. 183.

juillet suivant. Le boycott n'a finalement pas lieu car l'*Afro-American* craint d'être poursuivi en justice par les ligues majeures et persuade Lacy de modérer ses positions. Toutefois, nombre de fans noirs décident d'eux-mêmes de boycotter les rencontres des *Senators*, accusant les ligues majeures de « voler » sans compensation leurs meilleurs éléments aux *Negro Leagues*²⁴⁰. Clark Griffith proteste, disant que ces accusations sont injustes. Lacy remarque toutefois que « son intérêt à « protéger » notre sport repose avant tout sur sa capacité à se souvenir qu'il récolte environ 55 000 dollars par an en louant son stade aux *Homestead Grays*. »²⁴¹

En 1946 commence la descente aux enfers pour les *Senators*. La saison est un succès financier. Avec la fin de la guerre, la capitale devient un endroit merveilleux pour le baseball. Le boom économique permet aux *Senators* d'attirer plus de supporters que jamais auparavant, des supporters qui espèrent la réédition des performances de 1945. À la fin de la saison leur total se monte à 1 027 000, un record pour *Griffith Stadium*. Mais sur le plan sportif, la déception est au rendez-vous. Si l'excellent batteur Mickey Vernon est de retour de la guerre, les lanceurs sont faibles et les *Senators* ont la pire défense de la ligue. Ils terminent à la 4^e place²⁴².

La descente se poursuit l'année suivante, les *Senators* se classent 7^e de leur ligue. C'est aussi l'année au cours de laquelle Jackie Robinson rompt la barrière raciale dans les ligues majeures. Il joue son premier match le 15 avril. L'entrée des Noirs dans les ligues majeures est lancée. À Washington, Clark Griffith campe sur ses positions. Les résultats déclinants de son équipe ne l'incitent pas à élargir son recrutement. En 1948, malgré le remplacement du manager Ossie Bluege par Joe Kuhel, la saison se termine mal. Au mois de septembre, les *Nats* perdent 18 matches d'affilée. Parallèlement, un nombre croissant d'équipes intègre des joueurs noirs. Ce fait,

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 215.

²⁴¹ "his interest in « protecting » our sport lies primarily in his ability to remember that he pulls down approximately \$55,000 a year in rentals to the Homestead Grays." En fait, Lacy sous-estimait les bénéfices que Griffith tirait des Grays. En 1943, ils se montèrent à plus de 100 000 dollars. À titre de comparaison, les Yankees louent leurs stades de ligue mineure de Newark, Kansas City et Norfolk à des équipes de ligue mineure pour un total de 100 000 dollars la même année. (B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 232)

²⁴² T. DEVEAUX, *The Washington Senators, 1901-1971*, p. 165; F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 103.

ajouté aux mauvais résultats des *Nats*, intensifie la pression qui pèse sur Clark Griffith pour qu'il engage un talent noir. Sans résultat²⁴³.

Les fans se mettent à rêver en 1949 lorsque après un début de saison exécration leur équipe remporte neuf matches d'affilée à l'extérieur. À leur retour dans la capitale, une foule de 5 000 personnes les attend à Union Station²⁴⁴. On commence déjà à parler des *World Series*. Mais une saison de baseball est longue... et au terme de celle-ci, les *Senators* terminent derniers de leur ligue avec 50 victoires pour 104 défaites. C'est leur plus mauvais résultat depuis 1909. Au mois de mars, Clark Griffith déclare à Sam Lacy que les *Senators* se mettent en quête de joueurs noirs. « Oui, » affirme-t-il, « on m'a convaincu que j'avais peut-être négligé une opportunité ici et là de renforcer les *Senators*, et on peut dire que je suis prêt à faire signer un jeune joueur de couleur²⁴⁵. » Mais malgré ce revirement de Griffith, le recrutement effectif du premier joueur noir des *Senators* est encore loin. La capitale n'est toutefois pas encore à la traîne dans le domaine, car elle reste en 1950 parmi la grande majorité des équipes de l'*American League* en refusant de déségréguer les *Senators*. Les équipes à avoir intégré sont en effet toutes de la *National League*, à l'exception des *Cleveland Indians*²⁴⁶.

En 1950, Bucky Harris revient pour la troisième fois au poste de manager des *Senators*²⁴⁷. Il ramène l'équipe à la cinquième place, mais les supporters ne reviennent pas pour autant. Pour la quatrième saison consécutive, le total des entrées est inférieur à 700 000. Cette tendance se poursuivra jusqu'en 1955, en grande partie du fait des résultats médiocres de l'équipe. Ce n'est toutefois pas la seule raison. Après tout, des équipes comme les *Chicago Cubs* ou les *Boston Red Sox* ont conservé leurs fans malgré des résultats déplorables année après année, décennie après décennie. Le contexte est différent à Washington. Pendant la guerre, la ville a connu une

²⁴³ F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 104.

²⁴⁴ T. DEVEAUX, *The Washington Senators, 1901-1971*, p. 174.

²⁴⁵ "Yes, I've been convinced we may have overlooked an opportunity here and there to strengthen the *Senators*, and you can say I'm definitely interested in signing a good young colored player." (B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 279)

²⁴⁶ B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 280.

²⁴⁷ F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 105.

explosion démographique avec beaucoup d'arrivées et peu de départs. De plus, les déplacements étaient réglementés pour des raisons de pénurie de carburant. Les Washingtoniens se tournèrent donc pour beaucoup vers le baseball pour se divertir. Mais après la guerre, les départs sont nombreux, et surtout le turnover habituel reprend. Une forte proportion de la population se renouvelle régulièrement au gré des élections. Beaucoup des nouveaux arrivants se considèrent seulement de passage et n'ont pas l'intention de commencer à soutenir les *Senators* plutôt que leur équipe d'origine. D'autres spectateurs potentiels sont les nombreux touristes. La ville ne dispose pas d'une base de supporters aussi solide qu'ailleurs. Par conséquent, les fans risquent autant de supporter l'équipe adverse que de ne pas venir du tout. Les spectateurs qui se déplacent alors à *Griffith Stadium* ne vont pas tant voir jouer les *Senators* que les stars des autres équipes : les Joe DiMaggio, Lou Gehrig et autres Mickey Mantle. En dehors des célébrités des équipes adverses, le meilleur atout des *Senators* n'est toujours pas leur effectif mais plus probablement le commentateur sportif Bob Wolff. De 1947 à 1961, il divertit, informe, amuse et éduque les auditeurs... et omet la plupart du temps les scores des matches tant ils sont décourageants.

Septièmes en 1951, les *Senators* arrachent de justesse un bilan positif²⁴⁸ en 1952, affichant 78 victoires pour 76 défaites. Cela leur vaut une cinquième place, mais c'est aussi leur dernière saison victorieuse. L'année suivante, en effet, les *Senators* enregistrent 76 victoires pour autant de défaites et se classent à nouveau cinquièmes. Au cours de cette saison 1953, leur attaque fonctionne mieux, menée par le meilleur batteur de la ligue, Mickey Vernon. Mais contrairement à l'année précédente, les lanceurs sont faibles. La chute du nombre de spectateurs se poursuit. Ils sont seulement 596 000 en 1953, soit près de 100 000 de moins que l'année précédente. C'est le total le plus bas depuis 1944²⁴⁹.

²⁴⁸ Une saison est considérée « victorieuse » lorsqu'une équipe totalise plus de matches gagnés que de matches perdus.

²⁴⁹ F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 106-107.

Clark Griffith est désormais sur la défensive concernant la déségrégation de l'équipe. En 1952,

Figure 155 - Clark Griffith



il est sur la défensive lorsqu'on le questionne sur l'absence de joueurs noirs dans son équipe.

Il affirme qu'on ne lui fait pas justice, et qu'il serait heureux de fournir aux nombreux supporters noirs de la capitale un joueur à encourager, s'il en trouvait un qui soit au niveau. Mais il ajoute qu'il se refuse à faire

signer un joueur simplement du fait de la couleur de sa peau²⁵⁰.

Le statu quo se poursuit donc, jusqu'à ce que les *Senators* soient confrontés à un nouveau challenge en 1954 : l'arrivée des *Saint Louis Browns* à Baltimore, où ils deviennent les *Orioles*. Le problème pour Washington n'est pas seulement le partage des spectateurs avec la deuxième métropole régionale, c'est aussi le fait que les *Browns* finissaient régulièrement en bas de tableau... derrière les *Senators*. Si les *Orioles* se révèlent meilleurs que les *Browns*, les *Senators* risquent de hanter durablement la dernière place. Les *Nats* terminent finalement sixièmes, devant les *Orioles*... pour la première et dernière fois. Et tandis que les *Orioles* attirent plus d'un million de spectateurs pour leur première année, les *Senators* atteignent péniblement les 503 000. Le 7 septembre, ils jouent même devant 461 supporters. Suite à cet échec, Chuck Dressen remplace Bucky Harris au poste de manager pour la saison suivante²⁵¹.

En septembre 1954, Clark Griffith finit par céder aux sirènes de la déségrégation. Il fait signer Carlos Paula, un jeune joueur noir né à Cuba. À la différence des joueurs cubains du passé, qui pouvaient sembler blancs, pas d'erreur possible dans le cas de Paula. Celui-ci brise officiellement la ségrégation des *Senators* le 6 septembre 1954, devant 4 865 supporters. Les *Senators* sont ainsi l'une des dernières équipes à se déségréguer. Seuls les *Yankees*, les *Phillies*, les *Tigers* et les

²⁵⁰ F. FROMMER, *ibid.*, p. 74.

²⁵¹ F. FROMMER, *ibid.*, p. 109.

Red Sox viennent après. Néanmoins, la façon dont Griffith a mis fin à la ségrégation ne lui vaut pas les faveurs des Noirs. Ils constatent que sept ans après les débuts de Jackie Robinson en ligue majeure, Griffith n'a pas trouvé le moyen de recruter un afro-américain dans son équipe²⁵².

L'année 1955 marque la fin d'une ère. Sur le plan sportif, les *Senators* sont au plus bas. Ils terminent derniers de l'*American League* avec 34,4 % de matches gagnés seulement²⁵³. Leur nombre de spectateurs – le plus mauvais de la ligue – est retombé à 425 238, soit une moyenne à peine supérieure à 5 500 spectateurs par match. Le futur annonceur Phil Hochberg se souvient qu'« il n'y avait pas beaucoup de passion pour les *Senators*. Les supporters qui les soutenaient étaient passionnés, mais ils étaient peu nombreux. »²⁵⁴ L'année 1955 marque la fin d'une ère pour une autre raison toutefois : le décès de Clark Griffith. Le « vieux renard » a été manager puis propriétaire des *Senators* pendant 33 ans. Avec lui disparaît tout un pan de l'histoire des *Senators* et du baseball washingtonien. Son fils adoptif Calvin hérite de l'équipe. Mais la loyauté du nouveau propriétaire envers le baseball en général et les *Senators* en particulier n'est pas celle de son père. Les rumeurs de vente et de départ de l'équipe se répandent rapidement. Le départ est finalement confirmé en 1961, lorsque les *Senators* partent à Minneapolis pour devenir les *Minnesota Twins*.

La ville avec deux équipes de baseball performantes qu'était Washington en 1945 devient en 1961 un désert dans ce domaine, désert dont la traversée durera près d'un demi-siècle. Pendant 44 ans, le *national pastime* sera absent de la capitale américaine. On peut se demander si la cause est structurelle, liée aux caractéristiques particulières de la ville et de sa population, ou si l'équipe est morte de n'avoir pas su s'adapter à une nouvelle ère et aller chercher le talent là où il se trouvait.

²⁵² B. SNYDER, *op. cit.* (note 220), p. 286.

²⁵³ Tom DEVEAUX, *The Washington Senators, 1901-1971*, p. 190.

²⁵⁴ “there wasn't a lot of passion for the Senators. The fans who were there were passionate, but there were so few.” (F. FROMMER, *op. cit.* (note 221), p. 160)

III. La déségrégation des écoles

Dans les années d'après-guerre, l'organisation du système scolaire washingtonien est pour beaucoup d'habitants une question primordiale. Elle est très débattue par la population et omniprésente dans les media. En quelques années, l'opposition croissante de la population à ce système et les changements sociaux qui se produisent dans la capitale provoquent la fin d'un modèle presque centenaire, actée par la décision de la Cour suprême du 24 mai 1954. Grâce à l'anticipation du Conseil scolaire et au soutien des autorités locales et nationales, le nouveau système se met en place rapidement et de façon efficace. Ses débuts sont néanmoins difficiles à organiser et n'ont pas lieu sans débats ni opposition.

A. De 1945 à 1954 : évolution de la situation dans les écoles

1. Les changements de tendance

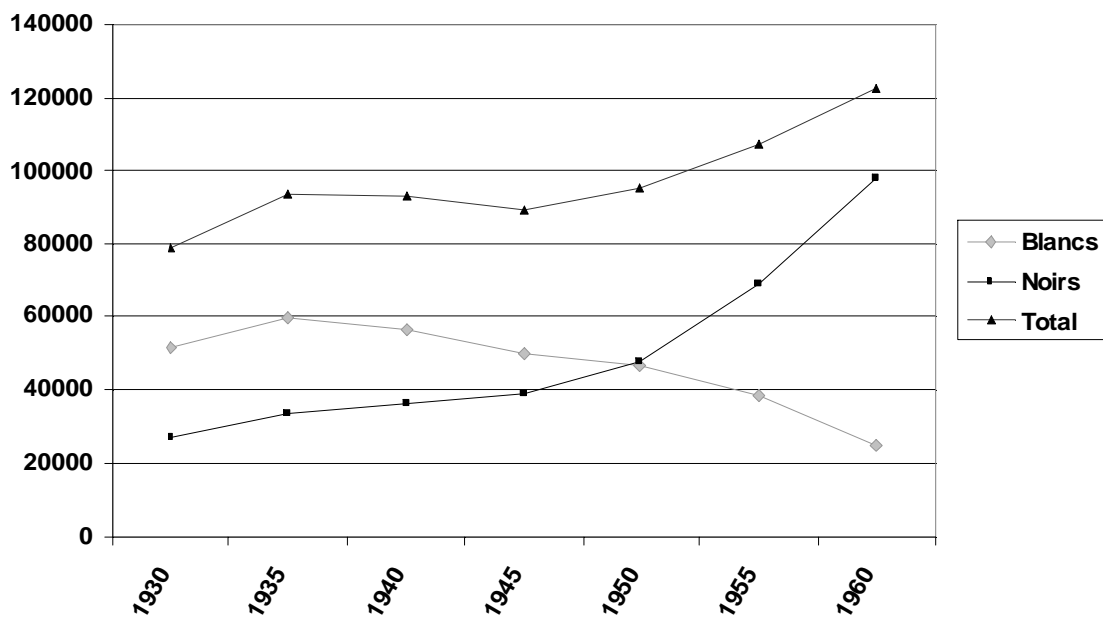
En 1945, les écoles de la capitale sont dans la même situation que lors des décennies précédentes, à savoir une « séparation raciale presque absolue des élèves, professeurs et parents. »²⁵⁵ Comme nous l'avons vu plus haut, la ségrégation va de pair avec une inégalité de moyens et provoque une certaine inefficacité du système. Des écoles blanches à moitié vides coexistent avec des écoles noires vétustes et surchargées où les élèves doivent être scolarisés à temps partiel par manque de place et d'enseignants.

Entre 1945 et 1955, les problèmes déjà existants sont accentués par l'inversion de la structure raciale au sein de la ville. Les écoles blanches du centre-ville continuent à se vider suite au départ des Blancs vers les banlieues, tandis que les écoles noires sont de plus en plus surchargées du fait de l'augmentation de la population noire. Les Blancs avaient commencé à retirer leurs enfants des écoles publiques de la capitale en 1935, mais la dynamique amorcée alors prend une nouvelle dimension après la guerre. La baisse du nombre d'élèves blancs s'accélère. Elle est de 4 % entre 1945 et 1950, puis de 17 % entre 1950 et 1955. Parallèlement, l'augmentation du

²⁵⁵ “almost total separation by race of pupils, teachers and parents.” (C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 3)

nombre d'élèves noirs est de plus en plus rapide. Elle se chiffre à 17,8 % entre 1945 et 1950 et à 43,5 % au cours des cinq années qui suivent²⁵⁶. En 1955, les écoles publiques de la capitale comptent donc environ 30 000 élèves noirs de plus qu'elles n'ont d'élèves blancs, alors que dix ans plus tôt, c'était les élèves blancs qui étaient 10 000 de plus que leurs homologues noirs²⁵⁷. Ces deux tendances sont clairement visibles dans le graphique ci-dessous. Les données chiffrées sont disponibles dans l'[annexe 2](#).

Evolution de la composition raciale des écoles publiques de Washington, D.C. (1930-1960)



L'évolution enregistrée à partir de 1945 renforce les inégalités entre les deux divisions scolaires. Le fossé se creuse notamment en matière d'infrastructures, de ressources et quant au nombre d'élèves par professeur. De plus, les mouvements de population amènent des élèves noirs dans des zones où il n'existe pas d'écoles pour Noirs, ce qui conduit certains enfants à parcourir

²⁵⁶ Rapports annuels du gouvernement du District pour les variations entre 1945 et 1950. Carl Hansen pour les variations entre 1950 et 1955 (C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 56). Les chiffres absolus de fréquentation des écoles sont différents selon que l'on considère les rapports annuels de gouvernement du *District* ou l'ouvrage de Carl Hansen, ancien superintendant des écoles washingtoniennes. En revanche, les variations d'une année sur l'autre restent semblables que l'on prenne une échelle ou l'autre. Les chiffres cités dans les rapports annuels représentent la fréquentation maximale des écoles, sachant que certains des élèves dénombrés n'ont pas suivi l'ensemble des cours. Les chiffres présentés par Carl Hansen sont eux basés sur une moyenne quotidienne de fréquentation des écoles.

²⁵⁷ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 95.

de grandes distances pour se rendre à l'école²⁵⁸. L'échec de l'administration à faire face aux besoins scolaires pressants renforce les tensions²⁵⁹.

En cette période de forts changements démographiques, le mode d'attribution des budgets éducatifs n'est pas neutre. Les fonds sont en effet alloués par le Congrès, au terme d'un long processus qui débute deux ans avant que les sommes ne soient versées et ne tient pas compte des évolutions du nombre d'élèves entre temps. La répartition du financement entre les écoles noires et blanches pour l'année « n » n'est pas basée sur le nombre estimé d'élèves que comptera chaque division deux ans plus tard. Elle est basée sur les inscriptions enregistrées dans chaque division au début du processus budgétaire, soit lors de l'année n-2. Il n'est tenu aucun compte des évolutions démographiques qui interviennent ensuite. Or les évolutions sont majeures au cours des années d'après-guerre. Par conséquent, le système entretient un décalage entre les besoins réels de chaque division et les besoins pris en compte dans les budgets. Il intègre avec retard la baisse des effectifs dans les écoles blanches et la hausse dans les écoles noires. C'est ainsi qu'en 1953-54, dernière année d'existence du système ségrégué, le District investit 240,27 dollars dans l'instruction de chaque élève blanc, contre 186,71 pour chaque élève noir²⁶⁰. Un changement est finalement amorcé en 1953. Au mois d'août, il est décidé que pour la première fois le budget scolaire de l'année 1955 sera basé sur les estimations d'inscriptions d'élèves pour 1955 et non sur les effectifs de 1953²⁶¹.

Les autorités sont conscientes des changements démographiques et du biais qu'ils introduisent dans les budgets respectifs des divisions. Dans le domaine des infrastructures, elles tentent de remédier au problème croissant de vétusté au sein de la division II²⁶². Ainsi, en 1945, 72 % du budget de construction sont assignés aux écoles noires alors que les Noirs ne constituent que

²⁵⁸ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, 1954, p. 273.

²⁵⁹ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 95.

²⁶⁰ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 97; WP, 5 juin 1953.

²⁶¹ WP, 31 août 1953.

²⁶² Pour mémoire, il s'agit de la division noire.

42 % des effectifs des écoles publiques. Ces efforts se poursuivent pendant les années suivantes²⁶³. Du fait des nouvelles arrivées continues, ils ne suffisent toutefois pas à inverser la tendance. En 1952-53, seuls 11 % des 52 785 élèves noirs du District bénéficient d'écoles aux normes avec le nombre minimum de professeurs recommandé. Ce pourcentage est encore moindre dans le cas des lycées²⁶⁴.

Les inégalités en matière d'installations sportives persistent également. Certaines améliorations se produisent, mais aux dépens des élèves blancs, du fait des transferts d'écoles d'une division à l'autre. Ainsi, les élèves noirs de Cardozo disposent du meilleur stade de football de la ville, l'ancien stade du lycée Central. De même, seuls les élèves noirs peuvent disputer des rencontres de natation car seuls les lycées Cardozo et Dunbar disposent d'une piscine couverte. En revanche, ce sont les élèves blancs qui disposent du meilleur gymnase de basketball de la ville au lycée McKinley. Globalement, les écoles noires ont des installations de moins bonne qualité que les écoles blanches²⁶⁵.

L'effort réalisé par les autorités en matière d'infrastructures permet donc à peine de limiter les inégalités dans ce domaine. De plus, il n'est possible qu'aux dépens d'autres secteurs et les ressources totales restent à l'avantage des élèves blancs. Par conséquent, l'écart entre les deux divisions ne se comble pas après 1945, il continue à se creuser. En 1947 par exemple, 44,27 % du budget scolaire sont attribués aux écoles noires alors que la loi prévoyait de ne leur en attribuer que 34,1 %. Néanmoins, une fois les dépenses d'infrastructures soustraites du budget, les écoles noires reçoivent 39,1 % des dépenses de fonctionnement. La proportion est supérieure aux 34,1 % envisagés par le Congrès, mais elle reste inférieure à la proportion d'élèves noirs dans la capitale, qui est de 43,3 %. Le tableau ci-dessous montre bien l'inégalité des dépenses sur les trois années considérées. En 1949-1950 la différence se monte à près de 69 dollars par élève, ce qui, rapporté

²⁶³ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 96.

²⁶⁴ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 11.

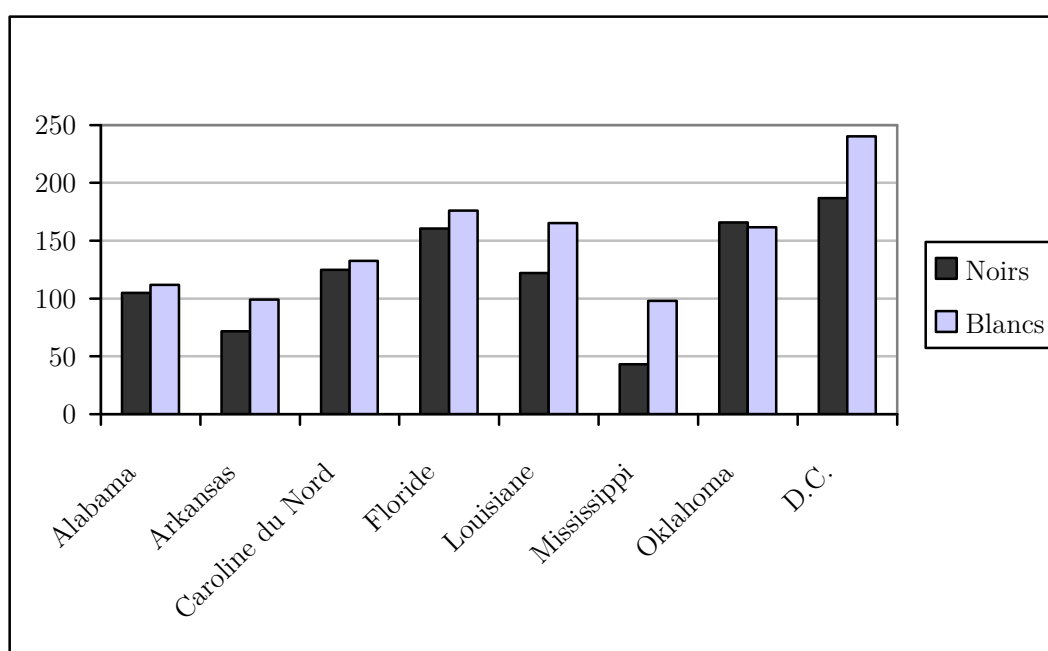
²⁶⁵ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 97.

au nombre moyen d'élèves noirs scolarisés quotidiennement, représente un manque à gagner de 2,8 millions de dollars pour les écoles noires. La différence est certes moindre en 1953-54, mais elle demeure. Cela aboutit à creuser un peu plus chaque année le décalage déjà important entre les deux systèmes scolaires, puisque le manque à gagner se cumule d'une année sur l'autre au profit des écoles blanches²⁶⁶.

Dépenses par élève entre 1949 et 1954 (en dollars)²⁶⁷

	Dépenses par élève blanc	Dépenses par élève noir	Différence	Nombre moyen d'élèves noirs scolarisés par jour	Manque à gagner total pour les Noirs
1949-50	289,68	220,74	68,94	41 530,8	2 863 133,35
1951-52	345,46	261,43	84,03	45 915,7	3 858 296,27
1953-54	240,27	186,71	53,56	53 225,0	2 850 731,00

Dépenses par élève et par couleur de peau entre 1949 et 1954 (en dollars)²⁶⁸



Ces chiffres mettent en évidence une inégalité de ressources entre les écoles blanches et noires de la capitale. Il faut néanmoins rappeler que malgré ces inégalités locales, les écoles noires de Washington restent mieux pourvues que bien des écoles noires du pays. Elles sont même mieux dotées que bon nombre d'écoles blanches. Comme l'indique le graphique ci-dessous, le

²⁶⁶ M. MORTON "The Education of Negroes in the District of Columbia," p. 330, 331.

²⁶⁷ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 9, Table 1 (Comparison of total current expenditures for the District of Columbia public schools by race, 1949-50, 1951-52, and 1953-54)

²⁶⁸ E. KNOX, *ibid.*, p. 82 (U.S. Office of Education).

financement des écoles publiques de la capitale est par exemple largement supérieur à celui d'États comme le Mississippi ou l'Arkansas (voir l'[annexe 4](#) pour les données chiffrées).

Au-delà du financement et de la qualité des infrastructures, une inégalité persistante au sein des écoles publiques de la capitale est le nombre d'élèves par professeur. Dès 1947, le superintendant Hobart Corning souligne que la surcharge des classes crée des tensions et une agitation importante dans la capitale²⁶⁹. Les élèves noirs étudient dans des classes plus nombreuses, ce qui détériore les conditions d'apprentissage. En 1952-53, 6,6 % des classes comptent plus de 40 élèves dans les lycées blancs alors que 16,4 % sont dans ce cas pour les lycées noirs. Les disparités sont plus fortes encore dans les collèges noirs où 48,1 % des classes comptent plus de 40 élèves contre 13,7 % des classes blanches²⁷⁰. En 1950, le nouveau collège Sousa, réservé aux Blancs, est ainsi à 40 % vide alors que les collèges noirs des environs sont tellement surchargés que certains élèves suivent leurs cours dans une vieille école primaire qui avait été fermée pour cause de vétusté, et d'autres fréquentent leur école par roulement²⁷¹.

Nombre d'élèves par professeur par niveau et division (1949-1954)²⁷²

		1949-50	1950-51	1951-52	1952-53	1953-54
Lycées	Blancs	18,1	17,2	17,4	19,2	18,7
	Noirs	22,8	22,8	24,2	23	23,6
Collèges	Blancs	23	22,9	23,9	25,1	24,3
	Noirs	29	27,6	30,8	30,2	29
Écoles primaires	Blanches	34,4	33,5	33,4	34,1	34,5
	Noires	39,8	37,9	37,9	37,2	38,2

Une autre conséquence immédiate du manque de professeurs est l'offre plus réduite de classes spéciales dans les écoles noires, alors que le besoin y est plus grand que dans les écoles blanches. En 1953-54, on compte plus de 21 500 élèves blancs dans les écoles publiques, parmi lesquels 819 handicapés sont pris en charge dans des classes spécialisées par 79 enseignants. La même année,

²⁶⁹ "Because of the unusually serious crowding of the schools, tensions and evidences of extreme unrest are already occurring within the city." (E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 95)

²⁷⁰ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 12

²⁷¹ C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 10.

²⁷² E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, Table II, p. 12.

seuls 531 des quelques 31 000 élèves noirs bénéficient d'un enseignement spécialisé assuré par 34 professeurs²⁷³.

Les autorités scolaires sont bien conscientes du problème croissant de surcharge des écoles noires. Face aux changements majeurs de la structure raciale des quartiers, la solution trouvée par le Conseil scolaire est le transfert d'écoles du système blanc au système noir. Le changement démographique est parfois très rapide. En 1951, le budget éducatif prévoyait la construction d'une école blanche comprenant huit pièces dans le quartier de *River Terrace*, à l'Est de la capitale. Au début de la construction, en février 1951, la proportion de Noirs dans la zone était en augmentation. Lorsque l'école est prête à ouvrir, un an plus tard, la population noire y est devenue majoritaire. L'école ouvre alors comme école noire²⁷⁴. Entre 1947 et février 1954, 20 écoles sont transférées de la division 1 vers la division 2, ce qui représente un transfert de 10 770 places²⁷⁵ (voir l'[annexe 3](#) pour le détail des transferts).

Les transferts ne sont toutefois pas une solution parfaite au problème. Premièrement, ils n'interviennent que lorsque la surcharge d'une école donnée est devenue ingérable, et non pas suffisamment tôt pour anticiper les crises et les tensions. Deuxièmement, la création d'écoles noires supplémentaires se fait à moyens d'enseignement pratiquement constants²⁷⁶. Par conséquent, ces créations aggravent la pénurie de professeurs dans la division II. Troisièmement, les écoles transférées ne sont généralement pas en excellent état. Sur les 20 écoles transférées entre 1947 et 1954, neuf (soit 45 %) sont jugées vétustes²⁷⁷. Par conséquent, si le problème de surcharge des classes est réduit, celui de la vétusté des infrastructures demeure. Enfin, les

²⁷³ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 97.

²⁷⁴ Notons que lorsque le transfert de l'école de la division 1 vers la division 2 est devenu clair, certains parents blancs ont fait connaître leur désir que l'école soit fréquentée par des élèves blancs et noirs, et que certains parents noirs se sont montrés favorables à cette idée. (NESBITT, *Non-White Residential Dispersion*, p. 9)

²⁷⁵ *Hearings on District of Columbia Appropriations for 1951*, Subcommittee of the Committee on Appropriations, House of Representatives, p. 263. (NESBITT, *Non-White Residential Dispersion*, p. 9)

²⁷⁶ Le nombre total d'enseignants dans les écoles publiques washingtoniennes passe de 3 134 en 1945 à 3 381 en 1952, tandis que le nombre d'élèves passe de 96 224 à 103 578. (*Statistical Abstract of the United States*, 1948 à 1956, US Department of Commerce, Bureau of the Census)

²⁷⁷ Elles ont un score inférieur à 400 dans la classification de Strayer et Englehart (E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, ch. 1)

transferts suscitent presque inmanquablement des tensions raciales. Le transfert d'un établissement d'une division à une autre implique l'affectation des enfants blancs à une autre école, en général plus éloignée de leur domicile. Cela pousse généralement les parents d'élèves blancs à protester et à s'organiser pour défendre « leur » école. De leur côté, les parents noirs acceptent avec réticence de se voir attribuer des écoles de seconde main et ils réclament davantage de moyens pour faire face à la surcharge des écoles au sein de leur système scolaire²⁷⁸.

Un exemple de controverse est le débat suscité en 1950 par le transfert du vieux bâtiment du lycée Central aux élèves noirs du lycée Cardozo. Le lycée blanc comptait de nombreuses places vides, alors que les 1 800 élèves du lycée noir voisin de Cardozo suivaient leurs cours en trois roulements et ne disposaient pas de bibliothèque, de gymnase, de stade, d'auditorium ni de cantine décentes. Néanmoins, les parents d'élèves blancs protestent vigoureusement contre le transfert²⁷⁹.

La tension qui accompagne les transferts contribue à alimenter les rancœurs entre Noirs et Blancs dans la capitale. De plus, malgré ces tentatives pour rétablir un certain équilibre en matière d'infrastructures scolaires, les autorités ne parviennent pas à agir suffisamment vite pour compenser les changements démographiques. En janvier 1950, le président du Conseil scolaire affirme ainsi lors d'auditions devant la sous-commission budgétaire de la Chambre sur le District :

« Notre plus grand problème, comme l'a déclaré le superintendant Corning, est que les nouveaux déplacements de population, dans le contexte d'un double système scolaire, sont un problème communautaire qui transcende l'autorité du Conseil scolaire et du superintendant des écoles. »²⁸⁰

Au sein d'un système totalement ségrégué, quelques exceptions commencent à apparaître quoique de manière marginale. Elles reflètent un début de changement des mentalités. En juin

²⁷⁸ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, 1954, p. 273; C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 10; E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 96.

²⁷⁹ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 96.

²⁸⁰ "Our greatest trouble is, as Superintendent Corning said, the changing shifts of population under the dual system of schools in Washington is a community matter that transcends the authority of the Board of Education and the Superintendent of schools." (Hearings on District of Columbia Appropriations for 1951, Subcommittee of the Committee on Appropriations, House of Representatives, p. 263; G. NESBITT, *Non-White Residential Dispersion*, p. 8)

1953, les trois syndicats locaux d'enseignants affiliés à l'*American Federation of Teachers* (AFT)²⁸¹, votent ainsi la création d'une section unique. La *Teachers' Union of the District of Columbia* est créée en septembre 1953²⁸².

Au printemps 1954, le constat sur l'état et l'équité au sein des écoles publiques reste néanmoins négatif. Une étude effectuée par le Fonds pour le progrès de l'éducation²⁸³ déclare que :

« Quelle que soit la perspective envisagée, la division noire des écoles [publiques] reste inférieure à la division blanche. Les crises financières et autres sont devenues la norme dans la capitale à cause des efforts permanents destinés à maintenir un système scolaire totalement ségrégué dans une ville où les limites des quartiers noirs et blancs se déplacent rapidement²⁸⁴. ».

2. Le cas de l'enseignement supérieur

La situation dans les universités de la capitale est plus ouverte que dans les écoles publiques. À partir du milieu des années 1930, les pratiques des universités washingtoniennes ont commencé à évoluer vers une déségrégation croissante. C'est notamment le cas au sein de la *Catholic University*, qui est revenue à une politique de déségrégation, et de l'*American University*²⁸⁵.

Le mouvement s'accélère après la Seconde Guerre mondiale. L'*American University* étend sa déségrégation en admettant à partir de 1948 des étudiants noirs au sein de sa faculté des arts et sciences. Au même moment, l'université Georgetown commence à accepter des étudiants en faculté de droit²⁸⁶ et en premier cycle²⁸⁷. Enfin, l'université Gallaudet commence à accepter des étudiants noirs en 1950. Elle en compte sept en 1953.

²⁸¹ Fédération Américain des Enseignants. Elle est elle-même affiliée à l'*American Federation of Labor* (AFL).

²⁸² COOKE, *Present Status*, 1955, p. 206.

²⁸³ Fund for the Advancement of Education

²⁸⁴ "By any measurement, the Negro division of the Washington school system has remained inferior to the white. Continuing effort to superimpose a rigidly segregated school system on a rapidly shifting residential pattern has made crises financial and otherwise the norm in Washington schools." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 97)

²⁸⁵ COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 342.

²⁸⁶ Le premier diplômé, Elmer Henderson, sort en 1951 (R. Slater, "The Blacks who First Entered the World of White Higher Education," *The Journal of Blacks in Higher Education*, 1994, p. 47-56).

²⁸⁷ Le premier diplômé, Samuel Halsey Jr., sort en 1952 (R. Slater, "The Blacks who First Entered the World of White Higher Education," *The Journal of Blacks in Higher Education*, 1994, p. 47-56).

En 1954, la ségrégation stricte au sein de l'enseignement supérieur washingtonien se limite donc à l'université George Washington et aux deux centres de formation des enseignants que sont *Miner* et *Wilson Teachers' College*²⁸⁸. Ainsi que mentionné plus haut, l'auditorium Lisner de l'université George Washington a été déségrégué en 1948, mais l'université elle-même est restée ségréguée, malgré les évolutions intervenues dans les autres institutions²⁸⁹. Les deux centres de formation d'enseignants restent également ségrégués. Dans ce cas, la responsabilité revient au Conseil scolaire et non aux présidents des centres en question. Le président de *Wilson*, Walter E. Hager, a clairement affirmé sa position en faveur de la déségrégation. Dans son rapport au superintendant Corning en 1950 il déclare ainsi : « (...) la future déségrégation des écoles semble être une certitude aussi absolue que la victoire à terme de la justice sur l'injustice. (...) La fusion des deux centres de formation d'enseignants constituera un premier pas très appréciable.²⁹⁰ » Le Conseil ne tient pas compte de cette position. De son côté, la FCA fait circuler une pétition pour demander le renvoi de Walter Hager²⁹¹.

Malgré la politique de ségrégation en place, des exceptions permettent à certains étudiants noirs de fréquenter *Wilson*. Les étudiants en question ne suivent pas un cursus classique et ne prétendent donc pas à l'obtention du diplôme. L'un d'entre eux suit ses travaux pratiques à *Wilson* dans le cadre de ses études à la *Graduate School* du ministère de l'agriculture. D'autres étudiants sont des Noirs étrangers qui suivent un cours préliminaire à *Wilson* avec d'autres étudiants étrangers avant d'aller étudier dans d'autres universités du pays. Ces cas restent néanmoins marginaux. En 1954, la ségrégation demeure la règle et la mixité l'exception à *Wilson*, *Miner* et à l'université George Washington.

²⁸⁸ COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 346.

²⁸⁹ COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 344.

²⁹⁰ "... non-segregated schools appear to be in prospect as surely as is the ultimate victory of right over wrong. ... An eminently desirable first step will be the merging of the two teachers colleges." (W. HAGER, *Report of the President for the Academic Year Ending June 30, 1950*, *Wilson Teachers College*, 1950)

²⁹¹ COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 345.

3. Actions contre la ségrégation

La persistance de la ségrégation scolaire au début des années 1950 n'est pas due à une absence de protestation. La mobilisation lancée dans les années 1930 par la NAACP et d'autres associations n'a certes pas été maintenue de façon constante au cours des deux décennies suivantes, mais elle ne s'est pas non plus éteinte. Des mouvements périodiques ont eu lieu au fil des ans, comme l'action en justice de Sohn Davis contre le Conseil scolaire en 1944²⁹².

Entre 1945 et 1954, l'opposition à la ségrégation scolaire reprend de la vigueur. Les manifestations et actions en justice se multiplient. Les manifestations et les *sit-in* ont en général lieu dans des écoles blanches auxquelles des parents noirs réclament l'accès. Les actions en justice dénoncent les inégalités, la vétusté des écoles noires, le principe de l'enseignement à temps partiel, ou encore le manque d'écoles maternelles pour les Noirs²⁹³.

Les actions sont initiées par différentes organisations. Au premier rang se trouvent sans surprise les associations de défense des droits civiques comme la NAACP, ou encore l'AVC, qui est très actif sur ces questions. Mais on constate aussi la présence d'associations de parents d'élèves comme le *Consolidated Parents Group* (CPG), d'associations religieuses comme l'AFSC, ou d'organisations politiques comme le Parti progressiste.

L'année 1947 marque particulièrement la reprise de la contestation. Elle voit naître plusieurs actions déterminantes. L'une des premières d'entre elles est plutôt originale. Elle concerne une jeune femme blanche qui proteste contre l'interdiction qui lui est faite de fréquenter un lycée noir. En février 1947, Karla Galarza, une jeune femme d'origine mexicaine²⁹⁴ de 22 ans, s'était inscrite dans un lycée technique noir pour suivre des cours de couture. Dès qu'il a connaissance

²⁹² M. Davis, un parent d'élève noir du Nord-Est, demande au Conseil scolaire que son enfant de cinq ans soit admis dans l'école blanche de son quartier plutôt que d'avoir à marcher six kilomètres chaque matin pour se rendre à l'école noire la plus proche. Devant le refus des autorités, M. Davis porte plainte contre le Conseil le 23 mars 1944. L'affaire devient finalement caduque, car avant le procès, le Conseil demande au Congrès des fonds pour construire une école noire à deux pas du domicile de Mr. Davis, et une structure temporaire est érigée en attendant. (M. MORTON, *op. cit.* (note 266), p. 334-335)

²⁹³ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 96.

²⁹⁴ Dans les années 1940, les Américains d'origine mexicaine sont décomptés comme blancs, et non hispaniques, noirs ou « autres ».

de sa situation, quelques mois plus tard, l'adjoint au superintendant pour les écoles noires ordonne à Mlle Galarza de changer d'école et de s'inscrire dans un lycée blanc. La jeune femme refuse, expliquant qu'aucune école blanche ne propose l'équivalent du cours qu'elle suivait, avec un professeur noir qui a étudié à Paris et à Londres²⁹⁵. L'affaire est portée devant le Conseil scolaire qui tranche en sa défaveur.

L'année 1947 voit aussi le début de la croisade du CPG pour la déségrégation des écoles. Cette année-là, le collège noir Browne est surchargé.

Figure 156 - Manifestation de parents contre la ségrégation scolaire, ca. 1947

La solution du Conseil scolaire est d'allouer au collège des salles situées dans deux vieilles écoles primaires blanches des environs. L'association des parents et des professeurs du collège proteste et



demande que les établissements blancs soient ouverts à tous les élèves. L'un des parents d'élèves est Gardner Bishop. Il se méfie de la volonté et des intentions de l'association de parents d'élèves pour mener cette lutte et préfère lancer avec d'autres parents un mouvement plus énergique, qui se baptise de *Consolidated Parents Group*. L'objectif du groupe est d'obtenir la déségrégation scolaire dans la capitale. Avec le soutien de la NAACP, parents et enfants appellent au boycott du collège et protestent auprès du Conseil scolaire. Ils contestent la politique d'allocation des ressources du Conseil, la pratique de transformer les vieilles écoles

²⁹⁵ J. SHEPHARD, "Girl Jolts D.C. School System – Defies Edict To Quit Negro Classroom Student Bases Claim On Equal Facilities; Father Backs Stand," *Chicago Defender*, 12 avril 1947, p. 1; "White girl ousted from negro school", *The Spartanburg Herald*, 5 avril 1947, p. 1; *The Afro-American*, 19 avril 1947.

blanches en écoles noires au lieu d'en construire des neuves pour les enfants noirs, et les longues distances que les enfants noirs doivent parfois parcourir pour aller dans une école noire quand il y en a une blanche au coin de la rue.

Parallèlement, le 11 avril, une élève de 13 ans du collège Browne, Marguerite Daisy Carr, porte plainte contre le Conseil scolaire par l'intermédiaire de son père. La collégienne exige la fin immédiate des inégalités entre les deux systèmes. La déclaration qui est lue en son nom au Conseil le 26 avril recense une liste d'inégalités parmi lesquelles l'enseignement à temps partiel, le raccourcissement des jours de classe, le raccourcissement de la durée des cours eux-mêmes, le nombre plus restreint d'options dans les écoles noires, ou encore le nombre insuffisant de manuels scolaires. Elle affirme que du fait de tous ces éléments, elle-même et ses camarades ne disposent pas d'une éducation équivalente à celles des élèves blancs. Elle réclame donc que les élèves noirs :

« soient immédiatement transférés sans considération raciale au collège le plus proche qui propose des journées scolaires de six heures composées de cours de 55 minutes, ainsi que l'ensemble des enseignements prévus au programme. »²⁹⁶

L'affaire *Carr v. Corning* sera jugée en appel le 14 février 1950 par la Cour fédérale d'appel pour le District de Columbia. Elle donnera raison au superintendant Corning sur la base de la doctrine « séparés mais égaux » instaurée par la Cour suprême avec l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de 1896²⁹⁷.

Suite à ces protestations et aux diverses actions en justice en cours ou attendues dans le futur, le Conseil scolaire se positionne et prend des mesures. Le 7 mai 1947, il annonce trois dispositions : le transfert de deux écoles élémentaires blanches à la division II, la modification de plans destinés à la construction d'un lycée blanc de façon à construire un lycée noir à la place et

²⁹⁶ “be immediately transferred to the junior high school, regardless of its racial use or designation by the Board of Education, nearest their respective homes which offers the standard six-hour day of instruction, composed of 55 minute periods; in which all of the approved courses in the curriculum are taught, and that she and they be accepted, enrolled, and instructed herein.” (M. MORTON, *op. cit.* (note 266), p. 335)

²⁹⁷ L'arrêt *Plessy v. Ferguson* postule que la ségrégation en soi ne remet pas en cause le principe d'égalité de traitement entre les Noirs et les Blancs dans la mesure où les Noirs comme les Blancs ont accès aux mêmes services, même si c'est de manière séparée. D'où le nom de « séparés mais égaux » pour qualifier cette doctrine.

la construction d'un collège noir sur un site occupé jusqu'à présent par un bâtiment vétuste utilisé par des élèves blancs. Par ailleurs, le superintendant remet le 21 mai au Conseil scolaire un rapport qui répond aux protestataires en général et à la déclaration de Marguerite Carr en particulier. Il expose huit arguments²⁹⁸ :

1. L'éducation à temps partiel a été très utilisée dans les deux divisions depuis 1921.
2. Le besoin de l'éducation à temps partiel résulte de fortes augmentations de la population noire, de déplacements de population, du peu de travaux entrepris pendant la guerre, de l'augmentation des coûts de construction et du manque de fonds pour entreprendre des réparations.
3. Le Conseil scolaire a pris des mesures pour éliminer l'éducation à temps partiel au collège Browne en construisant le collège Miller.
4. Le Conseil a pris des mesures pour éliminer le manque de manuels scolaires et de professeurs au collège Browne. Sept professeurs supplémentaires ont été affectés au collège, ramenant le quota à 28,4 élèves par professeurs (le ratio recommandé est de 28).
5. La construction d'écoles temporaires a été étudiée et déclarée infaisable.
6. L'égalité absolue des chances scolaires est impossible. L'objectif est une égalité des chances raisonnable.
7. Le Conseil attribue et dépense actuellement le budget des écoles sur la base de la population scolaire de la ville, afin de favoriser au mieux l'égalité des chances pour les élèves noirs.
8. La loi ne permet pas au Conseil de transférer des élèves d'une école à une autre sans tenir compte de leur race.

Au 31 décembre 1947, les actions de protestation ont eu deux conséquences majeures : le déblocage de fonds par le Congrès pour construire ou reconstruire huit écoles dans la capitale et la demande auprès du professeur George Strayer, de l'université Columbia, de préparer un rapport sur les écoles noires du District²⁹⁹.

Comme nous l'avons vu plus haut, le rapport de George Strayer dresse un tableau sans concession de la situation des écoles noires. Il affirme que les salles de classe, le nombre d'enseignants et les fonds ne sont pas suffisants pour une population scolaire croissante. Il déclare également que pour ramener les écoles noires au niveau des écoles blanches, il faudrait que le Conseil scolaire leur accorde 75 % du budget total. De plus, bien que cela ne soit jamais

²⁹⁸ M. MORTON, *op. cit.* (note 266), p. 335.

²⁹⁹ F. CURRO CARY (dir.), *Washington Odyssey: A Multicultural History of the Nation's Capital*, p. 221.

explicite, il est implicite tout au long du rapport que la déségrégation des écoles serait une solution de fonctionnement plus efficace et moins coûteuse. La parution du rapport Strayer ne met toutefois pas miraculeusement fin à la ségrégation scolaire dans la capitale. La déségrégation viendra seulement après de nouvelles actions des parents, enseignants et associations locales, et surtout une décision de la Cour suprême en 1954³⁰⁰.

Les réclamations et actions se poursuivent donc. Fin 1950, les élèves noirs de l'école Daniel A. Payne organisent quatre jours de grève pour protester contre le manque de moyens dans leur école³⁰¹. L'année suivante, des militants civils et religieux se rencontrent pour lancer des études sur l'amélioration des écoles publiques locales ainsi que des programmes d'action contre les inégalités en matière scolaire. Le groupe comprend des membres d'horizons variés. Il rassemble des délégués de syndicats enseignants, des associations de parents d'élèves, de la NAACP, de l'*Urban League*, du CPG, de l'AFSC, d'églises, d'organisations féministes, d'associations citoyennes et de clubs divers. Le groupe se constitue officiellement en Comité conjoint sur l'éducation³⁰². Ses membres présentent leurs arguments au Conseil scolaire, écrivent des lettres aux journaux et s'expriment lors de réunions dans toute la ville³⁰³. L'AFSC organise une série de séminaires à destination des enseignants de la capitale pour les aider à concevoir leur rôle et leur position dans un système déségrégué. Ces séminaires sont suivis par plus de 180 personnes, parmi lesquelles 27 principaux, 3 principaux adjoints et 130 professeurs. Au total, 88 écoles sont représentées : 55 écoles primaires (moins de la moitié des écoles de la ville), 18 des 21 collèges, les 11 lycées et les deux centres de formation d'enseignants. Chaque séminaire offre pendant une journée et demie la possibilité aux participants d'écouter les contributions de personnes qui ont de l'expérience dans le domaine et de débattre de ces questions³⁰⁴.

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 221.

³⁰¹ *Ibid.*, p. 221.

³⁰² Joint Committee on Education

³⁰³ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 23.

³⁰⁴ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, 1954, p. 280.

Le premier sit-in scolaire a lieu en 1952. Le 3 mars, Smallwood Williams, pasteur noir, entre à l'école élémentaire blanche Wheatley en compagnie de son fils Wallace afin de l'y inscrire. L'école Wheatley est la plus proche de son domicile et il ne voit pas pourquoi son fils devrait fréquenter une école plus éloignée que celle-ci, qui dispose de nombreuses places libres. Il refuse de partir tant que son fils n'aura pas été inscrit. Le pasteur reste

Figure 157 - *The Washington Afro-American*, 4 mars 1952



dans l'école toute la matinée. Son épouse le remplace l'après-midi, en vain. Le lendemain, quand il se présente à l'entrée, Carl Hansen³⁰⁵, appelé en renfort par la directrice de l'école, lui bloque le passage. Si le pasteur veut pénétrer dans l'école, il sera obligé de bousculer Hansen et se placera alors en infraction. Il hésite et renonce finalement, repartant chez lui avec son fils³⁰⁶.

Pendant ce temps, les actions en justice suivent leur cours. En 1952, la Cour de justice fédérale pour le District de Columbia statue en faveur d'un enfant sourd noir dans une affaire ouverte deux ans auparavant. En 1950, les parents du jeune garçon ont intenté avec l'appui de l'AVC un procès au Conseil scolaire pour exiger son admission à l'école spécialisée Kendall Green³⁰⁷. L'école comptait l'année précédente 92 élèves issus non seulement de la capitale et d'autres États, mais également de l'étranger. En revanche, elle n'accueillait aucun élève noir et refusait à ce titre d'inscrire le fils des plaignants, ce qui obligeait celui-ci à fréquenter une école spécialisée située dans un autre État. La décision de justice de 1952 constitue une demi-victoire. En effet, les enfants noirs peuvent désormais s'inscrire à Kendall, et dès l'année suivante, ce sont 16 enfants et quatre enseignants noirs qui fréquentent l'école. Néanmoins, ils ne sont acceptés que dans des classes ségréguées³⁰⁸.

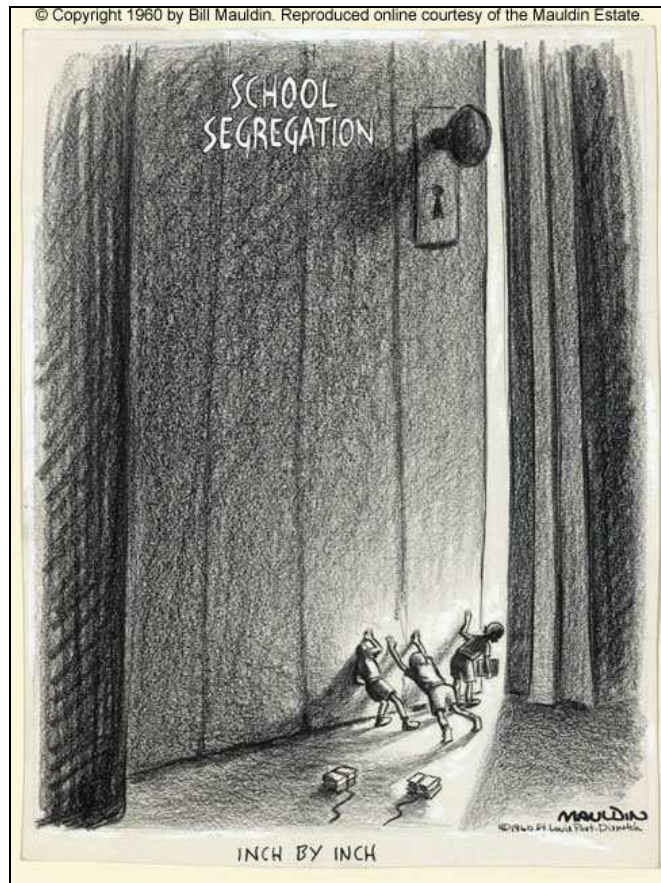
³⁰⁵ Carl Hansen, futur superintendant, est alors membre de l'administration scolaire.

³⁰⁶ C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 13-14; *The Washington Afro-American*, 4 mars 1952, p. 1.

³⁰⁷ L'école *Kendall Green* est une école washingtonienne pour enfants sourds gérée par la *Columbia Institution for the Deaf*. Elle comprend une école maternelle (créée en 1946) et une école primaire.

³⁰⁸ F. CURRO CARY, *op. cit.* (note 229), p. 221.

Figure 158 - Cartoon de Bill Mauldin, 1960



Le contexte change peu à peu dans la capitale. Le ministère de l'Intérieur déségègue ses aires de jeu et ses salles de spectacle. Les théâtres, cinémas et restaurants font également tomber les barrières raciales³⁰⁹. Dans les premiers temps, les tribunaux font la sourde oreille aux affaires de ségrégation scolaire. Les plaignants du collège Sousa (affaire *Bolling v. Sharpe*) ont ainsi été déboutés devant la Cour de justice fédérale pour le District. Peu à peu, néanmoins, les arguments des parents noirs sont entendus.

B. La décision du 17 mai 1954

La multiplication des affaires concernant la ségrégation scolaire et les décisions défavorables des tribunaux locaux dans plusieurs États incitent la Cour suprême à statuer sur la question. La Cour rassemble cinq affaires similaires issues de quatre États (Delaware, Kansas, Caroline du

³⁰⁹ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 23.

Sud et Virginie) et du District de Columbia en une seule, que l'on connaît sous le nom de *Brown v. Board of Education of Topeka, Kansas*.

L'affaire concernant la capitale est l'affaire *Bolling v. Sharpe*. Elle débute à l'automne 1950, lorsque 11 élèves noirs se voient refuser l'inscription au collègue John

Philip Sousa du fait de leur couleur de peau. L'établissement est un nouveau collège blanc en sous-effectif situé dans le *Southeast*, où le collège noir le plus proche est surchargé. Le 11 septembre 1950, Gardner Bishop et Nicholas Stabile, du CPG, se présentent au collège avec le jeune

Figure 159 - Spottswood Bolling (premier rang au centre), par George Skadding, *Life Magazine*, avril 1954



Spottswood Bolling et 10 autres élèves noirs pour les inscrire. Ils sont escortés par les forces de l'ordre et une armée d'avocats. Le principal refuse de les inscrire.

Devant l'échec de cette tentative, la réponse des parents est double. D'une part, des manifestations sont organisées. Le 21 novembre par exemple, le *Southeast Club of the District of Columbia Progressive Party* brandit des pancartes devant le bâtiment administratif du collège. On peut y lire : « Enseignez la démocratie, pas l'hypocrisie », « Le double système scolaire est du gaspillage », ou encore « Le Conseil scolaire prône la ségrégation »³¹⁰. D'autre part, en 1951, le CPG porte l'affaire devant les tribunaux. L'avocat James Nabrit³¹¹ dépose plainte contre C. Melvin Sharpe, le président du Conseil scolaire de Washington, au nom de Spottswood Bolling et des autres élèves. L'argument défendu par Nabrit est que la ségrégation scolaire est

³¹⁰ "Teach Democracy, Not Hypocrisy," "Dual Schools Waste Money," "Segregation is Board of Education." (C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 10)

³¹¹ C'est initialement Charles Houston, avocat de la NAACP, qui s'est occupé de l'affaire et a commencé à préparer le dossier. James Nabrit la reprend lorsque Houston est frappé par une crise cardiaque.

inconstitutionnelle car elle viole le cinquième amendement à la Constitution et plus précisément le droit des enfants noirs à un jugement en bonne et due forme pour toute entrave à leurs libertés³¹².

En première instance, les plaignants sont déboutés par la Cour municipale de justice. Le juge Walter Bastian se base sur la décision locale récente *Carr v. Corning*, selon laquelle la ségrégation scolaire est constitutionnelle. Avant que les plaignants ne fassent appel de la décision, la Cour suprême demande à statuer sur le dossier. L'affaire est entendue par les magistrats suprêmes les 10 et 11 décembre 1952, puis le 9 décembre 1953, parallèlement aux quatre affaires similaires.

La décision est rendue le 17 mai 1954. Dans le cas de l'affaire washingtonienne *Bolling v. Sharpe*, la Cour suprême rend un avis unanime. Le président de la Cour proclame au nom des neuf juges suprêmes :

« Nous déclarons que la ségrégation raciale dans les écoles publiques du District de Columbia est un déni de justice qui va à l'encontre du 5^e Amendement à la Constitution. »³¹³ Dans un contexte de plus en plus propice aux droits civiques, la décision de la Cour suprême n'est pas inattendue, mais elle fait tout de même l'effet d'une bombe dans le pays. Ses répercussions seront majeures et durables.

Figure 160 - *The Washington Afro-American*, 18 mai 1954



³¹² Les plaignants issus d'États de l'Union se basent sur la violation du 14^e amendement (égalité de traitement) et non sur le 5^e pour affirmer l'inconstitutionnalité de la ségrégation scolaire, mais les Washingtoniens ne peuvent se baser sur le 14^e amendement, car il s'applique aux États et que le District n'est pas un État.

³¹³ "We hold that racial segregation in the public schools of the District of Columbia is a denial of the due process of law guaranteed by the 5th Amendment of the Constitution." (p. 347)

1. Soutien et anticipation des autorités locales

La décision de la Cour suprême est une première étape nécessaire mais loin d'être suffisante pour assurer la mise en œuvre de la déségrégation scolaire. Ainsi, en Virginie, du fait de résistances fortes et nombreuses, l'application de la décision sera loin d'être immédiate. Dans la capitale, toutefois, le changement se produit de manière relativement rapide et efficace. Les deux branches du système scolaire sont fusionnées dès le mois de septembre 1954, abolissant de fait la dualité qui existait auparavant. La carte scolaire est modifiée, l'organisation administrative est adaptée et une nouvelle politique d'affectation des enseignants et du personnel administratif est mise en place. Les écoles publiques passent dès le mois de septembre 1954 à un système scolaire unique dans lequel 73 % des écoles accueillent des élèves noirs et blancs³¹⁴.

L'une des principales raisons pour lesquelles le processus se déroule rapidement et dans le calme est le comportement des autorités locales et nationales, qui soutiennent pleinement l'application de la décision judiciaire. Dès que la décision est rendue publique, le président Eisenhower déclare son espoir que la déségrégation des écoles de la capitale devienne un modèle pour le Sud et pour la nation entière³¹⁵. Les commissaires du District apportent également leur soutien à la décision de la Cour. Les nombreux articles de presse favorables à la déségrégation ne sont pas non plus étrangers à la réussite de la déségrégation³¹⁶.

Au-delà de l'appui politique local et national, l'ampleur et l'efficacité de la déségrégation peuvent être rattachés directement à une cause majeure : la politique claire et ferme du Conseil scolaire³¹⁷. La réaction rapide du Conseil à la décision de la Cour suprême est possible seulement car cette décision a été anticipée.

³¹⁴ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 3; C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 24.

³¹⁵ Il fait une déclaration en ce sens le 18 mai 1954.

³¹⁶ C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 23; E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 3, 24; OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 273; E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 92.

³¹⁷ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 208.

Le travail préparatoire du Conseil a débuté plusieurs années auparavant. Les premières mesures d'anticipation de la déségrégation sont prises dès décembre 1952, lorsque la Cour suprême entend l'affaire *Bolling* pour la première fois. Dans un souci de concertation, le Conseil invite les organisations locales et les simples citoyens à donner leur avis sur la meilleure façon de procéder à la déségrégation. Parmi les 144 réponses reçues, un tiers environ se limitent à donner un avis pour ou contre la déségrégation, mais toutes les autres soumettent des propositions concrètes. Un consensus se dégage aisément sur deux points : les élèves devront être affectés à leur école sur des critères exclusivement géographiques et les professeurs devront être recrutés exclusivement sur des critères de compétence. Des divergences apparaissent néanmoins sur la rapidité avec laquelle la déségrégation devrait être mise en place et sur les aspects pratiques de la déségrégation du corps enseignant. C'est un débat qui parcourt l'ensemble de la ville³¹⁸. Dans une perspective identique, le Conseil propose ensuite une journée de travail avec des administrateurs et des consultants qui ont de l'expérience en matière de déségrégation scolaire. Les ateliers sont organisés à l'attention des principaux et des cadres administratifs.

2. Mise en place de la déségrégation

Lorsque la décision de la Cour suprême est rendue, l'administration est préparée et disposée à la mettre en œuvre. Walter Tobriner, membre du Conseil scolaire, remarque ainsi le 17 mai que :

« la décision d'aujourd'hui n'est ni une victoire pour les Noirs ni une défaite pour les Blancs. Elle constitue simplement un pas de plus vers une liberté et une moralité plus grandes dans la vie de tous les Américains³¹⁹. »

Le Conseil scolaire réagit dès le lendemain. Le 18 mai, une réunion conjointe du Conseil et des trois commissaires de la ville est organisée pour discuter de la planification du processus de

³¹⁸ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, 1954, p. 279-280.

³¹⁹ "Today's decision is neither a victory for Negroes nor a defeat for whites. It is simply one further step in the unfolding of a greater freedom and decency in the life of all Americans." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 92-93)

déségrégation. Le jour suivant, le Conseil charge une commission spéciale de trois membres de rédiger la nouvelle politique scolaire sous la présidence de Walter Tobriner.

La déclaration du Conseil est politiquement forte, car elle établit de grands principes qui serviront de socle à la mise en œuvre du nouveau système, mais elle ne résout pas les problèmes pratiques posés par la mise en place de la déségrégation. Il faut en particulier choisir les procédures précises d'affectation des élèves et des enseignants et déterminer les modifications à apporter à l'administration scolaire. Le Conseil demande donc à Hobart Corning de réfléchir aux étapes pratiques de la déségrégation et de proposer un projet le 23 juin 1954. M. Corning est également chargé de procéder au nouveau découpage de la carte scolaire pour le 1^{er} juillet³²⁰.

Dès le 25 mai, M. Corning publie une déclaration de principe destinée à guider la procédure de déségrégation (voir l'[annexe 5](#) pour le détail de cette déclaration). La plupart de ces principes sont une duplication de ceux proposés par la commission Tobriner. La déclaration est toutefois contestée, car elle contient des dispositions qui assouplissent le système.

La première de ces dispositions est la mise en place d'une « option » qui autoriserait les élèves en cours de cursus à terminer leur scolarité dans l'école où ils l'ont commencée, même si ce n'est pas l'école dont ils dépendent selon la nouvelle carte scolaire. Corning envisage cette disposition afin de garantir la stabilité et de continuité de l'éducation. Les opposants affirment pour leur part que l'existence de cette exception retardera forcément le passage à une déségrégation totale. En effet, si les élèves en cours de cursus peuvent rester dans le même établissement jusqu'à la fin de leur scolarité, cela signifie que les entorses à la règle pourront se poursuivre de fait jusqu'en 1961³²¹.

³²⁰ E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 19.

³²¹ COOKE, *Present Status*, p. 209.

Le deuxième élément est la date visée pour la déségrégation totale du système scolaire. M. Corning prévoit une phase transitoire jusqu'à septembre 1955 alors que beaucoup souhaitent que la déségrégation soit effective dans son intégralité dès septembre 1954.

Malgré les réserves exprimées par de nombreuses associations locales³²², Hobart Corning conserve les deux mesures controversées dans la proposition qu'il soumet au Conseil scolaire. Ce dernier approuve le plan de route ainsi révisé le 23 juin 1954. C'est un plan progressif qui comprend des étapes à court et moyen terme à partir de septembre 1954, et un objectif de déségrégation totale en septembre 1955, exceptions mises à part³²³. Le superintendant affirme clairement : « nous éviterons de réaffecter de façon artificielle et immédiate un grand nombre d'élèves, de professeurs et de personnels administratifs car cela provoquerait des perturbations. »³²⁴ Le plan de route comprend également la déségrégation des centres de cours du soir et la fusion des centres de formation d'enseignants. Il est enfin prévu que tous les professeurs conservent leur emploi³²⁵.

La règle en matière d'affectation est que les élèves qui intègrent le système scolaire washingtonien ou qui intègrent un nouveau niveau de classe seront affectés dans l'école qui dessert leur zone de résidence. Cela concerne au premier chef les écoliers de maternelle, de CP (*1st grade*), et ceux qui viennent d'emménager dans une zone donnée, qu'ils aient étudié dans la capitale auparavant ou non. Pour les élèves en cours de cursus dans l'école qui correspond à leur zone d'affectation, rien ne changera. Les élèves en cours de scolarité dans une école extérieure à leur zone y seront inscrits par défaut en septembre 1954. Ils pourront toutefois demander dès la

³²² Bon nombre d'associations qui ont travaillé ensemble pour la déségrégation des écoles sont opposées au système de l'« option ». Parmi ces associations : l'*American Council on Human Rights*, l'*American Friends Service Committee*, l'*American Veterans Committee*, les *Americans for Democratic Action*, l'*American Jewish Congress*, le *Catholic Interracial Council*, la *Federation of Civic Associations*, le *Jewish Community Council*, la NAACP, l'*Unitarian Fellowship*, l'*Urban League*, la *Washington Ethical Society*, la *Washington Federation of Churches*, la *Washington Fellowship*, etc.

³²³ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 78.

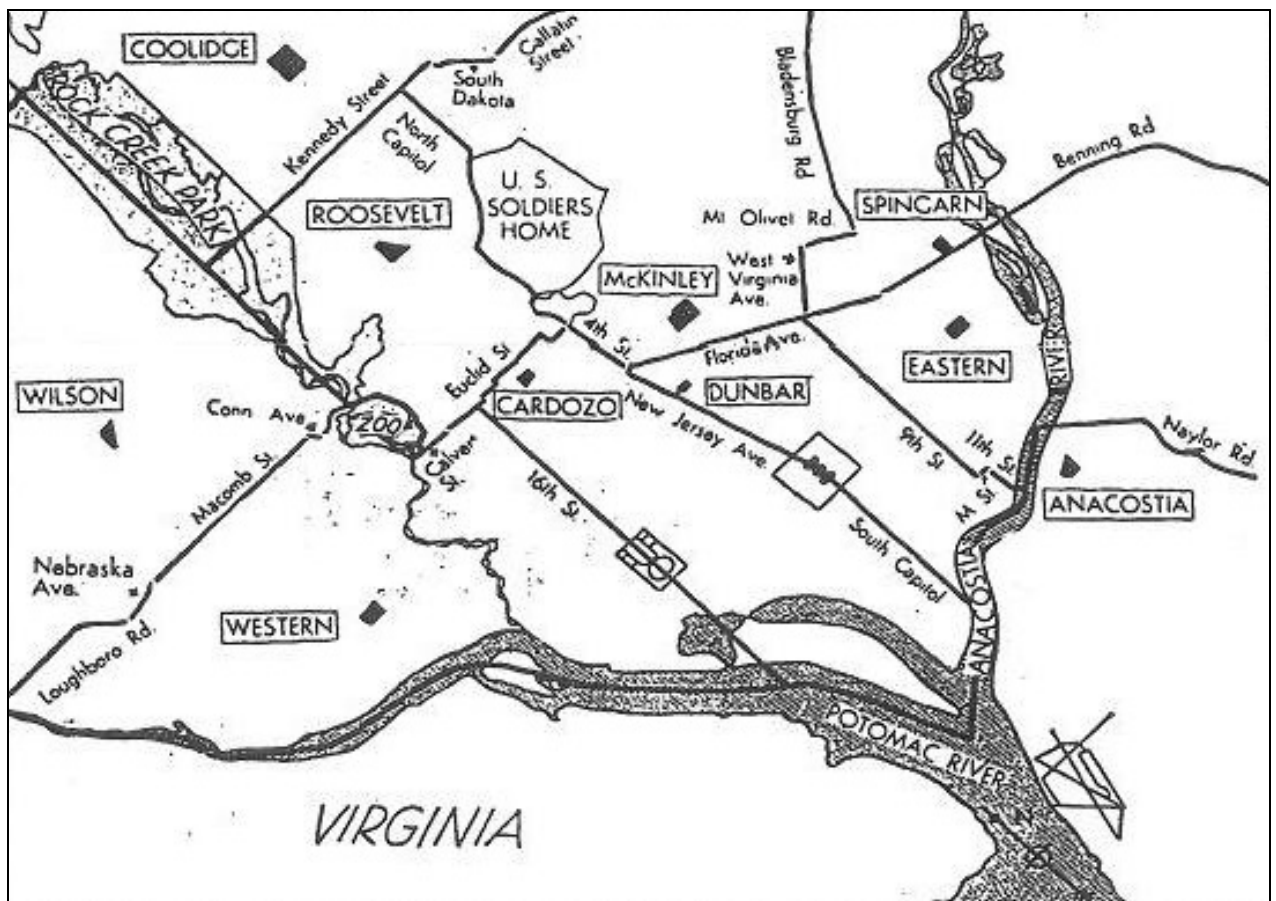
³²⁴ “artificial and immediate reassignments of large numbers of pupils, teachers, and officers would be disruptive and will be avoided.” (Report of the Superintendent of Schools to the Board of Education, p. 2, 25 mai 1954; OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 81)

³²⁵ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 209

rentrée un transfert vers l'école de leur zone. Les requêtes seront honorées dans la mesure des places disponibles³²⁶. Enfin, dans un souci de soulager les établissements surchargés, certains des élèves inscrits dans ces derniers (en général des établissements noirs) seront assignés à d'autres établissements pour l'année 1954-1955 jusqu'à ce que le nouveau système soit entièrement opérationnel en septembre 1955³²⁷.

Un premier plan de la nouvelle carte scolaire des lycées et des collèges est publié dans la presse le 2 juillet 1954.

Figure 161 - Projet de carte scolaire pour les lycées, *Washington Post*, 2 juillet 1954



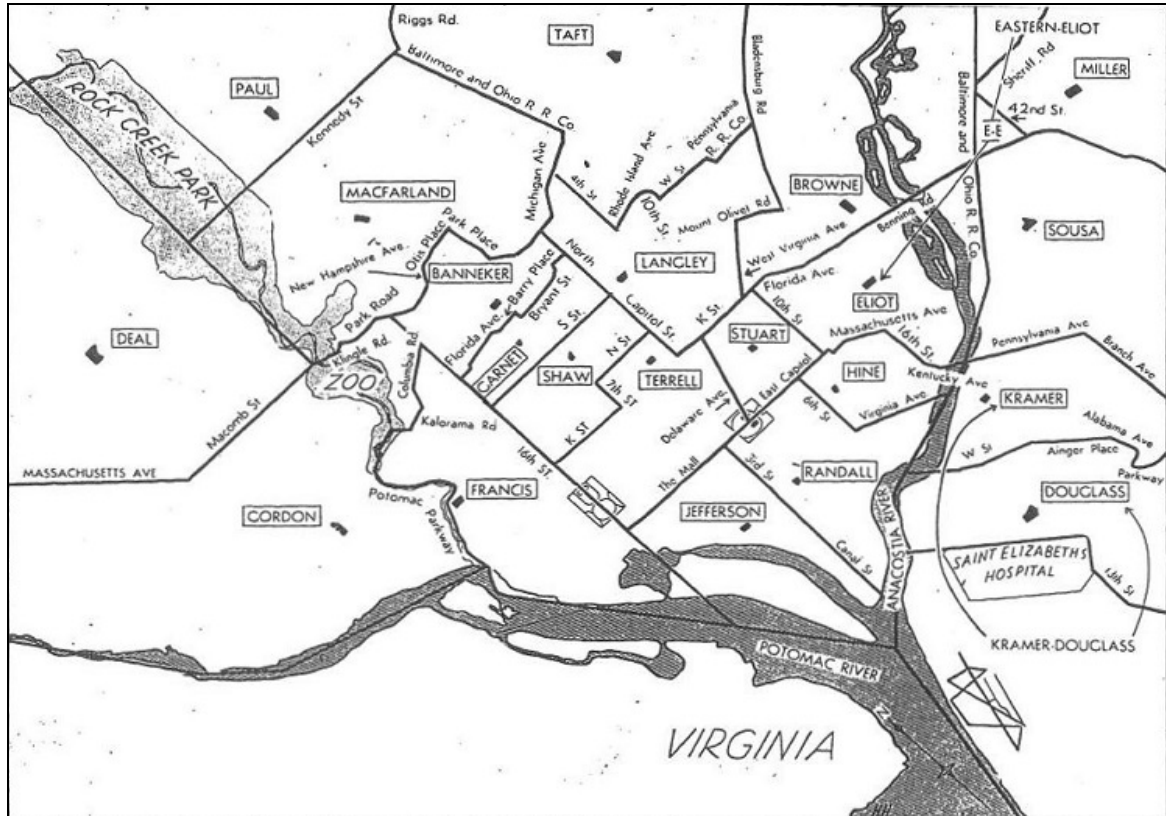
En septembre 1954, la priorité entre « exception » (élèves qui sont inscrits dans un établissement hors de leur zone et veulent y rester) et « transfert » (élèves qui sont inscrits dans un établissement hors de leur zone et veulent la réintégrer) va à ceux qui sont déjà inscrits dans un établissement donné. Ceux qui étudiaient ailleurs et veulent intégrer l'établissement de leur

³²⁶ Cela explique que certains élèves changent d'école en septembre et octobre 1954

³²⁷ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 78-79; COOKE, *Present Status*, 1955, p. 209.

zone ne sont pas prioritaires. Il est prévu d'inverser la priorité en 1955 en faveur des élèves qui souhaiteront réintégrer leur zone³²⁸. À partir de septembre 1955, tous les élèves (sauf exceptions) devront donc fréquenter les écoles de leur zone.

Figure 162 - Projet de carte scolaire pour les collèges, *Washington Post*, 2 juillet 1954



Du fait de la transition souple mise en place, la rentrée 1954 présente de nombreux cas de figure selon les situations personnelles des élèves. Tout d'abord, de nouveaux élèves assignés pour la première fois à un établissement selon la nouvelle carte scolaire. Deuxièmement, des élèves qui restent dans leur ancien établissement parce qu'ils le souhaitent, bien qu'ils n'en dépendent pas selon les nouvelles dispositions. Troisièmement, des élèves qui doivent rester dans leur ancien établissement bien qu'ils n'en dépendent plus, car il n'existe pour l'heure pas de possibilité de transfert pour eux. Enfin, certains élèves changent d'établissement parce qu'ils le veulent et le peuvent.

³²⁸ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 80.

La déségrégation des écoles ne concerne pas seulement les élèves. Étant donné que le système était intégralement ségrégué, le changement affecte également les enseignants des deux divisions et les deux administrations.

La déségrégation du corps enseignant est prise en main par le Conseil scolaire. Le plan de route mis en place distingue deux cas de figure : les nouveaux enseignants et ceux qui étaient en poste avant la rentrée de 1954. Dans le premier cas, il est décidé que les recrutements seront effectués selon les classements réalisés par un jury unique³²⁹ et l'affectation des nouveaux embauchés dépendra des besoins du service. Dans le second cas, les professeurs qui étaient en fonction dans un établissement resteront par défaut dans cet établissement en septembre 1954.

Les changements d'affectation seront ensuite gérés selon les trois règles suivantes :

- 1) Les professeurs ne seront mutés que pour répondre aux besoins du service et seront le cas échéant affectés à des postes qui correspondent au niveau de classe et à la discipline pour laquelle ils ont été formés.
- 2) Si des postes sont laissés vacants ou si un besoin d'enseignant supplémentaire apparaît dans une école donnée, les affectations seront déterminées afin d'utiliser au mieux le personnel disponible.
- 3) Les demandes de mutation effectuées par les professeurs seront satisfaites dans la mesure du possible.

La réorganisation de l'administration scolaire est un problème délicat. Le Congrès prend date rapidement de l'arrêt de la Cour suprême. Pour la commission des finances, déségrégation signifie avant tout économies en coûts de fonctionnement. Le projet de loi de finances pour l'année fiscale 1955 prévoit donc une réduction du budget des écoles de la capitale³³⁰. Dans les faits, la réorganisation administrative du système n'est pourtant pas immédiate. Comme le souligne le superintendant Corning, le besoin de procéder à la réorganisation du système n'occulte pas le problème posé par la duplication des postes au sein du système précédent. En effet, si l'on ne garde qu'un administrateur sur deux, nombre d'entre eux devront être renvoyés,

³²⁹ Board of Examiners

³³⁰ District of Columbia Appropriation Bill, Fiscal Year 1955, Report No. 1780, 83rd Congress, 2^d Session, 10 juin 1954, p. 2.

ce qui poserait des problèmes politiques importants. A contrario, si tous les doublons sont conservés, le gain attendu en efficacité et en coûts de fonctionnement ne se concrétisera pas³³¹.

Hobart Corning établit dans son rapport du 25 mai³³² les principes à suivre en matière de déségrégation de l'administration. Les principaux et leurs adjoints déjà en fonction resteront en poste ou seront transférés selon les besoins du service, de la même façon que les enseignants. Dans le cas des directeurs, directeurs adjoints et chefs de département, les postes seront pourvus à raison d'un pour l'ensemble du système, au lieu d'un par division dans le système antérieur. Selon le même principe, les personnels administratifs travailleront désormais sur une base municipale et non plus au sein d'une seule division³³³.

Au mois de septembre 1954, le Conseil scolaire dispose donc d'une feuille de route complète pour lancer le processus de déségrégation aussi bien au niveau des élèves que des enseignants et de l'administration.

3. Une opposition faible et vite maîtrisée

En dépit de l'anticipation des autorités et de leur réaction rapide à la décision de la Cour suprême, une certaine confusion existe dans les premiers mois de la déségrégation. Certaines décisions ont été prises très peu de temps avant la rentrée, d'autres sont prises en cours d'année scolaire. De plus, les règles transitoires mises en place pour la première année sont complexes et reposent sur deux cartes scolaires différentes appliquées en parallèle. Un relatif sentiment d'incertitude règne donc pendant l'été et au début de l'année scolaire³³⁴.

La rentrée se déroule toutefois dans de bonnes conditions si l'on considère la complexité de la transition à mettre en place. Dès le mois de septembre, 73 % des écoles ont des élèves blancs et noirs, près de 40 établissements ont des enseignants noirs et blancs et 23 % comptent des

³³¹ Cooke, *Present Status*, 1955, p. 213.

³³² Report of the Superintendent of Schools to the Board of Education, 25 mai 1954.

³³³ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 82-83.

³³⁴ "there was some feeling of confusion and uncertainty during the summer." (OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 86)

enseignants noirs et des élèves blancs³³⁵. De plus, aucun incident n'est rapporté le jour de la rentrée. Les enseignants et les forces de l'ordre se sont préparés au pire. Un mémorandum de la police déclare ainsi quelques jours avant :

« Il est raisonnable de s'attendre à quelques frictions entre les étudiants, en particulier dans les collèges et les lycées. (...) Nous n'avons pas de précédent à suivre, et nous ne pouvons pas non plus prédire avec précision les événements qui pourraient se produire à tel ou tel endroit³³⁶. »

Finalement, les forces de l'ordre mobilisées auprès des écoles n'ont pas à intervenir³³⁷. A posteriori, on constate que les risques de débordement avaient été surévalués. Le lendemain, le *Washington Post* peut ainsi titrer : « Calme rentrée des classes dans les écoles déségrégées du District³³⁸. »

Selon Ellis Knox, l'acceptation de la déségrégation des aires de loisir de la capitale a contribué à préparer le public à la décision du 17 mai 1954. « Au moment de la rentrée des classes en septembre 1954, » écrit-il, « la grande majorité des Washingtoniens rationnels était préparée et voyait l'inévitable se profiler d'un regard favorable. »³³⁹ Pourtant, la population locale reste à cette date très réservée sur la déségrégation des écoles. Si l'on en croit un sondage réalisé en juin 1954, un quart seulement des Washingtoniens sont favorables à la décision de la Cour suprême. Les trois quarts restants sont soit opposés, soit neutres, soit sans opinion sur la question³⁴⁰.

L'opposition n'est pas inexistante. L'action des opposants se manifeste de deux façons principales : les efforts de la FCA devant les tribunaux et les manifestations de certains parents et élèves devant leurs établissements scolaires³⁴¹.

³³⁵ C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 24.

³³⁶ “It is reasonable to expect that there may be some friction between students, particularly among the junior and senior high school groups (...) We have no precedent to follow, nor can we with any degree of accuracy predict what may occur at any given location.” (Memorandum Order No. 63, in E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 109)

³³⁷ Report of the Superintendent of Schools to the Board of Education, 22 septembre 1954.

³³⁸ “Integrated D.C. Schools Enjoy Calm Opening Day,” WP, 14 septembre 1954.

³³⁹ “When the schools opened in September, 1954, the vast majority of rationally minded Washingtonians were prepared and actually welcomed the inevitable.” (E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 24)

³⁴⁰ C. HANSEN, *Danger in Washington*, p. 57.

³⁴¹ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 210.

Une semaine avant la rentrée des classes, la FCA dépose une plainte devant la Cour de justice fédérale pour le District de Columbia afin d'obtenir l'interdiction temporaire de la déségrégation. L'association insiste sur le fait qu'elle n'est pas opposée à la déségrégation mais au projet qui vise à la rendre effective immédiatement. L'avocat de la FCA, Edward F. Colladay, qualifie le plan du Conseil scolaire d' « illégal, arbitraire et déraisonnable. » Selon M. Colladay, la mise en place brutale de la déségrégation et la désorganisation qui en résultera causeront des désagréments à de nombreux parents et élèves. La FCA appelle donc au maintien de la ségrégation jusqu'à ce que la Cour suprême s'exprime sur la procédure à suivre, et demande à la Cour fédérale³⁴² de suspendre immédiatement la déségrégation. Les autorités municipales répondent que la ségrégation des écoles a été jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême et que la réorganisation du système est de toute façon trop avancée à cette heure pour être interrompue sans créer le chaos. Le ministre de la Justice déclare de son côté qu'il juge le plan du Conseil scolaire « raisonnable et nécessaire ». Il réaffirme par ailleurs la volonté du président Eisenhower que la capitale « déségrègue ses écoles rapidement et serve ainsi de modèle aux autres États. »³⁴³ Quelques jours avant la rentrée, le juge Henry Schweinhaut rejette la requête de la FCA. Il invoque la clarté de l'arrêt de la Cour suprême et déclare : « Je suis convaincu que la requête soumise doit être rejetée. La Cour suprême a jugé sans équivoque que la ségrégation ne peut être admise dans les écoles. Le problème est réglé³⁴⁴ ».

Le deuxième mouvement contre la déségrégation vient des élèves eux-mêmes. Il se déclenche le 4 octobre 1954, soit trois semaines après la rentrée. Il intervient quelques jours après des mouvements similaires à Milford (Delaware) et Baltimore (Maryland), dont les media ont largement parlé³⁴⁵, et peu de temps après la manifestation organisée à Washington par des

³⁴² US District Court for the District of Columbia

³⁴³ *"bring about speedy school integration as a model to all the states."*

³⁴⁴ *"I am clearly of the opinion that the relief sought must be denied. The Supreme Court has unequivocally and categorically held there cannot be segregation in schools. That is the end of the matter."* (COOKE, Present Status, 1955, p. 211, OSBORNE, First Sixty days, p. 84)

³⁴⁵ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 85, COOKE, present status, 1955, p. 212.

parents d'élèves opposés à la déségrégation, illustrée par la photographie ci-dessous. Les manifestations affectent dans un premier temps trois lycées. Le lendemain, six collèges sont également touchés. Les élèves en question se mettent en grève, se rassemblent en groupes devant leurs établissements, et dans certains cas arborent des pancartes racistes et contre la déségrégation. Au total, 2 000 à 2 500 collégiens et lycéens participent au mouvement.

Figure 163 - Manifestation contre la déségrégation des écoles, Washington, septembre 1954



Washington Daily News Collection, DCPL

Le Congrès des associations de parents d'élèves et des syndicats enseignants³⁴⁶ et la Fédération des Eglises³⁴⁷ font des déclarations publiques contre les manifestants. Le président de la *National Association for the Advancement of White People* (NAAWP)³⁴⁸ ainsi qu'un député

³⁴⁶ Congress of PTA's

³⁴⁷ Federation of Churches

³⁴⁸ Association Nationale pour le Progrès des Blancs

du Sud leur apportent en revanche leur soutien. Les trois quotidiens de la ville publient des éditoriaux opposés aux manifestants et évitent de sur-médiatiser l'événement³⁴⁹.

Le calme est ramené par deux approches simultanées. D'une part, les forces de l'ordre et les autorités scolaires restent extrêmement fermes face aux élèves. D'autre part, l'occasion est donnée aux protestataires de faire état de leurs récriminations réelles ou imaginaires à l'encontre des autres élèves et d'en discuter³⁵⁰.

Les autorités scolaires réagissent fermement et rapidement face au mouvement de contestation. Dès le 4 octobre, M. Corning déclare :

« Les écoles publiques du District de Columbia fonctionnent depuis trois semaines de façon déségrégée, en conformité avec la décision de la Cour suprême selon laquelle la ségrégation scolaire est inconstitutionnelle. Les élèves ont accepté le programme mis en place par le Conseil scolaire et ont poursuivi leur scolarité en accord avec les décisions des autorités. Certains, toutefois, ont aujourd'hui décidé de suivre l'exemple d'incidents intervenus dans d'autres villes. Ils n'ont pas assisté à leurs cours et ont incité leurs camarades à faire de même.

« En tant que superintendant des écoles, je rappelle que les écoles continuent à fonctionner en conformité avec les mesures du Conseil scolaire et de la Cour suprême. J'ai toute confiance dans le jugement et l'esprit citoyens des élèves washingtoniens et je suis convaincu qu'ils ne compromettent pas leur scolarité par des manifestations de la sorte. L'année scolaire ne dure que 180 jours, et aucun élève, en particulier au lycée, ne peut se permettre des absences non nécessaires. Les élèves qui ont déserté les salles de classe aujourd'hui devraient évaluer cette expérience en termes de perte de travail scolaire. Les parents de ces élèves devraient réaliser leur responsabilité envers les élèves et la communauté de s'assurer que leurs enfants sont bien en classe et ne prennent pas part à de telles manifestations. »³⁵¹

Les forces de l'ordre, qui étaient mobilisées le jour de la rentrée mais étaient restées désœuvrées, se mobilisent immédiatement pour maintenir le calme³⁵². Le troisième jour, Hobart

³⁴⁹ OSBORNE, *First Sixty days*, p. 85.

³⁵⁰ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 212.

³⁵¹ *"The public schools of the District of Columbia have for the past three weeks been operating on an integrated basis in compliance with the decision of the Supreme Court of the United States that segregated schools are unconstitutional. The students have accepted the program adopted by the board of education and have been continuing their school work in compliance with the decision of established authority. Some, however, today have unwisely followed the pattern of the incidents in another school system and have remained out of classes and have tried to urge their classmates to do likewise.*

"As superintendent of schools, I wish to state that the schools are continuing to operate in accordance with the action of the board of education and the Supreme Court decision. I have confidence in the judgment and citizenship of Washington students and that they will not endanger their educational program by demonstrations of this sort. The school year is only 180 days long and no student, particularly when in high school, can afford to be absent unnecessarily. The students who are absent from school today should evaluate this experience in terms of loss in school work. The parents of these children should realize their responsibility to the students and to the community to see that their children are in school and are not a part of such demonstrations." (OSBORNE, *First Sixty days*, p. 85)

³⁵² OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 85.

Corning déclare que les élèves qui continueront à manifester après le jeudi seront renvoyés. Il est épaulé par le chef de la police, qui affirme que des arrestations seront faites si nécessaire. Ces menaces ne sont toutefois pas mises à exécution, d'autant plus que dans l'ensemble, l'ambiance sur les piquets de grève est plutôt détendue. Au lycée McKinley, le proviseur Charles E. Bish convainc les étudiants de transformer les manifestations en rassemblement d'encouragement à l'équipe de football. Dans un autre établissement, on peut voir des élèves noirs circuler au milieu des grévistes dans la bonne humeur³⁵³. Selon Carl Hansen, ces manifestations étaient en partie dues à l'envie des élèves d'avoir des jours de vacances. Il raconte la conversation entre un des manifestants blancs et l'un de ses camarades noirs à qui il propose de rejoindre la manifestation :

« Qui, moi ? »

« Oui, toi. Tu es des nôtres, n'est-ce pas³⁵⁴ ? »

Le nombre de manifestants commence à diminuer dès le troisième jour et l'agitation elle-même diminue également pour disparaître au cinquième jour, le vendredi³⁵⁵.

Le calme n'est toutefois pas absolu. On note ainsi une augmentation des incidents raciaux dans les mois qui suivent la déségrégation. C'est particulièrement vrai dans les quartiers en transition, où l'on retrouve dans le comportement des jeunes les inquiétudes des parents³⁵⁶. Les sources policières ne dénombrèrent que quatre incidents raciaux « au sein ou à proximité des écoles » en 1953 et trois en 1954. Ce nombre passe à 12 en 1955 et à 15 entre janvier et mai 1956. Mais cette tendance n'est pas vérifiée partout. Au lycée d'Anacostia, le proviseur Eugene Griffith déclare que les incidents ont rapidement diminué après la déségrégation, bien que le lycée compte plus de 1 200 élèves blancs et plus de 400 élèves noirs. « On avait environ trois bagarres par mois en 1955, » dit-il, « et moins d'une par mois [en 1958]. Il n'y a presque plus de traces de tensions raciales désormais. » Au collège Jefferson, qui compte en 1959 près de 150

³⁵³ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 109; OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 85.

³⁵⁴ "Who, me?"

"Yes, you. You're one of us, aren't you?" (C. HANSEN, *Miracle of Social Adjustment*)

³⁵⁵ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 84.

³⁵⁶ changing neighbourhoods

Blancs pour un peu plus de 230 noirs, le principal Hugh Smith déclare qu'aucun incident racial n'a eu lieu³⁵⁷. De plus, ces événements restent marginaux et surtout ponctuels. Une fois que les manifestations ont cessé, aucun autre incident d'ampleur n'est rapporté sur l'ensemble de l'année scolaire. On peut en conclure que la déségrégation est globalement bien acceptée.

C. L'heure des bilans

1. Une rentrée sous le signe de l'intégration : premier bilan

Quelques jours après la rentrée, l'administration prend acte du calme général et décide d'accélérer le calendrier de l'intégration. Elle offre à plusieurs milliers d'élèves la possibilité d'intégrer les écoles de leur zone. À cette accélération trois raisons : premièrement, mieux utiliser le grand nombre de places vacantes dans les anciennes écoles blanches, deuxièmement, résorber la surcharge dans plusieurs établissements anciennement noirs, troisièmement, éviter les perturbations plus tard dans le semestre³⁵⁸. Entre septembre 1954 et février 1955, environ 2 900 élèves noirs issus de 18 établissements différents sont ainsi transférés vers 21 établissements anciennement blancs afin de décharger leurs établissements d'origine. De plus, près de 400 élèves noirs sont affectés à des établissements blancs plus proches de chez eux car ils parcouraient auparavant des distances excessives pour se rendre à l'école. Au total, suite aux demandes et aux suggestions de transferts sur les six premiers mois, ce sont environ 460 lycéens, 560 collégiens et 900 écoliers³⁵⁹ qui sont transférés³⁶⁰.

Le tableau ci-dessous résume le changement au sein des écoles, collèges et lycées de la capitale. On y constate notamment que 100 des 125 écoles primaires sont déségrégées en février 1955, de même que 15 des 22 collèges et sept des 11 lycées.

³⁵⁷ E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 109-110.

³⁵⁸ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 210.

³⁵⁹ Dans le cas des écoles primaires, 900 demandes de transfert sont satisfaites sur 2 400 effectuées.

³⁶⁰ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 78-79; "DC Shifting 400 pupils to schools near home," WP, 25 septembre 1954.

Figure 164 - Situation de la déségrégation dans les établissements scolaires de Washington en février 1955

	Écoles primaires			Collèges		Lycées		Lycées techniques		Total 1955	
	1948	1953	Fev. 1955	1953	Fev. 1955	1953	Fev. 1955	1953	Fev. 1955		
Établissements « mixtes »	0	0	100	0	15	0	7	0	0	122	
Etablissements « monocolores »	blancs	73	-	10	11	0	7	1	3	3	14
	noirs	47	-	15	11	7	4	3	2	2	27
	Total	120	125	25	22	7	11	4	5	5	(41)
Total	120	125		22		11		5		163	

Le niveau de déségrégation varie d'un établissement à l'autre. Parmi les sept anciens lycées blancs, trois ont une mixité raciale importante³⁶¹, trois restent très majoritairement blancs, et un reste entièrement blanc. Parmi les anciens lycées noirs en revanche, trois restent exclusivement noirs et le quatrième compte un seul élève blanc sur un total de 1 121. La situation est semblable dans le cas des collèges. Sept anciens collèges blancs ont un nombre significatif d'élèves noirs³⁶² et quatre en comptent peu, tandis que sept anciens collèges noirs restent encore intégralement noirs et que quatre comptent un très petit nombre d'élèves blancs. Dans le cas des écoles primaires enfin, la situation est plus équilibrée puisque 15 des 25 écoles « monocolores » sont noires contre 10 blanches.

L'un des domaines dans lesquels la déségrégation progresse le plus fortement est le sport scolaire. Dans les lycées, on assiste à des rencontres entre des équipes de lycées blancs et noirs qui n'ont pas été déségrégés et des équipes qui comptent des joueurs blancs et noirs. Les calendriers des matches sont réorganisés dans plusieurs disciplines pour permettre à des équipes qui ne se rencontraient pas auparavant de disputer des matches³⁶³. Le lycée noir Armstrong remporte le championnat de basket-ball, le lycée Cardozo remporte les championnats inter-lycées en athlétisme. Le championnat de football américain est également remporté par un lycée noir. C'est en revanche un lycée majoritairement blanc qui remporte le championnat de baseball³⁶⁴. En

³⁶¹ Ils comptent respectivement 42 %, 21,9 % et 19,2 % d'élèves noirs.

³⁶² Respectivement 73 %, 40,9 %, 25,4 %, 21,6 %, 21,3 %, 11,7 % et 11,3 %.

³⁶³ Ce n'est pas le cas pour le football américain, car le calendrier avait été établi auparavant.

³⁶⁴ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 210, OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 81 ; COOKE, *Racial integration*, p. 241.

1955, la compétition d'exercices militaires est remportée par le lycée majoritairement blanc Western, mais en 1956 ce sera au tour du lycée noir Dunbar³⁶⁵.

La déségrégation du corps enseignant et de l'administration se met également en place. Des mutations ont lieu dès le mois de septembre 1954. La plupart se produisent en direction d'anciens établissements blancs. En effet, le transfert d'un nombre important d'élèves noirs vers ces établissements y rend nécessaire l'augmentation du nombre de professeurs. Au 14 septembre, on dénombre ainsi 38 établissements avec des enseignants noirs et blancs, parmi lesquels deux lycées, sept collèges et 28 écoles primaires. Un total de 86 professeurs noirs enseignent dans d'anciens établissements blancs, tandis que seuls quatre professeurs blancs enseignent dans d'anciens établissements noirs³⁶⁶. La majorité des établissements noirs ont encore des professeurs noirs et la réciproque est vraie pour les établissements blancs. On dénombre néanmoins tous les cas de figure dès septembre 1954 : des professeurs blancs et noirs enseignent à des classes mixtes, des professeurs blancs enseignent à des classes entièrement noires et des professeurs noirs enseignent à des classes entièrement blanches. Il y a également des principaux noirs et blancs qui administrent des établissements mixtes³⁶⁷.

Avant la mise en place de la déségrégation, avant même la décision de la Cour suprême, certains enseignants noirs se questionnaient sur les effets néfastes que la déségrégation pourrait avoir sur leur emploi. Paul Cooke rédige ainsi plusieurs articles à ce sujet dans les années qui précèdent l'arrêt de la Cour suprême. Il met en garde sur la place des enseignants noirs dans un système déségrégué. Le principe de dualité implique nécessairement un certain nombre de doublons en termes de personnel. La fusion des deux systèmes pourrait ainsi entraîner à réduire le nombre de professeurs. Paul Cooke craint que les professeurs noirs en pâtissent, que ce soit eux qui soient licenciés en priorité. Il note en effet que la proportion de professeurs noirs par

³⁶⁵ "More Cadet Honors Given To Anacostia," WP, 4 juin 1955, p. 20; "Dunbar Cadet Corps Wins Drill Contest," *Washington Post & Times-Herald*, 2 juin 1956.

³⁶⁶ Ces chiffres sont basés sur les compte-rendus quotidiens dans la presse, en date du 14 septembre 1954, ils ne prennent pas en compte les changements intervenus après cette date.

³⁶⁷ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 81.

rapport à la population noire est moins importante dans les systèmes non ségrégués que dans les systèmes ségrégués. De plus, il rappelle que le problème s'est posé lors de la déségrégation des écoles de Louisville, dans le Kentucky, et a abouti au licenciement de certains professeurs noirs. Cooke relève toutefois que les écoles noires du District souffrent d'un manque d'enseignants. Si l'on considère de plus que la tendance des effectifs est à la hausse, il est donc possible qu'un système scolaire washingtonien déségrégué ait rapidement besoin de davantage de professeurs et non d'un nombre plus restreint³⁶⁸. Un an plus tard, les craintes des enseignants noirs ont fortement diminué, voire disparu.

Concernant l'administration, la mise en place pratique de la déségrégation se révèle complexe. À la fin novembre 1954, les aspects concrets du processus ne sont pas encore planifiés. Le principal frein est le problème des doublons. La question est de savoir si tous les administrateurs garderont leur emploi et le cas échéant quels administrateurs seront nommés directeurs, chefs de départements et adjoints dans la nouvelle structure³⁶⁹. La réorganisation administrative n'est toujours pas en place en février 1955. À cette date, les administrateurs gèrent encore les établissements dont ils s'occupaient auparavant. Les deux anciennes divisions existent donc encore de fait, même si elles ont été abolies sur le papier et que les écoles qui leur appartiennent contiennent pour beaucoup des élèves blancs et noirs, mais la très grande majorité des professeurs et des administrateurs noirs sont de fait dans la division II et les blancs dans la division I. De même, la plupart des proviseurs, principaux et directeurs d'écoles sont restés dans l'établissement qu'ils dirigeaient auparavant, et aucun ne dirige une école qui appartenait auparavant à une division différente de la sienne. Comme la plupart des écoles « mixtes » sont d'anciennes écoles blanches, elle sont en général administrées par des chefs d'établissement blancs³⁷⁰.

³⁶⁸ COOKE, *Safeguards for Negro Teachers*, p. 588-590.

³⁶⁹ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 83.

³⁷⁰ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 83.

Le nouveau système est finalement adopté par le Conseil scolaire le 4 mars 1955, sur proposition du superintendant Corning. Le plan prévoit trois superintendants adjoints (nombre qui reste stable), dont un noir, qui était l'adjoint chargé des écoles noires avant la déségrégation. Globalement, les échelons supérieurs de l'administration changent peu. Aucun administrateur de haut rang ne voit son statut ou son salaire diminuer. Le constat est différent pour les échelons inférieurs, notamment car l'un des objectifs de la réorganisation est de supprimer les doublons. Au 16 mars 1955, Corning dénombre 26 anciens chefs de départements pour 13 départements que comptera le nouveau système. Trois de ces départements (anglais, histoire et mathématiques) sont suffisamment importants pour nécessiter deux personnes à leur tête. Ce n'est en revanche pas le cas des autres. Corning prévoit donc un système transitoire dans lequel les anciens chefs de départements seront soit nommés au même poste dans la nouvelle organisation, soit nommés adjoints, en conservant leur salaire³⁷¹.

2. Une année de déségrégation : bilan et analyse à la fin 1955

À la fin de l'année, les avancées sont incontestables. Selon Paul Cooke, la capitale a fait un tel pas de géant vers la déségrégation que « la ségrégation des écoles washingtoniennes est déjà de l'histoire ancienne³⁷². » En septembre 1955, le principe de ségrégation a été abandonné. Au 21 octobre, 87 % des écoles élémentaires (115 sur 131) comptent des élèves noirs et blancs et 86 % des écoles secondaires sont dans ce cas (33 des 38 collèges, lycées et lycées techniques).³⁷³ Plus d'un cinquième des 150 établissements scolaires de la ville ont un corps professoral mixte. Aucun enseignant noir n'a perdu son emploi, au contraire, car le nombre et la proportion d'enseignants

³⁷¹ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 213-214; Report of the Superintendent to the Board of Education, 16 mars 1955, 4 p. (Second report in connection with the reorganization of the administrative and supervisory staffs of the schools).

³⁷² "Racial segregation in the schools of the District of Columbia is already suddenly remote." (COOKE, *Present Status*, 1955, p. 205)

³⁷³ "Membership Report, as of October 21, 1955, Compared with October 22, 1954," A report of the Department of General Research and Statistics, Public Schools of the District of Columbia, 8 novembre 1955.

noirs ont augmenté pendant l'année 1954-1955. De même, aucun administrateur noir n'a subi de baisse de salaire ou d'échelon du fait de la réorganisation³⁷⁴.

Les changements ont des effets bénéfiques presque immédiats dans certains domaines. La réorganisation rendue nécessaire par la déségrégation a ainsi de nombreuses conséquences bénéfiques quant au nombre d'élèves par école, par classe, au nombre moyen d'élèves par enseignant et à la charge de travail des enseignants. Les problèmes de sureffectif les plus importants sont réglés et l'adéquation entre moyens et besoins est meilleure qu'en 1953. Les bâtiments existants peuvent en effet être utilisés de façon plus appropriée. Les transferts d'écoles d'une division à une autre sont ainsi devenus inutiles, ce qui évite bien des débats passionnés³⁷⁵.

La déségrégation n'est toutefois pas totale en septembre 1955. Tout d'abord, les cinq lycées techniques de la capitale restent monocolores. Mais surtout, l'existence de la fameuse « option » prévue dans le plan de route initial permet potentiellement à des milliers d'élèves de rester dans l'école où ils avaient commencé leur scolarité plutôt que d'intégrer celle qui correspond désormais à leur zone de résidence³⁷⁶. Or de nombreux élèves blancs, ainsi que quelques élèves noirs, ont saisi cette option. Le facteur racial reste donc très présent dans les établissements scolaires. Une partie des établissements qui ont de la mixité raciale en 1955 ont une mixité raciale importante, mais la plupart comptent seulement une petite minorité d'élèves blancs ou noirs. Cette situation est à la fois due à la ségrégation spatiale et aux procédures de transition mises en place pendant l'année scolaire 1954-55. De fait, la déségrégation ne s'applique pas partout de façon uniforme³⁷⁷.

Les effets de la déségrégation diffèrent selon les quartiers de la capitale et selon les établissements. Les établissements avec la mixité raciale la plus importante (ceux qui ont entre 20 % et 80 % d'élèves noirs) sont situés dans le *near Southeast*, le Nord-Est et au centre du

³⁷⁴ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 205, 217; COOKE, *Racial integration*, p. 241.

³⁷⁵ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 97.

³⁷⁶ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 205, 217-218.

³⁷⁷ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 80-81.

Northwest, c'est-à-dire aux limites des quartiers traditionnels d'implantation des Noirs dans la ville. Ce sont les zones dans lesquelles les écoles noires étaient particulièrement bondées dans les années précédentes. Du fait de l'accroissement de la population noire, le nombre d'écoles devenait insuffisant dans ces quartiers. Ce sont aussi des zones dans lesquelles la population blanche n'était pas négligeable, ce qui impliquait l'existence d'écoles pour blancs. Lorsque la déségrégation est décidée, un nombre important d'élèves noirs est donc transféré des établissements bondés où ils étudiaient auparavant vers les anciens établissements blancs moins fréquentés. Le résultat est une mixité raciale particulièrement forte dans les écoles de ces zones³⁷⁸. Les zones où la mixité raciale est faible sont les quartiers qui sont monocolores et dont la structure raciale a peu évolué au cours des années précédentes. C'est notamment le cas du *far Northeast*, qui est un quartier noir, et du *far Northwest*, qui est un quartier blanc³⁷⁹.

Le mouvement des élèves se fait presque exclusivement en sens unique. En effet, tous les établissements avec une forte mixité raciale sans exception étaient auparavant des écoles blanches. Les anciens établissements noirs restent en revanche peu affectés par la déségrégation en 1955. Ils comptent entre 86 % et 100 % d'élèves noirs. En février 1955, on dénombre ainsi plus de 8 000 élèves noirs inscrits dans d'anciens établissements blancs, alors que moins de 500 élèves blancs sont inscrits dans d'anciens établissements noirs³⁸⁰.

Ce constat s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, les élèves noirs sont plus nombreux que leurs homologues blancs dans les écoles publiques de la capitale. Ils représentent 60 % du total en 1955. Par conséquent, il est plus aisé de trouver une forte proportion de Noirs que de Blancs dans un établissement donné. Deuxièmement, il existait de fortes inégalités de moyens entre les divisions noire et blanche avant la déségrégation. Les écoles noires étaient pour la plupart surchargées, les écoles blanches en sous-effectif. Étant donné que la nouvelle carte

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 80.

³⁷⁹ COOKE, *Racial integration*, p. 243.

³⁸⁰ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 80.

scolaire vise notamment à décharger les écoles les plus fréquentées, ce sont principalement des élèves noirs qui vont vers l'ancien système blanc³⁸¹. Troisièmement, les procédures d'affectation des élèves à la rentrée de septembre 1954 prévoient que les élèves restent dans leur ancien établissement par défaut. Les changements d'établissement sont envisagés en cas de besoin administratif de transfert (pour alléger les établissements surchargés), ou de volonté des élèves d'être transférés, dans la mesure des places disponibles. Étant donné qu'aucun établissement blanc n'est surchargé, la question du besoin de transfert vers les écoles noires ne se pose pas. Quant à la volonté d'être transféré, elle existe des établissements noirs vers les établissements blancs, mais très rarement dans le sens inverse, principalement pour des questions de niveau scolaire et de préjugés raciaux. Le résultat est que les élèves blancs restent dans leurs établissements tandis que les élèves noirs sont transférés en nombre important. Il existe de rares cas de transfert de Blancs vers des écoles noires, mais les élèves blancs inscrits dans d'anciens établissements noirs sont presque tous de nouveaux inscrits, qui n'ont donc pas eu le choix de leur établissement. Du fait de la ségrégation résidentielle, ils sont en nombre très limité. Dans le cas inverse, les nouveaux élèves noirs inscrits dans d'anciens établissements blancs se trouvent rarement isolés. Ils sont en général rejoints par d'autres élèves noirs qui ont bénéficié d'un transfert, soit parce que leur ancien établissement était surchargé, soit parce qu'il était très éloigné de leur domicile. Par conséquent, on trouve beaucoup plus d'écoles avec de petites minorités de Blancs que d'écoles avec de petites minorités de Noirs³⁸².

Quelles sont les relations entre les élèves et les professeurs noirs et blancs dans le système déségrégué ? La déségrégation constitue une opportunité pour les élèves blancs et noirs de se côtoyer au quotidien, d'apprendre à se connaître et de réduire les préjugés qui peuvent exister. Néanmoins, si la déségrégation réduit de fait la distance spatiale entre les noirs et les blancs, elle ne réduit pas nécessairement la distance sociale, qui seule signifie le passage d'un système

³⁸¹ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 80; E. KNOX, *Democracy and the District of Columbia Public Schools*, p. 19.

³⁸² OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 80.

déségrégué à un système intégré. Dans un système scolaire déségrégué, les élèves fréquentent les mêmes établissements scolaires et étudient dans les mêmes classes. Dans un système intégré, ils participent en tant qu'égaux à tout une variété d'activités scolaires et extra-scolaires. Si la déségrégation offre davantage d'opportunités à deux groupes de se côtoyer, elle ne mène pas nécessairement à l'intégration. Et de fait, la déségrégation sans intégration peut se révéler plus dangereuse que la ségrégation sur le plan social, car en augmentant le contact entre deux groupes, elle maximise les opportunités de manifester de l'hostilité. Or si les autorités scolaires ont imposé la déségrégation, elles n'ont pas imposé l'intégration. Elles ont laissé les détails de mise en œuvre au sein des établissements scolaires à la discrétion des chefs d'établissement. Par conséquent, les écarts entre établissements sont importants. Certains lycées ont par exemple interrompu toute les activités extra-scolaires comme les soirées dansantes et les pièces de théâtre. Cela a provoqué le mécontentement des élèves, et a accru les tensions entre eux. On constate toutefois que globalement, la déségrégation se passe dans le calme³⁸³. Les écoles ont en 1959 des professeurs noirs dans des classes à majorité blanches. Les commentaires rassemblés par M. Knoll auprès d'élèves et de professeurs donnent une impression de calme et d'acceptation. Selon Barbara Archer, 16 ans, présidente du conseil des élèves au lycée McKinley, « parfois, des enfants qui échouent à l'école pensent que les professeurs ont des préjugés, mais ce n'est pas le cas. »³⁸⁴ Frances B. Stonaker, une enseignante blanche de CM1 (4^e année) à l'école Sumner, à majorité noire, remarque que :

« les enfants ne semblent pas faire attention à la couleur de peau. J'ai enseigné dans des écoles où tous les élèves étaient blancs et dans des écoles où la majorité étaient noirs. Je n'ai jamais eu d'expérience plus satisfaisante avec des enfants qu'ici à Sumner³⁸⁵. »

³⁸³ BIDWELL (dir.), *Desegregation two years later*, p. 411-412

³⁸⁴ "Sometimes children who aren't doing well in school think teachers are prejudiced when they really aren't." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 111)

³⁸⁵ "Children don't seem to notice race at all. I've taught at schools where all the pupils were white and at schools where most were Negro. I've never had a more satisfying experience with children than here at Sumner." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 111)

3. La déségrégation dans les secteurs à part

a) La déségrégation dans les écoles spécialisées

La déségrégation progresse également dans les écoles spécialisées. La *Health School*, qui accueille des enfants handicapés, était auparavant réservée aux Blancs. Elle compte 16 enfants noirs en février 1955³⁸⁶. L'école Kendall-Green a également été déségrégée en 1955. Suite à des poursuites judiciaires, elle accueillait déjà des élèves noirs en 1954, mais elle fonctionnait sur une base ségréguée pour l'enseignement et l'hébergement des élèves. La situation change à la rentrée suivante. Dès la déclaration de principe du Conseil scolaire, les responsables de l'école prennent des mesures pour la déségrégation de leur structure. En février 1955, l'école est entièrement déségrégée. Les cours du soir dispensés dans un bon nombre de lycées de la capitale sont ouvertes à tous dès la rentrée de septembre 1954. La *Capitol Page School*, une école spéciale où les jeunes huissiers³⁸⁷ du Congrès et de la Cour suprême sont éduqués, est également déségrégée par l'inscription d'un élève noir³⁸⁸.

b) Les centres de formation d'enseignants

L'arrêt de la Cour suprême met également fin à la ségrégation dans l'enseignement supérieur public. Suite à la décision, le Conseil scolaire prend des mesures concernant les centres de formation d'enseignants. Le plan de déségrégation adopté le 23 juin 1954 exige des *Teachers' Colleges* « la sélection des postulants sans critère de race³⁸⁹. » À plus long terme, il est décidé de fusionner *Miner* et *Wilson* pour obtenir un centre de formation unique pour les enseignants noirs et blancs. Ce projet implique non seulement la fusion des effectifs, mais également le choix d'un site unique pour le nouvel établissement, ainsi que la fusion des administrations³⁹⁰.

³⁸⁶ OSBORNE, *First Sixty Days*, p. 81.

³⁸⁷ Aux États-Unis, les huissiers du Congrès et de la Cour suprême sont nommés *pages*. Ce sont des adolescents respectivement sélectionnés par les députés, sénateurs et membres de la Cour.

³⁸⁸ OSBORNE, *First Sixty days*, p. 81.

³⁸⁹ "admission of applicants without regard to race." (Report of the Superintendent of Schools to the Board of Education of the District of Columbia, 23 juin 1954, p. 4-5)

³⁹⁰ COOKE, *Present Status*, p. 215.

La déségrégation se produit pas à pas. Elle commence par la mise en place de la mixité raciale des étudiants. Dès le 8 juin 1954, soit avant les directives officielles du Conseil scolaire, Miner et Wilson annoncent qu'ils accepteront les candidatures d'élèves noirs et blancs. Le 13 septembre, la rentrée se passe sans problème. Chaque établissement conserve pour l'heure son identité, ses locaux et son personnel. Aucun élève blanc ne s'est inscrit à Miner. En revanche, 40 étudiants noirs sont présents à Wilson lors du premier semestre, 70 le semestre suivant. Si les deux établissements restent des entités séparées, la fusion existe à un niveau : le sport. Le journal étudiant de Wilson, intitulé *Spectacles*, rapporte le 24 mai 1955 les résultats de l'équipe de tennis de Miner-Wilson, et de l'équipe de baseball de Wilson, dont quatre joueurs étudient à Miner. Les deux établissements fusionnent officiellement lors de la rentrée suivante, à l'automne 1955, pour former le *Wilson and Miner Teachers' College*, qui deviendra ensuite le *D.C. Teachers' College*. Le nouveau centre de formation continue néanmoins à occuper les deux sites de *Miner* et *Wilson*³⁹¹. La direction en est confiée à Walter E. Hager, l'ancien président de *Wilson*. L'ancien président de *Miner*, Matthew J. Whitehead, reçoit pour sa part le titre de *Dean*. En Octobre 1955, le centre compte 501 étudiants blancs et 843 étudiants noirs³⁹².

On constate une hausse du nombre d'inscriptions suite à la déségrégation. Le nombre d'élèves cumulé qui était de 968 en 1953 passe à 1 080 en 1954, puis à 1 344 l'année suivante³⁹³. La majorité des étudiants sont noirs. Erwin Knoll établit la proportion à environ 70 % en 1958³⁹⁴.

c) La déségrégation dans l'enseignement supérieur privé

La déségrégation ne se limite pas au secteur universitaire public. Suite à la décision de la Cour suprême, la dernière université ségréguée de la capitale change officiellement de politique.

³⁹¹ Il a été envisagé pendant quelques temps de faire de l'ancien lycée blanc Cardozo le site unique du centre de formation des enseignants, mais l'idée a été abandonnée.

³⁹² COOKE, *Present Status*, p. 215, COOKE, *Racial Integration*, p. 241.

³⁹³ Il retombera ensuite à 1 169 en 1956 et à 1 073 en 1957.

³⁹⁴ E. KNOLL, "D. C. Teachers College May Lose Accreditation," WP, 24 mai 1958; "Accrediting Ultimatum Handed D. C. College," *The Washington Star*, 23 mai 1958.

Le changement a débuté légèrement plus tôt. L'université George Washington acceptait en effet depuis quelques temps un petit nombre d'étudiants noirs dans son *College of General Studies* et son *Graduate Council*. La faculté de médecine avait également ouvert son programme doctoral aux étudiants noirs, suite à quoi l'hôpital universitaire a permis aux médecins noirs de traiter leurs propres patients sur place. Enfin, du fait de la fusion de la *National Law School* avec la faculté de droit de l'université George Washington, six étudiants noirs issus de *National Law* sont en 1954 sur le point d'être acceptés à George Washington sur les mêmes critères que leurs homologues de *National Law*³⁹⁵.

Le changement de politique est officialisé en juillet 1954. Le président de l'université, Cloyd Marvin, déclare dans une lettre à ses directeurs de facultés que :

« la question, dans le cas de notre université, a été discutée lors d'une réunion des professeurs mercredi 30 juin, et a été transmise pour étude aux comités compétents de l'université. La décision finale a été prise ce matin. Le communiqué suivant annonce la politique de l'université :

« En conformité avec la politique de longue date de l'Université George Washington visant à accompagner les nouveaux besoins de la société américaine, l'Université accepte comme étudiants, sans critère de race, tous ceux à qui ses services éducatifs peuvent être profitables, à savoir ceux qui remplissent les critères d'admission et répondent à ses standards académiques³⁹⁶. »

Le 8 juillet, le *Washington Star* conclut qu'avec la déségrégation de l'Université George Washington, de Miner et Wilson, toutes les universités majeures de la région sont désormais déségrégées. Le journal souligne que c'était le cas depuis longtemps pour Georgetown, la *Catholic University* et l'*American University*³⁹⁷.

4. Quel bilan final ?

Au cours des années qui suivent la déségrégation des écoles, un débat émerge au sujet des effets produits sur l'éducation publique dans la capitale. Dès les premiers mois, la majorité des

³⁹⁵ COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 346.

³⁹⁶ "(...) The matter as it appertains to our university was discussed at a meeting of the tenure members of the faculty on Wednesday, June 30, and referred to appropriate committees of the university for consideration. The final action was taken this morning and the following statement announces the policy of the university.

"In accordance with the George Washington University's long-established policy of seeking to meet the changing needs of the American community, it accepts as students, without regard to race, all who are able to profit by the educational service it extends, as made manifest by their meeting its admission requirements and maintaining its standards of scholarship." (COOKE, *Desegregated Higher Education*, 1958, p. 346)

³⁹⁷ "GW Rules Out All Race Bans for Next Term," *The Washington Star*, 8 juillet 1954.

analyses considèrent que la déségrégation a été bénéfique au système, aussi bien sur le plan éducatif que sur le plan social. Certains opposants à la déségrégation contredisent néanmoins cette thèse. Ils affirment que les exigences scolaires ont été abaissées et que des problèmes de discipline inconnus auparavant ont fait leur apparition dans les écoles. Par ailleurs, la presque totalité des intéressés soulignent qu'un manque de moyens persiste au sein du système scolaire.

Certains opposants à la déségrégation affirment dans les années qui suivent que le processus a été un échec. En 1959, le gouverneur de Virginie parle de « bazar intolérable » au sujet de la déségrégation des écoles de la capitale³⁹⁸. Trois ans auparavant, en janvier 1956, le sénateur Eastland déclare que l'intégration est un échec³⁹⁹. Au mois de mars, le député démocrate de Georgie, James C. Davis⁴⁰⁰, déclarait que la déségrégation des écoles dans la capitale avait été « non seulement un échec sur le plan éducatif, mais également un cauchemar sur le plan des relations humaines.⁴⁰¹ » Quelques mois plus tard, il lance une enquête parlementaire sur le sujet. Trois autres députés du Sud cosignent le rapport qui conclut : « Nous sommes convaincus que la fusion des écoles des anciennes Division I (blanche) et Division II (noire) a fortement endommagé le système scolaire public du District.⁴⁰² » Deux membres du sous-comité créé pour l'occasion sont en désaccord avec la majorité sudiste. A.L. Miller⁴⁰³ et DeWitt S. Hyde⁴⁰⁴ affirment en effet que le rapport tire des conclusions infondées basées sur des arguments partisans et subjectifs. Le rapport est néanmoins largement distribué dans les États du Sud⁴⁰⁵.

L'un des arguments soulevés par les opposants, parmi lesquels le député John Bell Williams, concerne la discipline au sein des écoles. Williams affirme que la déségrégation « a rendu

³⁹⁸ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 93.

³⁹⁹ "D.C. Integration Truths Hidden, Eastland Charges," *The Washington Star*, 27 janvier 1956.

⁴⁰⁰ M. Davis est membre du comité de la Chambre sur le District.

⁴⁰¹ "not only a scholastic failure, but-as an experiment in human relations-a nightmare." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 93)

⁴⁰² "We are of the opinion that the act of integrating the former Division I (white) and Division II (Negro) schools has seriously damaged the public school system in the District of Columbia." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 94)

⁴⁰³ Député républicain du Nebraska

⁴⁰⁴ Député républicain du Maryland

⁴⁰⁵ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 94.

nécessaire l'assignation d'officiers de police à certaines écoles du District⁴⁰⁶ ». Cela est démenti par le responsable de la police, M. Murray, qui affirme n'avoir assigné aucun agent à une école⁴⁰⁷. En revanche, si les incidents ne sont pas récurrents, le problème de discipline au sein des classes est réel. Plusieurs théories tentent d'expliquer l'apparition de ces problèmes. Pour certains, la discipline était beaucoup plus stricte au sein des écoles noires que des écoles blanches car les classes plus nombreuses demandaient un contrôle plus rigide de la part des enseignants. Suite à la déségrégation, les élèves noirs transférés dans les écoles blanches se trouveraient plus libres et donc plus prompts à créer du désordre. Selon Hobart Corning, le désordre est probablement dû à l'ajustement des élèves transférés d'un système à l'autre, et le problème devrait se résoudre de lui-même quand tout le monde se sera adapté au nouveau système⁴⁰⁸. Selon une troisième interprétation, les problèmes de discipline viennent simplement du fait que les principaux noirs auraient envoyé tous leurs élèves à problèmes vers d'anciennes écoles blanches⁴⁰⁹. Ainsi que le remarque Paul Cooke, il y a probablement un peu de vrai dans chacune de ces interprétations⁴¹⁰.

Une autre attaque récurrente des opposants à la déségrégation des écoles est la baisse des exigences scolaires. Cette question est également un sujet d'inquiétude de nombreux parents d'élèves blancs. Ils craignent que les exigences soient abaissées du fait de l'arrivée au sein d'établissements blancs d'élèves noirs de niveau médiocre⁴¹¹. Le superintendant se défend à répétition contre ces affirmations. Il déclare sans relâche que les exigences sont restées les mêmes qu'avant la déségrégation⁴¹². En mai 1956, un principal interrogé par la chaîne CBS va dans son

⁴⁰⁶ "has made it necessary to assign special police details to some District schools." ("Murray Refutes Williams' Charge on School Police," *Washington Post & Times-Herald*, 19 mai 1956.

⁴⁰⁷ COOKE, *Racial Integration*, p. 242.

⁴⁰⁸ "Corning Backs Pupils' Ability," *op. cit.*

⁴⁰⁹ "Murray Refutes..." *op. cit.*

⁴¹⁰ COOKE, *Racial Integration*, p. 243.

⁴¹¹ BIDWELL (dir.), *Desegregation two years later*, p. 406.

⁴¹² "Corning Backs Pupils' Ability," *The Washington Star*, 13 septembre 1955; "D.C. School Standards Unchanged, Corning Says," *The Washington Star*, 2 février 1956; "Corning Denies Integration Has Hurt school," *Washington Post & Times-Herald*, 3 février 1956.

sens. Il affirme qu'il est faux de dire que les exigences ont été abaissées. Au contraire, affirme-t-il, « les exigences ont été rehaussées⁴¹³. »

Sur le plan des résultats scolaires, une étude des chiffres montre un bilan contrasté mais globalement positif. Nous avons noté plus haut que les désordres associés à la déségrégation avaient été largement surestimés par les autorités scolaires et les forces de l'ordre. Les conséquences éducatives ont en revanche été largement sous-estimées. Lorsque des tests de niveau scolaire sont réalisés à l'échelle municipale en 1955, ils révèlent « des déficiences alarmantes⁴¹⁴ ». Le test révèle que les élèves washingtoniens sont moins performants que la moyenne nationale. En 1955, un élève washingtonien moyen de 5^e année est au niveau d'un élève américain moyen de 4^e année en arithmétique et de 3^e année en lecture. Certains trouvent une cause immédiate dans la mise en place de la déségrégation. Néanmoins, la plupart des professionnels de l'éducation, y compris des opposants initiaux à la déségrégation, attribuent directement les problèmes éducatifs rencontrés en 1955 à la ségrégation de l'ancien système, et non à la déségrégation à peine instaurée. Ils sont par ailleurs persuadés que ces problèmes sont désormais en voie de règlement⁴¹⁵.

Ces résultats surprennent beaucoup de personnes car le test est le premier du genre. Aucun test n'avait été effectué à l'échelle municipale auparavant, et comme les divisions noires et blanches n'utilisaient pas les mêmes outils d'évaluation, les résultats de chaque division n'étaient pas comparables. De plus, tous les élèves noirs ne passaient pas ces tests⁴¹⁶. En 1955, les résultats au sein des anciennes écoles noires sont pour la plupart inférieurs à ceux des anciennes écoles blanches. Les explications sont multiples. Inévitablement, certains sudistes comme le Sénateur Eastland, du Mississippi, expliquent les résultats inférieurs des élèves noirs par des capacités intellectuelles moindres. Néanmoins, c'est en général le manque de moyens qui est mis en avant.

⁴¹³ “*standards have risen.*” (CBS Channel 9, Washington, D.C., 17 mai 1956)

⁴¹⁴ “*staggering deficiencies.*” (E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 93)

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 94, 101.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 94.

Le Dr. Margaret Just Butcher, membre du Conseil scolaire et professeur d'anglais à l'université Howard met en cause les longues années de ségrégation⁴¹⁷. De son côté, le Dr. Irene Hypps, adjointe au superintendant chargée des tests scolaires, « attribue la différence [entre les scores des enfants blancs et noirs] aux infrastructures de moins bonne qualité [dont ils bénéficiaient] ainsi qu'aux handicaps économiques et sociaux qui affectent la majorité des élèves noirs⁴¹⁸. »

Un enseignant noir ajoute une explication complémentaire, affirmant que le manque de moyens avait débouché sur une évolution de la philosophie éducative au sein de la division noire. Il explique ainsi en 1959 que la logique globale jusqu'en 1954 était devenue « si vous pouviez apprendre vous étiez éduqué, sinon, vous étiez négligé. »⁴¹⁹ Les enseignants noirs étaient fiers de proposer un programme de qualité aux élèves les plus brillants. Ils concèdent quelques années après la fin de la ségrégation scolaire que les élèves moins doués ne s'en sortaient pas nécessairement bien dans les écoles noires.

Suite à la différence de résultats qui apparaît en 1955, le général Thomas Lane, l'un des trois commissaires de la ville, propose une solution atypique en mars 1956 : remettre les compteurs à zéro à la fin de l'année, et inscrire chaque enfant dans la classe qui correspond à son niveau. Cela reviendrait à rétrograder bon nombre d'élèves noirs d'une ou deux classes. C'est pour cela que la proposition est vite surnommée « rétrogradation de masse ». Le superintendant s'y oppose immédiatement, de même que les associations de parents d'élèves et les syndicats enseignants, bon nombre de principaux et proviseurs et de personnes du monde éducatif.

En définitive, les problèmes de résultats scolaires ne sont pas aussi graves que certains l'ont prétendu ou craint. De nombreuses sources notent en effet un progrès éducatif rapide suite à la déségrégation. En 1959, les tests effectués à l'échelle de la ville s'avèrent meilleurs que ceux

⁴¹⁷ "Segregation Caused This Whole Thing," Washington Afro-American, 5 mai 1956; COOKE, *Racial Integration*, p. 243.

⁴¹⁸ "attributed the difference [between scores of white and Negro children] to inferior school facilities and economic and social handicaps affecting the majority of colored pupils." ("Test to Compare Pupil IQ with Achievements," The Washington Star, 3 février 1956; COOKE, *Racial Integration*, p. 241)

⁴¹⁹ "if you could learn, you were taught; if you couldn't you were neglected."

réalisés quatre ans plus tôt. En fait, ces tests révèlent des résultats jamais atteints auparavant dans la capitale. Les professeurs soulignent que beaucoup de travail reste à accomplir, mais que les progrès doivent être soulignés. Des progrès sont notamment constatés dans deux domaines : le redressement des résultats des élèves en difficulté et le maintien de la progression des meilleurs. En 1958, le nouveau superintendant Carl Hansen rapporte que 41,4 % des bacheliers de 1957 poursuivent une éducation supérieure. Les quatre lycées les plus performants à cet égard (Coolidge, Roosevelt, Western et Wilson) ont tous enregistré un progrès entre 1955 et 1957. Un nombre important d'élèves quittent le système scolaire avant d'avoir terminé leur scolarité quand ils ne sont plus concernés par l'obligation de scolarisation. La plus grosse perte se situe entre la 9^e et la 10^e année, juste avant l'entrée au lycée. Toutefois, ce chiffre baisse après 1955. En 1956, 18 % des élèves blancs de 9^e et 35 % des élèves noirs ne passent jamais en 10^e. En 1958, les chiffres sont respectivement de 14 % et 27 %. En revanche, le taux de redoublements en école primaire est passé de 3,9 % en 1953 à 12,8 % en 1957. John D. Koontz⁴²⁰ souligne que ce n'est pas dû à une baisse de qualité des élèves mais à une hausse des exigences et à une fin du passage quasiment automatique en classe supérieure. En somme, les élèves qui parviennent à suivre ont de meilleurs résultats qu'auparavant, mais, ils sont plus nombreux à échouer⁴²¹.

Enfin se pose la question des moyens. Les progrès sont indéniables. On compte par exemple bien moins d'établissements et de classes surchargées du fait de la nouvelle répartition des élèves. Grâce à un soutien public sans précédent, le système scolaire déségrégué a également embauché davantage de professeurs et acquis de nouveaux bâtiments. Il a ainsi pu réduire le nombre moyen d'élèves par classe à 33,1 élèves pour les écoles primaires et espère atteindre le seuil de 30 rapidement. Les écoles ont également accru leurs services en direction des élèves handicapés. Le nombre de classes spéciales notamment a été fortement augmenté. Des problèmes et insuffisances persistent tout de même. Il reste par exemple 380 enfants sur liste d'attente pour

⁴²⁰ Adjoint au superintendant des écoles de Washington

⁴²¹ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 98-101.

l'école maternelle en 1959 car les places sont trop peu nombreuses. De même, plus de 4 000 élèves de 1^e et de 2^e année (CP et CE1) suivent encore leurs cours à temps partiel. Le nombre de professeurs et de salles de classe reste insuffisant, de même que les classes pour les élèves en difficulté⁴²².

Le superintendant Corning affirme en janvier 1957 qu'il ne regrette pas la mise en place rapide de déségrégation, à la fois pour des raisons juridiques et pour des raisons pratiques. Il explique ainsi : « Au cours des dernières années de la ségrégation, huit actions en justice ont été intentées contre le Conseil scolaire et le superintendant. Il est normal de supposer que davantage de plaintes auraient été déposées si aucune mesure n'avait été prise suite à la décision de la Cour suprême. »⁴²³ M. Corning souligne également que les opposants à la déségrégation et ceux qui ont affirmé que le processus était trop rapide n'ont jamais proposé de plan alternatif plus lent⁴²⁴.

Cinq ans après la déségrégation des écoles, le président du Conseil scolaire Walter Tobriner déclare :

« La déségrégation n'a pas apporté que des bénéfices. Elle a aussi été accompagnée de nombreux problèmes qui demanderont du temps avant d'être réglés. Un résultat indubitable de la déségrégation, peut-être le plus important, est que davantage d'enfants reçoivent une meilleure éducation que celle qu'ils n'auraient jamais pu obtenir dans l'ancien système. Et cela s'est produit sans aucun sacrifice dans l'éducation de nos meilleurs élèves⁴²⁵. »

Peu avant son départ à la retraite début 1958, le superintendant Corning déclare que la déségrégation des écoles est « totale à ce jour⁴²⁶ ». Il ajoute toutefois :

« Il y a une grande différence entre déségrégation et intégration. La déségrégation est simplement un déplacement de personnes et de choses. Nous avons réalisé cela. Chaque école est ouverte à tout enfant qui habite dans le voisinage.

« L'intégration est un processus bien plus long. Son succès dépend de la création au sein de la communauté du climat social nécessaire au progrès de l'éducation. »⁴²⁷

⁴²² E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 100, 102.

⁴²³ "During the last years of segregation, eight lawsuits were instituted against the Board of Education and the Superintendent. It would be very normal to expect that after the decision of the Supreme Court more lawsuits would have been filed if no action had been taken in connection with the decision." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 94-95)

⁴²⁴ E. KNOLL, *The truth about desegregation in Washington's schools*, p. 95.

⁴²⁵ "Integration has not been an unmixed blessing. It brought many problems which it will take a long time to solve. But it can fairly be said that one, and perhaps the most important, result of integration is that more children will receive a better education than was ever possible under the system. And this is true without any sacrifice in the quality of Education being given to our gifted children." (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 103)

⁴²⁶ "complete as of today"

La transition d'un système ségrégué à un système intégré constitue une période de changement significatif pour la capitale, qui se traduit à la fois au sein du système scolaire et à l'extérieur. La décision de la Cour suprême instituant la fin de la ségrégation scolaire marque le zénith de la période de changement racial à Washington⁴²⁸.

⁴²⁷ *“There is a vast amount of difference between desegregation and integration. Desegregation is merely the moving about of people and things. We have accomplished that. Each school is open to every child living within its boundaries.*

“Integration is a much longer process. Its success will depend on creation in the community of the social climate necessary for the progress of education.” (E. KNOLL, *op. cit.* (note 257), p. 110)

⁴²⁸ OSBORNE, *Toward Racial Integration*, p. 273.

CHAPITRE 8

Métamorphoses démographiques

Entre 1940 et 1945, Washington a été affectée par la Seconde Guerre mondiale sur de nombreux plans. La démographie n'est pas le moindre. Après l'envolée de 1940-1943 et la suspension de la croissance démographique intervenue entre 1943 et 1945, la capitale se trouve en 1945 à la croisée des chemins. Va-t-elle reprendre sa croissance des années d'avant-guerre, se maintenir au niveau atteint en 1945, ou perdre des habitants du fait de l'interruption du conflit ?

L'immédiat après-guerre met en évidence plusieurs phénomènes concomitants et non sans lien, qui sont l'objet de ce chapitre. Le premier est le décrochage démographique entre le District et sa banlieue. Il résulte d'une conjonction entre la stagnation du centre-ville et la forte croissance de la banlieue. Le second est la modification importante de la structure de la population de la capitale, où la proportion d'habitants noirs augmente très nettement à partir de 1945 et surtout des années 1950.

I. Les incertitudes de l'après-guerre : une démographie en transition

A. Le rebond de l'immédiat après-guerre (1945-1946)

La fin de la guerre marque pour Washington la fin d'une période d'effervescence. Le conflit a dopé l'activité de la ville. Les habitants de la capitale s'attendent à un retour à la normale douloureux, conséquence immédiate de la baisse des besoins fédéraux. Toutefois, jusqu'en 1946, le District bénéficie d'un sursis, voire même d'un sursaut d'activité.

L'évolution du nombre de fonctionnaires fédéraux dans la capitale au milieu des années 1940 ne semble pas de bon augure pour la croissance de la ville. L'emploi fédéral, qui représentait 22 % de l'emploi dans la région en 1930, en représente 32 % en 1940. C'est un indice de la place croissante de l'État dans la société américaine, ce qui constitue une source d'activité pour la capitale. Mais cela représente aussi une réduction de la variété des activités économiques locales. Du fait du poids croissant des emplois fédéraux, l'impact des fluctuations du nombre de fonctionnaires fédéraux sur le District est renforcé. Or avant même l'interruption des combats, leur nombre a commencé à décroître à Washington, avec la compression puis la disparition des agences nées du conflit. Le nombre de fonctionnaires, qui a atteint un pic de 293 145 en 1942 dans la métropole et ses environs immédiats ne cesse de décroître au cours des années suivantes, pour retomber à 236 213 en 1945, puis à 229 170 en 1946¹. Du fait de ces destructions significatives d'emplois, on pourrait s'attendre à des répercussions rapides sur la démographie de la ville, suite au départ des fonctionnaires fédéraux. Ces effets ne sont toutefois pas immédiats, car ils sont contrecarrés par d'autres facteurs.

Tout d'abord, la capitale assiste au même titre que le reste du pays au retour des anciens combattants. Dès le mois de mai 1945, la victoire à peine acquise en Europe, l'opération « Tapis volant » (*Magic Carpet*) est lancée par les forces armées américaines pour rapatrier les troupes². Une partie des effectifs reste en arrière comme force d'occupation, mais près d'un million et demi de soldats sont ramenés aux États-Unis entre mai et septembre 1945. Après la victoire en Asie, plus de trois millions d'hommes supplémentaires sont rapatriés entre octobre 1945 et avril 1946. L'apogée du mouvement est atteint en décembre 1945, avec un record de 700 000 rapatriés. Au total, ce sont plus de huit millions d'Américains qui rentrent au pays en quelques mois.

¹ SA

² O. GAULT, *Operation Magic Carpet*, 2005.

Dans le District, plus de 100 000 résidents se sont enrôlés ou ont été appelés sous les drapeaux pendant la guerre. Près de 4 000³ ont péri au combat, d'autres sont retenus plus longtemps à l'étranger. Ils sont environ 30 000 à rejoindre la capitale en 1945 et selon le *Washington Post*, 95 000 de plus, originaires de Washington ou d'ailleurs, sont attendus au cours des deux années qui suivent⁴. En 1946, 50 000 anciens combattants font appel aux services du Centre d'Information pour les anciens combattants (*Veterans' Information Center*) du District. En 1947, ce nombre atteint 107 488⁵. Washington est alors la ville américaine qui compte la plus forte proportion d'anciens combattants parmi ses habitants. Cet afflux massif de résidents explique que la population se maintienne à un niveau élevé dans l'immédiat après-guerre, malgré les départs occasionnés par les nombreuses suppressions d'emplois⁶. Il crée également une forte tension sur l'économie et le climat social de la capitale, comme nous le verrons plus loin. En effet, ces anciens combattants, qui doivent être réintégrés à la société civile, ont besoin de logements, d'emplois et leur présence renforce la pression sur les infrastructures de la ville.

De plus, l'accroissement naturel connaît comme dans l'ensemble du pays une forte hausse dans le District après 1945, suite au retour des anciens combattants. Il est passé de 3 187 à 7 709 en 1945. Il atteint 10 312 en 1946, puis 13 432 l'année suivante, grâce à plus de 21 600 naissances, avant de se stabiliser autour de 11 000 à 12 000 jusqu'à 1955. Cet apport annuel d'une dizaine de milliers d'habitants n'est pas négligeable dans le bilan démographique de la ville. On peut le voir sur l'[annexe 1](#), qui présente le nombre de naissances et l'accroissement naturel de la capitale entre 1940 et 1954.

Enfin, l'arrêt de la guerre provoque la reprise immédiate de l'immigration, qui avait été brusquement interrompue entre 1940 et 1945. Certes, comme nous l'avons vu précédemment, Washington n'est pas une ville d'immigration privilégiée, à la différence de villes comme New

³ Le nombre exact est de 3 839 ("Vince Gray wants your help solving a D.C. mystery," WP, 9 novembre 2010)

⁴ S. STAVISKY, "Returning GIs Offer Capital Opportunity and Challenge," WP, 2 décembre 1945, p. M1.

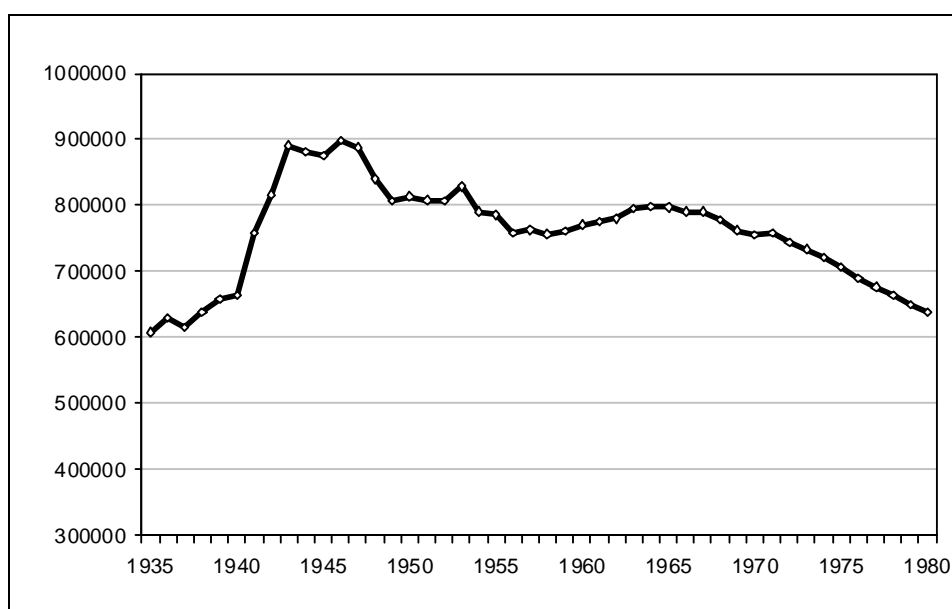
⁵ RGDC 1946, p. 267; RGCD 1947, p. 314.

⁶ RGCD 1946, p. 267-70; RGCD 1947, p. 314; RGCD 1951, p. 143.

York ou Chicago. L'immigration est donc un facteur bien moindre de croissance démographique. Néanmoins, la population née à l'étranger passe d'environ 35 000 en 1945 à plus de 42 000 en 1950, ce qui constitue un apport supplémentaire.

Tous ces facteurs retardent la baisse de population attendue dans l'après-guerre. Entre 1945 et 1946, la population washingtonienne continue à augmenter, de 876 000 à 899 000 habitants, atteignant ainsi son apogée et perpétuant une situation de tension et d'urgence sur le plan logistique dans le District. Toutefois, le rebond démographique qui se produit entre 1945 et 1946 ne dure pas.

Figure 165 - Population de Washington (1935-1980)⁷



B. Le District de la chute à la stabilisation (1946-1955)

Entre 1946 et 1955, la population de la capitale oscille plus ou moins fortement autour de 800 000 habitants.

Le nombre de Washingtoniens connaît d'abord une baisse significative entre 1946 et 1949, que l'on identifie aisément sur le graphique ci-dessus. Après le sursaut de 1946, la ville subit les effets de la fin de la guerre. Le retour des GI's a cessé et le maintien de l'accroissement naturel à

⁷ Estimations annuelles selon le SA – les données chiffrées sont consultables en [annexe 2](#)

un niveau soutenu est loin de suffire à compenser la baisse de l'activité dans le District⁸. De plus, comme nous le verrons en détail plus loin, une partie des Washingtoniens profitent du contexte favorable de l'après-guerre pour quitter les logements surchargés et vétustes du centre-ville pour s'installer dans une maison en banlieue. Ils alimentent ainsi à la fois la croissance de la banlieue, qui reprend à partir de 1946, et la baisse de population de la capitale, qui débute cette année-là et s'accroît au cours des deux années suivantes⁹. La conséquence de ces divers facteurs sur le nombre d'habitants est immédiate. En trois ans, le nombre de résidents se réduit ainsi de 90 000. Toutefois, Washington compte encore 807 000 habitants en 1949. Cela correspond approximativement au niveau de population de 1942, soit 145 000 habitants de plus que la ville en comptait en 1940.

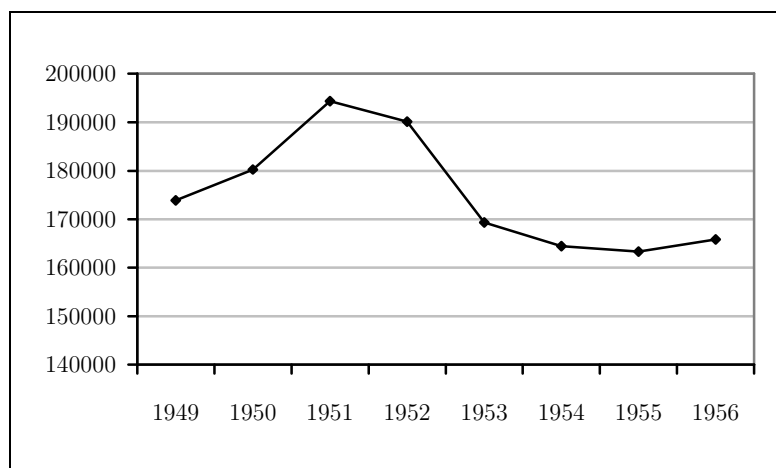
Après la vague de départs des années 1946-1949, la population de la capitale cesse de chuter. Elle se stabilise autour de 830 000 habitants pour plusieurs années, ce qui est sensiblement au-dessus du niveau d'avant-guerre.

Le maintien de l'emploi fédéral est sans doute l'un des facteurs principaux qui limite la perte de population dans le District. Entre 1946 et 1947, le nombre de fonctionnaires dans la région a chuté de près de 12,8 %, mais il s'est ensuite stabilisé l'année suivante, avant de remonter sensiblement entre 1948 et 1949. Il connaît même une nette augmentation au cours des années suivantes du fait de la guerre de Corée et de l'intensification de la guerre froide. En effet, dans ce contexte international tendu, de nombreuses institutions comme la CIA, la NSA ou le ministère des Affaires étrangères sont créées ou se développent. Le nombre de fonctionnaires fédéraux affectés dans le District passe ainsi de 173 874 en 1949 à 194 0324 en 1951. Il connaît une baisse sensible à la fin de la guerre de Corée, passant de 190 096 en 1952 à 169 295 en 1953, mais il se maintient autour de 165 000 personnes au cours des années suivantes, ce qui préserve un niveau d'activité non négligeable dans le centre-ville.

⁸ W. SCHEIBER, "Washington's Regional Development", p. 598.

⁹ WP, 3 juillet 1950.

Figure 166 - Nombre de fonctionnaires fédéraux dans le District de Columbia (1949-1956)¹⁰



En 1955, le centre-ville n'est pas encore en crise, loin s'en faut. La population du District se monte à 786 000 habitants. Elle connaîtra d'ailleurs un rebond au début des années 1960 avant d'entamer à la fin de la décennie une diminution forte et durable. La logique n'est donc pas encore de régler les problèmes dus à la dépopulation et à la paupérisation des habitants, mais reste bien de remettre à niveau des infrastructures qui ne sont pas adaptées à une population de 800 000 habitants, dans une ville qui en comptait 490 000 en 1930, 660 000 en 1940, et qui n'a vécu que pour mener la guerre entre 1940 et 1945.

C. Quartiers gagnants, quartiers perdants : une nouvelle répartition géographique des habitants

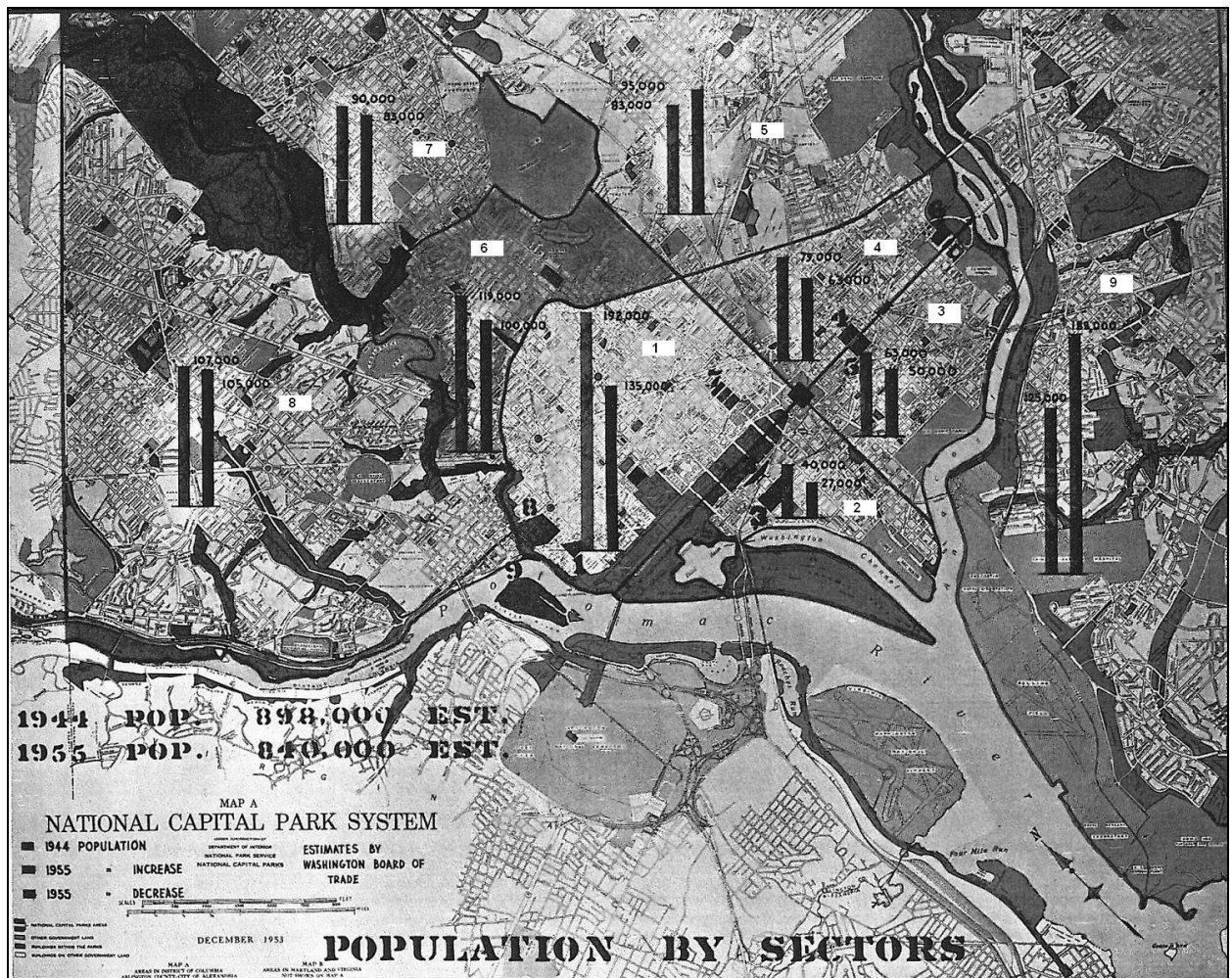
Tandis que le nombre d'habitants se stabilise globalement à l'échelle du District, la répartition de ces habitants au sein de la ville évolue. Un savant rééquilibrage se produit au gré des départs et des arrivées de résidents noirs et blancs. Certains quartiers gagnent des habitants, certains restent stables, d'autres en perdent, et les frontières entre les zones noires et blanches évoluent.

La carte ci-après présente l'évolution de la population entre 1944 et 1955 dans les neuf secteurs de la ville. Dans chaque secteur, un diagramme illustre par deux bâtons la population en 1944 (à gauche) et 1955 (à droite), permettant une comparaison aisée. L'étude de cette carte

¹⁰ SA – les données chiffrées sont consultables en [annexe 3](#)

permet de constater qu'entre 1944 et 1955, le vieux Washington tend à perdre des habitants. La perte est sensible mais limitée dans les portions situées au Sud (dans le secteur 2) et au nord-est (secteurs 3-4)¹¹. Elle est particulièrement importante dans sa partie Nord-Ouest (secteur 1), un quartier à très forte dominante blanche qui passe de 192 000 à 135 000 habitants sur la période.

Figure 167 - Évolution de la population de la capitale par secteurs (1944-1955)¹²



Cette chute s'explique notamment par le départ de fonctionnaires fédéraux dans l'après-guerre. Elle s'explique aussi par le déménagement vers la banlieue de nombreux résidents blancs. Certains aspirent à plus d'espace, notamment ceux qui ont emménagé dans des logements partagés au cours de la guerre, mais pas seulement : cette partie du vieux Washington est en effet la plus densément peuplée de la capitale, donc l'une de celles où le désir d'espace est

¹¹ Elle est respectivement de 13 000 dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, et de 16 000 dans le Nord-Est.

¹² District of Columbia Auditorium Commission, Plans for a National Civic Auditorium and Cultural Center for the citizens of the United States, p. 47

probablement le plus élevé dans le District. D'autres résidents blancs rechignent enfin pour diverses raisons à vivre dans des quartiers où la population noire augmente. Or ce quartier est également l'un de ceux qui attirent la population noire nouvellement arrivée dans la capitale.

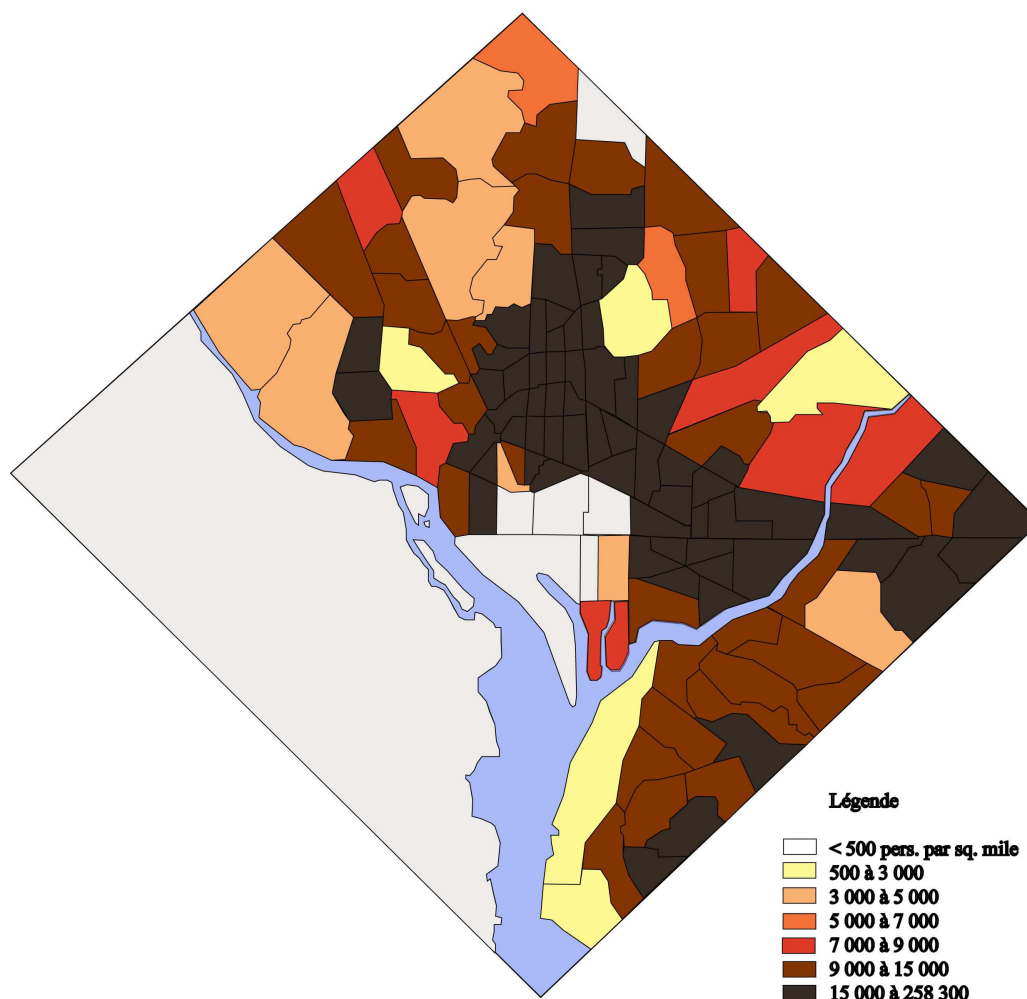
Le Nord-Ouest de la ville connaît une relative stabilité, à l'Est comme à l'Ouest de *Rock Creek*. À l'Ouest (secteur 8), le nombre d'habitants estimés chute de 2 000 seulement au cours de ces dix années pour s'établir à 105 000 personnes. À l'Est de *Rock Creek* (secteurs 6 et 7), il passe de 90 000 à 83 000. Cette relative stabilité peut s'expliquer par deux causes principales. Première cause, le profil des habitants. Il s'agit pour la plupart de classes moyennes supérieures blanches, qui disposent de logements confortables dans des quartiers qui restent très largement à population blanche dans les années 1950¹³. Ils sont donc moins incités que les habitants blancs du vieux centre à partir en nombre vers la banlieue à la recherche de plus d'espace ou de quartiers racialement homogènes. Deuxième cause, l'arrivée de résidents noirs dans la partie sud de la zone. Cette partie du quartier, située juste au-dessus de *Spring Road*, est limitrophe avec les quartiers les plus noirs de la ville, et la population noire y devient peu à peu plus nombreuse à partir des années 1940. Ainsi, par une sorte de système de vases communicants, les arrivées de nouveaux résidents noirs compensent les départs de résidents blancs (qu'elles provoquent parfois), ce qui aboutit à un maintien du niveau total de la population¹⁴.

Enfin, deux zones de la ville se développent, principalement sous l'effet d'un afflux de migrants noirs. Il s'agit du Nord-Est, dans sa partie située au nord de *Benning Road*, et du Sud-Est, au-delà de l'*Anacostia River*. Dans le nord-est (secteur 5), la croissance est modérée. Le secteur gagne 12 000 habitants en 11 ans. Dans le sud-est (secteur 9), qui est le secteur privilégié d'implantation des migrants noirs, la population passe de 125 000 à 188 000 résidents entre 1944 et 1955.

¹³ Ainsi, les zones de recensement 13, 14 et 15 qui se situent immédiatement à l'Est de *Rock Creek*, au-dessus de Connecticut Avenue, soit le secteur 7 sur la carte, conservent toutes en 1960 des proportions de Blancs supérieures à 96 %.

¹⁴ Les zones de recensement 24, 25 et 26, situées juste au-dessus de *Spring Road* comptaient respectivement 99,4 %, 98,4 % et 97,1 % de Blancs en 1940. Elles en comptent respectivement 14,4 %, 24 % et 52 % en 1960.

Figure 168 - Densité de la population de Washington en 1960



Les cartes en [annexe 4](#) présentent les densités de population dans le District en 1940, 1950 et 1960. Elles permettent de constater l'évolution de la densité des différentes zones de la capitale. La carte ci-dessus, produite à l'issue du recensement de 1960 donne une image précise de l'occupation du territoire dans la capitale à cette date. La partie la plus densément peuplée reste le vieux Washington, mais la population est désormais répartie de manière plus équilibrée qu'avant la guerre. L'Est de la capitale s'est fortement densifié, notamment dans la portion Nord-Est située autour de Michigan Avenue, et au Sud-Est, dans tout le secteur situé au sud de l'*Anacostia River*, qui constitue la 11^e circonscription¹⁵. Entre 1940 et 1960, la 11^e circonscription a ainsi vu sa population augmenter de 52 000 à 183 000 habitants. Dans le même temps, les

¹⁵ La circonscription (*precinct*) est une forme de découpage administratif différente des secteurs de recensement (*tracts*), qui est nettement moins fine. Dans l'après-guerre, la ville compte 14 circonscriptions seulement contre 96 secteurs de recensement. Une carte des circonscriptions et des secteurs de recensement se trouve en annexe du chapitre 2.

quatre premières circonscriptions, qui occupent le cœur de la vieille ville ont respectivement perdu 10 000, 17 000, 22 000 et 22 000 habitants.

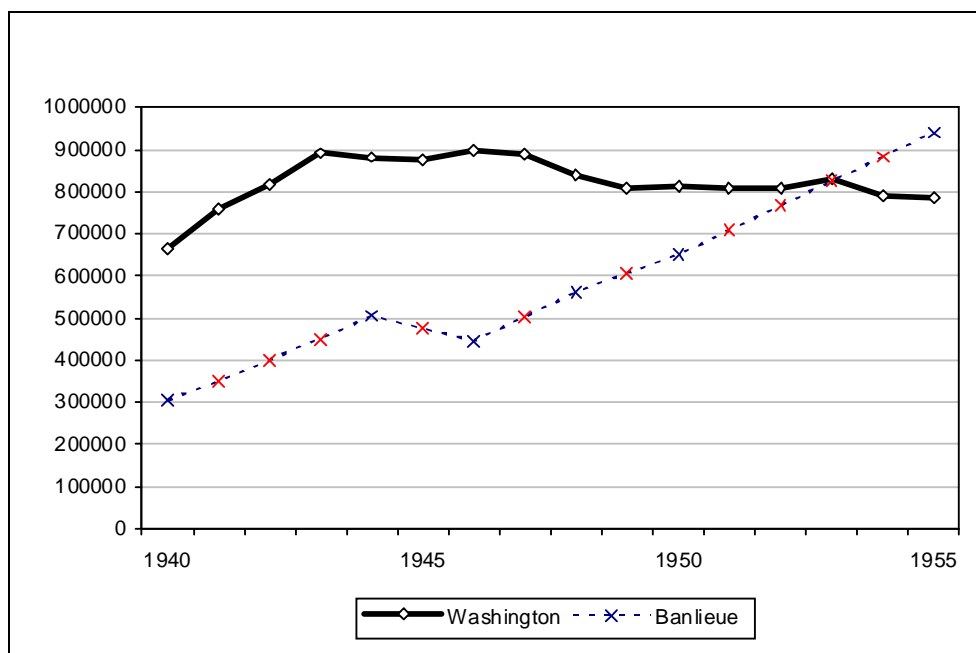
II. Ville stagnante, banlieue en plein essor

La première nouveauté des années d'après-guerre vient du décrochage qui s'opère entre la croissance du District *intra muros* et celle de la banlieue. À partir des années 1930, la croissance de la banlieue washingtonienne s'est intensifiée de décennie en décennie. Mais dans le même temps, le District connaissait lui aussi une forte croissance. Cette dynamique s'est poursuivie pendant la guerre. Entre 1940 et 1944, le District a gagné environ 210 000 habitants tandis que la banlieue en gagnait environ 200 000. Elle est passée de près de 305 000 à environ 505 000 personnes en l'espace de quatre ans¹⁶. Entre 1944 et 1946, la croissance de la banlieue marque le pas. Avec la fin de la guerre, à l'instar du District, la région perd de nombreux militaires affectés sur place pendant le conflit. La banlieue est toutefois plus touchée par ces départs, car elle ne bénéficie pas autant que le District des retours du front pour contrebalancer leur effet. Mais cette pause dans la croissance de la banlieue est de courte durée. Après cette brève période d'incertitude, due au retour progressif à une situation de paix, la dynamique de croissance évolue dès 1946. Avec la stagnation que connaît le District, que nous avons exposée plus haut, la croissance de la métropole washingtonienne repose dès lors presque exclusivement sur la banlieue.

À partir de 1946, la croissance de la banlieue repart de plus belle, nourrie notamment par le climat de guerre froide et le développement du rôle de Washington dans les relations internationales. En 1950, le déclenchement de la guerre de Corée renforce nettement l'activité dans la région, comme nous l'avons mentionné plus haut.

¹⁶ WP, 20 août 1948.

Figure 169 - Population de Washington et de sa banlieue (1940-1955)¹⁷



Après la forte chute consécutive à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'emploi fédéral connaît une nouvelle hausse rapide entre 1950 et 1951¹⁸. Ce nombre diminue au cours des années suivantes, mais il reste en 1955 au niveau qui était le sien en 1946. Les créations de postes bénéficient davantage à la banlieue washingtonienne qu'au District lui-même, notamment du fait de la logique de décentralisation qui est à l'œuvre au début de la guerre froide. Entre 1949 et 1955, le nombre de fonctionnaires est passé de 217 000 à 227 000 dans la région washingtonienne, avec un pic à 257 000 en 1951. Tandis que le nombre de fonctionnaires affectés en Virginie et au Maryland a augmenté de 23 500 environ¹⁹, il a diminué de 10 500 environ²⁰ dans la capitale²¹. Mais il s'agit là de la localisation des emplois. Que ces emplois soient implantés dans le District ou sa banlieue, leurs occupants sont libres de résider où ils le souhaitent. Or, au-delà des lieux de création des postes, les préférences résidentielles des salariés

¹⁷ Pour Washington, les chiffres sont tirés du SA. Pour la banlieue, ils proviennent de bulletins intermédiaires du bureau du recensement relayés dans divers rapports et dans la presse. Les données étant plus parcellaires, la courbe est indicative d'une tendance. Les points bleus sont des données confirmées, tandis que les points rouges sont des données extrapolées, à prendre avec précaution.

¹⁸ Dans cet intervalle, le nombre de fonctionnaires dans la capitale et ses environs passe de 213 000 à 257 000 (*Statistical Abstract*).

¹⁹ Il passe de 48 800 à 64 100

²⁰ Il passe précisément de 173 900 à 163 300

²¹ Rapports annuels de la *Civil Service Commission*

évoluent. Ainsi, même lorsque des postes sont créés dans la capitale, les salariés préfèrent de plus en plus s'installer en banlieue.

Dans les années d'après-guerre, une bonne partie de l'Amérique urbaine aspire à une vie meilleure hors de la ville. Les citadins rêvent de plus d'espace, d'infrastructures modernes, de belles écoles, d'une maison avec jardin entourée d'une belle clôture blanche, d'un lieu idéal pour vivre en famille et éduquer leurs enfants. Ce rêve incite bon nombre d'arrivants à s'installer en banlieue, ou de Washingtoniens à quitter la capitale. Ils partent ainsi vivre à Arlington, Chevy Chase, McLean, Alexandria... Ces aspirations n'expliquent toutefois pas à elles seules la croissance rapide des banlieues dans l'après-guerre. Plusieurs facteurs contribuent à la rendre possible²².

Tout d'abord, le développement de l'automobile, qui devient accessible aux classes moyennes, rapproche la banlieue des centres-villes. Il la rapproche d'autant plus que les grands travaux du *New Deal* ont permis le développement d'infrastructures routières qui facilitent le déplacement du centre vers la périphérie des villes.

Ensuite, un rééquilibrage se produit entre centre et banlieue suite à la fin de la guerre. Pendant le conflit, du fait de l'arrêt des constructions et de la pénurie d'appartements, de nombreux migrants venus dans la capitale afin de profiter des multiples opportunités d'emploi n'ont pas trouvé d'autre solution que de partager un logement avec d'autres familles. Ceci se révèle particulièrement vrai à Washington. À partir de 1946, la situation commence à s'améliorer. Les matériaux de base se font moins rares et la construction de logements reprend peu à peu dans la région. Certaines familles peuvent alors faire construire leur propre logement en banlieue et quitter le logement surpeuplé qu'elles occupent dans le centre du District.

²² F. BONNET, *Les machines politiques aux États-Unis*, p. 30-31; K. JACKSON, *Crabgrass Frontier: the suburbanization of the United States*, 1985; D. HAYDEN, *Building Suburbia: Green Fields and Urban Growth, 1820-2000*, 2003; T. SUGRUE et K. KRUSE (dir.), *The New Suburban History*, 2006.

De plus, des programmes avantageux permettent à certaines catégories d'Américains de devenir propriétaires. Le *Servicemen's Readjustment Act* (plus connu sous le nom de *GI Bill*), voté en 1944, offre ainsi aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale des prêts immobiliers à taux préférentiel et sans versement d'apport²³. Il permet notamment à de nombreux jeunes couples de quitter leur logement étriqué et surpeuplé du centre-ville pour s'installer dans un pavillon neuf en banlieue. Parallèlement, le rôle de la *Federal Housing Authority* est significativement étendu par le *National Housing Act* de 1949²⁴. Son rôle est d'assurer les emprunts immobiliers réalisés par les particuliers auprès des banques, ce qui en réduit le coût et rend donc les emprunts accessibles à des familles qui n'auraient sans cela pas pu acquérir de logement.

Les banlieues résidentielles deviennent ainsi plus accessibles tant du point de vue financier que de celui des transports. Elles constituent également pour les Blancs une alternative à un centre-ville où le nombre de Noirs augmente régulièrement.

Face à l'accroissement de la population noire dans le District, la question raciale est un facteur non négligeable dans le départ des Blancs vers les banlieues. Ce n'est pas seulement une question de racisme ou de préjugés, bien que ces deux composantes jouent leur rôle dans le phénomène. Dans la plupart des cas, la cause est un mélange d'idées préconçues, de pression exercée par l'entourage et de crainte patrimoniale. En effet, les spéculateurs immobiliers entretiennent chez les propriétaires blancs la crainte que l'arrivée d'une seule famille noire dans un quartier y provoquera la dévaluation des biens immobiliers. Les Blancs redoutent aussi la hausse de la criminalité et la baisse du niveau des écoles. Le résultat est un parfait exemple de prophétie auto-réalisatrice : les Blancs craignent que l'arrivée de Noirs dans leur quartier ne provoque la dépréciation de leur propriété, ils décident donc de vendre et de déménager. Ce

²³ Au total, 2,4 millions d'anciens combattants en bénéficieront (F. BONNET, *Les machines politiques aux États-Unis*, p. 30-31).

²⁴ Loi nationale de 1949 sur le logement

faisant, ils provoquent exactement le phénomène qu'ils craignaient : la chute des valeurs immobilières, qui permet aux spéculateurs d'acheter des blocs résidentiels entiers à prix avantageux.

Le résultat de la combinaison de ces différents facteurs est sans équivoque. Entre 1948 et 1950, la banlieue gagne plus de 130 000 habitants, pour atteindre un total de près de 662 000. Cela constitue une hausse de 25,3 % en deux ans. Au cours des sept années qui suivent, cette croissance intensive se confirme avec un taux de 37 %, qui n'est dépassé que par Houston parmi les métropoles de plus d'un million d'habitants. Baltimore et sa banlieue, qui sont voisines de la capitale, s'accroissent au même moment de 20 %, San Francisco de 19 %, Chicago de 17 %. En 1957, la banlieue washingtonienne a dépassé le million d'habitants. Elle compte 1,1 million de résidents. C'est la forte croissance de la banlieue qui permet à la capitale d'accéder au rang de 11^e métropole en 1950, puis à la 9^e place en 1956²⁵.

Parallèlement, le District se stabilise autour de 800 000 habitants. Sa part dans la population métropolitaine se réduit donc fortement après la guerre. En 1944, 63 % des habitants de la région résidaient dans la capitale. En 1953, pour la première fois de son histoire, Washington compte moins d'habitants que sa banlieue²⁶. En 1955, les Washingtoniens ne représentent plus que 45,5 % des habitants de la région.

La croissance de la banlieue est sans nul doute supérieure à celle du District, mais elle n'est pas homogène. La ville d'Alexandria et le comté d'Arlington, dont l'existence est ancienne, connaissent une croissance relativement modérée. La première gagne 22 000 habitants entre 1940 et 1948, et 26 000 entre 1950 et 1957. Dans le second, la très forte croissance des années 1940 cède la place à une croissance plus mesurée au cours des années 1950. Après avoir plus que doublé sa population entre 1940 et 1948 pour atteindre 121 000 habitants, il n'en gagne « que »

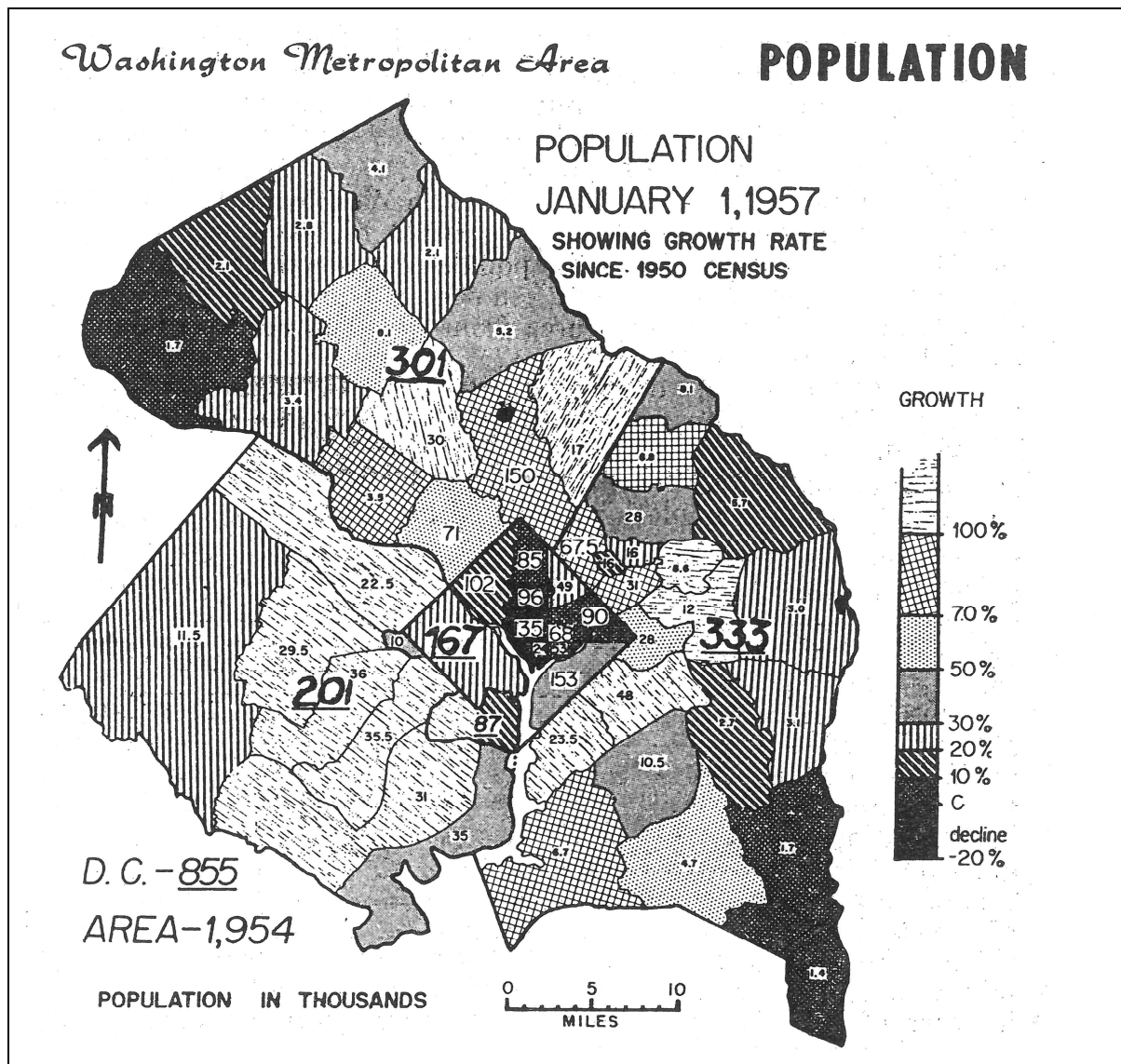
²⁵ US Senate, *Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area*, p. 3; US Senate, *Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region*, p. 15.

²⁶ C. ROBERTS, "Suburban Area Population Exceeds D.C. for First Time Area Population Growth," WP, 28 janvier 1953, p. 1.

32 000 entre 1950 et 1957. Les détails sont disponibles dans le graphique et le tableau en [annexe](#)

5.

Figure 170 - Croissance de la population de la région de Washington (1950-1957)²⁷



En revanche, les comtés de Montgomery, du Prince George et de Fairfax voient leur croissance s'intensifier après la guerre²⁸. Ils gagnent respectivement 174 000, 194 000 et 122 500 habitants entre 1948 et 1957, pour atteindre respectivement 300 000, 330 000 et 200 000 habitants²⁹. Le premier voit sa population doubler entre 1946 et 1950³⁰. La carte ci-après, tirée

²⁷ US Senate, *Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region*, p. 8.

²⁸ L. HARRIGAN, A. VON HOFFMAN, *Happy to Grow: Development and Planning in Fairfax County, Virginia*, February 2004, W04-2.

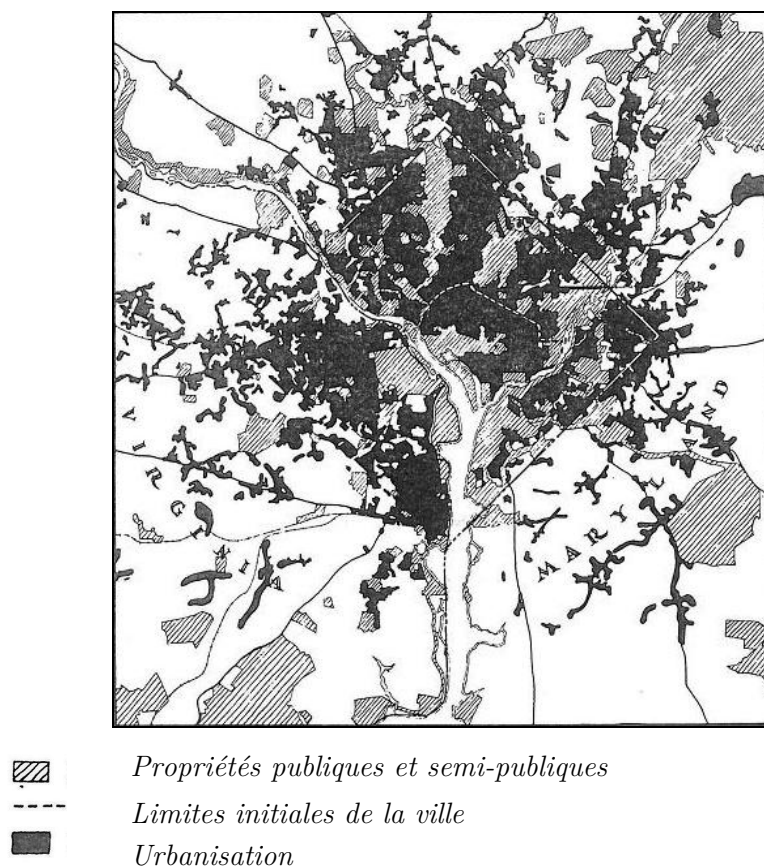
²⁹ US Senate, *Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region*, p. 6.

³⁰ L. HARRIGAN, A. VON HOFFMAN, *Forty Years of Fighting Sprawl: Montgomery County, Maryland, and Growth Control Planning in the Metropolitan Region of Washington, D.C.*, W02-6 October 2002, p. 23.

d'un rapport sur les problèmes liés à la croissance de la métropole washingtonienne, illustre bien à la fois la forte croissance de la banlieue washingtonienne et la différence de croissance entre le centre et la banlieue.

En revanche, les comtés de Montgomery, du Prince George et de Fairfax voient leur croissance s'intensifier après la guerre³¹. Ils gagnent respectivement 174 000, 194 000 et 122 500 habitants entre 1948 et 1957, pour atteindre respectivement 300 000, 330 000 et 200 000 habitants³². Le premier voit sa population doubler entre 1946 et 1950³³. La carte ci-dessus, tirée d'un rapport sur les problèmes liés à la croissance de la métropole washingtonienne, illustre bien à la fois la forte croissance de la banlieue washingtonienne et la différence de croissance entre le centre et la banlieue.

Figure 171 - Urbanisation de la métropole washingtonienne en 1947³⁴



³¹ L. HARRIGAN, A. VON HOFFMAN, *Happy to Grow: Development and Planning in Fairfax County, Virginia*, February 2004, W04-2.

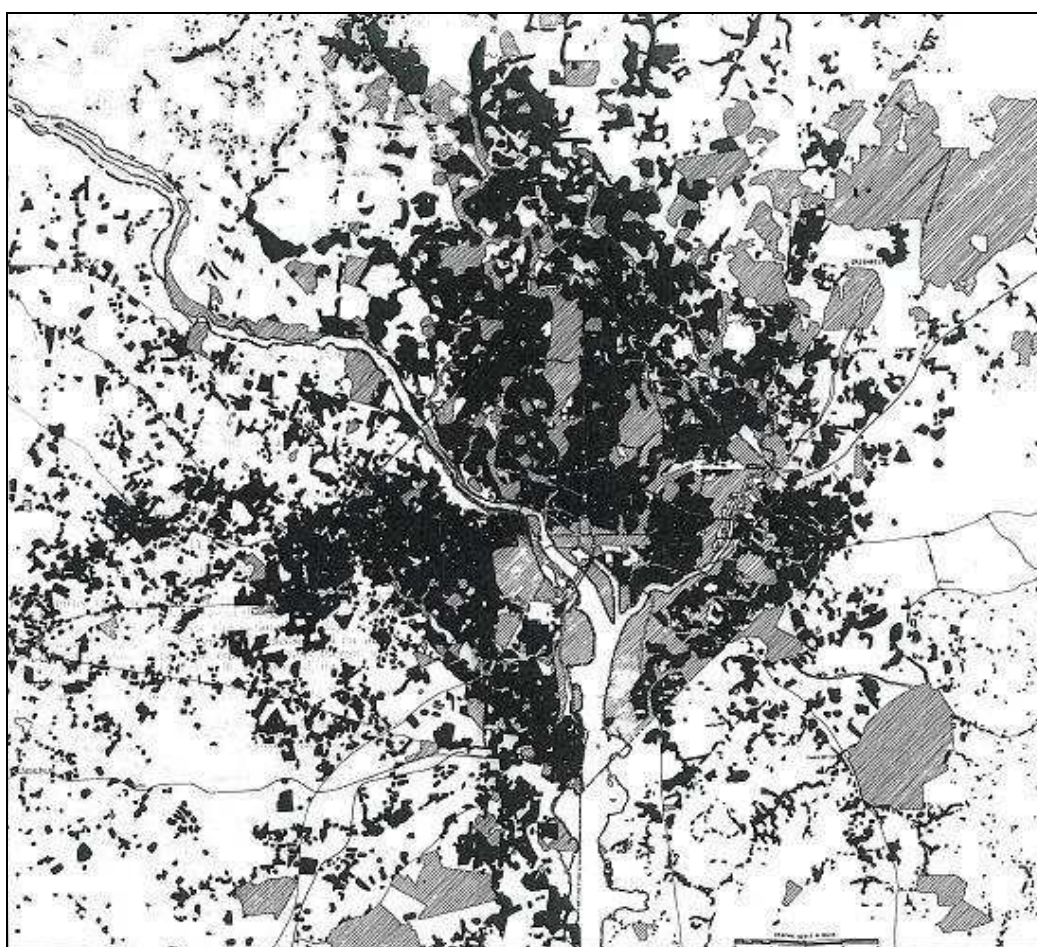
³² US Senate, Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region, p. 6.




³³ L. HARRIGAN, A. VON HOFFMAN, *Forty Years of Fighting Sprawl: Montgomery County, Maryland, and Growth Control Planning in the Metropolitan Region of Washington, D.C.*, W02-6 October 2002, p. 23.

³⁴ US Senate, Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area, p. 56.

Au-delà du rythme de croissance, ce sont les zones d'implantation des nouveaux résidents qui évoluent dans l'après-guerre. Au cours des décennies précédentes, l'urbanisation de la banlieue a été extrêmement rapide, mais elle s'est principalement effectuée le long des grands axes de communication. C'est manifeste sur la carte ci-dessus, qui montre l'urbanisation de la capitale et sa région en 1947, sur laquelle on distingue nettement des rubans d'urbanisation qui partent du centre vers la banlieue et seulement quelques tâches isolées ici et là hors des grands axes.

Figure 172 - Urbanisation de la métropole washingtonienne en 1955³⁵



-  *Propriétés publiques et semi-publiques*
-  *Limites initiales de la ville*
-  *Urbanisation*

Entre 1947 et 1955 en revanche, c'est une urbanisation en tâches de léopard qui se produit. Rendue possible notamment du fait de l'usage croissant de l'automobile³⁶, elle comble les espaces

³⁵ US Senate, *Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area*, p. 57.

³⁶ Pour une étude de l'utilisation de l'automobile dans la région de Washington, W. L. MERTZ, L. B. HAMMER, "A Study of factors Related to Urban travel," *Public Roads*, vol. 29, April 1957, p. 170-174.

libres entre les grands axes de communication. La comparaison entre l'urbanisation en 1947 et en 1955 (cf carte ci-dessus où l'on voit que les espaces se comblent) permet de constater que de nombreux vides se sont comblés en proche périphérie du District et de nombreuses tâches de léopard sont apparues en périphérie plus éloignée. Cette évolution produit des effets importants sur les transports en commun, l'approvisionnement en eau et le système d'égouts. Une urbanisation continue le long des grands axes permet en effet de développer relativement aisément les réseaux d'approvisionnement en eau, en énergie, ainsi que la gestion des eaux usées. Elle permet aussi de mettre en place un système minimal mais efficace de transports publics. L'urbanisation discontinue et dispersée qui se développe après la guerre rend ces tâches beaucoup plus complexes. Elle implique de repenser l'organisation de la métropole en profondeur, à la fois en termes de capacité et de localisations, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Une autre évolution de taille quant à la population de la capitale concerne non pas sa distribution géographique, mais la répartition respective de ses habitants noirs et blancs.

III. District noir, banlieue blanche

A. Une structure raciale en profond changement

Au cours des années d'après-guerre, la structure raciale de la capitale amorce une profonde modification, qui atteindra son apogée dans les années 1970. En 1940, la capitale comptait environ 28 % de résidents noirs. Dix ans plus tard, ils représentent 35 % de la population. Cette nouvelle tendance s'accélère si fortement au cours des années 1950 qu'en 1957 plus de la moitié des Washingtoniens sont noirs. Ce changement ne sera pas sans répercussions sur de nombreux aspects de la vie locale, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique et sur le plan social.

L'augmentation nette de la proportion de Noirs après la guerre s'explique par la conjugaison de deux facteurs : l'arrivée croissante de Noirs dans la capitale *intra-muros*, tandis que le nombre de Blancs n'y progresse que lentement, avant de commencer à diminuer.

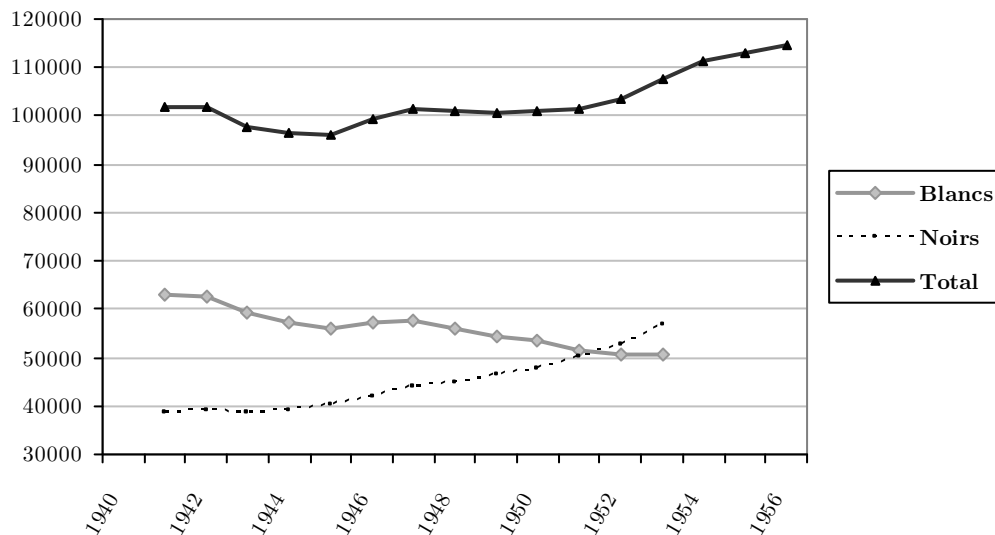
Pour les années situées entre 1940 et 1950, les données sur les évolutions de la structure raciale de la population sont parcellaires, en particulier car les données statistiques annuelles sont moins détaillées et remises à jour pendant les années de guerre. Il n'existe à notre connaissance pas d'estimation annuelle de la répartition de la population entre Blancs et Noirs. Par conséquent, il est difficile de déterminer avec certitude si la guerre a eu sur la structure de la population un effet temporaire qui aurait disparu ou se serait atténué en 1950, et donc quelle est précisément la dynamique à l'œuvre dans l'après-guerre. On peut toutefois se baser à titre indicatif sur les chiffres de scolarisation des élèves noirs et blancs dans les écoles publiques. Ils ne constituent pas une mesure précise de la composition raciale de la population de la ville, car ils ne se rapportent qu'à une catégorie de population : les familles dont les enfants fréquentent les écoles publiques. Toutefois, leur évolution est tout de même indicative des tendances démographiques générales de la capitale.

Pendant la guerre, les chiffres de la scolarisation des élèves noirs et blancs montrent une évolution de tendance. En effet, ils mettent en évidence une augmentation très légère du nombre de Noirs tandis que le nombre de Blancs reste stable puis diminue sensiblement, comme l'indique le graphique ci-dessus. Il ne s'agit toutefois pas d'une rupture massive, d'autant que les chiffres se stabilisent au cours des années suivantes.

Après la guerre, le nombre d'élèves noirs augmente significativement et de manière continue, comme l'indique le graphique ci-dessus. Il passe de 39 000 environ en 1945 à plus de 57 000 en 1953. Parallèlement, l'évolution du nombre d'élèves blancs est plus chaotique. Ce nombre connaît tout d'abord une légère hausse de 1945 à 1947, passant de 56 000 à 58 000. Il chute

ensuite légèrement mais annuellement entre 1947 et 1951, passant de 58 000 à 51 000, avant de se stabiliser autour de 50 000 de 1951 à 1953.

Figure 173 - Évolution de la composition raciale des écoles publiques de Washington (1941-1953)³⁷



En résumé, le nombre d'élèves noirs est donc passé de 39 000 à 57 000 entre 1942 et 1953, à la faveur d'une augmentation régulière, tandis que le nombre d'élèves blancs passait de 63 000 à 50 000 suite à une baisse irrégulière mais non négligeable. Aussi, il est difficile de parler de « fuite des Blancs » pour la capitale dès les années 1940, comme indiqué au chapitre 3, car le mouvement de la population blanche est alors irrégulier. Ainsi, une analyse des migrations menée en 1949 par le bureau du recensement fait état de chiffres contrastés. Entre 1949 et 1950, l'étude estime à 65 900 le nombre de départs de Blancs, dont 28 000 vers le Maryland et 15 000 vers la Virginie. Mais elle estime simultanément à 40 000 le nombre d'arrivées dans la capitale. Ces chiffres suggèrent que s'il existe un clair mouvement de départ des Blancs vers la banlieue, le District continue toujours à attirer des Blancs en 1949. Concernant les Noirs, il est estimé que 8 000 emménagent dans le District tandis que 7 200 en partent³⁸. C'est ainsi que la proportion de

³⁷ RGDC 1941-1955

³⁸ Bureau of the Census, *1950 Census*.

Blancs dans la capitale reste en 1950 de 65 %. Toutefois, on voit nettement les prémices d'une tendance se dessiner dès les années 1940.

La tendance naissante au cours des années 1940 se confirme au cours de la décennie suivante. Entre 1950 et 1960, la population noire connaît une hausse relative légèrement plus faible que lors des années 1940, mais sa croissance de 46,6 % correspond tout de même à une augmentation brute de 130 934 personnes.

Parallèlement, la baisse de la population blanche s'accélère brusquement au milieu de la décennie, en 1954 plus précisément. En effet, après une relative stabilisation entre 1950 et 1953, le nombre de Washingtoniens blancs connaît une baisse significative en 1954 et 1955, passant de 510 000 à 457 000 en l'espace de deux ans³⁹.

Ainsi, la proportion de Noirs passe de 35 % à 45 % entre 1950 et 1955. En 1955, la capitale compte 372 000 Noirs et 457 000 Blancs (voir les cartes en [annexe 6](#) et le tableau en [annexe 7](#) pour les chiffres⁴⁰). En 1957, la ville compte autant de Noirs que de Blancs. Désormais, le ratio Noirs/Blancs change rapidement, à l'avantage des premiers.

Tandis que le District voit sa proportion de Noirs augmenter, la banlieue reste résolument blanche. Elle voit même sa proportion de Blancs augmenter entre 1940 et 1960. La fracture raciale entre Washington et ses environs se renforce nettement. Si le ratio Noirs/Blancs reste stable pour la métropole washingtonienne au cours de ces années, c'est par la force des moyennes.

Entre 1940 et 1950, tandis que la proportion de Noirs passe de 28,2 à 35 % dans le District, elle passe de 13,8 à 8,6 % en banlieue. La population noire augmente pourtant en banlieue, passant de 42 075 à 56 924 habitants. Mais cette hausse de 35 % est insignifiante comparée à l'augmentation de 130 % de la population blanche sur la même période.

³⁹ Baisse qui se confirme d'ailleurs en 1956, année où le nombre de Blancs est estimé à 415 000 dans la capitale.

⁴⁰ Estimated Population (July 1st), *Vital Statistics Summary*, 1957, Washington DC, Department of Public Health, Biostats and Health Education Division, 1957; "Migrants are pouring in, but DC birthrate outraces influx", *The Washington Afro-American*, 18 août 1956.

Le phénomène se poursuit au cours des années 1950. Entre 1950 et 1960, alors que la présence noire à Washington s'accroît de 46,6 %, la population blanche chute d'un tiers. Parallèlement, la population noire en banlieue s'accroît certes de 33 %, mais la croissance de la population blanche est toujours nettement supérieure, se chiffrant encore à 92 % au cours de cette décennie. En 1960, la banlieue washingtonienne compte 75 514 Noirs, soit 6,1 %, pour 1 162 427 Blancs.

Les années 1940 et 1950 voient donc se développer un phénomène démographique important, qui aboutit au bouleversement de la structure de la population de Washington. L'arrivée continue de Noirs dans le District, conjuguée au départ massif des Washingtoniens blancs vers les banlieues fait de la capitale une ville à majorité noire.

B. Les causes du changement

1. Des causes générales

Le développement des banlieues, nous l'avons expliqué, a été favorisé par la généralisation de l'automobile et par la disponibilité de financements avantageux juste après la guerre. Mais ce développement ne bénéficie qu'aux Blancs. Car ce sont bien les Blancs qui quittent la capitale, tandis que les habitants noirs y restent et continuent à s'y installer.

Pourquoi les arrivants noirs s'installent-ils presque exclusivement au centre-ville et non en banlieue ? Beaucoup renoncent à s'implanter en Virginie du fait des usages en cours dans cet État vis-à-vis des Noirs. La ségrégation y est en effet bien plus répandue qu'au Maryland et touche l'ensemble des aspects de la vie quotidienne. Mais la principale raison est pratique, comme indiqué plus haut : dans la plupart des quartiers blancs, les propriétaires ont signé des conventions restrictives dans lesquelles ils s'interdisent de vendre ou de louer leur bien à certaines catégories de la population, comme les Noirs et les Juifs. Malgré le jugement historique de la Cour suprême sur ce sujet en 1948, sur lequel nous reviendrons plus loin, les pratiques de ségrégation résidentielles restent ancrées dans les comportements.

De plus, la plupart des Noirs n'ont tout simplement pas les moyens financiers de s'offrir une maison en banlieue, ceci d'autant plus que les banques washingtoniennes sont réticentes à leur concéder des prêts. Ils s'installent donc en masse au centre-ville, dans des logements achetés à des Blancs à bas prix par les spéculateurs immobiliers et qui leur sont revendus avec une marge de profit confortable. Une fois enclenché, le système fonctionne de manière presque automatique, attisant l'animosité et les rancœurs entre Noirs et Blancs tandis qu'il se propage de quartier en quartier⁴¹.

Le phénomène se produit très rapidement. Sur Adams Street, NW⁴², par exemple, 44 des 73 maisons d'une portion de la rue ont changé de propriétaire entre 1951 et 1953, alors qu'en temps ordinaires, seuls un ou deux logements changeaient de propriétaire par an à cette échelle⁴³.

La partie aisée de la population noire s'installe dans des quartiers résidentiels comme *LeDroit Park*. Mais la plupart des Noirs n'ont pas les moyens de s'offrir de tels logements. Certains d'entre eux décident donc de financer partiellement les emprunts contractés pour acheter leur habitation en sous-louant une partie de leur logement. D'autres, plus pauvres encore, s'installent dans les *alleys dwellings* ou dans d'autres formes d'habitat sommaire, qui sont loin de respecter la moindre norme de sécurité, quand elles ne sont pas insalubres. L'augmentation de la population noire de Washington va donc de pair avec la surpopulation. Or la surcharge des logements aboutit à une dégradation des quartiers concernés, ce qui alimente les critiques des Washingtoniens hostiles aux Noirs.

2. Quel effet de la déségrégation des écoles ?

Dans la capitale, la fuite de la population blanche du centre-ville vers les banlieues a souvent été attribuée ou très fortement associée à la déségrégation des écoles. Il est difficile d'affirmer

⁴¹ H. GILLETTE, Jr. "A National Workshop for Urban Policy: The Metropolitanization of Washington, 1946-1968," *The Public Historian*, Vol. 7, No. 1 (Winter, 1985), p. 8, 10, 11.

⁴² Cette rue est située dans le quart nord-ouest de la ville, au-dessus de W Street, entre la 4^e et North Capitol Street.

⁴³ Ces chiffres sont tirés des *Lusk real estate records* (D. COHN, "The Year the Whites Left the City," WP, lundi 19 juillet 1999, p. A1)

avec certitude les motifs qui ont poussé beaucoup de familles blanches à quitter le centre pour la banlieue, et donc quelle a été la contribution de la déségrégation à ce phénomène. La relation de cause à effet entre la décision de déségréguer les écoles en 1954 et l'exode des familles blanches vers les banlieues n'est pas prouvée, pour deux raisons majeures⁴⁴.

D'une part, le changement du « profil racial » de la capitale s'est amorcé plus de 20 ans avant la décision de la Cour suprême. Le départ des Blancs vers les banlieues a commencé à la fin de la crise des années 1930. Ce phénomène apparaît très clairement dans les chiffres d'élèves blancs et noirs scolarisés dans la capitale exposés dans le tableau en [annexe 2](#) du chapitre 7. Il a été accentué par la prospérité amenée par la guerre et l'après-guerre qui a permis aux classes moyennes d'acheter des voitures et de devenir propriétaires de leur logement, ce qui leur était impossible auparavant⁴⁵.

D'autre part, Washington n'est pas une exception : le même changement se produit à la même époque dans des villes du Nord comme du Sud, y compris certaines qui n'ont jamais connu d'écoles ségréguées et d'autres qui ont toujours un système scolaire ségrégué. William Whyte cite en 1958 des chiffres évocateurs à ce sujet⁴⁶. À Chicago par exemple, la population noire augmente de 35 000 personnes chaque année, tandis que le nombre de Blancs désertant le centre pour la banlieue est estimé à environ 15 000. À New York, les arrivants noirs sont environ 10 000 par ans, les Portoricains 30 000, tandis que les départs de Blancs vers la banlieue atteignent environ 50 000 personnes. Selon des quotidiens des États du Sud, la situation est la même dans plusieurs villes qui ont un système éducatif ségrégué. L'*Atlanta Journal* rapporte ainsi en 1958 que le nombre d'élèves blancs n'a augmenté que de 500 dans la ville depuis 1955, alors que le nombre d'élèves noirs a augmenté de 8 400. À Charleston, le *Journal and Guide* rapporte en 1959 que les écoliers noirs représentent alors 69 % des écoliers de la ville. Leur

⁴⁴ KNOLL, Truth, 1959, p. 106-107.

⁴⁵ KNOLL, Truth, 1959, p. 105-106.

⁴⁶ W. WHYTE (dir.), *The Exploding Metropolis*, 1958.

nombre est passé de près de 6 800 en 1955 à près de 8 300 en 1959. Parallèlement, le nombre d'écoliers blancs a diminué de plus de 360 en 1958 pour s'établir à environ 3 700.

Ces arguments indiquent, qu'il existe un contexte favorable au départ des Blancs vers les banlieues dans l'après-guerre et qu'il existait une tendance à la baisse de la population blanche avant la déségrégation des écoles washingtoniennes. Toutefois, la coïncidence entre la déségrégation des écoles, qui se produit en 1954 et une brusque baisse du nombre de Blancs dans la capitale, qui se confirme au cours des années qui suivent, laisse penser que l'exode n'a pas eu la déségrégation pour cause unique, mais a sans aucun doute été accentué par la décision de la Cour suprême, ainsi que le suggère Carl Hansen⁴⁷.

C. Quartiers noirs, quartiers blancs, frontières mouvantes

Au cours des années d'après-guerre, les mouvements de population dans le centre de la capitale provoquent de profondes altérations de la structure raciale de nombreux quartiers. Ces changements, qui sont déjà perceptibles dans les années 1940, deviennent manifestes lors de la décennie suivante. Les quartiers noirs le deviennent plus encore et la proportion de Noirs progresse dans les quartiers environnants, comme on le voit sur les cartes ci-après.

Lors des années 1940, l'évolution apparaît légère à l'échelle de la ville, mais elle est assez visible au sein d'un couloir de 8 à 9 kilomètres de large réparti de part et d'autre du *Mall*. Deux secteurs sont plus particulièrement touchés : le quartier situé autour de Georgia et Florida Avenue d'une part, les environs du *Southwest* d'autre part. Ces deux quartiers étaient à très forte majorité noire en 1940. Ils voient leur superficie s'étendre. Les secteurs mitoyens deviennent à leur tour très nettement noirs. Les secteurs un peu plus distants restent à composante plus mixte, mais voient leur proportion de Noirs augmenter sensiblement.

Dans la partie nord de la ville, sept secteurs de recensement comptaient en 1940 plus de 75 % de Noirs aux environs de Georgia Avenue. Ils sont au nombre de 14 en 1950. La plupart se

⁴⁷ HANSEN, *Danger in Washington*, p. 55.

situent entre Massachusetts et Florida Avenue. D'autres secteurs, situés aux limites des quartiers noirs en 1940, voient également leur proportion d'habitants noirs augmenter au cours de ces années. La progression est particulièrement visible le long de Florida Avenue. La frontière du quartier noir se déplace peu à peu vers le Nord. Aux environs de Georgia Avenue, entre 1940 et 1950, la proportion de Noirs passe de 4,6 à 51,9 % dans le secteur 29 de 20,5 à 87,2 % dans le secteur 32, de 42,3 à 71 % dans le secteur 33 et de 17,7 à 33,5 % dans le secteur 36⁴⁸. Cette progression est également visible dans le Nord-Est. Entre Florida et Rhode Island Avenue, la proportion de Noirs passe de 3,5 à 40,8 % dans le secteur 87, et de 18,2 à 54,8 % dans le secteur 88. Entre Florida et Massachusetts Avenue, entre la 2^e et la 8^e rue NE, la proportion de Noirs passe de 21,3 à 47,6 % dans le secteur 83, et de 33,7 à 75,6 % dans le secteur 85.

Proportion de Noirs dans certains secteurs de recensement du vieux Washington en 1940 et 1950⁴⁹

Secteur de recensement		1940	1950
Nord	43	69,3 %	80,7 %
	47	70,8 %	78,2 %
	49	69,3 %	84,4 %
	86	71,1 %	81,3 %
	83	21,3 %	47,6 %
	85	33,7 %	75,6 %
	81	6,5 %	25,6 %
	79	38,9 %	55 %
	80	18,6 %	46,8 %
Sud	61	21,2 %	38,1 %
	62	25,9 %	39,9 %
	65	24,4 %	39,1 %
	67	16,4 %	32,6 %
	68	15,5 %	38,3 %
	69	19,8 %	62,3 %
	70	20,3 %	34,1 %

À proximité du *Southwest*, la croissance de la proportion de Noirs est moins nette qu'aux environs de Georgia Avenue. En 1950, trois secteurs de recensement comptent plus de 75 % de résidents noirs, soit le même nombre qu'en 1940. En revanche, la proportion de Noirs s'est

⁴⁸ Voir les cartes des secteurs de recensement en annexe pour les localisations plus précises

⁴⁹ *US Census*, 1940 et 1950.

accrue dans les secteurs avoisinants, en particulier vers l'Est, le long du *Mall*. Elle est passée d'environ 20 % à près de 40 % dans plusieurs d'entre eux, détaillés dans le tableau ci-dessous.

Le nord-ouest de la ville reste en revanche résolument blanc. Certaines zones en son sein voient même leur proportion de Blancs déjà extrêmement élevée s'accroître davantage. Le secteur le plus emblématique à cet égard est le secteur 1, qui se situe à Georgetown. La proportion de Blancs y passe de 71,9 % à 83,1 % entre 1940 et 1950. Dans le secteur 11, situé entre Wisconsin et Connecticut Avenue, elle passe de 93,3 à 97,2 %. Dans le secteur 16 enfin, qui constitue le coin Nord du District, elle passe de 94,8 à 97,4 %.

Une autre zone voit sa population blanche augmenter au cours des années 1940, dans la partie située au coin sud de la ville. Cette évolution est principalement due au fait que les quartiers de *Congress Heights* et Bellevue sont situés à côté de la base aérienne de Bolling. Les personnes qui y travaillent, blanches pour la plupart, cherchent à se loger à proximité, ce qui augmente la proportion de Blancs dans le quartier.

En résumé, le bilan des années 1940 met en évidence un double phénomène dans la capitale : d'une part, une expansion des quartiers noirs de la ville, d'autre part un maintien, voire un renforcement, de la ségrégation résidentielle. Les quartiers à très forte majorité noire restent résolument noirs. Les quartiers à très forte majorité blanche restent résolument blancs. Entre les deux, le rééquilibrage de la proportion de Noirs et de Blancs dans certains quartiers, à la faveur d'une progression de la proportion de résidents noirs, pourrait laisser croire que la ségrégation résidentielle s'atténue (cf. cartes en [annexe 6](#)). Mais la coexistence d'un nombre important de Noirs et de Blancs au sein d'un même secteur de recensement ne signifie pas nécessairement que Noirs et Blancs sont harmonieusement mélangés au sein de ce secteur. En l'occurrence, la ségrégation résidentielle persiste. Des limites nettes existent entre zones noires et zones blanches au sein des secteurs qui comportent des Blancs et des Noirs. L'évolution des chiffres de

recensement met donc simplement en évidence le déplacement des limites entre quartiers noirs et quartiers blancs, qui se situent parfois au sein d'un même secteur de recensement.

Au cours des années 1950, la dynamique amorcée lors de la décennie précédente s'accélère nettement. C'est manifeste sur la carte ci-dessus. La proportion de Noirs continue d'augmenter dans le Vieux Washington et le nord-est. Alors que la population noire se répartissait principalement dans un couloir immatériel de huit à neuf kilomètres situé le long du *Mall* en 1940, elle est majoritaire dans presque toute la partie orientale de la capitale en 1960. Désormais, le District est clairement divisé en deux zones raciales : une zone blanche réduite à l'ouest de *Rock Creek* et une zone noire étendue à l'est. Quelques exceptions à cette règle subsistent toutefois au cœur de la ville, entre Massachusetts Avenue et le *Mall*, ainsi qu'à proximité des frontières nord-ouest et sud-ouest de la ville, et aux abords de la base aérienne de Bolling où la proportion de Noirs a augmenté mais reste minoritaire, voire peine à augmenter.

Dans la plupart des quartiers à majorité noire, cette majorité est très nette. La ville comptait 11 secteurs de recensement avec plus de 75 % de résidents noirs en 1940, 17 en 1950, elle en comptera 34 en 1960. Parmi eux, 20 secteurs comporteront plus de 90 % d'habitants noirs. Ils se situent pour la plupart dans la partie nord-est du District, entre *Florida Avenue* et *Benning Road*.

L'Ouest de la ville reste en revanche résolument blanc. Les 17 secteurs de recensement situés à l'Ouest de *Rock Creek* comptent plus de 90 % de résidents blancs. Au total, la ville en compte 19. La plupart de ces zones sont des zones qui étaient blanches et le restent. Certaines voient même leur proportion de Blancs augmenter entre 1950 et 1960. Le secteur 1, à Georgetown, qui comptait 83,1 % de Blancs en 1950 en compte 93,6 % en 1960. Dans le secteur 2, également à Georgetown, cette proportion est passée de 90,9 % à 97,7 %.

En 1955, la population du District de Columbia est stabilisée autour de 800 000 habitants. Les oscillations à la hausse et à la baisse des années précédentes rendent difficile une prévision

d'évolution à long terme de la démographie de la capitale. Toutefois, deux tendances se dégagent déjà avec certitude. Premièrement, la banlieue prend assurément l'ascendant sur le centre-ville en termes de poids démographique. Deuxièmement, la proportion de Noirs qui vivent au sein du District évolue fortement à la hausse. En 1955, près de la moitié des résidents de la capitale sont noirs.

Après la forte croissance démographique des années de guerre, la stabilisation de l'après-guerre maintient une pression importante sur le logement dans la ville. La double nécessité est d'accroître l'offre et d'améliorer la qualité du parc existant.

CHAPITRE 9

Washington, laboratoire de politique urbaine

Entre 1940 et 1945, Washington a été affectée par la Seconde Guerre mondiale sur de nombreux plans.

Le relâchement relatif de la pression démographique dans le centre ne règle pas les problèmes d'infrastructures du District. Si le nombre de Washingtoniens plafonne, la ville a accumulé un fort retard au cours des décennies précédentes en matière de grands équipements. La guerre a accentué les besoins, dont certains sont rendus plus pressants encore après 1945 du fait de la forte croissance de la banlieue. La quantité et la qualité de logements nécessitent un effort majeur de remise à niveau. Les transports en commun sont à repenser au niveau local comme au niveau régional, de même que le réseau de distribution d'eau et celui des égouts. L'extension de l'usage de l'automobile provoque un besoin urgent et croissant de nouvelles routes, de ponts et de parkings.

Constance McLaughlin Green résume ainsi la situation washingtonienne de l'après-guerre :

« Par moments, les Washingtoniens se sentaient pris dans une nasse, assaillis par chaque problème qui peut se poser dans une zone confinée, racialement divisée, politiquement impotente, et menacée d'étranglement économique du fait de l'expansion incontrôlée de la mégalopole qui l'entoure.¹ »

Dans les années d'après-guerre, du fait de sa démographie changeante et des héritages du passé, la capitale fait donc face à des problèmes pressants d'infrastructures qui conditionnent son devenir. Dans ce contexte, les autorités tentent de trouver des solutions, les acteurs locaux

¹ *“At times, Washingtonians felt caught in a tightening net, assailed by every quandary that could beset a geographically confined, racially divided, politically impotent area threatened by economic strangulation from the uncontrolled expansion of a surrounding megalopolis.”* (C. GREEN, *Washington: Capital City, 1879-1950*, p. 502)

s'impatient, et les acteurs économiques nationaux trouvent l'opportunité de tester de nouvelles idées en matière de développement urbain d'aménagement du territoire.

I. L'évolution de la situation du logement dans la capitale : de la pénurie générale à la pénurie ciblée (1945-1950)

En 1945, suite à la Seconde Guerre mondiale, la situation du logement est très critique dans la capitale américaine. Le taux de logements vacants est de 0,4 % seulement, ce qui est extrêmement bas, même pour un marché locatif relativement fluide. De plus, ce chiffre ne prend pas en compte les logements qui devraient être remplacés, dont le nombre est estimé être de 20 000 à 40 000². Avec la fin de la guerre naît l'espoir d'une amélioration de la situation. La ville fait alors face à un double défi : l'un sur le plan de la quantité, qui est de fournir un nombre suffisant de logements à une population qui reste élevée, l'autre sur le plan de la qualité, qui est de réhabiliter les milliers de taudis qui existent dans la capitale. Entre 1945 et 1950, la pénurie de logements reste le problème prioritaire. À partir de 1950, la pénurie n'est pas résolue, mais elle est ciblée sur certaines catégories de la population, et le problème majeur est désormais la qualité des logements.

A. Les ressorts de la pénurie : plusieurs facteurs à l'œuvre

À la fin de la guerre, l'augmentation rapide des coûts de construction freine et oriente la relance dans le secteur du bâtiment. Le résultat est une offre chère et ciblée. La construction de logements est inabordable dans certaines gammes, inexistante dans d'autres.

1. Une forte augmentation des coûts de construction

Briques, bois de charpente et autres matériaux essentiels à la construction immobilière continuent à faire défaut après la guerre, ce qui aboutit à une hausse des prix dans ce domaine³.

² Ils sont estimés à 20 000 par le *Washington Post* en octobre 1945 (WP, 21 octobre 1945)

³ J. CHINN, "Builders figure Washington Is short 25,000 Housing Units," WP, 11 janvier 1946, p. 1, 9.

Tous les indices de coûts de construction américains mettent ce phénomène en évidence⁴. Prenons l'indice AAC⁵, qui est assez représentatif, avec une base 100 en 1947-49. On constate que les coûts, restés stables entre 1925 et 1935, ont augmenté de 10 points entre 1935 et 1940, puis de 10 points à nouveau entre 1940 et 1945. Au cours des cinq années suivantes, ils enregistrent une brusque hausse de 40 points, qui se traduit mécaniquement dans le prix des logements neufs et le montant des loyers. L'ampleur de l'augmentation des coûts est manifeste sur le graphique en [annexe 2](#).

L'exemple suivant est évocateur. En 1942, une entreprise locale de bâtiment a construit dans le Sud-est un immeuble de 64 logements comptant un total de 208 pièces pour un coût de 230 000 dollars, soit 3 600 dollars par appartement. Cinq ans plus tard, la même entreprise construit un immeuble similaire⁶, juste à côté du précédent. Le coût de revient atteint 375 000 dollars, soit 6 000 dollars par logement. Cela représente une augmentation d'environ 64 %⁷.

2. Des effets importants sur le niveau et le type de constructions

La hausse des coûts de construction produit plusieurs effets. D'une part, lorsque les logements sont destinés à la location, elle se répercute sur les loyers. Le loyer est alors difficilement abordable pour les bourses des personnes auxquelles il était initialement destiné. L'impact global est un niveau de loyers très élevé dans la capitale, ce qui réduit les chances des familles modestes de se loger convenablement, comme nous le verrons plus loin. D'autre part, la hausse a parfois des conséquences sur le devenir même des projets de construction. Certains projets sont tout simplement abandonnés car ils ne sont pas jugés rentables à terme, ou car les incertitudes quant à leur rentabilité sont trop fortes. Les niveaux de loyer nécessaires pour couvrir les coûts de production seraient trop élevés pour le type de logement envisagé. Cette analyse est partagée

⁴ voir les tableaux des d'index et indices de coût en [annexe 1](#) et [annexe 3](#).

⁵ L'indice AAC (*American Appraisal Co.*) est une moyenne des coûts de construction dans 30 villes pour quatre types de bâtiments : structures de bois, structures brique-bois, structures brique-acier, structures de béton armé.

⁶ La nouvelle version comporte deux logements de moins

⁷ Thirteenth Semi-Annual Report of the Administrator of Rent Control for the District of Columbia, period January 1, 1948 to June 30, 1948, 3 août 1948, p. 2.

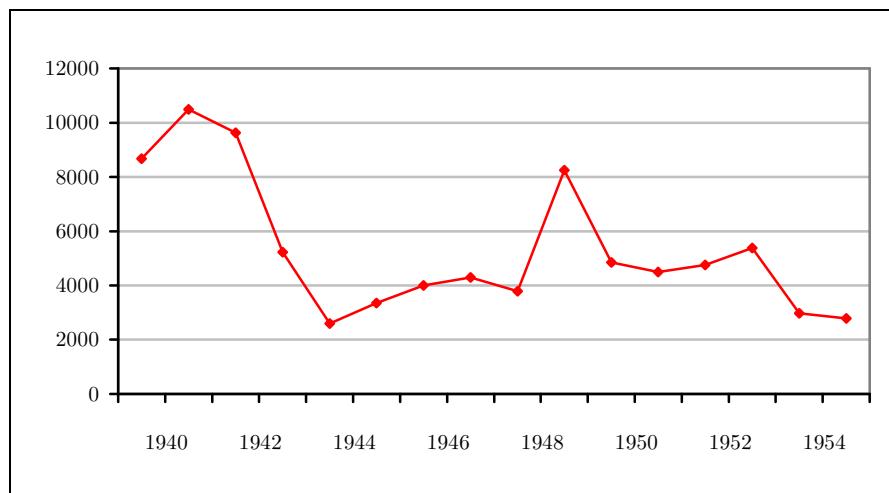
aussi bien par les promoteurs immobiliers que par les banques et les compagnies d'assurance, qui sont réticentes à risquer le prêt de sommes d'argent conséquentes dans un marché inflationniste⁸.

L'augmentation des coûts de construction est ainsi une cause essentielle de la poursuite de la crise du logement à Washington dans les années d'après-guerre. L'offre existe dans les gammes les plus élevées, car la construction de logements de standing est privilégiée aux constructions moins onéreuses devenues moins ou non rentables. En revanche, elle est presque inexistante dans les gammes inférieures.

3. Une relance modérée de la construction

Dans la capitale, le nombre de logements construits dans l'après-guerre reste modéré. Les constructions résidentielles avaient connu une forte hausse dans la capitale entre 1939 et 1941, puis une baisse vertigineuse entre 1941 et 1944, lorsque la priorité a été clairement donnée aux bureaux.

Figure 174 - Construction de logements à Washington (1940-1955)⁹



À partir de 1945, le rythme oscille annuellement autour de 4 500, à l'exception de l'année 1949, au cours de laquelle un record est établi pour la décennie avec 8 254 logements construits. Ce rythme moyen de construction est inférieur à celui des années d'avant-guerre, qui oscillait autour de 6 500 logements par an. Il est inférieur au rythme effréné que connaît une ville comme

⁸ Thirteenth Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control for the District of Columbia, period January 1, 1948 to June 30, 1948, Washington, August 3, 1948, p. 3.

⁹ SA

Chicago, qui enregistre jusqu'à 18 000 constructions de logements par an, comme l'indique le graphique en [annexe 4](#). Il est en revanche plus soutenu que celui de villes comme Boston ou San Francisco, dans lesquelles la moyenne est plutôt voisine de 3 000 à 4 000 logements par an.

Au total, ce sont environ 28 500 logements qui sont construits entre 1945 et 1950. La reprise est donc réelle, mais elle n'est pas forcément suffisante ni adaptée aux besoins, d'autant qu'au même moment, un nombre non négligeable de logements sont détruits chaque année¹⁰.

4. Les destructions de logements accentuent la pénurie

Les destructions significatives de logement freinent l'amélioration de la situation. Environ 28 500 logements sont construits dans la capitale entre 1945 et 1950¹¹. Au cours de la même période, toutefois, le nombre total de logements passe de 209 000 à 229 700, soit une hausse de 20 700 seulement. La différence entre ces deux nombres s'explique très simplement : si des logements sont construits, d'autres sont détruits¹².

Le *war housing*, construit à la hâte dès le début de la guerre, était conçu pour être temporaire. À la fin du conflit, la destruction des logements commence rapidement. Dans certains cas, les logements sont trop détériorés pour continuer à être utilisés. Dans d'autres cas, bien que les logements restent en bon état, ils se situent sur des terrains privés, qui ont été loués temporairement et que les propriétaires exigent de récupérer afin de les utiliser pour d'autres usages plus rentables.

La totalité du parc n'est certes pas détruite immédiatement, notamment car des solutions de relogement doivent être trouvées pour les occupants des logements. Le rythme est néanmoins très soutenu. Le nombre de *war housing* était de plus de 13 000 dans la capitale en 1944. Il passe

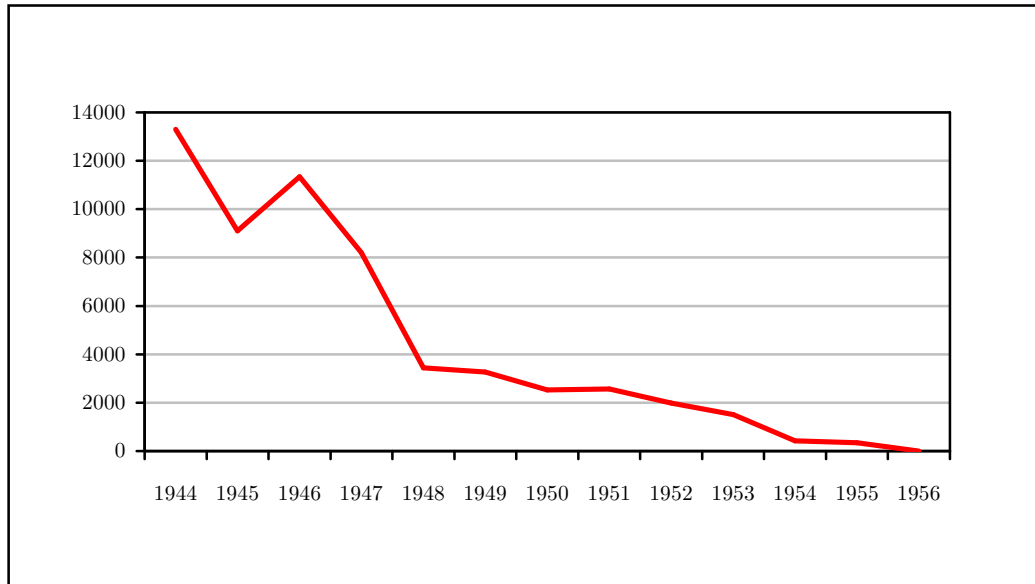
¹⁰ SA

¹¹ *Statistical Abstract*, pages « construction ».

¹² De la même manière, entre 1940 et 1950, le nombre de logements construits s'établit à 65 200 alors que le nombre total de logements passe seulement de 185 200 à 229 700, soit une hausse de 44 500.

de 11 339 à 3 439 entre 1946 et 1948. Il en reste à peine plus de 2 500 en 1950¹³. On peut voir sur le graphique ci-dessous que la chute est brutale, en particulier entre 1946 et 1948.

Figure 175 - War Housing à Washington (1944-1956)¹⁴



À la destruction du *war housing* s'ajoute celle des bâtiments insalubres. De nombreuses inspections sont menées chaque année par les services municipaux chargés du génie civil et de la santé. Les inspecteurs vérifient la conformité des bâtiments ainsi que celle de la plomberie, des ascenseurs, les conditions sanitaires, etc. Ces inspections se traduisent dans la majorité des cas par des obligations d'effectuer des réparations, et non des démolitions, notamment parce que les inspecteurs sont conscients de la situation tendue du logement et de la difficulté de reloger les habitants des logements dont ils ordonnent la destruction. C'est le cas dans environ un millier de dossiers chaque année. Toutefois, il arrive aussi que des condamnations ou des destructions de bâtiments soient ordonnées. En 1945, La Commission de condamnation des bâtiments

¹³ Ces chiffres sont ceux fournis par le *Statistical Abstract* entre 1945 et 1950. Ils sont différents de ceux cités précédemment concernant le *War Housing*, qui étaient extraits d'un rapport sénatorial et qui estimaient le total de logements construits à Washington dans le cadre du *War Housing Act* à 24 931. Les chiffres du *Statistical abstract* sont moins détaillés que ceux du rapport en question. Néanmoins, l'examen des deux séries de chiffres semble indiquer que ceux du *Statistical Abstract* n'incluent pas les dortoirs temporaires, qui sont près de 11 000 en 1944. Malgré cette légère incertitude, nous avons décidé d'utiliser les chiffres du *Statistical Abstract*, car ils donnent une bonne idée de l'évolution générale, vu que nous disposons d'une longue série.

¹⁴ SA

insalubres¹⁵ (*BCIB*), ordonne ainsi la condamnation de 18 bâtiments et la destruction de 18 autres. En 1949, elle ordonne la démolition de 17 bâtiments¹⁶.

La conséquence est double : d'une part, les condamnations et destructions de bâtiments insalubres contribuent à améliorer les conditions d'hygiène dans la capitale du fait, mais d'autre part, le nombre de logements bon marché disponibles diminue¹⁷.

Les destructions de logements affectent d'autant plus le volume de logements disponibles que les bâtiments résidentiels détruits sont souvent remplacés non par des logements mais par des bureaux, des parkings, des parcs, ou encore des écoles, suite à l'effort significatif des commissaires pour accroître le nombre de salles de classe. Les constructions résidentielles perdent ainsi rapidement du terrain dans le District, en particulier au centre, où de nombreux logements sont nécessaires¹⁸.

Aux côtés des constructions et destructions de logements, l'un des facteurs majeurs de la situation du logement dans la capitale est naturellement la démographie.

5. Le rôle de la démographie

Entre 1945 et 1950, la population de la capitale chute de 74 000 personnes. Cette baisse notable soulage en partie la ville de ses problèmes de logement.

Immédiatement après la fin de la guerre, la situation commence toutefois par empirer, principalement du fait de la hausse de la population qui se produit cette année-là avec le retour des soldats. En 1945, le *Washington Post* fait état d'un « déficit énorme d'appartements et de maisons¹⁹ » dans le District. Le 18 janvier 1946, le quotidien déclare que « la situation du logement est passée de critique à désespérée dans la capitale »²⁰. Il décrit l'état de disponibilité

¹⁵ Board of Condemnation of Insanitary Buildings

¹⁶ Rapports annuels du District de Columbia

¹⁷ RGDC 1950, p. 179.

¹⁸ "So great was the attrition due to old age, condemnation and removal in favor of parking lots. Residential building in downtown Washington, where it is badly needed, is fast losing ground." (C. ROBERTS, "It's Costly And Dangerous For District To Maintain Slum Areas," WP, 30 janvier 1952); RGDC 1950, p. 178.

¹⁹ "enormous shortage of apartments and homes" WP, 21 octobre 1945.

²⁰ "Housing Situation Here Goes from Critical to 'Desperate,'" WP, 18 janvier 1949, p. 1, 9.

des logements dans le District comme « le plus réduit depuis le début de la guerre.²¹ » En février 1946, le taux de vacance de logements est estimé à 0,4 % dans la capitale et à 0,6 % dans l'agglomération²².

En 1947, baisse du nombre d'habitants aidant, la situation montre les premiers signes d'amélioration. Le 11 janvier, le *Chicago Tribune* rapporte que la veille, 183 personnes se sont présentées devant chez Mme O'Brien en réponse à une annonce de location d'appartement²³. À la fin de l'année, les conditions de location saisonnière de chambres d'hôtel sont redevenues proches de la normale. Il en est de même pour la location de chambres au sein de pensions. L'Autorité de contrôle des loyers souligne que les locataires ne sont désormais plus obligés de prendre la première chambre qui se présente. L'offre est devenue suffisante pour qu'ils puissent se permettre un minimum de sélection²⁴.

Cette amélioration est néanmoins réduite, elle ne se produit pas sur l'ensemble du marché locatif. Les logements concernés sont des logements temporaires, qui ont deux fonctions majeures. En général, ils sont utilisés par les personnes de passage dans la capitale pour quelques jours, quelques semaines ou quelques mois. C'est le cas des Washingtoniens temporaires venus soutenir l'effort de guerre. De plus, par leur nature, ces logements constituent la variable d'ajustement du marché locatif, la solution de dernier recours en cas de forte demande. Faute de mieux, les personnes en recherche de logement abaissent en effet leur niveau d'exigence et se rabattent sur l'offre la plus basique, qui a au moins le mérite d'exister. Ainsi, une forte demande durable de ces logements est un indicateur solide de pénurie générale. En revanche, la réciproque n'est pas vraie : une plus forte disponibilité de ces logements ne signifie pas nécessairement la fin de la pénurie pour tous les types de logements. Elle constitue au mieux une preuve

²¹ "housing space at its lowest figure since the war started" WP, 18 janvier 1949, p. 1, 9

²² "DC Housing tightest in Nation, Survey Discloses," *The Washington Star*, 2 février 1946.

²³ "183 Stand in Line to Rent Washington Apartment", *Chicago Daily Tribune*, 11 janvier 1947, p. 8.

²⁴ *Eleventh Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control, Covering the period January 1, 1947 to June 30, 1947*, Washington, October 7, 1947; *Twelfth Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control, period July 1, 1947 to December 31, 1947*, Washington, 28 janvier 1948, p. 3-4.

d'amélioration de la situation générale. Avec la fin de la guerre, le départ des Washingtoniens de passage se traduit mécaniquement par une baisse de la demande de logements temporaires. C'est la baisse perceptible dès 1947.

En 1947, la situation du logement dans la capitale est donc meilleure, mais la crise n'est pas résolue pour autant. Un fort déficit de logements subsiste dans la plupart des gammes. En mai 1947, Benjamin C. Sigal²⁵ écrit que « la pénurie de logements devrait être assez évidente pour ne pas exiger que l'on en parle²⁶. » L'année suivante, John Ihlder affirme que la demande en logement « est critique pour tous les niveaux de revenus²⁷. » Selon le *Washington Post*, la « situation déjà tragique avant la guerre menace de devenir pire encore dans les années à venir²⁸. »

La situation continue à s'améliorer lentement au cours des années suivantes, en particulier grâce à la baisse de la population et à la reprise de la construction. La tendance observée en 1947 se poursuit en effet. En 1949, de nouveaux signes positifs apparaissent. Le marché locatif des appartements de 90 à 120 dollars de loyer montre les premiers signes de saturation, ce qui incite certains entrepreneurs à se détourner des constructions haut de gamme pour revenir vers les constructions plus modestes, pour lesquelles la demande reste très forte. Les professionnels, parmi lesquels le *Washington Real Estate Board*, reconnaissent en effet la pénurie qui existe dans la gamme des logements inférieurs à 70 dollars par mois²⁹. L'amélioration de la tendance se traduit notamment par une légère hausse du taux de logements vacants, qui passe de 0,4 % à 1,2 % entre 1945 et 1950³⁰.

²⁵ Président de la branche locale de l'association *Americans for Democratic Action*

²⁶ "the facts as to the housing shortage would seem to be so clear as not to require any discussion." (B. SIGAL, "letter to the editor," WP, 23 mai 1947, p. 8)

²⁷ "is acute in all economic brackets." "Negative Housing Plans," WP, 15 mars 1948.

²⁸ "Negative Housing Plans," WP, 15 mars 1948; *Thirteenth Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control for the District of Columbia*, period January 1, 1948 to June 30, 1948, 3 août 1948, p. 3.

²⁹ Le WREB qualifie cette pénurie de *rental vacuum*. ("Area Shortage," WP, 3 janvier 1949)

³⁰ US Census of Housing, 1950.

L'amélioration reste toutefois limitée. Un taux de vacance de 1,2 % reste très faible. Il se répartit de plus entre 0,9 % de logements disponibles à la location et 0,3 % disponibles à la vente. Au total, ces 1,2 % correspondent à 2 753 logements disponibles seulement. Car si la population a perdu 74 000 habitants au cours des cinq années d'après-guerre, le solde des années 1940 reste un gain de 141 000. Or sur la même période, le solde de logements est de 44 500. La situation de la capitale était déjà difficile en 1940 et la plupart logements construits à la hâte pendant la guerre étaient temporaires et sont détruits dans la décennie qui suit, comme nous l'avons vu, ce qui freine l'amélioration de la situation attendue du fait de la reprise de la construction résidentielle.

Ainsi, si une partie de la population voit sa situation s'améliorer, ce n'est pas le cas de tous. Du fait de la hausse des loyers, les ménages modestes rencontrent encore alors de fortes difficultés pour se loger, en particulier s'ils souhaitent se loger dans des habitations correctes. Parmi eux, les plus touchés sont les Noirs et les anciens combattants.

B. Pauvres, Noirs, anciens combattants : des populations particulièrement affectées

1. Les difficultés des plus pauvres à trouver un logement décent

Du fait de la pénurie persistante, l'après-guerre voit se poursuivre le même phénomène que pendant la guerre. Entre 1945 et 1948, le coût de la vie a augmenté de 64 % dans la capitale américaine. Du fait du niveau des coûts de construction, les loyers des logements neufs sont élevés et ne montrent pas de signe de baisse après la guerre. Ils tirent vers le haut la moyenne des loyers de la ville. En 1947, le loyer mensuel moyen payé à Washington est de 44 dollars, alors que la moyenne dans les métropoles américaines est de 27 dollars. En 1950, il est de 57 dollars³¹.

³¹ US Census of Housing, 1950.

Des estimations fournies pour 1947 par les services du recensement soulignent à la fois les faibles revenus des Noirs et l'inégalité qui persiste entre leurs revenus et ceux des Blancs. Cette année-là, le revenu médian des familles blanches de l'agglomération washingtonienne est de 4 600 dollars par an, tandis que celui des familles noires est de 2 600 dollars. Les revenus médians des célibataires blancs et noirs sont respectivement de 2 500 et 1 400 dollars annuels. En termes de richesse et de pauvreté, le bureau du recensement estime en 1947 que 44 % des familles blanches ont des revenus annuels supérieurs à 5 000 dollars alors c'est le cas de seulement 9 % des familles noires. Inversement, environ 8 % des familles blanches ont des revenus inférieurs à 2 000 dollars alors que 30 % des familles noires sont dans ce cas³².

En 1950, les rares logements vacants ne sont donc pas à la portée de tous. Seuls 10 % des logements disponibles dans la capitale ont un loyer inférieur à 40 dollars³³. La moitié des logements se louent entre 60 et 99 dollars par mois, 10 % d'entre eux se louent au-dessus de 100 dollars et environ 30 % se négocient entre 40 et 60 dollars. Un appartement *garden type*³⁴ avec une chambre se loue entre 72 et 79 dollars. Il faut compter 82 à 90 dollars pour un logement avec deux chambres. Par conséquent, les familles qui gagnent entre 2 000 et 3 200 dollars par an (soit entre 165 et 265 dollars par mois) ne parviennent pas ou alors difficilement à obtenir de logement adéquat³⁵. Or à la fin 1948, pas moins de 45 000 à 50 000 familles washingtoniennes, dont beaucoup de noires, touchent moins de 2 310 dollars par an³⁶. Une partie des familles modestes ont certes déjà un logement. En 1950, 18 450 logements sont en effet loués avec des loyers inférieurs à 40 dollars. Néanmoins, le déficit de logements à loyers modérés reste majeur dans la capitale car il en faudrait plus du double pour satisfaire le demande dans cette gamme.

³² Department of Commerce, Bureau of the Census, *Current Population Reports*, Consumer Income, Series P-60, n°4, Washington, GPO, 24 septembre 1948.

³³ Source : 1950 US Census.

³⁴ Ce sont des logements de bonne qualité, pourvus de cuisines et de salles de bain modernes, dans des bâtiments qui disposent d'équipements divers comme des machines à laver, de terrains de jeux pour les enfants, etc. (*Twelfth Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control, period July 1, 1947 to December 31, 1947*, 28 janvier 1948, p. 3-4)

³⁵ M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here," WP, 20 janvier 1948, p. 1, 3.

³⁶ T. WINSHIP, "44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit," WP, 1^{er} février 1949, p. 1, 13.

Les seules listes d'attente de la NCHA, qui ne sont pas exhaustives, comportent alors 17 000 familles³⁷ en 1948. Le chiffre passe à 18 000 l'année suivante, 18 000 familles, dont un bon nombre attendent depuis 1941³⁸.

Dès 1947, le BPHE insiste sur le manque de logements qui touche spécifiquement les personnes à faibles revenus. Il souligne qu'à l'exception du *war housing*, aucun logement à destination de cette catégorie de Washingtoniens n'a été construit dans la capitale et ses environs depuis avant la guerre³⁹. Année après année, le rapport annuel du BPHE rappelle que « le problème le plus important dans le District de Columbia en termes d'environnement est le manque de logements adéquats pour la partie la plus pauvre de la population⁴⁰. »

Dans son rapport annuel de 1948, la NCHA constate : « aujourd'hui, plus de trois ans après la fin de la guerre, les conditions de logement pour les familles washingtoniennes à faibles revenus sont pires qu'avant et pendant la guerre.⁴¹ » Le *Washington Veterans' Housing Center* estime alors le besoin à 30 000 logements sociaux. Plusieurs autres associations locales avancent le chiffre de 20 000 à 30 000 familles dans le besoin⁴². Cinq de ces associations réclament la construction immédiate de 5 500 logements à loyer modéré afin de rompre le cercle vicieux par lequel le manque de logements entretient la mauvaise qualité du parc immobilier.

En 1949, le BPHE remarque une nouvelle fois que peu ou pas de logements sont rendus disponibles pour les Washingtoniens les plus pauvres, tandis que le nombre de logements abordables existants diminue pour cause de condamnations, démolition et pure et simple usure. Certains vieux bâtiments atteignent en effet un tel point de dégradation que les travaux deviennent inutiles car ils ne seraient plus rentables. Par ailleurs, le nombre de zones dégradées

³⁷ M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here," WP, Jan. 20, 1948, p. 1, 3.

³⁸ T. WINSHIP, "44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit," WP, 1^{er} février 1949, p. 1, 13.

³⁹ RGDC 1948, p. 180.

⁴⁰ "The outstanding environmental problem in the District of Columbia is the lack of suitable housing for the low-income segment of the population." (RGDC 1950, p. 172)

⁴¹ "Today, more than three years after the close of the war, housing conditions for the low-income part of the District's population are worse than either before or during the war." (T. WINSHIP, "44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit," WP, 1^{er} février 1949, p. 1, 13)

⁴² M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here," WP, 20 janvier 1948, p. 1, 3.

qui sont préemptées pour l'expansion du réseau scolaire, des zones de loisirs et la construction de bâtiments gouvernementaux augmente. Le résultat est une réduction du nombre de logements disponibles et une hausse du surpeuplement des logements en mauvais état et déjà surchargés qui subsistent, ce qui aboutit à la poursuite du cercle vicieux.

En 1950, le BPHE dresse toujours le même constat. Il note que si une partie des conditions de logement les plus déplorables ont été améliorées, c'est au prix de davantage de destructions de logements insalubres et donc d'une réduction du nombre de logements disponibles. « La seule solution réelle, qui est la construction de nouveaux logements, reste un problème⁴³, » remarque le BPHE dans son rapport annuel. En effet, la construction de logements à prix réduit reste nulle ou presque.

2. Les promesses de la décision Shelley v. Kraemer

Malgré les hausses de revenus qui sont intervenues pendant la guerre, les Noirs restent comme avant et pendant le conflit les plus touchés par les difficultés de logement. Leurs revenus demeurent nettement inférieurs à ceux des Blancs et la ségrégation résidentielle subsiste. En 1947, le *Washington Post* souligne que les conventions restrictives restent « l'arme principale dans l'effort pour empêcher les Noirs de quitter des logements surpeuplés pour intégrer des quartiers blancs. Les nouvelles constructions ainsi que de nombreux sites plus anciens sont maintenant sous l'emprise de conventions restrictives⁴⁴. »

En 1948, une décision majeure de la Cour suprême vient bousculer les usages. Vingt-deux ans plus tôt, les juges avaient refusé de statuer sur le fond d'une affaire du même genre, *Corrigan v. Buckley*, du fait des arguments utilisés par la défense. En 1948, la Cour suprême regroupe quatre affaires similaires, dans lesquelles la validité des conventions est contestée, pour statuer sur le

⁴³ "The only real solution, the construction of new units, remains unsolved." (RGDC 1950, p. 178).

⁴⁴ "The chief weapon in the effort to keep Negroes from moving out of overcrowded quarters into white neighborhoods is the restrictive covenant. New building sites and many older areas are now covenanted." ("Civil Rights Report," WP, 30 octobre 1947, p. 13)

fond de la question. À l’instar du dossier de 1926, deux de ces affaires concernent le District de Columbia : l’affaire *Hurd v. Hodge* (No. 290) et l’affaire *Urciolo v. Hodge* (No. 291).

Ces deux affaires concernent des propriétés situées sur *Bryant Street, NW*, entre les quartiers de LeDroit Park et de Bloomingdale. Construites en 1905 et vendues l’année suivante, elles sont assujetties à une convention restrictive sans limitation de durée qui stipule que les propriétés bâties sur ce lot « ne pourront jamais être louées, vendues, ou transmises à toute personne noire ou de couleur⁴⁵. » Le montant de l’amende en cas d’infraction est fixé à 2 000 dollars. Les plaignants à l’initiative des deux affaires sont M. et Mme Hodge, résidents blancs du quartier, qui exigent l’application de la convention. Dans l’affaire No. 290, la plainte vise M. et Mme Hurd, noirs, qui ont acheté à des propriétaires blancs la maison située au 116 *Bryant Street*. La famille Hodge exige leur départ. Dans l’affaire No. 291, M. et Mme Hodge portent plainte contre M. Urciolo, un agent immobilier blanc qui a vendu des maisons à trois familles noires, les familles Rowe, Savage et Stewart. Les plaignants réclament là encore le départ des occupants.

La défense, assurée par Charles Houston au nom de l’ACLU, présente de nombreux arguments pour contester la validité des conventions restrictives. Elle s’appuie notamment sur la loi sur les droits civiques de 1866⁴⁶, la Charte des Nations Unies, l’iniquité des conventions restrictives. Le principal argument mis en avant est que les conventions restrictives sont contraires au principe de *due process*⁴⁷ reconnu par le 5^e amendement à la constitution.

En première instance, la cour de justice du District de Columbia avait donné raison aux plaignants dans les deux affaires, qui ont été regroupées pour le procès. En 1947, la cour fédérale d’appel pour le District de Columbia a à son tour donné raison aux plaignants, en application de la jurisprudence dans le domaine⁴⁸.

⁴⁵ “*shall never be rented, leased, sold, transferred or conveyed unto any Negro or colored person.*” (*Hurd v. Hodge*, 334 US 24)

⁴⁶ Civil Rights Act of 1866

⁴⁷ Ce principe établit que chaque personne a droit à un jugement en bonne et due forme avant d’être privée de tout droit dont elle jouit.

⁴⁸ 1947, 82 U.S. App D.C. 180, 162 F.2d 233.

Figure 176 - *St. Petersburg Times*, 4 mai 1948



Figure 178 - *The Florence Times*, 4 mai 1948



Figure 177 - *The Afro-American*, 24 janvier 1948



Le 3 mai 1948, la Cour suprême rend son avis sur les quatre affaires regroupées pour l'occasion. Dans les quatre dossiers, elle rappelle tout d'abord le droit de chaque individu à établir des contrats privés et à les appliquer, y compris des conventions restrictives, dans la mesure où toutes les parties au contrat le sont de leur plein gré. En revanche, dans les affaires *Shelley v. Kraemer* et *McGhee v. Sipes*, la Cour souligne que, sur la base du 14^e amendement à la Constitution, l'application de telles conventions ne peut être contrôlée par les cours de justice des États. De même, dans les affaires *Hurd v. Hodge* et *Urciolo v. Hodge*, la Cour déclare que sur la base du *Civil Rights Act of 1866*⁴⁹, « le contrôle par les cours de justice du District de

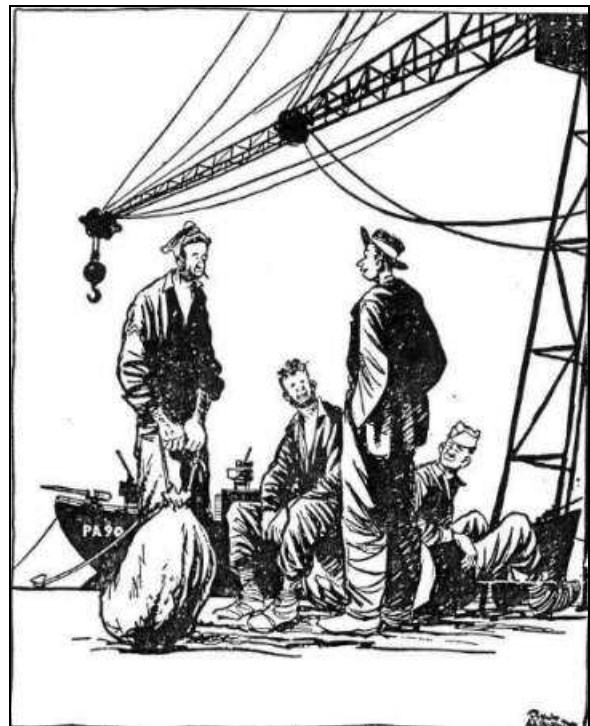
⁴⁹ Plus précisément sur la base de la section 1978 des *Revised Statutes*, dérivés de la section 1 du *Civil Rights Act of 1866*, qui stipule que « tout citoyen des États-Unis doit disposer, dans chaque État et Territoire, des mêmes droits que ceux dont disposent les citoyens blancs en matière d'héritage, d'achat, de location, de vente,

Columbia de l'application des conventions restrictives est malséant⁵⁰. » Néanmoins, ce jugement ne se traduit pas immédiatement dans les pratiques. En effet, il signifie que les signataires de conventions restrictives ne peuvent pas exiger des tribunaux qu'ils les fassent appliquer. En revanche, rien n'oblige les propriétaires de logements dans les quartiers blancs à accepter de vendre ou de louer à des Noirs. En 1959, ces clauses sont encore respectées dans des quartiers majoritairement blancs de la capitale, par exemple à l'Ouest de Rock Creek Park⁵¹.

3. Dur retour au pays pour les GI's

Ce ne sont pas que de glorieux défilés et des déluges de confettis qui accueillent les anciens combattants lorsqu'ils rentrent au pays. Pour beaucoup d'entre eux, l'euphorie de V-E et V-J Day est passée depuis longtemps lorsqu'ils reviennent, et le retour à la vie quotidienne se révèle difficile. Les cartoons de Bill Murray, dont on peut voir un exemple ci-contre, soulignent admirablement les difficultés rencontrées par les vétérans après la guerre. À l'instar de la recherche d'emploi, la recherche de logement est l'un des aspects les plus délicats, notamment pour ceux qui sont devenus pères de famille en leur absence et ont femme et enfant à loger.

Figure 179 - Dessin de Bill Mauldin, 1947



*"You boys shoulda been here V-J Day. Free drinks, pretty girls kissin' everybody, whistles blowin', windows busted..."*⁵²

de détention et de transmission de propriété immobilières et personnelles. » ("All citizens of the United States shall have the same right, in every State and Territory, as is enjoyed by white citizens thereof to inherit, purchase, lease, sell hold, and convey real and personal property." '8 U.S.C. 42, 8 U.S.C.A. 42)

⁵⁰ "judicial enforcement of restrictive covenants by the courts of the District of Columbia is improper" (Hurd v. Hodge, 334 US 24)

⁵¹ H. GILLETTE, Jr. "A National Workshop for Urban Policy: The Metropolitanization of Washington, 1946-1968," *The Public Historian* 7, No. 1, Winter, 1985, p. 8, 10, 11.

⁵² "Vous auriez dû être là le jour de la victoire contre le Japon. Alcool à volonté, de jolies filles qui embrassent tout le monde, des coups de sifflet, des vitres brisées..." (B. MAULDIN, *Willie & Joe Back Home*, Fantagraphics Books, 2011 (première édition 1947)).

En 1945, le *Washington Post* prédit un déficit de trois millions de logements dans le pays « lorsque tous les militaires qui ne doivent pas servir de force d'occupation seront rentrés⁵³ ». Les anciens combattants washingtoniens sont particulièrement touchés, car ils sont très nombreux et que la situation du logement dans la capitale est déjà délicate avant leur retour. En décembre 1945, ils sont environ 30 000 à être revenus dans la capitale. Environ 95 000 de plus reviennent dans le District au cours des deux années suivantes⁵⁴. Le logement est alors la principale difficulté qu'ils doivent affronter, selon Sam Stavisky, ancien correspondant de guerre, qui suit pour le *Washington Post* les sujets liés aux anciens combattants. « Concernant le logement, » écrit-il, « le vétéran qui revient « à la maison » est littéralement à la niche⁵⁵ ».

En 1946, 15 % des anciens combattants mariés blancs de la capitale doivent partager leur logement avec d'autres familles et 9 % vivent dans des logements d'une pièce ou dans des caravanes⁵⁷.

Pour les anciens combattants mariés noirs, la situation est pire : ces chiffres sont respectivement de 29 % et 42 %. En mai 1947, Benjamin C. Sigal décrit « la lutte des anciens combattants qui, de retour au pays, recherchent une maison à acheter, ou un logement à louer à un prix raisonnable.⁵⁸ » Un sondage effectué par le *Washington Post* en juillet

Figure 180 - Dessin de Bill Mauldin présenté sur la couverture de *Willie & Joe Back Home*⁵⁶



⁵³ “when all the men in uniform not required for occupation duty have returned home, the United States will have a shortage of three million dwellings.” (“Three Million Short,” WP, 3 décembre, 1945, p. 8); “Vets Get Key to City, Not Home,” WP, 23 décembre 1945, p. S5.

⁵⁴ S. STAVISKY, “Returning GIs Offer Capital Opportunity and Challenge,” WP, 2 décembre 1945, p. M1.

⁵⁵ Ceci est une transposition approximative de la phrase originale : “When it comes to housing, the veteran coming “home” to Washington is strictly in the doghouse.” L’auteur fait ici un jeu de mot en utilisant littéralement l’expression *in the doghouse*, qui signifie au figuré « être en défaut ». (S. STAVISKY, “Housing Is Toughest Problem Homecoming Veteran Faces,” WP, 6 décembre 1945, p. 18)

⁵⁶ Sur ce cartoon, on voit un vétéran qui a élu domicile sur un banc faute de logements disponibles, comme l’indique l’écriteau « still no vacancy » (toujours complet), et qui a pour couverture la première page d’un journal sur laquelle on peut lire « BIENVENUE AU PAYS A NOS HEROS ». (B. MAULDIN, *Willie & Joe Back Home*, Fantagraphics Books, 2011 (première édition 1947)).

⁵⁷ “in rented rooms, trailers or tourist cabins.”

⁵⁸ “the plight of the returned veterans in search of a home at a reasonable price or a fair rental.” (B. C. SIGAL, “letter to the editor,” WP, 23 mai, 1947, p 8)

de la même année auprès des anciens combattants de la capitale place la difficulté de trouver un logement au second rang des préoccupations, derrière le coût de la vie. Elle est citée comme problème principal par 27 % d'entre eux⁵⁹.

En février 1948, plus de 2 000 représentants d'associations d'anciens combattants venus de tout le pays se retrouvent dans la capitale lors de la *National Veterans Housing Conference*⁶⁰ pour faire pression en faveur du vote de la loi Taft-Ellender-Wagner sur le logement et exiger une solution immédiate au problème du logement des vétérans⁶¹.

En 1949, la situation est en voie de résolution, mais elle n'est pas réglée. Il reste en effet 5 600 familles d'anciens combattants parmi les 18 000 qui figurent sur les listes d'attente de la NCHA⁶².

4. L'extension des taudis

Le nombre de logements de mauvaise qualité, qui était estimé à 20 000 environ en 1940 est bien plus élevé en 1945 car, comme nous l'avons vu plus haut, les habitations se sont fortement détériorées pendant la guerre⁶³. Une estimation réalisée en 1948 évalue à 44 000 le nombre de logements « totalement impropres à l'habitation.⁶⁴ » John Ihlder explique en 1949 que sur les 44 000 logements médiocres, certains sont des :

« résidences délabrées, construites en leur temps pour être habitées chacune par une famille aisée, et qui abritent désormais plusieurs familles pauvres. D'autres sont de vieilles maisons bâties pour des familles de classe-moyenne, dont chaque pièce est aujourd'hui occupée par une famille pauvre différente⁶⁵. »

⁵⁹ "The Post Poll – Housing Lack, Living Costs, Rated Main Veteran Problem," WP, 7 juillet 1947, p. 1, 5.

⁶⁰ Conférence Nationale sur le logement des anciens combattants

⁶¹ "2500 Veterans In Capital For Housing - Pressure Campaign On Congress Called Biggest Since Bonus," *The Hartford Courant*, 29 février 1948, p. B4; "AVC Group Joins Federal Housing Lobby in Capital," *The Harvard Crimson*, 28 février 1948.

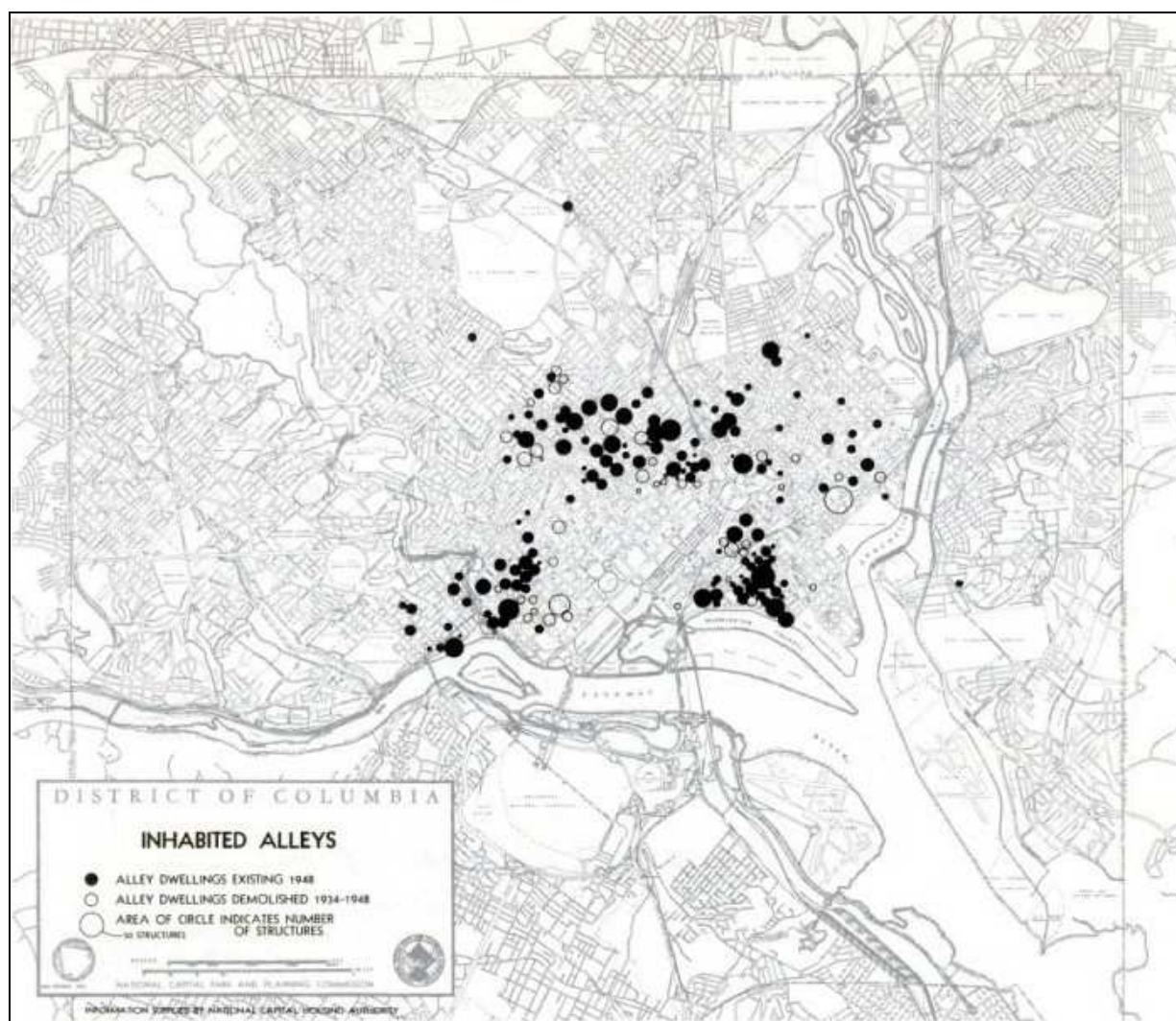
⁶² T. WINSHIP, "44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit," WP, 1^{er} février 1949, p. 1, 13.

⁶³ "because there has been a good deal of deterioration since the war began." (EAD, p. 157, exhibit X).

⁶⁴ "utterly unfit for human occupancy." "Negative Housing Plans," WP, 15 mars, 1948.

⁶⁵ "deteriorated mansions of former days, each built for occupancy of one well-to-do family, now subdivided by several low-income families. Others are old houses built for middle-class families, but today occupied by a low-income family in every room." (T. WINSHIP, "44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit," WP, Feb. 1, 1949, p. 1, 13)

Figure 181 - Carte d'implantation des maisons d'impasse en 1948, NCPPC



Les taudis de la capitale se sont étendus après la guerre. « Les taudis de Washington – qui avaient atteint un niveau record de surpeuplement pendant le Seconde Guerre mondiale – ont rompu leurs frontières et s’étendent aux zones adjacentes de la vieille ville, » écrit Thomas Winship en 1950⁶⁶. L’expansion s’est produite vers le Nord, particulièrement vers le Nord-ouest, au-delà de Florida Avenue, l’une des “frontières” du Vieux Washington. L’un des phénomènes en jeu ici est la gentrification de secteurs comme Georgetown, où des promoteurs rachètent des maisons habitées par des familles pauvres afin de les restaurer et de les revendre à des familles aisées, pour lesquelles Georgetown est redevenu une cible de choix. Les familles évincées de leur

⁶⁶ “The slums of Washington – at “record congestion” during World War II – “have split their seams and are spilling over” into adjacent old areas of the District. (...)” (T. WINSHIP, “Washington Slums Spreading, Ihlder Reports To Congress,” WP, 26 janvier 1950, p. B9)

logement n'ont alors d'autre recours que de loger dans de vieilles maisons situées dans des quartiers peu prisées, seules habitations que leurs revenus leur permettent d'obtenir.

Une autre cause de la dégradation des logements est la structure du parc résidentiel de la capitale, qui est mal adaptée aux besoins et conduit à la surpopulation des logements existants. La guerre a conduit à la construction de nombreux appartements de petite taille, aux dépens de logements plus grands qui font cruellement défaut. La tendance est de construire des logements à une ou deux chambres⁶⁷, alors que les plus pauvres ont généralement besoin de logements en comptant trois ou quatre⁶⁸. Un rapport de la NCPPC rédigé en mai 1944 souligne que « l'augmentation récente et disproportionnée du nombre de *multifamily houses* dans le District devrait être un sujet de grave inquiétude.⁶⁹ » Ces *multifamily houses* sont des bâtiments qui contiennent plusieurs petits appartements d'une ou deux pièces, permettant ainsi de loger plusieurs familles, d'où leur nom. Entre le 1^{er} janvier et le 30 août 1947, ce sont ainsi 1 595 maisons individuelles et 1 869 *multifamily dwellings* qui sont construits dans le District⁷⁰.

La NCPPC s'inquiète du nombre disproportionné de logements de ce type que compte Washington. Ils sont en net excès dans la capitale et risquent de se transformer en taudis dès lors qu'ils sont occupés par les familles nombreuses qui ne trouvent pas de logement approprié. La surpopulation est une cause bien connue de dégradation de l'habitat. Il s'agit même de la principale cause selon la NCPPC : « la cause première de l'apparition de taudis est la surpopulation. Une trop forte densité dans des logements limite l'accès de la lumière, provoque un manque d'aération et limite aussi l'efficacité des sanitaires.⁷¹ »

⁶⁷ LCH, p. 53.

⁶⁸ T. WINSHIP, "Washington Slums Spreading, Ihlder Reports To Congress," WP, 26 janvier 1950, p. B9.

⁶⁹ "the recent disproportionate increase in the number of multifamily houses in the District of Columbia (...) should be a matter of grave concern." (Report on Slum clearance and Housing in the District of Columbia, NCPPC, Washington, D.C., 20 mai 1944, EAD, p. 100).

⁷⁰ C. HARNESS, "Home Building Boom Gains Momentum Here," WP, 12 octobre 1947, p. R1.

⁷¹ "Slums are primarily produced by overcrowding; too densely occupying the land and crowding too many persons into the same building with consequent limitations of light, air, and sanitary facilities." Report on Slum clearance and Housing in the District of Columbia, NCPPC, Washington, D.C., 20 mai 1944 (EAD, p. 85).

Dans l'après-guerre, la dégradation croissante des taudis et des logements de fortune est constatée année après année par le BPHE. Le rapport de l'année 1948 souligne que l'entretien des logements a été réduit à son minimum pendant la guerre et que bon nombre de logements à bas prix ont été négligés pendant des années, tandis que la pression démographique extrême provoquait une surpopulation des zones défavorisées, elle aussi dommageable pour la qualité de l'habitat⁷². Le manque d'entretien, en particulier dans les bâtiments anciens, est à nouveau noté l'année suivante. Le BPHE souligne à cet égard que cela crée des problèmes supplémentaires, qui sont renvoyés à la commission de condamnation des bâtiments insalubres⁷³, et le cercle vicieux qui s'ensuit. La poursuite de la détérioration des bâtiments anciens accroît sensiblement le nombre de bâtiments rasés, car les réparations n'y sont plus rentables, et le surpeuplement se renforce sur les structures qui demeurent, les poussant au-delà des limites sanitaires et de sécurité, provoquant la poursuite des condamnations et des destructions. En 1949 le BPHE conclut que si le District rencontre de nombreux problèmes, « aucun n'est plus lourd de misère humaine que le manque de logements décentes et salubres pour les Washingtoniens à bas revenus⁷⁴. » Pour le Bureau, toutefois, le manque de logements adéquats pour les personnes à faibles revenus ne devrait pas empêcher de faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité dans les logements. En effet, précise le rapport :

« c'est dans ces zones que les problèmes d'hygiène, de criminalité, d'incendies, etc. sont les plus graves et dans lesquelles la communauté gagnerait le plus à une réhabilitation. Le District ne peut se permettre de négliger le futur qui est le sien dans ces secteurs⁷⁵. »

Les familles les plus pauvres n'ont toutefois pas le choix. Après comme pendant la guerre, la conséquence directe des loyers trop élevés et du manque de logements disponibles suffisamment grands est le surpeuplement des rares logements disponibles, déjà surpeuplés et de qualité

⁷² RGDC 1948, p. 180.

⁷³ Board for the Condemnation of Insanitary Building (BCIB), RGDC 1949, p. 172.

⁷⁴ *"none is fraught with more human misery than the lack of decent and healthful housing for our lower income population."* (RGDC 1950, p. 175)

⁷⁵ *"These are the areas in which health, police, fire, and other municipal problems are greatest and in which the community stands to gain most by rehabilitation. The District of Columbia cannot afford to neglect its future stake in these areas."* (RGDC 1949, p. 175)

médiocre. Ainsi s'enclenche le cercle vicieux qui, obligeant les habitants à repousser toujours plus loin les limites de sécurité et d'hygiène de leur logement, aboutit inmanquablement à la condamnation puis la destruction du bâtiment par les autorités. En 1947, 13,5 % de la population vit dans des logements qui sont quatre fois plus peuplés que la moyenne des logements de la capitale⁷⁶.

Comme avant la guerre, la population noire est plus touchée que la population blanche par les mauvaises conditions de logement. Le *Washington Post* en fait une nouvelle fois le constat en 1947, notant que « les conditions de logement sont mauvaises pour les habitants de Washington en général, mais elles sont bien pires pour les Noirs.⁷⁷ » Selon le *Board of Trade*, 70 % des habitants des trois pires zones de la ville sont Noirs⁷⁸. La zone insalubre la plus vaste comprend 7 % des Washingtoniens blancs et 30 % des Washingtoniens noirs.

5. La difficile mise en œuvre du logement social

Pendant la Seconde Guerre mondiale, nous l'avons vu, la NCHA s'est exclusivement consacrée à la construction de *war housing*, aussi bien à Washington qu'en banlieue. Aucun logement accessible aux résidents des taudis n'a été construit à Washington à partir de 1940⁷⁹. Dès la fin du conflit, la NCHA revient à son mandat original, qui consiste à « procurer des logements de bonne qualité aux familles du District auxquelles leurs revenus trop faibles ne donnent pas accès aux logements standard.⁸⁰ » Sa première tâche est de gérer au mieux la transition de l'après-guerre entre *war housing* et logement social.

En décembre 1945, la NCHA gère 16 991 logements, dont plus de 15 000 (soit plus de 90 %) sont du *war housing*, destiné à être détruit dans les mois et les quelques années qui suivent. Se

⁷⁶ "Advice on Housing," WP, 18 juin 1945, p. 6.

⁷⁷ "Housing conditions are poor for Washington residents in general, but (...) they are much worse for Negroes." "Civil Rights Report," WP, 30 octobre 1947, p. 13.

⁷⁸ "A situation that was already tragic before the war threatens to be much worse in the years ahead." Rapport du Washington Board of Trade, in "Civil Rights Report," WP, 30 octobre 1947, p. 13.

⁷⁹ Cela est confirmé par le RGDC 1948, p. 180.

⁸⁰ "providing good housing in the District of Columbia for families whose incomes are too low to pay the rents required for standard private living accommodations." (Letter from James Ring, Executive Director of the NCHA, Washington, 8 novembre 1957; Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area, 1958, p. 21.

posent donc à la fois le problème de loger les familles modestes sans logement et celui de reloger les familles déplacées du *war housing* détruit⁸¹. De plus, la possession de certains logements qui ne seront pas détruits est transférée de la NCHA à l'armée de terre ou à la Marine. À Washington, c'est le cas de 601 logements qui sont transférés aux forces armées le 1^{er} février 1948⁸². Par conséquent, l'offre de logements à prix accessible se contracte alors que la demande ne diminue que faiblement et que la ville souffrait déjà d'un déficit de logements en 1940.

En décembre 1948, le constat est accablant. Près de 80 % du *war housing* de la capitale ont été démolis, mais peu de logements sociaux ont été construits. La NCHA gère désormais 8 104 logements, dont 3 147 logements sociaux, 3 439 rescapés du *war housing* et 1 518 logements réservés aux anciens combattants.

À l'échelle nationale comme à l'échelle locale, les autorités ont conscience du problème. Dans un premier temps, elles maintiennent les mesures d'urgence prises pendant la guerre et prennent quelques nouvelles mesures temporaires, tandis que des tentatives législatives pour résoudre le problème du logement à l'échelle nationale sont en cours au Congrès.

C. Les autorités prennent acte du problème

1. Le maintien des mesures d'exception

Le gel des loyers a été mis en place en décembre 1941, avec pour effet de geler dès le 1^{er} janvier 1942 les loyers de la capitale au niveau qui était le leur un an auparavant. Avec la fin de la guerre, les propriétaires de logements réclament de plus en plus fortement l'abandon de ces mesures. Parallèlement, les locataires réclament leur maintien. À partir de 1945, du fait de la situation, les autorités repoussent année après année l'échéance de la mesure. En juin 1945, Harry Truman approuve l'extension de deux ans proposée par le Congrès⁸³. Avant que ce report n'arrive à échéance, le 31 décembre 1947, un nouveau report est approuvé. Il recule dans un

⁸¹ "Negative Housing Plans," WP, Mar. 15, 1948.

⁸² Study of War-housing disposal program of the housing and home finance agency and the Public Housing administration, H.doc 1320, 1949, p. 29.

⁸³ RGDC 1945, p. 242.

premier temps le dégel au 31 mars 1948⁸⁴. Un nouveau report est ensuite approuvé, fixant la date butoir au 31 mars 1949⁸⁵. C'est alors un report d'urgence de 30 jours qui est voté, suivi d'une extension d'une année supplémentaire⁸⁶. En 1950, alors que le gel des loyers a été abandonné en Virginie, il est reconduit dans le District jusqu'au 31 janvier 1951. La durée des extensions devient plus brève, face aux remises en cause de plus en plus vigoureuses, mais elles sont néanmoins décidées. Elles resteront en vigueur jusqu'en 1953.

Du fait des circonstances exceptionnelles dues à la guerre, les gestionnaires de logements sociaux ont eux aussi mis en place des mesures spéciales, notamment sous la forme d'un moratoire sur les évictions de logements sociaux. Cette mesure vise avant tout à prévenir l'expulsion de personnes qui auraient dépassé le plafond des revenus permettant de demeurer dans un logement social, car du fait du marché très contraint ces personnes une fois expulsées n'auraient pu retrouver de logement. Cette mesure ne prend fin qu'en 1949⁸⁷.

En juillet 1946, afin de rendre davantage de logements disponibles, les autorités locales annoncent qu'elles desserrent pour une durée de deux ans les critères autorisant la mise en location d'un logement. Premièrement, la surface des fenêtres doit désormais représenter 5 % au moins de la surface au sol, au lieu de 10 % habituellement. Deuxièmement, la hauteur minimale sous plafond est abolie, alors qu'elle était de 2,10 m. Enfin, pour les appartements de sous-sol, il suffit désormais qu'un tiers du logement dépasse le niveau du sol, contre la moitié auparavant. Lorsque l'autorisation temporaire expire, en 1948, les logements qui avaient bénéficié de la dérogation deviennent illégaux. Le service des inspections ne se démène toutefois pas pour leur faire la chasse. Il faudra attendre 1950, et donc une meilleure situation immobilière dans la capitale, pour qu'une campagne contre ces logements soit menée. Ainsi, le 24 mai 1950, le service

⁸⁴ RGDC 1947, p. 292.

⁸⁵ RGDC 1948, p. 276.

⁸⁶ RGDC 1949, p. 3 ; "District Rent Control Extended for 30 Days, Truman Signs U.S. Bill," WP, 31 mars 1949; E. RYAN, "District's New Rent Controls Start May 1," WP, 14 avril 1949, p. B11; "Truman Signs rent Control for District," WP, 20 avril 1949.

⁸⁷ E. WOOD, *The Beautiful Beginnings, the Failure to Learn: Fifty Years of Public Housing in America*, Washington : National Center for Housing Management, 1982, p. 24.

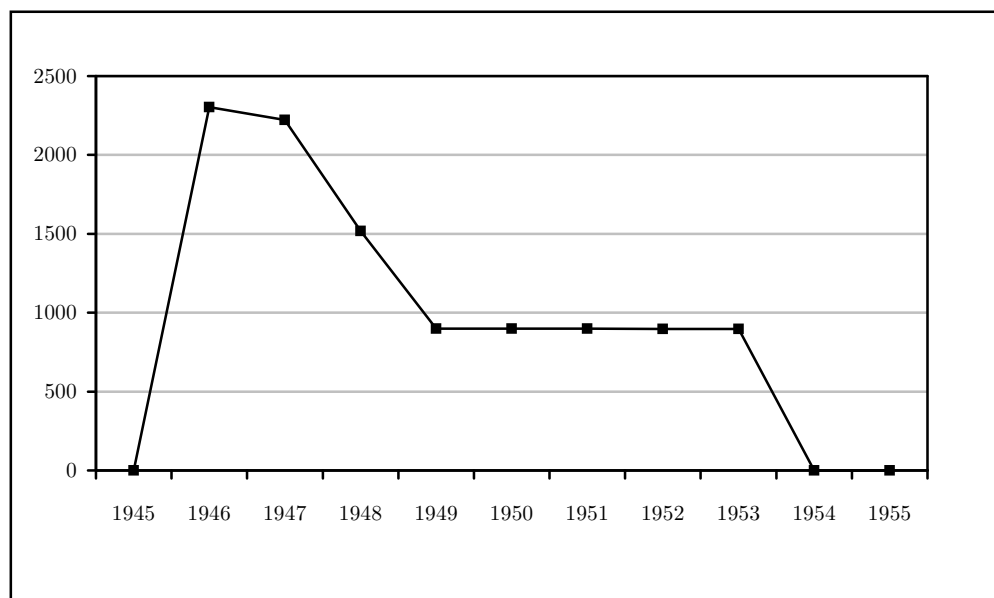
des inspections publie un avertissement aux propriétaires de ces logements « qui se comptent par centaines », les enjoignant à se mettre à conformité⁸⁸.

2. Des mesures spécifiques vers les anciens combattants

En 1944 est voté le célèbre « GI Bill », nom populaire du *Servicemen's Readjustment Act of 1944*, destiné à faciliter le retour des anciens combattants à la vie civile. Parmi les mesures phares de cette loi emblématique se trouvent non seulement des dispositions pour leur ouvrir les portes des universités, mais aussi des mesures d'aide d'accession au logement et à la propriété.

Dès janvier 1945, la *National Housing Agency* (NHA) lance par l'intermédiaire de la *Federal Housing Administration* (FHA) un programme national de logements qui leur est destiné. Le *Veterans' Housing Program* prévoit des constructions prioritaires destinées à loger les anciens combattants et leurs familles⁸⁹.

Figure 182 - *Veteran Housing à Washington (1945-1955)*⁹⁰



Dans la capitale, les premiers logements (2 304 au total) sont mis à disposition dès 1946, année où les retours au pays sont les plus nombreux. Cette offre n'est pas négligeable et sera

⁸⁸ "DC Presses Campaign on Basement Apartments," WP, 25 mai 1950, p. B1.

⁸⁹ RGDC 1945, p. 242-243.

⁹⁰ SA

maintenue – à un niveau moindre – jusqu’en 1954⁹¹. Elle reste toutefois insuffisante face aux dizaines de milliers d’anciens combattants présents dans la capitale après la guerre. Elle est donc accompagnée d’une aide du *Veterans Services Center* (VSC) à la recherche de logement. En 1948, la situation demeure critique. Plus de 6 000 familles d’anciens combattants figurent parmi les 17 000 familles inscrites sur les listes d’attente de la NCHA⁹². En 1949, on en compte toujours plus de 5 600⁹³ et la situation des anciens combattants à bas revenus est jugée plus critique encore qu’au cours de l’année précédente⁹⁴. Cette année-là, le VSC traite plus de 29 000 demandes. Il parvient à placer près de 8 200 familles, ce qui est un résultat très honorable, mais laisse plus de 20 000 demandes en attente⁹⁵.

Cinq ans après la guerre, malgré les efforts des autorités locales et nationales, les conditions de logement des anciens combattants sont encore loin d’être idéales à Washington. Cela dit, ils ne sont pas les seuls Américains visés par les initiatives politiques dans l’après-guerre. Des mesures de plus grande ampleur encore sont adoptées.

3. De la politique du logement à la politique de la ville : le *Housing Act of 1949*

Après la crise des années 30 et la guerre, le pays aspire à un meilleur avenir. C’est dans ce contexte que naît le projet de loi Taft-Ellender-Wagner. Son propos est d’élever le niveau de vie à travers les États-Unis et de reconstruire les villes malmenées par les décennies précédentes.

La loi Taft-Ellender-Wagner, ou *Housing Act of 1949*, est la première mesure nationale marquante de l’après-guerre en matière de logement et d’urbanisme. Elle est adoptée après sept années d’impasse législative dues aux divergences fermes qui existent non seulement entre républicains, démocrates mais aussi entre l’ensemble des groupes de pression impliqués, sur le cap à adopter en matière de politique urbaine. L’adoption finale de la loi n’est rendue possible

⁹¹ En 1948, on dénombre 1 518 logements, puis jusqu’en 1953 ce nombre reste stable autour de 900 (*Statistical abstract*, 1945-1954)

⁹² M. SPARGO, “5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here,” WP, 20 janvier, 1948, p. 1, 3.

⁹³ T. WINSHIP, “44,000 D.C. Housing Units Termed Unfit,” WP, 1^{er} février, 1949, p. 1, 13.

⁹⁴ “*The housing problem for the low-income veteran in 1949 (...) was “even more acute” than in the previous year.*” (T. WINSHIP, “Washington Slums Spreading, Ihlder Reports To Congress,” WP, 26 janvier, 1950, p. B9)

⁹⁵ RGDC 1950

qu'au prix d'un mariage forcé entre des ennemis naturels, parmi lesquels les partisans du logement social et le lobby immobilier.

La loi comporte des objectifs ambitieux : éliminer les taudis et procurer à chaque famille américaine un logement décent. Elle fournit cependant des outils limités pour les atteindre⁹⁶, principalement du fait des tensions qui ont présidé à son adoption. Cette loi de compromis est en effet pétrie de contradictions. Elle illustre les volontés contraires des hommes politiques qui l'ont créée ainsi que la complexité des courants qui ont mené à son vote. Il suffit d'observer que cette loi, qui est la seule loi progressiste votée sous la présidence Truman, a pour principal soutien un républicain conservateur de premier plan : Robert A. Taft, fils aîné du président Howard Taft.

Les dispositions les plus emblématiques de la loi concernent le logement social et le redéveloppement urbain, ces deux aspects étant « des domaines de réforme en relation étroite, séparés et parfois en rivalité⁹⁷ ». Le volet « logement social » vise à fournir des logements aux familles à faibles revenus. Le volet « redéveloppement urbain » vise à éradiquer les taudis et par conséquent détruire des logements certes en mauvais état mais qui sont parfois les seuls logements dont le loyer est abordable pour les plus pauvres. D'où la contradiction qui apparaît parfois entre les deux initiatives.

La disposition la plus déterminante de la loi concerne le redéveloppement urbain, qui est consacré comme une nouvelle politique urbaine nationale. La loi autorise en effet un financement aux deux tiers fédéral des opérations d'éradication des taudis qui seront menées par les autorités locales. Elle alloue à cet effet une somme de 100 millions de dollars par an sur une durée de cinq ans.

⁹⁶ "Housing Act of 1949"; A. VON HOFFMAN, "A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949", *Housing Policy Debate* 11-2, p. 309, 322.

⁹⁷ "two closely related, separate, and at times rival areas of reform". (A. VON HOFFMAN, "A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949", *Housing Policy Debate* 11-2, p. 320)

Le volet « logement » de la loi consiste à ressusciter ou étendre les programmes déjà existant. Ainsi, le Titre III de la loi relance le programme de logement social créé par le Wagner Housing Act de 1937, dont la mise en œuvre a été interrompue par la guerre. Il autorise l'attribution de prêts fédéraux pour la construction de 810 000 nouveaux logements sociaux au cours des six années qui suivent. Logements sociaux et redéveloppement urbain sont prévus comme complémentaires, car la loi impose la démolition ou la rénovation d'un logement délabré pour chaque logement social neuf construit⁹⁸.

Le Titre III est sans conteste la partie la plus controversée de la loi de 1949, à la fois combattue sur le plan théorique par les conservateurs au Congrès et sur le plan pratique par les habitants des quartiers ciblés. Les avancées sont donc lentes. Il faudra finalement 20 ans pour atteindre l'objectif de 810 000 nouveaux logements fixé en 1949 pour 1956.

Le contexte international n'est toutefois pas étranger aux difficultés rencontrées dans l'application de la loi de 1949. Le déclenchement de la guerre de Corée amène en effet Harry Truman, qui était ironiquement l'un des plus solides défenseurs de la loi, à réviser les objectifs à la baisse par crainte de pénurie de matériaux de construction et d'un retour de l'inflation. Nous verrons dans les pages suivantes que ses craintes n'étaient pas infondées. Concrètement, l'objectif de 135 000 logements visé entre juin et décembre 1950 est ramené à 30 000. L'année suivante, les opposants au logement social tentent d'utiliser la guerre de Corée pour faire avorter le programme. Le Président parvient à le maintenir, mais les objectifs sont révisés à la baisse. L'arrivée au pouvoir d'Eisenhower n'inverse pas la tendance, au contraire, car le républicain n'est pas un partisan du logement social. Il renonce à suspendre le programme, mais réduit plus encore les objectifs visés, à 35 000 constructions par an. C'est ainsi qu'en 1960, 11 ans après le

⁹⁸ A. VON HOFFMAN, "A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949", *Housing Policy Debate* 11-2, p. 310.

vote de la loi de 1949, les autorités fédérales n'ont construit que 40 % des 810 000 logements prévus pour 1956⁹⁹.

Malgré le contexte peu favorable et des oppositions résolues au Congrès et sur *K Street*, la loi de 1949 ne sera pas sans effet, car elle conduit à une relance de la construction de logements sociaux dans le pays. Nous verrons ci-dessous que la capitale compte parmi les bénéficiaires de cette relance.

II. Les défis du début des années 1950 : loger les plus pauvres et éradiquer les taudis (1950-1955)

A. La pénurie de logements s'efface dans le District

Entre 1950 et 1955, l'inflation se poursuit dans le domaine du bâtiment de manière très nette, ce qui constitue un fort obstacle à l'amélioration de la situation. Toutefois, l'augmentation de 25 points des coûts de construction qui se produit au cours de ces années est moindre que celle qui s'était produite au cours des cinq années précédentes, ce qui réduit le niveau des obstacles qui existaient alors. Sans passer au vert, l'indicateur est passé du rouge à l'orange.

Parallèlement, après la vague de destructions de l'immédiat après-guerre, qui a eu raison de la plupart des logements temporaires, le rythme des destructions se réduit significativement. Le nombre de *war housing* passe de 2500 environ en 1950 à 425 en 1954, avant la disparition totale de ces logements en 1956¹⁰⁰. Il s'agit d'une perte moins brutale que celle intervenue au cours des années antérieures.

De plus, la construction de logements se poursuit, à un rythme légèrement supérieur à celui des années précédentes. Entre 1950 et 1955, plus de 25 200 logements sont construits, parmi lesquels environ 5 000 logements sociaux.

⁹⁹ R. BILES, *Public Housing in the Eisenhower Administration*, 1996.

¹⁰⁰ SA 1957.

Enfin, la démographie constitue un élément de plus en faveur de l'amélioration de la situation. Entre 1950 et 1955, la population a chuté de 28 000 habitants.

Les anciens combattants bénéficient de l'ensemble de ces facteurs, ainsi que des mesures prises en leur faveur. En 1953, ainsi, le nombre de demandes formulées au VSC est tombé à 8 300 environ, parmi lesquelles près de 4 800 sont satisfaites. Le District compte alors 217 000 anciens combattants. La situation des anciens combattants en matière de logement est correcte.

Pour le reste de la population washingtonienne aussi, la conjonction de tous les facteurs mentionnés ci-dessus provoque une amélioration sensible de la situation du logement entre 1950 et 1955. Le discours sur la pénurie s'efface. Toutefois, c'est pour céder la place à un discours tout aussi critique sur la qualité du logement non sans lien avec le précédent.

Si la ville est désormais en mesure de loger l'ensemble de ses habitants, elle souffre en revanche toujours d'un fort déficit de logements décentes en 1950, qui oblige nombre d'entre eux à vivre dans des taudis. Le problème majeur des années qui suivent est de réhabiliter les taudis et de construire des logements accessibles aux bourses modestes. Ces deux missions reviennent à la NCHA et à la RLA. Dans un contexte de hausse des prix de construction et de prix fonciers très élevés, l'architecte Julien E. Berla affirme que « le secteur privé ne peut pas construire en quantité des logements destinés à être loués à 30 ou 40 dollars par mois.¹⁰¹ » Toutefois, bien que théoriquement mieux armée pour construire à destination des populations les plus démunies, la NCHA n'en rencontre pas moins de nombreux problèmes. Elle ne parvient pas à faire face à la demande.

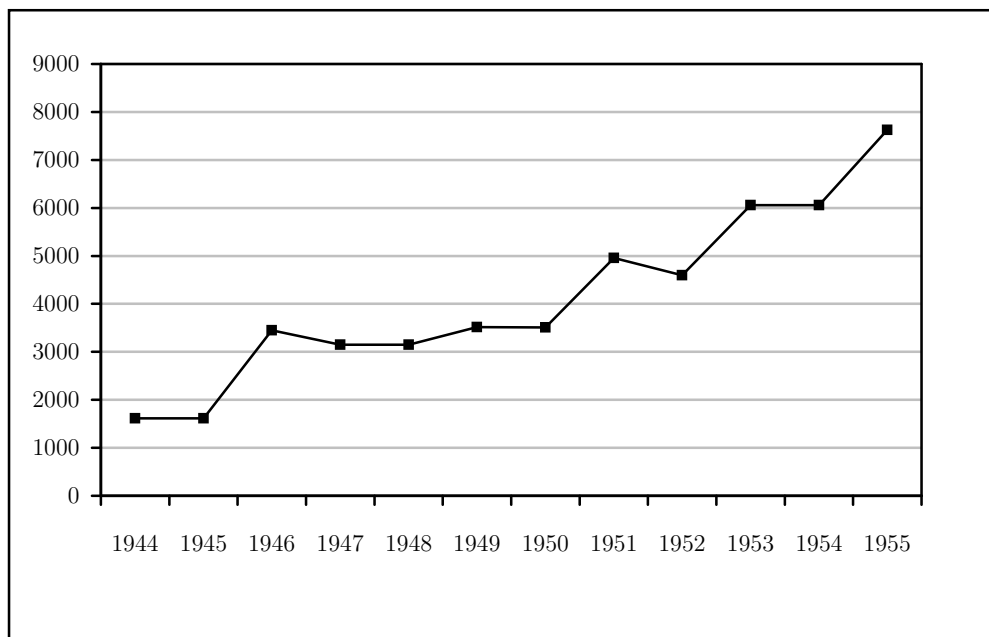
B. Logement social : les obstacles demeurent

Le déclenchement de la guerre de Corée n'améliore pas la situation. En 1951, Hilda Cloud, directrice de la *Washington Housing Association* explique que malgré l'effort de défense dû à la

¹⁰¹ "decent housing, to rent for about \$30 or \$40 a month cannot be built in quantity by private enterprise." (M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here," WP, 20 janvier 1948, p. 1, 3)

guerre de Corée, il est urgent de construire des logements sociaux. Elle évalue à 31 000 le nombre de familles éligibles à du logement social¹⁰². John Ihlder constate que « *le besoin est extrêmement pressant. Il a conduit à des suicides, à la destruction de familles.*¹⁰³ » Mais l'offre est nettement en-deçà de la demande¹⁰⁴. John Ihlder met de plus en garde le gouvernement contre le renouvellement des politiques de logement qui prévalaient pendant la Seconde Guerre mondiale, qui ont consisté à construire de nombreux logements, mais presque uniquement des logements temporaires. Il remarque que « plus de cinq ans après la victoire contre le Japon, des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale vivent toujours dans des logements temporaires car les logements permanents promis n'ont pas été construits¹⁰⁵ ».

Figure 183 - logement social à Washington (1944-1955)¹⁰⁶



En 1952, le *Washington Post* constate que « des milliers de nouveaux logements sont nécessaires dans le Vieux Washington, aussi bien pour les Noirs que pour les Blancs, mais avant tout pour les personnes aux revenus les plus faibles et pour les classes moyennes.¹⁰⁷ »

¹⁰² "D.C. Land Unit Will Receive \$40,000 Today," WP, 25 janvier 1951, p. 2.

¹⁰³ "The need is desperate. It has resulted in suicide; it has resulted and is resulting in the break-up of families. (...)." (M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought For Low-Pay Families Here," WP, 20 janvier 1948, p. 1, 3.

¹⁰⁴ "normed private home construction, due to high land costs and other factors, has fallen way behind the need." ("Capital's Problem Area Pronounced Ripe For Development," WP, 1^{er} février 1952)

¹⁰⁵ "Veterans of WWII, more than five years after VJ day are still living in temporary structures because the promised permanent dwellings have not been built." ("NCHA Warns on Temporary War Housing," WP, 3 février 1951, p B1)

¹⁰⁶ SA

Le nombre de logements à prix réduits augmente progressivement dans l'après-guerre, passant de 1 613 en 1944-1945 à 7 623 en 1955, ainsi que le montre la courbe ci-dessous, mais leur nombre reste insuffisant.

Si la NCHA manque de matériaux destinés à la construction, la pénurie la plus critique est sans doute celle d'espaces à bâtir pour ce type de projets.¹⁰⁸ En effet, la surface disponible a diminué pendant la guerre du fait de la construction de nouveaux immeubles de bureaux destinés à accueillir les très nombreux fonctionnaires. En raison de la déconcentration, une bonne partie de ces bâtiments a été construite en banlieue, mais le phénomène a également touché la capitale. La surface possédée par le gouvernement américain dans le District est ainsi passée de 34,8 % en 1934 à 41,7 % en 1945¹⁰⁹. En 1957, on compte pas moins de 2 286 bâtiments fédéraux à Washington¹¹⁰.

Figure 184 - Propriétés immobilières de l'État américain (y compris les installations militaires) dans la région de Washington, 30 juin 1957

	Total	DC	Maryland	Virginie
Installations	342	221	68	53
Bâtiments	6 919	2 286	2 281	2 352
<i>Square feet</i>	95 469 705	57 533 342	13 324 060	24 612 303
<i>Urban acres</i>	17 821	11 561	2 358	3 902
<i>Rural acres</i>	31 881	2	20 874	11 005*
Coût d'acquisition	\$1 147 746 000	\$689 066 000	\$216 290 000	\$242 390 000
*à l'exception des 2 008 acres de la <i>George Washington Memorial Parkway</i>				

De plus, la croissance de la banlieue washingtonienne est due en grande partie à des personnes qui travaillent dans la capitale. Par conséquent, il est indispensable de prévoir la construction de nouvelles routes et voies rapides au sein même du District. Autant d'espace qui n'est plus utilisable par la NCHA. Le nombre de sites potentiels de construction de logements

¹⁰⁷ "thousands of new dwellings are needed in all the old city areas for both white and Negro families of all income levels but chiefly for those in the middle and lower brackets." ("Capital's Problem Area Pronounced Ripe For Development," WP, 1^{er} février 1952)

¹⁰⁸ "The shortage of vacant available sites remains the principal roadblock to an immediate start." (T. WINSHIP, "Washington Slums Spreading, Ihlder Reports To Congress," WP, 26 janvier 1950, p. B9)

¹⁰⁹ Rep. Stephan (Nebraska), *Congressional Record*, proceedings and debates (79-2), vol. 92, n°3, Washington, 16 janvier 1946.

¹¹⁰ "Meeting the problems of Metropolitan Growth in the National Capital Region," *Final report of the Joint Committee on Washington Metropolitan Problems*, S. Rep. 38 (86-1) 12148, 1959, p. 26, table 11.

sociaux a donc été nettement réduit¹¹¹. Le député Stephan, du Nebraska remarque qu'il en reste très peu¹¹².

Enfin, la NCHA a perdu son droit d'acquérir des terrains sur lesquels construire des logements sociaux au profit de la *Redevelopment Land Agency*, qui ne reçoit quant à elle pas le budget promis du Congrès¹¹³, comme nous le verrons ci-dessous.

Dans les années d'après-guerre, la politique du logement (re)lancée par les autorités fédérales n'est pas sans effet, mais elle peine à obtenir des résultats positifs. Des logements sont construits, mais d'autres sont détruits, et le problème des populations déplacées n'est pas réglé : il aboutit à un déplacement du problème des taudis. Le cercle vicieux entre construction de logements sociaux et destructions de taudis n'est pas fortuit, il a été créé par les autorités, qui, dans une volonté de réhabilitation des centres-villes, ont inscrit ce lien dans la loi : pas d'autorisation de construire des logements sans destruction de taudis, mais comment détruire les taudis si leurs habitants n'ont pas de solution de relogement ensuite ? Or il n'existe toujours pas au début des années 1950 de vacances suffisantes de logements dans ces catégories de loyers. Ce schéma découle du lien qui a été établi lorsque la politique du logement a été intégrée à un système plus large de renouvellement urbain, dont l'aspect principal est l'éradication des taudis. C'est à cette politique, ses mécanismes et ses effets dans la capitale que nous allons nous intéresser maintenant.

III. Le redéveloppement urbain : vers une résolution du problème des taudis ?

Une fois la guerre terminée, les autorités peuvent à nouveau envisager des mesures visant à éradiquer les zones d'insalubrité qui parcourent le District. Après les échecs les plus récents en 1914 et 1934, c'est une politique de plus grande ampleur qui est lancée : le redéveloppement

¹¹¹ Lettre de James Ring, directeur executive de la *National Capital Housing Authority*, Washington, 8 novembre 1957, in *Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area*, S. Rep. 1230 (85-2), 12061, 1958, p. 21.

¹¹² Rep. Stephan (Nebraska), *Congressional Record*, proceedings and debates of the 79th Cong., 2nd Sess., vol. 92, n°3, Washington, 16 janvier 1946.

¹¹³ M. SPARGO, "5500 Housing Units Sought for Low-Pay Families Here," WP, 20 janvier 1948, p. 1, 3.

d'une partie de la ville. Le redéveloppement urbain, parfois aussi appelé rénovation urbaine, est selon le général Ulysses S. Grant III « l'un des enjeux les plus pressants à Washington au milieu du siècle¹¹⁴ ». En 1952, le président de la NCCPC déclare :

« qu'il est largement admis que les zones dégradées et les taudis [de Washington], désormais tellement coûteux à la ville du fait des maladies et de la criminalité qu'ils génèrent, ne peuvent plus être éradiqués que par un redéveloppement total et soigneusement planifié qui en fera des communautés saines et équilibrées¹¹⁵ ».

En 1963, l'*Urban Renewal Administration* (URA)¹¹⁶ définit le renouvellement urbain comme « le programme officiel mis en œuvre par une communauté pour s'améliorer par l'élimination des taudis et de la misère et l'éradication de leurs causes, prévenant de ce fait leur résurgence¹¹⁷ ». L'initiative associe pouvoirs publics et entreprises privées, poursuit l'agence, et peut potentiellement remédier « aux mauvaises conditions de logements, à l'engorgement des axes routiers, à l'inadéquation des sites de croissance commerciale et industrielle, au déclin des centres-villes et à la détérioration des quartiers¹¹⁸. »

Les tentatives de rénovation urbaine ne sont pas une découverte américaine de l'après-Seconde Guerre mondiale. D'autres villes en d'autres lieux se sont auparavant efforcées de réinventer leur centre. C'est le cas de Paris sous le baron Haussmann, pour ne citer que cet exemple. La nouveauté de l'après-guerre est que le redéveloppement urbain devient au cours de ces années une politique nationale qui se poursuivra, sous diverses formes, pendant plusieurs décennies. Cette politique naît en réaction aux problèmes communs qui frappent de nombreuses

¹¹⁴ "one of the most pressing issues facing Washington at mid-century" (P. SCOTT, *Capital Engineers: The U.S. Army Corps of Engineers in the Development of Washington, D.C., 1790-2004.*, p. 243-244)

¹¹⁵ "It is generally recognized that the blighted and slum areas [of Washington], now so expensive to the city as the breeders of disease and crime, can be redeemed only by complete and well planned redevelopment into balanced and healthy communities." (P. SCOTT, *Capital Engineers*, p. 243-244)

¹¹⁶ L'URA est sous l'autorité de la *Housing and Home Finance Agency* (HHFA)

¹¹⁷ "the official program of a community to improve itself through the elimination of slums and blight and the removal of the causes of slum and blighted areas, thereby preventing their recurrence"

¹¹⁸ "poor housing, traffic congestion, inadequate sites for commercial and industrial growth, decay of downtown areas, and neighborhood deterioration" (URA, *20 Questions & Answers on Urban Renewal*, Washington, GPO, February 1963, 15 p., Albert J. Headley, Jr. Papers, 2)

métropoles américaines : la fuite des ménages blancs aisés des centres vers les banlieues laisse au centre-ville une concentration croissante de pauvres et de minorités raciales. Les partants emportent avec eux les impôts locaux qu'ils acquittaient et les dépenses qu'ils effectuaient dans les commerces du centre, privant le cœur des villes de ressources alors qu'elles doivent faire face à une population plus pauvre qui nécessite un accompagnement d'autant plus soutenu. C'est dans ce contexte que se développe aux États-Unis le renouvellement urbain, dont l'objectif est de renforcer l'attractivité des centres-villes à la fois en les libérant de leurs édifices délabrés et en y attirant des investissements.

Dans la capitale, l'héritage du redéveloppement urbain doit être recherché dans la lutte pour l'éradication des taudis qui s'est fait jour à la fin du XIX^e siècle, puis dans le mouvement pour le développement du *war housing*¹¹⁹. En 1943, les missions de l'ADA, devenue NCHA, ont été élargies pour comprendre non seulement l'élimination des taudis mais également le logement social. La complémentarité de ces deux missions donnait à la NCHA, au moins sur le papier, la capacité de prévenir la résurgence des habitations de fortune grâce au développement d'un programme de logement social qui permettrait de reloger les occupants des taudis¹²⁰.

A. Le *District of Columbia Redevelopment Act of 1945*

1. Adoption et objectifs de la loi sur le redéveloppement de 1945

À Washington, le redéveloppement urbain est amorcé par le *District of Columbia Redevelopment Act of 1945*, adopté le 2 août 1946¹²¹. Cette loi prévoit un programme ambitieux de rénovation urbaine et de nettoyage des taudis et zones insalubres, dont le budget annoncé est de 20 millions de dollars¹²². Pour le conduire, une agence spécialisée est créée : l'agence de

¹¹⁹ H. GILLETTE, *Between Justice and Beauty: Race, Planning, and the Failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, p. 139, National Park Service, Department of the Interior, HABS, n° DC-856, *Southwest Washington, D.C., Urban Renewal Area*, p. 9.

¹²⁰ NCPPC, *Housing and Redevelopment; A Portion of the Comprehensive Plan for the National Capital and its Environs*, p. 26.

¹²¹ Public Law 592, 60 Stat. 790; D.C. Code 5-801 *et seq.*

¹²² RGDC 1946, p. 2.

redéveloppement urbain, ou *Redevelopment Land Agency* (RLA). Selon les termes de la loi, ses objectifs sont les suivants :

« Permettre la replanification et la reconstruction des zones du District occupées par des taudis ou dans un état de forte dégradation, à travers l'achat ou la condamnation de propriétés immobilières dans ces zones, et leur vente ou leur location pour le redéveloppement de ces zones, en accord avec les plans établis ; et préparer l'organisation, les procédures et le financement de la planification, ainsi que l'achat et la vente ou la location des parcelles¹²³. »

2. La RLA : bras (dés)armé du redéveloppement à Washington

La RLA est responsable du pilotage de l'ensemble du processus de redéveloppement : depuis les opérations de destruction des bâtiments qui occupent les zones sélectionnées jusqu'à la construction des nouveaux édifices, en passant par l'achat des terrains nécessaires et la planification des quartiers¹²⁴, le tout en collaboration avec la NCPPC et les Commissaires du District, dont l'approbation est requise à plusieurs moments du processus. La RLA résume sa mission de manière moins technique, expliquant que son but est « de mettre un terme au déclin urbain à travers le redéveloppement et la prévention, la réduction ou l'élimination des causes de la misère urbaine¹²⁵ ». Dit encore autrement, le rôle de la RLA est d'acquérir, nettoyer, redistribuer les zones délabrées de la ville et d'en déplacer les habitants et les commerces pour en permettre la rénovation par des entrepreneurs privés.

Pour mener à bien sa mission, la RLA est dotée du pouvoir d'expropriation, si son utilisation se révèle nécessaire, pour transférer des propriétés privées de leur détenteur initial à l'entité

¹²³ "To provide for the replanning and rebuilding of slum, blighted, and other areas of the District of Columbia and the assembly, by purchase or condemnation, of real property in such areas and the sale or lease thereof for the redevelopment of such area in accordance with said plans; and to provide for the organization of, procedure for, and the financing of such planning, acquisition, and sale or lease". (U.S. Congress, *District of Columbia Redevelopment Act*, 1945, 1)

¹²⁴ National Park Service, Department of the Interior, HABS, n° DC-856, *Southwest Washington, D.C., Urban Renewal Area*, p. 21.

¹²⁵ "the ultimate end of urban decay through redevelopment and the prevention, reduction or elimination of the causes of urban blight" (RLA, *Annual Report*, 1961).

privée en charge du redéveloppement. Ce transfert de propriété d'une personne privée à une autre via la RLA posera quelques problèmes juridiques, comme nous le verrons plus loin.

La RLA est dirigée par une commission de cinq membres dont deux sont nommés par le Président et trois par les Commissaires du District. Elle prend forme début 1947, avec la nomination et la confirmation par le Sénat de ses membres. Mark Lansburgh, le président, et George A. Garrett sont nommés par Harry Truman¹²⁶. James E. Colliflower, Edward A. Dent et Richard Atkinson sont nommés par les Commissaires. Toutefois, en dépit de la loi, aucun budget n'est alloué à l'agence jusqu'à 1950, ce qui l'empêche de lancer des opérations avant l'année suivante. Le *Washington Post* souligne en novembre 1949 que le Congrès a refusé, année après année, d'attribuer des fonds à la RLA, l'empêchant de débiter sa tâche¹²⁷.

3. Rénovation urbaine : premières tentatives infructueuses à *Marshall Heights*

L'inactivité n'est toutefois pas totale entre 1945 et 1951. En effet, le Congrès alloue en 1947 une somme de 75 000 dollars à la NCPCC pour qu'elle prépare un plan global d'urbanisme pour la capitale ainsi qu'un plan de redéveloppement pour la première zone ciblée dans le District : *Marshall Heights-Barry Farms*, quartiers situés à Anacostia, dans le Sud-Est de la ville et qui figurent parmi les plus délabrés de la ville. Ces deux étapes sont des prérequis à l'entrée en action de la RLA et en particulier à l'achat et/ou la réquisition de terrains. Il en existe deux de plus : tout d'abord, la NCPCC et les Commissaires doivent approuver formellement le plan de redéveloppement de la zone sélectionnée, après tenue d'auditions publiques, et enfin, la NCPCC doit transmettre pour action le plan approuvé à la RLA.

Dans le cas de *Marshall Heights*, les contours du plan et le projet de redéveloppement sont respectivement adoptés et approuvés par la NCPCC et les Commissaires du District en octobre 1948 et mai 1949. Le projet est ensuite transmis à la RLA pour exécution, mais il n'ira pas plus

¹²⁶ RGDC 1947

¹²⁷ "Sluggish Redevelopment", WP, 6 novembre 1949, p. B4.

loin, car le Congrès refusera l'allocation des fonds nécessaires à sa mise en œuvre, en partie du fait des oppositions exprimées sur le programme, en partie à cause de l'opposition d'une partie des habitants du quartier¹²⁸. Il est officiellement abandonné le 24 mars 1950¹²⁹.

B. Le redéveloppement du Southwest, premier grand test du redéveloppement urbain dans la capitale

Bénéficiant de l'élan apporté par la loi de 1949 dans le domaine du logement et de l'urbanisme, la RLA reçoit son premier financement en janvier 1951. Les 170 000 dollars obtenus lui permettent d'ouvrir un bureau, d'employer des salariés et de débiter ses travaux, en collaboration étroite avec la NCPPC et les Commissaires¹³⁰. Après l'échec du projet de *Marshall Heights*, la NCCPC et la RLA tournent leur attention vers le *Southwest*.

1. Le Southwest en 1950 : zone de rénovation prioritaire

La zone sélectionnée se situe entre le Mall et l'*Anacostia River*. Elle est délimitée au Nord par Virginia Avenue, à l'Ouest par la 7^e, à l'Est par James Creek Parkway et au Sud par *P Street* (fig. 185).

Une étude réalisée après la guerre par la RLA dans la capitale a mis en évidence le mauvais état du quartier. Dans les 64 *squares* concernés, 56 % des 3 370 bâtiments sont délabrés (*dilapidated*), 40 % vétustes (*obsolescent*), et seulement 4 % en bon état¹³¹. Le président de la *Southwest Citizens' Association*, Daniel Melcher, explique en 1945 combien le besoin en logements sociaux est grand dans le quartier : 60% des familles n'ont pas le chauffage, 50 % n'ont ni toilettes ni douche, et 20% n'ont pas l'eau courante¹³². Or l'ensemble de la zone est sans

¹²⁸ DCRLA, *Annual Report*, 1952, v, vi.

¹²⁹ "Officials Agree to Call Off Marshall Heights Slum Work," WP, 3 mars 1950; R. LYONS, "Slum Redevelopment Project Abandoned At Marshall Heights," WP, 25 mars 1950.

¹³⁰ DCRLA, *Annual Report*, 1952, p. vi; U. S. GRANT, III, "Planning the Nation's Capital," RCHS, vol. 50 (1980), p. 56; DC RLA Annual Report 1951, p. 1; P. SCOTT, *Capital Engineers: The U.S. Army Corps of Engineers in the Development of Washington, D.C., 1790-2004.*, p. 243-244; "\$ 2,250,000 set Aside By U.S. For District Slum Clearance," WP, 30 mai 1950; "D.C. Land Unit Will Receive \$40,000 Today," WP, 25 janvier 1951, p. 2.

¹³¹ DCRLA, *Annual Report*, 1951, p. 9.

¹³² Lettre de Daniel Melcher, 27 février 1945 (LCH, p. 65)

aucun doute résidentiel, puisque 2 921 bâtiments sont utilisés pour cet usage, pour un total de 3 691 logements. Une autre étude réalisée dans cette zone montre que 55,4 % des structures résidentielles ont été construites avant 1889¹³³. Le mauvais état du quartier en fait un prétendant au redéveloppement. Ce n'est toutefois pas le seul facteur.

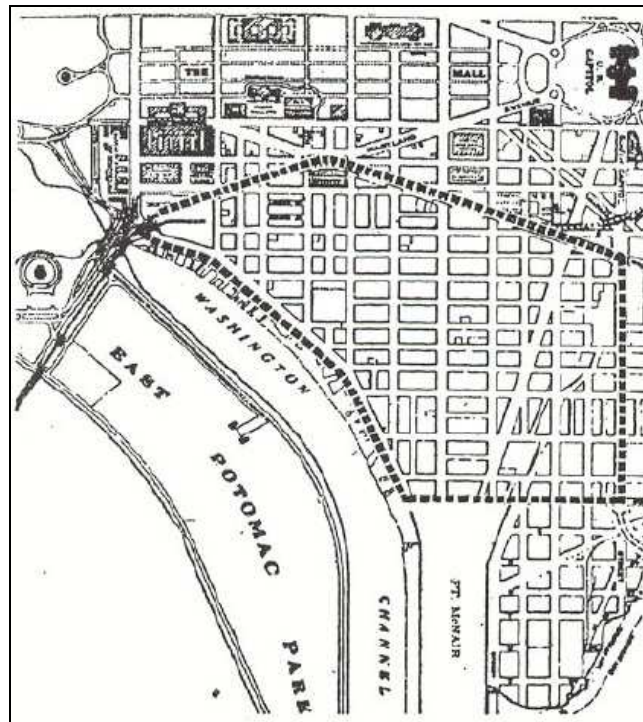
Le quartier a déjà suscité des velléités de redéveloppement quelques années plus tôt. En 1942, un rapport préparé par Arthur Goodwillie en collaboration avec John Ihlder, la *Washington Housing Association*, des enseignants de l'université Howard et les Commissaires proposait déjà une rénovation du quartier, à l'occasion de la construction de *war housing* dans la capitale. Le quartier était jugé particulièrement propice du fait de sa proximité avec le centre-ville et donc les emplois fédéraux. L'existence sur place d'infrastructures solides et de structures résidentielles de qualité (anciennes *rowhouses* alors occupées par plusieurs familles) permettrait d'envisager non pas leur destruction mais leur rénovation, pour un coût moindre. Enfin, un tel projet aurait eu le mérite de nettoyer l'une des zones de taudis les plus proches du Capitole. Le projet avait alors échoué faute de financement du Congrès, mais les données collectées et la proposition formulée par Goodwillie restait utilisable.

La zone est choisie par la RLA en juin 1951 pour son premier projet de redéveloppement urbain. Sa proximité avec le centre-ville, le Capitole de l'État, mais aussi le bord du Potomac, la rend attractive pour des projets de développement car elle est très accessible aux banlieusards qui vivent en Virginie. De plus, le prix des terrains y est moins élevé que dans les autres quartiers en mauvais état mais bien situés de la capitale. La proximité de ses taudis avec le Capitole crée un élan symbolique en faveur du programme de rénovation urbaine, notamment suite aux visites effectuées au milieu des taudis par des membres du Congrès. Un facteur non négligeable pris en compte par la RLA est que la majorité des habitants sont des locataires,

¹³³ DCRLA, *Annual Report*, 1952, p. 13.

contrairement à ceux de *Marshall Heights*, qui s'étaient mobilisés efficacement contre le projet visant leur quartier¹³⁴.

Figure 185 – Zone sélectionnée pour le redéveloppement, WP, 10 février 1952



2. Un quartier, deux projets de redéveloppement

Une fois la zone de déploiement du projet choisie, reste à savoir quel type de projet y sera déployé. En effet, si l'éradication est un objectif clair du programme de rénovation urbaine, les avis divergent sur le devenir de ces zones une fois « nettoyées ». Le général Grant, par exemple, plaide pour que l'espace ainsi libéré soit utilisé pour créer des parcs, construire de nouveaux édifices publics et des voies de circulation. Les promoteurs immobiliers préfèrent quant à eux généralement que soient privilégiée la construction de bureaux. Dans le cas du *Southwest*, deux visions s'affrontent : les deux principaux projets considérés par la RLA pour le redéveloppement du quartier proposent des perspectives très différentes.

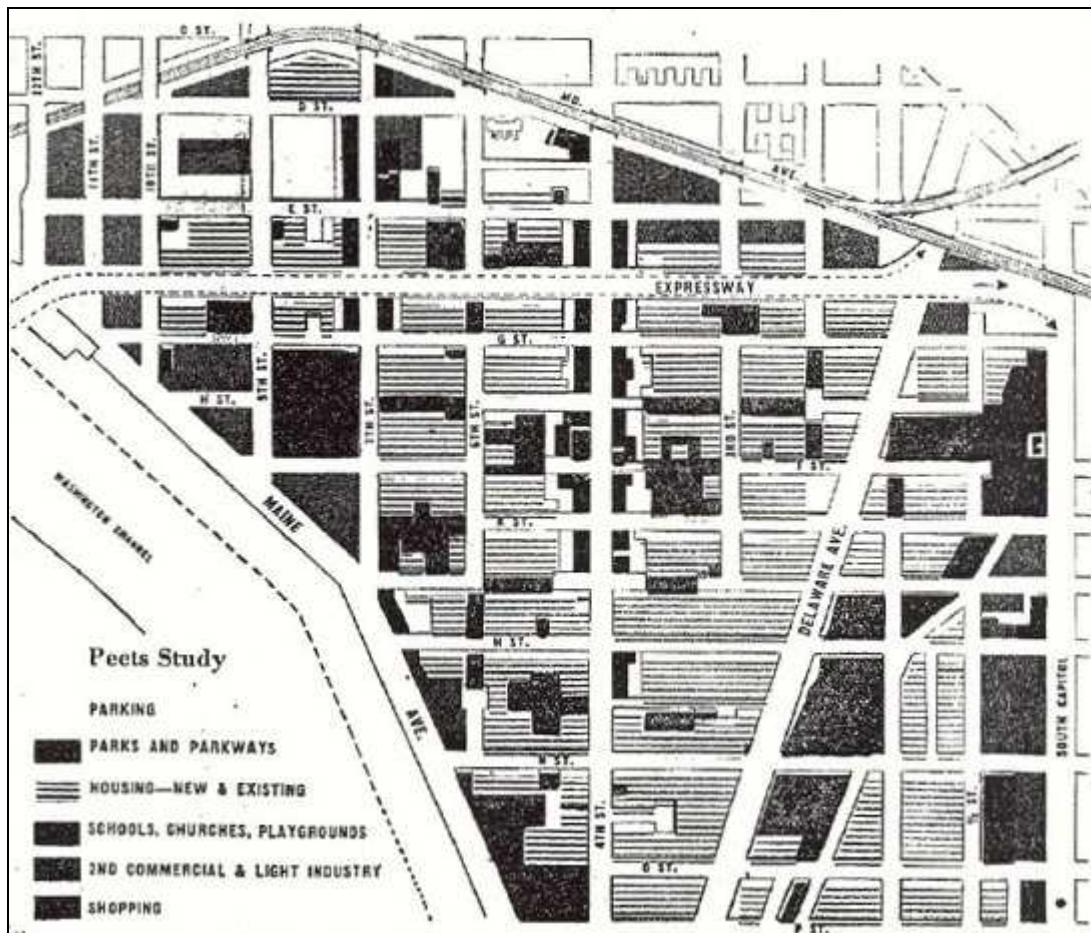
Le premier est l'œuvre de l'urbaniste et paysagiste Elbert Peets, sur demande de la NCPPC. Son approche privilégie la rénovation à la reconstruction. Elle s'appuie sur l'existant pour

¹³⁴ F. R. AMMON, "Commemoration Amid Criticism: The Mixed Legacy of Urban Renewal in Southwest, Washington, D.C.", *Journal of Planning History* 2009, p. 183.

développer un nouveau quartier dans lequel les caractéristiques physiques et socioéconomiques de son prédécesseur seraient maintenues, et dont peu d'habitants et de commerces seraient déplacés à long terme¹³⁵.

Le second projet est soumis par l'urbaniste Louis Justement et l'architecte Chloethiel Woodard Smith, deux adeptes de modernité et de radicalité, à la demande de la RLA. Il propose une reconstruction intégrale de la zone pour y faire jaillir modernité, prospérité, et attirer une population de classes moyennes et supérieures¹³⁶.

Figure 186 - Projet proposé par Elbert Peets, WP, 10 février 1952



Le choix final de la RLA, soutenu par les Commissaires et la NCPPC, devenue *National Capital Planning Commission* (NCPC) en 1952, ne se porte sur aucun des deux projets. Le 24

¹³⁵ Pour plus de détails sur ce projet, voir National Park Service, Department of the Interior, HABS, n° DC-856, *Southwest Washington, D.C., Urban Renewal Area*, p. 29-30.

¹³⁶ Voir Pour plus de détails sur ce projet, voir National Park Service, Department of the Interior, HABS, n° DC-856, *Southwest Washington, D.C., Urban Renewal Area*, p. 31-32.

octobre 1952, la NCPD adopte un troisième plan, qu'elle a préparé elle-même sur la base des plans Peets, Justement-Smith, mais aussi sur la base de la tentative de compromis réalisée par Harland Bartholomew. Il emprunte des idées à chacun des projets mais il s'inspire davantage du plan Justement-Smith. En effet, l'ascendant est donné au changement plutôt qu'au conservatisme, ce qui vaut encore aujourd'hui au projet de nombreuses critiques pour avoir détruit la cohésion du quartier et conduit à la destruction de nombreux édifices historiques¹³⁷.

3. Débuts du redéveloppement dans la « zone B »

Après des années de discussions puis de préparations et de projets portant sur différents quartiers de la ville, le redéveloppement entre dans sa phase opérationnelle à la fin de l'année 1952 dans la capitale.

La zone concernée est baptisée zone B (*Area B*). Il s'agit du plus petit de deux sous-ensembles du *Southwest*. La zone comprend 1 345 logements occupés par plus de 5 100 habitants, noirs pour la très grande majorité d'entre eux (97,5 %). Sa taille limitée la rend plus facile à gérer, elle contient peu de commerces, et, aspect symbolique, elle comprend *Dixon's Court*, l'une des impasses les plus connues de la capitale¹³⁸. La RLA reçoit les fonds nécessaires à la conduite du projet en juin 1952, et le plan de redéveloppement est adopté le 31 décembre de la même année, suite à une audition publique tenue par les Commissaires.

Parmi les neuf objectifs affichés par le plan, le premier est « de permettre aux personnes à revenus modeste de continuer à loger dans ce quartier ». À ce titre, il requiert qu'un tiers des logements construits le soient pour des familles modestes, avec des loyers n'excédant pas 17 dollars par mois. Cette exigence ne sera finalement pas tenue et sera supprimée en 1959. Une

¹³⁷ Pour des données détaillées sur les deux projets, voir HARLAND BARTHOLOMEW (NEW) & ASSOCIATES, *Redevelopment Plans for the Southwest Survey Area in the District of Columbia*, Mai 1952; H. GILLETTE, *Between Justice and Beauty, Race Planning and the failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, p. 156, DCRLA, *Annual report*, 1958, p. 4.

¹³⁸ F. R. AMMON, "Commemoration Amid Criticism: The Mixed Legacy of Urban Renewal in Southwest, Washington, D.C.", *Journal of Planning History* 2009, p. 186.

exigence qui est tenue, en revanche, est l'interdiction de restrictions raciales pour l'achat, la vente, la location ou l'occupation de propriétés immobilières dans le quartier.

La RLA commence à acquérir les propriétés de la zone en décembre 1953. Les parcelles se négocient entre 3 500 et 9 000 dollars pièce¹³⁹. Le processus de relogement des habitants est lancé peu après. Puis débutent les destructions des quelque 4 800 bâtiments, qui sont pour la plupart effectuées entre avril et juin 1954¹⁴⁰. La phase de construction ne s'enclenchera toutefois qu'en 1956, du fait de deux évènements successifs.

Le premier intervient en décembre 1952, alors que le projet n'en est pas encore à sa phase opérationnelle. Deux commerçants de la zone B, installés sur la 4^e rue, contestent devant les tribunaux la constitutionnalité des pratiques d'acquisition immobilières de la RLA¹⁴¹. Leur argumentation repose sur quatre piliers. Tout d'abord, le motif souligné par la RLA est l'éradication des taudis, or leurs commerces sont en bon état. Ensuite, les propriétés réquisitionnées doivent ensuite être livrées à des entrepreneurs privés, ce qui consisterait donc à transférer un bien d'une personne privée à une autre, et non à servir l'intérêt général. Troisièmement, ils estiment ne pas avoir reçu de « compensation équitable », comme le requiert le 5^e amendement à la Constitution. Enfin, la loi de 1945 étant principalement une loi sur le logement, elle n'est pas jugée applicable aux commerces.

L'affaire *Berman v. Parker* atteint en 1954 la Cour suprême, qui rend un arrêt unanime au mois de décembre. La RLA, estime les magistrats suprêmes, a le droit d'acquérir des propriétés en bon état dans des zones délabrées lorsque l'objectif global est de redévelopper le quartier tout entier selon un plan de rénovation. William O. Douglas écrit dans la décision que « le concept de

¹³⁹ P. DOYLE, "RLA Reports on: Rebirth of Southwest D.C.", *National Capital Area Realtor* 30:8, August 1962, p. 6.

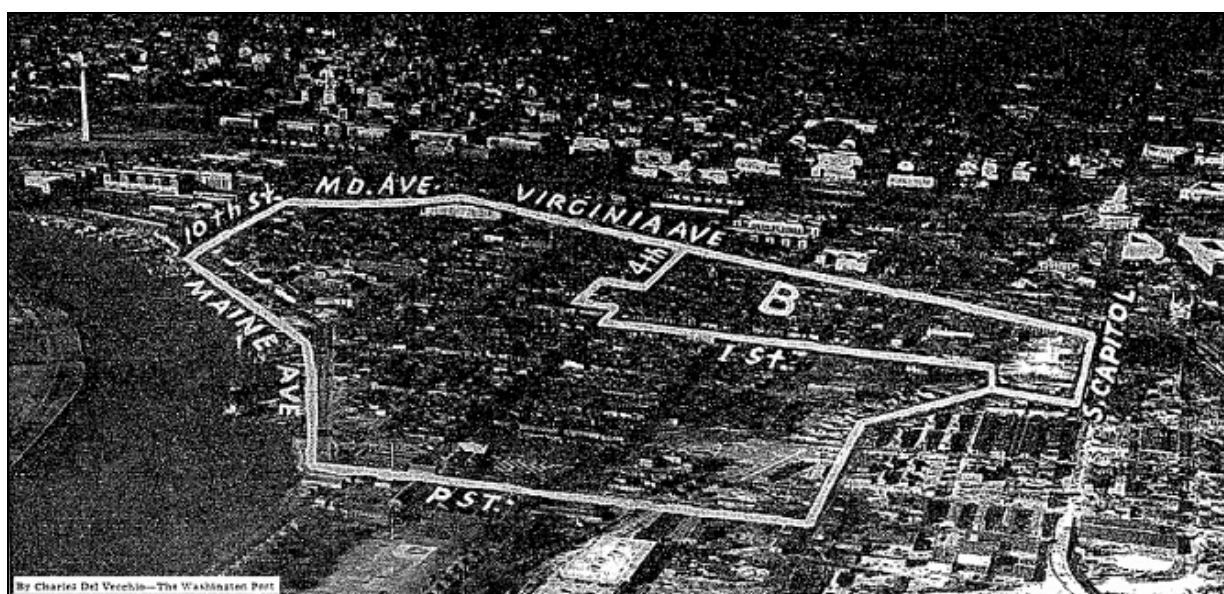
¹⁴⁰ R. LYONS, "Land Agency Buys 1st Area B Property," WP, 9 décembre 1953; G. BEVERIDGE, "Cole Launches Demolition of Area B Units," *Evening Star*, 26 avril 1954; Albert J. Headley Jr., *Papers Relating to Southwest Washington D.C. and Urban Renewal, 1945-1978*, Washingtoniana Division, MLK; DCRLA, *Annual Report*, 1954, p. 5.

¹⁴¹ G. BEVERIDGE, "Southwest Court Fight - Complicated Issues in Redevelopment of Area B Await Decision of Special Three-Judge Bench", *Evening Star*, septembre 1954.

bien commun est large et inclusif¹⁴² » et qu'il appartient aux autorités locales de lui donner un sens physique, esthétique et/ou monétaire, puis d'agir en conséquence. De plus, si la nécessité d'accorder une compensation juste aux personnes dont la propriété est saisie, les juges estiment en l'espèce que les études précises menées par les services de l'État sont réputées fiables et qu'il n'y a pas lieu pour la Cour de les remettre en question. Cette décision aura des conséquences majeures, non seulement sur le redéveloppement du *Southwest*, mais également dans le reste du pays.

Une fois l'obstacle juridique levé, le projet pourrait être relancé s'il n'était pas également entravé par un autre problème : le rejet par la *Federal Housing Authority* (FHA) du financement prévu par le promoteur choisi par la RLA pour conduire le redéveloppement, ce qui conduit l'entreprise à retirer sa participation. La RLA se trouve alors dans une situation peu enviable, car la zone B a été nettoyée, des milliers d'habitants déplacés, mais aucune entreprise n'est désormais préparée à rebâtir le quartier. La construction débutera finalement en 1956 pour s'achever en 1963¹⁴³.

Figure 187 - Vue aérienne du Southwest



Sur cette photo aérienne on peut voir non seulement la zone B, clairement identifiée, mais également la zone C, dont les limites sont précisées ci-dessous.

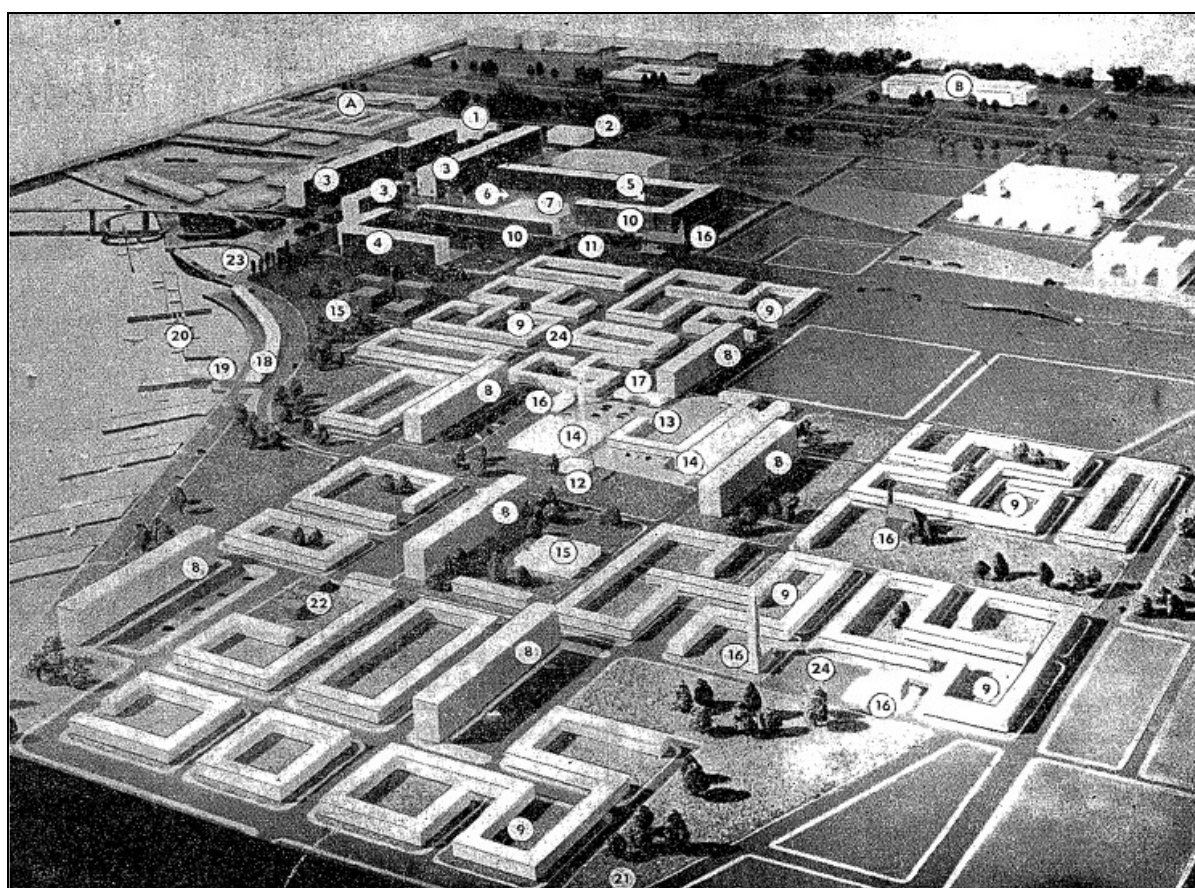
¹⁴² "The concept of the public welfare is broad and inclusive", DCRLA, *This is RLA*, p. 4.

¹⁴³ Federal City Council, *Urban Renewal Program in the District of Columbia*, p. 30.

4. Lancement du redéveloppement dans la zone C

Le redéveloppement de la zone C est lancé alors que le projet progresse dans la zone B. Les contours géographiques du projet sont adoptés le 26 juin 1953 par la NCPC, imitée deux mois plus tard par les Commissaires. Ils sont respectivement délimités au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par I Street, P Street, South Capitol Street et Delaware Avenue, et Maine Avenue¹⁴⁴. La zone ainsi délimitée compte une majorité d'habitants noirs, mais pas aussi massive que dans la zone B : elle est ici de 59,2 %. Elle est en revanche nettement plus peuplée, avec plus de 17 600 habitants contre 5 100 dans la zone B. Le nombre de logements est de 4 316.

Figure 188 - Plan "Zeckendorf"



1 Musée	2 Institutionnel	3 Bureaux parapublics	4 Bureaux
5 Hall d'exposition	6 restaurants	7 Opéra	8 Immeubles résidentiels
9 Hôtel	10 Accès parking souterrain	11 Quartier résidentiel	12 Bibliothèque
13 Logements au-dessus de magasins	14 Zone commerciale	15 Écoles	16 Églises
17 Bâtiment communautaire	18 Zone commerciale du <i>Waterfront</i>	19 Magasins	20 Quais
21 Terrain de jeu Hoover	22 Bâtiments historiques	23 Piscine	24 Squares
A – Bâtiments du ministère de l'Agriculture		B – National Gallery of Art	

¹⁴⁴ DCRLA, *Annual Report*, 1953, p. 7.

Le financement du projet est approuvé le 9 février 1954, ouvrant la voie à sa réalisation. C'est sans compter les négociations contractuelles interminables qui débutent entre la RLA et l'entreprise *Webb & Knapp*, à laquelle a été confiée la mise en œuvre. Un accord est finalement trouvé en décembre 1955. Il permet l'adoption du plan par la NCPC le 5 avril 1956 puis son approbation définitive par les Commissaires le 30 novembre 1956.

Ce plan, le plan Zeckendorf, s'inspire clairement du plan Justement-Smith, dont il décline les principales caractéristiques à une échelle plus réduite : il propose des changements drastiques à la fois dans le caractère et dans les infrastructures et les équipements du quartier. Le projet prévoit la construction de 2 300 à 2 800 logements, de nouvelles écoles, églises et autres édifices à usage communautaire. Il prévoit également plusieurs zones commerciales et plusieurs nouveaux bâtiments gouvernementaux.

C. Le redéveloppement urbain dans le District : quelles conséquences ?

Le vote du *Housing Act of 1954* apporte une certaine flexibilité au dispositif en place auparavant pour redévelopper les centres-villes. Alors que la loi de 1945 n'envisageait que l'éradication des taudis, la nouvelle loi permet d'étudier aussi les possibilités de rénovation des édifices détériorés et des quartiers en mauvais état plutôt que de les livrer systématiquement aux bulldozers. Elle offre donc des options de conservation de certains éléments ou édifices importants et fédérateurs dans la vie des quartiers¹⁴⁵.

La loi de 1954 arrive toutefois trop tard pour le *Southwest*, dont les plans de redéveloppement sont bien engagés ou ont déjà été approuvés, et la destruction de nombreux bâtiments a déjà eu lieu. Par conséquent, le redéveloppement de cette zone implique des transformations massives en termes d'urbanisme et d'architecture. Il provoque également une modification de la situation économique de ces zones, dont la rentabilité sera lente à s'établir mais s'affirmera au fil des

¹⁴⁵ E. TODD, *Urban Renewal in the Nation's Capital: A History of the Redevelopment Land Agency in Washington, B.C., 1946-1973*, 1986, p. 158-160.

décennies. Mais le principal effet, visible dès la mise en œuvre du projet, est un effet social et humain.

L'impact le plus immédiat du redéveloppement pour les habitants des zones concernées est l'obligation qu'ils ont de quitter, au moins temporairement, leur quartier. Disposer de solutions de relogement pour les habitants déplacés est l'une des étapes clés du processus de redéveloppement. Ces solutions doivent en effet être présentées aux Commissaires avant qu'ils approuvent tout plan de redéveloppement.

Le processus de relogement est un mécanisme par étape piloté par la RLA, au sein de laquelle une équipe est dédiée à cette question. Une fois les limites géographiques d'un plan de redéveloppement établies, l'équipe débute une enquête de porte-à-porte qui lui permet d'expliquer le déroulement de la procédure aux habitants, d'estimer les besoins de chaque foyer et de recenser les demandes. La deuxième rencontre se produit après l'achat de la propriété par la RLA. Les responsables du relogement reprennent alors contact avec les occupants de la propriété et se tiennent à leur disposition pour les conseiller, leur fournir des formulaires de logement social ou les aider à chercher un autre logement dans la ville. Ils sont tenus de faire visiter au moins un logement à chaque foyer. Lorsqu'un logement est sélectionné, la RLA l'inspecte pour vérifier son état et sa position par rapport au travail du chef de famille.

Le projet de la zone B constitue une première expérience de relogement pour la RLA, qui ouvre son premier bureau de relogement dans le quartier en janvier 1953. Les premiers relogements se produisent en décembre. Tout au long du processus, 1 041 familles sont déplacées, sur 1 260 qui avaient été dénombrées lors du recensement initial et sur un total initial estimé à 1 345. La différence de 304 familles correspond à des familles qui ont déménagé par leurs propres moyens, sans faire appel aux services de la RLA, mais dont la situation finale est donc inconnue. Parmi les 1 041 familles qui avaient accepté le soutien de la RLA, 441 sont relogées dans des logements sociaux, 515 dans des logements privés, 47 dans des logements

détériorés et 38 ont disparu des registres en cours de procédure. La répartition d'environ 50 % en logements sociaux et 50 % en logements privés est constatée pour la zone C et la zone C-1, les deux projets suivants à être conduits¹⁴⁶.

Lorsque s'achève le redéveloppement du *Southwest*, la répartition géographique des habitants relogés est la suivante : 14,5 % vivent dans le nord-ouest, 21,4 % dans le nord-est, 42,7 % dans le sud-est, 13,2 % dans le sud-ouest, 6 % hors du District, et la destination de 1,8 % est inconnue. Le constat est celui d'une grande diversité dans les décisions de relogement. Si plus de 40 % ont choisi de (ou réussi à) rester dans le sud-ouest de la ville, il s'en trouve tout autant qui ont choisi les autres quadrants de la ville, dans des proportions proches. Certaines familles, 2 % d'entre elles, restent toutefois en attente de solution de relogement, en général car elles ont des caractéristiques qui renforcent la difficulté de trouver un logement adapté (manque de moyens, famille nombreuse, familles au-dessus du seuil du logement social mais trop pauvres pour accéder au marché privé, etc.).

L'étude publiée en 1959 par Robert G. Howes¹⁴⁷ dresse un tableau contrasté du relogement. D'une part, les relogés interrogés sont majoritairement satisfaits de leur nouveau quartier et de leur nouveau logement, qu'ils estiment de meilleure qualité que les précédents. En revanche, la multitude d'interlocuteurs, le double-discours perçu de la part des administrations, le manque de lisibilité des options (dont le retour) qui leur étaient offertes, ainsi que les pratiques expéditives de réquisition de parcelles et de destruction des propriétés, ont laissé un sentiment d'impuissance et de frustration.

Une autre étude, plus large, effectuée en 1966 par Daniel Thursz¹⁴⁸, souligne plusieurs faits intéressants. Tout d'abord, ses enseignements contestent l'idée répandue que la plupart des

¹⁴⁶ National Park Service, Department of the Interior, HABS, n° DC-856, *Southwest Washington, D.C., Urban Renewal Area*, p. 113-117.

¹⁴⁷ R. HOWES, *Crisis Downtown: A Church Eye-View of Urban Renewal*, 1959, p. 26.

¹⁴⁸ D. THURSZ, *Where Are They Now? A Study of the Impact of Relocation on Former Residents of Southwest Washington, Who Were Served in an HWC Demonstration Project*, 1966, p. 28-50.

personnes déplacées des zones de redéveloppement sont allées grossir les rangs des taudis encore présents. Toutefois, l'étude tend aussi à montrer que, bien que vivant dans des logements de meilleure qualité et des environnements plus sains sur le plan sanitaire, les personnes déplacées avaient vu leur statut et leur santé non pas s'améliorer mais stagner, voir régresser. A la recherche d'une cause, l'auteur montre que ces personnes exfiltrées de leur communauté ont perdu tout sentiment d'appartenance communautaire, font beaucoup moins appel aux services dont elles bénéficiaient auparavant dans leur quartier ont des difficultés à s'intégrer. Pour preuve, plus d'un quart des membres des 198 familles interrogées n'ont pas noué de liens d'amitié dans leur nouveau quartier, et seuls 30 % des déplacés se disent heureux d'avoir déménagé.

Le redéveloppement du *Southwest*, à Washington, n'a pas été le premier projet de redéveloppement urbain aux États-Unis. Il n'a pas non plus été le plus important. En revanche, il était le premier de cette ampleur quand il a été mis en œuvre, et surtout il l'a été dans la capitale nationale, juste à côté du Capitole, ce qui lui donna une résonance particulièrement forte dans le pays. Il a également donné lieu à la décision majeure *Berman v. Parker* de la Cour suprême. Ce projet a également été riche en enseignements sur le plan de la conduite de grands travaux menés en partenariat non seulement entre le secteur public et le secteur privé mais impliquant également plusieurs niveaux de gouvernance territoriale. Il a montré que de telles collaborations sont possibles, mais que leur succès n'est possible que si les rapports de force sont relativement équilibrés, permettant à l'ensemble des acteurs que sont l'État, les entreprises privées mais aussi la société d'être entendus.

Sur un plan plus large, le premier bilan de l'*urban renewal* est mitigé en 1955. Cette initiative vise à supprimer les taudis du centre-ville pour les remplacer par de nouveaux logements salubres et accessibles aux ménages modestes. Si une partie des taudis ont effectivement supprimés, le programme a cependant échoué à mobiliser les entrepreneurs privés. Par conséquent, peu de

reconstructions de logements sont prévues *in situ*. En définitive, le programme d'*urban renewal* deviendra dans la capitale comme dans toutes les métropoles où il a été expérimenté « un contre-exemple de politique de la ville qui va marquer plusieurs générations de programmes urbains¹⁴⁹ ».

¹⁴⁹ F. GILLI, *La politique de la ville aux Etats-Unis, une perspective française*, Sciences Po, 2006, rapport rédigé pour la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONCLUSION

“[Washington is] not just one thing – it's one thing and its opposite at the same time. The contradictions inherent in this place are evident everywhere: it's formal and informal; it's public and private; it's social and political; it's a small town and the capital of the world. It's a city that's a symbol of democracy and yet thoroughly undemocratic...”¹”

La capitale des États-Unis est une ville pétrie de paradoxes. Les années d'après-guerre en apportent une preuve supplémentaire. Entre 1945 et 1955, Washington est le théâtre de nombreuses joutes symboliques dont le bilan est contrasté. La puissance renforcée de la capitale ne l'est qu'au prix d'un péril nucléaire potentiel. Les conservateurs, à l'instar des progressistes, perdent sur un front ce qu'ils gagnent sur l'autre. Le Congrès demeure un maître plénipotentiaire mais désintéressé de la cité. La ville se rénove mais donne ce faisant naissance à une *inner city* ségréguée, dégradée et foyer de criminalité qui prendra toute son ampleur au cours des décennies suivantes.

La lutte contre la ségrégation, relancée avec vigueur après la guerre, se conclut victorieusement dans la capitale en mai 1954 avec l'arrêt historique de la Cour suprême qui exige la déségrégation des écoles. Il intervient après que les citoyens ont obtenu de haute lutte la déségrégation des restaurants ainsi que celle des cinémas washingtoniens, suite à un arrêt de 1948 de cette même Cour, qui avait affirmé l'illégalité des conventions restrictives en matière de logement.

Il aura fallu l'engagement conjugué d'une multitude d'acteurs différents pour parvenir à ce résultat : la mobilisation des citoyens est responsable de l'étincelle initiale, mais elle doit son succès à

¹ « *[Washington ne peut être résumé à] une chose – c'est une chose et son contraire en même temps. Les contradictions inhérentes à ce lieu y sont partout évidentes: il est guindé et décontracté; il est public et privé; il est mondain et politique; c'est une petite bourgade et la capitale du monde. C'est une ville qui symbolise la démocratie et est pourtant profondément a-démocratique...* » (K. GRAHAM, *Katharine Graham's Washington*, 2003)

l'appui des tribunaux et au soutien des autorités fédérales, à travers deux présidents et leurs ministres de l'Intérieur et de la Justice. Tous ces ingrédients ont été nécessaires au résultat. Sans mobilisation locale et action en justice des opposants à la ségrégation, aucun procès n'aurait eu lieu et tribunal n'aurait statué. Sans mobilisation locale, les autorités fédérales n'auraient pas eu de cause à soutenir et se seraient sans doute montrées moins empressées d'agir dans ce domaine. La législation nationale sur les droits civiques n'interviendra ainsi que sous Lyndon Johnson, en 1964, soit 10 années plus tard. Sans le soutien du pouvoir exécutif fédéral, en revanche, les Washingtoniens n'auraient pu parvenir aussi rapidement à leurs fins, surtout compte-tenu de l'opposition farouche de certains membres du Congrès. À ce titre, le processus de déségrégation de la capitale est un exemple parfait de la complexité du système politique du District et de son fonctionnement. Par ses hoquets, il illustre les freins qui peuvent s'opposer aux réformes dans une ville-capitale, dans laquelle la gouvernance locale est un enjeu de pouvoir national. Par ses avancées, il illustre les résultats atteignables lorsque plusieurs acteurs clé de type et de niveau territorial différent s'unissent derrière un même objectif.

En 1955, Washington est une ville déségrégée de droit. Le District fait désormais moins figure d'usurpateur dans son rôle de capitale du monde libre. C'est bien cet objectif fédérateur qui a permis d'atteindre un tel résultat dès le milieu des années 1950, avant que la lutte en faveur des droits civiques ne gagne l'ensemble du pays à la fin de la décennie et surtout au début des années 1960.

Pour autant, la capitale n'est pas une ville modèle en 1955. Bien que la ségrégation y soit légalement bannie, des discriminations et inégalités affectent au quotidien les Washingtoniens noirs. L'un des domaines dans lesquels les problèmes provoquent un impact majeur est celui du logement. Après plusieurs années de tension extrême, la pression immobilière décroît à partir de 1950. Toutefois, les milliers de taudis qui se sont développés au fil des décennies dans le centre-ville ont vu leur nombre augmenter à la faveur de l'explosion démographique qui a accompagné la guerre. Leurs habitants, noirs pour la plupart, restent sans solution alternative de logement du fait de la

ségrégation spatiale rémanente, signe du lien solide entre questions raciales, sociales, et questions urbaines dans la capitale, comme de nombreuses villes américaines à la même époque. Le lien est simplement exacerbé à Washington car elle est la première ville noire du pays.

L'incertitude démographique des années d'après-guerre laisse en effet deux tendances de fond s'instaurer dans le District comme dans les autres villes américaines. La première est la fameuse *white flight*, fuite des Blancs des centres-villes vers les maisons individuelles de banlieue. Elle frappe la capitale de la même manière que les autres métropoles du pays. Les équilibres entre centre et banlieue sont en conséquence profondément modifiés, ce qui n'est pas sans répercussions sur la politique d'aménagement du territoire des années et décennies suivantes. La seconde, plus nette dans la capitale que dans les autres villes américaines, est l'augmentation drastique de la population noire du centre. En quelques années à peine, la combinaison du départ des habitants blancs et de l'arrivée continue de migrants noirs se traduit par une inversion de la proportion de Noirs et de Blancs dans le District, qui en fait en 1957 la première métropole à majorité noire du pays, dans une période où les relations raciales sont tendues. Cette évolution ne sera pas non plus sans conséquence, car les habitants qui restent sont le plus mal armés et les moins bien organisés pour faire valoir leurs intérêts auprès des autorités fédérales qui dirigent la ville et résister aux initiatives de multiples acteurs politiques, économiques et sociaux qui souhaitent instrumentaliser leur ville.

Parmi les politiques controversées mises en œuvre dans ce contexte démographique et social tendu, le programme de redéveloppement urbain figure en bonne place. Expérimenté dans le District à force pression de certains urbanistes, hommes politiques et du lobby immobilier, l'*urban renewal* ne soulève pas que de l'enthousiasme mais aussi des protestations et des réserves sur le plan local, à l'image de l'accueil qu'il connaît dans les autres villes concernées comme Pittsburgh, Boston ou Chicago. À Washington, le projet initial est planifié dans le quartier de *Marshall Heights*, à Anacostia, à la fin des années 1940. Il butte sur l'opposition conjuguée d'une partie des habitants, qui défendent leur quartier, et des membres du Congrès, réticents de ce fait à accorder des fonds à la

ville. Le projet échoue en 1950. La seconde tentative alors lancée dans le *Southwest*, aboutira. Les résultats immédiats de la première phase, qui intervient au milieu des années 1950, sont mitigés. Ils aboutissent certes à « nettoyer » une partie du centre-ville en en faisant disparaître les logements de fortune qui s’y trouvaient, mais ils laissent une partie de leurs résidents sans option de relogement. Ils sont donc réduits à occuper les taudis qui existent encore. Le redéveloppement urbain et l’éradication des taudis illustrent la volonté d’une partie des élites politiques de donner à la capitale le visage qu’elle se doit d’avoir : une ville dont le centre est débarrassé de ses plaies béantes. Elle est l’occasion pour des urbanistes et les autorités fédérales d’expérimenter leurs théories d’aménagement du territoire dans une ville sous le contrôle du gouvernement. L’expérience peu concluante n’en sera pas moins développée, sous diverses formes, dans plusieurs métropoles américaines au cours des années et décennies suivantes, dans un effort de lutte contre le mouvement général de dégradation des centres-villes.

La capitale est moins exemplaire encore en matière de droits civiques au sens large. Elle s’est illustrée en accordant une égalité de droit aux Noirs et aux Blancs dans son enceinte. En revanche, ses résidents restent en 1955 dépourvus de tout droit de vote, à l’exception du droit très récemment acquis de participer aux élections primaires précédant les élections présidentielles. Ils pourront donc participer à la sélection des candidats présentés par chaque parti aux élections présidentielles, mais ne pourront pas prendre part au scrutin présidentiel lui-même.

La privation de droits civiques des Washingtoniens est un fait peu connu, mais qui ne leur est pas réservé. Il illustre en effet la difficulté qu’ont alors (et aujourd’hui encore) non seulement les États-Unis mais de nombreux autres États à trouver un compromis entre le rôle de ville et celui de capitale. Comme le disait en 1883 Pierre Waldeck-Rousseau, alors ministre de l’Intérieur, à propos de Paris : « Paris ne peut jouir des honneurs d’une capitale et des prérogatives laissées aux municipalités² ». La lutte des Washingtoniens pour le droit de vote met en lumière au cours des

² *Journal Officiel des débats*, Chambre des députés, 9 novembre 1883, p. 2268.

années 1950 une série d'arguments en faveur et en défaveur de l'autodétermination de la capitale qui signalent l'exemplarité de la ville et la nécessité d'un statut à part pour le siège du pouvoir qu'elle est.

L'un des principaux arguments utilisé dans le District par les opposants, victorieux, à la ségrégation était que Washington se devait d'être irréprochable en matière d'égalité des droits de ses résidents, d'être une ville exemplaire dans ce domaine. Cet argument ne paie pas quand il s'agit de faire des Washingtoniens des citoyens à part entière. Les blocages dans ce domaine illustrent parfaitement la place du District au cœur des jeux d'acteurs politiques nationaux. Sur cette question, plus que sur toute autre, la capitale est instrumentalisée par les membres du Congrès. Certains, ils sont rares, se mobilisent pour que les Washingtoniens accèdent au droit de vote, au moins au niveau local, afin de leur donner un minimum de prise sur leur destinée. D'autres, peu nombreux mais puissants, militent activement contre l'accession des Washingtoniens à tout bulletin de vote. Des élus comme le sudiste John McMillan ne se cachent pas d'utiliser la capitale comme argument électoral dans leur circonscription, en soulignant tous les efforts qu'ils mettent en œuvre pour faire barrage à la progression irrésistible des droits des Noirs. Washington étant la plus grande ville noire du pays, de nombreux élus craignent de « livrer aux Noirs » les clés de la capitale s'ils accordent le droit de vote à ses habitants.

En matière de droits civiques, la capitale est emblématique à un autre titre : la relative apathie de ses habitants. Ils sont un nombre non négligeable à se mobiliser activement dans le District en faveur du droit à l'autodétermination. Il s'agit toutefois d'une minorité agissante. L'absence de mouvement de masse ne s'explique pas seulement par la lassitude de la population mais aussi par sa structure : comment attendre d'habitants temporaires qu'ils se mobilisent massivement pour l'accession à des droits dont ils bénéficient pour leur part déjà, étant légalement inscrits comme résidents dans leur État d'origine, vers lequel beaucoup retourneront au bout de quelques années ? La structure de la

population locale explique en partie l'apathie politique locale, dans une ville pourtant dopée à la politique.

Après V-E et V-J Day, marquant respectivement les victoires en Europe et contre le Japon en 1945, les Américains attendaient un « retour à la normale ». Leurs espoirs ont été rapidement déçus. Dès 1943, la situation internationale a en effet commencé à se tendre entre les États-Unis et la Russie. Les positions n'ont ensuite cessé de se durcir au cours de la décennie, jusqu'à la constitution de deux blocs : l'un à l'Est, l'autre à l'Ouest. Dans ce contexte géopolitique incertain mais inquiétant du milieu des années 1950, d'aucuns comptent sur le statut et le prestige international de la capitale américaine pour garantir non seulement sa survie mais sa progression continue.

Le climat international de guerre froide se traduit par de fortes tensions politiques aux États-Unis, incarnées au premier chef par la chasse aux sorcières initiée par Joe McCarthy et par l'ambiance délétère qui s'installe dans toutes les institutions et dans tous les milieux. Elle est perceptible dans la capitale à la fois à travers les initiatives anticomunistes menées au Congrès et à travers les mouvements de protestation pour les droits civiques qui s'expriment à plusieurs reprises depuis le siège de l'État fédéral.

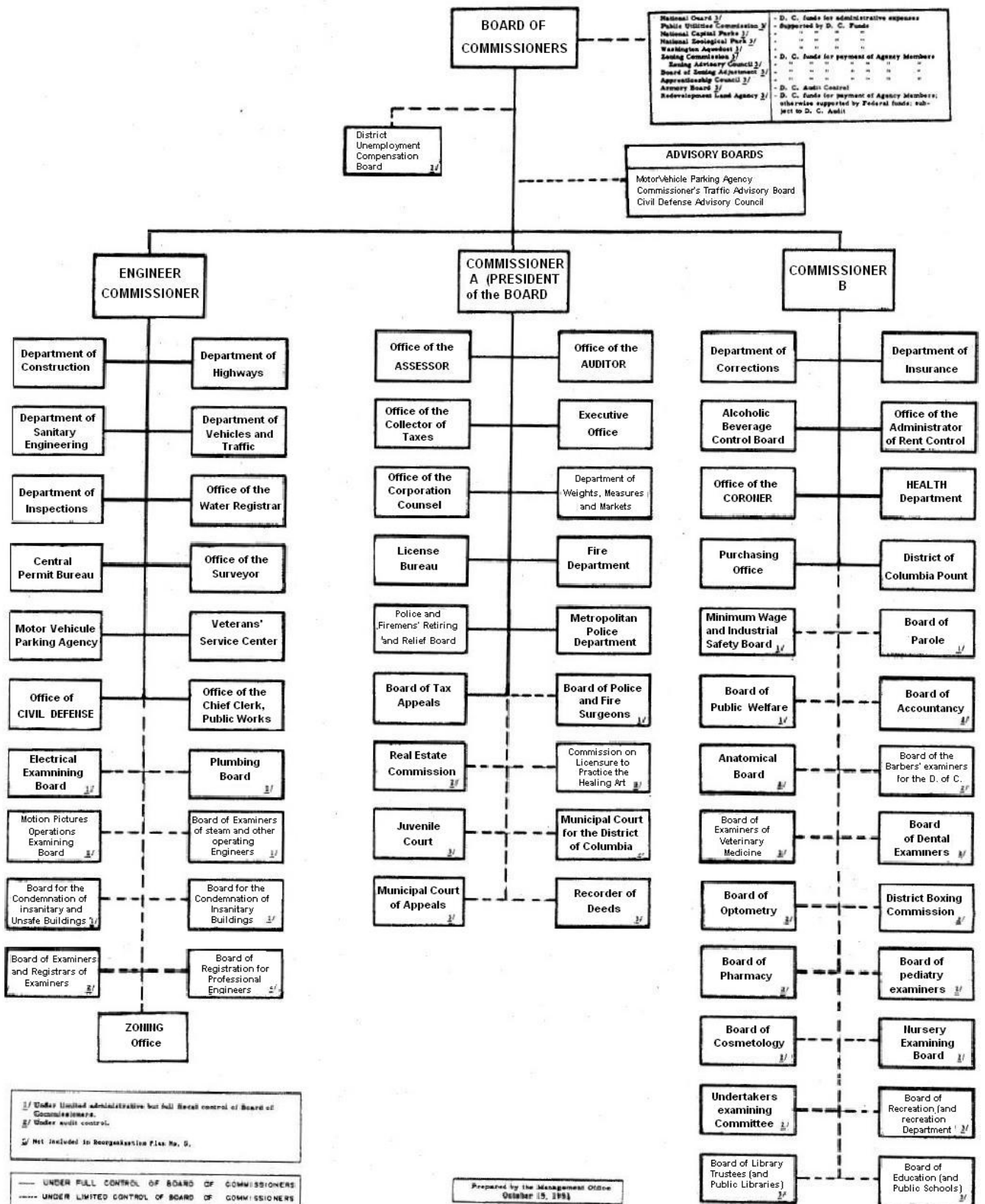
Dix années après la Seconde Guerre mondiale, Washington a confirmé son rôle sur la scène internationale. En témoignent la croissance du nombre et de l'importance des représentations étrangères dans le District, ainsi que l'implantation de plusieurs organisations internationales. Le District, grâce à ses liens étroits avec l'armée et la diplomatie, a pleinement profité des nouveaux enjeux internationaux pour asseoir sa puissance. Le revers de la médaille est l'acceptation des risques inhérents au statut de capitale dans un monde en pleine guerre froide. Le risque atomique est le premier d'entre eux. Il ne se concrétisera pas. Les bénéfices de ce statut, en revanche, permettront à la ville de traverser les décennies suivantes, qui se révéleront pénibles pour toutes les villes américaines.

Washington, née de rien, qui a dû se battre pour acquérir sa légitimité de capitale nationale, est devenue en 1955 le cœur incontesté du pouvoir politique mondial.

ANNEXES

Annexes du chapitre 1

Annexe 1 : Organigramme du District de Columbia avant la réorganisation de 1954



Annexe 2 : Services rendus au gouvernement fédéral par le District de Columbia

Rapport Jacobs, janvier 1937

Services rendered by the District Government for the Federal Government

8-N Water Service

- D-1 Building Inspection of various Federal buildings on request
- D-2 Consulting and engineering service on highway matters
- D-3 Inspection of sewers and plumbing – on request
- D-4 Surveys, computations, and plats of Federal property
- D-5 Consulting and engineering service on surveying matters
- D-6 Issuing permits, tags, and title certificates without charge
- D-7 Police details for specific Federal and kindred purposes
- D-8 Detention of female witnesses and prisoners in Federal cases
- D-9 White House police pensions in excess of their contributions
- D-10 Detention of male witnesses and prisoners in Federal cases
- D-11 Incarceration of prisoners convicted of Federal offenses
- D-12 Sale of services and commodities
- D-13 Temporary home for nonresident ex-soldiers and ex-sailors
- D-14 Adjudication of Federal cases
- D-15 Administration of justice in Federal cases
- D-16 Recording of legal instruments for agencies of the Federal Government
- D-17 Interest earnings on District cash balances
- D-18 Reclamation of areas for Federal uses
- D-19 District property used by the Federal Government

Services rendered by the District Government to nonresidents under statutory mandate:

- D-20 Free education of certain nonresident children
- D-21 Health service in schools for nonresident children
- D-22 Hospitalization of nonresidents, indigents
- D-23 Recreational service for nonresidents
- D-24 Extension of library facilities to nonresidents

Federal subventions and grants in which the District does not share

- D-25 Federal Aid for Highways in municipalities

Excess expenditures by the District as the Nation's Capital

- D-26 Development of the plan of the Nation's Capital
- D-27 Maintenance of excess park areas
- D-28 Zoological exhibitions for visitors to the Nation's Capital
- D-29 Redrawing of building plans in conformity with Federal ideas.

Services rendered by the Federal Government for the District Government

- F-1 Supervision of maintenance of Courthouse and Court of Appeals Building
- F-2 Codifying and printing District statutes
- F-3 Controlling accounts and performing audits
- F-4 Laboratory tests of road materials
- F-5 Testing of street construction materials
- F-6 Testing of miscellaneous materials
- F-7 Vocational rehabilitation of disabled District residents
- F-8 Consulting engineering service on fuel-burning equipment
- F-9 Maintenance of Monument Grounds and structures
- F-10 Medical care of colored District residents
- F-11 Instruction of deaf children, residents of the District
- F-12 Care of mentally sick indigent District resident (...)
- F-25 Federal property used by the District Government (...)
- F-28 Pay of engineer commissioner and three assistants (...)
- F-32 Determination of District of Columbia-Virginia boundary

Services rendered by the Federal Government for the District as a community

- F-33 Usage of library facilities by District residents
- F-34 Usage of museums facilities by Districts residents
- F-35 Laboratory examination of animals' brains for rabies (...)
- F-39 Maintenance of a botanic garden

Government of the District of Columbia – office of the Budget

May 1, 1946

From Walter L. Fowler, Budget officer, D.C

To: Mrs. Merrick, Scott and Cooper, Investigators, Senate Committee on Appropriations

“A list of the major items for which the Government of the District of Columbia receives no reimbursement from the Federal Government”

Estimate for FY 1945 (in dollars)

9. Free taxes (Government) : 12,407,257
10. Free taxes (privately owned tax-exempt) : 2,139,000
11. Water : 870,000
12. Police services for specific Federal purposes : 150,000
13. Abutments (no figure available, but the costs for condemnations, assessments for roadways, curb and gutters, water and sewer would have amounted to many million of dollars over the years.
14. Adjudication of Federal cases (no figure available, but the recent sedition trial alone cost over \$50,000)
15. Maintenance of schools for non-residents : 418,990
16. Incarceration of Federal prisoners : 50,000
17. Maintenance of Zoo : 296,777
18. Maintaining National Capital Park and Planning Commission : 53,705
19. Maintaining Soldiers and Sailors Home: 21,552
20. Improvements, maintenance, and policing nationally owned parks : 1,009,466

Annexe 3 : Recettes de villes américaines ayant entre 500 000 et 1 million d'habitants

Sources de recettes de villes américaines ayant entre 500 000 et 1 million d'habitants (en %)

	1943				1949			
	Taxes sur la propriété	Autres taxes locales	Aides d'autres gouv.	Recettes diverses	Taxes sur la propriété	Autres taxes locales	Aides d'autres gouv.	Recettes diverses
DC	38,0	41,9	16,0	4,1	41,4	35,8	18,2	4,6
Cleveland	65,3	1,2	17,3	16,2	58,7	3,1	21,9	16,2
Baltimore					52,1	8,4	33,6	5,8
St. Louis					51,4	34,4	2,6	11,7
Boston	69,1	2,7	23,8	4,4	66,3	2,5	26,6	4,5
San Francisco	74,5	2,5	18,1	4,9	60	9,3	23,5	7,1

Fiscal Relations between the government of the United States and the district of Columbia, 79th Cong., 2nd Sess., 1946, Table 3 – Percent distribution of general revenue sources of 12 cities: 1943 – p 21

Annexe 4 : Propriétés exemptées d'impôts dans le District de Columbia (1935-1947)

Propriétés fédérales, municipales et privées exemptées d'impôts dans le District de Columbia (1935-1946)

	Surface totale exemptée (en acres)	Pourcentage de surface imposable	Part fédérale (en pourcentage)	Part municipale (en pourcentage)	Part privée (en pourcentage)
1935	31 589,2627	56,9	34,8	3,3	5,0
1936		56,7	35,0	3,3	5,0
1937		56,2	35,4	3,3	5,1
1938		55,7	35,9	3,4	5,0
1939		55,1	36,3	3,5	5,1
1940	31 357,9005	54,4	37,2	3,3	5,1
1941		53,6	38,1	3,2	5,1
1942		52,4	39,2	3,3	5,1
1943		51,8	40,2	3,2	4,8
1944		51,2	40,8	3,3	4,7
1945	31 033,9417	50,3	41,4	3,3	5,0
1946*	30 998,6744	49,1	41,9	3,4	5,6

Fiscal Relations between the government of the United States and the district of Columbia, 1945, p. 8;
**Jesse C. Suter, "Civic Problem, Civic Bodies – Timely data on Real Estate Taxation," The Sunday Star, January 19, 1947.*

Surface et valeur des propriétés fédérales, municipales et privées exemptées d'impôts dans le District de Columbia (1947)

		Surface (en acres)	Valeur totale (en dollars)
Etat fédéral		12 989,65	711 916 747
District de Columbia		1 049,9	91 955 060
Propriétés privées exemptées	Total	1 739,2	123 894 091
	Dont ambassades	83,39	10 933 486
Surface imposable		15 219,9	1 396 017 481
Total		30 998,6744	2 323 783 379
<i>Jesse C. Suter, "Civic Problem, Civic Bodies – Timely data on Real Estate Taxation," The Sunday Star, 19 janvier 1947</i>			

Annexe 5 : Lutte pour le droit de vote

Bureau de vote lors du référendum de 1912 (LOC)

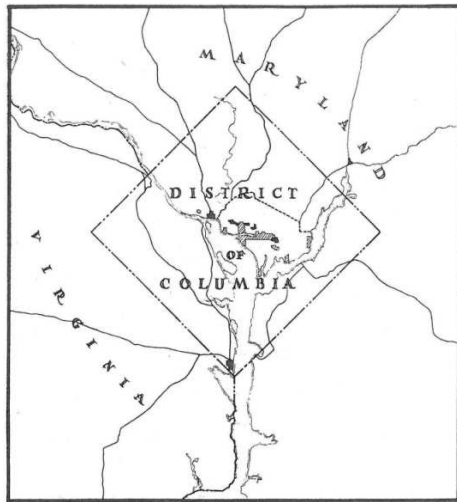


Référendum du 30 avril 1938 (LOC)

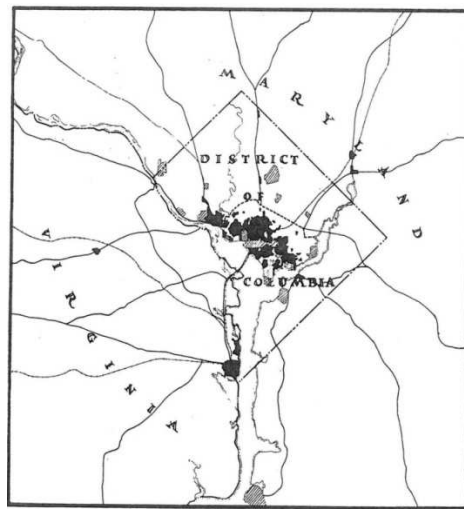


Annexes du chapitre 2

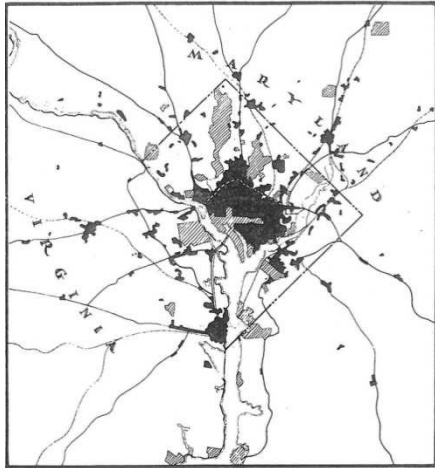
Annexe 1 : L'urbanisation de Washington et de sa banlieue entre 1800 et 1927



1800



1857



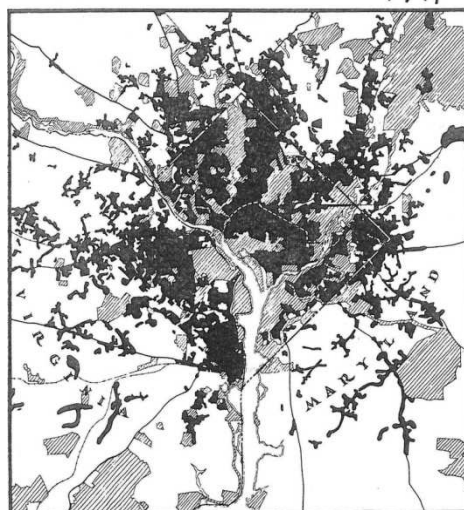
1897






1917



1927



1947

-  *Propriétés publiques et semi-publiques*
-  *Limites initiales de la ville*
-  *Urbanisation*

Annexe 2 : Employés fédéraux civils aux États-Unis et à Washington de 1816 à 1945 (au 30 juin)

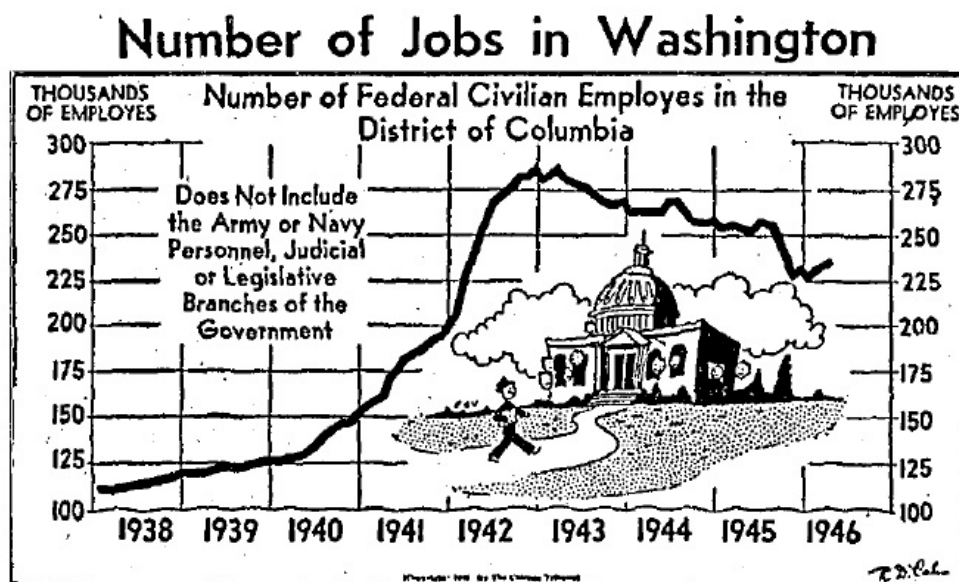
	Total	Washington
1816	4 837	535
1821	6 914	603
1831	11 491	666
1841	18 038	1 014
1851	26 274	1 533
1861	36 672	2 199
1871	51 020	6 222
1881	100 020	13 124
1891	157 442	20 834
1901	239 476	28 044
1911	395 905	39 782
1916	399 381	41 804
1917	438 500	48 313
1918	854 500	120 835
1919a	794 271	106 073
1920b	655 265	94 110
1921b	561 142	82 416
1922	543 507	73 645
1923	536 900	70 062
1924	543 484	68 000
1925	553 045	67 563
1926	548 713	64 722
1927	547 127	63 814
1928	560 772	65 506
1929	579 559	68 266
1930	601 319	73 032
1931	609 746	76 303
1932	605 496	73 455
1933	603 587	70 261
1934	698 649	94 244
1935	780 582	108 673
1936	867 482	122 937
1937	895 993	117 020
1938	882 226	120 744

1939	953 891	129 314
1940	1 042 420	139 770
1941	1 437 682	190 588
1942	2 696 529	276 263
1943	3 299 414	284 665
1944	3 332 356	276 758
1945	3 816 310	264 770

Historical statistics of the United States. Colonial Times to 1970, part 2, Washington, Bureau of Census, GPO, 1975, Series Y 308-317.
a : 11 novembre
b : 31 juillet

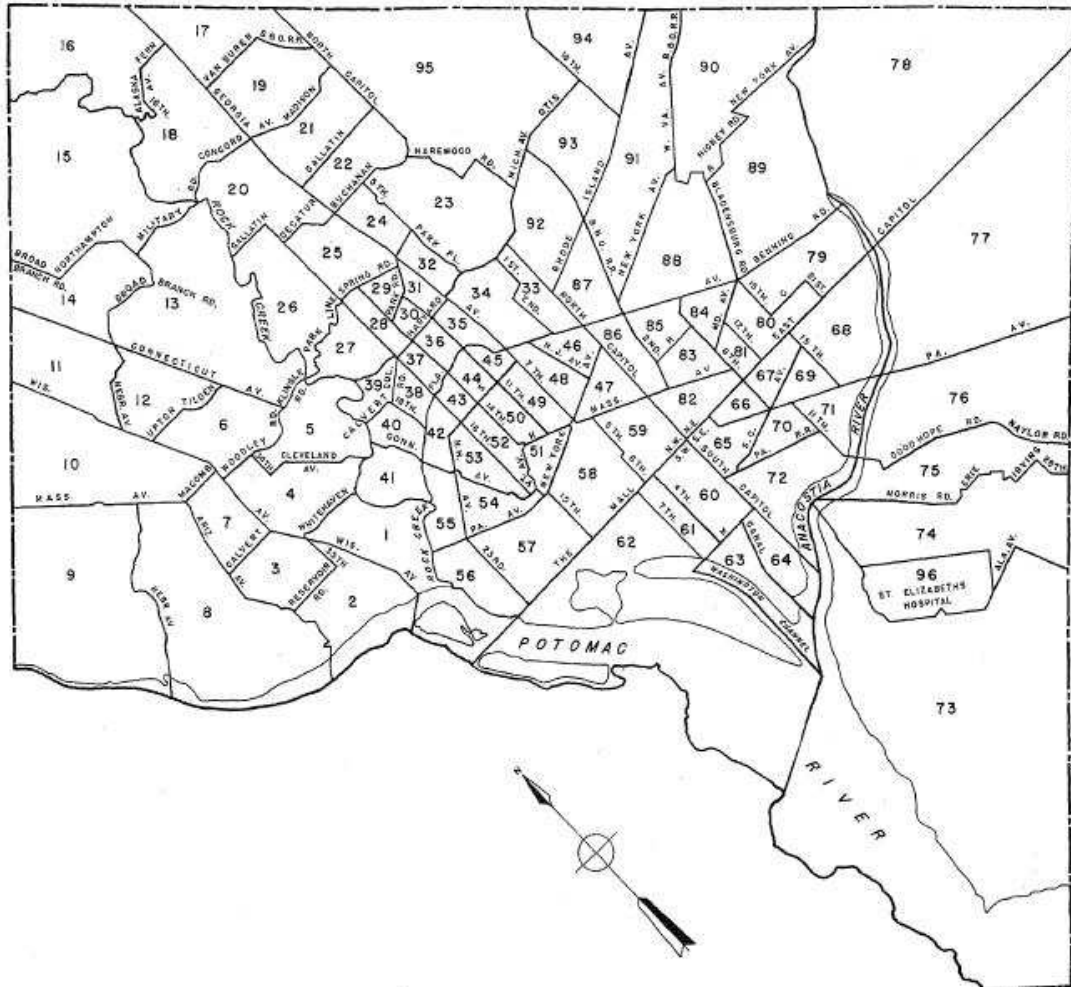
Annexe 3 : Employés fédéraux Washington de 1938 à 1946

(à l'exception du personnel de l'Armée de terre, de la Marine et des secteurs législatif et judiciaire du gouvernement)

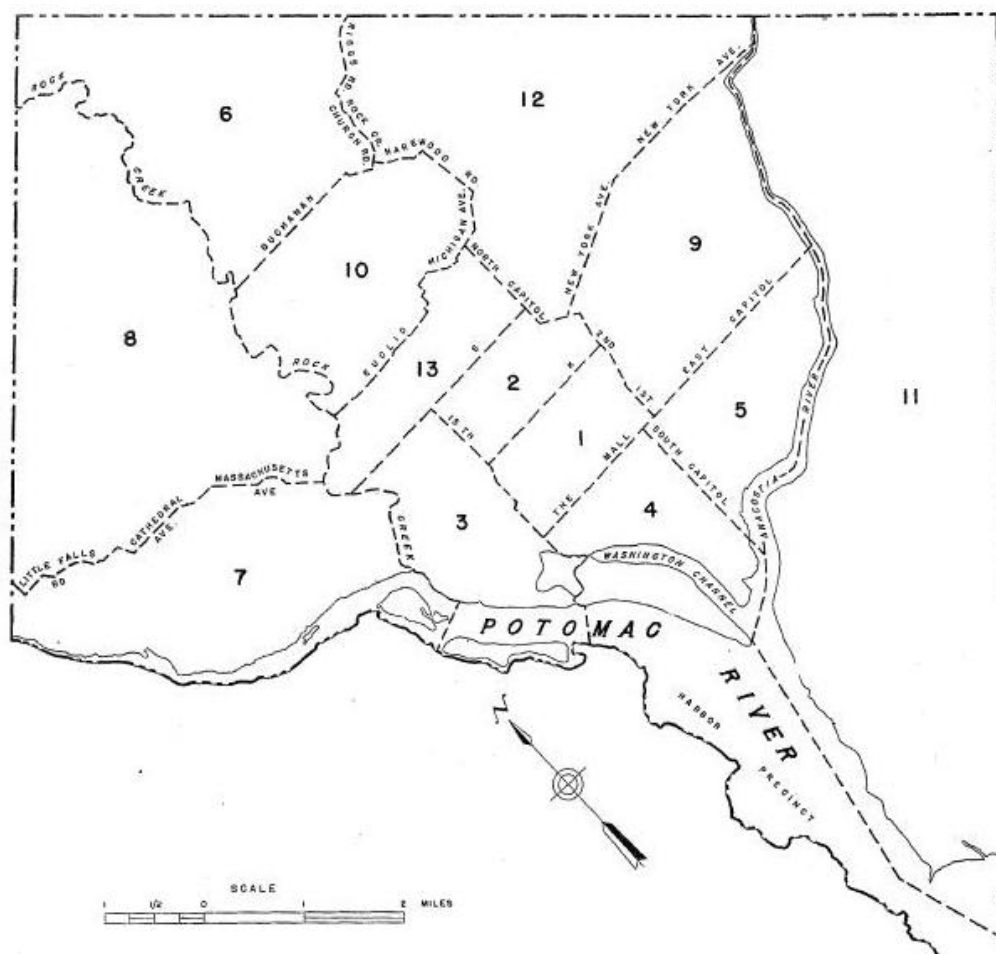


Chicago Daily Tribune, 2 juillet 1946, p. 8.

Annexe 4 : Carte des secteurs de recensement du District en 1940



Annexe 5 : Carte des secteurs de police du District en 140



Annexe 6 : Répartition de la population du District en 1940³

Section de la ville	Population	Zone habitée (ha)	Densité (hab/km ²)
Vieux Washington ⁴	300 733	1798	16 754
nord-est ⁵	232 809	2178	10 700
nord-ouest (ouest de <i>Rock Creek</i>)	77 710	1272	6 104
sud-est (Est de <i>l'Anacostia River</i>)	45 195	499	9 069
Total	656 447 ¹	5747	11 416

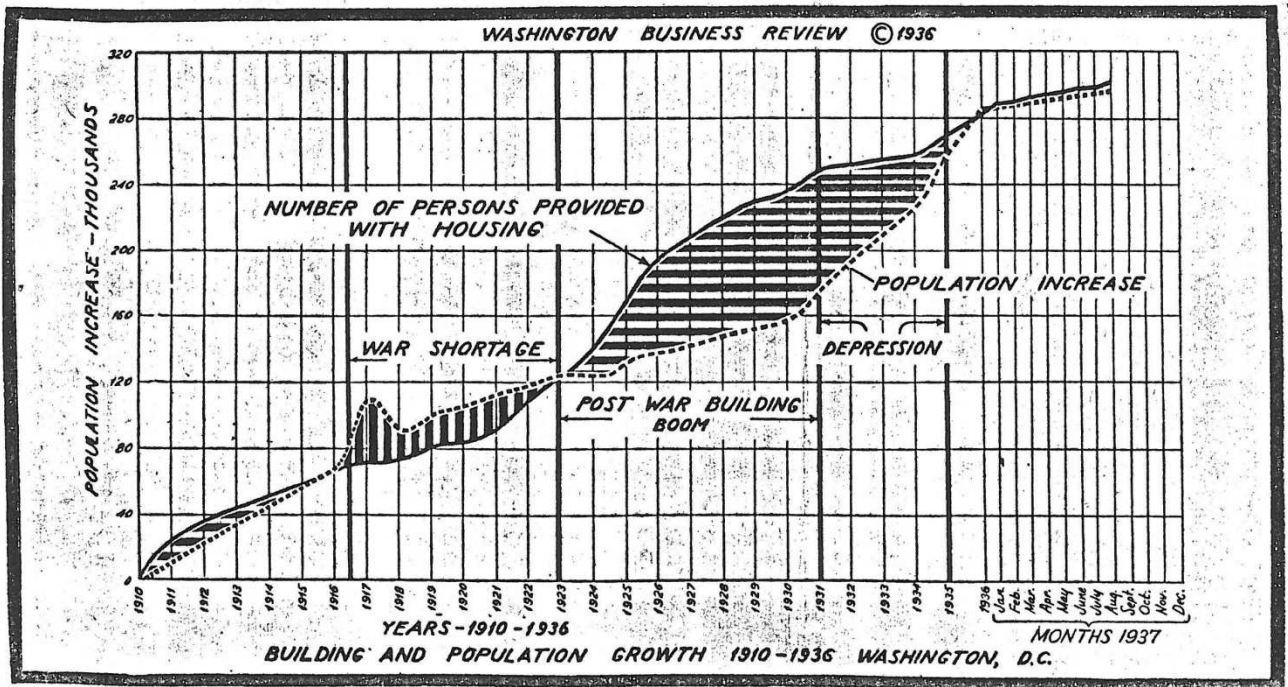
¹A l'exception du secteur 96, qui contient l'hôpital St Elizabeth avec 6 644 résidents sur 158 hectares

³ AWS, p. 14, Table No.2.

⁴ Délimité par le Potomac et *Rock Creek Park* à l'Ouest, *l'Anacostia River* à l'Est et par Florida Avenue et Benning Road au Nord.

⁵ Zone délimitée à l'Est par *l'Anacostia River*, au Sud par Florida Avenue et Benning Road, à l'Ouest par *Rock Creek*.

Annexe 7 : Croissance de la population et du nombre de logements à Washington (1910-1936)



—By Special Permission of Rufus S. Lusk.

Washington Daily News, 29 septembre 1937

Annexe 8 : Bâtiments détruits sur Independence Avenue pour construction de war housing



Gordon Parks, juin 1942, FSA/OWI, LOC

Annexe 9 : Logements construits à Washington (1940 – 1945)⁶

		1940	1941	1942	1943	1944	1945	
Total		8 680	10 690	9 632	5 234	2 606	3 352	
Dont	Public	1 430	969	3 746	608	487	440	
	Privé	total	7 250	9 721	5 886	4 626	2 013	2 860
		<i>Structures 1 famille</i>	2 606	2 483	641	218	629	1 119
		<i>Structures 2 familles</i>	0	0	0	0	0	0
	<i>Structures multifamilles</i>	4 644	7 238	5 245	4 408	1 384	1 741	
<i>Bureau of Labor Statistics Bulletins, (80-1) CIS 11183, Washington, GPO, 1947, p. 42, 43, 48.</i>								

Annexe 10 : Pension de famille dans le District en 1942



Photographies par Esther Bubley, OWI, Washington, 1942

⁶ N'oublions pas que des logements sont détruits pendant la même période. Par conséquent, la somme des logements construits ne constitue en aucun cas le gain net de logements dans la capitale.

Annexe 11 : No vacancy – extraits de « Plus on est de fous » (1939), de George Stevens

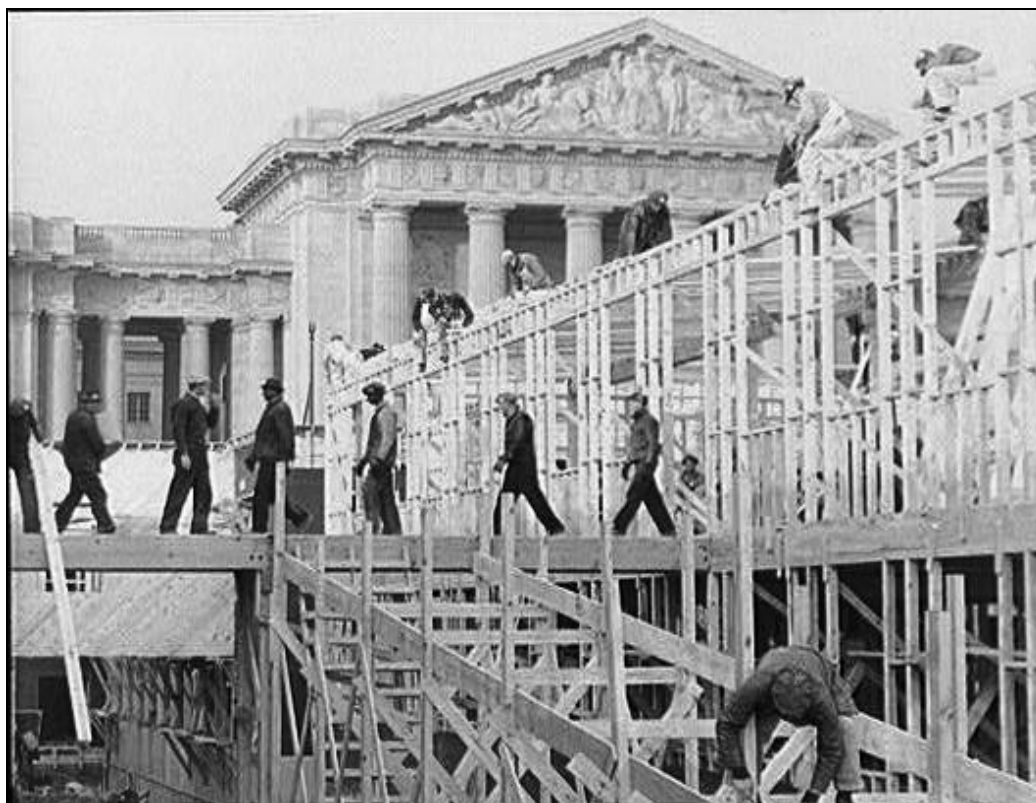


Annexe 12 : Construction de bureaux temporaires sur le Mall

À proximité des Archives Nationales

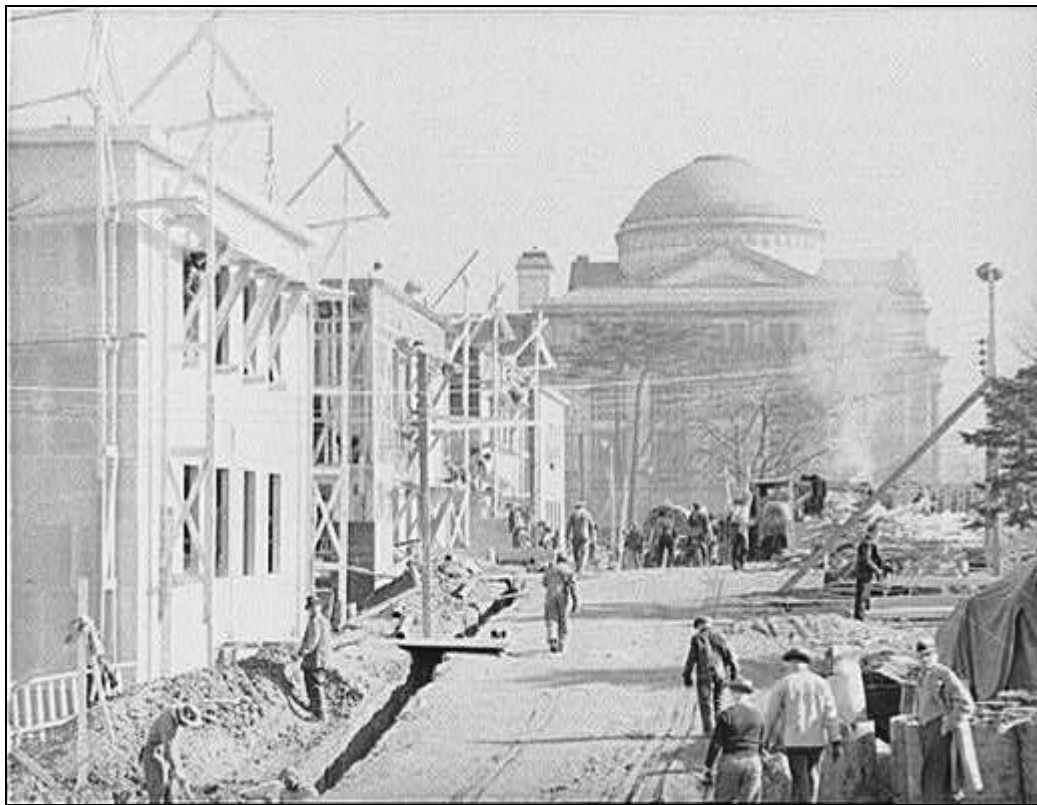


John Collier, FSA/OWI, décembre 1941



John Collier, FSA/OWI, décembre 1941

À proximité du Musée national d'histoire naturelle

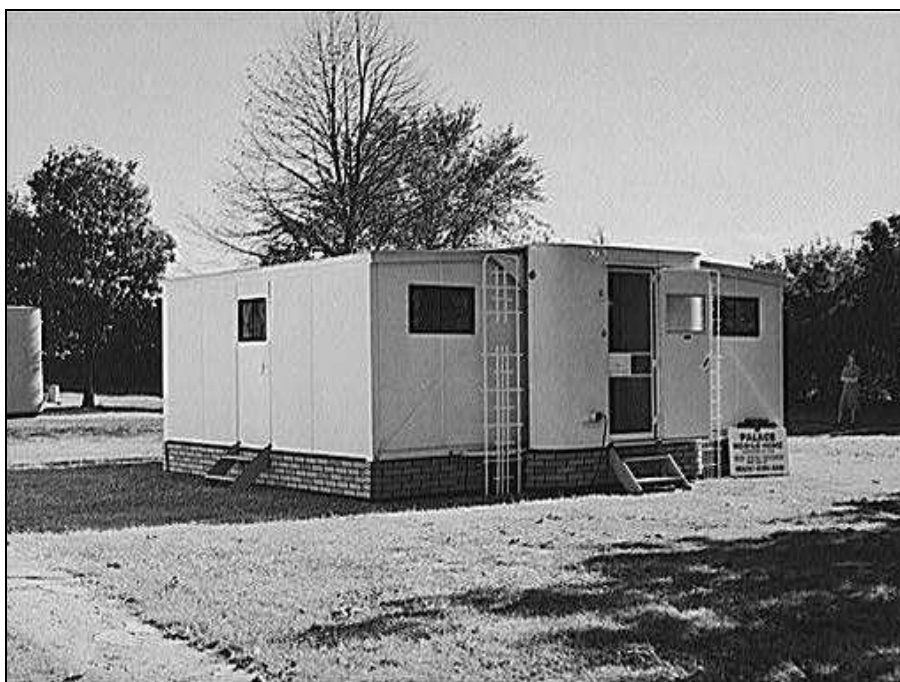


John Collier, FSA/OWI, décembre 1941

Annexe 13 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington en 1940

Prix des loyers (en dollars)	Besoin (d'après les loyers payés par les Noirs pour des logements médiocres - <i>substandard</i>)		Loyer (prévu par les constructeurs les moins onéreux pour du <i>war housing</i> destiné aux Noirs)	
			Loyer "sec"	Loyer comprenant une partie des charges
Moins de 20	46,8%	< 35\$ = 90%	0	0
20-24	21,4%		0	0
25-29	15,3%		0	0
30-34	6,6%		0	0
35-39	4,0%		28,2%	3,4%
40-44	2,4%		26,7%	1,3%
45-49	1,1%		45,1%	55,7%
50 et plus	2,4%		0	39,6%
Loyer moyen	\$20,75		\$44,08	\$49,06
<i>EAD, exhibit X, face à la page 157</i>				

Annexe 14 : Exemple de *war housing* : les trailers



Washington, 1941 (exposition) – photo de Marion Wolcott (LOC, Farm Services Administration, Office of War Information)

Annexe 15 : Estimation du nombre d'impasses à Washington (1858-1952)

	Nombre d'impasses	Habitants blancs	Habitants noirs	Nombre total d'habitants
<i>1858</i>	<i>49</i>			<i>348 familles</i>
<i>1871</i>	<i>118</i>		<i>81 %</i>	<i>1 500 familles</i>
1890	-	-	-	25 000
1897	333	2 150	16 828	18 979
	<i>217</i>		<i>97 %</i>	<i>17 244</i>
1905	286	1 873	17 203	19 080
1908	261	-	-	15 851
1909	286	-	-	19 076
1912	275	-	-	16 000
1913	-	-	-	11 326
1920	207	-	-	9 485
1925	-	-	-	12 867
1927	-	-	-	9 000
1930	250	-	-	12 000
1932	188	-	-	10 000

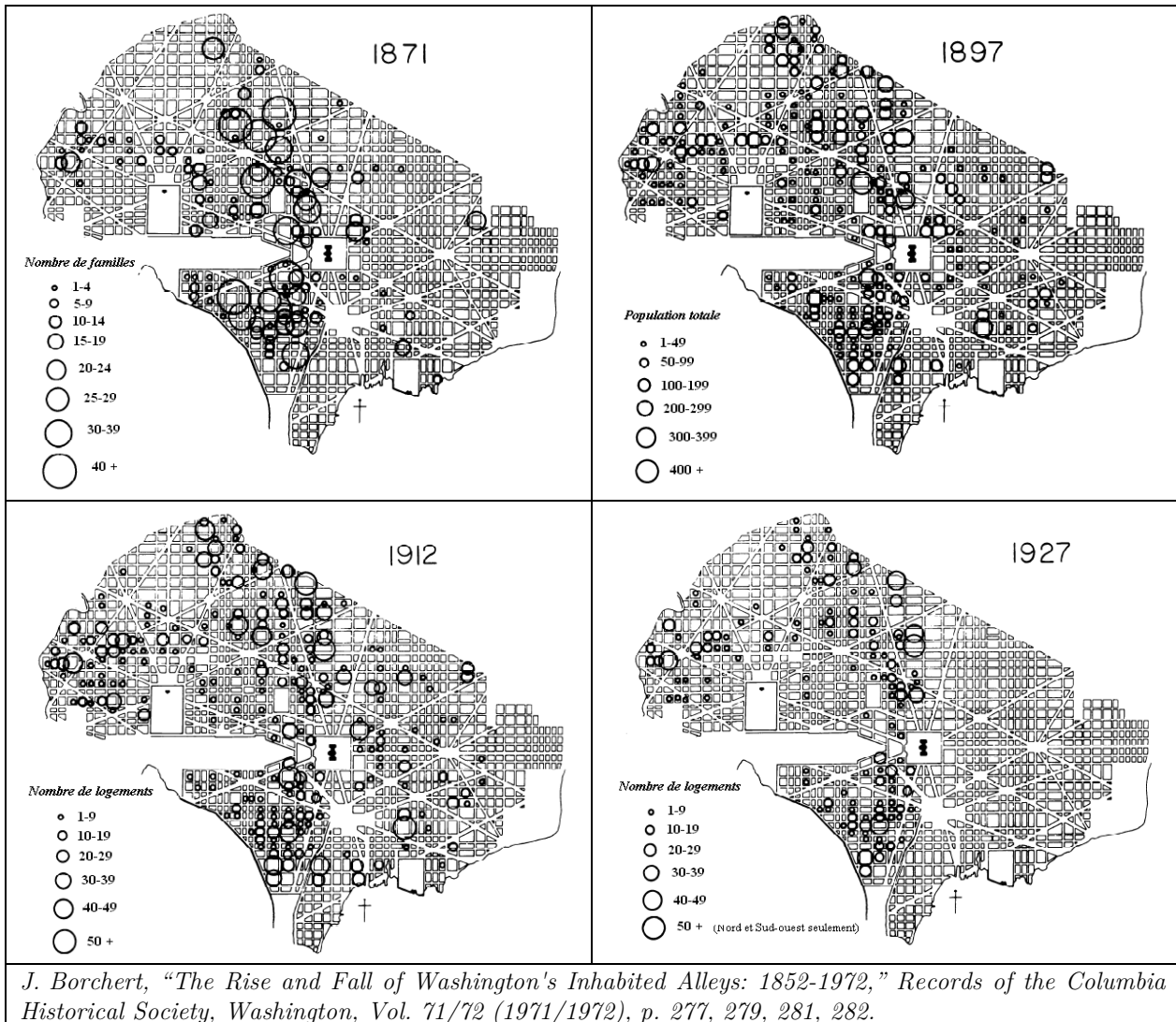
1933	196	-	-	7 124
<i>1934</i>	<i>190</i>			
1938	150	-	-	9-10 000
1944	-	-	-	10 000
	<i>147</i>			<i>11-12 000</i>
1945	-	-	-	7 000
1952	112	-	-	936 logements

Source principale : Rev. O'Connell, Fr. Daniel, *The Inhabited Alleys of Washington and the early social history of the alley*, M.A. Thesis, OFM, DC, 1953, p. 46.

Les données issues d'autres sources apparaissent en italique dans le tableau :

- J. BORCHERT, "The Rise and Fall of Washington's Inhabited Alleys: 1852-1972," *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, DC, vol. 71/72, 1975, p. 278 ;
- Y. BOQUET, *Le couloir Baltimore-Washington : contribution à l'étude de l'aménagement du sud de la mégalopolis nord-américaine*, 1995, p. 162-64, EAD, p. 75.

Annexe 16 : Cartes des maisons d'impasses dans la capitale entre 1871 et 1927



Annexe 17 : Toilettes extérieures dans une impasse du Sud-Est du District



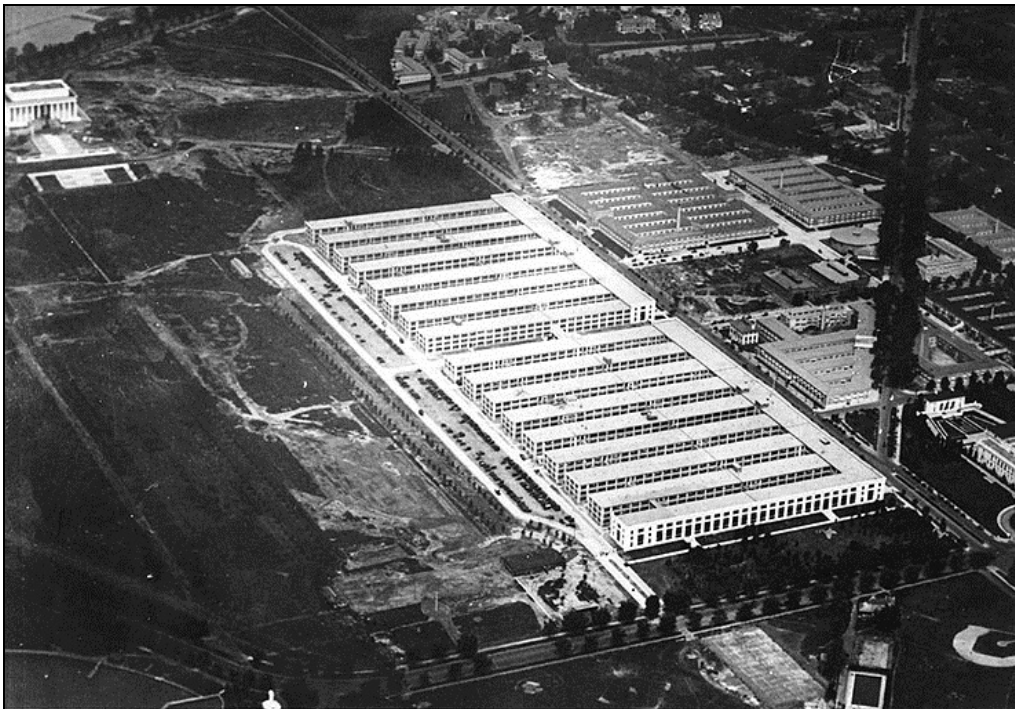
Photographie de Carl Mydans, septembre 1935 (LOC, Farm Services Administration, Office of War Information)

Annexe 18 : Part de la dette, des travaux publics et de la protection incendie dans le budget du District (1881-1917)

	1881	1891	1901	1911	1915	1917
Service de la dette	35,3 %	22,3 %	15,5 %	12,3 %	12,4 %	6,5 %
Travaux publics	24,8 %	36 %	40,6 %	28,3 %	27,3 %	28,4 %
Protection incendie	2,9 %	2,5 %	3,6 %	5,6 %	4,9 %	5,2 %

C. GREEN, Washington: Village and Capital, 1800-1950, vol. II, p. 40-41.

Annexe 19 : Bureaux temporaires construits sur le Mall pendant la Première Guerre mondiale

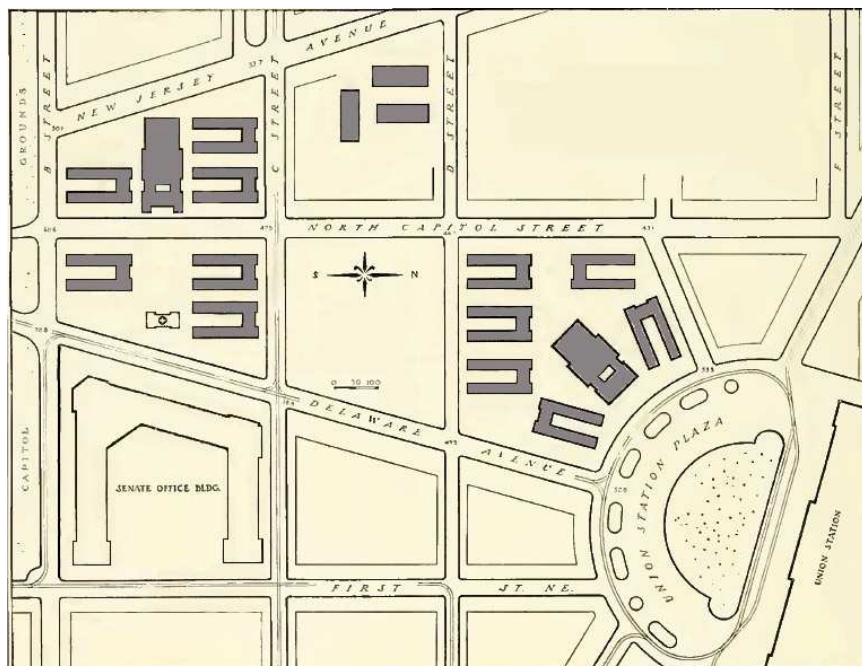


Photographie aérienne prise le 23 mai 1919

Naval Historical Center (<http://www.history.navy.mil/photos/pl-usa/pl-dc/nav-fac/mn-mun-c.htm>)

Annexe 20 : Résidences construites en 1918 entre le Capitole et *Union Station* pour les employés fédéraux participant à l'effort de guerre

Plan des résidences construites en 1918, Union Station apparaît en bas à droite



United States Department of Labor, *Report of the United States Housing Corporation*, vol. II, 1919, p. 353.

Photographie des résidences construites en 1918



United States Department of Labor, *Report of the United States Housing Corporation*, vol. II, 1919, p. 354.

Annexe 21 : Dates de début et de fin des travaux des sept édifices initiaux du Federal Triangle⁷

	Pose de la première pierre	Occupation du bâtiment
<i>Internal Revenue Service Building (IRB)</i>	Mai 1929	Juin 1930
<i>Commerce Building</i>	Juin 1929	Janvier 1932
<i>Post Office Department Building</i>	Septembre 1932 ⁸	Mai 1934
<i>Labor Department/Interstate Commerce Commission Building (Labor/ICC Building)</i>	Décembre 1932	Février 1935
<i>Department of Justice Building</i>	Février 1933	Octobre 1934
<i>Archives Building</i>	Février 1933	Novembre 1935
<i>Apex Building</i>	Juillet 1937	Avril 1938

⁷ “Hoover Inspects Commerce Building,” NYT, 3 janvier 1932; “\$10,000,000 Building Speeded By Hoover,” NYT, 27 septembre 27, 1932; “Capital Post Office Named for Franklin,” NYT, 27 août 1932; “Avenue Post Office To Have New Name,” WP, 27 août 1932; “New Post Office’s Corner Stone Will Be Laid On Sept. 26,” WP, 28 août 1932; “Hoover to Preside In New Post Office Corner Stone Rite,” WP, 26 septembre 1932; “President to Lead Postal Fete Today,” NYT, 26 septembre 1932; “Post Office Staff Finally Starts Moving Into New Structure,” WP, 7 mai 1934; “Hoover Dedicates new Labor Building,” WP, 16 décembre 1932; “New Labor Building Dedication Is Today,” WP, 15 décembre 1932; “Hoover Lays Stone of Labor Building,” *The New York Times*, December 16, 1932; “New Building Dedicated Here To U.S. Labor,” WP, 26 février 1935; “Capital Dedicates New Labor Edifice,” NYT, 26 février 1935; “Work On New I.C.C. Structure Nearing,” WP, 21 avril 1931; “Firm Here Enters Low Bid on Razing,” WP, 21 mai 1931; “Hoover Lays Stone of Justice Building,” WP, 24 février 1933; E. GORDON, “Many Notables Attend Justice Unit Dedication,” WP, 26 octobre 1934; “Roof Finished, Justice Building Dedication Set, Rain or Shine,” WP, 27 septembre 1934; “President Attends Dedication of Classic Hall of Justice,” WP, 26 octobre 1934; “Ceremonies Open Justice Building,” NYT, 26 octobre 1934; “Hoover to Preside at Archives Rites,” WP, 19 février 1933; “Hoover Dedicates Archives Building,” NYT, 21 février 1933; “President Places Archives Marker,” WP, 21 février 1933; “Federal Triangle Apex Building To Be Finished 60 Days Early,” WP, 14 décembre 1937; “FTC Building Dedication Rite Set for Today,” WP, 12 juillet 1937; “The Day in Washington,” NYT, 13 juillet 1937; “FTC Acquires Own Quarters; Neat, Not Gaudy,” WP, 22 avril 1938; “Fine Arts Chairman Asks Eyesore Elimination on Lower Mall,” WP, 25 avril 1934;

⁸ Les travaux ont déjà commencé lorsque la première pierre est officiellement posée. La structure d’acier compte déjà trois étages.

Annexe 1 : Tracts distribués par la NNA pour la déségrégation de Peoples Drug Stores

Stay Out of Peoples Drug Stores !



ECONOMIC SLAVERY

A war was fought and won to free the Negro from physical slavery. Another war is being waged to free him from a slavery as vicious, as spirit-breaking, as un-American.

Whenever employers of workers close the door of opportunity for promotion and higher wages on account of color or race; whenever these employers insist by general policies that the Negro worker has a bracket within which he must work, a maximum salary above which he cannot earn, and a position beyond which he must not aspire, then economic slavery flourishes.

DONT CHEAT ON YOUR RACE
Stay Out of ALL Peoples Drug Stores

Courtesy, MSRC-HU.

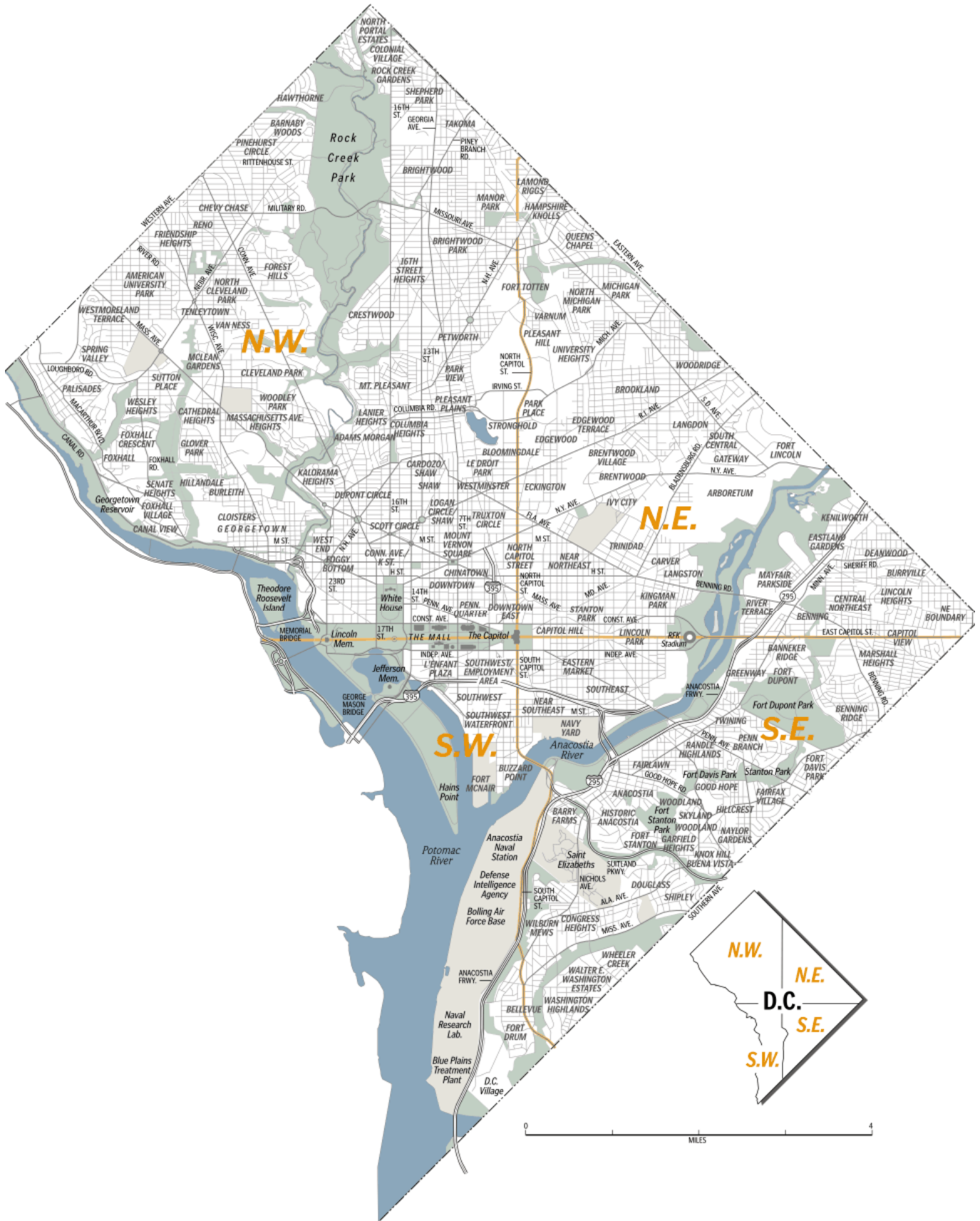
1 OUT OF EVERY **5**
EMPLOYEES OF THE
PEOPLES DRUG STORES
ARE
COLORED PEOPLE



THE
Two Hundred and Twenty-eight
COLORED EMPLOYEES
OF THE
PEOPLES DRUG STORES
OF WASHINGTON
Protest
Against Unfair Statements

Courtesy, MSRC-HU.

Annexe 2 : Plan des quartiers de la capitale (WP)



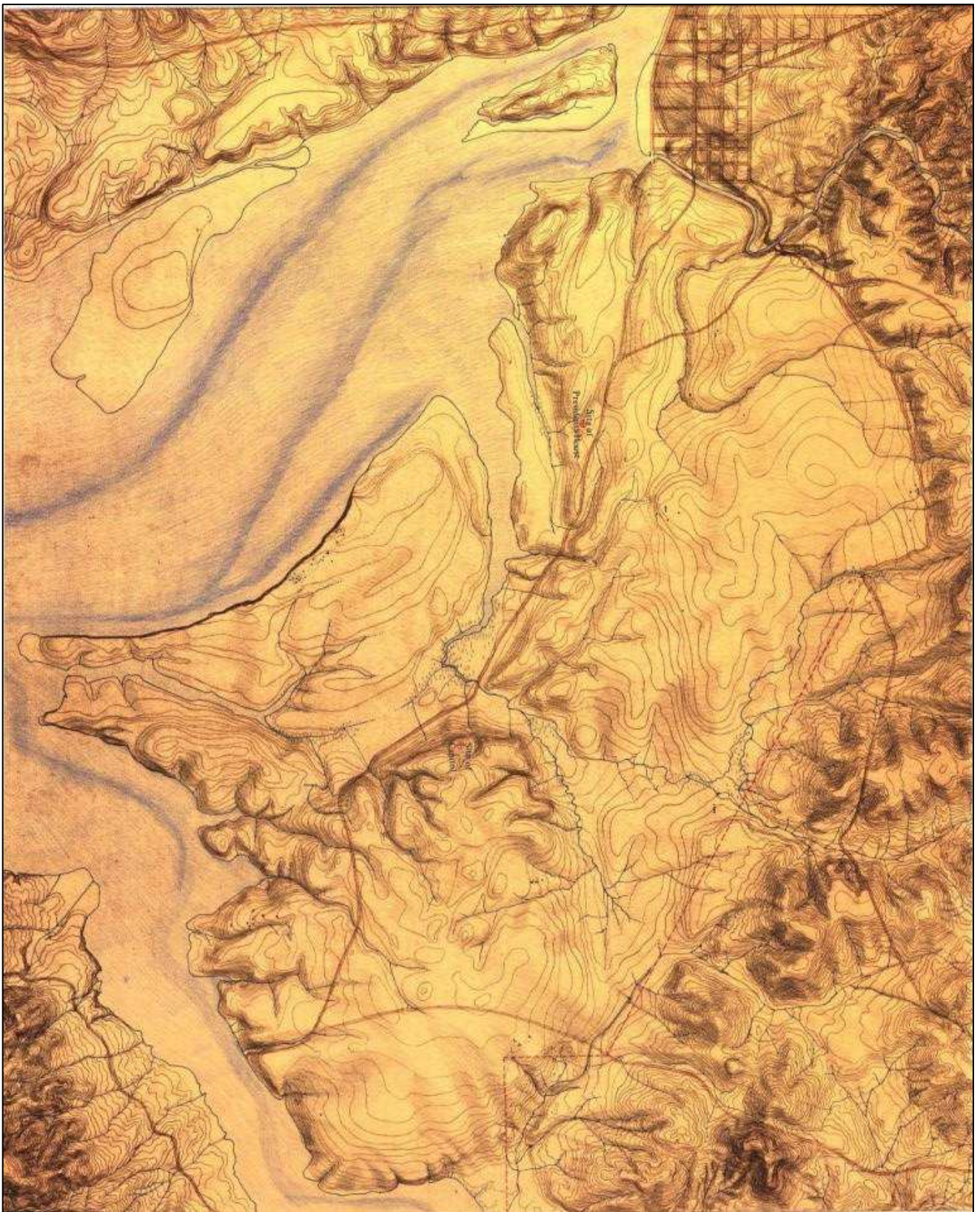
Annexes du chapitre 4

Annexe 1 : Extraits du film “Monsieur Smith au Sénat”, Frank Capra (1939)





Annexe 3 : Carte topographique de Washington en 1791



Crédit : Don Alexander Hawkins, circa 2005.

Annexe 4 : Harry Truman, Discours des quatre points (1949)

Four Points Speech

Washington, 20 janvier 1949

“(…) First, we will continue to give unfaltering support to the United Nations and related agencies, and we will continue to search for ways to strengthen their authority and increase their effectiveness. (…)

“Second, we will continue our programs for world economic recovery. (…)

“Third, we will strengthen freedom-loving nations against the dangers of aggression. (…)

“Fourth, we must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas.”

Texte intégral : <http://www.trumanlibrary.org/calendar/viewpapers.php?pid=1030>

Discours des quatre points

« (...) Premièrement, nous continuerons à apporter un soutien inébranlable à l'Organisation des Nations Unies et aux agences qui en dépendent, et nous poursuivrons notre recherche des moyens de renforcer leur autorité et d'accroître leur efficacité. (...) »

« Deuxièmement, nous poursuivrons nos programmes en faveur du rétablissement de l'économie mondiale. (...) »

« Troisièmement, nous renforcerons les nations amies de la liberté contre les dangers d'agression. (...) »

« Quatrièmement, nous devons initier un nouveau programme audacieux qui permettra d'utiliser les bénéfices de nos avancées scientifiques et de nos progrès industriels dans l'amélioration et la croissance des zones sous-développées. »

Annexe 7 : Harry Truman et Dwight Eisenhower, meilleurs amis du monde (1953)



Annexe 8 : Dwight Eisenhower acclamé aux abords du Capitole, 18 juin 1945



Annexe 9 : Accueil du général Wainwright dans la capitale, le 10 septembre 1945



Annexe 10 : Remise de la médaille d'honneur du Congrès au Gen. Wainwright par H. Truman, 10 sept. 1945



Annexe 11 : Répartition des sièges des organisations hors organisations d'affaires (1931-1959)⁹

	1931	1959
	%	%
New York	26,1	20,3
Chicago	11,6	15,9
Washington	20,3	29,0
Autre zone métropolitaine	31,9	31,9
Zone non métropolitaine	10,1	2,9
Total	100	100

Annexe 12 : Nombre de touristes et recettes induites à Washington entre 1946 et 1955 (en millions)

	Nombre de touristes (en millions)	Recettes (en millions de dollars)
1946	3,25	60
1947	3,25	60
1948	3,5	60
1949	3,75	100
1950	4	150
1951	4,2	178
1952	4,2 (5)	220
1953	4	200
1954	4,75 (5)	250
1955	4,5	245

Sources : 1946 : "Keep Visitors Coming", WP, 17 mai 1947, p. 4; 1947 : J. REILLY, President of Washington Board of Trade, "D.C. Trade Outlook Continues Bright", WP, 3 janvier 1948, pg. C2; 1948 : L. CHATELAIN, Jr., President of Washington Board of Trade, "Leveling-Off Seen For D.C. Business", WP, 3 janvier 1949, p. C3; 1949 : "1949 Tourist Spending in District High", WP, 8 janvier 1950, p. M7; 1950 : "D.C. Mark Set In Convention, Tourist Influx", WP, 8 janvier 1951, p. 6; 1951 : "Record 325 Conventions Held in 1951", WP, 13 janvier 1952, p. R4; 1952 : C. ROBERTS, "Be Kind to Tourists, Board of Trade Begs", WP, 26 avril 1953, p. C8; 1953 : "Washington's Tourist Trade", *Washington Post & Times Herald*, 16 mai 1954, p. B4; 1954 : "Trade Board Unit Launches Tourist Drive", *Washington Post & Times Herald*, 30 avril 1955, p. 17, "District Seen Standing on Threshold of Biggest Tourist Season in History", *Washington Post & Times Herald*; 6 mars 1955, p. A1; 1955 : B. NOSSITER, "D.C. Merchants Blithe About '56: D.C. Paces Nation On Employment", *Washington Post & Times Herald*, 8 avril 1956, p. E1.

⁹ S. LIEBERSON, I. L. ALLEN, Jr., "Location of national headquarters of voluntary associations", p. 336.

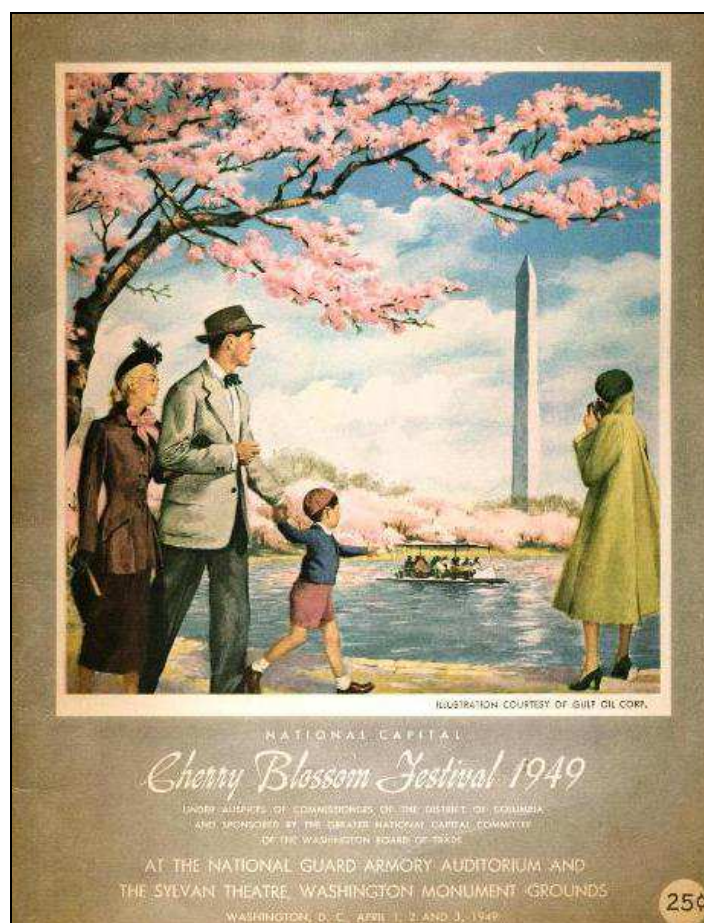
Annexe 13 : Nombre de visiteurs au Smithsonian, par bâtiment, entre 1946 et 1953

	Smithsonian Building	Arts and Industries Building	Natural History Building	Aircraft Building	Freer Gallery of Art	Total
AF 1946						2 115 593
AF 1947	439 957	976 166	637 917	192 100	107 237	2 353 377
AF 1948	481 008	999 157	650 704	184 332	78 298	2 393 499
AF 1949	494 880	1 148 303	689 233	198 648	75 040	2 606 104
AF 1950	495 919	1 150 019	724 948	167 071	62 801	2 600 758
AF 1951	556 110	1 363 999	757 126	187 423	62 895	2 867 544
AF 1952	661 278	1 587 910	854 463	247 396	74 940	3 425 987
AF 1953	623 269	1 666 513	830 775	237 446	71 368	3 429 429

Remarque 1 : Les chiffres sont donnés par année fiscale (AF). L'année fiscale 1946 commençant en juillet 1945 pour s'achever en juin 1946.

Remarque 2 : Les chiffres apparaissant en vert sont plus élevés que ceux de l'année précédente. Les chiffres apparaissant en rouge signalent une baisse de fréquentation.

Annexe 14 : Programme du Cherry Blossom Festival en 1949

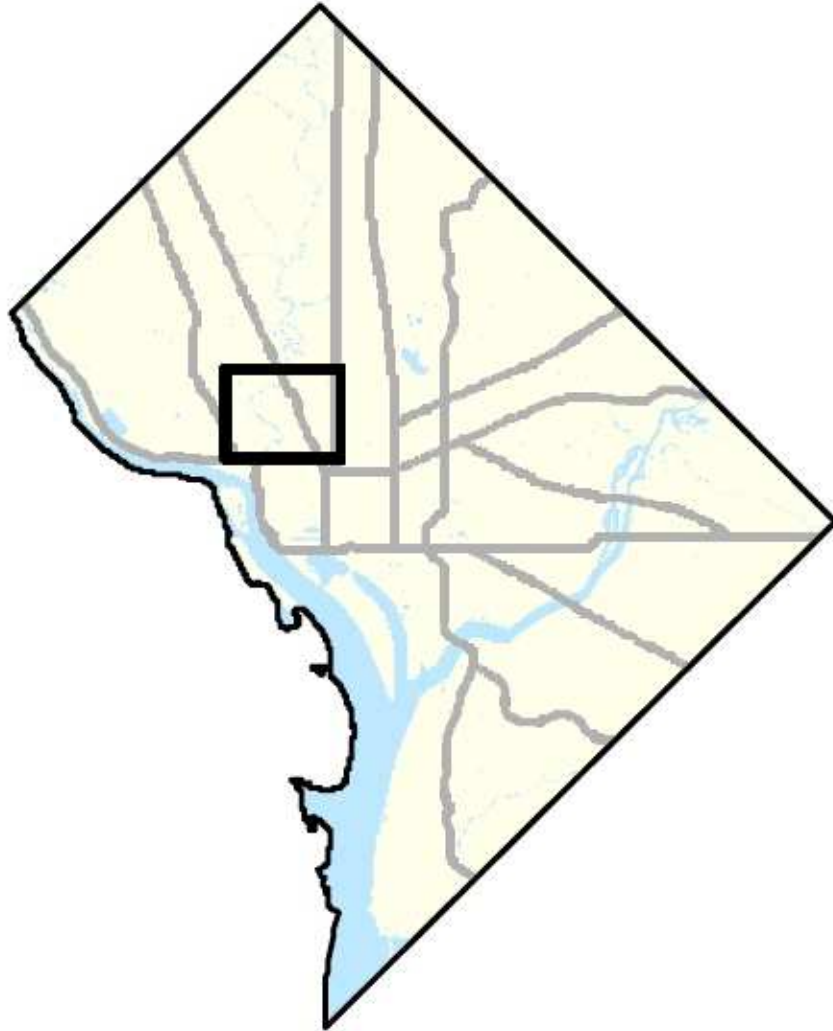


Annexe 15 : Foule des visiteurs lors du Cherry Blossom Festival en 1947



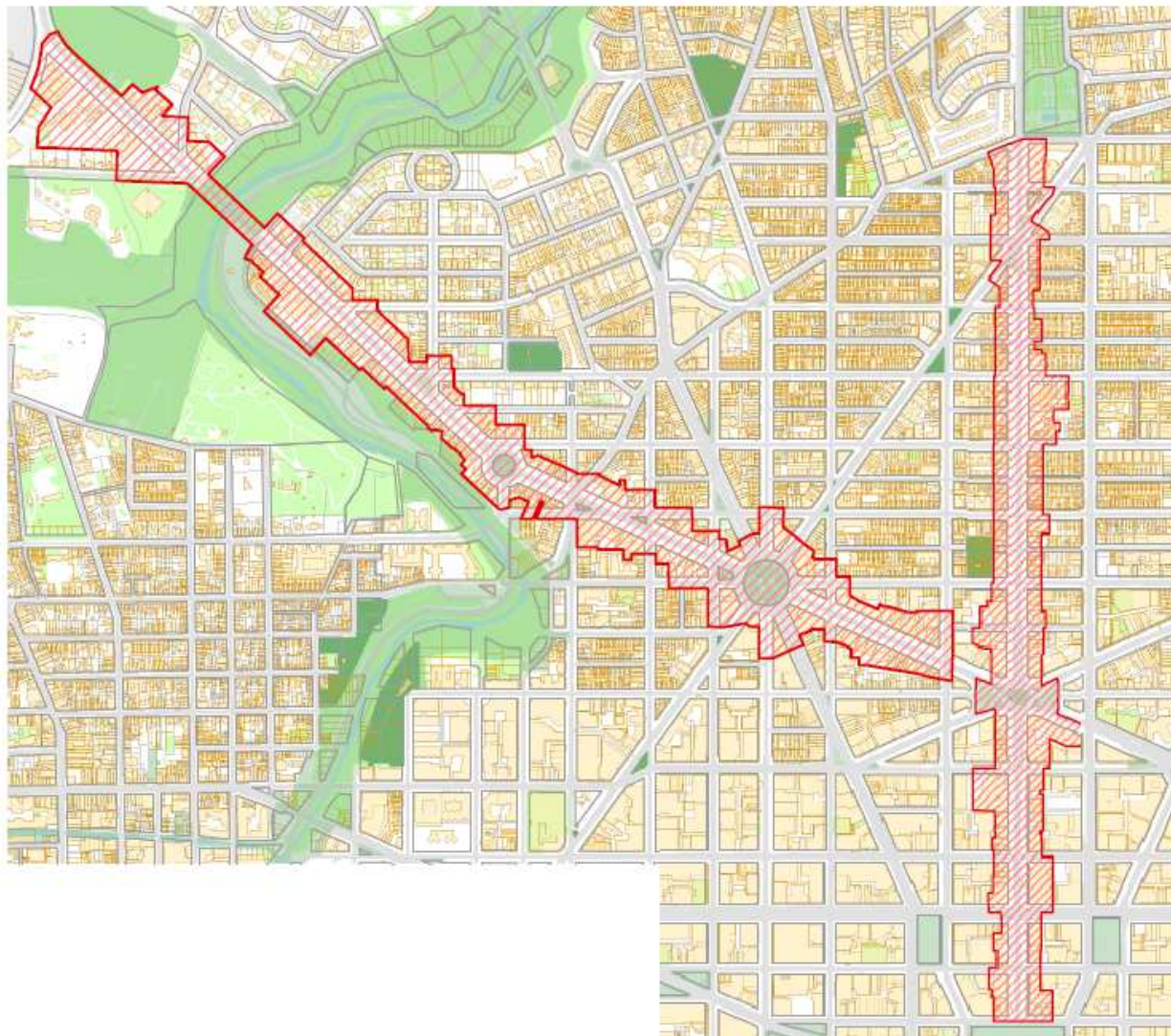
Annexes du chapitre 5

Annexe 1 : Localisation de Massachusetts Avenue et 16th Street dans le District



District of Columbia Office of Planning, 14 février 2008.

Annexe 2 : Plan de Massachusetts Avenue



Sur cette carte, on peut voir *Massachusetts Avenue*, signalée en rouge en diagonale et 16th Street qui s'étend verticalement sur la droite. Le plus gros circle, situé dans la partie médiane du plan, est *Dupont Circle*. C'est là que Massachusetts et Connecticut se coupent.

Source : Matthew Gilmore, H-DC, 2007

Annexe 3 : Visite de dignitaires étrangers dans la capitale américaine

Miguel Aleman, qui vient de recevoir la clé de la ville de Washington, avec Harry Truman



Source : HTL

La Princesse Elizabeth d'Angleterre passe en revue les troupes avec Harry Truman à l'aéroport national du District, octobre 1951



Source : HTL

Harry Truman et Vincent Auriol dans le bureau ovale, mars 1951



Les deux chefs d'État consultent un ouvrage remis au président français par le ministre de l'Intérieur Oscar L. Chapman. Les autres personnes présentes sont de gauche à droite les ministres des Affaires étrangères américain et français Dean Acheson et Robert Schuman, l'ambassadeur de France Henri Bonnet, le conseiller spécial du président Averell Harriman, Oscar Chapman, un homme non identifié. (Source : HTL).

Annexe 4 : 1818 H Street, NW : le siège de la BIRD et du FMI



Annexe 5 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord, Washington, 4 avril 1949



Annexe 6 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord par Harry Truman, 24 août 1949



Annexe 7 : Déclaration du Président Truman sur l'explosion atomique russe, le 23 septembre 1949

**Statement Announcing the First Atomic Explosion in the U.S.S.R.
President Harry S Truman
The White House September 23, 1949**

I believe the American people, to the fullest extent consistent with national security, are entitled to be informed of all developments in the field of atomic energy. That is my reason for making public the following information.

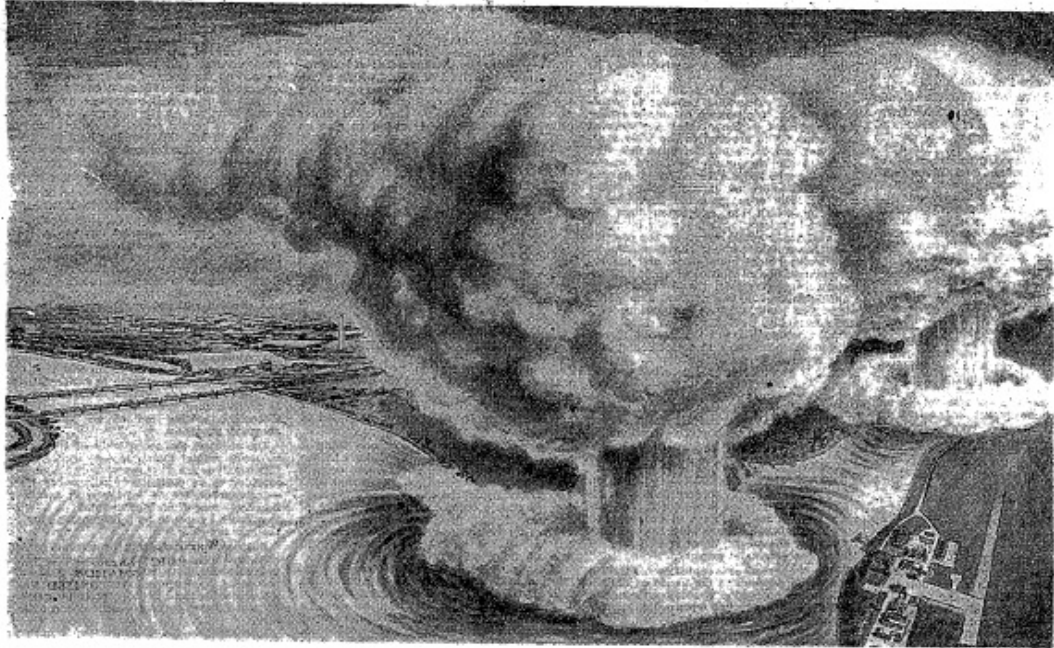
We have evidence that within recent weeks an atomic explosion occurred in the U.S.S.R.

Ever since atomic energy was first released by man, the eventual development of this new force by other nations was to be expected. This probability has always been taken into account by us.

Nearly 4 years ago I pointed out that "scientific opinion appears to be practically unanimous that the essential theoretical knowledge upon which the discovery is based is already widely known. There is also substantial agreement that foreign research can come abreast of our present theoretical knowledge in time." And, in the Three-Nation Declaration of the President of the United States and the Prime Ministers of the United Kingdom and Canada, dated November 15, 1945, it was emphasized that no single nation could in fact have a monopoly of atomic weapons.

The recent development emphasizes once again, if indeed such emphasis were needed, the necessity for that truly effective enforceable international control of atomic energy which this Government and the large majority of the United Nations support.

2 Bombs in Rivers—All Washington Dies



Shown is an artist's conception of the scene after the first few seconds of two atomic explosions under the Potomac and Anacostia rivers. A wind is carrying tons of radioactively poisoned water northwesterward over Washington.

By David B. Parker

(David B. Parker, a West Point graduate and Engineer Corps officer who served abroad during the war, was assigned to the Washington Post in 1941. He is now in the Army Forces General Staff, and has written several articles on the military aspect of atomic weapons.)

IF THE CITY OF WASHINGTON were to be attacked by two underwater atomic bomb bursts, the noise and blast would be perceptibly small and perhaps not a single building would be knocked down by the explosion.

But the resulting radioactivity—silent, unseen, and felt—would spread over the city and in a matter of hours destroy it more completely than the worst plague in history.

Suppose an enemy country, recognizing in us its only big obstacle to world domination, determines to paralyze us with a knockout blow against the seat of our national government. They have available some atomic bombs, perhaps only a handful. They decide to use two of their precious stock to destroy Washington.

On a dark night when the wind is blowing from 15 to 20 miles per hour toward the northwest, they plant the bombs under water, one in the Potomac River near Hains Point, and the other in the Anacostia River near the Navy Yard. Perhaps they use small river boats, whose presence in no way seems unusual to the harbor police; they lower the bombs into position and then set fuses to work while they withdraw to a rendezvous some miles down the Potomac.

The bombs cause a muffled roar which is not noticeable over a great distance in a large city. The explosions send skyward tremendous masses of water and mist; each of these columns contains millions of tons of water and in a few seconds has a diameter of half a mile and a height of 2 miles.

As the geyzers start to fall back into the river beds, great clouds of mist bill up around the descending water columns; the wind catches these "base surges" and begins to blow them over the sleeping city. Soon the whole city is covered with tiny droplets of water which contain deadly doses of radioactivity.

The wind and air currents carry this insidious contamination everywhere; onto buildings, sidewalks, streets and persons in the streets, into air conditioning systems, in windows and doorways everywhere.

No one feels the radioactivity, even when its penetrating rays are dealing their most lethal blows; and there is no effect of inanimate things such as build-

ings do not die for four or five weeks and some even recover completely after a long sickness.

The radioactivity lingers on where it has fallen, for months or years or even generations—it is impossible to wash it away or cover it up. Its invisible threat drives away all inhabitants, and for many months Washington is only a ghost city. Without so much as a telephone pole being knocked over, the city has been effectively destroyed.

Radioactivity is indeed the most significant and horrible of the atomic bomb's destructive powers. Not that the power of the blast proper has been exaggerated—Hiroshima and Nagasaki were destroyed without any use of lingering radioactivity—but radiations are so potent and difficult to cope with that they pose a new problem more ominous than any that man has heretofore confronted.

Deadly Rays Emitted

WHEN AN ATOM BOMB is exploded, it emits great quantities of radiations of all sorts; these radiations include the familiar forms of heat and light, both visible and invisible; also a group of very powerful and penetrating rays of several different types. These penetrating radiations are unique phenomena which have never before been exhibited by any other type of explosive.

Gamma rays and neutrons, the most effective of the group, do not produce burns or other injury to the skin; they penetrate the body and destroy interior cells, so that death is comparatively slow, coming for the most part from 3 to 45 days after the exposure. These rays are not stopped, as are the flash heat and light rays, by a layer of clothing; gamma rays may penetrate many inches of steel, and neutrons, within their range, may penetrate many feet of steel.

These harmful radiations are not only emitted in huge quantities at the moment of explosion, but they are also, so to speak, deposited in the vicinity of the explosion so that they remain a hazard for many weeks, months, or years.

When the explosion takes place, the atoms of the explosive material, such as uranium or plutonium, break down into lighter atoms and continue for varying lengths of time from a fraction of a second up to many thousands of years, depending on the ways the atoms split to emit the same deadly radiations. These atomic particles are spread around the scene of the explosion unless they are carried away by the air currents, as was the case of the bursts in Japan, where the bombs were exploded hundreds of feet in the air.

The particles were captured by the water, rain, in turn, was spread by the explosion and the wind over the area surrounding the blast. The result was that some of this area was saturated with continuing lethal radiations similar to those which were sent out in the first millionth of a second after the detonation proper.

The radiations from the residual particles are generally similar to those emitted at the instant of the explosion, except that neutrons are not included. Although all the harmful radiations at the moment of explosion cause their injury by penetrating the body in the manner of X-rays, some of the residual radiations take effect only when the radiating particles enter the body by ingestion (breathing or eating) or through a surface cut. These particles tend to collect in certain parts of the body—in the bone marrow, for instance—where they comparatively small radioactivity concentrates and continuously attacks their immediate surroundings with the harmful rays.

The amount of long-life fission products (as the bomb explosion particles are called) which can be taken into the body without causing death is extremely small, and since some of them have a half-life (the length of time for half their radioactivity to dissipate by natural decay) of many thousands of years, the menace is something new and significant.

A bomb explosion produces many different fission products, some of which can be manufactured without exploding an atomic bomb. Each product has different characteristics, i. e., different half-life and different intensity and type of radiations. The radioactivity of many of these products is potentially usable for warlike purposes.

If ways are developed to distribute radioactive materials without exploding an atomic bomb, a new weapon of terrible power will have been forged. But even without any further refinement the radioactivity of the bomb is suitable for widespread destruction right now: an underwater burst, properly placed in conjunction with wind conditions, can spread radioactivity over an area with marvelous efficiency.

Crops Killed, Poisoned

RADIOACTIVITY attacks not only human beings, but also all other forms of plant and animal life. There is, therefore, some scientific basis for postulating that radioactivity may become a terrible threat to agricultural production, on which our lives depend.

Radioactive materials spread in sufficient concentration over farm land might kill all crops growing there, and prevent

5. **ONCE** one has received a bad dose of radioactivity, there is no known therapy which can effectively prevent permanent injury or death.

The intensity of radiations can be measured with fair exactness by various instruments which have been perfected. The unit of measure is a "roentgen," whose exact scientific definition need not be given here; but it is interesting to compare the various doses of radiation which come from various sources and have various effects.

Lethal Atomic Dose

THE "NATURAL" radioactivity of the earth's atmosphere, resulting from cosmic rays and radioelements in the air, is effectively only sufficient to give a person a dose of 0.07 roentgens per year, or about 5 roentgens in a lifetime. At Bikini, a safe tolerance level of 0.1 roentgens per 24-hour day was set, this being the amount which a person can take over an indefinitely long period of time without ill effect.

In a single dose, a person may take up to 25 or 50 or even 100 roentgens without permanent ill effect; but this dose must not be repeated, as the effects of radiation are all cumulative. A dose of 350-600 roentgens is almost certainly fatal.

When a inch is X-rayed, the dose in the local area around the tooth amounts to about 1.2 roentgens. A chest X-ray may deliver 0.5 roentgens to the chest area. If a wrist watch with a radium dial were worn with the face turned against the skin, the skin in that area might receive 0.1 roentgens per day.

The instrument panel of a large airplane may expose the pilot and cockpit to as much as 0.1 roentgens per day, and this factor has to be considered in the designing of airplanes.

The intensity of radiation over a city area after a two-bomb attack such as has been described would vary greatly, from a few thousandths of a roentgen per day to many hundreds, depending entirely on the length of time after the attack and the manner in which the wind currents and subsequent rains had deposited the water particles carrying the fission products.

The immensity of the radioactivity contamination strikes home when one considers the following fact: the total amount of radium produced in the whole world up to 1936 was less than 3 pounds, but the radiumness at Bikini at a given moment after Test B were as strong as those which would be produced by thousands of tons of radium.

Measuring instruments, like the Geiger counter, can determine the intensity in any given area very quickly. If the attacked city were well supplied with counters and persons to operate them, within a few hours after the attack "safe" lanes could be mapped out through the city to help in evacuation. Areas of moderate radioactivity could be visited for short periods of time, depending on the intensity.

But no one would be safe anywhere in the city unless he had an instrument to tell him positively how much radiation he was being exposed to. Only rescue workers and scientists making inspections would be allowed to enter the contaminated area.

For the average citizen, it would be a matter of years before he could move back in and begin normal life in any part of the area which had been affected. What would happen to the complex structures of a modern city, when abandoned to the elements for months and years, only the future may tell.

Annexes du chapitre 6

Annexe 1 : Surface et valeur des propriétés fédérales, municipales et privées exemptées d'impôts dans le District en 1947

		Surface (en acres)	Valeur totale (en dollars)
État fédéral		12 989,65	711 916 747
District de Columbia		1 049,9	91 955 060
Propriétés privées exemptées	Total	1 739,2	123 894 091
	Dont ambassades	83,39	10 933 486
Surface imposable		15 219,9	1 396 017 481
Total		30 998,6744	2 323 783 379

Jesse C. Suter, "Civic Problem, Civic Bodies – Timely data on Real Estate Taxation," *The Sunday Star*, 19 janvier 1947

Annexe 2 : Montant et part de la contribution fédérale dans le budget du District

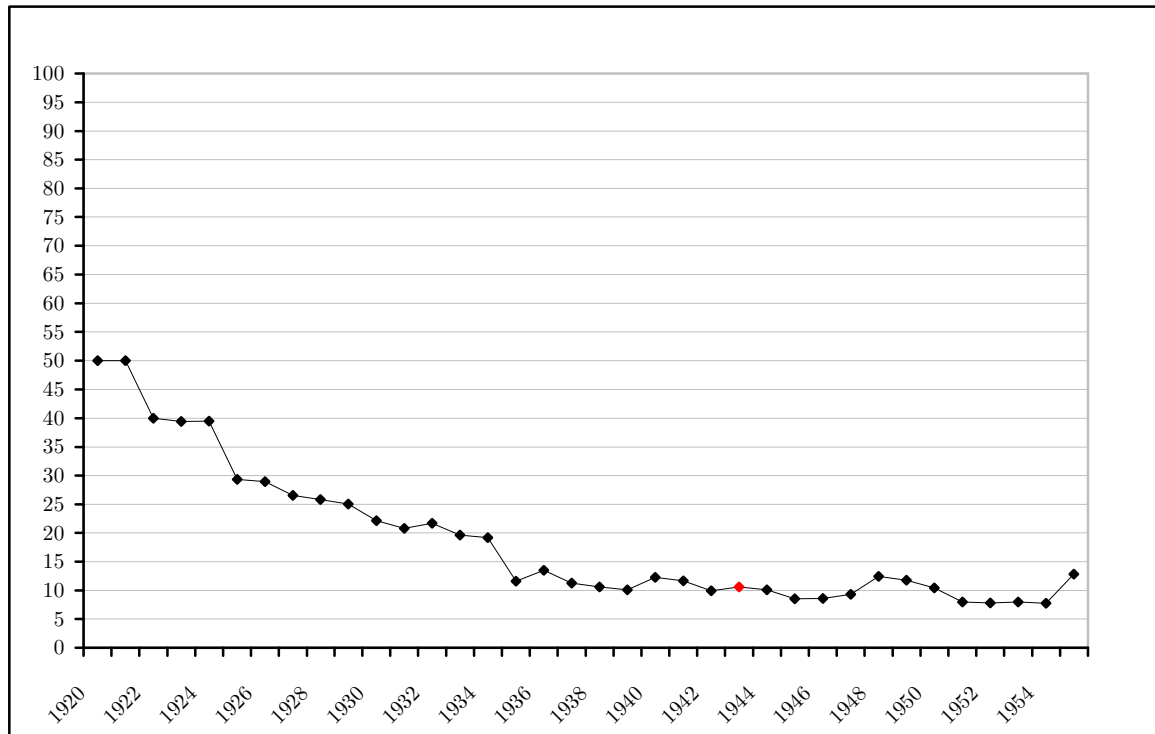
Année	Montant*	Part fédérale** (en %)	Année	Montant*	Part fédérale (en %)
1922		40,00	1940	6 000 000	14,36
1923		39,45	1941	6 000 000	13,91
1924		39,49	1942	6 000 000	12,66
1925	9 000 000	29,33	1943	6 000 000	12,14
1926	9 000 000	28,90	1944	6 000 000	10,98
1927	9 000 000	26,51	1945	6 000 000	9,45
1928	9 000 000	25,79	1946	6 000 000	
1929	9 000 000	25,03	1947	8 000 000	
1930	9 000 000	22,12	1948	11 000 000	
1931	9 500 000	20,82	1949	11 000 000	
1932	9 500 000	21,67	1950	11 000 000	
1933	7 775 000	19,62	1951	9 800 000	
1934	5 700 000	19,19	1952	10 400 000	
1935	5 700 000	13,11	1953	10 000 000	
1936	5 700 000	14,90	1954	11 000 000	
1937	5 000 000	12,46	1955		
1938	5 000 000	12,21	1956	18 000 000	
1939	5 000 000	12,35			

Discours de M. Stephan à la Chambre des Représentants, *Cong. Rec.*, proceedings and debates of the 79th Cong., 2nd Sess., vol. 92, N°3, 16 janvier 1946

* *Fiscal Relations between the government of the United States and the district of Columbia* – report to the subcommittee on the district of Columbia of the Committee on appropriations, 1945.

** calculé sur le budget total sans compter le *water fund* et le *highway fund* (le pourcentage effectif est donc plus faible)

Pourcentage de contribution fédérale dans le budget du District (1922-1955)



Annexe 3 : Structure des impôts à Washington (1945-1955)

		1945	1950	1954	1955 (estimation)
Real Estate taxes		24 225 717	35 205 935	39 181 980	40 967 514
Tangible personal taxes		3 264 746	6 638 949	8 067 046	7 415 737
Public Utilities, banks...		3 276 692	4 486 186	5 775 986	5 936 260
Inheritance and Estate taxes	Inheritance	931 263	4 658 074	2 206 513	1 160 792
	Estate	565 215	1 404 201	334 030	302 329
	Total	1 496 479	6 062 275	2 540 543	1 463 121
Motor vehicle personal taxes		939 217	3 063 157	3 204 454	446 101
Motor vehicle registration fee		X	X	X	3 486 924
Motor vehicle and trailer certificate		X	1 063 200	1 738 549	X
Sales and use		X	11 291 131	14 952 384	17 888 398
Cigarette		X	1 267 958	1 114 883	2 033 629
Alcohol beverage taxes		2 138 519	2 812 717	3 472 149	4 763 928
Beer taxes		287 270	525 946	547 679	661 445
Corporation Income taxes		5 420 972	5 807 059	6 819 597	6 521 644
Uncorporated business taxes		X	1 206 171	1 620 444	1 587 846
Business privilege taxes		9 515	131	X	X
Individual Income taxes		3 488 737	5 121 833	4 241 657	6 350 711
Insurance taxes		1 078 194	1 691 842	2 104 236	2 552 023
Total		45 639 860	83 844 514	95 738 767	107 719 660

Source : rapports annuels du District de Columbia (1945-1955)

Annexe 4 : Discours du président Truman sur les droits civiques

Harry S. Truman

2 février 1948,

(<http://www.trumanlibrary.org/publicpapers/index.php?pid=1380&st=&st1>)

“I recommend, therefore, that the Congress enact legislation at this session directed toward the following specific objectives: (...)

7. Providing home-rule and suffrage in Presidential elections for the residents of the District of Columbia. (...)

The District of Columbia

I am in full accord with the principle of local self-government for residents of the District of Columbia. In addition, I believe that the Constitution should be amended to extend suffrage in Presidential elections to the residents of the District.

The District of Columbia should be a true symbol of American freedom and democracy for our own people, and for the people of the world. It is my earnest hope that the Congress will promptly give the citizens of the District of Columbia their own local, elective government. They themselves can then deal with the inequalities arising from segregation in the schools and other public facilities, and from racial barriers to places of public accommodation which now exist for one-third of the District's population.

The present inequalities in essential services are primarily a problem for the District itself, but they are also of great concern to the whole Nation. Failing local corrective action in the near future, the Congress should enact a model civil rights law for the Nation's Capital.”

Annexe 5 : Case Seven Points

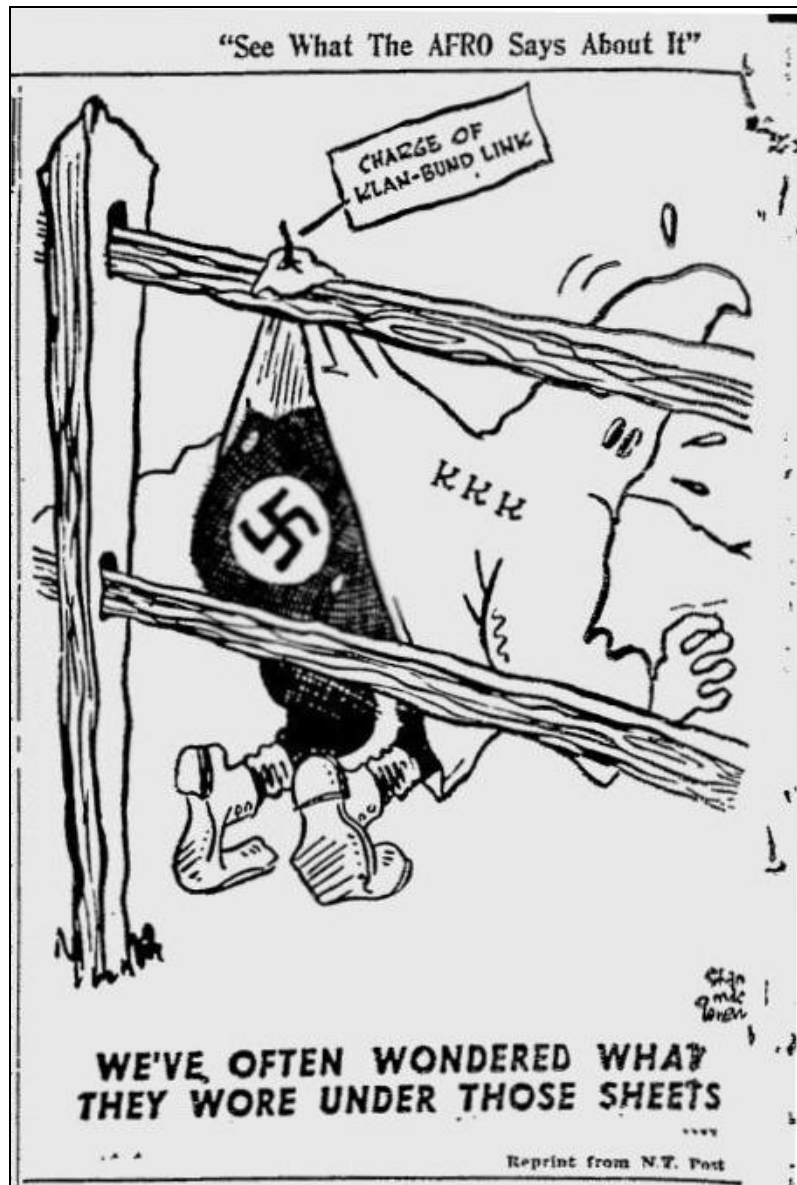
Case Program

- Increase the membership of the District Board of Commissioners from three to five, possibly giving the extra two seats to a Negro and a woman.
- Expand and codify powers of the Commissioners to reduce congressional housekeeping chores for the city.
- Change the Citizens' Advisory Council from an appointive group to an elected body.
- Elect a nonvoting delegate in the House to represent the District.
- Arrange for popular initiative and referendum on matters pending before the Commissioners for later submission to Congress, particularly ones involving increases in taxation.
- Arrange for city-run party primaries
- Adopt general local suffrage legislation as a "long-range aim."

Source : "Elected Advisory Unit, Nonvoting Delegate, DC run Primaries among suggestions," Washington Post, 11 janvier 1953.

Annexes du chapitre 7

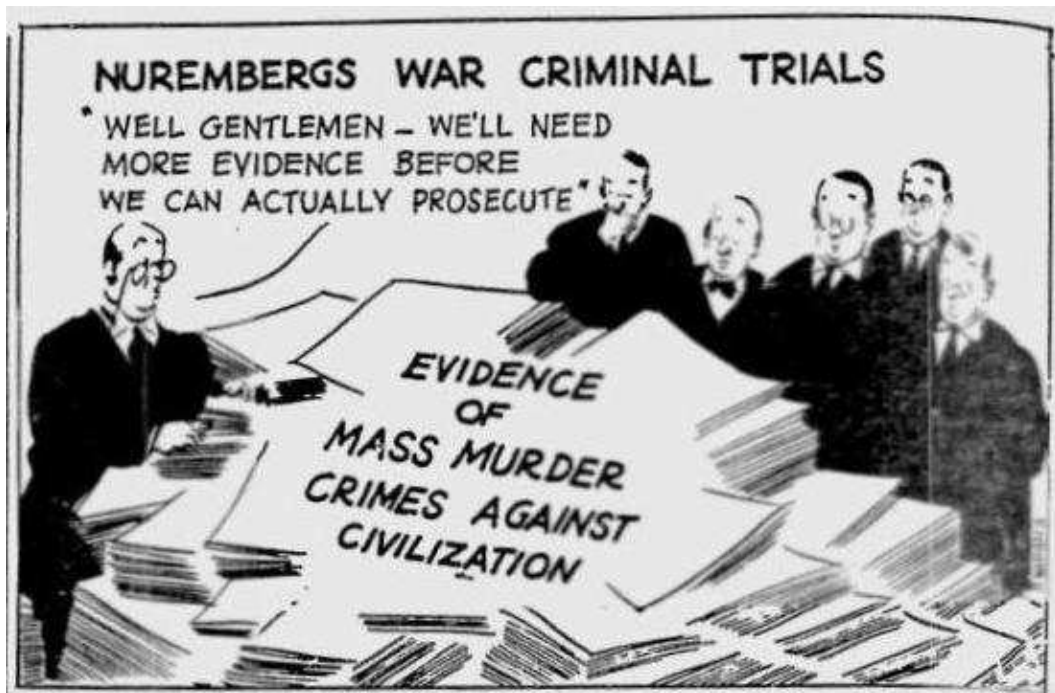
Annexe 1 : Caricatures sur les droits civiques



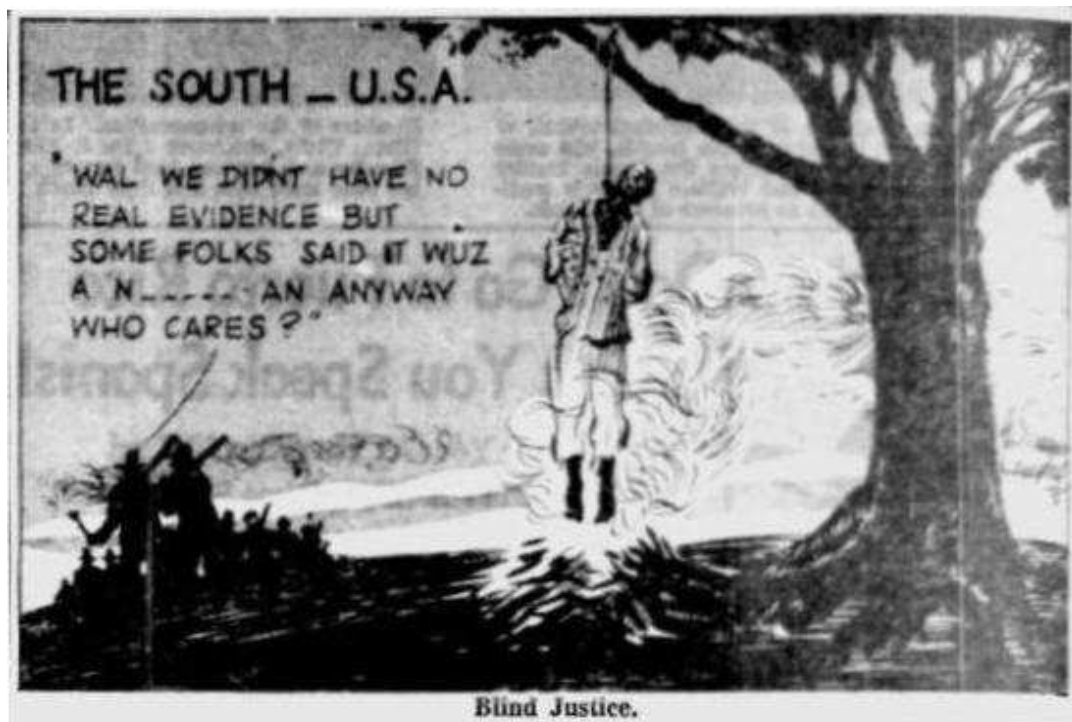
“Nous nous sommes souvent demandé ce qu'ils portaient sous ces draps”

The Afro-American, 24 août 1946

The Afro-American, 6 avril 1946



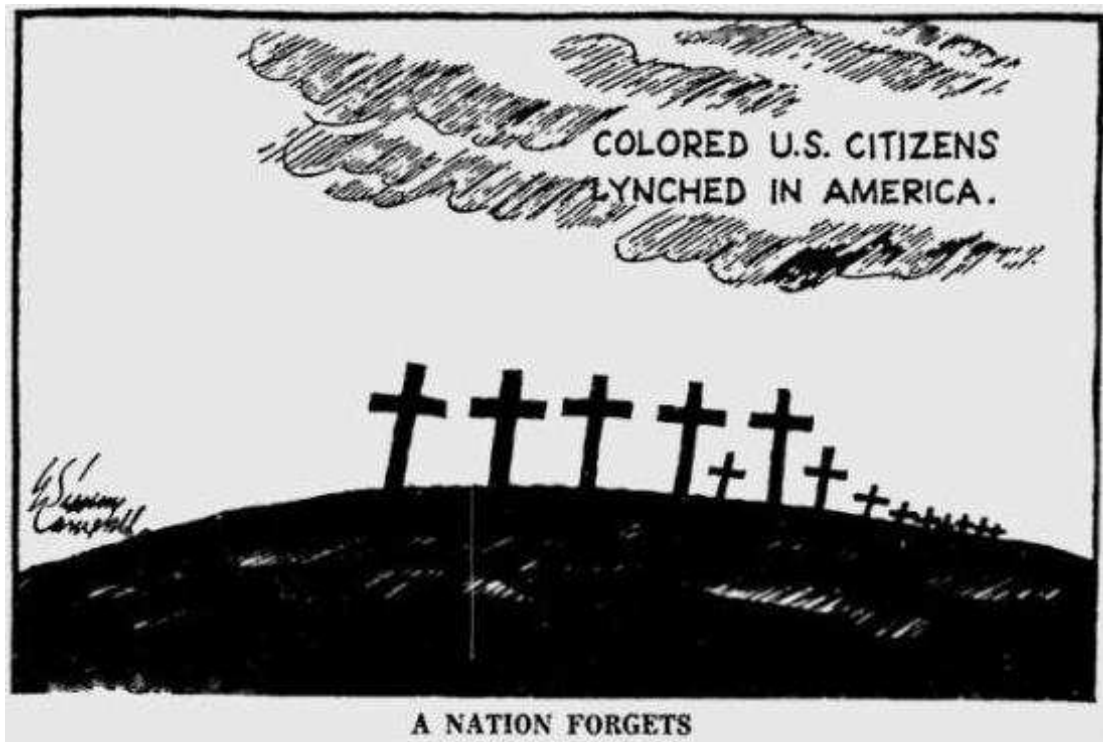
Procès de Nuremberg : « Bien, messieurs, nous aurons besoin de plus de preuves avant de pouvoir poursuivre »



« Le Sud... États-Unis : « Ben on avait pas vraiment de preuve mais ...y'a des types qu'on dit qu'c'était un N... et de toute façon on s'en fiche. »



*« Cinq aviateurs tués en Yougoslavie »
Une nation se recueille*

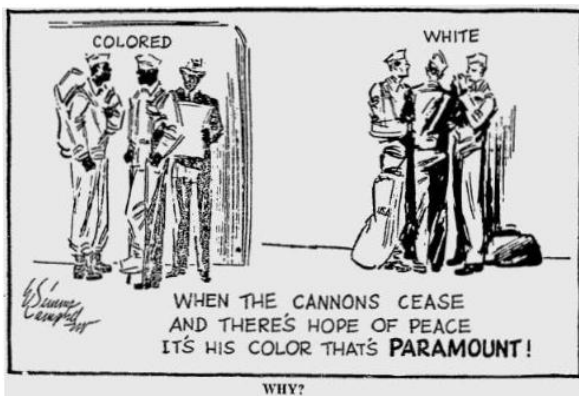


*« Citoyens américains noirs lynchés en Amérique »
Une nation oublie*

The Afro-American, 16 novembre 1946



« Quand les canons tonnent, dans la fureur de la guerre, la couleur d'un homme ne compte pas. »



« Quand les canons se taisent et que l'espoir de la paix s'installe, c'est sa couleur qui importe le plus. »
POURQUOI ?

The Washington Afro-American, 9 juin 1946



« Les disciples attendant la résurrection »

Annexe 2 : Données sur la déségrégation scolaire

Évolution de la composition raciale des écoles publiques du District de Columbia

	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Blancs	59249	57236	55814	57 450	57 598	56 171	54 326	53 580	51 278	50 770	50 832
Noirs	38485	39163	40 410	41 915	44 019	45 006	46 341	47 613	50 033	52 808	56 924
Total	97734	96399	96 224	99 365	101 617	101 177	100 667	101 193	101 311	103 578	107 756
% de Noirs	39,4	40,6	42,0	42,2	43,3	44,5	46,0	47,1	49,4	51,0	52,8
<i>Annual Reports DC government, 1947, 1952, 1953, 1956</i>											

Annexe 3 : Transfert des écoles entre les divisions blanche et noire (1947-1954)

Ecoles transférées de la division I à la division II entre le 1er juillet 1947 et le 1er février 1954, (par date de transfert, capacité et score dans la classification de Strayer-Englehardt)

Écoles	Date de transfert	Capacité	Score
Pierce	01/07/1947	288	248
Taylor	01/07/1947	288	281
Hayes	01/12/1947	288	305
Blow	01/12/1947	288	-
Webb	01/12/1947	288	-
Lenox	01/12/1947	288	245
S.J. Bowen	01/12/1947	468	553
Park View	01/07/1949	936	545
Central High	01/08/1950	2 400	708
Ludlow	29/01/1951	288	296
Maury	29/01/1951	288	303
Gage	01/07/1951	432	387
Langley Junior High	01/08/1951	1 224	555
River Terrace	16/01/1952	324	-
Madison	04/02/1952	288	282
Fairbrother	01/07/1952	288	234
Eliot Junior High	01/08/1952	918	515
Bryan	01/08/1952	648	470
Noyes	01/08/1952	360	569
Kenilworth	01/02/1954	180	530
E. KNOX, Democracy and the District of Columbia Public Schools, ch. 1			

Annexe 4 : Dépenses par élève dans une sélection d'États américains en 1953-1954

Dépenses par élève en 1953-54 (en dollars)

	Dépenses par élève blanc (en dollars)	Dépenses par élève noir (en dollars)	Score
Alabama	111,99	105,02	248
Arkansas	99,08	71,78	281
Caroline du Nord	132,46	124,85	305
Floride	175,92	160,61	-
Louisiane	165,08	122,07	
Mississippi	98,15	43,17	
Oklahoma	161,57	165,88	
D.C.	240,27	186,71	
E. KNOX, Democracy and the District of Columbia Public Schools, p. 82 (U.S. Office of Education)			

Annexe 5 : Déclaration de politique générale du Conseil scolaire, 25 mai 1954

La déclaration de politique générale¹⁰ proposée par la commission Tobriner est approuvée par le Conseil le 25 mai.

« À la lumière de la décision de la Cour Suprême des États-Unis dans l'affaire *Bolling v. Sharpe*, le Conseil scolaire du District de Columbia, convaincu que c'est dans l'intérêt de tous les citoyens de Washington et nécessaire pour l'efficacité de l'administration d'un système scolaire public déségrégué, adopte la déclaration de politique générale suivante :

1. Les nominations, transferts, promotions, classements et toute autre question concernant les membres et employés du Conseil scolaire seront réglés en se basant seulement sur le mérite, et non sur la race ou la couleur.

2. Aucun élève de l'école publique ne sera avantagé ou ne sera l'objet de discrimination du fait de sa race ou de sa couleur.

3. L'admission d'élèves résidants en-dehors du secteur d'une école donnée sur la carte scolaire qui sera établie plus tard ne sera pas autorisée, sauf en cas de nécessité impérieuse ou pour des raisons de bien commun. La raison invoquée ne sera en aucun cas liée à des considérations raciales.

4. Le Conseil scolaire est convaincu qu'aucun dossier contenant des informations raciales ne doit être conservé au sujet des élèves qui n'étaient pas inscrits dans une école publique avant le 17 juin 1954, ou concernant des employés qui n'étaient pas en poste à cette date.

5. Que l'utilisation des infrastructures soit maximale, sans considération de race ou de couleur.

« Le Conseil n'hésitera pas à utiliser tous les moyens à sa disposition en soutien à ces principes, qui sont jugés primordiaux. Il s'attachera consciencieusement à atteindre ces objectifs.

« Nous affirmons notre intention de veiller au respect du droit de chaque enfant à bénéficier de l'usage total, égal et impartial aux installations scolaires, selon les moyens de chacun, et du droit de tous les professeurs qualifiés à enseigner là où ils sont utiles au sein du système scolaires. Enfin, nous demandons le secours, la coopération et la bienveillance de tous les citoyens et l'aide du Tout-puissant pour respecter nos engagements. »¹¹

¹⁰ "Statement of Policy"

¹¹ COOKE, *Present Status*, 1955, p. 209.

Version originale :

*“In the light of the decision of the Supreme Court of the United States in *Bolling v. Sharpe*, the Board of Education of the District of Columbia, believing it to be in the best interest of all citizens of the community of Washington, and necessary to the effective administration of an integrated system within the public schools, hereby adopts the following declaration of policy:*

1. Appointments, transfers, preferments, promotions, ratings, or any other matters respecting the officers and employees of the Board shall be predicated solely upon merit and not upon race or color.

2. No pupil of the public schools shall be favored or discriminated against in any matter or in any manner respecting his or her relationship to the schools of the District of Columbia by reason of race or color.

3. Attendance of pupils residing within school boundaries, hereafter to be established, shall not be permitted at schools located beyond such boundaries, except for the most necessitous reasons or for the public convenience, and in no event for reasons related to the racial character of the school within the boundaries in which the pupil resides.

4. The Board believes that no record should be kept or maintained in respect to any pupil not enrolled in a public school on or prior to June 17, 1954, or in respect to any officer or employee not employed within the system on or prior to that date in which information is solicited or recorded relating to the color or race of any such person.

5. That the maximum efficient use shall be made of all physical facilities without regard to race or color.

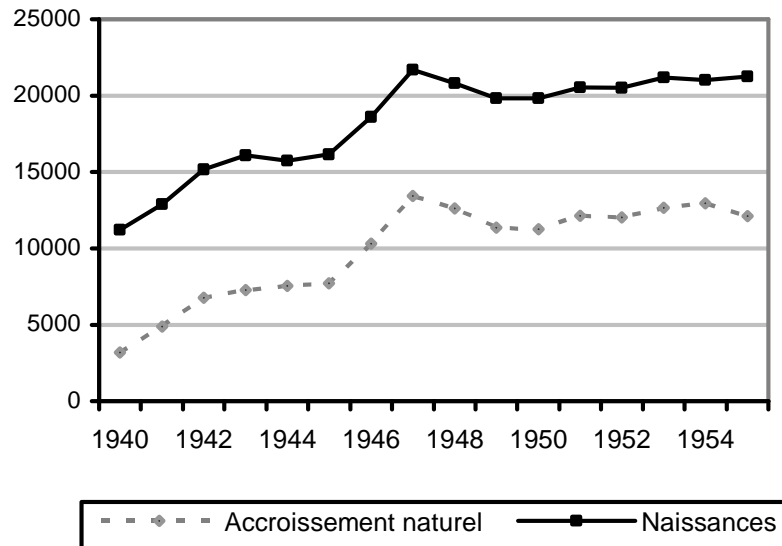
“In support of the foregoing principles, which are believed to be cardinal, the Board will not hesitate to use its full powers. It is pledged to a complete and wholehearted pursuit of these objectives.

“We affirm our intention to secure the right of every child, within his own capacity, to the full, equal and impartial use of all school facilities, and the right of all qualified teachers to teach where needed within the school system. And finally, we ask the aid, cooperation and goodwill of all the citizens and the help of the Almighty in holding to our stated purposes.”

(COOKE, *Present Status*, p. 209)

Annexes du chapitre 8

Annexe 1 : Accroissement naturel et nombre de naissances à Washington (1940-1955)



Annexe 2 : La population de Washington entre 1945 et 1955

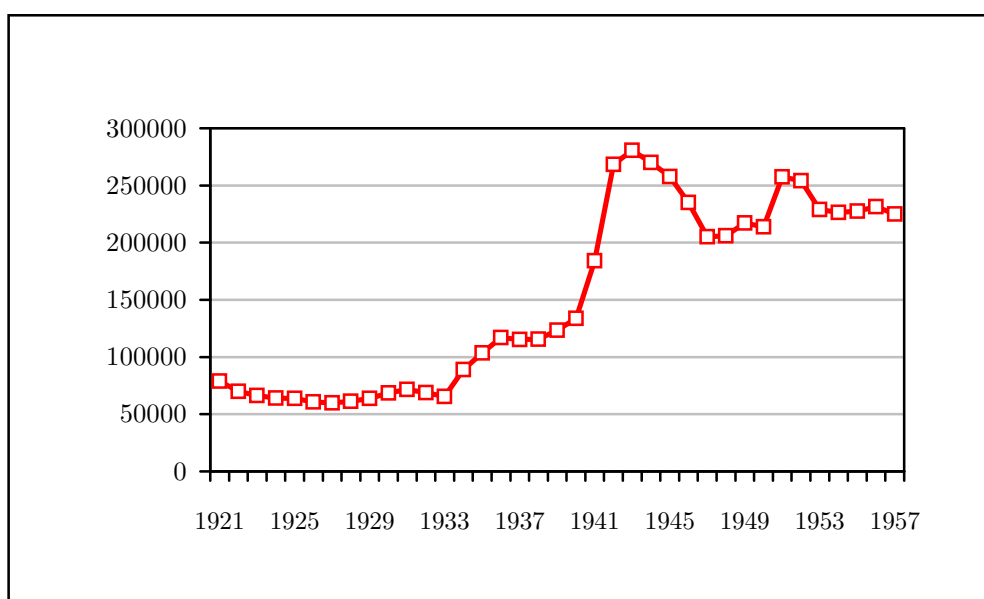
Année	Nombre d'habitants	Source
1940	682 000	<i>Statistical Abstract 1951</i>
1941	758 000	<i>Statistical Abstract 1952</i>
1942	817 000	<i>Statistical Abstract 1952</i>
1943	891 000	<i>Statistical Abstract 1953</i>
1944	881 000	<i>Statistical Abstract 1954</i>
1945	876 000	<i>Statistical Abstract 1959</i>
1946	899 000	<i>Statistical Abstract 1955</i>
1947	888 000	<i>Statistical Abstract 1956</i>
1948	840 000	<i>Statistical Abstract 1957</i>
1949	807 000	<i>Statistical Abstract 1958</i>
1950	814 000	<i>Statistical Abstract 1961</i>
1951	808 000	<i>Statistical Abstract 1962</i>
1952	806 000	<i>Statistical Abstract 1963</i>
1953	829 000	<i>Statistical Abstract 1963</i>
1954	791 000	<i>Statistical Abstract 1964</i>
1955	786 000	<i>Statistical Abstract 1965</i>
1956	759 000	<i>Statistical Abstract 1965</i>

Annexe 3 : Nombre d'employés fédéraux civils dans la région de Washington de 1940 à 1957

	Zone métrop.	DC	MD	Mont. C	PG C	VA	Arlington	Alexandria	Fairfax	Falls Church
1940		160 984								
1941	215423									
1942	293145									
1943	270085									
1944	261781									
1945	236213									
1946	229170									
1947	203670									
1948	219029									
1949	222627	173874	16266			32487				
1950	237736	180251	19751			37734				
1951	257397	194324	20560	10596	9964	42513	36408	927	5166	12
1952	254110	190096	19629			44385				
1953	228919	169295	18941	11720	7221	40683	34960	695	5003	25
1954	226406	164430	20803			41173				
1955	227465	163316	22532	13406	9126	41617	32216	4882	4506	13
1956	231391	165818	23137			42436				
1957	225087	164664	23895	14901	8994	36528	27177	5021	4170	160

Source: rapports annuels de la Civil Service Commission, ajustés pour être comparables

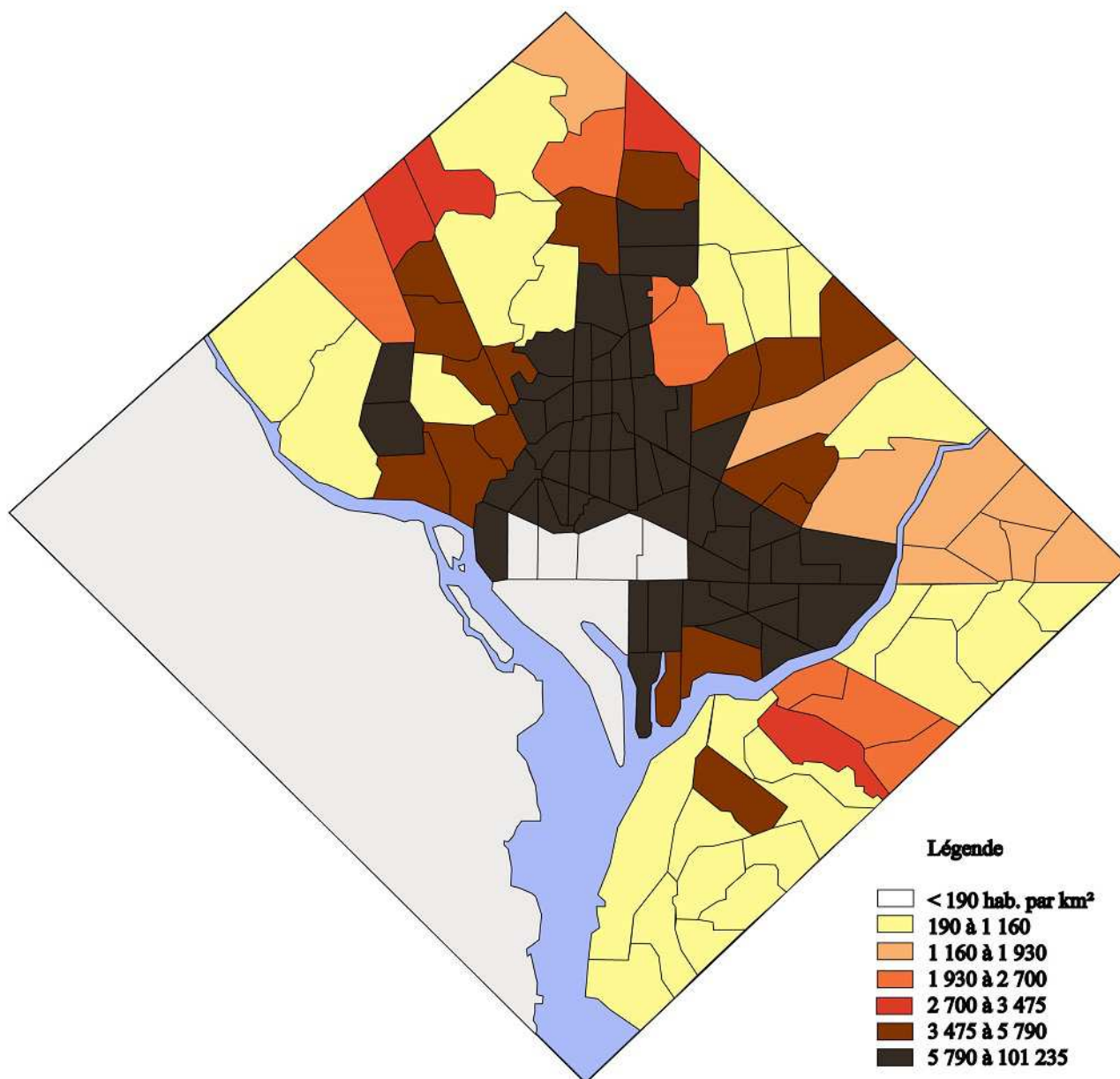
Annexe 4 : Nombre de fonctionnaires fédéraux dans la région de Washington (1921-1957)¹²



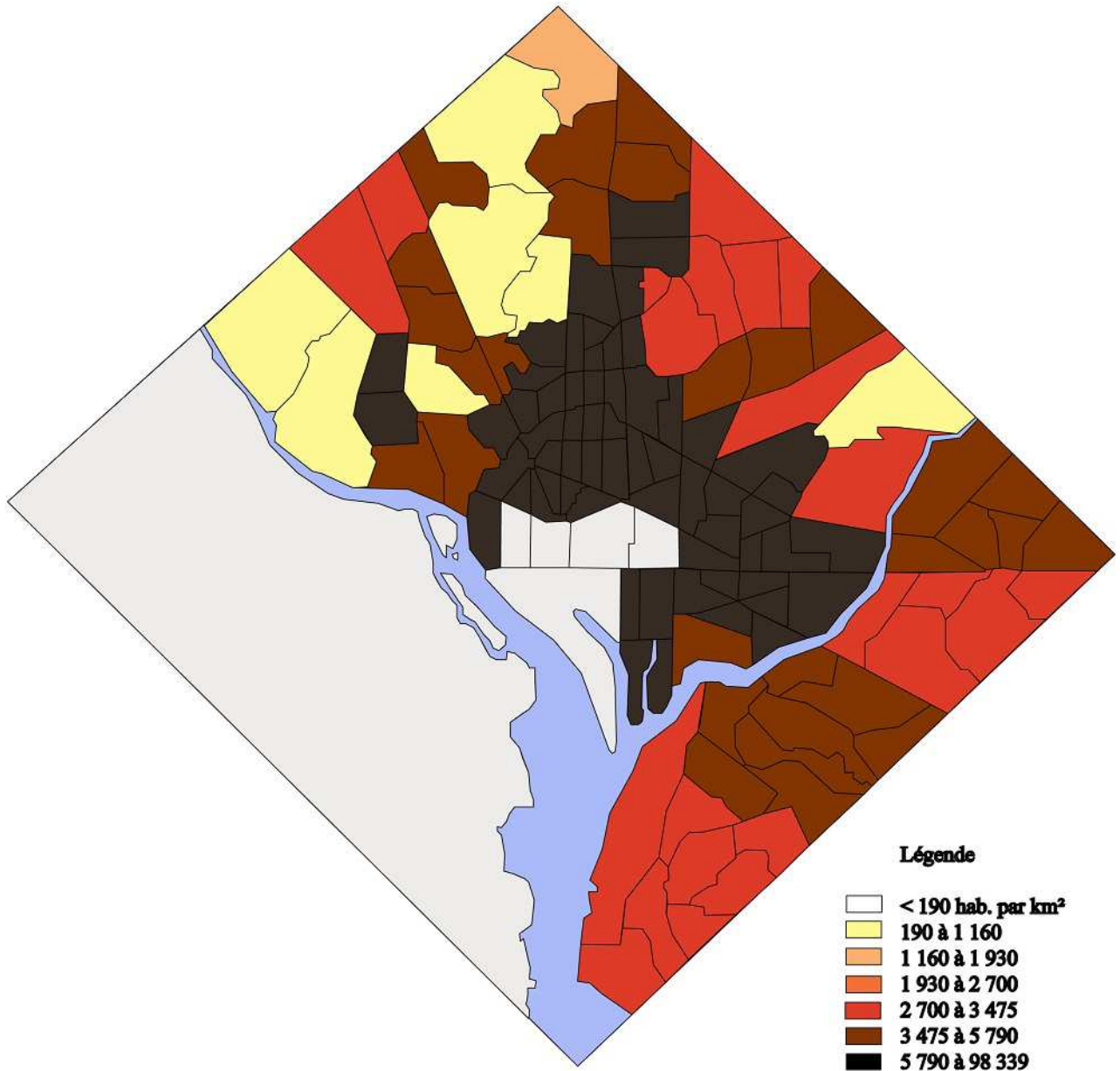
¹² SA (1945-1949) et *Civil Service Commission*.

Annexe 5 : Évolution de la densité de la population dans la capitale (1940-1960)

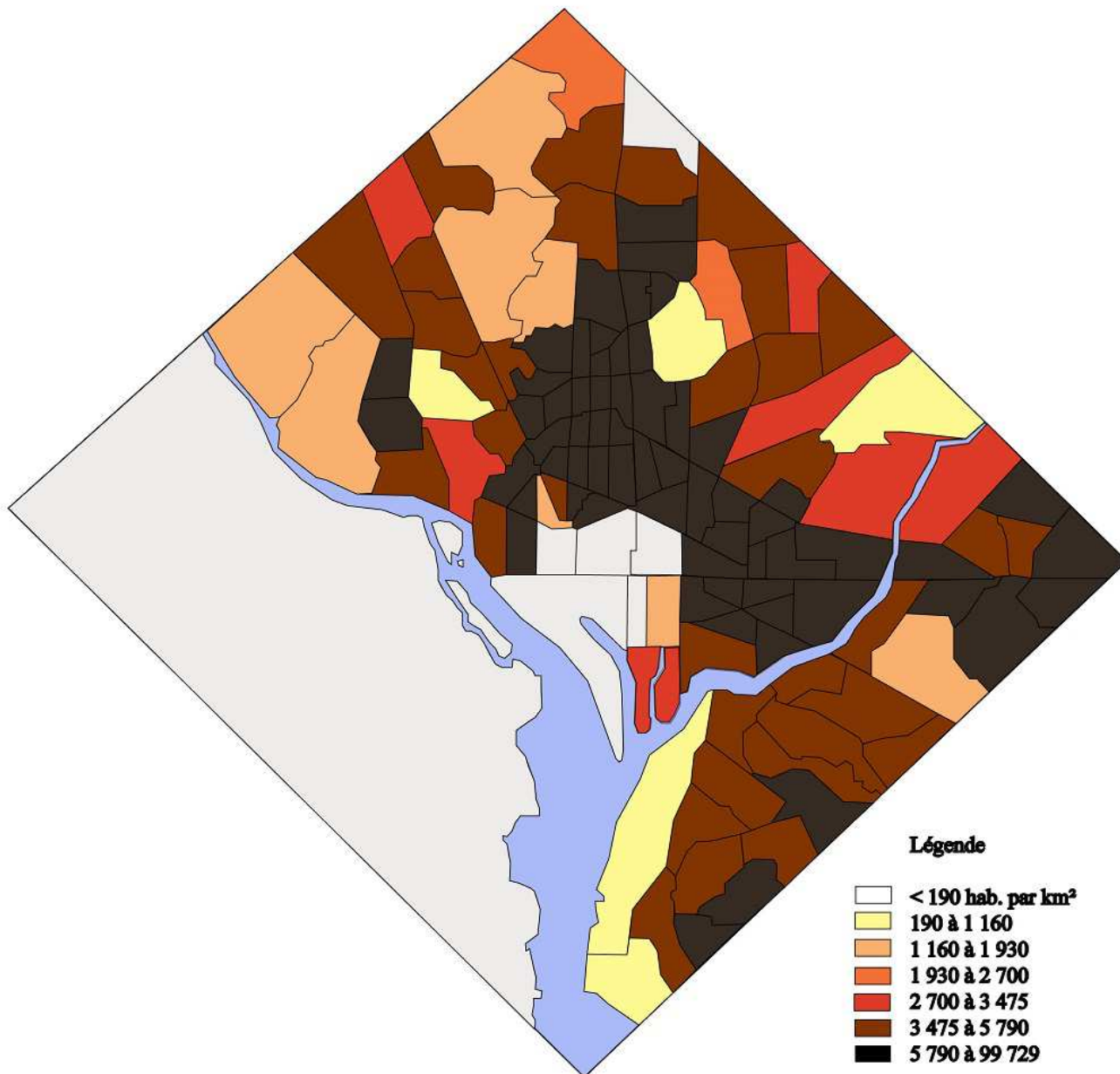
1940



1950

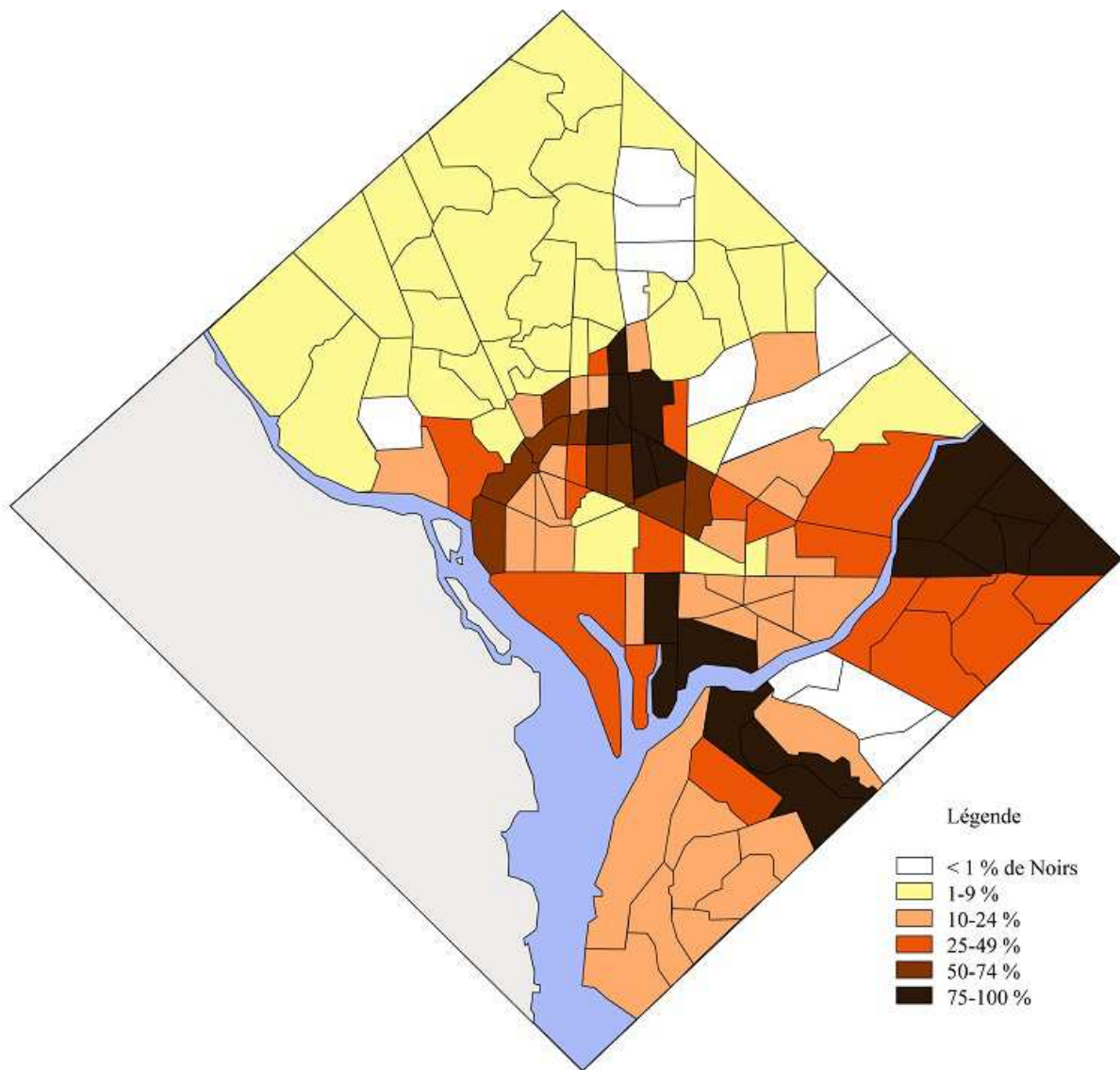


1960

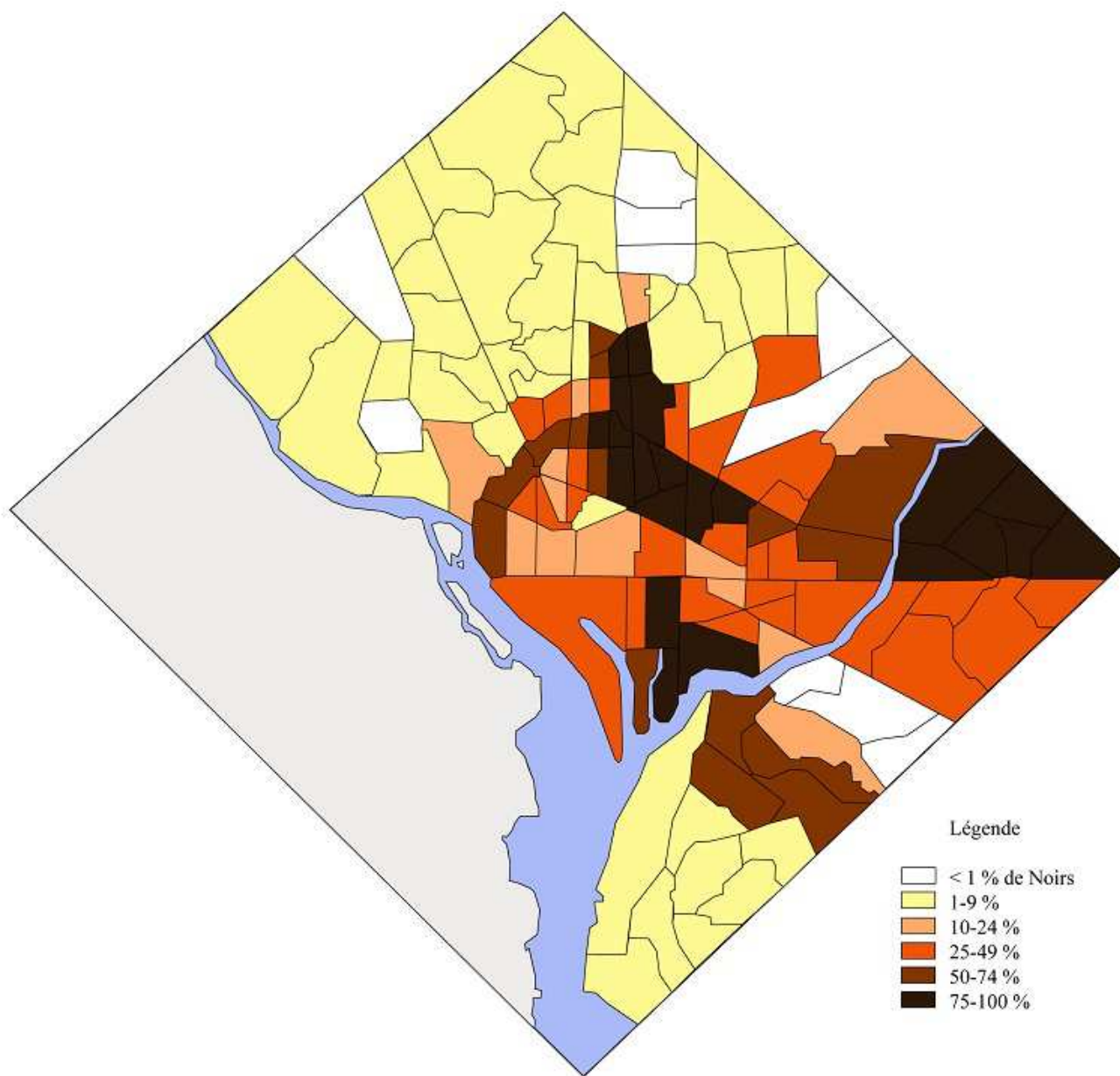


Annexe 6 : Évolution de la proportion de Noirs dans la capitale (1940-1960)

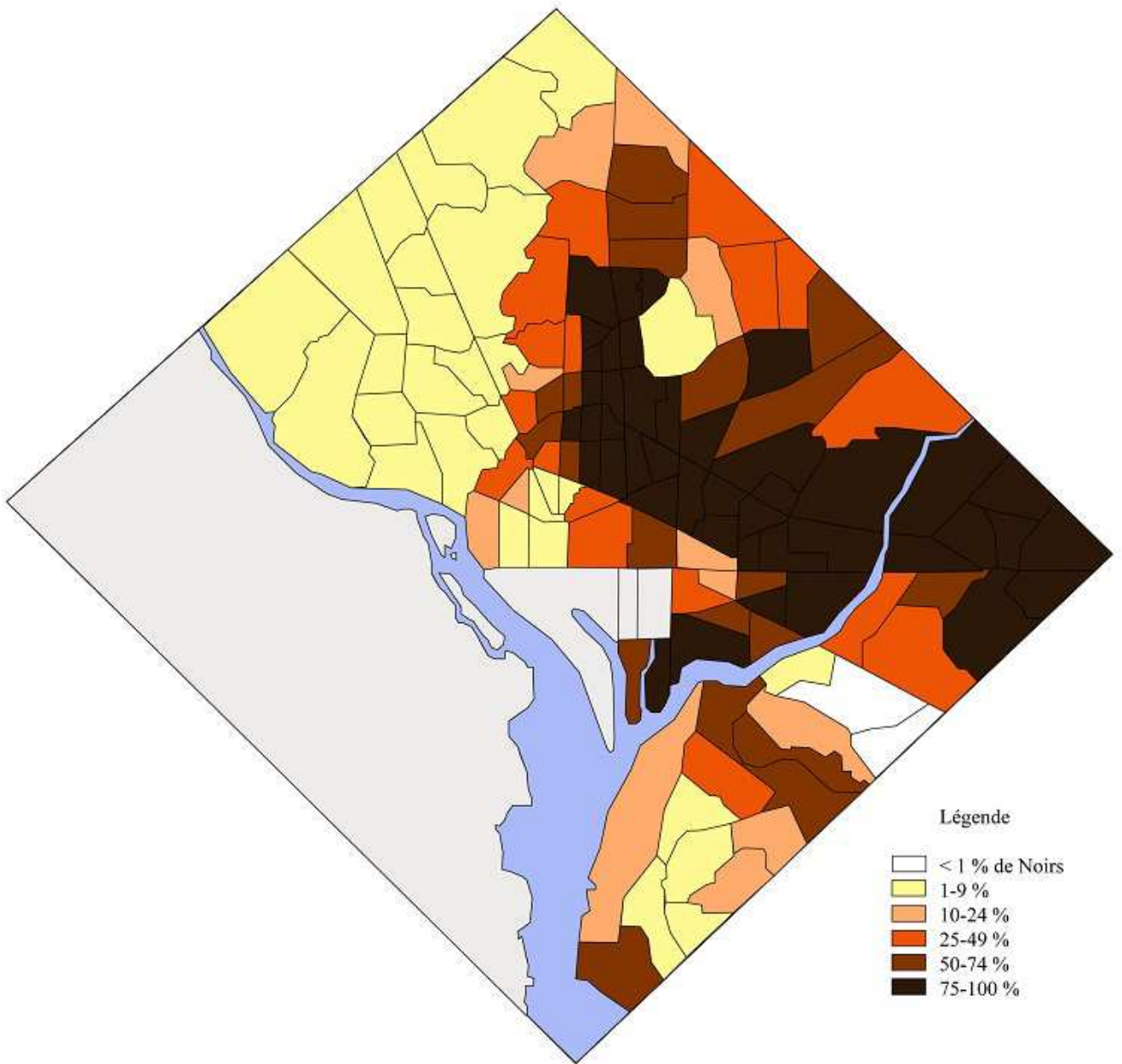
1940



1950



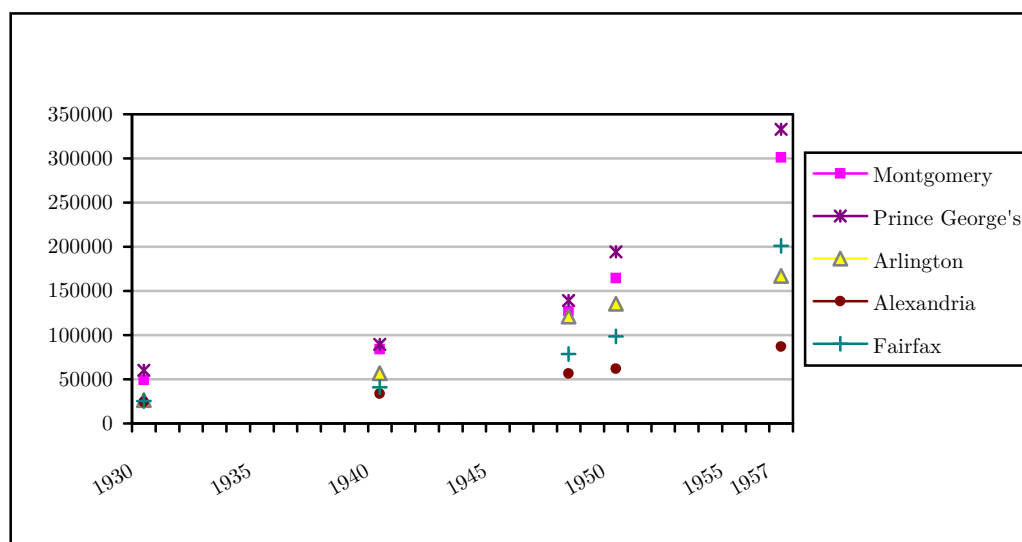
1960



Annexe 7 : La population de la banlieue de Washington de 1930 à 1957

		1930	1940	1948 ¹³	1950	1957 ¹⁴
Maryland	Comté de Montgomery	49 206	83 912	127 018	164 401	301 000
	Comté du Prince George	60 095	89 490	139 285	194 182	333 000
	Total	109 301	173 402	266 303	358 583	634 000
Virginie	Comté d'Arlington	26 615	57 040	121 040	135 449	167 000
	Alexandria	24 149	33 523	56 432	61 787	87 000
	Falls Church	1 469	2 576	6 041	7 535	10 000
	Comté de Fairfax	25 264	40 929	78 570	98 557	201 000
	Total	76 028	131 492	262 083	303 328	465 000
Zone métropolitaine						

Annexe 8 : Population des comtés voisins de Washington (1930-1957)



¹³ Estimation rendue publique par le *Bureau of Census* en août 1949

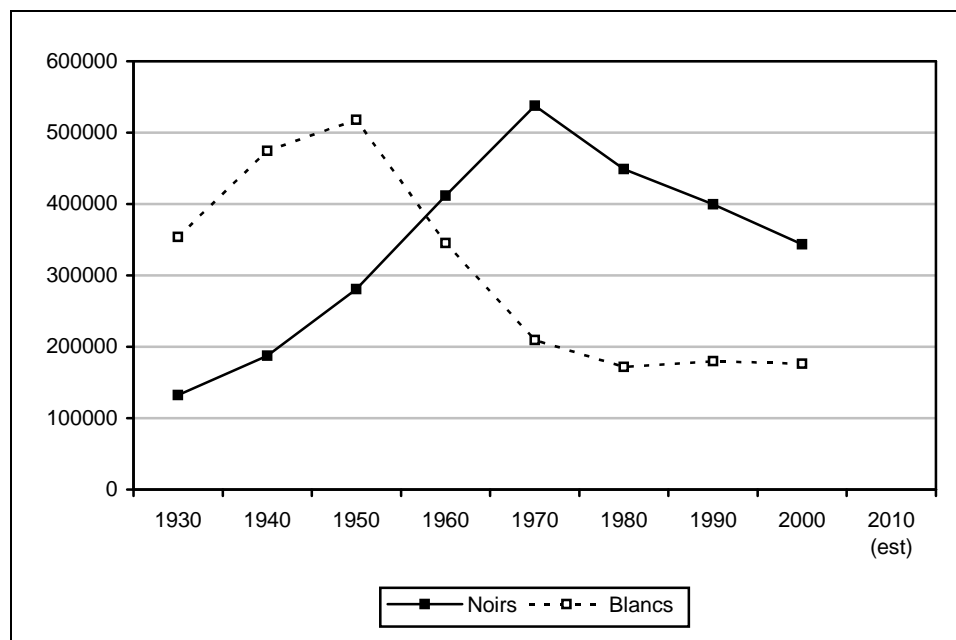
¹⁴ Estimation publiée dans le rapport senatorial Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region, p. 7.

Annexe 9 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1950-1957)¹⁵

	Total	Blancs	Noirs	Noirs (en %)
1950	820 000	524 000	296 000	35
1951	828 000	519 000	309 000	37,3
1952	831 000	507 000	324 000	38,99
1953	850 000	510 000	340 000	40
1954	844 000	490 000	354 000	41,94
1955	829 000	457 000	372 000	44,87
1956	808 000	415 000	393 000	48,64
1957	820 000	409 000	411 000	50,12

NDLR : Les estimations tirées de ce rapport ne correspondent pas toujours exactement aux estimations corrigées publiées quelques années plus tard par le *Statistical Abstract* présentées plus haut dans les annexes. Elles sont toutefois intéressantes, car elles fournissent une série de données homogène sur la répartition entre Noirs et Blancs. Elles sont de plus crédibles en termes de pourcentages, d'après les recoupements effectués avec des chiffres partiels issus de différentes sources.

Annexe 10 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1930-2000)



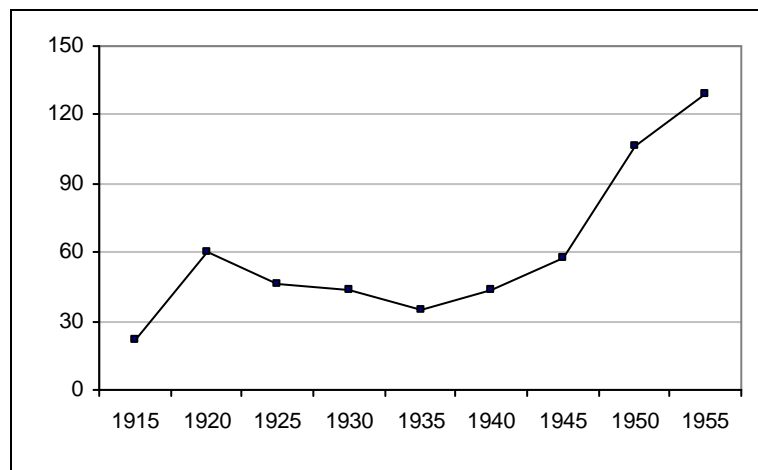
¹⁵ Department of Public Health, *Vital Statistics Summary, 1957*, Department of Public Health, Biostats and Health Education Division, Washington, 1957.

Annexes du chapitre 9

Annexe 1 : Index des coûts de construction entre 1915 et 1955 (Base 100 en 1947-1949)¹⁶

	AAC ¹⁷	AGC ¹⁸	ENR Building construction ¹⁹	Turner ²⁰
1915	21,5	30,9	28,3	25,5
1920	60,2	76,4	61,6	62,7
1925	45,8	61,5	54,4	47,9
1930	43,2	61,9	55,1	40,8
1935	34,5	54,4	49,3	39,9
1940	43,4	58,4	60,3	47,5
1945	57,7	71,4	71,1	63,6
1950	106,4	110,4	111,6	105,2
1951	113,2	116,7	119,1	117,8
1952	117,7	119,8	123,5	121,4
1953	122,7	126,5	128,1	123,2
1954	125,7	131,9	132,5	120,6
1955	129,3	135,7	139,4	123,4

Annexe 2 : Coûts de construction aux États-Unis (1915-1955) selon l'indice AAC²¹



¹⁶ SA 1956, p. 761.

¹⁷ AAC (*American Appraisal Co.*) : moyenne pour 30 villes de quatre types de bâtiments : structure de bois, structure brique-bois, structure brique-acier, structure de béton armé.

¹⁸ AGC (*Associated General Contractors of America*): salaires et matériaux pour 12 villes, combinés avec un rapport 40-60.

¹⁹ ENR Building (*Engineering News Record construction cost*) : l'index a quatre composantes : (1) prix de base des structures d'acier; (2) prix du ciment à Chicago; (3) prix du bois de construction, (4) coût du travail qualifié.

²⁰ Turner Construction Co. Villes de l'Est. Combinaison des expériences de la compagnie dans les secteurs suivants : salaires, productivité du travail, efficacité de la gestion, compétitivité.

²¹ *Statistical Abstract* 1956, p. 761.

Annexe 3 : Indices de coût de construction 1913-1949²²

Année	AAC (new) ²³	AGC ²⁴	ENR Const ²⁵	ENR Bldg ²⁶	Boeckh, U.S. ²⁷	Turner ²⁸	M & S ²⁹
1913	100	100	100	100	100	100	100
1914	98	99	89	92	98	100	97
1915	101	100	93	95	101	108	98
1916	116	114	130	131	117	120	112
1917	143	152	181	167	142	147	127
1918	177	175	189	159	156	166	148
1919	229	198	198	159	172	196	185
1920	283	247	251	207	214	252	233
1921	216	200	202	166	175	183	178
1922	200	184	174	155	162	175	172
1923	224	201	214	186	181	196	182
1924	222	202	215	186	181	194	183
1925	217	199	207	183	179	195	185
1926	217	197	208	185	181	195	185
1927	217	200	206	186	179	190	182
1928	217	199	207	188	179	190	184
1929	217	203	207	191	184	185	179
1930	200	200	203	185	181	165	165
1931	178	196	181	168	168	145	156
1932	155	171	157	141	144	136	130
1933	150	163	170	148	148	141	143
1934	161	178	198	167	161	160	156
1935	162	176	196	166	159	162	164
1936	170	179	206	172	164	166	166
1937	198	188	235	196	183	193	180

²² Source : *Engineering News-Record*, New York, N. Y.; SA 1950, p. 730.

²³ AAC (*American Appraisal Co.*) : moyenne pour 30 villes de quatre types de bâtiments: structure de bois, structure brique-bois, structure brique-acier, structure de béton armé.

²⁴ AGC (*Associated General Contractors of America*): salaires et matériaux pour 12 villes, combinés avec un rapport 40-60.

²⁵ ENR Construction Cost (*Engineering News Record construction cost*) : l'index a quatre composantes : (1) prix de base des structures d'acier; (2) prix du ciment à Chicago; (3) prix du bois de construction, (4) coût du travail.

²⁶ ENR Building Cost index provides a more representative measure of building cost movement, the skilled labor trend having been substituted for the common labor trend in the ENR Construction Cost index.

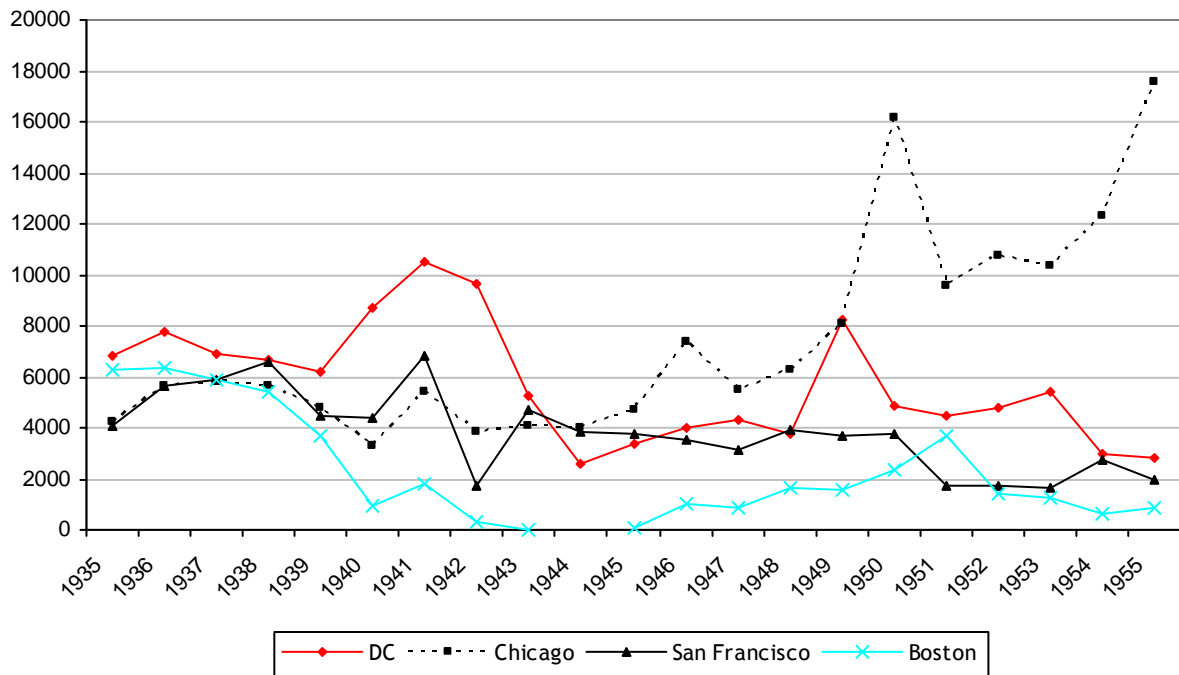
²⁷ E. H. Boeckh & Assoc., Inc. : Série de 10 types de bâtiments dans 20 zones géographiques.

²⁸ Turner Construction Co. Villes de l'Est. Combinaison des expériences de la compagnie dans les secteurs suivants : salaires, productivité du travail, efficacité de la gestion, compétitivité.

²⁹ Marshall and Stevens. Moyennes pour quatre types de bâtiments.

1938	199	189	236	197	189	188	178
1939	200	188	236	197	191	182	183
1940	204	189	242	203	195	194	190
1941	217	198	258	211	204	217	202
1942	241	209	276	222	214	245	218
1943	252	216	290	229	223	257	227
1944	261	223	299	235	237	244	234
1945	271	231	308	239	252	257	248
1946	322	257	346	262	275	318	288
1947	430	296	413	318	323	380	338
1948	490	332	461	345	305	422	368
1949	490	342	477	352	369	414	365

Annexe 4 : Nombre de logements construits à Washington, Chicago, San Francisco et Boston (1935-1955)³⁰



³⁰ Statistical Abstract (1935-1960)

Annexe 5 : Profil des logements à Washington, 1940-1950³¹

	1940	1945 (dec.) ³²	1950
Nombre total de logements	185 128	209 000	229 738
Occupés par le propriétaire	51 944	74 195	72 362
%	29,9 %	35,5 %	32,3 %
Occupés par un locataire	121 501	133 969	151 780
%		64,1 %	
Logements vacants	11 683	836	5 596
%	6,3 %	0,4 %	2,4 %
Logements pour une personne	17 211		32 023
%	9,9 %		14,3 %
Logements pour 2 personnes	156 234		192 119
Logements surpeuplés (1,01 personnes par pièce et plus)	20,1 %		14,1 %
Logements sévèrement surpeuplés (1,51 personnes par pièce et plus)	8,5 %		5,3 %

Annexe 6 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington³³

Loyer	Besoin (loyers acquittés par les Noirs dans les lodgements médicres*)	Loyer (les plus bas prévus par les entrepreneurs dans leurs propositions de war housing pour les Noirs)	
		Loyer sec	Loyer avec certaines charges comprises
< 20	46,8%	Inférieur à 35\$ = 90%	0
20-24	21,4%		0
25-29	15,3%		0
30-34	6,6%		0
35-39	4,0%	28,2%	3,4%
40-44	2,4%	26,7%	1,3%
45-49	1,1%	45,1%	55,7%
50 <	2,4%	0	39,6%
Loyer moyen	\$20,75	\$44,08	\$49,06

* US Census of Housing 1940

³¹ U.S. Census Bureau, decennial census of housing, 1940 to 2000.

³² tableaux 1 à 4 (répartition des logements par type d'occupant pour 157 régions, de 1944 à 1946), *Bureau of labor statistics bulletins* (80-1), CIS 11184, Washington, GPO, 1948, p. 196,

³³ "Eliminating Alley Dwellings" (78-2, H-1073-2) [Y4. D63/1:Al5/2], GPO, 1945, exhibit X, facing p. 157 – Hearings before the subcommittee on the Judiciary of the Committee on the District of Columbia.

SOURCES

Abréviations utilisées

AWS : *Adequate Water Supply for District of Columbia and Metropolitan Area*, H. Doc.480 (79-2) 11041, Washington, GPO, 1946.

Cong. : Congrès. Nous écrivons ainsi *1st Cong.* pour le 1^{er} Congrès.

Cong. Rec. : *Congressional Record*

DCCA : *Records of the Dupont Circle Association, Historical Society of Washington, D.C.*

DCPL – District of Columbia Public Library

EAD - “Eliminating Alley Dwellings” Hearings before the subcommittee on the Judiciary of the Committee on the District of Columbia (78-2, H-1073-2), Washington, GPO, 1945.

FCA : *Federation of Citizens Associations of the District of Columbia Collection, Georgetown University Special Collections, Washington DC.*

FRUS : *Foreign relations of the United States*, Washington, U.S. Department of State, Office of the Historian.

HTL : Harry Truman Library

HSW : *Historical Society of Washington*

LCH - “Low-cost housing in District of Columbia,” Hearing before a Subcommittee of the Committee on the District of Columbia, SEN (79-1), Senate, Washington, GPO, 1945.

LOC – *Library of Congress*

MCTP – Mary Church Terrell Papers (Library of Congress)

MSC – Moorland Spingarn Collection

NARA : *National Archives, RG (record group)*

Public laws : *Pub.L.*

Private laws : *Pvt.L.*

RGDC - Report of the Government of the District of Columbia (suivi de l'année du rapport)

- Avant 1935 : Commissioners' Report ou Report of the Commissioners of the District of Columbia
- À partir de 1935 : Report of the Government of the District of Columbia

SA : *Statistical Abstract of the United States*, suivi de l'année d'édition, le SA étant, sauf exception, publié tous les ans.

Sess. : Session (du Congrès)

Stat. : *United States Statutes at Large*

TSTR - President's Committee on Civil Rights, *To Secure These Rights: The Report of the President's Committee on Civil Rights*, Washington, GPO, 1947.

WBOT : *Records of the Greater Washington Board of Trade, George Washington University Special Collections, Washington, D.C.*

Washingtoniana : *Washingtoniana Division, MLK, Jr. Memorial Library, Washington, D.C.*

I. Localisation des principales sources primaires

Concernant l'histoire de la ville de Washington au milieu du XX^e siècle, les sources sont pratiquement inexistantes en France. Elles sont en revanche extrêmement nombreuses aux États-Unis, notamment à Washington. Certaines institutions possèdent des collections particulièrement riches.

A. Les archives municipales : élusives à souhait

L'accessibilité des archives municipales de Washington, ou « *District of Columbia Records Center* » est à l'image de leur site internet : inexistante. La seule manifestation électronique des archives municipales du District est la suivante : <http://os.dc.gov/service/district-columbia-archives>. L'article du Washington Post "*City's Records Center Compiles a History of Neglect; Documents Lie All but Ignored In Dingy Building*", publié par Chan Sewell le 4 décembre 2003, donne une bonne idée des difficultés rencontrées par ces archives et de l'état dans lequel elles se trouvent. Les dix années qui se sont écoulées depuis n'ont pas amélioré la situation, notamment faute de moyens humains et financiers.

B. District of Columbia Public Library

<http://dclibrary.org/>

À partir de 1905, la bibliothèque municipale de Washington a rassemblé toutes ses archives relatives à l'histoire de la capitale fédérale au sein de la *Washingtoniana Division*. Celle-ci comporte donc une grande variété de sources. Elle constitue la plus grande base de données sur l'histoire de Washington.

Contrairement à la plupart des collections, qui sont fragmentaires, la *Washingtoniana Division* possède des archives très variées allant des origines de Washington à nos jours. Elle se révèle donc extrêmement utile pour l'étude des années 1945-1955. En plus des chiffres du recensement, de nombreux documents officiels comme le *D.C. Code*, ou le budget de la ville, la bibliothèque donne accès à de multiples rapports sur l'urbanisme, l'aménagement de la ville ou les questions d'environnement. Des archives personnelles ou d'associations et organisations washingtoniennes sont également disponibles. La collection de plans et cartes couvre toute la période et comprend de très nombreuses pièces. La collection de photographies est également très fournie, avec plusieurs millions de clichés de la ville depuis sa création. La *Washingtoniana Division* détient aussi les principaux quotidiens washingtoniens parus depuis 1800 et de nombreux périodiques. Les sources disponibles sont donc très variées, et surtout, elles ne comprennent pas de « creux » pour la période qui nous intéresse, ce qui est trop souvent le cas dans d'autres institutions. La bibliothèque dispose par ailleurs d'un large fonds d'ouvrages concernant la capitale dans ses plus divers aspects : économie, culture, loisirs, politique, architecture... au total, plus de 25000.

C. Historical Society of Washington, D.C.

<http://www.historydc.org/>

Comme son nom l'indique, la société d'histoire de Washington s'intéresse à l'histoire de la capitale. Depuis sa création en 1894, elle s'efforce de rassembler des archives et de produire des études sur la ville. Baptisée *Columbia Historical Society* à l'origine, elle a changé de nom en 1988 pour devenir l'*Historical Society of Washington, D.C.* La même année, sa publication phare, *Records of the Columbia Historical Society*, est devenue *Washington History*, qui paraît toujours.

En plus d'une bibliothèque très fournie en ouvrages de référence sur l'histoire de la capitale, l'HSW possède des collections intéressantes de plans et cartes, photographies, journaux et périodiques, mais aussi des archives sur diverses organisations ou personnalités de Washington. La plupart de ces archives concernent des périodes plus anciennes que la Seconde Guerre mondiale, mais nombre d'entre elles sont néanmoins utiles.

D. Library of Congress

<http://www.loc.gov/index.html>

Pour la période 1945-1955, la bibliothèque du Congrès est particulièrement riche dans trois domaines : cartes et plans, photographies et journaux. Elle dispose en effet de très nombreux plans de la capitale et de cartes de la région. La collection de quotidiens est également très utile. La collection de photographies, enfin, est non seulement très riche, mais elle a aussi l'avantage d'être en grande partie accessible sur internet. L'une des séries de photographies les plus intéressantes pour notre étude, la collection Theodor Horydczak, qui dépeint Washington des années 1920 aux années 1950, compte plus de 14000 photos accessibles sur internet.

E. George Washington University

1. The Center for Washington Area Studies

<http://www.gwu.edu/~gwipp/cwasresearch.htm>

La particularité du *Center for Washington Studies* est de proposer un accès à de nombreuses études sur la ville de Washington. Ces thèses et mémoires rédigés par des étudiants du centre couvrent toute l'histoire de la ville et constituent un précieux outil d'étude. Ils sont rarement disponibles ailleurs.

2. The Gelman Library

<http://library.gwu.edu/>

Le département *special collections* de la bibliothèque Gelman dispose notamment de documents sur l'histoire de Washington et sur l'université George Washington. Les sources sont très riches et très variées. Outre des cartes et des photographies, les archives concernant la présidence d'Harry Truman comprennent les archives personnelles de nombreux hommes politiques de l'époque, les archives de multiples associations, des documents et rapports officiels...

F. Les Archives nationales : National Archives and Records Administration

<http://www.archives.gov>

Les Archives Nationales sont un passage obligé dans beaucoup de recherches concernant les États-Unis. Dans le cas de Washington, le chercheur ne peut pas déroger à la règle. La ville est en effet sous la juridiction du Congrès, dont les archives officielles sont conservées à la NARA. On y trouve donc les archives du comité sur le *District of Columbia*, ainsi que d'autres documents officiels relatifs à la capitale. Ces sources sont inestimables pour connaître la situation de la ville dans l'après-guerre.

G. Howard University

<http://www.howard.edu/msrc/>

Centre de recherches de l'Université Howard, le *Moorland-Spingarn Research Center* se concentre tout naturellement sur l'histoire des Afro-Américains à Washington. Il dispose notamment d'archives personnelles de membres de la communauté noire de Washington.

H. Les bases de données en ligne

Les bases de données en ligne que sont JSTOR, Proquest, ainsi que CAIRN permettent d'accéder à un grand nombre de revues spécialisées et à de nombreux articles issus de disciplines très diverses. Elles ont constitué une aide cruciale, permettant notamment de consulter la totalité des articles de Washington History et de la revue qui l'a précédé.

II. Harry Truman Library : les archives d'Harry Truman

La *Truman Library* détient les archives de la présidence d'Harry Truman. Elle constitue à ce titre une source de documents intéressante sur la capitale, les enjeux qui la parcourent à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Elle constitue également un moyen d'évaluer le lien entre la Maison-Blanche et la capitale.

A. President's secretary's files, 1945-53

À la demande du président Truman, sa secrétaire personnelle Rose Conway conservait plusieurs catégories de documents – dont les plus sensibles lui étaient présentés – dans des dossiers spéciaux. Ces *Presiden's Secretary's Files* contiennent des informations sur la sécurité nationale et le renseignement, la correspondance la plus sensible du président, les documents relatifs à ses discours et les divers mémos et notes qui constituent son journal.

B. White House Central Files, 1945-53

Ce dossier est sans doute le plus intéressant pour nos recherches. Il rassemble plusieurs séries constituées par le service d'archives de la Maison Blanche. Les documents qu'il contient lui ont été transmis par le Président et le personnel de la Maison Blanche. Deux de ces séries comprennent des documents utiles à nos recherches : l'*Official File* et le *President's Personal File*.

1. Official File, 1945-53

Cette série est la plus précieuse concernant la ville de Washington. Elle contient en effet un dossier spécifiquement consacré à la capitale, ainsi que plusieurs fichiers inclus dans d'autres dossiers. Tous ces documents concernent l'action politique officielle du gouvernement vis-à-vis de Washington. On y trouve par ailleurs des données sur la rénovation de la Maison-Blanche entreprise sous la présidence de Harry Truman.

a) *District of Columbia (fichier 51)*

- Commissioners of the District of Columbia, 51
- District of Columbia, Alcoholic Beverage Control Board, 51h
- District of Columbia, Boxing Commission, 51cc
- District of Columbia, Coroner, 51bb
- District of Columbia, Corporation Counsel, 51j
- District of Columbia - Endorsements, 51a
- District of Columbia, Engineer Commissioner, 51q
- District of Columbia Health Department, 51m
- District of Columbia, Home Rule for the, 51
- District of Columbia, Insurance Department, 51n
- District of Columbia, Metropolitan Fire Department, 51k
- District of Columbia, Metropolitan Police Department, 51k
- District of Columbia, Miscellaneous Correspondence Re, 51 Misc
- District of Columbia, National Capital, Sesquicentennial Commission of the, 51y
- District of Columbia National Guard, 51s
- District of Columbia National Guard Armory, 51s
- District of Columbia, People's Counsel of the, 51u
- District of Columbia Public Schools, 51e
- District of Columbia, Public Utilities Commission, 51b
- District of Columbia, Public Welfare Department of the, 51l
- District of Columbia, Recorder of Deeds of the, 51c
- District of Columbia Recreation Board, 51ee
- District of Columbia, Redevelopment Land Agency of the, 51v
- District of Columbia, Reorganization of the Government of the, 51
- District of Columbia Sales Tax, 51aa
- District of Columbia Stadium and Sports Center, 51r
- District of Columbia Taxes, Collector of, 51f
- District of Columbia Unemployment Compensation Board, 51z
- District of Columbia, Vehicles and Traffic Department of the, 51p
- Washington (DC) National Airport, 51t

b) *District of Columbia – Armées*

- Arlington Memorial Amphitheater, 39
- Arlington Memorial Bridge Commission, 39
- Arlington National Cemetery, 39
- Army Bases, 1285b
- Demobilization, 190r
- Demobilization of Navy Personnel, 190r
- Naval Bases (Department of the Navy) - Through July 26, 1947, 18b
- Naval Bases (Department of the Navy) - After July 26, 1947, 1285c
- Naval Personnel, Bureau of - Through July 26, 1947, 18q
- Naval Personnel, Bureau of - After July 26, 1947, 1285c
- Naval Stations (Department of the Navy) - Through July 26, 1947, 18b
- Naval Stations (Department of the Navy) - After July 26, 1947, 1285c
- Washington Navy Yard - Through July 26, 1947, 18b
- Washington Navy Yard - After July 26, 1947, 1285c

c) *District of Columbia – Justice (fichier 41)*

- District of Columbia, District Court of the U.S. for the, 41g
- District of Columbia, Juvenile Court, 41j
- District of Columbia, Municipal Court for the, 41i
- District of Columbia, Municipal Court of Appeals for the, 41k
- District of Columbia, U.S. Court of Appeals for the, 41h

d) *District of Columbia – Divers*

- Blair House, 337 [partially transferred to the Permanent File]
- Capitol, U.S., 202
- George Washington University, 1074
- George Washington University Hospital, 1074a
- Government Departments, Decentralization of, 285k
- Government Departments, Dispersal of, 285i
- Government Departments, Reorganization of, 285a
- Government Departments, Return to the District of Columbia of, 285c
- Howard University, 7i
- Jefferson Memorial, Washington, DC, 234d
- National Capital Housing Authority - Endorsements, 139a
- National Capital Housing Authority, 139
- National Capital Park Service (Department of the Interior), 6p
- National Capital Parks, 6p
- National Capital Parks Swimming Pools, 6p
- National Capital Parks Trust Fund Board, 6p

- National Capital Planning Commission, 32
- Segregation in the Nation's Capital, National Committee on, 1902
- ➔ LANDIS, Kenesaw M., *Segregation in Washington: a report of the National Committee on Segregation in the Nation's Capital*, Chicago, National Committee on Segregation in the Nation's Capital, 1948.
- Washington Cathedral, Mr. St. Albans, Washington, DC, 517
- Washington Conversations on International Organization (United Nations), 85d
- Washington, DC Post Office, 19k
- Washington Monument, 254b
- Washington-Baltimore Parkway, 129d

e) Maison Blanche

- White House (The Executive Offices), 50 [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House, Architect of the, 50p [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Automobiles, 102
- White House Cars, 102 [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Expansion, 50 [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Library, 50n [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Map Room, 50o [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Parking, 50v [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House, Photographing of Renovated, 50aa
- White House Receptions, Dinners, etc. at the, 50f
- White House Reconstruction, 50 Misc [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Reconstruction Souvenirs, 50 Misc
- White House Sightseeing, 50s
- White House Switchboard Room, 50t [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House Swimming Pool, 50m [partiellement transféré au *Permanent File*]
- White House, Telecast Tour of the, 50s
- White House Telegraph, 50y
- White House Telephone Service, 50t [partiellement transféré au *Permanent File*]

2. President's Personal File, 1945-53

Cette série est principalement constituée par des dossiers sur des individus ou des associations qui ont entretenu une correspondance avec la Maison Blanche, mais sans lien direct avec la politique du gouvernement. Au sujet de Washington, les fichiers concernent presque exclusivement des congrégations religieuses. Ils sont néanmoins relativement nombreux et donnent un aperçu de l'activité religieuse en cours dans la capitale entre 1945 et 1953.

- Washington Cathedral, 3727
- Washington College, 2036
- Washington County, N.C., 4992

- Washington Evening Star, 1106
- Adas Israel Hebrew Congregation, Washington, D.C., 5007
- African Methodist Episcopal Church, Washington, D.C., 4676
- Alfalfa Club, Washington, D.C., 2172
- All Soul Unitarian Church, Washington, D.C., 5074
- American Forum of the Air, Washington, D.C., 6018
- Ayre and Taylor Company, Washington, D.C., 3374
- Calvary Baptist Church, Washington, D.C., 675
- First Baptist Church, Washington, D.C., 627
- First Baptist Church of West Washington, Washington, D.C., 6179
- Foundry Methodist Church, Washington, D.C., 406
- Georgetown Visitation Convent, Washington, D.C., 4772
- Grace Baptist Church, Washington, D.C., 3535
- Holy Name Church, Washington, D.C., 2387
- Matthews Memorial Baptist Church, Washington, D.C., 2692
- Metropolitan Baptist Church, Washington, D.C., 1023
- National Capital Model Air Show, 5785
- National Presbyterian Church, Washington, D.C., 3338
- National Theatre, Washington, D.C., 1840
- New York Avenue Presbyterian Church, Washington, D.C., 5693
- St. John's Church, Washington, D.C., 1375
- St. John's College, Washington, D.C., 5660
- St. Patrick's Church, Washington, D.C., 3506
- St. Thomas' Church, Washington, D.C., 781
- Second Baptist Church, Washington, D.C., 1500
- Seminary of St. Josaphat, Washington, D.C., 6040
- Takoma Park Baptist Church, Washington, D.C., 4839
- Temple Baptist Church, Washington, D.C., 3857
- Washington (D.C.) Federation of Churches, 3037
- Washington National Monument Society, 3640

C. Files named for offices : White House Press Release Files, 1945-53

Les communiqués de presse émis par la Maison Blanche ont été rassemblés à partir de 1949, en prévision de la publication des *Truman Papers*. Ils concernent de très divers sujets : rapports rédigés par le gouvernement, remarques officielles ou informelles du président, lois votées, nominations à divers postes...

- Box 1 : Truman Papers, avril 1945 – décembre 1945
- Box 2 : Truman Papers, janvier – août 1946
- Box 3 : Truman Papers, septembre 1946 – juin 1947

- Box 4 : Truman Papers, juillet 1947 – mars 1948
- Box 5 : Truman Papers, avril – septembre 1948
- Box 6 : Truman Papers, septembre – décembre 1948
- Box 7 : Truman Papers, janvier – octobre 1949
- Box 8 : Truman Papers, novembre 1949 – juin 1950
- Box 9 : Truman Papers, juin -novembre 1950
- Box 10 : Truman Papers, décembre 1950 – avril 1951
- Box 11 : Truman Papers, mai – octobre 1951
- Box 12 : Truman Papers, novembre 1951 – mai 1952
- Box 13 : Truman Papers, mai – octobre 1952
- Box 14 : Truman Papers, octobre 1952 – janvier 1953

D. Archives diverses disponibles sur internet

- TRUMAN, Harry S., *Special Message to the Congress Transmitting Reorganization Plan 5 of 1952*, 1^{er} mai 1952, 82nd Congress, 2nd Session, House of Representatives, Volume 11614, Document 447.
- PUBLIC PAPERS OF THE PRESIDENTS OF THE UNITED STATES, Harry S. Truman, *Containing the Public Messages, Speeches, and Statements of the President*, January 1 to December 31, 1946, Washington, GPO, 1962.
- H. TRUMAN, *Letter to the Speaker on Home Rule for the District of Columbia*, 25 juillet 1949 (Public papers of the Presidents of the United States, Harry S. Truman, *Containing the Public Messages, Speeches, and Statements of the President*, January 1 to December 31, 1949, Washington, United States GPO, 1964.
- Harry Truman, *Executive Order 9562*, 4 juin 1945
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=77891>
- Harry Truman, *Executive Order 10186*, 1^{er} décembre 1950
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=78352>
- President's Committee on Civil Rights, *To Secure These Rights: The Report of the President's Committee on Civil Rights*, Washington, GPO, 1947
(<http://archive.org/details/tosecuretheserig00unit>;
<http://www.trumanlibrary.org/civilrights/srights1.htm>)

E. Collection audiovisuelle

<http://www.trumanlibrary.org/photos/av-photo.htm>, consulté pour la dernière fois le 1^{er} avril 2013. Cette collection comporte un grand nombre de photographies de la présidence d'Harry Truman.

III. Les archives du Congrès

Les archives du Congrès sont extrêmement précieuses pour l'étude de Washington entre 1945 et 1953. La ville étant alors sous la juridiction du Congrès (elle le restera jusqu'en 1975), les archives de la Chambre des Représentants et du Sénat contiennent de nombreux documents relatifs à la situation de la capitale et aux mesures adoptées la concernant. Les documents en question sont notamment des rapports, projets de loi, lois, archives de comités de la Chambre ou du Sénat, comptes-rendus

d'auditions de comités ou sous-comités. La plupart de ces archives sont conservées par les Archives nationales. Certaines sont disponibles sur internet, sur le site de la bibliothèque du Congrès (LOC). Le processus de numérisation en cours permet l'augmentation régulière du nombre d'archives disponibles en ligne.

A. Records of the Committee on the District of Columbia

Le *Committee on the District of Columbia* fut créé le 27 janvier 1808 par le 10^e Congrès, pour simplifier la gestion de la capitale. Au fil des ans, il rendit des rapports sur de multiples sujets concernant Washington : écoles, forces de l'ordre, impôts, alcool, santé, associations, justice, travaux publics... Les Archives nationales abritent les archives du comité pour les années 1816 à 1972. Les documents qui nous intéressent plus particulièrement sont bien sûr ceux concernant les années 1945-1955, à savoir ceux des 79^e, 80^e, 81^e et 83^e Congrès. Ces archives sont conservées dans deux sections chronologiques : 1879-1946 (46^e-79^e Congrès), 1947-68 (80^e -90^e Congrès). Peu de sources ont été conservées pour les années 1945-1946, mais elles sont abondantes pour la période 1947-1955.

Chambre des représentants : RG 233.10

Sénat : RG 46

1. Committee on the District of Columbia, 1879-1946

Pour le 79^e Congrès (1945-46), les seuls types d'archives disponibles sont les *Committee Papers* et les *Bill Files*.

a) Committee Papers

Le contenu des *Committee Papers* varie énormément d'un Congrès à un autre. Un mémo inclus dans les archives du *Committee on the District of Columbia* du 79^e Congrès constate malheureusement que la plupart des documents créés pendant la présidence de Theodore G. Bilbo (1945-46) ont été détruits. Les archives pour cette période sont donc moins complètes que pour les années 1925-1944 (sous les présidences d'Arthur Capper, William Henry King et Patrick McCarran). Des documents intéressants sont néanmoins disponibles.

Une grande partie des documents est constituée par des rapports d'enquêtes, des dossiers sur les projets de loi et des *executive communications* – principalement des rapports annuels sur les services publics (éducation...) et les transports. Le budget, les impôts, les travaux publics, le logement, la justice, l'amélioration de l'environnement urbain (rues, parcs...), la santé, les forces de l'ordre, ou encore les tensions raciales sont d'autres sujets abordés. Les archives comprennent également des rapports sur plusieurs enquêtes menées par le comité et ses sous-comités. Les sujets sont là encore variés allant du crime au prix du lait, en passant par le retrait de certaines agences fédérales de Washington.

Des rapports annuels concernant diverses entreprises sont également disponibles. C'est le cas pour le 79^e Congrès (79A-F7.1). Les entreprises pour lesquelles de tels rapports existent incluent *Capital Traction, Metropolitan Railroad, City and Suburban Railway of Washington, Columbia Railway,*

Capital Railway, Washington and Great Falls Electric Railway, Anacostia and Potomac River Railroad, Brightwood Railway, Washington Gas Light, Chesapeake and Potomac Telephone, Potomac Electric Power, Capital Transit, et Georgetown Barge, Dock, Elevator and Railway.

Les archives contiennent par ailleurs les comptes-rendus d'auditions tenues par le comité ou ses sous-comités sur des sujets aussi divers que la circulation (79A-F7.2), la protection de l'enfance (79A-F7.2), l'épilepsie (79A-F7.2), la prison de la capitale (79A-F7.2), l'heure d'été (79A-F7.2) et l'emplacement des bâtiments de la télévision (79A-F7.2).

b) Bill Files

Les *Bill Files* constituent une entité à part dans les archives du comité depuis le 58^e Congrès (1903-05). Les documents sont pour la plupart classés par type de législation :

- *House bills*
- *House Joint Resolutions*
- *House Concurrent Resolutions*
- *House Resolutions*
- *Senate bills*
- *Senate Joint Resolutions*

Les dossiers concernant les projets de loi contiennent en général des rapports, des comptes-rendus d'auditions, et parfois également des télégrammes ou pétitions en soutien ou en opposition à un projet donné.

Les archives publiées sont rares pour les 77^e, 78^e et 79^e Congrès (1941-46), car peu d'auditions furent tenues pendant la Seconde Guerre mondiale. Durant ces années, de nombreuses questions furent en effet réglées lors d'auditions sur lesquelles rien n'était publié. C'est le cas de la question de la frontière entre la Virginie et la capitale, survenue lors de la construction de l'aéroport national Ronald Reagan. Les travaux de la *Virginia-District of Columbia Boundary Commission* n'ont pas été publiés, alors que ce sujet a été l'objet de deux projets de loi : H.R. 1045 (77A-D8) et H.R. 2097 (79A-D9). D'autres sujets abordés par ces documents incluent les loyers, le logement, la réhabilitation des *alleys*, les assurances, les hôpitaux, la santé, la restauration, les licences pour la commercialisation d'alcool, les forces de l'ordre, la protection de l'enfance, la réglementation du travail des femmes et des enfants, le salaire des enseignants, policiers et pompiers, les fonctions du *Board of Public Welfare* et la liquidation de la *Washington Railway and Electric Company*.

2. Committee on the District of Columbia, 1947-68

a) Records of the Committee on the District of Columbia (1947-68)

Suite à l'application du *Legislative Reorganization Act* de 1946, les archives du *Committee on the District of Columbia* contiennent de nombreux dossiers relatifs à la croissance de la ville. Les préoccupations autour de ce sujet sont caractéristiques du Washington de l'après-guerre. Ces dossiers mettent notamment en évidence les efforts des Washingtoniens pour obtenir la *Home Rule*, le droit d'élire certains de leurs dirigeants au niveau local et l'amélioration du niveau de vie. Il est également

question des infrastructures, des impôts et des salaires, de la justice, du service public, des lois relatives au commerce, ou encore de la déségrégation.

Les *Committee Papers* de cette période sont principalement constitués de rapports transmis au Congrès par des agences, organisations, ou le gouvernement de Washington. Ce sont par exemple les rapports annuels de la *National Capital Housing Authority*. On y trouve aussi des résolutions, des projets de loi, de la correspondance, les minutes des réunions du comité, des comptes-rendus d'auditions et des rapports d'enquêtes menées au sein des différents sous-comités. Le reste des *Committee Papers* qui nous intéressent est principalement constitué des dossiers d'un sous-comité : le *Subcommittee on Crime and Law Enforcement in the District of Columbia*, 1949-1950 (81A-F4.2). Après 1946, les *Bill Files* constituent le corps des archives du comité et reflètent son activité législative.

b) *Records of the Full Committee*

LEGISLATIVE CASE FILES, 1947-68

Cette série est la plus volumineuse parmi les archives du *Committee on the District of Columbia*. Il s'agit principalement de procès-verbaux d'auditions, de rapports, de correspondance et de copies de chaque projet de loi ou résolution examinée par le comité. On y trouve également des cartes, graphiques, publications et autres matériels présentés à titre informatif lors des auditions. Les documents les plus nombreux sont les procès-verbaux d'auditions. Ils n'ont jamais été publiés compte-tenu de leur portée très locale. Les archives contiennent des données sur tous les sujets à portée législative concernant la capitale. Les travaux publics et les crédits de fonctionnement de la ville sont des préoccupations communes à chaque Congrès en session. Sur d'autres sujets, l'intérêt des élus se déplace au fil des ans, parfois plus appuyé sur les écoles, parfois sur les transports... la question des parcs est rarement laissée de côté, de même que la réhabilitation de certains quartiers de la capitale. La *Home Rule* est sans doute le sujet le plus central de cette période. De nombreux projets de loi et résolutions sont élaborés, même s'ils n'aboutissent à rien entre 1945 et 1955.

JOINT COMMITTEES

- House and Senate Committees on the District of Columbia, *Home Rule and Reorganization of the Government of the District of Columbia*, 80th Cong., 1st Sess., 2nd Sess..

SENATE COMMITTEE ON THE DISTRICT OF COLUMBIA:

- *Report of the Park Commission to the Senate Committee on the District of Columbia, The Improvement of the Park System of the District of Columbia*, 57th Congress, 1st Session, Senate Report n°166, Washington, GPO, 1902.
- *Park Improvement Papers*, 57th Congress, 1st Session, Washington, GPO, 1902.

HOUSE COMMITTEE ON THE DISTRICT OF COLUMBIA:

- House Committee on the District of Columbia, *Authorizing the District of Columbia government to establish an office for civil defense*, 81st Congress, 2nd Session, House of Representatives, Report No. 2469, CIS volume 11382 : 1950-51, Washington, GPO, 1950.
- Study of War-housing disposal program of the housing and home finance agency and the Public Housing administration, H.doc 1320 (81-1) 11301), Washington, GPO, 1949, p. 29.

PUBLIC UTILITIES COMMISSION (rapports annuels) - Source HR-80A-F4-1, HR-81A-F4-1, Source HR-82A-F4-2b, HR-83A-F4-1, HR-84A-F4-1-554, HR-84A-F4-1-555, HR-85A-F4-1B

- Thirty-third Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1945.
- Thirty-fourth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1946.
- Thirty-fifth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1947.
- Thirty-sixth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1948.
- Thirty-seventh Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1949.
- Thirty-eighth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1950.
- Thirty-ninth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1951.
- Fortieth Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1952.
- Forty-first Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1953.
- Forty-second Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1954.
- Forty-third Report of the Public Utilities Commission of the District of Columbia, Washington, 1955.

REDEVELOPMENT LAND AGENCY ANNUAL REPORTS (HR-80A-F4-1, ETC.)

ADMINISTRATOR OF RENT CONTROL FOR THE DISTRICT OF COLUMBIA

Semi-Annual report of the Administrator of Rent Control for the District of Columbia:

- *Eleventh report, covering the period January 1, 1947 to June 30, 1947, Washington, October 7, 1947.*
- *Twelfth report, covering the period July 1, 1947 to December 31, 1947, Washington, January 28, 1948.*
- *Thirteenth report, covering the period January 1, 1948 to June 30, 1948, Washington, August 3, 1948.*

PRESIDENTIAL MESSAGES AND EXECUTIVE COMMUNICATIONS, 1947-68

Cette série contient notamment les commentaires présidentiels accompagnant certains rapports soumis au comité. Elle comprend aussi des rapports et des lettres envoyés au comité par diverses agences gouvernementales, organismes municipaux de la capitale, ou même certaines entreprises.

Les archives sont classées de manière chronologique pour chaque Congrès. On trouve notamment dans cette série des rapports de l'*Office of the Assessor of the District of Columbia*, des rapports de diverses commissions créées par le gouvernement municipal (comme la *Public Utilities Commission*), les propositions issues d'entreprises de la capitale (comme la *Washington Gas Light Company*) ainsi que quelques rapports et propositions concernant divers sujets allant du contrôle des loyers au problème des parkings.

GENERAL CORRESPONDENCE, 1947-68

Les archives du comité contiennent aussi des lettres, des cartes postales, des pétitions reçues, ainsi que des comptes-rendus de témoignages d'individus, d'organisations ou d'institutions. Pour chaque Congrès, ces documents sont classés alphabétiquement par sujet, et chronologiquement dans chaque catégorie. On y trouve également des lettres envoyées par le comité pour réclamer la rédaction d'un rapport, la mise sur pied d'une enquête, ou le témoignage d'un individu devant le comité.

Les sujets abordés sont très divers : travaux publics, services publics, logement, autoroutes, déségrégation, impôts, budget, justice, *Home Rule*. Ces thèmes sont proches de ceux abordés dans les *legislative case files*. Les organisations et institutions dont il est question dans ces dossiers sont diverses : associations citoyennes, comités de quartier, associations professionnelles, bibliothèques, écoles, hôpitaux, groupes religieux...

NOMINATION CASE FILES, 1947-68

Ces dossiers concernent les nominations présidentielles à des postes municipaux dans la capitale (agences officielles, justice, commissions). Par exemple : la *District of Columbia Municipal Court*, la *Public Utilities Commission*, le *DC Board of Commissioners*, la *National Capital Transportation Agency*, ou encore la *DC Land Development Agency*. La plupart des documents sont des comptes-rendus d'auditions, des lettres, ou des copies de témoignages donnés par les personnes pressenties pour ces postes.

EXECUTIVE MINUTES, 1947-66

Les *Executive Minutes* résument les activités du comité lorsqu'il est en session.

c) *Records of Subcommittees*

SUBCOMMITTEE ON THE INVESTIGATION OF WIRETAPPING, 1950-51

Ce sous-comité, présidé par Claude Pepper, fut en activité sous le 81^e et le 82^e Congrès. Il fut créé le 2 août 1950, par un vote du *Senate Committee on the District of Columbia*. Il supervisa une enquête sur les écoutes réalisées par des agents de police de Washington. Les archives sont principalement de la correspondance, mais aussi quelques rapports et quelques comptes-rendus d'auditions.

SUBCOMMITTEE ON THE INVESTIGATION OF CRIME AND LAW ENFORCEMENT IN THE DISTRICT OF COLUMBIA, 1951-52

Ce sous-comité eût pour rôle d'enquêter sur l'implication d'agents de police dans des activités illicites touchant au jeu et aux stupéfiants. Dans son rapport du 28 juin 1952, le sous-comité présidé par Matthew M. Neely, de Virginie Occidentale, met en évidence les liens entre criminels et forces de l'ordre. Il recommande la création d'une équipe d'enquêteurs spéciale sous la juridiction du ministre de la Justice pour agir indépendamment de la police. Il demande également que les pratiques policières washingtoniennes soient régulièrement examinées par les comités du Congrès.

Les archives (1951-52) comprennent de la correspondance, les minutes des réunions du sous-comité, des rapports, des résolutions, des dossiers d'enquêtes, des comptes-rendus d'auditions publiques, ainsi que les dossiers personnels de certains agents de police et des questionnaires sur leurs finances. Un inventaire succinct de ces archives est disponible aux Archives Nationales.

B. Records of the Committee on Appropriations, 1867-1968

Le *Committee on Appropriations* fut créé le 6 mars 1867 pour alléger la charge du *Finance Committee*. Quand, en 1899, beaucoup de ses responsabilités budgétaires furent transférées aux comités respectifs, il garda néanmoins le contrôle sur le budget de la capitale.

Chambre des représentants : RG 233.4

Sénat : RG 46

1. Records of the Appropriations Committee, 1867-1946

Pour cette période, les archives comprennent essentiellement des documents rendant compte des activités du comité.

SENATE COMMITTEE ON APPROPRIATIONS

- *Report of privately owned exempt properties as of July 1, 1943 – fiscal year 1944*, 79th Cong., Washington, GPO, 1945. (NARA, Records of the United States Senate, 79th Cong., SEN 79A-F2, BOX 53: Various papers to City Finance-US Budget, Various Papers A)
- *Report fixing the amount of the annual payment by the Federal Government to the District of Columbia*, 1944, Records of the United States Senate, 79th Cong..

SENATE SUBCOMMITTEE ON THE DISTRICT OF COLUMBIA OF THE COMMITTEE ON APPROPRIATIONS

- *Report on the fiscal Relations between the government of the United States and the District of Columbia*, Washington, GPO, 1945.
- *Report on the fiscal Relations between the government of the United States and the District of Columbia*, 79th Cong., 2nd Sess., Washington, GPO, 1946.

2. Records of the Appropriations Committee, 1946-1968

Le *Committee on Appropriations* a transféré beaucoup moins de documents aux Archives Nationales que d'autres comités de la même période. Ces documents sont divisés en trois catégories : *legislative case files* (1947-58), *Presidential messages and executive communications referred to the committee* (1947-68), et *subject files* (1947-50). Pour les 80^e et 81^e Congrès, peu de *subject files* sont disponibles.

Les documents contenus dans cette série concernent à la fois des sujets administratifs et législatifs. Pour le 80^e Congrès, par exemple, deux rapports concernent le statut du *lend-lease program* d'après-guerre. Pour le 81^e Congrès, les rapports incluent une copie du *Strayer Report* de 1949 sur le système éducatif de la capitale, ainsi que divers rapports sur des projets d'autoroutes et de ponts dans la région de Washington, ou encore un document sur les activités de la communauté homosexuelle de la

capitale. Pour chacun de ces deux Congrès, les archives comprennent également le détail des tâches affectées à chaque membre du sous-comité.

- STRAYER George D., *Report of a Survey of the Public Schools of the District of Columbia*, conducted under the auspices of the chairman of the subcommittees on District of Columbia appropriations of the respective appropriations committees of the Senate and House, Washington, 1949.
- District of Columbia Appropriation Bill, Fiscal Year 1955, Report No. 1780, 83^d Congress, 2^d Session, 10 juin 1954.
- *Hearings on District of Columbia Appropriations for 1951*, Subcommittee of the Committee on Appropriations, House of Representatives, Washington, GPO, 1950.
- Committee on Appropriations, SEN 79A-F2, BOX 53; Various papers to City Finance-US Budget, Various Papers B, Various Papers D.

C. Joint Committee on Washington Metropolitan Problems, 1957-60

Bien que ce comité n'ait été créé qu'en 1957, il est intéressant de se pencher sur ses conclusions, car les problèmes qu'il souligne sur la ville de Washington en 1957 ne sont pas apparus *ex nihilo*. Ces documents nous donnent donc des informations importantes sur les années 1945-55. Ceci d'autant plus que les thèmes abordés sont variés : il s'agit aussi bien des infrastructures et des moyens de transport que de pollution ou de la situation économique de la ville.

Suite au lancement d'une étude menée conjointement par la *National Capital Planning Commission* et le *National Capital Regional Planning Council* (étude des besoins présents et futurs de la capitale du fait de la massification des transports), un comité mixte fut établi par le Congrès. Son objectif était d'étudier les problèmes créés par la croissance de la région de Washington et de faire des recommandations à ce sujet. Les membres de ce comité furent choisis à la Chambre et au Sénat au sein des *Committees on the District of Columbia* respectifs.

La première phase de travail (jusqu'en janvier 1959) fut consacrée aux réserves d'eau, à la pollution, au développement économique, aux parcs et à l'organisation gouvernementale. La seconde phase, à partir de novembre 1959, se consacra principalement à la question des transports. Elle aboutit au *National Capital Transportation Act* (Public Law 86-669). Les seules archives du comité sont les deux volumes de transcriptions des réunions, du 30 octobre 1957 au 23 août 1960.

- ➔ *Meeting the problems of metropolitan growth in the National Capital Region*, Final report of the Joint Committee on Washington metropolitan problems, S. Rep. 38 (86-1), 12148, Washington, GPO, 1959.
- ➔ *Washington Metropolitan Area economic development*, Joint Committee on Washington Metropolitan Problems, Washington, Government Printing Office, 1959.

D. Committee on the Civil Service, 1924-1946

Le *Committee on the Civil Service* s'occupa principalement des réformes concernant la fonction publique. Cela concerne notamment le statut et le salaire des cadres et employés travaillant pour le gouvernement, le nombre de postes à pourvoir dans les différents États. Trois types de documents existent pour le 79^e Congrès (1945-46) : *Petitions*, *Committee Papers* et *Bill Files*.

Petitions : Ces pétitions sont par exemple relatives au reclassement ou au départ à la retraite des fonctionnaires. Elles donnent un aperçu des préoccupations des agents de la fonction publique pour cette période.

Committee Papers : Les *Committee Papers* sont principalement des projets de loi ou de résolution, des comptes-rendus d'auditions, ainsi que des copies de rapports annuels de la *Civil Service Commission*. Sont aussi disponibles des archives relatives à l'étude du comité sur la gestion du personnel travaillant pour l'État (77^e-79^e Congrès). Cette étude, décidée en 1942, est poursuivie jusqu'en 1946. Elle répondait à une volonté du Congrès de mettre fin à la confusion, aux embauches de masse et au gaspillage de fonds publics au sein des agences fédérales engagées dans l'effort de guerre. Les documents relatifs à cette étude sont en grande partie de la correspondance, des transcriptions de témoignages, des archives administratives et des archives concernant des audits sur diverses agences fédérales et leurs activités.

Bill Files : Les *Bill Files* de ce comité sont peu nombreux. Il s'agit surtout de projets de loi, ou de résolution et de comptes-rendus d'auditions. On y trouve par ailleurs des documents se rapportant à des points précis de législation (79A-D6...). Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'augmentation de la charge de travail du comité reflète l'augmentation du nombre de fonctionnaires. Les *Bill Files* du 80^e Congrès contiennent plus de 80 projets de loi et résolutions, dont un dossier épais sur la résolution H.Res. 16, autorisant le comité à enquêter sur les activités de divers ministères et agences (79A-D6).

E. Records of the Committee on Government Operations (RG 46.13)

- Committee on Government Operations, *Reorganization Plan No. 5 of 1952 – Reorganization of the Government of the District of Columbia*, Report to accompany Reorganization Plan No. 5 of 1952, 82nd Cong., 2nd Sess., Senate Report No. 1735, CIS volume 11568, GPO, 1952.

F. Le Congressional Serial Set (LOC, NARA)

<http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwss.html>

http://www.access.gpo.gov/su_docs/fdlp/history/sset/index.html

http://www.gpo.gov/help/u.s._congressional_serial_set.htm

L'*U.S. Congressional Serial Set*, plus communément appelé *Serial Set*, est une série de volumes publiée par le *Government Printing Office*, qui contient les documents et rapports du Sénat et de la Chambre des représentants. Ils sont structurés et publiés par session du Congrès. Leur publication a débuté en 1817, lors du 15^e Congrès. Ces volumes comprennent généralement les rapports des commissions concernant les projets de loi étudiés, les communications faites au Congrès par le Président ainsi que diverses publications d'agences fédérales et d'agences non-gouvernementales.

Le *Serial Set* est très utile pour les recherches concernant la capitale car il contient d'une part le rapport annuel des commissaires du District, d'autre part les rapports des commissions du Congrès ayant travaillé sur des questions relatives au District, d'autre part, les rapports d'agences opérant dans la capitale.

Un index très pratique est disponible sur le lien suivant : <http://www3.wooster.edu/library/Gov/serialset/main.htm> (consulté pour la dernière fois le 1^{er} avril 2013). Un autre (NARA) est disponible ici : <http://www.archives.gov/research/alic/reference/admin-history/congressional-serial-set.html>

1. Report of the Government of the District of Columbia (RGDC)

Le rapport annuel des commissaires du District est un élément précieux qui contient de nombreuses données chiffrées et des éléments annuels fournis par tous les services du District. La publication des rapports annuels a débuté en 1874. Avant 1935, le rapport annuel était intitulé *Commissioners' Report* ou *Report of the Commissioners of the District of Columbia*. À partir de 1935 il a pris le nom de *Report of the Government of the District of Columbia*. Il est publié par année fiscale : de juillet à juin.

Date	Congrès	Session	Type de doc.	Volume	N°	Serial Set Volume
1874	43rd	2nd	H.exec.doc.	8	1 pt.6	1641 pt.
1875	44th	1st	H.exec.doc.	5	1 pt.7	1682 pt.
1876	44th	2nd	H.exec.doc.	5	1 pt.6	1751 pt.
1877	45th	2nd	H.exec.doc.	10	1 pt.6	1802 pt.
1878	45th	3rd	H.exec.doc.	11	1 pt.6	1852 pt.
1879	46th	2nd	H.exec.doc.	12	1 pt.6	1913 pt.
1880	46th	3rd	H.exec.doc.	12	1 pt.6	1962
1881	47th	1st	H.exec.doc.	13	1 pt.6	2021 pt.
1882	47th	2nd	H.exec.doc.	14	1 pt.6	2103 pt.
1883	48th	1st	H.exec.doc.	13	1 pt.6	2193 pt.
1884	48th	2nd	H.exec.doc.	15	1 pt.6	2290 pt.
1885	49th	1st	H.exec.doc.	16	1 pt.6	2383
1886	49th	2nd	H.exec.doc.	12	1 pt.6	2471
1887	50th	1st	H.exec.doc.	15	1 pt.6	2547
1888	50th	2nd	H.exec.doc.	16	1 pt.6	2642
1889	51st	1st	H.exec.doc.	16	1 pt.6	2731
1890	51st	2nd	H.exec.doc.	18	1 pt.7	2848
1891	52nd	1st	H.exec.doc.	21	1 pt.7	2941
1892	52nd	2nd	H.exec.doc.	21	1	3096
1893	53rd	2nd	H.exec.doc.	20	1	3217
1894	53rd	3rd	H.exec.doc.	20	1	3311
1895	54th	1st	H.doc.	24	7	3391
1896	54th	2nd	H.doc.	21	7	3497

1897	55th	2nd	H.doc.	24-25	7	3652-3653
1898	55th	3rd	H.doc.	27-28	7	3769-3770
1899	56th	1st	H.doc.	33-34	7	3930-3931
1900	56th	2nd	H.doc.	44-45	7	4118-4119
1901	57th	1st	H.doc.	35	7	4302
1902	57th	2nd	H.doc.	28-29	7	4467-4468
1903	58th	2nd	H.doc.	28-29	7	4654-4655
1904	58th	3rd	H.doc.	28-30	7	4807-4809
1905	59th	1st	H.doc.	27-28	8	4967-4968
1906	59th	2nd	H.doc.	23-24	8	5126-5127
1907	60th	1st	H.doc.	73-77	8	5342-5346
1908	60th	2nd	H.doc.	111-114	1049	5521-5524*
1909	61st	2nd	H.doc.	106-109	110	5809-5812*
1910	61st	3rd	H.doc.	107-111	1009	6051-6055
1911	62nd	2nd	H.doc.	109-113	123	6291-6295
1912	62nd	3rd	H.doc.	98-100, 102	934	6464-6466, 6468**
1913	63rd	2nd	H.doc.	131-133, 135	403	6728-6730, 6732**
1914	63rd	3rd	H.doc.	82-85	1392	6867-6870
1915	64th	1st	H.doc.	117-121	89	7071-7075
1916	64th	2nd	H.doc.	90-94	1503	7216-7220
1917	65th	2nd	H.doc.	86-90	584	7416-7420
1918	65th	3rd	H.doc.	83-87	1431	7552-7556
1919	66th	2nd	H.doc.	73-77	423	7744-7748
1920	66th	3rd	H.doc.	86-90	852	7880-7884
1921	67th	2nd	H.doc.	94	236	8082
1922	67th	3rd	H.doc.	36	451 v.3-5	8142***
1923	68th	1st	H.doc.	106	61 v.2-5	8367****
1924	68th	2nd	H.doc.	84	423 v.2-5	8502****
1925	69th	1st	H.doc.	103	46 v.2-5	8664****
1926-1932	Non disponible dans les documents du Congrès					
1933	73rd	2nd	H.doc.	58	128	9862
1934	74th	1st	H.doc.	52	69	9964
1935	74th	2nd	H.doc.	38	354	10057
1936	75th	1st	H.doc.	47	27	10154
1937	75th	2nd	H.doc.	39	394	10214

1938	76th	1st	H.doc.	60	24	10379
1939	76th	2nd	H.doc.	16	507	10416
1940	77th	1st	H.doc.	55	24	10632
1941	77th	2nd	H.doc.	50	524	10729
1942-1943	Non disponible dans les documents du Congrès					
1944	79th	1st	H.doc.	42	24	10995
1945	79th	2nd	H.doc.	56	406	11095
1946	80th	1st	H.doc.	50	17	11185
1947	80th	2nd	H.doc.	53	460	11275
1948	81st	1st	H.doc.	38	15	11351
1949	81st	2nd	H.doc.	59	403	11463
1950	82nd	1st	H.doc.	36	15	11550
1951	82nd	2nd	H.doc.	51	283	11647
1952	83rd	1st	H.doc.	20	14	11699
1953	83rd	2nd	H.doc.	25	262	11789
1954	84th	1st	H.doc.	12	14	11851 pt.

* v.5 non publié dans le Serial Set. Il aurait été publié dans le volume suivant de la série, mais ce volume n'a jamais été publié.

** v.4 non publié dans le Serial Set.

*** v.1-2 pour 1922 non publié dans le Serial Set (bien que le volume 8141 ait été réservé pour cette publication).

**** v.1 pour 1923-1925 non publié dans le Serial Set.

2. Statistical Abstract of the United States

<http://www3.wooster.edu/library/gov/serialset/agency/C/StatisticalAbstract.htm>

Le SA s'est, à l'instar du RGDC, révélé être un outil précieux de recherches, en particuliers pour les questions démographiques. Alors que le recensement décennal fournit des chiffres pour les années 1940, 1950 et 1960, le SA procure des données (estimées, certes, mais révisées au fil des ans) pour les années intermédiaires. Il permet ainsi d'approcher de plus près la réalité de la population de la capitale entre 1945 et 1950, puis entre 1950 et 1955.

Les références des *Statistical Abstracts* dans le Congressional Serial Set entre 1945 et 1960 sont les suivantes :

Année	Congrès	Session	Type de doc.	Volume	N°	Vol. du Serial Set
1944-45	79th	1st	H.doc.	36	38	10989
1946	79th	2nd	H.doc.	47	502	11086
1947	80th	1st	H.doc.	41	35	11176
1948	80th	2nd	H.doc.	46	484	11268
1949	81st	1st	H.doc.	32	52	11345
1950	81st	2nd	H.doc.	48	382	11452
1951	82nd	1st	H.doc.	30	79	11544
1952	82nd	2nd	H.doc.	38	265	11634
1953	83rd	1st	H.doc.	40	99	11719
1954	83rd	2nd	H.doc.	44	320	11808
1955	84th	1st	H.doc.	35	86	11874
1956	84th	2nd	H.doc.	42	334	11962
1957	85th	1st	H.doc.	48	89	12054
1958	85th	2nd	H.doc.	45	339	12141
1959	86th	1st	H.doc.	36	79	12217
1960	86th	2nd	H.doc.	49	331	12316

- U.S. Senate, *Growth and expansion of the District of Columbia and its Metropolitan Area*, U.S. Congress Serial Set, Senate Report n° 1230 (85-2), volume 12061, Washington, GPO, 1958, 56 p.

Le SA est également consultable sur internet sur le lien suivant : Il est consultable sur http://www.census.gov/history/www/reference/publications/statistical_abstracts.html

3. Congressional County and City Data Book

<http://www3.wooster.edu/library/gov/serialset/agency/C/StatAbSupps.htm>

Ces documents constituent un complément au Statistical Abstract, en examinant des zones plus fines.

Année	Congrès	Session	Type de doc.	Volume	N°	Vol. du Serial Set
1949	82nd	2nd	H.doc.	39	372	11635
1952	83rd	1st	H.doc.	38	58	11717
1956	85th	1st	H.doc.	49	245	12055
1962	87th	2nd	H.doc.	71	465	12529

4. Smithsonian Institution

<http://www3.wooster.edu/library/gov/serialset/agency/S/SmithsonianAnnual.htm>

Créé en 1846, le *Smithsonian* publie un rapport annuel à partir de 1846. Pour les années d'après-guerre, le rapport annuel permet d'une part d'étudier l'évolution des pratiques et des collections des musées affiliés, mais aussi de suivre le nombre de visiteurs.

Année	Congrès	Session	Type de doc.	Volume	N°	Vol. du Serial Set
1944	79th	1st	H.doc.	51-52	13	11004-11005
1945	79th	2nd	H.doc.	65-66	408	11104-11105
1946	80th	1st	H.doc.	60-61	10	11195-11196
1947	80th	2nd	H.doc.	62-63	448	11284-11285
1948	81st	1st	H.doc.	47-48	9	11360-11361
1949	81st	2nd	H.doc.	69-70	397	11473-11474
1950	82nd	1st	H.doc.	41	9	11555
1951	82nd	2nd	H.doc.	54	277	11650
1952	83rd	1st	H.doc.	19	9	11698
1953	83rd	2nd	H.doc.	16	288	11780 pt.
1954	84th	1st	H.doc.	18	9	11857
1955	84th	2nd	H.doc.	26	249	11946
1956	85th	1st	H.doc.	20	9	12026
1957	85th	2nd	H.doc.	24	259	12120

G. Congressional Record

Le *Congressional Record* est publié annuellement depuis 1873. Il contient le compte-rendu officiel des débats de la Chambre des Représentants et du Sénat des États-Unis. Étant donné que le Congrès a juridiction sur la capitale, ces comptes-rendus fournissent des données précises sur les débats concernant Washington lors de la période 1945-53.

➔ *Congressional Record*, Discours de M. Stephan à la Chambre des Représentants, proceedings and debates of the 79th Cong., 2nd Sess., vol. 92, N°3, Washington, 16 janvier 1946

H. Statutes at large (LOC)

<http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwslink.html>

Les *Statutes at Large* sont le recueil officiel des lois et résolutions votées par le Congrès. Exemple de présentation 2 Stat. 103, où le premier chiffre est le numéro du Congrès, le second étant le numéro de la loi.

- *Residence Act*, 16 juillet 1790 (1 Stat 130) *First Congress*, Session II.
- *District of Columbia Organic Act of 1801 (officiellement An Act Concerning the District of Columbia)*, 27 février 1801 (2 Stat. 103)
- *District of Columbia Organic Act*, 3 mars 1801 (2 Stat. 115)

- *District of Columbia Organic Act, an act to incorporate the city of Washington, in the District*, 3 mai 1802 (2 Stat. 195)

I. Archives diverses du Congrès

- DC REDEVELOPMENT LAND AGENCY, *Community Services and Family Relocation; The Report of a demonstration Project Carried Out Under the Provisions of the Housing Act of 1954*, Washington, n.p., 1964.
- DC REDEVELOPMENT LAND AGENCY, 'This is RLA', Washington, n.p., 1975 (?).
- GENERAL ASSEMBLY OF THE STATE OF MARYLAND, *An act to cede to Congress a district of 10 miles square in this State for the seat of the Government of the United States*, 23 décembre 1788.
- GENERAL ASSEMBLY OF THE COMMONWEALTH OF VIRGINIA, *An act for the cession of 10 miles square, or any lesser quantity, of territory within this State to the United States in Congress assembled, for the permanent seat of the General Government*, 2 décembre 1789.
- GOODWILLIE, Arthur. *The Rehabilitation of Southwest Washington as a War Housing Measure, A Memorandum to the Federal Home Loan Bank Board*, Washington, n.p., 1942. LC.
- ELLIOT Jonathan (dir.), *The Debates in the Several State Conventions on the Adoption of the Federal Constitution as Recommended by the General Convention at Philadelphia in 1787*, New York, Burt Franklin, 5 volumes, 2^e édition, 1836 (http://press-pubs.uchicago.edu/founders/documents/a1_8_17s7.html, consulté le 8 août 2011)
- NCPPC, *Housing and Redevelopment; A Portion of the Comprehensive Plan for the National Capital and its Environs*, Washington, GPO, 1950.
- NCPPC, *Washington Present and Future; A General Summary of the Comprehensive Plan for the National Capital and its Environs*, Washington, GPO, 1950.
- NCPPC, *Proposed Physical Development Policies of Washington, D.C., 1965-1985*, Washington, GPO, 1965.
- NCPPC, *Redevelopment Plan; Southwest Redevelopment Project, Area B. A Report of Existing Conditions and a Plan for Development Adopted on October 24, 1952*. Washington, D.C., n.p., 1952. LC, City Museum.
- NCPPC, *Urban Renewal Plan, Southwest Urban Renewal Project Area C: A Report of Existing Conditions and a Plan for Urban Renewal. Adopted on April 5, 1956 by the National Capital Planning Commission*. City Museum.
- Webb & Knapp. *A Redevelopment Plan for Southwest Washington, D.C; A Webb & Knapp Project*, New York]: n.p., [195?]. LC.
- ROUSE, James W., KEITH Nathaniel S., *No Slums in Ten Years, A Workable Program for Urban Renewal; Report to the Commissioners of the District of Columbia*, Washington, n.p., 1955. LC.
- Senate special Subcommittee on Post-war economic policy and planning, "Post-war economic policy planning" – Hearings, Part 8: Housing and urban redevelopment, SEN (78-1), January 15, 1945, Washington, GPO, 1945, p. 1489.
- Senate Subcommittee of the Committee of the District of Columbia, *Abatement of Houses of Ill Fame*, Témoignage de Richard Sylvester, 63rd Cong., 3rd Sess., Washington, 1913, p. 23-24.
- *The Congressional Globe* – consulté sur le lien suivant : <http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwcglink.html>

House Reports

- House Reports, 41st Congress, 3rd Session, n°52, p. 11
- House Miscellaneous Documents 41st Congress, 3rd Session, n°91, p. 00.
- *Report on Civil Rights Congress as a Communist Front Organization*, House of Representatives, 80th Congress, 1st Session, Report n°1115, Washington, GPO, 1947.
- House Report 4019, "Streets and Avenues in the District of Columbia," 49th Cong., 2nd Sess., 11 février 1887

Senate Reports

- Senate Report 298, 41st Congress, 3rd Session, Series 1443
- Glenn BROWN, *The Making of a Plan for Washington City*, discours prononcé devant la Columbia Historical Society le 2 janvier 1902, in Senate Committee on the District of Columbia, Park Improvement papers, n°13, March 8, 1902, Washington, McMillan Commission papers, imprimé pour les besoins de la Commission, p. 214.
- Senate Miscellaneous Documents 24, 41st Congress, 1st Session, Series 1399.

J. Congressional Archives – Carl Albert Center (University of Oklahoma)

Les *Congressional Archives* du Carl Albert Center contiennent les archives personnelles de plus de 50 membres du Congrès. Les plus intéressantes sont celles de représentants ou sénateurs ayant été membres d'un comité sur la capitale.

1. Andrew J. Biemiller Collection

Andrew J. Biemiller fut membre du Congrès de 1944 à 1946 puis de 1948 à 1950.

Box 3: Legislation - F 3: District of Columbia (1949-1950). Sales tax bill, home rule, and "Disgrace to the Nation."

2. Helen Gahagan Douglas Collection

Helen Gahagan fut membre du Congrès de 1944 à 1950.

Box 31 : 80th Congress, Legislative Files (1947-1949) - F 3 : Civil Rights.

d. H. R. 24: Powell: "To assure to all persons within the District of Columbia full and equal privileges of places of public education, accommodation, resort, entertainment, and amusement, and for other purposes." 81st Congress, 1st Session (1949). Committee on the District of Columbia.

Box 86 : 81st Congress, Legislative Files (1949-1951) - F 5 : Home Rule

a. Correspondence: re: Kefauver Bill, S. 1527; McMillan Bill, H. R. 5968.

b. Congressional Record: John L. McMillan - South Carolina: "District of Columbia Home Rule Bill." (July 22, 1949).

c. Pamphlet: "United States Citizens Without Votes." (January 1950).

d. Washington Chapter ADA Statement on the Swimming Pool Controversy.

e. Progress in the Movement to Guarantee Equal Rights for All Citizens in the National Capital.

f. Congressional Record: Estes Kefauver - Tennessee: "Rebuttal of Board of Trade Arguments Against Home Rule for the District of Columbia." (March 29, 1950).

3. Preston E. Peden Collection

Preston Elmer Peden fut membre du 80^e Congrès. A la Chambre des Représentants, il participa aux activités du *Public Lands Committee*. Ses archives contiennent des documents relatifs à la *Home Rule*.

Box 7 - F3 : District of Columbia, Home Rule, 1948.

4. Tom Steed Collection

Tom Steed fut membre du Congrès de 1948 à 1980.

Box 4 - F 5 : District of Columbia (1952)

Box 5 - F 15 : District of Columbia: Prohibit White House Picketing (1953)

5. Elmer Thomas Collection

Elmer Thomas fut sénateur de 1927 à 1951.

Box 57 - F 8A : Appropriations, Committee on, District of Columbia, 1946 Apr.

Box 69 - F 13A : Committee on the District of Columbia, Appointment of Commissioners, District Judge Appointment.

6. George H. Wilson Collection

Les archives de George H. Wilson sont intéressantes car elles contiennent des documents concernant les activités du *Committee on the District of Columbia* du 81^e Congrès (1949-50).

Box 5 - F 4: District of Columbia (1949-1950)

a. Correspondence: re: home rule, particularly S. 1527.

b. Committee Print: House Committee on the District of Columbia: "Memorandum with Respect to the Constitutionality of Certain Provisions of H. R. 4902 and S. 1968 Relating to Legislative Proposals of the District Council" (1948).

c. H. R. 2799: "To amend the Act entitled `An Act regulating the retent on contracts with the District of Columbia, approved March 31, 1906.'" 81st Congress, 1st Session (1949), Oren Harris - Arkansas.

d. House Report 229 (H. R. 2799): "Amending an Act Regulating the Retent on Contracts with the District of Columbia."

e. H. R. 3347: "To provide additional revenue for the District of Columbia." 81st Congress, 1st Session (1949), Howard W. Smith - Virginia.

f. H. R. 3704: "To provide additional revenue for the District of Columbia." 81st Congress, 1st Session (1949), Howard W. Smith - Virginia.

g. House Report 315 (H. R. 3704): "Providing for Additional Revenue for the District of Columbia."

h. House Report 315, Part 2 (H. R. 3704): "Providing for Additional Revenue for the District of Columbia."

i. House Report 658 (H. R. 3704): "Providing Additional Revenue for the District of Columbia." Conference Report.

j. H. R. 3967: "To continue a system of nurseries and nursery schools for the day care of school-age and under-school-age children in the District of Columbia through June 30, 1950." 81st Congress, 1st Session (1949), Thomas G. Abernethy - Mississippi.

k. H. R. 6354: "To authorize the Board of Commissioners of the District of Columbia to establish daylight saving time in the District." 81st Cong., 2nd Sess. (1949).

l. House Report 1932 (H. R. 6354): "Authorizing the Board of Commissioners of the District of Columbia to Establish Daylight-Saving Time in the District."

m. H. R. 8434: "To provide for a Delegate in the House of Representatives from the District of Columbia; for a Board of Education of the District of Columbia to be elected; and for reorganization of the executive departments of the District of Columbia." 81st Congress, 2nd Session (1950), Oren Harris - Arkansas.

n. H. R. 8568: "Making appropriations for the government of the District of Columbia and other activities chargeable in whole or in part against the revenues of the District for the fiscal year ending June 30, 1951, and for other purposes". 81st Congress, 2nd Session (1950), Joe B. Bates – Kentucky, Committee on Appropriations.

o. House Report 2114: "District of Columbia Appropriation Bill, Fiscal Year 1951."

p. Pamphlet. Washington Board of Trade: "Does the Kefauver Bill Really Provide for Home Rule?" (1950).

q. Pamphlet. Voteless D. C. League of Women Voters: "Washington Is Your City. Local Government in the District of Columbia" (1949).

r. Speech. John L. McMillan: "District of Columbia Home Rule Bill." Extension of Remarks in the House (July 22, 1949).

K. Yale Law School – Lillian Goldman Law Library

La Bibliothèque de Droit de l'université Yale détient des comptes-rendus d'auditions ayant eu lieu au sein des différentes commissions du Congrès. Parmi ces documents, certains concernent le *Committee on the District of Columbia* de la Chambre des Représentants, celui du Sénat, ainsi que des comités mixtes : House Committee on the District of Columbia : 1950-52, Senate Committee on the District of Columbia : 1951-52, Joint Committee on the District of Columbia : 1948.

IV. Les archives nationales : dépositaires de plusieurs fonds du District

A. Records of the National Capital Planning Commission (RG 328)

- National Capital Parks Commission, *Annual Report 1930*.
- National Capital Park and Planning Commission, *Washington, Past and Future*, 1950.
- Nathan Robert R. Associates, *Studies of the National Government in the Economy of the National Capital Region: International Activities 1974*, Washington, National Capital Planning Commission, 1978.

- NCPD, *Foreign Missions in the District of Columbia: Future Location Analysis*, Washington, octobre 2003.

B. National Capital Housing Authority (RG 302)

Les archives de la NCHA comprennent notamment des résultats d'enquêtes et inspections sur le logement, des données sur le logement social ainsi que des rapports (rapports annuels, rapports spécifiques).

- Annual Report for the fiscal year ended June 30, 1950, Washington, D.C., 1951
- Annual Report for the fiscal year ended June 30, 1951, Washington, D.C., 1952
- Annual Report for the fiscal year ended June 30, 1954, Washington, D.C., 1955
- Annual Report for the fiscal year ended June 30, 1956, Washington, D.C., 1957.

C. Records of Presidential Inaugural Committees (RG 274)

Les *Presidential Inaugural Committees* sont chargés d'organiser les événements liés aux cérémonies d'investiture présidentielles, parmi lesquels les réceptions, les bals d'investiture et la grande parade. Le premier a été créé en 1881.

1. Records of the 1949 Inaugural Committee (274.3)

Le comité inaugural de 1949 est créé par Harry Truman le 4 novembre 1948 et placé sous la présidence de Melvin D. Hildreth. Il est dissous le 30 juin 1949. Ses archives (HTL) contiennent les documents de préparation des célébrations, les éléments budgétaires, ainsi les archives des commissions responsables de l'organisation de chaque événement des cérémonies d'investiture : parade, bal, etc. Les archives contiennent également des souvenirs, des exemplaires de programmes, le tracé du défilé, ainsi que divers plans des lieux du défilé et des bals inauguraux.

2. Records of the 1953 Inaugural Committee 1952-54 (274.4)

Le comité inaugural de 1953, présidé par Joseph McGarraphy, est créé le 8 novembre 1952. Il sera dissout le 30 avril 1954. Les archives (Eisenhower Presidential Library) contiennent des éléments sur les préparatifs, les rapports finaux de chacune des sous-commissions créées au sein du comité, ainsi que des articles de presse, des programmes de la journée. Le plan du défilé, ainsi que des plans des chars décorés qui participèrent au défilé sont également disponibles.

3. Records of the Commission of Fine Arts (RG 66)

66.2.1 General records

- *Fine Arts Commission Report*, 1929.

66.2.2 Records relating to projects

66.3 Cartographic Records (General)

4. Records of the National Park Service (RG 79)

National Park Service, National Register of Historic Places :

- Registration Form, *L'Enfant Plan of the City of Washington*, District of Columbia, section 8, p. 1-3.
- Inventory, Nomination Form, *Civil War Monuments in Washington, DC*, 1978, 17 p. <http://pdfhost.focus.nps.gov/docs/NRHP/Text/78000257.pdf>
- Inventory, Nomination Form, *American Revolution Statuary in Washington D.C.*, National Park Service, 1978, p. 11-12.
- Inventory, Nomination Form, *Lincoln Memorial*, Washington, 1981.
- Inventory-Nomination, *Thomas Jefferson Memorial*, Washington, janvier 1981.
- "[Lincoln Memorial Drawings](#)", Washington, National Parks Service, 1993.
- Office of the Historic American Buildings Survey/Historic American Engineering Record (HABS/HAER), *Documentation of the Jefferson Memorial*, septembre 1994 (memory.loc.gov/pnp/habshaer/dc/dc0400/dc0473/sheet/00001a.tif, 4 février 2013)
- *District of Columbia Inventory of Historic Sites*, "National Register of Historic Places Inventory - Nomination Form", National Park Service (<http://pdfhost.focus.nps.gov/docs/NRHP/Text/73002073.pdf>, consulté le 28 avril 2010).
- RICHMAN Michael, *Survey of Public Sculpture in Washington, D.C.*, National Capital Region, National Park Service, 1978 (non publié).

5. Records of the Central Intelligence Agency (RG 263)

6. Records of the National Security Council (NSC) (RG 273)

- *National Security Act of 1947*
- NSC PLANNING BOARD, "U.S. Policy on Continental Defense", 14 juillet 1960, in BURR William (dir.), "Launch on Warning : The Development of U.S. Capabilities, 1959-1979", National Security Archive Electronic Briefing Book N°43, Avril 2001, <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB43>, consulté le 16 mars 2013.
- NSC, *Report NSC 68*, 14 avril 1950.
- NSC, "*Plan for Continuity of Essential Wartime Functions of the Executive Branch*", 25 janvier 1954, box 6, folder "NSC 159/4"

7. Records of the Office of Civil and Defense Mobilization, National Security Resources Board Files (RG 304)

- HOPLEY, R.J., "Remarks of Russell J. Hopley Before the First Army Advisory Committee," 26 mai 1948.
- HOPLEY, R.J., "Progress Report on Civil Defense Planning Under the NSRB, March 3, 1949–March 3, 1950" (Box 94, Folder E4-12).
- NSRB, *Civil Defense Planning Advisory Bulletin*, Document 121, Washington, octobre 1949.
- NSRB, *United States Civil Defense*, Executive Office of the President, Washington, GPO, 1950, 162 p.
- OCD, *Neighborhood in Action*, Washington, GPO, juin 1943, publication 3630.
- OCD, *A Planning Guide for Emergency Highway Control for States*, Transportation Bulletin 3, Washington, GPO, décembre 1943, publication 3063.
- OCD, *The U.S. Citizens Service Corps*, Washington, GPO, Novembre 1942, publication 3601.
- OFFICE OF CIVIL DEFENSE PLANNING, *Civil Defense for National Security*, Washington, 1^{er} octobre 1948.
- OFFICE OF THE SECRETARY OF DEFENSE, War Department Civil Defense Board, *A Study of Civil Defense*, Washington, GPO, 1948.

8. Records of the Atomic Energy Commission, Office of the Secretary General Correspondance (RG 326)

- AEC, "The City of Washington and an Atomic Bomb Attack," Novembre 1949 (Box 1, folder "Civilian Defense Program," Office File of Arthur M. Hill and John Steelman).

9. Records of the Government of the District of Columbia, Board of Commissioners General Files, (RG 351)

- Dorothy S. Provine, Preliminary inventory of the records of the government of the District of Columbia, record group 351, United States. Washington, National Archives and Records Service, General Services Administration, 1976.
- Board of Commissioners, "Statement of Basic Civil Defense Policy in the Event of Thermonuclear Attack on Metropolitan Washington", 28 avril 1955 (Box 229, folder 4-119).

D. Records of International Conferences, Commissions, and Expositions (RG 43)

- 43.2.1 - Records relating to the Panama Congress
- 43.2.7 - Records of the U.S. Delegations to the First-Tenth International Conferences of American States
- 43.2.8 - Records of the U.S. Delegations to the First and Second International Peace Conferences
- 43.2.37 Records of the U.S. Delegations to the first-third meetings of the Ministers of Foreign Affairs of the American Republics and to the successor fourth meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the American States
 - o *Report of the Secretary of State on the Second Meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the American Republics*, La Havane 21-30 juillet 1940, Department of State publication 1575, Conference Series 48, p. 71-72
 - o *Report on the Third Meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the American Republics*, Washington, Pan American Union, Congress and Conference Series No. 36, 1942, p. 50-53
- 43.2.40 - Records relating to the Inter-American Conference on Problems of War and Peace
- 43.2.41 - Records relating to the Inter-American Conference for the Maintenance of Continental Peace and Security
- 43.2.46 - Records of the Bureau of Inter-American Affairs, Department of State, relating to the Organization of American States (OAS)
- 43.3.7 - Records relating to the United Nations Monetary and Financial Conference (Bretton Woods Conference)
- *The Organization of American States*, Report Submitted by the Pan American Union to the 11th Inter-American Conference, Washington, DC, OAS, 1959, 243 p.

V. Le Bureau of Census : données démographiques et économiques

Parmi toutes les statistiques, celles sur la population sont parmi les plus aisées à rassembler. Les chiffres collectés au fil des ans par le *Census Bureau* fournissent des renseignements intéressants sur l'évolution de la population washingtonienne, en quantité comme en qualité.

<http://mapserver.lib.virginia.edu/> - *Historical Census Browser* - Ce site développé par l'University of Virginia s'est complété et amélioré au fil des ans. Il donne accès aux données de recensement décennal entre 1790 et 1960. Il est utile pour les comtés voisins de la capitale mais ne donne pas les chiffres du District.

Le site internet www.socialexplorer.com fournit, sur la base des données du recensement décennal, des cartes de densité et de structure de population, y compris Washington.

Sur le site de l'U.S. Census se trouvent une série de données publiées, accessibles sous forme de documents pdf à l'adresse suivante : <http://www.census.gov/population/www/censusdata/hiscendata.html>.

- [Historical Census Statistics on Population Totals By Race, 1790 to 1990, and By Hispanic Origin, 1970 to 1990](#) : tableaux indiquant le total d'habitants par origine (Population Division Working Paper No. 56).
- [Population of States and Counties of the United States: 1790 to 1990](#) : ce rapport indique le niveau de population des États et des comtés des États-Unis pour chaque recensement effectué entre 1790 et 1990.
- Population of the [100 Largest Cities and Other Urban Places: 1790 to 1990](#) : population dans les 100 plus grandes villes américaines entre 1790 et 1990 (Population Division Working Paper No. 27).
- [Historical Census Statistics on Population Totals by Race, 1790 to 1990, and By Hispanic Origin, 1970 to 1990, for Large Cities and Other Urban Places in the United States.](#) : origins de la population des grandes villes américaines pour chaque recensement entre 1790 et 1990 (Working Paper No. 76).
- Census Bureau, *Bureau of the Census catalog of publications, 1790-1972*, Washington, U.S. Dept. of Commerce, Social and Economic Statistics Administration, Bureau of the Census, for sale by the Supt. of Docs., U.S. Govt. Print. Off., 1974.
- Census Bureau, *United States Census, tenth to seventeenth, 1880-1950*.
- Census Bureau, *Population and housing inquiries in U.S. decennial censuses, 1790-1970*, Washington, U.S. Dept. of Commerce, Social and Economic Statistics Administration, Bureau of the Census, 1973.
- Census Bureau, *Census of Population*, 1940.
- Census Bureau, *Census of Population*, 1950.
- SCHULZE, Suzanne, *Population information in twentieth century census volumes, 1900-1940*, Phoenix, Oryx Press, 1985.
- SCHULZE, Suzanne, *Population information in twentieth century census volumes, 1950-1980*, Phoenix, Oryx Press, 1988.

VI. DCPL - Washingtoniana Division

A. Home Rule Committee Collection (1939-1961) – coll. 55

Ces archives contiennent les minutes des réunions du comité, de la correspondance, des témoignages exposés au Congrès, des publications, coupures de presse, documents concernant la législation locale, ainsi que des souvenirs des activités politiques du comité créé en 1953 pour exercer un lobbying fort en faveur de la *Home Rule*, à travers de multiples actions (manifestations...).

B. Statehood Commission Records (1941-1994) – coll. 48

Les archives de la commission comprennent de la correspondance, des rapports, des minutes de réunions, des témoignages tenus devant le Congrès, des coupures de journaux et communiqués de presse, ainsi que quelques cassettes vidéo et photographies. Tous ces documents s'intéressent aux activités de la *Statehood Commission* visant à éduquer le public sur le statut de Washington comme 51^e État potentiel et à expliquant les moyens d'y parvenir.

C. Harry S. Wender Papers (1930-1973) – coll. 9

Ces archives contiennent de la correspondance, des souvenirs, des propositions, des documents législatifs, ainsi que les minutes de réunions de plusieurs organisations dans lesquelles Harry Wender était impliqué et qui cherchaient à obtenir pour les Washingtoniens la *Home Rule* et le droit de vote.

D. League of Women Voters Records (1930-1982) – coll. 33

Créée après l'adoption du 19^e amendement pour éduquer les femmes sur le vote, l'antenne washingtonienne de la *League* lia vite son action à l'exigence de la *Home Rule*, prenant même comme nom "*The Voteless District of Columbia League of Women Voters*". L'organisation agit également pour la protection de l'enfance, la législation sur le travail des enfants, le système scolaire washingtonien, ou encore les droits civiques (déségrégation des écoles, lois anti-discrimination pour l'emploi et le logement...).

La collection contient des coupures de presse et les dossiers constitués sur les diverses activités de la *League*. Les sujets abordés dans ces dossiers concernent principalement la politique locale de la capitale, mais également quelques sujets de portée nationale et internationale. Les archives sont divisées en deux séries (*Series I : Topical files*, *Series II : Clippings*). Mais les coupures de presse ne concernent que les années 1960 et 1980. Nous nous intéresserons donc seulement à la première série.

Series I : Topical Files (1930-1979)

Cette série rassemble diverses sources sur de nombreux sujets intéressant la *League* : de la correspondance, des rapports, des propositions, des bulletins d'information et des programmes. La série contient aussi des dossiers sur les activités de la *League*, dont des rapports adressés à la *National League* et des informations sur le *League's Speakers Bureau*. La collection est organisée en séries et sous-séries, elles-mêmes subdivisées thématiquement.

Subseries 1 : Pre-1960 files (1930-1960)

- Box 1 : All Day School thru Anti-discrimination
- Box 2 : Benefits thru Congressional roll calls
- Box 3 : Consumers' League thru Fiscal policy : U.S.
- Box 4 : Finances, 1930-1940 thru International relations, U.N.
- Box 5 : Juvenile court thru Liberties
- Box 6 : Leadership training thru LWV National Council
- Box 7 : National program, reports to NLWV, 1938-1961
- Box 8 : Office activities thru Publicity
- Box 9 : Public relations thru Publications

- Box 10 : Recreation thru Urban planning and housing
- Box 11 : Urban renewal thru welfare

E. Urbanisme

- *D.C. building permits*
- DCPL, Permit Index: 1877-1958. Permits: 1877-1906; 1 July 1915 – 1930
- DC Redevelopment Land Agency, *Annual Report*, Washington, D.C., n.p., 1951-1972, 1981-1982, 1984.
- Harland Bartholomew & Associates. *Redevelopment Plans for the Southwest Survey Area in the District of Columbia. Prepared under the direction of the National Capital Park and Planning Commission for the District of Columbia Redevelopment Land Agency*. St. Louis, n.p., May 1952.
- NCPPC, *Urban Renewal Plan, Southwest Urban Renewal Project Area C: A Report of Existing Conditions and a Plan for Urban Renewal. Adopted on April 5, 1956 by the National Capital Planning Commission*. City Museum.

1. Papers of Sarah E. Ellis (1945-1979) (DCPL, coll. 19)

Ces archives contiennent de la correspondance, des minutes de réunions, des rapports, des coupures de presse et diverses publications. La grande majorité de ces documents concernent le combat de Sarah Ellis pour éviter le déplacement de commerce pendant l'*urban renewal* des années 1960 dans *southwest Washington*. Ces archives nous fournissent donc des indications intéressantes sur l'*urban renewal*.

2. Papers of Albert J. Headley (1945-1978) – DCPL, coll. 35

Cette collection contient des rapports, des bulletins d'information, des résolutions, des articles et des brochures rassemblés par Albert Headley. La plupart concernent le redéveloppement urbain du *Southwest Washington*.

- DC Board of Commissioners, *State of the Nation's Capital: A Report to the Congress from The Board of Commissioners of the District of Columbia*, Washington, n.p., février 1960.
- DC Board of Commissioners, *State of the Nation's Capital: A Report to the Congress from The Board of Commissioners of the District of Columbia*, Washington, n.p., January 1962.
- DC Redevelopment Land Agency, "The Architecture of the Southwest Urban Renewal Area, Washington, D.C.", Memo.
- McLaughlin, Robert E., "Opening Statement", In Government of the District of Columbia. "Public Hearing: Revision of Redevelopment Plan for Southwest Project Area B", 17 Juillet 1959.
- United States Congress, *D.C. Redevelopment Act*, 1945.
- NCPPC, "Specifications", *Redevelopment Plan for Southwest Redevelopment Project Area B. Washington*, n.p., Mai 1959.
- US Urban Renewal Administration and US Housing and Home Finance Agency, *20 Questions & Answers on Urban Renewal*, Washington, GPO, février 1963.

F. Logement

Baist Real Estate Atlases (1903-1968) - DCPL

Les atlas immobiliers Baist ont été microfilmés par la LOC. Ces microfilms sont accessibles non seulement à la LOC mais aussi à la DCPL et à la HSW. La DCPL et l'HSW disposent de plus de versions papier originales des atlas pour certaines années. Sur ces atlas, Washington est divisée en quatre zones (v1, v2, v3, v4) :

v.1 (1903 – 1965) - DCPL, HSW (1903, 1909, 1913, 1919, 1924, 1932, 1939, 1948, 1957)

v.2 (1903 – 1967) - DCPL, HSW (1903, 1909, 1913, 1919, 1928, 1938, 1946, 1956)

v.3 (1903 – 1968) - DCPL, HSW (1903, 1907, 1909, 1913, 1919, 1925, 1931, 1937, 1945, 1954)

v.4 (1907 – 1959) - DCPL, HSW (1907, 1913, 1919/21, 1927, 1936, 1943, 1950, 1959)

VII. Archives et rapports d'associations, entreprises et organisations

Les archives d'associations, organisation et entreprises de Washington sont relativement nombreuses pour les années 1945-55. Elles donnent des informations utiles sur la vie associative de la capitale, le type d'activités entreprises par les multiples associations de Washington. Les rapports sont pour leur part très intéressants aussi, car ils sont le plus souvent des études sur des questions d'intérêt général et fournissent donc des données sur des aspects précis de la ville, ses problèmes et son fonctionnement à un moment donné.

A. Rapports et archives d'agences et de comités locaux

- *American Council on Education, Its history and Activities.*
- Citizen's Committee on Race Relations, *Second Annual Report*, 1945.
- Dumbarton Oaks Research Library and Collection, Harvard University, *Bulletin Number One, 1940-1950*
- Family and Child Services of Washington, D.C.
- *Forty Years of Achievement: Commemorating the Fortieth Anniversary of the Establishment of the National Commission of Fine Arts, 1910-1950.*
- Health and Welfare Council of the National Capital Area
- Washington Council of Social Agencies. *Records*, 1938-1948.
- HSW - Les archives de ce conseil sont principalement des rapports et de la correspondance.
- Washington Urban League
Créée en 1938, la *Greater Washington Urban League* est affiliée à la *National Urban League*. Elle s'occupe aussi bien de problèmes économiques que sociaux.

B. Washington Board of Trade (GWU, coll. MS2029)

Greater Washington Board of Trade records, Special Collections Research Center, The George Washington University (<http://library.gwu.edu/ead/ms2029.xml>)

Créé en 1889, le *Greater Washington Board of Trade* est le plus grand réseau régional de chefs d'entreprises et présidents d'associations, et le seul groupe représentant le secteur industriel. Actuellement, les 1350 entreprises membres du *Board of Trade* emploient 40 % de la main d'œuvre du secteur privé dans la région de Washington. Les archives sont rassemblées

1. MS2029 Series 2: Annual reports, annual and monthly meetings, 1890-1979

- Annual Report of the President - Thornton Owen, 04/24/1950 (Box 6-F11)
- Annual Report of the President - Thomas Groom, 1951 (Box 6-F12)
- Annual Report of the President - E. D. Merrill, 1953 (Box 6-F13)

2. MS2029 Series 3: Board of Directors and Executive Committee, 1889-1979

- Board of Directors Executive Committee - members, offices list, 1949-1950 (Box 23-24)
- Board of Directors Executive Committee 1952 (Box 26)
- Board of Directors Executive Committee 1953 (Box 27)
- Board of Directors Executive Committee 1954 (Box 28)
- Board of Directors Executive Committee 1955 (Box 29)

3. MS2029 Series 4: Presidents' and Executive Vice Presidents' papers, 1946-1980

- William H. Press-Correspondence 1946-1952 (Box 58-59)

4. MS2029 Series 6: Board of Trade, general, 1922-1980

- Audit reports (1945-1955), Box 76-77.

5. MS2029 Series 7: Committees, 1891-1979

- American Ideals Committee (1945-1955), Box 82.
- Architecture (1944-54), Box 82
- Auditorium and Stadium Committee (1945-56, Box 82)
- Aviation Committee (1945-55), Box 82.
- Business Interests Committee (1952-54), Box 84.
- City Planning Committee (1947-1948), Box 84.
- ➔ "Washington Trends," *Washington Board of Trade News*, Board of Trade City Planning Committee, Washington, May 1947.
- Congressional Relations Committee (1945-1955), Box 84.
- Cultural Development Committee (1944-1955), Box 84.
- D.C. Form of Government Committee (1947-1949), Box 84.
- Economic Development Committee (1950-55), Box 85.
- Education Committee (1946-55), Box 86.
- Greater National Capital Committee: Audit Reports 1945-54 (Box 90)
- Highways Committee (1945-51), Box 91.
- Military and Naval Affairs (1945-55), Box 106.
- Postwar Planning Committee, 1945-49, Box 111
 - o Report "Population & Business Prospects for Metropolitan Washington", 1944.
 - o "Postwar Plans of Metropolitan Washington Residents", 1945
 - o Booklet "People, Jobs, Homes", 1946
 - o Report of the Metropolitan Development Committee on Postwar Planning, 1949
- Public Protection Committee, 1949-1956 (Box 112)
- Traffic Committee, 1945-1953 (Box 113)

6. MS2029 Series 9: Publications and public statements, 1895-1983

- Rufus Lusk, *A Survey of Washington and its Environs*, 1930 (Box 193)
- Brochure Against Kefauver Bill, 1950 (Box 193).

7. MS2029 Series 13: Housing issues, 1930-1985

8. MS2029 Series 15: Transportation issues, 1939-1986

9. MS2029 Series 16: Employment issues, 1950-1981

10. MS2029 Series 17: District of Columbia Government, 1906-1983

- DC Committee of the Congress hearings on Home Rule 1921-1949, undated (Box 358)
- "The Need for National Representation for the District of Columbia", 02/28/1951 (Box 358)
- Home Rule and Reorganization for the District of Columbia, 02/20/1951-03/05/1951 (Box 358)
- Hearing-S. 1976, 03/17/1952-04/01/1952 (Box 358)
- Hearing, 02/20/1951-03/05/1951 (Box 358)
- DC Committee hearings on Home Rule 1951-1973, undated (Box 359)
- S. 1968 and H.R. 4902, 1948 (Box 359)
- H.R. 28, H.R. 2505, H.R. 4981, and S. 1527, 1949 (Box 359)
- Reorganization and Home Rule for D.C., 1947 (Box 359)
- Reorganization and Home Rule for D.C., 1949 (Box 359)
- S.J. Res. 35, 1949 (Box 359)
- S.J. Res. 9, 1945 (Box 359)
- National Representation and Home Rule 1878-1950 - Various clippings from 1929-1950, clippings of newspaper articles, cartoons - Citizens' Joint Committee material, undated (Box 362)
- Citizens' Joint Committee on National Representation, 1945-47 (Box 362)
- Plebiscite, 1946 (Box 362)
- National Representation and DC Form of Government Committee (merger year)-lists, 1949-1955 (Box 362)
- Brochure on the Kefauver bill, published by the BOT, 1950 (Box 362)
- Citizen's Joint Committee-National Representation, 1951 (Box 363)
- National Representation and DC Form of Government Committee, 1951-52 (Box 363)
- BOT Home Rule Survey, 02/1952 (Box 363)
- BOT survey, questionnaire, 1953 (Box 363)
- Citizens Joint Committee on National Representation, 1954 (Box 364)
- History of Constitutional Amendments' Proposals, 1954 (Box 364)
- DC Government Reorganization Survey, 1955 (Box 364)
- Information on S. 669 (Senate Bill), 1955 (Box 364)
- DC Government Reorganization Survey-Replies, 1955 (Box 364)
- Report on the Reorganization of the Government of the District of Columbia, 1955
- History-"Brief History of the Washington Board of Trade's Efforts to Secure . . .", 1957

C. Clubs, associations et organisations

Les archives de toutes ces associations washingtoniennes sont intéressantes à plus d'un titre. Elles permettent d'une part de se rendre compte de l'activité associative qui régnait à Washington dans

l'après-Seconde Guerre mondiale. Mais les questions soulevées par certaines de ces associations donnent aussi une idée des problèmes de la capitale durant ces années et des enjeux ressentis par les Washingtoniens.

1. American Association of University Women, D.C. Branch, Records (1884-1997)

HSW, Special collections register, MS 540

L'*Association of Collegiate Alumni* (ACA) fut créée en 1882 à Boston par des diplômées de huit universités différentes. Elle fournissait aux diplômées des universités accréditées un club au sein duquel elles avaient la possibilité de mettre leur expertise en pratique sur divers sujets d'actualité. Le premier groupe admis au sein de l'ACA, le 25 octobre 1884, fut l'antenne de Washington.

Container 2 - Series II: American Association of University Women Records (1922-1997)

- Sub-series C: Constitution and Minutes, 1921-1996
- Folder 52: Minutes, 1946 – mars 1948, au sujet de la controverse raciale.
- Folder 53: Minutes, avril 1948-1949, au sujet de la controverse raciale.
- Folder 54: Minutes, 1947 – 1955, minutes des réunions du bureau.
- Folder 55: Documents juridiques, 1948-1949, affaire *AAUW vs. The Washington Branch*.
- Folder 56: Minutes, 1946.
- Folder 57: Minutes, janvier 1947-avril 1947.
- Folder 58: Minutes, avril 1947-décembre 1947.
- Folder 59: Minutes, janvier 1948-mars 1948.
- Folder 60: Minutes, avril 1948-juillet 1948.
- Folder 61: Minutes, août 1948-décembre 1948.
- Folder 62: Minutes, janvier 1949-mai 1949.
- Folder 63: Minutes, juin 1949-décembre 1949.
- Folder 64: Minutes, 1950.
- Folder 65: *Property book*, 1946-1949.

Container 3

- Sub-series E: Publications, 1948-1997
- Folder 77: "*Bulletin*," 1947-1949.
- Folder 78: *Newsletters*, 1950-avril 1952.
- Folder 79: *Newsletters*, mai 1952-1953.
- Folder 89: Publications, 1946-1973, dont des publications reçues par l'AAUW.
- Folder 90: Publications, 1947-1958, dont des pamphlets sur les lois locales, des informations publiées par la section washingtonienne de l'AAUW sur le statut des femmes.
- Sub-series F: Membership Lists, 1919-1997
- Folder 95: Annuaire (1919-1997), liste des membres de l'association et du bureau.
- Folder 97: *Yearbooks*, 1938-1955.
- Folder 98: Liste des démissions de la section washingtonienne (1949-1950), surtout en raison de la controverse raciale.
- Sub-series G: Photographs and Memorabilia
- Folder 104: *Scrapbook*, 1946-1949, coupures de presse concernant la question raciale.
- Folder 107: Photographies en noir et blanc d'événements organisés par l'AAUW (1926, années 1950 et 1960).

- Folder 108: Photographies des années 1950
- Folder 109: Photographies en noir et blanc d'événements organisés par l'AAUW (années 1950 et 1960).
- Folder 118: Coupures de presse (1945-1949)
- Folder 119: Coupures de presse (1950-1955).

2. Federal Club (Washington, D.C.) Records (1947-1953) - HSW

Club politique pour des personnes impliquées dans la politique locale ou nationale. Les archives contiennent des documents juridiques (1947), des registres des membres (1950, 1953) et un bulletin émis par le club (1952).

3. Historic Mount Pleasant, Inc. Records (1926-1986) - HSW

Cette organisation s'engagea pour la protection du patrimoine architectural du quartier *Mount Pleasant* de Washington. Les archives contiennent des coupures de presse, essais, rapports, cartes, plans et des études sur le quartier *Mount Pleasant*. On y trouve également des photocopies d'articles de journaux, des programmes et des photographies. Des documents concernant la création et les activités de la *Mount Pleasant Advisory Neighborhood Commission* sont également disponibles.

4. Jewish Community Council of Greater Washington Records, (1938-1988) - GWU

Outre le fait qu'elles couvrent les années 1945-55, les archives du *Jewish Community Council* sont particulièrement intéressantes pour les dossiers qu'elles contiennent sur de nombreux sujets de débats politiques et sociaux à Washington au cours de cette période.

SERIES I: Administrative Files

Sub-Series: Delegate Assembly

Box 1 (F2-F5 : Delegate Assembly Records, 1944-1953)

Box 3 (F6-F19 : Executive Committee Records, 1945-1952)

SERIES II: Committees, Task Forces, Working Groups, etc.

Sub-Series: Intergroup Relations

Box 17 - F1. Desegregation of Washington Public Schools, 1952

Sub-Series: Urban Affairs/Social Action

Box 28

- F4. D.C. Home Rule Legislation, 1951-1963
- F13. D.C. Teachers Colleges - Merger of Wilson and Miner Teachers' Colleges, 1950-1952

SERIES III: Other Constituent Organizations

Box 72 - F11. American Friends of Service Committee Seminars - Public School Integration, 1953-1954

Box 75 :

- F7. Black-Jewish Relations - Religion and Race, 1949-1962
- F8. Black-Jewish Relations - Urban Crisis and Racial Violence, 1951-1964

Box 82

- F10. Federal Communications Commission - Richards Case, 1949-1951
- F11. Fraternities - Discriminatory Practices, 1949-1953
- F15. Freedom Train, 1947-1948

Box 87

- F5. Jewish Occupational Distribution, 1947
- F18. Jewish Population - Washington DC Jewish Population Survey, 1948-1950
- F19. Jewish Population - Washington DC Jewish Population Survey, Correspondence, 1956-1959
- F20. Jewish Population - Washington DC Jewish Population Survey, Correspondence, Reports, 1963-1969

Box 88

- F1. Jewish Population - Washington DC Jewish Population Survey Report, 1957
- F2. Jewish Population - Washington DC Jewish Population Survey Reviews, 1958-1960

Box 90

- F15. Race Labeling in Newspaper Articles, 1950-1955
- F18-F20 : Restrictive Covenants, 1940, 1946-1949

Box 91

- F1-F3 : Restrictive Covenants, 1950-1962
- F5. Sesquicentennial Observance - Washington DC 150th Anniversary, 1950

Box 92

- F9. Washington, D.C. Council of Social Agencies - "The Social Survey : Race Relations," 1946
- F10. Washington, D.C. Council of Social Agencies - "The Social Survey : Religious Relations," 1946

5. Kenilworth Citizens' Association Records (1908-1946) (HSW)

Divers documents d'archives sont disponibles sur cette association, en plus des minutes des réunions. De 1908 à 1915, l'association était connue sous le nom de *Benning Citizens' Association*, puis elle fut la *Benning and Kenilworth Citizens' Association* jusqu'en 1919.

6. Newcomers Club (Washington, D.C.) Records (1937-1946) (HSW)

Les archives de ce club réservé aux hommes contiennent les minutes des réunions. Il y est notamment question de discours donnés lors de dîners par des orateurs locaux sur divers sujets politiques, économiques, sociaux et culturels.

7. Twentieth Century Club Records (1909-1999) (DCPL, collection 56)

Ce club créé en 1890 est une organisation philanthropique gérée par des femmes. Les archives comprennent des *yearbooks*, des bulletins, des programmes, des documents sur l'histoire de l'association, des registres de membres, ainsi que diverses lettres.

8. Women's City Club Records (1919-1982), Women's City Club Collection (1953-1984) (DCPL, coll. 32 et 49)

Ces deux clubs s'impliquèrent sur des questions politiques, sociales et culturelles comme l'abolition de la peine de mort, la *Home Rule* pour Washington, ou le droit de vote des femmes. Les archives contiennent des comptes-rendus de réunions du bureau, de la correspondance, des coupures de presse, des programmes, des registres de membres, des photographies et des bilans financiers du club.

D. Associations de quartier

1. Adams-Morgan Community Council Records (1946-1964) (DCPL, coll. 11)

Les archives contiennent de la correspondance, les minutes des réunions, des annonces faites par l'organisation, des documents concernant le budget... Les sujets couverts par ces documents sont divers : ils incluent la discrimination raciale au logement à Washington, *Holiday House*, ou encore une colonie de vacances organisée par le *Council*.

2. Chillum Heights Citizens Association Records (1929-1989) (DCPL coll 42)

Cette association fut créée en 1894 sous le nom de *Citizens Association of Rock Creek Church Road*. Les archives contiennent de la correspondance, les minutes des réunions, la liste des membres, plusieurs rapports, des documents sur les finances de l'organisation, des dossiers sur divers sujets traités par l'association, ainsi que des bulletins d'information.

3. Dupont Circle Citizens' Association Records (1925-1997) (HSW)

Cette association fut créée en 1922 pour défendre les intérêts du quartier de *Dupont Circle*. Les archives contiennent de la correspondance, des bulletins d'information, les comptes-rendus des réunions, les rapports des comités, les bilans financiers, les annuaires, divers posters et programmes, des coupures de journaux, livrets, cartes et photographies. Les sujets de ces documents sont très variés : éducation, environnement, logement, justice et législation, sécurité publique, service public, rues, parcs et circulation, impôts, transports et la question du zonage de la ville.

VIII. Outils juridiques et législatifs

Les documents juridiques et législatifs sont un bon complément aux rapports et archives du Congrès. Ils rendent compte (en général annuellement) des changements du statut et des réglementations de la ville de Washington au fil des ans et donnent ce faisant un aperçu des questions préoccupant le législateur pendant la période qui nous intéresse.

- Code of laws of the District of Columbia (D.C. Code), 1929, 1951
- District of Columbia Official Code 2003
<http://dcode.westgroup.com/home/dccodes/default.wl>

Mis en ligne par West Group, le D.C. Code actuel comprend une section historique, qui reprend l'évolution du statut de Washington. Il est donc intéressant d'y jeter un coup d'oeil.

- District of Columbia Municipal Regulations - DCMR § (year)

C'est une compilation de tous les règlements et lois valides dans la capitale, des décisions du Conseil et d'autres documents à caractère légal qui ne sont pas inclus dans le D.C. Code.

- District of Columbia Register - D.C. Reg. (year)

Publié de manière hebdomadaire, le District of Columbia Register est le supplément temporaire au DCMR.

- District of Columbia Rules and Regulations - DCRR § (year)
- Daily Washington Law Reporter - Daily Wash. L. Rptr. (date)

Créé en 1874, le *Daily Washington Law Reporter* est un quotidien à destination de la communauté juridique de Washington.

IX. Presse

Au début de ces recherches, la presse locale des années 1945-55 était d'accès difficile depuis Paris. La plupart des journaux utiles étaient disponibles à la LOC et à la DCPL. Le *Washington Post* est bien entendu conservé par de nombreuses autres institutions. On en trouve ainsi des versions microfilmées aux universités de Harvard et Yale. À Paris, la BDIC dispose d'une collection très lacunaire pour la fin des années 1940 et n'a rien pour le début des années 1950. Un accès aux articles numérisés du *Washington Post* et du *New York Times* était également disponible à la bibliothèque des Archives nationales.

Depuis, l'accès fourni par la base de données *Proquest – historical newspapers* permet d'avoir accès à de nombreux titres, parmi lesquels le *Washington Post*, le *New York Times*, le *Chicago Tribune*. Google fournit également un accès à des articles numérisés et permet un accès à l'*Afro-American* ainsi qu'à de nombreux titres de la presse locale de tout le pays. Nous avons ainsi pu accéder aux quotidiens suivants :

- *The Atlanta Daily World*
- *The Baltimore Afro-American*
- *The Baltimore Sun*
- *The Boston Globe*
- *The Chicago Daily Tribune*

- *The Chicago Defender*
- *The Deseret News*
- *The Edmonton Journal*
- *The Evening Standard*
- *The Georgetown Courier*
- *The Kokomo Tribune*
- *The los angeles examiner*
- *The Milwaukee Sentinel*
- *The New York Amsterdam News*
- *The New York Times*
- *The New York Tribune*
- *The Patriot*
- *The Pittsburgh Courier*
- *The Pittsburgh Gazette*
- *The Pittsburgh Press*
- *The Public Ledger*
- *The Saint Louis Dispatch*
- *The Sarasota Herald-Tribune*
- *The Spokane Daily Chronicle*
- *The Sunday Star*
- *The Tuscaloosa News*
- *The Washington Afro-American*
- *The Washington Daily News*
- *The Washington Evening Star*
- *The Washington Herald*
- *The Washington Post (WP)*
- *The Washington Post and Times Herald*
- *The Washington Star*
- *The Washington Sunday Star*
- *The Washington Times*

Certains titres restent en revanche seulement accessibles en bibliothèques

- Evening Star* (devenu le *Washington Star News*)
DCPL, 16 décembre 1852 – 17 juillet 1973 (indexé)
LOC, 1852 – 1981, [2137 reels]
- Metropolitan Washington Board of Trade News*
DCPL, octobre 1946 – septembre 1984
- Stars and Stripes*
LOC, 1877 – 1979 [57 reels]; 1984 [5 reels]
- Sunday Star*
HSW, 1928-1952 (articles de John Clagett Proctor)
- United States Journal*
LOC, 1947 [1 reel]
- Washington Afro-American*
DCPL, 1893 - 1964
LOC, 1946- 1964 [19 reels]

- Washington Daily News*
DCPL, 8 novembre 1921 - 12 juillet 1972
LOC, 1921- 1972 [416 reels]
- Washington Examiner*
LOC, 1947- 1969 [2 reels]
- Washington Post*
DCPL, Harvard, Yale, 6 décembre 1877 -...
LOC, 1877 – ... [2217 reels]
- Washington Journal*
LOC, 1888- 1984 [59 reels]
- Washington Times-Herald*
DCPL, 1^{er} février 1939 - 17 mars 1954
LOC, 1939 – 1954 [198 reels]

X. Archives personnelles

A. Truman Library

1. Milton Katz Papers (1921-1995) - Historical Reports on War Administration File, 1946-1947

L'*Historical Reports on War Administration File* contient des rapports sur les activités du *War Production Board* et des agences qui l'ont précédé au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ces rapports historiques ont été diffusés en 1946 et 1947 par la *Civilian Production Administration*.

Box 39

- Copper Policies of the War Production Board and Predecessor Agencies, May 1940 to November 1945
- Development of the Reconversion Policies of the War Production Board, April 1943 to January 1945
- Dollar-A-Year and Without Compensation Personnel Policies of the War Production Board and Predecessor Agencies, August 1939 to November 1945

Box 40

- Field Organization and Administration of the War Production Board and Predecessor Agencies, May 1940 to November 1945
- Import Policies and Programs of the War Production Board and Predecessor Agencies, May 1940 to November 1945
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part I
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part II
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part III, Chapters 1-5
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part III, Chapters 6-14
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part IV

- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part V

Box 41

- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies--Volume I, Part VI
- Industrial Mobilization for War: History of the War Production Board and Predecessor Agencies, Conclusion of
- Industry and Labor Advisory Committees in the National Defense Advisory Commission and the Office of Production Management, May 1940 to January 1942
- Labor Policies of the National Defense Advisory Commission and the Office of Production Management, May 1940 to April 1942
- Minutes of the Council of the Office of Production Management
- Minutes of the Supply Priorities and Allocations Board
- Policies Governing Private Financing of Emergency Facilities, May 1940 to June 1942
- Pulp and Paper Policies of the War Production Board and Predecessor Agencies, May 1940 to January 1944
- Role of the Office of Civilian Requirements in the Office of Production Management and War Production Board, January 1941 to November 1945

Box 42

- Rubber Policies of the National Defense Advisory Commission and the Office of Production Management, May 1940 to December 1941
- Shipbuilding Activities of the National Defense Advisory Commission and Office of Production Management, July 1940 to December 1941
- Shipbuilding Policies of the War Production Board, January 1942 to November 1945
- Truck Production and Distribution Policies of the War Production Board and Predecessor Agencies, July 1940 to December 1944

B. Howard University - Moorland-Spingarn Research Center

1. Carter, Art Papers (1932-1988)

Journaliste, journaliste sportif et rédacteur en chef d'*Afro-American Newspapers*. Ses archives contiennent des documents relatifs à l'*Afro-American Newspapers*, d'autres concernant le baseball afro-américain, la presse afro-américaine et des organisations desquelles Art Carter était membre. On y trouve également des dossiers sur le sport, des programmes, des tickets, des photographies. Des documents sur les activités d'Art Carter au journal *Washington Afro-American*, au *Capital Press Club* et au sein de la *National Newspaper Publishers Association*.

2. Frazier, E. Franklin Papers (1908-1972)

Sociologue, éducateur, auteur et directeur du département de sociologie de *Howard University*. Les archives comprennent des documents personnels et familiaux, de la correspondance, des écrits de Franklin Frazier, des dossiers constitués pour ses recherches, des photographies, des albums et des dossiers sur divers sujets (la famille afro-américaine, la jeunesse afro-américaine, les relations raciales, les enjeux sociaux à Harlem et Washington).

3. Johnson, Mordecai W. Papers (1913-1976)

Pasteur, éducateur et président de *Howard University* de 1926 à 1960. Ses archives comprennent des documents personnels et familiaux, de la correspondance, des documents relatifs à son mandat de trois ans comme membre du *District of Columbia Board of Education*. On y trouve également des documents d'organisations desquelles Mordecai Johnson était membre, des documents financiers, des photographies et des archives concernant ses activités de pasteur et de partisan des droits civiques. Les archives contiennent également des documents sur le travail de Mordecai Johnson comme secrétaire de l'*International Committee of the YMCA* et le développement de YMCAs noires aux États-Unis, à commencer par l'*Andrew Bowen YMCA* de Washington.

4. Locke, Alain L. Papers (1841-1954 -bulk 1898-1954)

Enseignant, philosophe, auteur et critique. Les archives contiennent des écrits (discours, cours, livres, critiques), des notes concernant son engagement en faveur des arts et lettres afro-américains et africains, de la correspondance, des archives familiales, des documents financiers et des photographies. Certains documents concernant l'implication d'Alain Locke dans la communauté de *Howard University*.

5. Mary Church Terrell Papers

Committee's Memorandum, MCTP, 7 janvier 1952, Box 102-12, Folder 230, MSC.

C. Historical Society of Washington, D.C.

1. Divers

a) Chase, Nannie Papers (1941-1962) – HSW, MS-341

Secrétaire. Les archives contiennent principalement des documents concernant des événements mondains (listes d'invités...) organisés par Nannie Chase quand elle travaillait pour Evalyn Walsh McLean (1941-1947).

b) Grass, William Henry Collection (1890-1974)

Habitant de Washington. Les archives contiennent de la correspondance, des coupures de presse, des photographies et d'autres documents concernant les centres d'intérêt de William Grass (la *German Orphan Home*, *Christian Heurich mansion*, *Phi Mu Sigma fraternity* et le *Washington Canoe Club*). Elles comprennent également des comptes-rendus de réunions, des contrats, des rapports, des informations sur la construction et l'équipement de la *Christian and Eleonora Ruppert Home for the Aged and Indigent Residents of the District of Columbia* et des documents sur le personnel et les activités de l'organisme.

c) Meyer, Sylvia Papers (1901-1995)

Harpiste de Washington. Comme celles d'Emerson Meyers, ces archives donnent un aperçu de la vie culturelle washingtonienne. Elles contiennent des documents familiaux, des informations biographiques, de la correspondance, des photographies, des programmes et des critiques de spectacles. Il y est question de la carrière de Sylvia Meyer au sein du *National Symphony Orchestra* et de son rôle sur la scène musicale de Washington. On y trouve également des données sur l'histoire du *National Symphony Orchestra*, celle du National Gallery Orchestra, sur les programmes de solistes et de musique de chambre à Washington des années 1930 aux années 1970 et du rôle des femmes comme interprètes, professeurs et spectatrices.

2. Politique

a) Colladay, Edward Francis Papers (1916-1962)

Avocat washingtonien partisan des droits civiques. Le matériel biographique comprend de nombreuses lettres (Dwight D. Eisenhower, Herbert Hoover, Henry Cabot Lodge, George Mellon, John Pershing, Franklin D. Roosevelt, Robert Taft, Harry Truman, Earl Warren...), des souvenirs de prestation de serment de présidents et autres événements politiques, ainsi que des photographies. Des documents concernant les activités d'Edward Colladay au sein du Parti républicain sont aussi disponibles.

3. Afro-Américains

a) Brotherhood of Sleeping Car Porters, Washington Division, Papers (1944-1949)

Ce syndicat fut créé secrètement en 1925 pour aider les Afro-Américains employés à la *George Pullman Company of Chicago* à obtenir des salaires équitables, une meilleure sécurité de l'emploi et de meilleures conditions de travail. Bien que le siège national du syndicat soit implanté à New York, la *Washington Division* joua un rôle très important dans ses activités. Les archives contiennent des reçus du siège national pour les années 1944-47, les polices d'assurances de la *Washington Division*, ou encore des autocollants portant divers slogans ("*Make FEPC Permanent*", "*We are Loyal Americans Too*"...)

b) Coordinating Committee for the Enforcement of the D.C. Anti-Discrimination Laws (1949-1954)

Ce comité fut créé en 1949 sous l'impulsion de Mary Church Terrell et Anna Stein pour lutter contre la ségrégation à Washington. Il déclencha une procédure judiciaire et lança parallèlement des opérations de boycott et des manifestations pour faire entendre sa voix. Les archives sont regroupées en trois catégories :

- Une biographie de Mary Church Terrell et un hommage qui lui fut rendu ainsi qu'à Anna Stein.
- Documents de tribunal liés à la plainte déposée par le comité contre un restaurant et copies de projets de loi du Congrès de cette époque en faveur des droits civiques.

- Documents liés aux activités du comité : correspondance, minutes des réunions, liste des participants aux réunions, tracts encourageants aux boycotts et manifestations (en particulier *Hecht's Kresge's* et *Murphy's*).

c) *Hayes, George Edward Chalmers Papers (1922-1956 -bulk 1947-1956)*

Avocat washingtonien partisan des droits civiques. Les archives contiennent de la correspondance, des documents juridiques, des coupures de presse, divers programmes et rapports, des souvenirs ainsi que des photographies concernant la déségrégation des écoles, les libertés civiques et des affaires de discrimination. Les archives fournissent également des documents relatifs à plusieurs affaires qui menèrent à l'arrêt *Brown v. Board of Education of Topeka* de la Cour Suprême, dont l'affaire *Bolling v. Sharpe*. Des documents sont aussi accessibles concernant la plainte d'Annie Lee Moss contre Joseph McCarthy et sur divers autres sujets : le travail de George Hayes à la *Public Utilities Commission of the District of Columbia*, les activités du *House Un-American Activities Committee*, *Howard University*, la fraternité *Kappa Alpha Psi*, le *Miner Teachers College*, la NAACP et le *James Ormond Wilson Teachers College*.

D. Library of Congress

1. Mary Church Terrel Papers (MCTP) - 1851-1962

Finding aid : <http://memory.loc.gov/service/mss/eadxmlmss/eadpdfmss/2009/ms009311.pdf>

Cette collection contient environ 13 000 éléments regroupés dans 51 boîtes. Elle comprend 34 bobines de microfilms. Elle comprend notamment des données intéressantes sur la question de la déségrégation en général et de celle des restaurants et des cinémas en particulier. Elle est organisée en huit séries dont trois sont particulièrement utiles : le *subject file (1884-1962)*, le *speeches and writings (1866-1953)* et le *correspondence (1886-1954)*.

- Ressources en ligne : <http://www.loc.gov/rr/program/bib/terrell/>
- Box 20 : Commission on Interracial Relations, minutes, Washington, 1953; Coordinating Committee for the Enforcement of the D.C. Anti-Discrimination Laws, Washington, 1949-1954
- Box 22 : League of Women Voters, D.C. (1948-1954)
- Terrell's Radio Broadcast WOOK 6 avril 1954, MCTP, Container 20, Reel 14.

2. Eugene Meyer Papers

Manuscript Collection, Box 86 : « Report of Committee on Site, » International Monetary Fund – Selected Documents, Board of Governors Inaugural Meeting, Savannah, Georgia, March 8-18, 1946.

XI. Cartes

Les cartes anciennes sur Washington et sa région sont principalement concentrées dans deux endroits : la LOC et la *Washingtoniana Division* de la DCPL. Des cartes intéressantes se trouvent également à la salle « Maryland » de la bibliothèque Enoch Pratt de Baltimore.

Les cartes publiées par l'*U.S. Geological Survey* (USGS) sont particulièrement intéressantes. Elles permettent en effet de comparer au fil des ans la progression du bâti dans la région de Washington et de constater le phénomène de périurbanisation. Les plans touristiques de la ville sont extrêmement nombreux.

A. Library of Congress

Geography and Map reading room (LC G&M DC)

James Madison Memorial Building, Independence Avenue, SE, Basement – LM B01

1943

- *Washington and vicinity, Maryland, Virginia, District of Columbia*, Polyconic project, U.S. Geological Survey, 1943 - Echelle : 1:31 680 - Référence : G3850 – 1947 – G4 – 87-693085.

1945

- *Esso pictorial guide to Washington, D.C., and vicinity*, Standard Oil Company of New Jersey, General Drafting Company, inc., 1945, Echelle : 1:15 840 - Référence : G3850 – 1945 – G4 – 87-693376.
- *Hearn Brothers present projection map of greater Washington and vicinity*, Hearne Brothers, 1945, Echelle : 1:26 500 - Référence : G3850 – 1945 – H4 – 87-693082
- *Map of Washington, District of Columbia, Arlington, Mt Vernon and environs*, Nesterman, Lewis J., 1945, Echelle : 1:20 250 - Référence : G3850 – 1945 – N4 – 87-693083
- *Metropolitan Washington with the Virginia Parks*, Rand McNally Company, 1945, Echelle : 1:15 206 - Référence : G3850 – 1945 – R3 – 87-693283

1946

- *Cleartype country-town trading center map of Washington, D.C. based on all cities, towns and villages*, American Map Company, 1946, Echelle : 1:175 000 – Référence : G3850 – 1946 – A4 – 87-693326
- *Map of metropolitan Washington* – compliments of American Oil Company Street map of Washington DC and part of Arlington – road map, Rand McNally and Company, 1946, Echelle : 1:15 840 - Référence : G3850 – 1946 – R3 – 87-693281
- *Metropolitan Washington with the Virginia Parks*, Rand McNally and Company, 1946, Echelle : 1:15 206 - Référence : G3850 – 1946 – R31 – 87-693284

1947

- *Metropolitan Washington DC info-map*, Rand McNally and Company, 1947, Echelle : 1:16 474 - Référence : G3850 – 1947 – R31 – 87-693287
- *Washington, DC and vicinity*, Gross, Alexander (1879-1958), 1947, Echelle : 1:34 000 - Référence : G3850 – 1947 – G7 – 87-693093
- *Washington, DC and vicinity, Sinclair road map*, Rand McNally and Company, 1947, Echelle : 1:13 939 - Référence : G3850 – 1947 – R3 – 87-693085
- *Washington and vicinity* by Sausman – published by keystone Automobile club, District of Columbia, Sausman, R. S., 1947, Echelle : 1:16 800 - Référence : G3850 – 1947 – S3 – 87-693084

1948

- *A pocket map of suburban Washington, D.C., Maryland & Virginia*, made in the map division of the NGS, National Geographic Society, 1948, Echelle : 1:63360 - Référence : G3850 – 1948 – N3 – 87-69....

- *A pocket map of central Washington, District of Columbia* made in the map division of the NGS, National Geographic Society, 1948, Echelle : 1:15 840 - Référence : G3850 – 1948 – N3 – 87-69....
- *Esso pictorial guide to Washington, D.C., and vicinity*, Standard Oil Company of New Jersey, General Drafting company, inc., 1948, Echelle : 1:15 840 - Référence : G3850 – 1948 – G4 – 87-693377
- *Planning Survey – Metropolitan area of Washington, D.C.*, District of Columbia Dept. of Highways, 1948, Echelle : 1:42 500 - Référence : G3850 – 1947 – D51 – 87-693095

1949

- *Map of metropolitan Washington* – compliments of American Oil Company Street map of Washington DC and part of Arlington – road map, Rand McNally Company, 1949, Echelle : 1:15 840 – Référence : G3850 – 1949 – R3 – 87-693282

1950

- *Esso pictorial guide to Washington, D.C., and vicinity: National Capital sesquicentennial (1800-1950)* Standard Oil Company of New Jersey, General Drafting Company, 1950, Echelle : 1:14 400 - Référence : G3850 – 1950 – G4 – 87-69....
- *Handy pocket map of Washington DC*, 1950, Référence : G3850 – 1950 – H3 – 87-693096
- *Map of Washington and suburban territory : including Alexandria, Arlington County and Maryland suburbia*, Prince (L.B.) Co., 1950, Echelle : 1:33 000 - Référence : G3850 – 1950 – P7 – 79-695389
- *Washington DC*, American Automobile Association, 1950, Référence : G3850 – 1950 – A4 – 87-693381

1951

- *Map of the permanent system of highways, District of Columbia, D.C.*, District of Columbia Surveyor's office, 1951, Echelle : 1:16 750 - Référence : G3850 – 1951 – D5 – 80-693342
- *Map of the permanent system of highways, District of Columbia, D.C.*, District of Columbia Surveyor's office, 1951, Echelle : 1:16 750 - Référence : G3850 – 1951 – D51 – 80-693097
- *Washington and vicinity, Maryland, Virginia, District of Columbia*, Edition of 1951 with relief shown, Geological Survey (U.S.), 1951, Echelle : 1:31 680 - Référence : G3850 – G4 – 87-693097
- *Washington and vicinity, Maryland, Virginia, District of Columbia*, US Geological Survey, 1951, Echelle : 1:31 680 - Référence : G3850 – G4 – 87-693098
- *Washington DC and vicinity; road map and visitors' guide*, General Drafting Company, inc., 1951, Echelle : 1:14 400 - Référence : G3850 – G42 – 87-693382

B. Historical Society of Washington, D.C.

1. Real Estate atlases, 1887-1965

Ces cartes informent sur le développement des différents quartiers de la capitale au fil du temps.

2. HSW Map Collection

La collection comprend des cartes de la région de Washington et de certains quartiers. Ces cartes sont cataloguées dans une base de données informatisée qui en facilite l'accès.

C. D.C. Public Library

La collection de plans de la ville et de cartes de la région comporte plus de 8000 pièces. On y trouve notamment une collection complète de *real estate atlases* sur microfilm (1887-1965).

D. Institut Géographique National

Plans de Washington 1948 - 1929/1953 - 1952 en consultation à la Cartothèque IGN (1:36 000(1929/1953), 1:15840 (1948), 1:17800 (1952)).

XII. Sources photographiques

Les sources photographiques concernant Washington sont nombreuses. Les collections les plus intéressantes sont sans conteste celles de la DCPL, de la LOC et de l'HSW. Néanmoins, d'autres collections sont disponibles aux Archives nationales (NARA), à GWU, *Howard University*, ainsi qu'à la Maison Blanche et l'*Office of the Architect of the Capitol*. Toutefois, ces dernières collections offrent peu de documents relatifs au XX^e siècle.

A. Library of Congress

1. Collections principales

a) Joseph S. Allen

Lot 11661 - Période : 1945 – 1957

Sujet : bâtiments, événements historiques, magasins, habitations, cinémas...

Quantité : 2371

b) Architects of the Capitol

Lot : 12557 - Période : 1931 - 1979

c) Nannie Helen Burroughs Papers

Lot : 12569 - Période : 1930 - 1959

Sujet : Photographies d'élèves de la *National Trade & Professional School*

Lot : 12571 - Période : 1905 – 1940s

Sujet : Photographies prises à la *National Trade & Professional School*

d) Franck G. Carpenter

Lot : 12560 - Période : 1897 - 1947

Sujet : Vues de Washington et des environs. Bâtiments, activités des employés de l'*US Weather Bureau* et du *Treasury Department*. Ponts, monuments, églises, tramways, scènes de vie...

Quantité : 113

e) Joseph Daniels Papers

Lot : 5389 - Période : 1810 - 1948

Sujet : Scènes de vie des environs de Washington, le capitol après une tempête de neige, le Navy Yard...

f) Farm Security Administration and office of war information (FSA-OWI)

Lot : 2219 - Période : février - mars 1945

Sujet : Ouvriers travaillant à Scott Circle

Lot : 2234 - Période : mars 1945

Sujet : 53e anniversaire des *Girl Scouts of America*

Lot : 2238 - Période : 14 avril 1945

Sujet : Cortège funèbre de Franklin D. Roosevelt.

Lot : 2247 - Période : avril – mai 1945

Sujet : Washington au printemps. Scènes de rue, parcs, vues aériennes...

Lot : 2281 - Période : juillet 1946

Sujet : *Greenbelt*, *row houses*, centres commerciaux, terrains de jeux, magasins, écoles...

Lot : 7849 - Période : années 1940

Sujet : *Greenbelt*, centres commerciaux, terrains de jeux, magasins, écoles...

g) Toni Frissell

Lot : 12433 - Période : 1946 –1961

Sujet : Monuments washingtoniens de jour et de nuit

Quantité : 348

Lot : 12434 - Période : juin 51

Sujet : Photographies de Stuart Symington à Washington

Quantité : 36

Lot : 12435 - Période : juin 51

Sujet : Soirée à l'ambassade du Brésil

Quantité : 27

Lot : 12439 - Période : 1943 – 1949

Sujet : Photographies de Garfinckel prises à Washington pour des publicités pour Vogue.

Quantité : 2160

Lot : 12440 - Période : 1950 – 62

Sujet : Photographies de Garfinckel prises à Washington pour des publicités pour Vogue

Quantité : 4992

h) Gottscho – Schleisner

Lot : 12036 - Période : 1932 – 1950

Sujet : Washington et ses environs

Quantité : 233

i) Harris & Erving

Lot : 7623 - Période : des années 1920 aux années 1950

Sujet : Cour Suprême, vues aériennes, détails...

Lot : 9709 - Période : des années 1940 aux années 1950

Sujet : Le capitol

j) Joseph C. O'Mahoney Papers

Lot : 9770 - Période : 1938 - 1957

Sujet : O'Mahoney's lors de divers événements tenus à Washington

Quantité : 291

k) John Joseph Pershing

Lot : 8839 - Période : 1940 - 1948

Lot : 8840 - Période : July 1948

Sujet : Funérailles de J. Pershing, Arlington

Quantité : 36

l) Souvenir view-books

Lot : 12043 - Période : 1873 - 1953

Sujet : Washington et ses environs

m) Carl Andrew Spaatz Papers

Lot : 9326 - Période : Jan. 1950

Sujet : Funérailles du général Henry Harley ('Hap') Arnold, Arlington

n) Union Station Construction Photographs

Lot : 12334 - Période : 1903 - 1950

2. Autres séries

a) 46 DC area views

Lot : 5713 - Période : 1951

Quantité : 194

b) Baseball pro team : DC senators

Lot : 3017 - Période : 1946

Quantité : 1

c) Constance McLaughlin Papers

Lot : 12258 - Période : 1850 - 1950

Quantité : 61

d) DC views

Lot : 6517 - Période : 1953

e) Funeral of FDR

Lot : 10481 - Période : 14 Apr. 1945

Quantité : 62

f) Joseph C. Mehaffey Papers, DC aerial views

Lot : 12275 - Période : 1925 - 1948

Quantité : 105

g) The Melon Memorial fountain under construction (6th & Penn)

Lot : 5458 - Période : 1950

Quantité : 32

h) National Capitol Parks amusement and recreational facilities

Lot : 4719 - Période : 1938 – 45

i) News pictures

Lot : 9745 - Période : 1940 - 58

Quantité : 14

j) Scenes of DC and buildings

Lot : 12668

Période : 1859 – 1960s

k) US elections, 1 in DC

Lot : 6477 - Période : 1952

Quantité : 1

B. D.C. Public Library

La collection de photographies de Washington de la DCPL est très riche et couvre toute l'histoire de la ville. Deux collections sont particulièrement importantes : la *Washington Historical Image Collection* et la *Washington Star Collection*.

1. Washington Historical Image Collection

La *Washington Historical Image Collection* a été débutée lorsque la DCPL a acheté quelque 2000 photographies à Ezra B. Thompson, un photographe local, en 1945. De nombreuses pièces de différente nature y ont ensuite été ajoutées, provenant de sources diverses : photographies, gravures, peintures, reproductions extraites de journaux, magazines et livres.

La collection, maintenant composée d'environ 20 000 pièces datant de 1800 aux années 1970, s'intéresse principalement au centre de Washington et aux édifices gouvernementaux (Capitole, Maison Blanche, ministère des Finances...). Les scènes de rue et les maisons de Washington et de Georgetown sont également bien documentées.

2. Washington Star Collection

Cette collection est particulièrement intéressante. Conservée à la DCPL (*Washingtoniana Division*) depuis 1982, elle contient plus d'un million de photographies de la capitale entre les années 1930 et 1981. Ceci en fait la plus grande collection de photographies de la région de Washington, de quoi rivaliser avec la riche collection de la LOC. Elle est particulièrement riche pour les années 1960 et 1970, mais dispose de documents intéressants pour les années 1945-55. Plus de la moitié de ces photographies sont des photographies de personnalités : hommes politiques, présidents (de Franklin D. Roosevelt à Ronald Reagan), sportifs, musiciens, hommes de lettres... Les thèmes couverts par la collection sont nombreux et variés : habitations, quartiers, ronds-points et parcs, manifestations, prestations de serment, Vietnam, Seconde Guerre mondiale, rivières, magasins, églises, Noël... La collection comporte par ailleurs de nombreuses photographies d'agences de presse : *Associated Press*, *United Press International*, *World Wide*, *Underwood & Underwood* (1880-1955), *International News Photos* (1912-1958).

3. Joseph Curtis Photograph Collection of Southwest (1914-1970)

Collection P7 - Contient surtout des photographies en noir et blanc prises par Joseph Curtis, un photographe amateur résident de longue date de *Southwest*, mais aussi quelques pièces prises par d'autres photographes. Le sujet principal est la communauté afro-américaine de l'ancien *Southwest*, avant l'*urban renewal* des années 1950.

4. James Goode's "Capital Losses" Collection (1979)

Collection P4 - La collection est constituée de photocopies de photos parmi lesquelles James Goode choisit les illustrations de son ouvrage "*Capital Losses: A Cultural History of Washington's Destroyed Buildings*". Ces photographies datent du XIX^e et du XX^e siècle.

5. Theodor Horydczak Photograph Collection (1920-1959)

Collection P5 - Plus de 100 photographies, dont des images d'édifices, de sculptures... les bâtiments incluent la Maison Blanche, la *Folger Shakespeare Library*, les archives nationales et la LOC.

6. Nation's Business D.C. Photograph Morgue (1910-1981)

Collection P6 - Cette série de 333 photographies contient des surtout des images en noir et blanc issues des archives photographiques de *Nation's Business*, la publication de l'*U.S. Chamber of Commerce*. Elle comprend nombre de bâtiments gouvernementaux, la Maison Blanche, Union Station, ainsi que d'autres édifices célèbres de la ville. Les photographies sont l'oeuvre de divers photographes, dont le célèbre Theodor Horydczak.

C. Howard University (MSRC – coll. 190)

1. Pittsburgh Courier Publishing Co. Washington Bureau collection, 1946-1968.

Les archives de l'antenne washingtonienne du *Pittsburgh Courier* contiennent divers documents concernant la vie du journal, mais la plus grande partie de ces archives est une série de 3500 photographies prises entre les années 1940 et 1960. Ces photographies concernent surtout la communauté afro-américaine de Washington et comportent également des images de célébrités afro-américaines (Louis Armstrong, Katherine Dunham, Duke Ellington, Ella Fitzgerald, Lionel Hampton, Billie Holiday...)

2. Mary O'H. Williamson Collection, "Colored Celebrities Here and There" (1930s - 1940s)

Lorsqu'elle enseignait à la *Cardozo High School*, à partir de 1928, les élèves de Mary Williamson ont récolté des informations sur les Afro-Américains ayant réussi dans divers domaines : droit, affaires, monde du spectacle, sport, éducation, religion... Cette collection est principalement constituée de coupures de magazines (*Flash!*...) et journaux locaux, ainsi que de photographies. Nombre de ces photographies sont l'œuvre du photographe local Robert McNeill. Une bonne partie d'entre elles concernent la ville de Washington.

D. Historical Society of Washington, D.C.

1. Prints and Photographs Collections

La collection est constituée de photographies de Washington prises entre 1860 et les années 1990. Chaque photographie est identifiée dans le catalogue par un numéro "CHS" (*Columbia Historical Society*). Le catalogue est classé alphabétiquement par noms de rues, mais certains bâtiments ou quartiers célèbres sont référencés directement sous leur nom. C'est le cas de la Maison Blanche et de Georgetown. De plus, une base de données par type d'édifice permet de retrouver facilement les hôpitaux, hôtels, maisons historiques et écoles. Environ 5000 de ces photographies sont par ailleurs entrées dans une base de données informatique qui en facilite le repérage.

2. Special Photograph Collections

a) Aerial

Environ 1200 photographies aériennes de l'agglomération de Washington et de quelques comtés voisins, prises au cours des années 1950. La collection comprend notamment quelques 250 photographies de neuf survols de la zone maintenant délimitée par le *Beltway* et 150 de l'intérieur de Washington. Le reste de la collection couvre les comtés voisins en Virginie et au Maryland.

b) Borchert

Photographies et notes rassemblées par James Borchert lors des recherches pour sa thèse sur la vie dans les ruelles (*alleys*) de Washington. Un index par nom de ruelle est disponible.

c) Bradley

Plusieurs milliers de photographies prises par Gordon Bradley de 1900 à 1950.

d) Crockett

Cette série rassemble 581 photographies concernant le tramway de Washington entre 1939 et 1966. Environ 170 de ces images sont des vues d'édifices ou de lieux célèbres.

e) Gallagher

Ces 96 photographies en noir et blanc des années 1930 aux années 1970, concernent divers aspects de la vie à Washington; la plupart de ces photos sont parues dans les journaux.

f) Goode World War II

Cette collection comporte 213 photographies prises à Washington et dans les environs entre 1941 et 1952. Elles sont en lien avec la participation locale et nationale à l'effort de guerre.

g) Johnson Slide Collection

La plupart de ces 1685 diapositives couleur prises entre mai 1949 et mai 1987 par Miriam E. Johnson l'ont été à l'occasion d'événements ou peignent simplement des scènes de vie.

h) Owen

Ces 83 photographies rassemblées par Thornton Owen représentent des scènes de rues ou des édifices publics de Washington entre 1800 et 1950.

i) Spratt I and II

La collection Spratt I est composée de photographies de plus de 200 lieux de Washington prises par Zack Spratt entre 1920 et 1960. La collection Spratt II est composée d'environ 90 images des ponts de Washington, classées en quatre catégories: *Potomac River*, *Anacostia River*, *Rock Creek* et enfin les autres ponts de Washington qui ne rentrent dans aucune de ces catégories.

j) Wymer

Cette collection est constituée d'environ 4000 images de Washington prises par John P. Wymer entre 1948 et 1952. Wymer a divisé le District en 57 zones et photographié des échantillons de bâtiments dans chacune, ainsi que les édifices renommés.

XIII. Sources orales

GREENLEE, Marcia, Interviewer, *A Foggy Bottom Family, an Early Twentieth Century Account* : An Oral History Interview with Nora Drew Gregory, Washington, D.C. Public Library, 1995.

JOYCE, Carleen, Project Manager, Remembering Washington; Stories Told by-and-to Students in the Never Too Old to Learn Classes, Washington, IONA Senior Services, 1993.

A. Howard University

La *Ralph J. Bunche Oral History Collection* est la pièce maîtresse du département d'histoire orale du centre de recherches Moorland Spingarn. Elle contient plus de 700 témoignages relatifs au mouvement des droits civiques. L'intérêt pour notre étude est que nombre des entretiens dressent un tableau de la ville et de la lutte des Afro-Américains au cours de ces années et au cours des décennies précédentes. D'autres collections disposent d'informations intéressantes sur l'histoire et la culture noire de Washington, ou l'histoire de l'université Howard. On y trouve également des entretiens avec des journalistes afro-américains comme Art Carter ou Matthew Lewis.

B. D.C. Public Library - Oral History Research Center Collection (coll. 1-22)

Cette collection, qui couvre le XX^e siècle, est composée de plus de 460 enregistrements d'entretiens avec des résidents de Washington. Elle fournit donc des informations sur les quartiers de la capitale, les minorités, la politique, les arts et les personnalités locales. Les entretiens sont pour certains disponibles sur cassettes audio, pour d'autres, les transcriptions ont été réalisées.

C. Truman Library

Jerry N. Hess - Oral History Interview with Stephen J. Spingarn

Ces deux parties d'entretiens réalisés avec Stephen J. Spingarn traitent de la question du droit de vote des habitants de Washington et des actions du Président Harry Truman à ce sujet :

- 22 mars 1967 (Fourth Oral History), Washington, D.C. [401-413]
- 28 mars 1967 (Eleventh Oral History), Washington, D.C. [918-924]

XIV. Archives et statistiques militaires

La forte présence militaire est un facteur clé de l'identité washingtonienne. Il est donc important de pouvoir estimer qualitativement et quantitativement cette présence, ainsi que les variations entre les années de guerre et les années suivantes. Pour ce faire, les statistiques sont un passage obligé.

Actuellement, les statistiques concernant l'armée américaine sont centralisées par le *Department of Defense*. Mais la publication annuelle de données sur l'ensemble des forces armées n'a débuté qu'en 1956. Pour les années précédentes, les statistiques sont donc dispersées. De plus, la période 1945-1953 est un moment de grands changements dans les structures de l'armée américaine. Le *Department of Defense* n'est créé qu'en 1949, en remplacement du *National Military Establishment*, qui regroupa lui-même de 1947 à 1949 les anciens *Department of War* et *Department of the Navy*. C'est aussi pendant ces années qu'est créée l'*U.S. Air Force*.

Le meilleur moyen de trouver des statistiques est donc de s'adresser au service historique de chaque arme, ainsi qu'au *Department of Defense* pour des données concernant le Pentagone.

A. Department of Defense

Washington Headquarters Services (W.H.S.), Directorate for Information Operations and Reports (D.I.O.R.), *Selected Manpower Statistics, fiscal year 2000*:

- Active Duty military personnel
- Active Duty military personnel by region and by country
- DoD Active Duty military personnel in DC – Md. – Va.
- DoD military and civilian personnel in the Washington, D.C area
- DoD Authorized personnel strength in the Pentagon building, fiscal years 1945 through present

Department of Defense, *Selected Manpower Statistics*, Washington Headquarters Services, Directorate for Information Operations and Reports, Fiscal Year 1999, p. 39.

US Coast Guard Annual Strength, (http://www.uscg.mil/history/docs/personnel/USCG_ManningLevels1947-2012.pdf, consulté le 9 février 2013)

B. Department of the Navy (Naval Historical Center)

1. Records of the Bureau of Personnel, Strength and Statistics Branch, 1946-1966

Cette collection comprend des documents donnant le nombre de militaires affectés à chaque commandement, activité et navire. On y trouve également des données sur la création et la dissolution de certaines unités.

2. Reports and Statistics of the Bureau of Personnel, 1909-1984

Cette collection est constituée de divers rapports et documents statistiques pour les années 1909-1984.

3. Rapports et registres

- U.S. Bureau of Naval Personnel, *Bureau of Naval Personnel annual report, Naval and Marine Corps Military Personnel Statistics*, June 30, 1960.
- Le *Bureau of Naval Personnel* a publié mensuellement des statistiques sur son personnel du 30 juin 1941 à 1992. Le rapport publié le 30 juin 1960 récapitule les données des années 1943 à 1959.
- U.S. Bureau of Naval Personnel, *Register of Commissioned and Warrant Officers of the United States Navy and Marine Corps and Reserve Officers on Active Duty*, Washington, Various publishers, 1798-... (Le titre et l'éditeur de ce registre varient au fil des ans)
- U.S. Bureau of Naval Personnel, *Register of Commissioned and Warrant Officers of the United States Naval Reserve*, Washington, GPO, 1921-...
- U.S. Bureau of Navigation, *Navy Directory: Officers of the United States Navy and Marine Corps, also including officers of the U.S. Naval Reserve Force (active), Marine Corps Reserve (active), and foreign officers serving with the Navy*, Washington, GPO, 1908-1942.

C. Department of the Army

- U. S. War Department, *Official Army Register, 1914-1947*, Washington, GPO, 1914-1947.
- U. S. Department of the Army, *Official Army Register, 1948-1970*, Washington, GPO, 1948-1970.
- Department of Defense, Adjutant General's Office, *Official Army Register*, Washington, GPO, Registre annuel.
- Department of Defense, Adjutant General's Office, *Official Army National Guard Register*, Washington, GPO. Registre annuel.
- Engineer Department, Corps of Engineers (1802-1947), *Annual Report*.
- *Officers of the Army Stationed in or Near the District of Columbia* (1931-1947). Registre annuel.

D. District of Columbia. National Guard. Coast Artillery, 260th Records (1924-1959) - HSW

Cette unité, créée en 1924 a été restructurée en 1959 et rebaptisée *Headquarters and Headquarters Detachment, 260th Military Police Group*. Les archives contiennent notamment des documents sur l'histoire de cette unité, la liste des membres, de la correspondance, des publications, des coupures de journaux et des photographies.

E. District of Columbia. National Guard. 260th Artillery Association Records (1949-1989) - HSW

Cette association avait pour membres des anciens de la *260th Coast Artillery*, une unité de la *District of Columbia National Guard*. Les archives contiennent les statuts de l'association, des arrêtés, des résolutions, de la correspondance, ainsi que les comptes-rendus de réunions, des annuaires, la liste des membres, les bulletins d'information et des coupures de journaux.

XV. Extraits vidéo

- Film muet de la procession funéraire de William McKinley dans la capitale : <http://www.youtube.com/watch?v=gTQrpsZ3tQA>
- Défilé pour Charles Lindbergh : http://www.criticalpast.com/video/65675031368_Charles-Lindbergh_parade-in-Lindberghs-honor_Pennsylvania-Avenue_horse-cavalry-marches (consulté le 18 janvier 2013)
- Charles Lindbergh reçoit la Distinguished Flying Cross : http://www.criticalpast.com/video/65675031736_Captain-Charles-A-Lindbergh_John-Calvin-Coolidge_Washington-monument_The-Memphis (consulté le 18 janvier 2013)
- *Mr. Smith Goes to Washington* : extrait dans lequel Jefferson Smith visite les hauts lieux de la capitale <http://www.youtube.com/watch?v=cqbl-olEMrY> (consulté le 2 février 2013)
- 1941 : The third inauguration of Franklin D. Roosevelt (<http://www.youtube.com/watch?v=XyGDokPfxi8>), Castle Films.
- 1945 : Procession funéraire de Franklin D. Roosevelt : <http://ghostsofdc.org/2012/01/07/president-franklin-roosevelts-funeral-procession-1945/>

- 1945 : « Retour du Général Wainwright, héros de Bataan » : <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/seconde-guerre-mondiale/video/AFE98000046/retour-du-general-wainwright-heros-de-bataan.fr.html>
- Investiture d'Harry Truman : <http://www.youtube.com/watch?v=PXE-u4WanMI&feature=channel>
- Investiture de Dwight Eisenhower : <http://archive.org/details/gov.archives.arc.37025.r1> (11bobines, NARA, Department of Defense. Department of the Army. Office of the Chief Signal Officer)
- Retour de Dwight Eisenhower à Washington en novembre 1955 : http://archive.org/details/1955-11-14_Ike_Returns (Universal Newsreels)
- Rand Paul, discours du 18 mai 2010 à Bowling Green, Kentucky: <http://tpmdc.talkingpointsmemo.com/2010/05/rand-paul-my-win-shows-we-are-encountering-a-day-of-reckoning.php> (consulté le 7 janvier 2013)
- Ken Buck, discours du 17 juillet 2010, http://www.huffingtonpost.com/2010/07/21/ken-buck-vote-for-me-beca_n_654990.html (consulté le 7 janvier 2013)

BIBLIOGRAPHIE

I. Outils de recherche

HOAGLAND Kim, *Guide to Resources for Researching Historic Buildings in Washington, D.C.*, Washington, Columbian Historical Society, 1981.

BATTLE Thomas C., *Published Resources for the Study of Blacks in the District of Columbia: An Annotated Guide*, mémoire, George Washington University, 1982.

COLLINS Kathleen, *Washington Photographs: Collections in the Prints and Photographs Division of the Library of Congress*, Washington, Library of Congress, 1989.

COREN Robert W., REPHLO Mary, KEPLEY David, SOUTH Charles, *Guide to the Records of the United States Senate at the National Archives, 1789-1989: Bicentennial Edition*, Washington, National Archives and Records Administration, 1989.

FISHER Perry G., *Materials for the Study of Washington: A Selected Annotated Bibliography*, Washington, George Washington University, 1974.

GILMORE Matthew, *Black Washingtoniana: a (Preliminary) Basic Bibliography of Materials Relating to Blacks in the Collection of the Washingtoniana Division, D.C. Public Library*, Washington, DC Public Library, 1998.

GROCHOWSKI Barbara, *Locating U.S. Regimental Histories in the Library of Congress*, General Readings Division, LOC, 7 p.

LOC, *The White House: Resources for Research at the Library of Congress*, Washington, Library of Congress, 1992.

SCHLAG Gretchen A., *How to Get It; A Guide To Defense-Related Information Sources*, Alexandria, Virginia, Defense Technical Information Center, 1989.

SMITH Kathryn S., MCQUIRTER Marya, *A Guide to the Historical Resources of Shaw*, Washington, The Thurgood Marshall Center for Service and Heritage, 1996.

WELLS Donna M., *Guide to Resources on Washington, DC. in the Moorland-Spingarn Research Center*, Washington, Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, 1999.

II. Ouvrages sur les États-Unis

A. Ouvrages généraux

CHAFE William, *The Unfinished Journey, America since World War II*, New York, Oxford University Press, 1992.

KASPI André, *Les Américains. Les États-Unis de 1607 à nos jours*, Paris, Le Seuil, Collection « Points Histoire », 1986.

MÉLANDRI Pierre, *Histoire des États-Unis, 1865-1996*, Paris, Nathan, 1996.

MONTAGUTELLI Malie, TROCMÉ Hélène, *Les grandes dates des États-Unis*, Paris, Larousse, 1989.

NOUAILHAT Pierre-Yves, *Les États-Unis et le Monde au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1997.

OBERHOLTZER Ellis Paxson, *A History of The United States since the Civil War*, The Macmillan Company, New York, 1922.

ZINN Howard, *A People's History of the United States*, New York, Harper & Row, 1980.

B. Écrits thématiques

- AMBROSE Stephen E, "Flawed Founders", *Smithsonian Magazine*, novembre 2002 (http://www.smithsonianmag.com/history-archaeology/Flawed_Founders.html, consulté le 10 décembre 2012.)
- BONNET, François, *Les machines politiques aux États-Unis*, chaire ville de Sciences Po, mars 2010, p. 30-31. Consulté le 10 février 2011 à l'adresse : [http://chaireville.sciences-po.fr/documents/Bonnet - Les machines politiques aux États-Unis A4.pdf](http://chaireville.sciences-po.fr/documents/Bonnet_-_Les_machines_politiques_aux_États-Unis_A4.pdf))
- BRYCE John, *La République américaine*, Paris, Giard et Brière, 1913, volume V, p. 293.
- COCKS Catherine, *Doing the Town: The Rise of Urban Tourism in the United States, 1850-1915*, University of California Press, 2001.
- ELKINS Stanley et MCKITRICK Eric, *The Age of Federalism: The Early American Republic, 1788-1800*, New York, Oxford University Press, 1993, 925 p.
- GOODWYN Lawrence, *Democratic Promise: The Populist Movement in America*, New York, Oxford University Press, 1976.
- GUERASSIMOFF Éric, « Des coolies aux Chinois d'outre-mer. La question des migrations dans les relations sino-américaines (années 1850-1890) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Éditions de l'EHESS, 2006/1.
- HARRISON Robert, *Congress, Progressive Reform, and the New American State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 293 p.
- HAYDEN Dolores, *Redesigning the American Dream: Gender, Housing and Family Life*, New York, W.W. Norton, 2002.
- HICKS John D., *The Populist Revolt: A History of the Farmers' Alliance and the People's Party*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1961.
- HOFSTADTER Richard, *The Age of Reform*, New York, Alfred Knopf, 1955.
- HOFSTADTER Richard, *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays*, New York, Knopf, 1954.
- LOWERY David, BERRY William D., "The Growth of Government in the United States: An Empirical Assessment of Competing Explanations", *American Journal of Political Science*, Vol. 27, No. 4, Nov. 1983, p. 665-694 (<http://www.jstor.org/stable/2110888>, consulté le 29 janvier 2010).
- MÉLANDRI Pierre, « La rhétorique populiste aux États-Unis », in *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n°56, octobre-décembre 1997, p. 184-200 (http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1997_num_56_1_4501, consulté le 7 janvier 2013)
- NUGENT Walter, *The Tolerant Populists*, Chicago, The University of Chicago Press, 1963.
- POLLACK Norman, *The Populist Response to Industrial America: Midwestern Populist Thought*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1962.
- THOMPSON Margaret S., *The "Spider Web": Congress and Lobbying in the Age of Grant*, Ithaca, Cornell University Press, 1985.
- VANN WOODWARD C., *Origins of the New South, 1877-1913*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1951.
- WILLIS Garry, *A Necessary Evil: A History of American Distrust of Government*, New York, Simon & Schuster, 1999.
- WOLGEMUTH Kathleen L., "Woodrow Wilson and Federal Segregation," *The Journal of Negro History*, vol. 44, n°2 (Apr. 1959), p. 158-173.

ZAGARRI Rosemarie, *The Politics of size: Representation in the United States, 1776-1850*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1987.

III. Ouvrages généraux sur les villes

1. Urbanisme : généralités

BOLLENS J. et H. SCHMANDT, *The metropolis: its people, politics and economic life*, New York, Harper and Rowe, 1970.

BUENKER John D., GREENFIELD Gerald, MURIN William J., *Urban history – a guide to information source*, Detroit, Gale Research Company, 1981.

HOWE, Frederic, *The City: The Hope of Democracy*, New York, Scribner, 1905.

KARGON Robert Hugh, MOLELLA Arthur P., *Invented Edens: Techno-Cities of the Twentieth Century*, Cambridge, The MIT Press, 2008, 200 p.

MUMFORD Lewis, *The City in History: its Origins, its Transformations, and its Prospects*, Londres, Secker & Warburg, 1961.

SHEPHERD, Robert J., *When Culture Goes to Market, Space, Place, and Identity in an Urban Marketplace*, Peter Lang, New York, 2008.

SUTCLIFFE Anthony, *Towards the Planned City: Germany, Britain, The United States and France 1780-1914*, Londres, Blackwell, 1981.

WHITTICK Arnold (dir.), *Encyclopedia of Urban Planning*, New York, McGraw-Hill, 1974.

2. Villes américaines

ABBOTT Carl, *The Metropolitan Frontier: Cities in the Modern American West*, Tucson, University of Arizona Press, 1993.

ABRAMS, Charles, *The City Is the Frontier*, New York, Harper and Row, 1965.

ADRIAN Charles R., *Governing Urban America*, New York, McGraw-Hill Company, 1961.

BALDASSARE Mark, *Trouble in paradise: The suburban transformation in America*, New York, Columbia University Press, 1986.

BEAUREGARD, Robert A, *Voices of Decline: The Postwar Fate of U.S. Cities*, Cambridge, MA, Blackwell, 1993.

BERNARD Richard M. (dir.), *Snow Belt Cities: Metropolitan Politics in the Northeast and Midwest since World War II*, Bloomington, Indiana University Press, 1990.

BODY-GENDROT, Sophie, *Les villes américaines*, Paris, Hachette, 1997.

BOYER, Marie-Christine, *Dreaming the Rational City: The Myth of American City Planning*, Cambridge, MIT Press, 1983.

BRIGGS X. de Souza, "More Pluribus, less Unum? The changing Geography of Race and opportunity", in BRIGGS X. de Souza (dir.), *The Geography of opportunity – race and housing choice in metropolitan America*, Brookings Institution Press, Washington DC, 2005.

CARO, Robert A, *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Knopf, 1974.

CERVERO Robert, *America's suburban centers: the land use – transportation link*, Boston, Unwyn & Hyman, 1989.

- CHUDACOFF Howard P., *Major Problems in American Urban History*, Washington, Washington, D.C. Heath, 1994.
- DAVIS M., *City of Quartz: excavating the future in Los Angeles*, New York, Random House, 1992.
- DONZELOT J., *Faire Société, La politique de la ville en France et aux Etats-Unis*, Paris, Seuil, 2003.
- ELLEN I.G., "Spatial Stratification within US Metropolitan Areas", in A. ALTSCHULER et al. (eds.), *Governance and Opportunity in Metropolitan America*, Washington, National Academy Press, 1999, p. 192-212.
- FAIRBANKS Robert, *For the City as a Whole: Planning, Politics, and the Public Interest in Dallas, Texas, 1900-1965*, Columbus, Ohio State University Press, 1998.
- GARREAU Joel, *The Edge Cities: Life on the New Frontier*, New York, Doubleday, 1991.
- GELFAND Mark I., *A Nation of Cities: The Federal Government and Urban America, 1933-1965*, New York, Oxford University Press, 1975.
- GOLDFIELD, David R, BROWNELL, Blaine A., *Urban America: from Downtown to No Town*, Boston, Houghton Mifflin, 1979.
- GOLDFIELD, David, BROWNELL, Blaine, *Urban America: a History*, Boston, Houghton-Mifflin, 1990.
- GREEN, Constance McLaughlin, *The Rise of Urban America*, New York, Harper & Row, 1965.
- HARTMAN, Chester, Carnochan, Sarah, *City for Sale, The Transformation of San Francisco*, Berkeley, University of California Press, 2002 (revised edition).
- JACKSON, Kenneth T., *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985.
- JACKSON, Kenneth T., *Crabgrass Frontier: the suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985.
- JACKSON, Kenneth T., SCHULTZ, Stanley K., *Cities in American History*, New York, Knopf, 1972.
- JACOBS Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books, 1992.
- JUDD D., *The politics of American cities*, Glenview, IL, Scott & Foresman, 1988.
- MCKELVEY, Blake, *The Emergence of Metropolitan America, 1915-1966*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1968.
- MEYERSON, Martin, Banfield Edward C., *Politics, Planning, and the Public Interest: The Case of Public Housing in Chicago*, New York, Free Press, 1955.
- MOLLENKOPF, John H, *The Contested City*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1983.
- MONKKONEN Eric H., *America Becomes Urban: The Development of U.S. Cities and Towns, 1780-1980*, Berkeley, University of California Press, 1988.
- MONTI Daniel, *The American City: A Social and Cultural History*, Londres, Blackwell Publishers, 1999.
- MURPHY Raymond E., *The American City: an Urban geography*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1966.
- NORTHAM Ray M., "Declining Urban Centers in the United States: 1940 - 1960," *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 53, 1963, p. 50-59.
- PATTERSON, James T, *Grand Expectations: The United States, 1945-1974*, New York, Oxford University Press, 1996.
- REPS John, *The making of urban America: a history of city planning in the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1965.

- SAWERS Larry, TABB, William K., *Sunbelt / Snowbelt: urban development and regional restructuring*, New York, Oxford University Press, 1984.
- SCHAFFER Daniel, *Two centuries of American planning*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1988.
- SCULLY Vincent, *American architecture and urbanism*, New York, Frederick A. Praeger Publishers, 1969.
- SIEGEL Fred, *The Future Once Happened Here: New York, DC, LA, and the Fate of America's Big Cities*, New York, The Free Press, 1997.
- SPINNEY Robert G., *City of big shoulders: a history of Chicago*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2000.
- STAMM, Alicia, PEATROSS C. Ford, *Historic America: Buildings, Structures, and Sites*, Washington, Government Printing Office, 1983.
- SUGRUE, Thomas, KRUSE, Kevin (dir.), *The New Suburban History*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.
- WARNER Sam B., *Urban Wilderness: a History of the American City*, Berkeley, University of California Press, 1995.
- WILCOX Delos F., *Great Cities in America: their problems and their government*, New York, Arno Press, 1974.

IV. Histoire présidentielle

1. Ouvrages généraux

- ABBOTT John, CONWELL Russell, *Lives of the Presidents a Graphic History of the United States*, Chicago, J. M. Towers & Co., 1902.
- GOULD Lewis, *The Presidency of William McKinley*, Lawrence, University Press of Kansas, 1980.

2. Ouvrages sur la présidence d'Harry Truman

- BERNSTEIN Barton J., Matusow Allen J. (dir.), *The Truman Administration: A Documentary History*, New York, Harper & Row, 1966.
- BERNSTEIN, Barton J., *Politics and Policies of the Truman Administration*, Chicago, Quadrangle Books, 1970.
- DONOVAN Robert J., *Conflict and Crisis: The Presidency of Harry S. Truman, 1945-1948*, New York, W.W. Norton, 1977.
- DONOVAN Robert J., *Tumultuous Years: The Presidency of Harry S. Truman, 1949-1953*, New York, W.W. Norton, 1982.
- HELLER Francis H. (dir.), *The Truman White House: The Administration of the Presidency, 1945-1953*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1980.
- MCCOY Donald R., *The Presidency of Harry S. Truman*, Lawrence, University Press of Kansas, 1984.
- MCCULLOUGH David, *Truman*, New York, Simon & Schuster, 1992.
- PHILLIPS Cabell, *The Truman Presidency: The History of a Triumphant Succession*, New York, 1966.
- TRUMAN Harry S., *Memoirs: Year of Decisions*, Garden City, New York, Doubleday & Co, 1955.
- TRUMAN Harry S., *Memoirs: Years of Trial and Hope*, Garden City, New York, Doubleday & Co, 1956.

3. Ouvrages sur la présidence Eisenhower

- BOYLE Peter G., *Eisenhower*. New York, Longman/Pearson, 2005.
- BRENDON Piers. *Ike: His Life and Times*, New York, Harper & Row, 1986.
- D'ESTE Carlo, *Eisenhower: A Soldier's Life*, New York, Henry Holt & Co., 2002.
- GREENSTEIN Fred, *The Hidden-Hand Presidency: Eisenhower as Leader*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1994.
- KORDA Michael. *Ike: An American Hero*, New York, Harper, 2007.
- LEE R. Alton. *Dwight D. Eisenhower: Soldier and Statesman*. Chicago, Nelson-Hall, 1981.
- LEE R. Alton. *Dwight D. Eisenhower: A Bibliography of His Times and Presidency*, Wilmington, Del., Scholarly Resources, 1991.
- NEWTON Jim. *Eisenhower: The White House Years*. New York, Doubleday, 2011.
- PACH Chester J., Jr., RICHARDSON Elmo. *The Presidency of Dwight D. Eisenhower*, Lawrence, University Press of Kansas, 1991 (rev. ed.).
- PERRET Geoffrey. *Eisenhower*, New York, Random House, 1999.

V. Écrits généraux sur Washington

1. Ouvrages généraux

- ABBOTT Carl, *Political Terrain: Washington, D.C., from Tidewater Town to Global Metropolis*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.
- ABBOTT Carl, "Perspectives on Urban Economic Planning: The Case of Washington, D.C., since 1880," *Public Historian* 11, Spring 1989, p. 5-21.
- BERGHEIM Laura, *The Washington Historical Atlas*, Rockville, Woodbine House, 1992.
- BOQUET Yves, *Le couloir Baltimore-Washington: contribution à l'étude de l'aménagement du sud de la mégalopolis nord-américaine*, thèse de doctorat sous la direction de B. Dézert, Paris V, 1995.
- DAUM Andreas, MAUCH Christof (dir.), *Berlin-Washington, 1800-2000, Capital Cities, Cultural Representations, and national identities*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- DOUGLAS, Evelyn, E.; DICKSON, Paul, *On This Spot: Pinpointing the Past in Washington, D.C.*, Sterling, Va, Capital Books, 2008.
- DUNN Charles A. R., "The Origins of the District of Columbia Flag", *Records of the Columbia Historical Society of Washington, DC*, 1957-59, p. 82-86.
- FOGLE Jeanne, *Two hundred years: stories of the nation's capital, Arlington*, Vandamere Press, 1991.
- FOX, Frances M., *Washington, D.C.: The Nation's Capital*, Chicago, Rand McNally, 1929.
- FURER Howard B. (dir.), *Washington, A Chronological and Documentary History, 1790-1970*, Dobbs Ferry, Oceana Publications, 1975.
- GREEN Constance McLaughlin, *Washington: Village and Capital, 1800-1950*, vol I (1850-1878), vol. II (1879-1950), Princeton, Princeton University Press, 1963.
- GUTHEIM Frederick, *The Potomac*, New York, Rinehart & Co, 1949.
- LEWIS David L., *District of Columbia: A Bicentennial History*, New York, W.W. Norton & Company, 1976.

LOGAN, Rayford, "Growing up in Washington: A Lucky Generation," *Records of the Columbia History Society of Washington, D.C.*, vol 48 (1971-1972), Charlottesville, University of Virginia Press, 1973, p. 506.

MELDER Keith, *City of magnificent intentions: a history of the District of Columbia*, Washington, D.C., Associates for Renewal in Education, 1983.

NATIONAL GALLERY OF ART, *Makers of History in Washington, 1800-1950: an exhibition celebrating the sesquicentennial of the establishment of the Federal Government in Washington*, June 29-November 19, 1950.

REPS John, *Washington on View: The Nation's Capital Since 1790*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1991.

REYNOLDS Charles, *The Standard Guide, Washington – A Handbook for visitors*, Washington, Reynolds Company, 1896, édition de 1924.

ROBERTS Chalmers M., *The Washington Post: The First 100 Years*, New York, Houghton Mifflin, 1977.

TINDALL William, *Standard History of The City of Washington From a Study of the Original Sources*, Knoxville, H. W. Crew & Co., 1914.

TAFT William H., "Washington: Its Beginning, Its Growth and Its Future," *The National Geographic Magazine*, n°27 (mars 1915), p. 221-292.

VI. Washington : le premier siècle (1790-1900)

AMPÈRE, J.J, *Promenade en Amérique : États-Unis, Cuba, Mexique, Paris*, Michel Levy, 1855.

ARNEBECK Robert, *Through a Fiery Trial: Building Washington 1790-1800*, Lanham, Madison Books, 1991.

BEDINI Silvio A., "The Survey of the Federal Territory: Andrew Ellicott and Benjamin Banneker," *Washington History* 3, Spring-Summer 1991, p. 76-95.

BOWLING Kenneth, *Creating the Federal City, 1774-1800: Potomac fever*, Washington, American Institute of Architects Press, 1988.

BOWLING Kenneth R., *The Creation of Washington, D.C.: The Idea and Location of the American Capital*, Fairfax, George Mason University Press, 1991.

BOWLING Kenneth R., "The Other G. W.: George Walker and the Creation of the National Capital," *Washington History* 3, Fall-Winter 1991-1992, p. 4-21.

BOWLING Kenneth R., "From 'Federal Town' to 'National Capital': Ulysses S. Grant and the Reconstruction of Washington, D.C.," *Washington History*, Spring/Summer 2002, 14, p. 8-25.

BROWN, Gordon S., *Incidental Architect: William Thornton and the Cultural Life of Early Washington, D.C., 1794-1828*, Ohio University Press, 2009.

CAEMMERER Paul, "Washington after the War," *Journal of the Society of Architectural Historians*, Vol. 6, n°1/2, Jan. – Jun., 1947), The University of California Press, p. 30-32.

CLARK Allen C., "General Roger Chew Weightman, a Mayor of the City of Washington," *Records of the Columbia Historical Society of Washington, D. C.*, Volume 22, Washington, 1919.

COX William, *1800-1900: Celebration of the One-Hundredth Anniversary of the Establishment of the Seat of Government in the District of Columbia*, Washington, Government Printing Office, 1901.

DAVIS John, *Travels of Four Years and a Half in the United States of America*, T. Ostell, London, 1803.

- EHRENBERG Ralph E., "Mapping the Nation's Capital: The Surveyor's Office, 1791-1818," *Quarterly Journal of the Library of Congress* 36, Summer 1979, p. 279-319.
- EVERLY Elaine C., "The Local Impact of the War Office Fire," *Washington History - Coming into the City: Essays on Early Washington*, Spring/Summer 2000, 12, p. 8-11.
- GILLETTE Howard, Jr. (dir.), *Southern City, National Ambition: The Growth of Early Washington, D.C., 1800-1860*, Washington, American Architectural Foundation and Center for Washington Area Studies, George Washington University, 1995.
- GOHEL Louis-Michel, "Une nouvelle Rome sur les rives du Potomac," *Les Monuments historiques de la France*, Bicentenaire de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, 1976, p. 24-28.
- HARRIS C. M., "Washington's Gamble, L'Enfant's Dream: Politics, Design, and the Founding of the National Capital," *William and Mary Quarterly* 56, July 1999, p. 527-564.
- HARRISON, Robert, *Washington during Civil War and Reconstruction: Race and Radicalism*, Cambridge University press, Cambridge, 2011.
- HAWKINS Don A., "The City of Washington in 1800: A New Map," *Washington History - Coming into the City: Essays on Early Washington*, Spring/Summer 2000, p. 74-77.
- HAWKINS Don Alexander, "The Landscape of the Federal City: A 1792 Walking Tour," *Washington History*, III, Spring/Summer 1991, p. 10-33.
- HEINE, Cornelius W., "The Washington City Canal," *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, vol. 53/56, 1953/546, p. 1-27.
- "The New Washington," *Harper's New Monthly Magazine*, février 1875, p. 317.
- HODGKINS George W., "Naming the Capitol and the Capital," *Records of the Columbia Historical Society* 44, 1960-1962, p. 36-53.
- JACKSON Richard P., *The Chronicles of Georgetown, D.C., from 1751-1878*, R. O. Polkinhorn, Washington, D.C, 1878.
- JOUAN, Alice, *Washington : la capitale américaine à l'heure de son centenaire*, Mémoire de maîtrise sous la direction d'André Kaspi et Hélène Harter, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, septembre 2002, 137 p.
- JUSSERAND Jean Jules, *With Americans of Past and Present Days*, New York, Charles Scribner's Sons, 1916.
- KITE Elizabeth S., *L'Enfant and Washington, 1791-1792*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1929.
- REPS John, W., Stewart Ian R., "Pierre-Charles L'Enfant and the Planning of Washington, D.C.," *Les Monuments historiques de la France*, Bicentenaire de l'Indépendance des États-Unis d'Amérique, 1976, p. 28-32.
- REPS John, W., *Town Planning in Frontier America*, Princeton, Princeton University Press, 1969.
- SCISCO Louis Dow, "A Site for the 'Federal City': The Original Proprietors and Their Negotiations with Washington," *Records of the Columbia Historical Society* 43, 1957-1959, p. 123-147.
- TODD Frederick, "The Militia and Volunteers of the District of Columbia 1783-1820," *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, Vol. 50, 1948/1950, p. 379-439 (<http://www.jstor.org/stable/40067335>, consulté le 28 octobre 2012).
- WHYTE James H., *The Uncivil War: Washington During the Reconstruction, 1865- 1878*, New York, Twayne Publishers, 1958.

VII. Washington : 1901-2013

- CAEMMERER Hans Paul, *Washington: The National Capital*, Washington, Government Printing Office, 1932.
- FEDERAL WRITERS' PROJECT, *Washington: City and Capital*, WPA American Guide Series, Washington, Government Printing Office, 1937.
- KIPLINGER Austin, "Growing Up in Washington I: An Inside-Outside View," *Washington History* 12, Fall/Winter 2000-2001, p. 4-15.
- KIPLINGER Austin, "Growing Up in Washington II: Great Depression and World War II," *Washington History* 12, Fall/Winter 2000-2001, 12, p. 17-21.
- KIPLINGER Austin, "Growing Up in Washington III: The Baby Boom Years and their Echo," *Washington History* 12, Fall/Winter 2000-2001, p. 41-45.
- KIPLINGER Austin, "Growing Up in Washington IV: Memorable Moments," *Washington History* 12, Fall/Winter 2000-2001, p. 64-70.
- LONGSTRETH Richard, "The Unusual Transformation of Downtown Washington in the Early Twentieth Century," *Washington History* 12, Fall/Winter 2001-2002, p. 50-71.
- ROBERTS Chalmers M. (dir.), *Washington, past and present: a history*, Washington, Public Affairs Press, 1949.
- WEISBERGER Bernard A., *The District of Columbia; the seat of government*, New York, Time Life Books, 1968.

VIII. Washington : écrits thématiques

A. Histoire politique et militaire

- BARBER Lucy G., *Marching on Washington, The forging of an american political tradition*, Berkeley, University of California Press, 2002.
- BENDAT, Jim, *Democracy's Big Day: The Inauguration of Our President, 1789-2013*, Bloomington, iUniverse, 2012.
- BOLLER, Paul F., Jr., *Presidential Inaugurations*, New York, Mariner Books, 2002.
- CIGLIANO Jan, BRADFORD LANDAU Sarah (dir.), *The Grand American Avenue 1850-1920*, San Francisco, Pomegranate, 1994.
- CLEMENS Elisabeth S., *The People's Lobby: Organizational Innovation and the Rise of Interest-Group Politics in the United States, 1890-1925*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.
- COBB Whit, "Democracy in Search of Utopia: The History, Law, and Politics of Relocating the National Capital", *Dickinson Law review*, vol. 99, Spring 1995.
- DAUM Andreas W., MAUCH Christof (dir.), *Berlin-Washington, 1800-2000, Capital Cities, Cultural Representations, and national identities*, Publications of the German Historical Institute, 2005.
- DEKIEFFER Donald E., *The Citizen's Guide to Lobbying Congress*, Chicago, *Chicago Review Press*, 2007.
- DWOSKIN Elizabeth, "A Brief History of Lobbying", *Business Week*, 7 juin 2012 (<http://www.businessweek.com/articles/2012-06-07/a-brief-history-of-lobbying>, consulté le 5 janvier 2013).
- Encyclopedia of American Associations*, Detroit, Gale Research Company, 1956, 306 p.
- HALL Daniel, *Administrative Law Bureaucracy in a Democracy*, Upper Saddle River, Pearson Education Inc., 2009.

“House Select Committee on Lobbying Activities”, *The University of Chicago Law Review*, Vol. 18, No. 3, Spring, 1951, p. 647-657 (<http://www.jstor.org/stable/1597780>, consulté le 9 janvier 2013).

HUFBAUER Benjamin, *Presidential Temples: How Memorials and Libraries Shape Public Memory*, Lawrence, University Press of Kansas, 2005.

LIEBERSON, S., I. L. ALLEN, Jr., “Location of national headquarters of voluntary associations”, *Administrative Science Quarterly* 8(3), 1963, p. 316-338. (<http://www.jstor.org/stable/2390972>, consulté le 11 février 2013)

MACKINTOSH Barry, *The United States Park Police, a History*, Washington, History Division, National Park Service, Department of the Interior, 1989.

O’NEIL Tim, “A Look Back - St. Louis hosts convention in 1869 in pitch to become nation's capital”, *The Saint Louis Dispatch*, 20 octobre 2012 (http://www.stltoday.com/news/local/metro/a-look-back-st-louis-hosts-convention-in-in-pitch/article_965ad70c-2207-5406-a875-bd786bf6a20c.html, consulté le 29 décembre 2012)

PETERSON Merrill D., *The Jefferson Image in the American Mind*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1998.

VALE Lawrence J., *Architecture, Power and National Identity*, New Haven, Yale University Press, 1992.

B. Les monuments historiques et les mémoriaux

CASEY Thomas Lincoln (Col.), "Completion of Washington's Monument", *Scientific American Supplement* Vol. 19, March 7, 1885.

JACOB Kathryn A., *Testament to Union: Civil War Monuments in Washington, D.C.*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998.

KULMAN Linda, JENKINS Jr. Kent, “Pomp and ... circumstances: Washington, D.C.,” *US News and Report*, Feb. 3, 1997, p. 22.

OLSZEWSKI George J., “A History of the Washington Monument, 1844–1968, Washington, D.C.”, Washington, National Park Service, 1971, (<http://web.archive.org/web/20070617212000/http://www.nps.gov/archive/wamo/history/chap1.htm>, consulté le 26 décembre 2012)

PARZYCH Cynthia, *Arlington National Cemetery: A Guided Tour Through History*, Morris Book Publishing, 2009.

POOLE Robert M., *On Hallowed Ground: The Story of Arlington National Cemetery*, New York, Walker & Co, 2009.

SHERRILL Clarence O., BRYAN, James William, *The Grant Memorial in Washington*, Washington, Government Printing Office, 1924.

SNELL Charles W., *A Brief History of the Washington Monument and Grounds, 1783–1978*, 1978, National Park Service, 1978 p. 17–19.

THOMAS Christopher A. *The Lincoln Memorial and American Life*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

TORRES Louis, *"To the immortal name and memory of George Washington": The United States Army Corps of Engineers and the Construction of the Washington Monument*, Washington, Government Printing Office, 1984 (http://140.194.76.129/publications/eng-pamphlets/EP_870-1-21/EP_870-1-21.pdf, consulté le 2 février 2013).

SANDAGE Scott A., "A Marble House Divided: The Lincoln Memorial, the Civil Rights Movement, and the Politics of Memory, 1939–1963," *Journal of American History*, Vol. 80, n°1, Juin 1993, p. 135-167 (<http://www.jstor.org/discover/10.2307/2079700?uid=3738016&uid=2&uid=4&sid=21101623570421>, consulté le 20 janvier 2013)

IX. Gouvernance – Home rule

A. Politique locale, gouvernance

DERTHICK Martha, *City Politics in Washington, D. C.*, Cambridge, Joint Center for Urban Studies of the Massachusetts Institute of Technology and Harvard University, 1962.

DAHL Robert, *Who Governs?*, New Haven, Yale University Press, 1961.

DINER Steven J., *The Governance of Education in the District of Columbia: An Historical Analysis of Current Issues*, Washington, University of the District of Columbia, Studies in DC History and Public Policy, Paper No. 2, 1982.

DODD Walter F., *The Government of the District of Columbia - A Study in Federal and Municipal Administration*, Washington, John Byrne & Co., 1919.

HANSON Royce, Ross Bernard, *Governing the District of Columbia: An Introduction*, Washington, Washington Center for Metropolitan Studies, 1971.

HASKINS, Faye P., "The Art of D.C. Politics, Broadsides, Banners, And Bumper Stickers," *Washington History*, Fall/Winter 2000-2001, p. 46-63.

KEELEY Robert V., *D.C. governance: it's always been a matter of race and money*, Washington, Black Sheep Books, 1995.

LESSOFF Alan, *The Nation and Its City: Politics, "Corruption," and Progress in Washington D.C., 1861-1902*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1994.

LESSOFF Alan, "Washington, D.C., under Federal Rule, 1871-1945", (in *Berlin-Washington, 1800-2000: Capital Cities, Cultural Representation, and National Identities*, Ed. Andreas Daum and Christof Mauch. New York, Cambridge University Press, 2005, p. 235-62).

MANSFIELD Harvey C., "Federal Executive Reorganization: Thirty Years of Experience", *Public Administration Review*, Vol. 29, No. 4 (Jul. - Aug., 1969), Blackwell Publishing on behalf of the American Society for Public Administration, p. 332-345.

RUTHERFORD Geddes W., "Reorganization of the Government of the District of Columbia," *The American Political Science Review*, vol. 33, No. 4, Aug., 1939, p. 653-655.

SCHMECKEBIER Lawrence, *District of Columbia; Its Government and administration*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1928.

SCHMECKEBIER Laurence F. et WILLOUGHBY W. F., *The Government and Administration of the District of Columbia*, Institute for Government Research, Brookings Institution, Washington, 1929.

STONE Donald C., "Administrative Management: Reflections on Origins and Accomplishments," *Public Administration Review*, vol. 50, n°1 (Jan. - Feb., 1990), p. 3-20 Blackwell Publishing. Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/977289>.

TINDALL William, *Origin and Government of the District of Columbia*, Washington, Government Printing Office, 1909.

WOLMAN Hal (ed.), *Capital Cities and their National Governments: Washington, D.C. in Comparative Perspective*, Washington, George Washington Institute of Public Policy, 2006.

B. Home Rule et représentation nationale

BEST Judith, *National Representation for the District of Columbia*, Frederick, University Publications of America, 1984.

COOPER Timothy, "Violations of Equal Political Participation in the United States Congress," Washington, *Worldrights*, 10 décembre 2007, p. 2 (consulté sur www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/docs/ngos/usa/worldrights.pdf)

DERTHICK Martha, "Politics in voteless Washington," *The Journal of Politics*, vol. 25, n°1, Feb. 1963, p. 93-106.

DIGIACOMANTONIO William C. "'To Sell Their Birthright for a Mess of Potage': The Origins of the D.C. Governance And the Organic Act of 1801," published in "Coming into the City: Essays on Early Washington, D.C. Commemorating the Bicentennial of the Federal Government's Arrival in 1800," *Washington History*, Vol. 12, No. 1, Spring/Summer 2000.

DINER Steven J., *Democracy, Federalism and the governance of the Nation's capital, 1790-1974*, Washington, Center for Applied Research and Urban Policy, University of the District of Columbia, 1987.

DINER Steven J., "Statehood and the Governance of the District of Columbia: An Historical Analysis of Policy Issues." *Journal of Policy History*. Vol. 4, No. 4, 1992, p. 389-417.

DINER Steven J., "The City under the Hill," *Washington History* 8, Spring/Summer 1996, p. 54-61.

FAUNTROY M. K., *Home Rule or House Rule? Congress and the Erosion of Local Governance in the District of Columbia*, New York, University Press of America, 2003.

HARRIS Charles W., *Congress and the Governance of the Nation's Capital: The Conflict of Federal and Local Interests*, Washington, DC, Georgetown University Press, 1995.

HARRIS Charles W., "In Whose Interest ? Congressional Funding For Washington In the Home-Rule Era," *Washington History* 8, Spring/Summer 1996, p. 62-70.

HARRIS Charles W., THORNTON Alvin, *Perspectives of Political Power in the District of Columbia*, Washington, National Institute of Public Management, 1981.

HARRIS Charles W., "Congress and Home Rule in the Nation's Capital: District of Columbia Appropriations." Paper presented at the 1990 annual meeting of the American Political Science Association, San Francisco, August 30-September 2, 1990.

HARRIS Charles W., "Federal and Local Interests in the Nation's Capital: Congress and the District of Columbia Appropriations," *Public Budgeting and Finance* 9, no. 4, Winter 1989.

HARRIS Charles W., HARRIS Neeka. "Conflicting Vistas in the Nation's Capital," Washington, *Catholic University Law Review* 38, no 3, Spring 1989.

HARRIS Charles W., "Washington's 'Federal City,' and Jefferson's 'federal town,'" published in "Coming into the City: Essays on Early Washington, D.C. Commemorating the Bicentennial of the Federal Government's Arrival in 1800," *Washington History*, Vol. 12, No. 1, Spring/Summer 2000.

KEYSSAR Alexander, *The Right to Vote: The Contested History of Democracy in the United States*, New York, Basic Books, 2000.

KNEBEL Fletcher. "Washington – Democracy's Home Town." Bill Adler (dir.), *Washington: A Reader*. New York, Meredith Press, 1967.

NOYES Theodore, *The national capital – Newspaper articles and speeches concerning the city of Washington*, Washington, Byron S. Adams, 1893.

O'CLEIREACAIN Carol, *The Orphaned Capital: Adopting the right revenues for the District of Columbia*, Washington, Brookings Institution Press, 1997.

RASKIN Jamin B., "Is This America? The District of Columbia and the Right to Vote," *Harvard Civil Rights – Civil Liberties Law Review*, Vol. 34, No. 1, Winter 1999.

RICHARDS Mark David, "Sequence of Events: A Concise History of the Relationship Between the U.S. Federal Government and the District of Columbia," 1997 (n.p.)

RICHARDS, Mark David, *Hope and delusion: struggle for democracy in the District of Columbia*, thèse de doctorat, Washington, The Union Institute, 2001, 374 p. (consulté sur www.world-rights.org/us/excerpt-fron-hope-and-delusion.pdf)

PRÉTOT Xavier, *Washington, D.C., contribution à l'étude du régime juridique des capitales*, Thèse de doctorat en droit, Université Paris 1, 1986.

THOMPSON Anthony J., *The Story of the 23rd Amendment*, Senior thesis submitted to the History Department of Princeton University in partial fulfilment of the requirements for the degree of Bachelor of Arts, 1965.

VOSE Clement E., "When District of Columbia Representation Collides with the Constitutional Amendment Institution," Oxford University Press Publius, vol. 9, n°1, *The State of American Federalism*, 1978, (Winter, 1979), p. 105-125.

WEAVER Kent R., Harris Charles W., "Who's in Charge Here? Congress and the Nation's Capital," *The Brookings Review* 7, no. 3, Summer 1989.

X. Urbanisme et architecture

A. Planification et espaces publics

1. Parcs et espaces verts

BARTHOLD, Elizabeth, "The Predicament of the 'Parklets': Understanding Washington's Smaller Parks," *Washington History* 5, Spring-Summer 1993, p. 28-45.

BUSHONG, William, *Rock Creek Park, District of Columbia, Historic Resource Study*, Washington, Dept. of Interior, National Park Service, 1990.

BUSHONG, William, WEISS Piera M., "Rock Creek Park: Emerald of the Capital City," *Washington History* 2, Fall-Winter 1990-1991, p. 4-29.

DOLAN, Thomas W., "Meridian Hill Park, Washington, D.C.," M.A. thesis, University of Virginia, 1983.

GOODE, James M., *The Outdoor Sculpture of Washington, D.C.: A Comprehensive Historical Guide*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1974.

LONGSTRETH, Richard, (dir.), *The Mall in Washington, 1791-1991*, Washington, National Gallery of Art; and Hanover, N.H., University of New England Press, 1991.

MOORE, Charles (ed.) *The Improvement of the Park System of the District of Columbia*, Washington, Government Printing Office, 1902.

OLSEWSKI, George J., "Dupont Circle, Washington, D.C.," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1967.

OLSEWSKI, George J., "Farragut Square, Washington, D.C.," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1968.

- OLSEWSKI, George J., "Franklin Square, Washington, D.C.," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1970.
- OLSEWSKI, George J., "Lafayette Park, Washington, D.C.," Washington, National Park Service, 1964
- OLSEWSKI, George J., "Lincoln Park, Washington, D.C.," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1968.
- OLSEWSKI, George J., "Mount Vernon Square, Washington, D.C.," Washington, Office of Archeology and Historic Preservation, National Park Service, 1970.
- OLSEWSKI, George J., "The President's Park, South, Washington, D.C.," Washington, Office of History and Historic Archeology National Park Service, 1970.
- SOLIT, Karen, *History of the United States Botanic Garden, 1816-1991*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1993.
- STANLEY, Joan H., "Judiciary Square, Washington, D.C., a Park History," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1968.

2. Planification urbaine

- BEDNAR, Michael J. *L'Enfant's Legacy: Public Open Spaces in Washington*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2006.
- CLAVEL Pierre, GOLDSMITH William W, (dir.), *Urban and Regional Planning in an Age of Austerity*, New York, Pergamon Press, 1980.
- COYLER George S., *The L'Enfant Plan in Downtown Washington: Its History and Prospects for Survival*, thèse de doctorat, George Washington University Law Center, George Washington University, 1987, p. 5. (disponible auprès du Professeur Tersh Boasberg)
- GILLETTE Howard, Jr.. "White City, Capital City," *Chicago History* 18, Winter 1989-1990, p. 26-45
- GILLETTE Howard, *Between Justice and Beauty: Race, Planning, and the Failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2006.
- GUTHEIM Frederick, *Worthy of the Nation: The History of Planning for the National Capital*, Washington, National Capital Planning Commission and Smithsonian Institution Press, 1977.
- GUTHEIM Frederick, LEE, Antoinette, *Worthy of the Nation: Washington, DC, from L'Enfant to the National Capital Planning Commission*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2006.
- GUTHEIM Frederick, WASHBURN Wilcomb E., *The Federal City: Plans and Realities*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1976.
- GALE, Dennis C., "The Impact of Historic District Designation in Washington, D.C.," *Occasional Paper* n°6, Center for Washington Area Studies, George Washington University, 1989.
- HARMAN, Douglas, *The National Capital Planning Commission and the Politics of Planning in the Nation's Capital*, Washington, Washington Center for Metropolitan Studies, 1968.
- HARRIGAN, Lucille, VON HOFFMAN, Alexander, *Happy to Grow: Development and Planning in Fairfax County, Virginia*, Cambridge, Harvard University, Joint Center for Housing Studies, février 2004, W04-2.
- HARRIGAN, Lucille and VON HOFFMAN, Alexander, *Forty Years of Fighting Sprawl: Montgomery County, Maryland, and Growth Control Planning in the Metropolitan Region of Washington, D.C.*, Cambridge, Harvard University, Joint Center for Housing Studies, W02-6 Octobre 2002.
- HAYDEN, Dolores, *Building Suburbia: Green Fields and Urban Growth, 1820-2000*, New York, Pantheon Books, 2003.

JAMES, Harlean, *Land Planning in the United States for the City, State and Nation*, New York, Macmillan, 1926.

JOUAN Alice, *Washington : la capitale américaine à l'heure de son centenaire*, Mémoire de maîtrise sous la direction d'André Kaspi et Hélène Harter, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, septembre 2002, 137 p.

MILLER, Donald M, "The White City", *American Heritage*, n°44, p. 71-87, July/August 1993.

PETERSON, Jon A., *The Birth of City Planning in the United States, 1840-1917*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2003.

REPS, John, *Monumental Washington, The Planning and Development of the Capitol Center*, Princeton, Princeton University Press, 1967.

RIMENSNYDER Nelson, "Rhodes Tavern and the History of the Planning, Development, and Institutions of the Nation's Capital, 1799-1981." Committee on the District of Columbia, U.S. House of Representatives, présenté à l'Annual Washington, D.C. History Conference, 13 février 1982.

RIMENSNYDER Nelson F., "Limitations on Building Heights in the District of Columbia: A Descriptive Historical Survey of Selected Executive and Legislative Action, 1791-1975," 94th Congress, 2nd Session, Committee on the District of Columbia, House of Representatives, Staff Report, 1 April 1976.

SCOTT Pamela, "Pierre L'Enfant: A New Look at the Architect and his Plan," Conférence, National Geographic Society, Washington, D.C., March 25, 1991.

STEPHENSON Richard W., "A Plan Whol[l]y New: Pierre Charles L'Enfant's Plan of the City of Washington, Washington, Library of Congress, 1993.

WORTHINGTON Glen, "The Vision of Pierre L'Enfant: A City to Inspire, A Plan to Preserve", *Georgetown University Law Center*, 2005, p. 6-10 (http://scholarship.law.georgetown.edu/hpps_papers/9, consulté le 10 mars 2011)

3. Urbanistes, architectes, ingénieurs, paysagistes

BEAUCHAMP, Tanya E., "Adolph Cluss: An Architect in Washington during the Civil War and Reconstruction," *Records of the Columbia Historical Society* 48, 1971-1972, p. 338-358.

BRAUER, Carl M., *The Man Who Built Washington: A Life of John McShain*, Wilmington, Hagley Museum and Library, 1996.

BRYAN, John, M., (dir.), *Robert Mills, Architect*, Washington, American Institute of Architects Press, 1989.

BUSHONG, William, "Glenn Brown, the American Institute of Architects, and the Development of the Civic Core of Washington, D.C.," Ph.D. dissertation, George Washington University, 1988.

BUSHONG, William (dir.), *A Centennial History of the Washington Chapter, American Institute of Architects 1887-1987*, Washington, Washington Architectural Foundation Press, 1987.

CAEMMERER, H. Paul, *The Life of Pierre Charles L'Enfant, Planner of the City Beautiful, the City of Washington*, New York, Da Capo Press, 1970.

CARTER, Edward C., II, "Benjamin Henry Latrobe and the Growth and Development of Washington, 1798-1818," *Records of the Columbia Historical Society* 48, 1971-1972, p. 128-149.

CRON, Frederick W., *The Man Who Made Concrete Beautiful*, Fort Collins, Centennial Publications, 1977.

DICKINSON, William C. (dir.), *Montgomery C. Meigs and the Building of the Nation's Capital*, Athens, Ohio University Press, 2001.

ETHERIDGE, Harrison M., "The Black Architects of Washington, D.C., 1900-Present," D.A. dissertation, Catholic University, 1979.

FORMWALT, Lee W., "Benjamin Henry Latrobe and the Development of Transportation in the District of Columbia, 1801-1817," *Records of the Columbia Historical Society* 50, 1980, p. 36-66.

KITE, Elisabeth S., *L'Enfant and Washington 1791 - 1792*, New York, Arno Press & The New York Times, 1970 (première édition : Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1929).

LISCOMBE, Rhodri Windsor, *Altogether American: Robert Mills, Architect and Engineer, 1781-1855*, New York: Oxford University Press, 1994

MCGUIRE, Diane K., FERN, Lois, *Beatrice Jones Farrand (1872-1959): Fifty Years of American Landscape Architecture*, Washington, Dumbarton Oaks, 1982.

SKRAMSTAD, Harold K., "The Engineer as Architect in Washington: The Contribution of Montgomery Meigs," *Records of the Columbia Historical Society* 47, 1969-1970, p. 266- 284.

B. Architecture

1. Généralités

APPLEBAUM, Elizabeth Bloom, "The Early Tall Buildings of Washington, D.C.: 1880- 1900," M.A. thesis, George Washington University, 1983.

BELL, Shannon E., "From Ticket Booth to Screen Tower: An Architectural Study of Drive- In Theaters in the Baltimore - Washington, D.C. - Richmond Corridor," M.A. thesis, George Washington University, 1999.

BURR, Theresa Renee, "Building Fashions: Department Store Architecture in Washington, D.C., 1885-1930," M.A. thesis, George Washington University, 1996.

CARSON Jeffrey R. *Massachusetts Avenue, Washington, District of Columbia; History and Analysis*, mémoire de maîtrise, Charlottesville, University of Virginia, 1971.

HOOPER, Carol E., "All True Work Is Sacred: The Influence of the Arts and Crafts Movement in Washington, D.C.," M.A. thesis, University of Virginia, 1989.

KOHLER Sue A, CARSON Jeffrey R., *Sixteenth Street architecture, volume 2*, Washington, United States Commission of Fine Arts, 1978.

LEE, Antoinette J., Scott, Pamela, *Buildings of the District of Columbia*, New York, Oxford University Press, 1994.

UNIVERSITY OF VIRGINIA, "Massachusetts Avenue", *Washington Places*, School of Architecture (<http://www.arch.virginia.edu/dcplaces/massave/massave.htm>, consulté le 14 avril 2010)

OVASON, David, *The Secret Architecture of Our Nation's Capital: The Masons and the Building of Washington, D.C.*, New York, Harper Collins, 1999.

REIFF, Daniel D., *Washington Architecture 1791-1861: Problems in Development*, Washington, U.S. Commission of Fine Arts, 1971.

RHOADS William B., "Franklin D. Roosevelt and Washington Architecture", *Records of the Columbia Historical Society*, Vol. 52, 1989, p. 104-162, Historical Society of Washington, D.C., Washington, 1989. (<http://www.jstor.org/stable/40067862>, consulté le 22 juillet 2011).

SIBLEY Jr. Jennings, KOHLER Sue, CARSON Jeffrey, *Massachusetts Avenue Architecture. Volumes I and II*. Washington, D.C., Commission of Fine Arts, 1975.

VALE, Lawrence J., *Architecture, Power, and National Identity*, New Haven, Yale University Press, 1992.

WEEKS, Christopher, *AIA Guide to the Architecture of Washington D.C.*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1994.

2. Édifices remarquables

EBERLEIN, Harold D., HUBBARD Cortland V., *Historic Houses of Georgetown & Washington City*, Richmond, Dietz Press, 1958.

GOODE, James M., *Best Addresses: A Century of Washington's Distinguished Apartment Houses*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1988.

LOCKWOOD, Mary S., *Historic Homes in Washington*, New York, Belford Company Publishers, 1889.

LOEFFLER Jane C, "Elegant Homes of Diplomacy", *Americas*, Jan/Feb 2005, n°57-1; p. 48.

MADDEX, Diane, *Historic Buildings of Washington, D.C.*, Pittsburgh, Ober Park Associates, 1973.

MCCLINSEY Keith, *Washington D.C.'s Mayflower Hotel*, Images of America, Charleston, Arcadia Publishing, 2007.

MCCUE, George, *The Octagon*, Washington, American Institute of Architects Foundation, 1976.

MILLER Hope R., *Great Houses of Washington, D.C.*, New York, Clarkson N. Potter, 1969.

SCHWARTZ, Nancy, *Historic American Buildings Survey: District of Columbia Catalog, 1974*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1976.

STANLEY Joan H., "The Old Stone House in Georgetown, D.C.," Washington, Office of Archaeology and Historic Preservation, National Park Service, 1968.

WHITEHILL Walter M., *Dumbarton Oaks: The History of a Georgetown House and Garden, 1860-1966*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1967.

3. Édifices gouvernementaux et militaires

a) Généralités

ALLEN William, *The Dome of the United States Capitol: An Architectural History*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1992.

BROUSSEAU, Francis Mary, "The Library of Congress, 1873-1897: The Building, Its Architects, and Politics of Nineteenth-Century Architectural Practice," these de doctorat, University of Delaware, 1998.

BROWN, Glenn, *History of the United States Capitol*, New York, Da Capo Press, 1970.

CRAIG, Lois (dir.), *The Federal Presence: Architecture, Politics, and Symbols in United States Government Building*, Cambridge, MIT Press, 1978.

GOLDBERG, Alfred, *The Pentagon: The First Fifty Years*, Washington, Historical Office, Office of the Secretary of Defense, 1992.

GOODE, James M., "Architecture and Politics: Thomas Ustick Walter and the Enlargement of the United States Capitol, 1850-1865," thèse de doctorat, George Washington University, 1994.

Justice Management Division, comp., *The Fiftieth Anniversary of the U.S. Department of Justice Building 1934-1984*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1984.

KENNON, Donald (dir.), *The United States Capitol: Designing and Decorating a National Icon*, Athens, Ohio University Press, 2000.

KENNON, Donald (dir.), *A Republic for the Ages: The United States Capitol and the Political Culture of the Early Republic*, The University Press of Virginia, 1999.

- LOWRY, Bates, *Building a National Image: Architectural Drawings for the American Democracy, 1789-1912*, Washington, National Building Museum, 1985.
- MAROLDA, Edward J., *The Washington Navy Yard, an Illustrated History*, Washington, Naval Historical Center, 1999.
- MEADE, Edmund P., "Thomas Jefferson, Benjamin Henry Latrobe and the Design of Wide-Span Structures for the Washington Navy Yard," M.A. thesis, University of Virginia, 1989.
- OSSMAN, Jennifer L., "Reconstructing a National Image: The State, War and Navy Building and the Politics of Federal Design, 1866-1890," Ph.D. dissertation, University of Virginia, 1997.
- PARK, Sharon C., "A New Attitude Toward Style: The Red Brick Federal Buildings of Washington, D.C., 1878-1887," M.A. thesis, George Washington University, 1980.
- PECK, Taylor, *Round-shot to rockets: a history of the Washington Navy Yard and U.S. Naval Gun Factory*, Annapolis, United States Naval Institute, 1949.
- REESE, David L., "Carrere and Hastings' Design for the U.S. House and Senate Office Buildings," M.A. thesis, University of Virginia, 1981.
- ROSS, Amy Alexandra, "Washington: Building the Municipal City," M.A. thesis, University of Virginia, 1992.
- SANTOYO, Elsa M. (dir.), *Creating an American Masterpiece: Architectural Drawings of the Old Executive Office Building, 1871-1888*, Washington, American Architectural Foundation, 1988.
- SCOTT, Pamela, "Stephen Hallet's Designs for the United States Capitol," *Winterthur Portfolio* 27, Summer-Autumn 1992, p. 145-170
- SCOTT, Pamela, *Temple of Liberty: Building the Capitol for a New Nation*, New York, Oxford University Press, 1995.

b) La Maison-Blanche

- The Architecture of the West Wing of the White House*, Washington, Executive Office of the President, 1995.
- EPSTEIN, Ellen R., "The East and West Wings of the White House," *Records of the Columbia Historical Society* 48, 1971-1972, p. 596-617.
- GARRETT, Wendell (dir.), *Our Changing White House*, Boston, Northeastern University Press, 1995.
- NELSON, Lee H., *White House Stone Carving: Builders and Restorers*, Washington, GPO, 1992.
- SEALE, William, *The President's House*, 2 vol., Washington, White House Historical Association, 1986.
- SEALE, William, "The Stonemasons Who Built the White House," *White House History* 3, Spring 1998, p. 16-31.
- SEALE, William, *The White House: The History of an American Idea*, Washington, American Institute of Architects Press, 1992.
- SMEAD, Susan E., "An American Palace: James Hoban's Design for the President's House," M.A. thesis, University of Virginia, 1991.
- "The Truman Restoration," *White House History* 5, Spring 1999 (numéro spécial).

C. Quartiers

- CANTWELL, Thomas J., "Anacostia: Strength in Adversity." *Records of the Columbia Society* 49, 1976, p. 330-370.

- CAPLAN Marvin, "Trenton Terrace Remembered: Life in a 'Leftist Nest,'" *Washington History* 6, Spring/Summer 1994, p. 46-65.
- CHERKASKY, Mara, "Slices of the pie: black and white Dupont Circle from the 1920s to the 1950s." M.A. thesis.
- DRAPER, Elizabeth Kohl, "Progress report on the restoration of Capitol Hill Southeast." *The Records of the Columbia Historical Society*, Vol.1951-1952, p. 134-137.
- Foundation for the Preservation of Historic Georgetown, *A Walking Guide to Historic Georgetown*, New York, Vanderpool Group, 1971.
- GALE, Dennis E., *Restoration in Georgetown, Washington D.C. 1915-65*, Washington, George Washington University Press, 1982.
- HELM, Judith B. *Tenleytown, D. C.: Country Village into City Neighborhood*, Washington, Tennally Press, 1981.
- HENIG, Jeffrey R., *Gentrification in Adams Morgan: Politics and Commercial Consequences of Neighborhood Change*, Washington, Center for Washington Area Studies, George Washington University, 1982.
- HUTCHINSON, Louise D., *The Anacostia Story: 1608-1930*, Washington, Anacostia Neighborhood Museum of the Smithsonian Institution, Smithsonian Institution Press, 1977.
- LESKO, Kathleen M., *Black Georgetown Remembered: A History of Its Black Community from the Founding of "The Town of George" in 1751 to the Present Day*, Washington, Georgetown University Press, 1991.
- SHERWOOD, Suzanne B., *Foggy Bottom 1800-1975: A Study in the Uses of an Urban Neighborhood*, Washington, Center for Washington Area Studies, George Washington University, 1978.
- TAEUBER, Karl, TAEUBER, Alma, *Negroes in Cities: Residential Segregation and Neighborhood Change*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1965.
- WHITEHEAD Henri, "Remembering U Street: There Was A Time," Washington, D.C., Remembering U Street Festival, 1994.
- WILLIAMS, Paul K., *Greater U Street*. Images of America Series, Charleston, SC: Arcadia, 2002.
- WILLIAMS Paul, "Scenes from the Past – Dupont Circle", *The InTowner*, p. 8-9, *The InTowner*, novembre 2009.

XI. Infrastructures

- BARRET, Paul, "Cities and their Airports: Policy Formation, 1926 – 1952," *Journal of Urban History* 14, November, 1987.
- BELANGER, Dian Olson, "The Railroad and the Park: Washington's Baltimore & Potomac Station, 1872-1907," *Washington History* 2, Spring 1990, p. 4-27.
- BLANTON, Mary Alison Stone, "'Make no Little Plans': Daniel Burnham's Design for Union Station," M.A. thesis, University of Virginia, 1991.
- District of Columbia engineers Office, *Washington Bridges*, Washington, 1945.
- COWDREY, Albert E., *A City for the Nation: The Army Corps of Engineers and the Building of Washington, D.C., 1790-1967*, Washington, Historical Division, Office of Administrative Services, Office of the Chief Engineers, 1979.

- GOODE, James M., "Flying High: The Origin and Design of Washington National Airport," *Washington History* 1, Fall 1989, p. 4-25.
- GRANT III, Ulysses S., "The National Capital: Reminiscences of Sixty-Five Years," *Records of the Columbia Historical Society*, vol. 57/59, Washington, D.C., 1957-1959, p. 1-15.
- HALL, Carl W., *A Biographical Dictionary of People in Engineering: From the Earliest Records to 2000*, West Lafayette, IN, Purdue University Press, 2008.
- HARRISON, Michael R., "The "Evil of the Misfit Subdivisions": Creating the Permanent System of Highways of the District of Columbia," *Washington History*, Vol. 14, n°1, Commemorating the Centennial of the McMillan Plan, Part I (Spring/Summer, 2002), p. 26-55.
- HARRY C. WAYS, *The Washington Aqueduct 1852-1992*, Baltimore, Baltimore District, U.S. Army Corps of Engineers, 1996, 187 p.
- KARSNER, Douglas, "Aviation and Airports: The Impact of Economic and Geographic Structure of American Cities, 1940s – 1980s," *Journal of Urban History* 23, May 1997.
- KING, LeRoy O., *100 Years of Traction: The Story of Streetcars in the National Capital*, Dallas, Taylor Publishing Co., 1972.
- KOHLER, Peter C., *Capital transit: Washington's Street Cars: The Final Era: 1933-1962*, Colesville, National Capital Trolley Museum, 2001.
- LEACH, Sara Amy, "Fifty Years of Parkway Construction in and around the Nation's Capital," in JENNINGS, Jan (dir.), *Roadside America: The Automobile in Design and Culture*, Ames, Iowa State University Press, 1990, p. 185-197.
- LURIA, Sarah, *Capital Speculations: Writing and Building Washington*, Durham, N.H., University of New Hampshire Press, 2006.
- MAURY, William M., *Alexander "Boss" Shepherd and the Board of Public Works*, Washington, George Washington University, 1975.
- MERRILL, E.D., "Changing Fashions in Transportation", *Records of the Columbia Historical Society*, Vol. 48/49, 1946/1947, Washington, p. 159-170, Historical Society of Washington, D.C. (<http://www.jstor.org/stable/40064092>)
- MERGEN, Bernard, "Slush Funds: A History of D.C. Snow Management," *Washington History* 8, Spring/Summer 1996, p. 4-15.
- MERTZ, William, HAMMER, Lamelle, *A Study of factors Related to Urban travel*, Public Roads, April 1957.
- MYER, Donald B., *Bridges of the City of Washington*, Washington, U.S. Commission of Fine Arts, 1974
- NOREEN, Sarah Pressey, *Public Street Illumination in Washington, D.C.: An Illustrated History*, GW Washington Studies, Washington, George Washington University, 1975.
- SAVAGE, Beth L., "The Inception and Early Historical Development of the Planned Neighborhood Shopping Center in the Washington Area from 1930 to 1942," M.A. thesis, George Washington University, 1989.
- SCHRAG, Zachary M., "Mapping Metro, 1955-1968: Urban, Suburban, and Metropolitan Alternatives," *Washington History* 13, Spring-Summer 2001, p. 4-23.
- SCOTT, Pamela, *Capital Engineers: The U.S. Army Corps of Engineers in the Development of Washington, D.C., 1790-2004*, U.S. Army Corps of Engineers, Alexandria, 2005.
- TINDALL, William, "The Origin of the Parking System of This City," *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, D.C., Vol. 4, 1901, p. 75-99.

WAYS, Harry C., *The Washington Aqueduct 1852-1992*, Baltimore, Baltimore District, U.S. Army Corps of Engineers, 1996.

WHITE, Leland J., "Dividing Highway: Citizen Activism and Interstate 66 in Arlington, Virginia," *Washington History* 13, Spring-Summer 2001, p. 52-67.

WRIGHT, William M., "White City to White Elephant: Washington's Union Station Since World War II," *Washington History* 10, Fall/Winter 1998-1999, p. 24-43.

ZANGRANDO, Joanna Schneider, "Monumental Bridge Design in Washington, D.C., as a Reflection of American Culture, 1886-1932," thèse de doctorat, George Washington University, 1974.

XII. Logement

A. Généralités

ALLEY Paul Bryant, "Toward the Luxury Apartment House, Washington, D.C., 1900- 1905," M.A. thesis, University of Virginia, 1982.

BAILEY, Kristin Szylvian, *The Federal Government and the Cooperative Housing Movement, 1917-1955*, Ph.D. dissertation, Carnegie-Mellon University, 1988.

BAUER, Catherine, *Modern Housing*, Boston, Houghton-Mifflin, 1934.

CONGRESSIONAL QUARTERLY, *Housing a Nation*, Washington, DC, Congressional Quarterly Service, 1966.

CROMWELL, John Wesley, "The First Negro Churches in the District of Columbia," *Journal of Negro History* 7, n°1 (January 1922), p. 64-106.

DAVIES, Richard, *Housing Reform during the Truman Administration*, Columbia, MO, University of Missouri Press, 1966.

FOLEY Albert, "The Catholic University study for *The Negro and the Schools*," *Interracial Review*, Chapel Hill, University of North. Carolina Press, September 1950.

HAYS, R. Allen, *The Federal Government and Urban Housing*, Albany, NY, State University of New York, 1995, 2nd ed.

HIRSCH, Arnold R, *Making the Second Ghetto: Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Cambridge, England, Cambridge University Press, 1983.

"Housing Act of 1949", *Architectural Forum* 91-2, p. 83-85, 1949.

MCDONALD Sharon, "Row House Construction in Washington, D.C., Between the World Wars," M.A. thesis, George Washington University, 1995.

RADFORD, Gail, *Modern Housing for America: Policy Struggles in the New Deal Era*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

VON HOFFMAN, Alexander, *High Ambitions: The Past and Future of American Housing Policy*, Housing Policy Debate 7-3, p. 423-46, 1996.

VON HOFFMAN, Alexander, *The Origins of American Housing Reform*, Working Paper Series, Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Joint Center for Housing Studies, Taubman Center for State and Local Government, 1998.

WRIGHT, Gwendolyn, *Building the Dream: A Social History of Housing in America*, Cambridge, MIT Press, 1981.

B. Logement social

- BARNES William R., "A Battle for Washington: Ideology, Racism, and Self-Interest in the Controversy over Public Housing, 1943-1946," *Records of the Columbia Historical Society*, vol. 50, 1980, p. 452-483.
- BAUER, Catherine, "The Dreary Deadlock of Public Housing", *Architectural Forum* 106-5, p. 140-42, 1957.
- BILES, Roger, *Nathan Straus and the Failure of U.S. Public Housing, 1937-1942*. *Historian* 52-1, p. 33-46, 1990.
- BILES, Roger, *Public Housing in the Eisenhower Administration*, Paper presented at the annual meeting of the Social Science History Association, New Orleans, October 16, 1996.
- BOBEZKO Laura L., "'America Builds for Her Renter Millions': The Built Legacy of the Rental Housing Division of the Federal Housing Administration, 1935-1942," M.A. thesis, George Washington University, 1999.
- CAM, Gilbert A., "United States Government Activity in Low-Cost Housing, 1932-1938," *Journal of Political Economy* vol. 47, n°3, June 1939, p. 357-378.
- CHAMBERLIN Holly, "The Defense Homes Corporation: Permanent Defense Housing for the Home Front," M.A. thesis, George Washington University, 1990.
- COLE, Mary Susan, *Catherine Bauer and the Public Housing Movement, 1926-1937*. Ph.D. dissertation, George Washington University, 1975.
- FITZGERALD, Simon, *Public Housing and New Plans of Hope*, Indymedia, 16 février 2002.
- GROGAN, Paul S., PROSCIO, Tony, *The Fall (and Rise) of Public Housing*, Joint Center for Housing Studies, Harvard University, 2000.
- HANNOLD Elizabeth, "'Comfort and Respectability': Washington's Philanthropic Housing Movement," *Washington History* 4, Fall-Winter 1992-1993, p. 20-39.
- HANNOLD Elizabeth, "Philanthropy that Pays: Washington, D.C.'s Limited-Dividend Housing Companies, 1897-1954," M.A. thesis, George Washington University, 1988.
- PAIGE, J. S., REUSS, M. M., "Safe Decent and Affordable: Citizen Struggles to Improve Housing in the District of Columbia, 1890-1982", *Studies in DC History and Public Policy Paper #6*, May 1983.
- QUINN, Kelly Anne, *Making Modern Homes: A History of Langston Terrace Dwellings, a New Deal Housing Program in Washington, D.C.*, Thèse de doctorat sous la direction de Mary Corbin Sies, University of Maryland, College Park, 2007.
- WOOD, Elizabeth, *The Beautiful Beginnings, the Failure to Learn: Fifty Years of Public Housing in America*, Washington, National Center for Housing Management, 1982.
- VON HOFFMAN, Alexander, *Vision Limited: The Political Movement for a U.S. Public Housing Program, 1919-1950*, Working Paper Series, Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Joint Center for Housing Studies, Taubman Center for State and Local Government, 1996.
- VON HOFFMAN, Alexander, "A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949", *Housing Policy Debate* 11-2, p. 299-326, Fannie Mae Foundation, 2000 (<http://www.innovations.harvard.edu/download-doc.html?id=3029>, consulté le 17 mai 2008).

C. Taudis, lutte contre les taudis

- ALDEN Stevens, "Washington: Blight on Democracy", *Harper's Magazine*, n°184, dec. 1941 – mai 1942, p. 50.

- AMMON Francesca Russello, Commemoration Amid Criticism: The Mixed Legacy of Urban Renewal in Southwest, Washington, D.C, *Journal of Planning History* 2009 8: 175 originally published online 31 July 2009, <http://jph.sagepub.com/content/8/3/175>, consulté le 7 juillet 2011)
- ANDERSON, Martin, *The Federal Bulldozer, A Critical Analysis of Urban Renewal, 1949-1962*, Cambridge, MA, MIT Press, 1964.
- BAUMAN, John F., BILES, Roger and SZYLVIAN, Kristin M., *From Tenements to the Taylor Homes: In Search of Urban Housing Policy in Twentieth-Century America*, University Park, Penn State University Press, 2002.
- BORCHERT, James, "The Rise and Fall of Washington's Inhabited Alleys: 1852-1972," *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, D.C., vol. 71/72.
- BORDERS, Karl, "Emergency Rent Control," *Law and Contemporary Problems*, Vol. 9, No. 1, The Emergency Price Control Act (Winter, 1942), p. 120-121, Duke University School of Law (<http://www.jstor.org/stable/1189810>, consulté le 21 avril 2009)
- DISTRICT OF COLUMBIA REDEVELOPMENT LAND AGENCY. *A Brief History of Southwest Washington and a Description of Buildings of Historical Interest*. Washington, n.p, 1957. AIA.
- DOYLE, Phil A. "RLA Reports on: Rebirth of Southwest D.C." *National Capital Area Realtor* 30-8, August 1962, p. 5-6, 12. City Museum.
- "First Step Toward a New Washington", *Architectural Forum* 111, December 1959, p. 114-118.
- FOLEY, Mary Mix. "What is Urban Redevelopment?" *Architectural Forum* 97, août 1952, p. 124-131.
- FANT, Barbara Gale Howick, "Slum Reclamation and Housing Reform in the Nation's Capital, 1890-1940," thèse de doctorat, George Washington University, 1982.
- FRIEDMAN, Lawrence M., *Government and Slum Housing: A Century of Frustration*, Chicago, Rand McNally, 1968.
- GILBERT N. et H. Specht, *Dynamics of Community Planning*, Cambridge MA, Ballinger, 1977.
- GOODWILLIE Arthur, *The Rehabilitation of Southwest Washington as a War Housing Measure, A Memorandum to the Federal Home Loan Bank Board*, Washington, D.C: n.p., 1942.
- GREER, Karen, *The Renewal of Southwest Washington*, np, 1988, City Museum.
- HOWES, Robert, *Crisis Downtown: A Church Eye-View of Urban Renewal*, National Conference of Catholic Charities, 1959.
- JUSTEMENT, Louis, *New Cities for Old; City Building in Terms of Space, Time, and Money*, New York, McGraw-Hill Book Company, Inc., 1946.
- KASARDA, John, 'Cities as Places Where People Live and Work: Urban Change and Neighborhood Distress', in H. CISNEROS. (ed.); *Interwoven Destinies: Cities and the Nation*, New York, WW Norton & Co, 1993.
- LOVELACE, Eldridge. *Harland Bartholomew: His Contributions to American Urban Planning*, Urbana, IL, University of Illinois Printing Office, 1993.
- LOWE, Jeanne R, *Cities in a Race with Time; Progress and Poverty in America's Renewing Cities*, New York, Random House, 1967.
- MASSEY D. et N. DENTON, *American Apartheid: Segregation and the making of the Underclass*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.
- MELDER, Keith, "Southwest Washington: Where History Stopped", In SMITH, Kathryn Schneider, ed., *Washington at Home: An Illustrated History of Neighborhoods in the Nation's Capital*, Northridge, Calif., Windsor Publications, 1988.

- NCPPC, *Housing and Redevelopment; A Portion of the Comprehensive Plan for the National Capital and its Environs*, Washington, GPO, 1950.
- NCPPC, *Washington Present and Future; A General Summary of the Comprehensive Plan for the National Capital and its Environs*, Washington, GPO, 1950.
- SLAYTON, William L, *The Operations and Achievements of the Urban Renewal Program*. In *Urban Renewal: The Record and the Controversy*, (ed. James Q. Wilson), p. 189–229, Cambridge, MA, MIT Press, 1966.
- TEAFORD, Jon, *The Rough Road to Renaissance: Urban Revitalization in America, 1940–1985*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1990.
- THURSZ, Daniel, *Where Are They Now? A Study of the Impact of Relocation on Former Residents of Southwest Washington, Who Were Served in an HWC Demonstration Project*, Washington, Health and Welfare Council of the National Capital Area, 1966. LC, DCPL, City Museum.
- TODD, Elaine B., *Urban Renewal in the Nation's Capital: A History of the Redevelopment Land Agency in Washington, D.C., 1946-1973*, thèse de doctorat, Howard University, 1986., DCPL.
- URA, *20 Questions & Answers on Urban Renewal*, Washington, GPO, February 1963, 15 p.
- WEISS, Marc A., “The Origins and Legacy of Urban Renewal,” in Paul J. Mitchell, ed. *Federal Housing Policy and Programs: Past and Present*, New Brunswick, Rutgers University, Center for Urban Policy Research, 1985, p. 253-276.
- WILSON, James Q, *Urban Renewal: The Record and the Controversy*, Cambridge, MA, MIT Press, 1966.
- WRIGLEY, Robert, Jr. "Development Plans for the Southwest survey Area of Washington, D.C.", *Journal of the American Institute of Planners* XVIII-XIX (1952-1953), p. 189-194.

XIII. Les Noirs dans la capitale américaine

A. Généralités

- BOWEN, Ebony V., “We seek what we find – We see what we look for”: looking literary production in Washington, D.C. 1921-1928”, College Park, University of Maryland, 2005.
- BROWN, Leticia W., *Free Negroes in the District of Columbia, 1790-1846*, New York, Oxford University Press, 1972.
- BROWN, Leticia W., LEWIS, Elsie M., *Washington from Banneker to Douglass, 1791-1870*, Washington, National Portrait Gallery, 1971.
- BROWN, Leticia W., LEWIS, Elsie M., *Washington in the New Era, 1870-1970*, Washington, National Portrait Gallery, 1971.
- BROWN, Sterling A, “The Negro in Washington,” *Washington, City and Capital*, 68-90, Washington, Federal Writer's Project, WPA, 1937.
- BROWN, Tamara, “Highlights from America's Black Broadway,” *Negro History Bulletin*, Jan-Sept, 1996 (http://findarticles.com/p/articles/mi_m1157/is_1996_Jan-Sept/ai_83667141/pg_1).
- CLARK-LEWIS, Elizabeth, *Living-In, Living Out: African American Domestic Workers in Washington, DC, 1910-1940*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1994.
- “Comeback,” *Time*, lundi 20 mars 1950, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,858754,00.html>
- CURRO CARY, Francine (dir.), *Washington Odyssey: A Multicultural History of the Nation's Capital*, Washington, DC, Smithsonian Books, 1996.

- DAWSON M., *Behind the Mule: Race and Class in African-American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- GASS, Mercedia V., *Blacks in Washington, D. C. 1800-1865*, Washington, Howard University, 1975, Seminar Paper, Department of History, Howard University, 1975, 55 p.
- GATEWOOD, Willard, B., *Aristocrats of Color: The Black Elite, 1880-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 1990.
- GREEN, Constance McLaughlin, *The Secret City, A History of Race Relations in the Nation's Capital*, Princeton, NJ, Princeton University press, 1967.
- HANSEN, D, D., *The Dream: Martin Luther King, Jr., and the Speech that Inspired a Nation*, New York, Harper Collins, 2003.
- HAYES, Laurence, *The Negro Federal Government Worker: A Study of his Classification Status in the District of Columbia, 1893-1938*, Washington, The Graduate School, Howard University, 1941.
- HIRSCH, R. A., *Making the Second Ghetto: Race and Housing in Chicago 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998 (1^{ère} edition 1983).
- JAFFE, Harry, SHERWOOD, Tom, *Dream City: Race, Power, and the Decline of Washington, D.C.*, New York, Simon & Schuster, 1994.
- JEROME Fred, TAYLOR Rodger, *Einstein on Race & Racism*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2006.
- JOHNSON, Ronald M., "Black and White Apart: The Community Center Movement in the District of Columbia, 1915-1930." *Records of the Columbia Historical Society* 50, 1980, p. 12-28.
- JOHNSTON, Allan J., *Surviving Freedom: The Black Community of Washington, D.C., 1860-1880*, New York, Garland Pub., 1993.
- KOFIE, Nelson F., *Race, Class, and the Struggle for Neighborhood in Washington, D.C.*, New York, Garland Press, 1999.
- LOHMAN, Joseph D. and REITZES, Dietrich C., "Note on Race Relations in Mass Society," *The American Journal of Sociology*, Vol. 58, No. 3 (Novembre 1952), p. 240-246.
- MCDANIEL, Pete, *Uneven Lies: The Heroic Story of African-Americans in Golf*, Greenwich, CT, The American Golfer, 2000.
- MOORE, Jacqueline M., *Leading the Race: The Transformation of the Black Elite in the Nation's Capital, 1880-1920*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1999.
- POWELL, Frances J., "A Statistical Profile of the Black Family in Washington, D.C., 1850- 1880." *Records of the Columbia Historical Society* 52, 1989, p. 269-288.
- SINNETTE, Calvin H., *Forbidden Fairways: African Americans and the Game of Golf*, Chelsea, MI, Sleeping Bear Press, 1998.

B. Politique

- KEELEY, Robert V., *D.C. governance: it's always been a matter of race and money*, Washington, Black Sheep Books, 1995.
- BAKER, Robert S. *The D. C. Riots of 1919: A Study in Perspective*, MA thesis, Howard University, 1973. 55p.

C. Logement

BROOKS, Richard R. W., *Covenants & Conventions*, Northwestern Law & Econ Research Paper No. 02-8, Northwestern University Law School, April, 2002.

CHERKASKY, Mara, "‘For Sale to Colored’: Racial Change on S Street, N.W.," *Washington History* 8, Fall/Winter 1996-1997, p. 40-57.

CUTLER, David M., GLAESER, Edward L., VIGDOR, Jacob L., "The Rise and Decline of the American Ghetto," *Journal of Political Economy*, Vol. 107, n°3 (June 1999), p. 455-506, The University of Chicago Press.

FITZPATRICK, Sandra; GOODWIN, Maria R., *The Guide to Black Washington: Places and Events of Historical and Cultural Significance in the Nation's Capital*, New York, Hippocrene Books, 1999, 240 p.

GILLETTE Howard, *Between Justice and Beauty: Race, Planning, and the Failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2006.

JONES, William H., *The Housing of Negroes in Washington, D.C., A Study in Human Ecology*, Washington, Howard University Press, 1929.

LAURENTI, Luigi, *Property Values and Race*, Berkeley, Cal., University of California Press, 1960.

NESBITT, George B. Non-White Residential Dispersion and Desegregation in the District of Columbia, *The Journal of Negro Education* 25, No. 1. (Winter, 1956), p. 4-14.

D. Droits civiques - Déségrégation

1. Généralités

COLLIER-THOMAS, Bettye, *Sisters in the Struggle: African American Women in the Civil Rights – Black Power Movement*, New York, New York University Press.

DUCKENFIELD, Thomas A., *In the shadow of the Capitol: a study of the nature and dimensions of residential segregation in Washington, D.C., 1940-1980*, M.A. thesis, 1986.

FRADIN, Dennis B., FRADIN, Judith B., *Fight On!: Mary Church Terrell's Battle for Integration*, New York, Clarion Books, 2003.

GILBERT, Ben, "Toward a Color-Blind Newspaper: Race Relations and the ‘Washington Post’", *Washington History*, Vol. 5, No. 2 (Fall/Winter, 1993/1994), Historical Society of Washington, D.C, p. 4-27 (<http://www.jstor.org/stable/40073206>).

HESS, Jerry N., Histoire orale, interview avec Oscar L. Chapman, Washington, DC, 2 août 1972, HTL (<http://www.trumanlibrary.org/oralhist/chapman6.htm>, consulté le 11 juillet 2010)

HESS, Jerry N., Histoire orale, interview avec C. Girard Davidson, Washington, 17 juillet 1972, HTL (<http://www.trumanlibrary.org/oralhist/davidsn1.htm>, consulté le 11 juillet 2010)

HORNE Gerald, "Civil Rights Congress," in Mary Jo Buhle, Paul Buhle, et Dan Georgakas (dir.), *Encyclopedia of the American Left*, New York, Garland Publishing, 1990, p. 134-135.

JONES, Beverly W., "Before Montgomery and Greensboro: The Desegregation Movement in the District of Columbia, 1950-1953," *Phylon* 43, n°2, 2nd Qtr. 1982, p. 144-154.

MCKAY, Robert B., "Segregation and Public Recreation," *Virginia Law Review*, Vol. 40, NO. 6 (Oct. 1954), p. 706.

OSBORNE, Irene, "Toward Racial Integration in the District of Columbia," *Journal of Negro Education* 23, n°3, 1954, p. 273-281.

OSBORNE, Irene, BENNETT, Richard K., "Eliminating Educational Segregation in the Nation's Capital-1951-1955," *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 304, Racial Desegregation and Integration (Mars 1956), p. 98-108.

PALMORE, Erdman, "Integration and Property Values in Washington, D.C.," *Phylon*, Vol. 27, n°1 (1st Qtr., 1966), Clark Atlanta University, p. 15-19.

"Racial Discrimination in Washington," *Equity*, Official Organ of the Actors' Equity Association, 33: 9-13, janvier 1947.

ROBISON, Joseph B. (ed.), *Civil Rights in the United States in 1950: A Balance Sheet of Group Relations*, New York, American Jewish Congress & NAACP, 1951.

ROBISON, Joseph B. (ed.), *Civil Rights in the United States in 1951: A Balance Sheet of Group Relations*, New York, American Jewish Congress and NAACP, 1952, 128 p.

ROBISON, Joseph B. (ed.), *Civil Rights in the United States in 1953: A Balance Sheet of Group Relations*, New York, American Jewish Congress & NAACP, 1954, 189 p.

SEGAL Ben D., KOREY William, MASON Charles N., Jr., *Civil Rights in the Nation's Capital: A Report on a Decade of Progress*, Annandale, Turnpike Press, 1959.

WEISBERG, Bernard, "Racial Violence and Civil Rights Law Enforcement," *The University of Chicago Law Review*, Vol. 18, No. 4 (Summer, 1951), p. 769-783. (<http://www.jstor.org/stable/1598012> consulté le 01/06/2008)

2. Déségrégation des restaurants

BRYANT BROWN, Flora, "NAACP Sponsored Sit-ins by Howard University Students in Washington, D.C., 1943-1944," *The Journal of Negro History*, vol. 85, n°4 (Autumn, 2000), p. 274-286.

CAPLAN, Marvin, "Eat Anywhere! A Personal Recollection of the Thompson's Restaurant Case and the Desegregation of Washington's Eating Places" *Washington History* 1, n°1, Spring, 1989, p. 24-39 (<http://www.jstor.org/stable/40072980>, consulté le 2 juin 2008).

PACIFICO Michele F., "'Don't Buy Where You Can't Work': The New Negro Alliance of Washington", *Washington History*, Vol. 6, No. 1 (Spring/Summer, 1994), p. 66-88, Washington, Historical Society of Washington, D.C. (<http://www.jstor.org/stable/40073229>, consulté le 8 novembre 2009)

3. Déségrégation des écoles

BIDWELL, James King; FOOTE, Ray P.; MAZADOORIAN, Charles N.; WURSTER, William; SULZER, Stanley, "Desegregation in Washington Schools – Two Years Later," *Journal of Educational Sociology* 30, n°9, Mai 1957, p. 405-413.

COOKE, Paul, "Desegregated Higher Education in the District of Columbia," *Journal of Negro Education* 27, n°3, Summer, 1958.

COOKE, Paul, "Racial Integration in Education in the District of Columbia," *Journal of Negro Education* 25, n°3, Educational Desegregation, 1956, p. 237-245.

COOKE, Paul, "Safeguards for Negro Teachers in an integrated School system in Washington, D.C.," *The Journal of Negro Education* 20, n°4, Autumn, 1951, p. 588-590.

COOKE, Paul, "Present status of integration in the public schools of the District of Columbia," *The Journal of Negro Education* 24, n°3, The Desegregation Decision – One Year Afterward, Summer 1955, p. 205-218.

- DABNEY, Lillian G., *The History of Schools for Negroes in the District of Columbia, 1807-1947*, Washington, D. C., The Catholic University of America Press, 1949.
- DELANO, W., "Grade School Segregation: The Latest Attack on Racial Discrimination," *The Yale Law Journal* 61, n°5, mai 1952, p. 730-744, The Yale Law Journal Company, Inc. (<http://www.jstor.org/stable/793518> consulté le 30/05/2008)
- "District of Columbia," *Southern School News*, 1: 4-5, 4 Novembre 1954.
- HANSEN, Carl F., *Miracle of Social Adjustment: Desegregation in the Washington, D.C. schools*, N.Y., Anti-defamation League of B'nai B'rith, 1960.
- HANSEN, Carl F., *Danger in Washington: The story of my twenty years in the Public Schools in the Nation's capital*, West Nyack, NY, Parker Publishing Company, Inc., 1968.
- KNOLL, Erwin, *The truth about desegregation in Washington's schools*, Annandale, Va, The Turnpike Press, Inc, 1959.
- KNOX, Ellis O., *Democracy and the District of Columbia Public Schools: A Study of recently Integrated Public Schools*, Washington, D.C., Judd & Detweiler, Inc., 1957.
- OSBORNE, Irene, "Desegregation of Washington Schools: The First Sixty Days," *The Journal of Negro Education*, Vol. 24, No. 1, Winter 1955, p. 78-86.
- SLATER Robert Bruce "The Blacks who First Entered the World of White Higher Education," *The Journal of Blacks in Higher Education*, No. 4. Summer, 1994, p. 47-56.

XIV. Seconde Guerre mondiale

- BRINKLEY, David, *Brinkley's Beat*, New York, Random House, 2003.
- BRINKLEY David, *Washington Goes to War*, New York, Random House, 1988.
- BROWN, John Sloan, *Draftee Division: The 88th Infantry Division in World War II*, Novato, CA, Presidio Press, 1998.
- DAVOL, Leslie, T., "Shifting Mores: Esther Bublely's World War II Boarding Houses Photos," *Washington History*, vol. 10, n°2 (Fall/Winter 1998/1999), Washington, 1998, p. 44-62.
- GAULT, Owen, "Operation Magic Carpet," Sea Classics, Chatsworth, Challenge Publications, September 2005 (http://findarticles.com/p/articles/mi_qa4442/is_200509/ai_n16064642/, consulté le 13 September 2009)
- GREEN, Walter G. (dir.), "Council of National Defense and State Defense Councils", *Electronic Encyclopaedia of Civil Defense and Emergency Management*, 17 août 2003, <https://facultystaff.richmond.edu/~wgreen/ECDnatdefcounI.html> consulté le 15 mars 2013.
- HART, Scott, *Washington at war: 1941-1945*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1970.
- HURD, Charles, *Washington cavalcade*, New York, EP Dutton & Co Inc., 1948.
- RAIFORD, Neil H., *Shadow: a Cottontail bomber crew in World War II*, Jefferson, N.C., Farland & Co Inc., 2004.
- WILLIAMS Paul K, *Washington, D.C: The World War II Years*, Charleston, Arcadia Publishing, 2004.

XV. Guerre froide

- AUGUR, Tracy B., "Planning Cities for the Atomic Age: Paper Prepared for Presentation Before the New York Meeting of the American Institute of Planners", typescript dated May 5, Augur Papers, Box 1,

- Division of Rare and Manuscript Collections, Cornell Library. Extraits publiés dans *The American City*, août 1946, p. 75–76
- AUGUR, Tracy B., “Planning Principles Applied in Wartime, An Account of the Planning of a Town for Willow Run Workers”, *Architectural Record* n°93, janvier 1943, p. 71-82,
- AUGUR, Tracy B., “The Dispersal of Cities as a Defense Measure,” *Journal of the American Institute of Planners*, Volume 14, Issue 3, 1948, p. 29-35; *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai 1948, p. 131–4.
- AUGUR, Tracy B., “The Dispersal of Cities – A Feasible Program,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, octobre 1948, p. 312–15.
- AUGUR, Tracy B., “For Defense and Better Living”, *American City* 63, n°6, 1948.
- “Chronological List of Events in Civil Defense”, *Bulletin of the Atomic Scientists* août-sept. 1950, p. 270.
- DOUGLAS T. Stuart, *Creating the National Security State: A History of the Law That Transformed America*, Princeton, Princeton University Press, 2012.
- FARISH Matthew, “Another Anxious Urbanism: Defence and Disaster in Cold War America,” in *Cities, War and Terrorism: Towards an Urban Geopolitics*, S. Graham (dir.), Oxford, Blackwell, 2004.
- FEHR, Kregg M., *Sheltering Society: Civil Defense in the United States, 1945-1963*, thèse en histoire requise pour l’obtention du diplôme de Docteur en philosophie, *Graduate Faculty*, Université Texas Tech, 1999.
- FRIEDBERG Aaron L., *In the Shadow of the Garrison State: America's Anti-Statism and Its Cold War Grand Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- GUP BERRYVILLE T., “The Doomsday Blueprints”, *Time*, 10 août 1992
- GUP BERRYVILLE T., “Civil Defense Doomsday Hideaway”, 24 juin 2001 (<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,156041,00.html#ixzz2NWILOfJ>, consulté le 14 mars 2013)
- HORNE Gerald, *Communist Front? The Civil Rights Congress, 1946-1956*, Rutherford, Fairleigh Dickinson University Press, 1987.
- MILLER William Lee, *Two Americans, Truman, Eisenhower, and a Dangerous World*, New York, Alfred A. Knopf, 2012.
- TOINET Marie-France, *La chasse aux sorcières, 1947-1957*, Bruxelles, Editions Complexe, 1984, 206 p., coll. « La mémoire du siècle ».
- HOLLOWAY David, *Stalin and the Bomb: The Soviet Union and Atomic Energy 1939-1956*, New Haven, Yale University Press, 1994.
- LIGHT Jennifer S., *From Warfare to Welfare: Defense Intellectuals and Urban Problems in Cold War America*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2005, 304 p.
- MCENANEY, Laura, *Civil Defense Begins at Home: Militarization Meets Everyday Life in the Fifties*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 213 p.
- PARKER, David B., “Can Washington Be Defended against an Atomic Bomb Attack?”, *Coast Artillery Journal*, mai/juin 1947, p. 23.
- PARSONS Kermit C., “Shaping the Regional City, 1950-1990: The Plans of Tracy Augur and Clarence Stein for Dispersing Federal Workers from Washington”, Volume 213, Working paper series, Society for American City and Regional Planning History, 1989, in *Proceedings of the Third National Conference on American Planning History*, Columbus, Ohio: Society for American City and Regional Planning History, 1990.

- RHODES Richard, *Dark Sun: The Making of the Hydrogen Bomb*, New York, Simon and Schuster, 1995.
- RICHELSON Jeffrey, *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*, New York, W.W. Norton, 2007.
- ROBERTS Patrick S., "Dispersed Federalism: Regional Governance for Disaster Policy," in *Policy, Performance, and Management in Governance and Intergovernmental Relations: Transatlantic Perspectives*, Edoardo Ongaro, Andrew Massey, Marc Holzer and Ellen Wayenberg, eds., Cheltenham, UK, Edward Elgar, 2010, p. 114-142.
- ROSE Kenneth D., *One Nation Underground: The Fallout Shelter in American Culture*, New York, New York University Press, 2004.
- SCHAFFEL Kenneth, *The Emerging Shield: The Air Force and the Evolution of Continental Air Defense 1945-1960*, Washington, USAF, Office of Air Force History, 1991, p. 210-217.
- SCHEMAN, L. Ronald, *The Inter-American Dilemma: the search for inter-American cooperation at the centennial of the inter-American system*, New York, Praeger, 1988, 210 p.
- UNIVERSITÉ GEORGETOWN, *U.S. Intelligence and the Detection of the First Soviet Nuclear Test, September 1949*, livre électronique (<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nukevault/ebb286/index.htm>, consulté le 5 mars 2013)
- VANDERBILT Tom, *Survival City: Adventures among the ruins of Atomic America*, New York, Princeton Architectural Press, 2002.
- YOSHPE Harry B., *Our Missing Shield: The U.S. Civil Defense Program in Historical Perspective*, Washington, FEMA, 1981.

XVI. Aspects internationaux

- AGUILAR Alonso, *Pan-Americanism from Monroe to the Present: A View from the Other Side*, New York, Monthly Review Press, 1965, 192 p.
- BALL Margareth M., *The OAS in Transition*, Durham, NC, Duke University Press, 1969, 721 p.
- BUCHANAN, Wiley T., *Red Carpet at the White House*, New York, E. P. Dutton, 1964.
- COPE John A., "Reforming the Inter-American Defense Board", *Strategic Forum*, n°258, Août 2010, Institute for National Strategic Studies, National Defense University.
- DE VRIES, Margaret G., *The IMF in a Changing World: 1945-85*, Washington, International Monetary Fund, 1986.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, KASPI, André, *Histoire des relations internationales - Tome 2, de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2001.
- GILDERHUS, Mark T., *Pan American Visions: Woodrow Wilson in the Western Hemisphere, 1913-1921*, Tucson, University of Arizona Press, 1986.
- GOLDMAN, Michael, *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven, CT, Yale University Press, 2005.
- GOURNAY Isabelle, LOEFFLER Jane C., "Washington and Ottawa: A Tale of Two Embassies", *Journal of the Society of Architectural Historians* 61, n°4, Dec. 2002, p. 480-507 (<http://www.jstor.org/stable/991870>, consulté le 22/07/2011).
- HILDERBRAND Robert C., *Dumbarton Oaks: the origins of the United Nations and the search for postwar security*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990.

INMAN, Samuel Guy, *Inter-American Conferences, 1826-1954: History and Problems*, Washington, The University Press, 1965.

JEFFERSON Roland M., FUSONIE Alan E., *The Japanese Flowering Cherry Trees of Washington, D.C., A Living Symbol of Friendship*, National Arboretum Contribution No. 4, Washington, Agricultural Research Service, U.S. Department of Agriculture, December 1977.

MASON, Edward S., ASHER Robert E., *The World Bank Since Bretton Woods: The Origins, Policies, Operations, and Impact of the International Bank for Reconstruction*, Washington, Brookings Institution, 1973.

MILLER, Hope R., *Embassy Row, The Life and Times of Diplomatic Washington*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969.

SHEININ, David, *The Organization of American States*, New Brunswick, N.J, Transaction Publishers, 1996.

STAERCK Gillian, KANDIAH Michael D. (dir.), *The role of HM Embassy in Washington*, Institute of London, Contemporary British History (ICBH), Institute of Historical Research, Witness Seminar Programme, School of Advanced Studies, University of London, 2002.

STOETZER, O. Carlos, *The Organization of American States*, New York, Praeger, 1993 (2nd ed.), 463 p.

SULLIVAN Ann C., "New embassies open in Washington, D.C.", *Architecture*, 1er septembre 1994.

THOMAS, Christopher R.; MAGLOIRE, Juliana T., *Regionalism versus Multilateralism: The Organization of American States in a Global Changing Environment*, Boston, Kluwer Academic Publishers, 2000.

WILLIAMS Paul, "Scenes from the Past - The British Legation", *The InTowner*, p. 8-9, septembre 2009, http://72.52.242.20/~washingt/sites/default/files/SP_1205.pdf

WILLIAMS Paul, "Scenes from the Past - The Canadian Legation", *The InTowner*, p. 8-9, *The InTowner*, mars 2010.

WILLIAMS Paul, "Scenes from the Past - The Russian Embassy", *The InTowner*, p. 8-9, *The InTowner*, avril 2010.

WILLIAMS Paul, "Scenes from the Past - The Hotel 2400", *The InTowner*, p. 12-13, *The InTowner*, décembre 2005.

VAN DYNE L. , "Foreign Affairs: DC's Best Embassies", 1^{er} février 2008 (www.washingtonian.com/articles/people/6319.html, consulté le 3 février 2013)

XVII. Démographie

GRIER, Eunice S., *Understanding Washington's Changing Population*, Washington, Center for Metropolitan Studies, 1961.

GRIER, Eunice S., *People and government: changing needs in the District of Columbia, 1950-1970*, Washington, Center for Metropolitan Studies, 1973.

WHYTE, W. (dir.), *The Exploding Metropolis*, New York, Doubleday & Company, Inc., 1958. 193 p.

XVIII. Économie

ALLEN Roger W., "A Summary of Twentieth Century Economic Development of the District of Columbia and the Washington Metropolitan Area", *Records of the Columbia Historical Society*, Washington, Historical Society of Washington, D.C., Vol. 49, 1973/1974, p. 532-555 (<http://www.jstor.org/stable/40067756> , p. 539

ELFENBEIN Jessica, *Civics, Commerce, and Community: the history of the Greater Washington Board of Trade, 1889-1989*, Washington, Center for Washington Area Studies, GW University et Dubuque, Iowa, Kendall/Hunt Publishing Co., 1989.

KNOX Paul L., "The Restless Urban Landscape: Economic and Sociocultural Change and the Transformation of Metropolitan Washington, DC," *Annals of the Association of American Geographers* 81, June 1991, p. 181-209.

LONGSTRETH Richard, *The Mixed blessings of success: the Hecht company and department store branch development after World War II*, Washington, George Washington University, Center for Washington Area Studies, 1995, 15 p.

MCARDLE, Walter F. "The Development of the Business Sector in Washington, D. C., 1800-1973," *Records of the Columbia Historical Society*, Vol. 49, Washington, D.C., 1973/1974, p. 556-594.

MCGOVERN Stephen J., *The Politics of Downtown Development: Dynamic Political Cultures in San Francisco and Washington, D.C.*, Lexington, University of Kentucky Press, 1998.

ROSENBERGER Homer T., "The Economic Development of Washington: An Introduction," *The Records of the Columbia Historical Society*, Vol. 1973-1974, p. 521-523.

SCHEIBER Walter A., "Washington's Regional Development", *Records of the Columbia Historical Society*, vol. 49, p. 598, Washington, D.C., 1973-74.

XIX. Écoles

CURRAN, Robert Emmett, *The bicentennial history of Georgetown University: from academy to university*, Washington, Georgetown University Press, 1993.

DABNEY Lillian G., *The History of schools for Negroes in the District of Columbia, 1807-1947*, Washington, D.C., The Catholic University of America Press, 1949.

DYSON, Walter, *Howard University, The Capstone of Negro Education, A History: 1867- 1940*, Washington, The Graduate School, Howard University, 1941.

GREGORY, Francis A., "Armstrong High School Goes 'Technical.'" *The Journal of the Columbian Educational Association* 8: 25-30, Mai 1946.

HANSEN Carl F., *Danger in Washington: The story of my twenty years in the Public Schools in the Nation's capital*, West Nyack, NY, Parker Publishing Company, Inc., 1968.

HURLBUT, Richard, *A Look Back in Time, District of Columbia Public Schools: A Brief History*, 1981 (<http://www.k12.dc.us/dcps/offices/dcpshistory.html>, consulté le 8 novembre 2004)

KNOX Ellis O., *Democracy and the District of Columbia Public Schools: A Study of recently Integrated Public Schools*, Washington, Judd & Detweiler, 1957.

LEVY, Mary, *History of Public School Governance in the District of Columbia*, janvier 2004 (<http://www.dcpwatch.com/dcps/0401.htm>, consulté le 8 novembre 2004)

LOGAN, Rayford W., *Howard University: The First Hundred Years 1867-1967*, New York, New York University Press, 1968.

MORTON, Mary A., "The Education of Negroes in the District of Columbia," *The Journal of Negro Education* 16, n°3, The Availability of Education in the Negro, Separate School, Summer, 1947, p. 325-339.

NUESSE, C. Joseph, "Segregation and Desegregation at the Catholic University of America," *Washington History* 9, Spring/Summer 1997, p. 54-70.

O'CONNOR J., "Catholic Educational Integration in Border," *Interracial Review*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, September 1950, p. 22-23.

O'CONNOR Ellen M., *Myrtilla Miner, Memoir*, Boston, Houghton Mifflin and Company, 1885.

PASSOW, A. Harry, *Toward Creating a Model Urban School System: A Study of the Washington, D. C. Public Schools*, New York, Teachers College, Columbia University, 1967.

PRESTON, Emmett D., Jr., "The Development of Negro Education in the District of Columbia," *The Journal of Negro Education* 9, n°4, Oct., 1940, p. 595-603.

ROBINSON, Harry G., HAZEL Ruth E., *The Long Walk: The Placemaking Legacy of Howard University*, Washington, Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, 1996.

TERRELL, Mary C., "History of the High School for Negroes in Washington," *The Journal of Negro History* 2, n°3, juillet 1917, p. 252-266.

XX. Sport

ABRAMS Brett L., *Capital Sporting Grounds: A History of Stadium and Ballpark Construction in Washington, D.C.*, Jefferson, NC, McFarland & Co., 2009.

DEVEAUX, Tom, *The Washington Senators, 1901-1971*, Jefferson, N.C., McFarland & Co Inc., 2001, 282 p.

FROMMER, Frederic J., *The Washington Nationals 1859 To Today: The Story of Baseball in the Nation's Capital*, New York, Taylor Trade Publishing, 2006.

HOLWAY, John, *Josh Gibson*, New York, Chelsea House, 1995.

LEAVENGOOD, Ted, *Clark Griffith: The Old Fox of Washington Baseball*, Jefferson, NC, McFarland, 2011.

MEAD William, DICKSON Paul, *Baseball: The President's Game*, New York, Walker & Company, 1997, 224 p.

ORRIARD, Michael, *King Football: Sport and Spectacle in the Golden Age of Radio & Newsreels, Movies & Magazines, the Weekly & the Daily Press*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2001.

ROBERTS, Ric, "Negro Baseball – A \$2,000,000 business," *Negro Baseball Pictorial Yearbook*, 1945. SCHMIDT, Raymond, "Another Football World (Part I of III)," *College Football Historical Society Newsletter*, Volume XVIII, Number I, November 2004, p. 10-13.

SCHMIDT, Raymond, *Shaping College Football: The Transformation of an American Sport, 1919-1930*, Syracuse, NY, Syracuse University Press, 2007.

SHAPIRO, Leonard, "Taking Root: The First Club for Black Women Worked to Desegregate the Game," *Golf Online*, <http://www.golfonline.com/golfonline/features/history/article/0,17742,467842,00.html>

SNYDER, Brad, *Beyond the Shadow of the Senators: The Untold Story of the Homestead Grays and the Integration of Baseball*, New York, Contemporary Books, 2003.

WIGGINS, David, "Edwin Bancroft Henderson: physical educator, civil rights activist, and chronicler of African American athletes," *Research Quarterly for Exercise and Sport*; 1999 Jun; 70 (2): 91-112.

XXI. Loisirs

FINLEY, David E., *A Standard of Excellence: Andrew W. Mellon Founds the National Gallery of Art at Washington*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1973.

GOMERY, Douglas, "A Movie-Going Capital: Washington, D.C., in the History of Movie Presentation," *Washington History* 9, Spring/Summer 1997, p. 4-23, 89-91.

HEADLEY, Robert K., *Motion Picture Exhibition in Washington, D.C.: an illustrated history of Parlors, Palaces, and Multiplexes in the Metropolitan Area, 1894-1997*, Jefferson, North Carolina, McFarland & Co., 1999.

KLING, Jean, "Alice Pike Barney: Bringing Culture to the Capital," *Washington History* 2, Spring 1990, p. 68-89.

MEERSMAN, Roger, BOYER, Robert, "The National Theatre in Washington: Buildings and Audiences, 1835-1972," *Records of the Columbia Historical Society* 48, 1971-1972, p. 190-242.

ROBERTS, Chalmers M.; GOLD, Jane (dir.), *In the shadow of power: the story of the Washington Post*, Washington, Seven Locks Press, 1989.

ROBERTS, Chalmers M., *The Washington Post: The First 100 Years*, Boston, Houghton Mifflin, 1977.

HUNTER, Alexander, Polkinhorn J. H., *History of the New National Theatre*, 1954.

LEE, Douglas B., MEERSMAN, Roger L., MURPHY, Don B., *Stage for a Nation: The National Theatre, 150 years*, University Press of America, Lanham MD, 1985.

XXII. Religion

MACGREGOR, Morris, *The Emergence of a Black Catholic Community: St. Augustine's in Washington*, Washington, D.C., The Catholic University of America Press, 1999.

MACGREGOR, Morris, *A parish for the Federal City: St. Patrick's in Washington, 1794-1994*, Washington, D.C., The Catholic University of America Press, 1994.

SMITH, Edward D., "Climbing Jacob's Ladder: The Rise of Black Churches in Eastern American Cities, 1740-1877", Washington, D.C., Smithsonian Institution, 1988.

<http://www.saintaugustine-dc.org/html/history.html>

CALKIN, Homer, L., *Castings from the Foundry Mold: A History of Foundry Church, Washington, 1814-1964*, Nashville, Parthenon Press, 1968.

CONLEY, Rory T., *The truth in charity: a history of the archdiocese of Washington*, Strasbourg, Editions du Signe, 2000.

CONN, Stetson, *Washington's Epiphany: Church and Parish, 1842-1972*, Washington, by the church, 1976.

DINER, Hasia R., *Fifty Years of Self Governance: The Jewish Community Council of Greater Washington 1938-1988*, Washington, The Council, 1989.

DONOVAN, Jane (dir.), *Many Witnesses: A History of Dumbarton United Methodist Church 1772-1996*, Washington, by the church, 1998.

GREEN, Constance McLaughlin, *The Church on Lafayette Square: A History of St. John's Church, Washington, D.C., 1815-1970*, Washington, Potomac Books, 1970.

Klein, Ruhama D., *The Jewish Community Council of Washington, DC 1938-1951*, M.A. Thesis, American University, 1972.

Langley, Harold D., *St. Stephen Martyr Church and the Community 1867-1967*, Washington, by the church, 1968.

LOWE, Julian C., THAYER, Florian H. (dir.), *History of the Mormons in the Greater Washington Area*, Washington, Community Publishing Service, 1991.

LUMBARD, Frances B., *The Changing Face of St. John's: 200 Years in Georgetown*, Washington, by the church, 1998.

- MCGREGOR, Morris J., *A Parish for the Federal City: St. Patrick's in Washington, 1794- 1994*, Washington, Catholic University of America Press, 1995.
- MCGREGOR, Morris J., *The emergence of a black Catholic community: St. Augustine's in Washington*, Washington, Catholic University of America Press, 1999.
- RABINOWITZ, Stanley, *The Assembly: A Century in the Life of the Adas Israel Hebrew Congregation of Washington, D.C.*, Hoboken, Ktav Publishing House, 1993.
- SHAFFTER, Dorothy, *The Presbyterian Congregation in George Town 1780-1970*, Washington, by the church, 1971.
- SPAULDING, Dorothy W., *St. Paul's Parish, 1866-1966*, Washington, by the church, 1967.

XXIII. Biographies

- CANNADINE, David, *Mellon: An American Life*, New York, Knopf, 2006.
- CAPRA Frank, *The Name Above the Title, An Autobiography*, Macmillan Company, 1971.
- CLEAVES, Freeman, *Old Tippecanoe: William Henry Harrison and His Time*, Charles Scribner's Sons, New York, 1939.
- DANTCHEV Alex, *Oliver Franks: Founding Father*, Oxford, Clarendon Press, 1993.
- TERRELL, Mary C, *A Colored Woman in a White World*, Washington, Ransdell Inc., 1940, 437 p.
- PESKIN Allan, *Garfield: A Biography*, Kent, Kent State University Press, 1978.
- SANDBURG Carl, *Abraham Lincoln, The War Years, 1864-1865*, New York, Laurel, 1978.
- SHEPPERD, Gladys, *Mary Church Terrell – Respectable Person*, Baltimore, Human Relations Press, 1959.
- STEFFENS, Lincoln, *Autobiography of Lincoln Steffens*, New York, Harcourt, Brace & Co., 1931.

XXIV. L'histoire de la ville en images

- AMSLER Sarah S., "Washington in Mid-Century: Wymer's Photo Survey, 1948-1952," *Washington History* 9, Spring/Summer 1997, p. 42-53.
- BIGLER Philip, *Washington in Focus: The Photographic History of the Nation's Capital*, Arlington, Vandamere Press, 1988.
- BORCHERT James, "Alley Life in Washington: An Analysis of 600 Photographs," *Records of the Columbia Society* 49, 1976, p. 244-259.
- BUNDESEN Lynne, *Us, People of Washington, DC: A Photostory*, Washington, Acropolis Books, 1976.
- BUSEY Samuel C., *Pictures of the City of Washington in the Past*, Washington, Ballantyne & Sons, 1898.
- CAMERON Robert, *Above Washington: A Collection of Nostalgic and Contemporary Aerial Photographs of the District of Columbia*, San Francisco, Cameron & Co., 1980.
- CARRIER Thomas J., *Washington, D.C.: A Historical Walking Tour*, Chicago, Arcadia Publishing, Images of America Series, 1999.
- CARRIER Thomas J., *Historic Georgetown: A Walking Tour*, Chicago, Arcadia Publishing, Images of America Series, 1999.
- EWING Charles, *Yesterday's Washington, D.C.*, Miami, E.A. Seeman, 1976.
- FRANKEL Godfrey, GOLDSTEIN Laura, *In the Alleys: Kids in the Shadows of the Capitol*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1995.

- FRONCEK Thomas (dir.), *The City of Washington: An Illustrated History*, New York, Knopf, 1977. (nv. édition Avenel, Wings Books, 1992).
- LEVEY Bob, LEVEY Jane F., *Washington Album: A Pictorial History of the Nation's Capital*, Washington, Washington Post Books, 2000.
- MAROLDA Edward J., *The Washington Navy Yard, an Illustrated History*, Washington, Naval Historical Center, 1999.
- MILLER Frederic M., GILLETTE, Howard, Jr., *Washington Seen: A Photographic History, 1875-1965*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1995.
- Moments: A Photographic Exhibit, Washington, Anacostia Neighborhood Museum of the Smithsonian Institution*, Smithsonian Institution Press, n.d.
- MOORE Joseph W., *Picturesque Washington: Pen and Pencil Sketches*, Providence, J.A. & R.A. Reid, 1884.
- ORBACH Barbara, NATANSON Nicholas, "The Mirror Image: Black Washington in World War II Era Federal Photography," *Washington History* 4, Spring/ Summer 1992, p. 4-25.
- PENCZER Peter R., *Washington, D.C.: Past and Present*, Arlington, Oneonta Press, 1998.
- REED Robert, *Old Washington, D.C., in Early Photographs 1846-1932*, New York, Dover Publications Inc., 1980.
- SMITH Kathryn Schneider (dir.), *Washington at Home: An Illustrated History of Neighborhoods in the Nation's Capital*, Northridge, Windsor Publications, 1988.
- THOMPSON Dolphin G., *A Picture Guide to Black Americans in Washington, D.C.*, Washington, Brownson House, 1976.
- WILLIS Deborah, Lusaka Jane (dir.), *Visual Journal: Harlem and DC in the Thirties and Forties*, Washington, Smithsonian Institution Press/Center for African American History and Culture, 1966.

XXV. Filmographie

- Born Yesterday, George Cukor, 1950
- Mr. Smith Goes to Washington, Frank Capra, 1939
- The American President, Rob Reiner, 1998
- The More the Merrier, George Stevens, 1943
- The West Wing, Aaron Sorkin, 1999-2006

Liste des sigles

ADA (1) : *Alley Dwellings Authority*
ADA (2) : *Americans for Democratic Action*
ADL : *Anti-Defamation League*
AEA : *Actors' Equity Association*
AEC : *Atomic Energy Commission*
AEI : *American Enterprise Institute (think tank)*
AFL : *American Federation of Labor*
AIA : *American Institute of Architects*
AJCC : *Alternate Joint Communications Center*
BAD : *British Admiralty Delegation*
BPHE : *Bureau of Public Health Engineering*
BPW : *Board of Public Works*
BOT : *Board of Trade*
BZA : *Board of Zoning Adjustment*
BMSM : *British Merchant Shipping Mission*
CAR : *Children of the American Revolution*
CCDS : *Citizens' Conference on District Suffrage*
CCEDCAL : *Coordinating Committee for the Enforcement of the D.C. Anti-Discrimination Laws*
CFA : *Committee for the First Amendment*
CFA : *Commission of Fine Arts*
CIA : *Central Intelligence Agency*
CIC : *Catholic Interracial Council*
CIO : *Congress of Industrial Organizations*
CJC : *Citizens Joint Committee on National Representation for the District of Columbia*
CND : *Council of National Defense*
Conad : *Continental Air Defense Command*
CPG : *Consolidated Parent Group*
CRC : *Civil Rights Congress*
CRMB : *Combined Raw Material Board*
CRP : *Crisis Relocation Planning*
CSC : *Central Suffrage Conference*
CTA : *Critical Target Areas*
CTC : *Capital Transit Company*
DAR : *Daughters of the American Revolution*
DC : *District of Columbia*
DCC : *Democratic Central Committee*
DCD-DC : *Office of Civil Defense*
DCLVW : *District of Columbia League of Women Voters*
DCSA : *District of Columbia Suffrage Association*
DDCC : *District Democratic Central Committee*
DEMA-DC : *Emergency Management Agency*
DIOR : *Directorate for Information Operations and Reports*
DNC : *Democratic National Committee*

DOD : *Department of Defense* (Ministère de la Défense)
DRB : *District Recreation Board*
DRP : *District Response Plan*
EAP : *Emergency Action Papers*
FBI : *Federal Bureau of Investigation*
FCA : *Federal of Citizens' Associations*
FDCA : *Federal Civil Defense Administration*
FEHC : *Federal Emergency Housing Corporation*
FEMA : *Federal Emergency Management Agency*
FEPC : *Fair Employment Practices Commission*
FHA : *Federal Housing Administration* (créée en 1934)
FMI : *Fonds monétaire international*
FNMA : *Federal National Mortgage Association* (Fannie Mae) (créée en 1938)
FPHA : *Federal Public Housing Administration* (1942-47) deviant la PHA
GNCC : *Greater National Capital Committee*
GOC : *Continuity of Government*
GPO : *Government Printing Office*
GSA : *General Services Administration*
HBA : *Home Builders Association*
HHFA : *Housing and Home Finance Agency*
HOLC : *Home Owners Loan Corporation*
HUAC : *House Un-American Activities Committee*
IADB : *Inter American Defense Board*
ICC : *Interstate Commerce Commission*
ILD : *International Labor Defense*
JEEP : *Joint Emergency Evacuation Plan*
LCC : *London County Council*
MAB : *Munitions Assignment Board*
MACC : *Marian Anderson Citizens Committee*
MBW : *Metropolitan Board of Works*
MDW : *Military District of Washington*
MLB : *Major League of Baseball*
MICCO : *Model Inner City Community Organization*
M-NCCPC : *Maryland-National Capital Park and Planning Commission*
MOWM : *March On Washington Movement*
NAACP : *National Association for the Advancement of Colored People*
NAAWP : *National Association for the Advancement of White People*
NAREB : *National Association of Real Estate Boards*
NASA : *National Aeronautics and Space Administration*
NBS : *National Bureau of Standards*
NCB : *Night Club Bohemia*
NCC : *National Council of Churches*
NCHA : *National Capital Housing Authority*
NCPC : *National Capital Parks Commission*
NCPPC : *National Capital Park and Planning Commission* (1926-1952)
NCRPC : *National Capital Regional Planning Commission* (1952-...)

NCS : *National Committee on Segregation*
NFCL : *National Federation for Constitutional Liberties*
NIH : *National Institute of Health*
NIRA : *National Industrial Recovery Act*
NLWV : *National League of Women Voters*
NNL : *National Negro League*
NPS : *National Park Service*
NSC : *National Security Council*
NSRB : *National Security Resources Board*
OAS : *Organization of American States*
OCD : *Office of Civilian Defense*
OCDM : *Office of Civil and Defense Mobilization*
ODM : *Office of Defense Mobilization*
ODT : *Office of Defense Transportation*
OEA : *Organisation des Etats Américains*
OEM : *Office for Emergency Management*
OEP : *Office of Emergency Planning*
OPAL : *Operation Alert*
PEF : *Presidential Emergency Facilities*
PEOC : *Presidential Emergency Operations Center*
PBC : *Public Buildings Commission*
PBS : *Public Buildings Service*
PHA : *Public Housing Administration*
PTA : *Parent-Teacher Association*
PWA : *Public Works Administration* (créée en 1933)
RDCA : *Regional Development Council of America*
RLA : *Redevelopment Land Agency*
RNC : *Republican National Committee*
SBS : *Strategic Bombing Survey*
SDN : *Société des Nations*
SEC : *Securities Exchange Commission*
SMSA : *Standard Metropolitan Statistical Area*
TJMC : *Thomas Jefferson Memorial Commission*
UPA : *Union panaméricaine*
URA : *Urban Redevelopment Agency* (créée en 1949)
USHA : *United States Housing Authority* (1937-42) devient la FPHA puis la PHA
WASP : *Washington Area Survival Plan*
WHEP : *White House Emergency Plan*
WHRC : *Washington Home Rule Committee*
WTA : *Washington Taxpayers Association*
ZC : *Zoning Commission*

Lexique

- Alley dwellings* : logements d'impasse
- Board of Education / School Board* : Conseil scolaire
- Board of Trade* : Chambre de commerce de la métropole washingtonienne
- Boarding house* : pension
- City charter* : charte municipale
- City manager* : administrateur
- Commissioner* : Commissaire
- Covenants* : conventions
- Doubling-up* : vivre à deux familles dans un logement prévu pour une seule.
- Home Rule* : autodétermination
- House DC Committee* : commission de la Chambre des représentants chargée du District
- House Rules Committee* : commission règlementaire de la Chambre des représentants
- Housing unit* : logement
- Judiciary Committee* : commission judiciaire au Congrès
- Junior High School* : collège
- Living environment* : cadre de vie
- Living standards* : qualité de vie
- Multidwelling unit* : habitation comprenant plusieurs logements
- Multifamily house* : maison prévue pour plusieurs familles
- Multifamily dwelling* : logement prévu pour plusieurs familles
- One-family dwelling* : logement prévu pour une famille
- Public housing* : logements subventionnés par l'Etat et loués à prix réduits (traduit par commodité par « logements sociaux »)
- Rooming house* : pension
- Rowhouses* : maisons accolées les unes aux autres, comprenant en général deux étages (voir photo en annexe)
- Senate DC Committee* : commission sénatoriale chargée du District
- Single-family house / dwelling / unit* : maison / logement prévu pour une famille
- Slums* : taudis
- Slum clearance* : éradication des taudis
- Substandard housing* : habitations de qualité inférieure aux standards exigés (traduit par commodité par « de faible standing », « de qualité médiocre », etc.)
- Tenement* : immeuble surpeuplé, occupés par des résidents à faibles revenus.
- Townhouse* : maison individuelle, souvent pourvue d'un petit jardin, située en ville.
- War housing* : logements, en général temporaires, construits pendant la guerre.

Index

1

16th Street, 474, 475, 476, 477, 479, 480, 906, 907

A

A & P, 259
Abbott, Carl, 19
Acheson, Dean, 910
Actors' Equity Association (AEA), 686, 687, 688, 689, 690, 695
ADA, 1040
Adams, George, 296
Adams, John, 330, 331, 462, 463
Adams, John Quincy, 391
Aden, Alonzo, 316
Adenauer, Konrad, 484
AEC, 1040
AEI, 1040
AIA, 1040
Alamo Theatre, 324
Albrook, Robert, 79
Aldrich, Richard, 694
Aleman, Miguel, 485
Alexandria, 36, 40, 41, 42, 43, 128, 130, 146, 198, 786, 789, 929, 937
All Souls Unitarian Church, 623
Allen, Shepard, 323
Alley Dwelling Act, 187, 188
Alley Dwelling Authority (ADA), 174, 188
Alman, David, 447
Alternate Joint Communications Center (AJCC), 521
Altshuler, Melvin, 470
American Federation of Labor (AFL), 434, 435, 596, 606, 619, 663
American Federation of Teachers (AFT), 736
American Friends Service Committee (AFSC), 710, 713, 739, 743
American Legion, 455
American Psychological Association, 673
American Tariff League, 370
American Transit Association, 248
American Trucking Association, 455
American University, 258, 279, 281
American Veterans Committee, 606, 616, 663
Americans for Democratic Action (ADA), 95, 545, 591, 596, 605, 616, 619, 622, 623, 632
Ampère, Jean-Jacques, 128
Anacostia, 146, 296, 307, 309, 310, 311, 312, 703, 761, 845
Anacostia Naval Air Station, 253
Anacostia Park, 700, 702, 704, 705, 707, 709
Anacostia River, 39, 143, 144, 146, 199, 783, 784, 846
Anciens combattants, 776, 777, 787
Andersen, Carl, 573
Anderson, Marian, 260, 261, 362, 411, 702
Anthony Bowen Colored YMCA, 330
Apex Building, 236, 237, 888
Arena Stage, 692
Arlington, 226, 232, 416, 511, 579, 786, 929
Comté, 130, 148, 789, 937

Arlington Memorial Bridge, 228
Armed Forces Day, 423, 424, 425
Armstrong, John, 334
Armstrong, Louis, 322
Army Day, 422
Arnold, H. H., 503
Arthur, Chester, 376
Arthur, Jean, 158
Asbury United Methodist Church, 313
Astor Restaurant, 445
Atkinson, Richard, 844
Atlanta, 501
Atomic Energy Commission (AEC), 503, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 516, 518, 535, 538, 542
Auchincloss, James, 544, 553, 554, 580, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 606, 608, 609, 610, 611, 612, 615, 617, 618, 622, 630, 631, 640, 649, 653, 659, 660
Augur, Tracy, 509, 510, 515
Auriol, Vincent, 485, 910
AVC, 681, 684, 739, 744

B

B'nai B'rith, 436
Babcock, Orville, 207
Bacall, Lauren, 442
Bacon, Henry, 410
BAD, 1040
Ball, Joseph H., 602
Baltimore, 83, 127, 136, 138, 161, 173, 198, 200, 274, 301, 322, 351, 467, 513, 686, 719, 726, 758, 788, 871
Orioles, 719, 726
Bankhead, Sam, 717, 718
Bankhead, Talulah, 686
Bankhead, William, 686
Banque internationale de reconstruction et développement (BIRD), 487, 488, 489, 490, 491, 492
Barber, Lucy, 438
Barrett, Robert, 704
Barron, Carter, 381
Barry Farms, 845
Barry, John, 407
Barry's Farm, 310, 311
Bartholomew, Harland, 850
Baruch, Bernard, 534
Bauer, Catherine, 510
Beard, Edward, 678
Beattie, James A., 605
Belasco Theater, 690
Bell, Cool Papa, 717, 718
Bell, Nelson, 689
Beltsville Space Center, 518
Benjamin, Jerry, 717, 718
Benning Road, 143, 782, 803, 878
Bergman, Ingrid, 681
Berlin, 118, 467
Berlin, Irving, 682
Bethesda Naval Medical Center, 355
Bethune, Mary McLeod, 260
Bilbo, Theodore, 580, 585

Bishop, Gardner, 740, 746
 Bladensburg, 334
 Blaine, James G., 493
 Blair House, 356, 485
 Blessed Martin de Porres, 301
 Bloch, Emanuel, 450
 Blue Ridge Mountains, 467
 Bluege, Ossie, 723
 BMSM, 1040
 Board of Public Works (BPW), 345
 Board of Trade, 49, 50, 71, 74, 95, 105, 127, 172, 219, 225,
 232, 434, 436, 454, 455, 459, 460, 462, 545, 580, 588,
 589, 597, 604, 607, 618, 626, 631, 633, 635, 636, 638,
 639, 658, 661, 662
 Washington Junior Board of Trade, 124
 Board of Zoning Adjustment (BZA), 245
 Bogart, Humphrey, 442
 Bogota, 497
 Bohemian Caverns, 321
 Bolívar, Simón, 493
 Bolling (AFB), 802, 803
 Bolling Army Air Field, 250, 253
 Bolling v. Sharpe, 715, 745, 746, 747, 749, 927
 Bolling, Spottswood, 746, 747
 Bombe A, 499, 502, 503, 504, 505, 506, 507
 Bombe H, 499, 505, 506, 517, 519
 Bonnet, Henri, 468, 482, 910
 Bonus Army, 439
 Bonus March, 439
 Booker T (The), 325
 Booth, John W., 391
 Borchert, James, 29
 Boston, 29, 85, 103, 104, 136, 137, 173, 225, 318, 397, 456,
 465, 578, 579, 651, 652, 686, 809, 871
 Boston Red Sox, 724, 727
 Boundary Castle, 474
 Boundary Street, 215, 216, 217, 474
 Bowen, Sayles J., 110, 254, 338
 Bowles, Chester, 668
 Boylan, John, 412, 413
 BPHE, 815, 816
 Brasilia, 117
 Bretton Woods, 487
 Breuninger, Louis, T., 192
 Briand, Aristide, 418
 Brinkley, David, 157
 Brinnin, John Malcolm, 20
 Bristow, Joseph, 121
 Broadway, 471
 Brookland, 313, 319
 Brooklyn Dodgers, 715, 717
 Brown v. Board of Education of Topeka, Kansas, 746
 Brown, Dan, 359
 Brown, George R., 417
 Brown, Glen, 478
 Brown, Henry, 167
 Brown, Ray, 717, 718
 Brownlow, Louis, 230, 605
 Broyhill, Joel, 660
 Bruxelles, 117
 Bublely, Esther, 157, 880
 Buchanan v. Warley, 165
 Buchanan, James, 412
 Buchanan, Wiley, 487
 Buck, Douglass, 597

Buck, Ken, 368
 Buenos Aires, 34, 116, 117, 118, 494
 Buffalo, 393
 Buildings Height Act, 239
 Bull (rapport), 531
 Bull, Harold, 530
 Bunche, Ralph, 685
 Bureau of Public Buildings and Grounds, 207
 Bureau of Public Health Engineering (BPHE), 189, 192
 Bureau of the Budget, 511, 512, 522
 Burke, Edmund, 407
 Burnham, David, 225
 Bush, Prescott, 572
 Byrd, Robert, 580
 Byrnes, James F., 453

C

Camalier, Renah F., 66, 390, 545, 548, 549, 564, 597, 645,
 657, 661, 662
 Camp David, 520
 Canberra, 117, 118, 365
 Canton, 393
 Capital Classic, 329
 Capital Removal Association, 340
 Capital Traction Company, 224
 Capital Transit Company (CTC), 246, 247, 248
 Capitol Hill, 146, 169, 308
 Capitol Theater, 692, 693, 695
 Caplan, Marvin, 675
 Capper, Arthur, 125, 188, 243, 583, 584, 585, 586, 593, 594,
 614
 Capper-Crampton Act, 84
 Capra, Frank, 352, 353, 371, 404
 Carnegie, Andrew, 494
 Carr v. Corning, 741, 747
 Carr, Edward, 192, 193, 382
 Carr, Maguerite Daisy, 741, 742
 Carter, Art, 294, 717, 718
 Carter, Joe, 158
 Cartter, David K., 344
 Case, Francis, 543, 544, 555, 580, 630, 632, 633, 634, 635,
 637, 639, 640, 647, 648, 649, 652, 653, 655, 661, 918
 Catholic Interracial Council, 303
 Catholic University, 258, 279, 281, 689, 737, 773
 Cayton, Nathan, 672
 CCDS, 591, 592
 CCEAD, 662, 663, 664, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672,
 673, 674, 676, 677, 679, 680, 695
 CCEDCAL, 1040
 Cederberg, Elford, 573
 Central Suffrage Conference (CSC), 95, 591, 592, 596, 597,
 599, 601, 605, 606, 616, 618, 620, 622, 623, 627, 632,
 657, 663
 CFA, 1040
 Chandler, Albert B., 715
 Chaney, Mayris, 528
 Chapman, Oscar, 470, 699, 701, 702, 703, 704, 910
 Charleston, 126, 127, 799
 Cherry blossom, 229, 466, 468
 Festival, 463, 468, 469, 470, 471, 904, 905
 Chesapeake & Potomac Telephone Co. (C&P), 254, 255
 Chevy Chase, 786
 Chicago, 29, 88, 108, 126, 136, 138, 139, 164, 173, 218, 225,
 233, 268, 285, 294, 296, 306, 322, 351, 389, 392, 397,

421, 422, 436, 437, 438, 452, 456, 457, 500, 501, 513, 643, 673, 686, 703, 706, 718, 722, 778, 788, 799, 809, 1024, 1029
 Cubs, 317, 402, 724
 White Sox, 402
 White Stockings, 402
Children of the American Revolution (CAR), 453
 Chinn, James, 395
 Chodoff, Anne, 645, 657
 Christman, William H., 416
 Church of God, 326
 CIA, 506, 518, 524, 779
 CIC, 1040
 Cincinnati, 161, 340, 342, 579
 Cinda (vicomtesse), 468
 Citizen's Advisory Council (CAC), 557, 561, 562, 565
 Citizens' Conference on District Suffrage (CCDS), 123
 Citizens' Consultative Council, 663
 City Beautiful, 218, 225, 228, 347, 363
 Civil Defense Board, 530
 Civil Rights Congress (CRC), 382, 383
 Civil Service Commission, 524
 CJC, 1040
 Clagett, Brice, 672
 Clarke, Gilmore, 414
 Clem, Andrew, 317
 Cleveland, 161, 225, 871
 Cleveland Buckeyes, 289
 Cleveland Indians, 720, 724
 Cleveland, Grover, 127, 216, 224, 375, 463
 Cloud, Hilda, 837
 Club Bali, 321
 Club Bengasi, 322
 Club Cavern, 321
 Cluss, Adolph, 235
 Coast and Geodetic Survey, 524
 Coburn, Charles, 158
 Coe, Richard L., 689
 Colfax Industrial Mission, 300
 Colliflower, James, 844
 Colt, Samuel, 369
 Columbia Heights, 218
 Comiskey Park, 718
 Commerce Building, 237, 888
 Commission of Fine Arts (CFA), 232, 239, 244, 258, 351, 412, 413, 414
 Committee for the First Amendment (CFA), 441, 442, 443
 Committee of One-Hundred, 242
 Conférence de Genève, 503
 Conférence de San Francisco, 498
 Congregational Temple United Church of Christ, 300
 Congress Heights, 802
 Congress of Industrial Organizations (CIO), 435, 596, 600, 606, 619, 622, 628
 Connecticut Avenue, 217, 321, 782, 802
 Consolidated Parents Group (CPG), 739, 740, 743, 746, 747
 Constantinople, 342
 Constitution Avenue, 377, 391, 395, 494
 Continuity of Government (COG), 519, 521, 525
 Cooke, Henry D., 213
 Coolidge, Calvin, 64, 128, 409, 417, 426
 Corcoran Gallery of Art, 341, 472
 CORE, 673
 Corning, Hobart, 733, 736, 738, 741, 750, 751, 755, 756, 760, 766, 775, 779, 780

Corrigan v. Buckley, 166
 Corrigan, Irene, 166
 Cosmos Club, 479
 Council of National Defense (CND), 526, 527
 Coxey (*l'armée de*), 438, 439
 Cramton, Louis, C., 243
 Crandall, Harry, 324
 CRD, 686, 687, 688
 Crebbs, John M., 342
 Critical Target Areas (CTA), 506
 CRMB, 1040
 Crystal Caverns, 321
 Cukor, George, 371
 Cullman, Howard S., 694
 Cullom, Shelby M., 410

D

D.C. Federation of Women's Clubs, 616, 660, 661, 663
 D.C. Voteless League of Women Voters (DCLWV), 95, 125, 126
 D'Angers, David, 406
 Dallas, 501
 Darr, Sefton, 592
 Daughters of the American Revolution (DAR), 228, 260, 261, 351
 Davidson, C. Girard, 698, 699, 709, 710, 711
 Davis Jr., Sammy, 323
 Davis, James C., 609, 610, 612, 622
 Davis, Sohn, 738
 Dayton, 151
 Daytona Beach, 404
 DCLWV, 545, 559, 589, 591, 596, 597, 604, 605, 606, 618, 619, 622, 623, 627, 628, 632, 645, 655, 656, 657, 663
 DC-OCD, 548, 550
 DCSA, 591, 592
 De Angelis, Vincent, 683
 De Faramond, Gontran, 465
 De Planpré, Aubin, 465
 Déclaration de Panama, 495
 Defense Homes Corporation, 179
 Democratic National Committee (DNC), 377, 445
 Dent, Edward, 844
 Derwent, Clarence, 688
 Détroit, 57, 139, 435, 452, 686
 Detroit Tigers, 727
 Dewey, George, 417
 Dewey, Thomas E., 377, 389
 Diner, Steven, 19
 Dingle, Benjamin, 158
 Dirksen, Everett, 544, 553, 564, 594, 611
 District Democratic Central Committee (DDCC), 548, 616, 617, 618, 622, 623, 627, 633, 642, 663
 District Democratic Central Committee (DDCC), 380, 381
 District of Columbia Emergency Rent Act, 156
 District of Columbia Redevelopment Act of 1945, 843
 District of Columbia Suffrage Association (DCSA), 122, 124
 District Suffrage League, 120
 Division of Immigration and Naturalization, 501
 Dixie Bell, 321
 Dixon's Court, 851
 Dodd, Walter, 57, 72
 Donohue, F. Joseph, 56, 64, 68, 388, 390, 545, 547, 548, 550, 551, 552, 557, 558, 573, 635, 638, 642, 645, 650
 Douglas, Melvyn, 528

Douglas, William, 449, 678
Douglass, Frederick, 661
Douglass, Lewis, 661
Dramatists' Guild, 682, 683, 685, 688, 689, 690
DRB, 1041
Dressen, Chuck, 726
Drew, Charles, 317
Duck and Cover, 538
Dudley, Tilford, 628
Duff, James, 641
Dumbarton Oaks, 497
Dunbar Theatre, 324
Duncan, Todd, 685
Dunn, Charles A. R., 351
Dunne, Philipp, 442
Dupont Circle, 143, 217, 473, 474, 476, 477, 478, 907
Dupont Circle Citizens' Association, 108, 109
Dupont Theatre, 692

E

Easterling, Howard, 717, 718
Eastland, James O., 621
Ebenezer Church, 299
Ebets Field, 317
Eckstine, Billy, 323
Edwin Henderson, 691
Eielson, 503
Eisenhower, Dwight, 64, 374, 384, 385, 386, 387, 390, 398,
400, 401, 403, 428, 431, 448, 449, 467, 481, 482, 484,
486, 487, 517, 521, 523, 524, 525, 544, 546, 548, 549,
642, 643, 646, 651, 654, 658, 665, 676, 677, 748, 758,
897, 899
Elfenbein, Jessica, 49
Elizabeth d'Angleterre, 486
Ellender, Allen, 188
Ellington, Duke, 323
Elman, Philip, 678
Elmes (Rev.), 664
Embassy Row, 467, 473, 474, 476, 479, 480
Englehart, N.L., 273, 274
Essary, Jessie, 427
Evans, Rudolph, 415

F

Fair Employment Practices Commission (FEPC), 122, 444
Fairfax
Comté, 130
Farragut Square, 473, 474
FBI, 466
Federal Bureau of Investigation (FBI), 516, 524
Federal Civil Defense Administration (FCDA), 506, 517, 522,
536, 537, 538
Federal Housing Administration (FHA), 831
Federal Housing Authority, 787
Federal Public Housing Authority (FPHA), 176
Federal Regulation of Lobbying Act, 370
Federal Relocation Arc, 523
Federal Triangle, 233, 235, 237, 238, 350, 360, 888
Federal Works Agency (FWA), 532
Federation of Citizens' Associations (FCA), 48, 72, 125, 126,
127, 589, 591, 592, 596, 597, 603, 605, 616, 619, 622,
639, 738
Federation of Civic Associations, 561, 606, 663

Fenway Park, 317
Fifteenth Street Presbyterian Church, 300
Fillmore, Millard, 376, 412
Finch, Wilbur S., 591, 597, 603, 620
First Baptist Church, 300
First Colored Baptist Church, 300
First Rising Mount Zion Baptist Church, 313
Flood, Daniel, 572
Florida Avenue, 143, 144, 215, 217, 240, 800, 801, 803, 878
Foch, Ferdinand, 418
Foggy Bottom, 308, 309
Folliard, Edward, 387, 402, 417, 431, 485
Fondahl, John E., 540, 541, 543, 547, 550
Fonds monétaire international (FMI), 488, 489, 490, 491, 492
Foraker Theatre, 324
Forrestal, James, 531
Franklin, Benjamin, 406, 407
Frederick, 513
Freedom Trail, 465
Freer Gallery of Art, 472
Friedberg, Aaron, 549
Fringe Bill, 251

G

Gaithersburg, 518
Galarza, Karla, 739
Gallaudet College, 280, 281, 282
Gallaudet, Thomas, 282
Galloway, George, 50, 65
Gardner, Richard, 146
Garfield, James, 70, 376, 391, 393, 417, 456
Garland, Judy, 442
Garner, Robert L., 492
Garrett, George, 844
Gas Light Co., 254
Gayety Theatre, 692
General Services Administration (GSA), 511, 522, 532, 540
George Edmunds, 342
George Nesbitt, 713
Georgetown, 36, 39, 40, 41, 42, 44, 144, 169, 197, 198, 200,
201, 202, 203, 219, 223, 473, 497, 709, 713
Georgetown (université), 737, 773
Georgia Avenue, 262, 317, 800, 801, 802
Germantown, 518
GI Bill, 787
Gibson, Josh, 288, 289, 292, 716, 718, 719
Giovelli, Gloria, 446
Glinkov, E. G., 471
Glover, Charles C., 224
Goat Alley, 320
Goldsmith, Olivier, 692
Gonzalez-Videla, Gabriel, 486
Goode, James M., 408
Goodwillie, Arthur, 847
Government Printing Office (GPO), 501
Government Workers Union, 623
Graham, Katharine, 860
Graham, Philip, 46, 51, 59, 590, 699
Grant, Ulysses S., 190, 206, 213, 369, 375, 408, 409, 600, 604
Grant, Ulysses S. (III), 190, 244, 538
Greater National Capital Committee (GNCC), 454, 462, 463,
464, 468, 469
Greeley, Horace, 338
Green, Constance, 29, 167, 230, 231, 284, 349, 456, 805

Greenbrier, 524
Greene, Nathanael, 407
Greensboro, 659
Griffenhagen (Plan), 78
Griffith Stadium, 283, 284, 285, 286, 287, 289, 292, 294, 317,
318, 327, 329, 398, 400, 401, 402, 403, 719, 720, 722,
723, 725
Griffith, Calvin, 727
Griffith, Clark, 288, 291, 292, 293, 294, 317, 397, 400, 401,
717, 719, 722, 723, 724, 727
Griffith, Eugene, 761
Guiteau, Charles, 393

H

Hager, Walter E., 737, 738
Hale, Nathan, 407
Hale, Robert, 653
Hale, William Harlan, 238
Halifax, Lord, 354
Hall, Woolsey, 561
Hamilton, Alexander, 329, 368
Hammerstein, Oscar, 682
Hampton, Lionel, 323
Hankin, Charlotte, 605
Hansen, Carl, 729, 744, 761, 778, 800
Harding, Warren, 64, 349, 391, 409, 412, 417
Harlem, 320, 322
Harriman, Averell, 643
Harris, Albert, 296
Harris, Bucky, 724, 726
Harris, Oren, 554, 621, 622, 624, 630, 638, 639, 640, 659,
660, 665
Harrison, Robert, 57
Harrison, William H., 373, 374, 376, 391
Hart, Ringgold, 665
Hartke, Gilbert V., 689
Haskell, William N., 529
Hastie, W. H., 171, 172, 173
Hatch Act, 654
Hausmann, Georges E, 205
Hawkins, Robert, 296
Hawley, Joseph, 438
Hayes, Helen, 689
Hayes, Rutherford B., 463
Healy, Patrick, 281
Heath, Donald, 472
Hecht, Ben, 682, 686
Heiman, Marcus, 689, 694
Heller, Dick, 317
Henderson, John, 474
Henderson, Mary, 474, 475, 476
Hepburn, Katharine, 371, 442
Hering, Rudolph, 223
Herlong, Albert Sydnor, 403
Herman, Woody, 324
Herring, James V., 316
Hibbler, Al, 323
High Point, 523
Hildreth, Melvin, 377
Hill, Lister, 637
Hillsdale, 311
Hippodrome Theatre, 692
Hiroshima, 502
Hitler, Adolph, 495

Hochberg, Phil, 727
Holden, William, 371, 442
Holiday, Billie, 322
Holland, Spessard, 516, 621, 637
Holliday, Judy, 371
Hollywood (Club), 322
Holman, Rufus C., 585
Holy Trinity, 302
Home Builders Association (HBA), 176, 177
Home Rule, 1042
Homestead Grays, 283, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 292,
293, 294, 318, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722
Hood, Andrew M., 672
Hooker's Division, 234
Hoover, Herbert, 237, 370, 384, 398, 433, 467
Hopkins Place, 309
Hopkins, Mary, 187
Hopley (rapport), 531, 532, 539, 542
Hopley, Russel J., 531
Horan, Walt, 597, 609
Horne, Lena, 323
House Un-American Activities Committee (HUAC), 383, 441,
442, 443
Housing Act of 1949, 833
Housing Act of 1954, 855
Housing and Home Finance Agency (HHFA), 841
Houston, Charles, 260, 747
Howard Theatre, 322, 323, 324
Howe, Frederic, 109
Howes, Robert, 857
HUAC, 1041
Hunter, Alice, 709, 711, 712
Hurd, Charles, 126
Huston, John, 442
Hyde, DeWitt, 572

I

IADB, 1041
Ickes, Harold, 261, 297, 586
Ihlder, John, 162, 169, 170, 175, 180, 196, 812, 837, 847
Independence Hall, 465
Indianapolis, 435
Inter-American Defense Board (IADB), 496
Interim Disaster Plan (IDP), 540
Internal Revenue Building, 236, 237, 888
International Horse Shoers, 453
International Labor Defense (ILD), 382
Interstate Commerce Commission (ICC), 432
Israel Bethel African Methodist Episcopal (AME) Church, 299
Ivy Mike, 505

J

Jackson, Andrew, 368, 377
Jackson, Harold, 294
Jackson, Robert, 677
James, Henry, 348
Jefferson Memorial, 415, 470
Jefferson, Thomas, 329, 331, 368, 372, 374, 406, 412, 414,
415
Jenkins Heights, 359
John Wesley AME Church, 313
Johnson, Andrew, 376, 412
Johnson, Lyndon B., 363, 861

Johnson, Lyndon, B., 637
Johnson, Walter, 399
Johnston, Olin, 572, 576, 577, 621, 636, 648, 664
Jones Point, 420
Jones, John Paul, 407
Jones, William, 165
Josh Gibson, 717
Judiciary Square, 360
Junior Board of Commerce, 596
Junior Board of Trade, 604, 607, 608, 618, 623
Junior League, 606
Jusserand, Jean Jules, 357, 409, 475

K

K Street, 470
Kansas City, 231
Kansas City Monarchs, 287, 290
Kaufman's, 259
Kefauver, Estes, 543, 544, 554, 580, 614, 615, 618, 619, 620,
621, 622, 623, 624, 625, 626, 629, 630, 631, 632, 633,
634, 635, 636, 637, 639, 640, 643, 649
Keith Theater, 692, 693
Kelly, Edward J., 429
Kelly, Gene, 442
Kennedy, John F., 328, 391, 518, 521, 534, 625, 627, 640
Kenton, Stan, 324
Keynes, John M., 489
King, Clark, 664, 665, 668
King, Martin Luther, 362, 412
Kirkland, James, 609
Klein, Arthur G., 631, 635, 641, 649
Knights of Pythias, 452
Kosciusko, Tadeusz, 407
Krug, Julius, 662, 697, 698, 699, 701, 710
Krugler, David, 544
Ku Klux Klan, 439, 440, 451, 660
Kuhel, Joe, 723
Kutz, Charles, 63

L

L'Enfant (Plan), 199, 206, 219, 224, 225, 226, 314, 358, 361,
364, 365, 405, 894
L'Enfant, Pierre-Charles, 129, 141, 183, 197, 209, 214, 328,
329, 331, 346, 347, 357, 358, 359, 360, 362, 363, 364,
408, 416, 417
La Fayette (marquis de), 407, 483, 485
La Follette, Robert, 102, 580, 586, 594, 607
La Havane, 496
La Nouvelle-Orléans, 161
Lacy, Sam, 285, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 722, 724
Lafayette Square, 450
LaGuardia, Fiorello, 527, 529
Lancaster, Burt, 442
Landis, James M., 529
Landis, Kenesaw M., 293, 399, 661, 715, 722
Lane, Thomas A., 549, 662
Langley, 518
Lansburgh, Mark, 844
Lapham, Roger P., 605
Laws, Bolitha, J., 598
LeDroit Park, 146, 218, 307, 313, 314, 315, 316, 317, 318,
319
Lee, Robert E., 416

Leonard, Buck, 292, 716, 717, 718, 719, 720
Leonardtowntown, 513
Levy, Uriah Phillips, 406
Liberty Bonds, 349
Lichtman, Abraham E., 325
Lima, 493
Lincoln Memorial, 153, 226, 228, 261, 296, 352, 362, 363,
405, 410, 411, 412, 414, 416, 465, 470, 702
Lincoln Memorial (Commission), 410
Lincoln Theatre, 324, 325
Lincoln, Abraham, 336, 337, 363, 376, 391, 393, 410, 412,
417, 452, 689
Lindbergh, Charles, 233, 426, 427, 431
Little Ebenezer Methodist Episcopal Church, 299
Logan Circle, 307, 313, 318, 319
Logan Court, 178, 192
Logan, John, 340, 417
Lohman, Joseph, 703, 705
London County Council (LCC), 116
Londres, 34, 116, 117, 118, 341, 354, 740
Long, Huey, 368
Long, Russell., 637
Los Angeles, 173, 320
Louisville, 342, 765
Lowe, Schuyler, 562, 563
Lucas, Scott, 620
Lusk, Rufus, 598
Lusk, Rufus S., 178, 179
Lycée Armstrong, 268, 326, 327
Lycée Dunbar, 268, 326, 327
Lyons, Richard, 75

M

MAB, 1041
Mabley, Mons, 324
Mac, Connie, 293
Macfarland, Henry, 108, 214
Madison, James, 38, 100, 373
March on Washington Movement (MOWM), 439
March, Fredric, 442
Marian Anderson Citizens Committee (MACC), 260
Marshall Heights, 845
Marshall, George Preston, 283, 291, 318
Martin, John, 529
Martin, Joseph, 601
Marvin, Cloyd H., 681, 773
Maryland-National Capital Park and Planning Commission
(MNCPPC), 243
Mason, Guy, 66, 67, 388, 545, 546, 547, 587
Massachusetts Avenue, 145, 209, 217, 476, 477, 478, 479,
480, 801, 803, 906, 907
Mathenet, Maurice, 471
Mayflower Hotel, 355
Mazique, Edward C., 561
McArthur, Douglas, 401, 429, 430, 431
McCarran, Pat, 584, 585, 593, 602, 617, 620
McCarthy, Joseph, 451
McCormack, John W., 595, 621, 628
McCrea, Joel, 158
McGarraghy, Joseph, 386
McGarry, Leo, 368
McGrath, Howard, 543, 544, 572, 615, 617, 619, 621
McKinley, William, 391, 393, 394, 417
McLaughlin, Robert, 551, 545, 549

McLean, 786
 McLean, Evalyn Walsh, 482
 McMillan (Commission), 225, 227, 232, 347, 358, 414
 McMillan (Plan), 224, 225, 228, 233, 347, 413
 McMillan, James, 225, 227
 McMillan, John L., 582, 614, 621, 622, 624, 626, 640, 641, 659, 667
 Meakin, Hardie, 693
 Meigs, Montgomery, 201
 Meigs, Montgomery C., 416
 Melcher, Daniel, 846
 Metropolitan Board of Works (MBW), 116
 Metropolitan Club, 652
 Mexico, 117
 MICCO, 1041
 Michaux, Elder Lightfoot Solomon, 326
 Michigan Avenue, 784
 Miller, Kent, 657
 Millionaires' Row, 477
 Milwaukee, 151, 231
 Miner, Myrtila, 280
 Misawa, 503
 Missouri, 26
 Mitchell, Lamont, 310
 Modelski, Izydor, 471
 Monroe (Doctrine), 466, 492
 Monroe, James, 466, 492
 Monroney, A. S. Mike, 202
 Monroney, A. S. Mike, 580, 586, 594, 607, 609
 Mont Vernon, 485
 Mont Weather, 523
 Montréal, 29
 Montreal Royals, 716
 Moore, Clarence, 477, 478
 Morrill, 91
 Morrill (rapport), 91
 Morrill, Lot, 343, 344
 Mother Church of Black Catholics, 301
 Motor Vehicle Parking Agency, 252
 Mount Pleasant, 218
 Mount Zion United Methodist Church, 299
 Mr. Smith Goes to Washington, 352, 404, 465
 Mullaney, Anthony, 389
 Mumford, Lewis, 509
 Mundt-Ferguson (projet de loi), 446
 Mundt-Nixon (projet de loi), 444, 446
 Murder Bay, 234
 Murray, Pauli, 262
 Mydans, Carl, 182, 193, 886
 Myers, Frank H., 665, 666, 667, 671, 672
 Myers, Richard, 694

N

NAACP, 49, 260, 278, 434, 545, 596, 606, 622, 663, 738, 739, 740, 743, 747, 751
 Nabrit, James, 260
 Nagasaki, 507
 National Aeronautics and Space Administration (NASA), 518
 National Armory, 380
 National Building Museum, 373
 National Bureau of Standards (NBS), 518
 National Capital Housing Authority (NCHA), 160, 162, 169, 170, 176, 177, 178, 179, 180, 188, 191
 National Capital Park and Planning Commission (NCPPC), 511

National Capital Park and Planning Commission (NCPPC), 243, 244, 258, 413, 600, 844, 845, 846
 National Capital Parks Commission (NCPC), 83, 239, 242, 243
 National Capital Planning Commission (NCPC), 509
 National Council of Churches (NCC), 436
 National Council of Jewish Women, 622, 663
 National Defense Power Committee, 252
 National Federation for Constitutional Liberties (NFCL), 382
 National Gallery of Art, 471, 472
 National Geographic Association, 436
 National Housing Act de 1949, 787
 National Housing Agency (NHA), 831
 National Lawyers' Guild, 606, 619
 National Negro Congress (NNC), 382
 National Park, 317
 National Park Service, 500
 National Park Service (NPS), 244
 National Security Act, 423
 National Security Act of 1947, 519
 National Security Council (NSC), 509, 517, 520, 524
 National Security Resources Board (NSRB), 506, 509, 510, 511, 512, 520, 521, 522, 523, 524, 531, 532, 534, 536, 537, 539, 540, 542
 National Society of the Daughters of the American Revolution, 455
 National Theatre, 680, 684, 686, 688, 689, 690, 692, 693, 694, 695, 696
 National Women's Trade Union League of America, 623
 Naval Gun Factory, 424, 508, 510
 Naval Research Laboratory, 510
 Navy Day, 422
 Navy Place, 308, 309
 Navy Yard, 250, 310, 311
 Naylor Court, 319
 NBS, 1041
 NCHA, 815, 816, 822, 828, 829, 832, 837, 839, 840
 NCPPC, 708, 1042
 NCRPC, 1042
 NCS, 1042
 Neely, Matthew M., 543, 544, 547, 580, 615, 626, 630, 634, 635, 637, 639, 640, 641, 648, 649, 658, 661, 663
 Nelson, Norman J., 589
 New Deal, 174, 316, 432, 549, 786
 New Dehli, 365
 New Gayety, 692
 New Negro Alliance (NNA), 258, 259, 260
 New Negro Alliance v. Sanitary Grocery, 260
 New York, 29, 108, 126, 127, 136, 137, 138, 139, 142, 147, 173, 182, 209, 233, 238, 240, 274, 320, 372, 392, 421, 423, 426, 435, 436, 437, 438, 448, 449, 456, 483, 485, 488, 489, 490, 492, 500, 501, 527, 681, 778, 799
 New York Avenue, 320
 Newark, 286
 Newcomb, Carman, 339
 Night Club Bohemia (NCB), 321
 Nimitz, Chester W., 430
 Nineteenth Street Baptist Church, 313
 Nixon, Richard, 385, 472
 Nkrumah, Kwame, 484
 Norris, George, 122
 Norton, Mary T., 122
 Nouvelle-Orléans, 286, 579
 Noyes, Theodore, 96, 101, 106, 107, 110, 119, 122
 NSA, 779
 Nunn, William, 328

O

O'Boyle, Patrick, 703, 704
O'Mahoney, Joseph, 570, 572
O'Neil, Buck, 287
Obama, Barack, 362
Office for Emergency Management (OEM), 150, 159, 536
Office of Civil Defense Planning (OCDP), 531, 532
Office of Civilian Defense (OCD), 506, 527, 528, 529, 530
Office of Defense Mobilization (ODM), 517, 536
Office of Defense Transportation (ODT), 246, 288, 453
Office of Emergency Management (OEM), 519
Office of Indian Affairs, 501
Olmsted, Fredrick Law, 225
Olmsted, John C, 221
Opération Alerté (OPAL), 544, 545
Opération Lookout, 533, 534
Oppenheimer, Robert, 505, 525
Organisation des Etats Américains (OEA), 228, 497
Organisation des Nations Unies (ONU), 378, 461, 497
OTAN, 499
Ottawa, 118
Overton, John, 570

P

Paige, Satchel, 286, 287, 289, 719, 720
Pan American Union, 228
Panama, 495
Paris, 34, 114, 115, 116, 117, 233, 341, 612, 740
Parker, Charlie, 324
Parsons, Kermit, 505
Patenôtre, Jules, 464
Patterson, William L., 383
Paul, Rand, 367
Paula, Carlos, 727
Paunceforte, Julian, 464
Paunceforte, Maud, 348
Pearl Harbor, 255, 353, 467, 496, 528, 529
Pee, Peter T. K., 471
Peets, Elbert, 849, 850
Pennsylvania Avenue, 332, 360, 362, 374, 375, 377, 379, 389,
391, 392, 395, 409, 417, 422, 424, 425, 426, 428, 439,
450, 684
Pension Building, 373
Pentagone, 511, 521
People's Drug Store, 259
PEPCO, 252, 253, 254
Pershing, John, 409, 418, 428
Peterson, William L., 383
Philadelphie, 29, 57, 126, 127, 137, 138, 139, 151, 173, 274,
323, 328, 332, 392, 456, 465, 463, 500, 501, 686
Philipps Collection, 479
Phillies, 727
Phoenix, 233
Phyllis Wheatley YWCA, 330
Pierce, Franklin, 201, 412
Pittsburgh, 286, 288, 435, 500, 578
Plessy v. Ferguson, 741
Plohn, Edmund, 686
Poland (rapport), 90, 91
Poland, Luke, 90
Polo Grounds, 317
Pope, John R., 413, 414
Posey, Cumberland, 293, 718

Potomac Flats, 215, 224
Powell (Jr.), Adam Clayton, 630, 653
Prentiss, Louis, 549
Press, William, 95
Princeton, 37
Prio Socarras, Carlos, 486
Providence, 126, 127
Public Buildings Commission (PBC), 239
Public Buildings Service (PBS), 492
Public Health Service, 354
Public Housing Administration (PHA), 174
Public Works Administration (PWA), 249
Pulaski, Casimir, 407

Q

Queen Anne (style), 477

R

Radcliffe, Duty, 718
Rayford, Logan W., 284
Reagan, Ronald, 328
Recreation Board, 76, 557
Redevelopment Land Agency (RLA), 843, 844, 845, 846, 848,
849, 850, 851, 852, 853, 856
Reed, Walter (hôpital), 355
Regional Development Council of America (RDCA), 514
Reilly, John A., 605
Reiner, Rob, 358
Reps, John, 29
Republic (The), 325
Republic Gardens, 322
Republican National Committee (RNC), 445
Residence Act, 39
Rhode Island Avenue, 801
Richards, A. C., 344
Richards, James, 403
Richmond, 513
Rio de Janeiro, 496, 497
RLA, 1042
Roach v Van Riswick, 106
Roberts, Chalmers, 328, 387, 549
Roberts, William, 77
Robeson, Paul, 445
Robinson, Bernard L., 390, 549, 550, 556, 557, 558, 559, 644
Robinson, Jackie, 290, 716, 719, 723, 727
Rochambeau (comte de), 407
Rock Creek, 143, 144, 145, 215, 217, 782, 803, 804, 878
Rock Creek Park, 83, 224, 243
Roman richardsonian (style), 477
Rome, 612
Roosevelt, Eleanor, 261, 309, 376, 527, 528, 705, 706
Roosevelt, Franklin D., 64, 78, 79, 174, 251, 257, 261, 355,
356, 375, 376, 378, 380, 389, 391, 394, 396, 398, 399,
412, 413, 415, 434, 467, 483, 500, 519, 526, 527, 529,
548, 555
Roosevelt, Theodore, 355, 399, 412
Root, Irving, 709, 711, 712
Rosenberg (époux), 446, 447, 448, 449, 450, 451
Rosenberg, Michael, 449
Rosenberg, Robby, 449
Rosenberg, Sophie, 449
Rural Electrification Administration, 501

S

Saint Louis, 284, 340
Saint Louis Browns, 400, 720, 726
Saint-Louis, 578, 698, 700, 705, 871
San Francisco, 85, 103, 104, 126, 127, 136, 138, 233, 351,
 456, 501, 513, 579, 605, 788, 809, 871
Sandburg, Carl, 392
Sanitary Grocery Company, 259
Santiago, 493
Schejbal, Josef, 471
Schmeckebier, Laurence, 75
Schneider Mansion, 474
Schuman, Robert, 485, 910
Scott Circle, 477
Scott, Pamela, 30
Seal, Elwood, 78
Seattle, 57
Second Baptist Church, 300
Second Colored Baptist Church, 300
Securities Exchange Commission (SEC), 501
Senators, 398, 399, 400, 401
Servicemen Readjustment Act (GI Bill), 787
Sevareid, Eric, 385
Sharpe, Melvin C., 601, 604
Shaw, 146, 307, 313, 315, 318, 319, 320
Shepherd, Alexander, 44, 91, 110, 205, 206, 207, 208, 209,
 210, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 255, 311, 344,
 345, 346, 426, 477
Shepherd, Andrew, 358
Sheridan Circle, 477
Shipstead-Luce Act, 244
Sigal, Benjamin, 812
Simpson, Sid, 648, 649, 654, 665
Sinatra, Frank, 442
Sissle, Noble, 323
Site-R, 521
Smith, Cloethiel W., 849
Smith, Howard, 572, 615
Smith, Jefferson, 352, 404, 465
Smith, Wendell, 290
Smith, Willis, 649
Smithsonian, 341, 458, 460, 461, 466, 471
Snow's Court, 309
Sobell, Helen, 450
Sobell, Morton, 450
Société des Nations (SDN), 498
Society of the Cincinnati, 479
Sofia, 472
Sousa, John Phillip, 375
Southard (rapport), 90
Southwest, 307, 308, 800, 802
Spaak, Paul-Henri, 486
Spencer, Samuel, 545, 548, 590, 657, 662
Spingarn, Stephen, 113, 581, 582
Spinney, Robert G., 306
Sportsman's Park, 284
St. Aloysius, 302
St. Augustin, 301, 302
St. Cyprian's, 302
St. Louis, 83, 500
St. Patrick, 302, 303
St. Peter's, 302
Stabile, Nicholas, 746
Staline, Joseph, 502, 505

Starkweather, Henry, 212
State Street, 471
State, War and Navy Building, 222, 362
Statler Hotel, 355
Steffens, Lincoln, 112
Stein, Adam, 678
Stein, Clarence, 510, 514
Stevens, Thaddeus, 417
Stevenson, Adlai, 385
Steward, William H., 204
Stewart, James, 352, 353, 404
Stewart, William, 341
Stockholm, 118
Stockman, Lowell, 109
Strategic Bombing Survey (SBS), 506, 507
Strayer (rapport), 743
Strayer, George, 272, 273, 274, 282, 735, 742, 923
Sumner, Charles, 265, 417
Sumners, Charles, 125
Sumners, Hatton W., 583, 584, 585, 586, 593, 594
Sylvan Theater, 445
Sylvester, Richard, 186

T

Taber, John, 573
Taft, Helen, 467
Taft, Howard, 834
Taft, Robert, 834
Taft, Robert A., 620, 621, 631, 632, 633, 642, 643
Taft, William, 64, 391, 397, 398, 410, 416, 418
Taft-Hartley Act, 383
Tammany Hall, 108
Taylor, Zachary, 375, 376, 391
Tea Party (mouvement), 367, 368
Teachers' Union of the District of Columbia, 736
Teague, Olin E., 630, 653
Temperance Court, 178
Temple of freedom under God, 313
Temporary Civil Defense Committee (TCDC), 539, 540
Ten Miles Square Club, 108, 109
Tener, John, 402
Terrell, Mary Chrch, 315
Terrell, Mary Church, 661, 662, 663, 664, 665, 669, 670, 672,
 674, 675, 677, 679, 695
The More the Merrier, 158
Thomas Jefferson Memorial Commission (TJMC), 412, 413
Thomas, Parnell, 442
Thompson, John, 665
Thompson's (restaurant), 650
Thornton, Edward, 473
Thursz, Daniel, 857
Tidal Basin, 228, 413, 414, 468, 469
Tobriner (Commission), 751, 926
Tobriner, Walter, 750, 779
Todd, Frederick, 334
Todd, Tomlinson, 661
Tokyo, 467, 468
Totten, Jr., George Oakley, 476
Townsend, Richard, 477
Tracy, Spencer, 371
Traité de Bruxelles, 498
Traité de Dunkerque, 498
Traité de l'Atlantique Nord, 498, 499
Traité de Rio, 497

Treasury Building, 362

Treat, Roger, 289

Truman Library, 26

Truman, Harry, 20, 26, 62, 63, 64, 75, 374, 376, 377, 378, 379, 383, 384, 385, 387, 388, 389, 390, 400, 401, 402, 412, 419, 420, 423, 424, 427, 430, 445, 447, 448, 467, 469, 483, 484, 485, 486, 490, 504, 512, 521, 522, 529, 532, 533, 535, 536, 537, 546, 547, 556, 558, 559, 581, 586, 587, 600, 602, 603, 614, 619, 623, 635, 646, 687, 697, 699, 701, 706, 710, 711, 844, 896, 897, 899, 908, 910, 912, 913, 917

Truman, Margareth, 388

Truxton Circle, 307

Tse-Toung, Mao, 472

Turner, James C, 561

Tyler, John, 376

U

U Street, 256, 259, 262, 298, 319, 321

U.S. Naval Academy, 379, 396, 409, 430, 486

Uline Arena, 691, 696

Uline, Miguel L., 691

Ulysses S. Grant Memorial, 408

Union des républiques américaines, 494

Union internationale des républiques américaines (UIRA), 493, 494

Union panaméricaine (UPA), 494, 496, 497

Union Plaza, 228

Union Station, 382, 388, 389, 395, 485

Uniontown, 310

Unitarian Fellowship for Social Justice, 623

Unitarian Laymen's League, 623

United House of Prayer for All People, 326

United States Chamber of Commerce, 455

United States v. Rumely, 370

Université George Washington, 280, 491

Université Georgetown, 280

Université Harvard, 328

Université Howard, 254, 255, 260, 262, 280, 304, 313, 314, 315, 316, 318, 327, 328, 329, 664, 681, 716, 777

Université Lincoln, 318, 328, 329

Université Yale, 328

Urban Renewal Administration (URA), 841

V

Van Arkel, Gerhard, 381

Van Buren, Martin, 374

Van Polanen, R. G., 463

Vaughan, Sarah, 323

Vernon, Mickey, 290, 401

Veteran's Administration, 432

Veterans Service Center (VSC), 832, 836

Veterans' Housing Program, 831

Veterans' Information Center, 777

Vichy, 467

Vienne, 118

Vignal, Paul, 465

Vinson, Fred M., 490

Viviani, René, 418

Von Albensleben, Friedrich, 464

Von Steuben, Friedrich Wilhelm, 407

W

Wade, Sydney Ellen, 358

Wainwright, Jonathan, 429

Waldor Statement, 443

Wall Street, 490

Wallrod, George, 449

Walsh, Thomas, 477

War Committee on Conventions, 454

war housing, 169, 170, 174, 175, 176, 193, 809, 810, 815, 822, 828, 829, 836, 879, 883, 884

war workers, 349

Warfield, William A., 317

Warm Springs, 394

Warner Theater, 692, 693

Warner, Sturgis, 651, 662

Washington Chamber of Commerce, 233

Washington Federation of Churches, 606, 622, 627, 663

Washington Home Rule Committee (WHRC), 95, 382, 591, 606, 617, 618, 620, 622, 623, 627, 632, 651, 652, 655, 656, 657, 658, 661, 663, 667

Washington Housing Association, 837, 847

Washington League of Women Shoppers, 606

Washington Monument, 153, 215, 222, 226, 230, 234, 348, 360, 361, 405, 418, 419, 430, 445, 465, 470

Washington Post, 777

Washington Real Estate Board, 813

Washington Redskins, 283, 291, 318

Washington Senators, 283, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 318, 716, 717, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728

Washington Taxpayers Association (WTA), 178, 598

Washington Traction and Electric Company, 224

Washington, Booker T., 256

Washington, Dinah, 323

Washington, George, 39, 40, 329, 351, 358, 360, 363, 372, 405, 407, 412, 420

Watts, 320

Welfare Board, 76

Weller, Charles, 187

Wellington, 118

Welmaker, Roy, 717

Wender, Harry, 709, 710, 712

West Point, 379, 409, 423, 486

West, Vernon, 604, 677

West, Vernon, E., 664

White Sulphur Springs, 467, 524

Whitehead, Henri, 322

WHRC, 1042

Wilkes, James C., 192

Willard Hotel, 355

Williams, Ethel, 297

Williams, Joan, 664

Williams, John B., 701

Williams, Smallwood, 744

Williams, Tennessee, 682, 687

Willis, Garry, 549

Wilson, Ellen, 187, 188

Wilson, Henry, 417

Wilson, J. Olmond, 344

Wilson, Jud, 718

Wilson, Woodrow, 64, 188, 256, 373, 398, 399, 418, 420, 421, 467

Winchester, 513

Winder, William H., 334

Wisconsin Avenue, 802
Witherspoon, John, 407
Wood, John S., 383, 384
WRA, 665
Wright, Frank Lloyd, 414
Wright, John, 717
Wrigley Field, 317
Wylar, William, 442

Y

Yalta, 498
Yates, Sidney R., 701
Young

Gordon, R., 62, 63, 73, 75, 252, 539, 542, 543
John Russel, 484
John, R., 62, 63, 74
Young Democrats, 606, 657, 663
Young Progressists, 692, 693
Young Republicans, 653, 655, 656, 657
Young, Fay, 328
Young, Gordon R., 271, 546, 549, 587
Young, John R., 545, 546, 547, 587, 597, 623

Z

Zoning Commission (ZC), 239, 241, 242, 245

Table des matières

Table des matières	4
Table des illustrations	15
Remerciements	19
INTRODUCTION	21
PARTIE I	33
1945 : WASHINGTON, D.C. À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	33
CHAPITRE 1	35
Un modèle de gouvernement complexe et contesté	35
I. L'administration de la capitale : à la recherche d'une gestion optimale	37
A. Un système de gouvernement en perpétuelle mutation (1800-1945)	38
1. Le choix d'un district fédéral	38
2. L'implantation géographique de la capitale	40
3. Modes de gestion et droits des habitants : 1800-1945	41
B. Gouverner la capitale nationale	45
1. Qui gouverne ?	45
2. Légiférer pour le District	51
3. Administrer le District : la tâche des commissaires	61
4. Un système administratif désordonné	72
C. La réorganisation administrative dans la capitale : des décennies de statu quo (1878-1940)	75
II. Ville-Congrès : une relation tendue	78
A. Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale	78
1. Des coûts et des contraintes supplémentaires, en augmentation régulière	79
2. Un manque à gagner pour le budget de la ville	84
B. La participation de l'État au budget de la ville : un système instable et source de conflit	89
III. Politique locale et pouvoir citoyen : une situation bloquée	92
A. Les enjeux et les acteurs en présence	92
1. La lutte pour le droit de vote : luttes convergentes, stratégies divergentes	92
2. Le droit de vote, pourquoi ?	96
3. Les arguments et les lobbies derrière le maintien du statu quo	104
4. Un élément de comparaison : la situation dans d'autres capitales	112
B. L'émergence de la lutte pour le droit de vote	116
1. Une lutte intermittente (1880-1945)	116
2. Les acteurs de la lutte	122
CHAPITRE 2	127
L'explosion démographique de la capitale et ses effets sur les infrastructures	127
I. « Boomtown » : l'explosion démographique de la capitale pendant la guerre	128
A. La lente transformation d'une bourgade en ville d'ampleur nationale (1800-1940)	128
1. Naissance et développement du District	128
2. L'émergence de la banlieue	131
1. Démographie et politique : le rôle du gouvernement fédéral dans la croissance démographique de la capitale	133
B. Une ville de passage à forte minorité noire	137
C. La répartition de la population dans le District en 1945 : une affaire de couleur	143
1. La trame du major L'Enfant : un plan simple et original	143
2. Des quartiers à densité variable	144

3.	Une ségrégation résidentielle manifeste	146
D.	Les effets de la Seconde Guerre mondiale sur la population du District	148
1.	L'explosion démographique (1940-1943)	148
2.	Le temps des incertitudes (1943-1945)	150
II.	Loger les Washingtoniens : la pénurie à l'œuvre	154
A.	Une situation tendue qui s'aggrave pendant la guerre	154
1.	La baisse drastique du nombre de logements disponibles	154
2.	Le temps des compromis : les solutions temporaires trouvées par les habitants	157
B.	Les pauvres, premières victimes de la pénurie	160
1.	La pénurie des logements à loyer modeste	160
2.	La situation particulièrement critique des Noirs	163
3.	Mise en place et fonctionnement du logement social dans la capitale	173
C.	Le développement des taudis dans la capitale	179
1.	Les alley dwellings : une forme de densification de l'espace propre à Washington	180
2.	Les premières tentatives d'éradication	184
3.	La situation à la fin de la Seconde Guerre mondiale	186
4.	Pénurie de logements et persistance des taudis : un cercle vicieux	191
III.	De nouvelles infrastructures pour une nouvelle métropole	194
A.	Créer une capitale à partir de rien : le défi des infrastructures au cours du premier siècle washingtonien (1800-1900)	194
1.	Une capitale qui peine à s'équiper (1800-1871)	194
2.	Le déclin des années Shepherd (1871-1900)	201
B.	Développer et embellir la capitale : de nouvelles exigences pour un nouveau siècle (1900-1945)	219
1.	De l'élan du centenaire à la Première Guerre mondiale (1900-1920)	219
2.	<i>Federal Triangle</i> : un grand projet pour une grande capitale	228
3.	Les débuts de la planification urbaine moderne dans la capitale	233
C.	Washington en guerre (1940-1945), ou comment faire plus avec moins ?	238
1.	Les transports à l'heure du rationnement	239
2.	L'énergie : le nerf de la guerre	245
3.	Le téléphone, clé de la communication	247
4.	Approvisionner la ville en eau et évacuer les eaux usées	248
5.	L'urbanisme, pendant la guerre aussi	250

CHAPITRE 3

253

Ville blanche, cœur noir : une capitale ségréguée

253

I.	Aux origines de la ségrégation : l'évolution des droits des Noirs à Washington	254
II.	La situation en 1945 : une capitale qui ségrège et discrimine	265
A.	Une ville, deux systèmes scolaires	265
1.	Une ségrégation enracinée dans l'histoire	265
2.	État des lieux en 1945 : un système inégalitaire	270
3.	En marge du système général : les écoles privées et l'enseignement supérieur	280
B.	Les sports et les loisirs, un domaine supplémentaire de ségrégation	283
1.	Les sports, ou la ségrégation sous toutes ses formes	283
2.	Les loisirs : une zone trouble, incarnation des disparités washingtoniennes	293
C.	Ségrégation et discrimination au jour le jour	296
1.	Les commerces et les services	296
2.	La religion : pas de sanctuaire contre la ségrégation	297
3.	Les multiples formes de discrimination	301
4.	Les exceptions et contradictions de la situation washingtonienne	303
III.	La vie au sein de la communauté noire	304
A.	Les quartiers noirs de la capitale	305
1.	Southwest	305
2.	Capitol Hill et Foggy Bottom	307
3.	Anacostia	308
4.	Les quartiers des classes moyennes noires : <i>LeDroit Park, Logan Circle, Brookland</i>	311
B.	Des quartiers animés	316
C.	Une structure communautaire développée	321

PARTIE II	327
VILLE, CAPITALE NATIONALE ET MÉTROPOLÉ INTERNATIONALE	327
CHAPITRE 4	329
Une capitale nationale	329
I. Washington, la quête d'une légitimité incontestée	330
A. « Une bourgade sudiste assoupie », capitale contestée (1790-1861)	330
1. Des débuts difficiles (1790-1812)	330
2. La guerre de 1812 et ses répercussions sur la légitimité de la capitale américaine (1812-1860)	335
B. Deux électrochocs pour asseoir la légitimité de la capitale (1861-1874)	337
1. L'impact de la guerre de Sécession sur la perception de Washington : les tentatives de déplacer le siège du gouvernement	338
2. La révolution Shepherdienne	346
C. De guerre en guerre, Washington renforce son pouvoir (1875-1955)	348
1. Un nouveau siècle s'ouvre sur une ville en transformation	348
2. La Première Guerre mondiale : Washington s'invite sur la scène internationale	349
3. Washington, quartier général des Alliés	354
II. Un théâtre privilégié de la politique nationale	357
A. Washington, vitrine et centre névralgique du pouvoir national	357
1. Le pouvoir mis en scène : la planification réfléchie de Washington	357
2. Washington, incarnation du pouvoir politique	365
3. La Première Ville : Washington, demeure du président des États-Unis	371
B. Washington, lieu de célébration nationale : fédérer dans la joie et la tristesse et cimenter l'Union	400
1. Quand la capitale forge le récit de l'histoire nationale	400
2. Quand la Nation célèbre : les parades officielles, ou l'art de consacrer les héros américains contemporains	419
C. La capitale : un lieu stratégique pour les acteurs politiques	424
1. La mise en musique du pouvoir : Washington, havre des agences fédérales	424
2. Les associations et lobbies investissent le District	425
3. La politique nationale dans la capitale	430
III. La capitale comme objet touristique	443
A. Le tourisme professionnel : Washington, un lieu de choix pour les congrès et conventions	443
B. Tourisme civique, tourisme historique : les Américains au cœur de leur histoire	446
1. La croissance du tourisme dans la capitale	446
2. Le rôle du Board of Trade	452
3. Tourisme civique, tourisme historique, tourisme événementiel : petit précis des tourisms washingtoniens	455
CHAPITRE 5	463
Une ville internationale et diplomatique	463
I. Une internationalisation croissante	464
A. Ambassades et légations	464
1. Les ambassades washingtoniennes : un reflet de l'expansion des États-Unis	464
2. Des ambassades dans la ville : urbanisme et politique étrangère à Washington	474
3. La vie mondaine : une partie intégrante de la culture washingtonienne	481
B. Ville de représentation : l'accueil des dignitaires étrangers	483
C. L'ère des agences internationales	487
1. Un siège washingtonien pour le FMI et la Banque mondiale	487
2. L'Organisation des États Américains	491
3. Signature de traités, Réunions internationales	495
II. Washington dans la guerre froide : une ville-cible	497
A. Déconcentrer les lieux de pouvoir pour réduire les risques : les tentatives avortées de dispersion des agences	498
1. Le précédent de la Seconde Guerre mondiale	498
2. Disperser les institutions essentielles : première tentative	499
	1049

3.	La politique de continuité : assurer le fonctionnement de l'État en cas d'attaque nucléaire	515
B.	Imaginer l'inimaginable : la défense civile et les scénarios d'évacuation de la capitale	520
1.	Aux origines de la défense civile : 1916-1945	520
2.	L'immédiat après-guerre : de la relâche à la reprise des efforts (1946-1949)	524
3.	1950 : année déterminante pour la défense civile nationale	529
4.	Washington : cible idéale, modèle de défense civile ?	531

CHAPITRE 6 **545**

Gouverner et être gouverné à Washington : le difficile compromis entre politique locale et rôle de capitale **545**

I.	L'administration de la capitale : le temps de la réorganisation	545
A.	Gouverner la capitale nationale : les acteurs institutionnels de l'après-guerre	545
1.	Au Congrès : insouciance, manque de temps... et quelques exceptions	545
2.	Les commissaires de l'après-guerre	546
3.	Les commissaires, administrateurs sous contrôle ?	551
B.	La mise en œuvre de la réorganisation	554
1.	Les premières tentatives législatives de l'après-guerre (1947-1952)	554
2.	Le plan de réorganisation N°5 et sa mise en œuvre (1952-1954)	561
II.	Ville-Congrès : une relation tendue	566
A.	Le poids croissant du gouvernement fédéral sur les finances de la capitale	566
B.	La participation de l'État au budget de la ville	568
1.	Les enjeux de l'après-guerre : trouver les moyens de financer de grands travaux	568
2.	Débats autour de la contribution fédérale	570
3.	Le recours aux impôts locaux : changement de structure et augmentations en série	576
III.	La relance de la lutte pour le droit de vote	580
A.	L'immédiat après-guerre et les débuts de la renaissance (1945-1946)	580
1.	Un contexte en évolution	580
2.	Le 79 ^e Congrès à l'œuvre : de nouvelles initiatives pour le droit de vote des Washingtoniens	583
B.	Le 80 ^e Congrès : une période charnière (1947-1948)	591
C.	Autodétermination et réorganisation en question (1949-1952)	611
1.	L'apogée du mouvement : le projet Kefauver (1949-1950)	611
2.	De Kefauver à Neely et Case (1951-1952)	625
D.	<i>Home Rule</i> et majorité républicaine : un nouveau départ ? (1953-1954)	640
E.	1955 : de nouveaux échecs, mais une première victoire	650

PARTIE III **659**

LES MÉTAMORPHOSES D'UNE VILLE AMÉRICAINE **659**

CHAPITRE 7 **661**

Washington, laboratoire de politique sociale : la déségrégation en marche **661**

I.	Les restaurants et les salles de spectacle : premières déségrégations réussies	662
A.	La déségrégation des restaurants (1949-1953)	662
B.	La déségrégation des cinémas et théâtres : du noir et blanc à la couleur (1946-1953)	681
1.	La déségrégation de l'auditorium Lisner	682
2.	Le <i>National Theatre</i> , parangon de la résistance à la déségrégation	685
3.	Des théâtres aux cinémas : extension du domaine de la lutte	691
II.	La déségrégation des sports et des loisirs	696
A.	La déségrégation des terrains de sport et des aires de loisir	696
1.	La politique volontariste du ministère de l'Intérieur	697
2.	La Commission des loisirs traîne les pieds	706
B.	La déségrégation du sport : l'exemple du baseball	714
1.	Grandeur et décadence des Homestead Grays : la fin du baseball noir dans la capitale	715
2.	Les Senators sur la voie de l'intégration	719
III.	La déségrégation des écoles	725
A.	De 1945 à 1954 : évolution de la situation dans les écoles	725

1.	Les changements de tendance	725
2.	Le cas de l'enseignement supérieur	733
3.	Actions contre la ségrégation	735
B.	La décision du 17 mai 1954	741
1.	Soutien et anticipation des autorités locales	744
2.	Mise en place de la déségrégation	745
3.	Une opposition faible et vite maîtrisée	751
C.	L'heure des bilans	757
1.	Une rentrée sous le signe de l'intégration : premier bilan	757
2.	Une année de déségrégation : bilan et analyse à la fin 1955	761
3.	La déségrégation dans les secteurs à part	766
4.	Quel bilan final ?	768
CHAPITRE 8		777
Métamorphoses démographiques		777
I.	Les incertitudes de l'après-guerre : une démographie en transition	777
A.	Le rebond de l'immédiat après-guerre (1945-1946)	777
B.	Le District de la chute à la stabilisation (1946-1955)	780
C.	Quartiers gagnants, quartiers perdants : une nouvelle répartition géographique des habitants	782
II.	Ville stagnante, banlieue en plein essor	786
III.	District noir, banlieue blanche	794
A.	Une structure raciale en profond changement	794
B.	Les causes du changement	798
1.	Des causes générales	798
2.	Quel effet de la déségrégation des écoles ?	799
C.	Quartiers noirs, quartiers blancs, frontières mouvantes	801
CHAPITRE 9		807
Washington, laboratoire de politique urbaine		807
I.	L'évolution de la situation du logement dans la capitale : de la pénurie générale à la pénurie ciblée (1945-1950)	808
A.	Les ressorts de la pénurie : plusieurs facteurs à l'œuvre	808
1.	Une forte augmentation des coûts de construction	808
2.	Des effets importants sur le niveau et le type de constructions	809
3.	Une relance modérée de la construction	810
4.	Les destructions de logements accentuent la pénurie	811
5.	Le rôle de la démographie	813
B.	Pauvres, Noirs, anciens combattants : des populations particulièrement affectées	816
1.	Les difficultés des plus pauvres à trouver un logement décent	816
2.	Les promesses de la décision <i>Shelley v. Kraemer</i>	819
3.	Dur retour au pays pour les GI's	822
4.	L'extension des taudis	824
5.	La difficile mise en œuvre du logement social	828
C.	Les autorités prennent acte du problème	829
1.	Le maintien des mesures d'exception	829
2.	Des mesures spécifiques vers les anciens combattants	831
3.	De la politique du logement à la politique de la ville : le <i>Housing Act of 1949</i>	832
II.	Les défis du début des années 1950 : loger les plus pauvres et éradiquer les taudis (1950-1955)	835
A.	La pénurie de logements s'efface dans le District	835
B.	Logement social : les obstacles demeurent	836
III.	Le redéveloppement urbain : vers une résolution du problème des taudis ?	839
A.	Le <i>District of Columbia Redevelopment Act of 1945</i>	841
1.	Adoption et objectifs de la loi sur le redéveloppement de 1945	841
2.	La RLA : bras (dés)armé du redéveloppement à Washington	842
3.	Rénovation urbaine : premières tentatives infructueuses à <i>Marshall Heights</i>	843
B.	Le redéveloppement du Southwest, premier grand test du redéveloppement urbain dans la capitale	844

1. Le <i>Southwest</i> en 1950 : zone de rénovation prioritaire	844
2. Un quartier, deux projets de redéveloppement	846
3. Débuts du redéveloppement dans la « zone B »	848
4. Lancement du redéveloppement dans la zone C	851
C. Le redéveloppement urbain dans le District : quelles conséquences ?	852

CONCLUSION **857**

ANNEXES **865**

Annexes du chapitre 1 **866**

Annexe 1 : Organigramme du District de Columbia avant la réorganisation de 1954	866
Annexe 2 : Services rendus au gouvernement fédéral par le District de Columbia	867
Annexe 3 : Recettes de villes américaines ayant entre 500 000 et 1 million d'habitants	869
Annexe 4 : Propriétés exemptées d'impôts dans le District de Columbia (1935-1947)	869
Annexe 5 : Lutte pour le droit de vote	870

Annexes du chapitre 2 **872**

Annexe 1 : L'urbanisation de Washington et de sa banlieue entre 1800 et 1927	872
Annexe 2 : Employés fédéraux civils aux États-Unis et à Washington de 1816 à 1945 (au 30 juin)	873
Annexe 3 : Employés fédéraux Washington de 1938 à 1946	874
Annexe 4 : Carte des secteurs de recensement du District en 1940	875
Annexe 5 : Carte des secteurs de police du District en 1940	876
Annexe 6 : Répartition de la population du District en 1940	876
Annexe 7 : Croissance de la population et du nombre de logements à Washington (1910-1936)	877
Annexe 8 : Bâtiments détruits sur Independence Avenue pour construction de <i>war housing</i>	877
Annexe 9 : Logements construits à Washington (1940 – 1945)	878
Annexe 10 : Pension de famille dans le District en 1942	878
Annexe 11 : No vacancy – extraits de « Plus on est de fous » (1939), de George Stevens	879
Annexe 12 : Construction de bureaux temporaires sur le Mall	880
Annexe 13 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington en 1940	881
Annexe 14 : Exemple de <i>war housing</i> : les trailers	882
Annexe 15 : Estimation du nombre d'impasses à Washington (1858-1952)	882
Annexe 16 : Cartes des maisons d'impasse dans la capitale entre 1871 et 1927	883
Annexe 17 : Toilettes extérieures dans une impasse du Sud-Est du District	884
Annexe 18 : Part de la dette, des travaux publics et de la protection incendie dans le budget du District (1881-1917)	884
Annexe 19 : Bureaux temporaires construits sur le Mall pendant la Première Guerre mondiale	885
Annexe 20 : Résidences construites en 1918 entre le Capitole et <i>Union Station</i> pour les employés fédéraux participant à l'effort de guerre	885
Annexe 21 : Dates de début et de fin des travaux des sept édifices initiaux du Federal Triangle	886

Annexes du chapitre 3 **887**

Annexe 1 : Tracts distribués par la NNA pour la déségrégation de Peoples Drug Stores	887
Annexe 2 : Plan des quartiers de la capitale (WP)	889

Annexes du chapitre 4 **890**

Annexe 1 : Extraits du film "Monsieur Smith au Sénat", Frank Capra (1939)	890
Annexe 2 : Plan réalisé par Pierre-Charles L'Enfant en 1791, avec les observations de l'urbaniste	892
Annexe 3 : Carte topographique de Washington en 1791	893
Annexe 4 : Harry Truman, Discours des quatre points (1949)	894
Annexe 5 : « Wordle » du discours d'investiture d'Harry Truman (1949)	895
Annexe 6 : Wordle » du discours d'investiture de Dwight Eisenhower (1953)	895
Annexe 7 : Harry Truman et Dwight Eisenhower, meilleurs amis du monde (1953)	896
Annexe 8 : Dwight Eisenhower acclamé aux abords du Capitole, 18 juin 1945	896
Annexe 9 : Accueil du général Wainwright dans la capitale, le 10 septembre 1945	897
Annexe 10 : Remise de la médaille d'honneur du Congrès au Gen. Wainwright par H. Truman, 10 sept. 1945	897

Annexe 11 : Répartition des sièges des organisations hors organisations d'affaires (1931-1959)	898
Annexe 12 : Nombre de touristes et recettes induites à Washington entre 1946 et 1955 (en millions)	898
Annexe 13 : Nombre de visiteurs au Smithsonian, par bâtiment, entre 1946 et 1953	899
Annexe 14 : Programme du Cherry Blossom Festival en 1949	899
Annexe 15 : Foule des visiteurs lors du Cherry Blossom Festival en 1947	900
Annexes du chapitre 5	901
Annexe 1 : Localisation de Massachusetts Avenue et 16th Street dans le District	901
Annexe 2 : Plan de Massachusetts Avenue	902
Annexe 3 : Visite de dignitaires étrangers dans la capitale américaine	903
Annexe 4 : 1818 H Street, NW : le siège de la BIRD et du FMI	904
Annexe 5 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord, Washington, 4 avril 1949	905
Annexe 6 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord par Harry Truman, 24 août 1949	905
Annexe 7 : Déclaration du Président Truman sur l'explosion atomique russe, le 23 septembre 1949	906
Annexe 8 : Article de David Parker dans le Washington Post du 3 août 1947	907
Annexes du chapitre 6	908
Annexe 1 : Surface et valeur des propriétés fédérales, municipales et privées exemptées d'impôts dans le District en 1947	908
Annexe 2 : Montant et part de la contribution fédérale dans le budget du District	908
Annexe 3 : Structure des impôts à Washington (1945-1955)	909
Annexe 4 : Discours du président Truman sur les droits civiques	910
Annexe 5 : Case Seven Points	911
Annexes du chapitre 7	912
Annexe 1 : Caricatures sur les droits civiques	912
Annexe 2 : Données sur la déségrégation scolaire	916
Annexe 3 : Transfert des écoles entre les divisions blanche et noire (1947-1954)	916
Annexe 4 : Dépenses par élève dans une sélection d'États américains en 1953-1954	917
Annexe 5 : Déclaration de politique générale du Conseil scolaire, 25 mai 1954	918
Annexes du chapitre 8	920
Annexe 1 : Accroissement naturel et nombre de naissances à Washington (1940-1955)	920
Annexe 2 : La population de Washington entre 1945 et 1955	920
Annexe 3 : Nombre d'employés fédéraux civils dans la région de Washington de 1940 à 1957	921
Annexe 4 : Nombre de fonctionnaires fédéraux dans la région de Washington (1921-1957)	921
Annexe 5 : Évolution de la densité de la population dans la capitale (1940-1960)	922
Annexe 6 : Évolution de la proportion de Noirs dans la capitale (1940-1960)	925
Annexe 7 : La population de la banlieue de Washington de 1930 à 1957	928
Annexe 8 : Population des comtés voisins de Washington (1930-1957)	928
Annexe 9 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1950-1957)	929
Annexe 10 : Évolution de la population noire et blanche à Washington (1930-2000)	929
Annexes du chapitre 9	930
Annexe 1 : Index des coûts de construction entre 1915 et 1955 (Base 100 en 1947-1949)	930
Annexe 2 : Coûts de construction aux États-Unis (1915-1955) selon l'indice AAC	930
Annexe 3 : Indices de coût de construction 1913-1949	931
Annexe 4 : Nombre de logements construits à Washington, Chicago, San Francisco et Boston (1935-1955)	932
Annexe 5 : Profil des logements à Washington, 1940-1950	933
Annexe 6 : Comparaison des besoins et de l'offre de logements privés à Washington	933
SOURCES	935
Abréviations utilisées	936
I. Localisation des principales sources primaires	937
A. Les archives municipales : élusives à souhait	937
B. District of Columbia Public Library	937
C. Historical Society of Washington, D.C.	938

D.	Library of Congress	938
E.	George Washington University	938
1.	The Center for Washington Area Studies	938
2.	The Gelman Library	938
F.	Les Archives nationales : National Archives and Records Administration	939
G.	Howard University	939
H.	Les bases de données en ligne	939
II.	Harry Truman Library : les archives d'Harry Truman	939
A.	President's secretary's files, 1945-53	939
B.	White House Central Files, 1945-53	939
1.	Official File, 1945-53	940
2.	President's Personal File, 1945-53	942
C.	Files named for offices : White House Press Release Files, 1945-53	943
D.	Archives diverses disponibles sur internet	944
E.	Collection audiovisuelle	944
III.	Les archives du Congrès	944
A.	Records of the Committee on the District of Columbia	945
1.	Committee on the District of Columbia, 1879-1946	945
2.	Committee on the District of Columbia, 1947-68	946
B.	Records of the Committee on Appropriations, 1867-1968	950
1.	Records of the Appropriations Committee, 1867-1946	950
2.	Records of the Appropriations Committee, 1946-1968	950
C.	Joint Committee on Washington Metropolitan Problems, 1957-60	951
D.	Committee on the Civil Service, 1924-1946	951
E.	Records of the Committee on Government Operations (RG 46.13)	952
F.	Le Congressional Serial Set (LOC, NARA)	952
1.	Report of the Government of the District of Columbia (RGDC)	953
2.	Statistical Abstract of the United States	955
3.	Congressional County and City Data Book	956
4.	Smithsonian Institution	957
G.	Congressional Record	957
H.	Statutes at large (LOC)	957
I.	Archives diverses du Congrès	958
J.	Congressional Archives – Carl Albert Center (University of Oklahoma)	959
1.	Andrew J. Biemiller Collection	959
2.	Helen Gahagan Douglas Collection	959
3.	Preston E. Peden Collection	959
4.	Tom Steed Collection	960
5.	Elmer Thomas Collection	960
6.	George H. Wilson Collection	960
K.	Yale Law School – Lillian Goldman Law Library	961
IV.	Les archives nationales : dépositaires de plusieurs fonds du District	961
A.	Records of the National Capital Planning Commission (RG 328)	961
B.	National Capital Housing Authority (RG 302)	962
C.	Records of Presidential Inaugural Committees (RG 274)	962
1.	Records of the 1949 Inaugural Committee (274.3)	962
2.	Records of the 1953 Inaugural Committee 1952-54 (274.4)	962
3.	Records of the Commission of Fine Arts (RG 66)	962
4.	Records of the National Park Service (RG 79)	962
5.	Records of the Central Intelligence Agency (RG 263)	963
6.	Records of the National Security Council (NSC) (RG 273)	963
7.	Records of the Office of Civil and Defense Mobilization, National Security Resources Board Files (RG 304)	963
8.	Records of the Atomic Energy Commission, Office of the Secretary General Correspondance (RG 326)	964
9.	Records of the Government of the District of Columbia, Board of Commissioners General Files, (RG 351)	964
D.	Records of International Conferences, Commissions, and Expositions (RG 43)	964
V.	Le Bureau of Census : données démographiques et économiques	964

VI.	DCPL - Washingtoniana Division	965
A.	Home Rule Committee Collection (1939-1961) – coll. 55	965
B.	Statehood Commission Records (1941-1994) – coll. 48	966
C.	Harry S. Wender Papers (1930-1973) – coll. 9	966
D.	League of Women Voters Records (1930-1982) – coll. 33	966
E.	Urbanisme	967
1.	Papers of Sarah E. Ellis (1945-1979) (DCPL, coll. 19)	967
2.	Papers of Albert J. Headley (1945-1978) – DCPL, coll. 35	967
F.	Logement	968
VII.	Archives et rapports d'associations, entreprises et organisations	968
A.	Rapports et archives d'agences et de comités locaux	968
B.	Washington Board of Trade (GWU, coll. MS2029)	968
1.	MS2029 Series 2: Annual reports, annual and monthly meetings, 1890-1979	969
2.	MS2029 Series 3: Board of Directors and Executive Committee, 1889-1979	969
3.	MS2029 Series 4: Presidents' and Executive Vice Presidents' papers, 1946-1980	969
4.	MS2029 Series 6: Board of Trade, general, 1922-1980	969
5.	MS2029 Series 7: Committees, 1891-1979	969
6.	MS2029 Series 9: Publications and public statements, 1895-1983	970
7.	MS2029 Series 13: Housing issues, 1930-1985	970
8.	MS2029 Series 15: Transportation issues, 1939-1986	970
9.	MS2029 Series 16: Employment issues, 1950-1981	970
10.	MS2029 Series 17: District of Columbia Government, 1906-1983	970
C.	Clubs, associations et organisations	970
1.	American Association of University Women, D.C. Branch, Records (1884-1997)	971
2.	Federal Club (Washington, D.C.) Records (1947-1953) - HSW	972
3.	Historic Mount Pleasant, Inc. Records (1926-1986) - HSW	972
4.	Jewish Community Council of Greater Washington Records, (1938-1988) - GWU	972
5.	Kenilworth Citizens' Association Records (1908-1946) (HSW)	973
6.	Newcomers Club (Washington, D.C.) Records (1937-1946) (HSW)	974
7.	Twentieth Century Club Records (1909-1999) (DCPL, collection 56)	974
8.	Women's City Club Records (1919-1982), Women's City Club Collection (1953-1984) (DCPL, coll. 32 et 49)	974
D.	Associations de quartier	974
1.	Adams-Morgan Community Council Records (1946-1964) (DCPL, coll. 11)	974
2.	Chillum Heights Citizens Association Records (1929-1989) (DCPL coll 42)	974
3.	Dupont Circle Citizens' Association Records (1925-1997) (HSW)	974
VIII.	Outils juridiques et législatifs	975
IX.	Presse	975
X.	Archives personnelles	977
A.	Truman Library	977
1.	Milton Katz Papers (1921-1995) - Historical Reports on War Administration File, 1946-1947	977
B.	Howard University - Moorland-Spingarn Research Center	978
1.	Carter, Art Papers (1932-1988)	978
2.	Frazier, E. Franklin Papers (1908-1972)	978
3.	Johnson, Mordecai W. Papers (1913-1976)	979
4.	Locke, Alain L. Papers (1841-1954 -bulk 1898-1954)	979
5.	Mary Church Terrell Papers	979
	Committee's Memorandum, MCTP, 7 janvier 1952, Box 102-12, Folder 230, MSC.	979
C.	Historical Society of Washington, D.C.	979
1.	Divers	979
2.	Politique	980
3.	Afro-Américains	980
D.	Library of Congress	981
1.	Mary Church Terrel Papers (MCTP) - 1851-1962	981
2.	Eugene Meyer Papers	981
XI.	Cartes	981
A.	Library of Congress	982
B.	Historical Society of Washington, D.C.	983

1.	Real Estate atlases, 1887-1965	983
2.	HSW Map Collection	983
C.	D.C. Public Library	984
D.	Institut Géographique National	984
XII.	Sources photographiques	984
A.	Library of Congress	984
1.	Collections principales	984
2.	Autres séries	986
B.	D.C. Public Library	987
1.	Washington Historical Image Collection	987
2.	Washington Star Collection	988
3.	Joseph Curtis Photograph Collection of Southwest (1914-1970)	988
4.	James Goode's "Capital Losses" Collection (1979)	988
5.	Theodor Horydczak Photograph Collection (1920-1959)	988
6.	Nation's Business D.C. Photograph Morgue (1910-1981)	988
C.	Howard University (MSRC – coll. 190)	989
1.	Pittsburgh Courier Publishing Co. Washington Bureau collection, 1946-1968.	989
2.	Mary O'H. Williamson Collection, "Colored Celebrities Here and There" (1930s - 1940s)	989
D.	Historical Society of Washington, D.C.	989
1.	Prints and Photographs Collections	989
2.	Special Photograph Collections	989
XIII.	Sources orales	990
A.	Howard University	991
B.	D.C. Public Library - Oral History Research Center Collection (coll. 1-22)	991
C.	Truman Library	991
XIV.	Archives et statistiques militaires	991
A.	Department of Defense	992
B.	Department of the Navy (Naval Historical Center)	992
1.	Records of the Bureau of Personnel, Strength and Statistics Branch, 1946-1966	992
2.	Reports and Statistics of the Bureau of Personnel, 1909-1984	992
3.	Rapports et registres	992
C.	Department of the Army	993
D.	District of Columbia. National Guard. Coast Artillery, 260th Records (1924-1959) - HSW	993
E.	District of Columbia. National Guard. 260th Artillery Association Records (1949-1989) - HSW	993
XV.	Extraits vidéo	993

BIBLIOGRAPHIE

I.	Outils de recherche	996
II.	Ouvrages sur les États-Unis	996
A.	Ouvrages généraux	996
B.	Écrits thématiques	997
III.	Ouvrages généraux sur les villes	998
1.	Urbanisme : généralités	998
2.	Villes américaines	998
IV.	Histoire présidentielle	1000
1.	Ouvrages généraux	1000
2.	Ouvrages sur la présidence d'Harry Truman	1000
3.	Ouvrages sur la présidence Eisenhower	1001
V.	Écrits généraux sur Washington	1001
1.	Ouvrages généraux	1001
VI.	Washington : le premier siècle (1790-1900)	1002
VII.	Washington : 1901-2013	1004
VIII.	Washington : écrits thématiques	1004
A.	Histoire politique et militaire	1004
B.	Les monuments historiques et les mémoriaux	1005
IX.	Gouvernance – Home rule	1006
A.	Politique locale, gouvernance	1006
B.	<i>Home Rule</i> et représentation nationale	1007

X.	Urbanisme et architecture	1008
A.	Planification et espaces publics	1008
1.	Parcs et espaces verts	1008
2.	Planification urbaine	1009
3.	Urbanistes, architectes, ingénieurs, paysagistes	1010
B.	Architecture	1011
1.	Généralités	1011
2.	Édifices remarquables	1012
3.	Édifices gouvernementaux et militaires	1012
C.	Quartiers	1013
XI.	Infrastructures	1014
XII.	Logement	1016
A.	Généralités	1016
B.	Logement social	1017
C.	Taudis, lutte contre les taudis	1017
XIII.	Les Noirs dans la capitale américaine	1019
A.	Généralités	1019
B.	Politique	1020
C.	Logement	1021
D.	Droits civiques - Déségrégation	1021
1.	Généralités	1021
2.	Déségrégation des restaurants	1022
3.	Déségrégation des écoles	1022
XIV.	Seconde Guerre mondiale	1023
XV.	Guerre froide	1023
XVI.	Aspects internationaux	1025
XVII.	Démographie	1026
XVIII.	Économie	1026
XIX.	Écoles	1027
XX.	Sport	1028
XXI.	Loisirs	1028
XXII.	Religion	1029
XXIII.	Biographies	1030
XXIV.	L'histoire de la ville en images	1030
XXV.	Filmographie	1031
	Liste des sigles	1032
	Lexique	1035
	Index	1036
	Table des matières	1047